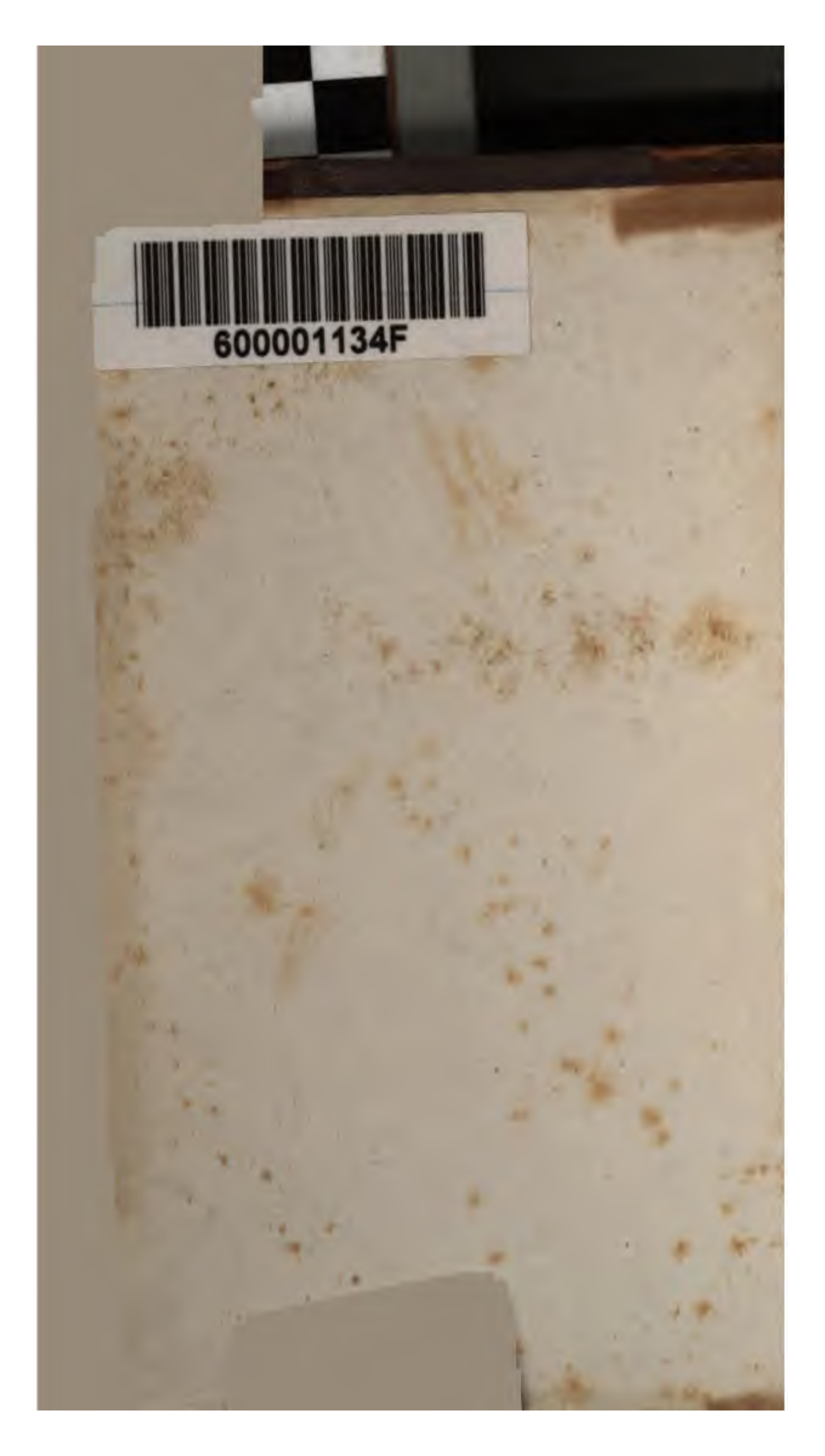
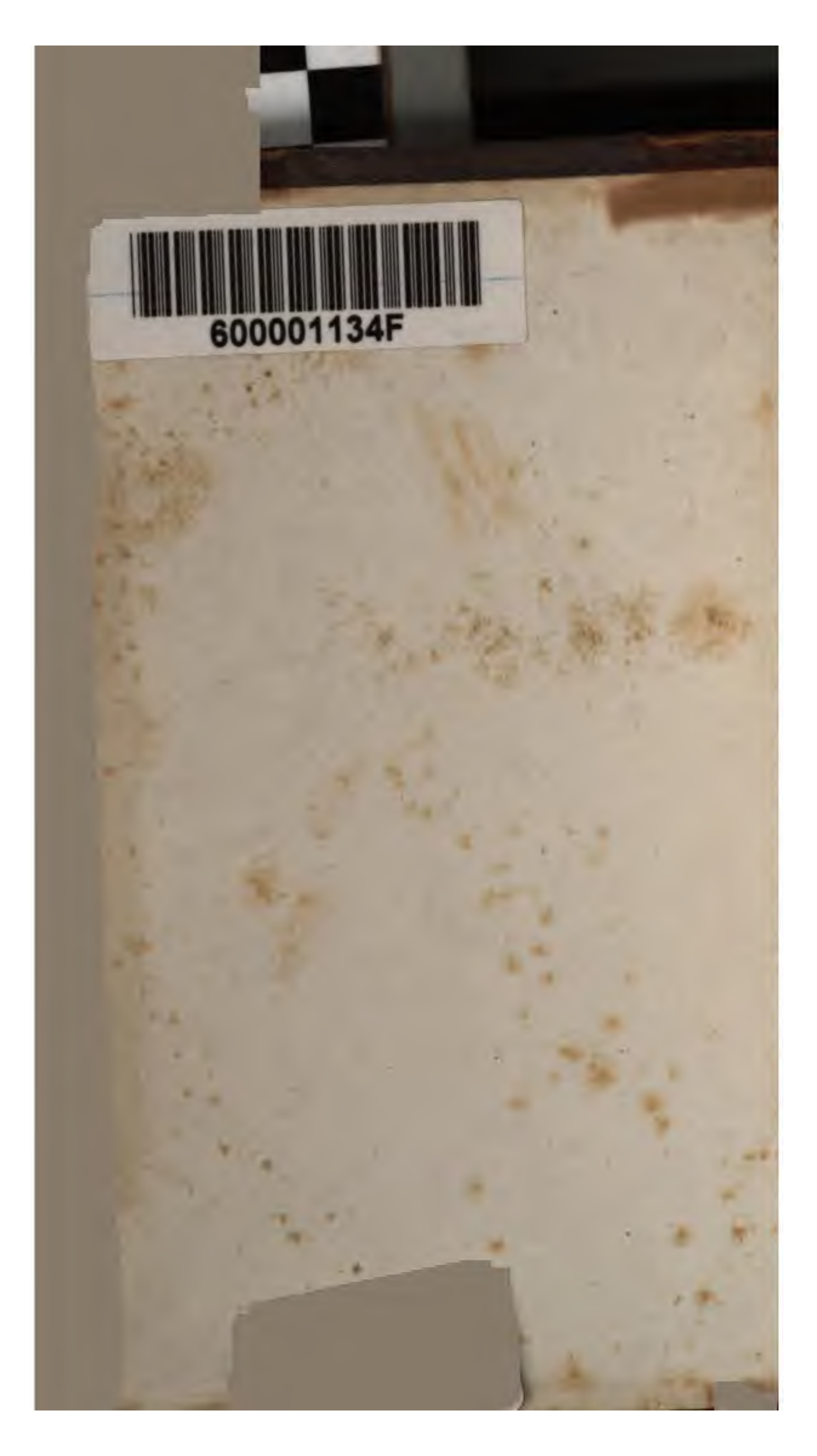
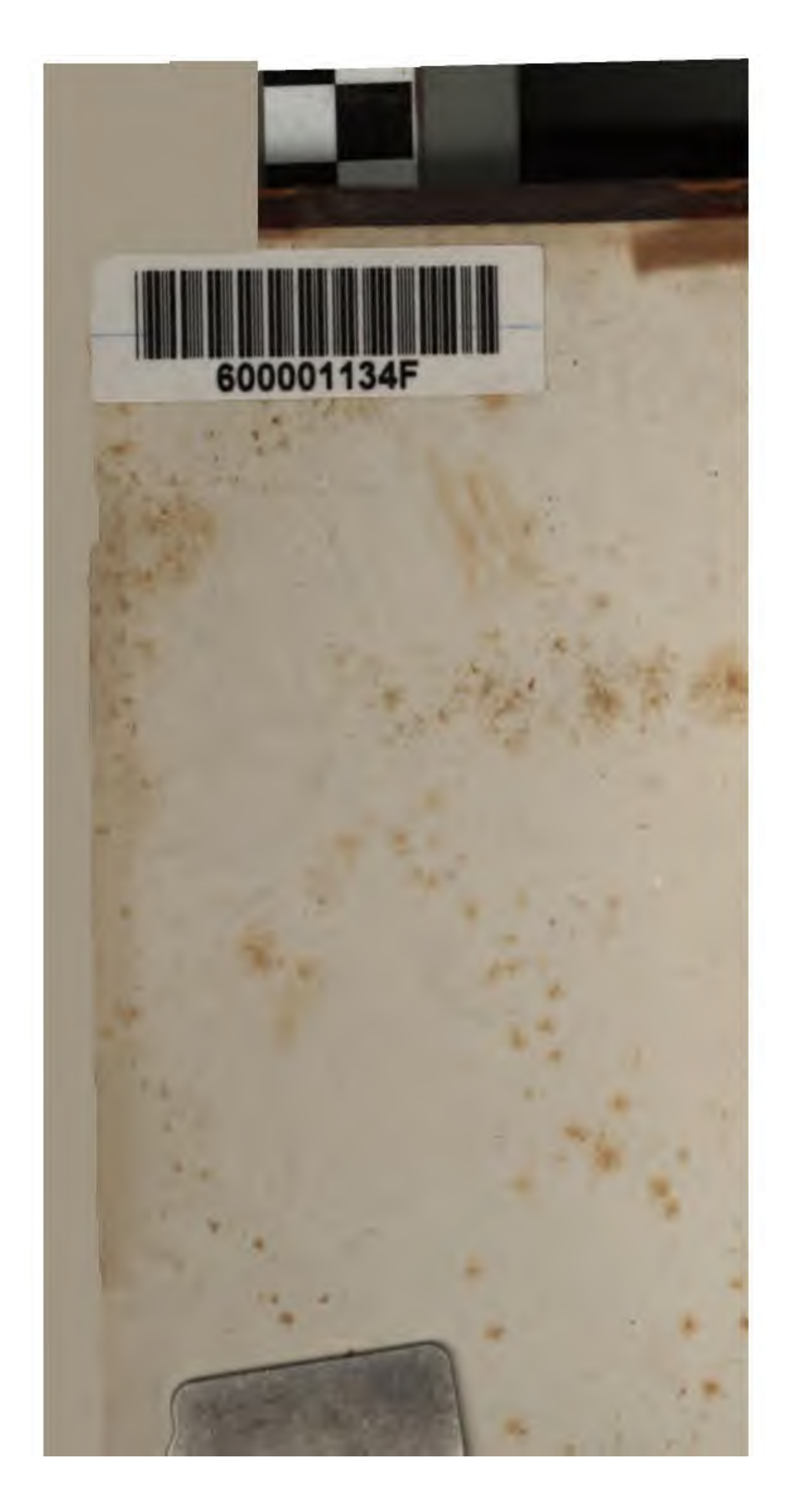

600001134F


600001134F


600001134F





HISTOIRE

DES FRANÇAIS

TOME TROISIÈME

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.

[redacted]

HISTOIRE

DES FRANÇAIS

DEPUIS LE TEMPS DES GAULOIS JUSQU'A NOS JOURS

PAR

THÉOPHILE LAVALLÉE

DIX-NEUVIÈME ÉDITION

DÉVELOPPÉE DE 1814 A 1848

ET CONTINUÉE, SUR LE MÊME PLAN, JUSQU'EN 1873

PAR M. FRÉDÉRIC LOCK

TOME TROISIÈME



PARIS

CHARPENTIER ET C[ie], LIBRAIRES-ÉDITEURS

28, QUAI DU LOUVRE

1874



[redacted]



LIVRE III.

LES BOURBONS,

OU

LA FRANCE SOUS LA MONARCHIE ABSOLUE

AGE DE RUINE DE LA FÉODALITÉ.

(1589-1789.)

SECTION I.

ÉTABLISSEMENT DE LA MONARCHIE ABSOLUE.

1589-1654.

CHAPITRE PREMIER.

Commencement du règne de Henri IV. — Fin des guerres civiles religieuses. — Édit de Nantes et traité de Vervins. — 1589 à 1598.

§ Ier. HENRI IV ET CHARLES X, ROIS DE FRANCE. — En apprenant la mort de Henri III, Paris éclata de joie, et poussa l'égarement jusqu'à honorer le meurtrier comme martyr. Toutes les églises retentirent des éloges de Jacques Clément; son portrait fu placé sur les autels; l'ambassadeur d'Espagne écrivait à son maître que « c'était à la main seule du Très-Haut qu'on était « redevable de cet heureux événement (1), » et le pape n'eut pas honte de comparer la mort de l'assassin à la passion du Sauveur.

(1) Archives de Simancas, d'après Capefigue, *la Réforme, la Ligue et le Règne de Henri IV*, t. v, p. 290.

Cependant l'extinction de la race des Valois plaçait la Ligue sur un terrain tout nouveau, en mettant en scène la grande question de la succession au trône. Henri de Bourbon étant doublement étranger à la France comme roi de Navarre et comme chef des calvinistes, il semblait que la nation dût rentrer pleinement dans son droit de se choisir un souverain de sa religion, de sa langue et de ses lois. L'occasion était venue pour la maison de Guise, si populaire et si catholique, de monter sur le trône ; mais le Balafré était mort ; son fils, qui n'avait rien des vertus de ses pères, était prisonnier du Béarnais ; son frère, le duc de Mayenne, devenu le chef de la Ligue plutôt par la force des circonstances que par ambition, était un homme intelligent et tenace, mais modéré, nonchalant, sans inspiration et sans audace. Celui-ci chercha à gagner du temps par un moyen terme qui, en remplissant le trône, laissât pourtant le champ libre à ses prétentions, et il se hâta de faire proclamer le cardinal de Bourbon sous le nom de Charles X [7 août 1589]. C'était une grande faute et la négation même des projets de la maison de Guise : le nouveau roi, prisonnier du Béarnais, ne donnait, il est vrai, que son nom à Mayenne, qui gardait tout le pouvoir ; mais son élévation était une reconnaissance formelle de la légitimité des Bourbons, et par là, ainsi que le désiraient Villeroy, Jeannin et les politiques qui poussaient à cette mesure, on préparait les voies à Henri de Navarre. Charles X fut reconnu sans obstacle par toutes les villes de l'Union et par les puissances catholiques ; Mayenne garda le gouvernement comme lieutenant général de l'État et couronne de France.

Dans le camp de Saint-Cloud, le Béarnais avait pris le titre de roi de France et le nom de Henri IV ; mais autour de lui étaient de grandes divisions. Les seigneurs protestants voyaient que leur parti restait sans tête et sans avenir si leur chef était mis sur le trône, car Henri devait infailliblement se faire catholique ; alors il travaillerait à rétablir l'unité monarchique, et combattrait les prétentions aristocratiques et féodales de ses anciens compagnons. Nonobstant, les gentilshommes gascons, qui avaient suivi le brave Béarnais, n'ayant devant les yeux que la gloire de donner à la France un roi de leur pays et l'espoir d'élever leur fortune sur la sienne, reconnurent Henri, et ce fut un suicide pour le parti protestant.

Mais le camp de Saint-Cloud comptait à peine trois à quatre

mille calvinistes sur quarante mille hommes: le reste était composé de catholiques amenés à Henri III par les ducs de Longueville, de Montpensier, d'Épernon, d'Aumont, de Biron, d'O, etc., qui tous n'avaient qu'un sentiment, ne pas obéir à un roi hérétique. On voyait ces orgueilleux seigneurs, en présence de Henri et devant le cadavre de son prédécesseur, « comme gens forcenés, enfonçant leurs chapeaux, les jetant par terre, fermant les poings, complotant, se touchant la main, formant des vœux et des promesses dont on oyoit pour conclusion : plutôt mourir de mille morts [1] ! » Ils se rassemblèrent tous, et déclarèrent solennellement à Henri qu'il lui fallait choisir entre rester roi de Navarre et protestant, ou devenir roi de France et catholique. Le Béarnais pâlit de crainte, mais montra de la fierté : « Me prendre à la gorge, leur dit-il, sur le premier pas de mon avénement et à une heure si dangereuse! auriez-vous donc plus agréable un roi sans Dieu? J'appelle de vos jugements à vous-mêmes, messieurs; et ceux qui ne pourront prendre une plus mûre délibération, je leur baille congé librement pour aller chercher leur salaire sous des maîtres insolents. J'aurai parmi les catholiques ceux qui aiment la France et l'honneur [2]. » Puis, se tournant vers le maréchal de Biron, réputé le plus habile des généraux catholiques : « C'est à cette heure, dit-il, qu'il faut que vous mettiez la main droite à ma couronne; venez-moi servir de père et d'ami contre ces gens qui n'aiment ni vous ni moi. » Henri était peut-être indifférent entre les deux religions; mais il sentait que, s'il se faisait catholique en ce moment, le peuple dirait qu'il sacrifiait sa conscience à son ambition; il fallait, pour que sa conversion eût tout son prix, qu'il fût assez bien établi dans ses affaires pour donner à croire qu'il pouvait arriver au trône sans cette concession; il fallait qu'il ne fût plus un pauvre chef d'aventuriers, mais un roi puissant, entouré d'une forte armée; il fallait enfin que son droit fût sanctionné par des victoires. D'après le conseil de chefs protestants, il répondit aux seigneurs catholiques par une déclaration dans laquelle il promettait de se faire instruire dans la religion romaine, et de convoquer les états généraux [1589, 4 août]; en attendant il jurait de maintenir exclusive-

[1] D'Aubigné, t. III, liv. II, ch. 23.
[2] Id., ibid.

ment la religion catholique dans le royaume, excepté dans les lieux où l'édit de Bergerac accordait liberté aux protestants. Cette déclaration fut signée par la plupart des seigneurs, qui « reconnurent pour leur roi et prince naturel Henri IV, roi de France et de Navarre [1] ; » elle fut enregistrée au parlement de Tours, et envoyée à toutes les villes du royaume. Malgré cela, d'Épernon et plusieurs seigneurs catholiques abandonnèrent Henri et se retirèrent dans leurs gouvernements ; d'autres passèrent même dans le camp de la Ligue avec un grand nombre de soldats ; quelques-uns, comme d'Aumont, Longueville, Biron, se firent acheter leur fidélité par des concessions de fiefs ; enfin La Trémoille, avec neuf bataillons de protestants, refusa de « combattre sous les drapeaux d'un souverain qui venait de s'engager à protéger l'idolâtrie. » Il ne resta au pauvre Henri, devant la grande et puissante Ligue, que huit à dix mille hommes, la plupart étrangers, et qu'il ne pouvait ni solder ni nourrir.

Ainsi Charles X et Henri IV, les religions catholique et protestante, les parlements de Paris et de Tours, le nord et le midi de la France, le peuple et la noblesse, l'esprit d'unité et l'esprit féodal étaient en présence avec une grande différence de moyens et de forces. Le droit, la puissance et l'avenir sont du côté de la Ligue ; mais Henri de Bourbon n'était pas un homme ordinaire ; quand il vit que la force était inutile, il apostasia le parti où il était né, et se jeta dans celui qui lui donnait le droit, la puissance et l'avenir.

§ II. Combat d'Arques. — Surprise des faubourgs de Paris. — Henri est reconnu par les Vénitiens. — Cependant la mort de Henri III avait rendu toute sa confiance à la Ligue ; les secours de l'Espagne étaient arrivés, et Mayenne rassemblait avec beaucoup d'activité une armée de trente mille hommes. Henri allait se trouver isolé et compromis devant la capitale ; roi sans royaume, sans sujets, sans gouvernement, sans ministres, il ne pouvait lever nulle part des impôts ni des hommes, car le peu de pays qui le reconnaissait avait assez à faire de se défendre lui-même : il fallait donc se hâter de quitter les environs de Paris. Mais, privé de vivres et de munitions, il ne savait où aller, et il pensait même à retourner dans les provinces

(1) *Duplessis-Mornay*, t. IV, p. 38.

méridionales, quand d'Aubigné lui dit : « Qui vous croira roi de France en voyant vos lettres datées de Limoges ? » En effet, s'il eût suivi cette première pensée, il est probable qu'il aurait usé sa vie aventureuse au delà de la Loire sans jamais entrer à Paris. Il se décida alors à aller en Normandie, « pour y prendre l'argent des recettes, y faire vivre son armée ([1]), » et s'emparer de quelque port d'où l'on pût recevoir les secours de l'Angleterre. Il envoya d'Aumont et Longueville avec deux petits corps, dans la Picardie et la Champagne, pour inquiéter la frontière, et avec sept mille hommes, mécontents et affamés, il marcha sur la Normandie.

Mayenne se mit à sa poursuite, et il le pressa de telle sorte qu'il ne pouvait lui échapper, disait-il, qu'en sautant dans la mer. Henri essaya une surprise sur Rouen, puis tourna sur Dieppe, que le gouverneur lui livra ; mais il n'osa se renfermer dans cette ville, où les habitants et le manque de vivres le forceraient bientôt à capituler, et il se retrancha dans une forte position, près de la rivière et du village d'Arques. Sa situation était si désespérée que son parlement lui conseillait de reconnaître Charles X, à la condition d'être reconnu son héritier; lui-même songea à se réfugier en Angleterre. Les représentations de Biron lui rendirent le courage, et il attendit résolument l'armée de la Ligue dans son camp, où il prit des dispositions très-habiles [1589,13 sept.]. Mayenne essaya pendant quinze jours, soit par force, soit par ruse, d'enlever ou le camp royaliste ou les faubourgs de Dieppe ; mais il fut repoussé dans toutes ses attaques ; et lorsqu'il apprit que Longueville et d'Aumont accouraient avec des renforts, il effectua sa retraite par la Picardie pour se joindre aux auxiliaires espagnols qui lui arrivaient [28 sept.].

Les combats d'Arques, où sept mille hommes avaient résisté glorieusement à trente mille, étaient d'un heureux augure pour le Béarnais. En ce moment, Longueville et d'Aumont lui amenèrent la noblesse de Picardie et de Champagne ; Élisabeth lui envoya cinq mille Anglais, et il se trouva alors à la tête de vingt mille hommes ; mais il n'avait pas un écu pour les payer, et il voulut, en leur donnant un butin qui leur tiendrait lieu de solde, effrayer ses ennemis par un coup hardi et prendre l'offensive au centre de ce royaume où personne ne lui obéis-

([1]) L'Étoile, t. II, p. 2.

sait. Il gagna trois marches sur Mayenne, et se porta rapidement sur Paris, qui ne s'attendait nullement à une attaque [31 oct.]. Les bourgeois et les moines se jetèrent, pleins d'enthousiasme et de courage, dans les faubourgs; mais l'enceinte étant trop vaste pour être défendue, les faubourgs du midi furent emportés d'assaut, après un violent combat où périrent neuf cents Parisiens [1er nov.]. Les huguenots s'y précipitèrent en criant: « Saint-Barthélemy ! » et pendant trois jours ils les livrèrent au plus affreux pillage. Henri, ayant ainsi enrichi ses soldats, n'essaya pas de forcer la ville, « car son armée se fût perdue dedans (1); » d'ailleurs, les Parisiens se préparaient à une vigoureuse résistance, et Mayenne venait d'arriver [4 nov.]. Il décampa, partagea son armée en quatre corps qu'il envoya vivre dans quatre provinces; et, à la tête de ses gentilshommes, il alla à Tours, la capitale du parti royaliste [21 nov.].

C'était l'époque où devaient se réunir les états. Henri qui ne voulait pas exposer ses droits aux discussions d'une assemblée nationale, s'excusa auprès du parlement de ne les avoir pas convoqués, à cause des embarras de la guerre. Obligé de tenir le milieu entre les catholiques, qui s'impatientaient de ne pas le voir changer de religion, et entre les protestants, qui se proposaient d'élire à sa place un chef de leur parti, il luttait contre les difficultés de sa position à force de gaieté, de patience, de finesse d'esprit et de courage : « Il faisoit plus le compagnon que le prince, et suppléoit à la pauvreté de ses moyens par la prodigalité de ses promesses. Il faisoit bonne mine à tout le monde, flattant tour à tour les protestants et les catholiques, les premiers comme ses anciens et intimes compagnons, les seconds comme des gens dont il alloit embrasser la croyance; s'excusant auprès des bourgeois des maux de la guerre, se faisant l'ami des gentilshommes, tournant en plaisanterie sa pénurie actuelle, protestant à chacun qu'il lui devoit la couronne et qu'il l'en récompenseroit bien un jour (2). »

Cependant il gagnait du chemin, sinon en France, où l'on ne croyait jamais qu'il parviendrait au trône, du moins à l'extérieur, où sa renommée grandissait. Malgré sa pauvreté et les soins de la guerre, il avait envoyé des agents dans toutes les

(1) *Sully, t. I, p. 435.*
(2) *Davila, liv. X, p. 595.*

cours, et ses relations diplomatiques étaient fort actives. Il fut reconnu sans obstacle par l'Angleterre et les Provinces-Unies, ses alliées intimes; par la Suède et le Danemarck, qui firent amitié avec lui; par la Turquie, qui lui promit son assistance contre l'Espagne: mais aucune puissance catholique n'avait encore osé le traiter en roi. Ce fut Venise qui commença : elle accrédita un ambassadeur auprès de lui ; les ducs de Mantoue et de Ferrare suivirent cet exemple et lui fournirent même des sommes d'argent considérables. Cette reconnaissance d'un roi hérétique par trois États catholiques et italiens était une grave atteinte à l'autorité pontificale et à la prépondérance espagnole. Le pape, à l'instigation de Philippe, menaça d'abord les Vénitiens d'excommunication; puis il écouta les observations du sénat, qui lui montra qu'il ne pouvait pas faire un pas sans la permission de l'Espagne, et que la grandeur du roi de France était la garantie de l'indépendance de l'Italie. Il se radoucit, témoigna du regret d'avoir excommunié Henri, et reçut favorablement une ambassade des seigneurs catholiques qui suivaient le Béarnais. La Ligue murmura; les curés de Paris dirent que Sixte-Quint était un « méchant pape et politique ; » l'ambassadeur de Philippe II, à genoux devant le pontife, le somma de « déclarer excommuniés tous les adhérents du roi de Navarre, sinon le roi catholique abandonnerait l'obédience du pape, ne pouvant souffrir que la cause du Christ fût ruinée. » Sixte résista : « Si le roi de Navarre était ici, dit-il, je le supplierais à genoux de se faire catholique. » Et jusqu'à la fin de sa vie il resta indécis entre le salut de la foi et l'indépendance du saint-siége, entre le penchant qu'il avait pour Henri IV et la crainte que lui inspirait Philippe II.

§ III. Embarras de Mayenne. — Bataille d'Ivry. — Cette conduite du pape jeta la désunion dans la Ligue : Mayenne était mal obéi; il avait à se défendre contre l'esprit démocratique des Parisiens, l'ambition des Espagnols, l'emportement du clergé, la trahison des politiques, et il regrettait de n'avoir pas pris la couronne, but de toutes les intrigues et cause de toutes les divisions. Philippe II énonçait hautement les droits de sa fille, comme née d'une sœur de Henri III; les ducs de Lorraine et de Savoie avaient de semblables prétentions [1]; les ducs de Mer-

[1] Le premier pour son fils, comme né d'une fille de Henri II ; le second pour lui-même, *comme fils d'une fille de François Ier*.

cœur, de Nemours, de Nevers, d'Aumale, tendaient à démembrer le royaume; une partie du parlement et une grande partie de la noblesse et de la haute bourgeoisie voulaient un roi français, et auraient accepté Henri de Navarre, pourvu qu'il devînt catholique; enfin les Seize et les membres du conseil de l'Union étaient « gens qui ne tendoient qu'à la ruine de la monarchie et de la noblesse, et à réduire l'État de France en une république [1]. » Mayenne lutta avec fermeté contre toutes ces prétentions, et persista dans son but : conserver l'unité monarchique en rejetant la domination des huguenots et des Espagnols. Il repoussa à la fois les propositions de Philippe II et de Henri IV, et fit décréter par la Sorbonne une défense expresse de traiter avec les hérétiques; il introduisit des seigneurs et même des politiques dans le conseil de l'Union, diminua ses attributions, et plus tard les annula entièrement; puis il promit de convoquer les états généraux pour laisser à la nation le soin de disposer de la couronne, et s'occupa entièrement de la guerre.

Henri continuait sa vie d'aventurier, comme s'il eût voulu n'obtenir le trône que par son épée; mais, malgré ses succès, il ne gagnait pas de partisans; presque toutes les villes et les campagnes étaient contre lui; les grands seigneurs étaient indépendants; il n'avait pour lui que ses compagnons de guerre, « qu'il remplissoit de bonne opinion de lui et d'eux-mêmes [2], » par ses manières brusques et affables, ses mots spirituels, son caractère plein de feu, son insouciance des dangers, des privations et des fatigues. « Il était, écrivait l'ambassadeur de Savoie, courageux et soldat, mais sans discipline militaire; plutôt chef de soudards et bannis que général d'armée; libéral, agréable, un peu moqueur et gausseur, faisant profession de bon Français et grand amateur de la noblesse [3]. »

Il s'empara de Vendôme, du Mans, de Falaise, et se rapprocha peu à peu de Paris. Paris n'avait jamais exercé une si grande influence sur la France; cette ville était le cœur de la monarchie, la résidence du parlement, de la chambre des comptes, de la Sorbonne, enfin de tout ce qui donnait à Mayenne et à son fantôme de roi leur légitimité. Paris devait donc être le but

(1) Palma-Cayet.
(2) Mém. de Tavannes.
(3) *Capefigue*, t. VI, p. 256.

mique de l'armée royaliste ; et Henri chercha à l'affamer en s'emparant de toutes les villes qui l'approvisionnaient. Mayenne se mit en campagne, prit Pontoise [1590, 25 fév.], assiégea Meulan, et, à l'approche des royalistes, se dirigea vers la Picardie pour recueillir les renforts espagnols que lui amenait le comte d'Egmont (1). Pendant ce temps, Henri assiégea Dreux ; Mayenne revint à la hâte avec douze mille fantassins et trois mille cavaliers, et le força de lever le siége. Le Béarnais n'avait que huit mille fantassins et trois mille chevaux ; mais il ne voulut pas reculer pour se mettre en sûreté dans la Normandie : « Point d'autre retraite que le champ de bataille ! » dit-il ; et il attendit ses ennemis dans la plaine d'Ivry, sur les bords de l'Eure, dans une excellente position [14 mars]. Grâce à sa valeur et aux habiles manœuvres de Biron, la bataille fut gagnée en moins de deux heures. L'artillerie royaliste, qui portait en plein sur les ligueurs, mit en déroute leur cavalerie et jeta le désordre dans leur infanterie ; le comte d'Egmont fut tué ; les Suisses se rendirent sans combattre et passèrent du côté des royalistes ; les Allemands furent égorgés sans pitié et par l'ordre de Henri, qui criait : « Main basse sur l'étranger ! sauvez les Français ! » L'armée de Mayenne fut presque entièrement détruite : six mille hommes périrent, et le reste se débanda.

Cette victoire, la plus brillante qui eût été remportée dans les guerres civiles, jeta un grand éclat sur Henri IV : on le célébra partout comme un héros ; c'était le seul chef protestant qui n'eût jamais été vaincu ; il avait gagné les batailles de Coutras, d'Arques et d'Ivry. Dès lors il ne fut plus un aventurier, mais un général victorieux, et sa gloire militaire rendit ses chances de succès non douteuses. Mais, selon sa coutume, il ne sut pas profiter de sa victoire : s'il eût marché sur Paris, « la Ligue, effrayée et démontée de tous points, lui en eût ouvert les portes (2) ; » il rejeta la faute sur l'embarras de ses finances, les habitudes de pillage de ses soldats, enfin, dit Sully, « sur la malice des catholiques de son armée, qui ressentoient autant d'ennui et de déplaisir de sa victoire que ceux-là même qui avoient perdu la bataille (3). » Il s'amusa pendant deux mois à prendre

(1) C'était le fils de celui qui avait été décapité.
(2) L'Étoile, t. II, p. 32.
(3) Sully, t. I, p. 453.

les villes voisines de Paris, et, quand il fut maître des rivières et des routes, il mit, avec quinze mille hommes seulement le blocus devant la capitale [8 mai].

§ IV. Siége de Paris. — Marche du duc de Parme. — Prise de Lagny. — Délivrance de Paris. — Mayenne n'était pas rentré à Paris ; il avait laissé le duc de Nemours pour gouverneur de cette ville, et était allé dans les Pays-Bas hâter l'arrivée d'une nouvelle armée espagnole. Les Parisiens étaient dans une grande agitation : en vain les politiques avaient essayé de profiter de la défaite d'Ivry pour faire un chemin au Béarnais, les Seize et les curés avaient redoublé leurs violences, et la Sorbonne avait déclaré que les Français étaient tenus et obligés en conscience de l'empêcher de parvenir au gouvernement du royaume, comme hérétique, relaps, excommunié, quand même il se convertirait et parviendrait à se faire absoudre. Les bourgeois renouvelèrent solennellement le serment de l'Union, jurèrent de défendre la ville jusqu'à la mort, et se préparèrent avec ardeur à soutenir un siége ; ils creusaient les fossés, fortifiaient les remparts, se munissaient de vivres, faisaient des processions et des revues, s'exerçaient aux armes. Leurs troupes régulières n'étaient que de cinq à six mille hommes ; mais il y avait trente mille hommes de milices et soixante-cinq pièces de canon. Le légat Gaëtano et Mendoza, ambassadeur d'Espagne, régularisaient la défense : « C'étaient, disaient les Parisiens, les soutiens des vrais catholiques. »

En ce temps, Charles X mourut. Cette mort ne changea rien à la situation politique, bien qu'elle rendît plus vives les prétentions des compétiteurs à la couronne ; elle ne jeta aucun trouble dans la Ligue ; tout le monde s'accorda à rester, jusqu'à la réunion des états généraux, dans le provisoire où l'on se trouvait déjà même du vivant de ce roi, et l'on ne s'occupa que du siége.

Pendant les deux premiers mois, des sorties fréquentes fournirent quelques vivres, et l'on allait faire la moisson à coups d'arquebuse ; mais Henri, ayant reçu des renforts, fit enlever d'assaut tous les faubourgs, après un terrible combat de nuit où « Paris semblait enseveli dans une mer de feu » [27 juillet]. Alors les Parisiens se trouvèrent prisonniers dans leurs murailles ; toutes les sorties échouèrent : la famine devint effroyable, et les politiques essayèrent de livrer la ville en

trahison. Mais les prédicateurs tenaient l'enthousiasme en haleine par leur éloquence populacière, pleine d'invectives et de haine; les Seize déjouaient les intrigues des royalistes; le duc de Nemours, qui s'était fait recevoir bourgeois de Paris, déployait une activité infatigable; les duchesses de Nemours, de Mayenne, de Montpensier, étaient sans cesse dans les rues pour échauffer le peuple, distribuer des vivres, apaiser les émeutes; les moines, armés d'épées et d'arquebuses, faisaient des processions, gardaient les remparts, soutenaient les assauts, faisaient des sorties. On fondit le plomb des églises et les cloches pour faire des balles et des canons; on vendit les vases sacrés pour acheter des farines. Rien de plus élevé, de plus grand que le sentiment de foi profonde qui animait cette population de deux cent cinquante mille âmes, que les royalistes cherchaient vainement à tourner en ridicule, et qui soutint les plus rudes privations avec une constance héroïque; rien de plus horrible que l'agonie de cette grande ville pendant quatre mois: C'était, disaient les protestants, la main de Dieu qui s'abattait sur les massacreurs de la Saint-Barthélemy. Les seigneurs, le clergé, les magistrats rivalisèrent de zèle et de dévouement; le légat et l'ambassadeur d'Espagne épuisèrent toutes leurs ressources pour nourrir le peuple; on brouta l'herbe des rues, on dévora tous les animaux, on fit de la farine avec des ossements de morts; une femme mangea son enfant; trente mille personnes moururent de faim en trois mois.

Philippe II savait que tout était perdu si Paris était pris; il ordonna à Alexandre Farnèse de marcher au secours de la Ligue, même en sacrifiant les Pays-Bas. Les provinces septentrionales s'étaient alors complétement séparées des provinces méridionales, et elles se trouvaient dans une situation très-florissante: elles avaient pour stathouder Maurice de Nassau, fils de Guillaume, grand capitaine, qui est regardé comme le régénérateur de l'art militaire, et qui arrêta tous les progrès du duc de Parme; elle s'étaient donné pour barrière deux grands fleuves, l'Escaut et la Meuse, qui étaient garnis de nombreuses forteresses et défendus par des armées d'aventuriers; elles n'avaient presque plus rien à craindre de Philippe, encore ébranlé de la perte de son *Armada*, occupé des affaires de France, enfin épuisé par la multitude et la constance des efforts qu'il faisait depuis trente ans; *déjà même elles portaient* hors de leur ter-

ritoire leur activité : leurs vaisseaux faisaient un vaste commerce, pillaient les colonies espagnoles, jetaient les fondements de la puissance hollandaise dans les Indes orientales. En présence de tels ennemis, le duc de Parme répugnait à faire une expédition en France : il n'avait qu'un petit nombre de troupes, il ne recevait plus de renforts de l'Espagne, il savait que Maurice de Nassau mettrait à profit son absence. Cependant les ordres précis du roi catholique le forcèrent à se mettre en marche. Mayenne, qui connaissait sa lenteur, obtint de lui quelques troupes, inquiéta le blocus de Paris, et, quoiqu'il fût battu, parvint à jeter un convoi dans la ville.

La famine y était extrême, les maladies et la mortalité effrayantes ; mais, à la nouvelle du secours, ce peuple hâve et décharné, qui se traînait dans les églises pour entendre les promesses de ses prédicateurs, redoubla de courage et d'opiniâtreté. Henri, touché de compassion pour les souffrances de Paris et inquiet de la marche des Espagnols, entama des négociations ; mais la haine des Parisiens s'était augmentée par leurs souffrances : tout accommodement fut rejeté, l'armée royale était alors de trente-cinq mille hommes ; elle n'osa pourtant essayer un assaut, et maintint le blocus avec la plus grande rigueur ; mais, « quelques défenses qu'il y eût, ceux de cette armée qui ne vouloient pas de roi huguenot, les gouverneurs des places voisines et des chefs des troupes laissoient entrer des vivres dans Paris pour de l'argent ou des babioles ; et si le roi eût été bien servi, il eût été impossible aux Parisiens d'attendre le secours du duc de Parme [1]. » Lui-même, dix jours avant la levée du siége [1590, 20 août], « laissa sortir trois mille bouches inutiles, d'abord femmes et enfants, ensuite tous les autres jusqu'à ses plus cruels ennemis. Il permit davantage, contre toutes les lois de la guerre, que les princes et les princesses qui se trouvoient dans la ville fussent secourus de quelques vivres [2]. »

Farnèse était parti de Valenciennes, le 4 août, avec quatorze mille fantassins, trois mille cavaliers et vingt canons. Sa marche fut admirable pour ce temps où les armées cheminaient sans vivres et sans munitions assurées, ruinant tout sur leur

(1) Sully, t. II, p. 4, et t. VI, p. 29. — Groulard, p. 307.
(2) L'Étoile, t. II, p. 85.

passage, arrêtées par une rivière, faute de pontons, ou surprises par les ennemis, faute d'éclaireurs. L'armée espagnole garda une discipline parfaite dans tout le pays qu'elle traversa; ses convois étaient assurés, ses équipages toujours prêts, ses campements inabordables. Elle arriva le 23 à Meaux, se réunit à l'armée de Mayenne, qui était forte de douze mille hommes, passa la Marne, et s'arrêta en face de Lagny, ville qui fermait la rivière aux approvisionnements de Paris, et qui avait une bonne garnison royaliste. Elle n'avait plus qu'une journée de marche à faire pour être devant les lignes du Béarnais. Cependant Henri s'opiniâtrait au blocus de la capitale, espérant que la constance des habitants était à son terme; mais ceux-ci, quoique à demi morts, ne bougèrent pas : alors, n'osant attendre les Espagnols dans ses lignes, il leva le siége et s'avança dans les plaines de Chelles pour livrer bataille, pendant que les Parisiens se traînaient hors de leurs portes pour ramasser quelques vivres [1590, 30 août]. Farnèse, qui voulait conserver son armée pour les Pays-Bas, n'était pas si imprudent que d'exposer aux hasards d'une bataille ce qu'il tenait dans sa main : son but unique était de ravitailler Paris. Il laissa escarmoucher les deux armées pendant quatre jours dans les plaines de Chelles, en face de Lagny; puis il feignit d'accepter la bataille [5 sept.]. Les royalistes s'élancèrent avec des cris de joie; mais les Espagnols s'étaient retranchés dans une position formidable, et ils masquaient leur artillerie, qui, de la rive droite, foudroyait Lagny à travers la rivière. Alors, Farnèse jeta quelques bataillons sur la rive gauche : la ville fut emportée d'assaut sous les yeux des royalistes, et une nuée de bateaux s'élançant sur la Marne vint ramener l'abondance dans Paris.

Henri fut profondément humilié : l'héroïsme des Parisiens et la prise de Lagny avaient effacé tout l'éclat de la victoire d'Ivry; il avait perdu sans combat tous les fruits de ses travaux; il retombait dans son premier dénûment, diminué de réputation, et ayant augmenté la haine de ses ennemis. Plein de colère et de désespoir, il brusqua deux attaques sur Paris [7 sept.], fut aisément repoussé, et vit entrer dans cette ville l'armée de Farnèse et de Mayenne [18 sept.]. Alors « il se trouva réduit en de grandes fascheries et perplexités, à cause du grand éclat des heureux succès de ses ennemis [1]; » il dissémina son armée en

[1] Sully, t. II, p. 6.

Normandie, en Touraine, en Bourgogne, en Champagne, en Picardie, se retira à Compiègne avec un corps de cavalerie, et résolut de tenir la campagne en partisan.

§ V. Désunion parmi les royalistes. — Henri IV obtient des secours de l'Angleterre, de la Hollande et de l'Allemagne. — Farnèse, ayant rempli sa mission, avait hâte de regagner les Pays-Bas, où les Hollandais avaient obtenu quelques succès; après avoir rouvert la Seine par la prise de Corbeil [13 novembre], il laissa quelques troupes à Mayenne, reprit le chemin de la Flandre, déjoua tous les efforts d'un corps royaliste qui le suivait, et atteignit la frontière.

Henri était si découragé qu'il passa toute une année sans faire de grande entreprise, et il recommença la guerre de petites places, qui ne lui aurait pas donné son royaume en cent ans. Son parti était plein de divisions. Les huguenots ne se faisaient plus d'illusion : ils s'associaient aux politiques pour faire triompher le Béarnais, non par attachement et par confiance, mais parce qu'ils espéraient de meilleures conditions de lui que de tout autre, et ils avaient déjà obtenu le rétablissement complet des édits de Bergerac et de Fleix. Pour les politiques, la religion n'était qu'une considération secondaire : les uns, comme Biron et son fils, Crillon, Ornano, ne cherchaient que leur propre grandeur; les autres, comme de Thou, Pasquier, et presque tous les parlementaires, regardaient le triomphe de la royauté comme indispensable au rétablissement de l'ordre et de la légalité. Enfin, « la plupart des catholiques se lassoient de cette guerre, et étoient gens à se séparer de Henri et à faire un parti à part, ou se joindre avec ceux de la Ligue, avec lesquels ils ne céloient pas qu'ils compatiroient bien mieux qu'avec les huguenots. »

Le Béarnais était fort embarrassé au milieu de tous ces partis; il brusquait ses amis, caressait ses ennemis, et cherchait à accorder les plus contraires. Mais, comme ses opérations militaires dépendaient de leur bon vouloir, il chercha à s'affranchir de leurs caprices intéressés en appelant un plus grand nombre d'étrangers dans son armée. A cet effet, le vicomte de Turenne, l'un des plus habiles protestants, fut envoyé en Angleterre : mais il ne put obtenir, et avec beaucoup de peine, que sept mille Anglais. Élisabeth avait pourtant le plus grand intérêt à ne pas *supporter* que, des bouches de l'Escaut au détroit de Gilbraltar,

ne seule et vaste puissance menaçât les petites îles britanniques; elle avait fait, dans ce but, tous ses efforts pour arracher la France au catholicisme, isoler ainsi les Pays-Bas et l'Espagne, et frapper au cœur la puissance du grand roi; mais elle commençait à se lasser des secours gratuits qu'elle donnait à Henri, et elle prévoyait sa conversion. De là Turenne passa chez les Hollandais, qui lui promirent deux mille cinq cents hommes, cinquante bâtiments, et une forte diversion en Flandre si le duc de Parme faisait une nouvelle campagne en France. Enfin, il alla en Allemagne, où il trouva les électeurs et les villes libres inquiets de l'ambition de la maison d'Autriche, qui voulait réunir la couronne de France à ses autres couronnes pour dominer l'empire. Il leva dans ce pays quatre mille chevaux, huit mille fantassins et une bonne artillerie, et il les amena lui-même. Henri, reconnaissant des services de Turenne, lui fit épouser l'héritière de la petite souveraineté de Bouillon et de Sedan [1], ce qui lui donnait un allié sur la frontière de Champagne. Les renforts étrangers devaient porter l'armée royale à quarante mille hommes : pendant qu'ils étaient en marche, Henri essaya encore une surprise sur Paris; puis il vint attaquer Chartres [1591, 12 avril], la deuxième place de la Ligue, et s'en empara; de là il tourna sur Noyon, et, malgré Mayenne, qui vint au secours de la ville, il la prit [18 août]. Mais tous ses succès ne le menaient à rien; c'était Paris qu'il lui fallait.

§ VI. Désunion parmi les ligueurs. — Les Seize s'emparent de l'autorité et sont renversés par Mayenne. — Les Parisiens, depuis qu'ils étaient sortis de l'enthousiasme de leur défense, se fatiguaient de cette guerre perpétuelle, de leurs souffrances que rien n'interrompait, de la cessation de tout commerce, des nombreux échecs qu'ils éprouvaient. Il y eut même une assemblée formée de magistrats, d'échevins, de quarteniers et autres bourgeois, « où il fut proposé de sommer le roi de Navarre de « se faire catholique. » Les chefs de la Ligue s'alarmèrent, firent bannir la plupart des individus qui avaient assisté à cette assemblée, et ranimèrent par les prédications la haine contre le Navarrais. « Ce méchant excommunié, disaient les curés, nous

(1) Charlotte de La Mark. Le nouveau duc de Bouillon fut le père du grand Turenne.

ôtera notre sainte messe, nos belles cérémonies, nos reliques, fera de nos belles églises des étables à ses chevaux, tuera vos prêtres, et fera de nos ornements et chapes des chausses et des livrées à ses pages et laquais [1]. » Enfin les ligueurs sollicitèrent la cour de Rome de venir à leur aide. Grégoire XIV, qui venait de succéder à Sixte-Quint, était tout dévoué à l'Espagne et à la cause catholique : il envoya une petite armée en France avec de grosses sommes d'argent, renouvela l'excommunication contre Henri, et fulmina les bulles les plus violentes contre tous ses adhérents (mars).

Ces mesures déconcertèrent les politiques, qui eurent pourtant soin de faire condamner les bulles par le parlement de Tours ; mais le parti de la Ligue n'en resta pas moins en confusion ; « la forme ancienne de l'État n'y paroissoit plus ; les gouverneurs des provinces se rendoient indépendants [2]. » Philippe II avait déclaré à Mayenne qu'il fallait assembler les états pour élire un roi catholique, et que, « tant que les François n'auroient pas reconnu sa fille pour reyne, propriétaire de France, » il ne donnerait plus ni argent ni soldats. Le duc de Savoie s'était rendu le maître de la Provence, où son autorité avait été reconnue par les états, la noblesse et le parlement ; il avait même essayé de s'étendre dans le Dauphiné. Dans cette province était Lesdiguières, qui rétablit le parlement de Grenoble [22 déc.], maintint le culte catholique, et ramena la plus grande partie du pays sous l'autorité du roi, ou plutôt sous la sienne. Le Lyonnais et partie de la Bourgogne étaient dominés par le duc de Nemours, qui, s'étant brouillé avec Mayenne, demandait la protection et l'argent de l'Espagne. Dans la Bretagne, le duc de Mercœur avait ouvertement l'ambition de se faire reconnaître comme l'héritier des anciens ducs, et ils combattait contre le prince de Dombes et le brave Lanoue, qui fut tué dans cette guerre. L'Anjou et le Maine se liaient au mouvement de la Bretagne, et, « comme il n'y avait, disait-on, nul roi en France, » ils ne reconnaissaient pour seigneur que Philippe II. En Languedoc, Montmorency et Joyeuse se faisaient la guerre en princes indépendants, l'un sous le nom de la Ligue, l'autre sous le nom de Henri IV ; le premier ayant son parlement et ses

(1) L'Étoile, ann. 1591.
(2) *Marillac, p. 472.*

états à Toulouse, le second à Carcassonne ; Joyeuse, appuyé par les Espagnols, Montmorency par les huguenots. Il y avait partout une anarchie effroyable, à laquelle on ne voyait pas de terme ; et la Ligue, qui avait été instituée pour sauver l'unité monarchique, était la cause ou le prétexte du démembrement du royaume. Mayenne voulait bien la conservation de l'unité, mais à son profit [1] ; et il avait à redouter non-seulement les prétentions du roi d'Espagne, des ducs de Savoie, de Lorraine, de Mercœur et de Nemours, mais encore celles du jeune duc de Guise, qui venait de s'échapper de prison, et que toute la Ligue avait accueilli avec transport [1591, 5 août].

Enfin, ses plus grands ennemis étaient les Seize, qui embarrassaient son gouvernement de mille obstacles, dévoilaient ses négociations avec le Béarnais, correspondaient avec l'Espagne et le pape ; ils demandaient le rétablissement du conseil de l'Union, « corps souverain de tout le parti, de la défaillance duquel on ne devoit attendre que désunion et ruine. » « Ce n'était pas, disaient-ils, pour satisfaire aux ambitions mesquines de quelques seigneurs qu'on avait chassé Henri III et que tant de Français avaient sacrifié leurs biens et leur vie ; il fallait débarrasser la Ligue de toutes ces vues particulières, la ramener à son vrai but, la conservation de la religion et de l'unité nationale. » Le seul moyen d'y arriver, selon eux, était de faire un état nouveau dans lequel on prendrait pour roi ou le grand protecteur de l'Union, ou le fils du Balafré, marié à la fille de Philippe II, mais en ne laissant à ce roi que les honneurs de la royauté, et en donnant toute la souveraineté aux états généraux, qui nommeraient les ministres, établiraient les impôts, feraient la guerre ou la paix, etc. Quelques-uns, anciens massacreurs de la Saint-Barthélemy, ou bien descendants de ces bouchers qui avaient dominé Paris en 1413 [2], ne voyaient d'autre voie pour arriver à cette solution que le système du duc d'Albe, les échafauds et les proscriptions. C'était l'opinion des curés, qui vomissaient les injures les plus atroces et les plus obscènes contre le roi athée et tyran, et demandaient sans cesse

[1] « Il ne voulut jamais donner en propriété à ceux de son parti les villes et les provinces dont ils avoient les gouvernements, à condition de le reconnoître pour roy, comme fist Hugues Capet. » (Mem. de Fontenay-Mareuil, t. 1, p. 157.)

[2] Voyez t. II, p. 110 et 119.

une nouvelle Saint-Barthélemy contre les politiques et les parlementaires. Le peuple des halles et des métiers s'émouvait à ces sanglantes déclamations; il trouvait la justice trop lente contre les traîtres; il accusait le parlement, qui se refusait aux exécutions.

Alors les Seize résolurent de s'emparer du pouvoir: profitant de l'absence de Mayenne, qui était en campagne contre le Béarnais, ils se rassemblèrent secrètement et nommèrent un comité de dix membres pour prendre les mesures nécessaires au salut de l'État [1591, 8 nov.]. «Messieurs, dit un curé, il ne faut plus espérer d'avoir justice du parlement, il est temps de jouer des couteaux.» D'après les ordres de ce comité, Bussy-Leclerc, commandant de la Bastille, mit sur pied les compagnies bourgeoises et ferma toutes les rues du Palais; le premier président Brisson et les conseillers Larcher et Tardif furent arrêtés, conduits au Châtelet dans une salle basse, où ils trouvèrent un bourreau et un prêtre [15 nov.]. On leur lut l'arrêt du conseil des Dix qui les condamnait à mort, et ils furent pendus. Cette exécution jeta la terreur parmi les politiques, et fut le signal d'une révolution qui fit tomber le pouvoir aux mains de la populace: les Seize confisquèrent les biens des suspects, changèrent les autorités municipales et les commandants des quartiers, s'emparèrent des finances, dressèrent des listes de politiques «pour les proscrire, daguer, pendre ou noyer,» et écrivirent au roi d'Espagne pour lui proposer la couronne. Enfin, dans une grande assemblée de la bourgeoisie, il fut résolu qu'une députation serait envoyée à Mayenne pour l'inviter à légitimer la révolution populaire en établissant: 1° un tribunal extraordinaire, sous le nom de Chambre ardente, «pour connoître du fait des hérétiques, traîtres et conspirateurs contre la religion et l'État;» 2° un conseil de guerre dont les Seize nommeraient les membres, et sans lequel il ne serait fait aucune conférence avec les ennemis; 3° un comité de finances dont les membres seraient élus par le peuple.

A cette époque, Henri IV s'était réuni à tous ses auxiliaires étrangers, et il se dirigeait sur Rouen pour en faire le siége (10 nov.). Mayenne l'observait et pressait le duc de Parme de venir à l'aide de cette ville; il fut effrayé des événements de Paris, sentant bien que lui-même n'échapperait pas à ce comité secret qui disposait en maître de la vie et des biens des citoyens, et qui disait de lui

que « c'étoient les Seize qui l'avoient fait ce qu'il étoit, et qu'ils le pourroient bien défaire quand bon leur sembleroit [1]. » Sur les sollicitations des parlementaires et des riches bourgeois, il se résolut à tout quitter pour abattre cette puissance nouvelle. Il fit bon accueil à la députation des Seize, dit qu'il voulait aller à Paris pour juger de l'état des choses, laissa à Laon son armée sous le commandement du duc de Guise, et, avec trois mille hommes d'élite, entra dans la capitale. Aussitôt il fit mettre sur pied les compagnies bourgeoises, les mêla avec ses troupes, occupa les principales rues et enveloppa la Bastille, qui se rendit aussitôt [28 nov.]. Bussy-Leclerc s'enfuit à Bruxelles; quatre des meurtriers de Brisson furent pris et pendus; on abolit définitivement le conseil de l'Union; les fonctions municipales furent confiées à des politiques déclarés [4 déc.]. Vainement les curés et la Sorbonne crièrent à la trahison; vainement le comte de Brissac dit à Mayenne que « le feu roy n'avoit jamais fait pis; » vainement l'ambassadeur d'Espagne le menaça de toute la colère de son maître : le lieutenant-général tint ferme; tout ce qu'avaient établi les Seize fut renversé, et leur pouvoir ne se releva jamais. Leur chute fut celle non-seulement du parti populaire, mais de toute la Ligue : les Seize étaient des hommes violents et sanguinaires, mais on devait à leur énergie la défense héroïque et la constance inébranlable des Parisiens; ils étaient prêts à tout souffrir et à tout faire pour l'Union. Avec eux tombèrent l'exaltation et le dévouement du peuple : la bourgeoisie revint au pouvoir, sans illusion, résignée d'avance à la paix, disposée d'avance à un compromis. Mayenne, en sévissant contre les Seize, s'était perdu lui-même; il donnait gain de cause au parti modéré, préparait une transaction, et annonçait la restauration du pouvoir royal.

§ VII. Siége de Rouen. — Combat d'Aumale. — Prise de Caudebec. — Marche et retraite du duc de Parme. — Cependant Henri faisait le siége de Rouen avec une armée de quarante mille hommes dont huit mille à peine étaient Français [3 déc.]. Villars-Brancas commandait dans cette ville, qui était toute dévouée à la Ligue, garnie de six mille hommes et bien approvisionnée : il se défendit avec vigueur en attendant les secours du duc de Parme, qui s'était mis en marche avec vingt-quatre mille fan-

[1] L'Estoile, t. II, p. 208.

tassins et six mille chevaux [1592, 16 janv.]. Henri, dont l'armée avait beaucoup souffert du froid et des maladies, laissa le commandement du siége à Biron, et, avec cinq mille cavaliers d'élite, s'en alla harceler les Espagnols, qui marchaient lentement suivant leur coutume, et venaient de se joindre aux troupes de Mayenne et à la petite armée pontificale. C'était la guerre qu'il aimait : intrépide soldat, « il mit toute sa noblesse sur les dents, » et prodigua la plus brillante valeur dans plusieurs escarmouches où il risqua sa vie sans aucun profit pour sa cause. Dans une rencontre qui eut lieu près d'Aumale, il s'avança si follement au milieu des Espagnols, qu'il fut enveloppé par toute leur cavalerie, et qu'il aurait été pris sans le dévouement de ses gentilshommes, qui se firent tuer pour protéger sa fuite [1]. [5 févr.]. Il fallut ensuite que ses capitaines tinssent ferme sur la Bresle et à Neuchâtel, pour arrêter la poursuite des Espagnols, qui, sans cela, seraient arrivés d'un trait jusqu'à Rouen.

Pendant ce temps Villars avait battu Biron et s'était emparé de ses lignes [25 fév.]; Henri essaya de rétablir le siége; mais, à l'approche de Farnèse, il fut obligé de décamper [15 mars]; il avait perdu encore plus de monde que devant Paris ; une bonne partie de sa noblesse s'était dispersée : il se retira dans le pays de Caux [10 avril]. Le duc de Parme, pour achever de dégager la Seine, assiégea Caudebec et s'en empara ; mais il fut blessé dangereusement et laissa le commandement à Mayenne [25 avril]. Henri, profitant de la sécurité de ce prince qui voyait l'armée royale dispersée, rassembla vingt-cinq mille hommes en quelques jours, s'empara de tous les passages entre Caudebec et Rouen, et enferma Mayenne dans un triangle formé par la Seine, la mer et une suite de détachements qui allaient de Caudebec à Dieppe par Yvetot [30 avril]. L'armée espagnole manqua bientôt de vivres ; l'armée royale la serrait de plus en plus pour l'acculer à la Seine, qui a dans cet endroit une largeur d'un quart de lieue ; une flotte hollandaise tenait le fleuve à Quillebœuf ; point d'issue : il fallait mettre bas les armes.

Farnèse répara la faute de Mayenne : il fit préparer à Rouen des

(1) « Je croyais avoir affaire à un général, dit le duc de Parme, et non à un carabin » (sorte de cavaliers armés de carabines). Henri ayant su ce propos : « Il est bien aisé au duc, dit-il, d'être prudent, il ne risque que de ne pas faire de conquête; *mais moi, je joue ma fortune* et ma couronne. »

bateaux qui descendirent, sans être vus, jusqu'à Caudebec; puis il garnit les approches du fleuve de plusieurs redoutes, et y rassembla toute son armée [20 mai]. Henri se prépara à l'attaquer; mais en une seule nuit, et sans que les royalistes en eussent le moindre soupçon, les Espagnols passèrent le fleuve sur un pont de bateaux, ne laissant dans les redoutes qu'une arrière-garde qui fit une vive résistance et parvint elle-même à s'échapper. Le duc de Parme longea la rive gauche à marches forcées, arriva à Saint-Cloud, repassa la Seine, jeta un corps de quinze cents hommes dans Paris, remonta la Marne, et, en dix jours de chemin, se trouva sur la frontière des Pays-Bas. Henri, revenu de sa stupeur, avait voulu se porter sur Pont-de-l'Arche, traverser la Seine et disputer aux Espagnols le passage de l'Eure; mais, empêché par les Anglais et les Hollandais qui voulaient retourner dans leur pays, par les Allemands et les Suisses qui lui demandaient de l'argent, il laissa passer le temps, licencia son armée, et, profondément irrité de se voir une seconde fois vaincu sans combat par un homme à demi mort, il courut avec un corps de trois mille chevaux à travers la Picardie et la Champagne, et vit de loin les Espagnols qui repassaient la frontière. Le duc de Parme mourut de sa blessure [2 déc.].

§ VIII. Doctrines de la souveraineté du peuple. — Puissance de Philippe II en France. — États de Paris. — Il paraissait démontré à tous les partis que la force ne pouvait décider la question; on prenait des villes, on se faisait mutuellement du mal, on ruinait le pays, mais tout cela ne menait à rien, et l'idée d'une transaction commençait à prévaloir dans les esprits. Tout le monde négociait, ouvertement ou en secret, et Mayenne lui-même fit à Henri des propositions exorbitantes, que celui-ci eut grand soin de rendre publiques. Il ne restait qu'un moyen de débrouiller ce chaos, c'était d'en appeler à la volonté nationale, de convoquer les états généraux.

La Ligue avait répandu partout la doctrine de la souveraineté populaire; les écrits des jésuites et du cardinal Bellarmin avaient précisé cette même doctrine dans le but d'élever l'Église au-dessus de l'État; les chaires parlaient sans cesse du droit imprescriptible que possèdent les peuples de repousser du trône un ennemi de leur religion et de leurs lois. « Les assemblées des états, disaient les prédicateurs, possèdent le pouvoir public et la majesté suprême, *la puissance de lier et de délier*, la souve-

raineté inaliénable ; le prince procède du peuple, non par nécessité et par violence, mais par élection libre [1]. » A ces doctrines si largement démocratiques, puisées dans les idées sacerdotales du moyen âge, et qui tendaient à faire prédominer le spirituel sur le temporel, les protestants, et derrière eux les politiques, opposaient le droit divin des rois : ils attaquaient l'union monstrueuse des souverainetés sacerdotale et populaire, et rappelaient que le pouvoir de l'Église n'est pas de ce monde : « Dieu seul impose les rois à la race humaine, disaient-ils; il faut recevoir le souverain que Dieu envoie, fût-il hérétique et tyran ; jamais le peuple ne peut dépouiller un prince de ses droits [2]. »

D'après cela, la convocation des états généraux était repoussée par les protestants, par les parlementaires et surtout par Henri, dont les prétentions pouvaient être détruites d'un coup par le choix des représentants de la nation. Mayenne, qui, depuis la ruine des Seize, était vu de mauvais œil par le peuple, craignait plus qu'il ne désirait les états ; et cependant, après beaucoup de délais, il les convoqua pour le 17 janvier 1593. C'était Philippe II qui avait poussé le plus ardemment à cette mesure : il voyait la France si dévouée à défendre sa foi qu'il ne doutait pas de la majorité. Ce roi, depuis la délivrance de Paris, exerçait un tel ascendant par ses soldats, son argent, sa renommée, qu'il régnait en réalité sur la France plutôt en maître qu'en allié. Les autorités, les villes, les seigneurs étaient en relation continuelle avec lui ; on lui demandait protection de toutes parts ; on ne faisait rien sans son ordre ; ses troupes étaient en Provence, en Languedoc, en Bretagne, en Picardie ; ses agents intriguaient partout ; ses ducats étaient distribués à tout ce qui avait du crédit, à Mayenne lui-même, et il nourrissait quatre mille Parisiens, à qui l'on donnait un minot de blé et 45 sols par semaine. Dès que les élections furent faites, il envoya en France une ambassade extraordinaire, dont était chef le duc de Feria ; il écrivit aux députés, les flatta, les corrompit ; il renouvela ses promesses aux ligueurs de Paris, et n'hésita pas, sur leur demande, et quoique les troupes qu'il avait déjà en France lui coûtassent trois mille écus par mois, à leur en-

(1) Sermon de Jean Boucher en 1594.
(2) *Pasquier, Recherc. de France*, p. 341.

voyer cinq mille fantassins et quinze cents chevaux, « pour assurer le calme et la liberté aux délibérations des états ([1]). »

Jamais assemblée en France n'avait eu une plus grande tâche à remplir : il s'agissait pour la première fois de faire acte de souveraineté nationale, de nommer un roi, de reconstituer la monarchie. Mais les états généraux n'étaient pas une institution populaire ; ils avaient un caractère trop moderne pour qu'ils pussent être utiles dans une société encore toute féodale. C'était un remède extrême dont on se servait dans les circonstances graves, quand le gouvernement et la nation ne savaient plus que faire; mais ils s'étaient toujours montrés ou d'une servilité déplorable en face du pouvoir, ou d'une incapacité absolue dans leurs projets de réforme. Ils avaient fait des actes remarquables de législation civile et d'administration, mais jamais ils n'avaient montré de génie politique ; jamais ils n'avaient pu contenir le despotisme royal, réfréner les injustices aristocratiques, enchaîner les violences populaires. D'ailleurs ils commençaient à trouver un rival dans le parlement de Paris, que nous verrons bientôt se substituer à la représentation nationale, et, en conséquence, rendre des arrêts politiques, donner la régence, refuser l'impôt, enfin faire tous les actes de la puissance législative. Les états de 1593 furent donc au-dessous de leur mission : les élections avaient été faites sous l'influence de Mayenne et de son parti pâle, égoïste et vacillant ; elles donnèrent des hommes très-catholiques, sans doute, mais qui n'osèrent servir franchement ni les exaltés, ni les politiques, ni Mayenne, ni Philippe II, ni Henri IV ; enfin, leur insignifiance fut telle, qu'à cette époque, où la presse publiait tant de pamphlets et d'écrits inutiles, les délibérations et les actes de cette assemblée n'ont pas été imprimés.

Les états s'ouvrirent le 26 janvier, mais, jusqu'au mois de mars, ils ne servirent que de rideau à tous les partis, pendant que les intrigues les plus contradictoires se mouvaient autour d'eux pour l'élection d'un roi. Le duc de Feria publia une déclaration de Philippe II, qui réclamait le trône pour sa fille, en annonçant qu'il voulait la marier à un archiduc d'Autriche. Le sentiment national fut choqué de ce projet : tous les princes qui pouvaient prétendre à la main de l'infante le combattirent ; Mayenne, qui était marié, redoubla de ruses pour entraver l'é-

([1]) *Arch. de Simancas, d'après Capefigue, t. VI, p. 205.*

lection et faire succéder la sienne ; les ducs de Nemours, de Guise, de Savoie, de Lorraine, rivalisèrent, avec lui d'intrigues basses et compliquées, où les demandes d'argent à Philippe II entraient toujours en première ligne. Tout cela se faisait en dehors des états, dont personne ne tenait compte, et assez ouvertement pour indisposer le peuple contre les vues intéressées de ses chefs, contre leur posture humiliante devant un prince étranger. Les modérés des deux partis se rapprochèrent ; au moyen d'un pamphlet très-piquant, *la Satire Ménippée*, ils jetèrent le ridicule sur les états si lents et si timides, sur les chefs de la Ligue si avides et si égoïstes, sur le clergé si remuant et si belliqueux, et ils ramenèrent à eux un grand nombre de catholiques, qui virent dans Henri de Béarn la seule solution à tant d'embarras.

§ IX. Conférences de Suresne. — Arrêt du parlement pour le maintien de la loi salique. — Conversion de Henri IV. — Henri voyait le péril où le mettait l'assemblée des états. Il était ennuyé des exigences, des reproches, des désobéissances de ses partisans ; il savait que la plupart ne travaillaient que pour eux-mêmes, « et que tant d'une que d'autre religion avoient pour but de rabaisser en quelque sorte la royauté (1) ; » il avait éprouvé quelques revers ; il venait de perdre son meilleur général, Biron, qui avait été tué au siége d'Épernay [1592, 16 juillet] ; il ne voyait pas de fin à sa vie aventureuse. Ses victoires n'avaient servi qu'à augmenter la haine contre lui ; il était clair que la France était résolue à tout souffrir et à tout oser pour maintenir son culte, qu'elle ne céderait jamais : il fallait donc qu'il cédât lui-même, qu'il capitulât avec elle, qu'il se convertît à ses institutions ; vainqueur, il fallait embrasser le parti des vaincus, et rendre légitime son droit héréditaire en satisfaisant à la volonté nationale. Il songea dès lors sérieusement à se faire catholique, et suggéra à ses amis une démarche qui devait amener une transaction [1593, 27 janv.].

Dès l'ouverture des états, les catholiques de l'armée royale, « mus des malheurs de la guerre, et sachant très-bien la sainte et bonne intention du roi, offrirent d'entrer en conférence avec le duc de Mayenne et autres personnes assemblées en la ville de Paris, pour trouver le remède aux maux du royaume. » Cette

(1) Sully, t. II, p. 86.

proposition excita de grandes rumeurs ; mais, malgré les clameurs des moines, les états décidèrent qu'il fallait accepter la conférence [4 mars] ; ils indiquèrent Suresne pour le lieu de réunion, et une trêve fut conclue pour tous les environs de Paris [29 avril]. La négociation fut d'abord sans résultats, les royalistes prenant pour base l'obéissance au roi naturel, et les ligueurs l'unité de religion ; mais les premiers ayant amené les seconds à arguer seulement du défaut de qualité religieuse pour reconnaître la royauté de Henri, ils déclarèrent que le roi venait d'envoyer une ambassade au pape pour obtenir main-levée des excommunications portées contre lui, et de convoquer à Mantes une réunion d'évêques et de docteurs pour être instruit dans la religion catholique. Les ligueurs tinrent cette déclaration pour suspecte, disant que la conversion de Henri était plutôt un coup d'État que de religion ; ils annoncèrent qu'ils « n'entendoient pas traiter comme vaincus et inférieurs en puissance, mais comme entre égaux qui reconnoissoient un roi [1] ; » enfin ils firent leurs propositions [17 mai] : que la religion catholique serait la seule religion de l'État ; que le culte calviniste serait seulement toléré pour un temps ; que les protestants ne seraient admis à aucune charge ; que les états seraient convoqués tous les six ans ; que les principaux gouvernements des provinces seraient donnés aux chefs de la Ligue, etc. On négocia sur ces bases, qui tendaient à limiter la royauté nouvelle, à lui imposer un contrat, à donner des garanties contre elle à la nation. Henri vit le danger et se décida à couper court à toute discussion par sa conversion.

Ces conférences avaient réveillé tout le zèle des ligueurs, qui firent contre elles de solennelles protestations. Philippe II en conçut de vives alarmes et menaça de retirer ses secours ; les prédicateurs renouvelèrent leurs violences, disant qu'il valait mieux avoir pour roi un catholique étranger qu'un Français hérétique. Les états ne savaient pas se jeter ouvertement dans la transaction, quoiqu'ils l'eussent préparée en adoptant les conférences, et ils abandonnaient la haute mission dont ils étaient chargés aux intrigues des individus. Enfin, dans une séance solennelle, le duc de Feria proposa formellement d'élire la fille de Philippe II, comme petite-fille de Henri II et la plus proche héritière de

Henri III [28 mai]. Une grande rumeur accueillit cette proposition; et l'évêque de Senlis, l'un des plus fougueux ligueurs, déclama avec violence contre les Espagnols, qui étaient moins occupés de Dieu que de leurs intérêts. « Jamais la nation, dit-il, ne consentira à donner la couronne à des femmes, et encore moins à subir la domination des étrangers (1). » Les députés applaudirent à cette sortie, qui terrifia l'ambassadeur. Mayenne lui demanda insidieusement quel mari Philippe destinait à sa fille; il répondit: « L'archiduc Ernest; » et des murmures éclatèrent de toutes parts. Alors les états déclarèrent « qu'ils n'avoient pas de procuration pour renverser la loi fondamentale du royaume, ni pour reconnoître un roi qui ne seroit pas de leur nation; mais qu'ils pourroient aviser de l'élection d'un prince françois, lequel seroit donné en mariage à l'infante » [20 juin]. Le peuple applaudit à la décision des états, et injuria l'ambassadeur espagnol. Celui-ci essaya de ramener l'opinion publique en déclarant que Philippe était disposé à donner un prince français à sa fille, et plus tard il annonça qu'il avait choisi le duc de Guise [14 juillet]. Si cette déclaration eût été faite franchement et dès l'ouverture des états, elle aurait peut-être réuni tous les esprits; mais maintenant il était trop tard, et une nouvelle autorité s'était prononcée dans la question: c'était le parlement, qui, à l'instigation de Mayenne, sortit de la nullité où il se cachait depuis le meurtre de Brisson; après une délibération solennelle, il rendit un arrêt par lequel il ordonna que « remontrances seroient faites à M. le lieutenant général, à ce qu'aucun traité ne se fist pour transférer la couronne en la main des princesses et princes étrangers, déclarant tous faits faits ou qui se feront pour l'établissement d'une princesse ou d'un prince étranger nuls et de nul effet et valeur, comme faits au préjudice de la loi salique et autres lois fondamentales du royaume (2) » [28 juin].

Cet arrêt eut un grand retentissement par tout le royaume; Mayenne le soutint; les états s'en servirent pour ajourner l'élection, et ils sauvèrent ainsi la France de la maison d'Autriche. Le parti de la transaction triomphait; la question se trouvait réduite entre la maison de Guise et celle de Bourbon; Henri se

(1) Davila, liv. XIII.
(2) *L'Étoile, t. II, p. 455.*

décidé, comme il l'écrivait à sa maîtresse, Gabrielle d'Estrées, à « faire le saut périlleux [1]. » « Paris vaut bien une messe, » disait-il.

Le parti protestant s'alarmait de l'apostasie prochaine de son chef; il n'avait jamais eu confiance dans ce roi ingrat, libertin, parjure, qu'il avait servi pour éviter une scission qui aurait été sa ruine; maintenant qu'il voyait toutes ses craintes justifiées, il s'emportait en plaintes, en remontrances, en menaces; il faisait des assemblées secrètes, parlait de prendre le duc de Bouillon pour protecteur, et même de faire la guerre, « quoique la plupart des protestants ne demandassent plus qu'à posséder leurs consciences en paix et leurs vies en sûreté [2]. » Henri avait déclaré sa résolution à ses vieux compagnons; mais il reculait à l'exécuter. Quelques-uns, ambitieux courtisans et insoucieux de toute religion, lui disaient bien qu'il « lui seroit impossible de jamais régner pacifiquement, tant qu'il feroit profession extérieure d'une religion qui étoit en si grande aversion à la plupart des grands et des petits de son royaume [3]. » Mais « le roi avoit grand dédain et crève-cœur d'être ainsi forcé dans sa conscience; » sa fierté était blessée d'abandonner ces huguenots qui avaient commencé sa fortune, ses serviteurs zélés et malheureux, « dont il avoit bu le sang en ses nécessités [4]; » tous ceux avec qui il vivait depuis vingt ans, « et qui l'avoient apporté sur leurs épaules de deçà la rivière de Loire. » Cependant les catholiques de son parti étaient irrités de tant de délais, lassés des sacrifices qu'ils avaient faits pour un prince qui ne tenait pas sa première promesse, ennuyés d'une guerre qui n'aurait jamais de terme, décidés enfin à ne plus suivre un « roi élevé à la huguenote, courant jour et nuit pour vivre de rapines, avec ce qu'il pourroit trouver dans les chaumières des malheureux paysans, se chauffant à l'incendie de leurs maisons et couchant à l'écurie avec leurs chevaux [5]. » Leurs menaces, l'arrêt du parlement, les conseils de Biron et de Sully, les conversations théologiques de Duperron, enfin les prières de Gabrielle d'Estrées, mirent fin à toutes ces incertitudes.

[1] L'Estoile, t. II, p. 471.
[2] Duplessis-Mornay, t. V, p. 535.
[3] Sully, t. II, p. 91.
[4] Duplessis, t. V, p. 535.
[5] Davila, liv. XIII.

Huit évêques qui suivaient son parti, sept curés de Paris, plusieurs religieux et docteurs, se rendirent à Mantes, où il avait convoqué tout le clergé du royaume; et là, après cinq heures de controverse, il se déclara convaincu [1593, 23 juillet]. Le lendemain il signa sa profession de foi. Le surlendemain, il s'en alla, en grande pompe, à Saint-Denis, où une foule de Parisiens s'étaient rendus, malgré les défenses de Mayenne [25 juillet]; il fit abjuration de ses erreurs à la porte de l'église et entre les mains de l'archevêque de Bourges, qui lui donna son absolution provisoire; puis il entra dans l'église aux acclamations de ses soldats et des bourgeois, et entendit la messe. Cette conversion ne fut pas seulement le résultat d'une absolue nécessité, et fut un acte de haute sagesse, qui témoignait dans Henri IV une grande intelligence de son temps et de son pays. Le chef de la dynastie des Bourbons reconnaissait que l'avenir de la France et de sa maison était dans le catholicisme; il se posait comme la solution à une guerre de quarante ans; il représentait une idée nouvelle, la tolérance; il réconciliait les deux bases de l'état social, la religion et la royauté; il ruinait la démocratie de la Ligue et l'aristocratie des protestants. Son ambition haute et éclairée fut le salut de l'unité nationale.

§ X. Décadence de la Ligue. — Soumission de plusieurs provinces au roi. — Henri notifia sa conversion à toute la France, et envoya une ambassade à Rome pour demander son absolution; puis, afin de favoriser le mélange des partis et de donner au peuple un avant-goût des biens de la paix, il consentit à ce que la trêve fût étendue à tout le royaume. Cette trêve fut acceptée avec empressement dans toutes les provinces : la Ligue en sentait pourtant bien le danger; mais elle était tellement désorganisée qu'elle ne pouvait que perdre au renouvellement des hostilités. Le légat eut beau déclarer solennellement que la conversion du Béarnais était simulée et son absolution de nulle valeur, parce qu'il ne pouvait être relevé d'excommunication que par le pape; les curés eurent beau renouveler leurs sanglantes invectives contre le damné Navarrais; l'abjuration avait produit son effet : les passions se calmèrent dans le retour du repos et de l'abondance; les esprits, détendus, ne demandèrent plus que la paix; l'opposition à Henri de Bourbon, de nationale qu'elle était, devint l'intrigue de quelques individus; la Ligue perdit son caractère grave et populaire, et la restauration de la

monarchie, avec la dynastie des Bourbons, fut la tendance manifeste de toute la bourgeoisie.

Les états avaient vu avec un calme indifférent, et peut-être avec une joie secrète, la conversion de Henri ; annulés par l'arrêt du parlement, inutiles depuis l'ajournement de l'élection, ils se séparèrent après avoir renouvelé le serment de l'Union, et ordonné la publication des décrets du concile de Trente [8 août]. Mayenne n'essaya pas de s'appuyer sur cette assemblée si tiède et si discréditée ; il n'avait plus d'espoir que dans les auxiliaires qu'il avait jadis combattus, les Espagnols et les Seize, et il se rapprocha d'eux.

Cependant, le gouvernement de la Ligue restant organisé, Henri essaya d'abord d'obtenir son royaume tout d'un bloc, en négociant avec les chefs de ce gouvernement ; mais il s'aperçut bientôt du danger de cette négociation ; car la Ligue, agissant comme corps et au nom de la nation, voulait lui imposer les conditions déjà énoncées dans les conférences de Suresne : alors il ne songea plus qu'à gagner son trône libre de tout engagement envers le peuple, en achetant les chefs et les villes de l'Union les uns après les autres. Vitry, qui commandait à Meaux, et qui avait abandonné Henri au camp de Saint-Cloud, se soumit le premier [25 déc.] ; et le roi s'empressa de lui laisser son gouvernement, de confirmer les priviléges de la ville, d'accorder des faveurs aux habitants. La soumission de cette place importante fut le signal de la désorganisation de la Ligue : les gouverneurs de Péronne, Roye, Montdidier, suivirent l'exemple de Vitry, et bientôt après la Châtre se fit acheter la soumission d'Orléans et de Bourges.

Le mouvement de réaction de la bourgeoisie contre la multitude ligueuse et fanatique se propagea de Paris dans toutes les grandes villes des provinces. Le duc de Nemours, qui avait si bien défendu Paris contre le Béarnais, s'était retiré dans son gouvernement de Lyon, dont il voulait se faire une souveraineté ; il avait donné le pouvoir à la populace, fortifié les villes environnantes, refusé d'envoyer des députés aux états généraux, enfin s'était rendu indépendant. Les bourgeois se révoltèrent contre lui, le firent prisonnier et l'enfermèrent à Pierre-Encise. En vain Mayenne demanda la liberté de son frère ; en vain les ligueurs de Paris firent des prières « pour leur bon bourgeois, M. de *Nemours ;* » *les Lyonnais rompirent* avec l'Union, appe-

lèrent les royalistes dans leur ville, et se soumirent à Henri IV [1593, 19 août].

Le duc d'Épernon était gouverneur de Provence pour le roi, et depuis deux ans il faisait la guerre contre le comte de Carces, qui avait obtenu des secours de l'Espagne; mais il se conduisi avec tant de hauteur et de cruauté, qu'il mécontenta ligueur royalistes et huguenots, et que Henri conseilla lui-même aux habitants de lui résister. Tous les partis se réunirent contre lui; et le comte de Carces, abandonnant la Ligue, fit recon naître le roi par le parlement et toute la province.

Ainsi une grande partie du royaume s'était soumise à Henri, qui cessait enfin d'être un chef de parti ou d'aventuriers, et il mit le sceau à sa conversion en se faisant sacrer à Chartres : c'était la marque religieuse de sa légitimité [1594, 27 févr.]. Il ne manquait plus que l'absolution du pape. Clément VIII était un homme sage, pieux et doux ; il n'aimait pas l'Espagne, et savait bien que faire de Philippe II le maître de la France, « c'étoit lui ouvrir le chemin à la monarchie chrétienne, et réduire les pontifes romains à devenir ses simples chapelains (1). » Mais absoudre Henri, c'est-à-dire reconnaître ses droits, et lui donner, pour ainsi dire, l'investiture de son royaume, c'était s'exposer à toute la colère du grand roi, qui menaçait Clément de lui enlever ses états et de le traduire devant un concile. D'ailleurs, pouvait-on se fier à la sincérité d'une conversion faite par nécessité et par ambition ? Enfin Henri n'était reconnu que par une partie de son royaume ; il n'avait pas Paris ; il pouvait être définitivement vaincu. Le duc de Nevers avait été envoyé par le roi en ambassade en Rome; mais il ne put être reçu que comme prince italien (2), non comme ambassadeur du roi de France. Le pape se montra publiquement inflexible ; mais il laissa le duc se mettre en relation avec les cardinaux, qui lui donnèrent des espérances ; il aurait voulu que le sacré collége se prononçât en faveur de Henri ; il désirait que celui-ci obtînt de tels avantages dans son royaume, qu'il pût devenir le défenseur du saint-siége contre l'Espagne.

§ XI. Détresse de Mayenne. — Soumission de Paris. — Entrée de Henri IV. — Mayenne était désespéré ; il voyait l'Union

(1) *Sully, t. II, p. 10*.
(2) *Voyez t. II, note p. 44*

se dissoudre pièce à pièce, des trahisons qui s'entamaient de tous côtés, la guerre qui allait recommencer, Henri, à la tête de vingt mille hommes, gagnant sans cesse des partisans, pendant que lui n'avait ni argent ni soldats. Il ne se croyait pas même en sûreté à Paris; les bourgeois le sommaient de faire la paix, et conspiraient en faveur du Navarrais; le parlement, « pour s'opposer aux mauvais desseins de l'Espagnol et de ceux qui le voudroient introduire en France, venoit d'ordonner, mais sans succès, que les garnisons étrangères sortiroient de la ville. » Sa dernière ressource était une armée que le comte de Mansfeld rassemblait à Soissons, par l'ordre de Philippe II; mais cette armée se mouvait avec une lenteur extrême; et, quoiqu'il sentît tous les dangers de son absence, il résolut d'aller lui-même en presser la marche. Avant de partir, il voulut assurer le salut de la ville en relevant les débris des Seize, dont il rétablit le conseil et les assemblées publiques; il ranima l'audace des *minotiers*; il se réconcilia avec Feria et Ibarra, qui commandaient la garnison espagnole; il exila quelques bourgeois; enfin il donna le commandement de Paris au comte de Brissac, le ligueur le plus compromis, celui qui avait fait les premières barricades contre Henri III.

Dès qu'il fut parti, Brissac songea à se vendre, pendant qu'il méritait encore d'être acheté; il entra en négociation avec Henri, et s'entendit avec le prévôt des marchands et trois échevins, politiques déclarés. Le roi ne fut pas difficile sur les conditions du marché : il promit amnistie absolue, confirmation de tous les priviléges, interdiction du culte hérétique, liberté de se retirer pour les princesses de Lorraine, le légat, l'ambassadeur d'Espagne, les troupes étrangères. Brissac avait le bâton de maréchal, le gouvernement de Mantes et de Corbeil, 200,000 écus, 20,000 livres de pension, etc.

Les ligueurs se doutaient d'une trahison; les curés avaient même fait porter des armes dans leurs maisons; Ibarra était continuellement sur pied, faisant des rondes et des revues; Feria garnissait de ses meilleures troupes le quartier Saint-Antoine, où il demeurait, et il avait ordonné aux capitaines espagnols de poignarder Brissac au premier mouvement. Le 21 mars, celui-ci régla avec les échevins et les capitaines des milices les dispositions de l'entreprise; deux régiments français dont on se défiait furent envoyés au-devant d'un convoi; on distribua les

troupes des ligueurs dans le quartier de l'Université; les bourgeois royalistes durent se réunir en armes sur le pont Saint-Michel pour isoler les deux rives de la Seine. Dans la nuit, les échevins se rendirent à la porte Saint-Denis avec une troupe de conjurés ; Brissac alla lui-même à la porte Neuve, qui n'était gardée que par deux cents Allemands et des bourgeois.

L'armée royale, forte de quatre mille hommes d'élite, était partie de Senlis par une nuit obscure et pluvieuse, qui déroba, mais retarda sa marche [1594, 21 mars] ; et elle n'arriva qu'à quatre heures du matin à la porte Neuve. C'était par là que le dernier des Valois était sorti de Paris ! Les troupes, auxquelles la discipline la plus sévère avait été recommandée, s'emparèrent de la porte et sommèrent les Allemands surpris de mettre bas les armes : sur leur refus, elles les chargèrent et les jetèrent à la rivière. Les portes Saint-Honoré et Saint-Denis furent prises sans obstacle ; les royalistes filèrent sans bruit par les rues, et pénétrèrent, en dispersant quelques troupes de ligueurs, jusqu'au pont Saint-Michel, où elles trouvèrent les compagnies bourgeoises qui occupaient les rues des deux bords de la Seine, et criaient : Vive le roi et la paix ! Ces cris furent bientôt répétés par les garnisons de Corbeil et de Melun, qui arrivèrent par eau jusque devant l'Arsenal. Les Espagnols furent stupéfaits, et trouvèrent, « comme par enchantement, disaient-ils eux-mêmes, toutes les portes et rues occupées. » Feria fut enfermé dans son hôtel ; Ibarra resta isolé de tous ses postes

Enfin, comme le jour commençait à poindre, le roi arriva à la porte Neuve, et trouva le gouverneur et le prévôt qui lui offrirent les clefs de la ville. Il entra armé de toutes pièces, escorté de quatre cents gentilshommes et des archers de sa garde, pendant que les habitants, effrayés et silencieux, sortaient de leurs maisons, au milieu des cris de joie de ses soldats, qui repoussaient le peuple à coups de pique et d'arquebuse. C'était la marche guerrière d'un conquérant dans une ville surprise, et non l'entrée pacifique d'un roi dans sa capitale. On s'empara alors du Louvre, des deux Châtelets, du Palais ; on dispersa les dernières troupes des ligueurs, qui se défendaient dans le quartier Latin ; on publia des proclamations, on ordonna d'ouvrir les boutiques ; et le roi se rendit à Notre-Dame pour rendre grâces à Dieu de l'heureuse issue d'une entreprise si hasardeuse : « *Je suis si enivré* d'aise, disait-il, de me voir où je suis

que je ne sais ni ce qu'on me dit ni ce que je dis. Il n'y a rien de l'homme en ceci : c'est une œuvre de Dieu ([1]). »

Cependant le Temple, la Bastille, les quartiers Saint-Martin et Saint-Antoine tenaient encore; les Espagnols, au nombre de quatre mille, s'étaient mis en bataille et s'apprêtaient à une vive résistance ; mais on négocia, et sur les deux heures, les étrangers, enseignes déployées et tambours battants, évacuèrent la ville; ils se retirèrent à Laon avec les princesses, le légat, les plus fougueux ligueurs; et Henri IV, maître de Paris, put se dire enfin roi de France.

§ XII. Renouvellement de la guerre. — Soumission des seigneurs de la Ligue. — Le premier acte du gouvernement royal fut de rappeler le parlement de Tours, et de le fondre dans celui de Paris. Le parlement, ainsi restauré, enregistra un édit confirmatif du traité conclu avec Brissac, abolit les arrêts, édits et serments faits contre l'autorité du roi, révoqua les pouvoirs donnés aux princes lorrains, cassa les délibérations des états, raya le nom de Charles X des actes publics, commanda à tous seigneurs, villes et communes de renoncer à l'Union [30 mars]. La Sorbonne reconnut Henri pour vrai et légitime roi, et décréta que tous les Français étaient tenus de lui obéir [22 avril]. Tous les ordres religieux firent leur soumission, excepté les jésuites et les franciscains, qui attendirent l'absolution du pape. Enfin la municipalité fut remaniée dans le sens de la restauration ; elle fit disparaître les inscriptions, libelles et images du temps de la Ligue ; elle proscrivit les prédicateurs et les capitaines de milices, avec quatre-vingts autres personnes ; elle fit pendre plusieurs meurtriers de Brisson. Le roi déclara aux Parisiens qu'à l'avenir ils n'auraient plus d'autre gouverneur que lui-même.

Tous ces actes consolidèrent le trône de Henri et amenèrent les soumissions. Villars-Brancas livra Rouen, le Hâvre et la haute Normandie; mais il se fit chèrement payer : il fut confirmé dans son gouvernement et dans sa charge d'amiral, et il fallut enlever l'un et l'autre à Montpensier et à Biron ([2]) ; on lui donna 1,200,000 livres pour ses dettes, 60,000 livres de pen-

([1]) L'Étoile, t. III, p. 7 et 10.

([2]) C'était le fils de celui qui avait été tué à Épernay, et il avait rendu à Henri non moins de services que son père : *il fut nommé maréchal de France.*

sion, le revenu de six abbayes dont il fallut priver les serviteurs du roi. Ce fut à de pareilles conditions et toujours en dépouillant ses amis pour ses ennemis, que Henri dut acheter la soumission des autres chefs de la Ligue. « Mais, disait-il à Rosny, qui avait négocié la capitulation de Villars, vous êtes une beste, mon ami, d'user de tant de remises en une affaire dont la conclusion m'est de si grande importance pour l'établissement de mon autorité et le soulagement de mes peuples. Ne vous souvient-il plus des conseils que vous m'avez tant donnés, m'alléguant pour exemple celui d'un certain duc de Milan au roi Louis XI, au temps de la guerre nommée du Bien public, qui étoit de séparer par intérêts particuliers tous ceux qui étoient ligués contre lui, sous des prétextes généraux ? qui est ce que je veux essayer de faire maintenant, aimant beaucoup mieux qu'il m'en coûte deux fois autant en traitant séparément avec chaque particulier que de parvenir à mêmes effets par le moyen d'un traité général fait avec un seul chef qui pût par ce moyen entretenir toujours un parti formé dans mon estat [1]. » Abbeville se soumit, malgré le duc d'Aumale ; Troyes et Sens secouèrent le joug des Lorrains, et, pour maintenir Reims sous son obéissance, le duc de Guise assassina le maréchal de Saint-Paul ; toute l'Auvergne et une grande partie de la Guyenne reconnurent le roi ; le duc d'Elbeuf lui soumit le Poitou.

Mayenne, stupéfait de la prise de Paris, ne perdit pourtant pas courage : il résolut de continuer la guerre, et voulut faire de Laon, où s'étaient retirés sa famille et les proscrits de Paris, le centre de la Ligue ; mais il savait que Henri s'apprêtait à diriger ses forces contre cette ville, et il alla à Bruxelles pour demander le secours de l'Espagne. Il était en querelle ouverte avec tous les chefs espagnols, qui le dénonçaient comme un traître et voulaient qu'on s'assurât de sa personne. « Il a été, écrivait Feria, plus pernicieux à la religion sous couleur de la défendre, qu'aucun autre qui en ait prétendu la ruine.... Il a souillé ses mains du sang de ceux qui ont apporté le principal avancement à sa grandeur et qui étaient les plus zélés catholiques de France... Il a empêché l'élection de l'infante et livré Paris au Béarnais [2]. » D'ailleurs la prise de la capitale avait changé la poli-

(1) Sully, t. II, p. 186.
(2) *Capefigue, t. VII, p. 234.*

tique de Philippe : il ne voulait plus acquérir la couronne de France, mais seulement annexer aux Pays-Bas la Picardie et la Bourgogne ; il ne voyait plus dans les ligueurs des alliés qu'il fallait aider, mais des rebelles à Henri IV, qui devaient embrasser franchement les intérêts de l'Espagne et se mettre à sa solde. Mayenne n'obtint donc pas de secours directs; on lui promit seulement que l'armée de Mansfeld marcherait à la délivrance de Laon.

Cette ville fut assiégiée par Henri avec douze mille fantassins et deux mille chevaux [1594, 25 mai] ; mais elle était forte et bien défendue par les débris de l'Union ; toutes les places voisines étaient encore au pouvoir les ligueurs, et Mansfeld, avec huit mille hommes, livra plusieurs combats pour la délivrer. Aucun siége ne coûta plus de travaux et d'hommes à l'armée royale, et Henri dut la capitulation à la valeur et à l'habileté de Biron. La prise de Laon amena la soumission d'Amiens, de Beauvais, de Château-Thierry, etc. ; Balagny mit Cambrai sous la protection du roi de France (¹) ; l'armée espagnole se retira sur la frontière. Alors la Ligue commença à être en dehors des événements ; la guerre prit de plus en plus un caractère de guerre nationale ; enfin les princes lorrains entamèrent des négociations avec le roi.

Les hostilités avaient repris dans toutes les provinces. En Bretagne, le duc d'Aumont combattait pour le roi avec ses seules ressources ; il fit demander par les états des secours à l'Angleterre et à la Hollande, qui envoyèrent six à sept mille hommes. De son côté, Mercœur reçut cinq mille Espagnols, qui bâtirent sur la rade de Brest une forteresse dont ils voulaient faire un point d'embarquement contre l'Angleterre. En Languedoc, Montmorency combattait contre Joyeuse et le parlement de Toulouse, plutôt en allié qu'en sujet du roi ; et celui-ci ne trouva d'autre moyen de le rattacher à la couronne qu'en lui conférant la dignité de connétable. En Provence, Henri s'était réconcilié avec les ligueurs, et les soutenait dans leur résistance contre d'Épernon ; il songea à donner pour gouverneur à cette province si catholique le plus marquant des chefs de la Ligue, et

(¹) Ce Balagny était un bâtard de Montluc, évêque de Valence, à qui avait été confiée la garde de Cambrai quand le duc d'Anjou s'en rendit maître en 1581 ; il s'était fait de cette ville une *sorte de souveraineté et y exerçait une grande tyrannie.*

il entama des négociations avec les Guises [1594, 29 nov.]. Le fils du Balafré et le fiancé de l'infante se vendit sans difficulté : on lui donna 400,000 écus, 24,000 livres de pension, le gouvernement de la Provence, à condition qu'il céderait ses places de Champagne; son frère eut le gouvernement de Reims, des abbayes, de l'argent, etc.; le duc de Lorraine eut 900,000 écus et les gouvernements de Toul et de Verdun. Ainsi il ne restait plus de cette orgueilleuse maison, qui avait été si près du trône, que le duc d'Aumale, qui défendait la Picardie, et le duc de Mayenne, « qui avoit résolu de se réduire dans sa seule Bourgogne, d'en obtenir la cession du roi d'Espagne, et de la faire ériger en royaume [1]. » C'était une grande conquête pour Henri que d'avoir ôté à la Ligue le nom du duc de Guise, que d'avoir fait de ce rival un sujet; la soumission de Mayenne ne devait pas se faire longtemps attendre.

§ XIII. Impopularité de Henri IV. — Attentat de Jean Chatel. — Expulsion des jésuites. — Malgré tous ces succès, jamais roi de France ne s'était trouvé dans une position plus délicate que Henri, et il fallut toute sa gaieté artificieuse, sa franchise si habile, sa volonté ferme et souple, son caractère insinuant et conciliateur, les ressources infinies de son esprit délié, retors, dissimulé, pour s'en tirer avec avantage. Les partis étaient toujours en présence, moins disposés, il est vrai, à courir aux armes, mais encore pleins de défiance; et il fallait que le roi louvoyât entre les deux extrêmes, en s'appuyant de plus en plus sur les politiques. Les protestants l'accusaient de trahison et d'ingratitude; ils conservaient leur organisation séparée, et voulaient partager la France en dix départements, régis par autant de conseils électifs qui rendraient compte à un conseil suprême chargé de veiller à la défense du parti, de ses places et de ses finances; enfin ils demandaient l'édit de janvier, des chambres mi-parties et un protecteur; mais le roi « les rabroua fort rudement, disant qu'il vouloit bien qu'ils entendissent qu'il n'y avoit en France d'autre protecteur que lui des uns et des autres, et que le premier qui seroit si osé d'en prendre le titre, qu'il lui feroit courir fortune de sa vie [2]. »

D'un autre côté, le peuple n'était pas revenu de sa haine

[1] Sully, t. II, p. 297.
[2] L'Étoile, . III. p. 99

contre Henri ; il l'accusait d'être toujours huguenot dans le cœur, et voyait avec indignation sa sœur ([1]) qui assistait au prêche dans le Louvre ; il s'irritait de la violation de ses franchises municipales, des édits de censure contre la prédication et la presse, de la tyrannie avec laquelle on poursuivait les anciens ligueurs, des maîtresses et des festins du roi, en face de la misère extrême du royaume. Il se fit de nombreuses tentatives contre la vie de Henri ; et, pendant plusieurs mois, le parlement, qui voulait racheter à force de zèle sa conduite passée, ne fut occupé qu'à juger et à condamner de pauvres hères qui d'ordinaire n'étaient criminels qu'en paroles.

Le plus remarquable de ces attentats fut celui de Jean Châtel, qui manqua son coup et blessa le roi à la bouche [1594, 27 déc.]. Le coupable était un jeune homme de dix-sept ans, fils d'un drapier de Paris, qui étudiait, dit-on, chez les jésuites. Ce fut une occasion pour le parlement, dont les doctrines gallicanes étaient en plein triomphe, de sévir contre cet ordre, qui avait joué le premier rôle dans la Ligue, et dont l'Université et la Sorbonne étaient très-jalouses. Aussi, deux jours seulement après l'attentat, le parlement décréta que « tous les membres de la société de Jésus sortiraient dans trois jours de Paris et de toutes les villes où ils avaient des colléges, et dans quinze jours du royaume, comme corrupteurs de la jeunesse, perturbateurs du repos public, ennemis du roi et de l'État. » Huit jours après il condamna à mort le jésuite Guignard « pour réparation des écrits injurieux et diffamatoires contre l'honneur du feu roi et de celui-ci, trouvés dans son étude, écrits de sa main et faits par lui ([2]). » Ces libelles avaient été faits pendant la guerre, avant la conversion du roi, et Guignard se croyait à couvert par l'amnistie ; mais il n'en fut pas moins pendu. Plusieurs prêtres furent mis à la torture, d'autres exécutés en effigie ; le père et la famille de Châtel bannis ; enfin l'assassin fut écartelé. Telle était la vengeance de cette magistrature, qui avait répugné au grand mouvement catholique, contre ceux qui en avaient été les plus ardents inspirateurs : » elle condamnait en masse, en quarante-huit heures, à un exil déshonorant une nombreuse société religieuse, qui n'avait été ni écoutée ni dé-

([1]) Catherine de Bourbon : elle fut mariée au duc de Lorraine en 1599.
([2]) L'Étoile, t. III, p. 188.

fendue, pour une tentative de régicide à laquelle elle n'avait aucune part ; elle ne se contentait pas de faire périr dans d'atroces tourments le jeune coupable, mais elle étendait ses châtiments jusqu'aux hommes dont les anciennes offenses avaient été pardonnées (1). »

§ XIV. Déclaration de guerre a l'Espagne. — Comparaison de l'armée espagnole et de l'armée française. — Combats de Fontaine-Française et de Doulens. — Jusqu'alors Henri n'avait combattu dans les Espagnols que les auxiliaires de la Ligue ; la Ligue n'était plus : il fallait sortir de cette situation équivoque qui laissait l'Espagne, sous le masque de l'alliance, fomenter les troubles et le démembrement de la France ; il fallait donner à la guerre un caractère pleinement national, et forcer les ligueurs à être ou Français ou Espagnols. Le roi déclara solennellement la guerre à l'Espagne (1595, 17 nov.). Philippe répondit à cette déclaration en disant qu'il n'était pas l'ennemi de la France, mais son allié ; qu'il ne combattait que le prince de Béarn et les huguenots, et qu'il s'engageait à les poursuivre jusqu'à destruction.

Henri, en déclarant la guerre avait plutôt consulté sa fierté que le juste sentiment de ses forces, car son royaume était bien moins capable de lutter contre la monarchie espagnole qu'au temps de François Ier et de Charles-Quint : en effet, la France était épuisée par quarante ans de guerres civiles, et la faiblesse de l'Espagne, quoique réelle, quoique causée par Philippe lui-même, n'était pas encore visible ; sa puissance militaire semblait même alors à son apogée. Depuis Charles-Quint, les Espagnols avaient combattu par toute l'Europe : il n'y avait pas eu, à partir des Romains, d'infanterie plus compacte, mieux disciplinée, plus ferme au combat, plus dure aux fatigues ; et depuis plus d'un siècle l'infanterie jouait le premier rôle dans les batailles. Les fantassins espagnols n'étaient pas des hommes intelligents et enthousiastes : c'étaient des instruments de guerre parfaitement dressés, exécutant scrupuleusement tout ce qu'on leur ordonnait ; fanatiques d'une énergie sombre et terrible, mais sans élan et sans inspiration ; machines de destruction, muettes, impassibles, impitoyables après la victoire comme dans le combat. Ils étaient commandés par des généraux qui avaient fait de la guerre une science et une étude

(1) Sismondi, t. xxi, p. 323.

vieillis dans les camps, calmes et froids comme leurs soldats, donnant tout à la réflexion et rien à l'audace, ne demandant pas à leurs bataillons de la passion, mais de l'obéissance. Ces généraux eux-mêmes étaient guidés par un homme qui semblait avoir empreint ses armées de son génie spécial, Philippe II, qui ne parut jamais sur un champ de bataille, mais qui du fond de son cabinet, sans relâche et sans plaisirs, ordonnait les moindres mouvements de ses troupes avec la précision la plus vigilante.

En face de cette puissance militaire si redoutable, la France n'avait réellement pas d'armée ; elle n'avait pas fait de guerre étrangère depuis quarante ans, et dans la guerre civile, quoique Tavannes, Biron, Coligny et Henri IV se fussent montrés souvent de grands capitaines, la passion avait tenu ordinairement lieu de toute science militaire. L'infanterie était inférieure non-seulement à celle des Espagnols, mais à celle des Allemands et des Suisses : aussi était-on forcé de recourir à ces mercenaires étrangers. L'artillerie, autrefois si redoutable, mais qui, dans la guerre civile, n'était qu'un embarras, avait été négligée. Il n'y avait que la noblesse qui eût l'instinct et l'amour de la guerre, qui fût ce qu'elle avait toujours été, la plus brillante et la plus brave cavalerie de l'Europe, enthousiaste de gloire, spirituelle, inspirée, mais étourdie, indisciplinée, facile à rebuter, incapable de longs efforts. Henri, qui se vantait d'être le premier de ces gentilshommes si gais, si valeureux, si séduisants, était vraiment le type de sa cavalerie, comme Philippe de ses fantassins.

Le roi d'Espagne avait ordonné à Velasco, gouverneur du Milanais, d'entrer dans la Comté pour se joindre à Mayenne en Bourgogne. Henri envoya en avant le maréchal de Biron, qui s'empara de Beaune, d'Autun et de Dijon ; mais Velasco et Mayenne ayant passé la Saône à Gray, avec dix mille hommes, allaient mettre Biron dans le plus grand danger, lorsque le roi accourut avec huit cents cavaliers et voulut payer d'audace en arrêtant les Espagnols à Fontaine-Française [1596, 4 juin]. C'était un coup de folie semblable à celui d'Aumale ; il y courut les mêmes dangers et s'en tira plus heureusement. Velasco, étonné de la résistance de cette poignée de noblesse, craignit quelque embuscade : il repassa la Saône, laissa Henri s'emparer de toute la Bourgogne, et lui permit même de ravager la Comté. Mayenne, irrité contre ce général qui, après une simple

escarmouche, s'enfuyait devant des troupes six fois moins nombreuses, se retira à Châlons et conclut une trêve avec le roi, par laquelle il promit de le reconnaître aussitôt que le pape l'aurait absous [28 juin].

Pendant ce temps, deux petits corps, commandés par le duc de Bouillon et le comte de Nassau, étaient entrés, l'un dans le Luxembourg, l'autre dans le pays de Liége. Le comte de Fuentès avait succédé à l'archiduc Ernest dans le commandement des Pays-Bas; il chassa Bouillon et Nassau, pénétra en Picardie, entra dans Ham, que lui livra le duc d'Aumale, et où s'engagea un combat terrible qui ruina toute la ville; puis il s'empara du Catelet et parut devant Doulens. Bouillon, ayant été renforcé par Villars-Brancas et les troupes de Normandie, voulut percer les lignes de Fuentès; il fut battu et perdit près de deux mille soldats, parmi lesquels Villars et six cents gentilshommes [24 juillet]. Doulens fut emportée d'assaut, et tout y fut pillé et massacré. De là Fuentès menaça toutes les villes de la Picardie, trompa sur sa marche le duc de Nevers, qui avait succédé au duc de Bouillon, et tomba tout à coup sur Cambrai. Les habitants de cette ville se révoltèrent contre Balagny, firent entrer les Espagnols et forcèrent bientôt la citadelle à capituler.

§ XV. Absolution de Henri IV. — Soumission de Mayenne. — Perte de Calais et prise de la Fère. — Henri se repentait de sa déclaration de guerre : tout son royaume n'était pas pacifié; les succès des Espagnols pouvaient ranimer la Ligue. Aussi pressait-il avec une vive instance les négociations relatives à son absolution ; c'était le seul moyen d'ôter tout prétexte de désobéissance aux ligueurs, et de s'assurer à lui-même une position politique dans le monde chrétien.

Clément VIII, sollicité par deux ambassadeurs très-habiles, d'Ossat et Duperron, semblait résolu à cet acte décisif : il attendait seulement que la puissance de Henri IV fût assez bien établie pour balancer celle du roi d'Espagne. D'ailleurs la réaction catholique avait perdu, depuis la chute de la Ligue, son énergie exaltée et inflexible ; Philippe II lui-même était fatigué ; le saint-siége semblait s'arrêter, content d'avoir fait triompher en France le principe catholique. Enfin le complément de cette grande victoire était le retour de la royauté française au catholicisme ; il ne fallait pas par une rigueur hors de saison, mettre

ce résultat en danger : or, le parti modéré qui avait instauré Henri IV était le parti parlementaire, celui des libertés de l'Église gallicane, celui qui avait toujours fait opposition aux papes; si Clément tardait à absoudre Henri, un schisme dans le sens de ce parti modéré était à craindre, et l'archevêque de Bourges, qui avait absous le roi, le conseillait. Le pape déclara « que Clément VII avait perdu l'Angleterre par trop de vivacité, que Clément VIII ne perdrait pas la France par trop de lenteur; » et l'absolution fut résolue. La cour de Rome y mit la plus grande solennité. Duperron et d'Ossat, à genoux devant le pontife, abjurèrent l'hérésie au nom du roi, promirent le rétablissement du culte catholique en Béarn, la publication des décrets du concile de Trente, sauf ceux qui pourraient causer quelques troubles, l'observation du concordat, enfin la restitution des biens du clergé [1595, 16 sept.]. Le grand-pénitencier toucha de sa baguette la tête des ambassadeurs, et le pape prononça l'absolution au milieu des acclamations du peuple. C'était un événement très-grave pour l'Italie, qui pouvait maintenant opposer un prince catholique à Philippe II : le saint-siége recouvrait son indépendance politique.

Ce fut le dernier coup de la Ligue. Un légat fut envoyé auprès de Henri IV, et les négociations avec les seigneurs encore insoumis se terminèrent facilement. Mayenne aurait voulu, comme chef de parti, traiter pour toute la Ligue; mais Henri s'y étant refusé obstinément, il fut obligé de se contenter d'un traité particulier, auquel les autres chefs purent accéder [1596, janv.]. Le préambule de ce traité louait Mayenne de son attachement à la religion, de la sincérité de sa conduite, de son zèle à ne pas souffrir le démembrement du royaume. On lui rendit biens, offices et dignités; on lui donna le gouvernement de Bourgogne, trois villes de sûreté pour six ans, 350,000 écus pour ses dettes; on abolit les arrêts rendus contre lui et ses partisans; on déchargea nominativement les princes lorrains de toutes poursuites relatives à l'assassinat du feu roi, dont ils furent déclarés innocents; on ratifia tous les actes d'autorité exercés par Mayenne et les autres seigneurs, etc.

Joyeuse accéda à ce traité, et reçut le bâton de maréchal avec le gouvernement d'une partie du Languedoc ([1]). Le duc de Ne-

([1]) Trois Joyeuse avaient commandé les catholiques du Languedoc : le premier

mours y accéda aussi. D'Aumale et Mercœur le rejetèrent : le premier ne possédait plus rien, et venait d'être condamné à mort par le parlement pour avoir livré Ham ; le second était tout à fait indépendant en Bretagne. Restait encore d'Épernon, qui avait une position unique en France : il combattait à la fois contre le roi, la Ligue, les huguenots ; il possédait plus de quarante villes fortifiées en Provence et en Dauphiné, avec Metz, Boulogne, Amboise, Angoulême et vingt-deux autres villes ; il était résolu à se faire une souveraineté de la Provence, et fit un traité d'alliance avec Philippe II. Mais le pays, qui le détestait, résista à tous ses efforts, reconnut l'autorité royale, et reçut le duc de Guise. Marseille seule restait insoumise : elle était gouvernée tyranniquement par deux consuls, ardents ligueurs, et par une populace fanatique, qui se livrèrent à Philippe et reçurent sa flotte et ses troupes ; mais quelques bourgeois ouvrirent les portes au duc de Guise, tuèrent les deux consuls, chassèrent les Espagnols, et la soumission de Marseille entraîna celle du duc d'Épernon [27 fév.].

« C'est maintenant que je suis roi ! » s'écria Henri ; et, en effet, l'intérieur étant pacifié, il pouvait porter tous ses soins à l'extérieur. La frontière de Bourgogne était protégée par la neutralité de la Franche-Comté et des Suisses ; celle de Lorraine, par le traité de paix avec le duc ; le Dauphiné était défendu contre le duc de Savoie par Lesdiguières ; le roi d'Espagne n'était pas en état de diriger une armée sur les Pyrénées : il n'y avait donc que la Picardie et la Champagne à garder ; encore, de ce côté, pouvait-on espérer les secours de la Hollande et de l'Angleterre.

Élisabeth, quoiqu'elle eût modifié ses sentiments à l'égard de Henri IV, qui n'était plus le chef des huguenots, mais le roi de France, continuait à envoyer des troupes en Bretagne, d'où les Espagnols faisaient des descentes en Angleterre ; elle demanda même à mettre garnison dans Calais, dont Philippe II tendait à s'emparer, « pour interrompre, disait-elle, notre pouvoir au détroit de la mer, où nous ne pouvons endurer de com-

qui était le père du favori de Henri III ; le deuxième, fils du premier, fut tué au combat de Villemur ; le troisième, aussi fils du premier, était capucin ; il quitta le froc à la mort de son frère, et c'est celui qui se soumit à Henri IV. Il rentra ensuite dans les ordres et devint cardinal.

pagnon (¹). » Henri éluda cette demande, et, en attendant les secours promis par son alliée, il alla assiéger la Fère, dont les Espagnols avaient fait leur grande place de dépôt [1595, 8 nov.]. L'archiduc Albert, gouverneur des Pays-Bas, s'avança avec une armée de vingt-cinq mille hommes, comme pour délivrer cette ville; mais il trompa les Français sur sa marche, et tourna rapidement sur Calais, qui était mal approvisionnée. Malgré les efforts de Henri, qui accourut pour jeter des secours dans cette place si importante, il la força de capituler [1596, 17 avril]; puis il s'empara de Guines et d'Ardres, et, sans s'inquiéter de la perte de la Fère, que le roi avait contrainte à se rendre, il retourna dans les Pays-Bas, où les Hollandais avaient fait une diversion en faveur de la France [22 mai]. Alors la guerre ne fit plus que languir; Philippe se sentait vieux et découragé; Henri était épuisé : on commença à parler de paix, et le pape envoya à cet effet un légat en France. Mais la Hollande et l'Angleterre s'opposèrent à toute négociation; elles conclurent même avec le roi un traité par lequel elles lui fournissaient chacune quatre mille hommes, à condition qu'il ne ferait pas sans elles la paix avec l'Espagne.

§ XVI. Désordre des finances. — Rosny entre au conseil. — Assemblée des notables. — La paix était pourtant tout le désir de Henri, qui rêvait une autre gloire que celle des combats, « la gloire de remettre l'ordre et rétablir le royaume en sa plus grande amplitude et magnifique splendeur. » Il souffrait de voir la France dévastée, misérable, sans administration et sans police, les campagnes incultes, les villes dépeuplées, le gouvernement impuissant à « soulager les peuples de tant de tailles, subsides, foule et oppression; » l'autorité royale méconnue par les gouverneurs des provinces, la noblesse ruinée par la guerre civile, le clergé encore échauffé des passions de la Ligue; enfin l'état ayant perdu toute son influence extérieure. La première source de tant de maux était le désordre affreux des finances. L'égoïsme et la cupidité ayant joué le principal rôle dans la restauration de la royauté, Henri avait dû charger le peuple outre mesure pour racheter son royaume pièce à pièce : il avait donné aux ligueurs 37 millions; il avait payé ou il devait à ses alliés étrangers 67 millions; la seule famille de Guise

(¹) Capefigue, t. VII, p. 268.

lui avait coûté 17 millions; il n'était si mauvaise bicoque ni si chétif capitaine qu'il n'eût fallu acheter; il donnait des pensions ou des assignations sur les revenus à presque tous les grands seigneurs et même à des bourgeois. Enfin les hommes qui composaient son conseil de finances brigandaient ouvertement sur les deniers publics : ils achetaient de vieilles dettes qu'ils se faisaient payer intégralement, capital et intérêts, vendaient à vil prix les fermes des impôts, engageaient les domaines, affichaient le luxe le plus insolent, et laissaient souvent le roi manquer de tout ([1]). D'ailleurs Henri lui-même, quoiqu'il fût accusé d'avarice par ses avides courtisans, était dépensier, sans ordre, n'aimant pas à compter il empruntait pour ses premiers besoins, pour ses maîtresses, pour son jeu, pour sa table, et s'inquiétait peu de rendre. Les remontrances de Rosny le décidèrent à mettre un terme au chaos des finances.

Rosny, homme très-laborieux et très-instruit, plein d'ambition et d'énergie, avait gagné la confiance de Henri par ses services, ses plans de gouvernement et sa capacité politique. « Je le connois depuis l'âge de douze ans, disait celui-ci, et ne m'a point abandonné, ni jamais désespéré de ma fortune ([2]). » Il fut chargé de parcourir plusieurs provinces pour vérifier les comptes, et il rassembla en quelques mois 500,000 écus, quoiqu'il n'eût fait rendre gorge qu'aux petits voleurs [1596, mai]. Alors il obtint du roi d'entrer au conseil des finances, s'établit le censeur de ses collègues, et, malgré les intrigues des courtisans, travailla avec une activité infatigable à mettre fin au désordre.

Cependant la guerre continuait, et il fallait promptement de l'argent. Le roi convoqua à Rouen une assemblée de notables, qui se composait de dix ecclésiastiques, dix-huit nobles et cinquante magistrats [5 nov.]; et, avec ce ton de bonhomie spiri-

([1]) Du camp de la Fère, Henri écrivait à Sully le 15 avril 1596 : « Je n'ai pas quasi un cheval sur lequel je puisse combattre, ni un harnois complet que je puisse endosser ; mes chemises sont toutes déchirées, mes pourpoints troués aux coudes ; ma marmite est souvent renversée, et, depuis deux jours, je dîne et je soupe chez les uns et les autres, mes pourvoyeurs disant n'avoir plus le moyen de rien fournir pour ma table, d'autant qu'il y a plus de six mois qu'ils n'ont reçu d'argent. »

([2]) Sully, t. VI, p. 366. — Maximilien de Béthune, marquis de Rosny, duc de Sully, était né en 1559

tuelle et confiante qu'il savait si bien prendre, il déclara qu'il « leur laissait liberté entière de leurs opinions, et délibérations, ne leur prescrivant aucune règle ni limites, les priant seulement d'avoir pour principal but le rétablissement du royaume et de la dignité royale en son entier, la paix et le repos public, la décharge et soulagement du peuple. » « Et combien que ma barbe grise, dit-il, mes longues expériences, mes grands travaux et tant de périls que j'ai courus pour sauver l'État, méritent bien d'être exceptés des règles générales, néanmoins je veux m'y soumettre comme les autres, tenant pour une des plus infaillibles marques de la décadence des royaumes lorsque les rois vont méprisant les lois et croyent de s'en pouvoir dispenser [1]. »

Cette assemblée demanda dans les cahiers : 1° qu'on établit un conseil dit de Raison pour les finances, et composé de notables; 2° que les revenus fussent partagés en deux chapitres de dépenses, l'un pour le roi et la guerre, l'autre pour la dette, les fonctionnaires, les ouvrages d'utilité publique, etc., dont ledit conseil aurait la disposition. De pareils changements auraient anéanti l'autorité royale; cependant le roi y consentit pour dégoûter les notables des affaires de l'État. En effet, le conseil de Raison montra tant d'incapacité, qu'au bout de trois mois il supplia le roi de le décharger de sa commission, et d'administrer tous les revenus selon son équité et son intelligence.

§ XVII. Perte et reprise d'Amiens. — Cependant Henri, malgré ses bonnes intentions, était de plus en plus impopulaire, surtout à Paris : il avait interdit les élections municipales, repoussé les remontrances du parlement, saisi les rentes de l'Hôtel-de-Ville, créé de nouveaux impôts; on lui reprochait sa police tyrannique, ses visites domiciliaires, le grand nombre de malheureux qu'on exécutait pour conspiration contre sa personne, enfin ses parties de débauche; on répandait des écrits contre lui, on se moquait de sa cour et de ses bâtards, on regrettait la Ligue et les Espagnols.

Une terrible nouvelle mit fin à ces murmures, et rendit au roi toute son énergie : ce fut la prise d'Amiens par les Espagnols [1597, 11 mars]. Henri avait rassemblé dans cette ville une grande quantité d'armes et de munitions pour la campagne qu'il préparait; tout cela était perdu, et l'ennemi se trouvait à trente

[1] Sully, t. III, p. 29.

lieues de la capitale, qui semblait disposée à la révolte. Il laissa à Rosny le soin de lui envoyer de l'argent et des soldats, et courut se placer, avec cinq mille hommes, entre Amiens et Doulens, pour empêcher les Espagnols de jeter de nouvelles troupes dans leur conquête. Rosny fit des emprunts au clergé, créa des offices nouveaux, leva des hommes dans les provinces du centre; mais tout cela ne marchait qu'avec lenteur, le parlement refusant d'enregistrer les édits bursaux. Henri accourut à Paris, maltraita les magistrats, les força de faire l'enregistrement, et appela contre les Espagnols ses anciens compagnons et ses anciens ennemis. Mayenne amena loyalement son contingent; les ligueurs de Paris et de Rouen marchèrent enrégimentés; mais les chefs protestants ne vinrent qu'avec répugnance et en faisant leurs conditions. Henri rassembla ainsi vingt-huit mille hommes, et assiégea Amiens. Le siége dura cinq mois. L'archiduc Albert, avec vingt-quatre mille hommes, tenta à plusieurs reprises de le faire lever; mais il ne put passer la Somme. et la ville se rendit [25 sept.].

§ XVIII. Traité de Vervins et édit de Nantes. — Ce fut le dernier acte de la guerre. Philippe II se sentait près de mourir; de la double tâche qu'il s'était donnée, la restauration du catholicisme et l'établissement d'une monarchie universelle, la première, grande et élevée, avait réussi; la seconde, fausse et égoïste, avait échoué : mais il avait dépensé pour cela cinq cent quatre-vingt-dix millions de ducats; il voyait ses États qui tombaient d'épuisement; il voulait au moins les laisser pacifiés à son fils. Les négociations, entamées depuis un an sous la médiation du pape, aboutirent au congrès de Vervins, où assistèrent seulement les ambassadeurs de France, d'Espagne et de Savoie, l'Angleterre et les Provinces-Unies ayant refusé d'y prendre part. La paix fut conclue [1598, 2 mai]. L'Espagne et la France se restituèrent mutuellement leurs conquêtes et rentrèrent dans les limites du traité de Cateau-Cambrésis. Des deux derniers alliés qui restaient à Philippe, les ducs de Mercœur et de Savoie, le premier fit sa soumission à Henri moyennant 4 millions, et sous condition que sa fille unique épouserait un fils naturel du roi, le duc de Vendôme; le deuxième, à qui Lesdiguières venait d'enlever Fort-Barraut, perdit cette forteresse et promit de rendre le marquisat de Saluces.

Ce traité, en consolidant la restauration de Henri IV, inaugu-

rait le droit politique, qui fut complété par le traité de Westphalie : il replaçait la France à son rang; il la constituait, après l'épuisement de tant de guerres civiles, plus forte qu'elle n'avait jamais été, car sa nouvelle dynastie lui apportait en dot le Béarn et le comté de Foi, dont elle fortifiait sa barrière des Pyrénées.

Vingt jours avant la signature de ce traité, Henri IV rendit un édit qui terminait les guerres civiles religieuses, rétablissait la paix intérieure, et fixait définitivement l'état politique des protestants : ce fut l'édit de Nantes.

Depuis la conversion du roi, les huguenots s'étaient toujours tenus dans l'isolement et la défiance, se plaignant sans cesse, mettant des conditions à leur obéissance; ils se sentaient haïs des parlements, des gouverneurs, des courtisans; ils craignaient l'ingratitude de leur ancien chef; ils se regardaient toujours comme étrangers à la France; ils tendaient encore à faire un État à part; d'ailleurs ils s'étaient relevés de leurs ruines et formaient encore sept cent soixante églises; ils pouvaient armer vingt-cinq mille hommes, dont quatre mille nobles, et avaient deux cents places et châteaux. Le roi, qui connaissait mieux que personne l'humeur remuante et l'esprit d'indépendance des réformés, « désiroit fort abattre cette faction que Bouillon et la Trémoille cherchoient à rendre plus intime et tulmutueuse que jamais ([1]). » Déjà, quelques mois auparavant, il leur avait accordé pour huit ans toutes les places qu'ils occupaient, et où il s'engageait à payer et entretenir quatre mille soldats huguenots; il leur avait encore assuré égalité de charges, d'honneurs et de dignités avec les catholiques; enfin, par l'édit de Nantes [1598, 13 avril], il confirma les dispositions précédentes, donna amnistie pleine et entière pour tous les actes de la guerre, rétablit la religion catholique par tout le royaume, avec liberté de conscience pour les huguenots; permit l'exercice public du culte réformé, pour eux et leurs vassaux, aux seigneurs ayant haute justice ([2]), et dans les villes désignées par l'édit de 1577; enfin établit une chambre protestante dans le parlement de Paris, et des chambres mi-parties à Castres, à Bordeaux et à Grenoble.

([1]) Sully.

([2]) On comptait encore à cette époque trois mille cinq cents seigneurs hauts-justiciers.

L'édit de Nantes était une transaction imposée par la nécessité, qui faisait encore du calvinisme, non une secte dissidente, mais un État avec ses lois, ses places, son armée, ses subsides, ses assemblées; il fut donc regardé comme sacrilége par le clergé, comme illégal par le parlement, et il excita les murmures des zélés catholiques; mais ce fut tout : on était las de troubles; les idées d'indulgence avaient gagné les esprits; l'on ne désirait que le calme et l'ordre, et la majorité nationale pensa que cet édit, qui vingt ans auparavant aurait allumé la guerre civile, était le seul moyen, comme le disait Henri IV, de « faire le mariage de la France avec la paix. »

Le traité de Vervins et l'édit de Nantes sont les deux actes qui terminent la période des guerres civiles religieuses. La France a la paix à l'extérieur et à l'intérieur; une nouvelle ère va commencer pour elle; la dynastie des Bourbons est solidement établie sur le trône ; Henri IV, après vingt-cinq ans de guerres, va gouverner.

Enfin, au moment où ces deux actes solennels annoncent que la tolérance prend pied dans la société, que la pensée religieuse va céder la place à la pensée politique dans les guerres, les alliances, les relations de peuple à peuple, Philippe II, ce type du catholicisme inflexible, descend dans la tombe. La décadence de la maison d'Autriche commence : c'est la maison de Bourbon qui va prendre à sa place la prépondérance en Europe.

CHAPITRE II.

Fin du règne de Henri IV. — 1598 à 1610

§ I. Idées générales sur le troisième age féodal. — Les bases du deuxième âge féodal étaient : la France constituée en monarchie féodale avec des états généraux; la royauté ayant à combattre la vassalité souveraine, représentée d'abord par les rois d'Angleterre, ensuite par les duc de Bourgogne; la nation n'exerçant son activité que dans des guerres intérieures qui mettent en danger son existence; enfin la foi, quoique ébranlée par le grand schisme, étant encore le fondement de tout l'ordre social. Rien de tout cela n'existe plus à la fin du seizième siècle. La royauté est déjà plus absolue que féodale; les états généraux n'ont plus à paraître qu'une seule fois ; les

vassaux souverains sont détruits et ne sont pas remplacés par les gouverneurs de province ; les guerres extérieures sont commencées, et l'Europe est dans l'enfantement d'un nouveau système politique ; enfin le libre examen a envahi la société. Ces deux grandes figures du pays et du gouvernement, qui, au commencement du quatorzième siècle, nous semblaient si confuses et indécises, se dessinent maintenant d'une manière nette et vigoureuse : le gouvernement a manifesté une vie toute nouvelle dans les guerres d'Italie ; le pays a montré sa puissante individualité dans les guerres civiles. Le seizième siècle, si plein de souffrances et de grandeurs, a fait faire à la France un immense chemin : un nouveau monde de progrès en tous genres s'ouvre pour elle avec la dynastie des Bourbons ; c'est le temps où la nation et le pouvoir vont se centraliser ; c'est le temps des progrès administratifs et intellectuels à l'intérieur ; c'est le temps de l'influence politique à l'extérieur. Ces guerres intestines, qui étaient toute la vie féodale, dont la royauté s'était débarrassée par les expéditions d'Italie, qui avaient repris avec tant de force sous le voile de la religion, ces guerres vont, pendant cinquante ans encore, troubler l'État ; car le calvinisme est encore établi comme parti politique, car la féodalité s'est en quelque sorte reconstituée dans les gouverneurs des provinces [1] ; mais ce n'est plus qu'une parodie des anciennes guerres civiles, ce n'est que le dernier soupir de la féodalité. La royauté, par les mains de trois grands ministres, Sully, Richelieu, Mazarin, va devenir absolue ; elle va se personnifier dans Louis XIV, elle va donner à la France la prospérité au dedans, la grandeur au dehors, et légitimer ainsi son autorité.

§ II. Ministres de Henri IV. — Ordonnances sur l'agriculture, l'industrie et le commerce. — La royauté de Henri IV, tout occupée jusqu'alors de reconstruire la couronne et le royaume, n'avait pas encore été gouvernante ; maintenant que l'État était rétabli au dedans comme au dehors, elle pouvait se livrer à ses idées d'ordre et de prospérité publique, penser aux intérêts sociaux, commencer enfin ce grand travail d'adminis-

[1] A l'époque de la prise de Calais, en 1596, les grands « proposèrent au roi un moyen d'avoir toujours sur pied une grande armée bien soudoyée, qui ne se débanderoit jamais ; lequel consistoit à trouver bon que ceux qui ont des gouvernements par commission, les pussent posséder en propriété, en reconnoissant les tenir de la couronne par un simple hommage-lige. » (Sully, t. II, p. 235.)

tration, dans lequel les Bourbons se montreront presque toujours pouvoir intelligent, progressif, animé du désir du bien.

Les principaux ministres de Henri étaient : Villeroy à la guerre, Jeannin aux affaires étrangères, Bellièvre et ensuite Sillery aux sceaux, Sully aux finances, à l'intérieur, à l'artillerie, aux fortifications et aux bâtiments. C'étaient tous gens capables, instruits, travailleurs, mais ennemis les uns des autres, cherchant mutuellement à se dominer, surtout Sully, homme d'une infatigable activité et d'une vaste intelligence, mai jaloux, dur, orgueilleux à l'excès, absorbant le travail et les attributions de ses collègues, et qui était détesté à la fois de la noblesse et du peuple. Ce fut principalement sous l'influence de ce ministre, en qui le roi avait mis sa confiance, que furent rendues de nombreuses ordonnances administratives qui témoignent moins la sollicitude éclairée du gouvernement pour fermer les plaies de la guerre que les progrès du pouvoir absolu : car elles sont très-attentives à éloigner le peuple de toute participation aux affaires, à le détourner de toute idée politique, à l'occuper uniquement de ses intérêts matériels ; elles ont pour but, non d'améliorer le sort de la nation par amour du bien public, mais de favoriser des projets éloignés d'ambition politique, d'enrichir le roi plutôt que le royaume ; enfin elles prouvent que Henri IV et ses ministres étaient plutôt hommes d'État habiles que bons administrateurs.

Ce fut à l'agriculture que le pouvoir porta ses principaux soins, et il eut en cela l'idée la plus élevée des ressources et de la destinée de la France. Sully avait jugé que le royaume était essentiellement agricole, qu'il y avait des richesses immenses enfouies dans ce sol dont le tiers était inculte ou dévasté, que l'agriculture devait fournir au commerce des objets d'échange toujours certains et facilement écoulables. Il voulait que les seigneurs vécussent dans leurs terres et les fissent valoir ; il proclama le grand principe de la libre exportation des grains ; il fit des ordonnances pour le desséchement des marais et la conservation des forêts. « Le labourage et le pasturage, disait-il, sont les deux mamelles dont la France est alimentée, et les vraies mines et trésors du Pérou (1). »

Mais le ministre gentilhomme, en s'occupant de l'agricul-

(1) Sully, t. III, p. 195

ture, ne songeait qu'à la guerre; il ne voulait que tirer de la charrue de bons soldats : en effet, la France devait bientôt répudiant le secours des mercenaires de l'Allemagne, trouver dans son sein la véritable armée moderne, des fantassins robustes et intelligents. Une partie des troupes de Henri avait été licenciée après la paix ; l'autre partie eut son entretien et sa solde assurés; on créa un hôpital pour les soldats vieux et estropiés, et les « pillards qui se tiennent sur les champs » furent poursuivis avec rigueur. Sully, tout occupé de réparer les places et de garnir les arsenaux, méprisait tout ce qui pouvait nuire à la profession des armes ; il maltraitait les marchands et les artisans, les estimant incapables de faire la guerre, gênant leur industrie par une foule de règlements : il défendit l'exportation de l'or et de l'argent, mit des droits sur la circulation des marchandises, prohiba les vêtements de luxe, empêcha l'établissement des fabriques de soie, de tapis, de glaces. « La France n'est pas propre à de telles babioles, disait-il; cette vie sédentaire des manufactures ne peut faire de bons soldats. »

Heureusement le roi, quoiqu'il fût loin d'avoir l'esprit d'ordre et de travail de son ministre, avait des idées plus larges. Il s'opposa aux prohibitions de Sully, augmenta les priviléges des métiers, favorisa les produits industriels en défendant l'introduction des objets de fabrique étrangère, régla l'intérêt de l'argent, encouragea l'exploitation des mines, protégea le commerce intérieur en construisant des routes et en projetant des canaux dont un seul fut exécuté, celui de la Loire à la Seine. Il fit planter cinquante mille mûriers, encouragea l'éducation des vers à soie, mit en prospérité les manufactures de soieries de Lyon, de Nîmes, de Tours, les verreries et les faïenceries de Paris et de Nevers; enfin établit dans ses propres maisons des fabriques de satin, de damas et de tapis de haute lice. Par les soins de Jeannin et de Villeroy, des traités de commerce furent signés avec la Hollande et l'Angleterre; et l'on renouvela [1605] les anciennes capitulations conclues avec la Turquie, ce qui rendit à la France le monopole du commerce avec ce pays, et restaura son influence sur les chrétiens d'Orient [1]. Enfin, des colonies furent fondées en Amérique, où les Espagnols avaient

[1] Voir mon *Essai historique sur les relations de la France avec l'Orient*, dans la *Revue indépendante* du 25 novembre 1843.

détruit les établissements essayés par les protestants de France [1]. Quelques aventuriers retrouvèrent les traces de Jacques Cartier, qui le premier avait remonté le Saint-Laurent; et Champlain fonda, en 1608, Québec, qui devint la capitale de la Nouvelle-France ou du Canada.

§ III. Réforme des finances. — Le fondement de tous ces progrès était la réforme des finances. L'État se trouvait obéré de 330 millions de dettes (environ 800 millions de notre monnaie actuelle), sans compter d'autres sommes non constituées régulièrement en dette publique. Le revenu était de 50 millions [2]; mais le peuple en payait réellement plus de 200, à cause du mauvais système de perception et de la nullité du contrôle de la chambre des comptes. En effet, les branches du revenu étaient mises en ferme et livrées à des *généraux pour le fait des finances*, moyennant une somme d'autant plus faible que les besoins du trésor étaient plus pressants. Ceux-ci, à leur tour, partageaient les différents impôts entre des fermiers particuliers qui affermaient encore les parties de chaque impôt à d'autres traitants; de sorte que l'argent prélevé sur le contribuable diminuait en passant par les mains de cette foule de commis, d'agents, de receveurs, qui tous devaient faire leur gain, et ne pouvaient être contrôlés que par la chambre des comptes sur des registres toujours infidèles et insuffisants. De plus, les gouverneurs des provinces, les commandants des places, les officiers de guerre, « qui, jusqu'au moindre, faisoient tous un abus énorme de l'autorité qu'ils avoient sur le peuple [3], » levaient eux-mêmes des impôts pour le payement de leurs garnisons, sans rendre compte à personne. Enfin les seigneurs dont le roi avait acheté la soumission, et les princes étrangers dont il avait tiré des secours, n'avaient pas été payés à deniers comptants, mais en assignations sur les revenus de certaines provinces, ce qui appauvrissait le peuple de trois à quatre fois les sommes dues.

Henri centralisa l'administration des finances en la donnan

[1] En 1562, les calvinistes avaient commencé des établissements dans la Floride à l'instigation de Coligny.

[2] Tailles, 20 millions; aides sur les boissons, 5 millions; entrées, péages et douanes, 8 millions; décimes du clergé, 4,500,000; ventes d'offices et autres produits, 12 millions. (Sully, t. III, p. 221.)

[3] *Sully, liv. x.*

à Sully avec le titre de surintendant [1598]. Celui-ci fit parcourir les provinces et en parcourut quelques-unes lui-même, pour s'assurer de leurs besoins et de leurs ressources, de la nature et de la perception des revenus; il compulsa les registres de la chambre des comptes, des trésoriers, des parlements, et commença la réforme en remettant au peuple 20 millions dus sur les années précédentes et 2 millions sur l'année actuelle. Ensuite il fit ordonner qu'à l'avenir aucun impôt ne serait levé sans une ordonnance du roi enregistrée au parlement, défendant à tous seigneurs, commandants et gouverneurs d'élever aucun droit sur les fermes et revenus à titre de créance, leur enjoignant de s'adresser directement au trésor pour le payement de leurs pensions et la solde de leurs troupes. A ces changements, les seigneurs et les traitants poussèrent de telles clameurs que le roi en fut effrayé; mais le ministre tint bon, disant à Henri qu'il « ne falloit souffrir qu'aucun de ceux de son conseil ni de ses finances fussent jamais intéressés en nul de ses revenus (1). » Puis il réforma un grand nombre de receveurs, cassa les baux des fermiers et remit en adjudication les impôts; mais, assuré de leur produit, il ne les concéda qu'en leur faisant rendre quatre à cinq fois la valeur primitive (2). Toutes les recettes particulières furent contrôlés dans ses bureaux, et la cour des comptes n'eut plus qu'à vérifier, sur des rapports exacts, les recettes générales. Enfin on revisa rigoureusement les titres des créanciers, on administra avec plus de soin les domaines royaux; on supprima une multitude de brevets de noblesse pour augmenter le nombre des contribuables. En résumé, l'ensemble des finances du royaume fut soumis à une inspection unique : avec l'économie qui présida à la dépense, les services publics furent assurés, les dettes payées, et, en moins de douze ans, une épargne de 30 millions mise en réserve dans les caves de la Bastille.

§ IV. Impopularité de Sully et de Henri IV. — Sully avait remis l'ordre et la régularité dans l'administration des finances;

(1) Sully, t. III, p. 131.

(2) Ainsi le connétable de Montmorency se plaignit beaucoup au roi pour un revenu de 9,000 écus, « pauvre petite assignation, disait-il, que j'avois en Languedoc sur une imposition dont vous ne touchâtes jamais rien. » Sully lui fit payer ses 9,000 écus par le trésor; puis il donna la pauvre petite assignation en ferme pour 50,000 écus.

mais il n'avait réformé que la perception et le contrôle, il ne sut pas embrasser un nouvel et vaste système d'impositions : il fut réduit, pour remplir le trésor, à de petites ressources, à de tristes expédients, à des mesures vexatoires, tels que l'augmentation des taxes sur les denrées, la vérification de la dette et la suppression arbitraire des intérêts, le retrait forcé des domaines aliénés de la couronne, la confiscation des biens des traitants, les créations d'offices. Ce fut lui qui rendit légale l'hérédité des magistratures et consacra à perpétuité le nombre exorbitant des charges de judicature et de finance, en établissant le droit appelé *paulette* [1604], par lequel les possesseurs de ces charges purent les transmettre à leurs héritiers, moyennant que ceux-ci payeraient tous les ans le « soixantième denier de la finance à laquelle lesdites charges avoient été évaluées. » Cet édit excita de grandes rumeurs : « Vendre la justice, dit l'Étoile, c'est vendre la république, c'est vendre le sang des subjects, c'est vendre les lois (1) ! » Une autre mesure financière causa encore plus de murmures ; ce fut la refonte des monnaies ; « Sublime invention, dit le même chroniqueur, pour tirer le quint du bien de tout le monde et achever de ruiner le peuple, dès longtemps maté et consommé d'ailleurs, mais pas encore assez au gré de nos gouverneurs d'État. Il faut, disoient-ils tout haut, parlant du commun, même des Parisiens, rendre si bas et si petits tous ces villains-là que les cirons les chevauchent à genoux (2). »

En effet, Sully, avec son caractère brutal, superbe, inflexible, ses mépris insultants pour la bourgeoisie, son désir de plaire au roi, n'avait nulle pitié des misères et des clameurs du peuple. Il voulait, il est vrai, que le royaume fût riche et prospère, mais pour doubler les revenus de son maître, lui donner une bonne armée et les moyens de devenir l'arbitre de l'Europe. Il veillait à la gestion des deniers publics avec la plus sévère économie ; il avait mis fin à toutes les voleries des courtisans ; il arrêtait même les prodigalités du roi (3) ; mais le peuple

(1) T. v, p. 191. — Pierre de l'Étoile était un bourgeois de Paris, un peu bavard, curieux et crédule, qui a laissé des Mémoires très-précieux, sinon pour les faits, du moins pour les mœurs. Il appartenait au parti des catholiques-politiques, et, quoiqu'il n'exerçât aucune fonction, il avait travaillé à l'instauration de Henri IV.

(2) T. IV, p. 293.

(3) « *Tout cela seroit* très-bon, disait-il, si le roi prenoit l'argent dans sa bourse ;

ne voyait que la lourdeur et la multitude des impôts; il accusait le surintendant de tyrannie; il lui reprochait l'immense fortune qu'il avait acquise, ses 200,000 livres de pensions, ses 2 millions de biens; il disait qu'il ne refusait rien à Henri, qui dépensait 1,200,000 écus par an pour son jeu et pour ses maîtresses. Le roi avait sa part des malédictions populaires; et un jour le maréchal d'Ornano lui dit « qu'il étoit en très-mauvais prédicament envers son peuple, et qu'on n'avoit jamais tant médit ni détracté du feu roi comme on faisoit partout de lui; bref, qu'il n'étoit pas aimé de son peuple, qui se plaignoit étrangement des impositions qu'on lui mettoit sus journellement, plus intolérables, sans comparaison, que celles qu'il avoit souffertes sous le feu roi pendant les plus grandes guerres. J'en craindrois fort un désespoir et une révolte. — Ventre-saint-gris! s'écria Henri, je sais bien qu'il y a des brouillons dans mon royaume qui ne demandent qu'à remuer; mais je les saurai bien châtier. Je ne ferai pas comme le feu roi : ils trouveront un plus rude joueur que lui. — Je ne vous conseille pas celui-là, répondit le maréchal, et vous prie de croire que votre principale force gît dans la bienveillance de vos sujets. Je me trouvai aux barricades de Paris, et ne me trouvai de ma vie si empêché. Le feu roi avoit plus de noblesse que vous n'en avez et plus de peuple à sa dévotion que vous n'en auriez; et toutefois il fut contraint de quitter Paris, et nous tous aises d'en remporter nos têtes [1]. »

Il n'avait pas suffi de quelques ordonnances pour effacer les traces de quarante ans de guerres. Le royaume était encore dévasté, la plupart des terres incultes, les villes pleines de ruines, l'état social mauvais; on n'entendait parler que de meurtres, de vols, de suicides; les duels étaient si fréquents, qu'en vingt ans quatre mille gentilshommes périrent dans ces combats privés, et que sept mille lettres de grâce furent accordées pour homicide. Il ne se passait pas de jours à Paris où il n'y eût une ou plusieurs exécutions; et le parlement n'était occupé qu'à condamner meurtriers, voleurs, sodomites, adultères. La justice était sans pitié; le roi ne faisait usage de son droit de grâce

mais de lever cela sur les artisans, marchands et laboureurs, il n'y a nulle raison, étant ceux qui nourrissent le roi et nous tous. » (T. v, p. 60.)

(1) L'Étoile, t. IV, p. 310.

envers personne; il défendit les duels sous peine de mort.

Tous ces crimes, la misère publique, les clameurs populaires, rendaient Henri triste et morose. Il affectait une dévotion minutieuse, suivait les processions, remplissait en grande pompe ses devoirs religieux ; il autorisait les assemblées du clergé, n'élevait que des hommes vertueux aux dignités ecclésiastiques, et « se montrait dans tous ses actes, disait l'ambassadeur de Venise, personnellement dévoué à la religion romaine. » Enfin, comme il voyait l'extension du pouvoir royal intimement liée aux progrès du catholicisme, et comme ces progrès étaient l'œuvre des jésuites, il rappela cet ordre populaire, malgré la vive opposition du parlement et de la Sorbonne [1603]. C'était un nouveau gage de sympathie qu'il donnait aux anciens ligueurs et à la cour de Rome : il calmait ainsi les inquiétudes excitées par la publication de l'édit de Nantes. D'ailleurs il aimait la souplesse et l'habileté des jésuites; il voulait se faire d'eux des auxiliaires, non des ennemis irréconciliables; et, pour se les attacher davantage, il choisit même un confesseur parmi eux.

Cependant rien de tous ces actes si catholiques ne ramenait le peuple, qui croyait toujours Henri huguenot au fond du cœur : on l'accusait de magie, d'impiété, d'abominations absurdes; on disait qu'il « ne faisoit si grand amas d'armes et d'argent que pour détruire les grands du royaume, afin de régner, après, sur le reste à sa fantaisie [1]. » La chaire le traitait toujours en ennemi; la presse était contre lui d'une grande violence; et, malgré la peine de mort portée contre quiconque imprimerait un livre sans la permission du gouvernement, les pamphlets contre le roi et sa cour débauchée se répandaient partout; les attentats contre sa personne se renouvelaient fréquemment. Nul ne lui tenait compte de ses intentions, de ses travaux, de la vie qu'il avait rendue à la France en lui donnant la paix. Aussi disait-il tristement, et avec une profonde vérité : « Je mourrai un de ces jours; et quand vous m'aurez perdu, vous connoîtrez tout ce que je valois et la différence qu'il y a de moi aux autres hommes [2]. »

En effet, Henri avait le sentiment le plus droit du bien pu-

(1) Sully, t. IV, p. 33.
(2) Bassompierre, t. I, p. 434.

blic: « Les rois, mes prédécesseurs, disait-il, tenoient à déshonneur de savoir combien valoit un teston; mais quant à moi, je voudrois savoir ce que vaut une pite et combien de peine ont les pauvres gens à la gagner, afin qu'ils ne soient chargés qu'à leur portée. » Mais, après une anarchie si profonde, si universelle, le gouvernement, ayant tout à refaire, avait d'immenses besoins : il fallait donc que les charges fussent très-lourdes; et le roi devait, malgré sa bonté naturelle, se montrer aussi dur que ses ministres aux souffrances populaires [1]. Il rejetait sur la nécessité les injustices qu'il était obligé de faire, « dont possible, disait-il, pourrai-je bien quelque jour rendre compte; mais mes conseillers et officiers en font bien d'autres [2] ! » Son caractère ingrat, oublieux, *gascon*, lui permettait de s'étourdir sur des misères temporaires, en faveur du but qu'il poursuivait, la paix intérieure, la fusion des partis, le salut de l'unité nationale; tâche ingrate, dans laquelle il a usé des talents de premier ordre; travail de toute sa vie, qu'il a scellé de son sang, et qui, avec ses essais d'administration et ses projets politiques, a fait toute sa gloire.

§ V. Mariage de Henri IV. — Guerre de Savoie. — Réunion de la Bresse. — Il manquait à Henri, pour consolider son trône et achever la défaite des partis, un héritier de sa dynastie. Les femmes avaient été la grande passion du Béarnais : dans la cour de Charles IX, sous les tentes des calvinistes, devant les murs de Paris, il lui fallait des maîtresses, et pour elles il avait souvent compromis sa fortune. Marié à l'impudique Marguerite, dont il n'avait pas d'enfants, et séparé d'elle depuis quinze ans, il s'était fait comme une épouse de Gabrielle d'Estrées, la femme qu'il aima le plus et qui lui donna trois enfants. Gabrielle visait à partager le trône de son amant, et elle y serait parvenue sans

(1) Les prisons de Normandie étaient pleines de prisonniers pour le payement de l'impôt du sel; « ils y pourrissoient tellement, qu'on en avoit tiré jusqu'à cent vingt cadavres pour une fois. Le parlement de Rouen supplia Sa Majesté d'avoir pitié de son peuple..... Mais le roi, qui avoit été instruit qu'il venoit un grand trésor de cet impôt, commença à dire qu'il vouloit que ledit impôt fût levé, et sembloit qu'il voulût tourner le reste en risée. » (Registres du parlement de Rouen, t. xvi, p. 178.) — L'impôt du sel « étoit le plus rigoureux et injuste de tous, d'autant qu'on faisoit acheter au peuple de cette sorte de vivres beaucoup plus qu'il n'en veut ni peut consommer, avec inhibition de revendre ce qu'il en a de trop. » (Sully, t. vi, p. 94.)

(2) L'Étoile, t. iv, p. 93

les conseils de Sully, qui remontra au roi l'abîme de discordes où il allait s'enfoncer. Elle chercha alors à renverser le ministre; mais Henri le soutint, et dit à la dame: « Je vous déclare que si j'étois réduit en cette nécessité que de choisir à perdre l'un ou l'autre, je me passerois mieux de dix maîtresses comme vous que d'un serviteur comme lui (1). »

Gabrielle mourut [1599, 10 avril]; et alors Henri, sur les instances du parlement et de ses ministres, se décida à négocier son divorce avec Marguerite et son mariage avec Marie de Médicis, fille du grand-duc de Toscane. Marguerite, tout occupée de dissipations et de débauches, vivait isolée dans ses châteaux d'Auvergne avec une petite cour de musiciens, de poëtes, de beaux pages; elle accepta le divorce moyennant un riche douaire, la permission de vivre à Paris, et quelques titres. Le pape se montra facile à rompre, sous prétexte de parenté, un mariage si discrédité par les vices de l'épouse et si inutile à l'État; d'ailleurs la future reine de France était sa nièce. Henri épousa Marie de Médicis [1600, 9 déc.], et en eut trois fils et trois filles.

Ce mariage ranima les alliances de Henri IV en Italie, où il voulait faire revivre, non la domination, mais l'influence française: ami du pape, du duc de Toscane, des Vénitiens, du duc de Mantoue, il ne lui manquait pour cerner dans la Péninsule la domination espagnole que l'alliance du duc de Savoie.

Les ducs de Savoie étaient les seuls des grands vassaux de l'ancien royaume de Bourgogne qui eussent échappé à l'unité française: possesseurs d'États situés sur les deux revers des Alpes, ils avaient profité, depuis que la rivalité entre la France et l'Autriche avait éclaté, de leur position entre ces deux puissances, non-seulement pour rester indépendants, mais pour s'agrandir en se faisant acheter leur alliance, et ils avaient acquis ainsi une importance bien supérieure à leur puissance réelle. D'abord alliés de la France sous Charles VIII et Louis XII, ils étaient devenus ensuite les ennemis de François Ier, et ils furent dépouillés de leurs États pendant vingt-cinq ans. Rétablis par la paix de Cateau-Cambrésis, ils étaient restés, depuis cette époque, les alliés de l'Espagne, lui avaient servi d'auxiliaires dans les guerres de la Ligue, et avaient usurpé sur Henri III le

(1) Sully, t. III, p. 244

marquisat de Saluces. Henri IV méditait de ramener la Savoie à l'alliance française; mais il voulait auparavant recouvrer Saluces, dont la restitution, stipulée par le traité de Vervins, n'avait pas été faite; c'était une clef des Alpes qui, dans les mains de la France, témoignait qu'elle n'avait pas abandonné ses droits au protectorat de l'Italie. Après de longues discussions à ce sujet, Charles-Emmanuel, duc de Savoie, pour faciliter un arrangement, vint à Paris [1599, déc.]; mais c'était moins pour traiter que pour ranimer les étincelles de la Ligue. Il promit néanmoins de donner la Bresse et le Bugey en échange du marquisat. Lorsqu'il fut revenu dans ses États, il retira sa parole, comptant sur l'appui de l'Espagne et sur des révoltes qu'il avait fomentées dans l'intérieur de la France. Le roi marcha rapidement contre lui avec deux corps d'armée commandés par Biron et Lesdiguières; toutes les places de la Bresse et de la Savoie tombèrent en son pouvoir : Emmanuel demanda la paix, et l'obtint [1601, 17 janv.] en cédant la Bresse et le Bugey en échange de Saluces. C'était une bonne acquisition pour la France, qui, à la place d'un territoire au delà des Alpes, obtenait pour frontière le Rhône depuis Genève jusqu'à Lyon; mais l'abandon de Saluces la fit déchoir dans l'opinion des peuples italiens, qui se regardèrent dès lors comme livrés entièrement à la main de l'Espagne.

§ VI. Conspiration et jugement de Biron. — Ce n'était pas sans raison que le duc de Savoie avait compté sur des troubles en France. Les partis que Henri IV avait apaisés étaient toujours pleins de défiance contre lui, et cherchaient, selon leur coutume, des appuis à l'étranger. Les huguenots tenaient des assemblées inquiétantes, demandaient de nouvelles places de sûreté, parlaient d'une « union pour la mutuelle défense et conservation des chefs de parti, et de serments contraires à l'autorité royale; » le duc de Bouillon travaillait à « faire que toutes les églises de France résolussent de se mettre en espèce d'État populaire et république, comme les Pays-Bas, élisant pour protecteur le comte palatin. » D'un autre côté, les seigneurs royalistes, insatiables de richesses et de dignités, se prenaient à penser que c'étaient eux qui avaient mis la couronne sur la tête du pauvre Béarnais; ils murmuraient contre lui, disant qu'il les payait de leurs services par quelque gasconnade ou quelque mot d'amitié, pendant qu'il comblait de faveurs les

plus forcenés ligueurs : « Il sembloit, disaient-ils, qu'il ne fit compte que de ceux qui l'avoient desservi [1]. »

L'Espagne et la Savoie entretenaient ces mécontentements, principalement dans le duc de Biron, que ses services, ceux de son père, ses dignités et ses domaines dans le Midi plaçaient à la tête des seigneurs royalistes. C'était un homme gonflé d'orgueil, qui se plaignait sans cesse de l'avarice et de l'ingratitude du roi, et dont la tête ne semblait pas très-saine. Henri le haïssait : « D'un tel esprit, disait-il, et tant présomptueux qu'il voudroit persuader au monde qu'il m'a mis la couronne sur la tête, il me semble qu'il faut craindre toute chose [2]. » Biron entama des relations avec le duc de Savoie, relations que la noblesse pouvait croire légitimes, d'après les idées féodales, rajeunies par l'esprit des guerres civiles, mais que la royauté allait maintenant poursuivre avec rigueur; et à l'époque de la guerre de Savoie, il ne put échapper au soupçon qu'il était d'accord avec l'ennemi, quoiqu'il l'eût poussé avec sa bravoure ordinaire. Le roi se douta de ses intrigues, eut une explication avec lui et lui promit l'oubli du passé; il l'envoya même en ambassade auprès d'Élisabeth. Celle-ci lui donna un terrible avis, en lui montrant la tête du comte d'Essex, son favori, qu'elle venait de faire mourir pour un essai de rébellion : « Si mon frère m'en croyait, dit-elle, il y aurait des têtes coupées aussi bien à Paris qu'à Londres. »

Le maréchal n'écouta pas cet avertissement, non plus que les conseils de ses amis qui lui disaient de demander au roi des lettres d'abolition : « Une abolition! répondit l'orgueilleux seigneur; s'il faut une abolition à Biron, que faudra-t-il donc aux autres? » Il continua ses relations avec les mécontents, principalement avec le duc de Bouillon, qui, par Sedan, pouvait ouvrir la porte de la France aux étrangers, et avec le comte d'Auvergne, fils naturel de Charles IX [3], qui excitait à la révolte les provinces du Midi. Il s'agissait, dit-on, de partager la France en plusieurs petits États, avec l'aide de l'Espagne et de la

(1) Groulard, p. 423.

(2) Sully, t. II, p. 264.

(3) Sa mère, Marie Touchet, épousa le comte Balzac d'Entragues; elle en eut une fille, Henriette, marquise de Verneuil, maîtresse de Henri IV, qui en eut deux enfants.

Savoie. Biron devait épouser une fille d'Emmanuel, et aurait eu pour sa part la Bourgogne, le Limousin et le Périgord : il était gouverneur de la première province, et avait ses biens et sa famille dans les deux autres. La noblesse de la Guyenne, dévouée à son père, devait prendre les armes avec les ducs de la Force, de Ventadour, d'Épernon. Tout cela n'était qu'un projet de conspiration qui n'amena aucun trouble, car « l'on fit beaucoup de bruit, dit Bassompierre, de ce complot, dans lequel il n'y eut pas un homme sur pied, pas une bicoque prise, pas une déclaration faite. » Mais les nouvelles confuses qui en vinrent au roi lui semblèrent assez inquiétantes pour qu'il crût bon de parcourir le Midi [1602], d'alléger les impôts, de caresser les députés des villes, de la noblesse et des parlements ; il se fit même accompagner du duc d'Épernon comme otage.

Henri soupçonnait Biron d'être l'auteur de cette fermentation ; mais il n'avait aucune preuve contre lui. Un gentilhomme, nommé Lafin, était le principal agent du complot, et avait poussé le maréchal à entamer la négociation avec le duc de Savoie : il révéla toute l'affaire. Alors le roi et son ministre machinèrent secrètement de faire sortir Biron de la Bourgogne, et de s'emparer de lui sans éclat. Henri l'appela à Fontainebleau par les messages les plus caressants, pendant que Sully dégarnissait en secret de leurs munitions les places de la Bourgogne. Le maréchal, trompé par les amitiés du roi et les lettres du ministre, vint à la cour. Henri l'accueillit comme de coutume, lui parla de la conjuration, et lui demanda un aveu. « Je suis venu, dit Biron, non pour me justifier, mais pour savoir quels sont mes accusateurs. » Le roi répugnait à perdre celui à qui il avait sauvé trois fois la vie dans les combats, le fils du capitaine qui « avait mis la main droite à sa couronne ; » il le sollicita pendant deux jours de tout avouer, continua à le traiter avec amitié, et enfin, irrité de son obstination, ordonna de l'arrêter. Biron fut conduit à la Bastille avec le comte d'Auvergne. Les familles des deux accusés implorèrent vainement la clémence du roi, qui leur répondit : « Il y va de ma vie, de mes enfants et de la conservation de mon royaume ; je laisserai faire le cours de la justice. » Le maréchal, se voyant perdu, écrivit une lettre touchante à son ancien ami, lui rappelant les trente-deux blessures qu'il avait reçues à son service, ne lui demandant que la vie. Le roi fut inflexible : *il le traduisit devant le parlement* et révoqua

même, par des lettres expresses, le pardon qu'il lui avait autrefois donné. Les pairs, quoique dûment appelés, refusèrent de siéger, car ils sentaient bien que ce procès tout politique était fait à la noblesse entière. Tout le monde s'émut de cette affaire, même en pays étranger, et la croyance générale était que Henri n'oserait faire mourir un si grand seigneur.

Biron se défendit avec noblesse : « Il est vrai, j'ai écrit, j'ai dit, j'ai parlé plus que je ne devois, mais on ne me montre pourtant pas que j'aie mal fait, et il n'y a point de lois qui punissent de mort la légèreté d'un simple mot ni le mouvement de la pensée. Si je m'étois senti coupable, je serois resté dans mon gouvernement de Bourgogne, où j'avois des troupes, de l'argent et des munitions. D'ailleurs, j'étois assuré que le roi m'avoit pardonné et que je ne l'avois pas offensé depuis ce pardon. » Il releva avec amertume ce que la conduite de Henri avait de cruel et de déloyal, et finit ainsi : « Je n'espère pas mon salut en sa justice, mais en la vôtre, messieurs ; vous vous souviendrez mieux que lui des périls que j'ai courus pour lui et pour l'État dans les saturnales de la Ligue, et que, sans les services que j'ai rendus alors, vous ne seriez pas aujourd'hui mes juges. »

Il fut condamné à mort [1602, 29 juillet]. Toute la grâce que fit Henri à son compagnon de guerre, ce fut qu'il aurait la tête tranchée dans sa prison et non en place de Grève. Le maréchal alla à la mort [31 juillet] en proclamant avec fureur son innocence : « Mon exécution, cria-t-il, ne fera qu'affaiblir la royauté et minera la popularité du roi, car les catholiques ne la verront pas tranquillement. » Cependant nul ne bougea. Tel fut le premier de ces supplices de grands seigneurs que nous verrons se multiplier sous le règne suivant. C'est la reprise du système politique de Louis XI, que les guerres d'Italie et de religion ont interrompu, et qui sera complété par Richelieu. La noblesse, pour recouvrer sa puissance féodale, en était réduite, non à la force des armes, mais à des conspirations ; la royauté la poursuivit, non, comme jadis, avec des batailles, mais avec de échafauds.

§ VII. Conspiration du comte d'Auvergne et du duc de Bouillon. — Le comte d'Auvergne obtint sa grâce; mais, deux ans après, il entra dans une nouvelle conspiration dont était l'âme sa *sœur utérine*, Henriette d'Entragues, qui avait obtenu du roi

une promesse de mariage et avait été ensuite abandonnée. Les ducs de Bouillon et d'Épernon, avec une partie de la noblesse du Midi, participèrent à ce projet informe de rébellion. Le comte d'Auvergne fut arrêté avec sa sœur et le mari de sa mère, et son procès commença : « Qu'on me montre, dit-il, une seule ligne du traité qu'on me reproche avec l'Espagne, et je suis prêt à signer au bas ma condamnation. » Tout le monde était persuadé que c'était un dépit d'amour qui avait porté le roi à faire ce procès scandaleux ; néanmoins les juges condamnèrent à mort [1605, 1er févr.] les comtes d'Auvergne et d'Entragues et Henriette à une prison perpétuelle. Henri eut honte de cette parodie du procès de Biron : il exila d'Entragues, tint en prison d'Auvergne et fit grâce à Henriette. Le duc de Bouillon, plus coupable que les autres, s'était enfui en Allemagne.

Le roi s'affligeait de tous ces complots qui augmentaient les haines contre lui. L'affaire de Biron lui avait causé autant de soucis que toutes ses guerres : « Chaque fois qu'il me parloit, dit l'ambassadeur d'Espagne, il pâlissoit et sembloit être lui-même le condamné. » L'affaire d'Entragues, si honteusement mêlée d'intrigues de femmes, le rendait la risée de ses sujets et dévoilait les turpitudes de sa vie privée. Toutes deux se liaient aux mécontentements du Midi, de ce pays qui le regardait jadis comme un compatriote, et qui, maintenant, le répudiait comme un ennemi. La reine elle-même avait part à tous ces troubles : elle protégeait les mécontents par affection pour l'Espagne, par esprit de vengeance contre les infidélités de son mari ; elle était guidée dans tous les tracas qu'elle donnait à Henri par un aventurier florentin, Concini, marié à sa femme de chambre, Léonor Galigaï. Les bruits les plus fâcheux couraient sur l'amitié de la reine pour ces deux personnages, qui étaient sans doute vendus à l'Espagne ; et pourtant le roi, qui les détestait, n'eut pas le courage de les chasser. Cependant Sully le réconfortait contre tous ces embarras, lui disant « qu'il avoit tort de se chagriner ainsi sans grande raison, surtout s'il venoit à considérer le lieu où il étoit (le roi et son ministre se promenoient alors dans l'Arsenal, entre des rangées de cent canons, ayant aux galeries dessus et dessous armes de quoi armer quinze mille hommes de pied et trois mille chevaux, deux millions de livres de poudre, cent mille boulets et sept millions d'or comptant) : tous ingrédients et drogues, *lui disoit Sully*, propres à médi-

ciner les plus fâcheuses maladies de l'État, donner terreur à autrui, assurance et contentement à vous-même, enfin renverser en peu de jours tous ces petits brouillons et leurs foibles et mal fondés desseins [1]. »

Henri, poussé à des mesures de rigueur, parcourut le Midi [1606, oct.] avec une petite armée. Une chambre des *grands jours* fut assemblée en Limousin, et « il y eut dix à douze têtes qui volèrent [2]. » En Languedoc et en Provence, de pareils supplices apaisèrent les ferments de troubles; partout où le roi passa, il fit démolir quelques châteaux et forteresses, nids à rébellions, dont il connaissait la valeur. Enfin il résolut de frapper les huguenots dans le duc de Bouillon, comme il avait frappé les royalistes dans Biron. Il écrivit amicalement à son ancien compagnon de guerre et de débauches, celui à qui il avait fait donner l'héritage de Sedan, et qui, maintenant, tranchait du petit souverain : il voulait le ramener à lui ou le compromettre avec son parti par des aveux. Mais le duc, instruit par le sort de Biron, refusa de se rendre « à l'invitation de son bon maître et ami. » Les huguenots s'alarmèrent de ces poursuites ; le roi d'Angleterre, les princes d'Allemagne, les Suisses, envoyèrent des ambassades en faveur de Bouillon, « qui étoit persécuté, disaient-ils, pour sa religion et non pour autres fautes. » Le roi, irrité de voir ses sujets conserver leurs alliances avec les étrangers, cita le duc [1606] à comparaître devant le parlement, « comme s'étant trouvé nommé et compris en aucuns points des dépositions faites sur le procès du feu duc de Biron. » Bouillon répondit à cette citation en appelant à la défense de la religion les calvinistes du royaume; mais personne ne remua : on avait trop de peur de rentrer dans la guerre civile. Alors Henri marcha sur Sedan et s'en empara; mais il n'osa pousser plus loin une affaire qui pouvait soulever tout le calvinisme; et, content d'avoir mis garnison dans Sedan, il donna au duc, qui s'était enfui en Allemagne, des lettres d'abolition.

§ VIII. Projets politiques de Henri IV. — L'Espagne était l'âme de tous ces complots. Affaiblie par ses longues guerres et gouvernée par l'indolent Philippe III, mais importante encore

(1) Sully, t. v, p. 213.
(2) Id., t. vi, p. 284.

par sa renommée, ses vastes possessions, l'or de l'Amérique, son union intime avec la maison impériale d'Autriche, elle n'avait pas abdiqué ses prétentions à la domination universelle et continuait ses intrigues par toute l'Europe. Henri la regardait comme son ennemi irréconciliable: il surveillait toutes ses menées; il avait menacé plusieurs fois de rompre avec elle; il n'avait qu'une pensée, son abaissement. En effet, le moment semblait venu de délivrer l'Occident de la domination de cette maison d'Autriche, si démesurément agrandie depuis un siècle: les idées religieuses, à la faveur desquelles cette extension s'était habilement faite, s'effaçaient devant les idées politiques; de plus, l'Espagne était minée au cœur par l'affaiblissement de sa population et de son industrie [1], et les troubles qui s'élevaient en Allemagne menaçaient la puissance de la branche impériale; enfin la France était sortie de la tourmente des guerres civiles : elle pouvait reprendre sa politique naturelle, sa politique protestante, celle que l'extension même de la maison d'Autriche lui avait imposée, et nul prince n'était mieux constitué que son roi pour la mener à heureuse fin. C'était le travail glorieux par lequel Henri IV voulait illustrer son règne, le but qu'il s'était proposé pendant toute sa vie, la pensée qu'il avait nourrie, même dans ses plus grandes misères : tout ce qu'il avait fait jusqu'alors n'était rien; c'était de là qu'il devait commencer à vivre. Dès le temps qu'il conquérait sa couronne l'épée à la main, il aimait à former avec Sully des plans de haute politique pour l'époque où il serait roi paisible et puissant : il en entretenait sa vieille amie, Élisabeth, qui leur donnait un plein assentiment. Ces plans, empreints de la lumineuse idée que les temps de la politique féodale étaient passés, avaient

[1] Dès l'an 1604, Henri IV, par le moyen de la Force, gouverneur du Béarn, avait lié des intelligences avec les Maures d'Espagne qu'on avait forcés d'embrasser le christianisme ; il les avait excités à un soulèvement général, avait accueilli secrètement leurs députés, et leur avait promis des armes, de l'argent, des chefs. Le complot fut découvert, et alors Philippe III ordonna le bannissement de toute la nation mauresque sous peine de mort, « attendu, dit-il, qu'ils continuaient leurs trames avec les hérétiques et autres princes qui détestent la grandeur du nom espagnol. » (Voy. Mém. de la Force, t. 1.) Une population de 429,314 individus sortit d'Espagne, emportant toute l'industrie, le commerce et les richesses de ce pays. Henri IV, offrit à ceux de ces exilés qui voudraient demeurer dans la religion catholique des terres dans son royaume ; et, en effet, quelques familles s'établirent dans la Gascogne ; mais la plupart se retirèrent en Afrique.

pour but le remaniement complet de l'Europe dans un sens tout moderne : au lieu de cette unité basée sur la foi catholique que la maison d'Autriche voulait établir, et qui aurait immobilisé l'Europe sous une seule domination, ils tendaient à former une fédération de tous les États chrétiens, fédération toute politique qui ne tenait pas compte des différences de croyances et d'institutions, mais qui les plaçait tous, grands ou petits, sur un pied d'égalité et les faisait entrer dans un système d'équilibre par lequel le projet d'une domination universelle devenait impraticable.

D'après ces plans, la chrétienté aurait formé un seul corps ou une république fédérative qui réunirait trois communions chrétiennes, la catholique, la luthérienne et la calviniste, et trois formes de constitution politique, la monarchie héréditaire, la monarchie élective, la république, soit fédérative, soit aristocratique. Elle devait se composer de quinze grands États : l'État pontifical, l'Empire, les royaumes de France, d'Espagne, de la Grande-Bretagne, de Hongrie et de Bohême, de Pologne, de Danemarck et de Suède. Le trône impérial devait être réellement électif, de telle sorte qu'il n'aurait pas été occupé consécutivement par deux princes de la même maison. Les royaumes de Pologne, de Hongrie et de Bohême devaient aussi être électifs, et tous les autres héréditaires. On aurait donné au pape le royaume de Naples, à Venise la Sicile, au duc de Savoie la Lombardie ; tous les autres petits princes italiens auraient composé la république fédérative d'Italie ; les provinces belges et hollandaises auraient formé la république fédérative des Pays-Bas ; on aurait joint à celle des Suisses l'Alsace, la Franche-Comté et le Tyrol. La république chrétienne devait avoir une diète représentative qui réglerait les différends entre tous ses membres et assurerait un fonds d'hommes et d'argent pour faire la guerre aux Turcs et aux Russes, et les chasser de l'Europe.

Ce plan gigantesque ne nous semble qu'une sublime utopie, parce que le temps a manqué à Henri pour en commencer l'exécution : mais il était réalisable, car, en le dégageant de tout l'entour qui lui donne un air fantastique, il se réduit définitivement à ceci : l'abaissement ou le dépouillement de la maison d'Autriche ; c'en était la base, le moyen et le but. Or, l'Europe était admirablement disposée pour cela : Henri IV devait inté-

nee qui l'appuyait de tous ses efforts, étaient trois
s vieillis dans les agitations de la vie politique, trois
s, positives, nullement amies du merveilleux, et qui
rent, non pas un jour, mais douze années. Il n'existe
histoire un plan aussi complet, préparé d'aussi lon-
ordonné avec tant de soin. Il témoigne dans Henri
e intelligence, un sentiment si exquis des destinées
ce, une ambition si noble et si dévouée, que cette
magnifique est restée son plus beau titre de gloire.
FFAIRES D'ANGLETERRE, DES PAYS-BAS ET DE L'ALLE-
Ce plan étant toute la pensée du roi, celle dont tous
ras intérieurs ne l'avaient jamais distrait, sa diplo-
ssi moderne dans son esprit que dans ses formes,
en assurer le succès par des alliances fondées, non
mpathies religieuses, mais sur des intérêts positifs,
rincipes de territoire et de nationalité. « L'Europe,
y, est partagée en deux factions politiques, la pro-
la romaine, cette dernière, plus grande et forte, do-
la maison d'Autriche ; l'autre, formée de la France,
eterre, des Provinces-Unies, des trois royaumes du
petits États d'Allemagne. Il faut qu'une alliance soit
tre cette dernière faction pour la destruction de la
pour réduire la maison d'Autriche à la possession de
et lui enlever surtout l'hérédité de l'Empire. »
terre était l'alliée sur laquelle Henri comptait le plus,
le Élisabeth le pressait de commencer l'exécution de

prétentions que son père nourrissait encore sur le continent, elle avait lancé l'Angleterre dans sa voie naturelle de progrès, sur la mer; là elle ne trouvait qu'une rivale, l'Espagne : c'était donc contre l'Espagne que devaient se diriger tous ses efforts. Mais elle mourut [1603], et eut pour successeur Jacques Stuart, roi d'Écosse, fils de la malheureuse Marie, lequel prit le nom de Jacques Ier. La guerre que voulait entreprendre la France était une guerre d'intérêt général et de politique européenne; mais l'Angleterre, par sa position géographique et son caractère spécial, ne porte d'ardeur qu'aux questions de politique intérieure et d'intérêt local; or ces questions allaient s'agiter sous les Stuarts, héritiers et victimes du despotisme que les Tudors avaient établi. D'ailleurs, Jacques Ier, timide, pacifique, était tout occupé de controverses théologiques et de la défense de ses prérogatives; la crainte que lui inspiraient les puritains lui donnait un air de penchant catholique; et lorsque Sully lui fut envoyé en ambassade pour lui proposer d'entrer « dans la faction françoise contre la faction autrichienne, » il refusa, consentit seulement à un traité d'alliance en faveur des Provinces-Unies, et même l'année suivante conclut la paix avec l'Espagne.

Henri, chagrin de l'abandon de l'Angleterre, tourna toutes ses vues vers les Provinces-Unies et l'Allemagne. Philippe II avait donné les Pays-Bas à sa fille Isabelle, mariée à l'archiduc Albert, et la guerre dura encore onze ans. Elle fut signalée par la bataille de Nieuport [1600], où Maurice battit l'archiduc et lui fit perdre douze mille hommes, et par le siége d'Ostende, qui ne se rendit [1604] aux Espagnols qu'après les avoir tenus trois ans devant ses murs, et leur avoir coûté quatre-vingt mille hommes. Enfin des négociations s'ouvrirent sous la médiation de la France, et grâces à l'habileté de Jeannin, elles amenèrent [1609] une trêve de douze ans, par laquelle l'Espagne reconnut implicitement l'indépendance des Provinces-Unies.

Ce résultat était très-important pour la « faction françoise, » surtout à cette époque où la « faction autrichienne » prenait en Allemagne une prépondérance menaçante, et où l'on pouvait prévoir que la lutte entre les deux principes allait recommencer dans ce pays.

La paix d'Augsbourg n'avait été qu'un replâtrage de la consti-

tution germanique, et les germes de dissolution que la ligue de Smalkalde avait jetés dans l'empire devaient porter fruit. Un des articles de cette paix n'avait cessé d'y causer des désordres : c'était la *réserve ecclésiastique*, qui stipulait que les protestants resteraient possesseurs des terres du clergé sécularisées avant 1555; mais que dorénavant tout électeur, évêque ou abbé qui embrasserait le luthéranisme abandonnerait les biens attachés à sa dignité (1). Les protestants violèrent continuellement cet article : presque toute la Basse-Allemagne fut sécularisée, et, malgré les réclamations des catholiques, les empereurs Ferdinand Ier et Maximilien II avaient fermé les yeux sur ces usurpations. Une autre cause de discorde était le calvinisme, que les princes luthériens s'étaient vainement efforcés de proscrire, et qui, en brisant l'union politique des réformés, amena dans plusieurs États des contestations sanglantes. Enfin, la contre-réforme catholique n'avait pas cessé ses conquêtes. La Bavière était le centre d'où les jésuites répandaient par toute l'Allemagne leurs missionnaires, leurs colléges, leurs écrits. Les électorats de Mayence, de Trèves et de Cologne, avec plusieurs évêchés souverains de la Basse-Allemagne, étaient redevenus catholiques. Ferdinand, archiduc de Styrie et neveu de l'empereur, proscrivit à main armée et sous peine de mort le protestantisme dans ses États. L'empereur Rodolfe sortit de sa nonchalance et des études astronomiques où il passait sa vie, pour imiter cet exemple en Autriche, en Bohême et en Hongrie. La chambre de justice et le conseil aulique tombèrent sous l'influence de l'opinion catholique et des volontés de la cour : des jugements iniques furent prononcés contre les protestants; les villes libres virent leurs droits de souveraineté attaqués. On parlait des projets de la maison d'Autriche pour rendre la dignité impériale absolue et héréditaire chez elle; les jésuites disaient tout haut que la paix de Passau n'avait été que provisoire jusqu'à la décision d'un concile général, et que les décrets du concile de Trente annulaient les stipulations de cette paix. La réforme étant menacée dans toute l'Allemagne, les princes protestants se rapprochèrent « pour résister au papisme envahissant; » et comme « la constitution de l'empire n'offrait aucun moyen de résister au torrent des opinions romaines, » par le

conseil de Henri IV, ils pourvurent à leur sûreté par une confédération qui fut ébauchée à Heilbronn en 1594. Quatorze années se passèrent en discussions où le parti protestant continua à perdre du terrain. Enfin une diète s'étant rassemblée à Ratisbonne [1608] pour délibérer sur la guerre contre les Turcs, les réformés refusèrent de prendre part à la discussion jusqu'à ce qu'on eût garanti la paix de religion; et, sur le refus des catholiques, ils quittèrent la diète.

Aussitôt Frédéric IV, électeur palatin, le comte palatin de Neubourg, les margraves de Bade et de Brandebourg, le duc de Wurtemberg, se réunissent [2 mai] à Ahausen en Franconie, et y renouvellent l'*Union évangélique* d'Heilbronn, « pour le maintien de la paix et de la constitution de l'empire. » L'électeur de Brandebourg, le landgrave de Hesse, plusieurs princes et villes impériales adhèrent à cette Union, qui négocie avec la France, règle ses contingents, déclare que l'alliance est commune aux calvinistes comme aux luthériens, et demande à l'empereur le rétablissement de la paix de religion.

Rodolfe était mal assis dans ses États héréditaires, où presque toute la noblesse avait adopté la réforme; ses tentatives pour restaurer le catholicisme, les entreprises des jésuites et les projets de son neveu Ferdinand, qui avait fait vœu, dit-on, d'exterminer le protestantisme, amenèrent des troubles en Autriche et en Moravie; une révolte éclata même en Hongrie, pays toujours remuant, dont le voisinage des Turcs favorisait les rébellions [1]. L'empereur envoya son frère Mathias dans ce pays; mais les insurgés prirent ce prince pour leur chef : il promit de leur rendre leurs libertés, résolut d'enlever à Rodolfe le gouvernement des États héréditaires, et marcha contre lui avec vingt mille hommes. L'empereur fut obligé de céder [1608, juin] à son frère la Hongrie, l'Autriche et la Moravie, et de confirmer les libertés religieuses de ces trois États. Enfin la Bohême, royaume électif et très-attaché à la réforme, mit ces troubles à profit : elle demanda et obtint [1609, 11 juillet] une lettre dite

(1) Si l'on en croit Sully (t. VII, p. 323), les peuples d'Autriche, de Bohême et de Hongrie étaient, dès 1607, en intelligence avec la France : « donnant à entendre qu'ils ne sauroient plus supporter le joug pesant sous lequel ils sont assujettis, et qu'ils se jetteront entre les bras du premier grand prince qui les remettra en leur ancien droit de libre élection et religion. »

té, par laquelle on lui concéda la liberté du culte et le
lire des *défenseurs* pour protéger cette liberté. Ainsi les
trichiens obtenaient sans obstacle de la faiblesse de
ce que quarante ans de combats n'avaient pu donner
rmés de France, et c'était à l'époque même où l'Union
que exposait ses griefs à l'empereur et le menaçait de
e.

tholiques s'alarmèrent; la Bavière se trouvait main-
seul état laïque qui fût purement catholique; la con-
me était menacée. Le duc Maximilien, qui fondait sur
tien de la religion romaine l'espoir de sa grandeur,
a à Wurtzbourg une assemblée de catholiques, et là les
teurs ecclésiastiques et les États catholiques des cercles
re, de Souabe et de Franconie formèrent une *sainte*
2 juillet] pour résister à l'Union évangélique. Maximi-
fut déclaré le chef; le pape la prit sous sa protection;
e y adhéra et promit des secours; mais on refusa d'y
e les archiducs d'Autriche, Maximilien espérant, à l'aide
i IV, parvenir à la dignité impériale.

l'inertie de Rodolphe, comme l'ambition de Charles-
avait provoqué la séparation de l'Allemagne en deux
indépendantes de l'empereur, également menaçantes
. On n'attendait que l'occasion de la guerre. Henri IV
ces événements avec une vive sollicitude: il tenait l'U-
angélique dans son alliance et disposait du chef de la
igue; la mort de Rodolfe devait être pour lui le signal
cution de ses plans. Un événement inattendu précipita
.

SUCCESSION DE CLÈVES ET DE JULIERS. — PRÉPARATIFS DE
— MORT DE HENRI IV. — Jean-Guillaume de la Mark,
Clèves, de Juliers et de Berg, mourut sans posté-
09]. Quatre prétendants à sa succession se présentèrent,
uatre protestants; or les États de Clèves et de Juliers
catholiques. L'empereur, excité par l'Espagne, qui ne
souffrir qu'un prince protestant vînt s'établir dans le
ge des Pays-Bas, ordonna le séquestre des trois duchés
es mains de Léopold, archiduc d'Autriche et évêque de
urg. Aussitôt les troupes autrichiennes s'emparèrent de
Il ne s'agissait plus alors de savoir si le parti catho-
i le parti protestant *s'agrandirait par* l'obtention des

principautés vacantes, mais si la maison d'Autriche accroîtrait encore sa domination aux dépens de l'Allemagne. L'électeur de Brandebourg et le comte palatin de Neubourg, prétendants à la succession, s'accommodent entre eux, s'emparent des trois duchés et demandent l'assistance de l'Union. L'évêque de Strasbourg demande celle de la sainte Ligue. Les deux confédérations se tournent vers la France, vivement intéressée à la destinée d'un pays « assis sur sa frontière et portant droit sur les Provinces-Unies; » et malgré l'empereur, qui le prie de « ne rien faire pour l'abaissement du pouvoir impérial, » Henri IV déclare qu'il prend sous sa protection les princes de Brandebourg et de Neubourg. L'Union fait à Hall, en Souabe, une grande assemblée [1610, janv.] où assistent les ambassadeurs de la France, des Provinces-Unies, de Venise et de la Savoie; elle demande l'appui de toutes les puissances de l'Europe, conclut avec la France une alliance offensive et défensive, et se met en armes. La sainte Ligue lui répond en levant vingt mille hommes, dont elle donne le commandement à Tilly, général du duc de Bavière: les hostilités commencent (avril).

Henri lève trois armées. La première, commandée par lui-même et forte de quarante mille hommes, devait entrer, par la Champagne, dans les duchés de Clèves et de Juliers, et s'y joindre à Maurice de Nassau, qui amenait vingt mille hommes; la deuxième, commandée par Lesdiguières et forte de quinze mille hommes, devait s'unir en Italie, au duc de Savoie et aux Vénitiens, et conquérir le Milanais; la troisième était destinée à observer les Pyrénées. La guerre qu'on allait entreprendre était la plus grave que l'Europe eût vue depuis la ruine de l'empire romain; elle excitait une vive agitation, de grandes inquiétudes, l'appréhension de quelque catastrophe. Tous les mécontents en prenaient occasion d'éclater: la cour était pleine d'intrigues; la reine et ses favoris correspondaient secrètemen avec l'Espagne; les haines religieuses reprenaient vigueur. Les ennemis de Henri s'emportaient contre lui, calomniaient son alliance avec les protestants de tous les pays, répandaient dans le vulgaire qu'il allait faire la guerre pour détrôner le pape, créer un pontife huguenot et revenir ensuite détruire la religion romaine en France. Enfin les passions libidineuses de Henri, que l'âge rendait ridicules sans les apaiser, donnaient matière à d'autres dires plus scandaleux. Le roi était devenu

follement amoureux de la belle Charlotte de Montmorency, qui venait d'épouser le prince de Condé. Celui-ci s'enfuit avec sa femme, et se retira à Bruxelles. Henri réclama de l'Espagne les deux fugitifs, menaçant d'envahir les Pays-Bas si on leur donnait asile. Un cri d'indignation s'éleva de toutes parts contre cette guerre, dont les hautes raisons étaient cachées au vulgaire, et qui ne semblait entreprise que pour forcer le premier prince du sang à livrer sa femme au roi ([1]). Henri, honteux de lui-même, chagrin de tant de haines, n'en continua pas moins ses préparatifs. Il avait résolu, pour assurer le repos du royaume pendant son absence, de laisser la régence à sa femme, en lui donnant un conseil de quinze seigneurs et magistrats. Celle-ci, pour inspirer plus de respect au peuple, voulut être sacrée ; et cette cérémonie retarda le départ du roi, qui en devint plus morose et plus sombre : « Je ne sortirai jamais de cette ville, disait-il... Ils me tueront! leur dernière ressource est dans ma mort ([2]). »

Le lendemain du sacre de la reine et deux jours avant son départ pour l'armée [1610, 14 mai], il s'en alla, avec cinq seigneurs, pour visiter Sully, qui demeurait à l'Arsenal; il fut arrêté, dans la rue de la Féronnerie, par un embarras de voitures : alors un homme, nommé Ravaillac, monta sur la roue de son carrosse et lui donna deux coups de couteau dans le cœur. Le roi mourut sur-le-champ : il n'avait que cinquante-sept ans.

On accusa de sa mort la maison d'Autriche, les jésuites, le duc d'Épernon, Henriette d'Entragues, la reine elle-même; mais, quoique cette catastrophe soit restée enveloppée d'un mystère étrange, il est probable que l'assassin n'avait pas de complices : c'était l'aveugle mandataire d'une opinion; il avait traduit en action les injures populaires. Il protesta « qu'il s'était déterminé à ce crime parce qu'il croyait le roi huguenot et

([1]) Pour comble de scandale, l'on disait que le prince de Condé était le fruit des amours de Henri avec Charlotte de la Trémoille, veuve de Louis II, et qui fut accusée d'avoir empoisonné son mari. Cette femme, sur laquelle portaient les imputations les plus graves, resta en prison jusqu'à l'année 1596, où Henri la fit déclarer innocente par le parlement de Paris, et elle y accoucha, six mois après la mort de son mari, d'un fils qui fut reconnu légitime et élevé, depuis la conversion du roi, dans la religion catholique.

([2]) Sully, t. VIII, p. 365.

résolu de faire la guerre au pape; que, par suite des plaintes qu'il entendait de tous côtés, il s'était persuadé que Henri faisait le malheur de la France, et qu'il rendrait un grand service au royaume en le délivrant d'un tel monarque. »

Rien ne montra mieux ce que valait Henri, et combien il était le gage de l'ordre et de la stabilité, que la profonde terreur qu'inspira sa mort. On crut à quelque grand complot; on vit déjà tous les partis en armes, un roi mineur, la guerre civile; tout le monde se porta avec ardeur au maintien de la paix. Quant à l'extérieur, la mort de Henri fut une complète révolution et une véritable calamité pour l'Europe : la maison d'Autriche en fut probablement sauvée de sa ruine; la guerre qui allait être entreprise contre elle fut ajournée, et elle deviendra la guerre de Trente-Ans; mais, au lieu d'être le résultat d'un plan longuement médité et préparé pour reconstituer l'Europe, elle ne fut d'abord qu'une guerre civile en Allemagne, occasionnée par des intérêts locaux; au lieu d'être courte et décisive, elle fut longue, désastreuse, et ne réussit qu'en partie.

Henri IV a mis fin aux guerres de religion, et a voulu établir l'équilibre entre les divers États de l'Europe : voilà ses titres de gloire. Il a donc fait moins qu'il ne voulait faire, et ses œuvres semblent au-dessous de ses talents. Son siècle le méconnut et le haït; le siècle suivant, prosterné devant Louis XIV, l'oublia; ce n'est que depuis Voltaire qu'il a été loué jusqu'à l'adoration, regardé comme un grand homme et le meilleur des rois; enfin la restauration de 1814 s'est servie de sa renommée pour recommander la dynastie des Bourbons à la France révolutionnaire. C'est là ce qui a rendu si populaire de nos jours ce Henri, qui fut si injustement détesté de son temps; mais c'est là aussi ce qui a dénaturé traditionnellement le caractère de ce prince, si fin, si profond, si égoïste, dont tout, jusqu'aux bons mots et aux épanchements, était artificieux, et que pourtant on a transformé en père du peuple, plein de franchise, de bonhomie, de générosité. L'histoire grave et réfléchie se contente de mettre Henri IV au nombre des rois les plus dignes d'amour et des grands politiques; elle lui tient compte du travail pénible, auquel il succomba pour rallier les deux croyances qui se combattaient depuis un siècle, de la grandeur de ses idées, qui furent continuées par ses successeurs, de

l'impulsion qu'il donna à la royauté absolue, de ses intentions pour la gloire et la prospérité de la France : si ce ne fut pas précisément ni un grand homme ni un bon roi, il était infiniment supérieur aux Valois par son intelligence et par son cœur; et, en définitive, la race des Bourbons inaugurait dignement le trône de France.

CHAPITRE III.

Ministères de Concini et de Luynes. — Première période de la guerre de Trente-Ans. — 1610 à 1624.

§ I. Marie de Médicis régente. — Changement de politique. Faveur de Concini. — Inquiétude des calvinistes. — Henri IV laissa trois fils et trois filles (¹), mais l'aîné de ces enfants Louis XIII, n'avait que neuf ans. Laisser un seul jour le gouvernement vacant, c'était ouvrir la porte à tous les désordres, tant il y avait d'éléments de troubles, que la main seule du Béarnais avait pu contenir. Les ministres exhortèrent donc la reine à s'emparer de la régence, et tout le monde y prêta les mains [1610, 14 mai]. Le duc d'Épernon et les autres seigneurs rassemblèrent des troupes, les campèrent sur les places, en enveloppèrent l'Hôtel de ville et le Palais; noblesse, parlement, bourgeoisie, se montrèrent résolus à maintenir l'ordre; les ministres des deux religions firent entendre des paroles de paix. Sully témoigna seul de la faiblesse et de l'égoïsme : il ne songea qu'à sa propre sûreté, s'enferma dans la Bastille, dont il braqua les canons sur la ville, et n'en sortit qu'à de bonnes conditions. Enfin le parlement s'assembla sur-le-champ, et, sur les pressantes sollicitations du duc d'Épernon, quelques heures seulement après la mort de Henri IV, il déclara « la reine, mère du roi, régente en France, pour avoir l'administration des affaires du royaume pendant le bas âge dudit seigneur, son fils, avec toute-puissance et autorité (²). » Cette déclaration était une énorme usurpation de pouvoir de la part des magistrats; nul antécédent ne la légitimait; la force des circonstances, l'absence de toute autorité nationale, enfin la volonté publique

(¹) Outre huit enfants naturels, dont le plus célèbre est le duc de Vendôme.
(²) Jacques Gillot, Relation de ce qui se passa au parlement les 14 et 15 mai 1610.

y poussèrent le parlement. Mais dès lors, ce corps judiciaire, fier de l'importance politique qu'on l'avait forcé de prendre, tendit à se faire le représentant de la nation, le tuteur de la royauté et le conservateur de l'État.

Un conseil de régence fut formé, où entrèrent les princes du sang, les ducs d'Épernon, de Guise et de Mayenne, les ministres du feu roi; mais à côté de ce conseil officiel s'établit un conseil secret, composé de Concini, du père Cotton, confesseur de Henri IV, de l'ambassadeur d'Espagne; et la tendance manifeste de la régente fut d'abandonner le système politique de son époux. Le gouvernement d'une femme et d'un enfant ne pouvait s'aventurer dans les plans immenses de Henri IV contre la maison d'Autriche en laissant derrière soi les grands et les huguenots, que ce génie vigoureux avait eu tant de peine à contenir: il ne fallait donc plus songer au remaniement de l'Europe; il fallait se contenter de vivre; et « la reine croyoit qu'en ôtant toute apparence de guerre étrangère, elle pourroit plus facilement tenir les princes du sang et les huguenots dans le devoir [1]. » C'est pourquoi on laissa le pape, le grand-duc de Toscane, Maximilien de Bavière, se réconcilier comme ils le pourraient avec l'Espagne; l'armée des Alpes fut licenciée, et le duc de Savoie, terrifié de l'abandon de la France, envoya son fils se jeter aux pieds de Philippe III et lui demander grâce. Mais on ne pouvait délaisser brusquement tous nos alliés; il y avait des ménagements à garder avec les Provinces-Unies et les princes d'Allemagne; et l'on fit marcher douze mille hommes de l'armée de Champagne sur Juliers. Ces troupes, unies à celles de l'Union et de Maurice de Nassau, s'emparèrent de la ville [1610, 1er sept.] et la remirent aux princes de Brandebourg et de Neubourg. Alors l'Union évangélique et la sainte Ligue, déjà épuisées, licencièrent leurs troupes, et signèrent la trêve de Wilstett [24 oct.], qui laissa indécis tous les objets de la querelle. La grande guerre de Henri IV fut ainsi ajournée, et dans le moment même où la maison d'Autriche se trouvait dans la détresse. En effet, le duc de Bavière s'était prononcé contre le malheureux Rodolfe; Mathias le força de lui céder la Bohême [1611, avril]; l'anarchie désolait les États autrichiens. Marie de Médicis fut vainement sollicitée de mettre à exécution les pro-

(1) Mémoires de Fontenay-Mareuil, t. I, p.

jets de son époux : elle déclara « qu'elle ne se mêlerait pas des affaires d'Allemagne, pourvu que le roi catholique n'assistât pas les brouillons de son royaume. » Philippe III, heureux de voir se dissiper l'orage qui menaçait sa maison, négocia avec la régente, lui promit de l'argent et des troupes pour assurer son autorité, et « l'avertit sans cesse de se mettre en garde contre les conseillers de son mari (1). » Enfin, un traité d'alliance fut signé secrètement entre les deux couronnes pour marier Louis XIII avec l'infante Anne d'Autriche, et sa sœur Élisabeth avec le fils de Philippe III.

C'était Concini qui était l'âme de cette nouvelle politique. Le favori auquel la reine témoignait le plus opiniâtre attachement était devenu marquis d'Ancre, gouverneur d'Amiens, de Péronne, de Dieppe, et bientôt il prit le bâton de maréchal de France. Villeroy et Jeannin, anciens ministres de la Ligue, approuvaient sans peine l'inclination espagnole de la régente; mais Sully s'indignait de voir un aventurier accablé de faveurs et dominant le gouvernement : il protestait contre la politique anti-nationale du conseil ; il refusait de distribuer aux courtisans le trésor qu'il avait amassé avec tant de peine ; il se voyait assailli de tous les ennemis qu'il s'était faits par sa superbe et sa fortune. A la fin il fut forcé de se démettre de la surintendance des finances et du gouvernement de la Bastille; mais il se fit acheter sa retraite, et montra beaucoup de faiblesse et d'avidité (2). Il conserva la grande-maîtrise de l'artillerie, et se retira dans son gouvernement du Poitou, où il vécut en seigneur féodal, avec une cour pompeuse et sévère, jusqu'en 1641, où il mourut : Jeannin le remplaça aux finances.

« Nous allons tomber dans la faction contraire à celle de France, avait dit Sully dès le premier jour de la régence; partant, c'est aux bons François à songer à eux, et surtout aux huguenots (3). » En effet, les protestants s'alarmèrent, et tinrent à Saumur une grande assemblée qui donna de vives inquiétudes à la régente. Sous l'inspiration du duc de Rohan, « qui pensoit dès lors à hasarder tout et périr ou faire une république (4), »

(1) Arch. de Simancas, d'après Capefigue, Hist. de Richelieu, etc., t. I, p. 158.
(2) Mém. du card. de Richelieu, t. I, p. 242.
(3) Sully, t. VIII, p. 401.
(4) Fontenay-Mareuil, t. I, p. 143

on y renouvela le projet d'une union générale et du partage de la France protestante en départements; on y réclama contre la disgrâce de Sully et les projets d'alliance avec l'Espagne; on demanda à la reine l'extension du culte calviniste, de nouvelles places de sûreté, des écoles, des assemblées tous les deux ans, un salaire pour les ministres. La cour, qui avait déjà confirmé l'édit de Nantes, étouffa ces plaintes en caressant les seigneurs huguenots, en donnant de grosses indemnités à Sully pour les charges qu'il avait quittées, en envoyant des commissaires dans les provinces pour faire exécuter l'édit. La paix ne fut pas troublée; mais on la dut moins à l'habileté du gouvernement qu'à la sagesse des huguenots, « la plupart disant qu'ils avoient pour leur conscience toute la liberté qu'ils pouvoient désirer, et ne voulant pas, à l'appétit de quelques factieux, abandonner leurs femmes et leurs maisons [1]. »

§ II. Décadence de la noblesse. — Première prise d'armes des seigneurs. — Traité de Sainte-Menehould. — Le peuple, qui, dans le siècle précédent, n'était sorti de son repos et de ses métiers que pour défendre sa foi, ne voulait maintenant que l'ordre et la paix; mais la noblesse, habituée à la vie aventurière depuis cinquante ans, ne demandait que troubles et guerres. La mort de Henri IV avait été pour elle une sorte de délivrance : « Le temps des rois est passé, disait-elle; celui des grands et des princes est venu : il nous faut bien faire valoir [2]. » Mais sa turbulence, qui avait été jadis ennoblie par les grands intérêts religieux qui se débattaient, n'allait plus s'exercer que dans des rébellions mesquines, pour des ambitions de places et d'argent. Elle ne recherchait plus la puissance pour la puissance elle-même, mais pour le profit que celle-ci donnait : elle n'avait honte d'aucun gain; elle provoquait des taxes frauduleuses et vexatoires, d'accord avec les traitants, qui lui cédaient une partie des produits; elle volait sur les garnisons, les fortifications, les munitions des places dont elle avait le gouvernement; elle mendiait des assignations sur le trésor, des doublements d'appointements, des payements de dettes; elle briguait avec fureur toutes les distinctions domestiques de la cour, parce qu'elles étaient largement payées; elle se faisait

(1) Fontenay-Mareuil, p. 154.
(2) *Sully, t. VIII, p. 396.*

donner la survivance des charges jusqu'à la troisième génération. Mais tout cet argent ne venait pas assez vite ; il se dépensait promptement : les domaines qui étaient suffisants pour faire vivre en petit roi le seigneur du treizième siècle ne l'étaient plus pour le moindre des courtisans de Marie de Médicis ; chaque grand seigneur voulait un train de maison fastueux, des gentilshommes, des pages ; on portait des habits qui valaient 14,000 écus ([1]), on donnait des bals et des carrousels, on se ruinait, et, pour remplir le vide, il n'y avait pas d'autre industrie que la guerre civile. L'exemple des millions donnés par Henri IV à tous les seigneurs de la Ligue avait été funeste : si l'on avait tant obtenu d'un tel roi, que ne pouvait-on attendre du gouvernement d'une femme ! Il suffisait, disaient les nobles, de *se faire bien valoir*. Tel fut le mobile de tous les troubles qui agitèrent la France pendant quarante ans, troubles misérables et souvent ridicules, qui témoignent que l'aristocratie est à son âge de décadence. Dans son long combat contre la royauté, elle avait lutté, sous Louis XI, pour l'indépendance réellement féodale ; sous Charles IX, pour l'indépendance politique et religieuse ; mais sous Louis XIII, elle ne combat plus que pour se faire donner de l'argent, des places lucratives, des faveurs de cour : aussi n'a-t-elle plus d'alliés, et la royauté est-elle toujours sûre de la victoire.

A la mort de Henri IV, la noblesse avait joué ce nouveau rôle avec un plein succès : comme la régente tremblait de se voir disputer l'autorité ; comme Concini voulait se faire pardonner les dignités et les richesses qu'il accumulait sur lui, on distribua à qui sut se faire valoir le trésor de la Bastille. Le prince de Condé, qui était revenu à la cour, avait montré beaucoup de colère à cause de la manière dont la régence avait été donnée, « mais ce n'étoit que pour se faire mieux acheter ; il demeura fort soumis tant que l'argent de la Bastille lui fut libéralement départi, aussi bien qu'à ses amis ; mais quand il vit la Bastille presque vidée ([2]), » il commença à se plaindre de la marche du gouvernement, des alliances projetées avec l'Espagne, de la faveur de Concini. Tous les mécontents se rallièrent autour de lui ; et la cour, pendant quatre années, ne fut

([1]) Voyez les Mém. de Bassompierre, t. I, p. 187.
([2]) Fontenay, t. I, p. 227.

occupée que de pitoyables intrigues et de cabales insignifiantes. « Ce temps étoit si misérable, que les plus habiles parmi les grands étoient les plus industrieux en brouilleries ; et les brouilleries étoient telles, que les ministres étoient plus occupés de leur conservation que de celle de l'État [1]. » Enfin le prince, avec les ducs de Longueville, de Vendôme, de Bouillon, de Nevers, se retire de la cour, « pour ne communiquer, dit-il, aux abus qui se commettent par ceux qui manient les affaires. » Il s'en va à Sedan, demande secours aux gouverneurs des provinces, et publie un manifeste dans lequel il se plaint que les princes et les grands ne sont pas appelés au conseil, que le peuple est accablé d'impôts, que l'intérêt de l'État est sacrifié à un mariage impolitique ; il demande la convocation des états généraux.

Cette prise d'armes répandit une grande terreur, mais tout le monde savait que les princes ne voulaient que de l'argent ; tout le monde avait horreur de la guerre civile : nul ne bougea. Concini, au lieu de comprimer les rebelles par la force, négocia avec eux ; et un traité fut conclu à Sainte-Menehould [15 mai 1614], par lequel on donna à tous ces avides seigneurs de l'argent, des pensions, des charges, et même 450,000 livres pour payer les frais de leur prise d'armes ; on promit que les états seraient convoqués, que les mariages ne seraient faits qu'avec leur consentement, etc. Tout rentra dans l'ordre ; mais les grands, heureux d'une victoire si facile, devaient bientôt recommencer leur campagne contre le trésor et le parvenu. Condé continua ses misérables intrigues ; et la reine, pour donner plus de force à son gouvernement, fit déclarer son fils majeur, et assembla les états à Paris.

§ III. États de 1614. — On comptait dans cette assemblée quatre cent soixante-quatre députés, dont cent quarante pour le clergé, cent trente-deux pour la noblesse, cent quatre-vingt-treize pour le tiers-état ; on y remarquait l'évêque de Luçon, Armand Duplessis de Richelieu, âgé de vingt-neuf ans, humble, pauvre, mais déjà célèbre par son esprit, et qui avait besoin et envie de faire fortune. Ces états, qui furent les derniers de la France monarchique, témoignèrent plus que jamais l'impopularité de cette institution ; ils ne firent qu'ajouter aux

(1) Richelieu, t. I, p. 303.

troubles du royaume, par les dissensions qui éclatèrent entre les trois ordres, et qui étaient fomentées par la cour. La noblesse demanda l'abolition de la vénalité des charges ; le clergé, la publication des décrets du concile de Trente ; le tiers-état, la diminution des pensions et des impôts [1]. On ne s'entendit sur aucune question, pas même sur la question des finances, les ministres ayant refusé la communication des états de dépenses et de recettes [2]. Quant aux projets de mariage avec l'Espagne, ils furent approuvés, mais faiblement et à force de sollicitations. L'assemblée, impuissante à effectuer des réformes politiques, se jeta dans la controverse religieuse, qui était la grande passion du temps et l'aliment ordinaire de tous les esprits. Le tiers-état, composé presque entièrement de magistrats opposés aux doctrines ultramontaines, voulait qu'on décrétât comme loi fondamentale « qu'il n'y a nulle puissance en terre qui puisse priver de la royauté les personnes sacrées des rois, ni dispenser leurs sujets du serment de fidélité. » C'était une attaque contre l'ancienne opinion de la Ligue : qu'il est licite de désobéir à un roi hérétique et même de le tuer comme tyran. Le clergé se prononça contre le régicide, et reconnut l'indépendance absolue de la couronne en matière temporelle ; mais il prétendit que, si le roi cessait de vivre dans la religion catholique, il pouvait être déposé par un concile ou par le pape, comme violant la loi première et fondementale du royaume, qui est l'observation du catholicisme ; c'était ensuite à la nation, disait-il, à appliquer la sentence. Cette opinion était généralement celle du peuple et de la noblesse ; le cardinal Duperron la développa victorieusement. Alors le parlement, qui se croyait un corps politique depuis qu'il avait donné la régence, intervint dans la discussion et rendit des arrêts en faveur de l'opinion du tiers-état. Le conseil du roi s'alarma de cette querelle qui agitait vivement les esprits ; il évoqua l'affaire à son tribunal, et imposa silence au tiers-état et au parlement [3].

[1] Voici en quels termes lamentables la réforme des finances fut demandée : « Votre pauvre peuple qui n'a plus que la peau sur les os, qui se présente devant vous tout abattu, sans force, ayant plutôt l'image de morts que d'hommes, vous supplie de pourvoir au désordre des finances ; il vous en supplie au nom du Dieu éternel qui vous a fait homme pour avoir pitié des hommes, qui vous a fait père de vos peuples pour avoir pitié de vos enfants... »

[2] La dépense ordinaire était de 21 millions et la recette de 18.

[3] Fontenay, t. I, p. 260. — Mercure françois, t. III, p. 416.

Les discussions de cette assemblée présentèrent un incident remarquable et qui témoigne que si la noblesse avait perdu son influence et ses vertus, elle avait conservé toute sa morgue envers le peuple. Un orateur du tiers-état s'étant avisé de dire aux seigneurs : « Traitez-nous en frères cadets, et nous vous honorerons et aimerons, » le président de la noblesse alla se plaindre au roi de ces paroles : « Le tiers-état, dit-il, qui tient le dernier rang, oubliant toute sorte de devoirs, se veut comparer à nous. J'ai honte de vous dire les termes qui nous ont offensés ; il compare votre État à une famille composée de trois frères : il dit l'ordre ecclésiastique être l'aîné, le nôtre puîné, et lui le cadet. En quelle misérable condition sommes-nous tombés, si cette parole est véritable ? Eh quoi ! tant de services rendus d'un temps immémorial, tant d'honneurs et de dignités transmis héréditairement à la noblesse, l'auroient-ils bien, au lieu de l'élever, tellement rabaissée, qu'elle fût avec le vulgaire en la plus étroite sorte de société qui soit parmi les hommes, qui est la fraternité ? Rendez-leur, sire, le jugement, et, par une déclaration pleine de justice, faites-les mettre en leur devoir et reconnoître ce que nous sommes et la différence qu'il y a entre eux et nous [1]. » Cette différence, avaient dit les nobles précédemment, « est celle de valet à maître. » A ouïr un tel langage, on se prend d'impatience à voir venir le grand destructeur de cette caste si aveuglément orgueilleuse, et l'on a besoin de penser que ces états de 1614 ont eu pour successeurs immédiats les états de 1789 !

§ IV. Remontrances du parlement. — Deuxième prise d'armes des seigneurs. — Traité de Loudun. — L'assemblée s'étant séparée [1615, 24 mars] après qu'on lui eut fait de vaines promesses de réforme, le parlement sembla vouloir s'emparer de la puissance politique, si mal exercée par les états ; il rendit un arrêt [28 mars] par lequel les princes et les pairs étaient invités à venir délibérer « sur les propositions qui seroient faites touchant le service du roi, le soulagement de ses sujets et le bien de l'État. » La régente, étonnée, lui fit défense de donner suite à cet arrêt. Mais le parlement, excité par les princes, présenta au roi des remontrances très-hardies [22 mai], dans lesquelles, « se prétendant substitué au conseil des barons, qui étoit, dans les

(1) Procès-verbal des états de 1614, p. 115.

temps anciens, près de la personne des rois, » il censurait tout le gouvernement, demandait que les alliances de Henri le Grand fussent conservées, que les pensions fussent réduites de 4,400,000 livres à 1,800,000 livres, qu'il ne fût plus donné de survivances, que les libertés de l'Église gallicane fussent maintenues, que les arrêts du parlement ne pussent être cassés par ceux du conseil, enfin qu'aucun édit ne fût exécutable sans l'enregistrement des cours souveraines, « qui pourroient y apporter modification raisonnable (1). »

La reine fut très-irritée : « La France est un état monarchique, dit-elle, et le roi ne doit compte de ses actions qu'à Dieu. » Un arrêt du conseil supprima les remontrances ; le parlement refusa d'enregistrer cet arrêt. La lutte semblait engagée, et Condé quitta la cour avec son cortége de seigneurs, en déclarant qu'il ne reviendrait que lorsqu'on aurait réformé le conseil et fait droit aux remontrances du parlement. Mais les magistrats, éclairés par les souvenirs de la Ligue, virent dans quelle voie ils allaient entrer, et qu'ils étaient les instruments de quelques ambitieux ; ils reculèrent, firent des excuses, et obtinrent de la reine que leurs remontrances ne seraient pas supprimées.

Cependant les mariages projetés allaient être conclus, et la cour devait se rendre à Bayonne pour y chercher l'infante d'Espagne et y conduire la princesse Élisabeth. Condé et ses adhérents répandirent un manifeste [9 août], où ils accusaient la reine de trahir les intérêts de la France pour ceux de l'Espagne, et de perdre le royaume par ses prodigalités envers d'indignes favoris : ils levèrent des troupes dans les provinces du Nord et excitèrent les calvinistes du Midi à se soulever. La reine déclara ces seigneurs criminels de lèse-majesté, leva une armée et se dirigea vers les Pyrénées. Les troupes de Condé la suivaient ; mais elles n'osèrent en venir aux mains. La cour arriva à Bordeaux, et le mariage du jeune roi avec Anne d'Autriche fut conclu [1615, 18 oct.]. Cependant les huguenots avaient pris les armes et fait alliance avec les seigneurs ; la révolte pouvait devenir dangereuse, et une petite guerre de châteaux était commencée. Des négociations furent entamées entre les princes et la cour, et elles amenèrent le traité de Loudun [1616, 6 mai], par lequel la reine-mère accordait à Condé

(1) Fontenay, t. I. p. 271. — Mercure françois, t. IV. — Mém. de Rohan, t. I, p. 122.

cinq villes de sûreté et à ses partisans de nouvelles dignités; elle promettait de faire droit aux remontrances des états et du parlement, et donnait à se partager aux rebelles une somme de six millions. Villeroy, Jeannin, Sillery, furent disgraciés. L'évêque de Luçon, protégé par Marie de Médicis, entra au conseil; « il n'y fut pas longtemps, dit Fontenay-Mareuil, sans faire connoître les grands talents qu'il avoit et se rendre si nécessaire à la reine-mère et au maréchal d'Ancre, qu'ils ne pouvoient rien faire sans lui (¹). »

§ V. Arrestation de Condé. — Troisième prise d'armes des seigneurs. — Mort de Concini. — Condé devint le maître du gouvernement : il distribua à ses amis les places, les provinces, les finances (²); son parti prit une arrogance extrême, et parlait même de l'élever au trône. Concini, insulté chaque jour et croyant sa vie menacée, se retira en Normandie; mais, de sa retraite, et conseillé, dit-on, par Richelieu, il décida la reine à un coup de vigueur. Condé fut arrêté au Louvre et conduit à la Bastille [1er sept.]. Les ducs de Mayenne, de Bouillon, de Longueville, de Vendôme, avertis à temps, s'enfuirent de Paris. Leurs partisans essayèrent de soulever cette ville, la populace pilla l'hôtel d'Ancre; mais la bourgeoisie arrêta le désordre, et, dans toutes les provinces, la paix fut maintenue. Concini revint à la cour et s'empara entièrement du gouvernement. Il se donna une garde, fortifia ses villes de Normandie, changea les gouverneurs des places les plus importantes, distribua les emplois à son gré, ne ménagea plus personne, et s'attira la haine universelle par son luxe, ses concussions et son insolence. Enfin il leva en Allemagne, à ses frais, une armée de six mille fantassins et huit cents chevaux, et l'offrit au roi pour abattre ses ennemis.

Les princes renouèrent leur ligue provinciale; ils levèrent des impôts et des soldats, correspondirent avec les étrangers, demandèrent la liberté de Condé, l'expulsion du *maire du palais* et l'exécution du traité de Loudun; enfin ils cherchèrent à intéresser Louis XIII dans la querelle en publiant qu'ils s'étaient

(¹) Fontenay, t. I, p. 344.

(²) En moins de dix ans, on donna à Condé, Longueville, Mayenne, Vendôme, Épernon, Bouillon, etc., plus de 12 millions, sans les appointements de leurs charges. (Mém. de Richelieu, t. I.)

armés « pour sauver la vie du roi, en péril entre les mains d'un étranger. » On répondit à leurs apprêts et à leur manifeste par des mesures vigoureuses où l'on sent déjà la main de Richelieu. Deux arrêts du conseil et du parlement les déclarèrent rebelles, coupables de lèse-majesté, déchus de leurs biens et dignités; des exécutions commencèrent; trois armées furent envoyées en Picardie et en Champagne et poussèrent les princes avec vigueur : Soissons, où ils se refugièrent, fut assiégé.

Louis XIII avait alors seize ans; plein d'aversion pour l'étude, les affaires et même les plaisirs, il était resté jusque-là en dehors du gouvernement, occupé d'amusements puérils avec des jeunes gens dont il s'était fait une petite cour. Il n'aimait pas sa mère: sombre, soupçonneux, dissimulé, il croyait qu'elle voulait le retenir en tutelle, et il se défiait de tous ses conseillers, principalement du maréchal d'Ancre. Ces idées lui étaient inspirées par ses jeunes courtisans, et surtout par Albert de Luynes, qui était devenu son favori en lui élevant des oiseaux pour la chasse. Celui-ci, plein d'ambition, d'astuce, de souplesse, et poussé par les princes, avait résolu de renverser le pouvoir de Concini et de la reine-mère; il se rendit maître de l'esprit du roi, et lui persuada que les troubles de la France provenaient de la passion de sa mère pour un étranger détesté de tous; il l'excita à se débarrasser de la tutelle honteuse où il était tenu; il effraya cet esprit faible, inquiet et maladif, en lui faisant croire que sa mère en voulait à sa vie; il lui persuada qu'un coup de violence lui donnerait le gouvernement de son État, et terrifierait à jamais ceux qui le croyaient encore enfant. Louis ordonna secrètement à L'Hôpital de Vitry, capitaine des gardes, d'arrêter Concini et de le tuer s'il faisait résistance [1617, 24 avril]. Le lendemain, lorsque le maréchal arriva à la porte du Louvre, Vitry s'avança vers lui et lui dit de remettre son épée; Concini fit mine de la tirer du fourreau, et à l'instant il tomba percé de plusieurs balles.

« Je suis maintenant roi ! » s'écria Louis tout joyeux; et il ordonna d'arrêter la femme du favori et de mettre des gardes à la porte de la reine-mère. « Malheur à moi ! dit Marie, mon règne est fini ! » Elle voulut parler à son fils, qui la refusa durement, et, après de longues négociations, elle fut forcée de se retirer à Blois. Le roi publia une déclaration pour annoncer au peuple qu'il avait pris en main le gouvernement de l'État.

Les princes revinrent à Paris ; on renouvela le traité de Loudun ; le ministère fut changé : Villeroy, Jeannin, Sillery, rentrèrent au conseil ; Richelieu essaya vainement de s'y maintenir et fut exilé à Luçon.

On s'acharna sur la mémoire du favori. Les valets des princes excitèrent la populace, qui déterra son cadavre, le traîna dans les rues et le brûla. Sa femme fut traduite devant le parlement et accusée de sorcellerie et de magie : après un procès inique et absurde, elle fut condamnée à mort et mourut avec courage. Les biens de Concini furent confisqués ; Luynes et les autres seigneurs se les partagèrent.

Le maréchal d'Ancre n'était ni un mauvais ministre ni un méchant homme : cupide et orgueilleux, il fit ce que faisaient tous les seigneurs qui l'enviaient, il entassa de l'argent et des dignités ; mais il n'était qu'un parvenu, voilà son crime. Sa politique intérieure fut de comprimer les grands : il eut donc la pensée de l'œuvre que Richelieu devait exécuter ; quant à sa politique extérieure, elle a été louée par celui-ci, bien que contraire à la sienne, mais comme nécessitée par les circonstances. L'évêque de Luçon, créature de Concini, garda un profond souvenir de sa mort, des prétentions des grands et de la faiblesse du roi.

§ VI. Ministère de Luynes. — La reine-mère excite de nouveaux troubles. — Traités d'Angoulême et d'Angers. — Louis XIII gouvernait ; mais c'était un triste début que d'avoir commencé par « répandre du sang et toucher à l'honneur de sa mère [1]. » Tout le pouvoir passa aux mains de Luynes, qui se fit nommer duc et pair, et ne songea qu'à se gorger de richesses. L'administration resta dans le désordre où elle était auparavant ; les intérêts de la France, à l'extérieur, ne furent pas mieux surveillés. Une ridicule assemblée de notables, des poursuites contre les créatures de Concini, l'abolition temporaire de la paulette, des ordonnances contre les duels et le luxe, voilà tout ce qui marqua le nouveau ministère. Les mécontentements recommencèrent : on s'irrita de voir le gouvernement aux mains d'un jeune homme de basse noblesse et de nul talent ; on s'indigna de la captivité où était tenue la reine-mère ; la cour de Blois devint le centre de toutes les intrigues des seigneurs ; et, malgré

[1] Fontenay, t. I, p. 381.

les prières du roi, Marie, qui n'avait aucun sentiment du bien public, se prépara à la guerre civile pour forcer son fils à la laisser gouverner son royaume. Le duc d'Épernon, tout fier de ses gouvernements et de ses richesses, fut séduit par l'idée de rendre le pouvoir à cette femme, qui ne pouvait se passer de favori, et sous laquelle il pourrait dominer la France. Il partit de Metz avec une troupe de gentilshommes, traversa tout l'intérieur du royaume, fit évader la reine et se renferma avec elle dans Angoulême [1619, 21 févr.]. La cour fut vivement alarmée; mais personne ne remua. D'Épernon vit la faute qu'il avait faite : il craignit d'être sacrifié par la reine elle-même, et ne songea plus qu'à négocier. Luynes, qui appréhendait que des mesures de violence ne fissent éclater la révolte, se montra tout disposé à un accord : il rappela Richelieu [29 août], et, par l'entremise de ce prélat, en qui la reine avait la plus grande confiance, Marie obtint le gouvernement de l'Anjou, une maison considérable, des troupes pour sa garde et la liberté d'aller où elle voudrait.

Ce ne fut qu'une trêve. L'aigreur entre le fils et la mère continua de subsister. Le favori disposait de toutes les grâces et en comblait lui, ses frères et la famille du duc de Montbason, dont il avait épousé la fille; il empêcha la reine de revenir à la cour; il fit sortir Condé de prison pour l'opposer à elle. On disait même qu'il voulait se faire roi d'Austrasie, en érigeant Metz, Toul et Verdun en royaume [1]. Les grands recommencèrent leurs brouilleries et se portèrent l'un après l'autre auprès de la reine-mère. La cour d'Angers devint bientôt plus considérable que celle du Louvre : Mayenne, Longueville, Vendôme, etc., s'y rendirent ; la plupart des gouverneurs de province se déclarèrent pour Marie; Rohan et la Trémoille soulevèrent les huguenots; tout l'ouest du royaume, depuis la Seine jusqu'à l'Adour, se mit en armes [1620].

La ligue des grands n'avait pas encore paru si redoutable; mais elle était sans plan, sans ensemble, pleine de brouilleries et d'intérêts particuliers; d'ailleurs elle n'était nullement soutenue par le peuple, qui voyait tout ce tumulte avec indifférence, sachant bien qu'il n'y avait pas là de question nationale, et qu'en définitive ce serait lui qui payerait les frais de la guerre.

[1] Mém. de Richelieu, t. II, p. 467.

Luynes montra de l'activité; et le roi marcha rapidement sur la Normandie, qui se soumit sans résistance; puis il traversa la Bretagne, se dirigea sur le Mans, et de là sur Angers. Marie, avec huit mille hommes, s'avança jusqu'à la Flèche; mais son armée était inférieure de moitié à l'armée royale : elle recula; d'Épernon, Mayenne, Rohan, qui faisaient révolter l'Angoumois, la Guyenne et le Poitou, n'arrivaient pas; des négociations s'ouvrirent : « Assurez ma mère, dit Louis à ses envoyés, que j'aurai toujours le cœur et les bras ouverts pour la recevoir. Quant aux brouillons qui oppriment mes sujets et veulent partager mon autorité, il n'y a péril où je n'entre pour les sortir de France et les réduire.» Le pouvoir royal, quelque faible qu'il fût entre les mains de Luynes, aurait pu écraser ces seigneurs dont Louis XIII qualifiait si bien les misérables rébellions ; mais le favori craignait le sort du maréchal d'Ancre : il ne songea qu'à les apaiser. Après une vive escarmouche en avant des Ponts-de-Cé [7 août], où les seigneurs furent mis en déroute et perdirent quatre à cinq cents hommes, la paix fut conclue par l'entremise de Richelieu, qui avait désapprouvé la folle conduite de la reine et était secrètement d'accord avec Luynes pour la ramener à la soumission. Le traité d'Angoulême fut confirmé [9 août].

§ VII. Progrès du catholicisme. — Préliminaires de la guerre de Trente-Ans. — Pendant que le gouvernement de la France, oubliant les projets extérieurs et les améliorations intérieures du règne précédent, usait ses forces dans ces pitoyables discordes, les grandes questions politiques, dont le chef de la dynastie des Bourbons avait voulu précipiter la solution, allaient d'elles-mêmes revenir en scène.

L'absolution de Henri IV, l'édit de Nantes et la mort de Philippe II avaient signalé une sorte de halte dans la restauration catholique; mais c'était seulement son mouvement passionné, politique et guerrier qui s'était amorti avec la chute de la Ligue, son mouvement moral avait repris une vigueur toute nouvelle. Les haines religieuses étaient toujours très-actives; mais elles se traduisaient par des disputes écrites et une vive ardeur de prosélytisme, et non plus par des meurtres et des batailles : le catholicisme rentrait dans ses voies légitimes et pacifiques. Les controverses religieuses occupaient tous les esprits : guerriers et hommes d'État s'y intéressaient comme des docteurs de Sorbonne.

Les livres dogmatiques abondaient ; c'était là seulement que la pensée pouvait s'exercer librement, c'était par là seulement qu'on arrivait à la fortune ou au pouvoir [1] ; ces discussions étaient d'ailleurs toutes les discussions sociales, et l'on pourrait dire constitutionnelles, puisque dans ces controverses religieuses se débattaient réellement des institutions politiques et des formes de gouvernement. En France principalement, tout s'imprégnait de cet esprit théologique : le catholicisme avait abandonné les idées démocratiques de la Ligue pour préparer la majestueuse unité de la France monarchique ; il allait donner à la littérature cette beauté et cette régularité de formes qui ont fait la gloire du dix-septième siècle ; il allait faire succéder aux diatribes dont la Ligue avait déshonoré la chaire la véritable éloquence chrétienne, et enfanter des travaux d'érudition devant lesquels la science moderne se met à genoux ; enfin il engendrait de nouveaux ordres religieux, tous basés sur le travail, l'instruction, le soin des pauvres et des malades. On voyait apparaître à la fois les carmélites de sainte Thérèse, les sœurs de la Visitation de saint François de Sales, les filles du Calvaire du Père Joseph, les prêtres de l'Oratoire du cardinal de Bérulle, les bénédictins de Saint-Maur, les frères de la Miséricorde de Jean de Dieu, les sœurs de la Charité de saint Vincent de Paul, ce grand missionnaire des pauvres. Les ordres anciens redoublaient de zèle et de vigueur : les jésuites, qui étaient toujours à la tête du mouvement catholique, avaient, en 1608, vingt-neuf provinces, vingt et une maisons professes, deux cent quatre-vingt-treize colléges, dix mille cinq cent quatre-vingt-un membres : ils couvraient le monde entier. En Espagne et en Italie, ils étaient les maîtres ; en France, ils dominaient la cour, le clergé et la noblesse ; ils luttaient avec succès contre les parlements, ils engageaient avec les protestants une guerre de plume et d'intrigues extrêmement active ; en Angleterre, ils soutenaient le zèle des catholiques avec tant de persévérance que le gouvernement, effrayé, redoubla ses rigueurs contre les papistes, et que ceux-ci essayèrent de s'emparer violemment du pouvoir

[1] Richelieu se fit d'abord connaître par des ouvrages de controverse qui sont placés immédiatement après ceux d'Arnaud et de Bossuet ; les deux principaux de ses ouvrages sont : la *Perfection du chrétien* ; la *Méthode la plus facile et la plus assurée pour convertir ceux qui se sont séparés de l'Église.*

par la conspiration des Poudres [1]. En Pologne, ils avaient entièrement restauré le catholicisme et dominaient la cour de Sigismond III; en Suède, ils essayèrent une tentative énergique qui échoua; en Russie, ils voulurent placer sur le trône des czars le faux Démétrius, qui était catholique; nous avons vu comment ils gouvernaient l'empereur Rodolfe et son neveu Ferdinand, et avec quelle énergie ils faisaient reculer le protestantisme en Allemagne. Mais leurs conquêtes en Europe n'étaient que leurs moindres travaux : toute l'Amérique méridionale était instruite et civilisée par eux; ils apprenaient aux peuplades les plus sauvages l'Évangile et l'agriculture, et jetaient les fondements de l'étrange république du Paraguay. Dans l'Hindoustan et le Tibet, en accommodant les formes du christianisme aux mœurs et aux usages du pays, ils entamaient ces religions de Brahma et de Bouddha si profondément enracinées dans le sol; ils pénétrèrent à la cour du grand-mogol Akbar, convertirent plusieurs membres de sa famille et fondèrent un collége à Agra. En Chine, ils s'introduisirent comme mathématiciens et géographes; ils se rendirent plus savants que les Chinois eux-mêmes dans leur histoire, leurs lois et leur langue; ils entrèrent à la cour des empereurs, remplirent des fonctions publiques, firent des calendriers, inventèrent des machines, fondirent des canons : enfin, par leur science, leur vertu, leur respect pour les usages, ils acquirent au christianisme plus d'un million de sectateurs [2]. La même habileté persévérante leur donna trois cent mille prosélytes au Japon. Dans l'Éthiopie, ils retrouvèrent le nestorianisme devenu presque idolâtre, et ils rattachèrent pendant quelque temps les débris de cette ancienne secte à la chaire de Rome. Enfin ils établirent des missions chez les schismatiques de la Grèce, les peuples du Liban et jusqu'aux portes du sérail des successeurs de Mahomet II.

Le catholicisme, fier de tant de triomphes, pouvait croire prochaine la destruction complète de l'hérésie luthérienne; mais celle-ci, se voyant cernée de toutes parts, se préparait à une der-

[1] Ils avaient miné la salle de Westminster et devaient faire sauter le roi, sa famille et tout le parlement. Le complot fut découvert. La plupart des conjurés périrent les armes à la main; les autres furent livrés au supplice, et avec eux le jésuite Garnet, qui était innocent.

[2] Voyez, dans les Mélanges asiatiques d'Abel Rémusat, t. II, les notices sur les jésuites Ricci, Schall, Régis, Visdelou, Prémare, Gaubil, etc.

nière résistance. La lutte allait reprendre par toute l'Europe, plus solennelle que jamais, mais en changeant de formes : au lieu d'être une guerre d'opinions religieuses, elle allait être une guerre de principes politiques; on allait passer de la discussion théorique à l'application matérielle des doctrines; enfin, sous le nom de catholicisme, la monarchie, l'unité, la centralisation, allaient être en présence avec la république, le fédéralisme, l'esprit d'indépendance locale cachés sous le nom de protestantisme. La guerre de Trente-Ans va commencer; c'est celle qui doit reconstituer, sur de nouvelles bases, l'Europe, sortie de la politique féodale. En France, ce sera la guerre de la république fédérative et municipale des nobles et des villes du Midi contre la royauté absolue ; en Allemagne, la guerre des électorats, des seigneurs et des villes contre l'unité impériale; aux Provinces-Unies, la guerre des fédéralistes ou de la bourgeoisie contre les unitaires ou la noblesse; en Angleterre, la guerre des puritains ou partisans de la république contre les épiscopaux ou défenseurs de la royauté. On le voit, la question est européenne; mais elle n'a que la forme religieuse, le fond est tout politique. L'Allemagne, où naquit le libre examen, va être le principal théâtre de la lutte; et c'est la France qui plus que jamais y montrera sa politique spéciale, protestante à l'extérieur, catholique à l'intérieur, qui doit y mettre fin.

§ VIII. Commencement de la guerre de Trente-Ans. — Période palatine. — Le traité de Wilstett n'avait rien terminé en Allemagne : tout le monde sentait que la querelle n'était qu'ajournée. Les protestants conçurent quelques espérances à la mort de Rodolfe, et ils contribuèrent à faire élire Mathias [1612], qui s'était montré si favorable à eux; mais le nouvel empereur ne songea qu'à restaurer l'autorité impériale, que ses propres révoltes avaient ébranlée; les agitations continuèrent, et une étincelle partie du fond de la Bohême embrasa la moitié de l'Europe.

Deux seigneurs ecclésiastiques font abattre [1618] des temples élevés par deux communes réformées qui leur appartenaient. Les protestants en appellent à la lettre de majesté; Mathias, sur le rapport des deux gouverneurs du royaume, les condamne. Alors le comte de Thurn, qui avait l'office de *défenseur*, soulève le peuple, et, avec plusieurs membres des États, il marche sur le château de Prague; les deux gouverneurs sont saisis, traînés à

une fenêtre et jetés dans les fossés du château. Les *défenseurs* s'emparent du gouvernement, proscrivent les jésuites, lèvent des troupes et demandent assistance à la Silésie, à la Moravie, à l'Autriche et à la Hongrie. Toutes ces provinces se soulèvent; l'Union prend les armes en faveur des Bohémiens; les Provinces-Unies promettent des secours; les généraux de l'empereur sont battus. Au milieu de tous ces embarras, Mathias meurt [1619, 29 mars].

Depuis longtemps, tout l'avenir de la maison d'Autriche reposait sur Ferdinand, archiduc de Styrie, neveu de Mathias et de Rodolfe : c'était un prince habile, énergique, tout inspiré par les jésuites, dont il était l'élève chéri, détesté des protestants, dont il s'était montré l'ennemi implacable. Les autres archiducs, avec ce bon sens et cet accord qui ont fait la grandeur de la maison d'Autriche, lui avaient cédé tous leurs droits à la possession des États héréditaires, afin d'assurer d'avance son élection au trône impérial; du vivant de Mathias, il avait donc été nommé roi futur de Bohême et de Hongrie, et reconnu comme tel par ces deux royaumes, dont il avait juré de maintenir les libertés. Mais à la mort de Mathias, il se trouva enveloppé de tant d'ennemis, qu'il courait grand risque, non-seulement de ne pas être empereur, mais de se voir dépouillé de ses États héréditaires : l'Autriche était entièrement soulevée; Gabor, prince de Transylvanie, avait envahi la Hongrie; le comte de Thurn assiégeait Vienne; les États de Bohême, de Silésie et de Moravie se réunirent à Prague, déclarèrent Ferdinand déchu du trône, et élurent pour roi Frédéric V, électeur palatin. Celui-ci semblait le représentant du protestantisme en Europe; car, outre que l'Union l'avait pris pour chef, il était gendre de Jacques Ier, neveu de Maurice de Nassau, parent du roi de Danemarck et du duc de Bouillon; mais, par son jeune âge, sa faiblesse, son inexpérience, il était bien au-dessous de cette grande position. Néanmoins son élection changeait la face de l'Allemagne : la maison d'Autriche voyait en elle le signal de sa ruine; la Bohême, devenue un électorat protestant, donnait, dans le collége des électeurs, la majorité à la réforme.

Dans cette situation si critique, Ferdinand montre une fermeté inébranlable; assiégé dans Vienne par le comte de Thurn, dans son château par les bourgeois furieux, dans sa chambre par les seigneurs qui veulent se réunir aux insurgés, il ne cède

pas. Un secours imprévu de quatre cents cavaliers vient le délivrer; Thurn est obligé de courir en Bohême, où les protestants ont été battus; l'électeur de Saxe, jaloux de voir Frédéric à la tête de l'Union, se brouille avec elle; la ligue catholique se ranime; enfin une diète se rassemble à Francfort pour élire un empereur. L'occasion était belle pour Maximilien, duc de Bavière, de ceindre la couronne impériale : la plupart des princes catholiques, même des protestants, l'y conviaient; la grande ligue que la mort de Henri IV avait rompue pouvait se reformer. Mais il fallait l'appui de la France; Luynes était gagné à l'Espagne, et Louis XIII, suivant les inspirations des jésuites, déclara aux puissances qui le pressaient de ruiner la maison d'Autriche, qu'il favoriserait de tout son pouvoir l'archiduc Ferdinand. Alors Maximilien, loin de briguer l'empire, porta tous ses soins à faire élire son rival; l'électeur de Saxe, par haine contre le Palatin, se prononça pour l'archiduc; le faible Frédéric lui-même n'osa refuser sa voix à son ennemi : Ferdinand fut élu [1619, 28 août].

Aussitôt la face des affaires change. L'empereur obtient les secours de la Ligue, sous condition qu'il en laissera la direction absolue à Maximilien, et qu'il fera passer sur la tête de ce prince la dignité électorale dont il doit dépouiller le Palatin. Puis il force l'Autriche à se soumettre, casse, comme suzerain, l'élection de Frédéric au trône de Bohême, et fomente la discorde dans l'Union. Le pape lui donne des subsides; l'Espagne envoie vingt mille hommes dans les Pays-Bas, sous le commandement de Spinola; l'électeur de Saxe promet d'abord sa neutralité et ensuite son assistance; enfin la Ligue met rapidement sur pied trente mille hommes et s'avance contre les troupes de l'Union réunies à Ulm. On s'attend à une bataille.

La France intervient. L'Union lui avait demandé son appui et le renouvellement de l'alliance conclue avec Henri IV; mais Ferdinand avait envoyé un ambassadeur au roi « pour lui remontrer les dangers communs dont les princes européens étaient menacés par les progrès de l'esprit démocratique de la réforme, cette secte n'affectant rien tant que l'état populaire et la république (1). » Louis XIII envoya en Allemagne une am-

(1) Sully, t. v, p. 90. — L'ambassadeur publia un écrit qui a pour titre : « Advis sur les causes du mouvement de l'Europe, envoyé aux rois et princes pour la con-

bassade qui fit d'abord conclure une trêve entre Gabor et Ferdinand, puis qui se porta comme médiatrice entre les deux ligues prêtes à combattre, mais en montrant tout son penchant pour les catholiques. L'Union, qui craignait de se trouver prise entre l'armée de Spinola et celle de Maximilien, ne demandait que la paix, et la Ligue avait hâte de porter toutes ses forces en Bohême : les deux confédérations convinrent donc de garder la neutralité, excepté dans la Bohême et le Palatinat. Ce fut la ruine de l'Union, de l'électeur palatin et des Bohémiens. Aussitôt Maximilien marche sur Prague, pendant que l'électeur de Saxe entre dans la Lusace et que Spinola envahit le Palatinat. Les secours promis par l'Angleterre et la Hollande n'arrivent pas ; Frédéric ne montre que de la faiblesse ; son armée, forcée de livrer bataille sous les murs de Prague, est complétement vaincue [1620, 8 nov.]. Le triste prince qui, du haut des murailles, assistait à la défaite des siens, s'enfuit en Silésie, et de là en Hollande.

La Bohême se soumit : on abolit ses libertés ; on mit à mort les chefs de la révolte ; on fit rentrer les jésuites ; Ferdinand déchira de sa main la lettre de majesté et interdit à jamais tout autre culte que le culte catholique ; trente mille familles s'exilèrent ; quarante millions de biens furent confisqués ; l'électeur palatin fut mis au ban de l'empire [1621]. La Silésie, la Moravie, l'Autriche, furent traitées avec la même rigueur ; il n'y eut que la Hongrie qui obtint une amnistie, grâces à la terreur inspirée par Gabor. Enfin le protestantisme fut proscrit dans le Palatinat par le duc de Bavière ; et le contre-coup des victoires catholiques se fit sentir jusque dans l'Allemagne du nord, où Bamberg, Paderborn, Fulda, revinrent à l'Église romaine.

Trois princes, ou plutôt trois chefs d'aventuriers, restaient encore en armes : le plus célèbre était Ernest de Mansfeld, qui, le premier, avait amené des secours aux Bohémiens, et qui, avec vingt mille hommes attirés par l'appât du pillage, s'était ouvert un chemin de la Bohême sur le Rhin ; les deux autres étaient le duc Christian de Brunswick et le margrave de Bade-Dourlach, qui avaient chacun quinze mille hommes recrutés

servation de leurs royaumes et principautés ; » inséré dans le Mercure françois, t. IX, p. 342.

parmi tous les bandits de l'Allemagne. Ces trois chefs donnèrent à la guerre un caractère de brigandage et d'atrocité qui fut bientôt imité par les généraux catholiques, et dont les souvenirs sont encore vivants au delà du Rhin; mais ils ne purent, malgré leurs talents et leur activité, relever le parti protestant; ils furent défaits successivement et chassés d'Allemagne. Leurs revers et les ravages des Espagnols dans le Palatinat firent trembler l'Union : elle signa un traité [1622] par lequel elle promit de rester en paix avec Spinola, de ne donner aucun secours au Palatin et de licencier ses troupes. Ce fut le signal de sa dissolution.

§ IX. Situation des protestants de France. — Rétablissement du catholicisme en Béarn. — Pendant que ces graves événements se passaient en Allemagne, la guerre religieuse renaissait aussi en France; mais, au lieu d'être la lutte de la nation contre un parti, elle allait être la lutte du gouvernement contre des rebelles; et le peuple, au lieu de s'y jeter, comme sous Charles IX, avec ses passions terribles, allait y assister avec une sorte d'indifférence. Les guerres de religion étaient finies : celles qui vont troubler l'État pendant quelques années ne sont que des révoltes politiques qui ont pris le masque religieux, parce que la religion continue à être le fondement de toutes les institutions sociales.

On ne saurait dire si les libertés concédées par l'édit de Nantes étaient compatibles avec l'existence de l'État, car elles transformaient le parti réformé en une république dont le roi n'était pour ainsi dire que le protecteur. Le calvinisme était donc toujours le grand écueil de la royauté : lui seul donnait quelque importance aux ridicules révoltes des seigneurs; et le gouvernement, poussé par le clergé, était disposé à restreindre les libertés de l'édit de Nantes. Mais les protestants se tenaient sur leurs gardes; ils ne cessaient de se plaindre et de réclamer, pour conserver tous leurs avantages; leur défiance égalait leur fierté; avec leurs villes de sûreté, leurs garnisons, leurs subsides, leurs relations avec l'étranger, ils semblaient toujours prêts à entrer en campagne contre la royauté; ils avaient peine à cacher qu'ils visaient, non pas à la consolidation de l'état transitoire où ils vivaient, mais à un état nouveau, à leur séparation de la France; enfin « ils tendoient visiblement, par toutes leurs actions, à l'indépendance, pour

former une république à l'instar des Provinces-Unies ([1]). »

Jeanne d'Albret avait proscrit le culte romain dans le Béarn et vendu les biens du clergé. Henri IV avait promis, à l'époque de son absolution, de rétablir les choses sur le pied ancien : il n'en avait rien fait, malgré les plaintes du pape. Louis XIII, poussé par les demandes du clergé et des états de 1614, ordonna [1617, 15 juin] la réunion du Béarn à la couronne, le rétablissement de la religion catholique dans ce pays et la restitution des biens du clergé. Le parlement et les états de Béarn résistèrent : les assemblées protestantes adressèrent de vives remontrances au roi, et, en 1619, celle de Loudun déclara que si l'on ne faisait pas droit à ses plaintes, et si l'on ne prolongeait pas de quatre années la possession de ses places de sûreté, elle ne se séparerait pas ([2]). La cour, embarrassée alors de la révolte de la reine-mère, et sachant que Rohan et la Trémoille allaient soulever les huguenots, fit des promesses. L'assemblée se sépara, mais en déclarant qu'elle se réunirait de plein droit et sans convocation si le gouvernement manquait à sa parole.

Après la paix d'Angers, le roi résolut de mettre fin à cette affaire par la force; il marcha [1620] dans le Béarn avec son armée, y rétablit de force le culte catholique, fit restituer au clergé ses biens ([3]), mit garnison dans les places, et réunit le pays à la couronne.

§ X. Révolte des calvinistes, qui se forment en république. — Siége de Montauban. — Mort de Luynes. — Les huguenots, irrités de cette expédition, et excités par les événements d'Allemagne, se préparèrent à la guerre. A peine Louis avait-il repassé la Loire que presque tout le Midi se souleva, et que les députés des églises protestantes firent une grande assemblée à la Rochelle. Les paysans des Cévennes, les villes du Languedoc et du Béarn, commencèrent les hostilités ; l'assemblée de la Rochelle publia une déclaration par laquelle elle partagea les sept cent vingt-deux églises réformées en huit cercles qui étaient présidés par des chefs chargés du gouvernement civil et militaire, avec l'assistance d'un conseil représentatif. Bouillon fut

([1]) Fontenay, t. i, p. 450.
([2]) Ibid.
([3]) On assigna aux ministres protestants des pensions sur le trésor royal, pour les dédommager de la perte de leurs biens.

nommé « chef général des armées réformées ; » Rohan, la Trémoille, Soubise, la Force, Châtillon, Lesdiguières, furent nommés, avec Bouillon, commandants des cercles ; on leva des troupes et des subsides ; on demanda des secours à la Hollande, à l'Angleterre, aux protestants d'Allemagne ; on confisqua les biens des églises catholiques. La déclaration de la Rochelle était appelée « loy fondamentale de la république des églises réformées de France et de Béarn ; » c'était l'application politique des doctrines calvinistes, si favorables aux formes de gouvernement fédéral et aux libertés de provinces ; « elle avoit été prise, dit un pamphlet catholique, sur l'original de l'institution de l'État et république des États généraux des Provinces-Unies. Elle faisoit voir à l'œil et toucher au doigt les procédures de ceux qui espéroient en bref chasser les rois de l'Europe, et qui portoient les esprits des peuples à haïr les rois et à former de nouvelles républiques (1). »

Trente ans plus tôt, ce coup d'audace avait des chances de réussite ; mais maintenant le calvinisme était trop faible, le gouvernement trop nettement décidé contre lui, et la nation si assurée de la victoire qu'elle manifesta à peine son indignation. D'ailleurs toute cette organisation du parti était à moitié fictive. Les sept cent vingt-deux églises se trouvaient disséminées par tout le royaume ; même dans le Midi, il n'y avait rien de compacte dans la population protestante, et la population catholique y était en majorité. Enfin il y avait désunion parmi les chefs ambitieux qui ne rêvaient que faveurs de cour, et étaient prêts à sacrifier leur foi pour des pensions ou des dignités : Lesdiguières marcha dans l'armée royale ; Bouillon et La Trémoille refusèrent leur commandement. Il n'y eut que Rohan et Soubise qui montrèrent du dévouement : le premier, homme supérieur, se crut appelé au rôle de Guillaume de Nassau.

Louis XIII confirma d'abord l'édit de Nantes, pour donner satisfaction à la partie religieuse du calvinisme ; puis il rassembla une armée pour abattre les turbulents politiques [1621]. Le favori saisit l'occasion de cette guerre pour se faire nommer connétable, lui qui savait à peine tenir une épée ; le vieux Lesdiguières lui fut donné pour lieutenant, sous le titre nouveau de maréchal-général des camps et armées du roi, et Louis se

(1) Pamphlet cité par Capefigue, Hist. de Richelieu, t. III, p. 216.

mit lui-même à la tête de l'armée. On se dirigea sur Saumur, où commandait Duplessis-Mornay, regardé comme le pape des huguenots, et l'on s'en empara par surprise. Puis le roi traversa le Poitou, dont toutes les places se soumirent sans résistance, et il assiégea Saint-Jean-d'Angély, qui fit, sous le commandement de Soubise, une belle défense. Après la prise de cette ville, il laissa le duc d'Épernon pour bloquer la Rochelle, et traversa la Guyenne, dont les places ne se défendirent pas; alors, et pendant que Montmorency ([1]) guerroyait dans les Cévennes et rétablissait le culte catholique dans des villes où, depuis soixante ans, il était proscrit, il se dirigea sur Montauban. C'était la deuxième capitale des réformés : aussi célèbre que la Rochelle par son énergie républicaine, elle était défendue par une garnison de six mille hommes, et avait pour commandants « la Force, brave et expérimenté capitaine, et Dupuy, premier consul, homme d'activité et de résolution ([2]). » L'armée royale n'était que de quinze mille hommes. La défense fut si vigoureuse et l'attaque si mal conduite, que le roi, après trois mois d'efforts et ayant perdu huit mille hommes ([3]), fut obligé de lever honteusement le siége (1621, 15 nov.).

Il n'y eut qu'un cri d'indignation contre le favori, qui avait montré dans ce siége aussi peu de bravoure que de capacité; tout le monde murmurait contre son insolence; le roi lui-même se lassait de lui. Luynes, pour réparer cet échec, mena l'armée royale au siége du château de Monheur; mais là il fut atteint d'une fièvre maligne qui décimait les soldats, et il mourut presque subitement [15 déc.].

§ XI. Suite des hostilités. — Paix de Montpellier. — Après la prise de Monheur, Louis revint à Paris, laissant quelques troupes dans la Guyenne; et comme il ne pouvait se passer d'un ministre dirigeant, Condé et la reine se disputèrent le pouvoir. Marie voulait qu'on donnât la paix aux réformés pour s'occuper des affaires d'Allemagne; le prince fit décider qu'on pousserait la guerre contre les protestants. L'échec de Montau-

([1]) Fils du connétable de Montmorency-Danville, qui était mort en 1614.

([2]) Rohan, t. I, p. 198.

([3]) Parmi lesquels on compte le duc de Mayenne, fils du chef de la Ligue. Ce nom était encore si populaire que la nouvelle de sa mort excita une émeute à Paris contre les protestants

ban et le départ du roi avaient ranimé le parti, qui repoussa toute transaction : les garnisons royalistes furent massacrées, les églises pillées, les partisans de la paix assassinés ou proscrits. La Rochelle recevait des secours de l'Angleterre et de la Hollande ; elle faisait la course sur les navires royaux; elle tenait en agitation toutes les provinces de l'Ouest. Les catholiques du Midi supplièrent le roi de poursuivre la guerre, et le clergé offrit un million pour qu'il fît le siége de la Rochelle.

Louis, accompagné de Condé, se mit en marche avec neuf mille hommes seulement, et se dirigea contre Soubise, qui avait soulevé tout le Bas-Poitou; il le trouva retranché dans les marais de Rié et de Saint-Gilles avec six à sept mille hommes, et il l'attaqua avec tant de vigueur que toute l'armée protestante fut tuée ou prise [1622, 16 avril]. De là il laissa quelques troupes devant la Rochelle, et marcha sur Royan, dont le port fermait l'entrée de la Gironde; il s'en empara et s'avança en Guyenne : Tonneins fit une résistance désespérée; Sainte-Foix se rendit; Négrepelisse fut prise d'assaut et incendiée : tout y fut massacré, même les femmes et les enfants. Partout les protestants se défendaient avec fureur; partout se renouvelaient les résistances et même les cruautés de la guerre des Albigeois; les mêmes passions, les mêmes intérêts, les mêmes idées politiques étaient en lutte : le Midi voulait, comme au treizième siècle, faire une nation à part, ayant une constitution et une religion ennemies de la France. Il ne réussit pas, et par les mêmes causes : ce fut son attachement aux libertés municipales, son esprit de localité, son défaut d'unité qui le perdit. Le parti protestant avait voulu remédier à ce vice en s'organisant par cercles, en concentrant ses forces dans le Midi; mais il était trop tard. Non-seulement les villes, mais les individus, traitèrent avec la royauté : déjà Lesdiguières avait acheté l'épée de connétable en se convertissant au catholicisme. Cette défection fut un appât pour les autres chefs calvinistes : La Force se soumit moyennant 200,000 écus et le bâton de maréchal ; Châtillon, le petit-fils de l'amiral Coligny, livra Aigues-Mortes au même prix. D'ailleurs le parti calviniste était, à cette époque, entièrement dominé, non plus par les seigneurs, mais par les prédicateurs et les magistrats des villes : la noblesse, qui ne guerroyait que pour se faire acheter de la cour, répugnait à jouer un rôle secondaire à côté d'échevins et de ministres qui

se défiaient d'elle ; Rohan lui-même voyait continuellement ses opérations contrariées par le conseil-général des églises.

Cet homme. calme, énergique, ambitieux, sur qui roulait toute la fortune du parti, désespéré de tant de défections, essaya de tirer des secours de l'Allemagne. A cette époque, Mansfeld et Christian, chassés du Palatinat par les armes de Tilly, s'avancèrent dans la Lorraine avec vingt-cinq mille hommes de bandes farouches et aguerries, et arrivèrent sur la frontière de Champagne; ils hésitèrent à accueillir la demande de Rohan et à se jeter en France, où ils auraient fait une diversion dont on ne peut calculer les résultats. Le duc de Nevers, gouverneur de Champagne, les amusa par des négociations pendant lesquelles il ramassa des troupes; en même temps les Espagnols s'avançaient contre eux par le Luxembourg. Les deux aventuriers, craignant d'être enfermés entre deux armées, prirent leur route par le Hainaut; mais ils rencontrèrent les Espagnols à Fleurus [1622, 28 août], et, après une bataille indécise, ils parvinrent à joindre le prince d'Orange.

Louis XIII ne s'inquiéta pas de l'apparition des Allemands en Champagne; il continua sa marche par le Bas-Languedoc, s'empara de Privas, de Nîmes, d'Uzès, et vint mettre le siége devant Montpellier. Les huguenots, effrayés de leurs revers et voyant leur cause perdue en Allemagne, demandèrent la paix. Condé voulait qu'on exterminât le parti; mais la cabale de la reine l'emporta sur lui et le força même à s'exiler. Un traité fut conclu [1623, 9 oct.], qui confirma l'édit de Nantes, mais avec défense aux calvinistes de faire des assemblées politiques, et injonction de détruire leurs châteaux et fortifications; Montauban et la Rochelle demeurèrent seules villes de sûreté, affranchies de toute garnison royale, et dans lesquelles le roi lui-même ne devait point entrer.

§ XII. Triomphe universel du catholicisme. — L'époque de cette paix fut un moment solennel dans la lutte entre les deux principes: la réforme était partout vaincue ou en décadence. En Allemagne, les États autrichiens étaient subjugués, l'Union évangélique dissoute, les chefs d'aventuriers errants à l'étranger, tous les princes qui avaient embrassé la cause du Palatin dépouillés et proscrits. Une diète se tint à Ratisbonne, où l'empereur conféra au duc de Bavière le Palatinat avec la dignité électorale: Ferdinand jouait le même rôle que Charles-Quint

après la bataille de Muhlberg. Dans les Provinces-Unies, des troubles très-graves s'étaient élevés entre les *arminiens* ou calvinistes exaltés, partisans de la république fédérative ou des libertés provinciales, et les *gomaristes* ou calvinistes mitigés, partisans du stathoudérat et de l'unité, qui penchaient, en faveur du prince d'Orange, vers des idées monarchiques. Les premiers, qui étaient le parti populaire, avaient à leur tête Barnevelt, le citoyen le plus remarquable des Provinces-Unies, celui qui avait fait reconnaître leur indépendance : ils furent vaincus par le parti aristocratique; Barnevelt périt sur l'échafaud [1619]; le catholicisme, qui s'était conservé dans les grandes familles, releva la tête. Enfin la trêve de 1609 étant arrivée à son terme [1621], les Espagnols demandèrent, pour la renouveler, que les Provinces-Unies reconnussent le roi catholique pour leur seigneur légitime : ils furent refusés, et la guerre recommença; mais les Hollandais éprouvèrent des défaites; Maurice de Nassau mourut, et le drapeau autrichien domina sur les deux rives du Rhin, depuis Emmerich jusqu'à Bâle. En Angleterre, Jacques Ier, malgré les persécutions amenées par la conspiration des Poudres, n'en gardait pas moins ses opinions modérées : il reconnaissait secrètement « l'Église romaine pour la mère de toutes les autres, et le pape pour chef de tous les chrétiens; » il tendait à rendre la royauté absolue en donnant de la force à l'église anglicane contre les doctrines républicaines des puritains. Il avait pour maxime politique que « là où il n'y a pas d'évêques, il n'y a pas de roi. » Il se contenta, malgré les demandes du parlement, d'envoyer quelques subsides au Palatin, son gendre, et refusa d'intervenir dans la guerre d'Allemagne. Enfin il négocia le mariage de son fils avec une infante espagnole, mariage dont le pape tirait de grandes espérances pour le rétablissement du catholicisme en Angleterre.

Les jésuites regardaient tous ces avantages comme leur œuvre: c'étaient eux qui gouvernaient l'empereur Ferdinand et la Ligue catholique, et on les voyait marcher à la suite des armées de Tilly pour effectuer partout la contre-réforme; c'étaient eux qui avaient poussé Louis XIII à la guerre contre les huguenots, et depuis la paix ils répandaient leurs missionnaires et leurs colléges dans toutes les villes du Midi; c'étaient eux qui intriguaient en Angleterre, aux Provinces-Unies, partout où une semence de trouble pouvait amener quelque chance de

succès; enfin, pour donner plus d'autorité à ce grand mouvement de restauration catholique, pour diriger et régulariser, d'après un plan unique, toutes les missions du globe, ils venaient d'imposer au pape Grégoire XV l'institution de la société de la *Propagande chrétienne*.

Le triomphe du catholicisme absolu et inflexible, étant celui de la maison d'Autriche, aurait immobilisé l'Europe dans une seule domination : un homme vint, qui changea la face des choses et fit reprendre à toutes les nations chrétiennes leur marche individuelle et leur liberté religieuse. C'est un cardinal de la sainte Église romaine, c'est le premier ministre du roi très-chrétien, qui entreprendra cette œuvre; il va, à l'intérieur de la France, achever la tâche ébauchée par le maréchal d'Ancre et le connétable de Luynes, la soumission des grands et des huguenots, et, à l'extérieur, exécuter le plan de Henri IV, l'abaissement de la maison d'Autriche et le remaniement politique de l'Europe.

CHAPITRE IV.

Ministère de Richelieu. — Deuxième et troisième périodes de la guerre de Trente-Ans. — 1624 à 1635.

§ I. Puissance de la maison d'Autriche. — Affaire de la Valteline. — Entrée de Richelieu au conseil. — La maison d'Autriche avait repris toute l'influence dont elle jouissait en Europe sous Charles-Quint et Philippe II; la cour de Madrid s'était ranimée, celle de Vienne était en pleine prospérité. Jamais l'accord des deux branches n'avait été si intime; elles identifiaient toutes deux leur existence avec celle du catholicisme; elles n'avaient qu'une même pensée et qu'un même but; Autrichiens et Espagnols semblaient une seule nation. Avec une politique si habile et si persévérante, devant la France et l'Angleterre intérieurement agitées, mal unies entre elles, insoucieuses des événements l'Allemagne, le rêve de la domination universelle de l'Autriche pouvait devenir une réalité. Le plus grand obstacle était la séparation des États des deux maisons : la branche impériale avait son Tyrol coupé du Milanais par les États de Venise, et sa Bohême et son Alsace, des Pays-Bas, par le Palatinat. Le Palatinat venait d'être conquis; mais on ne pouvait conquérir les

États vénitiens, et pour faire passer des troupes d'Italie aux Pays-Bas par l'Alsace, il fallait demander un chemin aux Suisses ou au duc de Savoie. On chercha à tourner la difficulté en s'emparant de la Valteline, petite vallée parallèle aux Alpes rhétiques et occupant le haut bassin de l'Adda ([1]). Située entre le pays des Grisons, le Milanais, l'État de Venise et le Tyrol, elle joignait les États espagnols d'Italie aux États impériaux d'Allemagne, et, par le Tyrol, l'Alsace et le Palatinat, ouvrait une route de Milan à Bruxelles, et de la mer Adriatique à la mer [illegible]d. Cette vallée, qui avait conservé le catholicisme, était, [illegible] [1512] ([2]), sujette des Ligues-Grises, république protes[illegible]ri, depuis [1509], était sous la protection et à la solde [illegible]ance. En [1603], le comte de Fuentès, gouverneur du [illegible], construisit une forteresse à l'entrée de cette vallée : [illegible]n nœud, dit Henri IV, en apprenant cette entreprise, [illegible]uel il veut serrer la gorge à l'Italie et les pieds aux [illegible]. » Dès lors, les Espagnols tourmentèrent les Grisons [illegible]u'ils abandonnassent l'alliance de la France ; sur leur [illegible]ls firent révolter les Valtelins, qui se prétendaient per[illegible] pour cause de religion, accoururent à leur aide, et [illegible]ent leur territoire, où ils bâtirent plusieurs forteresses. [illegible]ons implorèrent le secours de la France, qui contrai[illegible] Espagnols à un traité [1621] par lequel les choses de[illegible] être remises sur l'ancien pied. Mais en ce temps, la révolte des huguenots éclata ; les Espagnols n'exécutèrent pas le traité ; ils forcèrent même les Grisons à renoncer à la Valteline, à livrer leurs défilés, et à recevoir garnison autrichienne dans Coire et leurs autres villes [1622].

A cette époque, Jeannin et Villeroy étaient morts, et le ministère était tombé aux mains du chancelier Sillery et de son fils Puysieux, hommes médiocres, qui ne cherchaient que leur fortune, et qui se laissaient mener par les émissaires de l'Espagne. Mais la reine-mère était rentrée dans le conseil, poussée en secret par Richelieu. « Les ministres, dit celui-ci, s'y opposèrent tant qu'ils purent, tant par l'aversion qu'ils avoient pour elle que par la crainte qu'y étant une fois elle ne m'y voulût introduire. Ils connoissoient en moi quelque force de jugement ; ils redou-

([1]) Voy. ma *Géogr. phys., hist.. et milit.*, p. 339 de la 4e édition.
([2]) Voy. t. II, p. 282.

toient mon esprit; ils craignoient que si le roi venoit à prendre quelque connoissance particulière de moi, il ne vînt à me commettre le principal soin de ses affaires [1]. »

A l'instigation de Marie, ou plutôt de Richelieu, le roi conclut une ligue [1623] avec les Vénitiens et le duc de Savoie pour chasser les Espagnols de la Valteline. L'Espagne s'en inquiéta: elle déclara qu'elle était prête à évacuer cette vallée; mais, sous prétexte qu'elle ne pouvait rendre un peuple catholique à ses persécuteurs, elle donna en dépôt au pape le pays et ses forteresses. Le ministère de France consentit à cet arrangement. La reine-mère n'avait alors d'autre passion que de faire entrer son favori au conseil, espérant par lui gouverner le roi et le royaume; quoiqu'elle eût toutes les inclinations espagnoles, elle profita de cette faute des deux Sillery pour remontrer à son fils l'incapacité de ses ministres, lui disant « qu'on était investi de la puissance de l'Espagne de tous côtés, que les affaires d'Allemagne étaient regardées avec indifférence, qu'on mécontentait les Suisses, qu'on abandonnait les Hollandais, qu'on laissait l'Espagne rechercher l'alliance de l'Angleterre. » Le roi changea son ministère : la Vieuville eut les finances, d'Aligre les sceaux; on divisa les affaires étrangères en quatre départements : c'était la part destinée à Richelieu. Mais la reine-mère ne pouvait encore la lui donner : Louis XIII n'aimait pas ce prêtre aux mœurs relâchées, cette créature de Concini, qu'il regardait comme un ambitieux, ce favori de sa mère dont il craignait la parole facile et la souplesse d'esprit; il se laissa seulement arracher à force d'importunités l'entrée du cardinal au conseil. Ce fut le 19 avril 1624 : « Jour véritablement heureux, dit Fontenay-Mareuil, pour le roi et le royaume [2]. »

§ II. Politique de Richelieu. — Il dévoile ses plans contre la maison d'Autriche. — Richelieu avait alors trente-huit ans [3],

(1) Mém. de Richelieu, t. II, p. 193.

(2) Fontenay, t. I, p. 562.

(3) Armand-Jean Duplessis de Richelieu appartenait à une ancienne famille du Poitou; il naquit à Paris en 1585, et était le troisième des fils de François Duplessis et de Suzanne de Delaporte. Il fut d'abord destiné à la carrière des armes : c'était celle que suivait son frère aîné, le marquis de Richelieu, qui fut tué en duel en 1618 et n'eut pas de postérité; mais son frère puîné, qui était évêque de Luçon, s'étant démis de la mitre pour se faire chartreux, la famille Duplessis, pour ne pas perdre cet évêché, fit entrer le jeune Armand dans les ordres. Il fut sacré évêque à vingt-deux ans, et obtint la pourpre par la faveur de la reine-mère, en 1623. Ar-

et il passait déjà pour un homme d'État de premier ordre : « C'étoit, écrivait Balzac quelques mois auparavant, un esprit à qui Dieu n'avoit pas donné de bornes ; » et, du fond de sa retraite, le grand serviteur de Henri IV disait que « le roi avoit été comme inspiré de Dieu en choisissant l'évêque de Luçon pour ministre [1]. » « Depuis longues années, ajoute Fontenay-Mareuil, se sentant aussi propre pour gouverner que l'expérience l'a montré, encore qu'il parût fort éloigné du pouvoir, il ne laissoit pas d'y prétendre, de penser à ce qu'il feroit s'il y étoit appelé, de se préparer, par l'étude, à l'exercer [2]. » Il avait ainsi conçu une idée nette de l'état de l'Europe, s'était tracé un plan de gouvernement complet, avait compris, comme Louis XI et Henri IV, la destinée à laquelle la France était appelée par le génie de ses habitants, sa position géographique, les richesses de son sol, sa constitution monarchique. Dès son entrée au conseil, il domina les autres ministres par la supériorité de ses vues, la facilité de son langage, sa vaste instruction, la manière lumineuse dont il exposait une question, la présentant sous toutes ses faces, épuisant toutes les objections, portant de force la conviction dans les esprits. Dès ses premières conversations avec le roi, il lui montra à quelle grandeur la France devait s'élever, quelles immenses ressources elle possédait, quelle politique elle devait suivre, quelle fausse idée son gouvernement avait jusqu'alors conçue et de la nature de la royauté, et de la situation du royaume, et de la puissance de ses voisins. Depuis que Louis XI avait détruit la grande féodalité, les forces nationales s'étaient usées d'abord dans les guerres d'Italie, ensuite dans les guerres civiles ; il fallait les employer à créer l'unité territoriale de la France, à abaisser la maison d'Autriche, à reconstituer politiquement l'Europe sur des bases analogues à celles qu'avait conçues Henri le Grand ; mais, pour en venir là, il fallait que l'autorité royale fût absolue et tout le royaume amené à l'unité de pouvoir et de nation. « Or, je puis dire avec vérité, écrivait Richelieu, que les huguenots partagent l'État avec Votre Majesté, que les grands se conduisent comme

dinal avait aussi deux sœurs : l'une épousa Vignerod, seigneur de Pontcourlay, et ses descendants ont pris le nom et les armes de Richelieu ; l'autre épousa Maillé, seigneur de Brezé.

[1] Sully, t. II, p. 292.

[2] Fontenay, t. II, p. 26.

s'ils n'étoient vos sujets, et les plus puissants gouverneurs de province comme s'ils étoient souverains en leur charge [1]. » L'Autriche, les grands et les huguenots, tels étaient donc les ennemis contre lesquels la royauté devait engager la guerre : « dessein que je trouve, dit le cardinal de Retz, presque aussi vaste que ceux des César et des Alexandre [2]. »

Louis XIII, caractère faible, mélancolique et ombrageux, cœur sec et sans attachement, avait l'esprit peu étendu, mais juste : il comprit Richelieu, il admira la hardiesse et la grandeur de ses idées, il s'inclina devant l'homme de génie, comme si un dieu terrible se fût révélé à lui, et, depuis ce moment, il ne douta jamais de son ministre. Il ne l'aima pas : il n'aimait personne ! il trembla presque continuellement devant lui ; il voulut plus d'une fois secouer son ascendant, mais il ne le put jamais, et il lui sacrifia tout, mère, femme, frère, amis et courtisans : Richelieu avait seul le secret de la grandeur de la France !

Il n'y avait pas six mois que le cardinal était au conseil, et La Vieuville était disgracié, les autres ministres annulés, les finances données à Marillac, créature de la reine-mère [1624, août]. Et dans cet intervalle, la politique de Richelieu s'était nettement dessinée dans les affaires extérieures : au lieu de ruses puériles, de délais captieux, de déférences obséquieuses, la diplomatie avait pris un langage ferme, net, plein de dignité ; les ambassadeurs furent choisis avec soin et reçurent des instructions lumineuses et précises ; ils s'inspirèrent de l'esprit du ministre et de la hauteur de ses vues ; ils se sentirent soutenus par un gouvernement vigoureux. Le beau temps de la diplomatie française commençait.

La France allait par l'avénement de Richelieu rentrer au pouvoir dans la politique protestante ; mais elle avait besoin pour cela de l'alliance de l'Angleterre. Or, la maison d'Autriche pressait le mariage du fils de Jacques avec une infante, pour isoler la France et arracher à la cause protestante le pays qui en avait été le plus ferme appui ; le pape donnait les mains à cette union singulière ; l'infante prenait déjà le titre de princesse d'Angleterre ; le mariage allait se conclure. Richelieu fit

(1) Succincte narration des grandes actions du roy, par Richelieu.
(2) Mém. t. I, p. 44.

tout rompre : il excita Jacques à demander à l'Espagne le rétablissement du Palatin; il lui remontra le mécontentement de ses sujets à cause de son alliance avec les Espagnols; il lui proposa, pour son fils, la main de Henriette, sœur de Louis XIII. Jacques accepta. L'Angleterre étant ainsi rentrée dans la faction française, Richelieu lui proposa de former une grande ligue contre la maison d'Autriche avec la Hollande, le roi de Danemarck, Venise et le duc de Savoie. La France devait envoyer en Italie une armée qui se joindrait à celle de la Savoie et de Venise; l'Angleterre attaquerait les côtes d'Espagne; la Hollande, à qui Richelieu avait doublé les subsides et les troupes qu'elle recevait de la France, devait faire une forte diversion dans les Pays-Bas et les colonies espagnoles. Enfin le nord de l'Allemagne, centre de la réforme, et où l'autorité impériale était presque nulle depuis plusieurs siècles, se voyant menacé par Ferdinand, était disposé à prendre les armes : Christian IV, roi de Danemarck, s'était offert pour chef au cercle de Basse-Saxe; la France et l'Angleterre lui promirent des secours; Mansfeld devait s'unir à lui. Cet aventurier vint en France, où Richelieu lui donna 370,000 livres et la permission de lever des troupes dans le royaume; de là il passa en Angleterre, où il obtint douze mille hommes et un subside mensuel de 20,000 livres sterling [1624, juin].

Cette grande ligue étant ébauchée, Richelieu démontra au roi l'importance de la question de la Valteline, traitée si légèrement par ses anciens ministres : « Il nous faut à tout prix, dit-il, garder ces passages pour lesquels nous avons déjà dépensé des millions, et qui nous rendent les arbitres de l'Italie. Par eux les Espagnols contraindront le pape à être leur chapelain, et feront plier le cou à tous les autres princes italiens; et alors ils investiront la France de tant de forces prodigieuses, qu'elle deviendra semblable à une place dont les dehors sont pris et servent à ceux qui l'assiégent pour se fortifier contre elle. Enfin l'union des États de la maison d'Autriche, séparés, ôte le contrepoids de la puissance de France, qui donne la liberté à la chrétienté [1]. » Cette question de la Valteline était vainement débattue depuis deux ans, et l'ambassadeur de France à Rome demanda à Richelieu de nouvelles instructions. « Le roi ne veut

[1] Richelieu, t. II, p. 290 et 401.

plus être amusé, répondit le cardinal; on enverra une armée dans la Valteline, qui rendra le pape moins incertain et les Espagnols plus traitables. » En effet, le marquis de Cœuvres, ambassadeur en Suisse, renouvelle l'alliance avec les Grisons, leur fait prendre les armes, et, avec huit mille hommes chasse les garnisons autrichiennes, descend dans la Valteline, s'empare de toutes les forteresses et congédie les soldats pontificaux [1].

On s'attendait à une guerre générale, et des troupes furent envoyées sur toutes les frontières de France; Venise voulait qu'on attaquât ouvertement le Milanais; le duc de Savoie avait commencé les hostilités contre Gênes, alliée soumise de l'Espagne. Mais Richelieu s'aperçut qu'il avait trop brusquement dévoilé ses plans, trop présumé des ressources du royaume et de son propre pouvoir : sa politique protestante avait alarmé tous les catholiques; la cour intriguait contre lui, les huguenots se remuaient : il s'arrêta. Il envoya seulement Lesdiguières à l'aide du duc de Savoie, repoussa les sollicitations des Vénitiens, cessa de fournir des subsides aux protestants d'Allemagne, enfin négocia avec l'Espagne. Cette marche rétrograde fut prise à temps, car, au moment où la France allait s'engager dans une guerre européenne, une révolte des calvinistes éclata.

§ III. Deuxième révolte des huguenots. — Paix de la Rochelle. — Apprêts contre la maison d'Autriche. — Traité de Monçon. — Le gouvernement éludait le traité de Montpellier : il bâtissait un fort près de la Rochelle, gênait les assemblées des protestants, faisait des conversions par la ruse ou par la force. Les huguenots s'alarmèrent, et leurs chefs, sollicités par l'Espagne, prirent les armes. Soubise enleva dans le port de Blavet quelques vaisseaux du roi qui devaient s'unir aux flottes anglaise et hollandaise [1625, 18 janv.]; il courut ensuite l'Océan, s'empara des côtes du Poitou et fit prendre les armes aux Rochelais, pendant que son frère Rohan soulevait le Languedoc.

[1] Cette expédition contre le pape en faveur d'un peuple hérétique, faite par le fils aîné de l'Église, à l'instigation d'un cardinal, excita de grandes rumeurs, et le nonce s'en plaignit vivement : « Vous devez être embarrassé dans le conseil, dit-il à Richelieu, quand il s'agit de délibérer sur la guerre. — Point du tout. Quand j'ai été fait secrétaire d'État, Sa Sainteté m'a donné un bref qui me permet de dire et de faire en conscience tout ce qui est utile à l'État. — Mais s'il s'agissait d'aider les hérétiques? — Je pense que le bref s'étend jusque-là. »

Richelieu, surpris par cette révolte, ajourna ses projets contre l'Autriche. Il envoya six mille hommes en Bretagne, six mille hommes dans le Poitou; et, comme il n'avait plus de vaisseaux, il en demanda aux Anglais et aux Hollandais. La requête était hardie; mais ces deux peuples avaient blâmé la prise d'armes si peu motivée des huguenots, et ils comptaient, en aidant Richelieu à se débarrasser de ses ennemis intérieurs, lui faire reprendre la guerre contre l'Espagne. Jacques Ier et Maurice de Nassau étaient morts [avril] : leurs successeurs, Charles Ier et Frédéric-Henri, envoyèrent les vaisseaux demandés; et Richelieu, sachant que les équipages n'étaient nullement disposés à combattre leurs coréligionnaires, fit monter ces vaisseaux par des marins français.

La flotte de Soubise, unie à celle de la Rochelle, était forte de soixante-quatorze voiles; elle battit la flotte royale et s'empara des îles de Rhé et d'Oléron [17 juillet]. Montmorency prit le commandement des navires battus et amena des renforts : l'île de Rhé fut reprise. La flotte protestante, commandée par Soubise et Guiton, amiral des Rochelais, voulut gagner la Rochelle, malgré la flotte royale qui lui barrait le passage : une nouvelle bataille s'engagea [15 sept.]; les huguenots furent vaincus et rejetés sur Oléron; l'île fut prise, et Soubise se réfugia en Angleterre avec les débris de sa flotte. Cette victoire laissait la Rochelle sans ressource; et il semblait facile d'écraser les réformés, qui s'humilièrent et implorèrent la paix. Mais Richelieu n'avait fait cette guerre que malgré lui; il était inquiet des affaires extérieures, et plus encore des intrigues qui se tramaient à la cour contre son pouvoir et contre sa vie : il accorda aux calvinistes le renouvellement du traité de Montpellier [1626, 5 févr.].

Cette paix excita les clameurs des catholiques, qui appelèrent Richelieu « le pape des huguenots et le patriarche des athées; » ses alliances protestantes, le mariage de la sœur du roi avec Charles Ier (1) et sa guerre contre le saint-siége avaient déjà

(1) Ce mariage eut lieu le 11 mai 1625. Le duc de Buckingham, ministre et favori de Charles Ier, vint en France chercher Henriette, et s'attira la haine du roi et de Richelieu par la passion qu'il afficha pour Anne d'Autriche. « Il étoit beau, bien fait, libéral, magnifique, dit madame de Motteville; il ne faut pas s'étonner s'il eut le bonheur de faire avouer à cette belle reine que si une honnête femme avoit pu aimer un autre que son mari, celui-là auroit été le seul qui auroit pu lui plaire. » (T. I,

mis en rumeur tout le vulgaire : « Avant de réduire les huguenots, dit-il, il faut que je scandalise le monde une seconde fois. »

Tout semblait faire croire que, débarrassé des calvinistes, il allait se déclarer ouvertement contre la maison d'Autriche : en effet, le duc de Savoie ayant été battu par les Espagnols, le cardinal lui envoya des secours ; de plus, Philippe IV ayant fait saisir les biens des Français résidant en Espagne, Louis XIII ordonna la même saisie sur les Espagnols ; enfin, une assemblée de notables avait décidé que les hostilités seraient poussées avec vigueur dans le Piémont et la Valteline. La grande guerre semblait donc commencée. Le roi de Danemarck, Mansfeld et les Hollandais étaient entrés en campagne ; Venise allait envahir le Milanais, le duc de Savoie reprendre l'offensive ; enfin Buckingham vint en France pour solliciter Richelieu de conclure la ligue contre la maison d'Autriche. Mais il fut tout surpris de trouver le cardinal très-froid pour un projet conçu par lui, dont il avait entretenu l'Europe depuis un an, qu'il réduisait maintenant à quelques secours donnés à la Hollande ; et il s'en retourna plein de colère ([1]). Cette froideur s'expliqua bientôt à la grande indignation de tous les alliés de France : un mois après la paix faite avec les huguenots, Louis XIII conclut la paix avec l'Espagne [1626, mars], à Monzon, en Aragon, sous la seule condition que la Valteline serait rendue aux Grisons.

§ IV. Premières intrigues contre Richelieu. — Complot et mort de Chalais. — Persécutions contre les grands. — Richelieu, emporté par la grandeur de ses idées, avait voulu arriver au but, l'abaissement de l'Autriche, avant d'avoir le moyen, l'affermissement du pouvoir en France ; maintenant il savait qu'il ne devait rien brusquer, que l'ennemi était trop fort pour l'assaillir ouvertement, que la royauté ne pourrait avoir d'influence au dehors tant que le dedans ne serait pas soumis ; enfin qu'il fallait, avant de songer à fonder l'équillibre en Eu-

p. 342.) Le cardinal de Retz en dit davantage : voyez ses Mémoires, t. III, p. 237, édit. de 1859.

([1]) On attribue l'espèce d'affront qu'il subit à la jalousie de Richelieu, qui était, dit-on, amoureux aussi d'Anne d'Autriche. « La reine m'a conté, rapporte madame de Motteville, qu'un jour le cardinal lui parla d'un air trop galant pour un ennemi, et qu'il lui fit un discours fort passionné. » (T. I, p. 359.) — On croit que cet amour rebuté fut la cause de la persécution que le cardinal fit supporter à la jeune reine.

rope, établir l'unité en France. Laissant donc ses alliés crier à la trahison, il ajourna ses grands projets à l'extérieur, pour ne penser qu'à l'intérieur. Son crédit, son pouvoir, sa vie même étaient menacés : comment se lancer dans une guerre européenne lorsqu'une intrigue de cour ou un caprice du monarque pouvait le renverser ? « A peine avait-il tourné les regards de son maître vers la raison d'État, que partout bourdonnaient autour de lui les mêmes cabales qui, depuis quinze ans, troublaient la cour et suspendaient l'action du pouvoir. Des enfants, des femmes, des amoureux, venaient se jeter à la traverse des négociations et des projets. Les partis se remuaient avec cette étourderie dont l'impunité leur avait donné l'habitude. Il se vit obligé, non pas de reculer tout à fait, mais de s'arrêter en chemin. Les deux traités faits en même temps avec l'Espagne et les réformés étaient sans honte ; le grand intérêt politique qu'ils avaient voulu aborder demeurait en son entier : ce n'était qu'un atermoiement. Sa première expérience lui avait coûté deux années ; il allait en prendre un autre pour nettoyer en quelque sorte la cour et les avenues du conseil de toutes ces petites menées qui l'importunaient (1). »

La faute du cardinal avait été, dès son arrivée au pouvoir, de démasquer à la fois tous ses plans : ainsi il avait attaqué non-seulement la maison d'Autriche, non-seulement les huguenots, mais aussi les grands. Un édit punit de mort les duellistes, et fut exécuté avec une rigueur extrême ; un autre ordonna [31 juillet 1626] « le rasement des villes fortes, châteaux et forteresses non situés sur les frontières. » On força les gouverneurs des provinces à rendre compte de la perception des impôts, de la police et de la levée des gens de guerre ; on restreignit leur pouvoir en instituant des lieutenants de roi, en leur enlevant leurs attributions judiciaires, en tâchant de faire d'eux des fonctionnaires amovibles. Mêmes changements à la cour : on ne distribuait plus les fonds du trésor aux favoris ; on n'abandonnait plus les secrets du conseil aux bavardages des femmes. Les courtisans s'indignèrent de toutes ces nouveautés, et résolurent de se débarrasser du cardinal, comme ils avaient fait du maréchal d'Ancre. « Tous les grands se joignirent à eux, par déplaisir de voir établir l'autorité royale, et que la liberté leur

(1) Bazin, Hist. de Louis XIII, t. II, p 451.

fût ôtée de la violer impunément comme ils avoient fait depuis longtemps (1). » Ils avaient trouvé ce qui leur manquait précédemment pour donner de la consistance à leurs rébellions, c'était un chef : ils avaient maintenant le frère du roi, Gaston, duc d'Anjou, prince ignorant, envieux, lâche et débauché, qu'ils envenimaient contre son frère en lui montrant l'oubli où il était laissé.

Richelieu s'inquiéta de ces intrigues, et, pour arracher le jeune prince à ses mauvais conseillers, il voulut augmenter son apanage et le marier à mademoiselle de Montpensier, de la maison de Guise, la plus riche héritière du royaume. Ce n'était pas le compte des meneurs, qui projetaient de marier Gaston à une princesse étrangère, afin de lui donner un appui extérieur; et, par le conseil du comte de Chalais, jeune fou sans idées arrêtées, et de la duchesse de Chevreuse (2), intrigante de l'esprit le plus turbulent, Monsieur refusa. Richelieu fit emprisonner le maréchal d'Ornano [1626, 4 mai], gouverneur du jeune prince, qui l'avait engagé à demander l'entrée au conseil. Gaston s'emporta jusqu'à menacer la vie du cardinal, qui, ne se sentant pas encore assuré de l'esprit du roi, offrit de se retirer. Louis le retint : « Assurez-vous, lui dit-il, que je vous protégerai contre qui que ce soit, et ne vous abandonnerai jamais; et quiconque vous attaquera, vous m'aurez pour second. » Et il le laissa modifier le conseil à son gré (3), et lui donna des gardes.

Chalais, interrogé par le cardinal, s'était engagé à ne plus dissuader Monsieur du mariage avec mademoiselle de Montpensier; mais, par le conseil de madame de Chevreuse, dont il était amoureux, il fit tout le contraire. Le complot se reforma : les deux Vendôme, l'un gouverneur de Bretagne, l'autre grand-prieur de France (4), y entraient avec une foule

(1) Richelieu, t. III, p. 49.

(2) Marie de Rohan-Montbazon, veuve du connétable de Luynes; son second mari était un frère du duc de Guise. C'était la favorite de la reine : « elle la forçoit de penser à Buckingham, et lui ôtoit les scrupules qu'elle en avoit. » (Madame de Motteville, t. I, p. 349.)

(3) D'Aligre fut destitué. Gaston s'étant plaint à lui de l'emprisonnement d'Ornano, il s'excusa en disant qu'il n'avait pas participé à cette résolution du conseil. « Monsieur, lui dit Richelieu, quand on a l'honneur d'être admis au conseil du roi, on doit en soutenir les décisions, quand même on auroit une opinion différente. »

(4) Tous deux fils de Henri IV et de Gabrielle d'Estrées.

d'autres seigneurs. Il ne s'agissait pas moins, si l'on en croit Richelieu, que de déclarer le roi inhabile au mariage et au gouvernement, de le détrôner, et de donner sa couronne et sa femme à Gaston; le cardinal aurait été assassiné.

Richelieu fit arrêter les deux Vendôme; et de peur que leur captivité n'excitât des troubles dans la Bretagne ([1]), la cour s'y transporta. Chalais fut arrêté à Nantes et livré à une commission présidée par Marillac, qui avait succédé à d'Aligre. Gaston, intimidé par le cardinal, avoua lâchement la rébellion qu'on lui avait conseillée : il « jura entre ses mains de mourir plutôt que de suivre dorénavant les conseils de ses amis, de révéler toutes les intrigues qui viendroient à sa connoissance et d'affectionner sincèrement tous ceux que Sa Majesté honoreroit de sa confiance. » Il épousa mademoiselle de Montpensier [1626, 5 août], et reçut le duché d'Orléans en apanage. Le malheureux Chalais, qui n'était probablement coupable que d'étourderies, paya pour son maître : vainement il demanda sa grâce au roi dans une lettre où il disait « qu'il n'avoit été de la faction que treize jours, laquelle étoit plutôt pour prendre le grand-seigneur à la barbe que pour troubler l'État ([2]); » vainement Gaston supplia et menaça : « Avec trois conserves et deux prunes de Gênes, dit le cardinal, je chassai toute amertume de son cœur. » Après un procès flagrant d'iniquité, Chalais fut condamné à mort et exécuté [19 août].

Le duc de Vendôme fut dépouillé de son gouvernement et forcé de voyager à l'étranger; on démolit les places intérieures de la Bretagne, et l'on établit, pour mieux surveiller ce pays, une compagnie de commerce dont le cardinal se fit nommer le directeur. Le grand-prieur et d'Ornano moururent en prison; le comte de Soissons ([3]), la duchesse de Chevreuse, le duc de la Valette ([4]), et une foule d'autres personnages, furent bannis du royaume. Enfin la jeune reine fut amenée en plein conseil, blâmée par le roi de ses liaisons avec les conspirateurs, accusée

([1]) On a vu ci-dessus, p. 46, que Vendôme avait épousé la fille du duc de Mercœur, laquelle, par sa mère, descendait des Penthièvre, qui prétendaient des droits au duché de Bretagne depuis la fameuse Jeanne de Blois (t. II, p. 12.)

([2]) Richelieu, t. III, p. 122.

([3]) C'était un prince de la maison de Bourbon; son père était fils de Louis Ier, prince de Condé.

([4]) Fils du duc d'Épernon.

d'avoir désiré un autre mari : « Je n'aurois pas assez gagné au change, » répondit-elle (1). Sa maison fut réformée et l'entrée de sa chambre interdite aux hommes; on lui défendit toute communication avec l'ambassadeur d'Espagne ; on l'entoura d'espions, et on la laissa oubliée et comme captive dans ses appartements. Louis conçut pour sa femme une si grande aversion, et il resta, pendant toute sa vie, si bien convaincu de sa faute, qu'à l'article de la mort il disait d'elle : « En l'état où je suis, je dois lui pardonner, mais je ne dois pas la croire. » Quant à Monsieur, il devint pour lui l'objet de la jalousie la plus soupçonneuse, de la haine la plus mesquine : les moindres démarches de ce prince, si nul et si vicieux, furent interprétées à mal par le malheureux Louis XIII, qui crut toujours que son frère en voulait à son trône, à sa femme et à sa vie (2).

Telle fut la préface de la guerre entreprise par Richelieu contre les grands; et après leur avoir ainsi témoigné que des bavardages de femmes et de jeunes gens pouvaient devenir des crimes de lèse-majesté, il leur montra, l'année suivante, qu'ils étaient aussi petits devant la loi que les moindres sujets, en faisant décapiter le comte de Montmorency-Bouteville et le comte des Chapelles, qui s'étaient battus en duel contre deux autres seigneurs (3). La noblesse s'étonna de tant d'audace; elle s'indigna de se voir persécutée pour des complots qui semblaient dans son droit, pour des actes qui lui semblaient la première de ses libertés; mais elle ne s'effraya pas des échafauds, et continua à poursuivre le ministre de sa haine et de ses conspirations.

§ V. Assemblée des notables. — Richelieu avait exposé tout son plan : guerre contre les grands, contre les huguenots, contre la maison d'Autriche; unité de pouvoir et de nation à l'intérieur

(1) Madame de Motteville, t. I, p. 353.

(2) « Cette grande jalousie du roi fut émue par une chasse où les chiens de Monsieur chassèrent mieux que ceux du roi, et parurent si excellents, qu'après que la meute de Sa Majesté eut un jour failli un cerf dans la forêt de Saint-Germain, les autres y en prirent un le lendemain, nonobstant tout l'art qu'on put honnêtement apporter pour le faire faillir. » (Richelieu, t. V, p. 6.)

(3) Bouteville avait eu vingt-deux duels. Réfugié à Bruxelles et ne pouvant obtenir la permission de rentrer ouvertement en France, il jura qu'il se battrait à Paris, dans la place Royale, en plein jour : ce qu'il fit. Il laissa un fils, qui fut le maréchal de Luxembourg.

et à l'extérieur. Il avait, pour ainsi dire, tâté tous ses ennemis, essayé les forces de la France, son propre pouvoir, le caractère du roi. Mais son gouvernement vigoureux, sévère, vigilant, paraissait si étrange que, pour rendre ses entreprises plus populaires, il résolut de les faire approuver, non par les états généraux, institution qui lui paraissait inutile et anarchique, mais par une assemblée de notables.

Cette assemblée fut très-remarquable; aucun prince ni duc n'y siégeait: il n'y avait que des magistrats, des ecclésiastiques, des gens de petite noblesse et de bourgeoisie [1626, 2 déc.]. Richelieu lui fit passer en revue toutes les parties de l'administration, finances, police, guerre, justice, commerce, etc. On fixa la dette à 30 millions; la recette était de 16 millions et la dépense de 36; on pourvut au déficit en réduisant la maison du roi et les pensions, en faisant rentrer au domaine des biens et droits engagés, qui montaient à plus de 20 millions, en diminuant les garnisons par la démolition des forteresses de l'intérieur, en supprimant les charges de connétable [1] et d'amiral, qui étaient coûteuses, restreignaient le pouvoir royal, et qui, par le contrôle qu'elles exerçaient sur toutes les dépenses de la guerre et de la marine, empêchaient toute unité dans l'administration. On fit des ordonnances en faveur de la petite noblesse, classe brave, modeste et docile, que la royauté prit dès lors sous sa protection. L'armée fut fixée à deux mille hommes de cavalerie et à dix-huit mille hommes d'infanterie; sa solde dut être payée deux tiers par le trésor, un tiers par les provinces, et des règlements de discipline furent établis pour garantir contre ses violences les habitants des villes et des campagnes. Enfin l'on s'occupa de la marine, entièrement négligée jusqu'à cette époque. Richelieu « remontra que l'Espagne, les Pays-Bas, l'Angleterre ne devoient leur grandeur qu'à la mer; que la France, étant destituée comme elle étoit de toutes forces maritimes, en étoit impunément offensée par ses voisins; qu'il n'y avoit royaume si bien situé que le nôtre et si riche de tous les moyens nécessaires pour se rendre maître de la mer [2]. » A cette occasion, il dévoila à l'assemblée, comme il l'avait déjà dévoilé au roi, le mystère de la grandeur de la France, son

[1] Lesdiguières était mort le 28 septembre 1626.
[2] Richelieu, t. III, p. 258.

admirable position, ses richesses, le rôle qu'elle devait jouer, et ses paroles furent accueillies par des acclamations unanimes : « Il nous faut une marine, dit-il ; de la puissance de la mer dépend l'abaissement de l'orgueil d'Angleterre et de Hollande contre nous, et la ruine des huguenots [1]. » Il fut résolu qu'on équiperait une flotte de quarante-cinq vaisseaux qui resteraient toujours armés et prêts à mettre en mer. Puis l'assemblée fit des règlements de commerce et de douanes ; et, sous prétexte que la France peut se passer de ses voisins sans que ses voisins puissent se passer d'elle, elle demanda le haussement des péages, en émettant le vœu que l'entrée fût absolument interdite aux draps des Anglais, aux épiceries des Hollandais, aux soiries du Levant, aux chevaux de l'Allemagne. Le système des prohibitions commerciales était indispensable, non-seulement aux progrès de l'industrie française, mais à la formation même de la nationalité, et il était suivi depuis Louis XI avec l'approbation universelle. Richelieu prit sous sa direction spéciale la marine et le commerce, en se donnant les fonctions d'amiral, sous le titre pacifique de grand-maître de la mer, de la navigation et du commerce.

§ VI. Suites de la guerre de Trente-Ans. — Période danoise. — Pendant que le cardinal était absorbé par les affaires de l'intérieur, la deuxième période de la guerre de Trente-Ans commençait. Les ennemis que les subsides et les promesses de la France avaient soulevés en Allemagne contre la maison d'Autriche, c'est-à-dire le roi de Danemarck, le cercle de Basse-Saxe, Mansfeld et Brunswick, étaient entrés en campagne [1625]. Ferdinand leur opposa Tilly et les forces de la Ligue catholique ; mais, comme cette ligue lui faisait sentir ses services, il voulut avoir une armée dépendante de lui seul, avec laquelle il pût, dans l'avenir, dominer l'Allemagne entière. Un seigneur de Bohême qui s'était rendu célèbre dans cette guerre, Walstein, lui proposa de lever une armée de quarante mille hommes, sans qu'il lui en coûtât un ducat pour l'équiper et la nourrir : c'était annoncer que les brigandages de Mansfeld allaient être exécutés sur une plus grande échelle et avec l'autorité impériale. Ferdinand accepta. En quelques jours, trente mille Croates, Polonais, Allemands, se réunirent à Walstein, et marchèren

(1) Richelieu, t. III, p. 226.

avec lui de la Bohême sur l'Elbe inférieur pour menacer le Danemarck, pendant que Tilly rejetait Christian sur le Wéser. Mais celui-ci fut joint par Mansfeld et Brunswick; son armée s'éleva à soixante mille hommes, et il reprit l'offensive. Brunswick fut chargé de s'emparer du cours du Wéser, Mansfeld de passer l'Elbe, de soulever la Silésie et l'Autriche, et de se joindre à Gabor qui avait repris les armes; Christian devait rester seul opposé à Tilly.

Ce vaste plan ne réussit pas : Brunswick s'empara des villes du Wéser; mais il mourut, et ses conquêtes furent perdues. Mansfeld fut battu, à Dessau, par Walstein [1626, 25 avril]; il rétablit son armée, entra dans la Silésie, battit les Impériaux à Oppeln, pénétra dans la Moravie et menaça Vienne. Walstein le suivit et l'atteignit sur le Waag; mais il n'y eut pas de bataille : les deux armées étaient ravagées par la peste. Mansfeld, abandonné par Gabor, licencia ses troupes et alla mourir en Bosnie. Pendant ce temps, Christian, voulant rejeter Tilly au delà du Wéser, fut battu à Lutter [27 août], perdit dix mille hommes, et ne put réunir ses débris qu'à Wolfenbuttel.

Walstein revint de la Hongrie par la Silésie en grossissant son armée; il se joignit à Tilly : les protestants furent partout repoussés. Les deux généraux descendirent l'Elbe; et pendant que Tilly pénétrait dans le Hanovre, Walstein s'empara de la Poméranie et du Mecklembourg, entra dans le Holstein, et força Christian à s'embarquer avec les débris de son armée [1627].

Ainsi la deuxième confédération protestante était vaincue; l'empereur et la Ligue couvraient de cent soixante mille hommes le nord de l'Allemagne, livré à tous les ravages d'une soldatesque barbare. Walstein demanda à Ferdinand l'investiture des duchés de Mecklembourg, en disant « qu'il n'étoit plus besoin ni d'électeurs ni de princes, et que, de même qu'en France et en Espagne on ne voyoit que le roi seul, de même en Allemagne il ne devoit y avoir qu'un maître. » L'empereur, sans tenir compte de la soumission des ducs de Mecklembourg, les dépouilla de leurs États, qu'il donna à Walstein.

§ VII. L'Angleterre déclare la guerre a la France. — Troisième révolte des huguenots. — Siége de la Rochelle. — Paix d'Alais. — C'était principalement au traité de Monçon qu'on devait ces désastres : les subsides de la France et les secours de l'Angleterre n'étaient pas arrivés; les Vénitiens et le duc de

Savoie étaient rentrés chez eux ; la Hollande avait résisté avec peine aux armes des Espagnols. La faute était donc à Richelieu, qui, le premier, avait abandonné cette coalition qu'il avait formée. Aussi, dès que la mort de Chalais l'eut débarrassé des troubles intérieurs, chercha-t-il à regagner les alliés que le traité de Monçon lui avait fait perdre. Il donna des subsides aux Provinces-Unies, il négocia un accommodement entre l'électeur palatin et le duc de Bavière, il intéressa au sort du roi de Danemarck les princes catholiques ; mais il ne put ramener à lui l'Angleterre, qui allait le forcer à ajourner encore son intervention en Allemagne.

Depuis l'avénement des Stuarts, l'Angleterre s'était arrêtée dans la voie de prospérité où l'avait lancée la grande Élisabeth. Les rois de la nouvelle dynastie, faibles, capricieux, imbus d'idées despotiques, cachant mal leur penchant au catholicisme par leurs persécutions contre les catholiques, n'avaient rien de cette fixité de vues, de cette persévérance, de toutes ces qualités solides qui ont fait la grandeur de la nation anglaise. Charles Ier était, comme son père, gouverné par Buckingham, « homme sans vertu et sans études, disait Richelieu, mal né et plus mal nourri, » qui mêlait ses galanteries aux affaires d'État, qui outrait le faste et la frivolité des seigneurs français, qui était enfin pour les Anglais, sévères et tout positifs, un véritable fou, détesté et méprisé de tous. Plusieurs parlements demandèrent le renvoi du favori, et, pour l'obtenir, ils refusèrent des subsides. Le roi les cassa, avec une légèreté digne de son ministre ; il essaya de gouverner en suppléant aux impôts par des taxations arbitraires, et il engagea ainsi avec la nation une lutte dont il devait être la victime.

La femme de Charles Ier, esprit remuant et ambitieux, se croyait appelée à restaurer le catholicisme en Angleterre, et elle blessa tous les préjugés de la nation par son ardent prosélytisme et le cortége de prêtres français qui l'avait suivie. On accusa le roi de penchant pour le papisme, on blâma l'abandon où il laissait les protestants d'Allemagne, on lui reprocha les vaisseaux qu'il avait donnés pour réduire les huguenots français. Charles et son ministre se virent en butte à tant de haines, que, pour donner satisfaction à l'opinion populaire, ils chassèrent brutalement tous les prêtres et domestiques de la reine, renouvelèrent les persécutions contre les papistes [1627], et cherchèrent à exciter

une guerre religieuse en France. Louis XIII regarda le renvoi des domestiques de Henriette et les intrigues des Anglais avec ses sujets comme des insultes; mais Buckingham en refusa toute réparation : il voulait se venger du traité de Monçon et se rendre agréable aux Anglais par une guerre de religion; d'ailleurs cet extravagant pensait que la guerre lui permettrait de revenir en France et d'y voir la reine Anne, dont il était amoureux. Vainement Richelieu lui représenta qu'une rupture si absurde était la ruine des protestants d'Allemagne. Buckingham prétendit que l'Angleterre était garante des traités faits avec les réformés de France, et que, ces traités étant violés, c'était à elle à les défendre. Et il prépara une flotte formidable.

L'Espagne, pleine de joie de cette querelle inespérée, poussait les deux puissances à la guerre, offrant même à la France l'assistance de ses vaisseaux pour vaincre le roi hérétique; mais c'était avec une duplicité qu'elle déguisait avec peine : « D'un côté les protestants, écrivait Philippe à son ambassadeur, de l'autre côté l'Angleterre, c'est le meilleur moyen de faire sentir au cardinal et même de lui faire acheter par des concessions en Italie notre puissante assistance. Trompez-le si bien qu'il nous en revienne quelque avantage [1]. » Richelieu, menacé d'une guerre civile et d'une guerre maritime, fut encore obligé d'ajourner ses projets sur l'Allemagne; il rechercha même l'amitié de l'Espagne, et amena cette puissance à un traité « pour envahir en commun l'Angleterre, y détruire l'hérésie et rétablir partout la religion romaine; » le roi catholique devait lui fournir cinquante vaisseaux et quinze mille soldats. Il savait que l'Espagne ne tiendrait pas cet engagement; mais tout ce qu'il voulait d'elle, c'était sa neutralité, et il l'avait obtenue.

La flotte anglaise mit à la voile sous les ordres de Buckingham : elle était forte de quatre-vingt-dix vaisseaux montés par seize mille hommes, dont trois mille réfugiés français, et elle aborda dans l'île de Rhé [1627, 23 juillet]. Les huguenots, depuis la dernière paix, avaient tâché de réparer les pertes qu'ils avaient faites à l'intérieur en mettant toute leur puissance sur la mer; ils visaient à la fortune des Hollandais, et avaient à la Rochelle plus de cent vaisseaux montés par de hardis pirates. Mais ils n'étaient nullement préparés à recommencer la guerre; et

(1) Archives de Simancas, d'après Capefigue, Hist. de Richelieu, t. IV, p. 213-217.

malgré les sollicitations de Soubise, qui était sur la flotte anglaise, la Rochelle refusa d'abord de se déclarer. L'île de Rhé était mal fortifiée ; mais Toiras, qui en était gouverneur, se retira dans la citadelle Saint-Martin avec cinq à six cents hommes et y fit une vigoureuse défense. De la prise de cette île dépendait le sort de la Rochelle et de la guerre que les Anglais venaient si follement d'entreprendre ; aussi dès les premières nouvelles, Richelieu, « au risque de sa fortune et de sa réputation, » se chargea de la sauver : prenant les premiers fonds sur ses propres biens, il envoya des vivres, des munitions, des hommes avec tant de rapidité, que les premiers secours arrivèrent avant que Toiras ne les eût demandés. Lui-même partit avec le roi, en se faisant précéder d'une déclaration qui assurait la liberté de conscience aux religionnaires qui ne prendraient pas les armes. La Rochelle voulut faire ses conditions : on les rejeta ; alors elle se décida à une alliance offensive et défensive avec le roi d'Angleterre ; tout le parti huguenot se souleva, et Rohan commença une guerre très-active dans le Languedoc.

Le cardinal se fit général, ingénieur, administrateur : il pourvut à l'arrivée des soldats, des vaisseaux, des canons, des munitions : il traça le plan du blocus de la ville, ordonna la marche des troupes et des vivres qu'il fallait jeter dans Rhé, s'occupa des plus minces détails avec un sens et une vigilance admirables. Son digne lieutenant était Sourdis, évêque de Maillezais, général des galères de France (1), et après lui l'évêque de Mende et l'abbé de Marsillac, chargés principalement d'approvisionner Saint-Martin. Un secours échouait, vingt autres étaient à l'instant préparés. Le cardinal versait l'argent et les récompenses à pleines mains ; il communiquait son ardeur aux matelots et aux soldats ; *passer ou mourir* était le mot d'ordre que tout le monde répétait. A force de hardiesse et de persévérance, et malgré la flotte anglaise, on parvint à jeter dans Rhé six mille hommes commandés par Schomberg ; et les Anglais, après une bataille sanglante [1627, 8 nov.], furent forcés de se rembarquer, laissant quatre mille morts avec leurs canons et leurs bagages. Ce fut un coup mortel pour les Rochelais ; mais leur ville était très-forte, tous les hommes énergiques du parti

(1) Voyez la correspondance du cardinal avec Sourdis, dans Capefigue, t. IV, et les Mém. de Richelieu, t. IV.

s'y étaient retirés ; enfin leurs vaisseaux tenaient la mer libre et pouvaient recevoir les secours de l'Angleterre : ils se résolurent donc à une résistance désespérée, et, pour le témoigner, ils prirent pour maire Guiton, marin farouche et intrépide, ennemi déclaré de la domination royale, qui, en entrant en charge, jura de poignarder le premier qui parlerait de se rendre.

Après la délivrance de Rhé, tous les efforts de Richelieu se portèrent contre la Rochelle. Quand il résidait dans son évêché de Luçon, il « avoit pensé souvent, dit-il lui-même, dans sa profonde paix, aux moyens de rendre cette place à l'obéissance du roi (¹). » Il l'enveloppa par une ligne de circonvallation de trois lieues, garnie de forts et défendue par vingt-cinq mille hommes; puis, pour l'isoler de cet Océan dont elle était si fière, de ces Anglais qu'elle appelait ses frères et voisins, il fit jeter dans le goulet par lequel on pénètre dans la baie de la Rochelle une digue de sept cents toises de longueur, ouvrage gigantesque, achevé par les soins de Metezeau, architecte du roi, et de Tiriot, maçon de Paris. Cette digue, garnie de quatre forts et de plusieurs batteries, était protégée, du côté de la ville, par une palissade flottante de trente-sept navires liés ensemble ; du côté de la mer, par une ligne de vingt-quatre vaisseaux enchaînés et couverts de canons ; elle avait une ouverture vers le milieu pour les marées ; mais cette ouverture était embarrassée de soixante vaisseaux maçonnés et coulés à fond, d'estacades flottantes et d'un fortin en bois; enfin trente vaisseaux et soixante petits bâtiments défendaient la baie, et les côtes étaient hérissées d'artillerie (²).

Des travaux si extraordinaires témoignaient que Richelieu était décidé à en finir avec le calvinisme : aussi tous les ennemis de la France avaient les yeux sur la Rochelle, et désiraient lui porter assistance. L'Espagne, sommée d'envoyer ses vaisseaux, mit en mer trente-deux navires délabrés : « Encore cette flotte se défendit-elle de venir tant que les Anglois furent en Rhé ; mais elle ne manqua pas de le faire aussitôt qu'elle fut assurée qu'ils n'y étoient plus ; et dès qu'il s'éleva un faux bruit que Buckingham revenoit, elle s'en alla (³). » Une nouvelle

(¹) Richelieu, t. IV
(²) Id., ibid.
(³) Fontenay, t. II, p. 66.

flotte anglaise, forte de quatre-vingt-huit vaisseaux, arriva (1628, 18 mai); mais, pendant quinze jours, elle canonna la digue sans pouvoir la forcer, et elle s'en retourna au moment où Richelieu avait tout ordonné pour lui livrer bataille. La famine commençait à ravager la ville; mais les habitants continuaient à se défendre: « Ces gens-là, dit Fontenay, ne s'étoient pas laissé réduire à de telles extrémités par le seul motif de la religion et de la liberté, mais aussi parce que le bon état où ils pensoient être par le moyen de leurs grandes fortifications, de leur union avec tous les huguenots de France et des intelligences qu'ils avoient à l'étranger, les avoit tellement enorgueillis, que, ne reconnoissant le roi qu'autant qu'il leur plaisoit, ils croyoient impossible qu'il pût leur pardonner (1). »

Le cardinal, à qui Louis XIII avait délégué tout son pouvoir, ne perdait pas de vue un seul instant cette proie tant convoitée, si nécessaire à ses projets, au prix de laquelle était toute sa fortune; il savait que « tant que les huguenots auroient le pied en France, le roi ne seroit jamais le maître au dedans, ni ne pourroit entreprendre aucune action glorieuse au dehors, aussi peut rabattre l'orgueil des grands, qui regardoient toujours la Rochelle comme une citadelle, à l'ombre de laquelle ils pourroient témoigner et faire valoir impunément leur mécontentement (2). » Aussi les seigneurs craignaient-ils la réduction de cette ville, frein de l'autorité royale, autant que les criminels la ruine de leur asile. « Vous verrez, disait le maréchal de Bassompierre, que nous serons assez fous pour prendre la Rochelle. » « Le mot fit fortune, ajoute Fontenay-Mareuil, non-seulement dans le camp, mais dans la ville, où les huguenots s'entendirent avec quelques chefs pour faire entrer des vivres, comme au siége de Paris par Henri IV; mais le cardinal fit cesser ce manége (3). »

Le siége durait depuis quatorze mois : la ville était réduite aux dernières extrémités; la moitié de la population avait péri, il ne restait plus que cent cinquante-quatre hommes de la garnison; mais Guiton était inébranlable : « Pourvu qu'il y ait un homme pour fermer les portes, disait-il, cela suffit. »

(1) Fontenay, t. II, p. 120.
(2) Richelieu, t. II, p. 43 et 518.
(3) Fontenay, t. II, p. 74.

Buckingham fit un nouvel armement de cent quarante voiles; mais au moment du départ, il fut assassiné [1628, 23 août], et lorsque la flotte arriva, la Rochelle négociait pour se rendre. Les Anglais essayèrent néanmoins de forcer la digue [1er oct.], mais leurs efforts furent inutiles; et les assiégés ayant capitulé [28 oct.], ils s'en retournèrent. La ville obtint liberté de conscience; mais on bannit ses principaux habitants, on démolit ses murailles, on abolit ses priviléges municipaux, on lui imposa une garnison et une administration royale; son port fut ruiné, sa rude population de marins anéantie; et cette cité, qui avait été en révolte presque continuelle depuis Louis XI, cette autre Amsterdam, qui avait tenu en échec toutes les forces de la France, ne s'est jamais relevée de sa chute. La prise de la Rochelle fut un coup mortel à l'hérésie, aux idées d'indépendance du Midi, aux désirs de rébellion des grands; elle n'apporta pas seulement à la France le repos intérieur, mais la liberté de ses mouvements à l'extérieur; enfin « elle fonda tout à fait la puissance du prélat, ministre, amiral et général d'armée, jusqu'ici incertaine et contrariée, dépendante encore de la reine-mère, réduite à des hésitations et à des complaisances, maintenant établie sur le roi par l'autorité d'un grand service, sur le royaume par l'estime ou la crainte, au dehors par une éclatante renommée (1). » L'Angleterre fit la paix avec la France [1629, 24 avril].

Pendant le siége de la Rochelle, deux armées, commandées par Condé et Montmorency, parcouraient le Languedoc et y commettaient d'horribles ravages. Rohan, voyant son parti indocile et découragé et l'Angleterre qui se retirait de la guerre, eut recours à l'Espagne: il signa avec cette puissance un traité par lequel il se mettait à sa solde avec quatorze mille hommes, moyennant 340,000 ducats par an; « et dans le cas où lui et les siens pourroient se rendre assez forts pour se cantonner et former un État à part, » il s'engagea à laisser liberté de conscience aux catholiques (2). Richelieu, irrité de ce traité, par lequel l'Espagne cherchait à rendre à la France l'équivalent de la république hollandaise, envoya de nouvelles troupes dans le Midi; et, après une expédition en Italie dont nous allons

(1) Bazin, t. II, p. 456.
(2) Le traité est dans Dumont, t. V, part. 2, p. 582.

parler, le roi marcha contre les rebelles avec cinquante mille hommes partagés en six corps. Privas fut prise d'assaut [1629, 27 mai], incendiée, détruite, et l'on envoya ses habitants aux galères. La plupart des autres villes, effrayées de cette rigueur, se rendirent. Des colonnes dévastatrices parcouraient les Cévennes, brûlant les villages, détruisant les châteaux, massacrant tout ce qui résistait. Enfin, après la prise d'Alais, les huguenots s'humilièrent, et la paix fut conclue [27 juin]. Ce fut la dernière paix de religion, et le gouvernement ne traita plus avec ses sujets de puissance à puissance. On laissa aux protestants la liberté du culte, mais on leur enleva leurs places de sûreté, on détruisit leurs forteresses, on abolit leurs assemblées, leurs priviléges, leur organisation par églises. Ils cessèrent de former un État dans l'État; ils ne furent plus un parti politique, mais une secte dissidente; ils ne furent plus les ennemis du roi, mais ses sujets. Vaincus et regardés encore avec défiance, ils firent oublier par leur soumission leur humeur de révolte, perdirent leurs idées républicaines, et concoururent désormais à la prospérité générale. Les grands n'avaient plus d'armée, le temps de leur défaite définitive n'était pas éloigné; mais des événements survenus en Italie appelaient auparavant les soins de Richelieu à l'extérieur.

§ VIII. Succession de Mantoue. — Délivrance de Casal. — Traité de Ratisbonne. — Vincent II, duc de Mantoue et marquis de Montferrat, étant mort sans postérité [1627], laissa ses États à son plus proche parent, Charles de Gonzague, duc de Nevers, d'une famille qui, depuis un demi-siècle [1], était devenue française. Le duc de Savoie prétendit des droits au Montferrat, le duc de Guastalla au Mantouan. Tous deux furent soutenus par la maison d'Autriche: l'empereur mit les États contestés sous le séquestre; le roi d'Espagne envoya une armée dans le Montferrat, qui assiégea Casal [1628]. L'Italie fut alarmée: et « tout accroissement de l'empereur ou du roi d'Espagne en Italie étoit de si dangereuse conséquence pour la France, » que Richelieu hésita s'il n'abandonnerait pas la Rochelle pour secourir Casal. C'était le désir du pape, qui suppliait Louis XIII de s'opposer à l'agrandissement de l'Autriche: « Le siége du boulevard des huguenots, écrivait-il, n'est pas plus agréable à Dieu qu'une

(1) Voyez p. 30.

intervention dans l'affaire de Mantoue. » Mais Casal avait des vivres et une bonne garnison ; Richelieu voyait que l'Espagne voulait le distraire de la destruction des huguenots ; il se contenta de négocier en faveur de Gonzague, et pressa le siége de la Rochelle.

Dès que cette ville fut prise, le roi, avec toute son armée, se dirigea sur les Alpes [1629, 15 janv.] : Casal tenait encore ; mais le duc de Savoie refusa le passage. On franchit le mont Genèvre et l'on attaqua [6 mars] le pas de Suze, défilé formidable où quelques centaines d'hommes pouvaient en arrêter cent mille. En un quart d'heure ce défilé, avec ses retranchements, ses forts, ses défenseurs, fut emporté, et l'on envahit le Piémont. Le duc de Savoie demanda la paix [11 mars] ; il fut forcé de livrer Suze, de ravitailler Casal ; et les Espagnols levèrent le siége de cette ville en promettant de laisser Charles de Gonzague paisible possesseur de ses États.

Richelieu ne se fiait pas à ce traité ; mais il lui fallait revenir en France pour achever la destruction des huguenots : il laissa douze mille hommes dans Casal et dans Suze, forma une ligue avec Venise et les ducs de Mantoue et de Savoie pour la défense de l'Italie, et repassa les monts. Aussitôt la maison d'Autriche, croyant toutes les forces de la France occupées dans le Languedoc, et d'ailleurs fière de la paix qu'elle imposait alors au roi de Danemarck, leva trois armées [juin] : la première envahit le pays des Grisons ; la deuxième, forte de trente-cinq mille hommes, entra dans le Mantouan ; la troisième, forte de dix mille hommes et commandée par Spinola, occupa le Montferrat. Casal et Mantoue furent assiégées ; le duc de Savoie se mit secrètement d'accord avec les Espagnols. « On montrera aux Italiens qu'il y a encore un empereur, » disaient les Autrichiens.

Richelieu pressa ses alliés de commencer les hostilités et fit de grands apprêts de guerre : il envoya vingt-cinq mille hommes dans les Alpes, et vingt mille en Champagne, où l'on craignait une attaque des Espagnols ; lui-même résolut de prendre le commandement de l'armée d'Italie, afin que, « portant l'ombre du roi, » la guerre fût poussée avec vigueur et célérité. Mais la cour l'embarrassait des plus basses intrigues ; la reine-mère, toujours mue par ses haines ou ses affections particulières, ne voulait pas qu'on secourût le duc de Mantoue ; tous les courti-

sans, les femmes et jusqu'aux plus bas domestiques ne parlaient que de paix ; nul ne comprenait l'importance que le cardinal attachait au Mantouan et au Montferrat, chétives possessions éloignées de la France. Il fallut qu'il montrât au roi que Casal et Mantoue étaient les citadelles de l'Italie, les premières positions militaires du bassin du Pô [1] ; et la guerre fut résolue. Richelieu partit [1629, 29 déc.] avec le titre de « lieutenant général représentant la personne du roi ; » il avait quitté la robe de pourpre pour prendre l'équipement militaire [2] ; sous lui étaient le cardinal la Valette, les maréchaux de Montmorency, de Schomberg et de Bassompierre, et pour lieutenant chargé de l'administration Sourdis, devenu archevêque de Bordeaux. Le duc de Savoie prétendit rester neutre, et refusa non-seulement de ravitailler Casal, mais de livrer chemin aux Français pour secourir cette place. Le cardinal, décidé à s'emparer sur cet allié infidèle des passages de l'Italie, franchit les Alpes par Suze, et feignit de marcher sur Turin ; puis il se retourna brusquement, assiégea Pignerol et la força de se rendre [1630, 10 mars]. Spinola accourut à la défense du Piémont, et, par ses forces supérieures, il arrêta les progrès des Français. Louis XIII prit alors le commandement et conquit toute la Savoie ; mais il tomba malade et laissa l'armée au duc de Montmorency, qui battit les Espagnols à Veillane et s'empara du marquisat de Saluces [10 juillet]. Cependant Mantoue avait été prise ; Casal était vivement pressée ; les Français étaient diminués par les maladies ; l'on attendait de l'armée de Champagne des renforts, et de Paris des sommes d'argent que le maréchal de Marillac et le chancelier, son frère, à l'instigation de la reine-mère, n'envoyaient pas. Richelieu, inquiet des intrigues de ses enne-

(1) Voyez ma *Géographie militaire*, p. 330 et 333 de la 4e édition. — Aujourd'hui Casal est remplacée par Alexandrie.

(2) « Il étoit, dit Pontis, revêtu d'une cuirasse de couleur d'eau et d'un habit de couleur de feuille morte, sur lequel il y avoit une petite broderie d'or. Il avoit une belle plume autour de son chapeau. Deux pages marchoient devant lui à cheval, dont l'un portoit ses gantelets et l'autre son habillement de tête. Deux autres pages marchoient aussi à cheval à ses côtés, et tenoient chacun par la bride un coureur de prix ; derrière lui étoit le capitaine de ses gardes. Il passa en cet équipage la rivière Doria, à cheval, ayant l'épée au côté et deux pistolets à l'arçon de sa selle. Et lorsqu'il fut passé à l'autre bord, il fit cent fois voltiger son cheval devant l'armée, comme s'il eût pris plaisir à faire voir qu'il sçavoit quelque chose dans cet exercice. » (Mém. t. II, p. 4, édit. de 1715.)

mis, conclut une trêve par l'entremise de l'abbé Mazarini [2 sept.], envoyé de la cour de Rome, esprit souple et délié, qui fut dès lors distingué par lui et devint le continuateur de son œuvre. A l'expiration de cette trêve, les graves événements qui se passaient en Allemagne décidèrent l'Autriche, comme nous allons le voir, à faire une paix définitive : ce fut la paix de Ratisbonne [1630, 25 oct.].

§ IX. Affaires d'Allemagne. — Diète de Ratisbonne. — Période hideuse de la guerre de Trente-Ans. — Le roi de Danemarck ne s'était pas relevé de ses défaites : « il étoit si saoul de la guerre, si peu secouru du roi de France, alors occupé au siége de la Rochelle ; il voyoit l'Anglois devenu si peu sage par son malheur, si foible par les différends d'entre lui et son parlement, si peu affectionné au bien général de la chrétienté, qu'il crut être obligé de recevoir la paix du vainqueur ([1]). » Tout l'empire était alors épouvanté des ravages de Walstein et de ses soldats. Richelieu envoya l'un de ses plus habiles négociateurs, Girard de Charnacé, aux électeurs catholiques, pour leur remontrer les dangers de l'Allemagne, si l'on n'accordait une paix honorable au roi de Danemarck, et l'empereur modéra ses prétentions [1629, 27 mai]. Christian recouvra ses provinces, sous condition qu'il ne se mêlerait plus des affaires de l'empire ; mais les ducs de Mecklembourg restèrent dépouillés ; le Brandebourg, la Poméranie et la Basse-Saxe furent occupés par des garnisons impériales ; enfin Ferdinand publia l'*édit de restitution*, par lequel, donnant force de loi à la réserve ecclésiastique, il ordonnait aux protestants de rendre les biens du clergé dont ils s'étaient emparés depuis 1555.

Cet édit répandit la terreur en Allemagne, et il fut mis à exécution avec tant de rigueur que la maison d'Autriche semblait résolue à la ruine des protestants : les couvents, abolis depuis soixante-dix ans, étaient rendus aux anciens ordres, les évêchés souverains rétablis au profit des princes autrichiens, les possesseurs des domaines ecclésiastiques chassés et proscrits. C'étaient les soldats de Walstein qui étaient les exécuteurs de cet immense bouleversement : la vie et les biens des nobles et des bourgeois se trouvèrent à la merci de ces brigands ; plusieurs villes furent prises d'assaut. Il n'y avait jamais eu en

([1]) Richelieu, t. v, p. 109.

Allemagne un pareil abus de la force ; jamais un pays n'avait été livré, par celui qui en était le chef, à la discrétion d'armées si nombreuses, si rapaces, si barbares. Catholiques et protestants étaient également saisis d'horreur pour les soldats de l'empereur, pour son général, pour l'empereur lui-même.

Ferdinand tendait ouvertement à faire de l'Allemagne une monarchie absolue et héréditaire ; et comme la Ligue catholique le gênait par les services qu'elle lui avait rendus, son esprit d'indépendance, les talents et l'ambition de son chef, il lui ordonna de licencier ses troupes, afin de laisser le champ libre aux soldats de Walstein. La maison d'Autriche était devenue si orgueilleuse qu'elle avait réuni contre elle la plupart des États catholiques, et que le saint-siége lui-même oubliait, dans l'intérêt de son indépendance, cette restauration du catholicisme, qui n'était plus qu'un voile à l'ambition des princes autrichiens. Aveuglée par ses succès, elle menaçait Venise de ruine, le pape du siége de Rome et des soldats de Walstein, la France des cosaques de la Pologne et de la reprise des Trois-Évêchés. Il n'y avait plus de salut pour l'Europe que dans une politique entièrement protestante.

Richelieu examinait cet état de choses avec anxiété, cherchant une épée pour arrêter la maison d'Autriche. Les affaires d'Italie, et surtout les troubles intérieurs de la France, lui interdisaient d'intervenir directement dans la querelle ; le roi d'Angleterre s'était mis hors de la question par ses démêlés avec son parlement ; les Pays-Bas avaient assez à faire de se défendre eux-mêmes ; les protestants d'Allemagne étaient tellement comprimés, qu'ils n'osaient plus même implorer l'aide de la France ; les catholiques allaient être bientôt réduits à la même soumission tremblante ; le roi de Danemarck, tout froissé de ses défaites, se tenait caché dans ses États ; il ne restait plus que le roi de Suède.

La Suède, pauvre, inculte, mal peuplée, n'avait jusqu'alors joué de rôle que dans l'Europe septentrionale ; elle se consumait en guerres obscures avec ses voisins ; elle avait conquis la Livonie, la Courlande, la Prusse polonaise ; elle visait à la domination de toute la Baltique. Gustave-Adolphe, petit-fils de Gustave Wasa [1], était monté sur le trône de Suède en 1611, à

[1] Gustave Wasa laissa trois fils, qui tous trois régnèrent après lui : Éric XIV

l'âge de dix-sept ans : c'était un nomme droit, simple, plein de grandeur d'âme, de génie pour la guerre, de zèle pour la réforme, qui depuis longtemps avait le projet de secourir les protestants d'Allemagne. Il n'avait aucun droit à s'immiscer dans les affaires de l'empire, mais il savait que la liberté des États du Nord était compromise si la maison d'Autriche en venait à ses fins; il s'inquiétait, d'après ses projets de domination sur la Baltique, de voir la Poméranie et le Mecklembourg aux mains de Ferdinand, et Walstein qui prenait le titre d'amiral des mers du Nord ; il s'irritait des secours que l'empereur donnait contre lui à Sigismond de Pologne ; enfin il pouvait, en réunissant à lui les États protestants, se créer, au nord de l'Allemagne, une puissance qui balancerait la puissance autrichienne, et peut-être même arriverait à transformer le saint-empire romain en empire protestant. Richelieu lui envoya Charnacé [1630], qui fit d'abord conclure entre la Suède et la Pologne une trêve de six ans, et qui ensuite offrit à Gustave l'alliance de la France. Celui-ci accepta : il s'engagea à rétablir les choses, en Allemagne, sur le pied où elles étaient avant la guerre ; à se conformer, en matière de religion, aux lois de l'empire ; à laisser accès à la Ligue catholique pour entrer dans son alliance ; il devait tenir sur pied trente mille fantassins et six mille chevaux, et la France lui donnait un subside annuel de 1,200,000 livres (1). Gustave, ayant obtenu l'assentiment de ses États, s'embarqua avec quinze mille hommes. Le succès de son audacieuse entreprise résidait moins dans la puissance de son royaume et les subsides de son allié que dans son génie, le nom de la France et l'oppression des Allemands. Déjà les princes catholiques, sollicités par Richelieu, commençaient à se souveler contre le despotisme de l'empereur; l'on comptait que Gustave verrait accourir à lui la moitié de l'Allemagne, « qui le désiroit comme un Messie et donneroit son cœur pour nourrir son armée (2). »

Jean III, Charles IX. Jean III avait laissé un fils, Sigismond, qui lui succéda et fut aussi élu roi de Pologne. Ce fut ce Sigismond qui rétablit le catholicisme en Pologne et essaya de le rétablir en Suède. Les Suédois se révoltèrent, le chassèrent du trône et prirent pour roi Charles IX. Sigismond fit vainement la guerre pour recouvrer le trône de Suède. Charles IX eut pour successeur son fils Gustave-Adolphe, qui continua la guerre contre Sigismond.

(1) Le traité ne fut signé qu'à Berenwald en Brandebourg, le 13 janvier 1631.

(2) Richelieu, t. IV, p. 402.

Ferdinand, aveuglé par ses succès, ne s'alarma ni des apprêts de Gustave, ni des menaces de la France, ni de la résistance que lui opposait la Ligue catholique. Il assembla une diète à Ratisbonne [1630, juin], moins pour faire droit aux clameurs de tous les princes contre les ravages des soldats impériaux que pour les engager à se déclarer contre la France et la Suède, et pour faire nommer son fils roi des Romains. Mais, au lieu du triomphe qu'il attendait, la diplomatie française souleva une violente tempête contre lui, ses soldats et surtout son général. Richelieu avait envoyé à la diète, pour éclairer les électeurs sur la question de Mantoue, l'ambassadeur Léon Brulart et le capucin Joseph du Tremblay, confident intime de ses pensées, négociateur d'un esprit froid, souple, séduisant. Ces deux hommes s'emparèrent si complétement de la Ligue catholique et des princes protestants, « qu'on disoit que les électeurs étoient autant au roi de France qu'étoient le cardinal et ses gens (1). » Par leurs conseils, la diète demanda le renvoi de Walstein et le licenciement de ses troupes, et elle déclara qu'elle se séparerait à l'instant si l'empereur « ne brisoit la verge sanglante qui flagelloit l'Allemagne. » Ferdinand fut forcé de céder : il rappela Walstein, licencia son armée qui fut réduite à trente mille hommes, et autorisa la Ligue à garder une armée d'égale force. Ces soixante mille hommes devaient s'opposer à la descente des Suédois, et le commandement en fut donné non au fils de l'empereur, comme celui-ci le demandait, mais à Tilly, général de la Ligue et sujet du duc de Bavière.

Grâces à ces concessions, Ferdinand espérait faire nommer son fils roi des Romains ; mais les électeurs refusèrent nettement de procéder à l'élection. Il en témoigna la plus vive colère : « Un pauvre capucin, disait-il du père Joseph, m'a désarmé avec son chapelet ; le perfide a su faire entrer dans son étroit capuchon six bonnets électoraux (2). » Ce ne fut pas tout. La diète déclara « qu'elle improuvoit la guerre d'Italie ; elle demanda que justice fût rendue au duc de Mantoue, et que tout sujet de jalousie fût ôté au roi très-chrétien (3). » A cette époque, la trêve conclue par l'abbé Mazarini venait d'expirer, et Richelieu

(1) Richelieu, t. v, p. 361.
(2) Hist. du père Joseph, t. II, p. 98.
(3) Richelieu, t. v, p. 518.

dirigeait des forces considérables sur Casal. Ferdinand, inquiet de l'opposition de la diète et du débarquement de Gustave, proposa à la France, afin de pouvoir rappeler ses troupes d'Italie, de changer la trêve en paix définitive. Le père Joseph accéda à cette proposition, et le traité de Ratisbonne fut conclu. C'était une faute : une diversion en Italie aurait été très-utile à Gustave, et celui-ci y comptait; néanmoins Richelieu ne désavoua pas le traité. Les Autrichiens évacuèrent le Mantouan, les Espagnols le Montferrat, les Français le Piémont; mais ceux-ci, par un traité postérieur avec le duc de Savoie, gardèrent Pignerol.

Au moment où l'empereur destituait Walstein et licenciait son armée, les Suédois débarquaient dans l'île de Rugen [24 juin]; mais les protestants ne bougèrent pas. Gustave s'empara de Stettin, capitale de la Poméranie, et força le duc, tout tremblant, à mettre ses États entre ses mains; puis il pénétra dans le Mecklembourg, en chassa les troupes autrichiennes, et se grossit des débris de l'armée de Walstein. Alors les protestants commencèrent à voir en lui un allié; Magdebourg se déclara; les princes de Hesse et de Saxe négocièrent avec lui. Mais les électeurs de Brandebourg et de Saxe voulurent profiter des embarras de l'empereur pour obtenir de lui des concessions, au prix de l'abandon des Suédois : par leurs soins il se tint à Leipzig une assemblée de protestants, qui refusa d'unir ses armes à celles de Gustave, demanda l'abolition de l'édit de restitution avec l'éloignement des troupes impériales, et leva quarante mille hommes pour protéger sa neutralité. Ferdinand avait accueilli la nouvelle du débarquement de Gustave avec un dédain affecté : « Nous avons, ce semble, dit-il, un nouvel ennemi : le roi de neige fondra bientôt en s'approchant du soleil impérial. » Il rejetta les propositions de l'assemblée de Leipzig et ordonna à Tilly de marcher contre les deux électeurs. Ceux-ci persistèrent à garder la neutralité : ils refusèrent de livrer leurs places aux Suédois, et, pendant qu'ils leur faisaient perdre un temps précieux en négociations, Tilly marcha sur Magdebourg, l'emporta d'assaut et la livra à la plus complète destruction [20 mai] : sur quarante mille habitants il n'en resta pas mille vivants; sur quatre mille maisons, une centaine demeura debout. Toute l'Allemagne fut saisie d'horreur; mais la Ligue catholique, émue des progrès des Suédois, n'en donna pas

moins toutes ses forces à l'empereur. Tilly s'empara des places de la Saxe.

Gustave, irrité du désastre de Magdebourg, cesse de négocier avec l'électeur de Brandebourg : il le force de lui livrer ses forteresses et de lui fournir des subsides; puis il pousse sur l'Elbe et se réunit à l'électeur de Saxe, qui ne veut plus que se venger des Impériaux. Les deux armées suédoise et saxonne formaient trente mille hommes : elles se portent vers Leipzig, dont Tilly venait de s'emparer, et lui livrent bataille dans la plaine de Breitenfeld. Tilly est complétement vaincu : il perd six mille hommes et le reste de son armée se disperse [1631, 7 sept.].

Cette victoire fit une grande sensation : Gustave fut alors le libérateur de l'Allemagne; les protestants exaltèrent sa gloire; plusieurs États se déclarèrent en sa faveur. Il chargea les Saxons de conquérir la Bohême; et, pour attirer à lui tous les protestants et dissoudre la Ligue catholique, il se dirigea, par la Thuringe, sur la Franconie et le Palatinat, pays maltraités par l'Autriche, où il devait trouver des soldats, et par lesquels il se rapprochait de la France en cas de revers. Erfurth, Schweinfurth, Wurtzbourg, Bamberg, Francfort, se rendent aux Suédois; le duc Bernard de Saxe-Weimar et le landgrave de Hesse font alliance avec eux; l'armée espagnole est dispersée dans le Bas-Palatinat [décembre]. Gustave chasse l'électeur de Mayence de ses États, force l'électeur de Trèves à se déclarer neutre sous la protection de la France, pénètre en Alsace, enfin se rend maître de tout le Rhin, de Strabourg à Coblentz.

Dans le même temps, les Saxons étaient entrés à Prague, et menaçaient Vienne; les ducs de Mecklembourg avaient recouvré leurs États; Bernard de Saxe-Weimar était maître du Weser, le landgrave de Hesse de la Westphalie; toute la Basse-Allemagne était soulevée; les armées impériales avaient disparu; enfin la cour de Rome, sollicitée de condamner l'alliance des Français avec les hérétiques, s'y refusait, malgré les menaces des Espagnols : « Ce n'est pas une guerre de religion, » répondait obstinément Urbain VIII. Alors la Ligue catholique et son chef Maximilien envoyèrent des députés à Louis XIII pour invoquer sa médiation. Le roi et son ministre s'étaient rendus à Metz pour surveiller les événements d'Allemagne; ils accueillirent l'ambassade avec faveur; mais Gustave refusa de se dessaisir de ses conquêtes, et Maximilien montra tant de zèle pour l'Autriche,

que la France l'abandonna à la colère de ses ennemis. Les Suédois envahirent la Bavière avec l'aide des princes de Wurtemberg, de Bade, de Souabe et de Franconie. L'empereur, effrayé, ne vit de salut que dans Walstein : il s'humilia devant lui et le supplia de sauver l'empire [1632, janv.]. Celui-ci promit de lever quarante mille hommes, mais à la condition que cette armée lui appartiendrait, que toutes les ressources de la maison d'Autriche seraient à sa disposition, qu'on ne ferait pas la paix sans son assentiment, qu'on lui assurerait la possession d'un duché souverain, etc. L'empereur se soumit à tout, et Walstein fit appel à ses soldats, qui accoururent en foule autour de lui. Mais pendant ce temps Gustave avait marché par le Necker sur Nuremberg, et de là sur le Danube, qu'il passa à Donawerth. Tilly, qui s'était porté à Bamberg pour secourir à la fois la Bavière et la Bohême, se jette rapidement derrière le Lech et veut en défendre le passage : il est battu et tué [5 avril]. Gustave entre à Augsbourg, et ensuite à Munich ; Maximilien s'enfuit dans la Franconie avec les débris de son armée [7 mai]. L'avant-garde suédoise se dirige sur le Tyrol et menace l'Italie. On ne savait où s'arrêterait le conquérant : il regardait comme sa propriété les États enlevés aux catholiques ; il annonçait le projet de former avec les pays allemands du nord et du couchant, ainsi qu'avec la Suisse et les Pays-Bas, une confédération germanique qui l'aurait pris pour protecteur. Ses soldats, d'abord si sobres et si disciplinés, se livraient maintenant aux mêmes ravages que ceux de l'empereur ; l'Allemagne commençait à craindre son libérateur, la France à en être jalouse.

Cependant Walstein était entré en campagne : il avait repris Prague et chassé les Saxons de la Bohême [5 mai] ; à l'appel du duc de Bavière, qui le suppliait de sauver ses États, il joignit ses troupes aux siennes et arrêta ainsi la marche des Suédois. Gustave était revenu de la Bavière sur la Franconie, pour protéger les pays du nord que Walstein menaçait : il s'arrête à Nuremberg, regardée comme la capitale du luthéranisme, et s'y fortifie dans un camp où il se voit bientôt à la tête de soixante-dix mille hommes [août]. Walstein, avec soixante mille, vient le cerner et essaye de le prendre par famine. Pendant deux mois les deux armées s'observent sans en venir à une bataille ; enfin, décimées toutes deux par les maladies, elles se séparent. Gustave veut reprendre sa marche sur la Bavière et l'Autriche ;

mais Walstein se jette sur la Saxe. Au cri de détresse de l'électeur, les Suédois accourent, se joignent aux Saxons et poursuivent les Impériaux, qui s'arrêtent à Lutzen. Une bataille s'engage [1632, 6 nov.]; Gustave est tué dès les premières charges; Bernard de Saxe-Weimar prend le commandement, remporte la victoire, et force Walstein à se retirer dans la Bohême.

§ X. Ascendant de Richelieu sur Louis XIII. — Journée des Dupes. — La reine-mère s'enfuit a Bruxelles. — Pendant que Richelieu dirigeait en Allemagne l'épée du grand Gustave, il avait à batailler contre les intrigues des courtisans, les essais de rébellion des seigneurs, et surtout contre le caractère de Louis XIII. « Six pieds de terre, disait-il en parlant du cabinet du roi, me donnent plus de peine que le reste de l'Europe. » En effet, ce que ce génie si large et si vigoureux a dépensé d'efforts pour maintenir son pouvoir contre tout le monde, et contre le roi lui-même, est infiniment supérieur à ce qu'il a fait pour la grandeur de la France; et il lui a fallu un esprit taillé à la mesure des Charlemagne et des Napoléon pour travailler au remaniement de l'Europe, au milieu d'intrigues et de cabales sans cesse renaissantes, avec une santé chétive qui le tenait la moitié de ses jours au lit, entouré d'ennemis de toute sorte, n'étant sûr de personne, pouvant être renversé d'un souffle par le caprice d'un roi fantasque, chagrin, jaloux, qui le haïssait. Il devait à chaque instant se tenir sur ses gardes avec cet esprit malade, tantôt le caresser, tantôt le semondre; il ne faisait rien sans lui expliquer sa conduite dans des mémoires très-détaillés que le sombre Louis lisait et méditait seul; il lui rappelait, dans leurs longues et intimes conversations, ses devoirs de roi, les fautes où il tombait, la conduite qu'il devait tenir. C'est ainsi qu'au moment de partir pour la délivrance de Casal, il lui exposa dans un long entretien « ce qu'il y avoit à réformer dans son État, ce qui étoit à désirer dans sa personne. Que pour le dehors, il falloit avoir un dessein perpétuel d'arrêter le cours des progrès d'Espagne; et, au lieu que cette nation avoit pour but d'augmenter sa domination et d'étendre ses limites, la France ne devoit penser qu'à se fortifier en elle-même, et bâtir et s'ouvrir des portes pour entrer dans tous les États voisins, afin de les garantir de l'oppression d'Espagne; que, pour cet effet, la première chose qu'il falloit faire c'étoit de se rendre

puissant sur la mer, qui donne entrée à tous les États du monde; qu'ensuite il falloit fortifier Metz et s'avancer jusqu'à Strasbourg, pour acquérir une entrée dans l'Allemagne; ménager soigneusement l'alliance des Suisses; penser au marquisat de Saluces, pour avoir entrée en Italie, etc. » Il vint ensuite à la personne du roi : « Votre majesté est extrêmement prompte, jalouse, susceptible des premières impressions, sujette à des soupçons tels que, si deux personnes parlent ensemble, elle en prend ombrage... Beaucoup pensent, et non sans sujet, que, de son naturel, elle ne s'applique pas volontiers au gouvernement, qu'elle s'ennuie si promptement d'une grande affaire, que, quelque fruit qu'elle en puisse recueillir, ne pouvoit empêcher qu'elle n'en fût dégoûtée avant que d'en être au milieu, et qu'elle se chagrinoit contre ceux qui l'y servoient, comme si c'étoit eux et non la nécessité de ses affaires qui l'y eussent engagée; qu'il étoit donc nécessaire, lorsqu'il arrivoit quelque chose qui intéressoit son autorité, qu'elle en témoignât grand ressentiment, qu'elle parlât souvent de ses affaires et fît reconnoître qu'elle affectionnoit celles qui seroient importantes à l'État; que si Sa Majesté oublioit cette résolution et retomboit dans ses mauvaises habitudes, elle devoit trouver bon qu'on l'en avertît si dextrement sous main qu'il sembleroit que tout fût de son mouvement, etc. » Le cardinal finissait toujours par rappeler ses services, son désintéressement, sa mauvaise santé, et par demander à se retirer. Louis écoutait tout, compliments et remontrances, avec la même patience et la même froideur : il disait qu'il en ferait son profit, mais qu'il ne fallait pas parler de retraite (1).

La reine-mère avait d'abord soutenu Richelieu contre les dégoûts et les caprices du roi; mais ensuite elle s'était alarmée de la puissance croissante de sa créature. Elle avait cru trouver en lui un ministre dévoué à ses volontés, qui subirait toute sa politique étroite et passionnée; elle voyait toujours en lui le pauvre prêtre qu'elle avait chargé de l'intendance de sa maison, espèce de domestique qui ne devait avoir de pensée que par elle, instrument docile par lequel elle dominerait son fils. Mais Richelieu se lassa bientôt de la reconnaissance qu'elle lui imposait, des obstacles qu'elle mettait à ses plans, de ses

(1) Mém. de Richelieu, t. IV, p. 217-235.

jalousies emportées, de ses affections pour l'Espagne. La discorde éclata ouvertement sur la question de Mantoue. Marie, entièrement opposée à la guerre, conçut la plus violente haine contre le ministre et résolut de le perdre. Dans sa passion de vengeance, et de concert avec la reine Anne, Gaston, le duc de Guise, les deux Marillac, elle chercha à faire échouer la campagne en entravant l'arrivée des munitions et des soldats. Louis était tombé dangereusement malade pendant l'expédition de Savoie; il revint à Lyon; nul ne croyait qu'il échapperait à la mort [1630, 22 sept.]. Richelieu était dans une affreuse situation: son pouvoir, ses projets, sa vie même, tenaient à la santé de ce roi moribond, que Marie tourmentait pour lui arracher la promesse de sa disgrâce. Le malheureux Louis, obsédé par les prières de sa mère et de sa femme, promit tout, mais seulement après la guerre. Après la guerre, et quand on fut revenu à Paris, l'orage éclata: Marie, Anne, Gaston, voyant le roi disposé à garder son ministre, s'emportèrent contre lui jusqu'à la fureur. Malgré les supplications de son fils à peine revenu à la santé, la reine-mère ôta au cardinal l'intendance de sa maison [9 nov.], chassa toutes les personnes dont il l'avait entourée, et le couvrit d'injures. Vainement Louis se jeta à ses genoux: « Mon fils, lui dit-elle, c'est à vous de voir si vous voulez préférer un valet à votre mère. » Le roi s'en alla sans mot dire. Tout le monde croyait le ministre perdu; Marie triomphait et se voyait sur le point d'exercer une seconde régence; les courtisans la félicitèrent et s'empressèrent autour d'elle.

Louis se retira à sa maison de chasse de Versailles, dévoré de soucis et plein de fièvre: « L'obstination de ma mère me fera mourir, disait-il; elle veut que je chasse un ministre habile pour confier mon royaume à des ignorants, qui préfèrent leur intérêt à celui de l'État. » Puis comment renvoyer le cardinal au moment où il voyait se développer ses plans avec tant de succès, au moment où les intérêts politiques de l'Europe se compliquaient et allaient exiger un travail de gouvernement dont il se sentait lui-même incapable? D'ailleurs, malgré son esprit lent, sa nonchalance et sa défiance de lui-même, il avait fait des idées de son ministre ses propres idées, de ses actes, médités longtemps à l'avance, ses actes absolus et irrévocables; il était bien plus convaincu que dominé par la justesse et la

grandeur de ses vues. Toute la politique du cardinal ne tendait-elle pas à la gloire du roi et du royaume ? Tous les complots élevés contre lui n'avaient-ils pas pour appui l'étranger ? De là la pensée que rien ne put jamais détruire dans Louis XIII, et que son ministre eut toujours soin d'entretenir : « que Richelieu n'avoit pas un seul ennemi pour son particulier, qu'il n'avoit jamais offensé personne que pour le service de l'État [1] ; » qu'il était l'homme de l'unité monarchique, et, enfin, comme il le disait lui-même, « le dragon veillant incessamment au salut de son maître. »

Le cardinal, se croyant perdu, se disposait à partir pour l'une de ses maisons, lorsque, soit de lui-même, soit par le conseil d'un courtisan, soit par l'ordre secret du roi, il s'en alla à Versailles [1630, 11 nov.]. Là se fit une entrevue qui scella pour jamais l'union du monarque avec son ministre, et où fut conclu un pacte pour débarrasser le gouvernement de toutes les oppositions brouillonnes qui l'entravaient. « Je vous maintiendrai contre tous ceux qui ont juré votre perte, » dit Louis ; et se défiant lui-même de sa faiblesse, il se laissa imposer les conditions suivantes : « qu'il n'ajouterait aucune foi à ce qui pourrait lui être dit au préjudice du cardinal par ceux qui se sont déclarés, en cette occasion, ses ennemis ; qu'il ne recevrait aucun avis dont il ne l'avertit pour en éclaircir la vérité ; qu'il éloignerait de la cour ceux qui, pouvant y faire mal, donneraient sujet de penser qu'ils en ont la volonté. » « Il ne faut pas croire, lui dit Richelieu, qu'on peut avoir des preuves mathématiques des conspirations et des cabales ; elles ne se connoissent bien que par l'événement : il faut donc toujours les prévoir par fortes conjectures, et les prévenir par prompts remèdes [2]. »

Après cette entrevue, des ordres sont donnés : le chancelier Marillac est jeté en prison ; le maréchal Marillac est arrêté au milieu de son armée d'Italie ; la jeune reine est reléguée au Val-de-Grâce, et toute sa maison changée. Les courtisans appelèrent cette journée la *journée des Dupes* [3].

(1) Richelieu, t. v, p. 431.
(2) Mém. donné au roi par le cardinal de Richelieu après que la reine-mère l'eut éloigné de sa maison, touchant les moyens d'empêcher les cabales dans sa cour.
(3) Aubery, Hist. de Richelieu, t. iv, — Vittorio Siri, Memorie recondite, t. vii.

Marie était furieuse : « Je me donnerois plutôt au diable, disait-elle, que de ne pas me venger de cet homme-là ! » Et elle continua ses emportements, ses violences, ses correspondances avec l'Espagne, s'aliénant de plus en plus le cœur de son fils qui perdit toute considération pour elle ; se faisant de plus en plus haïr du cardinal, qui la laissait tomber de faute en faute. Monsieur, excité à venger sa mère et sa belle-sœur, va trouver le ministre avec une escorte de gentilshommes armés ; il l'insulte, il lève la main sur lui : « Homme de rien que vous êtes, lui dit-il, vous mériteriez d'être châtié comme un valet ! » Mais le jeune fou s'arrête là ; le cardinal, qui se voyait déjà sous les poignards des seigneurs, se confond en soumissions, et Gaston part en lui déclarant qu'il se retire dans son apanage [1631, 18 janv.].

A la nouvelle de ce scandale, le roi, plein de colère, accourut chez le ministre : « Je vous défendrai, lui dit-il, envers et contre tous au prix de mon sang. » Et alors un conseil fut assemblé pour délibérer sur la conduite à tenir avec la reine-mère. Jamais Richelieu ne fut plus éloquent, plus persuasif, plus solennel qu'en démontrant au roi que tout gouvernement était impossible avec cette faction toujours subsistante, où les mécontents et les étrangers trouvaient appui : « Nous avons autre chose à faire, dit-il, que de combattre des intrigues de femmes et de jeunes gens : il faut en finir. » Il conseilla et fit adopter une rupture complète du roi avec sa mère. Louis alla à Compiègne avec la cour ; il y passa deux jours, et s'en retourna en secret, laissant sa mère prisonnière sous la garde du maréchal d'Estrées [23 févr.]. « Le bien de mon État, lui écrivit-il, m'ordonne de me séparer de vous. » Et il lui enjoignit de se retirer à Moulins. « On m'y traînera plutôt toute nue, » dit-elle furieuse. Le gouvernement d'une province lui fut offert avec des pensions, des châteaux ; mais c'était le pouvoir qu'elle voulait : elle intrigua, menaça, supplia sans rien obtenir. Alors elle se mit en correspondance avec la cour d'Espagne, en reçut le conseil de fuir de France, et résolut de gagner une ville frontière d'où elle pourrait imposer ses conditions au roi. Ses gardiens avaient cessé de la surveiller par l'ordre, dit-on, de Richelieu, qui laissait la malheureuse reine courir à sa perte. Elle s'échappa [18 juillet], et arriva aux portes de la Capelle ; le gouverneur refusa de la recevoir. Alors elle fut forcée de passer la

dans ce pays et contraignit le duc à signer le traité de 6 janv.], par lequel il livra quatre de ses forteresses et Gaston à sortir de ses États. Celui-ci se retira à Bruxelles anv.].

XI. SUITE DES INTRIGUES DES GRANDS. — PROCÈS DE MARILLAC. ÉVOLTE DU LANGUEDOC. — MORT DE MONTMORENCY. — La ite de la mère et du frère du roi dans les pays-Bas justifiait ement Richelieu, qui les avait toujours accusés de relation l'étranger : « L'action que vous venez de faire, écrivit à sa mère, me découvre clairement quelles ont été ci-nt vos intentions et ce que je dois en attendre pour l'avenir. » e avait tenu une conduite insensée; mais l'extrémité où elle ouvait réduite par celui qu'elle avait élevé au pouvoir n'en pas moins la plus grande partie du royaume de compas-pour elle, d'indignation contre son persécuteur. Le ministre détesté de tout le monde; on l'accusait de tyrannie, d'u-tion de l'autorité royale, de vues ambitieuses sur la cou-e; on disait que tous ses projets politiques, par lesquels il llait l'Europe, n'étaient qu'une ruse pour se rendre perpé-ement nécessaire au roi; on lui reprochait les désordres de e privée (⁷). Le parlement refusa d'enregistrer un arrêt du il qui déclarait criminels de lèse-majesté les ducs d'Elbeuf, ellegarde et autres complices de Gaston [31 mars]; mais le échira de sa main la feuille du registre où était inscrite la ération, et envoya en exil plusieurs conseillers. Une chambre stice fut créée pour faire le procès aux partisans de la reine

cées : le maréchal de Bassompierre fut mis à la Bastille ; la princesse de Conti, les duchesses d'Elbeuf, de Lesdiguières et d'Ornano exilées ; le duc de Guise menacé d'un procès et obligé de fuir en Italie ; le duc de Roannès, l'ancien ministre La Vieuville, la comtesse du Fargis, confidente de la reine, et autres réfugiés, condamnés à mort par contumace. Le parlement voulut s'opposer à ces jugements arbitraires : il fut contraint à se taire et même à demander pardon. Toutes les résistances étaient brisées ; les écrivains à la solde du ministre prêchaient les bienfaits de l'autorité absolue ; le roi se montrait aussi dur, aussi sévère, aussi inflexible que le cardinal. Enfin le maréchal de Marillac fut traduit devant une commission qui siégeait dans la maison même de Richelieu, à Ruel. On ne lui reprocha pas ses manœuvres criminelles pour faire échouer l'expédition d'Italie ; mais on l'accusa de péculat, de concussion, de mauvaise administration, de pillages pour solder les gens de guerre, accusations qui n'avaient pour but que d'humilier la noblesse et lui montrer qu'il n'y avait en France qu'un pouvoir, une loi, une mesure pour tous. « Il ne s'agit dans mon procès, disait le maréchal étonné, que de paille, de bois, de pierres, de chaux : il n'y a pas de quoi faire fouetter un laquais. Un homme de ma qualité accusé de péculat ! » En effet, toutes ces concussions qui, dans les mœurs actuelles, seraient des crimes, étaient alors choses ordinaires, passées en coutume et presque légitimées par l'irrégularité du système administratif. Le malheureux Marillac, qui n'était pas plus coupable que tous les seigneurs de son temps, eut beau s'humilier et demander grâce, il fut condamné à mort et exécuté (1) [1632, 9 mai]. Quant à son frère le garde des sceaux, il mourut peu de temps après dans l'exil.

Tous ces jeunes seigneurs qui, sous Concini et Luynes, avaient fait tant de bruit avec si peu de dangers pour eux-mêmes, qui conspiraient en riant, en faisant l'amour, en se couvrant de dentelles et de rubans, s'étonnèrent de ces supplices, mais ne s'en effrayèrent pas. Leurs cabales continuèrent contre ce ministre qui punissait si sérieusement leurs folies, et les réfugiés de Bruxelles envoyèrent plusieurs fois des assassins contre lui. Enfin il fut résolu que Gaston, avec l'argent de l'Espagne, lève-

(1) « Je n'aurois pas cru, dit Richelieu, que l'affaire en dût venir jusque-là. Il paroît que les juges ont des lumières que les autres n'ont pas. » (Mém. de Pontis.)

ur de la famille royale et de la noblesse. « Il étoit, dit lieu, le premier des grands du royaume, mais de l'humeur ux qui y avoient vécu depuis cent ans, lesquels transpor- à leur grandeur et à leurs intérêts l'affection que leurs cesseurs portoient à leurs rois et à l'État. »

complot s'étendait par toute la France; une armée lorraine x corps espagnols, réunis à Trèves et à Spire, devaient yer; mais de ces deux corps, l'un fut dissipé par Oxens- chancelier de Suède, qui gardait, pour Gustave, les villes nes; l'autre se retira en Belgique, à l'approche des Hol- is, qui avaient envahi le Limbourg et pris Maëstricht. t aux troupes lorraines, elles se dispersèrent à l'arrivée du ui envahit les États de Charles IV avec vingt-cinq mille nes; et Gaston, pressé de partir par son beau frère, fut de se jeter en France avec deux mille aventuriers, avant es alliés de l'intérieur ne fussent prêts. Il traversa ainsi urgogne et l'Auvergne, pillant tout sur son passage, ne ant des partisans nulle part, et il arriva en Languedoc , juin]. Le roi détacha à sa poursuite le maréchal de nberg, pendant que lui-même continuait la conquête de raine.

Languedoc, animé par ses vieux souvenirs d'indépendance, et pour les débris de ses libertés que Richelieu attaquait, ntent de l'administration financière qu'on lui avait impo- 'était attaché, depuis un siècle, aux Montmorency, qui vi- t là en vrais souverains, aussi obéis et respectés que les

siens et qu'ils lui fourniraient des subsides : alors, poussé par son esprit chevaleresque, il se mit en campagne [1632, 22 juillet] pour joindre le prince. Le parlement de Toulouse se prononça pour la cause royale; il cassa la délibération des états, « comme pleine d'entreprises et de rébellions, » et défendit d'obéir à Montmorency. La division se mit dans la province. Richelieu était décidé à la plus grande sévérité : indépendance provinciale, révolte de seigneurs, intrigues d'un prince, il trouvait dans le Languedoc tout ce qu'il haïssait. Il fit déclarer rebelles toutes les villes qui n'ouvriraient pas leurs portes, prononça la dissolution des états, dépouilla de ses biens et dignités Montmorency. Les protestants ne bougèrent pas; les grandes villes restèrent dans l'obéissance ; tout ce qui fut pris les armes à la main périt sur l'échafaud ; la rébellion était comprimée, pour ainsi dire, avant qu'elle se fût déclarée. Gaston et Montmorency se voyaient perdus; néanmoins, avec une poignée d'hommes, ils se portèrent au-devant de Schomberg, qu'ils rencontrèrent près de Castelnaudary [1er sept.]. Le maréchal se précipita en désespéré dans l'armée royale, et tomba, criblé de blessures, sous son cheval mort : il fut pris. Le prince, au lieu de l'aider, « jeta ses armes à terre, dit qu'il ne s'y jouoit plus, et fit sonner la retraite : » il se réfugia à Béziers et se hâta d'envoyer sa soumission. Il connaissait la terrible maxime du cardinal: « Croire que pour être fils ou frère du roi on puisse impunément troubler le royaume, c'est se tromper : les princes du sang sont sujets aux lois comme les autres, principalement quand il est question du crime de lèse-majesté [1]. » Monsieur accepta bassement toutes les conditions qu'on lui fit, abandonna ses amis, la reine-mère, le duc de Lorraine, et s'en alla à Tours.

Cependant le roi avait investi Nancy et forcé Charles IV à signer le traité de Liverdun, par lequel il cédait Clermont, Jametz et Stenai [26 juin] ; puis il marcha sur le Languedoc précédé par la terreur et les supplices, arriva à Toulouse, et fit instruire le procès de Montmorency devant le parlement de la province, sous la présidence du chancelier Châteauneuf [25 octobre]. Nouveau moyen d'humilier la noblesse en la traînant sur le banc des criminels, là même où elle avait régné ! neu-

1 Richelieu, t. VII, p. 177.

veau moyen d'assurer la soumission des provinces, en leur montrant combien étaient petits devant la royauté ces maîtres devant lesquels elles étaient habituées à trembler ! Montmorency avoua sa faute avec candeur et en témoigna le plus touchant repentir. Tout le monde demandait sa grâce, le pays qu'il avait gouverné, ses compagnons d'armes, la princesse de Condé, sa sœur, le lâche Gaston, qui prétendait qu'on lui avait promis la vie de son complice; mais le crime était patent : il fut condamné à mort [30 oct.]. Louis et son ministre furent inflexibles à faire couler ce sang illustre : « C'est chose injuste, disait Richelieu, que de vouloir donner exemple par la punition des petits, qui sont arbres qui ne portent pas d'ombre ; et ainsi qu'il faut bien traiter les grands faisant bien, c'est eux aussi qu'il faut plutôt tenir en discipline (1). »

L'implacable justice du cardinal ne s'arrêta pas à la mort du dernier rejeton de la branche aînée des Montmorency, et elle trouva des instruments dociles dans les parlements de Toulouse et de Dijon. Tous les complices de Gaston furent décapités, exilés, emprisonnés ; plusieurs gentilshommes condamnés aux galères ; les ducs d'Elbeuf et de La Vieuville dégradés de l'ordre du Saint-Esprit ; cinq évêques du Languedoc traduits devant une commission nommée par le pape et déposés. Les états de cette province furent dispersés par la force, leurs membres poursuivis et emprisonnés, et les villes qui avaient pris part à la révolte privées de leurs priviléges, de leurs murailles et de leurs châteaux.

§ XII. Nouvelles intrigues contre Richelieu. — Conquête de la Lorraine. — Le duc d'Orléans rentre en France. — Ces terribles exemples auraient dû épouvanter la noblesse et tarir son ardeur de troubles et d'indépendance; il n'en fut rien encore. Ce n'était qu'à force de défaites, de supplices, de persécutions, qu'elle devait perdre ses habitudes turbulentes ; et Richelieu, comme Louis XI, était condamné à lutter toute sa vie contre la féodalité, sans la voir entièrement mise à terre. Aussi prit-il, comme ce roi, dans ce combat continuel, un caractère cruel, perfide, inexorable ; aussi enveloppa-t-il, comme lui le royaume dans un vaste système d'espionnage et d'inquisition qui lui livrait tous les secrets du foyer domestique, depuis l'é-

(1) Richelieu, t. II, p. 340

choppe de l'ouvrier jusqu'au palais du roi; aussi se défit-il, comme lui, par toutes les voies, de tout ce qu'il soupçonnait lui être contraire. Point de pitié pour les souffrances individuelles, point de scrupules sur les moyens; le but était tout; au dire de Gabriel Naudé, sa grande maxime de gouvernement était celle dont tant de tyrans ont abusé : « Le salut de l'État, c'est la suprême loi. » Dès son entrée au pouvoir, lui-mêm s'était peint à La Vieuville dans ces terribles paroles : « Je n'ose rien entreprendre sans y avoir bien pensé; mais quand une fois j'ai pris une résolution, je vais à mon but, je renverse tout, je fauche tout, et ensuite je couvre tout de ma soutane rouge. »

Sous un tel maître, la France obéissait silencieuse : pas un blâme, pas un murmure ne restait impuni; les petits eux-mêmes, s'ils essayaient de *porter ombre*, étaient *fauchés* comme les autres. On se disait tout bas que la maison de Richelieu, à Ruel, renfermait des *oubliettes* où l'on faisait périr secrètement les gens du populaire qui parlaient mal de lui; on racontait les iniques jugements des magistrats Laffemas et Laubardemont, surnommés les bourreaux du cardinal, parce que nul ne trouvait grâce devant eux; on citait le tragique exemple du curé de Loudun, Urbain Grandier, qui fut condamné au feu comme sorcier, et dont tout le crime était d'avoir médit de Richelieu.

Cependant Gaston s'était enfui à Bruxelles [1632, 6 nov.] en menaçant de venger la mort de Montmorency : les brouillons dont il était l'instrument savaient quel embarras causait à Richelieu le séjour à l'étranger de l'héritier de la couronne, le roi n'ayant pas encore d'enfant. Le cardinal, accablé d'infirmités prématurées, chagrin de tant d'obstacles renaissants, tomba dangereusement malade. Tout le monde compta sur sa fin prochaine; on s'en réjouit, on complota contre son pouvoir jusque dans sa chambre. Mais dans cet homme, si débile qu'à chaque instant on le croyait mort, le corps seul était malade; l'esprit avait conservé toute son énergique activité : il voyait tout ce qui se passait autour de lui; et quand il revint à la santé, il se releva plus cruel et plus despote que jamais. Le chancelier Châteauneuf fut mis en prison perpétuelle et remplacé par Séguier, le chevalier du Jars fut condamné à mort et n'obtint sa grâce que sur l'échafaud; la duchesse de Chevreuse et une foule d'autres furent exilés; enfin l'on prit des mesures pour arrêter la rébellion du duc d'Orléans.

Le duc de Lorraine avait renoué ses intrigues avec Gaston et avec l'Espagne ; il projetait même une irruption en France de concert avec les Impériaux. Un arrêt du parlement [1632, 30 juillet] le déclara rebelle, ordonna la confiscation du Barrois et l'occupation de la Lorraine. Le roi entra dans ce pays avec une armée, soumit toutes les places, assiégea Nancy. Le duc fut pris [24 sept.] par trahison et contraint de céder sa capitale; il s'échappa, alla chercher un refuge dans l'armée impériale, et laissa son duché aux mains des Français. Sa sœur, épouse du duc d'Orléans, et dont le mariage venait d'être cassé par le parlement, s'enfuit à Bruxelles.

Gaston voulut venger sa femme et son beau-frère [1633] : il fit avec l'Espagne un traité d'alliance et de subsides en règle, par lequel il s'engageait à céder au roi catholique plusieurs places françaises. La reine-mère, qui ne vivait que des subsides espagnols, accéda à ce pacte de haute trahison. Richelieu s'en inquiéta : il fallait que la France intervînt au plus tôt dans la guerre de Trente-Ans, et l'on ne pouvait laisser aux mains des ennemis qu'on allait attaquer l'héritier de la couronne. Il promit à Gaston un nouvel apanage, des pensions et des dignités pour ses amis, un oubli complet du passé ; il parvint à séduire son confident, Puy-Laurens, à qui il donna un duché-pairie [1] et la main d'une de ses parentes, pourvu qu'il ramenât Monsieur à la soumission. Le faible prince s'ennuyait déjà de son séjour à l'étranger ; il abandonna sa femme et sa mère [1634, 21 oct.], revint trouver le roi, qui l'accabla de caresses, jura « d'aimer monsieur le cardinal autant qu'il l'avoit haï, » et s'en alla vivre obscurément à Blois. Marie de Médicis aurait pu aussi revenir en France pour y demeurer dans une condition privée, mais c'était sous la promesse qu'elle livrerait aux tribunaux ceux de ses serviteurs qui avaient attenté à la vie du cardinal : elle refusa, et alla se réfugier à Londres, auprès de sa fille Henriette.

Tranquille sur l'intérieur par le retour du duc d'Orléans, l'éloignement de la reine-mère et la terreur inspirée aux grands, Richelieu pouvait maintenant jeter l'épée de la France dans la guerre de Trente-Ans.

[1] On lui offrit le duché-pairie comme garantie contre les vengeances du cardinal : « Eh ! qu'importe le duché-pairie, dit-il, puisque son excellence fait mieux couper la tête à un pair qu'à un bourgeois ? » (Mém. sur les affaires de France,

CHAPITRE V.

Période française de la guerre de Trente-Ans. — Mort de Richelieu et de Louis XIII. — 1635 à 1643.

§ I. RENOUVELLEMENT DE LA PHILOSOPHIE, DES SCIENCES ET DES LETTRES. — DESCARTES. — CRÉATION DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE. — RICHELIEU PROTECTEUR DES LETTRES ET DES ARTS. — C'est une singulière époque que la première moitié du dix-septième siècle: passage tourmenté de la féodalité expirante à la monarchie absolue, elle porte, comme tous les temps de transition, un caractère de souffrances sans but, de misères sans résultat apparent; mais dans ce pêle-mêle d'habitudes anciennes et de goûts nouveaux, de grands caractères et de petites choses, d'événements tragiques et de personnages ridicules; au milieu du drame sanglant qui se joue en Allemagne, de celui qui se prépare en Angleterre, pendant qu'en France le destructeur infatigable de tous ces restes d'un monde passé balaye avec colère les fats, les femmes, les spadassins qui embarrassaient sa marche de leurs taquineries et de leurs complots, le monde moderne se développe; les nations se dessinent avec leurs intérêts nouveaux, leur existence nouvelle; la guerre prend d'autres formes, la politique d'autres voies; les grands capitaines, les grands hommes d'État apparaissent; enfin la philosophie, les sciences, les beaux-arts, se renouvellent complétement.

La foi aveugle et absolue, dépossédée du domaine de la religion et de la politique, regnait encore dans la science: un texte était une démonstration; on croyait sur parole les livres, les maîtres, Aristote. Le seizième siècle, si hardi réformateur, n'avait pas songé à appliquer à la science l'idée luthérienne; plein d'admiration pour les trésors de l'antiquité, il avait dévoré les livres anciens sans critique et sans raisonnement; il s'était contenté d'amasser de l'instruction, de faire usage de sa mémoire, d'être érudit. Trois grands hommes, en Allemagne, en Italie, en Angleterre, firent à la fois une application positive et scientifique du principe qui porta Luther à réclamer le droit de contrôler l'autorité; « tant il est vrai que les grandes explosions de

t. II.) Puy-Laurens, coupable de nouvelles intrigues, fut bientôt après enfermé à la Bastille, où il mourut.

l'esprit humain sont inévitablement amenées par la force des choses et le progrès naturel des idées générales, de sorte que les hommes de génie qui attachent leur nom à ces révolutions mémorables sont eux-mêmes portés par leur siècle. » Ces trois hommes furent Kepler, Galilée et Bacon. Kepler, né en 1571, mort en 1630, imprima une nouvelle marche à l'astronomie, qui jusqu'à lui ne cherchait qu'à calculer les mouvements apparents des astres, sans chercher à les expliquer: tout examiner, tout démontrer, assigner des causes physiques aux phénomènes célestes, telle fut la méthode par laquelle il trouva les lois du mouvement des planètes. Galilée, né en 1564, mort en 1642, appliqua le premier la connaissance des mathématiques aux expériences et à la philosophie naturelle ; il consolida le système de Copernic en démontrant l'immobilité du soleil au centre du monde, découverte qui souleva contre lui tout le parti des doctrines anciennes, et pour laquelle il fut déféré à l'Inquisition et obligé d'abjurer « l'hérésie du mouvement de la terre.» Bacon, né en 1561, mort en 1626, généralisa les idées que Kepler et Galilée avaient appliquées aux sciences physiques : véritable père de la philosophie expérimentale, il démontra que dans les sciences positives il n'y a qu'un moyen de parvenir à la vérité, c'est d'observer la nature dans ses phénomènes apparents et dans ceux qu'on peut découvrir par l'expérience; il projeta de refondre le système entier des sciences, et essaya une méthode d'*induction* pour guider l'homme dans la recherche de la vérité.

C'était chez le peuple le plus avancé en civilisation et dans une langue qui achevait alors sa formation que devait se compléter la révolution du libre examen dans la science. Descartes, né en 1596, mort en 1650, fut le Luther de la philosophie : il résuma et développa jusqu'à sa dernière conséquence le grand principe du seizième siècle. Commençant par douter de tout, excepté de ce qui doute en lui, la pensée, il voulut que l'homme cherchât la conscience de Dieu et de lui-même dans sa raison. « Il n'y a d'autre autorité, dit-il, que celle de la pensée individuelle; l'existence même a pour unique manifestation la pensée, et je ne suis par moi-même que parce que je pense. » Descartes fit pour la philosophie moderne ce que Socrate avait fait pour la philosophie ancienne : il n'a pas créé un système, une philosophie, mais la *méthode* même de la philosophie; son ou-

vrage, publié en 1637, n'a pas d'autre titre : *De la Méthode*. Socrate, c'était la réflexion libre ; Descartes, c'est la réflexion élevée à la hauteur de la méthode : tous les penseurs modernes ont allumé leur flambeau au sien ; nous vivons encore sous sa loi intellectuelle [1].

Au moment où naissait la philosophie, l'idiome de la philosophie atteignait sa perfection. Les essais de Ronsard, pour importer dans la langue française les richesses des langues anciennes, n'avaient fait que retarder ses progrès ; il fallut toute la rigueur et la sécheresse de Malherbe pour émonder cet arbre chargé de fruits factices, et régulariser sa croissance, même en l'appauvrissant. Les efforts de ce puriste trop sévère, ceux de Balzac, de Voiture, de Vaugelas, mirent définitivement l'idiome national dans la route où il devait acquérir son caractère spécial, sa clarté, sa précision, sa limpidité, sa raison pleine de goût, sa mesure dans la force ; mais aussi où il devait perdre une partie de sa richesse native, de son naturel, de sa hardiesse, pour prendre une majesté trop laborieuse, une noblesse trop régulière, une pompe d'expression trop peu populaire. Bientôt un homme de génie vint légitimer par un chef-d'œuvre cette révolution commencée par des ouvrages médiocres : Corneille et *le Cid* parurent. La langue fut dès lors fixée et suivit la destinée nouvelle que prenait la nation : elle tendit à être universelle. Mais la littérature du dix-septième siècle, imbue de l'admiration enthousiaste du siècle précédent pour l'antiquité, rompit avec ce passé sublime qui commence au pied du Calvaire et se prolonge par Joinville et Froissard jusqu'à Rabelais et Montaigne ; elle considéra les chefs-d'œuvre d'Athènes et de Rome comme le seul type du beau, comme la seule source où

(1) Descartes était un gentilhomme de la Touraine, ayant au plus haut degré les qualités et les défauts des Français : net, ferme, téméraire, indépendant, sympathique, ayant fait la guerre en amateur, faisant de même de la philosophie, pensant dans son cabinet avec la même intrépidité qu'il se battait, en 1620, sous les murs de Prague. Riche, bien né, aimé de Richelieu, qui lui offrit une pension, il aurait pu faire un beau chemin ; mais il n'avait pas la moindre ambition : il aima mieux courir le monde, errer en Italie, s'ensevelir dans une ville de Hollande, et enfin laisser ses os en Suède. Il philosophait pour philosopher, pour s'entendre avec lui-même, pour se rendre compte de ses idées, sans avoir la moindre envie de faire secte. Il fit de grandes découvertes en mathématiques et en physique, renouvela toute l'algèbre en inventant l'exposant, et trouva, comme en se jouant, l'application de l'algèbre à la géométrie. (Voy. Cousin, Introd. à l'hist. de la philosophie.)

les lettres devaient chercher leurs inspirations; elle abandonna les vierges chrétiennes et nationales du moyen âge pour les muses vieillies et païennes du Cythéron.

Richelieu porta la plus vive attention aux progrès de la littérature : il regardait la formation de la langue comme une partie de son œuvre; et ce fut dans le but élevé de donner à la France l'unité d'idiome, base de l'unité politique, qu'il institua l'Académie française [1635], destinée à épurer, fixer et conserver la langue : c'était d'ailleurs un moyen de tenir à la solde du pouvoir les gens de lettres, à une époque où ils commençaient à exercer de l'influence. Il faisait des pensions aux écrivains, et les admettait dans son intimité ; il établit l'Imprimerie royale ; il fonda le premier journal qu'on eût vu en France, la *Gazette* de Renaudot, à laquelle il donnait lui-même des articles. Au milieu des affaires politiques dont il était accablé, il trouvait encore du loisir pour prendre part à des débats littéraires ; il aimait la poésie, faisait lui-même des vers, et préférait à tous les genres littéraires les poëmes dramatiques (1) ; il conseillait les auteurs, leur donnait des sujets, corrigeait leur travail, se chargeait quelquefois d'une partie de l'ouvrage, et faisait représenter ces pièces dans son palais avec une grande magnificence (2).

Le cardinal, avec son goût pour le luxe et les arts, ne favorisa pas seulement la littérature : il fut le protecteur éclairé de Simon Vouet et de l'école illustre formée par ce maître ; il rappela de Rome et combla d'honneurs le Poussin ; il orna les maisons royales des chefs-d'œuvre de Lesueur, de Champagne, de Sarrazin. Sa musique faisait envie au roi. Il rebâtit magnifiquement la Sorbonne, il embellit Paris ; il construisit le Palais-Cardinal, magnifique résidence, où il vivait en roi et qu'il ornait de tableaux, de statues, de livres, d'antiquités ; il fonda le Jardin des Plantes ; il ranima toutes les manufactures de luxe créées par Henri IV. Il semblait l'inspirateur de tous ces grands hommes qui devaient encore décorer le règne suivant

(1) Comme délassement d'esprit, non comme étude; car, si l'on en croit Guy-Patin, « il lisoit et pratiquoit fort Tacite, qui est un bréviaire d'État et le grand maître des secrets du cabinet : aussi étoit-il un terrible homme. » (Lettres, t. III, p. 255.)

(2) Richelieu dépensait pour sa maison, qu'il administrait lui-même, quatre millions par an ; mais cette somme n'était pas prise entièrement dans le trésor, elle provenait des riches bénéfices ecclésiastiques que le cardinal s'était attribués.

et le dix-septième siècle pourrait plus justement porter son nom que celui de Louis XIV.

§ II. AFFAIRES D'ALLEMAGNE. — BATAILLE DE NORDLINGEN. — LA FRANCE DÉCLARE LA GUERRE. — Gustave-Adolphe n'avait laissé qu'une fille, Christine, qui fut placée sous la tutelle du sénat de Suède. Le chancelier Oxenstiern, ami et confident du grand Gustave, fut chargé de la direction des affaires d'Allemagne, avec pleins pouvoirs pour la guerre ou la paix. Dans une diète tenue à Heilbronn, il fit conclure aux quatre cercles du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, de Souabe et de Franconie [1663, 13 avril] une confédération pour la continuation de la guerre, et il signa avec l'ambassadeur de France, Feuquières, un nouveau traité d'alliance par lequel il était accordé à l'armée suédoise un million par an. Mais des divisions avaient éclaté entre les Suédois et les Allemands, les premiers agissant en maîtres absolus des pays conquis, les seconds voulant que les intérêts de la confédération germanique fussent avant tout conservés. Oxenstiern essaya d'apaiser ces divisions en rendant aux fils du palatin Frédéric V, qui venait de mourir, une partie des États de leur père; mais les cercles de la Saxe ne s'en montrèrent pas moins jaloux de la Suède, surtout l'électeur, qui aurait voulu que la direction générale des affaires protestantes lui fût donnée.

Cependant la guerre continua de tous côtés, en Saxe, en Silésie, en Bavière, en Souabe, mais sans unité, sans plan général, en prenant de moins en moins un caractère religieux. L'Allemagne bouleversée présentait un champ à toutes les ambitions, et les généraux des deux partis ne visaient qu'à se faire des souverainetés. Bernard de Saxe-Weymar se fit donner le pays de Wurtzbourg et de Bamberg, sous le titre de duché de Franconie; Walstein voulait, dit-on, devenir roi de Bohême, et l'empereur le fit assassiner [1634, 15 févr.]. Les discordes des Allemands et des Suédois ne leur permirent pas de profiter de cette mort: le maréchal suédois Horn et le duc Bernard laissèrent même les Impériaux délivrer la Bavière, prendre Ratisbonne et assiéger Nordlingen; à la fin ils s'accordèrent pour marcher à la délivrance de cette ville; mais ils n'avaient que vingt-deux mille hommes, et les Impériaux, renforcés récemment d'un corps espagnol, en comptaient trente-trois: ils urent complétement battus, perdirent douze mille hommes,

rent rallier leurs débris qu'à Francfort [1634, 6 sept.].
bataille eut de très-grands résultats : la Suède perdit
n influence ; l'électeur de Saxe entama des négociations
mpereur ; les Impériaux dominèrent le sud de l'Allema-
maison d'Autriche reprit tout son ascendant. Oxens-
oyant l'épouvante des protestants, la défection prochaine
ieurs princes, la difficulté de reformer une armée sans
nce étrangère, se tourna vers la France. Un premier traité
clu, par lequel Richelieu promettait de soudoyer douze
Allemands, et de payer un subside de 500,000 livres,
ondition qu'il occuperait l'Alsace et les villes du Rhin.
ur la nouvelle que les Impériaux s'étaient emparés de
bourg et de Spire, que l'électeur de Saxe allait faire sa
vec l'empereur, « ne pouvant plus éviter de lever le
e, » il se détermina à employer contre la maison d'Au-
ce qu'il appelait *la dernière raison des rois* (1).
nouvela son traité avec la Suède et la confédération de
onn ; il convint avec la Hollande [1635, 8 févr.] de faire
mun la conquête des Pays-Bas ; il renoua ses alliances
Savoie, Parme et Florence, pour conquérir le Milanais ;
déclara la guerre à l'Espagne [26 mars], sous prétexte
rise de Trèves par les Espagnols et de l'enlèvement de
ur, prince que la France avait pris sous sa protection.
ranche espagnole était le bras droit de la maison d'Au-
ses soldats, son or, ses généraux, faisaient la plus
force des armées impériales : l'attaquer était donc la
re voie pour relever les Suédois en Allemagne. D'ail-
lle était l'ennemie directe de la France ; c'était elle qui
ait tous ses troubles ; c'était elle qui enserrait ce
ne par ses possessions des Pays-Bas, de Franche-Comté
oussillon, possessions convoitées par Richelieu pour for-
nité territoriale de la France.
uerre qu'on allait entreprendre était la première guerre
atique que la France eût faite ; elle s'ouvrait sur cette large
qui est imposée à ce pays par sa situation continentale :
nt, sur l'Escaut, le Rhin et les Alpes ; en arrière, sur les
es. Pour la première fois, il fallait garnir de quatre ar-
s quatre théâtres de guerre, tant de fois depuis traversés

rum *ultima ratio*. Il avait fait mettre cette inscription sur les canons.

par les Français; pour la première fois, il fallait combiner les opérations de ces armées, séparées par de grands intervalles.

Ces quatre armées formaient cent vingt mille hommes; celle des Pays-Bas, commandée par les maréchaux de Châtillon et de Brézé, devait se réunir aux Hollandais; celle du Rhin, commandée par le cardinal La Valette et le duc de Weymar, devait se réunir aux Suédois; celle d'Italie, divisée en deux corps, l'un sous le commandement du maréchal de Créquy dans le Piémont, l'autre sous le commandement du duc de Rohan (1) dans la Valteline, devait se réunir aux confédérés italiens. Il n'y avait qu'un corps d'observation sur les Pyrénées.

§ III. Campagne de 1635. — Châtillon et Brézé entrèrent séparément dans les Pays-Bas par Mézières et Bouillon [1635, 10 mai]; l'armée espagnole se jeta entre eux pour les battre l'un après l'autre; mais ils se réunirent et l'écrasèrent à Avein [20 mai], dans le pays de Liége. De là ils se joignirent au prince d'Orange, qui prit le commandement supérieur, et qui, à la tête de cinquante mille hommes, entra dans le Brabant septentrional. Toute la Belgique semblait perdue pour l'Espagne; mais « les Hollandois regrettoient déjà le traité de partage, qui auroit rendu les François voisins d'eux, et surtout ils appréhendoient que la prise d'Anvers ne ruinât le commerce d'Amsterdam (2). » Le prince d'Orange perdit du temps à assiéger Louvain, et des renforts arrivèrent d'Allemagne aux Espagnols.

Au moment même où la France commençait la guerre, l'électeur de Saxe fit la paix [30 mai] avec l'empereur, pour lui et les princes qui voudraient adhérer au traité; il promettait d'unir ses forces aux forces impériales pour chasser les étrangers de l'Allemagne. Ce fut un coup de fortune pour la maison d'Autriche; tous les efforts de Richelieu pour le parer avaient échoué devant l'égoïsme et la basse jalousie de l'électeur. Cette défection, jointe au désir d'arracher leurs États aux ravages de la guerre, entraîna les ducs de Mecklembourg, de Brunswick, de Poméranie, l'électeur de Brandebourg, les villes de Hambourg, Lubeck, Erfurth, etc., à adhérer au traité; il ne resta pour alliés de la France et de la Suède que les princes de Hesse-Cassel

(1) Rohan, après le traité d'Alais, s'était retiré à Venise. Richelieu, qui estimait ses talents, chercha, en lui donnant un commandement, à le rattacher à l'autorité royale.

(2) Fontenay, t. II, p. 222.

de Bade et de Wurtemberg. La guerre changea alors de face : la maison d'Autriche, que Richelieu croyait surprendre, prit au contraire l'offensive. L'empereur envoya en Belgique dix-huit mille hommes commandés par Piccolomini, qui força les Franco-Hollandais [1635, 4 juillet] à rétrograder dans l'intérieur des Provinces-Unies ; et l'armée de Châtillon et de Brézé, coupée de ses communications avec la France, devint tout à fait inutile.

Les Impériaux, commandés par Galas, prirent aussi l'offensive sur le Rhin ; ils s'emparèrent de Spire et assiégèrent Deux-Ponts, pendant que Charles IV envahissait son duché de Lorraine, mécontent de la domination française. Bernard de Weymar et la Valette forcèrent Galas à rétrograder, passèrent le Rhin et poussèrent jusqu'à Francfort; mais ils furent bientôt obligés de reculer : les Impériaux se renforçaient, le pays était ruiné; enfin leurs derrières étaient menacés par le duc de Lorraine, qui avait pris Saint-Mihiel. Ils revinrent sur la Sarre [1], pendant que le roi, avec la noblesse de Champagne, reprenait Saint-Mihiel [3 oct.] ; et en réunissant tous les renforts de cette frontière, ils portèrent leur armée à soixante mille hommes. De son côté, Galas se joignit à Charles de Lorraine, et se trouva à la tête d'une armée d'égale force ; mais il n'osa livrer bataille, et se retira en Alsace. Richelieu, pour s'attacher définitivement Bernard, que l'empereur cherchait à gagner, signa avec lui un traité [26 oct.] par lequel on lui cédait le landgraviat d'Alsace avec 4 millions de subsides par an, sous condition qu'il entretiendrait, sous les ordres de la France, une armée de dix-huit mille hommes.

En Italie, Rohan fit une campagne dans les Alpes qui est restée comme un modèle du genre : il battit successivement quatre divisions, chacune plus forte que sa petite armée, et se maintint en Valteline. Ces opérations n'étaient qu'accessoires et devaient protéger l'invasion du Milanais, commencée par le maréchal de Créquy et le duc de Parme ; mais le duc de Savoie, allié toujours infidèle, arriva trop tard, et les Français rentrèrent dans le Piémont.

[1] Ce fut dans cette retraite que le vicomte de Turenne, deuxième fils d'Henri, duc de Bouillon, et de Charlotte de la Marck, fit ses premières armes. Il était né à Sedan en 1611.

L'ouverture de la guerre n'avait pas répondu aux plans, aux espérances et aux dépenses du gouvernement. Cela tenait non-seulement à la défection ou à la malveillance des alliés de la France, mais aussi à la mauvaise composition des armées. La cavalerie était presque toute composée de noblesse, toujours brillante de valeur, mais qui se ruinait en équipages, en armes de luxe, et faisait le désespoir des généraux par son indiscipline. L'infanterie, recrutée par argent dans les tavernes des villes, ou par force dans les campagnes, était sans uniforme, sans instruction, quelquefois sans armes, et ne faisait la guerre que pour le pillage. L'administration n'était pas encore assez avancée pour tenir sur pied, diriger, nourrir des armées si nombreuses, avec l'attirail d'artillerie, de munitions, de bagages qu'elles traînaient après elles. Ces armées devaient vivre sur le pays : il n'y avait pas encore de magasins, de dépôts, de solde assurée, et les opérations de la dernière campagne avaient souvent échoué par le défaut de vivres, le retard de l'artillerie, le manque de poudre. Richelieu n'avait pas porté tous ses soins à ces détails, qui, dans le nouveau système de guerre où l'on entrait, allaient devenir aussi importants que l'habileté des généraux et la bravoure des soldats. D'ailleurs les finances étaient mal administrées; soit par dégoût, soit par impuissance, le cardinal ne porta jamais à cette branche du gouvernement des regards attentifs, et il ne sut remplir le trésor que par des moyens ruineux et vexatoires qui excitèrent souvent des émeutes et des révoltes.

§ IV. Campagne de 1636. — Richelieu fit pour la campagne suivante de nouveaux efforts qui eurent encore moins de succès. Le duc de Savoie fit manquer une seconde fois l'invasion du Milanais; et quoiqu'il eût battu les Espagnols, il ramena l'armée au delà du Tésin, en laissant Rohan isolé dans la Valteline. Weymar et La Valette reprirent les places de la Sarre; mais ils employèrent le reste de la campagne à s'emparer de Saverne, pendant que le prince de Condé pénétrait en Franche-Comté, malgré la neutralité de ce pays, et échouait au siége de Dôle. Dans le nord, Piccolomini, Jean de Werth et le cardinal infant [1], profitant de la nudité où était restée la frontière de Picardie par suite de la retraite des Français en Hollande, pé-

[1] Prince de la maison d'Autriche et gouverneur des Pays-Bas.

nétrèrent dans cette province [1636, juillet] avec une nombreuse cavalerie légère. Nul ne s'attendait à leur attaque ; le comte de Soissons, chargé de la défense de cette frontière, avait à peine sept à huit mille hommes de milice. La Capelle et le Catelet furent pris, la Somme franchie, les Français rejetés sur l'Oise ou dispersés dans les places; Corbie capitula [août]. Paris fut dans la consternation et croyait déjà voir l'ennemi à ses portes. Des cris de fureur s'élevèrent contre le cardinal, auteur unique de cette guerre dont les débuts étaient si tristes.

La situation du royaume était alors déplorable. Galas, pour faire diversion aux siéges de Saverne et de Dôle, venait d'envahir la Bourgogne avec cinquante mille hommes; des révoltes avaient éclaté dans le Midi, à cause des impôts; les Espagnols s'étaient emparés des îles Sainte-Marguerite et se préparaient à attaquer la Guyenne.

Le cardinal perdit un moment courage; mais, excité par le père Joseph, il parcourut les rues de Paris avec un air de calme qui rassura les habitants. Le parlement, l'Hôtel de ville, les corps de métiers votèrent de l'argent et des hommes; les milices bourgeoises prirent les armes; les débris de l'armée de Hollande arrivèrent par mer ; on rappela l'armée de Condé, et le roi lui-même, avec son ministre et le duc d'Orléans, se mit à la tête de quarante mille hommes. Les Espagnols reculèrent. Gaston et le comte de Soissons furent chargés de les poursuivre; mais ils s'arrêtèrent à prendre Roye, malgré les ordres du cardinal, et l'ennemi se retira sans dommage. Ensuite ils se tournèrent contre Corbie, mais avec l'intention de faire échouer le siége de cette ville : Richelieu arriva, fit enlever la place sous ses yeux [14 nov.]; et les deux princes, qui avaient comploté le meurtre du cardinal, se voyant découverts, se retirèrent, Gaston à Blois, le comte de Soissons à Sedan.

Les Impériaux n'eurent pas un meilleur succès en Bourgogne: ils s'arrêtèrent au siége de Saint-Jean-de-Losne [25 oct.], petite ville mal fortifiée, ravagée par une épidémie, ayant une garnison de cent cinquante soldats et de quatre cents bourgeois. Après deux assauts et huit jours d'efforts contre une bicoque que défendaient même les femmes et les enfants, ils se retirèrent [3 nov.] à l'arrivée du duc de Weymar et de La Valette. Ceux-ci se mirent à leur poursuite, leur tuèrent huit mille hommes, et les forcèrent à repasser le Rhin.

Quant à l'invasion de la Guyenne, elle ne fut pas même tentée, les révoltes de paysans ayant été apaisées par le duc d'Épernon. Enfin, l'envoi des troupes impériales en Picardie et en Bourgogne ayant permis aux Suédois de reprendre l'offensive, Baner, qu'on appelait le second Gustave, battit complétement les Impériaux à Wistock, et s'empara de la Saxe [1636, 4 oct.]. Ferdinand II mourut. Son fils, Ferdinand III, qui avait été élu roi des Romains l'année précédente, lui succéda; il opposa à Baner quarante mille hommes commandés par Galas, qui rejeta les Suédois dans la Poméranie.

§ V. Campagnes de 1637 et 1638. — Mort du père Joseph. — Les hostilités continuèrent, l'année suivante, avec la même activité; mais il est difficile de les suivre, tant les opérations étaient décousues, tant les armées agissaient isolément. Le système de la grande guerre était alors dans l'enfance; il n'y avait pas de plan général d'opérations, et chaque commandant croyait avoir rempli sa mission par des ravages dans le pays ennemi ou la prise d'une bicoque; d'ailleurs la difficulté des vivres rendait presque impossible toute entreprise longue et suivie.

Le cardinal La Valette prit Cateau-Cambrésis, Landrecies, Maubeuge; mais, au lieu de pousser sur la Sambre et Namur, il se rabattit sur la Capelle, dont il s'empara. Les opérations furent insignifiantes sur le Rhin. Dans le Midi, l'archevêque Sourdis reprit les îles Sainte-Marguerite; de là il se porta dans le Languedoc, que les Espagnols venaient d'envahir et où ils assiégeaient Leucate, et il contribua par ses vaisseaux au gain de la bataille que le duc de Schomberg leur livra devant cette place [1637, mars]. Ces succès furent compensés par la perte de l'alliance des Grisons, qui traitèrent avec l'empereur et forcèrent Rohan à évacuer la Valteline. Les ducs de Mantoue et de Savoie moururent, laissant deux enfants en bas âge. La veuve du premier fit sa paix avec l'empereur, mais le Montferrat resta au pouvoir des Français; la veuve du second, sœur de Louis XIII, se mit sous la protection de la France, pour résister à son beau-frère, Thomas de Savoie, qui voulait prendre la tutelle de son fils, Charles-Emmanuel II.

En définitive, cette guerre, annoncée avec tant de pompe par le grand cardinal, n'avait encore donné aucuns résultats; la France murmurait des impôts; le parlement refusait d'enre-

gistrer les édits bursaux ; les mécontents relevaient la tête. Mais Richelieu savait bien que ce n'était pas d'un coup et sans efforts qu'on ferait prendre à la France une position militaire égale à celle que la maison d'Autriche avait mis plus d'un siècle à se donner : il renforça les armées et fit prendre partout l'offensive.

En Artois, les opérations se bornèrent au siége de Saint-Omer, entrepris par Châtillon et que le cardinal-infant lui fit lever ; en Franche-Comté, on s'empara de quelques petites places ; en Italie, Créquy fut tué, et les Espagnols prirent Verceil. Ce fut sur le Rhin qu'eurent lieu les opérations importantes. Weymar s'empara de Lauffembourg, de Landshut et des autres villes *forestières* [1] appartenant à l'Autriche ; puis il assiégea Rhinfeld. Les Impériaux, commandés par Jean de Werth, le battirent [1638, 28 févr.], et le forcèrent de lever le siége [2]. Weymar rallia ses troupes, et trois jours après il surprit les Impériaux devant la même ville, les battit complétement et fit prisonnier Jean de Werth [3 mars]. Rhinfeld et Fribourg se rendirent ; des détachements commandés par Guébriant et Turenne, généraux qui se formaient à l'école suédoise, vinrent renforcer les Weymariens, et Bernard alla assiéger Brisach [3], clef de la Souabe et de l'Alsace, qui fit une défense désespérée. Trois armées vinrent successivement à la délivrance de cette place et furent battues : à la fin elle se rendit [19 déc.], et sa prise entraîna l'occupation d'une partie de la Souabe.

Le prince de Condé et le duc de La Valette commandaient l'armée des Pyrénées ; ils passèrent la Bidassoa, s'emparèrent du Passage et assiégèrent Fontarabie. L'Espagne envoya une flotte et une armée à la délivrance de cette place. La flotte, forte de quatorze vaisseaux, fut assaillie par l'archevêque Sourdis, à la hauteur de Gattari, et entièrement détruite [22 août]. Quinze jours après, l'armée de terre attaqua les Français dans leurs lignes et les mit en pleine déroute [7 sept.]. L'ignorance de Condé, l'orgueil de La Valette et les discordes de ces deux seigneurs étaient cause de cette défaite. Richelieu accusa La Valette d'intelligence avec les Espagnols, et fit instruire son procès

[1] Voyez ma *Géographie militaire*, 4e édit., p. 199.

[2] Ce fut dans ce combat que le duc de Rohan, qui servait dans l'armée weymarienne, fut blessé à mort.

[3] C'est le Vieux-Brisach, sur la rive droite du Rhin.

par une commission que le roi voulut présider lui-même, malgré les représentations des magistrats. La Valette s'était sauvé en Angleterre : il fut condamné à mort.

Le cardinal voulait, par ces rigueurs, imposer la victoire à ses généraux ; déjà il avait fait condamner à mort par contumace les trois commandants de la Capelle, le Catelet et Corbie. « Il n'y a rien, disait-il, qui puisse mieux faire servir le roi que la sévérité ; et sa majesté n'épargnera pas les plus huppés. » Mais s'il remplissait de terreur ses agents, il ne leur donnait pas le dévouement d'un homme que la mort venait de frapper et dont la perte lui fut très-sensible : c'était le père Joseph. « Je perds ma consolation, dit-il, mon confident et mon ami. » Au milieu des tribulations du pouvoir, de cette vie si agitée, si pleine d'intrigues et d'obstacles, le père Joseph était l'agent toujours sûr, toujours prêt, celui qui se chargeait des affaires les plus difficiles. Cet homme extraordinaire, dur, absolu, infatigable, exact à tous les devoirs de son état et mêlé à toutes les affaires politiques, qui institua des couvents et traita avec les hérétiques, qui établit des missions et discutait des plans de campagne, n'avait eu d'autre ambition et d'autre joie que de voir triompher le système politique de son ami. Jusqu'à l'agonie, il songeait à la guerre, aux succès des armées ; et Richelieu le réveillait des premières étreintes de la mort en lui disant : « Courage, père Joseph! Brisach est à nous. » L'Italien Mazarini succéda au capucin dans la confiance du cardinal.

§ VI. Campagnes de 1639 et 1640. — Révolte du Portugal et de la Catalogne. — Campagne de 1641. — La campagne de 1639 fut sans importance : les Français s'emparèrent de quelques places de la Comté et du Piémont, et furent battus complétement près de Thionville [1639, 7 juin]. L'année suivante, Richelieu porta ses principaux efforts sur l'Artois ; le maréchal de la Meilleraie s'empara de Hesdin et se joignit aux maréchaux de Chaulnes et de Châtillon ; leurs forces réunies, montant à trente-quatre mille hommes, investirent Arras [1640, 13 juin]. Ce boulevard des Pays-Bas avait une garnison nombreuse et une population très-attachée à la domination espagnole ; il excitait la convoitise du cardinal, qui connaissait les efforts qu'avait faits Louis XI pour rattacher cette place à la France. Arras devint donc le centre de toutes les opérations, et le cardinal-infant arriva avec trente mille hommes pour forcer les lignes

des assiégeants. Ce fut alors que les trois maréchaux firent demander à Richelieu s'il fallait sortir des lignes pour livrer bataille : « Lorsque le roi, répondit-il, vous a confié le commandement de ses armées, il vous en a crus capables, et il lui importe peu que vous sortiez ou que vous ne sortiez pas; mais vous répondrez de vos têtes si vous ne prenez pas la ville (1). » Les maréchaux restèrent dans leurs lignes : ils battirent les Espagnols et firent capituler la ville [9 août].

Bernard de Weymar était mort à l'âge de trente-six ans [1639, 18 juillet] ; ses lieutenants se vendirent à la France : on arbora le drapeau français dans toutes les villes d'Alsace et du Rhin, et le duc de Longueville fut reconnu pour chef de l'armée weymarienne, avec Guébriant pour lieutenant. A cette époque, Baner, ayant reçu des renforts, avait battu les Impériaux à Chemnitz, insulté Prague et ramené son armée dans la Saxe. Guébriant résolut de le joindre pour porter la guerre au cœur de l'Autriche : il passa le Rhin, fit rentrer dans l'alliance française les princes de Hesse et de Lunebourg, traversa la Thuringe, et fit sa jonction avec Baner à Erfurth. Les deux armées faillirent surprendre la diète et l'empereur à Ratisbonne [1640, 30 oct.]; mais, après ce coup manqué, Piccolomini les tint en échec avec tant d'habileté, qu'à la fin elles se séparèrent, les Suédois pour se cantonner dans la Saxe, et les Weymariens dans la Hesse. Baner mourut [1641, 10 mai].

En Italie, le prince Thomas de Savoie pénétra en Piémont à la tête d'une armée espagnole. La régente Christine fut obligée d'ouvrir ses places aux garnisons françaises; mais les habitants de Turin reçurent Thomas dans leur ville, il ne resta aux Français que la citadelle. Au maréchal de Créquy avait succédé le comte d'Harcourt. Il remporta d'abord une victoire complète sur les Espagnols, qui assiégeaient Casal, et délivra cette ville; puis il tourna sur Turin, dont Thomas assiégeait la citadelle, et assiégea lui-même Thomas dans la ville; mais, à son tour, il fut assiégé dans son camp par Leganez, gouverneur du Milanais, qui, avec douze mille hommes, lui coupa les routes de la France et voulut l'affamer. Après de nombreux combats, les Français l'emportèrent, Leganez fut repoussé; Thomas capitula [1641, 22 sept.]; la citadelle fut délivrée, et les états de

(1) Mém. de Puységur.

Savoie se trouvèrent ainsi dans l'entière dépendance de la France.

Pendant que l'Espagne éprouvait des échecs sur tous les points où elle avait étendu sa puissance, elle se trouvait ébréchée sur ses deux flancs par la révolte de ses deux plus importantes provinces, le Portugal et la Catalogne.

Le Portugal, las du joug espagnol qu'il portait depuis soixante ans, chassa les troupes de Philippe IV, déclara qu'il reprenait son indépendance, et appela au trône Jean, duc de Bragance, descendant de la maison d'Avis en ligne illégitime. Le nouveau roi fut reconnu par l'Angleterre, la Hollande et la Suède; il fit alliance avec la France [1er juin], et commença les hostilités contre l'Espagne.

Les Catalans étaient, avec les Basques, le seul peuple d'Espagne qui eût conservé ses *fueros* depuis Charles-Quint: ardents, fiers, intrépides, ils se voyaient pourtant accablés d'impôts, gênés dans leurs libertés, épuisés d'hommes qu'on envoyait mourir en Italie, pendant qu'eux-mêmes étaient maintenus par des garnisons flamandes. Ils se révoltèrent, chassèrent ces garnisons et firent un traité avec Louis XIII [1642, 23 janv.], par lequel ils le reconnurent comme comte de Barcelone et de Roussillon, et déclarèrent leur province réunie à la France, sous la seule condition qu'elle conserverait ses libertés.

Une armée, commandée par Lamothe, fut envoyée dans la Catalogne, s'empara de la plupart des places, et assiégea Tarragone, que vint bloquer la flotte française, commandée par l'archevêque Sourdis. L'Espagne envoya une armée et une flotte pour délivrer cette ville. L'armée fut tenue en échec par Lamothe; mais la flotte, très-supérieure en force à celle de Sourdis, la battit [20 août], ravitailla la place et en fit lever le siége. Sourdis fut disgracié.

Cet échec fut compensé par de grands avantages en Italie et en Allemagne. D'Harcourt battit les Espagnols à Yvrée, fit lever le siége de Chivasso et prit Coni. Guébriant gagna [1641, 25 juin] sur Piccolomini la bataille de Wolfenbuttel, et, six mois après, celle de Kempen [1642, 17 janv.] sur Lamboy et Mercy, qui furent pris et perdirent sept mille hommes. Torstenson avait succédé à Baner; il attaqua la Silésie, battit les Impériaux à Schweidnitz, entra en Moravie et menaça Vienne; obligé de reculer devant des forces supérieures, il se retira dans la Saxe, livra bataille, et fit perdre aux Impériaux dix

mille hommes dans la plaine de Breitenfeld [1642, 2 nov.].

§ VII. DESPOTISME DE RICHELIEU. — RÉVOLTE DU COMTE DE SOISSONS. — COMBAT DE LA MARFÉE. — Richelieu s'applaudissait de ses efforts : la France était puissante, comme il l'avait promis ; l'Alsace, la Lorraine, l'Artois, la Catalogne et la Savoie étaient conquis ou occupés ; on avait levé deux cent mille hommes, équipé cent vaisseaux, dépensé par an 66,000,000 pour la guerre. « La postérité, disait le cardinal, aura peine à croire que dans cette guerre ce royaume ait été capable d'entretenir sept armées de terre et deux navales. » « On commençoit à connoître, dit Fontenay-Mareuil, que la puissance du roi d'Espagne, jusque-là si formidable et qui devoit le porter à la monarchie universelle, n'étoit pas telle qu'elle paroissoit, et que la France avoit, tout au contraire, des ressources inépuisables et qu'on ne croyoit point, provenant de l'union de toutes ses parties, de sa grande fertilité et du nombre infini de soldats qui s'y trouvent toujours ; de sorte qu'on peut dire sans exagération que la France, bien gouvernée, peut faire de plus grandes choses que tout autre royaume du monde (1). » Mais le pays n'avait pas pris cette position nouvelle sans de terribles souffrances : les impôts étaient très-lourds ; plusieurs provinces avaient été ravagées ; des révoltes de paysans avaient éclaté en Normandie et en Guyenne, et n'avaient été comprimées qu'à force de rigueurs ; tout le monde se plaignait du despotisme du cardinal et de ses agents. Le parlement de Paris, qui tendait de plus en plus à devenir un corps politique, était l'organe de ces résistances. Richelieu n'aimait pas cette aristocratie judiciaire, inamovible par l'hérédité et la vénalité de ses charges qui se rattachait à la fois à la haute bourgeoisie et à la noblesse par des liens de famille ; il prévoyait les obstacles qu'elle offrirait à la royauté absolue : plusieurs fois il avait humilié et maltraité ses membres, et il finit par leur ordonner de ne jamais se mêler des affaires d'État et d'enregistrer les édits royaux sans aucune remontrance [1641].

Plus on s'enfonçait dans la guerre, moins le cardinal était disposé à supporter la moindre résistance, plus il sentait la nécessité de concentrer le pouvoir. Son ascendant sur le roi était devenu le despotisme le plus ombrageux : « il prenoit garde que

(1) Fontenay, t. II, p. 149.

nul n'approchât de lui s'il n'étoit sa créature; » il excitait sa jalousie contre tout le monde; il le forçait à lui avouer les plaintes qu'il avait faites contre lui et le nom de ceux qui avaien écouté ces plaintes; il changeait ses favoris, ses conseillers, ses domestiques, au moindre soupçon. Plus il s'imposait à son maître, plus il se défiait de lui; il savait qu'au moindre effort que le roi ferait sur lui-même, il serait perdu. « Louis, dit madame de Motteville, se voyoit réduit à la vie la plus mélancolique et la plus misérable du monde, sans suite, sans cour, sans pouvoir, sans plaisir et sans honneur. Il vivoit, comme un particulier, à Saint-Germain; et pendant que ses armées prenoient des villes, il s'amusoit à prendre des oiseaux. Jaloux de la grandeur de son ministre et ne pouvant vivre heureux sans lui ni avec lui [1], » il fallait qu'il lui sacrifiât tout, ou bien, à la moindre résistance, le cardinal le menaçait de se retirer et de le laisser perdu dans les complications si grandes de la politique européenne. Il avait témoigné l'amour le plus chaste à une demoiselle de la reine, belle et vertueuse, Louise de la Fayette: elle fut forcée d'entrer dans un couvent. Le confesseur du roi avait parlé en faveur de quelques exilés: il fut chassé de la cour. La reine correspondait avec sa famille d'Espagne: on fouilla tout chez elle, on prit tous ses papiers; on lui imposa un aveu écrit de ses fautes, une demande de pardon, une règle de conduite pour l'avenir. La reine-mère, à l'instigation du cardinal, avait été chassée d'Angleterre par le parlement; elle demandait à revenir en France pour y mourir obscurément; mais on la refusa avec dureté, et, sans pitié pour sa vieillesse, on laissa la veuve de Henri IV traîner en Allemagne une existence misérable et vagabonde. Gaston restait exilé à Blois; il n'était plus à craindre ni à ménager, car Anne d'Autriche, après vingt-deux ans de stérilité, avait eu deux fils; et comme le roi était continuellement malade, le cardinal songeait déjà à s'assurer l'avenir, en se faisant nommer par avance régent du royaume. Toute la machine du gouvernement était disposée pour écarter du pouvoir, à la mort de Louis XIII, et sa veuve et son frère. Les amis de Richelieu, ses parents, ses créatures, étaient partout, dans les plus hautes fonctions, dans le gouvernement des provinces, dans le commandement des armées; enfin il s'était fait, contre

[1] Motteville, t. I, p. 386.

daient ensemble. Le dernier avait pour moteur le seul qui n'eût pas plié devant le cardinal : c'était le comte de ns. De Sedan, où il s'était réfugié, il se tenait en relation a reine-mère, les ducs de Vendôme, de Guise et de La e, tous les mécontents de l'intérieur, et il rassemblait r de lui une foule d'exilés. Richelieu ordonna au duc de on de lui livrer cet artisan de troubles. Le duc refusa, leva rmée de réfugiés et signa un traité d'alliance avec la mai-Autriche, qui lui donna un secours de sept mille hommes. tôt le cardinal fit marcher contre les rebelles dix mille nes commandés par le maréchal de Châtillon. Une ren-e eut lieu dans le bois de la Marfée, près de Sedan; mais, s premiers coups, la cavalerie royale, qui était d'intelli-avec les insurgés, se mit en déroute [1641, 6 juillet]. Le e de Soissons se jeta à la poursuite des fuyards; mais il fut 'un coup de pistolet. La victoire devint ainsi inutile; et uvelles forces ayant été envoyées contre Sedan, le duc de lon demanda la paix. Le cardinal se hâta de l'accorder, se tourner tout entier contre les intrigues de la cour, où uveau Luynes le menaçait du sort de Concini.

VIII. CONSPIRATION DE CINQ-MARS. — CAMPAGNE DE 1642. — DE CINQ-MARS ET DE DE THOU. — Il avait donné au roi pour un tout jeune homme, nommé d'Effiat de Cinq-Mars, di qui, par ses boutades et ses caprices, devait jeter quel-distractions dans la vie monotone du pauvre monarque, même temps avertir le ministre de tout ce qui se passait

barrasserait de lui. Il se lia avec tous les mécontents, la reine, le duc d'Orléans, le duc de Bouillon, et confia son projet à son ami de Thou, fils de l'historien. Alors il montra doucement au roi que le cardinal ne bouleversait toute l'Europe que pour se rendre nécessaire; il lui parla de la paix tant désirée par ses peuples, réduits à la dernière misère; il lui fit honte de la servitude où il était tenu; enfin il lui rappela la manière dont il s'était débarrassé du maréchal d'Ancre. Louis ne répondait rien, mais il semblait approuver le favori par son silence. Cependant, comme Cinq-Mars savait que sa tête dépendait d'une seule indiscrétion du faible prince, il voulait s'assurer une retraite: Sedan fut choisi; mais le duc de Bouillon refusa de lui donner asile dans sa principauté, s'il n'avait l'assistance des étrangers. Alors les conjurés traitèrent avec l'Espagne; ils s'engagèrent à livrer une place française à l'armée espagnole, qui appuierait le complot; à rendre au roi catholique tous les pays conquis sur lui, à n'agir que par ses ordres, etc.

Richelieu soupçonnait la conspiration : pour occuper le roi et jeter le gouvernement plus avant dans la guerre, il décida que tout l'effort de la campagne se porterait sur les Pyrénées, que Louis prendrait le commandement de l'armée, ferait la conquête du Roussillon, et pousserait, de là, en Catalogne : « C'étoit, disait-il, en menaçant la route de Madrid qu'on forceroit l'Espagne à la paix. » On se tint donc sur la défensive partout ailleurs. Guébriant repassa le Rhin pour couvrir l'Alsace; d'Harcourt fut envoyé en Champagne et le duc de Bouillon dans le Piémont.

Le roi et le cardinal, tous deux malades, se mirent en route, mais par des chemins différents. Cinq-Mars continua, pendant le voyage, à travailler l'esprit de son maître, et il le disposa si bien, que, selon l'opinion commune, « le roi étoit tacitement le chef du complot; le grand-écuyer en étoit l'âme; le nom dont on se servoit étoit celui du duc d'Orléans, et leur conseil étoit le duc de Bouillon [1]. » Louis et son ministre se revirent à Lyon, se traitèrent avec défiance et continuèrent leur voyage. Mais, pendant que le roi arrivait à son armée qui faisait le siége de Perpignan, le cardinal fut forcé par la maladie de s'arrêter à Narbonne. Il se crut perdu, et, surmontant ses souffrances, il

[1] Mém. de mad. de Motteville. t. I, p. 400.

s'en alla à Tarascon, pour être à portée de s'enfuir à Avignon ou en Italie. Délaissé de tous, loin de ce maître qu'il fascinait de sa parole ou de son regard, n'ayant plus la main libre pour écrire, gisant dans son lit, avec sa tête énergique, active, travaillée de mille soucis, il se voyait près de mourir, et il lui fallait défendre son œuvre contre un roi ingrat et changeant, contre les courtisans qui s'agitaient pleins de confiance, contre l'Espagne qui se disposait à reprendre ses conquêtes. Tout le monde attendait avec anxiété l'issue de cette lutte; mais nul ne bougeait : l'œil du moribond était là; la guerre seule marchait avec activité.

Le roi, selon sa coutume, se dégoûta bientôt du siége de Perpignan : les affaires s'embrouillaient; Richelieu lui manquait; il commençait à se lasser de l'outrecuidance de Cinq-Mars, qui parlait déjà en maître : « Souvenez-vous bien, lui disait-il, que si M. le cardinal se déclare ouvertement contre vous, je ne puis plus vous garder auprès de moi. » Et il envoya le secrétaire d'État Chavigny [1] à Tarascon pour dire à Richelieu que, « quelques bruits qu'on fit courir, il l'aimoit plus que jamais. » En ce moment, le cardinal était parvenu à obtenir une copie du traité de Cinq-Mars avec l'Espagne; il l'envoya au roi par Chavigny. Aussitôt Louis revint à Narbonne, tout changé et résolu à sévir : il savait pourtant qu'il allait retomber plus rudement que jamais sous la main de son ministre; mais cette pensée de la conservation de l'État, qui l'avait toujours dominé et qui honore seule sa mémoire, l'emporta encore. Cinq-Mars et de Thou furent arrêtés; le duc de Bouillon fut saisi au milieu de son armée et renfermé dans la citadelle de Casal [1642, 13 juin]; le duc d'Orléans dut rester à Blois prisonnier. Le roi alla ensuite trouver le cardinal à Tarascon; il était aussi malade que lui et se fit dresser un lit dans sa chambre [3 juillet] : c'est là qu'il écouta humblement les reproches de son ministre, et que ces deux moribonds résolurent les mesures de rigueur qui devaient sauver l'État. Richelieu se fit nommer lieutenant général du royaume avec les pleins pouvoirs de la royauté; il revint à Lyon par le Rhône, en traînant à la remorque un bateau où étaient Cinq-Mars et de Thou. Le roi retourna à Paris et publia

(1) « Il avoit été favori et même, à ce qu'on a cru, fils du cardinal de Richelieu. » (Mém. de Retz, t. II, p. 298.)

un manifeste où il ne craignit pas d'avouer qu'il avait joué dans le complot le rôle d'agent provocateur : « Depuis un an, dit-il, nous nous apercevions d'un notable changement dans la conduite du sieur de Cinq-Mars, qu'il avoit des liaisons avec les libertins, qu'il prenoit plaisir à ravaler nos bons succès et à blâmer les actions du cardinal duc de Richelieu. Ces manières de faire nous avoient donné des soupçons, et, pour en pénétrer le but et la cause, nous l'avons laissé parler et agir avec nous plus librement qu'auparavant. »

Cependant l'on n'avait pas de preuves de la conspiration : ce fut Gaston qui les fournit. Dès qu'il se vit découvert, il s'enfuit dans les montagnes d'Auvergne et envoya supplier le roi de lui faire grâce. Louis lui répondit que, « bien qu'il ne se fût pas lassé de l'offenser, il ne se laisseroit pas de lui pardonner, mais pourvu qu'il fit confession entière de la conjuration. » Le prince se laissa interroger par le chancelier, consentit que ses réponses servissent de preuves contre ses complices, et donna pour toute excuse « que c'étoit Cinq-Mars qui l'avoit fait tomber dans le crime par ses pressantes sollicitations. » En récompense de ses aveux, il fut dépouillé de ses principaux domaines, déclaré indigne d'exercer la régence et relégué à Blois. Le duc de Bouillon obtint sa grâce en cédant, en échange de quelques seigneuries dans l'intérieur du royaume, sa principauté, qui fut dès lors réunie à la couronne. Quant à Cinq-Mars et de Thou, ils furent amenés à Lyon et traduits devant une commission présidée par le chancelier. La déposition de Gaston leur ôtait tout moyen de défense; d'ailleurs Cinq-Mars confessa tout, et entraîna ainsi dans sa perte son ami, coupable seulement de n'avoir pas révélé le complot; ils furent condamnés à mort et exécutés [1642, 12 sept.].

§ IX. Mort de Richelieu et de Louis XIII. — Ces supplices firent une terrible sensation, et il n'y eut qu'un cri de réprobation contre ce système de politique sanguinaire dont on ne voyait pas la fin; mais personne ne remua. Le ministre revint à Paris, porté dans une chambre de bois, où il se tenait couché, par vingt-quatre de ses gardes, qui marchaient tête nue; on abattait les portes des villes et des maisons pour faire passer cette étrange voiture. Il n'avait plus que quelques mois à vivre; mais en s'approchant de la tombe, il voyait avec orgueil son œuvre en pleine réussite ; Perpignan s'était rendu [9 sept.], et

tout le Roussillon était conquis; les Espagnols avaient été battus sur terre et sur mer dans la Catalogne; l'Artois était entièrement au pouvoir des Français; Thomas de Savoie avait fait sa paix avec la France; Torstenson venait de battre les Impériaux à Leipzig; la maison d'Autriche était partout vaincue; la France n'avait jamais exercé une si grande prépondérance : il ne s'agissait plus que de mettre fin à une tâche si glorieusement commencée. Ce fut la dernière pensée de Richelieu; il désigna au roi Mazarin [1] comme l'homme capable de continuer son ministère, et vit approcher la mort avec un calme et une confiance en Dieu qui épouvantèrent les assistants : « Voilà mon juge, dit-il en montrant l'hostie, mon juge qui prononcera bientôt ma sentence; je le prie de me condamner si, dans mon ministère, je me suis proposé autre chose que le bien de la religion et de l'État. »

Richelieu mourut âgé de cinquante-huit ans [4 déc.]. Nul n'a fait davantage pour la grandeur de la France, pour l'unité nationale et pour un résultat que le ministre ne cherchait que dans l'intérêt du pouvoir absolu, l'égalité de toutes les classes devant la loi : « Ce fut, dit madame de Motteville, le premier homme de son temps, et les siècles passés n'ont rien pour le surpasser [2]. »

« Voici mort un grand politique, » dit froidement Louis; mais, quoiqu'il semblât heureux d'être débarrassé de son ministre, il s'était tellement empreint de ses idées, qu'il écrivit partout « qu'il étoit résolu de conserver tous les établissements ordonnés durant le ministère du feu cardinal et de suivre tous les projets arrêtés avec lui, au dehors et au dedans du royaume. » Richelieu parut donc encore régner après sa mort, et le conseil resta tel qu'il l'avait composé. Néanmoins la riguenr du gouvernement se détendit; et Mazarin, qui « étoit le renard succédant au lion, » poussa de tout son pouvoir à des mesures de clémence. Louis pardonna à Gaston; il ouvrit les portes de la

(1) Jules Mazarin, né en 1602, était fils d'un banquier sicilien. Il servit d'abord dans les armées espagnoles, s'attacha au cardinal Barberin et prit la soutane. Il fut vice-légat d'Avignon, et envoyé en France en 1635, pour ménager la paix entre la France et l'Espagne; il s'attacha alors à Richelieu, qui lui donna plusieurs ambassades, le fit nommer cardinal et se déchargea sur lui d'une partie des affaires étrangères.

(2) Motteville, t. 1. p. 357

Bastille à une foule de prisonniers; il laissa rentrer en France les ducs de Vendôme, de Mercœur, de Beaufort, de Bellegarde. Quant à la malheureuse Marie de Médicis, elle était morte, quelque temps auparavant, à Cologne, dans la douleur et l'indigence [1642, 3 juillet].

Il y avait à peine cinq mois que le ministre était mort, quand le roi, dont le malheureux caractère, les soucis du pouvoir, l'esprit sombre et mélancolique, avaient miné la santé, se disposa à le suivre dans la tombe. Malgré la haine qu'il avait pour sa femme, il lui laissa la régence, mais en limitant son pouvoir par un conseil sans lequel elle ne pourrait rien ordonner. Ce conseil était composé du prince de Condé, du cardinal Mazarin, du chancelier Séguier et des secrétaires d'État Boutillier et Chavigny; il avait pour président le duc d'Orléans, déclaré lieutenant général du royaume. Louis XIII mourut âgé de quarante-trois ans [1643, 14 mai], laissant deux fils, Louis XIV, âgé de quatre ans et demi, et Philippe, duc d'Anjou, puis d'Orléans, tige de la branche cadette des Bourbons.

CHAPITRE VI.

Régence d'Anne d'Autriche. — Traité de Westphalie. — 1643 à 1648.

§ I. Anne d'Autriche régente. — Cabale des importants. — Mazarin premier ministre. — Dès que Louis XIII fut mort, Anne d'Autriche, qui avait de l'énergie et l'amour du pouvoir, résolut d'obtenir la régence sans limites. Elle avait pour elle l'appui des grands, qui se réjouissaient de son avénement comme du signal d'une politique tout opposée à celle de Richelieu; l'indolence du duc d'Orléans, « qui ne désiroit, disait-il, autre part aux affaires que celle que la reine lui donneroit; » enfin l'assistance du parlement, dont les tendances ambitieuses avaient été comprimées pendant le règne précédent et à qui l'on rendit son droit de remontrance. « Messieurs, dit la régente aux magistrats en portant à leur examen le testament de Louis XIII, je serai toujours aise de me servir des conseils d'une si auguste compagnie; ne les épargnez donc, je vous prie, ni à mon fils ni à moi-même. » Le parlement, heureux du pouvoir exorbitant qui lui était confié et de l'influence politique qu'il allait prendre, cassa le testament du feu roi comme celui d'un simple particulier,

déféra à la reine la régence absolue et supprima le conseil de régence.

Aussitôt toutes les victimes de Richelieu, tous ceux qui ont souffert avec la reine et qui, depuis la mort du ministre, se sont empressés autour d'elle, se croient les maîtres du gouvernement; ils prennent des airs de supériorité et de protection qui leur font donner le surnom d'*importants*; ils poussent dans le conseil Potier, évêque de Beauvais, que le cardinal de Retz appelait le plus idiot de tous les idiots : s'ils souffrent que Mazarin reste au ministère, ce n'est que jusqu'à la conclusion de la paix et parce qu'il possède seul la clef des affaires étrangères. Ils demandent la destitution des parents, amis et agents de Richelieu, la condamnation juridique de la mémoire du cardinal, la paix avec l'Autriche. La réaction que la main de Louis XIII avait voulu contenir déborde de toutes parts : « tous les exilés sont rappelés, tous les prisonniers remis en liberté; tous les criminels sont justifiés, tous ceux qui ont perdu des charges y rentrent; on demande tout, on ne refuse rien [1]; » les intérêts et les vengeances particulières se mettent à la traverse des affaires générales; l'unité nationale et la grandeur de la France sont menacées. Mais la reine, avec une habileté qu'on n'attendait pas d'elle, eut bientôt foulé aux pieds ses vieilles amitiés, ses vieilles répugnances : l'instinct du pouvoir absolu et l'amour maternel l'emportèrent sur ses haines contre le système politique et les agents de Richelieu; elle résolut de continuer ce système et de confier tout le gouvernement à celui que le grand cardinal avait désigné pour son successeur : homme inventif, prévoyant, persévérant, d'un sens exquis, d'une admirable pénétration, et qui d'ailleurs sut se rendre maître de toutes ses affections [2]. Les importants s'indignèrent : ils crièrent à l'ingratitude, et menacèrent de renouveler les révoltes de la

(1) Retz, t. I, p. 93.

(2) Voyez la lettre de Mazarin à Anne d'Autriche publiée recemment dans le Bulletin de la société de l'Histoire de France, t. I, p. 253. Ce qui n'était qu'une conjecture des historiens ou qu'une attaque des partis est devenu une certitude par la découverte des lettres écrites par le cardinal à la reine pendant qu'il était hors de France. Voyez, à ce sujet, l'Appendice aux Mémoires du cardinal de Retz, édition de 1843. On lit d'ailleurs dans les Mémoires de la princesse Palatine, mère du régent : « La reine-mère, non contente d'aimer le cardinal Mazarin, avoit fini par l'épouser; il n'étoit pas prêtre, et n'avoit pas les ordres qui pussent l'empêcher de contracter mariage. »

noblesse. Un coup de vigueur mit fin à ces intrigues mesquines, que menaient des femmes et des jeunes gens. Le duc de Beaufort est enfermé à Vincennes [1643, 2 sept.]; les ducs de Vendôme, de Mercœur, de Guise sont exilés avec la duchesse de Chevreuse, la vieille amie de la reine; enfin l'évêque de Beauvais est confiné dans son diocèse. On croit voir reparaître la terrible main de Richelieu : tout se soumet; Mazarin est nommé premier ministre; il appelle au conseil d'Émery pour les finances, Letellier pour la guerre, Séguier pour la justice; et, pendant quatre ans, la France est prospère au dedans et glorieuse au dehors.

§ II. Campagnes de 1643, 1644 et 1645. — Batailles de Rocroy, de Fribourg et de Nordlingen. — Les Espagnols et les Impériaux avaient profité de la réaction qui s'était faite à la mort de Richelieu pour reprendre partout l'offensive; ils avaient porté leurs principales forces sur la frontière de Champagne, espérant donner la main aux mécontents qui allaient s'agiter dans l'intérieur, et forcer ainsi la France à la paix. Une armée de vingt-six mille hommes, commandée par François de Mello, se porta au siége de Rocroy, seule place qui couvrît la route de Paris. Louis, duc d'Enghien, fils du prince de Condé, et âgé de vingt-deux ans, était, par la faveur de Richelieu, dont il avait épousé la nièce, chargé de la défense de cette frontière avec vingt-deux mille hommes; il se porta à la délivrance de Rocroy [1643, 18 mai]. Les Espagnols gardaient les bois et les marais qui avoisinaient cette ville, excepté un seul défilé, par lequel le jeune duc eut l'audace de s'enfoncer pour aller se déployer en plaine devant l'ennemi. Aussitôt, et pendant que le maréchal de l'Hôpital contient l'aile droite des Espagnols, il se jette, avec sa cavalerie, sur leur aile gauche, la met en déroute, se rabat sur l'aile droite, qui venait d'enfoncer l'Hôpital, et la défait à son tour; puis il se retourne contre la réserve espagnole : c'était un redoutable carré de huit mille fantassins, qui avaient à soutenir une renommée d'un siècle; il fit une résistance désespérée et fut entièrement détruit. Les Espagnols perdirent quinze mille hommes tués ou prisonniers, leur général, leurs canons, leurs bagages et surtout leur vieille réputation. Cette victoire jeta un immense éclat sur les armées françaises : c'était la première qu'elles remportaient depuis un siècle sur *des ennemis* étrangers; elle « donna autant de sûreté au

royaume qu'elle lui apporta de gloire ([1]), » et consolida le gouvernement d'Anne d'Autriche.

Le duc d'Enghien, après la délivrance de Rocroy, se porta dans le Hainaut et menaça Bruxelles; puis il tourna brusquement sur le Luxembourg, assiégea Thionville, et, après sept semaines d'efforts, s'en empara [18 août]. La prise de cette place importante lui permit d'envoyer un secours de sept mille hommes, commandés par Rantzau, à l'armée weymarienne, qui était dans la détresse.

Ce n'était pas seulement en Champagne que l'offensive des ennemis de la France avait échoué : en Italie, ils avaient perdu plusieurs places; en Catalogne, ils avaient été battus par Lamothe, et l'amiral de Brézé avait remporté sur eux une victoire navale devant Carthagène [3 septembre]. Mais sur le Rhin, Guébriant avait été rejeté en Alsace par l'armée de la Ligue catholique, et, réduit à cinq ou six mille hommes, il se trouvait incapable de défendre le fleuve. Avec le secours amené par Rantzau, il repassa en Souabe, décidé à pénétrer en Bavière; mais, en s'enfonçant dans la Forêt-Noire, il assiégea Rottweil, et fut tué devant cette place [19 novembre]. Rantzau lui succéda; il voulut passer le Danube, fut battu, à Dutlingen, par Mercy et Jean de Werth, et resta prisonnier avec six mille hommes [21 novembre]. Les débris de son armée repassèrent le Rhin; et Turenne, qui venait d'être nommé maréchal de France ([2]), en prit le commandement.

Les conquêtes des Français sur le Rhin étaient menacées; Mercy assiégeait Fribourg, et pouvait envahir l'Alsace. Turenne rétablit sa petite armée à ses dépens, passa le fleuve et observa l'ennemi en attendant l'arrivée du duc d'Enghien, qui s'avançait de Metz avec dix mille hommes; mais il ne put empêcher la prise de Fribourg. D'Enghien arriva [28 juillet 1644], se mit à la tête des deux armées, qui s'élevaient à vingt mille hommes, et se porta contre Mercy [3 août 1644], qui n'en avait que quinze mille, mais qui s'était placé en avant de Fribourg, sur une montagne escarpée, couverte de bois, et fortifiée de plusieurs redoutes. Turenne jugeait la position inattaquable de front et proposait de la tourner; le fougueux duc d'Enghien,

(1) Retz, t. I, p. 92.
(2) A la prise de Trino, le 24 *septembre 1643 : il avait trente-deux ans.*

qui ne savait point ménager le sang des soldats, ordonna l'attaque. Après un terrible combat, la position fut emportée; mais Mercy se retira en bon ordre à quelques pas de là, dans une position aussi redoutable. Les Français renouvelèrent leur attaque; mais ils ne purent enlever la position malgré des pertes énormes. Les soldats étaient harassés : on se contenta d'escarmoucher pendant le troisième jour, et l'on revint au plan de Turenne, qui voulait affamer l'ennemi. Mais Mercy, aux premiers mouvements des Français, décampa; d'Enghien se détourna pour l'écraser : les Impériaux, profitant de cette faute, abandonnèrent leurs canons et leurs bagages, se jetèrent à marches forcées dans la Forêt-Noire, et échappèrent définitivement aux vainqueurs. Les Français, épuisés de leur victoire, ne les poursuivirent pas, et tournèrent leurs efforts sur les villes du Rhin : Spire, Philipsbourg, Worms, Mayence, Landau et tout le Bas-Palatinat tombèrent en leur pouvoir; il ne resta que Fribourg aux Impériaux.

Pendant cette glorieuse campagne, il ne se passa rien d'important sur les autres théâtres de la guerre, excepté en Catalogne, où les Espagnols portaient tous leurs efforts : le maréchal de Lamothe fut battu devant Lérida [1], et cette ville capitula. Ce fut encore en Allemagne que se passèrent les grands événements de la campagne de 1645. Après sa victoire de Leipzig, Torstenson avait parcouru la moitié de l'empire en vainqueur, dévastant la Bohême, la Silésie, la Moravie, envahissant le Danemarck, qui avait essayé d'arrêter les progrès des Suédois, forçant l'électeur de Saxe à la neutralité; à la fin il rentra en Bohême, défit complétement les Autrichiens à Jankovitz [24 février 1645], et marcha sur Vienne, où il donna rendez-vous à l'armée weymarienne et à Ragotski, prince de Transylvanie, qui venait d'envahir la Hongrie. Turenne, depuis les journées de Fribourg, était resté seul à la tête de l'armée du Rhin : il répondit à l'appel des Suédois, se jeta en Souabe, poussa les Bavarois en Franconie, et se laissa entraîner à leur poursuite jusqu'au delà de Wurtzbourg; mais alors ses soldats, pillards indisciplinés et levés par toute l'Allemagne, refusèrent d'aller plus loin; et il fut obligé de les disperser dans des cantonnements. Mercy profita de cette faute;

[1] Ce maréchal fut mis en jugement pour cette défaite et acquitté par le parlement de Grenoble; mais il resta trois ans en prison.

Il tomba sur les quartiers des Français et les battit à Mergentheim ou Marienthal [5 mai 1645]. Turenne effectua sa retraite sur la Hesse, se grossit d'un corps de Hessois et arrêta la marche des vainqueurs. Le duc d'Enghien accourut avec des renforts, reprit le commandement de l'armée et rentra dans la Souabe. Mercy recula et ne s'arrêta devant les Français qu'à Allersheim, près de Nordlingen, où il se fortifia dans l'angle formé par la Warnitz et un de ses affluents, appuyant ses ailes à ces deux rivières: il avait quatorze mille hommes, et son adversaire dix-sept mille. D'Enghien l'attaqua par sa gauche et fut repoussé [3 août]; alors il se porta contre la droite, où Turenne avait du succès, l'enfonça, se rabattit sur le centre et le força à mettre bas les armes. Mercy fut tué; Nordlingen et les places voisines se rendirent; la Bavière fut menacée, et, dans ce moment même, Torstenson se trouvait devant Vienne. Mais des renforts, commandés par l'archiduc Léopold, arrivèrent aux Impériaux, et les Hessois abandonnèrent l'armée française : alors Turenne et d'Enghien évacuèrent leurs conquêtes et se retirèrent sous Philipsbourg. Cette retraite fit manquer le plan de campagne des Suédois: d'ailleurs Ragotski s'était vendu à l'empereur, et Torstenson, resté seul, fut obligé de rentrer en Bohême.

§ III. Campagnes de 1646, 1647, 1648. — Fin de la guerre de Trente-Ans. — En Italie, le prince Thomas avait gagné sur les Espagnols la victoire inutile de la Mora [19 octobre]; l'année suivante, il porta la guerre sur les côtes de la Toscane [1], assiégea Orbitello, et ne put s'emparer de cette place, malgré une victoire navale remportée par Brézé, qui fut tué dans la bataille [14 juin 1646]. Cependant Piombino et Porto-Longone furent prises; et le duc de Modène, aidé de cinq mille Français, battit les Espagnols à Bozzolo [30 mai 1646]. — En Catalogne, d'Harcourt avait succédé à Lamothe; il s'empara de Roses, défit les Espagnols à la bataille de Llorens [23 juin], et occupa Balaguer; mais il échoua devant Lérida [21 novembre]. — Aux Pays-Bas, le duc d'Orléans, aidé de Gassion et de Rantzau, prit Gravelines, Cassel, Béthune, Saint-Venant, etc. [août et septembre 1645]; la Belgique resta ouverte, et l'on put donner la main aux Hollandais. Aussi ce fut dans ce pays que la France porta tous ses efforts dans la campagne de 1646. Les ducs d'Or-

[1] Les Espagnols y possédaient plusieurs places appelées *les Présides*.

léans et d'Enghien assiégèrent Courtrai avec trente mille hommes, et malgré une armée impériale accourue à sa délivrance, ils s'en emparèrent [8 juin]. La prise de cette place ouvrait l'Escaut; mais les Hollandais, voyant leurs alliés qui menaçaient Anvers, craignirent de laisser tomber en leur pouvoir ce port, rival d'Amsterdam; ils s'éloignèrent, laissant seulement leur flotte à la disposition de la France. Alors d'Enghien s'empara de Bergues, de Mardik, de Furnes, et enfin de Dunkerque. La flotte hollandaise, commandée par Tromp, contribua à la prise de cette dernière ville [octobre], dont les corsaires inquiétaient le commerce d'Amsterdam; mais ce fut la dernière part que les Provinces-Unies prirent à la guerre. Au commencement de l'année suivante, et malgré les termes de leur traité avec la France, elles firent avec l'Espagne une trêve qui devait se terminer par une paix définitive. Alors les Espagnols reprirent l'offensive dans les Pays-Bas, où ils s'emparèrent de plusieurs places.

Ce n'était plus le duc d'Enghien, devenu prince de Condé par la mort de son père, qui commandait en Flandre : le vainqueur de Rocroy commençait à être redoutable au gouvernement par son orgueil, par la noblesse qui se groupait autour de lui, par ses prétentions exorbitantes. On l'enleva à l'armée de Flandre et on lui donna le commandement de celle de Catalogne, armée mal pourvue, qui se soutenait avec peine dans un pays déjà las de la domination française. Condé assiégea Lérida, échoua devant cette place, et se retira au delà du Sègre [17 juin 1647], où il resta sur la défensive.

Au moment où la cour d'Espagne prenait espoir de reconquérir la Catalogne, le royaume de Naples se souleva, et le pêcheur Mazaniello s'y fit nommer roi par les lazzaroni. Les Napolitains demandèrent des secours à la France. Le duc de Guise, appelé dans ce pays, où ses pères avaient régné [1], s'aventura seul, sans troupes et sans argent, à travers la flotte espagnole, et entra dans Naples. Mais Mazarin, esprit sans audace et sans grandeur, ne sut pas profiter de cette révolte; il envoya seulement quelques vaisseaux qui arrivèrent trop tard; Guise fut fait prisonnier, et les Napolitains découragés retombèrent sous la domination espagnole.

[1] Voy. t. II, p. 392

it en Flandre, en Italie, en Catalogne, que le gouverne-
ortait ses principaux efforts; il ne regardait les huit
venturiers de l'armée du Rhin que comme des auxi-
chargés d'opérer une diversion en Allemagne; et pour-
renne allait faire avec eux trois campagnes qui, si elles
été appréciées, auraient amené la fin des hostilités. Ce
général, qui seul entendait la guerre à la façon de Gus-
dolphe, reprit son plan de jonction avec les Suédois pour
ercher la paix dans Vienne. Après avoir rétabli l'élec-
Trèves dans ses États, il passa le Rhin à Wesel, délivra
e des Impériaux, franchit le Mein et se joignit à Wrangel,
it succédé à Torstenson. Tous deux par une marche ra-
portèrent sur la Bavière, traversèrent le Danube et le
t arrivèrent sur Munich. Maximilien, effrayé, demanda
; et Mazarin, malgré les représentations de Turenne, lui
un traité [14 mars 1646] par lequel il jurait de garder
ralité et ouvrait un passage par ses États pour marcher
utriche. Ce traité important dissolvait la ligue catholi-
nt deux autres membres, les électeurs de Cologne et de
e, venaient aussi de s'accorder avec la France. Alors Tu-
reçut l'ordre de revenir sur le Rhin, et il fut forcé de se
des Suédois, qui rétrogradèrent dans la Franconie, s'em-
t d'Égra et pénétrèrent dans la Bohême.

milien, débarrassé des Français et des Suédois, rompit le
u'il venait de faire, et renouvela son alliance avec l'em-
. Aussitôt Turenne rentra en Souabe, passa le Necker et
n, et chercha à se joindre aux Suédois; mais la cour
encore: elle lui ordonna de revenir dans le Luxembourg
faire une diversion favorable à l'armée de Flandre et rem-
Gassion, qui venait d'être tué au siége de Lens [28 sep-
1647]. Il se disposa à obéir; mais sa cavalerie, toute
sée d'étrangers, refusa de le suivre; il fut même obligé
combattre, et ses débris se joignirent à l'armée de
el. Ces discordes et la retraite de Turenne permirent au
Bavière, aidé des Impériaux, de reprendre l'offensive et
sser les Suédois en Franconie. Mais le maréchal revint
pas avec des renforts, joignit ses alliés et força les Bava-
la retraite. L'année suivante, il reprit avec Wrangel sa
e sur la Bavière et passa le Danube. Melander, qui com-
it les Impériaux voulut se retirer sur le Lech; il fut

attaqué dans sa marche près de Summerhausen, battu et tué [17 mai 1648]. Les vainqueurs ravagèrent toute la rive droite du Danube, chassèrent l'électeur de ses États et marchèrent sur l'Inn; les pluies les empêchèrent de franchir cette rivière, et le manque de vivres les força de se retirer dans la Souabe.

La guerre se poursuivait avec la même activité en Catalogne, où le maréchal de Schomberg prit Tortose, et en Italie, où les Français échouèrent devant Crémone. Mais c'était toujours en Flandre que se portaient les principaux coups : Condé avait été rappelé d'Espagne pour s'opposer à l'archiduc Léopold, qui commandait dix-huit mille Espagnols; il s'empara d'Ypres; mais l'archiduc prit Courtrai et assiégea Lens. L'armée française, forte de quinze mille hommes, accourut à la délivrance de cette bicoque; elle trouva l'ennemi fortement retranché, et Condé feignit de se mettre en retraite; mais dès que les Espagnols se furent ébranlés pour le poursuivre, il s'arrêta et les attaqua avec fureur [19 août]. La cavalerie ennemie fut enfoncée, l'infanterie taillée en pièces : ce fut le complément de la victoire de Rocroy. Les Espagnols perdirent huit mille hommes, toute leur artillerie, leurs drapeaux, et cette bataille ne coûta que cinq cents hommes aux vainqueurs. Cette victoire, qui mit le comble à la gloire des armes françaises, détermina la signature de la paix dont les négociations duraient depuis cinq ans.

§ IV. Congrès et traités de Westphalie. — Depuis que l'expédition de Charles VIII en Italie avait signalé la fin des guerres et de la politique féodales, aucun traité constitutif n'avait encore réglé d'une manière fondamentale le droit public, les rapports et le système d'équilibre des États chrétiens. Les nombreux traités faits par Louis XII et François Ier avec la moitié de l'Europe n'avaient été que partiels, accidentels et comme provisoires : on en pouvait dire autant du traité de Cateau-Cambrésis, quoiqu'il eût mis fin à la première période de la rivalité de la France et de la maison d'Autriche; autant même du traité de Vervins, qui n'était que la conclusion des guerres religieuses de France. La guerre de Trente-Ans était à la fois et la lutte de la France contre la maison d'Autriche et la lutte entre le catholicisme et le protestantisme, c'est-à-dire la guerre engendrée par la nécessité de reconstituer l'Europe sur de nouvelles bases; elle devait aboutir à un traité

qui fixât définitivement les rapports entre les deux religions qui mit fin à la longue tentative des papes pour restaurer le catholicisme, qui effectuât pour jamais la séparation du temporel et du spirituel ; à un traité qui réglât, écrivit, légitimât tous les changements politiques qui s'étaient faits depuis un siècle et demi, l'existence de nouveaux États, l'extinction de prétentions surannées, la reconnaissance de droits acquis, enfin les relations des diverses puissances, combinées de telle sorte que toutes se fissent contrepoids, et qu'il naquît de cette pondération de forces un équilibre garant de la paix universelle. Telle était l'œuvre immense imposée au premier congrès que l'Europe eût vu depuis les conciles généraux du moyen âge, au congrès de Westphalie.

Le congrès de Westphalie s'ouvrit le 10 avril 164[illegible] il était partagé en deux assemblées : l'une, tenue à Munster, entre les plénipotentiaires de l'empereur, de la France, de l'Espagne et des princes catholiques d'Allemagne, sous la médiation du pape et des Vénitiens ; l'autre tenue à Osnabruck, entre les plénipotentiaires de l'empereur, de la Suède et des princes protestants d'Allemagne, sous la médiation du roi de Danemarck. Tous les États de l'Europe, excepté la Turquie, y envoyèrent des députés. Ceux de la France étaient le comte d'Avaux et Abel Servien, auxquels fut adjoint, plus tard, le duc de Longueville, pour accorder ces deux diplomates, esprits de la plus haute portée, mais ennemis l'un de l'autre : ceux de la Suède étaient Oxenstiern fils et Salvius ; ceux de l'empereur, les comtes de Trautmansdorf et de Nassau ; ceux de l'Espagne, les comtes de Penaranda et de Saavedra. L'empereur ne voulait pas d'abord que les princes et États de l'Empire, alliés de ses ennemis, traitassent en leur privé nom ; mais il fut forcé de céder, et ceux-ci participèrent aux délibérations du congrès dans la même forme qu'aux diètes de l'Empire. L'Espagne refusa de reconnaître les envoyés du Portugal, et ceux-ci se placèrent à la suite et sous la protection de l'ambassade française.

Trois traités sortirent des longues et tortueuses discussions de ces deux assemblées : 1° entre l'Espagne et les Provinces-Unies ; 2° entre la France, l'empereur et les États de l'Empire ; 3° entre l'empereur, la Suède et les États de l'Empire. Les deux derniers, conclus à Munster et à Osnabruck le 24 octobre 1648, n'en formèrent réellement qu'un seul et furent écrits sous l'inspi-

ration de la France. Il n'en fut pas de même du premier, conclu à Munster le 30 janvier 1648.

La France et ses alliés s'étaient engagés à ne pas traiter séparément : « agir avec ses amis et diviser ses ennemis, » était le résumé des instructions de Mazarin à ses envoyés, et c'est là ce qui devait lui assurer le triomphe dans le congrès. L'Espagne mit donc tous ses soins à isoler la France de ses alliés, et elle parvint à entamer des négociations séparées avec les Provinces-Unies en les alarmant sur les projets de Mazarin, qui voulait, disait-elle, échanger la possession de la Catalogne et du Roussillon contre celle des Pays-Bas. Les Hollandais, épouvantés d'avoir pour voisine une puissance qui les absorberait peut-être un jour, ne pensèrent plus qu'à conserver les Pays-Bas à l'Espagne ; et la paix fut conclue entre eux et leurs anciens maîtres. Philippe IV reconnut l'indépendance absolue des Provinces-Unies, leur laissa les conquêtes qu'elles avaient faites dans le Brabant septentrional, dans l'Asie et dans l'Amérique, enfin consentit à la fermeture de l'Escaut et à la ruine du port d'Anvers.

Le descendant de Philippe II devait être bien humilié d'un tel traité; mais il pouvait, grâce à cette paix séparée et aux troubles qui agitaient alors la France, rejeter les conditions que celle-ci voulait lui imposer. La continuation de la guerre était aussi le vœu de Mazarin, qui avait résolu de réduire l'Espagne à ne plus se mouvoir que dans la sphère de la France, et qui songeait même déjà à réunir les deux couronnes dans la maison de Bourbon [1]. Les négociations furent donc rompues entre la France et l'Espagne; mais l'empereur ne voulut pas suivre l'exemple de Philippe IV : épuisé d'hommes et d'argent, sollicité par le cri universel de l'Allemagne dévastée, il abandonna l'Espagne et fit la paix aux conditions imposées par les vainqueurs.

La France obtint : 1° la renonciation de l'empereur à tout droit sur les Trois-Évêchés, qui furent définitivement séparés de l'Empire et réunis à la France; 2° la renonciation de l'empereur au droit de suzeraineté sur la ville de Pignerol, cédée à la France par le duc de Savoie en 1631 ; 3° la cession des landgraviats de Haute et Basse-Alsace, du Sundgau, des dix villes

impériales d'Alsace, sauf Strasbourg, de la ville de Brisach, avec les mêmes droits de souveraineté et de supériorité territoriale que l'Empire et la maison d'Autriche avaient exercés; 4° le droit de tenir garnison dans Philipsbourg, et la promesse qu'aucune forteresse ne serait élevée sur la rive droite du fleuve, depuis cette ville jusqu'à Bâle; 5° la liberté de commercer sur le Rhin et les deux rives du fleuve; 6° la promesse que l'empereur ni l'Empire ne se mêleraient aucunement de la guerre entre la France et l'Espagne, et qu'ils n'emploieraient que les voies amicales pour terminer le différend entre la France et la Lorraine.

La Suède obtint la Poméranie citérieure, Rugen, Wismar, l'archevêché de Bremen et l'évêché de Verden, sécularisés; elle fut déclarée membre de l'Empire, avec trois voix à la diète. L'électeur de Brandebourg obtint l'archevêché de Magdebourg et les évêchés de Halberstadt, Minden et Camin, sécularisés, avec quatre voix à la diète; le duc de Mecklembourg, les évêchés de Ratzebourg et de Schwerin, sécularisés, et deux voix à la diète; le landgrave de Hesse et le duc de Brunswick, des abbayes sécularisées, etc. Ainsi toutes les compensations étaient payées par les pays catholiques en faveur des protestants. Néanmoins l'électeur palatin ne fut remis en possession que du Bas-Palatinat; le Haut-Palatinat resta à la Bavière, qui garda la dignité électorale; mais un huitième électorat fut créé en faveur du Palatin.

Les Provinces-Unies furent déclarées comprises dans la paix, et leur séparation de l'Empire fut reconnue par le silence de l'empereur et de la diète. Les ducs de Savoie, de Modène et de Mantoue recouvrèrent leurs États; mais le duc de Lorraine refusa d'accéder au traité que lui proposait la France, et le différend fut remis à des arbitres.

La confédération helvétique, indépendante de fait, depuis trois siècles, de l'empire germanique, mais dont aucun acte public n'avait reconnu l'existence [1], fut formellement sous-

[1] Voy. t. I, p. 495. — Ce fut vers la fin du quinzième siècle, quand ils se sentirent fiers de la défaite de Charles le Téméraire, de l'alliance de la France et de l'adjonction des cantons de Fribourg et de Soleure (1481), qui portèrent leur nombre à dix, qu'ils rompirent avec le corps germanique et refusèrent des contingents à l'empereur Maximilien. Celui-ci, aidé de la ligue de Souabe, leur fit la guerre et fut forcé de conclure la paix de Bâle (1499), qui exempta les Suisses de toute charge

traite à la juridiction de l'Empire. On la déclara neutre à perpétuité, pour qu'elle servît de barrière entre la France et l'Autriche, qui auraient pu se disputer ce plateau, origine des grandes vallées de l'Europe.

Enfin tous les princes de l'Europe, même ceux qui n'avaient pris qu'une part très-indirecte aux délibérations du congrès, même ceux qui passaient à peine pour chrétiens, comme le grand-duc de Moscovie, furent compris nominativement dans cette paix.

En même temps que s'effectuaient ces règlements de territoire, les dispositions relatives à la constitution de l'Empire furent arrêtées.

La paix de Passau, de 1552, et la paix d'Augsbourg, de 1555, sont confirmées ; amnistie générale est prononcée ; l'état public de la religion et la jouissance des biens ecclésiastiques sont remis sur le même pied qu'avant l'année 1624 ; la chambre impériale sera composée de vingt-six membres catholiques et de vingt-quatre protestants. L'empereur ne peut rien faire, pour les objets d'intérêt général, sans les diètes nationales, où tous les princes, États et villes libres jouissent d'un suffrage décisif, principalement pour faire des lois, déclarer la guerre ou la paix, imposer des levées d'hommes et d'argent, construire des forteresses, etc. Lesdits princes, États et villes libres ont l'exercice de la supériorité territoriale, c'est-à-dire le droit de se gouverner eux-mêmes et leurs sujets, tant sur les choses ecclésiastiques que sur les choses politiques ; ils ont la faculté de faire des alliances, soit entre eux, soit avec les puissances étrangères, pourvu que ces alliances ne soient pas dirigées contre l'empereur et l'Empire, ni contraires à la paix de Westphalie ; ils ne peuvent être mis au ban de l'Empire que pour forfaiture à la constitution, et seulement par des diètes nationales. Leur nombre est fixé à 343, dont 158 souverains séculiers, 123 ecclésiastiques et 62 villes impériales.

§ V. Importance des traités de Westphalie. — Les traités d'Osnabruck et de Munster, qui entrèrent dans des détails infinis pour régler les intérêts si nombreux et si compliqués de la

envers l'Empire et reconnut implicitement leur indépendance. A cette époque, Bâle, Schaffouse et Appenzell se réunirent à la confédération, et le nombre des cantons fut ainsi porté à treize.

politique européenne, étaient de la plus haute importance. La lutte commencée sous Charles-Quint entre les princes allemands et la maison d'Autriche, entre les grands vassaux de l'empire et la couronne impériale, était terminée; l'esprit fédéral ou féodal l'emportait; l'esprit d'unité et d'hérédité était vaincu; la maison d'Autriche voyait s'évanouir son rêve d'une Allemagne monarchique. La France, sous l'inspiration de laquelle tout cela s'était fait, avait accumulé les précautions contre cette maison : la diète avait la souveraineté; l'empereur était réduit à la puissance exécutive; on multipliait les votes; les princes avaient l'indépendance politique absolue, etc. Mais toutes ces garanties intérieures ne suffisaient pas : les empereurs, tant qu'ils seraient choisis dans la maison d'Autriche (et l'on n'avait rien stipulé à cet égard), auraient encore assez de puissance pour violer la nouvelle constitution; il fallait donc des garanties extérieures : c'est pour cela qu'on donna à la France et à la Suède entrée dans les affaires d'Allemagne par des agrandissements de territoire.

La France ne pouvait acquérir qu'à titre de souveraineté absolue et de réunion à elle-même; d'ailleurs l'Allemagne ne voulait pas qu'un État si puissant devînt membre de l'Empire et jetât ses voix dans la diète : ainsi on lui donna les Trois-Évêchés et l'Alsace en toute propriété, morcellement de l'Empire, enlevé en partie à la maison d'Autriche, qui affermissait l'unité territoriale de la France, lui donnait une portion de sa limite naturelle, et lui rendait le Rhin, qu'elle n'avait pas vu depuis Charlemagne. Appuyée sur ce grand fleuve et possédant les deux portes de Brisach et de Philipsbourg, elle pouvait entrer en Allemagne à son gré, tenait en bride la maison d'Autriche, et avait en réalité le protectorat de l'Empire. Enfin, en faisant reconnaître l'indépendance et la neutralité de la Suisse, avec laquelle elle avait une alliance de cent trente ans, elle reculait par le fait sa frontière de cinquante lieues, se donnait pour barrière contre l'Autriche la masse des Alpes, et rendait la Franche-Comté inutile.

L'Autriche avait donc pour contre-poids extérieur la France; son contre-poids intérieur était la Suède. Voilà pourquoi on rendit celle-ci allemande en lui donnant la Poméranie et des voix à la diète; elle devait servir de centre et d'appui à tous les États du Nord, à tous les princes protestants. C'était le rôle qu'a-

vait ambitionné pour elle Gustave-Adolphe, mais c'était un rôle qu'elle n'était pas destinée à jouer; et l'Allemagne devait, à la fin de ce siècle, trouver en elle-même ce contre-poids à l'Autriche dans le Brandebourg, province appelée à former une monarchie nouvelle, toute allemande, toute protestante, pleine d'avenir, et qui sera peut-être pour la Germanie le noyau de sa nationalité (1).

En résumé, la prépondérance de la maison d'Autriche était détruite, non pas tant par ses pertes matérielles que par la nouvelle constitution de l'empire, l'impossibilité où elle se trouvait désormais d'être le centre de l'unité allemande, la séparation des intérêts de ses deux branches, enfin l'agrandissement territorial et l'influence morale de la France. L'œuvre de Richelieu était donc accomplie par son successeur, sous la régence de son ennemie, pendant les troubles d'une minorité; tant les plans du cardinal avaient cette grandeur pleine de mesure qui assure seule le succès! La France a fait de plus glorieux traités que ceux de Westphalie: elle n'en a pas fait de plus utiles et de plus durables. Les transactions de Munster et d'Osnabruck sont restées pendant cent cinquante ans les traités constitutifs de l'Europe moderne; elles ont servi de base à toutes celles qui les suivirent; l'immensité et la complication des intérêts qu'elles réglèrent les ont fait regarder comme le chef-d'œuvre des actes diplomatiques, et leur ont valu le surnom de *Code des nations.*

CHAPITRE VII.

La Fronde. — 1647 à 1654.

§ I. Réveil de l'esprit démocratique. — Révolution d'Angleterre. — Mort de Charles Ier. — Le commencement du dix-septième siècle avait été une époque de progrès pour les royautés absolues. En France, nous avons vu quel immense chemin le pouvoir royal avait fait sous Henri IV et surtout sous Richelieu; en Allemagne, la maison d'Autriche avait été sur le point d'arriver au but vainement cherché par Charles-Quint, une monarchie héréditaire; en Angleterre, la prérogative royale, si largement exercée par les Tudors, avait été exploitée imprudem-

(1) Voyez ma *Géographie militaire*, 4e édit. p. 245.

ment par les Stuarts dans un sens tout despotique et même catholique; en Espagne, rien n'avait ébranlé, sous les faibles successeurs de Philippe II, le grand édifice élevé par ce génie de l'absolutisme. L'époque du traité de Westphalie signale un moment de revers pour les royautés absolues: les peuples font partout acte d'existence; « l'étoile est alors terrible contre les rois [1]. » Dans la monarchie espagnole, trois royaumes se révoltent pour le maintien de leurs libertés et prennent des souverains nationaux; en Allemagne, les projets de monarchie héréditaire de la maison d'Autriche sont à jamais ruinés; enfin l'Angleterre et la France vont avoir deux révolutions populaires, différentes, il est vrai, par l'importance et par le résultat, mais dont l'origine est également le réveil de l'esprit démocratique.

Charles Ier, imbu d'idées erronées sur la nature du pouvoir royal, séduit par l'exemple de Richelieu et avide d'imposer à ses trois royaumes l'unité de pouvoir et de religion, avait trouvé des obstacles insurmontables à ses projets dans le parlement. Il cessa de le réunir, pourvut aux dépenses par des taxes illégales, et voulut introduire l'épiscopat et la liturgie anglicane dans l'Écosse, où le calvinisme puritain était si farouche et si ardent. Les Écossais se révoltèrent et signèrent une alliance, pour la défense de leur foi, célèbre sous le nom de *Covenant* [1637]. La guerre commença: les insurgés eurent quelques succès; le roi fut obligé de convoquer un parlement, qui se vengea de ses attaques contre les libertés nationales en condamnant à mort Strafford, son principal ministre, en lui ôtant ses plus importantes prérogatives, en faisant alliance avec les Écossais [1640, nov.]. Richelieu, avec une perfidie qui déshonore sa mémoire, rendit à Charles les embarras que celui-ci lui avait donnés en protégeant les huguenots; il envoya des armes et des subsides aux insurgés d'Écosse, et répandit « beaucoup d'argent à Londres pour y exciter la rébellion [2]. » Les Irlandais profitèrent de ces troubles pour se révolter; le parlement accusa le roi de complicité avec ces papistes et lui ôta la conduite de la guerre contre eux. Charles s'enfuit à Nottingham [1642, 24 août], et appela ses fidèles à la défense de la royauté; les nobles, les épiscopaux, les

[1] Motteville, t. II, p. 414.
[2] Id., ibid., p. 93.

catholiques, se rangèrent autour de lui. Du côté du parlement étaient la bourgeoisie, les presbytériens, et, parmi ceux-ci, les indépendants, sorte d'anabaptistes qui voulaient l'égalité absolue tant politique que religieuse, qui rejetaient les rois, les nobles, les prêtres, qui prenaient pour règle unique de la foi l'inspiration individuelle, qui, enfin, avaient pour chef un ambitieux plein de génie, d'astuce et de cruauté, Olivier Cromwell, membre du parlement. Après trois années de guerre, Charles fut définitivement vaincu à la bataille de Naseby [1645, 14 juin]; il s'enfuit dans l'armée écossaise, qui le vendit à ses ennemis. Le parlement se montra néanmoins disposé à traiter avec lui; mais l'armée, formée entièrement de niveleurs et fanatisée par Cromwell, marcha sur Londres, expulsa les députés modérés et laissa le champ libre aux indépendants. Ceux-ci nommèrent une commission pour juger le roi; les pairs refusèrent de sanctionner cet acte; les communes déclarèrent qu'on se passerait de leur sanction, parce que tout pouvoir émane du peuple. Charles fut traduit devant cette commission et refusa de répondre : il fut condamné à mort et exécuté [1649, 30 janv.]. La reine et le prince de Galles s'étaient déjà réfugiés en France.

§ II. Résistance du parlement de Paris a l'autorité royale, — Commencement de la Fronde. — Cette révolution terrible ne fut qu'éphémère : en Angleterre, l'aristocratie était le guide de la civilisation; et le renversement de la royauté, s'étant fait malgré elle et contre elle, ne pouvait être durable. En France, c'était la royauté qui était à la tête de la civilisation; et le mouvement démocratique qui allait y éclater ne fit que lui préparer la voie à l'absolutisme. Ce mouvement avait moins de bases encore qu'en Angleterre, car il fut conduit par une puissance bâtarde et toute nouvelle, l'aristocratie bourgeoise des parlements, qui jusqu'alors avait été l'instrument docile de la royauté contre la noblesse féodale. Mais la magistrature avait vu son crédit et son influence grandir depuis un demi-siècle : elle avait donné deux fois la régence et essayé de remplacer les états généraux de 1614; elle voyait ses membres dans le conseil du roi, dans les ambassades, à la tête des milices urbaines; puissante par ses richesses, ses lumières, ses résistances, la nombreuse clientèle qu'elle rassemblait autour d'elle, elle était la haute bourgeoisie, et pouvait croire qu'elle représentait le peuple : elle essaya de faire une révolution populaire.

Richelieu et Mazarin, pour subvenir aux frais de leur longue lutte contre la maison d'Autriche, avaient levé « de monstrueuses sommes de deniers. » On inventait sans cesse de nouveaux impôts, on créait des charges de tout genre, on faisait des emprunts ruineux à quinze pour cent, on mangeait par avance les revenus de plusieurs années, on retranchait une partie des gages de fonctionnaires. Il n'y avait pas eu un pareil désordre dans les finances depuis Henri III. Encore si Richelieu était fastueux, il pourvoyait largement aux dépenses de l'État et ne faisait pas de prodigalités aux courtisans; mais Mazarin était avare et rapace : déjà odieux à la nation par sa qualité d'étranger, son ascendant sur la reine, ses manières et son langage souples, rampants, hypocrites, enfin par sa persistance à continuer le système de guerre de Richelieu, il le devint encore davantage par les énormes richesses qu'il entassa pour lui-même, les dons qu'il distribua aux courtisans, et surtout les nombreux édits bursaux inventés par sa créature, d'Émery, administrateur habile, mais très-impopulaire. Le parlement fit une vive opposition à ces tyrannies financières; il proposa la réunion des *cours souveraines*, c'est-à-dire du parlement, de la chambre des comptes, de la cour des aides, « afin de travailler à réformer l'État, que le mauvais ménage de l'administration met en péril; » et, après de nombreuses dissensions, il refusa d'enregistrer un édit qui établissait un impôt juste mais inusité, un octroi sur toutes les denrées entrant dans Paris. Le roi enfant vint tenir un lit de justice : l'enregistrement de l'édit fut forcé; mais, le lendemain, les magistrats le déclarèrent de nulle valeur [1648, 16 janv.]. La régente, petite-fille de Philippe II, avait, sur la nature du pouvoir royal, les idées exagérées de la cour de Madrid : irritée de la résistance du parlement, elle lui défendit, avec un ton de raillerie superbe, de prendre connaissance des édits royaux, jusqu'à ce qu'il eût déclaré en forme s'il prétendait avoir le « droit de borner les volontés du roi [1]. » C'était une parole bien imprudente, car la monarchie absolue ne faisait que de naître; et s'il n'y avait rien d'écrit sur le droit prétendu par le parlement de contrôler les volontés royales, il n'y avait rien aussi d'écrit sur le pouvoir absolu des rois. « Tout le monde s'éveilla, dit le cardinal de Retz : l'on chercha comme

(1) Retz, t. I, p. 135.

à tâtons les lois; l'on s'effara, et, dans cette agitation, ces questions, d'obscures qu'elles étoient, et vénérables par leur obscurité, devinrent problématiques, et de là, à l'égard de la moitié du monde, odieuses. Si les plus sages du corps n'eussent éludé la réponse, la France, à mon opinion, auroit couru fortune, parce que la compagnie se déclarant pour l'affirmative, comme elle fut sur le point de le faire, elle déchiroit le voile qui couvre le mystère de l'État [1]. » L'octroi fut adopté avec des modifications; mais le parlement persista à contrôler les actes du gouvernement. Bientôt de nouvelles charges judiciaires furent créées, et, au renouvellement du bail de la paulette, l'on exigea des magistrats quatre années de leurs gages en forme de prêt. Le parlement, la cour des aides et la chambre des comptes se rassemblèrent, et rendirent un arrêt, dit d'union, par lequel ils convinrent de s'occuper des affaires et de la réforme de l'État dans une assemblée composée de députés des trois cours [13 mai]. Un arrêt du conseil du roi cassa l'arrêt d'union, et l'on employa vainement les caresses et les menaces pour empêcher l'assemblée projetée. Les magistrats persistèrent; l'assemblée se tint dans la chambre du Palais dite de Saint-Louis; et Mazarin, qui voyait le peuple s'agiter en faveur des magistrats et les importants renouveler leurs cabales, conseilla à la reine de céder.

Cette assemblée demanda [29 juin] que les intendants, établis dans les provinces au détriment des officiers ordinaires de justice et de finance, fussent révoqués; que les tailles, qui s'élevaient à 50 millions (le marc à 26 francs), fussent réduites d'un quart; qu'aucun impôt ne pût être levé sans l'enregistrement des cours souveraines, que le parlement fût juge des malversations financières, qu'aucune commission extraordinaire ne pût être établie, que toute personne arrêtée par ordre du roi fût interrogée dans les vingt-quatre heures ou mise en liberté, etc. Ces demandes contenaient toute une révolution. La reine refusa de les sanctionner, et ordonna au parlement de cesser ses assemblées séditieuses. Le parlement déclara que les réformes arrêtées pouvaient se passer de la sanction royale, et il rendit un arrêt qui supprimait les intendants et les commissions extraordinaires.

La régente était furieuse : « Je ne consentirai jamais, s'écria-

(1) Retz. t. 1, p. 135 et 240.

t-elle, que cette canaille attaque l'autorité du roi, mon fils [1]. » Et, avec la confiance la plus profonde et la plus naïve dans son pouvoir, elle ne parlait que de briser, de terrasser, de faire un « châtiment si exemplaire qu'il étonneroit la postérité. » « Vous êtes vaillante, lui dit Mazarin, comme un soldat qui ne connoît pas le danger [2]. » Et il la fit consentir à la suppression des intendants, pourvu que l'arrêt fût changé en déclaration royale, « afin que le peuple eût au moins obligation de son soulagement à sa majesté [3] ; » puis il discuta sur les autres demandes, et renvoya le surintendant d'Émery. « Mais cette facilité du ministre augmenta beaucoup l'espoir des révoltés ; et le parlement commença de s'attribuer une puissance si excessive qu'il donnoit lieu de craindre que le mauvais exemple qu'il voyoit en celui d'Angleterre ne lui fît quelque impression [4]. »

« Les jeunes conseillers, croyant déjà être ministres, ne parloient que du gouvernement du royaume et ne songeoient plus aux affaires du Palais [5]. » Les anciens et les modérés ne cachaient pas leur désir de voir le système ministériel échouer devant la résistance parlementaire. Le plus ardent de tous était le conseiller Broussel, vieillard probe et médiocre, qui déclamait sans cesse contre la cour et les impôts et était idolâtré du peuple, qui le regardait comme son tribun [6]. La bourgeoisie commençait à se remuer. « Les Parisiens disoient tous librement que si on leur demandoit de l'argent, ils étoient résolus de suivre l'exemple des Napolitains [7] ; » des pamphlets très-hardis et des chansons injurieuses sur la reine circulaient dans le public. Une foule d'ambitieux poussaient au désordre, surtout Gondi (le cardinal de Retz), coadjuteur et neveu de l'archevêque de Paris, jeune homme de mœurs débauchées, qui avait, disait-il lui-même, l'âme la moins ecclésiastique qui fût dans l'univers ; esprit facile et séduisant, plein de vanité et d'intrigue, il n'aimait que le trouble, les conspirations, les mouvements populaires, et croyait qu'il fallait de « plus grandes qualités

(1) Motteville, t. II, p. 386.
(2) Ibid., p. 387
(3) Retz, t. I, p. 441.
(4) Id., t. II, p. 407.
(5) Mém. de Montglat.
(6) Mém. de Brienne.
(7) Motteville, t. II, p. 316.

pour être un bon chef de parti que pour faire un bon empereur de l'univers. »

La cour s'inquiéta et chercha à arrêter les assemblées du parlement par un lit de justice dans lequel le roi accorda la remise d'un quart des tailles, ordonna qu'aucun impôt ne fût levé sans l'enregistrement du parlement, et promit d'assembler les notables; en même temps on interdit les séances de la chambre de Saint-Louis [1648, 30 juillet]. Mais les esprits étaient exaltés; les réformes accordées ne suffisaient plus; les parlementaires continuèrent à s'assembler et à déclamer sur la misère du peuple, l'abaissement de la noblesse, la gloire de la nation compromise dans une guerre interminable. La reine, exaspérée, résolut de ruiner la *Fronde* (c'était le nom qu'on donnait au parti de la magistrature) par un coup d'État.

§ III. Les barricades de 1648. — Condé venait de remporter la victoire de Lens : « Le parlement sera bien fâché de cette nouvelle ! » s'écria le petit roi, qui était élevé dans toutes les idées du pouvoir absolu. Et pendant que la cour assistait au *Te Deum* chanté à Notre-Dame [26 août] (1), des gardes furent envoyés pour arrêter Broussel et deux autres magistrats. A cette nouvelle, une émeute violente éclate par toute la ville : le carrosse où l'on emmène Broussel est suivi par la multitude, qui cherche à l'enlever; on crie partout : Broussel et liberté ! Les gardes françaises et suisses sont poussés sur le Palais-Royal (2); on tend les chaînes, on commence des barricades; le conseil de ville ordonne aux milices bourgeoises de s'armer.

Le coadjuteur s'était jeté au milieu du tumulte; il avait couru de grands dangers, et s'était rendu au Palais-Royal pour demander la liberté de Broussel. Il trouva la cour, pleine de sécurité, qui l'accueillit par des railleries, et la reine, qui répondit à ses alarmes par ces paroles où se résument toutes les convictions du pouvoir absolu : « Il y a de la révolte à imaginer qu'on puisse se révolter. » Puis elle ajouta : « Allez vous reposer, monsieur; vous avez bien travaillé (3). » Gondi, qui ne voulait que se rendre nécessaire, irrité des soupçons de la

(1) Motteville, t. III, p. 3.

(2) Le Palais-Cardinal avait été légué par Richelieu à Louis XIII. Anne d'Autriche y établit sa demeure, et c'est de là qu'il prit le nom de Palais-Royal.

(3) Retz, t. I, p. 157-165.

cour, résolut de se mettre à la tête du mouvement : il avait pour lui les chefs de la garde bourgeoise, qui lui étaient dévoués, une partie des parlementaires, tout le clergé, enfin le peuple, qui l'aimait pour sa dignité, son éloquence, ses libéralités, ses manières lestes et cavalières.

Le lendemain, le chancelier Séguier alla au parlement pour calmer les esprits; il fut arrêté par les barricades du Pont-Neuf, insulté et poursuivi par le peuple. Le maréchal de la Meilleraie engagea un combat pour le délivrer : les Suisses furent repoussés; les faubourgs du Midi descendirent au centre de la ville : la garde bourgeoise, unie au bas peuple, se rendit maîtresse des postes de l'intérieur. « Tout le monde prit les armes, dit le cardinal de Retz : il y eut dans Paris plus de douze cents barricades en moins de deux heures, bordées de drapeaux et de toutes les armes que la Ligue avoit laissées entières (¹). » A ces nouvelles, le parlement se décide à aller en corps demander la liberté de Broussel. Toutes les barricades s'ouvrent devant les magistrats; mais la régente rejette leur demande avec colère : « C'est vous qui avez causé ce tumulte, dit-elle; vous m'en répondrez, vous, vos femmes et vos enfants, et mon fils saura bien vous en punir un jour (²). » Ils sortent; mais le peuple furieux les force à rentrer au palais : s'ils ne ramènent Broussel, cent mille hommes iront le chercher. Anne trépignait de fureur et voulait soutenir un siége; mais, sollicitée par Mazarin et surtout par la reine d'Angleterre, qui lui mettait devant les yeux son triste exemple, elle céda. Le parlement promit de ne plus s'occuper des affaires publiques jusqu'à la Saint-Martin, et la reine donna l'ordre de délivrer Broussel.

Le lendemain, le vieux conseiller fut reçu avec des acclamations incroyables. « Jamais triomphe de roi ou d'empereur romain, dit madame de Motteville, n'a été plus grand que celui de ce pauvre homme, qui n'avoit rien de recommandable que d'être entêté du bien public et de la haine des impôts (³). » Les barricades furent détruites, les troupes royales renvoyées de Paris, l'ordre rétabli partout. Mais il resta chez le peuple une grande défiance de la cour, une joie insolente de sa victoire,

(¹) Retz, p. 174, t. I.
(²) Motteville, t. III, p. 19.
(³) Ibid., p. 26.

l'envie et le goût des émeutes. Les ambitieux eurent soin de tenir ses passions éveillées : une foule de libelles et de chansons se répandirent, où le ministre était moqué et injurié, où « tout ce qui regardoit le respect qu'on devoit à la reine servoit de sujet à la raillerie publique [1]. » Le parlement, enflé des applaudissements du peuple et imbu de ses lectures de l'antiquité, se croyait le sénat romain, et prétendait qu'il était « institué, comme autrefois les éphores, pour modérer l'extrême puissance des rois et s'opposer à leurs dérèglements ; » il prenait exemple sur le parlement anglais, comme s'il y avait autre chose que le nom de commun entre les deux institutions ; il continuait ses assemblées ; il rendait, par ses exigences, le gouvernement presque impossible ; il refusait même de punir les insultes faites à la reine.

§ IV. Fuite de la cour. — Les seigneurs se réunissent aux bourgeois. — Guerre civile. — Paix de Ruel. — La régente et son ministre se lassèrent de cette situation ; il valait mieux la guerre ouverte, mais la guerre hors de Paris. La cour se retira à Ruel [1648, 13 sept.]. Le parlement ordonna aux bourgeois de s'armer, somma Mazarin de ramener le roi dans la capitale, et prit une attitude si ferme, que la reine s'empressa de négocier : d'ailleurs Condé avait abandonné la cour ; il s'était rallié au parlement et demandait le renvoi du cardinal. Anne fut forcée d'accéder à toutes les demandes de la chambre de Saint-Louis [24 oct.] ; et cette concession, qui changeait en réalité la constitution de la France, excita une allégresse universelle.

Tout cela s'était passé au milieu des négociations si difficiles qui amenèrent les traités de Westphalie ; mais ces traités ayant été signés le jour même où la cour revint à Paris, Mazarin put donner tous ses soins aux troubles de l'intérieur. La régente regardait les concessions qu'elle avait faites « comme un assassinat commis contre l'autorite royale [2] ; » elle chercha à revenir sur ses pas. Le parlement ordonna une enquête sur les violations faites à la déclaration du 24 octobre, et menaça de rendre un arrêt de bannissement contre le cardinal. Celui-ci réunit auprès de Paris huit mille hommes ; il persuada à Condé « de préférer la gloire de conservateur de la monarchie à celle de

(1) Motteville, t. III, p. 59.
(2) Ibid., p. 84.

restaurateur du public; » il s'assura du duc d'Orléans et des autres princes par ses promesses; et alors la cour sortit furtivement de la capitale et se retira à Saint-Germain [1649, 6 janv.]. Le lendemain parut une déclaration par laquelle la régente annonçait aux bourgeois que « le roi étoit sorti de Paris pour ne pas demeurer exposé aux pernicieux desseins d'aucuns officiers de sa cour de parlement, lesquels, ayant intelligence avec les ennemis déclarés de l'État, après avoir attenté contre son autorité en diverses rencontres et abusé longuement de sa bonté, se sont portés jusqu'à conspirer de se saisir de sa personne [1]. » Ordre était donné au parlement de se transférer à Montargis.

A la nouvelle de la fuite du roi, tout Paris fut en mouvement. Les magistrats étaient épouvantés; mais le peuple ne montra nulle frayeur, et de lui-même se mit en armes. Gondi se démena avec tant d'activité, que le désespoir s'empara de tous les esprits, et que « le parlement, tout d'une voix, déclara Mazarin perturbateur du repos public, ennemi du roi et de son État, et lui enjoignit de se retirer du royaume dans la huitaine, sinon il étoit ordonné à tous les sujets du roi de lui courir sus [2]. » Puis les magistrats prirent en main le gouvernement, veillèrent à l'approvisionnement et à la défense de la ville, votèrent des impositions qui montèrent en quelques jours à 1,200,000 livres, la levée de dix-huit mille hommes de troupes régulières et la mise sur pied de toutes les milices bourgeoises. Le corps de ville et le clergé se réunirent à eux, et tout prit l'aspect d'une révolte sérieuse. « Ah! s'écria la reine, s'ils veulent nous traiter comme le roi et la reine d'Angleterre, ils trouveront à qui parler! » Elle croyait, en affamant la ville, faire crier merci à cette bourgeoisie bavarde et poltronne, qui n'oserait regarder en face les soldats du héros de Rocroy. Mais la noblesse, qui, depuis le commencement de la régence, voulait se venger de Mazarin, et, en faisant peur à la reine, obtenir des charges et des pensions, la noblesse ne pouvait laisser passer ce grand mouvement sans y prendre part: une guerre civile était une bonne fortune pour elle, il y avait tout à gagner et rien à perdre, car le temps de Louis XIII était déjà loin, « et l'on voyoit sur les degrés du

[1] Motteville, t. III, p. 144.
[2] Ibid., p. 149. — Retz, t. I, p. 233.

trône, d'où l'âpre et redoutable Richelieu avoit foudroyé plutôt que gouverné les humains, un successeur doux et benin [1], » homme de fourberie et d'intrigue, incapable d'élever un échafaud. On vit donc accourir à Paris le duc d'Elbeuf avec ses fils, puis le prince de Conti [2], le duc de Longueville et le duc de la Rochefoucauld, tous trois entraînés par la duchesse de Longueville [3], les ducs de Bouillon et de Chevreuse, enfin le duc de Beaufort, échappé récemment de Vincennes, et qui devint l'idole du peuple et le *roi des halles.* Ces seigneurs frivoles et joyeux, certains d'ailleurs de vendre leur soumission quand ils le voudraient, donnèrent à l'insurrection, par leur luxe et leur galanterie, les apparences d'une fête; ils s'emparèrent du mouvement commencé par la bourgeoisie, changèrent son caractère et le firent avorter. Au lieu d'être une tentative du peuple pour obtenir des garanties de liberté, la Fronde ne fut plus que la dernière campagne de l'aristocratie contre la royauté.

Les seigneurs signèrent un acte d'union avec la bourgeoisie; Conti fut déclaré généralissime avec le duc d'Elbeuf pour lieutenant. La duchesse de Longueville prit séjour à l'Hôtel de ville avec une cour de seigneurs frivoles et licencieux; « et l'on ne parla plus bientôt dans toute l'Europe que des charmes de sa beauté, de la délicatesse de son esprit, du crédit qu'elle s'étoit acquis dans Paris et dans toute la France. » Les princes exerçaient les milices bourgeoises; le coadjuteur levait un régiment de cavalerie, et prêchait au peuple la « défense des lois du royaume; » le parlement continuait à prendre des mesures vigoureuses, ordonnant que « tous les deniers royaux seroient saisis et employés à la défense commune; » il faisait des réquisitions de vivres et d'armes, s'imposait lui-même à 500,000 livres, enjoignait aux communes de sonner le tocsin et de courir sus à ceux qui feraient des levées de troupes sans son ordre. Tous les autres parlements firent union avec le parlement de Paris: Reims, Tours, Poitiers, se déclarèrent en sa faveur; le duc de la Trémoille fit publiquement des levées pour lui; la Norman-

(1) Retz, t. 1, p. 94.

(2) Frère du prince de Condé. Le cardinal de Retz dit que « c'étoit un zéro qui ne multiplioit que parce qu'il étoit prince du sang. » (T. 1, p. 257.)

(3) Geneviève de Bourbon, sœur des princes de Condé et de Conti, épouse du duc de Longueville, lequel était un descendant du fameux Dunois; enfin maîtresse du duc de la Rochefoucauld, l'auteur des *Maximes.*

die et la Provence se mirent en pleine révolte ; l'esprit provincial se réveilla partout contre le despotisme central imposé par Richelieu.

La guerre commença. Le conseil du roi ayant annulé les arrêts du parlement et déclaré rebelles les princes et leurs adhérents, Condé s'empara de Lagny, de Corbeil, de Saint-Cloud et de Charenton. La prise de ce dernier poste fut la seule affaire sérieuse de cette guerre de six semaines [1649, 8 février]. La garnison, commandée par Clanleu, se fit tuer sur la dernière barricade, et neuf compagnies parisiennes furent passées au fil de l'épée. Tout le reste ne fut, pour ainsi dire, qu'un jeu. Les bourgeois, bruyants, tumultueux, mal commandés et sans discipline, s'enfuyaient à la vue des soldats de Condé. On riait des défaites comme des succès, on chansonnait les Mazarins, on faisait des caricatures grossières sur l'attachement de la *dame Anne* pour son ministre. Scarron, Marigny, Chapelle, Mézeray, jetaient dans le public d'innombrables pamphlets; le coadjuteur prêchait, écrivait, se battait, intriguait; les femmes se mêlaient, avec leurs amours, à toute cette révolte dégénérée.

Cependant les bourgeois commençaient à se lasser d'une guerre faite sans inspiration et dont ils ne voyaient pas le but; le commerce avait cessé; plusieurs millions avaient été dévorés par les seigneurs et leurs maîtresses. De son côté, la cour revenait à des idées de modération en apprenant l'extension que prenait la révolte : on annonçait que Turenne, séduit par la duchesse de Longueville, allait passer du côté de la Fronde avec les troupes weymariennes; Longueville et la Trémoille marchaient sur Paris avec deux corps levés en Normandie et en Poitou. De plus, l'archiduc Léopold, gouverneur des Pays-Bas, envoya une sorte d'ambassadeur au parlement pour lui déclarer que le roi d'Espagne le reconnaissait pour arbitre de la paix, le conviait de nommer des députés à un congrès, et lui annonçait qu'il avait « fait avancer dix-huit mille hommes sur la frontière pour le secourir en cas de besoin. » Enfin un événement terrible disposa tous les esprits à un accommodement : Charles I[er] mourut sur l'échafaud. Le parlement, reconnaissant que le peuple était trompé par les seigneurs, lesquels ne cherchaient qu'à « perpétuer le désordre pour bouleverser l'État, » donna charge au président Molé, homme d'une haute vertu, « le plus intrépide qui ait paru dans son siècle, » d'entamer des conférences avec

la cour. Les nobles cherchèrent à arrêter les négociations en signant avec l'Espagne un traité d'alliance, à la suite duquel l'archiduc entra en Champagne; mais les parlementaires, chez lesquels le sentiment national était très-puissant, furent indignés de cette trahison, et, malgré la dureté que témoignait la reine, ils se montrèrent tout disposés à la paix. Enfin, après des discussions très-confuses, Molé, outrepassant ses pouvoirs, signa un traité [11 mars] par lequel les actes du parlement étaient annulés, son armée licenciée, ses assemblées abolies; la cour accordait une amnistie, rendait aux seigneurs leurs biens et dignités et promettait d'éloigner ses troupes.

Le peuple fut indigné de ce traité; le parlement refusa de l'enregistrer; les grands excitèrent des émeutes où Molé courut risque d'être massacré; enfin l'on rouvrit des conférences avec la cour pour demander des modifications au traité. La Fronde se ranimait à la nouvelle que Turenne s'était mis en marche avec son armée, et les seigneurs firent à la reine des conditions analogues à celles que Louis XI avait subies au traité de Conflans: Bouillon demandait Sedan, Turenne l'Alsace, la Trémoille le Roussillon, Beaufort la Bretagne, etc. Mais les troupes weymariennes avaient été séduites par l'argent de Mazarin; elles abandonnèrent leur général, qui s'enfuit en Allemagne, et se déclarèrent pour la cour. Les nobles, troublés par cette défection, projetèrent de soulever le peuple pour *purger* ou chasser le parlement, de se rendre maîtres de l'Hôtel de ville, de faire avancer l'armée d'Espagne dans les faubourgs (1). Alors les magistrats pressèrent la reine de faire la paix; et celle-ci, inquiète de la marche de l'archiduc, qui était arrivé à Reims, consentit à modifier le traité de Ruel, à accorder la diminution des impôts, à permettre les assemblées du parlement [1er avril]. « Enfin, dit madame de Motteville, les seigneurs, ayant tous arraché quelque beau lambeau des libéralités royales, se résolurent que la paix se fit; et ce fut au roi de la recevoir de ses sujets, après l'avoir achetée chèrement (2). »

§ V. Les troubles continuent. — Les héroïnes de la Fronde. — Nouvelle Fronde des seigneurs. — Emprisonnement de Condé. — Cette paix ne contenta personne. Les nobles s'en allèrent dans

(1) Retz, t. II, p. 77.
(2) Motteville, t. III, p. 264.

les provinces pour y attiser l'esprit de rébellion; les parlements maintinrent leur association; les bourgeois continuèrent leurs injures et leurs libelles contre Mazarin et la reine. On sollicitait le parlement d'imiter celui d'Angleterre, on ne parlait que de république et de liberté : « Les peuples, disait-on, ont le droit de faire la guerre à leurs rois, de changer leurs lois, de porter la couronne dans d'autres familles.... Cette monarchie est trop vieille; il est temps qu'elle finisse. » L'ordre ne fut pas rétabli dans Paris; les provinces ne payaient pas; les tailles n'étaient plus levées exactement; les peuples voulaient partout respirer l'air de la liberté; les pauvres paysans gémissaient; les armées étaient sans solde, la maison du roi dans un état pitoyable, la monarchie réduite à une grande misère [1]. » La cour fut alors le théâtre d'intrigues mesquines et confuses, que l'histoire sérieuse ne doit pas enregistrer, et qu'il faut chercher dans les curieux et prolixes mémoires de ce temps. L'unité monarchique continua à se débattre contre cette folie des conspirations que Richelieu avait si rudement poursuivie. La noblesse n'avait jamais été si futile, si arrogante, si brave, si spirituelle; jamais ses mœurs n'avaient été à la fois si dissolues et si élégantes : « Les vices délicats, dit Saint-Évremond, se nommoient des plaisirs. » Jamais aussi l'État n'avait été troublé par des motifs si puérils : l'amour gouvernait tous les partis, depuis Anne d'Autriche, prête à tout sacrifier pour conserver son ministre, jusqu'à Turenne, que madame de Longueville entraînait dans la révolte; le coadjuteur tramait ses complots dans les ruelles de ses nombreuses maîtresses, et nous verrons bientôt les princesses de Condé et de Montpensier commander des armées. Les femmes jouèrent, pendant toute cette époque, le rôle le plus brillant pour leur esprit; elles eurent une vie aventureuse, romanesque, pleine de plaisirs et de périls; elles menaient à la fois des intrigues amoureuses, des expéditions de guerre, des fêtes et des conspirations; elles n'avaient jamais eu tant d'influence sur le gouvernement de l'État. Mais les duchesses de Longueville, de Montbazon, de Bouillon, de Chevreuse, etc., toutes belles, galantes, spirituelles, en visant à un rôle politique, portèrent dans les affaires leurs chétives passions, leurs petites vues, leurs idées frivoles, et elles sacrifièrent à leur vanité leur

[1] Motteville, t. III, p. 283 et 308. — Retz, t. I.

honneur, leur repos, l'honneur et le repos de leurs familles.

La cour n'était pas rentrée à Paris; Mazarin, espérant obtenir quelque popularité par des succès militaires, l'avait menée sur la frontière pour arrêter l'archiduc. Son armée, forte de trente mille hommes et commandée par le maréchal d'Harcourt, chassa l'ennemi de la Champagne et reprit les places de l'Escaut, mais elle échoua au siége de Cambrai.

Condé se réjouit de cet échec; il était en querelle ouverte avec le ministre et avait refusé le commandement de son armée. Enivré des flatteries de la noblesse, séduit par la duchesse de Longueville, qui le berçait des plus ambitieuses illusions, plein de mépris pour le cardinal, qu'il avait, disait-il, tiré du gibet, le vainqueur de la Fronde voulait dominer le gouvernement; il demandait sans cesse des faveurs pour lui et ses amis, il tyrannisait le conseil, il prétendait qu'on ne donnât aucun emploi sans son consentement, il insultait brutalement le ministre et la régente elle-même. Mazarin déploya toute sa finesse, ses fourberies, ses manières humbles et insinuantes, sa patiente hypocrisie, pour maintenir dans le parti de la cour ce prince inégal, emporté, superbe jusqu'à l'extravagance, qui se rendait ridicule par ses airs de matamore et de héros de théâtre; les traités de Westphalie lui avaient coûté moins de peine et d'agitations. Condé résista à ses artifices, et lui déclara hautement qu'il fallait qu'il vidât le royaume; mais il n'en garda pas moins tout son mépris pour les parlementaires et les bourgeois, et refusa de faire accord avec eux. C'était une nouvelle Fronde qu'il voulait former; il voulait réveiller le vieux parti aristocratique et donner une position vraie à ces nobles qui s'étaient alliés au parlement contre la royauté. Tous les seigneurs se réunissaient autour de lui : ils applaudissaient à ses insolences, ils les exagéraient par des airs moqueurs et présomptueux qui leur firent donner le nom de *petits-maîtres*; ils demandaient des gouvernements, des dignités, des places fortes. La Fronde parlementaire se rapprocha de la cour : Mazarin fit croire à Condé que Gondi et Beaufort avaient voulu l'assassiner; et ceux-ci, menacés par le prince, qui voulait les chasser de Paris, unirent leurs ressentiments à ceux du ministre. La reine elle-même, que Condé avait outragée comme femme, fit taire ses haines contre la bourgeoisie et consentit à subir le contrôle du parlement, pourvu qu'elle satisfît sa vengeance. Mazarin

n'aimait pas les coups violents : tourner les obstacles était dans la nature de ses goûts et de son esprit; où Richelieu employait la hauteur et la dureté, il n'employait que l'humilité et la souplesse; c'étaient les voies qui lui avaient jusqu'à présent réussi; « jamais homme, avec tant d'autorité et parmi tant d'ennemis, n'a eu plus de facilité à pardonner et n'a moins que lui rempli les prisons et les cachots [1]. » Mais avec le brutal vainqueur de Rocroy il fallait décidément employer la violence; et la reine, furieuse et obligée de dissimuler ses colères, y consentit avidement. Elle parvint à se mettre d'accord avec le coadjuteur et le duc d'Orléans; et, certaine d'avoir la neutralité de la vieille Fronde, elle fit arrêter Condé, Conti et Longueville, et les envoya à Vincennes [1650, 18 janvier].

§ VI. Révolte des seigneurs. — Soumission de Bordeaux. — Bataille de Rethel. — Union des deux Frondes. — Mazarin sort de France. — Les Parisiens applaudirent à la disgrâce du vainqueur de la Fronde; Beaufort et tous les frondeurs accoururent auprès de la reine et lui offrirent leur épée. Mais les partisans de Condé se retirèrent dans les provinces; la duchesse de Longueville se sauva en Normandie, y courut les aventures les plus romanesques, se réfugia en Hollande, et de là à Stenay, où elle séduisit encore Turenne et le décida à se déclarer « lieutenant-général pour le roi, à l'effet d'obtenir la liberté des princes. » Le maréchal leva une armée, fit un traité avec les Espagnols et obtint d'eux des subsides. La noblesse de Bourgogne, de Normandie et de Guyenne se souleva; mais la faiblesse de ses efforts témoigna que Richelieu avait porté des coups mortels à l'aristocratie.

La cour se mit en marche contre les rebelles avec une armée; sa présence fit rentrer facilement dans la soumission la Normandie et la Bourgogne; mais il n'en fut pas de même de la Guyenne. Cette province, « toujours séditieuse et mutine, » toujours mue des sentiments d'hostilité du Midi contre le Nord, s'était mise en révolte contre son gouverneur, le duc d'Épernon [2], et n'avait pas accepté le traité de Ruel. Clémence de Maillé-Brézé, princesse de Condé, la tête pleine des idées romanesques des femmes de ce temps, résolut de faire la guerre au

(1) Motteville, t. II, p. 26.
(2) Fils du Mignon de Henri III, lequel était mort en 1641.

nom de son mari; elle s'échappa de Chantilly, traversa toute la France et se jeta dans Bordeaux; elle y fut reçue avec enthousiasme par le peuple, et se mit sous la protection du parlement. Malgré les magistrats qui reculaient devant la guerre civile, elle fit entrer les ducs de Bouillon et de La Rochefoucauld avec leurs troupes, se mit en rapport avec l'Espagne, qui lui fournit des subsides et attendit l'armée royale. Toute la noblesse frondeuse s'était réfugiée dans la Guyenne : il fallut que l'armée royale en fît la conquête. Bordeaux se défendit avec vigueur; mais les retards de la flotte espagnole, qui devait la secourir, la forcèrent à capituler. La reine accorda à la ville une amnistie complète et permit à la princesse et aux deux ducs de se retirer dans leurs domaines.

Cependant l'armée de Turenne, aidée des Espagnols, s'était emparée du Catelet, de Vervins et de Rethel [1650, juin]; elle poussa même une avant-garde pour surprendre Vincennes; mais à cette nouvelle on transporta les princes au Havre. Ce fut alors que le maréchal Duplessis, ayant été rejoint par les troupes ramenées de Guyenne, assiégea Rethel et s'en empara. Turenne arriva trop tard; et, forcé, avec huit mille hommes, de livrer bataille à quinze mille, il fut entièrement défait, perdit la moitié de ses troupes et vit le reste se disperser [17 décembre].

Le parti des princes ou de la nouvelle Fronde semblait vaincu; mais la vieille Fronde ou le parti parlementaire n'avait pas oublié ses antipathies contre Mazarin. Les seigneurs entamèrent des négociations avec le coadjuteur et le parlement; et, par la médiation d'Anne de Gonzague, princesse palatine [1], « femme d'une étonnante capacité, qui avoit alors la confiance entière des desseins des princes et des frondeurs [2], » les deux Frondes se réunirent. Le duc d'Orléans, séduit par Gondi, qui prit dès lors, un grand ascendant sur cet esprit faible, se jeta dans le parti des princes, refusa tout accommodement avec la régente tant qu'elle garderait son ministre, et leva des troupes. Le parlement, toutes les chambres assemblées, rendit un arrêt par lequel il demanda formellement le renvoi du cardinal et la liberté des princes. Enfin le peuple, dans une violente émeute, menaça la vie de Mazarin. La reine indignée voulait entourer de troupes

(1) Elle était veuve du deuxième fils de Frédéric V, électeur palatin.
(2) Retz, t. II. — Motteville, t. IV, p. 141.

le Palais-Royal et y soutenir un siége, elle déclara qu'elle ne ferait pas « la même faute qu'avoit faite le roi d'Angleterre, abandonnant son ministre à la rage publique ([1]); » enfin elle résolut de se retirer au Havre avec Mazarin, de délivrer les princes et de marcher avec eux contre Paris. Dans ce dessein, le cardinal sortit de la ville avec quelques troupes; la régente devait le suivre.

Mais, à la nouvelle de la retraite du ministre, le parlement rendit un arrêt de bannissement contre lui [1651, 7 févr.], ses parents et ses domestiques; le conseil du roi approuva cet arrêt, et le duc d'Orléans exigea de la reine la promesse de ne jamais rappeler le cardinal. La régente voulut s'enfuir. Le peuple, soulevé par Gondi, enveloppa le Palais-Royal, et demanda à voir le roi [10 févr.]; les officiers des milices envahirent le palais et défilèrent devant le jeune Louis XIV endormi. La reine se trouva prisonnière des deux Frondes.

Mazarin, troublé par ces nouvelles et abandonné par ses troupes, résolut de céder à l'orage. Il se dirigea en secret sur le Havre pour délivrer lui-même les princes; il espérait les jeter, comme un brandon de discorde, entre les deux Frondes; puis il se retira à Bruhl, dans l'électorat de Cologne, et continua à diriger le conseil par sa correspondance secrète avec la reine et avec les trois secrétaires d'État, Lionne, Letellier et Servien, ses dévoués disciples. Toute l'administration était pleine de ses créatures.

§ VII. Condé tyrannise le gouvernement. — La reine se réconcilie avec la vieille Fronde. — Le prince se retire en Guyenne. — Révolte du Midi. — Les princes, délivrés de prison, furent reçus [1651, 16 février] en triomphe à Paris et déclarés innocents par un arrêt du conseil. Condé, débarrassé du ministre par la volonté nationale, crut que le gouvernement était à lui et recommença ses tyrannies avec la reine, ses hauteurs avec les magistrats, ses brouilleries mesquines avec tout le monde; il fit renvoyer les trois secrétaires d'État et appela au conseil Molé, expression du parti modéré; mais il se mit en discorde ouverte avec Gaston, Gondi et toute la vieille Fronde. Les parlementaires lui parlaient de reconnaissance et voulaient se servir de lui comme d'une épée aveugle et obéissante; leur

([1]) Motteville, t. III, p. 180.

alliance ne pouvait lui convenir : « Je n'entends rien à la guerre des pots de chambre, disait-il, et me sens même poltron pour les occasions de tumulte populaire et de sédition [1].» Ce n'était pas au profit de ces bourgeois tracassiers et mesquins qu'il voulait ruiner l'autorité royale, mais au profit de la brave noblesse, qui gagnait des batailles. Il demandait à la reine le gouvernement de la Guyenne et du Languedoc avec les droits régaliens, celui de la Provence pour son frère, des forteresses, des dignités, des pensions pour ses amis : c'était une espèce de royaume, voisin des Espagnols, qu'on aurait établi pour lui. Il était même déjà en traité avec la cour de Madrid, qui fomentait tous les mécontentements; et, si l'on en croit le comte de Coligny, son compagnon de révolte, il avait le projet de renverser Louis XIV et de se faire donner la couronne [2]. Mazarin écrivit à la reine : « Vous savez que le plus capital ennemi que j'ai au monde est le coadjuteur; servez-vous-en, madame; faites-le cardinal, donnez-lui ma place, mettez-le dans mon appartement; tout, plutôt que de tomber avec M. le prince aux conditions qu'il demande : s'il les obtenoit, il n'y auroit plus qu'à le mener à Reims [3]. »

La régente se réconcilia avec le coadjuteur, qui espérait remplacer Mazarin dans sa confiance et peut-être dans ses affections secrètes. Elle le vit avec joie braver le prince et ses nombreux amis, par l'armée de gentilshommes et de spadassins qui le suivait partout; elle attisa, avec une habileté digne de son ministre, les haines entre ces deux hommes qu'elle détestait; elle fomenta les insolences du prince envers les parlementaires; elle promit au parlement de le débarrasser du prince. Sa fureur contre celui-ci était devenue telle, qu'elle disait : « Il périra ou je périrai [4]! » et elle consulta même son confesseur sur un assassinat. Enfin elle envoya contre lui, devant le parlement, la chambre des comptes, la cour des aides, le conseil de ville réunis, une déclaration [17 août] dans laquelle elle révéla ses tyrannies, les sommes immenses qu'il avait arrachées au trésor,

(1) Retz, t. III, p. 39.
(2) Voyez les Pièces justific. de l'Essai sur la monarchie de Louis XIV, par Lemontey, p. 191.
(3) Retz, t. III p. 74.
(4) Ibid., p. 219.

ses trahisons avec l'Espagne, tous ses attentats contre l'autorité royale. Le coadjuteur soutint la lecture de cette déclaration par sa présence et celle de deux à trois mille épées. Condé en avait autant à sa disposition ; le Palais faillit devenir un champ de bataille ; tout Paris fut en mouvement et en armes.

Le prince, craignant une nouvelle prison et ne pouvant plus compter sur la vieille Fronde, résolut de chercher le pouvoir uniquement dans l'épée des gentilshommes. Le Midi semblait aisé à soulever ; l'appui des Espagnols était certain ; excité par ses amis, il partit pour la Guyenne [30 août], décidé, comme il le disait lui-même, à remettre le dernier l'épée dans le fourreau ([1]).

Aussitôt toute la noblesse du Midi se soulève avec Bordeaux et la plupart des villes ; l'Espagne fait des armements considérables, et envoie une flotte dans la Gironde ; Marsin, qui commandait en Catalogne, amène au prince une partie de son armée ; la Rochefoucauld et la Trémoille soulèvent le Poitou, s'emparent de Saintes et assiégent Cognac ; le duc de Nemours lève dans le Nord une armée de Lorrains et d'Allemands ; enfin Condé cherche à réveiller le parti protestant et demande même appui à Cromwell ([2]). Son plan de campagne était de marcher de Bordeaux sur Paris, pendant que Turenne et les Espagnols envahiraient la Champagne. Ce plan manqua par la défection de Turenne et de Bouillon, qui firent accord avec la reine.

§ VIII. La reine marche contre Condé. — Retour de Mazarin. — Combat de Bleneau. — Anne d'Autriche, pour donner plus de force à son gouvernement, fit déclarer le roi majeur ; puis elle obtint du parlement un édit de lèse-majesté contre le prince, et elle sortit de Paris pour montrer, disait-elle aux frondeurs, le jeune roi aux provinces soulevées. Elle s'était préparé trois armées : la première, commandée par le comte d'Harcourt, fut envoyée contre Condé et le confina derrière la Charente ; la seconde était commandée par la Ferté et repoussa les Espagnols dans la Champagne ; la troisième était levée par Mazarin lui-même et de ses propres deniers : elle se composait de huit mille

([1]) Motteville, t. IV, p. 296.

([2]) Il en reçut, outre des lettres, un long mémoire contenant *les principes et le gouvernement d'une république* à établir en France. Voyez les mémoires de Pierre Lenet, publiés par MM. Champollion.

des mercenaires que la paix de Westphalie avait licenciés; le maréchal d'Hocquincourt alla en prendre le commandement sur la frontière, et la fit marcher de Sedan vers les provinces du Midi. Mazarin écrivit au roi que, tenant de lui ses biens, il les consacrait à la défense de Sa Majesté; et la reine, « emportée par son ardeur féminine, » fit dire aux frondeurs que l'honneur du roi exigeait qu'il rappelât son ministre.

A la nouvelle du retour de Mazarin, tout Paris fut en rumeur. Le parlement n'avait pas faibli dans sa haine contre le cardinal; il cria à la trahison, et, par le conseil de Gondi, il voulut former un tiers-parti dont le duc d'Orléans serait le chef, et qu'il opposerait à la fois à Mazarin et à Condé. Il déclara [1651, 29 déc.] le ministre perturbateur du repos public et criminel de lèse-majesté, exhorta les communes à lui courir sus, et promit 150,000 livres à qui le livrerait mort ou vif. Trois conseillers furent envoyés en Champagne pour soulever les populations contre lui et arrêter la marche de son armée; mais ils furent pris par d'Hocquincourt, et Mazarin continua à se diriger sur Poitiers, où était la reine.

Cette audace du ministre proscrit faisait pencher le parti de la vieille Fronde pour Condé, malgré les efforts du coadjuteur, qu'on regardait comme vendu à la cour. Le prince proposa au parlement une union contre l'ennemi commun : « Son entrée en France, dit-il, prouve la justice de mes armes; » et il sollicita le duc d'Orléans de se faire le chef d'un gouvernement rival de celui de la reine, lequel aurait la noblesse, la capitale et les parlements pour lui. Le parlement repoussa le projet d'union, à cause des souvenirs de la Ligue, et décida seulement qu'il serait sursis à l'arrêt rendu contre le prince. Quant à Gaston, il se laissa entraîner, avec sa mollesse ordinaire, à la suite de Condé, et confia ses troupes au duc de Beaufort, qui passa dans la nouvelle Fronde.

Mazarin fut reçu en triomphe à Poitiers [1652, 28 févr.]. Le jeune roi alla au devant de lui, « et le conduisit à cheval chez la reine, que l'impatience retint plus d'une heure à une fenêtre pour voir arriver son cher favori [1]. » Aussitôt le ministre reprit en main les affaires, rappela les trois secrétaires d'État et poussa vivement la guerre. Après avoir rejeté Condé au delà d

(1) Guy Joly, t. I, p. 265.

la Garonne, il laissa d'Harcourt devant lui, se rabattit sur la Loire et voulut s'emparer d'Orléans pour gagner la route de Paris. Pendant ce temps, le duc de Nemours, parti de Stenay avec douze mille Allemands, avait passé la Seine à Mantes, s'était joint, dans la Beauce, aux troupes de Beaufort, et marchait sur la Loire pour fermer le chemin à l'armée royale. Celle-ci, commandée par Turenne et d'Hocquincourt, se présenta devant Orléans, qui voulait rester neutre. Mais mademoiselle de Montpensier, fille de Gaston, la plus ardente, la plus généreuse, mais aussi la plus romanesque des héroïnes de ce temps, surprit une des portes, et décida les habitants à résister au roi. Alors la cour remonta la Loire jusqu'à Gien, où elle passa le fleuve, pendant que l'armée de Nemours se portait sur Montargis.

Condé, voyant que les grands coups allaient se décider à Paris, laissa quelques troupes à Conti pour tenir d'Harcourt en échec, et y partit seul : il fit cent vingt lieues, déguisé en valet, passa la Loire à la Charité, échappa vingt fois à ses ennemis, et enfin arriva dans l'armée de Nemours, qui le reçut avec transport. Aussitôt il prit le commandement, et s'empara de Montargis; puis, apprenant que la cour était à Gien, Turenne à Briare, et que d'Hocquincourt avait ses quartiers dispersés à Bleneau, il tomba sur ce dernier et le mit en déroute. La cour épouvantée se disposait à s'enfuir à Bourges. Turenne déclara qu'il fallait vaincre ou que le roi était perdu, et il s'avança avec quatre mille hommes contre douze mille. Il occupait la tête d'une chaussée étroite, sur laquelle il soutint, pendant tout un jour, les attaques de Condé, et il donna ainsi le temps à la cour de marcher en liberté sur Paris [7 avril] ; puis il se retira sur Gien : « Vous avez sauvé l'État, lui dit la reine en pleurant, et sans vous il n'y eût pas eu une ville qui n'eût fermé ses portes à la cour (1). »

§ IX. Combat d'Étampes. — Désordres a Paris. — Bataille du faubourg Saint-Antoine. — Les deux armées se dirigèrent vers la capitale, et celle de Condé se cantonna près d'Étampes. Le prince alla seul à Paris pour décider cette ville à embrasser son parti; mais le parlement et le conseil municipal lui reprochèrent son alliance avec les étrangers, refusèrent de s'unir à

(1) Retz, t. III, p. 363.

lui, et rappelèrent même l'arrêt qui pesait sur sa tête. Il se vit perdu : pendant son absence, Turenne s'était porté sur les derrières de l'armée frondeuse, l'avait battue devant Étampes, et l'avait enfermée dans cette ville qu'il assiégeait [1652, 4 mai]. De plus, d'Harcourt avait défait les insurgés de la Guyenne; les Espagnols étaient chassés de la Champagne, et la Ferté revenait sur la capitale; tous les parlements, excepté celui de Bordeaux, suivaient l'exemple du parlement de Paris. Le prince mit tout en œuvre pour forcer la ville à se déclarer pour lui; il soudoya le menu peuple, qui livra plusieurs combats à la milice bourgeoise : le palais fut ensanglanté, l'Hôtel de ville envahi par des bandes furieuses, qui demandaient l'union avec les seigneurs. Toutes les passions démocratiques s'étaient ranimées : on parlait d'abolir la royauté et d'imiter les Anglais. Si les princes l'eussent emporté, ils auraient été entraînés eux-mêmes par la furie populaire qu'ils avaient éveillée : « Les grands ne sont grands, disaient les pamphlets, que parce que nous les portons sur nos épaules : secouons-les, et nous en joncherons la terre. »

Condé avait demandé des secours aux Espagnols, qui lui envoyèrent le duc de Lorraine, Charles IV, dépossédé de ses États, avec dix mille aventuriers. Turenne leva le siége d'Étampes et se porta au-devant des Lorrains; mais ceux-ci furent séduits par l'argent de Mazarin et se retirèrent; alors l'armée royale reprit l'offensive. Condé s'était porté à Saint-Cloud, espérant que sa présence déciderait la capitale à se prononcer pour lui. Turenne se posta à Saint-Denis, où il se renforça de la petite armée du maréchal la Ferté. Une bataille semblait inévitable, la dernière bataille de l'aristocratie contre la royauté. L'aristocratie avait à sa tête le représentant le plus brillant qu'elle eût jamais eu, le dernier des preux du moyen âge, un autre Gaston de Foix, impétueux, intrépide, donnant de sa personne, et trouvant dans le feu des combats les « soudaines illuminations du génie; » la royauté s'était donné pour bouclier un général tout moderne, calme, réfléchi, méthodique, réglant l'action par la pensée, guidant, l'épée dans le fourreau, la furie française, faisant enfin de la guerre la plus grande et la plus difficile des sciences, celle où le génie de l'homme trouve le plus largement à s'exercer.

Turenne résolut de tourner le prince par Epinay et Argen-

ail; et, à cet effet, le corps de la Ferté passa la Seine. A la uvelle de ce mouvement, Condé quitta Saint-Cloud et chera à gagner Charenton pour s'y fortier entre la Seine et la arne; il voulut traverser Paris et se présenta à la porte de la nférence [1]; mais on lui refusa l'entrée, et il fut obligé de urner l'enceinte extérieure des faubourgs du nord et du lent, qui étaient fortifiés. Turenne rappela la Ferté, et, sans endre son artillerie, il se porta rapidement sur l'arrièrerde du prince, devant le faubourg Saint-Denis [1652, 2 juillet]. ndé se retourna, dégagea sa troupe et réunit toute son arée à la tête du faubourg Saint-Antoine, derrière un retranement qui allait de la chaussée de Ménilmontant à la Seine. bataille s'engagea : les troupes royales enlevèrent le retranement et pénétrèrent dans le faubourg; mais le combat conua avec acharnement dans les rues et les maisons.

La capitale, pleine d'agitation, avait ses portes fermées et ses urailles garnies de bourgeois en armes. Le conseil de ville ait reçu l'ordre du roi de repousser les troupes de Condé, ême par la force; mais le peuple s'ameutait, demandait des mes, sommait le conseil d'ouvrir les portes. La courageuse ademoiselle sollicite son père de se déclarer pour le prince, et i arrache l'ordre de laisser entrer les blessés; puis elle court l'Hôtel de ville, et force le conseil à détacher deux mille mmes sur la porte Saint-Antoine. Alors elle traverse les es, un bouquet de paille à la main, en criant : « Que ceux i ne sont pas Mazarins prennent la paille, sinon ils seront ccagés. » Le peuple se précipite sur ses pas; on fait entrer les essés et les bagages du prince; la ville se trouve ainsi décla- e contre le roi. Mademoiselle, toujours à cheval, harangue milices et se jette dans la Bastille; Gaston arrive à la porte int-Antoine, et promet à Condé l'entrée de la ville. Il était mps : Turenne avait été joint par son artillerie et la division la Ferté; trois fois il avait pénétré au fond du faubourg et ait été repoussé. Mais vainement Condé déployait la valeur plus désespérée; vainement ses intrépides amis combatient avec une bravoure digne de leurs pères : leur petite oupe, serrée entre l'armée royale et les murailles, s'éclairssait; les soldats de Turenne filaient par les rues à droite et à uche, et allaient les envelopper; le carnage était effroyable :

[1] Située près de la Seine et du pont de la Concorde.

« J'ai perdu tous mes amis, s'écriait Condé, il ne me reste qu'à mourir. » Enfin la porte s'ouvre ; le prince fait une dernière charge pour dégager ses soldats, qui se précipitent dans la ville ; les troupes royales s'élancent de toutes parts ; son arrière-garde va succomber : soudain une décharge d'artillerie presque à bout portant jette le désordre dans l'armée royale : c'est le canon de la Bastille, c'est Mademoiselle qui vient d'y mettre le feu. Le dernier soldat de Condé est rentré dans la ville ; les portes se referment : le canon de la Bastille redouble ; et Turenne, qui se voit arracher son ennemi vaincu, se met lentement en retraite sur Saint-Denis.

§ X. Massacre de l'Hôtel de ville. — Anarchie dans Paris. — Deuxième retraite de Mazarin. — Condé se retire dans l'armée espagnole. — Tout ce qui voulait la guerre civile se rangea autour du prince ; le peuple le couvrit d'applaudissements ; le parti modéré s'effaça. Une assemblée avait été convoquée à l'Hôtel de ville pour délibérer sur les propositions pacifiques de la cour ; les magistrats municipaux, les députés du parlement et de l'Université, les curés, les capitaines des quartiers y assistaient [1652, 4 juillet]. Condé et Gaston s'y rendirent pour faire décider l'union de la ville avec les princes ; mais l'assemblée demanda le retour du roi sans conditions : ils se retirèrent mécontents, en disant au peuple ameuté sur la place de Grève : « Tous ces gens-là sont vendus au Mazarin ; il ne faut pas les laisser sortir qu'ils n'aient signé l'union. » Aussitôt le peuple, auquel se mêlent des soldats de Condé, crie : « L'union ! à bas les Mazarins ! » et tire des coups d'arquebuse contre l'Hôtel de ville. Les compagnies bourgeoises qui gardaient la place s'enfuient ; les gardes de l'hôtel font feu et essayent de construire des barricades ; le peuple les disperse, incendie les portes, envahit l'hôtel, saccage et massacre cinquante personnes. Mademoiselle, toujours intrépide et généreuse, pendant que Condé reste immobile, se précipite au milieu du peuple et sauve le reste des bourgeois.

Cette sanglante journée, dont la responsabilité retomba entièrement sur Condé, le rendit maître absolu dans Paris, mais ne fit qu'activer les désirs d'une transaction. La populace gouvernait la ville, et menaçait de piller les riches ; chaque jour éclatait une émeute ; la discorde divisait la vieille et la nouvelle Fronde, les parlementaires et les seigneurs, les sei-

gneurs entre eux ; les soldats pillaient les bourgeois; plus de commerce, plus d'impôts, plus de police. Condé essaya de mettre un terme à cette anarchie et de rendre son pouvoir durable ; car la révolte l'avait entraîné si loin qu'il lui paraissait possible d'atteindre la destinée manquée par le duc de Guise. Dans une nouvelle assemblée de notables, qu'il domina par la terreur, l'union de la ville avec les princes fut décidée, et l'on nomma Gaston lieutenant-général du royaume, Condé généralissime, Beaufort gouverneur de Paris, Broussel prévôt des marchands. C'était un gouvernement régulièrement organisé et nettement prononcé contre l'autorité royale. Mais tout cela n'avait pas de racines ; ces révolutions de bas étage qu'aucune idée sérieuse n'inspirait, qui n'avaient aucun stimulant moral, ces émeutes sans but et sans portée, cette anarchie mesquine et ignoble, cette guerre de la Fronde, si indigne des grandes guerres féodales du treizième siècle et même des dernières révoltes des seigneurs, n'était que la dernière convulsion de la féodalité expirante. La lutte de l'aristocratie contre la royauté avait, de siècle en siècle, diminué de gravité, d'importance, de raison ; elle était arrivée à son plus bas degré ; et l'unique résultat de la Fronde allait être de faire l'éducation politique de Louis XIV, de balayer les dernières avenues de la monarchie absolue, et d'introduire la France dans un gouvernement despotique, mais plein d'ordre, d'harmonie et d'unité.

La cour s'était retirée à Pontoise. A la nouvelle du massacre de l'Hôtel de ville, elle négocia secrètement avec les bourgeois, et chercha à jeter le désordre dans le gouvernement de la Fronde. Un arrêt du conseil cassa toutes les délibérations de l'Hôtel de ville, la nomination de Gaston, de Beaufort et de Broussel, et frappa de nullité tous leurs actes ; un autre défendit les assemblées de l'Hôtel de ville, le payement des impôts, la levée des gens de guerre ; enfin un troisième transféra le parlement à Pontoise, sous la présidence de Molé. Ce dernier coup fut mortel pour la Fronde : bien qu'il n'y eût que quatorze magistrats qui eussent obéi à l'ordonnance royale, cela suffisait pour jeter le discrédit sur la seule autorité qui donnât une couleur légale aux actes des rebelles. Le parti de la modération reprit le dessus ; les compagnies bourgeoises se tinrent constamment sous les armes pour faire cesser l'anarchie ; les fron-

deurs se découragèrent; Broussel donna sa démission; Gondi, qui, depuis l'entrée de Condé à Paris, s'était renfermé dans son palais avec une garnison, se remit en scène, et, à la tête de son clergé, il s'en alla à Pontoise supplier le roi de revenir dans sa capitale.

Tout marchait donc vers la paix; Condé et Gaston la voyaient inévitable : ils ne songeaient plus qu'à obtenir de bonnes conditions; mais Mazarin voulut épargner à la royauté un traité avec les princes rebelles et des concessions à la bourgeoisie. Lui, qui savait plier si fort à propos et était incapable de fausse honte comme de vaine gloire, se retira à Sedan, et alors les Parisiens déclarèrent qu'ils étaient prêts à poser les armes sous condition d'une amnistie [1652, 19 août].

Condé fit un dernier effort : les Espagnols avaient envahi la Picardie et envoyé de nouveau le duc de Lorraine à son aide; son armée, jointe à celle des Lorrains, était forte de vingt mille hommes, avec lesquels il essaya de frapper un coup décisif. Mais Turenne, placé au confluent de l'Yères et de la Seine, avec huit mille hommes seulement, parvint à le tenir en échec pendant deux mois; puis il décampa lorsqu'il vit la soumission de Paris prochaine, et se retira à Corbeil. Condé essaya encore de négocier avec la cour : il fut repoussé; il voulut ranimer l'ardeur des Parisiens, et ne reçut que des injures; alors il se décida à se jeter aux bras des Espagnols plutôt que de subir les vengeances royales, et [18 oct.] il se retira, avec le duc de Lorraine, en Champagne.

§ XI. Retour du roi dans Paris. — Réaction contre la Fronde. — Fin des troubles. — Conduite de Louis XIV envers le parlement. — Aussitôt qu'il fut parti, Beaufort donna sa démission; le conseil de ville annula tous ses actes; une députation de la bourgeoisie supplia le roi de revenir dans la ville. Gaston voulait encore essayer quelque résistance : il reçut l'ordre de quitter Paris, et se retira à Blois. Alors la cour, appuyée d'une petite armée, se présenta aux portes de la capitale, et entra sans résistance [21 oct.], aux acclamations du peuple, qui pourtant vit avec un sentiment de défiance la figure grave et sévère de son roi de quinze ans.

Une amnistie fut donnée, « mais avec des restrictions qui faisoient que peu de gens y pouvoient trouver leur sûreté [1]; » et les vengeances commencèrent. Il fut ordonné à Gaston de res-

(1) Retz, t. IV, p. 141

ter à Blois (¹), à Mademoiselle de se retirer dans ses domaines; tous les seigneurs de la Fronde, le duc de Beaufort, madame de Longueville et douze conseillers furent exilés; Condé fut condamné à mort. Quand l'ordre fut rétabli, on poursuivit même les modérés. Gondi avait été effrayé de la soumission aux conditions de la ville; il avait même engagé Gaston à se défendre : après l'entrée du roi, redoutant les vengeances de la cour, il chercha à se faire craindre par son influence sur le peuple; mais il fut arrêté et conduit à Vincennes; il s'échappa de prison, mena une vie errante et obscure, et mourut dans la retraite. Paris ne fut pas ménagé : on abolit ses milices bourgeoises, on brisa ses chaînes, on lui imposa une garnison royale et des magistrats royaux. Louis XIV, pendant toute sa vie, poursuivit les auteurs et les souvenirs de la Fronde avec acharnement (²); il ne pardonna ni à Paris, ni au parlement, ni à Condé, ni aux pamphlétaires; il suffit d'avoir pris une légère part aux troubles pour encourir sa disgrâce et sa vengeance; les registres du parlement et de l'Hôtel de ville qui contenaient les actes de cette époque furent lacérés par la main du bourreau.

Le roi tint un lit de justice, dans lequel il fut défendu au parlement de faire aucune délibération sur les affaires d'État et les finances, aucune procédure contre les ministres qu'il plairait au roi de choisir, aucune remontrance sur ses actes et décrets.

(¹) Il y mourut en 1660.

(²) En voici un odieux exemple raconté par Saint-Simon (t. IV, p. 418.) A une chasse du roi, en 1665, plusieurs seigneurs s'égarèrent et trouvèrent asile dans une maison près de Dourdan, chez un gentilhomme nommé Fargues, qui avait figuré dans la Fronde et qui vivait obscurément dans ses domaines. A leur retour, ces seigneurs racontèrent leur aventure en vantant l'hospitalité qu'ils avaient reçue. Le roi leur demanda le nom de leur hôte, et dès qu'il l'eut appris : « Comment Fargues est-il si près d'ici? » Puis il manda le premier président Lamoignon et le chargea d'éplucher la vie de ce gentilhomme, « en lui montrant un extrême désir qu'il pût trouver le moyen de le faire pendre. » Fargues fut impliqué dans un meurtre commis au plus fort des troubles, et, malgré l'amnistie, condamné à mort et exécuté. Ses biens furent donnés à Lamoignon. — Cette anecdote, publiée pour la première fois en 1781, excita les réclamations de la famille Lamoignon, qui possédait encore le domaine de Fargues, et il fut démontré par elle que ce malheureux avait été jugé souverainement et sans appel par une commission présidée par l'intendant d'Amiens. Il était accusé de concussion et fut condamné à être pendu. L'arrêt fut exécuté, et ses biens ayant été confisqués, le roi les donna au président Lamoignon.

C'était le règlement de la monarchie absolue : il ne manquait plus que Mazarin.

Trois mois après le retour du roi, Turenne ramena le ministre en triomphe à Paris [1653, 7 févr.]. Il n'y eut pas un murmure contre lui : il ne trouva sur son passage que des honneurs et des servilités. L'affaissement politique était complet; d'ailleurs les premiers actes de Mazarin, empreints de sa profonde habileté, ne tendirent qu'à faire oublier le passé, et les restes de la Fronde disparurent avec facilité. Cette révolte avait témoigné que l'aristocratie avait fini son temps politique, que la bourgeoisie n'était pas apte à commencer le sien; il y avait partout besoin de repos, goût du travail, envie d'ordre. Tout était prêt pour la monarchie de Louis XIV; le dernier soupir des libertés municipales et des résistances féodales s'était fait entendre : la royauté absolue allait prononcer son dernier mot.

Un an après le retour de l'ordre et pendant que la guerre contre l'Espagne, poussée avec vigueur, nécessitait des mesures de finance, toujours ruineuses et vexatoires, le parlement s'effraya de l'accroissement des dettes de l'État, et s'assembla pour délibérer sur l'enregistrement de tant d'édits bursaux. Le jeune roi, instruit de cette réunion, partit de Vincennes, où il chassait, et entra dans la grande chambre, botté, éperonné, le fouet à la main [1654, 13 avril] : « Messieurs, dit-il, chacun sait les malheurs qu'ont produits les assemblées du parlement; je veux les prévenir désormais. J'ordonne donc qu'on cesse celles qui sont commencées sur les édits que j'ai fait enregistrer. Monsieur le premier président, je vous défends de souffrir ces assemblées, et à pas un de vous de les demander [1]. »

Le parlement se tut devant ce roi de dix-sept ans, et pendant plus d'un demi-siècle il ne s'éleva contre la royauté aucune opposition, aucune plainte, aucun murmure, ni de la noblesse, ni du clergé, ni du peuple; il n'y eut plus pour elle que des adorations. *L'État, c'était le roi!*

(1) Motteville, t. III, p. 363. — Montglat, t. II, p. 438, édit. Petitot.

SECTION II.

APOGÉE DE LA MONARCHIE ABSOLUE. (1654-1715).

CHAPITRE PREMIER.

Traité des Pyrénées. — 1653 à 1661.

§ I. Continuation de la guerre avec l'Espagne. — Campagnes de 1653 a 1656. — Il ne manquait à la France, pour entrer dans une période d'ordre et de prospérité, que de se débarrasser des restes de la guerre de Trente-Ans : ce fut l'objet principal des soins de Mazarin. Pendant les huit années qui s'écoulèrent jusqu'à sa mort, ce ministre gouverna seul, sans l'assistance même de la reine Anne, en tenant dans une tutelle étroite et une ignorance impardonnable le jeune Louis XIV; et pendant cette période d'absolu pouvoir, il s'occupa presque uniquement des affaires étrangères.

L'Espagne avait profité des troubles de la Fronde : elle avait repris Barcelone et Casal, et nos efforts en Catalogne et en Italie devaient être dorénavant paralysés par la perte de ces deux grandes positions militaires. Elle avait repris encore Ypres, Gravelines, Dunkerque; et Condé lui apportait les clefs de Château-Porcien, de Rethel, de Sainte-Menehould. C'était donc en Champagne et en Flandre que les coups principaux allaient être portés; et là devaient encore se rencontrer les deux premiers capitaines de l'Europe, avec leur génie si différent. Mais Condé se trouvait mal à l'aise avec les troupes qu'il commandait : comment improviser des succès avec des Espagnols, dont la tactique était si lourde et si précautionneuse, qui n'osaient combattre s'ils n'étaient retranchés, marcher s'ils n'avaient leurs bagages assurés? Cette tactique de prudence avait donné la supériorité aux soldats espagnols dans un temps où les autres armées couraient débandées à la bataille, ne s'inquiétant ni des vivres ni des chemins, se laissant ruiner par les maladies, les disettes, les fatigues, plutôt que par le fer de l'ennemi; mais

avec le nouveau système de guerre introduit par Gustave-Adolphe, deviné par Condé et savamment continué par Turenne, les armées espagnoles allaient perdre pour jamais leur supériorité.

Turenne avait empêché l'ennemi d'hiverner en Champagne et repris Rethel ; mais la cour d'Espagne fit de grands efforts pour donner une armée à l'illustre épée qu'elle avait acquise, et Condé, avec trente mille hommes, se porta en Picardie : il ravagea tout sur sa route, et arriva jusqu'à Roye qu'il ruina de fond en comble [1653]. Ce prince, réduit à l'existence du connétable de Bourbon, dont le sort se présentait à son esprit, était, comme lui, plein de fureur contre sa patrie. Turenne n'avait que douze mille hommes à opposer à l'armée espagnole ; mais son génie brillait de tout son éclat dans la guerre défensive, où peut-être il n'a jamais eu d'égal. Il arrêta Condé, et pendant deux mois, en évitant toujours le combat, il le ruina si habilement par ses manœuvres, qu'il le força de repasser la Somme, ayant perdu le tiers de son armée. Le prince, irrité de ce mauvais début, se porta alors rapidement sur la Champagne et assiégea Rocroy. Le maréchal n'essaya pas d'empêcher la prise de cette place ; mais il alla s'emparer lui-même de Mouzon et de Sainte-Menehould, et les deux armées se séparèrent.

Au printemps suivant [1654], le jeune roi alla faire ses premières armes au siége de Stenay. L'archiduc Léopold et Condé, pour opérer une diversion favorable à cette place, se portèrent sur Arras. Turenne, qui couvrait le siége de Stenay, accourut avec quinze mille hommes sur la Scarpe, et inquiéta les Espagnols, jusqu'à ce que Stenay fût prise et que des renforts lui fussent arrivés. Alors il livra bataille [27 août], força les lignes des assiégeants, et aurait complétement détruit leur armée sans la présence de Condé, qui couvrit habilement leur retraite jusqu'à Mons, et battit même séparément les corps d'Hocquincourt et de la Ferté. La bataille d'Arras coûta aux Espagnols quatre mille hommes et toute leur artillerie.

Cette guerre si peu décisive de marches et de siéges continua l'année suivante [1655]. Turenne et Condé furent longtemps à manœuvrer dans le Hainaut ; enfin celui-ci se mit en retraite, et celui-là s'empara de Maubeuge et de Condé. Au printemps suivant [1656], le maréchal assiégea Valenciennes ; le prince parvint à séparer les quartiers de la Ferté de ceux de Turenne,

ui gagna, avec les Piémontais, la bataille de la Ro-
e Tanaro. On fit lever aux Espagnols le siége de
rit Puycerda, et la flotte française détruisit une es-
ole à la hauteur de Barcelone.

NCE DE LA FRANCE AVEC L'ANGLETERRE. — BATAILLE
- LIGUE DU RHIN. — L'Espagne était épuisée, et le
Condé lui permettait de continuer la lutte : il sem-
cile de l'amener à subir les conditions onéreuses du
stphalie. Mais Mazarin n'avait rien de l'audace et
de Richelieu ; il craignait de compromettre son
ntenant si paisible, en demandant à la France de
crifices pour la guerre, et il n'avait d'autre ambition
iner la lutte avec le moins de peine qu'il pourrait :
onc une alliée contre l'Espagne dans l'Angleterre.
mort de Charles Ier, la royauté, l'épiscopat et la
s lords avaient été abolis, et une république dé-
établie. Cromwell vainquit les Irlandais et les
i avaient proclamé Charles II, et il s'empara du
rême sous le titre de protecteur des trois royau-
Cet homme extraordinaire lança alors son pays
de prospérité dont les Stuarts l'avaient fait dévier,
; il fit rendre le fameux acte de navigation par le-
terre s'imposait à elle-même l'empire de la mer,
t aux étrangers d'importer chez elle ou dans ses
une marchandise qui ne fût pas un produit direct
ou de leur industrie. Deux puissances pouvaient

La révolution d'Angleterre avait été toute locale et nullement contagieuse ; ses principes démocratiques n'avaient eu aucune influence sur les autres pays ; la catastrophe de Charles Ier avait inspiré de l'horreur, mais sans éclairer les monarchies sur l'ébranlement que le droit public de l'Europe en avait reçu. Mazarin, dont la politique froide et égoïste était toute d'intérêts et non de principes, ne s'inquiéta nullement de cette royauté de droit divin détruite par une insurrection populaire ; la révolution d'Angleterre était pour lui un fait accompli, et il ne sentit aucun scrupule à demander l'alliance de Cromwell : « L'union qui doit être entre les États, disait son ambassadeur, ne se règle pas sur la forme de leurs gouvernements. »

Le protecteur, sollicité à l'envi par les cours de Madrid et de Paris, se décida naturellement contre l'Espagne, dont il voulait détruire la marine et prendre les colonies ; il lui déclara la guerre. Une flotte anglaise s'empara de la Jamaïque, île qui dominait les Antilles et point d'attaque contre toutes les possessions espagnoles. Ensuite un traité d'alliance fut conclu avec la France [1657, mars], dans lequel Louis XIV donna le titre de frère à Cromwell et s'engagea à faire sortir de son royaume les fils de Charles Ier. Une flotte anglaise avec six mille hommes de troupes de terre devait attaquer les Espagnols dans les Pays-Bas, et, de concert avec les Français, s'emparer de Dunkerque, qui resterait à l'Angleterre.

L'alliance de Cromwell rendit la campagne de 1657 décisive pour la France. Turenne, renforcé de six mille vieux soldats puritains, prit Saint-Venant, Bourbourg, Mardik, et assiégea Dunkerque. Don Juan d'Autriche avait été nommé gouverneur des Pays-Bas ; il rassembla toutes ses forces, et accourut avec Condé pour forcer les lignes des assiégeants. Turenne alla au-devant de lui dans les dunes qui bordent la mer du Nord, et, sans lui laisser le temps de faire venir son artillerie ni de prendre position, il l'attaqua et le mit en pleine déroute [1658, 14 juin]. Dunkerque se rendit. Puis l'on s'empara de Furnes, Gravelines, Oudenarde, Ypres, et l'on poussa les Espagnols jusqu'à Bruxelles. La cour de Madrid se trouvait dans la plus grande détresse : sa marine était détruite par les Anglais ; les Portugais venaient de gagner la bataille d'Elvas ; le duc de Modène envahissait le Milanais ; enfin le génie de Mazarin lui porta le dernier coup.

Ferdinand III était mort [1657, 2 avril], n'ayant pas eu le temps de faire élire roi des Romains son fils Léopold. Mazarin envoya Lionne auprès de la diète, « pour éloigner à tout prix l'élection d'un prince autrichien, tâcher de faire succéder celle du roi de France ou du moins de l'électeur de Bavière, et, en tout cas, obtenir un recès tel, que le nouvel empereur ne pourroit diriger les forces allemandes arbitrairement et dans un intérêt contraire à celui de la France. » Les électeurs avaient été gagnés à force d'argent; mais ils se vendirent une deuxième fois à l'archiduc, et Léopold fut élu : néanmoins ce fut à la condition de ne porter la guerre, ni de son chef ni comme prince autrichien, au dedans et au dehors de l'empire; de ne se mêler aucunement des guerres d'Italie et des Pays-Bas, de n'envoyer aucun secours à l'Espagne contre la France et ses alliés. L'habile négociateur ne se contenta pas de ce succès; il parvint à conclure [1658, 14 août) une ligue, dite du Rhin, avec les électeurs ecclésiastiques, l'électeur de Bavière, les maisons de Brunswick et de Hesse, le roi de Suède, etc., pour assurer le maintien du traité de Munster. Par cette ligue, qui plaçait en réalité l'Allemagne sous le protectorat de la France en isolant complétement l'Espagne du reste de l'Europe, « le roi très-chrétien et les princes confédérés se promettaient réciproquement que, si au sujet ou sous le prétexte de cette correspondance pour la paix en Allemagne, aucun d'eux ou tous ensemble étaient offensés où traités en ennemis de qui que ce pût être, alors ils s'assisteraient l'un l'autre de toutes leurs forces et pouvoirs, feraient marcher leurs alliés et les joindraient pour la défense de leur allié qui serait en peine. »

§ III. Traité des Pyrénées. — Traité d'Oliva. — Restauration des Stuarts. — L'Espagne ne soutenait plus la guerre qu'avec le secours des Impériaux et avec les mercenaires qu'elle levait en Allemagne : effrayée de la ligue du Rhin, elle demanda la paix. Lorsque Lionne, à Madrid, et Pimentel, à Paris, eurent réglé les préliminaires, Mazarin et Louis de Haro, premier ministre de Philippe IV, eurent des conférences sur la Bidassoa, dans lesquelles le cardinal déploya toute la supériorité de son talent. Les bases du traité étaient : le mariage de Louis XIV avec une infante d'Espagne, des cessions de territoire de la part de Philippe IV et le rétablissement de Condé dans son rang et ses honneurs. Les négociations furent sur le point d'échouer

par la faute du roi de France. Le jeune Louis avait conçu une passion violente pour Marie Mancini, nièce de Mazarin: il était résolu à l'épouser, et l'orgueil du ministre avait un moment encouragé ce dessein insensé ; mais la reine Anne lui dit: « S'il étoit possible que le roi eût cette lâcheté, je vous avertis que toute la France se révolteroit contre vous et contre lui; moi-même je me mettrois à la tête des révoltés et j'y engagerois mon fils (¹). » Le cardinal revint de si bonne foi aux sentiments de la reine, qu'il déclara au roi qu'il « poignarderoit sa nièce plutôt que de l'élever par une si grande trahison (²). » Mais Louis persista dans son projet, et ses extravagances faisaient le scandale de toutes les cours. Le ministre, affligé d'une passion qui allait faire évanouir le but de ses travaux, pria et menaça dans des lettres paternelles et sévères: « Je m'intéresse plus, dit-il au jeune roi, qu'il traitait toujours comme son pupille, à votre gloire et à la conservation de votre État qu'à toutes les choses du monde. Quoi que vous fassiez, je vais signer les articles de votre mariage et de la paix ; puis j'irai me confiner en un lieu qui me donnera le moyen de vous servir en ce rencontre, comme j'ai eu le bonheur de faire, trente ans durant, le roi votre père et vous, sans que vos armes et vos affaires aient perdu leur réputation pendant que j'ai eu l'honneur de les conduire (³). » Louis céda, et le traité fut signé [1659, 7 novembre].

1° L'Espagne abandonna à la France le Roussillon et la Cerdagne, l'Artois, sauf Saint-Omer et Aire, et de plus Gravelines, Saint-Venant, Landrecies, le Quesnoy, Thionville, Montmédi, Marienbourg, Philippeville, Avesnes, etc. Ainsi le royaume atteignait sa limite naturelle des Pyrénées; l'Artois, la Flandre, le Hainaut, le Namur, le Luxembourg étaient morcelés, expropriés de leurs forteresses, envahissables à tout moment. — 2° La Lorraine fut rendue au duc Charles IV, sous condition que ses villes seraient démantelées ou occupées par des garnisons françaises, et qu'une route pour pénétrer en Allemagne serait cédée à la France en toute souveraineté (⁴). — 3° Condé, pour obte-

(¹) Motteville, t. v, p. 3.

(²) Ibid., p. 11.

(³) Manuscrits de Béthune, d'après Capefigue, *Richelieu Mazarin*, etc., t. VIII, p. 322

(⁴) Le duc refusa d'accéder à ces conditions, et la Lorraine continua d'être oc-

nir son pardon, fut obligé de reconnaître: « qu'il ne prétendait rien dans la conclusion de cette paix que de la seule bonté et du mouvement du roi, désirant même que Sa Majesté disposât comme elle le voudrait des dédommagements que le roi catholique voudrait lui accorder et lui avait déjà offerts. » Il fut rétabli dans ses biens et ses honneurs à la demande de l'Espagne, qui menaça de lui faire une souveraineté dans les Pays-Bas: « La rébellion, disait Louis de Haro, n'est pas un crime en France, mais plutôt un moyen de faire sa condition meilleure. » — 4° Louis XIV épousa l'infante Marie-Thérèse, qui reçut en dot une somme de 500,000 écus d'or, *moyennant* le payement de laquelle elle renonça, pour elle et ses descendants, à toute prétention sur la succession de Philippe IV.

Ce mariage avait été le rêve de Mazarin pendant quinze ans; dès l'année 1646 il écrivait à ses négociateurs à Munster: « Si le roi très-chrétien pouvoit avoir les Pays-Bas et la Franche-Comté en dot en épousant l'infante, alors nous aurions tout le solide; car nous pourrions aspirer à la succession d'Espagne, quelques renonciations qu'on fît faire à l'infante; et ce ne seroit pas une attente fort éloignée, puisqu'il n'y a que la vie de son frère qui l'en pût exclure [1]. » Mazarin avait deviné l'avenir, car le mariage de Louis XIV avec Marie-Thérèse, qui semblait terminer la longue rivalité entre la France et l'Espagne, fut la cause d'une lutte toute nouvelle entre ces deux puissances, lutte qui devait finir par l'établissement de la dynastie des Bourbons en Espagne. Quant à la renonciation de l'infante, elle était regardée par tout le monde comme une formalité sans valeur: « C'est une fadaise, disait Philippe IV lui-même; et si le prince, mon fils, manquoit, de droit ma fille doit hériter [2]. »

Ainsi le traité des Pyrénées complétait glorieusement le traité de Westphalie; il assurait la prépondérance de la France sur la maison d'Autriche; il faisait prévoir le moment où la mo-

cupée par les troupes françaises. Deux autres traités furent faits avec lui en 1662 et 1670, à peu près sur les mêmes bases; mais comme il refusa de les exécuter, il resta, tant qu'il vécut, dépossédé de ses États. Son successeur, Charles V, ne fut pas plus heureux, et la Lorraine demeura au pouvoir des Français jusqu'en 1698.

(1) Négociations relatives à la succession d'Espagne, publiées par M. Mignet, t. I, p. 33.

(2) Motteville, t. v, p. 64

narchie espagnole tomberait dans la maison de Bourbon; enfin il acheva la pacification du midi de l'Europe, à l'époque où le traité d'Oliva, conclu sous la médiation de la France, acheva la pacification des États du nord.

Christine, fille de Gustave-Adolphe, était une femme bizarre, savante jusqu'à la pédanterie, qui affectait l'énergie des hommes, en ayant toutes les faiblesses de son sexe; elle crut acquérir une gloire impérissable en abdiquant sa couronne pour mener une vie aventureuse par toute l'Europe [1654]. Charles-Gustave, son cousin, lui succéda. Ce prince voulut conserver à la Suède le rang qu'elle avait acquis pendant la guerre de Trente-Ans, et qui était incompatible avec ses ressources et sa population. Il fit la guerre à la Pologne, dont la décadence commençait, força Frédéric-Guillaume, électeur de Brandebourg, à entrer dans son alliance, et gagna avec lui la bataille de Varsovie, qui sembla la ruine des Polonais [1656]. Tout le Nord s'émut: le Danemarck se déclara en faveur des vaincus, l'empereur leur fournit quelques secours; les Hollandais envoyèrent une flotte dans la Baltique. Le roi de Suède battit les Danois et assiégea Copenhague; mais alors Frédéric-Guillaume se tourna contre lui et délivra la Pologne et le Danemark, pendant que la flotte hollandaise battait les Suédois. Charles-Gustave mourut. La France interposa sa médiation; et le traité d'Oliva fut conclu [1660], par lequel l'équilibre entre les États du nord se trouva rétabli. Frédéric-Guillaume garda la Prusse, jusqu'alors vassale de la Pologne, en toute souveraineté; et alors commença la grandeur de la maison de Brandebourg, qui devait succéder en Allemagne à l'influence de la Suède.

En même temps que les traités des Pyrénées et d'Oliva pacifiaient l'Europe, le pays qui, depuis trente ans, avait pris le moins de part aux événements du continent, et qui avait été le plus violemment agité par les commotions populaires, l'Angleterre subissait une nouvelle révolution qui la replaçait sous la monarchie des Stuarts. Dans ce pays, où l'aristocratie avait de si profondes racines, un gouvernement fondé sur la souveraineté populaire était impossible; et lorsque Cromwell mourut [1658], l'ancien parlement et l'oligarchie militaire se disputèrent le pouvoir. Le général Monk, gouverneur de l'Écosse, profita de les dissensions pour marcher sur Londres et travailler à la restauration de la royauté. Le parlement l'emporta : les lords fu-

rent rappelés, et les deux chambres rétablirent Charles II sans conditions. Cette restauration si facile égara les Stuarts, auxquels le malheur n'avait rien appris, et qui reprirent aveuglément leurs projets de royauté absolue.

§ IV. PAIX GÉNÉRALE. — TRIOMPHE DE LA ROYAUTÉ ABSOLUE. — MORT DE MAZARIN. — Ce fut une époque solennelle dans l'histoire de l'Europe que celle où furent conclus les traités des Pyrénées et d'Oliva, où s'effectua la restauration des Stuarts. Toutes les questions qui avaient agité la première moitié du dix-septième siècle étaient résolues : celle de l'indépendance des princes d'Allemagne par le traité de Westphalie, celle de la rivalité de la France et de l'Espagne par le traité des Pyrénées, celle de la prépondérance territoriale et militaire que se disputaient la Suède, le Danemarck et la Pologne, par le traité d'Oliva. Ces traités décisifs avaient fait prédominer partout la politique française ; la ligue du Rhin contenait l'empereur ; le Portugal continuait à ronger les dernières ressources de l'Espagne ; en Hollande, le parti bourgeois et français dominait ; la Suède restait élevée au-dessus des autres puissances du Nord ; l'Angleterre était gouvernée par des princes disposés à porter le joug de la France. Enfin, dans un autre ordre d'idées, « la royauté, dégagée de ses anciennes entraves, devenait partout à peu près absolue. En France, en Espagne, dans la plupart des États de l'empire germanique, elle avait dompté l'aristocratie féodale et cessait de protéger les libertés des communes, n'ayant plus besoin de les opposer à d'autres ennemis. La haute noblesse, comme si elle eût perdu jusqu'au sentiment de sa défaite, se pressait autour des trônes, presque fière de l'éclat de son vainqueur. La bourgeoisie, dispersée et d'un esprit timide, jouissait de l'ordre naissant et d'un bien-être jusque-là inconnu travaillait à s'enrichir et à s'éclairer, mais sans prétendre encore à prendre place dans le gouvernement de l'État. Partout la pompe des cours, la promptitude de l'administration, l'étendue et la régularité des guerres, proclamaient la prépondérance du pouvoir royal. Les maximes du droit divin et de la souveraineté des rois prévalaient, faiblement contestées là même où elles n'étaient pas reconnues. Enfin les progrès de la civilisation, des lettres, des arts, de la paix et de la prospérité intérieure, embellissaient ce triomphe de la monarchie pure, inspiraient aux princes une confiance présomptueuse, aux peuples une complai-

sance mêlée d'admiration ([1]). » Le moment où Louis XIV va gouverner par lui-même est le signal de cette ère nouvelle dans l'histoire de l'Europe.

Mazarin ne survécut que seize mois au traité des Pyrénées; et pendant ce temps, quoique le roi, âgé de vingt-deux ans, eût une grande impatience d'exercer le pouvoir, il garda tout le gouvernement et conserva sur le jeune Louis l'ascendant paternel qu'il avait pris pendant les troubles de sa minorité. Mais alors il chercha à réparer les vices de la misérable éducation qu'il lui avait donnée : il l'initia aux affaires de l'État, et surtout à la partie diplomatique ; il lui inspira la politique intérieure de son règne : ne donner nul pouvoir aux grands, n'appeler que des roturiers dans son conseil, « faire lui-même ses affaires et ne plus avoir de premier ministre; » il lui apprit à réprimer ses passions, à dissimuler ses pensées, enfin, comme il s'exprimait lui-même, à faire le roi. « Vous ne le connaissez pas, disait-il aux courtisans qui riaient de l'ignorance du jeune Louis ; il y a en lui de l'étoffe pour faire quatre rois ([2]). »

Il mourut le 9 mars 1661. L'habile négociateur des traités de Westphalie et des Pyrénées, « le travailleur infatigable qui vouloit connoître de tout et faire les charges de tous les secrétaires d'État ([3]), » le ministre inventif, prévoyant, persévérant, qui savait si bien pénétrer les hommes et plier sous les événements, laissa une réputation inférieure à celle de Richelieu. Étranger au pays qu'il gouvernait, il avait peu d'affection pour la France ; il n'aima le pouvoir que pour lui-même, et s'y conduisit comme un parvenu qui a sa fortune à faire. Jamais administration ne fut plus scandaleusement corruptrice et désordonnée que la sienne : il vendit les charges, aliéna les domaines, anticipa sur les revenus, s'inquiétant peu si l'État s'appauvrissait, violant ses engagements sans pudeur et sans foi, enfin laissant à ses nièces, qu'il maria toutes en haut lieu, une fortune immense qu'on porte à 50 millions. Ces millions ont plus souillé sa mémoire que ses cruautés celle de Richelieu.

([1]) Guizot, Hist. de la Révolution d'Angleterre, t. I, p. 3.

([2]) Mém. de Choisy, p. 193.

([3]) Motteville, t. II, p. 214.

CHAPITRE II.

Gouvernement de Louis XIV. — Ministère de Colbert. — Guerre de 1667. — 1661 à 1668.

§ I. Idées de Louis XIV sur les devoirs et les droits de la royauté. — Jamais roi n'avait pris en main le gouvernement dans des circonstances plus favorables que Louis XIV. Henri IV, Richelieu, Mazarin, semblaient n'avoir travaillé que pour lui aplanir les voies; ils lui léguaient la France sortie glorieusement de la plus longue guerre des temps modernes, et ayant acquis par les traités une force d'opinion plus grande que par les armes, un état parfaitement paisible, la noblesse écrasée, le clergé soumis, la bourgeoisie ne désirant que l'ordre, enfin un pouvoir absolu qui disposait de vingt millions d'hommes, d'immenses richesses, d'une situation de progrès en tous genres. Le jeune roi avait donc une grande tâche à remplir : on lui donnait la France à conduire dans un avenir incalculable de gloire, de prospérité, de civilisation.

« Louis pleura l'homme qui lui avoit servi de tuteur, de gouverneur et de ministre tout ensemble; puis, les officiers de la couronne et les ministres étant assemblés, il leur dit : « Je veux gouverner par moi-même, assister réglément au conseil, entretenir les ministres les uns après les autres, et je suis résolu de n'y pas manquer un seul jour. Je ne veux point de premier ministre, mais je me servirai de ceux qui ont des charges pour agir sous moi, selon leurs fonctions [1]. » Et lorsque le président de l'assemblée du clergé vint lui demander à qui il devait s'adresser dorénavant pour les affaires ecclésiastiques : « A moi! » répondit-il [2]. — « Je veux, dit-il à son conseil, que tout me soit communiqué, depuis la dépêche diplomatique jusqu'à la dernière requête. » Et il se mit à l'œuvre avec la plus grande ardeur, y persévéra, malgré les rires d'incrédulité de sa mère, et, pendant cinquante ans, travailla régulièrement huit heures par jour. Il n'avait pas la haute portée de vues de Richelieu ni le discernement exquis de Mazarin; mais il porta

[1] Motteville, t. v, p. 80 et 102.
[2] Choisy, p. 222.

dans les affaires des idées nettes, une volonté vigoureuse, une infatigable persévérance, l'ordre le plus attentif, le mérite de choisir les hommes et de les employer, enfin, par-dessus tout, l'instinct de la grandeur et le désir de la gloire. Ce début fit une impression profonde, et tout son règne s'en ressentit.

Voici quelle était la théorie de Louis XIV sur les droits et les devoirs de la royauté : « L'intérêt de l'État doit marcher le premier. Pour commander aux autres, il faut s'élever au-dessus d'eux et ne rien exécuter ni ordonner qui soit indigne de soi, du caractère qu'on porte, ni de la grandeur de l'État.... Quand on a l'État en vue, on travaille pour soi; le bien de l'un fait la gloire de l'autre : quand le premier est élevé, heureux et puissant, celui qui en est cause en est glorieux (1). » — « Le roi représente la nation tout entière; toute puissance réside dans les mains du roi, et il ne peut y en avoir d'autre dans le royaume que celle qu'il établit. La nation ne fait pas corps en France; elle réside tout entière dans la personne du roi (2). » — « Les rois sont seigneurs absolus et ont naturellement la disposition pleine et entière de tous les biens qui sont possédés aussi bien par les gens d'église que par les séculiers (3). » — « Celui qui a donné des rois au monde a voulu qu'on les respectât comme ses lieutenants, se réservant à lui seul le droit d'examiner leur conduite. Sa volonté est que quiconque est né sujet obéisse sans discernement (4). » — « Un roi doit se décider lui-même, parce que la décision a besoin d'un esprit de maître, et que dans le cas où la raison ne donne plus de conseils, il doit s'en fier aux instincts que Dieu a mis dans tous les hommes et surtout dans les rois (5). »

Louis XIV ne chercha pas dans le passé cette théorie des droits et des devoirs d'un roi; il la prit en lui-même : c'était une foi vive et profonde dans l'essence supérieure et presque divine de la royauté; c'était une sorte de culte pour lui-même, que sa mère lui avait inspiré, lorsqu'elle se mettait à genoux devant lui tout enfant, lorsqu'elle disait avec transport : « Je voudrois

(1) Siècle de Louis XIV, ch. 28.

(2) Manuscrit d'un cours de droit composé pour l'instruction du duc de Bourgogne, cité par Lemontey, dans son Essai sur la monarchie de Louis XIV, p. 15.

(3) Mém. de Louis XIV, t. II, p. 121.

(4) Id., p. 336.

(5) Id., t. I.

en prenant le pouvoir, avait donc ses idées de gou-
arrêtées : il était résolu de rendre à la royauté,
les plus petites choses, toute la majesté que les sa-
la Fronde lui avaient enlevée, de rattacher à lui tous
s, toutes les classes, tous les individus; de faire la
de, pour être grand lui-même; d'être enfin l'âme de
rce de toute grâce, de toute justice et de toute gloire.
STRES DE LOUIS XIV. — CONDAMNATION DE FOUQUET. —
avait laissé pour principaux ministres Séguier aux
nne aux affaires étrangères, Letellier à la guerre,
ux finances. Séguier n'était considéré que comme
t le plus servile du pouvoir. Letellier, savant ma-
t dévoué aux idées du gouvernement de Louis XIV,
collaborateur son fils Louvois, jeune homme d'une
acité, que le roi formait lui-même aux affaires.
ève de Mazarin, avait été, depuis 1643, chargé de
ffaires diplomatiques : c'était un homme d'un génie
rompu aux négociations, ayant une vaste instruction,
cile et souple, une imagination vive et tempérée par
rudence; le roi avait en lui une confiance sans li-
quet, surintendant des finances, se croyait appelé à
Mazarin dans le poste de premier ministre, et il en
par ses talents : c'était un homme très-remarquable,
ait noblement les arts, avait de hautes vues sur le
et commençait à relever la marine; mais c'était un
élégant et voluptueux, qui déplaisait au roi par sa

résolut de s'en défaire : il en avait reçu le conseil de M
et destinait sa place à Colbert. Colbert, né en 1619, fi
drapier de Reims, et ayant lui-même travaillé dans les
factures, s'était élevé tout seul par son mérite, et, depui
était devenu l'homme de confiance et l'intendant de M
« Je vous dois tout, sire, avait dit le cardinal au roi en m
mais je crois m'acquitter en quelque manière en vous d
Colbert [1]. » Celui-ci démontra à Louis les rapines du su
dant, et, de concert avec Letellier, il travailla avec achar
à sa perte. Une chambre de justice fut d'abord créée pou
le procès aux partisans qui avaient malversé : « elle en fit
quelques-uns des moins puissants, pour intimider les
et ce fut un prélude pour la détention du surintendant, d
trésoriers de l'épargne et des plus riches partisans [2].
Fouquet fut arrêté et traduit devant une commission p
par Séguier, « pour crime d'État et concussion » [1661, 5
Son procès dura trois ans ; malgré la haine du roi et les
de Colbert et de Letellier, il ne fut condamné qu'au ba
ment. Louis, par une monstrueuse innovation, aggrava l
en la commuant en une détention perpétuelle. Fouq
renfermé à Pignerol et traité avec tant de rigueur, à ca
craintes politiques qu'il inspirait, qu'on l'a cru, avec a
vraisemblance, le fameux et insoluble personnage con
le nom de *Masque de fer* [3]. Le roi supprima la charge
intendant et créa un conseil de finances, dont Colbert
direction, sous le nom de contrôleur général.

§ III. ADMINISTRATION DE COLBERT. — FINANCES. — Jusqu
époque le champ des affaires et des fonctions publique
été laissé au hasard des hommes et des circonstances, san
larité et sans méthode. Sully et Richelieu avaient essay
débrouiller quelques parties ; mais, sous Mazarin, le g
nement était rentré dans un chaos anarchique, où la v
et la ruse régnaient à la place du droit et de l'ordre. L'a
tration, qui seule pouvait faire oublier à la France qu'el
vait pas de constitution, était donc entièrement à créer. A
idées d'ordre, d'unité, de centralisation qui prédomina

(1) Choisy, p. 219.
(2) Vie de Colbert, p. 12.
(3) Voyez le siècle de Louis XIV, ch. 25.

et homme, dit Gourville, né pour le travail au-dessus de
e qu'on peut imaginer [1], » avait de vastes connaissances,
gement parfait, une volonté de fer, une sévérité poussée
'à la dureté, un esprit tout positif, plein d'ordre et d'exac-
, aussi capable des détails que de l'ensemble, une grande
tion et le talent de faire admettre ses plans et ses idées par
aître aussi orgueilleux de sa capacité que de son pouvoir.
ntrôleur des finances, il parvint en peu de temps à mettre
ses attributions la marine, le commerce, les manufactures,
aux-arts, l'administration générale de l'intérieur, etc.; il
éta même sur les départements de la justice et de la guerre,
devint de fait le ministre principal de Louis XIV.
ommença son grand travail administratif par la réforme
nances. Tels étaient le désordre de la mise en ferme, le
édit du gouvernement et les voleries des traitants, que la
, qui, en 1660, était de 57 millions, rapportait moins au
ernement qu'en 1620, où elle n'était que de 20 millions;
e revenu était dévoré deux ans à l'avance, que la dette s'é-
à 450 millions, et que le trésor, sur 84 millions d'impôts,
recevait que 32 [2]. Tout était retombé dans le même chaos
ant l'administration de Sully : les recettes et les dépenses
ient pas balancées; les gouverneurs levaient des impôts
ils ne rendaient nul compte; le domaine royal était mor-
on faisait des emprunts accablants, on ignorait l'emploi
des deniers perçus, on vivait au jour le jour; et quand la
re exigeait des ressources extraordinaires, le surintendant

chie par des moyens violents et despotiques. Il remboursa sur le pied de l'achat 8 millions de rentes de l'Hôtel de ville, acquises à vil prix : c'était une sorte de banqueroute ; mais à cette époque on ignorait encore les règles du crédit public et la moralité des engagements de l'État avec ses créanciers. Il employa la chambre de justice à faire rendre gorge aux traitants, et fit ainsi rentrer au trésor plus de 89 millions (1) : c'était un vieux moyen de se rendre populaire, et le gouvernement n'était pas encore assez fort pour l'abandonner. Il mit les impôts en ferme à des taux avantageux, car l'on ne pouvait se passer de ce moyen prompt et facile d'avoir de l'argent ; mais il nomma lui-même les collecteurs et fit des règlements de perception et de comptabilité aussi sévères que minutieux ; il rétablit sur un pied vigoureux l'institution des intendants, en apparence « pour remédier aux concussions, négligences et arbitraire des trésoriers-généraux, » mais en réalité pour enlever aux provinces leur administration particulière, briser les oppositions de la noblesse ou des parlements, et faire sentir le poids de la main royale jusqu'aux extrémités de l'État (2). Enfin il chercha à asseoir l'impôt d'une manière plus équitable et productive. Il n'aimait pas la taille (3), contribution toute roturière, oppressive, rongée par les privi-

(1) On peut juger de la fortune scandaleuse des financiers par les chiffres suivants que donne Guy-Patin : les trois trésoriers de l'épargne furent taxés à 22 millions, Lacour-Desbois à 6 millions, Catelan à 6 millions, Girardin à 4 millions, etc.

(2) La France était, depuis Richelieu, partagée sous le rapport financier en 32 *généralités*. A la tête de chacune de ces généralités était un intendant, pris d'ordinaire parmi les maîtres des requêtes au conseil du roi. Ces préfets de l'ancien régime étaient chargés de toutes les mesures politiques : « maîtres des enfants, dit Boulainvilliers, jusqu'à les enrôler par force, maîtres des biens jusqu'à ôter la subsistance, maîtres de la vie jusqu'à la prison, au gibet et à la roue. » (État de la France, t. III, p. 5.) Sur les 32 généralités, 20 étaient dites pays *d'élections* (à cause de certains receveurs appelés *élus*), et elles étaient régies directement et arbitrairement par les intendants ; 12 étaient dites pays *d'états* (à cause de leurs états provinciaux), et elles n'étaient régies qu'en partie par les intendants, leur administration appartenant presque entièrement aux états et aux parlements.

(3) La taille était *réelle* dans les pays d'états, c'est-à-dire qu'elle portait seulement sur les biens-fonds des roturiers. Elle était *personnelle* dans les pays d'élections, c'est-à-dire qu'elle portait sur les biens-fonds et les biens mobiliers des roturiers. C'était le plus odieux des impôts, parce qu'il n'atteignait que les propriétaires les plus pauvres, les classes les plus malheureuses de la société, surtout les paysans, « réduits par elle, dit Boulainvilliers, à n'avoir ni meubles ni habits, à n'oser fumer ni marner leurs terres. » Colbert eut le projet de rendre la taille réelle partout, sans distinction de noblesse ni de roture, mais il n'osa le mettre à exécution.

igoureux dans les dépenses, et, en répandant l'or à pleines
s pour les entreprises glorieuses, il retrancha sans pitié
s les prodigalités inutiles. « Il faut, disait-il à Louis XIV,
ner 5 sous aux choses non nécessaires et jeter les millions
l il est question de votre gloire. Un repas inutile de 3,000
me fait une peine incroyable; et lorsqu'il est question de
ons d'or pour la Pologne (²), je vendrois tout mon bien,
gerois ma femme et mes enfants, et j'irois à pied toute
ie pour y fournir (³). » Enfin les moyens par lesquels il
enta la population et la richesse nationales augmentèrent
otité des impôts et le nombre des contribuables, à tel point
1662 la recette dépassa la dépense de 45 millions; qu'en
le revenu était de 97 millions, dont le trésor touchait 63, et
1680 il s'éleva à 117 millions, sans que la nation se trouvât
gée au delà de ses forces.

V. INDUSTRIE, COMMERCE, MARINE ET AGRICULTURE. — Pour que
uvernement devînt riche, il fallait augmenter les sources
chesse de la nation : or, l'on voyait la Hollande et l'Angle-
qui avaient prospéré sous le feu des guerres étrangères
iles, par le commerce et l'industrie, et qui, maintenant,
nt plus capables que tout autre pays de supporter les char-
e guerres nouvelles; l'on pensa donc qu'il n'y avait d'États
s que les États manufacturiers et négociants, et le gouver-
ent déploya la plus énergique, la plus attentive persévé-
e pour rendre l'industrie et le commerce de la France les

premiers du monde. « Le Français, disait Colbert, chang les rochers en or, si on le laissait faire. » Ce ministre rét les fabriques de draps de Sedan, d'Abbeville et de Louvier appela des ouvriers étrangers, fit des avances aux petits f cants, leur donna des primes d'encouragement, et, en 166 comptait déjà en France quarante-quatre mille métiers à l fabriquant pour une valeur de 20 millions. On acheta au glais le secret du métier à faire les bas; on régénéra les fa ques de toiles de Picardie, de papier d'Angoulême, d'horlo de Châtellerault; on établit des forges dans le Berri et les dennes; on encouragea la culture du mûrier; on établit manufactures d'étoffes de soies unies et de soies brochées et d'argent à Lyon, à Tours et à Nîmes, dont les produits d rent si supérieurs, par la finesse du tissu, la vivacité des leurs, l'élégance du dessin, que les cours de l'Europe l'Asie en firent leurs plus beaux ornements. Lyon seul re mait vingt mille métiers qui donnaient pour 100 million produits. On créa à Saint-Gobain et aux Gobelins des man tures de luxe, entretenues par le roi : à Saint-Gobain, on des glaces supérieures à celles de Venise et qui étaient a vées à Paris; aux Gobelins, la manufacture fut remplie « de peintres, maîtres tapissiers, orfèvres, fondeurs, sculpteurs, veurs, lapidaires, menuisiers en ébène, teinturiers, et a ouvriers en toute sorte d'arts et métiers; et les jeunes sous ces maîtres, entretenus pendant cinq années, pouva après six ans d'apprentissage et quatre années de service, l et tenir boutique de marchandises, arts et métiers auxque auront été instruits, tant à Paris que dans les autres vill royaume [1]. » L'orfévrerie donnait des ouvrages que n'aur pas désavoués les artistes florentins; les dentelles et les p de Paris surpassaient ceux de la Flandre; les aciers et les m cains français égalaient ceux de l'Orient et de l'Afrique; l'Im merie royale donna des éditions peu inférieures à celles de zevirs; enfin la France, en quelques années, n'eut plus d'é pour tous les produits de luxe. Un code tout entier fut cons aux règlements des métiers et des corporations industrielles, maîtrises, aux faillites, aux tarifs, aux tribunaux consula aux livres de compte, aux contrats [1673]; mais ces règlem

(1) Extrait de l'édit de fondation de novembre 1667.

tracassiers et trop nombreux transformèrent les ouvriers en machines à qui l'on imposait la matière, l'outil, l'heure, etc. Si les statuts sur les métiers eussent été exécutés à la lettre, ils auraient immobilisé l'industrie en répandant sur elle une oppression minutieuse et diffuse, et ils devinrent, dans le siècle suivant, de vrais codes de tyrannie. C'est que le gouvernement, dans son zèle administratif, avait tant envie d'instruire, était tellement jaloux de tout faire, qu'il croyait son action nécessaire, même dans les détails les plus insignifiants. Colbert n'avait pas d'autre système que la protection ; il croyait que le pouvoir devait exciter et éclairer l'activité des citoyens si l'on ne voulait pas que l'industrie errât dans des tâtonnements longs et infructueux; il ne connut qu'un moyen efficace de l'empêcher d'être écrasée par les industries voisines : des droits très-forts sur l'importation des marchandises étrangères, l'abolition des droits sur l'exportation des produits indigènes.

Pour le commerce, des chambres d'assurances et des entrepôts furent créés, des routes nouvelles percées, les anciennes pavées et entretenues; on réduisit et on diminua les droits d'entrée et de sortie entre les diverses provinces, et on voulut même, mais sans succès, abolir entièrement « ces taxes indignes et qui font honte à la raison [1]. » Le canal du Midi fut commencé par Riquet, sur les dessins d'Andréossy, œuvre gigantesque, qui unissait la Méditerranée à l'Océan par la Garonne dans une longueur de soixante lieues [1664]. Les vaisseaux français furent déchargés du droit de fret que payaient

[1] Bois-Guillebert, factum de la France, p. 313, édit. Guillaumin. — L'abolition des douanes intérieures avait été déjà demandée plusieurs fois et principalement par les états de 1614 : « Bien que ces droits ne doivent être levés que sur les marchandises qui sortent du royaume pour être portées à l'étranger, néanmoins ils le sont sur ce qui va de certaines provinces de votre royaume à autres d'icelui, tout ainsi que si c'estoit en pays étranger, au grand préjudice de vos subjets entre lesquels cela conserve ces marques de divisions qu'il est nécessaire d'oster, puisque toutes les provinces de votre royaume sont conjointement et inséparablement unies à la couronne pour ne faire qu'un même corps sous la domination d'un même roy... Afin de remettre la liberté du commerce et faire cesser toute sorte d'oppressions des fermiers desdits droits, plaise à Votre Majesté que ces droits soient levés aux extrémités du royaume, afin que vos subjets puissent librement négocier et porter les marchandises de France en quelque endroit que ce soit, comme concitoyens d'un même estat, etc. » — Le vœu des états de 1614 n'a été exaucé que par les états qui leur ont immédiatement succédé, c'est-à-dire par ceux de 1789. — Voyez sur les douanes intérieures, p. 379 du présent volume

les vaisseaux étrangers. Quatre compagnies de commerce furent établies sur le modèle des compagnies hollandaises pour les Indes-Orientales, les Indes-Occidentales, l'Afrique et le Nord [1664 à 1669]; le roi leur fit des avances, et engagea les seigneurs et les villes à suivre son exemple; il déclara ports francs Marseille et, plus tard, Dunkerque. Un conseil de commerce fut établi et présidé par lui. Les capitulations conclues avec la Porte en faveur des marchands français furent, comme nous le verrons, renouvelées; notre commerce devint si florissant dans le Levant que les Provençaux regardaient ces pays comme leurs Indes; tous les ans des envoyés spéciaux allaient visiter les Échelles, avec ordre « de se transporter partout où les Français avaient leur commerce, pour remédier aux abus et malversations, y mettre l'ordre que Sa Majesté avait mis partout ailleurs, faire rendre compte par les consuls de la nation française, dresser mémoire exact de tout ce qui pourrait perfectionner et augmenter le commerce des Français et détruire celui des étrangers. » On chercha même à obtenir un passage aux Indes pour nos marchandises par l'Égypte et la mer Rouge (1). On noua des relations commerciales avec l'Abyssinie, le Thibet, la Chine, le Japon, etc. Des colonies furent fondées à Madagascar, à Cayenne, sur les côtes de Malabar et de Coromandel; et celles des Antilles et du Canada, ranimées, cessèrent d'être à la charge de l'État. Un édit déclara que la noblesse ne dérogeait pas en se livrant au commerce maritime. La marine militaire, que Mazarin avait laissée retomber dans le néant, fut rétablie sur un pied formidable; on demanda des constructeurs, on acheta des vaisseaux et des objets de gréement à la Hollande et à la Suède, on classa trente mille hommes pour la marine; et la France, qui, en 1661, n'avait plus que dix-huit mauvais vaisseaux, en avait, en 1667, soixante de quatre-vingts à trente canons, onze frégates, quarante autres petits bâtiments; en tout, cent dix navires garnis de trois mille sept cent treize canons et montés par vingt-deux mille hommes. En 1680, ces nombres étaient plus que doublés : les classes des provinces maritimes s'élevaient à soixante mille, et l'on comptait quarante mille officiers, soldats ou employés de la marine. On créa les ports de Rochefort et de

(1) Voir mon *Essai historique sur les relations de la France avec l'Orient*, dans la *Revue indépendante* du 25 novembre 1843 et du 11 Janvier 1844.

Cette, on agrandit ceux de Toulon et de Brest, on établit cinq arsenaux et des chantiers de construction, on institua l'école des gardes-marine, etc. Un code de marine, publié en 1681, régla la police des ports et des côtes, les affrètements, les nolisements, les droits des consuls, les enrôlements de matelots, les lettres de marque, les courses, les prises, etc. C'est le plus beau des codes de Louis XIV : il embrasse la matière dans tous ses détails, et il est encore aujourd'hui presque entièrement en vigueur.

Pendant que le génie de Colbert jetait la nation dans cette voie inconnue de progrès, l'industrie de la terre, si magnifiquement comprise par Sully, fut négligée. Tout était à créer en manufactures, tandis que l'agriculture était dans un état prospère : on oublia donc les laboureurs en faveur des artisans. Néanmoins un mouvement de progrès se fit sentir dans certains produits agricoles : on acheta des bestiaux en Suisse et en Allemagne pour améliorer nos bêtes à laine ; on établit des haras où l'on croisa nos chevaux avec ceux d'Afrique et de Danemarck ; on perfectionna la fabrication des vins, et principalement ceux de la Champagne, dont l'Europe fut dès lors tributaire ; on fit un code des eaux-et-forêts, qui est resté comme un modèle règlementaire de la matière [1669]. Mais le commerce des grains n'obtint pas la même protection. Les troubles de la Fronde avaient amené des disettes : le parlement de Paris, cédant à la clameur populaire, défendit les associations pour le commerce des blés. Colbert aggrava cet arrêt en prohibant l'exportation des grains à l'étranger, et en gênant par d'absurdes restrictions l'exportation de province à province ; il ne cherchait que le bas prix du blé pour favoriser ses manufactures ; mais les laboureurs se découragèrent ; l'agriculture dépérit, et la stérilité et la disette furent le résultat de cette grande faute

A la réforme des finances, à la protection donnée à l'industrie et au commerce, il faut ajouter, pour compléter le travail administratif de Colbert, une foule d'autres ordonnances. Ainsi on favorisa l'accroissement de la population en accordant une exemption de tailles pour cinq ans à quiconque se marierait à vingt ans, et une exemption perpétuelle de tailles aux ménages qui auraient dix enfants. On institua deux registres d'état civil, l'un dans les églises, l'autre au greffe des sénéchaussées et bailliages. La fondation de nouveaux ordres religieux fut in-

terdite, et l'on défendit de rien léguer à fonds perdu aux communautés ecclésiastiques. Les lettres de noblesse expédiées depuis 1630 furent révoquées, et l'on restreignit les exemptions d'impôts. Des *grands jours* furent tenus fréquemment dans le Midi, pour arrêter les vexations des seigneurs sur leurs paysans. On ordonna l'inscription des hypothèques sur des registres spéciaux et publics [1667]. Enfin l'on institua la police, qui fut le grand moyen administratif du règne de Louis XIV: empruntée au pouvoir militaire et au pouvoir judiciaire, elle semblait destinée uniquement à protéger les citoyens; mais, par sa nature mystérieuse, elle devint le principal rouage du despotisme, l'instrument qui facilita les mouvements du pouvoir, et fit descendre la force royale jusqu'aux extrémités du corps social.

§ V. Justice et guerre.—Toutes ces réformes, tous ces codes, toutes ces ordonnances furent discutés et adoptés dans un grand conseil que le roi présidait souvent et où figuraient d'Aligre, Boucherat, Séguier, Pussort, Voisin, etc. On y fit entrer d'autres savants magistrats, tels que Bignon, Talon, Lamoignon, pour préparer les Codes de procédure civile et d'instruction criminelle.

C'était une grande idée que de reunir dans des cadres spéciaux des matières jetées pêle-mêle dans les anciennes ordonnances: aussi tous ces codes, qui sont la plus belle couronne de Louis XIV, ne portent-ils pas, comme les ordonnances du siècle précédent, un caractère de circonstance; ils embrassent toute la matière, ils en règlent les bases et les détails à toujours, ils ont partout une pensée de généralité, ils sont une œuvre de législation fondamentale; enfin le fond des mœurs et des intérêts n'ayant pas changé, nos codes modernes ont puisé dans les codes de Louis XIV les immenses détails qui régissent encore la société française. De tous ces codes, le moins imparfait fut le code civil, qui abrégea les procédures et réforma les ordonnances de Moulins, d'Orléans et de Blois, mais qui essaya vainement de mettre l'uniformité dans l'administration de la justice: la multitude des juridictions, le nombre infini des priviléges s'y opposèrent, et surtout le partage de la France en pays de *droit écrit* et pays de *droit coutumier* (¹). Quant au code criminel, il conserva, sauf les cas de sorcellerie, qui ne furent plus

(¹) Les provinces du Midi étaient régies par le droit écrit ou droit romain modifi

admis, les formes cruelles des anciens tribunaux, la procédure secrète et écrite, l'absence de témoins et de défenseurs, la question préparatoire, l'arbitraire dans l'application de la peine et le choix du supplice ; enfin il continua de faire des juges criminels de véritables pourvoyeurs d'échafaud, et d'être le sanglant témoignage de la barbarie du système judiciaire sous lequel la France vécut durant des siècles.

Pendant ce temps, Letellier ou plutôt Louvois, qui disputait à Colbert l'esprit du roi en excitant sa passion pour la guerre Louvois réformait l'armée et créait l'administration militaire : il réglait la solde, établissait la discipline, instituait des magasins de vivres, des hôpitaux, des casernes, des trains d'équipages, il créait des inspecteurs généraux pour surveiller la tenue et la discipline des troupes, des commissaires des guerres pour surveiller la solde et l'administration; il donnait l'uniforme aux soldats, introduisait le pas dans la marche des troupes et l'usage général de la baïonnette, mobilisait l'infanterie par les manœuvres de Martinet et la cavalerie par celles de Fourilles; il perfectionnait l'artillerie et avait dans ses arsenaux seize cents pièces de canon; il instituait les compagnies de grenadiers, les régiments de hussards, de bombardiers et d'artilleurs, des écoles d'artillerie, des compagnies de mineurs, un corps d'ingénieurs, des écoles de cadets dans les villes frontières, des haras pour la remonte de la cavalerie; il demanda à Vauban ses premiers plans sur l'attaque et la défense des places. Cent vingt-cinq mille hommes furent tenus constamment sur pied; les corps de la maison du roi furent organisés, de manière à en former une armée solide et brillante de dix mille hommes; plus tard, trente régiments de milices furent créés, réserve qui n'abandonnait pas le travail des champs et s'exerçait pendant la paix ; enfin l'on vit, sous ce règne, quatre cent cinquante mille hommes sous les armes. Les gouverneurs cessèrent de lever des troupes ; leurs attributions furent absorbées par celles des *lieutenants de roi*, chargés de convoquer les milices et de commander l'arrière-ban de la noblesse. Tous les emplois militaires furent à la

dans chaque localité par des coutumes féodales; les provinces du Nord étaient régies par le droit coutumier, formé des lois romaines, des lois barbares, des ordonnances royales, et qui différait dans chaque province, dans chaque parlement, dans chaque ville. On comptait 60 grandes *Coutumes*, 285 petites, outre une multitude d'autres spéciales à une localité.

nomination du roi, qui fit une distribution mieux entendue des grades, força la noblesse à prendre du service dans l'infanterie, et institua un ordre d'avancement indépendant de la naissance. Enfin l'armée devint un moyen de gouvernement: par elle, la noblesse fut disciplinée et occupée; l'uniforme compléta le divorce du soldat et du citoyen; les troupes permanentes et dévouées au pouvoir en devinrent les satellites; elles appuyèrent les intendants, firent la police, apaisèrent les troubles intérieurs.

§ VI. Beaux-Arts. — Au milieu de tous les soins donnés aux intérêts matériels, Louis XIV, par cet ardent désir de gloire qui le possédait, fut porté facilement à protéger les beaux-arts, dont les troubles de la Fronde n'avaient pas interrompu les progrès. Colbert, habile dans les arts mécaniques, était peu lettré; mais il voulait plaire à son maître, et ne pouvait lutter contre l'influence de Louvois qu'en favorisant ses goûts de magnificence; d'ailleurs la protection donnée aux savants et aux artistes était encore un moyen de gouvernement. Des fêtes pleines de goût et de splendeur, où le roi figurait lui-même avec cet instinct de grandeur qu'il portait même dans ses plaisirs, amenaient la noblesse à la cour, l'amollissaient, la ruinaient, détruisaient son esprit provincial, son orgueil de vieux châteaux. Le gouvernement attira à lui les gens de lettres, qui étaient devenus une puissance sous la Fronde, et transforma, par ses bienfaits, les pamphlétaires en apologistes. Les chefs-d'œuvre des grands écrivains faisaient oublier les libelles et les chansons, changeaient l'opinion publique, distrayaient la nation des intérêts politiques. Molière, Racine, Quinault, en écrivant pour les fêtes royales; Mansard et Perrault, en bâtissant Versailles et le Louvre; Lebrun et Mignard, Girardon et Puget, en ornant ces palais de leurs chefs-d'œuvre, travaillaient à donner au trône de l'éclat, de la magnificence, et affermissaient la royauté absolue en entretenant pour elle l'admiration publique.

Mazarin, qui avait tous les goûts de son pays, avait fondé, en 1655, l'Académie de peinture et de sculpture; Louis XIV y ajouta la section d'architecture, fonda le cabinet des tableaux et établit à Rome une école des beaux-arts, où l'on envoya des élèves aux frais de l'État. L'Opéra italien, introduit en France par Mazarin en 1645, était devenu, par les soins du poëte Perrin, du musicien Lambert et du machiniste Sourdeac, l'Opéra français; il devint, en 1669, par les soins de Lulli, l'Aca-

ale de musique. Colbert, qui savait la relation qui
e les sciences positives et les arts mécaniques, encou-
nathématiques, la physique, l'astronomie, et fonda
des sciences, en 1664, sur le modèle de la Société
Londres (1). Richelieu et Mazarin avaient pensionn
hommes de lettres; Colbert et Lionne dressèrent un
avants et écrivains de la France et de l'Europe; on
sa des pensions, des présents, des lettres flatteuses;
assini, le Hollandais Huyghens, le Danois Roehmer,
pelés en France et s'y établirent. Colbert porta la bi-
du roi de seize mille à soixante-dix mille volumes, et il
une grande quantité de manuscrits. Il envoya recher-
hartes et documents historiques qui étaient enfouis
provinces; il établit l'Académie des inscriptions et
res; il fonda le cabinet des médailles et le *Journal des*
il fit dresser les premières tables statistiques que l'Eu-
connues; il fit bâtir l'Observatoire, et commencer une
ne de Dunkerque à Collioure, qui ne fut achevée
0; il fit entreprendre la carte générale de la France,
d travail, auquel Cassini a attaché son nom, n'a pas
sé. Le goût du beau et le besoin des jouissances de
evinrent les traits distinctifs du caractère national. La
t la première nation de l'Europe, non plus seulement
r dicté la paix à Munster et sur la Bidassoa, mais par
qu'inspiraient aux peuples sa prééminence intellec-
n gouvernement éclairé, les merveilles de son indus-
grands hommes et Louis XIV. Ce fut un temps glo-
temps le plus glorieux qu'elle eût encore vu. Nous
paix avec toute l'Europe; nous tenions tous les autres
s le coup de nos dernières victoires, nous les gouver-
notre diplomatie, la nation se lançait avec une ardente
dans tous les genres de travaux; la France étendait
les peuples civilisés la souveraineté de sa langue; la
légitimait son pouvoir par ses bienfaits, ses lumières,
u'elle donnait au pays; enfin des hommes de génie
ent en tout genre. Quel temps que celui où l'on
la fois Colbert et Lionne, Turenne et Condé, Pascal et

remiers membres furent Picard, Labyre, Cassini Blondel, Mariotte,
odard, Bourdelin, etc.

Bossuet, Corneille et Racine, Molière et La Fontaine, Quinault et Lulli, Lesueur et Lebrun, Puget et Girardon, Mansard, Perrault, Le Nôtre! Cortége admirable que Richelieu et Mazarin avaient préparé à l'heureux héritier de leurs efforts, et avec lequel Louis XIV nous apparaît illuminé de tout l'éclat de ces grands hommes!

§ VII. Projets de Louis XIV contre l'Espagne. — Ses relations diplomatiques avec les Provinces-Unies, l'Empire, la Suède, etc. — Le jeune roi, beau, spirituel, plein de majesté et d'élégance, était alors heureux et adoré; sa cour, la France, l'Europe elle-même semblaient se prosterner devant lui: il fut ébloui de tant d'adulations. Ces chefs-d'œuvre des arts et de l'industrie, cette richesse et cette grandeur nationales, il s'en crut le créateur unique. Dévoré de l'envie d'exciter sans cesse l'admiration, du désir de surpasser tout ce qui l'avait précédé, « il étoit si avide de gloire, qu'il n'en vouloit pas même laisser les miettes à la reine sa mère; il désiroit réunir tout à lui (¹). » Mais la gloire du législateur, du créateur de l'administration, du protecteur des arts, était trop obscure et roturière; et, quoiqu'il n'eût aucun génie pour la guerre, il chercha celle du conquérant.

« Les traités de Westphalie, des Pyrénées et d'Oliva avaient pacifié le centre, le sud et le nord de l'Europe. A la suite de ces arrangements qui fixaient les territoires, les rangs, le droit public, et qui étaient les plus vastes qu'on eût encore accomplis, on n'apercevait plus de cause un peu sérieuse et prochaine de guerre. Mais il y avait un souverain qui avait sa réputation à faire et les ressources d'un pays vigoureux à employer (²). » « Il faut, disait Jean de Witt, le premier magistrat des Provinces-Unies, il faut que le roi de France ait une modération extraordinaire et presque miraculeuse, s'il se dépouille de l'ambition qui est si naturelle à tous les princes, pour ne pas se servir des avantages qu'il a sur l'Espagne, puissance tellement affaiblie qu'elle ne se conserve que par sa faiblesse même (³). » C'était, en effet, la question d'Espagne qui allait être le moyen de la grandeur et le nœud du règne de Louis XIV; et la lutte entre

(1) Motteville, t. v, p. 267. — La reine Anne mourut en 1666.
(2) Négoc. relat. à la succession d'Espagne, t. i, p. 165.
(3) Ibid., t. i, p. 267.

les deux monarchies rivales, qui semblait terminée par le traité des Pyrénées, allait recommencer, mais sous une nouvelle face Il ne s'agissait plus seulement d'abaisser la maison d'Autriche mais de la déposséder de la couronne d'Espagne ; il ne s'agissai plus seulement de faire entrer la Péninsule dans le système politique de la France, mais de l'assujettir indirectement en établissant la dynastie française sur le trône de Charles-Quint. Telle avait été la pensée de Mazarin à Munster et sur la Bidassoa ; tel avait été le but du mariage du roi de France avec une infante ; tel fut le pivot sur lequel devaient tourner tous les événements du règne de Louis XIV.

Le jeune roi avait formé le projet de revendiquer la succession de la monarchie espagnole, en tout ou en partie : 1° pour le tout : si le fils que Philippe IV avait eu d'un second mariage, enfant qui n'avait qu'un souffle de vie, venait à mourir, Louis prétendait que l'infante Marie-Thérèse, fille aînée du premier lit, devait hériter de toute la monarchie, malgré la renonciation formelle qu'elle avait faite, en se fondant sur ce qu'un contrat particulier ne pouvait déroger à la loi fondamentale de l'Espagne, et sur ce que la validité de la renonciation était subordonnée à l'exactitude des payements de la dot, d'après la lettre formelle du traité [1] : or, pas un écu n'avait été payé. 2° Pour une partie : si le fils de Philippe IV vivait et régnait, Louis revendiquait les Pays-Bas, en s'appuyant sur une coutume du Brabant, appelée droit de *dévolution*, qui donnait aux enfants du premier lit la propriété des biens de leurs parents, à l'exclusion des enfants du second lit ; coutume toute civile, que Louis détournait de son application ordinaire pour la transporter dans l'ordre politique. « L'acquisition des Pays-Bas, écrivait Mazarin, en 1646, forme à la ville de Paris un boulevard inexpugnable ; et ce seroit alors véritablement qu'on pourroit l'appeler le cœur de la France [2]. » La question d'Espagne, présentée sous cette double face, fut l'objet de négociations continuelles de 1661 à 1668, négociations qui furent dirigées par Lionne avec une sagesse, une persévérance, une activité qui n'ont pas été surpassées, et qui font de ces sept années l'époque la plus brillante de la politique de Louis XIV. On s'adressa d'abord à Philippe IV pour

(1) Négoc. relat. à la succession d'Espagne, t. I, p. 52.
(2) Ibid., t. I, p. 178. — Lettre de Mazarin du 29 janvier 1646.

obtenir de lui la révocation de l'acte de renonciation, et l'on éprouva un refus; mais la cour d'Espagne admit la réclamation, et Louis de Haro déclara qu'il regardait cette révocation « comme inutile. » Alors l'on songea seulement à faire valoir le droit de dévolution, dont l'éventualité était la plus prochaine, et qui pouvait avoir deux adversaires redoutables, les Provinces-Unies et l'empereur. Il fallait s'assurer des unes, qui avaient tant d'intérêt à n'avoir pas la France pour voisine, et rendre impuissant l'autre, qui pouvait prétendre des droits à toute la monarchie espagnole, comme devant épouser la seconde fille de Philippe IV.

Les Provinces-Unies étaient toujours divisées en deux partis très-acharnés, le parti bourgeois et le parti féodal. A la mort de Guillaume II [1650], fils de Frédéric-Henri, le premier l'avait emporté, le stathoudérat avait été aboli à perpétuité, et le pouvoir exécutif confié à un magistrat appelé *grand pensionnaire*, qui était garde des sceaux, chargé des affaires étrangères et directeur des États généraux. Jean de Witt fut nommé grand pensionnaire en 1653 : c'était un homme du plus haut mérite, plein de vertus et de patriotisme, sous le gouvernement duquel la république parvint à son apogée de grandeur et de prospérité. Le parti bourgeois, c'était le parti de l'alliance française; le parti féodal, le parti de l'alliance anglaise. La Hollande n'avait rien à redouter de la France, à qui elle devait son existence, avec laquelle elle faisait un commerce très-avantageux; elle avait tout à craindre de l'Angleterre, qui voulait la chasser de l'Océan, et avec laquelle ses vaisseaux étaient en état continuel d'hostilité; de plus, comme les deux pays, à cause de la communauté de religion, exerçaient une grande influence politique l'un sur l'autre, le rétablissement de la royauté dans la Grande-Bretagne semblait présager le rétablissement du stathoudérat dans les Provinces-Unies; et, en effet, Charles II, qui se défiait des relations des républicains anglais avec les arminiens de la Hollande, avait le projet de faire nommer stathouder son neveu Guillaume, fils de Guillaume II, qui était encore enfant. Une guerre semblait imminente entre les deux marines rivales. Jean de Witt tourna donc tous ses soins à ménager l'alliance française; et Louis XIV profita de cette disposition pour faire admettre par la Hollande et ses prétentions générales à la monarchie espagnole et ses projets particuliers sur les Pays-Bas. Jean de Witt

voulait qu'on fît de ces pays une république belge; Louis XIV offrait de les partager avec les Hollandais. Ces deux propositions échouèrent; mais l'on n'en conclut pas moins un traité de commerce et d'alliance, offensive et défensive, dirigé principalement contre l'Angleterre et l'Espagne [1662].

Le second adversaire était l'empereur. On lui lia les mains en prorogeant la Ligue du Rhin et en la renforçant par l'accession de l'électeur de Brandebourg, en négociant avec la diète de Ratisbonne pour l'empêcher de prendre sous sa garantie le cercle de Bourgogne, en pensionnant les électeurs de Mayence, de Cologne, de Brandebourg, l'évêque de Munster et le duc de Neubourg, pour qu'ils fermassent à Léopold la route des Pays-Bas, s'il voulait marcher au secours de l'Espagne. Louis XIV devint le maître de l'Empire plus que l'empereur; il n'y eut pas une discussion dont il ne se mêlat, pas une affaire qu'il ne terminât, soit par ses ambassadeurs, soit par ses troupes et ses subsides.

Ce ne fut pas tout. La Suède et l'Angleterre pouvaient causer quelque embarras : on s'assura de leur inaction. La Suède montrait du refroidissement pour la France à cause de son intervention dans les affaires de la Pologne : Louis XIV s'était inquiété de la décadence de ce royaume; prévoyant avec une merveilleuse sagacité le sort qui le menaçait, il avait proposé à Charles XI, successeur de Charles-Gustave, une alliance pour « empêcher que l'empereur, le Moscovite et l'électeur de Brandebourg ne partageassent entre eux les États de la couronne de Pologne après la mort du roi Casimir [1]; » et il avait le projet de faire élire au trône polonais le fils du grand Condé. Mais la Suède, déjà jalouse du crédit de Louis en Allemagne, s'alarma de l'extension que sa puissance allait prendre dans le Nord, et rompit le traité conclu à cet effet. Néanmoins elle resta dans l'alliance de la France, et promit de ne pas inquiéter ses projets sur les Pays-Bas. Quant à l'Angleterre, elle était gouvernée par un prince nonchalant, voluptueux, dissipateur, dont la politique était incertaine et contradictoire, et qui cachait à peine son désir d'imiter le roi de France en établissant l'unité de religion et de pouvoir dans ses États [2]. Charles II avait un besoin con-

[1] Succession d'Espagne, t. I.
[2] Mém. du chevalier Temple.

tinuel d'argent, et, pour en obtenir de son parlement, il avait résolu d'entraîner l'Angleterre dans une guerre contre la Hollande; il offrit à Louis, s'il voulait entrer dans son alliance, de lui laisser « carte blanche dans tout ce qu'il pourrait désirer pour les Pays-Bas, sans y prétendre un pouce de terre pour lui-même [1]. » Louis refusa; mais il chercha à s'assurer la neutralité de l'Angleterre en faisant épouser à son frère unique, Philippe, duc d'Orléans [2], Henriette, sœur de Charles; puis il offrit à celui-ci de lui donner de l'argent pour gagner les membres de son parlement; enfin il lui acheta Dunkerque et Mardick pour 4 millions [1662, 27 nov.]. Cette vente honteuse excita l'indignation des Anglais, qui voyaient un autre Calais dans Dunkerque, et elle fut le germe de l'opposition qui devait renverser les Stuarts.

Enfin pour compléter cette série de négociations, on traita avec le Portugal, afin qu'il continuât plus activement sa lutte contre l'Espagne; on lui assura l'alliance de l'Angleterre; on lui envoya même secrètement six cents officiers et sous-officiers, 2 millions de subsides, et le comte de Schomberg [1663]. Ces secours décidèrent le gain des batailles d'Almexial et de Villaviciosa, par lesquelles la maison de Bragance fut affermie sur le trône [1664 et 1665].

Cette diplomatie, si habilement active, donna en réalité à Louis XIV le protectorat de l'Europe. « La France, disait un ambassadeur anglais, a le don de persuader ce qu'il lui plaît dans toutes les cours de la chrétienté. » Trois actes éclatants témoignèrent plus complétement encore le rôle prépondérant qu'elle avait pris.

§ VIII. LOUIS XIV EXIGE DES RÉPARATIONS DE L'ESPAGNE ET DU PAPE. — SES RELATIONS AVEC LES TURCS. — BATAILLE DE SAINT-GOTHARD. — GUERRE ENTRE L'ANGLETERRE ET LA HOLLANDE. — La couronne de France avait toujours été regardée comme la seconde des États chrétiens; mais, depuis que la maison d'Autriche était parvenue à une si grande puissance, la couronne

(1) Succ. d'Espagne, t. I, p. 415.

(2) Ce prince avait été élevé de la manière la plus efféminée « par l'ordre de Mazarin, de peur qu'il ne fît de la peine au roi, comme Gaston avoit fait à Louis XIII » (Choisy, p. 450.) Il s'habillait souvent en femme, et avait tous les goûts des femmes. Son frère lui refusa toute espèce de participation au pouvoir et le tint dans la dépendance la plus complète.

d'Espagne prétendait à ce rang. Une querelle étant survenue, à ce sujet, entre les ambassadeurs de France et d'Espagne à la cour de Londres, dans laquelle l'escorte du premier fut maltraitée, Louis XIV menaça de la guerre Philippe IV s'il ne lui faisait réparation. Le roi d'Espagne déclara solennellement [1662, 24 mars] que dorénavant ses ambassadeurs ne concourraient plus avec ceux du roi de France; et cet acte, qui complétait le traité des Pyrénées en proclamant l'abaissement où était tombée la monarchie de Philipe II, fit une profonde sensation.

La marine anglaise s'était attribué, depuis Élisabeth, le droit insultant de faire abaisser le pavillon des autres États devant le sien : Louis XIV déclara que le pavillon français ne saluerait dorénavant aucun autre pavillon [1], et Charles II n'essaya que faiblement de soutenir les prétentions anglaises.

Les gens du duc de Créquy, ambassadeur à Rome, avaient été insultés et frappés par la garde corse du pape [20 août] : Louis força Innocent X à lui faire excuse, à casser sa garde et à élever une pyramide à Rome, en témoignage de l'offense et de la réparation.

En même temps que le jeune roi montrait cette hauteur dans ses relations avec les autres États, il étonnait l'Europe en envoyant ses soldats et ses vaisseaux combattre dans l'intérêt général de la chrétienté. L'alliance de la France avec la Turquie s'était altérée depuis un demi-siècle : d'un côté le fanatisme des sultans avait violé les capitulations et autorisé les pirateries des Babaresques; d'un autre côté, la réaction catholique, qui s'était montrée si puissante sous le règne de Louis XIII, avait ranimé l'esprit des croisades et demandait la destruction des infidèles. Nos ambassadeurs à Constantinople furent insultés, la garde des lieux saints enlevée aux religieux français qui en avaient toujours eu le privilége, notre commerce livré aux déprédations des corsaires, nos établissements sur la côte d'Afrique [2] dévastés. Richelieu ne put obtenir réparation de ces

[1] Richelieu l'avait déjà fait; et, dans ses instructions à l'archevêque Sourdis, en mai 1638, on lit : « S'il faisoit rencontre d'une armée navale d'Angleterre, les deux armées pourroient passer sans se saluer; et, si l'armée anglaise vouloit contraindre celle du roi au salut, S. M. commande audit sieur archevêque de tout hasarder plutôt que de faire ce préjudice à l'honneur de la France. »

[2] Ces établissements, qui dataient de François Ier, consistaient dans le Bastion de

outrages, et il envoya vainement plusieurs escadres pour punir les Barbaresques. Sous Mazarin, on s'attendit à une rupture ouverte : les Turcs étant venus assiéger Candie [1645], qui appartenait aux Vénitiens, ceux-ci demandèrent des secours à toute la chrétienté. La France offrit sa médiation, qui fut repoussée ; alors des secours secrets furent envoyés aux Vénitiens; mais notre ambassadeur fut maltraité par le grand vizir et obligé de quitter Constantinople [1661]. La guerre paraissait imminente ; mais Mazarin refusa de s'engager dans une lutte impolitique, où la France risquait de perdre en Orient une position enviée et que ses ennemis se hâteraient d'occuper. Il se contenta d'envoyer quatre mille Français à Candie ; il protégea le recrutement de nombreux volontaires pour l'armée vénitienne; enfin il donna des secours à la maison d'Autriche contre les Ottomans qui avaient envahi la Hongrie.

Léopold était abandonné à ses propres forces, les États d'Allemagne, qui se trouvaient, depuis la Ligue du Rhin, sous la protection de la France, ne voulant lui donner aucun secours. Louis XIV, sollicité par le pape, détermina ses alliés d'Allemagne à faire un traité avec lui par lequel la France et la Ligue du Rhin devaient mettre sur pied chacune vingt-quatre mille hommes pour marcher contre les Turcs. L'empereur refusa un si grand secours, en disant couvertement au pape qu'avec de telles forces le roi de France serait plus maître de l'Empire que lui-même. Louis XIV lui offrit une armée moindre de moitié : « S'il n'accepte pas, écrivit Lionne, on doit en tirer deux conséquences, ou qu'il n'avoit nulle nécessité d'être secouru, ou qu'il aimoit mieux ne l'être pas que de l'être d'aucune force de cette couronne ou de ses amis. » Enfin on s'accorda à envoyer en Hongrie six mille Français et vingt-quatre mille Allemands de la Ligue du Rhin, commandés par le duc de La Feuillade et le comte de Coligny, avec un subside de 200,000 écus ; ces trente mille auxiliaires formèrent la force principale de l'armée impériale, qui livra bataille aux Turcs sur le Raab, près de l'abbaye de Saint-Gothard, et les vainquit [1664] (1).

France, Massacarés ou la Calle, le cap de Roses et les échelles de Bone et de Collo.

(1) « On raconte que lorsque le grand vizir Kuprugli vit déboucher les gentilshommes français avec leurs habits enrubanés et leurs perruques blondes : « Quelles sont ces jeunes filles ? » dit-il. Mais en un clin d'œil les janissaires furent enfon-

e même temps plusieurs escadres furent envoyées
s pirates d'Afrique, et pendant trois ans nos meilleurs
Beaufort, Duquesne, Tourville, d'Estrées, s'illustrèrent
expéditions, où ils détruisirent la marine des Barba-
t les forcèrent à respecter le commerce français. On
ême faire un établissement militaire à Djigelli ou Gi-
is l'entreprise, mal conduite par le duc de Beaufort,

it ces expéditions glorieuses, la guerre éclata entre
rre et la Hollande [1664]. Louis XIV, invité par la ré-
à lui prêter assistance, aurait voulu rester neutre
nager sa marine naissante : il prétexta d'abord l'éloi-
de ses vaisseaux, qui guerroyaient sur la côte d'Afrique,
spectateur des batailles acharnées qui furent livrées
flottes de cent vaisseaux des deux reines de l'Océan.
ngleterre ayant sollicité l'Espagne, la Suède et l'empe-
s'allier avec elle, il contraria ces négociations avec tant
é, que ces trois puissances restèrent dans l'inaction, et
ne il engagea le Danemark, l'électeur de Brandebourg
de Brunswick à faire alliance avec la Hollande. Enfin
a formellement la guerre à Charles II et à l'évêque de
, lequel s'était mis à la solde des Anglais et avait atta-
erritoire hollandais. Sa flotte gagna le combat de Saint-
he, dans les Antilles, et six mille hommes, envoyés
évêque de Munster, le contraignirent à la paix. Cepen-
tte guerre était faite contre tous ses penchants ; car,
t, il était hostile à la Hollande, cette république de
nds et d'hérétiques, et il connaissait les penchants de
II pour l'absolutisme et la religion romaine ; d'ailleurs
ent était venu de mettre à exécution ses projets contre
e. Il proposa donc sa médiation ; mais Charles la re-
non qu'il ne souhaitât la paix, disait Lionne, mais parce
ulait encore tirer de l'argent de ses peuples (1). » Enfin

jeunes filles que les historiens turcs appellent des *hommes d'acier* : et
échappèrent à la défaite répétèrent longtemps dans leurs exercices guer-
is que les Français avaient poussés en se jetant dans la mêlée : *Allons !*
e ! tue ! » (*Des relations de la France avec l'Orient*, dans la *Revue in-*
te du 25 novembre 1845.)
ession d'Espagne, t. I.

les Hollandais ayant pénétré dans la Tamise et insulté Londres, la nation anglaise, irritée d'une guerre désastreuse qui lui avait déjà coûté 130 millions, força Charles à faire la paix ; et le traité de Bréda fut conclu, par lequel l'acte de navigation fut modifié en faveur des Hollandais (1667, 31 juillet).

§ IX. Guerre pour le droit de dévolution. — Traité d'Aix-la-Chapelle. — Cependant Philippe IV était mort [1665, 17 sept.], laissant pour héritier Carlos II, enfant presque imbécile, sous la tutelle de sa mère. Aussitôt Louis XIV réclama, au nom de sa femme et en vertu du droit de dévolution, le Brabant, le Hainaut, le Limbourg, Namur, Anvers, etc. La régente, princesse autrichienne, toute dévouée à sa maison, était gouvernée par un jésuite orgueilleux et incapable, le père Nithard : elle rejeta la réclamation de Louis XIV, mais sans s'inquiéter aucunement de sa puissance et de ses projets. Celui-ci aurait voulu, pour ne pas compromettre par une guerre l'admirable position qu'il avait en Europe, obtenir à l'amiable ce qu'il demandait, et il négocia pendant dix-huit mois, en renforçant ses alliances, en disposant ses troupes, en tâchant de mettre de son côté l'opinion publique par un ouvrage très-habile, le *Traité des Droits de la reine*. Enfin il déclara qu'il allait prendre possession des États qui lui étaient dévolus, et il entra dans les Pays-Bas avec une armée de trente-cinq mille hommes commandés par Turenne [1667, 20 mai]. Deux autres corps, de dix mille hommes chacun, commandés par d'Aumont et Créquy, devaient agir, le premier dans la Flandre maritime, le second sur le Rhin, pour observer l'empereur. L'Espagne, épuisée par le rôle politique auquel ses souverains l'avaient condamnée depuis un siècle, sans population, sans armée, sans finances, n'était plus qu'un colosse mourant de faim : gouvernée par des mains ineptes, rongée par la guerre de Portugal, privée des trésors du Pérou par les flibustiers ou pirates des Antilles, elle n'avait rien préparé pour résister à l'attaque des Français. Les places des Pays-Bas étaient mal fortifiées ; le gouverneur manquait de soldats et d'argent ; la population n'aimait pas la domination espagnole. Armentières et Charleroy furent prises sans obstacle par Turenne, Bergues et Furnes par d'Aumont. Ces deux généraux se réunirent et s'emparèrent de Tournay, de Douay, de Courtray, d'Oudenarde ; puis ils se tournèrent contre Lille, qui avait cinq mille hommes de garnison et quinze mille de milices. Créquy se réunit à eux

et battit un corps espagnol qui arrivait à la délivrance de la place. Lille se rendit [27 août].

La régente d'Espagne négociait par toute l'Europe pour sauver les Pays-Bas : son armée et ses finances étaient en tel état qu'elle demandait des troupes à l'empereur, et qu'elle ouvrait une souscription parmi ses sujets pour les solder. Mais l'Angleterre et la Hollande étaient tout occupées de leur terrible guerre : d'ailleurs les Provinces-Unies se trouvaient liées par leur alliance avec la France; et Charles II, « pour avoir de l'argent, dont il étoit en grande nécessité, » avait traité secrètement avec Louis XIV, en promettant de ne pas l'inquiéter dans ses projets sur les Pays-Bas. Quant à l'empereur, il était vivement inquiet, et, quoiqu'il eût les mains liées par la Ligue du Rhin, il commença des levées; mais Louis XIV négocia avec lui; et comme le jeune roi d'Espagne semblait avoir à peine quelques jours à vivre, il parvint à lui faire conclure un traité secret et éventuel pour partager la monarchie espagnole [1668, 19 janv.]. Ce traité, le chef-d'œuvre de Lionne et du chevalier de Gremonville, et qui aurait donné à la France toutes les annexes de la couronne d'Espagne en Europe, fut conduit avec tant de mystère qu'il est resté caché jusqu'à nos jours [1].

Après la prise de Lille, Louis XIV s'était arrêté pour ne pas compromettre sa négociation avec Léopold ainsi que la réputation de modération qu'il s'était donnée; mais alors la paix de Bréda fut conclue; et les Hollandais, alarmés des progrès de la France, proposèrent une transaction. Louis, qui croyait avoir bientôt à partager toute la monarchie espagnole, déclara qu'il se contenterait des conquêtes qu'il avait faites. L'Espagne ne répondit pas à cette proposition; elle pensait que l'hiver serait un obstacle à la reprise des hostilités, et que, pendant ce temps, toutes les nations jalouses de la France se déclareraient contre elle. Mais vingt mille hommes se rassemblèrent secrètement dans la Bourgogne, dont Condé avait le gouvernement; et le 1er février, ce prince, prenant le commandement de cette armée, entra subitement dans la Franche-Comté, qui avait été travaillée d'avance par les émissaires et l'argent de la France. Auxonne fut prise le 3; Besançon capitula le 7; Dôle fut assiégée le 9 et se rendit le 14. Le roi était arrivé : il reçut le serment des autorités et

[1] Succ. d'Espagne, t. II.

du parlement de la province; et le 19 tout le pays était soumis.

Cette expédition, conduite avec tant de secret et de rapidité, fit une grande sensation en Europe; et les Hollandais, oubliant les services que la France leur avait rendus, remuèrent toutes les puissances contre elle en faveur de l'Espagne. Ils parvinrent à former avec l'Angleterre et la Suède une ligue qui fut appelée la triple alliance, pour empêcher toute agression de Louis XIV sur le territoire de la monarchie espagnole et déterminer la cour de Madrid à accepter ses premières propositions; ils ménagèrent entre le Portugal et l'Espagne une paix (1668, 13 févr.) qui laissa à celle-ci toutes ses ressources contre la France; enfin ils sollicitèrent l'Empire et l'empereur d'entrer dans la ligue. L'électeur de Brandebourg et plusieurs autres princes qui trouvaient que « l'odeur des lis commençait à devenir trop forte en Allemagne, » commencèrent des levées; mais on contint leur zèle avec de l'argent. Quant à l'empereur, il était lié par son traité secret; de sorte qu'en définitive, ce furent les trois puissances qui avaient fait jadis la guerre la plus acharnée à l'Espagne, les trois grandes puissances protestantes, qui s'allièrent pour sauver l'ancienne protectrice du catholicisme. Louis XIV, inquiet de cette ligue et ne voulant pas violer ses promesses de modération, consentit à traiter. Alors la paix d'Aix-la-Chapelle fut conclue (2 mai), par laquelle il garda toutes les villes qu'il avait conquises sur la Lys, l'Escaut et la Sambre, et il rendit la Franche-Comté, dont les places avaient été démantelées.

CHAPITRE III.

Guerre de Hollande. — 1668 à 1678.

§ I. Louis XIV abandonne la politique d'intérêts pour la politique de principes. — Projets de guerre contre la Hollande. — La guerre pour le droit de dévolution, injuste dans son principe, mais inspirée par cette politique qui tendait constamment, depuis plusieurs siècles, à réunir la Belgique à la France, était excusée et légitimée par l'intérêt national : conduite et terminée avec autant d'habileté que de modération, elle témoigna que le royaume de Louis XIV était incomparablement plus fort et mieux gouverné que les autres États; mais elle échauffa l'ambition du monarque, l'égara sur les ressources de la France, et

l'entraîna dans une guerre nouvelle, qui n'était pas seulement injuste, mais impolitique.

Carlos II n'était pas mort : il traînait une vie chétive, qui devait se prolonger jusqu'en 1700. Louis XIV ajourna donc ses projets sur la monarchie espagnole; et, pour trouver ailleurs des occasions de guerre, il abandonna cette politique d'intérêts, qui lui avait été enseignée par Mazarin, et que la France suivait avec tant de sagesse et de bonheur depuis un demi-siècle. Par une erreur funeste sur la nature de son pouvoir, par cet esprit d'orgueil excessif qui semblait obscurcir son entendement, il ressuscita la politique de religion, oubliée depuis vingt ans, et fit entrer ainsi l'Europe dans une voie rétrograde. Ce fut l'écueil de tout son règne, une source incalculable de malheurs pour la France et l'origine des coalitions contre lesquelles Louis XIV dut combattre le reste de sa vie.

Nous avons vu que le mouvement politique de restauration du catholicisme s'était arrêté avec les traités de Westphalie, et que, le clergé rentrant alors dans ses voies spirituelles, les guerres de religion avaient cessé. Mais la discussion n'en continua pas moins entre les deux communions, et avec autant de calme et de dignité qu'elle avait eu jadis d'aigreur et de violence ; il y eut même une tendance très-prononcée vers l'union. L'insuffisance du rationalisme protestant était sentie par les protestants eux-mêmes ; et les esprits les plus éclairés craignaient qu'il ne descendît à sa dernière conséquence, le matérialisme ; aussi Leibnitz, l'intelligence la plus universelle de cette époque, fit-il les plus nobles efforts pour amener la réunion de toutes les communions chrétiennes, et il entama, à ce sujet, une correspondance avec l'oracle du clergé français, Bossuet, que son siècle appelait le dernier des pères de l'Église [1]. Il semblait, en effet, facile, maintenant que la question religieuse était dégagée de sa face politique, que la papauté n'inspirait plus de craintes, qu'il y avait tant de calme et de bienveillance dans les opinions, de convoquer un concile général, sous la protection de la France. La tentative échoua : les deux communions restèrent ennemies, gardant toujours le caractère politique qui leur était essentiel, représentant toujours des principes inconciliables, partageant

[1] Voir cette correspondance à la fin de l'Histoire des Variations des églises protestantes, t. II, édit. Charpentier.

toujours la France en deux camps cherchant toujours à se détruire mutuellement. Louis XIV rêvait l'unité partout : dans le pouvoir, dans l'administration, dans le territoire, dans la religion ; il croyait le calvinisme ennemi des rois, de l'autorité, de la France; il savait que les réformés de son royaume étaient en relation avec ceux de la Hollande et de l'Angleterre ; il les voyait soumis, mais il les sentait mécontents ; enfin il ne croyait par l'unité nationale et monarchique assurée avec ces dissidents : il mit donc le zèle le plus attentif, le plus ardent, le plus opiniâtre, à les ramener au catholicisme : séductions, faveurs, persécutions sourdes, violations directes de l'édit de Nantes, il employa tout pour obtenir des conversions (1). Enfin, comme il savait que dans une question aussi grave, aussi difficile, il n'y avait rien de local et d'isolé, il voulut détruire la réforme elle-même, et il se plaça en Europe comme le champion de l'unité catholique et du pouvoir absolu, deux choses qu'il croyait inséparablement unies, par une erreur qui a été fatale à lui-même et à sa dynastie.

La république des Provinces-Unies devait son origine, son indépendance et sa prospérité au calvinisme : c'était le seul grand État qui fût né de la longue tourmente de la réforme ; ses richesses, sa marine, l'influence qu'elle exerçait en Europe, faisaient d'elle la gloire de tous les protestants, et surtout des protestants de la France et de l'Angleterre. C'était là que s'étaient réfugiés les républicains anglais après la restauration des Stuarts ; c'était de là que sortaient tous les pamphlets politiques et religieux qui attaquaient le roi de France, son gouvernement, son orgueil et ses maîtresses. Les Hollandais, fiers de leurs tonnes d'or et de leurs vingt mille vaisseaux, de la paix qu'ils avaient imposée à l'Angleterre au traité de Bréda, à la France au traité d'Aix-la-Chapelle, se vantaient d'être les arbitres des rois : c'étaient eux qui venaient de sauver les États du descendant de Philippe II ; « à leur aspect, disaient-ils en faisant allusion à la devise de Louis XIV, le soleil s'était arrêté. » Louis s'irrita de ces injures, qui le faisaient descendre du piédestal où l'adoration universelle l'avait élevé ; il haïssait les Provinces-Unies et comme répu-

(1) La plus éclatante comme la plus sincère fut celle de Turenne. Ce fut l'œuvre de Bossuet, qui écrivit pour le grand capitaine son beau livre de l'*Exposition de la foi*.

blique et comme refuge du calvinisme ; il méprisait ces *gueux*, qui n'avaient échappé au joug de l'Espagne qu'avec la protection de Henri IV et de Louis XIII, qu'avec les subsides et les soldats de la France ; il regardait ces marchands grossiers comme les obligés et presque les vassaux de sa couronne ; il était indigné de la précipitation ingrate avec laquelle ils avaient, dès la première alarme que la France leur avait inspirée, fomenté une ligue qui détruisait sa prééminence politique. Dans sa pensée, nul ne pouvait imposer la paix à son royaume, son royaume pouvait l'imposer à tous ; subordonner les autres États au système politique de la France était la monarchie universelle qu'il rêvait. Enfin, il devait, dans l'intérêt de notre marine naissante, punir ces rois de l'Océan, qui, mécontents des droits mis sur les vaisseaux hollandais à leur entrée dans nos ports, venaient de prohiber les marchandises françaises. Il résolut donc de venger sa grandeur outragée, de rendre à la France sa puissance d'opinion, enfin de porter un coup mortel à la réforme en ruinant les Provinces-Unies : « Mes pères ont su les élever, disait-il, je saurai les détruire. »

Cette entreprise avait un côté séduisant et même légitime ; mais elle allait être le naufrage de la politique suivie par la France depuis François Ier, et si heureusement mise en œuvre par Richelieu, Mazarin et Lionne. On allait oublier, pendant trente ans, la question espagnole, détruire cette belle position diplomatique par laquelle la France avait le protectorat de l'Empire, tenait à sa solde l'Angleterre, annulait l'Espagne ; on allait perdre les plus beaux résultats du traité de Westphalie, se faire à jamais une ennemie de l'Allemagne, donner à la maison d'Autriche pour alliés tous les ennemis que nous lui avions faits. En un mot, le roi habile, devenu roi passionné, pour servir sa vengeance, oubliant ses intérêts, allait abandonner l'alliance protestante, conservée avec tant de soin depuis cent cinquante ans, pour se faire ouvertement le représentant du principe catholique.

Lionne s'efforça vainement de détourner Louis de cette fatale voie ; il mourut, et fut remplacé par Arnaud de Pomponne, négociateur habile, mais sans fermeté, qui laissa au roi la haute direction des affaires étrangères [1671]. Alors Colbert n'ayant plus d'auxiliaire, Louvois domina seul dans le conseil. « C'étoit un homme capable de bien servir dans le ministère, mais non

pas de gouverner (¹) : » dur, brutal, violent jusqu'à la cruauté, orgueilleux surtout envers la noblesse, il se croyait homme d'État, même homme de guerre, et, hors des détails administratifs qu'il entendait parfaitement, il était d'une ignorance égale à sa présomption. Ce fut pour Louis XIV le génie du mal : ministre aussi ambitieux que bas courtisan, il prit, en flattant la passion de son maître pour la guerre, le plus grand ascendant sur lui; et sous son influence, toutes les réformes de Colbert allaient avorter, les finances rentrer dans le chaos, et la prospérité de la France être sacrifiée dans une guerre impolitique (²).

§ II. La diplomatie française tourne toute l'Europe contre la Hollande. — L'entreprise une fois résolue, son exécution fut préparée avec une profondeur et une vigilance admirables : rien ne fut laissé au hasard ; on voulait frapper sur la Hollande un coup certain, qui ne permît plus de mettre en doute la grandeur de la France. Ce pays de boue et de brouillards, cette puissance factice qui n'avait que de l'or et de l'eau pour se défendre, ces gros vendeurs de harengs et de fromage devaient être facilement vaincus par la France belliqueuse, son jeune roi, sa brillante noblesse; mais l'on pensait que la Hollande chercherait des alliés, et la diplomatie française se mit en

(¹) Mém. de La Fare, p. 269.

(²) Les différends de la France avec la Turquie furent sur le point d'empêcher la guerre de Hollande. Les secours donnés aux Vénitiens, la bataille de Saint-Gothard, les expéditions contre les Barbaresques, avaient irrité le divan ; et un nouvel ambassadeur, ayant été envoyé pour demander le renouvellement des capitulations, fut encore insulté. Louis XIV s'en vengea en envoyant à la défense de Candie, dont le siége durait depuis vingt-cinq ans, six mille hommes de troupes d'élite et quinze vaisseaux de guerre, commandés par les ducs de Navailles et de Beaufort. Cette expédition arriva (juin 1669) quand la ville n'était plus défendable, et, après un combat où Beaufort fut tué, les Français se rembarquèrent. Candie capitula ; et les Turcs, pleins d'orgueil, continuèrent à refuser le renouvellement des capitulations avec les changements demandés par la France, et dont le principal portait que les marchandises françaises pourraient traverser l'Égypte et la mer Rouge pour aller dans l'Inde. Louis XIV en fut tellement irrité qu'il mit en délibération dans son conseil s'il devait faire la guerre à la Porte; on parlait de s'emparer de l'Égypte, et des troupes commencèrent même à se rassembler à Toulon. Mais Colbert regardait une telle guerre comme devant être évitée à tout prix, et le roi avait encore plus de désir de se venger des Hollandais que des Turcs : la guerre de Hollande fut donc résolue. Le contre-coup s'en fit sentir en Orient, et, à la nouvelle des premiers succès de la France, le divan s'empressa de renouveler les capitulations (1673). (Voir mon *Essai sur les relations de la France avec l'Orient*, dans la *Revue indépendante* du 25 novembre 1843.)

campagne pour l'isoler entièrement de l'Europe. Il fallait d'abord dissoudre la triple alliance et tourner l'Angleterre et la Suède contre les Provinces-Unies : on y réussit.

Le combat entre la réforme et le papisme, entre les libertés nationales et le despotisme de la royauté, s'était ranimé en Angleterre avec autant de force et avec plus de calme que sous Charles I[er]. Son successeur, frivole, dissolu, incrédule, avait sur l'union du catholicisme avec la royauté absolue les mêmes idées que Louis XIV; « il se plaignoit d'être obligé de professer une religion qu'il n'approuvoit pas, et étoit résolu à s'émanciper de cette contrainte; » il voulait détruire le presbytérianisme, et même la religion anglicane, pour assurer son pouvoir, se passer du parlement, lever des impôts à son gré, et se livrer entièrement à ses favoris et à ses maîtresses. La ruine des hérétiques de la Hollande était, selon lui, un grand pas vers ce dessein insensé: il savait que les mécontents de l'Angleterre étaient en relation intime avec les Hollandais pour rétablir la religion presbytérienne et peut-être la république, et que si toute la nation était jalouse des Provinces-Unies à cause du commerce, elle sympathisait avec elles par les idées religieuses; d'ailleurs une guerre devait forcer le parlement à lui donner des subsides et le rendre maître de la flotte, au moyen du duc d'York, son frère, habile marin, qui professait presque ouvertement le catholicisme. Une négociation fut donc menée très-secrètement entre les rois de France et d'Angleterre, par le ministère de Colbert de Croissy, frère du contrôleur des finances, et de la duchesse d'Orléans, sœur de Charles II, princesse spirituelle et séduisante, pour laquelle Louis XIV témoignait une vive affection. Dans le courant de mai 1670, la cour, sous prétexte de visiter les dernières villes conquises, fit un voyage en Flandre, voyage où Louis déploya un faste et des mœurs presque orientales, en jetant l'or à pleines mains, en se faisant précéder ou suivre d'une armée de trente mille hommes, en menant dans le même carrosse sa femme et sa maîtresse. La duchesse d'Orléans traversa le Pas-de-Calais pour aller voir son frère à Douvres; et là fut conclu un traité secret qui fut signé de Croiss et de quatre ministres catholiques de Charles II [1670, 22 mai]. Par ce traité : 1° le roi d'Angleterre, « étant convaincu de la vérité de la religion catholique, promet d'en faire la déclaration et de se réconcilier à l'Église romaine, aussitôt que le bien des

affaires de son royaume lui pourra permettre » ; et le roi de France promet de l'assister de ses armes et de son argent pour réprimer la rébellion que cette déclaration pourrait amener. 2° Le roi d'Angleterre s'engage à assister le roi de France de toutes ses forces, tant sur terre que sur mer, pour lui faciliter l'acquisition de la monarchie espagnole, s'il vient à lui échoir de nouveaux droits sur cette monarchie. 3° Les deux rois ayant pris la résolution « de mortifier l'orgueil des Provinces-Unies, et d'abattre la puissance d'une nation qui s'est si souvent noircie d'une extrême ingratitude envers ses propres fondateurs et créateurs, laquelle même a l'audace de se vouloir ériger aujourd'hui en souverain arbitre et juge de tous les autres potentats, » il est convenu que Leurs Majestés feront la guerre auxdites provinces. Le roi de France se chargera de l'armée de terre, à laquelle le roi d'Angleterre adjoindra six mille hommes; le roi d'Angleterre se chargera de l'armée de mer, qui sera forte de cinquante vaisseaux, auxquels le roi de France adjoindra trente autres. Le roi d'Angleterre recevra annuellement du roi de France un subside de trois millions, et il se contentera, dans les conquêtes faites sur les Provinces-Unies, de l'île de Walcheren, de l'Écluse et de Cassand, c'est-à-dire des bouches de l'Escaut. Ce traité, véritable acte de trahison de la part de Charles II, fut tenu si secret, qu'il n'a été connu que longtemps après l'expulsion des Stuarts [1]; et à sa place l'on publia seulement un traité d'alliance offensive et défensive contre la Hollande [1671, 3 juin] [2].

On n'obtint pas de la Suède un pareil acte d'asservissement, mais seulement une levée de seize mille hommes, moyennant 500,000 livres de subsides, et une promesse d'attaquer l'empire si l'Empire soutenait les Hollandais [1672, 14 avril]. La triple alliance fut ainsi dissoute. Ce ne fut pas tout : on parvint à faire signer à l'empereur, occupé à réprimer les révoltes des Hongrois, et d'ailleurs lié par son pacte secret, un traité [1671, 1er nov.] par lequel il s'engagea à ne donner aucun appui aux

(1) Ce traité est dans Lingard, t. v, p. 648 de l'édit. Charpentier.

(2) Au retour de son voyage, Madame mourut subitement, empoisonnée, dit Saint-Simon, par le chevalier de Lorraine, que la princesse avait fait exiler pour l'éloigner du duc d'Orléans, dont il était l'infâme favori. C'est pour elle que Bossuet fit sa belle oraison funèbre.

ennemis de Louis XIV. On fit alliance avec l'évêque de Munster, avec les ducs de Brunswick-Hanovre et de Mecklembourg-Schwerin, avec l'électeur de Cologne, qui céda Nuyts et Kayserwerth pour y établir des magasins, et qui promit d'armer vingt mille hommes. On s'attacha l'électeur palatin en mariant sa fille avec le duc d'Orléans ; on acheta la neutralité des électeurs de Mayence, de Trèves, de Bavière et de presque tous les autres princes. Il n'y eut que l'électeur de Brandebourg qui rejeta obstinément les offres de la France et fit alliance avec les Hollandais. Quant à l'Espagne, on sollicita vainement sa coopération pour réduire ses anciens sujets ; elle savait que la conquête des Provinces-Unies ferait irrévocablement tomber la Belgique au pouvoir des Français, et tout en promettant de garder la neutralité, elle se prépara secrètement à soutenir la Hollande.

Les Provinces-Unies, se voyant presque entièrement isolées, s'effrayèrent. Depuis que le parti républicain et marchand dominait la république; tous les efforts de la nation s'étaient portés sur la mer; et la Hollande ne semblait plus qu'un vaisseau chargé d'or, transportable à volonté, avec Ruyter pour capitaine et Jean de Witt pour pilote. L'armée de terre avait été entièrement négligée, à cause de son attachement pour les Nassau, qui comptaient sur elle pour rétablir leur pouvoir, de sorte qu'on avait à peine vingt-cinq mille hommes mal disciplinés, commandés par des fils de bourgeois, et qui n'avaient jamais fait la guerre. Enfin la menace de l'invasion ne fit que rendre plus vives les dissensions intérieures; le parti aristocratique se réveilla et fit donner à Guillaume III, prince d'Orange, le commandement général de l'armée. C'était un jeune homme de vingt-deux ans, froid, positif, opiniâtre, cachant dans un corps malade et chétif l'ambition la plus profonde et la moins soucieuse des moyens; esprit supérieur, âme forte et impénétrable, cœur sombre et dur jusqu'à la cruauté, personnage extraordinaire, dans lequel Louis XIV trouva l'écueil de sa fortune et la France l'ennemi le plus acharné. C'était Jean de Witt qui l'avait élevé, espérant diriger vers le bien du pays les talents précoces d'un homme dont il devinait l'ambition : il en fut tristement récompensé.

§ III. **Composition et marche de l'armée française. — Bataille navale de Southwood-Bay. — Passage du Rhin.** — Les rois de France et d'Angleterre déclarèrent la guerre à la république

des Provinces-Unies [1672, 6 avril], en l'accusant tout simplement d'être « l'ennemie commune des monarchies ; » et l'armée française entra en campagne. Elle était forte de cent dix mille fantassins, de douze mille cavaliers, de cent pièces de canon ; bien disciplinée, régulièrement disposée en plusieurs corps, avec vivres, armes, magasins, hôpitaux assurés, elle avait de plus cinquante millions pour les frais de la campagne. Toute la noblesse était accourue à la guerre contre les marchands d'Amsterdam, comme autrefois ses pères contre les bourgeois de Gand : on n'avait rien vu de plus magnifique que les corps qui composaient la maison du roi. C'était réellement une armée moderne, avec ses prodiges d'administration, vaste machine dont les nombreuses parties et les mouvements compliqués semblent à l'abord pleins de désordre, mais qui sont guidés par une pensée unique et dans un but précis ; et, pour la première fois, on voyait cent mille hommes réunis sans confusion sur un même point, ayant tous leur marche et leur destination marquées à l'avance.

Le corps principal, fort de soixante mille hommes et commandé par le roi et Turenne, se rassembla à Sedan ; l'avant-garde, forte de vingt-cinq mille hommes et commandée par Condé, se rassembla à Charleroy. L'électeur de Cologne étant en même temps évêque de Liége, on possédait la Meuse depuis Charleroy jusqu'à Maëstricht, et l'on pouvait pénétrer en Hollande sans violer le territoire espagnol. Une division, commandée par Chamilly, était dans la province de Liége pour assurer la marche ; une autre, commandée par le duc de Luxembourg [1], devait se joindre aux auxiliaires de Cologne et de Munster pour attaquer les Provinces-Unies par le nord-est ; une troisième était chargée d'observer les Espagnols de la Flandre.

On ne pouvait attaquer le territoire ennemi par les provinces d'Utrecht et de Hollande, qui étaient couvertes par la Belgique, quatre fleuves et de nombreuses places ; mais on pouvait ou le percer en suivant la Meuse, défendue par Maëstricht, ou le prendre à revers en attaquant l'Yssel, qui n'avait que de mauvaises places. D'après cela, les États généraux mirent une forte garnison dans Maëstricht, position militaire qui domine à la fois

(1) Boutevillle-Montmorency, fils posthume du Bouteville qui fut décapité pour duel ; il épousa la fille du duc de Luxembourg-Piney, et en prit le nom.

toute la Meuse, les Pays-Bas, les pays de Juliers et de Cologne, et qui était la clef des Provinces-Unies ; puis ils ordonnèrent à Guillaume de se placer derrière l'Yssel avec ses vingt-cinq mille hommes. Enfin ils mirent en mer leur flotte de soixante vaisseaux et de quarante frégates, commandée par Ruyter, en lui prescrivant de chercher les flottes alliées et de livrer bataille. La flotte anglaise, forte de soixante vaisseaux et frégates, était commandée par le duc d'York ; la flotte française, forte de trente vaisseaux et de vingt frégates ou flûtes, était commandée par le comte d'Estrées. Une bataille s'engagea en vue de Southwood-Bay ou Solebay [1672, 6 juin] ; elle fut terrible, mais indécise ; les vaisseaux français n'y prirent qu'une médiocre part ; des deux côtés on s'attribua la victoire : néanmoins la flotte alliée ne put faire sa descente en Zélande.

Cependant l'armée française avait suivi la Meuse jusqu'à Maëstricht ; mais, au lieu d'assiéger cette place, devant laquelle on aurait perdu un temps précieux, on poussa le corps de Chamilly jusqu'à Maseyck pour la bloquer, rompre ses communications avec les Provinces-Unies et assurer celles des Français avec Charleroy. Puis l'on se dirigea à l'est par le duché de Juliers, appartenant à l'électeur de Brandebourg, jusqu'à Nuys et Kayserwerth, dans l'électorat de Cologne, où l'on avait des magasins. Condé, avec l'avant-garde, passa le Rhin, suivit la rive droite du fleuve, et alla se poster sur la Lippe pour assiéger Wesel et donner la main aux troupes du duc de Luxembourg et de l'évêque de Munster. Le grand corps d'armée suivit le fleuve par sa rive gauche et alla assiéger à la fois Orsoy, Rhinberg et Burick. Ces trois places, ainsi que Wesel, appartenaient au duché de Clèves ; mais elles étaient occupées par les Hollandais depuis la guerre de la succession de Clèves et de Juliers, et c'était dans l'espoir de les recouvrer que l'électeur de Brandebourg avait pris parti pour les provinces-Unies. En cinq jours [du 3 au 7 juin], toutes quatre furent prises, et le flanc des provinces hollandaises se trouva ainsi découvert. Toute l'armée, au lieu de poursuivre sa marche par la rive gauche, où elle aurait trouvé le Wahal et ses nombreuses places pour obstacles, passa le Rhin à Wesel et se dirigea par la rive droite, menaçant soit l'Yssel et l'armée hollandaise, soit le Betaw ou l'espace compris entre le Wahal et le Leck. Le plan de campagne, dicté par Turenne, était de rendre

inutile l'Yssel, rivière profonde et difficile, en passant le Rhin vers Emmerick et en pénétrant dans le Betaw : on coupait ainsi en deux parties les Provinces-Unies; on prenait à revers Nimègue et les places de la Meuse ; on n'avait devant soi que le Leck, qui n'était pas défendu. Une partie de l'armée dut s'emparer du Betaw et observer d'un côté les Espagnols des Pays-Bas, de l'autre côté les Brandebourgeois, qui s'avançaient en Westphalie; l'autre partie dut passer le Leck à Arnheim, tourner le prince d'Orange, et, n'ayant plus ni armée ni forteresses devant soi, se porter droit sur Amsterdam. D'après ce plan, l'avant-garde, arrivée en face de Tolhuys, près du fort de Schenk, au-dessus de l'endroit où le Wahal se détache du Rhin, se mit à construire un pont de bateaux. A cette nouvelle, le prince d'Orange, qui n'était qu'à trois lieues de là, et que le corps de Luxembourg tenait en échec en menaçant de passer l'Yssel, détacha cinq à six mille hommes pour observer le Rhin. En ce moment, la cavalerie française arriva avec le roi et Condé; craignant que l'armée ennemie ne se portât tout entière de ce côté, elle se précipita dans le fleuve, dont les eaux étaient basses, et le passa moitié à gué, moitié à la nage, sous la protection de quelques canons mis sur-le-champ en batterie [12 juin]. Les Hollandais essayèrent de résister; ils furent dispersées après un petit combat où périt le duc de Longueville, dernier descendant du bâtard Dunois. Le lendemain, le pont étant achevé, le reste de l'armée traversa le fleuve.

Ce facile passage du Rhin, qui valut à Louis XIV tant d'adulations, eut tout l'effet d'une grande victoire, parce qu'il était le nœud de toute la campagne et le résultat d'un plan aussi sage que hardi. Turenne marcha rapidement sur Arnheim pour y passer le Leck et prendre Guillaume à revers; mais celui-ci, ayant appris le passage du Rhin, avait abandonné l'Yssel en jetant des garnisons dans les place : il essaya vainement de défendre Arnheim et se retira à Utrecht. Jusque-là tout le plan de Turenne avait été admirablement exécuté; mais pendant que le maréchal s'emparait d'Arnheim, de Schenk et de Nimègue, clefs du Betaw, le roi s'amusa à assiéger les places inutiles de l'Yssel, et il lança seulement dans la province d'Utrecht une avant-garde, sous le commandement du marquis de Rochefort. Ce général courut toute la province sans obstacle; les garnisons et les habitants, frappés de stupeur, mettaient partout bas les

armes; il prit Amesfort, Naerden; mais, au lieu de pousser sur Muyden, qui était la clef des écluses et qui venait de se rendre à quatre cavaliers, il retourna sur Utrecht, dont il s'empara, et dispersa des garnisons dans toutes les places. Ce fut le salut de la Hollande.

§ IV. **Propositions de paix. — Révolution dans les Provinces-Unies.** — Cependant le roi avait pris les places de l'Yssel; Turenne entamait celles du Brabant septentrional; les provinces d'Over-Yssel et de Groningue étaient envahies par les troupes de Munster et de Cologne : des sept Provinces-Unies il ne restait que la Zélande intacte. Les Hollandais étaient consternés; les plus riches familles chargeaient déjà des vaisseaux pour s'enfuir à Batavia : il fut même question d'y transporter la république, après avoir rendu le pays à l'Océan en rompant les digues. Les factions, en présence de l'étranger, étaient plus violentes que jamais : le parti aristocratique accusait Jean de Witt des malheurs du pays, de la nullité où il avait laissé l'armée de terre, de son amour pour l'alliance française; il demandait le rétablissement du stathoudérat, et, fort de ses intrigues avec les cours de Vienne et de Madrid, il voulait la guerre à outrance. Le grand-pensionnaire, craignant l'élévation du prince d'Orange plus que les conquêtes du roi de France, préféra une paix humiliante à la perte de la liberté, et détermina l'envoi d'une députation à Louis XIV : il offrait la cession de Maëstricht et de toutes les villes que la république possédait en dehors des sept provinces [1672, juillet]. Le roi reçut avec hauteur ces propositions si avantageuses, par lesquelles la France aurait enceint de tous côtés les Pays-Bas espagnols. Turenne voulait qu'on les acceptât, et qu'on rentrât dans la politique de Mazarin, en abandonnant les Hollandais, dont on s'était vengé, pour se tourner contre les Espagnols, qui leur avaient donné quelques secours; mais Louvois l'emporta dans le conseil, et l'on demanda aux Hollandais la cession du Brabant septentrional et de tous les pays en deçà de la Meuse et du Wahal, vingt millions pour les frais de la guerre, le rétablissement de la religion catholique, une ambassade annuelle qui témoignerait que la république devait son existence à la France, et qui apporterait au roi une médaille, comme tribut et gage de vassalité. De plus, Charles II voulait que la constitution des Provinces-Unies fût changée et devînt monarchique en faveur

du prince d'Orange, que les réfugiés anglais fussent chassés, que la Zélande fût cédée à l'Angleterre, etc.

A la nouvelle des demandes du roi de France, une révolution éclata à la fois dans toutes les villes en faveur du prince d'Orange; le peuple força les magistrats à le nommer stathouder, et les États généraux furent contraints de légitimer cette élection [1]. Alors, et comme on n'avait pas de soldats à opposer aux Français, Guillaume prit les mesures de défense les plus désespérées : on ouvrit les écluses et l'on perça les digues : les canaux débordèrent; toute la contrée fut inondée; Amsterdam devint comme une forteresse dans une île, et les vaisseaux de guerre trouvèrent assez d'eau pour se ranger autour d'elle. Les vainqueurs s'arrêtèrent, et la république fut sauvée. En même temps, le prince d'Orange garnit les places de la Hollande négligées par les Français, et entre autres Muyden; puis il déploya toute la profondeur et l'activité de son génie pour soulever l'Europe contre l'ambition de Louis XIV; enfin, pour détruire à jamais le parti de la paix et de l'alliance française, il excita contre Jean de Witt une violente émeute, dans laquelle l'illustre républicain fut massacré avec son frère. Ruyter faillit avoir le même sort [20 août].

§ V. L'EMPEREUR SE DÉCLARE CONTRE LA FRANCE. — CAMPAGNE DE TURENNE SUR LE RHIN ET LE WESER. — PRISE DE MAESTRICHT. — Cependant l'Allemagne s'était alarmée de l'invasion de la Hollande; la diète de Ratisbonne avait ordonné un armement général pour la sûreté de l'empire, et l'empereur avait mis sur le Rhin un corps d'observation de dix-huit mille hommes commandés par Montécuculli. Bientôt les intrigues du prince d'Orange et les succès menaçants de la France amenèrent Léopold à faire avec Frédéric-Guillaume, électeur de Brandebourg, un traité d'alliance [22 sept.] en faveur des Provinces-Unies, et à commander à Montécuculli de se joindre aux vingt-quatre mille hommes de l'électeur. Les princes de Brunswick et de Hesse entrèrent dans cette alliance; plusieurs autres menaçaient d'abandonner leur neutralité, et la cour d'Espagne, encouragée par la résolution de l'empereur, ordonna au gouverneur des Pays-Bas d'agir offensivement contre les Français.

[1] Deux ans après, le stahoudérat fut déclaré héréditaire dans la maison de Nassau.

Quarante mille Allemands allaient donc menacer le Rhin; le prince d'Orange se disposait, avec vingt-cinq mille hommes, à se joindre à eux; les Espagnols allaient se montrer sur les derrières de l'armée victorieuse; enfin la frontière orientale de la France pouvait être inquiétée par les neutres. Louis XIV fut forcé de changer son plan de campagne; mais par le conseil de Louvois, et malgré les instances de Turenne, l'armée française avait été dispersée dans cinquante places qu'on aurait dû démanteler, et il ne restait pas quarante mille hommes à mettre en campagne. On laissa Luxembourg à Utrecht avec seize mille hommes, pour tenir tête au prince d'Orange, pendant que les troupes de Munster et de Cologne continueraient à envahir la Frise; Turenne dut fermer le Rhin aux Allemands avec quinze mille hommes; Condé couvrit l'Alsace avec douze mille, et l'on n'opposa personne aux Espagnols. Le génie de Turenne répara les fautes de Louvois.

Le maréchal, qui faisait la conquête du Brabant hollandais, se dirigea de Bois-le-Duc à Wesel, où il passa le Rhin [10 sept.] : il se proposait de couvrir ce fleuve depuis cette ville jusqu'à Coblentz. Frédéric-Guillaume et Montécuculli, s'étant réunis dans la Hesse, marchèrent sur Coblentz; mais ils trouvèrent Turenne qui gardait les approches de cette place; alors ils descendirent jusqu'à Mayence, passèrent le Mein, menacèrent Strasbourg, et partout rencontrèrent le maréchal qui leur coupait le passage et refusait de livrer bataille. Après trois mois de tentatives inutiles pour traverser le Rhin, ils revinrent au nord pour ravager l'électorat de Cologne, forcer les troupes de Munster à évacuer la Frise, et pénétrer par cette province jusqu'au prince d'Orange; mais dans cette marche, pendant l'hiver et par des chemins affreux, ils perdirent dix mille hommes et retrouvèrent encore Turenne, qui avait couru par la rive gauche de Mayence à Wesel, et qui, repassant le Rhin [30 déc.], les coupa de l'électorat de Cologne, les força d'évacuer l'évêché de Munster, et les harcela de telle sorte qu'ils se mirent en retraite dans la Westphalie. La cour, heureuse de voir l'ennemi éloigné du Rhin, ordonna à Turenne de revenir sur la rive gauche; mais le maréchal continua sa poursuite, malgré un hiver rigoureux, força l'ennemi de repasser le Weser, diminué de vingt mille hommes, et le poussa jusque sur l'Elbe [1673, janv.]. On ne savait ce qu'il était devenu, et l'on s'inquiétait de la témé-

rité d'un général ordinairement si sage et si réservé, lorsqu'on apprit qu'il avait forcé Frédéric-Guillaume et Montécuculli à se séparer; que le premier, réfugié à Berlin, mécontent des Hollandais dont il n'avait pas reçu de subsides, et des Impériaux qui l'avaient mal secondé, abandonnait leur alliance et signait un traité de neutralité avec la France [10 avril]. Le maréchal, non satisfait d'un si beau succès, se tourna alors contre les troupes impériales, qui s'étaient retirées en Franconie : il les battit, et les força à se jeter dans la Bohême; puis il vint s'établir à Wetzlar, d'où il pouvait surveiller à la fois le Rhin, la Westphalie et la Franconie.

Pendant cette belle campagne, le prince d'Orange avait essayé de couper le duc de Luxembourg de ses communications avec la France et de se joindre à l'électeur de Brandebourg sur le Rhin; il se porta sur la Meuse, menaça Maseyck, passa le fleuve et arriva sur la Roër : là, apprenant la retraite de l'électeur en Westphalie [1672, nov.], il se dirigea au sud-ouest, se renforça de dix mille Espagnols et vint assiéger Charleroy. Mais cette place fit une vigoureuse résistance [15 déc.]; et pendant ce temps, Luxembourg, profitant d'une gelée subite, envahit la Hollande par les canaux, devenus des routes solides. Le prince leva le siége de Charleroy; Luxembourg, après avoir menacé Amsterdam, faillit périr avec toute son armée par un dégel subit, et il ne revint à Utrecht que par une digue de quelques pieds de large, au milieu des plus grands dangers.

L'inondation continuait à faire obstacle aux progrès des Français. Au printemps suivant, le roi voulut assurer sa base d'opérations sur la Meuse; il réunit trente mille hommes à Courtrai [1673, 15 mai], menaça à la fois Gand et Bruxelles, et tourna tout à coup sur Maëstricht. La place était très-forte et avait huit mille hommes de garnison; mais Vauban fit des prodiges de science; le roi déploya cette vigilance, ce soin des détails, cette persévérance, qui étaient le fond de son talent, et Maëstricht capitula au bout de treize jours [1] [29 juin]. On voulait faire de cette place le pivot de toutes les opérations;

(1) « Le roi se montra vigilant, exact et laborieux; mais les excessives précautions que le faux zèle de Louvois lui fit prendre pour la sûreté de sa personne et qu'il souffrit, ne firent pas un fort bon effet chez une nation qui fait gloire non seulement de braver, mais de rechercher les périls. » (Mém. de La Fare, p. 153.)

mais les Hollandais lâchèrent les écluses de la Basse-Meuse, et l'on dut diriger la plus grande partie des troupes sur le Rhin, où la France était menacée de nouveaux dangers.

§ VI. COALITION CONTRE LA FRANCE. — CAMPAGNE DE 1673. — NEUTRALITÉ DE L'ANGLETERRE. — Le prince d'Orange était parvenu à tourner contre Louis XIV les craintes qu'inspirait jadis à l'Europe la maison d'Autriche; et une ligue fut conclue à la Haye [30 août] entre l'empereur, le roi catholique et les Provinces-Unies, ligue qui changeait tous les rapports diplomatiques et le système d'équilibre établi par les traités de Westphalie et des Pyrénées, bien qu'elle fût faite, disait-on, pour le maintien de ces traités. Les marchands hollandais défoncèrent leurs tonnes d'or pour avoir des soldats; et le roi de Danemarck, le duc de Lorraine, l'électeur de Saxe entrèrent dans la coalition.

A cette nouvelle, Turenne fut dirigé sur le Rhin avec trente mille hommes; le duc d'Orléans pénétra dans la Belgique avec vingt mille; Condé fut opposé au prince d'Orange sur la basse Meuse avec quinze mille. Trente mille Impériaux étaient partis de la Bohême sous le commandement de Montécuculli ; ils se grossirent des troupes du duc de Lorraine, de l'électeur de Saxe et du cercle de Franconie, et s'avancèrent vers Nuremberg; leur intention était de se diriger sur le Bas-Rhin pour se joindre au prince d'Orange qui, à cette époque, échappait à Condé avec 35,000 hommes, passait la Meuse à Venloo et s'avançait dans le duché de Juliers. Turenne se rendit maître de tous les passages du Mein et offrit la bataille à Montécuculli ; mais celui-ci, ayant acheté le pont de Wurtzbourg à l'évêque de cette ville, passa le Mein, et feignit de menacer l'Alsace, ce qui força Turenne à rétrograder sur Philipsbourg ; puis il marcha sur Coblentz, dont l'électeur de Trèves lui livra les ponts, et se joignit au prince d'Orange. Cette jonction équivalait pour la France à une grande défaite. Les alliés se portèrent aussitôt sur Bonn, ville de l'électorat de Cologne, qui assurait les communications des Français avec leurs conquêtes de Hollande. Turenne, qui était accouru de Philipsbourg sur Trèves pour essayer de défendre la Moselle et d'empêcher la jonction, arriva trop tard [1673, 7 nov.] ; il ne put secourir Bonn, et recula sur la Sarre pour couvrir la Lorraine ; les alliés se répandirent dans le duché de Juliers, et dominèrent sur les deux rives du Rhin. Alors les électeurs palatin,

de Trèves et de Mayence entrèrent dans la coalition; l'électeur de Cologne et l'évêque de Munster, voyant leurs états envahis, furent obligés de faire la paix; l'électeur de Brandebourg se disposa à rompre sa neutralité; enfin la France n'eut plus un allié dans cette Germanie qu'elle remuait à sa volonté depuis cinquante ans.

Cependant il manquait un membre indispensable à la coalition : c'était l'Angleterrre, qui supportait sans fruit tout le fardeau de la guerre maritime. Deux batailles navales avaient été livrées, l'une [7 juin 1673] sur les côtes de Flandre, l'autre [21 août] dans le Texel, toutes deux indécises, mais qui n'en ruinaient pas moins la marine anglaise au profit de sa rivale et pour servir la grandeur de Louis XIV. Aussi il n'y avait nul accord entre les flottes alliées; et après la bataille du Texel, les Anglais se plaignirent de la faible assistance que les Français leur avaient donnée, et leur amiral dit que « M. d'Estrées ne se serait pas comporté si lâchement s'il n'en avait reçu des ordres secrets de son maître. » Le parlement, excité secrètement par le prince d'Orange, soupçonnait les desseins de Charles II et lui reprochait son asservissement à la France : il rendit le bill du *test*, qui forçait tout officier public à recevoir la communion selon les rites de l'église anglicane, et à la suite duquel tous les catholiques abandonnèrent leurs emplois, et le duc d'York le commandement de la flotte; enfin il refusa tout subside pour la guerre de Hollande. Son animosité devint telle que, d'après le conseil même de Louis XIV, Charles, ajournant indéfiniment ses projets, fit la paix avec les Provinces-Unies [1674, 19 févr.]; il se contenta de servir par sa neutralité son allié secret, dont il continua à recevoir les subsides.

Il ne resta alors qu'un allié à la France : c'était la Suède, qui voyait s'élever dans le Brandebourg une puissance rivale, et qui voulait reprendre toute son influence en Allemagne; mais la France et la Suède ne se trouvaient plus dans la même position que dans la guerre de Trente-Ans; elles étaient éloignées l'une de l'autre, sans allié intermédiaire, et leurs efforts ne pouvaient qu'être isolés. Ainsi Louis XIV se trouva menacé par presque toute l'Europe. La guerre changea entièrement de face : il n'était plus question de restaurer le catholicisme en Hollande, encore moins en Angleterre; c'était la vieille lutte de l'Autriche et de la France qui se renouvelait, mais avec un changement

tre les deux protecteurs étrangers qu'ils s'étaient don- le traité de Westphalie, les rois de France et de Suède.

. CAMPAGNE DE TURENNE EN ALSACE. — BATAILLES DE SINT- D'ENSHEIM ET DE TURKHEIM. — Louis XIV déploya une activité pour résister à tant d'ennemis. La position avan- Français étant menacée de tous côtés, on recula, on les provinces conquises pour reprendre la ligne de que à Namur ; on abandonna cinquante places après les nçonnées cruellement, et l'on ne conserva que Maës- t Grave. Le théâtre de la guerre se trouva changé : il rté sur la frontière de France, et il s'agissait, non plus quérir la Hollande, mais de sauver les conquêtes qui été légitimées par les traités de Westphalie, des Pyré- d'Aix-la-Chapelle.

alliés avaient formé deux grandes armées : la première, prince d'Orange, composée de Hollandais et d'Espagnols, rte de quatre-vingt mille hommes et devait envahir le t : on lui opposa Condé avec quarante mille combattants. xième, formée des troupes de l'empereur et des princes nagne, devait être portée à soixante mille hommes ; mais en avait encore que douze mille réunis dans la Forêt- sous le comte de Caprara ; elle était destinée à envahir e : on lui opposa Turenne avec vingt mille hommes. En une armée espagnole devait envahir le Roussillon ; on posa Schomberg avec dix mille hommes.

dant que Condé tenait tête, en Belgique, au prince d'O-

dre des dédommagements pour la Hollande qu'on avait évacuée et c'était l'Espagne qui devait payer les frais de la guerre.

Le duc de Lorraine essaya vainement de secourir la Franche-Comté en menaçant l'Alsace et en cherchant à passer le Rhin par les villes forestières ; Turenne l'ayant forcé de reculer sur la Kintzig, il se réunit à Caprara, et tous deux se mirent en marche vers le Necker pour joindre dix mille hommes, amenés par Bournonville, et qui devaient être suivis de vingt-cinq mille de l'armée des cercles et de trente mille de l'électeur de Brandebourg. Turenne avait envoyé la moitié de sa petite armée à Condé, qui résistait avec peine aux forces très-supérieures de Guillaume ; avec les dix mille hommes qui lui restaient il voulut, aussitôt que la Comté fut conquise, empêcher la jonction des divers corps allemands. Il passa le Rhin [14 juin] à Philipsbourg, et atteignit les Allemands [16 juin] à Sintzheim sur l'Eslatz ; il les battit complétement, leur tua deux mille hommes et les força de traverser le Necker en désordre. Puis il repassa le Rhin pour recueillir des renforts qui portèrent son armée à seize mille hommes, rentra dans le Palatinat et arriva subitement sur le Necker. Bournonville avait rejoint le duc de Lorraine et Caprara; il avait fortifié les bords du Necker et s'était posté à Ladembourg ; mais, à l'approche de Turenne, les Impériaux abandonnèrent leurs positions [5 juillet], s'enfuirent à la débandade vers Francfort, et ne se crurent en sûreté que derrière le Mein. Le Palatinat se trouva ainsi abandonné aux Français. Turenne voulut empêcher l'ennemi de revenir dans cette province, punir les habitants qui avaient massacré quelques-uns de ses soldats, obéir aux ordres de la cour, qui, irritée de la défection du Palatin, avait prescrit de ravager ses États. Il livra le pays à la fureur de ses troupes, qui brûlèrent vingt-sept bourgs ou villages. Le maréchal, élevé à l'école suédoise, était plein de vigilance et de soin pour la vie et le bien-être des soldats, qui ne l'appelaient que leur père ; mais aussi il était très-dur pour les populations, et dans cette campagne, pour faire vivre ses troupes et empêcher l'ennemi d'y subsister, il ne traita pas mieux la Lorraine et l'Alsace que le Palatinat.

Les fuyards de Ladembourg se réunirent à l'armée des cercles, et formèrent avec elle trente-cinq mille hommes. Turenne se hâta de repasser le Rhin et se cantonna entre Landau et Weissembourg. Les Impériaux franchirent le fleuve à Mayence

[1er sept.], remontèrent jusqu'à Philipsbourg et menacèrent à la fois la Lorraine et l'Alsace. On annonçait que l'électeur de Brandebourg accourait pour les joindre avec vingt-cinq mille hommes. La terreur se répandit en France, et le roi ordonna à Turenne d'abandonner l'Alsace pour couvrir la Lorraine. « Je suis persuadé, répondit le maréchal, qu'il vaudroit mieux pour le service de Votre Majesté que je perdisse une bataille que d'abandonner l'Alsace et de repasser les montagnes. Si je le fais, Philipsbourg et Brisach seront bientôt obligées de se rendre; les Impériaux s'empareront de tout le pays depuis Mayence jusqu'à Bâle, et transporteront la guerre d'abord en Franche-Comté, de là en Lorraine, et reviendront ravager la Champagne. Si je m'en allois de moi-même, je ferois ce qu'ils auront peut-être de la peine à me faire faire. Quand on a un nombre raisonnable de troupes, on ne quitte pas un pays, encore que l'ennemi en ait beaucoup davantage. Je connois la force des troupes impériales, les généraux qui les commandent, le pays où je suis; je prends tout sur moi [1]. »

Il reçut des renforts qui portèrent son armée à vingt-deux mille hommes, et se posta sur la Lauter, au pied des Vosges. L'ennemi, n'osant l'attaquer de front, résolut de le tourner en repassant le Rhin et en allant chercher le pont de Strasbourg. Turenne comptait sur cette ville, dont la neutralité avait été respectée pendant toute la guerre de Trente-Ans, et qui lui avait juré de se défendre. Cependant les bourgeois vendirent le passage; et les Impériaux, pénétrant en Alsace, se cantonnèrent sur l'Ill, en attendant l'arrivée de l'armée de Brandebourg. Turenne, trompé par la défection de Strasbourg, décampa à la hâte; mais, loin de repasser les Vosges, il courut aux ennemis pour essayer de les rejeter au delà du Rhin avant la jonction de l'électeur, et il les trouva retranchés à Ensheim, sur le Brusche [4 oct.]. Malgré l'infériorité du nombre, et quoique ses troupes eussent fait une marche forcée de quarante heures, il les attaqua, les battit, leur fit perdre sept mille hommes tués ou prisonniers, et les força de reculer sous le canon de Strasbourg. Mais alors l'électeur arriva avec vingt-cinq à trente mille hommes, ce qui porta l'armée ennemie à soixante mille combattants. Turenne se mit lentement en retraite sur Saverne.

(1) Vie de Turenne, t. II, p. 232.

La cour, épouvantée, lui envoya un renfort de quatre mille cavaliers de l'arrière-ban; mais il le refusa, à cause de l'indiscipline et de l'ignorance de ces gentillâtres, que les ordres du roi avaient tirés forcément de leurs campagnes; il laissa même en Lorraine huit mille hommes de bonne cavalerie que Condé lui envoyait de l'armée de Flandre. Il n'avait de confiance que dans ses vingt mille vieux soldats, troupe intelligente, mobile, rompue aux fatigues, pleine de dévouement et d'admiration pour son général. Après avoir écrit au roi une lettre dans laquelle il lui détaillait tout ce que les ennemis allaient faire, tout ce qu'il ferait lui-même, enfin les événements du reste de la campagne, à jour précis, à point nommé, comme s'il eût pu lire dans l'avenir, il s'établit à Dettweiler, sur le Zorn, dans un camp choisi depuis longtemps par lui, d'où il pouvait protéger à la fois Haguenau et Saverne, couvrir les défilés des Vosges, appeler à lui ses renforts de cavalerie, enfin rendre inutiles tous les mouvements de l'ennemi. L'armée allemande, composée en partie de mauvaises milices, partagée entre plusieurs chefs, sans élan et sans ensemble, essaya vainement de le débusquer de sa position [20 oct. au 20 nov.]: après un mois d'efforts, et l'hiver étant venu, elle se replia derrière l'Ill et se dispersa dans les places de cette rivière, depuis Strasbourg jusqu'à Altkirch. Le projet de l'électeur était, au printemps suivant, de pénétrer dans la Comté, où il avait des intelligences, et qui était très-mécontente de la perte de ses libertés, et, après l'avoir conquise, de s'avancer, par la Lorraine, dans la Champagne, où il devait donner la main au prince d'Orange. Aussitôt que l'ennemi se fut mis en retraite, Turenne abandonna son camp; et comme s'il désespérait de pouvoir sauver l'Alsace, il fit filer ses troupes, à travers les Vosges, dans la Lorraine pour y prendre ses quartiers d'hiver. La sécurité des alliés s'en trouva augmentée: la campagne semblait terminée, le maréchal vaincu, l'Alsace perdue pour la France.

Ce n'était pas là le compte du grand capitaine: « Il ne faut pas, disait-il au marquis de La Fare, il ne faut pas qu'il y ait un homme de guerre en repos en France tant qu'il y aura un Allemand en deçà du Rhin, en Alsace [1]. » Le 5 décembre, par un froid de dix degrés, et pendant que l'ennemi, la cour, ses

[1] Mém. de La Fare, p. 203.

tes, mais où l'on pouvait réunir toute l'armée en vingt-heures. On marche ainsi pendant une vingtaine de jours chemins affreux, au milieu de la neige et des monta-ans que l'ennemi s'inquiète de ces mouvements éloignés s d'une confusion apparente; les Français eux-mêmes ncent à murmurer de leurs fatigues, dont ils ne voient out, lorsqu'ils se trouvent rassemblés à l'extrémité méri- de l'Alsace, à Béfort, dans un point éminemment re-ble comme lieu de partage des eaux de la France dans les mers, à l'endroit où les Vosges se terminent, où le mmence (¹). On se trouvait là sur l'extrême gauche des rs ennemis, qu'on allait attaquer, non de face, en ligne erts par l'Ill, mais de flanc, isolément et par les deux le la rivière, en les coupant de la Comté, en les culbu-n sur l'autre, en les rejetant, soit sur les Vosges, où ils ent mettre bas les armes, soit sur le Rhin, où ils n'avaient issue que Strasbourg. L'ennemi ne s'attendait à rien: rtiers du duc de Lorraine sont enlevés; des bataillons se rendent sans combattre; six mille cavaliers accou-Mulhausen: ils sont culbutés par une avant-garde de cents hommes [20 déc.]; les Impériaux, étourdis de voir nçais au milieu d'eux quand ils les croyaient à cinquante de là, prennent partout la fuite. Turenne continue à dre l'Ill; il arrive à Colmar, et trouve l'électeur, qui, rallié les fuyards à Turkheim, essayait de tenir ferme der-e Fecht [5 janv. 1675]; il le tourne par sa gauche, et le

Paris. Son voyage fut un véritable triomphe; toutes les po lations se portèrent à sa rencontre, et l'admiration fut au co ble lorsque le roi eut rendu publique la lettre que le maréc lui avait écrite de Dettweiler. La campagne d'Alsace, le p beau fleuron de sa couronne, n'était pas seulement un ch d'œuvre d'art militaire, elle avait sauvé la France d'une in sion et consolidé pour jamais nos conquêtes du Rhin. « Les s cès de Turenne ressembloient à son caractère : ils étoient s lides et sans ostentation; ce n'étoient pas des batailles rangé qui souvent ne font que du bruit sans produire aucun ava tage, c'étoient des combats utiles qui sauvoient son pays et la conduite du général ne mettoit rien au hasard [1]. »

§ VIII. BATAILLE DE SENEF. — RÉVOLTE DE MESSINE. — OPÉRA TIONS MARITIMES. — La deuxième armée des alliés échoua, comm la première, dans son invasion par le nord; mais sa défaite loin d'être aussi complète. Condé, ne pouvant résister aux qu tre-vingt mille hommes du prince d'Orange, avait abandon la ligne de la Meuse et s'était replié en avant de la Samb près de Charleroy, dans une bonne position sur le ruisseau Piéton. Guillaume le suivit, cherchant à obtenir par une v toire le passage de la Sambre et l'entrée de la Champagn mais il n'osa attaquer le prince dans sa position, et se mit retraite sur Mons par un chemin coupé de défilés, où ses dif rents corps s'éparpillèrent. Condé se jeta à sa poursuite et teignit son arrière-garde, formée d'Espagnols, dans les bois Senef [1674, 11 août]; il la mit en déroute, et la cavalerie h landaise, qui accourait à l'aide, fut elle-même maltraitée. C tait un beau succès : l'ennemi avait perdu, en tués ou pris niers, près de dix mille hommes; mais Condé, dont l'â n'avait pas amorti la fougue, ne s'en contenta pas et contin sa poursuite. Au bruit du combat, Guillaume s'était arrêté avait rallié son armée et pris position à Fay, derrière des h et des marais dominés par des hauteurs. Condé ne voulut p lui donner le temps de s'établir; et à mesure que son inf terie arrivait toute essoufflée, il la lança sur la position formi ble de l'ennemi, défendue par plus de soixante mille homm Il s'engagea ainsi une multitude de combats très-meurtrier entièrement infructueux. Condé y déploya vainement sa b

(1) Hénault, Abrégé chronologique, p. 611.

(¹). » Le lendemain, les deux armées se séparèrent, lais-
hacune sept à huit mille morts sur le champ de bataille.
nce d'Orange marcha sur Oudenarde et l'assiégea ; Condé
it et le força d'abandonner la place. Alors Guillaume se
contre Grave, et, après trois mois d'efforts, força cette
se rendre. Ce fut tout le fruit d'une campagne qui de-
nduire les alliés jusqu'à Paris, et que fit échouer la ba-
ndécise de Senef.

vasion du midi n'eut pas plus de succès que celles du
t du levant. Les Espagnols, après avoir pris Bellegarde,
battus par Schomberg ; et la cour de Madrid fut obligée
soudre cette armée pour envoyer des troupes en Sicile,
e révolte venait d'éclater.

sine, impatiente du joug espagnol, avait chassé sa garnison
ait mise sous la protection de la France. L'Espagne envoya
oupes contre cette ville et chercha à la réduire par la fa-
Une escadre française de six vaisseaux, commandée par le
lier de Valbelle, força l'entrée du port, qui était défendue
arante-deux bâtiments espagnols [2 janv. 1675] et apporta
cours dans la place ; elle fut suivie par une flotte que
andait Du Quesne, grand homme de mer, qui avait com-
é sa carrière comme corsaire, et qui devait son avance-
à la protection éclairée de Colbert (²). Cette flotte jeta dans
ne le duc de Vivonne, nommé vice-roi de Sicile, avec une
armée.

re marine parut dans l'Océan avec moins d'éclat ; mais

insulta les bouches de la Loire et de la Gironde ; mais ell
effectuer la descente qu'elle avait projetée.

En résumé, la campagne de 1674 était la plus glorieu
la France eût jamais faite : partout, avec des forces trè
rieures, elle avait été victorieuse ; trois invasions avai
repoussées ; une belle province, qui assurait notre fr
orientale, était conquise ; enfin on avait, sans alliés, r
la moitié de l'Europe.

§ IX. Campagne de 1675. — Mort de Turenne. — B
d'Altenheim. — La France redoubla d'efforts pour la can
de 1675. L'armée du Nord fut portée à soixante-dix
hommes, et le roi en vint prendre le commandement : o
para de Liége, de Dinant et de Limbourg, malgré le
d'Orange ; et l'on se disposait, au moyen de Maëstr
prendre à revers la Hollande, lorsque les événement
frontière du Rhin forcèrent les Français à la retraite.

Les Suédois, ayant envahi le Brandebourg, avaient fo
lecteur à retirer ses soldats de la Souabe ; mais les trou
l'empereur et de l'empire formaient encore deux armées
sous le commandement de Montécuculli et forte de vin
mille hommes, était opposée à Turenne ; l'autre, sous l
mandement du duc de Lorraine et forte de vingt
hommes, devait pénétrer, par la Moselle, dans la Lorr
celle-ci avait été opposé le corps du maréchal de Créqu
devait servir d'intermédiaire à l'armée du Nord et à celle d

Montécuculli, dans le dessein de reporter la guerre en
menaçait le pont de Strasbourg. Turenne se posta au
cette ville pour la contraindre à garder la neutralité ;
passa le Rhin à Altenheim [1675, 8 juin] sur un pont
teaux, et s'établit sur la Kintzig ; il coupa ainsi la ro
Strasbourg à son ennemi, qui essaya vainement de le déb
et fut forcé de reculer sur la Renchen. Pendant six sem
les deux généraux luttèrent d'habileté sur un terrain de q
lieues carrées, où il n'y eut pas un ravin ou un r
inutile. « Ce fut, dit Folard, le chef-d'œuvre de Tur
de Montécuculli. » A la fin le premier força son adver
évacuer ses positions sur la Renchen et à se replie
Saltzbach, dans un endroit difficile, où Montécuculli étai
ou de recevoir la bataille ou de se jeter dans la Forêt
Les deux armées étaient d'égale force ; mais les França

traient la plus vive ardeur, et Turenne, ordinairement si calme et si réservé, ne cachait pas sa joie en se voyant sur le point de recueillir les fruits de cette pénible campagne. « Je les tiens, disait-il; ils ne m'échapperont plus. » Mais comme l'ennemi faisait un dernier mouvement, il s'avança pour l'observer, et, en examinant la position d'une batterie, il fut atteint par un boulet perdu, qui emporta en même temps le bras du général d'artillerie Saint-Hilaire [27 juillet]. Le fils de Saint-Hilaire se jeta tout éperdu sur son père : « Ce n'est pas moi qu'il faut pleurer, dit ce brave officier, c'est cet homme dont la perte est irréparable [1]. » « Ainsi finit, au comble de sa gloire, dit le marquis La Fare, non-seulement le plus grand homme de guerre de ce siècle et de plusieurs autres, mais aussi le plus homme de bien, le meilleur citoyen, et celui qui m'a paru le plus approcher de la perfection [2]. » « C'étoit un homme, dit Montécuculli, qui faisoit honneur à l'homme. » Turenne avait soixante-quatre ans. Sa mort fut une calamité publique : « Jamais un homme n'a été regretté si sincèrement; tout le peuple étoit dans le trouble et dans l'émotion [3]; » à la cour, à Paris, dans les campagnes voisines du théâtre de la guerre, on s'embrassait en pleurant et avec terreur. Louis XIV, qui avait toujours eu pour lui une confiance mêlée de vénération, honora les tombeaux de ses aïeux en faisant enterrer à Saint-Denis le plus grand capitaine qu'ait eu la France monarchique.

A la nouvelle de la mort de « leur père, » les soldats, pleins de douleur et d'épouvante, ne songèrent plus qu'à la retraite; et Montécuculli, dont les bagages filaient déjà vers Bade, reprit l'offensive. Les Français se dirigèrent en désordre sur le pont d'Altenheim, sous la conduite des comtes de Lorges et de Vaubrun; et leur avant-garde traversait le pont lorsqu'ils furent attaqués par les Impériaux [2 août] : ils firent volte-face, repoussèrent l'ennemi après un combat violent où Vaubrun fut tué, et repassèrent le Rhin en détruisant le pont. Alors Montécuculli se porta sur Strasbourg, qui livra encore passage; il pénétra en Alsace et assiégea Saverne et Haguenau. En même temps le duc de Lorraine, trouvant l'occasion qu'il attendait,

(1) La Fare, p. 220. — Saint-Hilaire était le fils d'un savetier de Nérac.
(2) Id., ibid.
(3) Lettres de madame de Sévigné, lettre 382.

se porta avec vingt mille hommes dans l'électorat de Trèves, et assiégea cette ville. Créquy, général brillant et téméraire, se jeta au-devant de lui avec douze mille hommes et lui livra bataille à Consarbruck : il fut défait complétement [11 août], se retira dans Trèves et s'y défendit avec héroïsme. La garnison le trahit et livra la ville à l'ennemi : il fut fait prisonnier [6 sept.].

L'invasion de l'Alsace et la défaite de Consarbruck forcèrent l'armée des Pays-Bas à se retirer sur la Sambre et à rester sur la défensive. Condé alla prendre le commandement de l'armée du Rhin, qui, désespérée de la mort de son général, repassait les Vosges. Inférieur en forces à son adversaire, il s'inspira des idées de Turenne, avec l'ombre duquel, disait-il, il aurait voulu converser : il fit lever le siége de Saverne et de Haguenau, évita toute bataille, et se conduisit avec tant de sagesse et de vigueur qu'il força l'ennemi à évacuer l'Alsace et à se retirer sur Spire. Condé couronna dignement par cette belle campagne sa glorieuse carrière : accablé d'infirmités, il se retira à Chantilly et y mourut onze ans après.

§ X. Campagne de 1676. — Batailles navales de Stromboli, d'Agosta et de Palerme. — Louis XIV, privé du génie de Turenne et de Condé, maintint avec peine sa supériorité. Les deux grands capitaines avaient laissé de brillants élèves dans Luxembourg, Schomberg, Créquy ; l'administration n'avait pas cessé d'être habilement dirigée par Louvois ; Vauban continuait à prendre et fortifier des places ; mais la guerre fut conduite d'après la vieille routine et se traîna en siéges continuels et en marches infructueuses. Quoiqu'on agît avec de grandes masses d'hommes, on ne fit pas d'entreprises décisives, on n'essaya pas d'en finir d'un coup avec l'ennemi : une seule ville prise suffisait à une campagne. On oublia les exemples de Turenne et ce précepte qu'il donnait à Condé : « Quand on est maître de la campagne, les villages valent des places ; mais on met son honneur à prendre une ville forte bien plus qu'à songer aux moyens de conquérir une province. » La guerre de siéges, guerre toujours sûre avec un homme comme Vauban, était celle qu'affectionnait Louis XIV. Chaque année, il venait, avec une cour pompeuse, passer deux ou trois mois sous la tente ; tout avait été préparé pour lui faire prendre une ville ; la ville une fois prise, il retournait à Versailles, couvert d'adulations par ses maîtresses, ses poëtes, ses courtisans.

Dans la campagne de 1676, le roi, avec une armée de cinquante mille hommes, prit Condé et assiégea Bouchain. Le prince d'Orange marcha à la délivrance de cette dernière place avec quarante mille hommes, et l'on s'attendait à une bataille où l'avantage paraissait assuré aux Français; mais Louis, qui craignait d'exposer sa gloire à un revers, se contenta de prendre la ville et s'en retourna à Versailles, laissant le commandement à Schomberg. Alors Guillaume assiégea Maëstricht; mais, après six semaines d'efforts, il échoua devant la résistance héroïque du commandant Calvo.

La guerre fut moins heureuse sur le Rhin. Charles V, duc de Lorraine, neveu et successeur de Charles IV, passa le fleuve avec soixante mille Impériaux et entra en Alsace; après plusieurs engagements infructueux, il retourna dans le Palatinat et investit Philipsbourg, qui était défendu par Dufay. Il se couvrit de la Lauter avec tant d'habileté que, malgré les efforts de Luxembourg pour le détourner de ce siége, la ville se rendit, après six mois de blocus et soixante-dix jours de tranchée ouverte [17 sept.]. Ce fut, malgré la glorieuse défense de Dufay, un grave échec : Philipsbourg était la porte du Rhin et le plus beau trophée du traité de Westphalie.

Les hostilités furent insignifiantes dans la Catalogne, où le maréchal de Navailles prit Figuières. Dans le nord, le roi de Suède, déclaré ennemi de l'empire et attaqué par les Danois, l'électeur de Brandebourg et les Hollandais, n'éprouva que des revers : l'électeur lui prit la Poméranie et le duché de Brême, les Danois la Scanie, et les Hollandais battirent sa flotte. Mais les médiocres succès de la France dans les Pays-Bas, ses revers sur le Rhin, les désastres de son unique allié dans le nord, furent compensés par de grandes victoires dans la Méditerranée.

Notre marine s'était formée et accrue avec une rapidité prodigieuse. La noblesse se jetait avec passion dans cette carrière nouvelle de périls, où le roi prodiguait les faveurs et l'avancement; c'était pour les enfants hardis de la Bretagne et de la Provence une voie de richesses; et en quelques années les Français, par des efforts surnaturels, avaient atteints la science des vieux maîtres de la mer. Déjà, dans la guerre des corsaires, guerre qui plaît tant à leur esprit intelligent et audacieux, ils n'avaient point d'égaux; leurs escadres, supérieures par leur mobilité, avaient dispersé déjà les escadres de l'Espagne; leurs

flottes allaient battre, en batailles rangées, les flottes de la Hollande, commandées par le grand Ruyter. La cour de Madrid, pour sauver la Sicile, avait été forcée de recourir à la marine hollandaise, et Ruyter passa dans la Méditerranée avec trente-cinq vaisseaux. Du Quesne était parti de Toulon pour apporter de nouveaux secours à Messine; il rencontra la flotte hollandaise qui voulait lui fermer le détroit, et lui livra bataille près des îles Stromboli. Le combat fut très-acharné, et, de l'aveu de Ruyter, qui fut battu, « les Français y firent des merveilles. » Les Hollandais se retirèrent à Palerme, où ils se joignirent aux Espagnols. Du Quesne se réunit à l'escadre, commandée par d'Almairas, qui défendait Messine, et ravitailla cette ville [1676, 8 janv.]. Les flottes alliées, après avoir vainement tenté de le bloquer, allèrent faire le siége d'Agosta. Du Quesne les suivit et les rencontra par le travers du golfe de Catane [22 avril] : il avait vingt-huit vaisseaux, et Ruyter vingt-neuf. La bataille fut terrible et longtemps douteuse ; enfin l'amiral hollandais ayant été tué, ses vaisseaux, très-maltraités, se retirèrent à Syracuse. Du Quesne vint leur offrir encore la bataille; mais, comme il avait lui-même beaucoup souffert, il attendit des renforts et chercha ensuite les flottes alliées pour assurer l'empire de la Méditerranée à la France par une victoire décisive. Les Espagnols et les Hollandais avaient rassemblé à Palerme vingt-sept vaisseaux, vingt galères et huit brûlots. La flotte française, commandée par Vivonne et Du Quesne, et forte de vingt-huit vaisseaux, de vingt-cinq galères et de neuf brûlots, vint les y attaquer et enfonça leur ligne de bataille au premier choc [2 juin] : la moitié de leurs vaisseaux s'échoua dans le port; des brûlots furent lancés contre eux et y firent un horrible ravage ; vingt-un bâtiments périrent avec cinq mille hommes; le reste fut pris ou dispersé : tout le port de Palerme fut dévasté. Ce fut la victoire navale la plus complète que nos flottes aient jamais gagnée; elle permettait à la France de prendre la domination d'une mer qui semble lui appartenir, où il n'y avait plus maintenant un seul vaisseau espagnol, et d'où il était facile d'exclure à jamais les Anglais et les Hollandais. Mais Louis XIV ne voyait dans l'expédition de Sicile qu'une diversion favorable à la guerre de Flandre; il ne songeait point à prendre une position durable dans la Méditerranée, et il ne sut tirer aucun parti des victoires de Du Quesne. D'ailleurs ces victoires furent

rendues inutiles par les fautes du duc de Vivonne, le plus débauché des seigneurs français [1], qui accabla les Siciliens d'impôts, et se tint renfermé dans Messine. Au reste, comme Louis XIV absorbait vers lui tous les éloges, les victoires d'Agosta et de Palerme firent moins de bruit que la prise d'une bicoque de la Flandre; et pendant que l'Europe s'étonnait du rapide accroissement de la marine française, que l'Angleterre s'en effrayait à tel point que ce fut l'un des motifs qui la firent entrer dans la coalition, elles furent à peines connues en France, et sont encore aujourd'hui privées de popularité.

§ XI. Situation désastreuse de la France. — Congrès de Nimègue. — Malgré toutes ces victoires, on ne voyait pas la fin de la guerre. La France y avait l'avantage, elle y déployait une puissance supérieure à celle des autres États; mais aussi c'était elle qui en souffrait le plus : elle avait sur pied deux cent cinquante mille hommes, et il avait fallu faire des levées extraordinaires de milices, convoquer le ban et l'arrière-ban de la noblesse. Les dépenses de 1674 s'étaient élevées à 93,000,000 [2]; celles de 1676 à 111,000,000. Tous les impôts avaient été augmentés et d'autres inventés, tels que le monopole du tabac, le papier timbré, le contrôle des actes, etc.; on avait fait pour 300,000,000 de créations d'offices, de ventes de domaines et autres affaires ruineuses; enfin l'on fut obligé d'ouvrir des emprunts, au grand regret de Colbert, qui trouvait les ressources du crédit très-dangereuses avec un roi absolu. « Connaissez-vous comme moi, dit-il au président Lamoignon, qui avait fait décider cette mesure, connaissez-vous l'homme à qui nous avons affaire? Vous venez d'ouvrir une plaie que nos petits-fils ne verront pas se refermer [3]! » Le grand ministre voyait avec douleur l'industrie ruinée, les manufactures de luxe fermées, les compagnies de commerce à la charge de l'État, tous ses projets avortés et le chaos revenu dans les finances ; il usait son génie à trouver les moyens de pressurer le peuple, et n'entendait que des malédictions Toutes les classes étaient mécontentes; le passage des troupes avait ruiné les provinces frontières

(1) C'était un frère de madame de Montespan.

(2) Voici quelques articles de ce budget : guerre, 47,000,000; étapes et garnisons, 7,000,000 ; marine, 10,000,000; subsides aux alliés, 9,000,000; maison du roi, 10,000,000; ministres, maréchaux, ambassadeurs, 4,000,000, etc.

(3) Lemontey, Pièces justific. de l'Essai sur la monarchie de Louis XIV, p. 248

la noblesse refusait de venir à l'armée; les Hollandais semaient de l'argent pour exciter des troubles. Des révoltes éclatèrent en Normandie, en Bretagne et en Guyenne; les paysans massacrèrent les collecteurs d'impôts, pillèrent les châteaux, pendirent les seigneurs; il y eut des rassemblements de quinze à vingt mille séditieux, qui ne furent dissipés que par des corps d'armée et à force de supplices [1]. Un seigneur de Rohan conspira pour livrer Quillebeuf aux Hollandais; il fut découvert et périt sur l'échafaud. Les grandes villes eurent part à ces insurrections, et les parlements de Bordeaux et de Rouen, ayant montré de l'indulgence pour les coupables, furent dissous.

Louis XIV désirait la paix. Déjà un congrès avait été ouvert à Cologne en 1673; mais l'empereur l'avait fait rompre, et ce fut avec beaucoup de peine qu'on parvint à s'entendre pour ouvrir un nouveau congrès à Nimègue, sous la médiation de l'Angleterre. L'empereur et les princes d'Allemagne, heureux des subsides que leur payait la Hollande, et fiers de la prise de Philipsbourg, ne désiraient que la continuation de la guerre; mais les Provinces-Unies, qui avaient recouvré tout leur territoire et ne pouvaient rien gagner sur Louis XIV, menaçaient de faire leur paix séparée: les négociations commencèrent. Les ambassadeurs français étaient d'habiles disciples de l'école de Mazarin: c'étaient le maréchal d'Estrades, qui avait été longtemps ambassadeur à Londres; le comte d'Avaux, neveu du négociateur de Munster, et Colbert de Croissy.

§ XII. Campagne de 1677. — Bataille de Cassel. — Campagne de Créquy sur la Moselle et le Rhin. — Louis XIV voulut rendre les négociations décisives par de nouveaux succès; il investit Valenciennes et s'en empara inopinément par la valeur de ses mousquetaires [1677, 17 mars], qui, ayant enlevé d'assaut le premier ouvrage, pénétrèrent en courant jusqu'au corps de la place, et forcèrent la ville à capituler. De là il assiégea et prit Cambrai [4 avril] pendant qu'il faisait investir Saint-Omer par le duc d'Orléans. Le prince d'Orange marcha à la délivrance de cette place. Le duc d'Orléans se porta au-devant de lui et l'attaqua à Cassel [11 avril]; grâce aux dispositions des maréchaux de Luxembourg et d'Humières, il le battit complétement et lui fit perdre sept mille hommes, son artillerie et ses bagages.

(1) Voir les lettres de madame de Sévigné, t. II.

Saint-Omer se rendit, et toute la Flandre fut abandonnée aux armes françaises. Cette belle victoire donna du renom au duc d'Orléans, qui avait montré une valeur et une habileté qu'on n'attendait pas de ses mœurs efféminées. Le roi en fut très-jaloux, et son frère cessa de paraître dans les armées.

La possession de Philipsbourg et de Trèves faisait espérer au duc de Lorraine de rentrer dans ses États. Il passa le Rhin [13 avril] à Strasbourg avec soixante mille hommes, trouva l'Alsace dévastée, et se dirigea sur la Moselle; mais le maréchal de Créquy se mit sur sa piste avec vingt-cinq mille hommes, lui coupa ses convois, lui enleva ses traîneurs, le tint continuellement en échec, et le força, après avoir poussé vainement jusqu'à Metz et tâté toutes les routes de la Lorraine, à se diriger sur la Meuse. Le duc songea alors à se joindre au prince d'Orange, qui, après la bataille de Cassel, avait rétabli son armée et faisait le siége de Charleroy; mais il trouva encore Créquy, qui l'avait devancé sur la Meuse, et qui l'empêcha de franchir cette rivière. Alors, voyant son armée diminuée par des marches continuelles et la famine, il se mit en retraite, repassa la Moselle et la Sarre, toujours harcelé par son ennemi, et rentra par Landau en Alsace, où il devait trouver le prince de Saxe-Eisenach avec l'armée des cercles. Mais Créquy le devança encore avec une rapidité extraordinaire : il était déjà revenu en Alsace, avait franchi le Rhin à Brisach, tourné le prince de Saxe qui s'avançait sur Kehl, et battu ses troupes, qui se jetèrent dans une île du fleuve, où elles furent forcées de capituler. Puis il repassa le Rhin, se porta, près de Strasbourg, au devant du duc de Lorraine, et battit son avant-garde à Kochersberg [7 oct.]. Alors, voyant Strasbourg qui allait encore violer sa neutralité, et ne voulant pas livrer de bataille générale, il trompa le duc sur sa marche, repassa sur la rive droite du Rhin et courut assiéger Fribourg. Le duc de Lorraine franchit le pont de Strasbourg et marcha à la délivrance de cette place; mais il arriva trop tard: la ville venait de se rendre [15 nov.]. Son armée était ruinée, et il en mit les débris en quartiers d'hiver.

Cette brillante campagne, où les Français montrèrent tant de mobilité et où Créquy s'inspira si habilement des idées de Turenne, ruina les espérances des alliés dans l'Est, comme la bataille de Cassel dans le Nord. Au Midi, le maréchal de Navailles

gagna sur les Espagnols la bataille d'Espouilles, près du col de Banols, où il fit perdre à l'ennemi cinq mille hommes. Enfin, sur la mer, le maréchal d'Estrées vengea les insultes faites à nos colonies par les Hollandais, qui avaient pris Cayenne et pillé Saint-Domingue : il reprit Cayenne, battit et brûla la flotte hollandaise devant Tabago [23 mars], et s'empara de cette île [29 décembre].

§ XIII. Dispositions des alliés. — L'Angleterre déclare la guerre a la France. — Campagne de 1678. — Tant de succès ne rendirent pas les alliés plus favorables à la paix. Les deux branches de la maison d'Autriche qui avaient eu si longtemps à combattre la France unie à la moitié de l'Europe, voyant, au contraire, cette moitié de l'Europe unie à elles contre le France, voulaient profiter d'une position si nouvelle pour reprendre tout ce qu'elles avaient perdu depuis trente ans ; elles comptaient que la France s'épuiserait, malgré ses victoires, et qu'il lui faudrait à la fin succomber dans une lutte si inégale. Une seule puissance désirait la paix : c'était la Hollande ; et Louis XIV mettait maintenant tous ses soins à regagner cette alliée qu'il avait voulu détruire, en lui montrant qu'elle soldait les projets ambitieux de la maison d'Autriche. Les États généraux étaient disposés à terminer une guerre dont ils ne pouvaient tirer aucun profit, et qui finirait, si la France était victorieuse, par la conquête de la Belgique ; si la France était vaincue, par la destruction des traités de Westphalie ; alternative également dangereuse pour eux. Mais les États généraux n'étaient plus seuls les maîtres dans les Provinces-Unies : l'attaque de Louis XIV avait élevé dans cette république un homme qui la dominait par l'ascendant de son génie astucieux et persévérant, et qui bâtissait sur l'abaissement de la France les projets les plus ambitieux. Le prince d'Orange, en voyant Louis se faire le représentant du principe catholique, avait saisi avidement le chemin qui lui était ouvert : il voulait se faire le représentant du principe protestant. Il était le sauveur de la Hollande ; il se tenait en correspondance avec les calvinistes français ; enfin il avait des relations intimes avec les membres influents du parlement anglais, qui pensaient déjà à se débarrasser d'une dynastie antipathique aux libertés et à la religion de leur pays. Il savait bien quelle était la cause du peu de succès de la coalition : c'est qu'il manquait à celle-ci l'Angleterre, dont la neutralité

suffisait à la France pour résister à la moitié de l'Europe. Il fallait donc entraîner Charles II dans la guerre.

Le parlement, excité par les menées de Guillaume, déclara au roi qu'il ne lui donnerait de subsides qu'à condition de les employer à la guerre contre la France. Charles II fit un traité secret avec Louis XIV, par lequel les deux souverains se promirent une mutuelle assistance en cas de rébellion dans leurs royaumes respectifs; et le premier reçut du deuxième une pension de 200,000 liv. sterl. qui lui permit de proroger indéfiniment son parlement. Cette mesure ne fit qu'augmenter l'effervescence nationale. Alors, voulant rassurer les Anglais sur ses inclinations papistes, il maria au prince d'Orange sa nièce, fille du duc d'York, princesse protestante, et qui se trouvait, après la mort de son père, l'héritière de la couronne : il espérait ainsi se rendre favorable l'ambitieux Guillaume et le ramener au parti de la paix. C'était une grande faute; Louis fit vainement ses efforts pour en détourner son allié, et il lui retira ses subsides. Charles essaya de se tenir neutre et renouvela l'offre de sa médiation; mais il se trouva bientôt entraîné, par les intrigues de Guillaume et la volonté nationale, dans l'alliance de la Hollande, et forcé de déclarer la guerre à la France [1678, 16 janv.].

La coalition, ainsi renforcée, devenait presque invincible : il fallait que la France concentrât tous ses efforts sur ses frontières et se hâtât de frapper quelque coup décisif. Louis XIV rappela sa flotte de Messine, et abandonna la Sicile aux vengeances des Espagnols; il ordonna à Créquy de prendre l'offensive dans la Souabe; lui-même se porta en Flandre, menaça plusieurs villes, puis tourna tout à coup sur Gand, qu'il attaqua avec vigueur : la place se rendit. En même temps Créquy, passa le Rhin à Brisach. Le duc de Lorraine menaçait de franchir le fleuve à Rhinfeld et d'entrer en Alsace par Bâle, il fut battu [6 juillet], se rejeta sur la Kintzig, fut battu encore à Offenbourg [22 juillet], et se retira dans le Palatinat. Son adversaire, aussi actif que l'année précédente, prit Kehl, brûla le pont de Strasbourg et ravagea le territoire de cette ville ; puis il marcha sur la Lauter et ruina tous les desseins des Impériaux sur l'Alsace.

§ XIV. Paix de Nimègue. — Le parlement anglais avait donné de l'argent et des vaisseaux à Charles II pour faire la guerre ; mais celui-ci, ayant obtenu de Louis XIV le rétablissement de

sa pension, avait ordonné à sa flotte de rester dans l'inaction. Alors les Hollandais se décidèrent à traiter avec la France, sous la condition qu'on leur rendrait Maëstricht, seule ville qu'ils n'eussent pas reconquise. Les négociateurs français déployèrent la plus grande habileté pour arriver à ce traité séparé, qui forçait les alliés à la paix en leur fermant la source des subsides, et il fut signé [11 août] au moment où le prince d'Orange et l'empereur croyaient avoir fait rompre les négociations. Guillaume en fut désespéré, et il essaya de le rendre inutile en attaquant, quatre jours après la signature, le camp de Luxembourg, qui était en pleine sécurité à Saint-Denis, près de Mons. Les Français furent d'abord surpris et enfoncés; puis ils repoussèrent les assaillants avec fureur et leur firent perdre trois mille hommes. Ce fut tout le fruit que le prince d'Orange tira de cette violation abominable de toutes les lois de l'humanité. Le traité fut maintenu, et tous les alliés de la Hollande firent successivement la paix.

L'Espagne, qui avait usé, dans cette guerre, ses dernières ressources, céda la première [17 septembre] : elle renonça à la Franche-Comté, à Valenciennes, Condé, Bouchain, Maubeuge, Cambrai, Aire, Saint-Omer, Ypres, Poperingue, Bailleul, Cassel. On lui rendit Charleroy, Ath, Oudenarde, Courtrai, Limbourg et Gand.

L'empereur essaya de continuer les hostilités; mais, alarmé d'une insurrection des Hongrois, menacé de la guerre par les Turcs, inquiet des intelligences de Louis XIV avec les uns et les autres, il signa la paix [1679, 5 févr.]. Le traité de Westphalie fut rétabli dans tous et chacun de ses points, à l'exception de Philipsbourg, qui fut échangé contre Fribourg. Le duc de Lorraine dut rentrer dans ses États sous les conditions déjà proposées en 1659; mais il refusa, et son duché continua à être occupé par les Français.

Tous les princes allemands firent successivement la paix, à l'exception de l'électeur de Brandebourg, qui voulait conserver les conquêtes sur la Suède. Mais Créquy, avec trente mille hommes, s'empara de ses provinces du Rhin, envahit la Westphalie, passa le Weser, et allait arriver sur l'Elbe, lorsque l'électeur, effrayé, consentit, par le traité de Saint-Germain, à rendre aux Suédois tout ce qu'il avait enlevé sur eux [29 juin]. Il en fut de même du roi de Danemarck, qui, sur les menaces

XIV, signa la paix à Fontainebleau [2 sept.], et ce
nina la série des négociations commencées à Ni-

ce sortait victorieuse d'une guerre injuste : seule
s, elle avait vaincu l'Europe ; jamais sa gloire mili-
it été plus éclatante, et sa diplomatie venait de cou-
gnement l'œuvre de Turenne, de Vauban et de Du
lle avait dominé à Nimègue comme à Munster, comme
iées ; elle avait forcé ses ennemis à mettre bas les
1 après l'autre ; elle avait combattu jusqu'à ce que
e allié eût satisfaction entière ; elle avait fait payer à
e ennemie les frais de la guerre ; elle avait imposé
iateurs de Nimègue, comme signe de sa supériorité
ice, sa langue, si précise et si méthodique, qui n'a
lepuis d'être la langue de la diplomatie. Sa prépon-
ondée sur le sentiment de sa force, était décisive ; son
ient de territoire n'était rien auprès de la puissance
qu'elle avait acquise ; dominatrice de l'Europe par les
langue, la civilisation, elle semblait remplacer les
aîtres du monde.

CHAPITRE IV.

on de l'édit de Nantes. — Ligue d'Augsbourg. — 1678 à 1688.

IERS SIGNES DE DÉCADENCE DE LOUIS XIV. — VERSAILLES.
: NOUVELLE DANS LES ARTS ET LES LETTRES. — BOSSUET
:. — Louis XIV était parvenu à l'apogée de sa gran-
irope était devant lui pleine de crainte, la France
on ; Paris lui bâtissait des arcs de triomphe et lui
e nom de *Grand* ; sa cour le traitait en demi-dieu :
prêtres, magistrats, ne l'abordaient qu'avec des adu-
lâtriques, qu'avec des transports d'enthousiasme si
, si unanimes, que l'esprit de l'homme le plus ver-
urait été ébloui. Pélisson l'appelait « un miracle vi-
était le Jupiter, l'Hercule, l'Alexandre, dont Lebrun
othéose dans les galeries de Versailles ; le duc de La
lui dressa une statue sur la place des Victoires : « il
guration en faisant trois tours à cheval autour d'elle,
régiment des gardes, avec toutes les prosternations

que les païens faisoient autrefois devant les statues de leurs empereurs (1). » L'adoration pour sa personne gagna jusqu'au roi lui-même, qui chantait avec des pleurs d'attendrissement les hymmes composés à sa louange par Quinault. Pour se maintenir dans ces nuages, continuer le prestige, tenir toujours éveillée l'admiration, la royauté allait chercher par la crainte le maintien de cette supériorité qu'elle devait moins à la force qu'à l'opinion ; pour achever son œuvre d'unité, elle allait se jeter dans la persécution religieuse, et s'enfoncer désastreusement dans la politique catholique ; pour trouver des ressources, elle allait épuiser cette nation, qui donne tant à ses maîtres que ceux-ci s'égarent toujours sur ce qu'ils peuvent tirer d'elle. Louis le Grand entrait déjà dans son époque de décadence : « son autorité étoit parvenue à un tel excès qu'elle étoit devenue à charge à elle-même (2). » Sa grandeur ne fut plus que de la morgue ; sa dignité, le goût de puériles représentations ; sa magnificence, des prodigalités ruineuses. « Imitateur des rois d'Asie, dit La Fare, le seul esclavage lui plut ; il négligea le mérite ; ses ministres ne songèrent plus à lui dire la vérité, mais à le flatter et à lui plaire. Il rapporta tout à sa personne ; rien ne se fit par rapport au bien de l'État ; son fils fut élevé dans une dépendance servile ; il ne le forma pas aux affaires ; il ne donna sa confiance à aucun de ses généraux, et n'eut pas d'égards à leurs talents, mais à leur soumission. D'un autre côté, à la place des ministres habiles qu'il avoit, il adopta les enfants, jeunes, mal élevés, suffisants et corrompus par la fortune (3). »

Toutes les entreprises commencées pour la prospérité et la civilisation de la France se continuaient ; mais on négligeait celles qui n'étaient qu'utiles sans être brillantes, et les autres prenaient un caractère moins grand que fastueux. Paris s'embellissait ; mais, au lieu d'achever le Louvre, selon le conseil de Colbert, Louis, qui n'aimait pas la ville des barricades, aux rues sales et populeuses, bâtissait son Versailles, temple de la royauté absolue, qui devait, avant que le temps eût noirci ses marbres, en être le tombeau. Versailles s'achevait ; mais on s'effrayait des trésors dépensés pour ces palais immenses, ces jardins ma-

(1) Choisy, p. 303.
(2) La Fare, p. 118.
(3) Id., p. 255.

gnifiques, ces eaux venues à force d'art, toute cette nature vaincue; et à Versailles allait succéder le fastueux et inutile Marly. L'activité d'esprit des Français continuait à se porter vers les jouissances paisibles de l'imagination et de la pensée : sous un gouvernement ferme et régulier, avec la liberté civile et l'augmentation des richesses, les beaux-arts jetaient toujours le plus vif éclat, mais la littérature ne semblait plus qu'un hymne à la royauté. La période des écrivains et des artistes, qu'on pourrait appeler l'école de Richelieu, disparaissait, comme avait déjà disparu celle des grands généraux, des grands hommes d'État : Pascal, Corneille, Lesueur, etc., étaient morts. A ces esprits hardis, originaux, empreints d'une sorte d'âpreté et d'indépendance, succédait une période de talents plus brillants et moins libres, sur lesquels le monarque eut l'influence la plus marquée. Lui qui n'aimait en tout, dans sa vie privée et publique, dans ses demeures, dans ses plaisirs, dans la nature même, que l'ordre, l'harmonie, la régularité, l'unité, même au prix de la monotonie et de la froideur; lui qui gardait de la décence, de la mesure, de la dignité, même dans ses amours scandaleuses et les actions ordinaires de la vie [1], contribua à donner à la littérature et aux arts cette majesté, cette noblesse, cette pureté, qui sont si marquées dans les œuvres de Racine et de Lebrun. La gracieuse négligence, la hardiesse naïve de La Fontaine furent inappréciées par le grand roi; mais le froid et correct Boileau donna à la poésie des préceptes tels que Louis les aurait donnés lui-même. Cependant les deux génies les plus éminents du siècle, Bossuet et Molière, appartenaient à l'école de Richelieu et eurent toute la faveur de Louis XIV; mais aussi Bossuet et Molière furent les deux hommes qui, tout en gardant leur caractère original et indépendant, travaillèrent le plus efficacement pour la royauté : ils furent pour le roi des écrivains politiques. Bossuet, vrai patriarche de l'Église de France, fut l'infatigable adversaire des ennemis de l'unité religieuse, combattit pour la royauté même contre le saint-siége, et la présenta à l'adoration universelle, comme un reflet de la divinité et une sorte de providence terrestre. Molière, avec sa gaieté si profonde, sa raison si exquise, acheva l'œuvre de Richelieu en livrant au

[1] « Il conservoit, dit mademoiselle de Scudéry, en jouant au billard, l'air du maître du monde. »

ridicule les vices et les travers de la noblesse. Louis, qui payait dignement les plus hauts services par un mot délicat et un sourire gracieux, qui était si habile à toucher la fibre de l'honneur, récompensa Bossuet en lui confiant l'éducation de son fils unique. Quant à Molière, il vit l'un de ses enfants tenu sur les fonts baptismaux par Louis et la duchesse d'Orléans, et dans cette cour si pompeuse, si régulière, si soumise à l'étiquette la plus rigoureuse, l'immortel histrion fut un jour admis à dîner en tête-à-tête avec le grand roi.

§ II. Situation de la bourgeoisie et de la noblesse. — Maîtresses de Louis XIV. — Avec une monarchie où tout se centralisait dans Louis XIV, sa cour et la capitale, on ne trouvait plus, pour ainsi dire, d'individualités; les classes n'avaient que des séparations peu marquées; les provinces perdaient leur influence et leur caractère : il n'y avait plus que le peuple et le roi. La bourgeoisie avait renoué son alliance avec la royauté; elle y trouvait, plus que jamais, sûreté et protection; elle grandissait de tout l'abaissement des classes privilégiées; elle se trouvait à leur niveau. Les bourgeois enrichissaient la France par leur industrie, l'éclairaient par leurs lumières, et créaient une noblesse d'argent, une noblesse d'intelligence, qui marchait déjà de pair avec la noblesse de naissance; ils étaient dans les intendances, les ambassades, toutes les fonctions administratives; ils siégaient dans les tribunaux, grandis de toute l'action que leur donnait la royauté pour faire trembler les seigneurs devant leurs arrêts; on les voyait même dans les hauts grades de l'armée [1]. Ils prêtaient de l'argent au roi, ils étaient seuls ses ministres; enfin ils tendaient à se confondre avec la noblesse, non pas seulement par la richesse et l'éducation, mais même par la volonté du roi, qui aimait à voir ses ministres roturiers marier leurs enfants dans les plus hautes familles, et former ainsi une noblesse nouvelle [2].

La noblesse, annulée par la force du pouvoir royal, la formation des armées permanentes, l'action de la magistrature et sur

(1) Le maréchal de Catinat était de famille parlementaire. Saint-Hilaire, la Frezelière, Chamarande, et une foule d'autres lieutenants-généraux, étaient des officiers de fortune. Il en était de même de Du Quesne, Jean Bart, Duguay-Trouin, etc.

(2) Les fils de Fouquet, Letellier, Colbert, Louvois, Phelippeaux, Desmarets, sont connus sous les noms de comte de Belle-Isle, marquis de Louvois, marquis de Seignelay, marquis de Barbezieux, comte de Maurepas, comte de Maillebois.

sa résidence à la cour, ne formait plus un corps, mais des
idus ayant des priviléges sans puissance politique; elle avait
nlevée à ses châteaux, mise dans les antichambres royales,
erte d'un lustre d'emprunt, de titres vains et de broderies;
était réduite à servir d'ornement au palais de Versailles et
gée de fonctions inutiles qu'on inventait pour la tenir en
ité. Toujours élégante et brave, mais non plus loyale et
téressée, elle se ruinait dans les fêtes de la cour et cher-
à s'enrichir soit en mariant ses fils à des filles de finan-
ce qu'elle appelait *fumer ses terres*, soit en sollicitant du
s confiscations ou des gains honteux qu'on appelait *af-*
(¹). Toute son humeur querelleuse se portait maintenant sur
estions d'étiquette puérile, dont Louis aimait sérieusement
tails très-complexes, pour grandir les hochets qu'il donnait
courtisans : elle se disputait pour les petites entrées au
du prince, pour l'admission dans ses carrosses, pour un
ret en sa présence; elle briguait avec fureur toutes les di-
s domestiques; elle était glorieuse de tenir le bougeoir au
er du roi. La guerre était le seul champ laissé à son acti-
mais là encore elle se ruinait; là encore elle trouvait l'an-
eté de race subordonnée à l'ancienneté de services; là
re Louvois la pliait à l'obéissance devant les bourgeois de-
s généraux; « et l'on voyoit périr dans les emplois com-
s, dit Saint-Simon, des seigneurs de marque dont le génie
ieur soutiendroit avec gloire le faix des plus grandes af-
de la guerre et de la paix, si la naissance et le mérite n'é-
t pas des exclusions certaines, surtout quand ils sont joints
cœur élevé qui ne peut se frayer un chemin par des bas-
et qui ne connoît que la vérité (²). » Le gouvernement
t plus embarrassé pour apaiser les rébellions de la noblesse,
pour l'occuper et la faire vivre, surtout la noblesse de
nce, indigente et oisive : il l'entassait dans les rangs de
ée; il lui avait bâti les Invalides; il fonda des écoles de

es Mémoires du temps sont remplis du récit de ces affaires : ainsi le comte de
ont parvient à saisir un homme condamné pour concussion à une amende de
écus et qui était en fuite; il demande au roi de lui abandonner cet homme,
tire 40 à 50,000 liv.; un autre tire 30,000 liv. par an d'un droit sur les places
les; un autre, 20,000 liv. par an d'un droit sur les carrosses publics, etc.
Dangeau, Saint-Simon, Lettres de madame de Maintenon, etc.)
aint-Simon, t. IV, p. 460.

cadets pour ses fils et la maison de Saint-Cyr pour ses filles; il créa pour elle l'ordre de Saint-Louis. Ce n'était plus le temps où le roi se glorifiait d'être le premier gentilhomme de son royaume : entre la famille royale et les familles seigneuriales il y avait une distance infranchissable. Louis n'aurait pas souffert un mariage entre les princes de son sang et les filles de ses gentilshommes (1); et il montra l'idée qu'il se faisait de sa nature privilégiée et presque surhumaine dans le scandale de ses amours, et la manière dont il traitait ses enfants naturels.

Le roi, beau, tout-puissant, est marié à une femme presque idiote, avait eu une jeunesse très-désordonnée, et il serait trop long d'énumérer les dames de haut rang qui se trouvèrent heureuses de ses tendresses passagères. Son premier attachement durable fut pour une jeune fille douce, tendre et timide, Louise de La Vallière, qui se laissa séduire plutôt par le jeune homme que par le grand roi, et dont il eut deux enfants. C'est la seule maîtresse royale qui ait laissé un touchant souvenir, parce qu'elle fut sincère dans sa faute comme dans son repentir. Abandonnée de son amant, elle se retira [1670] aux Carmélites, et y vécut trente ans dans la pénitence la plus austère. Ce premier scandale, que l'âge du roi rendait excusable, fut suivi d'un scandale bien plus grand : à la douce La Vallière succéda l'altière Athénaïs de Mortemart, de la première famille du Poitou, et qui était mariée au marquis de Montespan; elle fut pendant quatorze ans, et du vivant de son mari, qu'on exila dans ses terres, la maîtresse déclarée du roi, qui eut d'elle huit enfants. Louis eut l'impudeur de faire légitimer, contre toutes les lois, ces enfants doublement adultérins, de les marier dans sa propre famille, de vouloir enfin leur donner des droits au trône, à défaut de la ligne légitime (2).

(1) Il le fit bien voir lorsque mademoiselle de Montpensier, l'héroïne du combat du faubourg Saint-Antoine, voulut épouser un simple gentilhomme, le comte de Lauzun : il défendit ce mariage, et fit enfermer Lauzun pendant dix ans à Pignerol. Après cela, il permit un mariage secret, mais à la condition que mademoiselle de Montpensier céderait à l'un des bâtards royaux la moitié de ses biens.

(2) Des dix enfants naturels du roi, il n'en vécut que cinq. Une fille de mademoiselle de La Vallière épousa le prince de Conti; la fille aînée de madame de Montespan épousa le duc de Bourbon; sa fille cadette, le duc de Chartres, qui fut régent sous Louis XV. Ses deux fils furent le duc du Maine et le comte de Toulouse. — « Le roi n'auroit jamais pensé à élever si haut ses bâtards sans l'empressement que les deux princes de Condé avoient témoigné pour s'unir à lui par ses sœurs

§ III. — SITUATION DU CLERGÉ. — MORALE RELACHÉE DES JÉSUITES. — NAISSANCE, PROGRÈS ET CONDAMNATION DU JANSÉNISME. — QUES-ION DE LA RÉGALE. — DÉCLARATION DE 1682. — Le clergé ne montra pas une grande vigueur évangélique pour arrêter ces andales; comme le reste de la nation, il se prosternait devant rnı, qui dominait aussi complétement l'Église que l'État; il était urtisan, il briguait des honneurs, il suivait les fêtes de la cour; se rendait impopulaire par sa servilité. Cependant, comme il ait, depuis la fin des guerres civiles, réformé sévèrement sa scipline, comme il avait de bonnes mœurs, des vertus, de la ience, de l'attachement à ses devoirs, enfin comme il comptait ns ses rangs des hommes aussi éminents que Bossuet et Fé-lon, il exerçait une très-grande influence, et fut pour la royauté puissant moyen de gouvernement.

L'opposition s'était retirée dans la controverse religieuse. Ce soin de liberté, qui agite perpétuellement l'esprit humain, était jeté, après les troubles politiques, sur la querelle qui ait tant remué les écoles de la Grèce, que Pélage avait réveillée quatrième siècle, qui avait été le fondement des doctrines thériennes, sur la querelle de la grâce et du libre arbitre: estion subtile et oiseuse par les formes, mais qui fouillait les ystères les plus profonds de notre nature, cet immense désir bonheur et de perfection qui nous possède en face de l'abîme humiliations et de misères qui nous confond. Cette question, nouvelée sous les noms de *jansénisme* et de *molinisme*, préoc-pa les hommes sérieux pendant plus d'un siècle; elle enfanta e multitude d'ouvrages, de troubles obscurs, de persécutions esquines; elle occupa autant Louis XIV que ses guerres et ses gociations; enfin elle eut une influence très-grande, quoique ystérieuse et mal connue, sur la chute de la monarchie.

Les jésuites dominaient l'église de France; mais ils avaient blié les bases de leur institution, leur principe d'obéissance solue, leur dévouement au saint-siége, leur amour de la pau-eté: ils s'étaient faits les auxiliaires les plus zélés du pouvoir yal, même aux dépens de Rome, avec laquelle ils semblaient oir rompu toute dépendance; l'esprit mercantile dominait

mariages... Condé crut effacer par là l'impression que le souvenir du passé ait laissée dans l'esprit du roi; son fils marqua le zèle et la bassesse d'un cou n qui vouloit faire sa fortune. » (Mém. de Caylus, p. 433.)

dans leurs colléges et leurs missions; ils avaient établi dans provinces des maisons de banque et des manufactures; mêlaient de toutes les affaires du monde, et y déployaie goût d'intrigues et de fourberie scandaleux; enfin ils a fait sur les doctrines évangéliques la tentative la plus extr naire, la moins chrétienne et la plus favorable à leur aml Nul ordre ne s'était rendu plus recommandable par la régu de ses mœurs et la sévérité de son régime; et néanmoin suite de leurs idées de christianisme sociable, facile et univ par suite de leur envie d'être toujours indispensables, ils quèrent à la morale la subtilité scolastique, et voulurent biliter la chair aux dépens de l'esprit, faire plier la loi spiri aux exigences du monde, accommoder les devoirs et les gations du catholicisme avec les passions de la vie, les p et les affaires de la société, enfin matérialiser la religio base de ce système singulier d'indulgence était la confianc la bonté infinie de Dieu; ils disaient « que la dévotion est que la vertu n'est point une fâcheuse; ils la faisaient am divertissements et des jeux qui sont la joie de la vie; voulaient pas de ces dévots mélancoliques et tristes, insen à la vie, à la gloire, à l'honneur, aux plaisirs; ils en vou qui fussent d'une humeur douce et chaude, de ce sang qui fait la joie. » Avec ces idées, tout ce que les pères a prêché, austérités, solitude, martyre, devenait inutile au Leurs docteurs, qui pourtant étaient des hommes pieux e ples, s'égarèrent dans ce système, jusqu'à émettre des id mollesse voisines de l'immoralité; ils trouvèrent pour to péchés des pardons; ils excusèrent la richesse, le duel, l tère, le faux serment; la morale évangélique se fondit entre mains.

Une réaction éclata contre ces doctrines subversives de chrétienne. Deux hommes pieux et sévères, Jansénius, é d'Ypres, et Duvergier, abbé de Saint-Cyran, avaient con idées nouvelles sur la grâce : le premier les émit dans u vrage [1635] plein d'une conviction austère et d'un dogma rigoureux, qui faisaient contraste avec la morale relâch jésuites; le second les prêcha et les appliqua : s'humilier, frir et dépendre de Dieu est toute la vie chrétienne, disa et il se fit de nombreux disciples parmi les hommes dég du monde, les magistrats nourris dans des idées d'austér

de liberté antiques, enfin parmi des philosophes de la plus haute portée, tels qu'Arnauld, Nicole, Pascal.

Les *Jansénistes*, sorte de puritains du catholicisme, défendaient la grâce à la manière de Calvin : ils faisaient de Dieu un maître inflexible, de l'homme un esclave; ils prêchaient le renoncement aux sens et à la matière; ils se prononçaient contre la dévotion aisée, et surtout contre la fréquence de la communion. Leur spiritualisme rigide, bon pour quelques âmes d'élite, rendait la religion inabordable au vulgaire. Le centre du jansénisme fut Port-Royal, couvent de religieuses situé à trois lieues de Versailles, près duquel s'était établie une maison où se retirèrent quelques prêtres, magistrats et savants, pour y vivre en commun dans la piété et dans la science. Cette maison, sorte de couvent libre et qui était à la fois une ferme et un collége, devint un foyer de lumières pour la France; elle exerça la plus grande influence sur sa littérature; il en sortit des ouvrages de dialectique et de philologie fort remarquables, et des esprits de la trempe de Pascal et de Racine.

L'apparition de cette secte inquiéta le gouvernement. Richelieu, craignant de trouver en elle un calvinisme mitigé, et voyant dans ses rangs la plupart de ses ennemis, la persécuta. Mais, à sa mort, elle prit des développements : elle s'unit intimement au parlement, eut une part très-active aux troubles de la Fronde, et fournit au cardinal de Retz ses auxiliaires les plus zélés : « il se trouvoit, dit Omer Talon, que tous ceux qui étoient de cette opinion n'aimoient pas le gouvernement. » Le jansénisme, par ses doctrines opposées à l'autorité et l'appui qu'il trouvait dans le parlement, pouvait devenir politique et prendre une position semblable à celle du calvinisme : la querelle qu'il élevait était celle des gomaristes et des arminiens, qui avait causé des troubles si sanglants en Hollande; enfin Port-Royal avait été, depuis la chute de la Fronde, le refuge des mécontents, et principalement de la duchesse de Longueville. Mazarin résolut de détruire cette secte.

Les jésuites, qui adoptaient sur la question de la grâce l'opinion d'un de leurs docteurs, Molina, avaient déjà engagé une vive controverse avec les jansénistes, et ils avaient fait condamner par la Sorbonne cinq propositions extraites, sinon textuellement, au moins dans leur sens général, du livre de Jansénius. Mazarin porta ces cinq propositions au tribunal du

saint-père, et il obtint d'Innocent X une bulle de condamnation [1653] qui fut acceptée par l'assemblée du clergé. Alors l'on exigea de tous les prêtres et religieux la signature d'un formulaire où les cinq propositions étaient condamnées. Les religieuses et les solitaires de Port-Royal refusèrent de signer le formulaire, en disant que les propositions n'étaient pas extraites textuellement de Jansénius. Le pape déclara que, Jansénius les ayant entendues dans ce sens, c'était le sens qu'il condamnait. Les jansénistes prétendirent qu'une telle déclaration dépassait l'infaillibilité du pape; ils prirent de là occasion d'attaquer l'autorité pontificale et les doctrines ultramontaines des jésuites; ils firent appel aux libertés de l'Église gallicane, et cherchèrent à mettre le pouvoir de leur côté en prêchant la séparation absolue de l'autorité ecclésiastique et de l'autorité civile. Le jansénisme, avec ses doctrines sur la grâce, son opposition à la cour de Rome, son antipathie pour la communion, devint ainsi une sorte de luthéranisme bâtard, la réforme sans le libre examen. « Les gens de cette secte, disaient les calvinistes, sont bien embarrassés pour démontrer qu'ils ne sont pas protestants. » Et l'école de Port-Royal fut publiquement accusée par ses ennemis de nourrir un socinianisme secret, et « de cacher dans le cœur de terribles monstres. » La persécution commença, et les jésuites y poussèrent de tous leurs efforts. Alors Pascal publia [1654] ses *Lettres provinciales*, dans lesquelles il flagella les doctrines de morale relâchée des jésuites avec tant de verve, tant de malice, avec un style si vigoureux, si flexible, si séduisant, que l'ordre ne s'est pas relevé de cette attaque, quelque injuste et passionnée qu'elle fût. Clément IX apaisa la querelle [1669] en se contentant d'un formulaire où les jansénistes condamnaient les cinq propositions, mais sans dire qu'elles étaient extraites du livre de Jansénius. La secte, favorisée par le ministre Pomponne, neveu du grand Arnauld, tolérée par la cour de Rome, aidée par plusieurs grands seigneurs, prit alors une nouvelle importance; et l'Église de France se trouva partagée en deux partis: les jansénistes, espèce de stoïciens du christianisme, pleins de science et de vertu, mais qui avaient quelque chose de sec, d'étroit, d'égoïste, de stationnaire; les jésuites, sorte d'épicuriens qui, malgré leurs erreurs et leur ambition, avaient des idées plus larges, plus sociales et plus progressives. Louis XIV n'hésita pas entre ces deux partis. Il trouvait dans les

jésuites des auxiliaires zélés du pouvoir absolu, des docteurs indulgents pour ses scandales ; il regardait les jansénistes comme des ennemis de l'unité, des protestants cachés, les restes de la Fronde ; « il croyait voir dans cette secte, le caractère et la conduite de ses principaux chefs, une tendance au presbytérianisme, et il était convaincu qu'ils se seraient montrés aussi séditieux et aussi républicains que les calvinistes s'ils avaient eu autant d'énergie. »

Louis, en poursuivant les adversaires de l'autorité pontificale, voulait conserver l'unité religieuse, dans l'intérêt, non du saint-siége, mais du pouvoir royal. Jamais roi n'avait eu un clergé aussi dévoué, n'avait exploité plus largement le concordat et sécularisé plus adroitement les biens ecclésiastiques. La collation des bénéfices était devenue pour lui un moyen de rétablir les familles ruinées et la récompense des services militaires. Il confisquait des biens ecclésiastiques, il mettait des pensions militaires à la charge des bénéfices de l'Église, il donnait des abbayes en commende à ses courtisans, il faisait juger les prêtres par des tribunaux civils, il n'admettait aucun ecclésiastique dans ses conseils, il ne consultait en rien la cour de Rome. La papauté avait perdu toute influence politique : elle administrait paisiblement ses États, cherchant à se ménager tous les souverains, s'occupant d'intrigues mesquines, ayant oublié ses grandes idées de restauration catholique : elle qui, pendant huit siècles, avait été la médiatrice de tous les traités, n'avait pas même été consultée à la paix des Pyrénées, à celle d'Aix-la-Chapelle, à celle de Nimègue. Tous les gouvernements européens prenaient vis-à-vis d'elle une position tout à fait indépendante, même dans l'ordre des intérêts ecclésiastiques, et Louis poussa cette position jusqu'à menacer Rome d'une séparation complète.

Depuis Charles V ([1]) et surtout depuis François Ier, les rois jouissaient du droit de percevoir les revenus des bénéfices vacants, droit appelé *régale*, qui n'était exercé que dans les provinces de l'ancien royaume de France. Louis XIV voulut étendre ce droit sur toutes les églises des pays réunis à la couronne depuis quatre siècles, et principalement sur celles du Midi ; il déclara donc [1673] que, « d'après le droit et la coutume, la

([1]) Voyez, t. II, p. 66 et 300.

régale lui appartenait universellement dans tous les évêchés du royaume. » Les évêques de Pamiers et d'Alais, qui étaient jansénistes, résistèrent seuls à cet édit et en appelèrent au saint-siége. Alors régnait Innocent XI, pontife vertueux, mais opiniâtre et attaché à la maison d'Autriche : il n'hésita pas à se prononcer pour les deux prélats. Le roi convoqua une assemblée générale du clergé [1682], qui fut entièrement dominée par la science et la parole de Bossuet, prélat qui se rapprochait des jansénistes par sa morale rigide et des jésuites par sa soumission à l'autorité royale. Ce concile, où assistaient trente-cinq évêques et trente-cinq curés, accorda sans contestation la régale au roi. Le pape cassa cette décision. Alors l'assemblée, inspirée par Bossuet et docile aux volontés royales, prit l'offensive et rendit une déclaration fameuse, dans laquelle l'Église de France prononçait : 1° que les souverains ne sont soumis à aucune puissance ecclésiastique dans les choses temporelles; qu'ils ne peuvent être déposés ni leurs sujets absous du serment de fidélité; 2° que le concile général est au-dessus du pape; 3° que l'autorité du pape est réglée par les canons des conciles et ne peut rien prononcer contre les règles et constitutions reçues dans l'Église gallicane; 4° que les jugements du pape ne deviennent irréformables que par le consentement universel de l'Eglise [1].

Cette pragmatique nouvelle, qui remettait en vigueur les principes du concile de Constance et détruisait ceux du concile de Trente, était un acte empreint de l'esprit janséniste et parlementaire; il ébranlait la hiérarchie catholique, rendait la discipline ecclésiastique dépendante du gouvernement, constituait la France dans une orthodoxie royale, où les libertés de l'Église gallicane n'étaient plus que la soumission absolue du clergé à l'autorité du roi. Les quatre articles furent publiés comme loi du royaume ; tous les parlements les enregistrèrent; toutes les facultés de théologie furent forcées de les enseigner comme articles de foi; aucun prêtre ne put obtenir de bénéfice s'il ne déclarait y adhérer. Innocent XI les condamna. Il s'ensuivit une scission entre la France et le saint-siége. Le pape

(1) Bossuet proposa dans cette assemblée la condamnation des doctrines de morale relâchée des jésuites ; mais le roi, sollicité par son confesseur, le père La Chaise, rompit brusquement l'assemblée.

refusa d'accorder des bulles aux évêques nommés par le roi, et en quelques annees trente diocèses se trouvèrent sans pasteurs. Louis en appela à un concile général. L'irritation devint extrême; un schisme semblait déclaré; et il fut question d'établir un patriarche en France, d'abolir le concordat et de se séparer entièrement de l'Église romaine. Le pape resta inflexible, et une autre discussion, mais moins importante, vint encore envenimer la situation.

Les ambassadeurs à Rome possédaient dans cette ville un droit de franchise par lequel ni leur hôtel ni le quartier qu'ils habitaient ne pouvaient être soumis aux visites de la police, privilége qui transformait ces quartiers en repaires pour tous les criminels. Innocent XI voulut abolir cet abus; tous les souverains y consentirent, excepté Louis, qui répondit à la demande du pape : « Je n'ai jamais été réglé par l'exemple d'autrui; et Dieu m'a établi, au contraire, pour servir d'exemple aux autres. » Et il envoya huit cents hommes à son ambassadeur [1687] pour le maintenir par la force dans la possession de ce privilége odieux. Le pape excommunia l'ambassadeur. Le roi fit occuper Avignon et tint le nonce à Paris en captivité. Alors Innocent chercha un appui dans la maison d'Autriche et même dans Guillaume d'Orange, et il fut l'un des principaux moteurs de la coalition qui se formait alors contre la France.

§ IV. Orgueil et usurpation de Louis XIV. — Prise de Strasbourg, de Casal, etc. — Les Turcs devant Vienne. — Trêve de Ratisbonne. — La grandeur de la France, à l'époque du traité de Nimègue, était plus éclatante, mais moins solide, qu'à l'époque du traité d'Aix-la-Chapelle. Ce n'était plus l'admiration, c'était la crainte qui contenait tous nos ennemis. Les vaincus étaient pleins de ressentiment, et nous n'avions pas recouvré un allié; l'Angleterre nous était à jamais enlevée; la Suède ne devait plus combattre avec nous; l'Allemagne tournait contre la maison de Bourbon toute la haine qu'elle avait jadis contre la maison d'Autriche; enfin Louis allait partout retrouver ces républicains de Hollande qu'il avait voulu détruire, qui devaient être désormais ses ennemis implacables, le lien de l'Angleterre et de l'Allemagne, l'âme de toutes les coalitions. De cette position admirable où, fidèle à l'unité religieuse, la France s'était affranchie de la domination ultramontaine, où, fille aînée de l'Église, elle donnait la main aux protestants pour ruiner la

maison d'Autriche, où elle empêchait la réforme de s'établir sur son territoire et proclamait partout la liberté de la pensée; de cette position unique où elle donnait le signal de la guerre de trente ans, et faisait prévaloir à Munster ses principes de tolérance et de fédération européenne, elle en était venue à n'être plus que la protectrice isolée du catholicisme, ayant perdu ses alliances protestantes et n'ayant d'autre alliance catholique que celle des Stuarts, destinés eux-mêmes à être victimes de cette politique rétrograde et antieuropéenne. La funeste guerre de Hollande avait causé ce grand changement de position et de fortune. Ce fut l'écueil de tout le règne de Louis XIV, non-seulement parce qu'elle lui fit abandonner les vrais intérêts nationaux et lui aliéna toute l'Europe, mais parce qu'elle lui apprit qu'il pouvait sortir d'une guerre injuste avec de la gloire et des agrandissements, parce qu'elle lui donna une idée exagérée des ressources de son royaume, parce qu'elle lui inspira plus que jamais la politique de passion à la place de la politique d'intérêts. Comme il avait voulu se venger de la Hollande, il avait maintenant à se venger de l'Allemagne; comme il avait voulu rétablir le catholicisme dans les Provinces-Unies, il allait tenter de le rétablir en Angleterre. Au lieu de rentrer dans les voies de progrès intérieurs, il ne songea plus qu'à la guerre; au lieu de rétablir les finances, il ne pensa qu'à des conquêtes nouvelles; au lieu de conserver par la modération cette supériorité que la France devait moins à ses armes qu'à sa civilisation, il ne mit plus dans ses relations diplomatiques que de la morgue et de la hauteur; il commanda, menaça, châtia; le droit disparut devant sa volonté; il voulut imposer sa loi aux étrangers comme à ses sujets.

Les traités de Westphalie, d'Aix-la-Chapelle et de Nimègue avaient stipulé que les villes données à la France étaient cédées « avec leurs dépendances. » Ce terme était vague, et il y avait tant de complexité dans le régime féodal, qu'on pouvait, sous le nom de dépendances, élever des prétentions sur des provinces entières. Louis créa dans les parlements de Metz, de Brisach et de Besançon, des chambres, dites de réunion, chargées de rechercher les terres et fiefs qui avaient relevé des Trois-Évêchés, des villes d'Alsace ou de Franche-Comté, afin de les réunir à la couronne [1679]. Ces chambres adjugèrent à la France Saarbruck, Saarwerden, Falkenberg, Germersheim, appartenant à

l'électeur de Trèves; Weldentz, appartenant à l'électeur palatin; Deux-Ponts, appartenant au roi de Suède; Lauterbourg, appartenant à l'évêque de Spire; Montbéliard, appartenant au duc de Wurtemberg, etc. Des troupes furent dirigées sur tous ces points et les occupèrent sans résistance. Vainement la diète de Ratisbonne adressa des représentations: Louis n'y répondit qu'en réunissant secrètement vingt mille hommes en Alsace, qui investirent Strasbourg et sommèrent cette ville de reconnaître le roi de France pour maître, en vertu d'un arrêt du parlement de Brisach qui lui adjugeait toute l'Alsace en pleine souveraineté. La résistance était impossible; les magistrats se laissèrent séduire ou effrayer; et la ville qui, dans la dernière guerre, avait été tant de fois une porte ouverte aux ennemis de la France, capitula, sous condition qu'elle conserverait ses libertés, ses magistrats, ses revenus, l'exercice de la religion luthérienne [30 sept.]. Louis y fit son entrée en triomphe [8 octobre], et Vauban y commença les immenses travaux qui devaient faire de cette place le boulevard de la France.

Le jour même de la prise de Strasbourg, un corps de troupes, parti de Pignerol et ayant traversé le Piémont, occupait Casal, qui avait été vendue au roi de France par le duc de Mantoue. Enfin, sous prétexte de forcer le roi d'Espagne à céder Alost, oubliée, disait-on, dans le dernier traité, une armée alla investir Luxembourg.

« Depuis Charlemagne, on n'avait vu aucun prince agir ainsi en maître et en juge des souverains, et conquérir des pays par des arrêts. » Toute l'Allemagne s'indigna de ces usurpations, faites en pleine paix et avec une telle assurance. Le prince d'Orange ranima contre Louis XIV les haines à peine assoupies, et il parvint à faire conclure une alliance entre les Provinces-Unies et la Suède pour le maintien du traité de Nimègue, alliance à laquelle accédèrent l'empereur et le roi d'Espagne [1681, 30 sept.]. Mais, malgré les sollicitations et les menées de Guillaume, aucune de ces puissances n'osa manifester des intentions de guerre: l'Espagne était épuisée; l'empereur se trouvait attaqué par les Turcs et les Hongrois; les Provinces-Unies se rétablissaient des désastres de la dernière guerre et refusaient de servir d'instrument à l'ambition de leur stathouder; enfin la position militaire de la France était si formidable, qu'on ne pouvait plus engager la guerre contre elle qu'avec une coalition univer-

selle. Cent cinquante mille hommes, bien commandés et disciplinés, étaient exercés continuellement dans des camps de manœuvres; les places conquises depuis vingt ans étaient fortifiées par des méthodes nouvelles qui déroutaient la science des ingénieurs étrangers, et transformaient la France en un « vaste camp retranché de vingt millions d'hommes; » Vauban faisait de Lille, Metz, Strasbourg, les trois centres de défense du royaume; il bâtissait Huningue pour tenir Bâle en respect et couvrir l'entrée du royaume par la trouée de Belfort, Landau pour rendre Philippsbourg inutile et défendre l'entrée de l'Alsace par le nord, Phalsbourg pour fermer les défilés des Vosges, Saarlouis pour couvrir l'intervalle entre les Vosges et la Moselle, places si bien choisies que la plupart ont été enlevées ou démolies par les ennemis de la France dans le grand désastre de 1815 (¹). Enfin la marine était devenue, par les soins de Colbert, la plus formidable de l'Europe: elle comptait, en 1683, 32 vaisseaux de 60 à 120 canons, 64 de 40 à 60, 90 bâtiments inférieurs, 70 autres en construction; en tout, 7,623 canons.

Les ennemis de Louis XIV virent donc ses usurpations sans oser se plaindre: d'ailleurs, à cette époque, les Turcs étaient venus au secours des Hongrois révoltés; et 200,000 barbares, commandés par le grand vizir Kara-Mustapha, menaçaient Vienne [juin 1683]. On disait qu'ils étaient d'accord avec Louis pour conquérir et démembrer l'Allemagne, et l'on voyait avec terreur l'armée française qui, de Strasbourg, se disposait à passer le Rhin. L'empereur abandonna sa capitale et sollicita les secours de tous les chrétiens; le pape fit appel à la piété du roi de France. Celui-ci voyait avec joie les succès des Turcs: il se contenta de lever le siége de Luxembourg pour que le roi d'Espagne pût secourir les Impériaux, et il intrigua par toute l'Europe scandalisée pour que les princes chrétiens restassent dans le repos; il comptait que l'Allemagne consternée implorerait son appui, et il voulait le faire payer par la reconnaissance de ses usurpations et l'élection de son fils comme roi des Romains. Ce dessein ambitieux, qui lui aurait donné en quelque sorte la monarchie universelle, à laquelle on lui reprochait de prétendre, échoua par le dévouement chevaleresque de Jean Sobieski, roi de Pologne. Louis eut beau le rassurer sur les

(¹) Voyez ma *Géographie militaire*, p. 204 et suiv. de la 4ᵉ édit.

projets des Turcs, lui faire voir ses vrais ennemis dans l'Autriche, le Brandebourg, et cette puissance du Nord que les gazettes hollandaises commençaient à appeler *Sa Majesté russique*, Sobiesk accourut à la délivrance de Vienne avec vingt mille cavaliers attaqua les Turcs et les vainquit [12 sept.]. Kara-Mustapha dont l'ineptie avait causé la défaite, abandonna son camp, son artillerie, ses richesses, et se retira en Hongrie. L'Allemagne fut sauvée, et une sainte alliance se forma contre la Turquie entre l'Autriche, les Vénitiens, les Polonais et les Russes, alliance qui devait amener le premier ébrèchement de l'empire ottoman.

Louis, déçu dans ses projets, reprit les hostilités contre l'Espagne: quarante mille hommes envahirent la Belgique et la mirent au pillage. Carlos II lui déclara la guerre [26 oct.]; mais, sans argent et sans armée, il ne put secourir les Pays-Bas et n'obtint aucune assistance de ses alliés. Courtrai et Dixmude furent prises, Oudenarde bombardée, Luxembourg investie par Créquy avec trente mille hommes, pendant que le roi couvrait le siége avec quarante mille. La ville se rendit [1684, 4 juin]. Alors, les Provinces-Unies ayant offert leur médiation, une trêve de vingt ans fut conclue à Ratisbonne entre le roi de France, l'empereur, l'Empire, et le roi d'Espagne, par laquelle on céda au premier Luxembourg, Chimay, Bouvines, et on le maintint en possession provisionnelle de ses droits de souveraineté sur Strasbourg et les autres villes réunies [1684, 15 août].

§ V. Mort de Colbert. — Expéditions contre les barbaresques. — Bombardement de Gênes. — Cette trêve ne fut acceptée par Louis XIV qu'à cause du délabrement où étaient les finances depuis la mort de Colbert. Colbert était mort l'année précédente [1683, 6 septembre], dévoré de soucis, usé de travail; délaissé du roi, qui était importuné de ses censures; détesté du peuple, qui voulut outrager son cadavre. A lui se termina cette période de soixante ans, unique dans notre histoire; période de grandeur sans interruption, due aux trois ministres qui se léguèrent successivement le pouvoir et qui l'exercèrent avec des caractères et par des moyens si différents, Richelieu, Mazarin, Colbert. Seignelay, fils de Colbert, fut chargé de la marine, Lepelletier des finances, Louvois des arts et de l'intérieur. Ce dernier devint dès lors seul maître de l'esprit du roi; et nous allons voir ses conseils faire tomber Louis XIV dans les énormes fautes qui amenèrent les désastres de son règne.

La première de ces fautes fut la trêve de Ratisbonne. Les ennemis du roi ne l'avaient demandée que pour se donner le temps de renouer la coalition et pour empêcher la France de se mêler de la guerre contre les Turcs. Louis la regarda comme un acheminement à la paix générale ; et, plein de confiance dans la terreur qu'il inspirait, « il s'en servit, non pour diminuer ses dépenses, mais pour tirer de ses peuples tout ce qu'il en pouvoit tirer, pour le dépenser en bâtiments aussi mal conçus que peu utiles au public (1). » Trente-cinq mille ouvriers étaient occupés à achever Versailles ; une partie de l'armée fut employée à détourner l'Eure pour l'amener dans ce lieu aride, où, malgré soixante lieues d'aqueducs, l'eau manquait ; le tiers des soldats périt dans ces travaux mal conduits et qu'il fallut abandonner. Enfin, au lieu de s'inquiéter de la guerre de la sainte alliance contre les Turcs, guerre où ceux-ci n'éprouvaient que des défaites, il contribua lui-même à amener la décadence de l'empire ottoman par ses expéditions fastueuses contre les barbaresques.

Malgré les capitulations de 1673, malgré les ordres du sultan, les corsaires d'Afrique avaient recommencé leurs pirateries, et la moitié de la marine française était occupée presque continuellement à les réprimer. A la fin, Du Quesne dirigea contre Alger une flotte composée de seize vaisseaux, quinze galères, cinq galiotes à bombes qui venaient d'être inventées par Renau d'Eliçagaray ou le Petit-Renau : il la bombarda [1682] pendant plusieurs jours, et fut obligé de se retirer à cause de la mauvaise saison. Il revint l'année suivante, bombarda de nouveau la ville pendant deux mois et la détruisit presque entièrement. Les habitants épouvantés demandèrent la paix. Du Quesne rejeta toutes leurs propositions jusqu'à ce qu'ils eussent délivré tous les esclaves chrétiens et payé les frais de la guerre. Alors une ambassade, composée des principaux Algériens, alla à Versailles implorer la miséricorde de Louis XIV, et jurer de respecter dorénavant les capitulations du sultan [1684]. Tripoli eut le sort d'Alger : Du Quesne y jeta cinq mille bombes. Tunis se hâta de demander la paix, et elle y fut fidèle. Une escadre, commandée par Château-Renaud, bloqua les ports du Maroc, et causa de telles pertes à sa marine que le sultan envoya une

(1) La Fare, p. 255.

à Louis XIV pour solliciter de lui un traité d'alliance
merce.
ditions, bien qu'elles eussent l'inconvénient de refroi-
ations avec la Porte, avaient un but politique très-
i de donner à la France la domination de la Méditer-
but, qui ne pouvait être atteint que par la ruine de la
agnole et de ses alliées, fit passer Louis XIV du bom-
d'une ville barbare au bombardement d'une ville
.
blique de Gênes avait répudié dans le Levant la ban-
aise, sous laquelle elle avait toujours navigué; elle
été sur les priviléges de nos marchands; elle avait
munitions aux Algériens et des galères à l'Espagne;
ontrait en tout hostile aux intérêts de la France et
ses ennemis, Louis XIV lui fit offrir d'oublier ces
oyennant qu'elle se mettrait sous son protectorat. Les
usèrent, se mirent sous le protectorat du roi d'Espa-
urent garnison espagnole : « L'acquisition de Gênes,
la cour de Madrid, compense largement la perte de
urg. » « On eut même des preuves convaincantes, et
que les Génois avaient formé avec la cour d'Espagne
le brûler nos galères et nos vaisseaux dans les ports
lle et de Toulon, contre toutes les lois de la guerre. »
is envoya contre Gênes une flotte de quatorze vais-
gt galères, dix galiotes à bombes, etc., commandée
elay et Du Quesne. La ville fut bombardée pendant
et à demi détruite [1684, 19-27 mai]. Les Génois res-
leur alliance avec l'Espagne; et un nouveau bombar-
lait punir leur résistance, quand, sur les représenta-
pape, ils demandèrent la paix. Louis exigea que la
renvoyât les Espagnols, renonçât à leur alliance,
ses vaisseaux, et que le doge vînt à Versailles implorer
ce. Les Génois souscrivirent à ces humiliantes condi-
5, 2 février], sans que l'Espagne ni les autres États de
issent le moindre mouvement en leur faveur.
pavillon français domina entièrement la Méditerra-
i ordonna à ses vaisseaux de parcourir cette mer, d'y
partout les escadres espagnoles, et d'en exiger le salut,
la force. Ce fut l'occasion d'un brillant combat où
avec trois petites frégates, contraignit l'amiral Pa-

pachin, qui avait refusé le salut, à amener son pavillon [1685].

Toutes ces entreprises irritèrent profondément les ennemis de la France : on ne parlait, dans toutes les cours de l'Europe, que de l'orgueil de Louis XIV, de ses rigueurs arrogantes envers les petits États, de ses prétentions à la domination universelle; on ne cherchait que l'occasion de s'opposer à ses desseins par une coalition nouvelle, et on crut l'avoir trouvée quand Louis vint à commettre la plus grande faute de tout son règne, en révoquant l'édit de Nantes.

§ VI. Madame de Maintenon. — État des protestants. — Révocation de l'édit de Nantes. — A cette époque l'amant de madame de Montespan était revenu de sa vie de plaisirs scandaleux, d'amours adultères, de fêtes mythologiques; il était renfermé sérieusement, tristement même, dans les devoirs de la royauté, occupé uniquement des affaires, livré minutieusement aux pratiques d'une dévotion plus sincère qu'éclairée. Ce changement était dû à une femme extraordinaire (1) dont l'influence et le caractère ont été diversement jugés, qui sans doute rapetissa Louis XIV, l'entoura de gens médiocres, donna à sa cour un extérieur monacal, mais qui n'en a pas moins rendu à la France un service réel en réformant les mœurs d'un homme dont les passions avaient été divinisées, en arrachant à une vieillesse sensuelle, espérance de courtisans déhontés, un monarque en qui se résumait l'État, « un prince qui faisait seul le destin de son siècle (2) ; » enfin, en le mettant à même de soutenir « avec un visage toujours égal, un courage véritablement chrétien (3), » les désastres de la fin de son règne.

Petite-fille d'Agrippa d'Aubigné, madame de Maintenon, protestante dans son enfance, et convertie de bonne heure au catholicisme, avait eu une vie fort agitée. Née à Niort, en 1635, dans

(1) Sur la foi de Saint-Simon et des historiens protestants, j'ai exprimé sur madame de Maintenon, dans les premières éditions de l'*Histoire des Français*, une opinion qui n'est pas tout à fait conforme à celle que j'émets ici; j'ai été amené à changer d'avis par l'étude très-approfondie que j'ai dû faire de ce personnage historique dans un ouvrage que je publierai prochainement, l'*Histoire de la maison royale et de l'école militaire de Saint-Cyr*. Cette étude a fait tomber entre mes mains les mémoires des dames de Saint-Cyr, des recueils de lettres de madame de Maintenon, et d'autres documents inédits, qui réforment en beaucoup de points les opinions vulgairement émises sur le rôle historique de cette femme célèbre.

(2) Leibnitz, Corresp. avec Bossuet.

(3) Lettres de madame de Maintenon.

une prison où son père était enfermé pour dettes, elle passa ses premières années en Amérique; revint en France, pauvre et orpheline; et se trouva heureuse, à seize ans, et malgré son éclatante beauté, d'épouser le poëte burlesque Scarron, qui était perclus de tous ses membres et accablé d'infirmités. « Elle vécut avec ce pauvre estropié, d'une manière fort honnête, imprimant par sa modestie le plus grand respect à la nombreuse compagnie de Scarron [1]. » étant d'ailleurs soutenue dans ce personnage par son naturel froid, sévère, ennemi de toute galanterie, sa fierté extrême et la passion de se faire une grande renommée de vertu, qui a été le mobile de toute sa vie. Devenue veuve à 25 ans, et tombée dans un état voisin de la misère, elle vécut néanmoins dans la meilleure compagnie, en restant vertueuse, malgré les adorateurs que lui attiraient « ses grâces, son esprit, ses manières douces et respectueuses, et son attention à plaire à tout le monde [2]. » « J'étais pénétré pour elle, disait l'intendant du Languedoc, Basville, du même respect que j'aurais eu pour la reine. Nous étions tous surpris qu'on pût allier tant de vertu, de pauvreté et de charmes. » Cependant elle allait être réduite par la misère à s'exiler de France, lorsqu'elle fut choisie [1669] pour élever en secret les enfants du roi et de madame de Montespan. Louis XIV s'habitua à la voir; et lorsqu'il fut las de sa maîtresse capricieuse et hautaine, lui qui avait épuisé toutes les jouissances, qui regardait avec un cœur vide et rassasié les beautés de sa cour sollicitant un de ses regards, un de ses caprices [3], se laissa séduire par « la compagnie délicieuse, l'esprit aimable et merveilleusement droit [4], » l'humeur toujours égale, la raison exquise de la veuve de Scarron. Celle-ci le poussa à rompre avec sa maîtresse en excitant ses remords, en lui parlant de ses devoirs et de son salut; elle le réconcilia avec la reine, qui fit d'elle sa principale amie; enfin, comme dit madame de Sévigné, « elle lui fit connaître un pays tout nouveau. » Les courtisans crurent que madame de Maintenon (elle prit ce nom d'une terre que le roi lui donna en 1674), allait se

[1] Mémoires des dames de Saint-Cyr.

[2] Saint-Simon, t. I, p. 402.

[3] Voir, dans la lettre de madame de Sévigné du 23 décembre 1671, la proposition au roi de M. de Villarceaux.

[4] Lettres de madame de Sévigné, 17 janvier et 20 février 1672.

mettre à la place de madame de Montespan; mais ils ne connaissaient ni la vertu, ni l'ambition de cette femme qui avait pour maxime, « que rien n'est plus habile qu'une conduite irréprochable. » « Ceux qui le disent, écrivait-elle avec un orgueilleux dédain, ne connaissent ni mon éloignement pour ces sortes de commerce, ni l'éloignement que je voudrais en inspirer au roi ([1]). » La reine mourut en 1683. Alors la faveur de madame de Maintenon fut au comble, et « sa place unique : » elle logeait dans l'appartement de la reine; les conseils se tenaient dans sa chambre; le roi ne pouvait se passer de sa compagnie et la consultait sur ses affaires. Mais sa conduite resta la même, c'est-à-dire un habile mélange de dévotion et de coquetterie, d'excitations religieuses et de respectueuse amitié : « Le roi m'a fait l'honneur de m'écrire plusieurs billets fort affectueux, disait-elle à une amie : j'y ai répondu en chrétienne.... Je le renvoie toujours affligé, jamais désespéré ([2]). » Pleine de finesse et de discrétion, patiente et résignée, simple et modeste, « unie, tranquille, reposée, » avec une tête réfléchie et persévérante, le bon sens le plus solide et une conduite immuable, elle plaisait à Louis, moins par les restes d'une beauté qui était encore pleine de grâce et de majesté, que par les séductions infinies de sa parole harmonieuse, sa causerie sérieuse et enjouée, sa piété ardente et éclairée, la délicatesse de ses conseils, les idées élevées qu'elle inspirait « à ce monarque, que Dieu, disait-elle, nous a donné dans sa magnificence ([3]) : » « c'était, suivant Fénelon, la sagesse parlant par la bouche des grâces. » Enfin elle garda son empire sur lui, parce qu'elle lui fut toujours une amie réservée, désintéressée, affectant de fuir la grandeur et les distinctions; une servante toujours affectueuse, prévenante, soigneuse; un confident toujours prêt à l'écouter, à dissiper ses idées tristes, à lui inspirer de la quiétude, à lui parler de son salut, à lui donner un avis ou une consolation sans prétention et sans orgueil. Deux ans après la mort de la reine, Louis le Grand épousa secrètement la veuve de Scarron. Il avait alors 48 ans et elle 50. Ce mariage ne fut jamais déclaré; mais il ne fut un mystère pour personne; et bien que madame de Main-

([1]) Lettres à madame de Saint-Géran du 7 août 1682.
([2]) Lettres à madame de Frontenac en 1684.
([3]) Mém. des dames de Saint-Cyr.

tenon ne prit aucun rang et ne semblât qu'une dame de la cour, elle eut en particulier toutes les prérogatives de reine, et fut traitée comme telle par les princes de la famille royale, le pape, les souverains étrangers. Dès lors, et tout en demeurant cachée, sans distinction et sans pouvoir apparents, elle eut une grande part au gouvernement, mais principalement dans les affaires d'Église et de conscience, dans les choses particulières à la famille royale. Louis XIV était trop jaloux de son autorité, trop orgueilleux de ses lumières, trop plein de lui-même, pour abandonner à personne les affaires de l'État. Il prit l'avis de madame de Maintenon dans les choses difficiles; mais il ne cessa pas un instant de décider, de diriger, de gouverner aussi entièrement, aussi absolument que du temps de la reine Marie-Thérèse. Madame de Maintenon, plongée dans une dévotion ascétique, et *regrettant sa bourbe*, évitait elle-même d'être mêlée aux grandes affaires; et tout le temps qu'elle pouvait dérober aux pompeux ennuis de la cour, elle le passait dans son cher Saint-Cyr, « cette œuvre de son cœur et de son crédit [1], » où sa gloire est restée aussi pure que complète. Elle n'eut donc qu'une part médiocre aux résolutions et aux fautes politiques de Louis XIV, à ses guerres, à ses traités, à ses négociations; elle eut plus d'influence sur le choix des ministres et des généraux: influence fâcheuse, car elle jugeait la capacité à la dévotion; elle se mêla beaucoup et presque exclusivement des affaires de l'Église, et elle y porta un esprit étroit et monacal; quant à la révocation de l'édit de Nantes, que les protestants lui ont attribuée, elle n'y fut pour rien [2].

Les réformés, depuis la paix d'Alais, privés de leur organisation politique, de leurs villes de sûreté, de tout ce qui faisait d'eux un parti, avaient vécu dans l'obscurité, s'efforçant de se faire oublier, s'écartant soigneusement de tous les troubles civils. Pas un d'eux n'avait remué pendant la Fronde: « c'est le troupeau fidèle, » disait Mazarin; témoignage assuré que leur rôle politique était à jamais terminé. Mais ils n'en gardaient

[1] Mém. des dames de Saint-Cyr.

[2] Voltaire écrivait en 1752 : « Pourquoi dites-vous que madame de Maintenon eut beaucoup de part à la révocation de l'édit de Nantes ? Elle toléra cette persécution, comme elle toléra celle du cardinal de Noailles, celle de Racine ; mais certainement elle n'y eut aucune part, c'est un fait certain. » (Correspond., t. VI, page 270.)

pas moins en face du gouvernement un air d'enfants disgraciés, en face des catholiques un air d'ennemis dédaigneux; ils persistaient dans leur isolement, ils continuaient leur correspondance avec leurs amis d'Angleterre et de Hollande. On les voyait partout soumis, paisibles, laborieux, contribuant à la grandeur et à la prospérité de la France par leur bravoure et leurs travaux; on pouvait même leur attribuer une bonne partie de sa gloire, puisqu'ils comptaient dans leurs rangs Du Quesne et Schomberg, Bayle et Huyghens, puisque les arts utiles leur devaient leurs plus grands progrès; mais la nation ne les regardait pas moins avec défiance et comme des étrangers : « la France sentait une Hollande en son sein, qui se réjouissait des succès de l'autre (1).

Ramener les dissidents à l'unité était dans Louis XIV une idée immuable, l'idée inspiratrice de toute sa politique, le but principal de tous ses efforts; ce devait être « le digne ouvrage et le propre caractère de son règne; » mais ce n'était pas une idée qui lui fût propre, qui lui eût été inspirée politiquement par l'orgueil de son autorité, religieusement par sa dévotion et le désir d'expier les désordres de sa jeunesse; c'était l'idée de tout son gouvernement, des magistrats, du clergé, du peuple lui-même. La révocation de l'édit de Nantes était donc demandée non pas seulement par les conseillers intimes de Louis XIV, par Louvois qui en faisait une question d'autorité, par Letellier (2), qu'entraînait un zèle aveugle, mais par l'opinion publique; et elle s'était exprimée récemment dans l'assemblée générale du clergé, le parlement de Toulouse, les lettres des catholiques du Midi, etc. Quant à madame de Maintenon, elle la désirait comme tout le monde, croyant comme tout le monde que ce serait un acte très-louable et de facile exécution (3).

Jusqu'à cette époque, c'était surtout par les séductions qu'on avait cherché à convertir les protestants. Richelieu avait habilement employé ce moyen; Louis XIV suivit son exemple avec succès : il n'était sorte de faveurs, de caresses, de récompenses

(1) Michelet, Précis sur l'hist. moderne, p. 260.

(2) Chancelier depuis 1673.

(3) Elle écrivait en 1681 : « Le roi pense sérieusement à la conversion des hérétiques, et dans peu il n'y aura plus qu'une religion dans son royaume. C'est le sentiment de M. de Louvois, et je le crois là-dessus plus volontiers que M. Colbert, qui ne pense qu'à ses finances et presque jamais à la religion. »

qu'il ne prodiguât pour ramener les dissidents. On donnait des pensions aux nouveaux convertis, on les exemptait d'impôts, on les admettait à toutes les charges, de préférence aux anciens catholiques. Une caisse pour les conversions fut établie dont Pélisson, réformé converti, eut la direction (¹); on marchandait les consciences, on payait un acte de foi; intendants, gouverneurs, magistrats, rivalisaient de zèle: avec une conversion on était sûr de plaire au roi. L'épiscopat chercha à effacer l'apparence de protestantisme que lui avait donnée sa déclaration de 1682; la France fut inondée de missions, de sermons, de pamphlets, de livres dogmatiques; une controverse très-active s'établit entre les docteurs catholiques et les ministres réformés; Bossuet en fit la grande affaire de sa vie. La pensée religieuse domina le gouvernement et la nation comme au seizième siècle; enfin le calvinisme fit de si grandes pertes que madame de Maintenon disait: « Bientôt il sera ridicule d'être de cette religion-là (²). »

Les moyens de séduction et de persuasion parurent trop lents aux ministres de Louis XIV; ils y mêlèrent des moyens de rigueur: édits du roi, arrêts des parlements, ordres des intendants, gênèrent les prêches, inquiétèrent les pasteurs, empêchèrent les synodes. On enleva aux réformés leurs pensions et leurs droits de noblesse; on fit peser sur eux la plus grande charge des impôts; on les exclut de la maison du roi, de l'université, des fonctions municipales; on leur interdit les professions de médecin et d'avocat. Colbert les protégeait, parce qu'il trouvait en eux d'habiles industriels, des marins, des ingénieurs, des administrateurs: il fut forcé de prêter la main à la persécution [1681]. On les chassa des charges de finance, on leur refusa des lettres de maîtrise, on leur interdit les corporations, on ferma leurs écoles, on démolit ceux de leurs temples qui avaient été bâtis depuis 1598, on enleva leurs enfants pour les faire élever dans la religion catholique. Alors les réformés commencèrent à s'enfuir de France [1682]; mais l'émigration fut défendue sous peine des galères. Des rassemble-

(¹) « M. Pélisson fait des prodiges : M. Bossuet est plus savant, mais lui est plus persuasif. On n'auroit jamais osé espérer que toutes ces conversions fussent si sincères. » (Lettre de madame de Maintenon du 13 novembre 1683.)

(²) Lettre du 19 mai 1682.

ments eurent lieu dans le Languedoc; le comte de Noailles, qui en était gouverneur, demanda des troupes: « En punissant les coupables, dit-il, on empêchera mille autres de le devenir ([1]). » Les montagnards des Cévennes formèrent des ligues et se préparèrent à la résistance [1683]. Noailles marcha contre ces « canailles, » les battit, fit pendre les prisonniers et parcourut le Vivarais en dévastant les bourgs et démolissant les temples. « Le roi ordonne, lui écrivit Louvois, qui voulait, à quelque prix que ce fût, mêler du militaire dans la destruction de l'hérésie; le roi ordonne de faire subsister les troupes aux dépens du pays, de se saisir des coupables pour leur faire leur procès, de raser les maisons de ceux qui ont été tués les armes à la main et de ceux qui ne reviendront pas chez eux, de faire raser les dix principaux temples du Vivarais; en un mot, de causer une telle désolation dans le pays, que l'exemple qui s'y fera contienne les autres religionnaires, et leur apprenne combien il est dangereux de se soulever contre son roi ([2]). » Les gentilshommes donnèrent asile aux proscrits: on démolit leurs châteaux, on fit de nombreuses exécutions, on envoya aux galères quiconque fut trouvé possesseur d'une arme. Les calvinistes adressèrent une dernière requête au roi [1684, mars], pour demander à servir Dieu selon leur conscience ou à chercher asile dans d'autres pays. On leur répondit en leur envoyant des missionnaires accompagnés de dragons, réputés les soldats les plus cruels de l'armée. Colbert était mort: Louvois pouvait donner cours à ses violences. Noailles parcourut la province avec un régiment de dragons qu'il faisait loger chez les réformés jusqu'à conversion, et il annonça le succès que cette mesure obtenait en disant: « Cela va si vite que tout ce que peuvent faire les troupes est de coucher une nuit dans les lieux où je les envoie. Dans un mois, tout sera expédié ([3]). » L'on annonçait chaque jour au roi des conversions en masse. « Le 2 septembre, tous les huguenots de Montauban s'étoient convertis par une délibération prise en la maison de ville; le 5 octobre, c'étoient Montpellier, Castres, Lunel, etc.; puis les diocèses de Gap et d'Embrun, puis tout le Poitou ([4]). » L'intendant

([1]) Mém. de Noailles, t. I, p. 240.
([2]) Ibid., t. I, p. 251.
([3]) Ibid., p. 271-273.
([4]) Dangeau, a. 1685.

de Languedoc disait qu'il avait vu soixante mille conversions en trois jours ([1]). On crut qu'il ne s'agissait plus que de constater par un édit la destruction d'une secte qui n'avait plus que des adhérents peu nombreux, dans des provinces éloignées, parmi de sauvages montagnards ; il n'y avait qu'à achever d'un coup ce qu'une longue série d'injustices, ce que la tyrannie la plus ingénieuse avait préparé depuis cinquante ans. « La Chaise et Louvois, dit madame de Maintenon, promettoient qu'il n'en coûteroit pas une goutte de sang ([2]). » Alors, le 22 octobre 1685, parut un édit qui prescrivit : 1° la suppression de tous les priviléges accordés aux réformés par Henri IV et Louis XIII ; 2° l'interdiction de leur culte par tout le royaume (sauf l'Alsace et Strasbourg) ; 3° l'expulsion des ministres protestants ; 4° la suppression des écoles et la destruction des temples, etc. Des récompenses nombreuses étaient accordées à ceux qui se convertiraient ; défense était faite aux calvinistes, sous peine des galères et de la confiscation des biens, de sortir de France ; permission leur était donnée de rester dans leurs biens et d'exercer leur commerce sans être inquiétés pour leur culte, pourvu qu'ils ne l'exerçassent pas publiquement.

Cet édit excita en France un incroyable concert de louanges : sermons, poésies, tableaux, médailles, reproduisirent à l'envi ce grand acte d'unité. « On allait donc enfin avoir une seule loi sous un seul roi !... Louis XIV était un nouveau Constantin, un nouveau Théodose, un nouveau Charlemagne... Jamais aucun roi n'avait fait ou ne ferait rien de si mémorable... L'Europe entière était dans l'étonnement de la promptitude et de la facilité avec laquelle le roi avait anéanti une hérésie qui avait usé les armes de six rois ses prédécesseurs ([3]). » Il n'y eut de plaintes que sur l'article qui accordait aux religionnaires le culte privé : « La dernière clause de l'édit, disait Noailles, va faire un grand désordre, en arrêtant les conversions ([4]). » Cette clause n'était

([1]) « Je crois bien que toutes ces conversions ne sont pas également sincères ; mais Dieu se sert de toutes voies pour ramener les hérétiques. Leurs enfants seront du moins catholiques. Si les pères sont hypocrites, leur réunion extérieure les approche du moins de la vérité ; ils en ont les signes de commun avec les fidèles. » (Lettre de madame de Maintenon du 15 octobre 1685.)

([2]) Lettre du 15 octobre 1685.

([3]) Bossuet, Oraison funèbre de Letellier. — Lettres de madame de Sévigné. — Vie du duc de Bourgogne, etc.

([4]) Noailles, t. 1, p. 277.

qu'un leurre, et Louvois écrivit aux gouverneurs et intendants: « Sa Majesté veut qu'on fasse éprouver lès dernières rigueurs à ceux qui ne voudront pas se faire de sa religion; et ceux qui auront la sotte gloire de vouloir demeurer les derniers doivent être poussés jusqu'à la dernière extrémité. » Alors commencèrent des violences sanguinaires que le roi n'avait pas commandées, qui n'étaient nullement dans son caractère plein de mesure (¹), et que madame de Maintenon blâma ouvertement sans pouvoir s'y opposer (²). On livra à une soldatesque brutale une population sans défense, on mit les hommes à la torture, on outragea les femmes, on enleva les enfants, on dévasta les propriétés; on envoya aux galères les convertis qui refusaient les sacrements, ceux qui sortaient du royaume, ceux qui donnaient asile aux ministres. Il y eut peine de mort contre quiconque faisait exercice d'une autre religion que la catholique, peine de mort contre les ministres, peine de mort contre ceux qui faisaient des rassemblements. Les faibles cédèrent; on les traîna à l'autel, on les força, le bourreau devant eux, à faire des sacriléges. « De la

(¹) « Ces horreurs, dit un illustre descendant d'un ministre réfugié, bien loin d'être commandées par le roi et approuvées par madame de Maintenon, furent commises malgré eux, et probablement à leur insu. » (Ancillon, Tableau des révolutions de l'Europe, t. IV, p. 295.)

(²) On lit dans les lettres de madame de Maintenon : « Tout est porté à des extrémités déplorables; le roi est très-touché de ce qu'il sait, et n'en sait qu'une partie. L'on est bien injuste de m'attribuer tous ces malheurs. S'il étoit vrai que je me mêlasse de tout, on devrait bien m'attribuer quelques bons conseils. Il y a quinze ans que je suis en faveur; je n'ai jamais nui à personne; et le roi m'a souvent reproché ma modération. » (Lettre à madame de Frontenac, 1685.) — « Je gémis, écrit-elle à Fénelon, des vexations qu'on leur fait; mais pour peu que j'ouvrisse la bouche pour m'en plaindre, mes ennemis m'accuseroient encore d'être protestante, et tout le bien que je pourrois faire seroit anéanti. » — « Ruvigny est intraitable, écrit-elle à madame de Frontenac; il a dit au roi que j'étois née calviniste, et que je l'avois été jusqu'à mon entrée à la cour; ceci m'engage à approuver des choses qui sont fort opposées à mes sentiments. » — Elle finit par parler au roi et très-fortement « des persécutions qui éloigneroient à jamais de la vraie religion ceux qu'on y vouloit ramener; » mais le roi lui ferma la bouche en lui répondant : « Madame, votre discours me fait peine; j'ai peur que ce ne soit un reste d'inclination pour votre ancienne religion. » (Mém. manuscrits pour servir à l'histoire de la fondation de la maison de Saint-Cyr, par Languet de Gergy, archev. de Sens). — Néanmoins elle persista, malgré le roi, à garder ses domestiques qui étaient presque tous huguenots; elle les préserva de toute persécution; et quand Louis XIV voulut la contraindre à les chasser ou à les rendre catholiques : « Laissez-moi faire, dit-elle; j'en sortirai mieux que vous; que je sois au moins la maîtresse de mes gens. » (Mém. des dames de Saint-Cyr.)

torture à l'abjuration, dit Saint-Simon, et de celle-ci à la communion, il n'y avoit souvent pas vingt-quatre heures de distance, et leurs bourreaux étoient leurs conducteurs et leurs témoins. Presque tous les évêques se prêtèrent à cette pratique subite et impie. La plupart animèrent les bourreaux et forcèrent les conversions pour grossir le nombre de leurs conquêtes, dont ils envoyoient les états à la cour, afin d'être d'autant plus considérés et approchés des récompenses. Le roi recevoit de tous les côtés les détails et les nouvelles de ces persécutions : c'étoit par milliers qu'on comptoit ceux qui avoient abjuré et communié. Le roi s'applaudissoit de sa puissance et de sa piété ; les évêques lui écrivoient des panégyriques ; les prêtres en faisoient retentir les chaires et les missions ; toute la France étoit remplie d'horreur et de confusion, et jamais tant de triomphes et de louanges ! Le monarque ne s'étoit jamais cru si grand devant les hommes ni si avancé devant Dieu dans la réparation de ses péchés et du scandale de sa vie ; il n'entendoit que des éloges, tandis que les bons et vrais catholiques et les saints évêques gémissoient de tout leur cœur de voir des orthodoxes imiter contre les hérétiques ce que les tyrans païens avoient fait contre les confesseurs et les martyrs ; ils ne se pouvoient consoler de cette immensité de parjures et de sacriléges ; ils pleuroient amèrement l'odieux durable et irremédiable que de détestables moyens répandoient sur la religion, tandis que nos voisins exultoient de nous voir ainsi nous affoiblir et nous détruire nous-mêmes, profitoient de notre folie, et bâtissoient des desseins sur la haine que nous nous attirions de toutes les puissances protestantes. »

Les réformés s'enfuirent. La police se mit vainement sur leurs traces ; des certificats de confession furent vainement exigés des voyageurs ; vainement la peine de mort fut prononcée contre quiconque favoriserait l'émigration ; vainement 17 millions de biens-fonds furent confisqués sur les émigrés ; malgré les nombreuses troupes qui gardaient la frontière, cinquante mille familles sortirent du royaume [1] et se réfugièrent en Hollande,

[1] Les uns disent deux cent mille, d'autres cinq cent mille, d'autres un million d'individus. La statistique fournie au duc de Bourgogne porte seulement soixante-sept mille. Les *Oisivetés de Vauban* élèvent ce chiffre à quatre-vingts ou cent mille, lesquels ont emporté trente millions, grossi les flottes de nos ennemis de huit à neuf mille matelots, et leurs armées de six cents officiers et douze mille soldats.

en Angleterre, en Allemagne, en Suisse. C'étaient tous nobles, marchands, industriels. Cette population active, laborieuse, éclairée, porta à l'étranger ses talents, son épée, les secrets de notre industrie, des richesses, une haine implacable contre le despote qui la chassait. La plaie fut irréparable pour la France. On accueillit partout les réfugiés avec la plus grande faveur; on les sollicita même de s'enfuir, en leur promettant des établissements avantageux (1). Un faubourg de Londres fut peuplé d'ouvriers en soie, en cristaux, en acier; et la palme de l'industrie passa dès lors à l'Angleterre. Le Brandebourg sortit de ses fanges; Berlin devint une ville; la Prusse fut défrichée; les réfugiés eurent une influence si décisive sur les États de Frédéric-Guillaume, que de cette époque datent la grandeur de ces États et le poids qu'ils mirent dans la balance de l'Europe. Amsterdam leur bâtit mille maisons; Guillaume leur donna des pensions, des temples, des libertés; il s'en forma une garde de six cents gentilshommes et quatre régiments; il employa les plumes haineuses de leurs ministres à inonder l'Europe de pamphlets contre Louis XIV. Les Français allaient dorénavant rencontrer sur tous les champs de bataille ces émigrés pleins d'une haine acharnée contre leur patrie; et, plus d'un siècle après, nos soldats n'ont pas trouvé de plus grands ennemis en Allemagne que les descendants des réfugiés.

La révocation de l'édit de Nantes eut une terrible influence sur la fortune de Louis XIV : aucune puissance catholique ne lui en sut gré; le pape la blâma ouvertement; tous les autres princes en furent indignés. Ce fut la vraie cause de sa décadence, non pas tant parce qu'elle priva la France d'une partie de sa population et de ses richesses que parce qu'elle changea, comme nous allons le voir, le système politique de l'Europe.

§ VII. Ligue d'Augsbourg. — Affaires d'Angleterre. — Règnes de Charles II et de Jacques II. — Les États protestants, déjà irrités des usurpations de Louis XIV, s'indignèrent des souffrances de leurs coreligionnaires. Forcés jusqu'alors de réprimer leur haine par la terreur qu'inspirait la puissance du grand roi, ils conçurent l'espoir de se venger, quand ils virent que la révocation privait leur ennemi d'une partie de sa noblesse, mettait dans leurs rangs des réfugiés pleins de fureur, enfin allait exciter

(1) Lettre de Fénelon au marquis de Seignelay, du 7 février 1686

les troubles dans l'intérieur de la France. Les Provinces-Unies, qui n'avaient pas oublié l'injuste agression qu'elles avaient subie, étaient le foyer de ces projets de vengeance. Guillaume, dont l'ambition froide et lente cherchait depuis si longtemps le moment de se déployer, profita de la faute de Louis : cette ligue, que durant cinq ans il n'avait pu former en attisant toutes les haines, en apaisant tous les différends, allait maintenant se conclure facilement. Puissances protestantes, États catholiques, le Saint-Siége lui-même, avaient tant d'injures à venger qu'ils saisirent avec ardeur l'occasion que Louis leur offrait; et, le 9 juillet 1686, une ligue défensive contre la France fut formée secrètement à Augsbourg, entre l'empereur, les rois d'Espagne et de Suède, les Provinces-Unies, les électeurs palatin et de Saxe, les cercles de Bavière, de Franconie et du Haut-Rhin, etc. Cette ligue fut complétée, l'année suivante, par l'accession du duc de Savoie et de l'électeur de Bavière, par l'accord de tous les princes d'Italie, que la prise de Casal et le bombardement de Gênes avaient effrayés, enfin par l'adhésion secrète d'Innocent XI, qui était alors dans le fort de sa querelle avec le roi de France pour la régale et le droit de franchise. L'ambition de Louis XIV avait bouleversé l'équilibre européen à tel point, que la vieille lutte du protestantisme et du catholicisme allait se renouveler, mais sous des noms politiques, comme étant la lutte de la liberté de l'Europe contre la monarchie universelle du roi de France; elle allait se renouveler, avec cette différence que Louis trouvait dans les rangs des réformés, non-seulement la maison d'Autriche, mais la cour de Rome; et que cette ligue, dont le chef était le représentant du protestantisme, semblait travailler autant a forcer le roi de France à se soumettre aux réclamations pontificales qu'à défendre les calvinistes français.

Il manquait à cette coalition, plus complète et mieux serrée que celle de 1674, il manquait encore un membre indispensable pour lui donner de l'unité et achever l'isolement de la France : c'était l'Angleterre. Il fallait que Guillaume prît ce pays, dont Louis avait disposé jusqu'alors, comme une force nouvelle et décisive contre l'ennemi commun ; il résolut donc de faire en Angleterre une révolution à son profit, pour entraîner ce royaume dans la coalition contre la France.

L'Angleterre était alors dans la plus grande anarchie morale : roi, ministres, pairs, membres des communes, étaient vendus

à qui les payait, et non-seulement au roi de France ou au stathouder de Hollande, mais au roi d'Espagne et à l'empereur. Tous les sentiments d'honneur semblaient effacés; on se jouait de ses serments et de sa foi ; l'argent était le maître du gouvernement et de la nation. Mais au milieu de cette profonde dégradation, pendant que Charles et ses ministres corrompus vivaient au jour le jour, sans souci de la dignité du pays, pendant que républicains et presbytériens se vendaient à la fois à Louis XIV et au prince d'Orange, la lutte continuait entre le papisme et la réforme. Le triste rôle que Charles II avait fait jouer à l'Angleterre au traité de Nimègue, sa dépendance du roi de France, ses essais de tolérance religieuse et surtout la conversion du duc d'York au catholicisme, continuaient à exciter les défiances de la nation, lorsqu'un imposteur vint dénoncer un complot papiste [1678], dans lequel il ne s'agissait pas de moins que d'élever au trône le duc d'York, de massacrer les protestants, d'incendier Londres, etc. La multitude s'exalte à ces calomnies; tout prend les armes; le parlement rend décrets sur décrets contre les catholiques; les prêtres sont proscrits; un grand nombre de victimes périssent sur l'échafaud. Le roi n'ose s'opposer à cette fureur universelle, et il conseille lui-même au duc d'York de s'exiler à Bruxelles. Tout cela n'avait été fait que pour empêcher ce prince, héritier de Charles II, d'arriver au trône; et le parlement, dont l'opposition avait pris une couleur toute républicaine, porte contre lui un bill d'exclusion. A ce dernier outrage, Charles sort de son apathie, rejette le bill et dissout le parlement. Trois autres parlements sont successivement convoqués et dissous [1679, 1680, 1681], tant ils sont empreints du même esprit démocratique. Mais alors les partisans de la royauté, qu'on commençait à appeler *torys*, pendant que les partisans du peuple prenaient celui de *whigs*, exploitent la terreur qu'inspirait généralement le retour de la république; il se fait une réaction en faveur de la royauté. Au moyen d'une pension de deux millions que lui paye Louis XIV, au moyen de l'aristocratie et du clergé anglican, qui prêchent l'obéissance passive, Charles déploie une vigueur inaccoutumée, gouverne sans parlement et se laisse emporter à de sanglantes représailles contre les meneurs du parti populaire; il rappelle son frère, et, malgré l'acte du test, il le fait siéger au conseil. L'esprit indocile des Anglais semble dompté; les Stuarts marchent au pouvoir

absolu sans contradiction; Charles meurt, après s'être réconcilié solennellement avec l'Église romaine [1685, 6 févr.], et son frère monte sans obstacle sur le trône, sous le nom de Jacques II.

Le nouveau roi était un homme profondément convaincu de sa droit, qui regardait comme sa mission de rétablir le catholicisme, et qui, dans son zèle religieux, s'était même affilié à l'ordre des jésuites. La religion nationale semblait menacée. Un fils naturel de Charles II, le duc de Monmouth, appela les protestants aux armes : il fut vaincu et décapité ; la rébellion s'éteignit dans les supplices ; le trône de Jacques sembla tout à fait consolidé. Alors, et comme s'il eût attendu ce moment, Louis XIV révoqua l'édit de Nantes. Cet acte fit une profonde sensation en Angleterre : la presse et la chaire se répandirent en invectives contre le roi de France; toutes les craintes sur l'esprit envahissant du papisme se réveillèrent, et l'on vit avec terreur Jacques démasquer ouvertement ses projets contre la religion et les libertés nationales.

Celui-ci s'était mis, comme son frère, à la solde de Louis XIV ; « il n'avoit rien épargné pour se lier avec lui : on crut même qu'il ne faisoit rien sans le lui communiquer, et qu'il y avoit un traité secret entre ces deux princes par lequel ils s'étoient engagés de se secourir mutuellement contre leurs ennemis, et d'abolir, chacun dans ses États, la religion protestante [1]. » Séduit par l'exemple de Louis, certain de son appui et excité par ses conseils, il professa ouvertement la religion romaine, reçut solennellement un nonce du pape, envoya un ambassadeur à Rome, ouvrit des églises catholiques, s'entoura de moines et de jésuites, fit entrer des papistes, et même son confesseur, le jésuite Péters, dans son conseil. Les Provinces-Unies, l'Espagne, les princes allemands, le sollicitent de renouveler la grande alliance pour résister aux envahissements de Louis XIV : il refuse, les réfugiés français publient des pamphlets contre le roi de France : il les fait brûler par la main du bourreau. Faisant usage d'un droit mal connu et mal limité, que les rois d'Angleterre s'étaient attribué, le pouvoir *dispensatif*, il exempte les catholiques du serment du test [2], et les met dans tous les em-

(1) Quincy, Hist. milit. de Louis XIV, t. II, p. 109.
(2) Voyez page 262.

plois; enfin il proclame la liberté de conscience, permet à tous ses sujets l'exercice de leur culte, suspend les lois barbares portées contre les catholiques, et, pour comprimer les résistances, tient aux portes de Londres une armée de quinze mille hommes. Ses ministres veulent résister : ils sont disgraciés ; les évêques lui adressent une remontrance : ils sont emprisonnés ; le parlement fait des menaces : il est prorogé indéfiniment. La nation était indignée : l'alliance de Jacques II avec Louis XIV donnait lieu de croire que les deux rois étaient résolus à faire une croisade contre tous les protestants ; l'Angleterre allait donc encore être traînée à la remorque de la France contre la Hollande, elle était menacée d'avoir sa révocation de l'édit de Nantes. L'aristocratie se voyait déjà ravir les biens qu'elle avait enlevés aux églises ; les communes frémissaient de voir rétablir les autels de l'idolâtrie; le parti républicain redoutait les proscriptions. Whigs et torys, anglicans et presbytériens se réunirent ; mais l'appréhension d'une nouvelle révolution était telle, que l'on recula devant une révolte : il fallait, disait-on, prendre patience, opposer une résistance inerte aux entreprises de Jacques, laisser passer un mauvais règne; l'héritière de la couronne, Marie, zélée protestante, devait ramener le triomphe de la vraie religion, et placer sur le trône anglais le prince qu'on regardait comme le chef du protestantisme en Europe. Jacques continua à marcher vers son but, sans se soucier des murmures et des menaces ; il était convaincu de la bonté de sa cause, il se croyait certain du succès ; il agissait avec tant d'imprudence que la cour de Rome témoignait la plus grande répugnance à le seconder : « Il faut, disaient les cardinaux, excommunier ce roi, qui ruinera le peu de catholicisme restant en Angleterre. »

§ VIII. Projets et apprêts du prince d'Orange contre Jacques II. — Louis commence la guerre contre l'Allemagne. — Cependant il était un homme qui suivait avec une joie pleine d'anxiété les entreprises de Jacques : c'était Guillaume d'Orange. Comme époux de Marie, il se trouvait appelé à régner un jour en Angleterre ; mais son ambition trouvait le terme bien éloigné, et son beau-père, qui venait de se remarier, pouvait avoir un fils. La révocation de l'édit de Nantes, en communiquant le zèle du roi de France au roi d'Angleterre et en ravivant la haine universelle contre Louis XIV, lui inspira l'idée de détrôner Jacques pour engager la lutte contre la France avec toutes les

es de l'Europe; et la naissance d'un prince de Galles, en ant ses espérances légitimes, le décida à mettre à exécu- son audacieux projet.

epuis quinze ans il était en relation secrète avec les chefs arti populaire; il avait inspiré le bill du test et tous les d'opposition du parlement; il s'entourait d'Anglais exilés écontents; il avait des amis jusque dans le conseil de es, et qui poussaient ce malheureux roi à sa perte. Il ut de débarquer en Angleterre avec une armée, de se porter ne médiateur entre la nation et le monarque, de faire dé- celui-ci par le parlement, et de régner à sa place au nom femme. Il prépara son expédition en silence; et, sous pré- de garantir les Provinces-Unies et l'Empire contre l'agres- de la France, il rassembla des vaisseaux et des soldats, du entement des états généraux, sur lesquels il s'était rendu si absolu que s'il en eût été souverain. » Avec son habi- ordinaire, il communiqua ses projets aux confédérés gsbourg et même au pape; et telle était la haine que leur rait Louis XIV, tel était le désir de mettre l'Angleterre la coalition, que tous approuvèrent cette expédition d'un re contre son beau-père, ce détrônement d'un roi, cette ble atteinte portée au droit des souverains.

plan de Guillaume était d'inquiéter et d'occuper la France a ligue d'Augsbourg, pendant qu'il s'embarquerait sous nte de châtier les Algériens, et se dirigerait rapidement sur res. Il ne lui fallait pas un mois, pensait-il, pour faire une lution en Angleterre, et alors il reviendrait au secours de ue avec ses forces doublées. Il fit ses apprêts avec tant de t que Louis ne put que soupçonner le but réel de ses arme- ts. On disait, tantôt qu'il voulait se porter contre les Fran- qui envahissaient alors l'électorat de Cologne, tantôt venir cours des protestants de France : en effet, « ceux-ci étoient adés qu'on verroit bientôt quelque grande révolution, et e grand armement des Hollandais étoit destiné à les déli- (¹). » A la fin, Louis découvrit le mystère : il publia un feste passionné contre le pape et la maison d'Autriche, qui urageaient un protestant à détrôner un roi catholique; il

(¹) Lettre de Fénelon, alors en mission chez les protestants du Poitou, au mar- Seignelay [7 février 1686].

avertit Jacques par les lettres les plus pressantes de se mettre sur ses gardes, lui offrant tous ses secours, lui demandant, avant tout, la jonction de la flotte française à la flotte anglaise pour barrer le chemin au prince d'Orange. Jacques resta dans la plus étrange léthargie; il fut sourd à tous les avertissements; il persista opiniâtrément à croire que les armements de Guillaume n'avaient pour but que la France : plein de confiance dans son droit et dans son peuple, « il étoit d'ailleurs, disait-il, sûr de sa fille chérie. » Louis, épouvanté d'une sécurité si aveugle, porta des troupes sur la frontière des Pays-Bas, et fit déclarer par son ambassadeur aux états généraux que « les liaisons d'amitié qu'il avoit avec le roi de la Grande-Bretagne l'obligeoient, non-seulement à le secourir, mais encore à regarder comme une infraction manifeste de la paix et comme une rupture ouverte contre sa couronne le premier acte d'hostilité qui seroit fait par leurs troupes ou leurs vaisseaux contre Sa Majesté Britannique [1688, 14 sept.]. »

La Hollande s'effraya; mais Guillaume n'en continua pas moins ses apprêts, et il sollicita la ligue d'Augsbourg de commencer les hostilités. Quant à Jacques, il resta dans son opiniâtre aveuglement et désavoua hautement Louis XIV, « qui le prenoit, disait-il, sous sa protection, comme un petit prince de l'Empire. » Louis fut un peu dégoûté de son allié; mais comme sa cause était la sienne, il résolut de le sauver malgré lui en commençant la guerre. Seignelay voulait qu'on portât toutes les forces de terre et de mer contre la Hollande : c'était le cœur de la ligue, et l'on forçait Guillaume à rester dans son pays pour le défendre. Louvois voulait qu'on attaquât l'Allemagne : la ligue, disait-il, n'était pas prête; il fallait l'étourdir par de rapides succès, en détacher les principaux membres, et contraindre Guillaume à suspendre son expédition pour venir à la défense de ses alliés; d'ailleurs l'on n'avait pas de raisons pour attaquer les Provinces-Unies, qui protestaient sans cesse de leurs intentions pacifiques, et l'on avait, au contraire, contre l'Allemagne plusieurs prétextes de guerre. Ce dernier plan l'emporta. Louis avait une passion extrême de se venger de ces princes allemands, soldés depuis si longtemps par la France, qui l'avaient abandonné dans la dernière guerre, et tramaient encore une ligue contre lui. Ce fut une grande faute; elle devait accélérer la révolution d'Angleterre, réunir dans un seul intérêt les puis-

sances encore hésitantes de l'Allemagne et causer les revers de la France.

Les prétextes pour attaquer l'Allemagne ne manquaient pas : d'abord la diète germanique avait refusé de convertir en paix définitive la trêve de Ratisbonne; ensuite la duchesse d'Orléans, sœur de l'électeur palatin qui venait de mourir, revendiquait une partie de sa succession ; mais le plus grave de tous était celui-ci : à la mort du dernier électeur de Cologne, Louis avait recommandé au chapitre le cardinal de Furstemberg, qui lui était tout dévoué; l'empereur avait recommandé le prince Clément de Bavière, enfant de seize ans : le premier eut quinze voix sur vingt-quatre; le second en eut neuf; il fallait les deux tiers des voix : on en référa au pape, qui, dans sa haine contre la France, se prononça pour Clément. Louis fut très-irrité. L'alliance de l'électeur de Cologne était pour lui d'une haute importance : « au moyen de Landau, Saarlouis et Luxembourg, l'électorat de Trèves, celui de Mayence et le Palatinat étaient sous notre couleuvrine; il nous fallait l'électorat de Cologne pour être maîtres du Rhin. » Des troupes françaises furent envoyées au secours de Furstemberg, qui leur livra Bonn, Nuitz et Kayserwerth; de son côté, Clément de Bavière fit entrer des troupes impériales dans Cologne, et la guerre commença entre les deux compétiteurs.

Quinze jours après sa déclaration aux états généraux, Louis mit son armée en mouvement [1688, 30 sept.]. Quatre-vingt mille hommes commandés par le Dauphin, prince de vingt-sept ans, que le roi tenait dans une étroite dépendance, se portèrent contre Philippsbourg : Vauban dirigea le siége, et la ville, après un mois de résistance, fut forcée de se rendre [30 oct.]. De là on s'empara de Manheim, Kreutznach, Worms, Spire, Trèves, Mayence, Heidelberg, Heilbronn, etc.; en moins de deux mois, les trois électorats ecclésiastiques et le Palatinat furent conquis.

§ IX. Expédition du prince d'Orange. — Jacques est détrôné. — Guillaume III, roi d'Angleterre. — Guillaume, dès qu'il vit les Français abandonner la frontière des Pays-Bas pour se porter en Allemagne, fut rempli de joie : il se trouvait libre de se lancer dans son aventureuse entreprise. « Le siége de Philippsbourg, écrivait notre ambassadeur en Hollande, a fait monter les actions de 10 pour 100, et rendu les états généraux fort insolents par la certitude que le roi ne les attaquera pas, ni les Pays-Bas espa-

gnols. Le prince d'Orange est persuadé que l'empereur et beaucoup de princes s'engageront sous ce prétexte dans la guerre... Ses amis ne font pas mystère de dire qu'aussitôt qu'il aura fait assembler un parlement en Angleterre il déclarera la guerre à Sa Majesté. » Les états généraux publièrent leur manifeste: « La nation angloise, disaient-ils, ayant depuis longtemps murmuré de ce que le roi empiétoit sur les lois fondamentales et travailloit à les détruire, que par l'introduction de la religion catholique Sa Majesté Britannique ôtoit leur liberté et ruinoit leur religion, pour réduire toutes choses sous un gouvernement arbitraire, Son Altesse le prince d'Orange, sur les instantes prières de divers lords, a résolu de secourir la nation contre le gouvernement qui l'opprime et demandé l'assistance des états, lesquels (étant avertis que les rois de France et de la Grande-Bretagne avoient travaillé de concert pour dépouiller les Provinces-Unies de leurs alliances, qu'il étoit à craindre que si le roi de la Grande-Bretagne pouvoit parvenir dans son royaume à faire réussir ses desseins, ces deux rois, par haine contre la religion protestante, ne tâchent de renverser et anéantir les Provinces-Unies) ont résolu d'aider Son Altesse le prince d'Orange de leurs troupes et vaisseaux... » Alors Guillaume pressa ses préparatifs, rassembla soixante vaisseaux, sept cents transports, quatre mille cinq cents cavaliers, onze mille fantassins, outre un grand nombre de seigneurs anglais et un corps de réfugiés français. Le noyau de son armée était formé de six régiments anglais de quatre mille hommes, qui étaient au service des Provinces-Unies depuis 1677, et dont Jacques avait inutilement demandé le retour; le reste était composé de Hollandais, Français, Allemands, etc.

A la nouvelle de la marche des Français sur le Rhin, Jacques perdit sa sécurité. Tant qu'il avait vu leur armée dans le voisinage des Provinces-Unies, il se croyait à l'abri du danger; maintenant il voyait nettement le but des armements de Guillaume, et il chercha à se sauver en offrant à la Hollande d'entrer dans la coalition contre la France. « Le siége de Philippsbourg, disait-il, était une attaque contre la liberté de l'Europe. » On ne lui répondit pas. Alors il fit des concessions tardives aux Anglais, renvoya ses ministres catholiques, rassembla une armée de quarante mille hommes et une flotte de trente-sept vaisseaux. Il était trop tard. Guillaume déclara [1688, 10 oct.] dans

anifeste que, « appelé par les seigneurs et les communes gleterre, il avait acquiescé à leurs vœux, parce que, comme er de la couronne, il était intéressé à la conservation de t de la religion du pays. Un parlement libre, disait-il, est l remède qu'on puisse apporter aux maux de la nation, et s un parlement ne sera libre sous un roi qui règne sans aux lois... Nous avons donc pris la résolution de passer r avec des forces suffisantes pour appuyer les décrets d'un nent rendu à sa liberté... et aussi afin de pourvoir au ien de la religion protestante et à une bonne union, tant l'Église anglicane et les divers protestants que pour la se et le repos de tous ceux qui veulent vivre paisiblement e gouvernement. »

tempêtes violentes retinrent pendant un mois la flotte ndaise dans les ports ; enfin elle partit le 11 novembre. Le e portait sur ses bannières sa devise : « Je maintiendrai, » s bas : « la religion protestante et les libertés de l'Angle- » Un vent favorable le fit passer rapidement devant la royale que le même vent retenait sur la côte, et il arriva bay, où il débarqua sans obstacle. Il semblait facile d'em- r une révolution faite avec des troupes étrangères par un e étranger qui semblait s'imposer de lui-même à la nation. es ne manquait pas de partisans : une partie de l'Angle- était catholique ; une autre partie était attachée de cœur lynastie ; beaucoup de citoyens s'irritaient de l'interven- d'étrangers dans les affaires du pays ; le peuple voulait qu'on forçât le roi à respecter les lois et la religion na- e, mais il n'y avait réellement que l'aristocratie, le clergé, action d'hommes corrompus et ambitieux qui désirassent évolution. Enfin, depuis le manifeste des états généraux, XIV ne cessait de le conseiller, de le solliciter ; il lui alliance, argent, troupes, généraux, navires : mais Jacques tait rien, n'accepta rien, ne fit rien [1]. Aussi Guillaume ha sur Londres sans rencontrer d'ennemis. Un grand re de seigneurs vinrent le joindre, et même Anne, la ème fille du roi, avec son mari, le prince de Danemark ;

Il faut, écrit à Louis XIV notre ambassadeur Londres, que Votre Majesté et le tire d'embarras, sans qu'il y contribue autrement que par des prières »

l'armée se dispersa; Jacques s'enfuit. Le prince d'Orange était arrivé aux portes de Londres : il n'y avait plus de gouvernement; le peuple voulait massacrer les catholiques : trente pairs s'emparèrent de l'autorité et invitèrent Guillaume à régler les affaires de l'État. Cependant Jacques, surpris dans sa fuite, fut ramené à Londres, et le peuple le reçut avec acclamation. Guillaume trembla et força son beau-père à repartir pour Rochester, sous la garde des troupes hollandaises : là, on lui laissa toute liberté de s'enfuir ; et, des traîtres lui ayant mis devant les yeux l'échafaud de son père, Jacques s'effraya, partit en secret et vint débarquer en France [25 déc.], où il fut reçu par Louis XIV avec la plus noble magnificence.

Cette fuite décida la révolution. On redoutait l'anarchie ; les pairs et les communes chargèrent Guillaume de l'administration du royaume, en attendant la convocation d'une convention nationale qui devait disposer du trône, et « établir les fondements d'une sûreté inébranlable pour la religion, les lois et la liberté. » Cette convention s'assembla le 22 janvier 1689 ; à la majorité de deux voix, elle déclara Jacques II déchu du trône, et appela à sa place Guillaume et Marie, le premier devant exercer tout le pouvoir. On présenta à Guillaume, qui l'accepta, une *déclaration des droits*, sorte de charte qui réglait très-incomplétement les prérogatives du roi et les libertés de la nation, mais qui contenait néanmoins les grands principes des monarchies constitutionnelles, le vote de l'impôt, la loi faite par le concours du roi et du parlement, la liberté des élections, le droit de pétition, etc. Trois mois après, la convention nationale d'Écosse offrit de même le trône à Guillaume : il n'y eut que l'Irlande qui resta fidèle à Jacques II.

Cette révolution, faite avec tant de facilité, et dans laquelle il n'y eut pas une goutte de sang répandue, ne fut pas cependant populaire : la corruption et l'intrigue l'avaient amenée ; l'aristocratie seule devait en tirer profit : le peuple en resta spectateur. Ce fut un coup mortel pour la monarchie absolue de Louis XIV. Elle changea le système politique de l'Europe en jetant toutes les ressources de la Grande-Bretagne dans la coalition, en laissant le principe de monarchie catholique et absolue sans alliés, en faisant de l'Angleterre l'instrument et l'appui le plus fort de la liberté religieuse, en amenant la décadence de Louis XIV. Ce fut la réaction de la réforme contre la révocation

de l'édit de Nantes: la chute de Jacques était, pour ainsi dire, une menace contre Louis; la souveraineté du peuple se plaçait en face de la souveraineté de droit divin. Le principe catholique et de royauté absolue devait haïr maintenant le calvinisme, non plus seulement pour avoir créé la république municipale de Genève et la république fédérative des Provinces-Unies, mais la monarchie constitutionnelle d'Angleterre.

CHAPITRE V.

Guerre contre la ligue d'Augsbourg. — 1689 à 1698.

§ 1. Apprêts de guerre. — Expédition d'Irlande. — Batailles de Bévéziers et de la Boyne. — Soumission de l'Irlande. — Louis XIV, en voyant tomber du trône, avec l'assentiment de tous les ennemis de la France, le martyr de la royauté catholique et absolue, ne sentit pas mollir ses convictions: en se contemplant dans sa grandeur, en voyant si éclatant et si ferme en lui le principe qui venait d'être vaincu, il se crut prédestiné à le relever de sa chute passagère; il s'exalta à l'idée d'être seul, en Europe, le représentant du droit; lui qui, maintenant, rassasié de magnificences et de plaisirs, s'enfonçait de plus en plus dans la dévotion, se dévoua à cette œuvre avec une sorte de fanatisme qui ne fut pas sans grandeur. Jacques n'avait été autrefois pour lui qu'un allié qu'il estimait médiocrement; maintenant c'était un roi saint et vénérable qu'il accablait d'amitié, de prévenances, de respect: il lui donna une cour aussi pompeuse qu'à lui-même, car il ne fallait pas que les peuples vissent un roi déchu et qui n'a que son droit, réduit à l'humiliation et à la misère; il lui promit de consacrer toutes les ressources de son royaume à soumettre ses sujets rebelles: « Votre cause, lui dit-il, est celle de tous les rois. »

Guillaume III, à peine établi sur le trône, renouvela la ligue d'Augsbourg et y fit entrer l'Angleterre. Jamais coalition si imposante n'avait été formée contre la France: elle était due sans doute à l'orgueil et aux fautes de Louis XIV; mais, à vrai dire, c'étaient bien moins les alarmes excitées par l'usurpation de quelques villes et la révocation de l'édit de Nantes qui l'avaient engendrée, que la haine conçue contre la France par tous ses voisins, que la passion qu'ils avaient de l'abaisser et de la ré-

duire. Alors se dévoila complétement, pour la première fois, cette jalousie permanente des États européens contre le pays qui, par sa position géographique et le génie de ses habitants, exerce sur les autres une influence naturelle et légitime ; jalousie qui existe encore aujourd'hui, qui a valu à la France tant de combats, tant de gloire, tant de revers, qui a si souvent arrêté le progrès dont cet État semble avoir l'initiative. La monarchie universelle de Louis XIV en fut le premier prétexte : cette monarchie se réduisait à quatre ou cinq petites provinces acquises depuis le commencement de son règne, provinces autrefois distraites du cadre naturel de la France, et qui étaient loin de le compléter : c'étaient les seules acquisitions que celle-ci eût faites depuis Louis XI, pendant que dans les deux derniers siècles tous les autres États s'étaient démesurément agrandis. La monarchie universelle n'en fut pas moins l'épouvantail dont on se servit pour ameuter tous les peuples contre « le pays qui voulait, disait-on, réduire l'Europe en une véritable servitude. »

Pour résister à une coalition formée des deux grandes puissances maritimes, de la maison d'Autriche, de tout l'Empire, de l'Italie, qui avait une forte tête pour la diriger, des subsides assurés, des armées nombreuses, enfin qui comptait sur des troubles dans l'intérieur de la France, Louis XIV n'avait qu'une alliée, la Turquie ; encore les Ottomans, depuis qu'ils étaient en guerre avec la sainte alliance, n'avaient-ils éprouvé que des défaites ; ils allaient même accepter la paix de l'Autriche aux plus dures conditions, « lorsque, dit l'historien grec Cantemir, le très-chrétien soleil communiqua un rayon de sa lumière au pâle croissant prêt à entrer en défaillance, et fit rappeler sur le Rhin, en déclarant la guerre à l'empereur, les forces qui triomphaient sur le Danube. » Il essaya vainement de tirer les Polonais et les Russes de la sainte alliance : les premiers, malgré l'ingratitude dont les avait payés l'Autriche, continuaient à la servir en combattant les infidèles ; les seconds faisaient tous leurs efforts pour s'ouvrir la mer Noire et acquérir ainsi une existence européenne. Il excita des soulèvements en Hongrie, en Irlande, en Catalogne ; mais c'étaient de médiocres diversions : et il se trouva, en définitive, réduit à ses propres forces. Le danger ne l'effraya pas. A la nouvelle du débarquement de Guillaume, il avait déclaré la guerre à la Hollande ; il la déclara maintenant à Guillaume lui-même, comme usurpateur du trône

eterre; puis il la déclara à l'empereur et au roi d'Es- Il mit sur pied trois cent cinquante mille hommes, et quatre armées en Flandre, sur le Rhin, en Italie et rénées, outre une cinquième qui se rassembla en Bre-

forme et la race anglaise étant confondues dans la même par les Irlandais, le catholique Jacques II, chassé par les s, était devenu pour la « verte Érin » un roi national, et lution *orangiste* avait été repoussée par tous ses habi- excepté par ceux de Londonderry, ville peuplée entière- de colons anglais. C'était donc en Irlande qu'il fallait er Guillaume III, âme de la coalition, et maître des deux ui devaient la solder. Louis prépara un armement formi- vingt mille hommes de débarquement, des armes, de t, et Jacques se disposa à en prendre le commandement. e prince avait été rapetissé par le malheur : tombé dans votion pusillanime, et obsédé par les jésuites, le « saint e, qui avait quitté trois royaumes pour une messe, » était la risée des courtisans français; ce qu'il avait gardé, son opiniâtreté inébranlable, sa confiance dans son droit e qu'il était toujours le roi national de l'Angleterre. Il ne devoir son rétablissement qu'à ses sujets; et de tous les de Louis XIV, il n'accepta d'abord que quinze cents es, des armes, de l'argent et une flotte de vingt vaisseaux ates.

évolution de 1688 continuait à être impopulaire; la ma- le la nation haïssait Guillaume; Jacques avait donc de s chances de réussite. Il fut accueilli avec enthousiasme lande, et il assembla sur-le-champ un parlement qui lui a des subsides et trente mille hommes, à la condition econnaîtrait l'entière indépendance du pays Il s'y refusa: es dissensions et les fautes commencèrent. Le parlement ita les Anglais et dépouilla les protestants de leurs biens; s proscrivit tous ceux qui ne lui prêtaient pas serment; lats, indisciplinés et pillards, accablèrent d'exactions le ce qui se dévouait pour lui. Cependant, comme presque 'île reconnaissait son autorité, on l'engageait à la quitter sser en Écosse, où les montagnards, de race gallique, is éternels des habitants des plaines, de race saxonne, nt proclamé et s'étaient mis en campagne; il attendit,

perdit un temps précieux à assiéger Londonderry, et échoua devant cette ville.

Guillaume était tout occupé en Angleterre à consolider son trône chancelant; il envoya d'abord dans la mer d'Irlande une flotte commandée par l'amiral Herbert, pour fermer la route aux secours français. Cette flotte fut rencontrée, dans la baie de Bantry, par une escadre française de douze vaisseaux et portant sept mille hommes que commandait Château-Renaud; elle fut battue [1689, 12 mai]; la mer se trouva abandonnée aux vaisseaux français, et deux autres escadres apportèrent de nouveaux renforts à Jacques. Seignelay déployait une grande activité, sachant bien que c'était en Irlande qu'était le nœud de la guerre. Alors Guillaume envoya dans cette île [12 août] une armée de quinze mille hommes, commandée par le duc de Schomberg, illustre émigré de la révocation de l'édit de Nantes. Jacques aurait pu, ayant des forces doubles, battre et disperser cette armée : malgré les dissensions qui existaient entre lui et le parlement, malgré ses imprudences tyranniques, sa cause était nationale pour l'Irlande; mais il semblait avoir perdu toute énergie, et laissa tranquillement l'armée anglaise s'établir et faire des progrès durant une année entière. Cependant Guillaume, ballotté par tous les partis, avait besoin d'une victoire : tant qu'il verrait le roi légitime établi en Irlande, remuant l'Écosse et menaçant l'Angleterre, il ne pouvait jeter la Grande-Bretagne dans la guerre continentale, seul moyen pour lui de dominer les factions : il obtint des secours des Provinces-Unies, et passa en Irlande [1690, 14 juin] avec quarante mille Allemands, Hollandais, Français, etc.

A cette nouvelle, Seignelay envoya une flotte de soixante-dix-huit vaisseaux et de vingt-deux brûlots commandés par Tourville, pour fermer le retour au roi anglais, intercepter ses convois et débarquer des troupes en Écosse. Guillaume opposa à cette flotte tous les vaisseaux de la Hollande et de l'Angleterre, et chercha à livrer bataille à son rival. Les généraux de Jacques lui conseillaient d'éviter tout engagement avec une armée plus nombreuse et mieux disciplinée que la sienne; la flotte française devait forcer l'usurpateur à se retirer ou à périr de disette. Jacques n'écouta pas ces conseils : il attendit l'ennemi dans son camp, sur la Boyne. Guillaume passa la rivière près de Drogheda, engagea la bataille [11 juillet], et y montra autant d'audace et

d'habileté que son adversaire de faiblesse et d'ineptie; les réfugiés français combattirent avec fureur, le vieux Schomberg fut tué; mais les protestants remportèrent la victoire. Jacques, qui avait été simplement spectateur de la bataille, ne fit aucun effort pour rallier ses troupes et se retira à Dublin. Il pouvait continuer la guerre: sa perte était peu considérable; la France allait lui envoyer des secours; enfin une grande victoire navale des Français avait largement compensé la défaite de la Boyne: mais ce prince, jadis si brave et résolu, perdit courage et ne songea plus qu'à quitter l'Irlande.

Tourville, la veille du jour de la bataille de la Boyne, avait rencontré la flotte alliée [10 juillet], forte de quatre-vingt-dix bâtiments et commandée par Herbert, à la hauteur du cap Beachy, ou Bévéziers, sur la côte de Sussex :il l'attaqua, la battit complétement, lui fit perdre quatorze vaisseaux et cinq brûlôts, et força les autres à se réfugier dans la Tamise et les îles de la Hollande. Après s'être ravitaillé au Hâvre, il se partagea en plusieurs escadres qui coururent toute la Manche en faisant de nombreuses prises; puis il fit une descente à Teignmouth [9 août], et y brûla quatre vaisseaux de guerre et huit vaisseaux marchands. Cette belle victoire eut un immense retentissement: elle donna aux Français l'empire de l'Océan ; mais elle ne servit point à Jacques, qui, désespérant de sa cause, s'embarqua à Waterford et revint en France.

Louis ne se lassa point d'envoyer en Irlande des secours abondants en armes, en argent et en hommes: les catholiques continuèrent la lutte avec acharnement; mais, après de nombreux efforts, la bataille d'Aghrim, où vingt-cinq mille Irlandais, commandés par Saint-Ruth, furent complétement défaits par dix-huit mille Anglais, commandés par Ginckle, décida du sort de l'Irlande [1691, 12 juillet]. Limerick, place d'armes des catholiques et que Guillaume avait vainement assiégée, se rendit, sous condition que les Irlandais, en prêtant serment au nouveau roi, conserveraient leurs droits, leurs propriétés et leur culte. Cette condition fut violée; l'Irlande retomba plus rudement que jamais sous la main de ses tyrans: elle fut privée de toute liberté, dépouillée, ensanglantée, réduite enfin à l'excessive misère où elle agonise encore aujourd'hui. Quinze mille Irlandais préférèrent l'exil à la domination des Anglais: ils s'embarquèren sur la flotte de Château-Renaud et vinrent s'établir en France.

§ II. Incendie du Palatinat. — Campagne de 1689. — Les premiers secours envoyés en Irlande avaient forcé le roi de rappeler une partie de ses troupes du Rhin, et l'on ne pouvait conserver les conquêtes très-étendues qu'on avait faites de ce côté; alors l'on résolut de transformer tout ce pays en un désert, pour empêcher l'ennemi d'y vivre, punir les princes qui s'étaient déclarés contre la France et terrifier l'Allemagne. Louvois, qui inspirait à Louis XIV ces moyens terribles de destruction, le bombardement et l'incendie, comme dignes de sa grandeur, ordonna de « tout brûler et rebrûler. » On avertit les habitants qu'ils eussent à abandonner le pays et à se retirer en Alsace et en Lorraine, où on leur donnerait des terres; et l'on mit le feu à Spire, Worms, Heidelberg, Manheim, et à une multitude de bourgs et de villages dans le Palatinat, l'électorat de Trèves et le margraviat de Bade; on démolit les murailles, et les ruines en furent jetées dans le Necker et dans le Rhin; on pilla les églises; on dévasta les campagnes; on détruisit les monuments, les archives, les actes; il semblait qu'on voulût anéantir l'histoire et l'indépendance de ce pays. Ces atrocités si froides, si inutiles, qui semblaient imitées des despotes de l'Orient, et dont les exécuteurs eux-mêmes étaient honteux, inspirèrent de l'horreur à toute l'Europe, et justifièrent les accusations portées contre Louis XIV. La diète de Ratisbonne lui déclara la guerre [1689, 14 févr.], et ordonna une levée générale « contre ces ennemis de l'Empire et de la chrétienté, qui, semblables aux nations barbares, ont emmené le peuple en esclavage et se sont fait un jeu de traiter des catholiques avec une cruauté dont les Turcs mêmes auroient rougi [1]. »

L'Allemagne indignée leva trois armées. La première, commandée par le prince de Waldeck, s'unit aux Hollandais et Espagnols, commandés par Churchill, duc de Marlborough : elle fut dirigée dans les Pays-Bas contre le maréchal d'Humières, général peu habile, et le battit à Valcourt [27 août], ce qui força les Français à abandonner la ligne de la Sambre. La deuxième, commandée par l'électeur de Brandebourg, vint ar-

(1) Mém. de Jacques II, t. IV, p. 66. — Un des généraux se fit une renommée épouvantable par sa férocité : ce fut Mélac, le grand exécuteur des cruautés de Louvois, et qui, pendant deux ans, ne fut occupé qu'à incendier. Son nom était devenu l'effroi des peuples, et, pour se donner l'air plus cruel, il couchait avec deux loups.

siéger Bonn; la troisième, commandée par le duc de Lorraine, vint assiéger Mayence. Ces deux places, où commandaient d'Uxelles et d'Asfeld, firent une résistance opiniâtre; mais le maréchal de Duras, général très-médiocre, ne put les secourir: elles capitulèrent; l'électeur et le duc firent leur jonction [8 sept.], et les Français furent forcés de rétrograder dans la Lorraine et l'Alsace.

Ce triple échec ne répondait pas aux efforts que la France avait faits pour commencer la guerre, efforts qui étaient tels, que le trésor se trouvait déjà épuisé : 120 millions avaient été dépensés dans cette année par Lepelletier, successeur de Colbert, et il fallut recourir à des moyens extraordinaires pour la campagne suivante. On emprunta, on altéra les monnaies, on créa des charges qu'on vendit de force à de riches capitalistes : ainsi deux offices de trésorier de l'épargne furent vendus chacun 700,000 livres, et six offices de maître des requêtes, chacun 200,000 [1]. On fit des recherches contre les traitants, on demanda des dons aux villes; enfin l'on fondit les chefs-d'œuvre d'orfévrerie qui décoraient les salons de Versailles, et qui avaient été ciselés par Ballin sur les dessins de Lebrun : ce qui avait coûté dix millions n'en rapporta que trois.

§ III. Campagne de 1690. — Batailles de Fleurus et de Staffarde. — Avec ces ressources, on ouvrit la campagne de 1690. Mais le cabinet de Louis XIV ne sut pas former un plan qui embrassât les différents théâtres de la guerre, et qui, en mettant de l'ensemble dans les mouvements des diverses armées, ne fit d'elles, en réalité, que les divisions d'une armée unique. Chacune opéra isolément; avec trois cent mille hommes sur pied, devant des ennemis lents et mal unis, quand on devait s'attendre à des opérations hardies et décisives, qui termineraient promptement la guerre, devenue, avec ces immenses armées, un fardeau intolérable, on fit des siéges, on ravagea des provinces, on livra des combats, non pour détruire les ressources de l'ennemi, envahir son territoire, le forcer à la paix, mais pour obtenir une victoire stérile, l'honneur d'un champ de bataille; et nous allons voir souvent deux cent mille hommes rester l'arme au bras à cent pas les uns des autres pour empêcher ou favoriser la prise d'une ville tout à fait inutile au dénoûment

(1) La Fare, p. 75.

de la guerre. Enfin Louis, qui voulait diriger ses généraux comme il croyait diriger ses ministres, leur demanda plutôt de la soumission que des talents, et ne fit que de mauvais choix. Créquy était mort en 1687; il ne restait que Luxembourg et Catinat sur lesquels on pût compter : encore ces pâles reflets de Condé et de Turenne n'étaient pas aimés de la cour, le premier, à cause de sa vie déréglée, le deuxième, à cause de son rigorisme philosophique; on ne les employa qu'avec répugnance.

Luxembourg fut envoyé dans les Pays-Bas; Boufflers, sur la Moselle; Lorges, avec le Dauphin, sur le Rhin; Catinat, dans le Piémont, pour surveiller le duc de Savoie et contenir les Espagnols du Milanais; Noailles, dans la Catalogne.

Le prince de Waldeck, avec quarante mille hommes, se dirigea de Maëstricht sur Charleroy, et se posta avantageusement sur la Sambre, derrière Fleurus, attendant que l'électeur de Brandebourg eût repris l'offensive sur la Moselle, pour chercher à se joindre à lui. Luxembourg rassembla son armée sur l'Escaut, passa la Lys et menaça Gand; puis, laissant d'Humières pour contenir les Espagnols dans la Flandre maritime, il se porta du côté de la Sambre pour se joindre à la division de Boufflers, et attaquer Waldeck avec cinquante mille hommes. Il escarmoucha d'abord devant l'ennemi, qui était en pleine sécurité à cause de la supériorité de ses forces; puis, lorsque Boufflers l'eut rejoint, il passa la Sambre, attaqua l'ennemi dans sa position de Fleurus [1690, 1er juillet], tourna sa gauche par une manœuvre audacieuse, et le mit en pleine déroute. Six mille morts, huit mille prisonniers, deux cents drapeaux, toute l'artillerie, furent les trophées de cette belle victoire, qui aurait dû donner au vainqueur les Pays-Bas : « toutes les villes n'attendaient qu'une semonce pour se soumettre [1]. » Mais Luxembourg, qui trouvait sur le champ de bataille les illuminations de Condé, était un général plein de négligence, ami des plaisirs, sans application, qui jamais ne sut former ni conduire un plan de campagne : content de la stérile gloire qu'il avait acquise et prétextant mal à propos la difficulté des vivres, il laissa les fuyards se rallier à Bruxelles et se joindre à l'armée de Brandebourg, que les états généraux appelèrent en toute hâte. Alors, se voyant inférieur en forces, il resta dans l'inaction et se contenta de ravager le pays ennemi.

(1) Mém. de Berwick, t. I, p. 382.

Sur le Rhin, le Dauphin et le maréchal de Lorges ne firent qu'escarmoucher devant l'électeur de Bavière, qui avait succédé au duc de Lorraine [1]. Ils ravagèrent cinquante villages de l'électorat de Cologne; mais sans résultat, et pendant trois mois deux armées de quatre-vingt mille hommes se regardèrent sans oser livrer bataille. Il en fut de même en Catalogne, où Noailles avait l'ordre de se tenir sur la défensive. Mais, sur les Alpes, les opérations prirent une grande importance. Victor-Amédée, duc de Savoie, habile politique et bon général, cherchait à devenir la puissance dominante en Italie; il avait adhéré à la ligue, mais il refusait de se déclarer, et penchait à vendre son alliance à la France, dans l'espoir de s'agrandir aux dépens de l'Autriche. C'était un prince considérable moins par ses forces que par sa position, puisque seul il pouvait occuper une armée française en menaçant la Provence. Ce fut Louvois qui le jeta dans la coalition: ce ministre semblait prendre plaisir à multiplier les périls de la France, en vantant à son maître « la gloire d'être seul contre tous. » Catinat avait été envoyé dans le Piémont avec douze mille hommes, pour forcer le duc à prendre parti contre la ligue : il s'avança jusqu'à Turin et négocia. Victor s'engageait à donner trois mille hommes à la France comme gage de son alliance; Louvois exigea, en plus, la remise de ses deux grandes places, Verrue et Turin. Le duc refusa, se déclara pour la coalition, reçut des secours de l'empereur et de l'Espagne, et chercha à soulever les calvinistes du Dauphiné. Aussitôt Catinat commença les hostilités [1690, 13 juin]; il mit tout le Piémont à contribution, pendant qu'un corps d'armée, détaché du Rhin, conquérait la Savoie; puis il se dirigea, avec vingt mille hommes, sur Saluces, en laissant un petit corps, sous les ordres de Feuquières, pour contenir les montagnards des Alpes t assurer ses communications avec la France; mais ce corps fut battu près de Luzerne, et rejoignit avec peine le gros de l'armée. Alors le duc de Savoie passa le Pô, espérant avoir bon marché de Catinat, qui cherchait à rétablir ses communications; il le rencontra près de Staffarde, et fut complétement battu [18 août]; il perdit quatre à cinq mille hommes, tous ses bagages, ses canons, et cette victoire ne coûta aux Français que cinq cents hommes.

[1] Charles V mourut en 1690, sans avoir jamais recouvré son duché. Son fils Léopold hérita de ses prétentions.

§ IV. Campagne de 1691. — Combat de Leuze. — La ca
de 1690 avait été à l'avantage de la France par les vict
Béveziers, de Fleurus et de Staffarde; mais la défaite
ques II sur la Boyne rendait ces victoires inutiles. Gui
débarrassé de son rival et voyant sa position se raffer
Angleterre, passa sur le continent pour ranimer la coal
tint un congrès à la Haye, où assistèrent les princes co
ou leurs ministres : il y fut résolu que la ligue mettrait
deux cent vingt mille hommes.

Louis XIV porta à cent mille hommes l'armée de
[1691] : il vint en prendre le commandement et fit le
Mons. Cette ville était la clef de la Belgique; mais elle
résister à la science de Vauban, qui fit, pour la soumet
travaux prodigieux. Guillaume marcha vainement à
vrance; il n'osa attaquer l'armée qui couvrait le siége,
se rendit [1691, 9 avril]. La prise de cette ville fut le fruit
des grandes dépenses faites pour cette campagne. La
devenait presque insignifiante quand le roi command
mée; ce n'était, pour ainsi dire, qu'une parade pompeu
nore, où les généraux n'osaient plus rien entreprendre
mêmes, et bornaient toute leur science à préparer la r
immanquable d'une ville. Louis, après la prise de Mon
l'armée à Luxembourg; et le reste de la campagne se
marches et en escarmouches, dans lesquelles le marécha
que inférieur en forces, fit échouer tous les projets de l'
en refusant de livrer bataille. A la fin, Guillaume qu
armée et chargea Waldeck de la mettre en quartiers
Celui-ci le fit avec tant de négligence que Luxembourg,
près de Tournay, prit avec lui vingt-huit escadrons de la
du roi, fit cinq lieues à la course et tomba tout à coup
sur l'arrière-garde ennemie, forte de soixante-douze esc
il la mit en déroute [19 sept.] ; « mais la gloire fut la seul
qu'en retira le vainqueur [1]. »

Les opérations furent sans importance sur le Rhin, o
réchal de Lorges se tint sur la défensive et se contenta
vivre son armée aux dépens du pays ennemi. Dans le P
les alliés firent de grands efforts pour secourir le duc de
et Guillaume lui envoya trois régiments de réfugiés fr

(1) Villars, t. 1, p. 398.

mais Catinat n'en poursuivit pas moins ses succès : il prit Villefranche, Nice, Oneglia et enfin Montmélian, l'une des plus fortes places de l'Europe. Dans la Catalogne, le duc de Noailles s'empara d'Urgel, et le comte d'Estrées bombarda Barcelone et Alicante.

§ V. Campagne de 1692. — Bataille de Wight ou de la Hogue. — Prise de Namur. — Combat de Steinkerke. — Invasion de la Provence. — Guillaume était revenu en Angleterre, où le parti jacobite avait repris des forces et le menaçait par des conspirations continuelles. On lui reprochait de sacrifier les ressources de l'Angleterre, pour satisfaire sa haine personnelle contre Louis XIV ; on se plaignait de l'énormité des impôts et de ses tyrannies ; il semblait n'être plus soutenu que par une faction et qu'il suffirait d'un médiocre effort pour le renverser. D'ailleurs la corruption était arrivée à son comble en Angleterre, où le mouvement protestant de 1688 n'avait engendré d'autre philosophie que le sensualisme de Locke, l'athéisme de Hobbes, le scepticisme de Bayle ; la nation semblait être à l'encan ; toute vertu politique était moquée ; Jacques avait des intelligences dans le conseil de Guillaume, Guillaume dans la cour de Jacques, et qui de part et d'autre trahissaient même ceux qui les avaient achetées. Le moment semblait donc favorable pour faire une nouvelle descente en Irlande.

Le seul homme qui pût mener à fin ce projet était le jeune ministre qui, en quelques années, avait donné à la France, la prééminence sur la mer ; mais Seignelay était mort [1690, 3 nov.], et il avait eu pour successeur un magistrat déjà trop faible pour le ministère des finances, Pontchartrain. Cependant l'on rassembla, de Caen à Cherbourg, trois cents bâtiments de transport et quinze mille hommes, sous le commandement de Jacques et du maréchal de Bellefonds ; ordre fut donné à la flotte de Tourville qui était à Brest, et à celle d'Estrées, qui était à Toulon, de se réunir et de balayer la Manche. Pendant ce temps, Louis XIV devait conduire cent mille hommes en Flandre pour occuper Guillaume, Lorges maintenir les Impériaux sur le Rhin, Catinat et Noailles prendre l'offensive dans le Piémont et dans la Catalogne.

Guillaume, instruit du danger par les courtisans de Jacques, déploya une activité prodigieuse : il ranima la ligue en lui montrant le fantôme de la monarchie universelle de Louis XIV ;

puis il envoya des renforts dans les Pays-Bas, et donna ordre aux flottes anglaise et hollandaise de se réunir.

L'armée d'embarquement était prête ; Tourville tenait la mer ; on n'attendait plus que d'Estrées, qui était alors battu par les tempêtes dans le golfe de Biscaye. Un retard pouvait tout perdre. L'amiral Russel croisait dans la Manche pour se joindre aux Hollandais ; Louis ordonna à Tourville de l'attaquer, quelle que fût sa force : il comptait, d'après les promesses de Jacques, sur la désertion d'une partie de la flotte anglaise, Russel étant en correspondance secrète avec le roi déchu. Tourville obéit ; mais, au moment où il rencontra l'ennemi, les deux flottes alliées venaient de se réunir, et se composaient de quatre-vingt-huit vaisseaux et de trente-sept frégates et brûlots portant quarante mille hommes avec sept mille canons. Il n'avait que quarante-quatre vaisseaux et onze brûlots ; mais il n'en courut pas moins sur l'ennemi, comme s'il se croyait sûr de la victoire [1692, 29 mai]. La bataille s'engagea au milieu de la Manche, entre le cap de la Hogue et l'île de Wight ; elle dura dix heures ; les Français s'y couvrirent de gloire et ne firent aucune perte, pendant que les alliés eurent deux vaisseaux et cinq brûlots coulés bas. Mais les forces étant trop inégales, Tourville donna le signal de la retraite et se retira en bon ordre. L'ennemi le poursuivit. Dans le vaste système de ports conçu par Colbert pour faire de la France une puissance maritime, on avait oublié Cherbourg [1], situé en face de Portsmouth, et les flottes de la Manche se trouvaient sans autre abri que Saint-Malo : on paya cher cette faute, qui ne fut réparée que plus d'un siècle après. Tourville étant en retraite, sept de ses vaisseaux s'écartèrent et cherchèrent un refuge à Brest ; avec les trente-sept autres, il résolut, faute de port à Cherbourg, de filer sur Saint-Malo, par le raz de Blanchard, entre la côte du Cotentin et les îles d'Aurigny et Guernesey. Vingt-deux navires franchirent heureusement ce passage dangereux ; trois, qui étaient endommagés, restèrent à Cherbourg ; douze, surpris par un vent contraire, furent tenus immobiles dans le passage, et, n'y pouvant mouiller, se retirèrent dans la rade ouverte de la Hogue. Les alliés se divisèrent : trente vaisseaux se mirent inutilement à la poursuite des vingt-deux qui entrèrent à Saint-Malo ; dix-sept

[1] Voyez ma *Géographie militaire*, p. 148 et 149, 4e édit.

vinrent assaillir les trois réfugiés à Cherbourg, et, après un combat terrible, les incendièrent; quarante se portèrent dans la rade de la Hogue. Tourville demanda des secours à Jacques et au maréchal de Bellefonds; il fit débarquer les équipages, dégréer et échouer les douze vaisseaux, et résolut de les défendre avec ses chaloupes; mais l'ennemi l'assaillit avec des forces si supérieures, et Jacques mit tant de lenteur à le secourir, qu'il ne put empêcher les douze vaisseaux d'être brûlés. Alors l'armée se dispersa sur les côtes, où l'on craignait un débarquement; le plan de campagne fut renversé, et ce fut la ruine des espérances de Jacques [1].

La bataille de Wight fut très-populaire en Angleterre; la renommée exagéra cette journée, que Tourville appelle justement dans son rapport au roi « l'action la plus glorieuse qui se soit jamais passée en mer, » et tous les historiens ont répété que le désastre de la Hogue fut la ruine de la marine française. Il n'en fut pourtant rien : l'on mit bientôt en mer des forces égales à celles qu'on avait jamais eues ; et, quelques jours après la bataille, les vingt-deux vaisseaux retirés à Saint-Malo se partagèrent en plusieurs escadres, et capturèrent deux flottes marchandes.

Cependant le résultat immédiat de la journée de la Hogue étant la ruine de l'expédition d'Irlande, tous les efforts durent se porter vers la guerre continentale ; mais là aussi manquait le ministre qui donnait par son génie administratif de l'unité et de l'ensemble aux armées. Louvois était mort au moment où il allait être disgracié par l'influence de madame de Maintenon [1691] : les incendies du Palatinat avaient inspiré de l'horreur au roi lui-même. Louis n'avait jamais regardé Louvois, Colbert et Lionne que comme de bons commis ; avec son excessive confiance en lui-même, il en était venu à croire qu'il pouvait tout

(1) Il écrivit à Louis XIV : « J'ai soutenu jusqu'à présent avec constance et résolution le poids des malheurs que le ciel m'a envoyés, tant que j'en ai souffert seul. Mais ce dernier accident m'accable ; et je suis inconsolable pour ce qui regarde Votre Majesté d'avoir été cause des grandes pertes que vos flottes ont essuyées. . Cela me fait voir clairement que je ne mérite pas plus longtemps les secours d'un si grand monarque, sûr de vaincre quand il combat pour lui-même. C'est pourquoi je prie Votre Majesté de ne pas s'intéresser plus longtemps pour un prince aussi malheureux que moi, mais de me permettre de me retirer avec ma famille dans quelque coin du monde ... » etc

faire par ses mains : « Sa fonction, disait-il, étoit d'ordon
toutes choses, et de décider des plus grandes et des plus p
et celle de ses ministres, de prendre ses ordres et de les
dier [1]. » Aussi, à la mort de Louvois, il lui donna pour s
seur son fils Barbezieux, âgé de vingt-quatre ans : « J'ai
votre père, lui dit-il ; je vous formerai de même.

Pendant que Louis préparait son expédition d'Irland
alliés avaient, de leur côté, disposé trente mille hommes,
régiments de réfugiés et de grands approvisionnements
tenter une invasion dans le midi de la France et y fair
Irlande protestante. Le roi ordonna à toute la noblesse
provinces de monter à cheval, « afin qu'il n'y restât aucu
veau converti de considération qui pût se mettre à la t
ceux qui voudraient prendre les armes. » Les côtes furen
tifiées ; on arma les milices ; et les alliés, se voyant prév
dirigèrent leur armée sur les Pays-Bas. Louis porta de c
cent mille hommes avec lesquels il vint investir Namur.
encore là un de ces grands siéges qui sont les actes militai
plus remarquables de ce règne ; car si la guerre de cam
restait dans la routine, la guerre de siége fit alors de tel
grès qu'elle n'a reçu depuis cette époque que de méd
perfectionnements. Le siége de Namur fut regardé com
chef-d'œuvre de Vauban, auquel les Hollandais opposèren
nement le savant Coëhorn. Guillaume essaya, avec cent
hommes, de secourir la place : il fut tenu habilement en
par Luxembourg, posté sur la Méhaigne, et, malgré ses e
Namur se rendit [1692, 30 juin].

Cette conquête eut un grand retentissement ; mais l
plein de joie d'avoir humilié son ennemi en face, se conte
cette gloire stérile : au lieu de profiter de la prise de N
pour livrer bataille à Guillaume et l'accabler, il quitta l'a
avec sa cour et sa famille qui l'avaient pompeusement ac
pagné, et revint à Versailles. Plusieurs détachements furen
voyés sur le Rhin et dans le Piémont ; et Luxembourg, inf
en forces, se tint sur la défensive. Alors Guillaume cher
réparer l'échec de Namur : il trompa le maréchal sur sa m
au moyen d'un espion qui le trahissait, et l'attaqua à l'i
viste dans un défilé dangereux, entre Steinkerke et En

[1] Saint-Simon, t. VII, p. 252.

oût]. L'armée, surprise, fut d'abord mise en déroute; mais xembourg la rallia avec autant d'audace que d'habileté; les nces du sang et la maison du roi se précipitèrent au-devant l'ennemi, et Guillaume fut repoussé. Ce fut l'infanterie qui, ır la première fois, gagna seule la bataille, et c'est ce qui nna à la victoire de Steinkerke une renommée populaire. illaume, qui avait montré tout son talent dans l'attaque nme dans la retraite, mais qui, des vingt batailles où il se uva, ne gagna jamais que celle de la Boyne, perdit à Steinrke sept à huit mille hommes, et se retira sous Bruxelles.

La prise de Namur et la victoire de Steinkerke furent comnsées par des revers en Italie. Les renforts portés en Flandre vaient laissé à Catinat que huit à dix mille hommes, pendant e Victor-Amédée, grossi de vingt-cinq mille Impériaux comndés par le prince Eugène de Savoie (1), avait cinquante mille mmes; il se tint sur la défensive, et garda les passages de ze et de Pignerol; mais l'ennemi, laissant devant lui la moitié ses forces, se porta sur les Alpes, les franchit par des pasges qu'indiquèrent les protestants, et se jeta dans la vallée de Durance [1692, août]; quatre mille réfugiés, commandés par fils du maréchal de Schomberg, marchaient en tête des alliés. nbrun et Gap, avec soixante-dix villages et châteaux, furent vastés en représailles des ravages du Palatinat. Le danger venait menaçant; mais une épidémie et les armes des mongnards forcèrent bientôt l'ennemi à la retraite; Catinat reçut s renforts, et la guerre se trouva reportée dans le Piémont.

Sur le Rhin, on s'attendait à de grands efforts de la part des

(1) Il était fils du comte de Soissons et d'Olympe Mancini. Le comte de Soissons it lui-même fils de Thomas de Savoie et de la sœur de ce comte de Soissonsurbon qui fut tué à la Marfée. — En 1679, une chambre ardente avait été créée ır informer sur des empoisonnements très-nombreux qui avaient effrayé Paris: tait une femme perverse, la marquise de Brinvilliers, qui avait mis en honneur ce yen de se défaire de ses ennemis et de ses parents; elle fut découverte et décapi. Le maréchal de Luxembourg, le duc de Vendôme, la comtesse de Soissons fut compromis dans les procès nombreux qui s'entamèrent à ce sujet, et la comse s'exila; elle se retira en Espagne, où elle fut accusée de la mort subite de la ne, fille du duc d'Orléans, et se réfugia en Allemagne. Son fils se ressentit de la uvaise renommée de sa mere, et lorsqu'il demanda à Louis XIV d'abord une baye, ensuite un régiment, il fut refusé. Alors il alla offrir ses services à l'empeır. « Ne vous semble-t-il pas que j'ai fait une grande perte? » dit Louis à ses urtisans

Impériaux. Jusqu'alors l'empereur, fier d'avoir subjugu Hongrois et fait élire son fils roi des Romains, avait refu faire la paix avec la Porte : il s'ensuivit que les Turcs, a par les promesses de Louis XIV, obtinrent quelques avant mais ils furent complétement battus à la bataille de Szal ment, et alors l'empereur put disposer de presque tout forces pour la guerre contre la France. Cependant Lorge versa le fleuve, prit Pforzheim, battit les Impériaux à Heidel et ravagea une partie de la Souabe. Il ne se passa rien portant en Catalogne.

§ VI. Détresse de la France. — Campagne de 1693. — Bata de Neerwinden, de la Marsaille et du cap Saint-Vincen Opérations maritimes. — Une guerre où l'on tenait sur quatre cent mille hommes et qui durait depuis quatre ans, autre dommage pour l'ennemi que deux ou trois villes p quelques provinces ravagées, quelques vaisseaux détruits, au-dessus des ressources de la France en argent et en hom D'ailleurs les dépenses fastueuses de Louis XIV n'avaien cessé ; tous les progrès administratifs et matériels étaient rompus ; l'industrie saignait encore de la fuite des protest enfin Colbert n'était plus là, et ses successeurs ne savaient venter des moyens financiers désastreux et tyranniques. le pays était-il en proie à une misère profonde ; de mau récoltes avaient amené la disette ; des bandes de paysans af pillaient les routes ; la dépopulation était telle que la moi l'armée se trouvait formée d'aventuriers de toute nation. n'étoit plus l'armée françoise, disoit le roi, mais l'arm France [1]. » Louis ayant eu soin de proclamer partout qu tait contre l'hérésie qu'il combattait, la guerre avait été d' assez populaire ; mais les souffrances étaient devenues t que le peuple accusait maintenant l'ambition du roi de to maux ; il chansonnait madame de Maintenon, le père La C les jésuites, les bâtards, et des satires sanglantes appe Louis le fils de Mazarin. Les réfugiés calvinistes entretei habilement ces mécontents : ils avaient formé une école raire et philosophique, fondée sur la libre pensée, hardi che, sérieuse, chagrine, pleine de haine contre le gouvern de Louis XIV et la monarchie absolue, et qui présageait

(1) Dangeau.

l'école philosophique du dix-huitième siècle. Leurs pamphlets, très-violents, invitaient la noblesse à reprendre ses priviléges, les provinces à secouer le joug des intendants, la France à recouvrer ses libertés : « Les droits des peuples sont imprescriptibles, disaient-ils; ils ne périssent pas par l'usurpation des princes. » Ils rappelaient que les seigneurs étaient autrefois les égaux du roi, que les villes et les provinces se gouvernaient jadis par elles-mêmes, que la monarchie despotique ne datait que d'un demi-siècle; ils flagellaient les mœurs orientales, fastueuses, débauchées de l'Assuérus de la France, qui s'était fait « pape, mufti, grand pontife et prince absolu sur les choses sacrées. »

Louis, inquiet des misères publiques et du murmure universel, fit des propositions de paix très-modérées. Guillaume, qui avait besoin de la guerre pour se maintenir sur un trône ballotté par les factions, remontra aux alliés que, dans l'épuisement où se trouvait la France, quand on devait s'attendre à un soulèvement populaire, surtout parmi les calvinistes, ils ne devaient pas s'arrêter; qu'il fallait profiter de l'union où, pour la première fois, se trouvait toute l'Europe, pour abattre l'ennemi commun. Les propositions de la France furent rejetées, et Louis fit de nouveaux efforts pour la campagne de 1693. Il ranima le dévouement de son armée en créant sept maréchaux, parmi lesquels étaient Tourville et Catinat, en instituant l'ordre de Saint-Louis, en agrandissant Saint-Cyr et les Invalides, en faisant des règlements sur les pensions militaires. Il trouva de l'argent en demandant des avances aux fermiers généraux, compagnie financière qui disposait de presque tous les capitaux du royaume, et en créant de nouvelles rentes sur l'Hôtel de ville, pour l'intérêt desquelles il affecta le revenu spécial d'une partie des fermes. Alors il se mit à la tête de l'armée de Flandre, se dirigea sur Bruxelles et menaça Liége. Guillaume jeta dix-huit mille hommes dans cette dernière ville, et s'engagea avec tant d'imprudence entre Namur et Bruxelles, qu'il se trouva, avec quarante mille hommes seulement, en présence de cent mille; sa situation était désespérée, et lui-même la jugeait telle. Mais Luxembourg supplia vainement le roi de livrer bataille; vainement toute l'armée demanda à combattre : « rien ne put vaincre la répugnance de Louis à se commettre à un si grand événement. » Il dispersa ses troupes, laissa Guillaume décamper à

son aise et partit pour Versailles. « L'effet de cette retraite fut incroyable parmi les soldats et même parmi le peuple (¹), » et le roi cessa désormais de paraître à l'armée.

Luxembourg chercha à retrouver l'occasion perdue; il fit mine de se porter sur Liége, et lorsqu'il crut que Guillaume avait détaché une partie de ses forces au secours de cette ville, il tourna sur lui à marches forcées [1693, 28 juillet]; mais il le trouva retranché en avant de la petite Ghète, dans une position formidable, garnie de cent canons, et qui s'appuyait sur les villages de Neerwinden et de Neerlanden. Il attaqua de front. Tout l'effort se porta sur Neerwinden, clef de la position; trois fois ce village fut enlevé, et trois fois il fut perdu. Guillaume, à la tête de son régiment de réfugiés, avait culbuté les assaillants hors des retranchements et se croyait sûr de la victoire; mais, en voyant s'ébranler en avant la cavalerie française, qui depuis dix heures restait impassible sous le feu de ses canons: « O l'insolente nation (²)! » s'écria-t-il avec fureur. En ce moment, la maison du roi, faisant un dernier effort, prit Neerwinden à revers, s'y maintint malgré un feu épouvantable, et rejeta l'aile droite des alliés dans la Ghète; le centre se trouva alors débordé, et Guillaume se mit en retraite. La bataille coûta aux alliés quatorze mille hommes et aux Français huit mille; mais il en fut de cette belle victoire comme de celle de Fleurus : la prise de Charleroy en fut tout le fruit. L'armée manquait de vivres; la Belgique était dévastée; les vaincus reçurent des renforts; Luxembourg, qui n'avait d'activité et de génie que dans le feu d'une bataille, retombant dans ses indolences et son goût des plaisirs, prit ces prétextes pour ne pas poursuivre l'ennemi. Jamais la guerre n'avait mieux semblé, non pas un moyen de conquérir la paix, mais un jeu sanglant, profitable seulement à la gloire du général victorieux.

Sur le Rhin, quoique l'armée commandée par le Dauphin fût de quatre-vingt mille hommes, il n'y eut pas un mouvement inspiré par une idée précise et un plan arrêté : on ne trouvait pas de meilleur moyen pour n'être pas vaincu que de refuser tout combat; on restait cantonné dans des lignes d'où l'on envoyait des détachements pour fourrager et dévaster le pays.

D'ailleurs cette armée était sans aucune discipline; toujours en maraude, elle brûlait les villages et les petites villes; les généraux faisaient pendre jusqu'à vingt soldats par jour [1]. A la fin, l'on traversa le Rhin; mais ce fut pour ravager encore le Palatinat. Le maréchal de Lorges se souilla de grandes cruautés à la prise d'Heidelberg; et la marche des Français fut arrêtée par le prince de Bade, qui se posta à Heilbronn et ne put en être délogé.

En Italie, les alliés avaient rétabli leur armée, et cherchaient à pénétrer de nouveau dans le Dauphiné; mais ils trouvèrent partout Catinat devant eux. Alors ils assiégèrent Pignerol. Le maréchal, ayant reçu des renforts de Flandre, partit de Suze, résolu à reprendre l'offensive. L'ennemi, croyant qu'il marchait à la délivrance de Pignerol, leva le siége et se mit en retraite; mais en le voyant menacer Turin, il s'arrêta sur le ruisseau de Cisole, à la Marsaille, et se trouva forcé de combattre [1693, 4 oct.]. La bataille fut très-acharnée; les réfugiés calvinistes s'y firent presque tous tuer; enfin, une charge à la baïonnette de vingt bataillons français mit l'ennemi en pleine déroute avec perte de douze mille hommes et de toute son artillerie. Ce fut la première fois que la baïonnette joua un rôle décisif dans une bataille. La victoire fut complète et rendit Catinat maître de tout le Piémont.

La guerre se faisait avec le même acharnement sur la mer. La France avait rapidement réparé le désastre de la Hogue, et les deux flottes de Tourville et d'Estrées formaient quatre-vingt-dix vaisseaux; mais les alliés en avaient cent quinze et croisaient sur les côtes de Normandie pour favoriser l'arrivée d'un grand convoi venant du Levant, composé de cent quarante vaisseaux marchands, escortés par vingt-sept vaisseaux de guerre. Tourville s'en alla attendre ce convoi sur la côte de Portugal; il l'atteignit à la hauteur du cap Saint-Vincent et battit son escorte. Alors sa flotte forma un demi-cercle dans lequel elle prit ou brûla tout ce qu'elle rencontra; il n'échappa que quinze vaisseaux de guerre et cinquante navires marchands, qui se réfugièrent dans les ports d'Espagne. On les poursuivit à Cadix et à Malaga, et l'on détruisit dans ces ports tous les vaisseaux qui s'y trouvaient. Cette victoire coûta aux alliés plus de 40 millions, et jeta la consternation dans leur commerce.

(1) Villars, t. I, p. 218.

C'était moins par ses flottes que par ses corsaires que la France dominait les mers. Il sortait continuellement des ports de France des escadres montées par Duguay-Trouin, Jean Bart, Forbin, Nesmond, Pointis, Ducasse, qui pillaient les côtes d'Espagne, essayaient des débarquements en Écosse et en Irlande, enlevaient tous les convois; ou bien de simples navires montés par d'intrépides marins, qui s'aventuraient à des expéditions lointaines avec une audace presque fabuleuse. On trouvait des corsaires français partout; ils apparaissaient à la fois sur toutes les côtes; ils affrontaient de gros navires, perçaient une grande flotte, semblaient se jouer des vents comme des ennemis. C'étaient presque tous Bretons ou Normands, durs aux fatigues, insoucieux des dangers, avides de butin, qui revenaient ensuite, pleins de joie, rapporter les dépouilles des marchands de Londres ou d'Amsterdam à Dunkerque, à Dieppe, au Havre, à Saint-Malo. Saint-Malo était devenue la plus riche ville maritime de France; ses corsaires étaient les plus hardis, ses vaisseaux les plus légers, ses prises les plus nombreuses : en neuf ans, elle captura deux cent soixante-deux vaisseaux de guerre et trois mille trois cent quatre-vingts bâtiments marchands. Les Anglais étaient pleins de fureur contre cette ville : une flotte de vingt vaisseaux vint la bombarder [1693, 29 nov.], et lança sur elle un brûlot immense, qui l'aurait détruite de fond en comble s'il n'eût éclaté à une demi-lieue en mer. La guerre prit un caractère d'atrocité que l'incendie du Palatinat avait provoqué, et s'étendit jusque dans les colonies européennes : les Hollandais s'emparèrent de Pondichéry; les Anglais dévastèrent Saint-Domingue et la Martinique; les Français ruinèrent la Jamaïque et Terre-Neuve.

§ VII. Campagne de 1694. — Situation des finances. — Capitation. — Louis XIV gardait partout la supériorité; mais on sentait qu'il s'épuisait, et les alliés doublèrent leurs forces pour la campagne de 1694 : aussi tous les généraux français eurent-ils l'ordre de se tenir sur la défensive, excepté le maréchal de Noailles, qui, n'ayant affaire qu'aux Espagnols, pouvait décider la fin de la guerre par de grands succès contre eux. Luxembourg était posté entre Mons et Maubeuge. Guillaume, ayant essayé vainement de l'engager à une bataille, se dirigea sur l'Escaut pour s'emparer des villes de la Flandre maritime, qu'il pouvait resserrer entre son armée et sa flotte; Luxembourg le

devina, fit partir toute sa cavalerie, et avec le reste de son armée franchit quarante lieues en quatre jours. Quand Guillaume arriva sur l'Escaut et vit les Français retranchés derrière le fleuve, il fut stupéfait et se mit en retraite. Ce fut la plus belle et la dernière campagne de Luxembourg : il mourut l'année suivante, et eut pour successeur le maréchal de Villeroy, courtisan frivole et présomptueux, pour lequel Louis XIV nourrissait une aveugle prédilection.

Il ne se passa rien sur le Rhin que des escarmouches et des marches insignifiantes, « pour consommer des fourrages » en pays ennemi ; rien en Italie, où Catinat était réduit à la défensive, à cause des secours qu'il envoya en Catalogne, et où d'ailleurs le duc de Savoie négociait secrètement avec la France. En Catalogne, Noailles battit complétement les Espagnols [1694, 27 mai], à Vergès, sur le Ter ; il s'empara ensuite de Palamos, de Girone, d'Ostalric, de Castel-Follit ; et il allait assiéger Barcelone, avec l'aide de Tourville, quand une flotte ennemie de quatre-vingts vaisseaux, ayant été envoyée dans la Méditerranée, fit échouer ce projet.

Pendant ce temps, les Anglais essayèrent encore de ruiner les nids de corsaires qui désolaient leur commerce : ils firent une descente près de Brest ; mais Vauban avait été chargé de fortifier toutes les côtes : il accourut, garnit rapidement la rade de deux cents canons et mortiers, et foudroya avec tant de vigueur [1694, 18 juin] les troupes de descente et la flotte, que tout se rembarqua et s'enfuit avec de grandes pertes. Alors les Anglais incendièrent Dieppe, qui était toute bâtie en bois ; mais ils firent des attaques infructueuses sur le Havre, Dunkerque, Calais. Ces expéditions n'arrêtèrent pas les courses aventureuses des corsaires français. Les Hollandais s'étaient emparés d'un convoi de blé que le roi faisait venir de la Baltique : Jean Bart, avec six frégates, les attaqua à la hauteur du Texel, les battit [19 juin], leur prit trois vaisseaux et ramena le convoi dans nos ports.

Louis XIV était au bout de ses ressources financières. Lepelletier et, après lui, Pontchartrain, s'ingéniaient sans cesse à remplir le trésor et ne pouvaient suffire aux énormes dépenses d'une guerre qui absorba, en dix ans, 703,418,000 livres. On avait demandé des dons aux villes, au clergé, aux particuliers ; on avait refondu et altéré les monnaies en élevant leur titre de

26 livres 15 sous à 29 livres 4 sous, opération qui rapporta 40 millions. La taille avait été portée au double de ce qu'elle était sous Colbert. « Pontchartrain avait trouvé, en huit ans, 150 millions avec du parchemin et de la cire, en imaginant des charges, en faisant des marottes qui ont été bien vendues (¹); » il érigea de petites villes en gouvernements, et tira de la vente de ces offices 6 millions; il força ceux qui avaient acheté des charges dans la dernière guerre à se faire confirmer dans leur possession, et obtint encore 4 millions; il vendit cinq cents lettres de noblesse à 2,000 écus; il vendit des titres; il vendit les fonctions de maire, d'échevin, etc. C'était une grande plaie que la création et la vente de toutes ces charges, la plus grande plaie du gouvernement de Louis XIV : quarante mille offices nouveaux furent créés en trente ans; et leur vente, en corrompant le caractère national, multiplia les corporations, diminua le nombre des contribuables, et fut une véritable aliénation de la souveraineté. Enfin un nouvel impôt régulier fut créé [1695], qui ne devait durer qu'autant que la guerre : ce fut la *capitation*, établie sur tous les chefs de famille, lesquels, sans distinction de rang ni d'ordre, étaient partagés en vingt-deux classes, selon leur fortune, le Dauphin en tête (²). Cet impôt rapporta 22 millions; et, quoique le plus juste de tous, il ne fit qu'augmenter les misères publiques.

Il y avait maintenant tant de choses imposées qu'on ne pouvait échapper au filet tendu par les financiers sur tout le royaume, et qu'on aimait mieux rester oisif que de travailler pour voir les fruits de son labeur ravis par le fisc. D'ailleurs tous ces impôts étaient assis de la manière la plus inégale, la plus arbitraire, la plus tyrannique, et la perception en était si onéreuse que l'État ne recevait pas la moitié de ce qu'il demandait aux citoyens. Les réformes de Colbert, insuffisantes par elles-mêmes, avaient facilement disparu. L'impôt passait par les mains de plus de cent mille percepteurs, contre lesquels il n'y avait aucun recours, parce qu'il n'y avait point de hiérarchie entre eux, qu'ils ne correspondaient point avec une administration centrale, et qu'ils étaient eux-mêmes leurs propres

(¹) Choisy, p. 3046

(²) La première, classe comprenant le Dauphin seulement, payait 2,000 liv.; la deuxième, 1,500; la troisième, 1,000; la 22ᵉ, une livre.

juges. Aussi une statistique de la France, faite en 1698, pour l'instruction du duc de Bourgogne, démontra-t-elle que certains pays avaient perdu par les ravages de la guerre, la lourdeur des impôts, la levée des milices, le passage des soldats, le tiers et même la moitié de leur population. Vauban écrivait, cette même année, qu'il y avait un dixième du royaume réduit à la mendicité et qui mendiait réellement [1]. La France semblait sur le penchant d'une décadence semblable à celle de l'Espagne; et malgré cette détresse, qui faisait tout l'espoir des alliés, elle était forcée de continuer la guerre.

§ VIII. Campagne de 1696. — Traité avec le duc de Savoie. — Guillaume avait besoin d'un succès : sa femme, qui lui donnait seule quelque droit au trône, venait de mourir [2]; il semblait ne se soutenir en Angleterre que par miracle. Avec soixante-dix mille hommes, il vint assiéger Namur, où le maréchal de Boufflers se jeta avec trente bataillons; et il laissa le prince de Vaudemont avec trente mille combattants sur la Mehaigne, pour couvrir le siége. Villeroy avait quatre-vingt mille hommes; il pouvait écraser ces trente mille; mais il marcha avec tant de lenteur que l'ennemi, averti, se mit en retraite. Néanmoins il était temps encore de ruiner son arrière-garde : le duc du Maine, qui commandait l'aile gauche, reçut l'ordre d'attaquer; mais, malgré les supplications de ses officiers, il resta immobile, et Vaudemont échappa sans obstacle à une

(1) « Par toutes les recherches que j'ai pu faire depuis plusieurs années que je m'y applique, j'ai fort bien remarqué que dans ces derniers temps, plus de la dixième partie du peuple est réduite à la mendicité et mendie effectivement; que des neuf autres parties il y en a cinq qui ne sont pas en état de faire l'aumône à celle-là, parce que, eux-mêmes, sont réduits, à très-peu de chose près, à cette malheureuse condition; que des quatre autres parties qui restent, les trois sont fort malaisées, et embarrassées de dettes et de procès; et que dans la dixième, où je mets tous les gens d'épée, de robe, ecclésiastiques et laïques, toute la noblesse haute, la noblesse distinguée et les gens en charge militaire et civile, les bons marchands, les bourgeois rentés et les mieux accommodés, on ne peut pas compter sur 100,000 familles, et je ne croirois pas mentir quand je dirois qu'il n'y en a pas 10,000, petites ou grandes, qu'on puisse dire être fort à leur aise. » (Vauban, Dîme royale, p. 34, édition de Daire.)

(2) Marie, qui avait pour son époux une adoration fanatique, n'avait jamais témoigné un remords de sa conduite envers son père. Elle gouvernait l'Angleterre en l'absence de Guillaume, et avait pour conseillers Jurieu, réfugié français et le plus exalté des ministres calvinistes, et Burnet, savant docteur anglais qui avait préparé la révolution.

défaite assurée. Alors Villeroy essaya de distraire Guillaume du siége de Namur en prenant Dixmude et en bombardant Bruxelles ; mais cela ne servit nullement la garnison de Namur, qui, après une belle résistance, capitula [1696, 2 sept.].

Il ne se passa rien d'important sur les autres théâtres de la guerre. Sur la mer, les alliés continuèrent à bombarder nos ports, et l'on établit partout des batteries flottantes pour repousser leurs attaques ; un armement de cent trente voiles menaça toutes les côtes ; mais il se borna à quelques dévastations à Calais, à Belle-Isle, aux Sables-d'Olonne, à l'île de Rhé. De leur côté, les Français continuaient leur guerre de corsaires avec le même succès. Jean Bart, bloqué par quatorze vaisseaux anglais dans Dunkerque, en sortit avec sept frégates en saluant l'ennemi de tous ses canons ; il rencontra un convoi hollandais de quatre-vingts voiles, qui venait de la Baltique, escorté de cinq frégates : il se rendit maître de l'escorte et de quarante vaisseaux. A son retour, il trouva treize vaisseaux anglais qui lui barraient le passage : il brûla ses cinq frégates, passa à travers les Anglais, et rentra à Dunkerque avec ses prises.

La France ne cessait de négocier, et, selon les habitudes de sa diplomatie, elle cherchait à traiter séparément avec ses ennemis. Déjà elle avait écarté le moins belliqueux, mais non pas le moins embarrassant, le pape : Innocent XI était mort ; mais ses successeurs, Alexandre VIII et Innocent XII, n'avaient pas faibli ; on négocia avec le dernier, qui consentit à accorder des bulles d'institution aux évêques nommés par le roi, pourvu que chacun de ces prélats désavouât la déclaration de 1682 ; Louis écrivit lui-même au pape, qu'il abandonnait cette déclaration. On chercha ensuite à détacher de la ligue le duc de Savoie ; mais, pour cela il fallut que Louis XIV fît un grand souverain de ce vassal échappé à l'unité française. On lui rendit tous ses États et on lui céda Pignerol [1696, 20 août], cette clef de l'Italie, qui, en un siècle et demi, avait appartenu plus de cent ans à la France ; sa fille dut épouser le duc de Bourgogne, fils aîné du Dauphin ; enfin il fut traité dorénavant sur le pied des souverains couronnés. A ces conditions, il promettait d'unir ses troupes à celles de France pour forcer les alliés à reconnaître la neutralité de l'Italie.

Cette défection jeta le désordre dans la ligue et des négocia-

tions pour la paix générale furent ouvertes à Ryswick [1], près de la Haye, sous la médiation de la Suède, puissance qui avait abandonné la coalition dès le commencement des hostilités, et s'était conservée neutre. Guillaume ne put résister plus longtemps aux clameurs de l'Angleterre et de la Hollande, qui seules payaient les frais énormes de la guerre sans avoir un pouce de terre à y gagner. Il n'y avait plus que l'empereur qui voulût continuer les hostilités, dans l'espoir que la ligue existerait encore au moment, qu'on supposait très-prochain, où la succession d'Espagne deviendrait vacante par la mort tant attendue de Carlos II. Ce fut justement le motif qui décida Louis XIV à tout sacrifier pour avoir la paix : il offrit des conditions qui n'étaient nullement en rapport avec les avantages qu'il avait obtenus pendant toute la guerre, et qui pouvaient passer pour humiliantes, telles que la reconnaissance de Guillaume III, l'abandon de toutes ses conquêtes, la restitution de la Lorraine, etc. On le refusa, et il fut obligé d'acheter ces conditions si modérées par de nouveaux succès.

§ IX. Campagne de 1697. — Traité de Ryswick. — Une grande armée de cent vingt mille hommes, commandée par Catinat, Boufflers et Villeroy, se porta en Flandre ; cent mille combattants lui furent opposés ; mais les opérations se bornèrent à la prise d'Ath par les Français [1697, juin]. Le chef d'escadre Pointis exécuta l'entreprise la plus audacieuse de toute la guerre maritime : avec dix à onze vaisseaux auxquels se joignirent les flibustiers des Antilles, il vint assiéger Carthagène, l'entrepôt de toutes les richesses de l'Amérique espagnole, et qui était défendue par plusieurs forts et une garnison plus nombreuse que toute sa troupe : il s'empara des forts, de la rade, de la ville, la mit à contribution et en rapporta 9 millions en lingots, outre d'immenses richesses qui furent partagées entre ses compagnons. Le duc de Vendôme [2], qui avait succédé au maréchal de Noailles en Catalogne, assiégea Barcelone par terre, pendant que le comte d'Estrées la bloquait par mer ; malgré les immenses efforts faits par les alliés pour secourir cette place, elle se rendit

(1) Les négociateurs français étaient Caillière, Crécy et Harlay. Le ministre des affaires étrangères était Colbert de Torcy, jeune homme de vingt-cinq ans, qui avait succédé, en 1696, à son père, Colbert de Croissy, et qui avait pour guide son beau-père, Arnauld de Pomponne, rentré au conseil en 1691.

(2) Petit-fils naturel de Henri IV.

[1697, 10 août], et cette capitulation décida la signatu traités de Ryswick (1).

Le premier traité fut conclu avec les Provinces-Unies pagne et l'Angleterre [20 sept.]. La France rendit à ce puissances toutes les conquêtes faites depuis le traité mègue, et consentit à ce que les principales places des Bas fussent occupées par des garnisons hollandaises. Lou reconnut Guillaume III comme roi de la Grande-Breta Anne Stuart, sa belle-sœur, pour son héritière; il promit donner aucune assistance à Jacques II pour recouvrer s ronne.

Le deuxième traité fut conclu avec l'empereur et l'E [30 oct.]. La France rendit toutes les villes acquises de traité de Nimègue, sauf Strasbourg; elle céda Fribourg, B et Philippsbourg, et abandonna toutes les têtes de pont avait sur la rive droite du Rhin. Elle restitua à Léopold, Charles V, la Lorraine, sauf Saarlouis, avec droit de pas travers le duché; elle reconnut Clément de Bavière pou teur de Cologne; elle se contenta d'une somme d'argen les droits que la duchesse d'Orléans revendiquait sur la s sion palatine.

Cette paix coûta beaucoup à l'orgueil de Louis XIV : ses succès et ses immenses efforts, il était obligé de re ses conquêtes, d'abandonner même les portes de l'Allem acquises par le traité de Westphalie, de renoncer à la ca Jacques II, la cause de tous les rois; Guillaume III et l cipe protestant étaient donc vainqueurs. Mais, à tout p fallait la paix à la France épuisée : elle avait vaincu un mière coalition, elle avait glorieusement résisté à une se mais Louis savait maintenant que s'il ne donnait pas du à ce pays si fort, si fécond, si dévoué, il serait incapa soutenir une troisième lutte. Enfin il ne voulait pas avoi l'Europe sur les bras au moment où allait éclater la

(1) Un événement avait failli rendre les négociations inutiles : ce fut la Sobieski, roi de Pologne. Le prince de Conti, neveu du grand Condé, h mérite que le roi n'aimait pas, fut élu par la majorité de la diète polo moyen des intrigues et des promesses de l'ambassadeur français, l'abbé de Mais une minorité prit pour roi l'électeur de Saxe, qui, pour monter sur abjura le protestantisme; et lorsque Conti fut parti sur une escadre comma Jean Bart, il ne put même être reçu à Dantzig, et revint en France

question qu'il avait mise en oubli depuis si longtemps, la question capitale de son règne ; il fallait dissoudre la coalition pour avoir tous ses mouvements libres dans ce moment solennel ; il fallait reprendre la position diplomatique perdue depuis trente ans. Tout le monde prévoyait que la mort de Carlos II serait le signal d'un bouleversement universel ; tout le monde s'y préparait : Guillaume III en consolidant son trône d'Angleterre ; l'empereur en concluant la paix de Carlowitz [1] avec les Turcs ; Louis XIV en laissant son royaume reprendre de la force et de la prospérité ; l'Europe entière était en paix et attendait, silencieuse, la main sur ses armes, le dernier soupir du malheureux descendant de Charles-Quint.

CHAPITRE VI.

Guerre de la succession d'Espagne. — 1698 à 1715.

§ I. Situation de la monarchie espagnole. — Causes de sa décadence. — Les Espagnols avaient acquis, dans leur lutte religieuse et nationale contre les Arabes, lutte qui n'admettait pas de transaction, un caractère de persévérance extrême, l'énergie la plus vigoureuse, une ardeur aveugle de batailles ; ils n'avaient eu, pendant huit siècles, d'autre existence que la guerre. Quand ils eurent reconquis leur sol et leur religion sur les étrangers et les infidèles, ils portèrent leur activité, non dans l'intérieur de leur patrie, où il y avait tant d'éléments hétérogènes à unir et confondre dans une précieuse unité ; mais, par suite de leur esprit chevaleresque, héroïque, aventureux, hors de l'Espagne, en Italie, dans les Pays-Bas, en Allemagne, en France, en Amérique, dans l'Inde. Ce débordement de leur activité en tant de sens et par tant de pays les épuisa rapidement ; et « c'est au

(1) La paix de Carlowitz, si funeste à l'empire ottoman et d'où date sa décadence, fut une victoire de Guillaume III sur l'influence française en Orient. Quand Louis XIV entama les négociations de Ryswick, il en avertit son allié de Constantinople, et lui offrit de le faire admettre dans le traité ; la Porte refusa et n'en regarda pas moins comme un abandon perfide la paix conclue sans elle. Aussi elle se mit à négocier avec l'empereur, sollicitée par Guillaume III, qui lui offrit la médiation de l'Angleterre et de la Hollande. Louis XIV, qui se préparait à reprendre les armes pour la succession d'Espagne, la sollicita vainement de continuer la guerre : la paix de Carlowitz fut conclue, qui fit perdre à la Turquie cinq provinces et commença l'existence européenne des Russes en leur donnant une entrée (Azof) sur la mer Noire.

delà de ces vastes espaces qu'allèrent s'éteindre leurs ardeurs et expirer leur mouvement [1]. » Ce fut une première cause de décadence.

Les Espagnols avaient, pendant un siècle, joué, par leur génie conquérant, le rôle des Romains; mais ils avaient porté dans la guerre ce caractère inexorable et exclusif qu'ils devaient à l'isolement de leur patrie et à l'esprit de leur lutte contre les Arabes. Ils n'avaient su ni s'assimiler ni gouverner les vaincus; ils les avaient détruits ou comprimés : de là tant de cruautés en Amérique, dans les Pays-Bas, en Italie ; de là tant de haine contre leur domination. Leur esprit, rendu entreprenant par l'habitude de la conquête et opiniâtre par la longueur de la lutte, manquait de modération dans la force et d'habileté dans le commandement : de là la séparation des Pays-Bas, du Portugal; de là la révolte continuelle de la Catalogne et de la Sicile. Deuxième cause de décadence.

L'esprit de liberté communale et provinciale avait entretenu le mouvement intérieur de l'Espagne et facilité la délivrance du territoire. Ce fut contre cet esprit que la dynastie autrichienne combattit, et le grand établissement despotique de Philippe II parvint à tarir cette source d'activité du pays, sans détruire l'esprit de localité et sans amener l'unité. L'Espagne ne prit pas part au mouvement protestant, si révolutionnaire, mais si régénérateur; elle resta immobile; elle tenta même d'immobiliser les autres États dans l'absolutisme catholique; elle se trouva séquestrée du continent plus par les idées que par la nature. Troisième cause de décadence.

Ce fut la merveille du seizième siècle que cette monarchie espagnole si rapidement formée et qui menaça d'être la monarchie universelle; mais l'Europe ne pouvait être qu'accidentellement dominée par cette péninsule, qui est plus africaine qu'européenne, et qui n'entre en contact avec l'Occident que par la France. Sous Charles-Quint, la monarchie espagnole avait perdu la couronne impériale et ses prétentions sur l'Allemagne; sous Philippe II et Philippe III, les Pays-Bas du nord; sous Philippe IV, le Portugal, le Roussillon, l'Artois; sous Charles II, la Flandre, le Hainaut, la Franche-Comté : à chaque règne, elle se défaisait d'une province pour se rendre

(1) Mignet, Négociations relatives à la succession d'Espagne, préf., p. 12.

:, elle effectuait un mouvement de retraite qui par ne lui laisser que la péninsule. Sous Charles II, ait réduite de vingt millions d'habitants à six millions; ur toute armée vingt mille mauvais soldats; elle était ır communiquer avec ses colonies, d'emprunter des Gênes; pour défendre ses Pays-Bas contre la France, des garnisons hollandaises; pour garder son Mila-runter des soldats à l'empereur. La maîtresse des Potosi ouvrait des emprunts et ne trouvait pas un édit; cent soixante mille étrangers exploitaient le les finances, les emplois de l'Espagne; l'agriculture intie par la fuite des Maures, la *mesta*, le clergé, les Pas un écrivain, pas un penseur, pas un homme aim et les moines s'étendaient comme une lèpre sur s. « La mort avait pénétré partout : dans la nation, e de ses libertés; dans le gouvernement, par la des-sa marine, de ses armées, de ses finances; dans la par la cessation du travail, les substitutions et la :; dans la population, par l'inaction et la pauvreté. iit aussi la dynastie par l'impuissance. Jamais la l'une famille n'a été plus marquée qu'en Espagne. int avait été général et roi : Philippe II n'avait été ilippe III et Philippe IV n'avaient pas même été rois; e fut pas même homme. Il fallait donc que le conti-le nouveau à l'aide de l'Espagne, et que l'esprit s'y introduisant à la suite d'une dynastie nouvelle, la fît sortir de l'immobilité péninsulaire où elle était). » Ce n'était plus de l'Allemagne que le mouvement enir; c'était de la France, non-seulement parce que géographique semble la destiner à ne se mouvoir ı sphère de ce pays, mais encore parce que la lutte ıce et l'Espagne se faisaient depuis deux siècles de-ır l'établissement de la dynastie du pays le plus fort ys le plus faible : assujettissement déguisé que Phi-it tenté, que Louis XIV devait accomplir. Le peuple ırs été en lutte et en contact avec le continent, dont : est le plus sociable et l'intelligence la plus acces-es les idées, devait l'emporter sur le peuple isolé qui

préf., p. 32

n'a jamais été le chemin des nations, et qui ne peut se maintenir au courant de la civilisation que par la conquête étrangère ou des mariages dynastiques.

Faire entrer l'Espagne dans le système politique de la France avait été la pensée capitale de Richelieu et de Mazarin, celle que Louis XIV avait suivie, dans le commencement de son règne, avec autant d'habileté que de bonheur. Mais, pendant trente ans, le grand roi l'avait négligée ; il s'était jeté, au gré de sa vengeance et de ses idées de royauté absolue et catholique, tantôt sur les Provinces-Unies, tantôt sur l'Allemagne ; et maintenant qu'il voulait reprendre cette pensée, il trouvait toute l'Europe changée, et changée par ses fautes. Il n'avait plus d'alliés ; en haine de quelques villes usurpées, il avait subi deux coalitions ; enfin son royaume était dans une situation désastreuse au moment où il faudrait peut-être engager une guerre universelle pour revendiquer toute la monarchie espagnole.

§ II. Prétendants a la succession d'Espagne. — Traité de partage. — Testament de Charles II. — Charles II avait épousé en premières noces Marie d'Orléans, nièce de Louis XIV, princesse qui prit sur lui le plus grand ascendant, et qui mourut en 1689, empoisonnée, dit-on, par la faction autrichienne ; il épousa en secondes noces une princesse de Bavière-Neubourg. De ces deux mariages il n'avait pas d'enfants ; et le malheureux roi, vieillard à trente-neuf ans, traînait une vie agonisante, au milieu des intrigues ardentes qui se croisaient autour de son lit de mort pour sa succession. Tous les princes qui s'étaient unis à la famille d'Espagne par des mariages revendiquaient son héritage sans que personne songeât à consulter le peuple espagnol ; « comme si, disait Fénelon, une nation appartenoit à une fille ainsi qu'un pré ou une vigne ; comme si une nation étoit une dot [1]. »

Philippe III avait marié sa fille aînée à Louis XIII, sa fille cadette à l'empereur Ferdinand III. La première avait eu pour fils Louis XIV, la deuxième l'empereur Léopold. Philippe IV avait marié sa fille aînée à Louis XIV, sa fille cadette à Léopold. La première avait eu pour fils le Dauphin, lequel avait trois fils, les ducs de Bourgogne, d'Anjou et de Berry ; la deuxième avait eu

[1] Œuvres, t. III, p. 585.

une fille, mariée à l'électeur de Bavière, laquelle avait un fils. Philippe III et Philippe IV, en mariant leurs filles aînées à Louis XIII et à Louis XIV, avaient exigé d'elles des renonciations; ils n'en avaient pas exigé de leurs filles cadettes. D'après cela, voici quels etaient les prétendants : 1° le Dauphin, comme arrière-petit-fils de Philippe III, comme petit-fils de Philippe IV; 2° Léopold, comme petit-fils de Philippe III, et, en faisant passer son droit à son fils cadet, l'archiduc Charles, qu'il avait eu d'un second mariage; 3° le prince de Bavière, comme arrière-petit-fils de Philippe IV. Si l'on n'admettait pas les renonciations des épouses de Louis XIII et de Louis XIV, le droit de la maison de Bourbon était évidemment et doublement bon ; si l'on admettait les renonciations, le droit du prince de Bavière était meilleur que celui de Léopold ou de son fils Charles. Mais Léopold avait pour lui le nom d'Autriche, l'union constante des deux branches autrichiennes, la haine constante de ces deux branches contre la maison de Bourbon.

Toute l'Europe devait désirer que la succession ne revînt ni à l'Autriche ni à la France, mais plutôt au prince de Bavière, enfant de cinq ans. C'était aussi le vœu des Espagnols, qui voulaient surtout que le faisceau des États de leur grande monarchie ne fût pas rompu. Charles II fit un testament secret [1695], par lequel il instituait le jeune prince son héritier universel; mais la reine d'Espagne était toute dévouée à l'empereur : elle parvint à faire déchirer ce testament, et Léopold offrit d'envoyer une armée en Catalogne contre les Français (la guerre de la ligue d'Augsbourg durait encore), si le roi voulait accueillir l'archiduc à Madrid et le reconnaître pour son héritier. Charles, quoiqu'il penchât vivement pour l'Autriche, hésita : Léopold n'envoya pas de secours en Catalogne ; mais il n'en parut pas moins certain que l'archiduc hériterait de toute la monarchie; on croit même qu'un testament secret fut signé en sa faveur ; enfin ses droits à la succession d'Espagne furent reconnus par tous les alliés de l'empereur, et principalement par Guillaume.

En présence de telles intrigues, Louis XIV n'avait nul espoir de faire réussir ses prétentions ; son ambassadeur à Madrid, le marquis d'Harcourt, n'avait pu même obtenir une audience du roi ; la cour d'Espagne semblait animée d'un sentiment très-vif d'hostilité contre la France. Alors il s'adressa à Guillaume III, devenu, depuis la paix de Ryswick, l'arbitre de l'Europe, et il

lui proposa un partage de la monarchie espagnole entr
prétendants, comme l'unique moyen de conserver l'
européen. Guillaume adopta cette idée, et un traité f
à la Haye [1698, 11 oct.], entre la France, l'Anglete
Provinces-Unies, pour le partage de la monarchie espa
Dauphin devait avoir Naples, la Sicile, les présides de
le Guipuzcoa, lesquelles possessions seraient réunies
ronne de France; l'archiduc Charles aurait eu le Mila
prince de Bavière tout le reste de la monarchie. Les tr
geants devaient s'engager à rejeter toute disposition t
taire faite par le roi d'Espagne en faveur de l'un d'
s'en tenir au partage.

Ce traité était avantageux pour la France, qui aura
plaisir le trône d'Espagne et les Pays-Bas occupés
maison naturellement rivale de l'Autriche, qui d'aille
obtenu une entrée dans la Péninsule par le Guipuzco
l'Italie par Naples et la Toscane. L'électeur de
accéda; l'empereur le refusa. Quant à Charles II, il fu
de voir les étrangers partager sa monarchie de son v
revenant à ses premières idées, il déclara le prince d
son héritier universel. Mais cet enfant mourut quel
après [1699, 6 févr.], et le testament de Charles, ai
traité de partage, se trouvèrent annulés.

Louis fut très-chagrin de cette mort, dont on accu
d'Autriche; il était convaincu que Charles II ferait un
testament en faveur de l'archiduc, et, étant décidé
abandonner ses droits, il se voyait obligé de faire
pour arracher une partie de la succession. Il cherch
couper la difficulté par un nouveau traité de partage.

Ces traités de partage excitaient la colère des Espa
regardaient comme un déshonneur le démembremen
monarchie. Le seul moyen de l'empêcher, pensaient
de faire donner la succession totale, soit à un prince a
soit à un Bourbon ; or, la France était infiniment plu
que l'Autriche de maintenir le faisceau de la monar
était forte, unie, gouvernée par un grand roi; elle to
tous côtés les possessions espagnoles; elle avait résist
toute l'Europe : en joignant ses forces à celles de l
elle vaincrait facilement l'Autriche; tandis que si l'o
un prince autrichien, un démembrement était inévital

qu'on ne pouvait douter que Louis XIV ne parvînt à conquérir au moins les Pays-Bas ou le Milanais. Sous l'influence de ces idées, il se forma dans la noblesse, le clergé, le peuple d'Espagne, un parti résolu à sauver l'intégrité de la monarchie en faisant tomber la succession à un Bourbon, mais sous la condition que les deux couronnes de France et d'Espagne ne seraient jamais réunies sur une même tête. On rentrait ainsi dans l'esprit des renonciations imposées dans ce but unique aux épouses de Louis XIII et de Louis XIV.

Le marquis d'Harcourt fut consulté par les seigneurs espagnols pour savoir si Louis accepterait un testament fait en faveur du duc d'Anjou, deuxième fils du Dauphin; mais le roi lui interdit toute démarche à cet égard, persuadé que jamais Charles II ne consentirait à déshériter sa maison en faveur d'un Bourbon ; il ne songea qu'à un nouveau traité de partage et parvint à le conclure [1] [1700, 13 mai]. Par ce traité, on ajoutait à la part de la France la Lorraine, qu'on échangeait contre le Milanais, donné au duc Léopold ; l'archiduc avait l'Espagne, les Pays-Bas et les Indes.

Ce deuxième partage était moins avantageux que le premier. Depuis deux siècles, la France se voyait enveloppée de tous côtés par la puissance autrichienne ; et c'était pour se débarrasser des dangers perpétuels de cette situation que, depuis François Ier, elle avait combattu. Quand elle voulait agir devant soi, sur sa frontière orientale, là où elle est en contact avec le centre de l'Europe, là où forcément a lieu son action ordinaire, elle se trouvait entravée par ses derrières, arrêtée sur les Pyrénées, comprimée dans son élan par l'Espagne. C'était cette fatale nécessité de garantir toujours sa frontière du sud-ouest qui l'avait empêchée d'atteindre ses limites naturelles du Rhin et des Alpes : il fallait à tout prix se débarrasser de ce danger, si grandement, si perpétuellement inquiétant ; il fallait n'avoir plus l'Autriche à combattre que devant soi ; il fallait à jamais assurer nos derrières en faisant entrer l'Espagne dans le système politique français et peser dorénavant sur le Rhin, aux Pays-Bas, sur les Alpes, avec les forces totales de la France, et même avec les forces tirées de l'Espagne, devenue ainsi notre satellite naturel et obligé. Le deuxième partage était contraire à cette politique : par lui

(1) Torcy, t. I, p. 25 à 75.

une partie de la succession espagnole, qu'il s'efforça d
réussir ce partage. Mais l'empereur le rejeta en disant qu
chiduc ne serait « qu'un roi tenu en cage par la France;
croyait toujours sûr d'obtenir la succession totale; et néan
revenant sur son refus, il proposa d'accorder à son fils
lanais, en échange des Pays-Bas et des Indes. Louis
accédé à cet échange si, par là, il n'eût mis inévitabl
contre lui l'Angleterre et la Hollande, qui voulaient par-
tout empêcher la France de posséder les Pays-Bas; il
geait avec un soin extrême l'alliance de ces deux puiss
persuadé qu'en voyant son accord avec elles, l'empere
derait, et que, s'il ne cédait pas, on aurait bon marché
dans une guerre où l'âme de la ligue d'Augsbourg serait
de la France. Il refusa donc l'échange, malgré les sollicit
de son ambassadeur à Vienne, le marquis de Villars :
véritable union, dit celui-ci, était plus sincerement dési
l'empereur qu'on ne voulait se le persuader en France;
roi n'avait jamais cru que l'empereur voulût de bon
partager avec lui la monarchie d'Espagne, et l'empereur p
la même chose du roi [1]. »

La nouvelle du deuxième partage avait causé une gran
meur en Espagne; Charles II en fit ses plaintes à toute l'E
d'Harcourt quitta Madrid, par crainte du ressentiment d
pagnols, et s'en alla prendre le commandement d'une arn
quarante mille hommes que le roi préparait sur les Pyr
les provinces de l'ancienne couronne d'Aragon (Aragon,
logne, Valence) projetèrent de se séparer de la Castille
elles avaient toujours détesté la domination, et de se don
souverain particulier. En présence de ces menaces de dé
brement venant de l'extérieur et de l'intérieur, le parti fr

(1) Villars, t. I, p. 512-513.

grandit et devint le parti national. Le cardinal Porto-Carrero, principal ministre de Charles II, « le sollicitait d'assembler les états du royaume pour décider sûrement et valablement un point si important ([1]). » C'était, en effet, le cas, ou jamais, de laisser à un peuple la liberté de se choisir un souverain; mais le chétif roi, imbu de toutes les idées du pouvoir absolu, se croyait pleinement en droit de disposer d'une nation comme de sa propriété; il resta ballotté, inquiet, tiraillé par mille intrigues, inclinant toujours pour l'Autriche, malgré de misérables brouilleries d'étiquette survenues entre lui et l'empereur : il invitait même l'archiduc à venir en Espagne. Le parti français luttait contre cette passion du roi pour sa maison : il parvint à écarter la reine et le parti allemand; enfin le conseil de Castille déclara à Charles II qu'il fallait sacrifier ses préjugés de famille à l'intérêt national, et que l'unique moyen de conserver la monarchie espagnole était de faire un testament en faveur du duc d'Anjou. Le malheureux roi résista encore, et, sentant sa conscience alarmée, consulta le pape. Innocent XI, de l'avis de ses cardinaux, lui répondit que les rois n'appartenaient pas à leurs familles, mais à leurs peuples, et que les lois d'Espagne, ainsi que le bien de la chrétienté, exigeaient qu'il donnât la préférence à la maison de Bourbon. Alors Charles fit un testament [1700, 2 oct.] par lequel, reconnaissant que les renonciations de ses tante et sœur n'avaient eu pour fondement que d'empêcher la réunion des royaumes d'Espagne et de France, il appelait à lui succéder le duc d'Anjou, sous condition qu'il renoncerait, pour lui et ses héritiers, à tous ses droits sur la couronne de France. En cas de refus, l'archiduc Charles était substitué au duc d'Anjou. Vingt-huit jours après avoir signé, avec une profonde répugnance, cet acte qui déshéritait sa maison, Charles mourut [1700, 1er nov.].

§ III. Louis accepte le testament pour le duc d'Anjou. — Le testament reçut dans tous les États de la monarchie espagnole une pleine approbation, et la junte de régence en envoya copie à Louis XIV, en l'invitant à donner des ordres, au nom de son petit-fils, aux vice-rois, gouverneurs, ministres et officiers de toute la monarchie. Le roi regretta le mouvement qu'il s'était donné pour le traité de partage, traité qu'il n'aurait pas fait s'il

(1) Torcy, t. I, p. 25.

eût mieux connu les dispositions de la cour d'Espagne. Cependant il pensa d'abord à refuser le testament, persuadé que son acceptation engendrerait une guerre universelle que la France n'était pas alors en état de soutenir; et il soumit cette grave question à un conseil extraordinaire, composé du Dauphin, du chancelier Pontchartrain [1], du duc de Beauvilliers [2] et du marquis de Torcy. Beauvilliers se prononça pour le partage, en se fondant sur la détresse de la France; le chancelier et Torcy furent pour le testament. Le chancelier prétendait que, dans le traité de partage, « on ne pouvait méconnaître l'inimitié de tant d'années de l'habile main qui l'avait dressé pour nous donner des noms sans nous donner des choses, ou plutôt des choses impossibles à conserver. Si l'on refusait le testament, dit Torcy, l'on perdrait tout droit même à une partie de la succession, puisque dans ce cas l'archiduc se trouvait substitué au duc d'Anjou, il faudrait donc conquérir cette partie sur les Autrichiens, qui en deviendraient les possesseurs légitimes, aidés des Espagnols qui défendraient avec ardeur l'intégrité de leur monarchie; il ne fallait nullement compter sur l'alliance des Hollandais et des Anglais, Guillaume n'ayant fait le traité de partage qu'avec répugnance, et ce traité n'ayant pas été ratifié par le parlement d'Angleterre; enfin, comme on n'avait pas le choix entre la guerre et la paix, mais entre la guerre et la guerre, il valait mieux la faire pour le tout avec droit que pour une partie sans droit et sans plus de chances d'apaiser les haines de l'Europe. »

Le Dauphin parla dans le même sens. Louis se retira, trouva madame de Maintenon du même avis, et resta néanmoins trois jours à prendre une décision. Enfin il déclara à l'ambassadeur d'Espagne qu'il acceptait le testament, et il présenta le duc d'Anjou à sa cour comme roi d'Espagne, sous le nom de Philippe V : « Soyez bon Espagnol, dit-il à son petit-fils; c'est maintenant votre premier devoir; mais souvenez-vous que vous êtes né Français, pour entretenir l'union entre les deux nations et conserver la paix à l'Europe. » C'était une résolution pleine de périls que l'acceptation de la monarchie espagnole pour un

(1) Il avait quitté les finances en 1699, pour succéder au chancelier Boucherat.

(2) Saint-Aignan, gouverneur du duc de Bourgogne, réputé l'homme le plus vertueux de la cour. C'était l'ami intime de Fénelon, et le seul grand seigneur que le roi eût admis dans son conseil.

Bourbon, mais aussi une résolution pleine de grandeur, et, on ne le saurait dire trop haut, malgré les malheurs dont elle fut suivie, une résolution nationale. Sans doute elle fut inspirée à Louis par l'ambition de voir son petit-fils sur le trône de Charles-Quint, mais elle fut inspirée aussi par la grande pensée politique qui dominait le cabinet français depuis le règne de Henri IV : la prépondérance exercée d'abord par l'Espagne sur la France, prépondérance successivement secouée, entamée et annulée, était définitivement retournée par la France contre l'Espagne. Cet immense changement fut résumé dans ce mot profond, magnifique, et dont la vérité n'a pas encore reçu toute son extension, ce mot de Louis XIV à son petit-fils en se séparant de lui : *Il n'y a plus de Pyrénées !* « Ainsi, après deux cents ans de guerres et de négociations pour quelques frontières des États espagnols, la maison de France eut d'un trait de plume la monarchie entière, sans traités, sans intrigues, sans même avoir eu l'espoir de cette succession [1]. » « Qu'auroient dit Ferdinand et Isabelle, Charles V et Philippe II, qui ont voulu envahir la France à tant de différentes reprises, de voir un fils de France devenir roi d'Espagne par le testament du dernier de leur sang, sans une amorce tirée de notre part, à l'insu du roi, à son extrême surprise et de tous ses ministres, et qui n'eut que l'embarras de se déterminer et la peine d'accepter [2] ? »

§ IV. Craintes et projets des puissances étrangères. — Les puissances étrangères furent saisies de stupeur à la nouvelle du testament de Charles II et de l'acceptation de Louis XIV. Elles pensèrent que l'orgueilleux roi avait trompé toute l'Europe par ses propositions de partage; qu'il n'avait obtenu le testament que par une longue fourberie; qu'il n'exécuterait pas la clause de la séparation des deux couronnes, et que tant qu'il vivrait Philippe V serait son vassal. « Les royaumes de France et d'Espagne, écrivait l'empereur, ne doivent plus être regardés que comme un seul et même royaume; et les Français et les Espagnols, ainsi unis, deviendront en peu de temps si formidables, qu'ils pourraient aisément soumettre toute l'Europe à leur domination et empire. » C'était donc la monarchie universelle qui se trouvait établie, la monarchie de Charles-Quint, plus re-

(1) Siècle de Louis XIV, ch. 17.
(2) Saint-Simon, t. III, p. 49.

[redacted]

doutable encore par la continuité des États. La France allait, sans inquiétude sur ses derrières, peser de toutes ses forces sur le Rhin ; elle allait avoir pour satellites l'Espagne et l'Italie ; elle allait réunir de fait ces Pays-Bas tant convoités, et menacer, en rouvrant le port d'Anvers, Amsterdam et Londres ; ses vaisseaux allaient dominer du golfe de Tarente aux bouches de l'Escaut, et jeter les produits français en Amérique et dans l'Inde !

Louis chercha à démontrer à toute l'Europe, principalement à l'Angleterre et à la Hollande, que l'acceptation du testament était un acte de nécessité, une violation forcée de ses engagements pour assurer la paix du monde ; que le traité de partage eût été la guerre, puisque l'empereur refusait de l'accepter, et que les sujets de la monarchie espagnole ne voulaient pas être divisés ; que la conservation intégrale de la monarchie au profit d'un Bourbon, qui deviendrait bientôt étranger à sa famille, était moins opposée à l'équilibre de l'Europe que la réunion à la France des Deux-Siciles, de la Lorraine et du Guipuzcoa.

Ces explications furent accueillies avec une bienveillance apparente par tous les souverains, excepté par l'empereur, qui se prépara sur-le-champ à commencer la guerre ; mais peut-être cet ennemi serait-il resté isolé si Louis n'eût démenti les explications qu'il venait de donner, et justifié les craintes de l'Europe par un acte de mauvaise foi qui violait la base même du testament de Charles II.

Le nouveau roi d'Espagne, jeune prince de dix-sept ans, caractère triste, intelligence médiocre, ayant reçu une éducation rétrécie et étrangère à la politique, était parti [1700, 4 déc.] pour aller prendre possession de ses États. Il reçut, à son arrivée à Madrid, des lettres patentes qui furent enregistrées au parlement de Paris [1701, 3 févr.], par lesquelles Louis reconnaissait sa capacité à succéder à la couronne de France en cas d'extinction de la ligne directe, à son degré, et quoiqu'il fût souverain d'un autre royaume [1]. Cet acte odieux semblait un défi porté à tous les ennemis de la France ; mais tout le monde répugnait à la guerre, prévoyant bien qu'elle serait la plus terrible qu'on eût vue. D'ailleurs Philippe V avait été reçu à Madrid avec un véritable enthousiasme ; il avait été proclamé dans les Pays-Bas, à Milan, à Naples, en Amérique, sans obstacle ; il avait été re-

(1) Mém. de Lamberty, t. 1, p. 388.

it splendidement dégagé de l'obscurcissement de
x le dix-huitième siècle s'ouvroit par un comble de
e prospérités inouïes (¹). »
sances qui avaient fait une coalition contre la France
ou quatre villes usurpées, frémissaient de haine et
, se regardaient entre elles, parlaient tout bas de
grande ligue. Nul n'y était plus disposé que Guil-
i se croyait joué par Louis XIV et voyait avec déses-
ndissement gigantesque de « l'insolente nation » qu'il
éduire; il trouvait d'ailleurs dans une guerre contre
ıne voie de salut pour lui-même. Grâce à l'ascendant
ait sur les Provinces-Unies, aux craintes qu'il leur in-
es projets de la France, les états généraux firent sour-
s apprêts de guerre. Mais il n'obtint pas la même
l'Angleterre : le pouvoir des whigs, qui n'avait pour
ıe la guerre contre Louis XIV, avait été ébranlé par
les torys semblaient sur le point de revenir au mi-
parlement refusait au roi des subsides, l'avait forcé
r son armée, et le persécutait à tel point qu'il songea
fois à abdiquer la couronne. Guillaume était haï des
i voulaient restreindre, au profit de l'aristocratie, la
e royale; haï des torys, qui détestaient en lui la ré-
ıême ; haï des jacobites, qui s'agitaient avec tant de
ue si Jacques II, comptant uniquement sur la Provi-
ût refusé d'entrer dans leurs intrigues, une commo-

quise par la dernière guerre; puis il se consolida lui-meme en faisant écarter solennellement de la succession d'Angleterre tous les héritiers catholiques et en faisant appeler pour succéder à Anne Stuart, si elle mourait sans enfants, une princesse protestante, Sophie, duchesse de Hanovre, petite-fille de Jacques Ier par sa mère, laquelle avait épousé Frédéric V, électeur palatin et roi de Bohême. Après cela, il attendit que l'orgueil et les fausses mesures de Louis XIV lui fournissent les moyens de renouer la coalition.

§ V. Occupation des Pays-Bas par les Français. — Alliances de Louis XIV avec les électeurs de Bavière et de Cologne, le duc de Savoie, le roi de Portugal. — Depuis le traité de Ryswick, les principales places de la Belgique étaient occupées par des garnisons hollandaises, l'Espagne étant incapable de défendre elle-même cette province contre l'agression de la France; et Charles II avait donné à ce pays l'électeur de Bavière pour gouverneur. Louis se fit secrètement autoriser par Philippe V à remplacer les garnisons hollandaises par des garnisons françaises; il se mit d'accord avec l'électeur; et tout à coup vingt mille hommes, entrant dans les Pays-Bas [1701, 20 févr.], surprirent les Hollandais et s'emparèrent des places sans coup férir. Cette mesure remplit les Provinces-Unies d'indignation : c'était une violation complète du traité de Ryswick, et Guillaume éveilla l'Angleterre en lui montrant les Français qui allaient menacer Londres de leurs ports d'Ostende et d'Anvers. On négocia. Les Provinces-Unies reconnurent Philippe V; Louis renvoya les garnisons hollandaises sans condition : modération intempestive, qui rendit à la république l'armée sans laquelle elle n'eût pu commencer la guerre. Aussitôt l'Angleterre et la Hollande lui demandèrent [1701, 22 mars] « que la France donnât satisfaction à l'empereur sur la succession espagnole, que les troupes françaises sortissent des Pays-Bas, que les places de Belgique fussent occupées par des garnisons hollandaises pour former barrière contre la France, que Nieuport et Ostende fussent livrées à l'Angleterre, que le roi d'Espagne ouvrît ses colonies au commerce des Anglais et des Hollandais. » Le roi répondit qu'il ne pouvait donner d'autres garanties que celles qui étaient stipulées dans le traité de Ryswick. Guillaume n'avait fait ces propositions que pour avoir un refus et précipiter l'Angleterre dans une guerre qu'elle redoutait. En effet, sur la

demande des Provinces-Unies, le parlement fut entraîné et décida que le roi serait mis en état d'aider ses alliés dans la guerre projetée « pour la cause des libertés de l'Europe. » Quant à la Hollande, elle s'allia avec les électeurs palatin, de Brandebourg, de Hanovre, et s'assura, grâce à son argent, de cinquante mille auxiliaires.

Louis XIV, voyant l'orage se former, chercha à le conjurer par ses négociations. L'ennemi déclaré de la France était l'empereur : il fallait donc chercher d'abord des alliances dans l'Empire. On traita avec l'électeur de Bavière, en lui donnant le gouvernement héréditaire des Pays-Bas; mesure sage, mais qu'il aurait fallu compléter par une cession absolue : la France se serait consolée de ne pouvoir réunir ces provinces en les confiant à un prince naturellement ennemi de l'Autriche, lequel devenait nécessairement l'allié ou même le vassal de la France. L'électeur de Cologne, frère de l'électeur de Bavière, encore bien que ce fût ce même Clément, élu en 1687 contre le gré de Louis XIV, suivit la politique de ses prédécesseurs, et reçut les Français dans ses villes du Rhin et dans l'évêché de Liége. Les électeurs de Mayence, de Trèves et de Saxe déclarèrent qu'ils voulaient rester neutres, ainsi que les cercles de Bavière, de Souabe et de Franconie, qui firent avec l'électeur de Bavière un traité de défense mutuelle. Il n'y eut que les princes palatin, de Hanovre et de Brandebourg qui se prononcèrent formellement pour l'empereur : le premier y était poussé par ses vieilles inimitiés contre la France; le second avait obtenu de Léopold, pour prix de son alliance, l'érection de son duché en neuvième électorat, création qui, ayant été faite sans l'assentiment de la diète, éprouvait en Allemagne une vive opposition; enfin le troisième, résolu à se déclarer lui-même roi de Prusse, avait reçu de l'empereur la promesse d'être reconnu en cette qualité moyennant un secours de dix mille hommes; et en effet, le 18 janvier 1701, Frédéric III se fit couronner roi à Kœnigsberg. Léopold ne vit pas la portée de cette royauté protestante et militaire créée au nord de l'Allemagne, qui devait refouler l'influence autrichienne au midi, devenir une des grandes puissances de l'Europe, en se plaçant comme centre et appui des petits États du Nord, et donner, pour ainsi dire, au protestantisme son empereur. « Il faudrait pendre, disait le prince Eugène, les ministres qui ont donné un tel conseil à Léopold.

Mais depuis la paix de Westphalie, les Allemands ne savent ni ce qu'ils font, ni ce qu'ils veulent, ni ce qu'ils sont. »

Louis, assuré sur sa frontière orientale par des alliances ou des neutralités qui lui donnaient près de la moitié de l'Allemagne, chercha à fermer à ses ennemis les deux péninsules que le testament avait attachées à la France : l'Espagne aux Anglais, l'Italie aux Allemands. C'étaient le Portugal et le Piémont qui en ouvraient les portes, et leur intérêt évident les poussait, le Portugal vers l'Angleterre, le Piémont vers l'Autriche : le premier ayant à craindre que la nouvelle dynastie d'Espagne ne renouvelât la conquête de Philippe II ; le second, que, cerné par le Milanais et la France, il ne fût absorbé dans la grande monarchie des Bourbons. Cependant la diplomatie française fut si habile que le roi de Portugal et le duc de Savoie entrèrent dans l'alliance de Louis XIV. Le premier ne pouvait secouer le souvenir d'une alliance de soixante ans, qui avait valu au Portugal son indépendance ; le second était nommé généralissime des armées des deux couronnes en Italie, et mariait sa deuxième fille à Philippe V. Mais pour s'assurer ces deux précieux alliés, il aurait fallu faire davantage, et leur donner ce que les ennemis de la France leur offraient pour prix de leur défection : au roi de Portugal, quelques colonies et deux forteresses sur la Guadiana ; au duc de Savoie, le Milanais avec le titre de roi de Lombardie : on aurait empêché l'Angleterre de prendre pied dans la péninsule hispanique, on aurait opposé à l'Autriche une barrière formidable en Italie ; et ces concessions si prudentes, jointes à celle des Pays-Bas, en rassurant l'Europe sur l'ambition de Louis XIV, auraient peut-être empêché la formation de la ligue. Ce prince n'en fit rien, et justifia ainsi l'accusation de prétendre à la monarchie universelle ; le Portugal et le Piémont abandonnèrent promptement l'alliance française, et la France n'éprouva que des revers dans une guerre dont les plus grands dangers auraient pu être évités avec plus de modération et de sagesse.

§ VI. Ligue contre la France. — Mort de Jacques II et de Guillaume III. — Louis, comptant sur l'impuissance et l'hésitation de ses ennemis, croyait n'avoir affaire qu'à l'empereur, avec lequel les hostilités étaient déjà commencées en Italie ; mais pendant ce temps l'implacable Guillaume se démenait avec une activité d'autant plus grande qu'il se voyait atteint d'infirmités précoces et voisin de la tombe. Enfin il parvint à faire si-

gner [1701, 7 sept.] à la Haye, entre lui, l'empereur, les Provinces-Unies, les électeurs palatin, de Brandebourg et de Hanovre, un traité dit de la grande alliance : il avait pour but « de procurer à Sa Majesté Impériale une satisfaction raisonnable touchant la succession d'Espagne; de recouvrer la Flandre espagnole pour en faire une barrière entre la Hollande et la France; d'assurer les domaines, provinces, commerce et navigation du roi de la Grande-Bretagne et des états généraux; d'empêcher efficacement la réunion des deux royaumes de France et d'Espagne sous le même gouvernement, surtout que les Français ne se missent en possession des Indes espagnoles, ni qu'ils pussent jamais y aller sous prétexte de trafic ou tout autre motif semblable; d'assurer au roi de la Grande-Bretagne et aux états généraux les mêmes privilèges et les mêmes droits de commerce dans les domaines d'Espagne, dont ils jouissaient avant la mort de Charles II; comme aussi de leur donner la faculté de s'approprier ceux des territoires et villes des Espagnols dans les Indes dont ils pourraient s'emparer. »

Le traité était signé. Les Provinces-Unies, inquiètes de l'occupation des Pays-Bas, qui pouvait porter en trois jours les Français sous Amsterdam, étaient résolues à commencer la guerre; mais le parlement d'Angleterre, malgré ses engagements précédents, et quoiqu'il fût dominé par les whigs, hésitait à servir les ressentiments d'un roi qu'il détestait, quand une nouvelle faute de Louis XIV détermina la prise d'armes de la coalition. Jacques II était à son lit de mort; Louis alla le voir [1701, 16 sept.] : par un mouvement de générosité imprudente, et malgré l'opposition de tous ses ministres, il lui dit : « Je prends votre famille sous ma protection; je traiterai le prince de Galles comme je vous ai traité vous-même, et le considérerai comme roi d'Angleterre. » A la nouvelle de cette déclaration, Guillaume, ravi de l'occasion qui lui était offerte, témoigna la plus grande indignation, rappela de France son ambassadeur, et fit porter contre le prétendant Jacques III un bill de proscription. Louis écrivit qu'en donnant à ce prince le titre de roi il ne cessait pas de reconnaître Guillaume pour souverain de la Grande-Bretagne, qu'il n'avait fait pour lui que ce qu'il faisait pour Jacques II, à qui, même depuis le traité de Ryswick, il avait continué à donner ce titre; que la plupart des princes d'Europe portaient des titres qui n'étaient que des mots, et les rois

d'Angleterre eux-mêmes, qui prenaient celui de roi de France, etc. Ces raisons furent inutiles : la nation anglaise fut vivement irritée de ce que « le roi de France se donnait un vice-roi en conférant au fils de Jacques II le titre de souverain d'Angleterre, » et le parlement vota d'enthousiasme l'argent et les hommes demandés par Guillaume, en le conjurant de prendre de promptes et efficaces mesures « pour mettre à la raison l'usurpateur de la monarchie espagnole ».

Louis, inquiet de ces dispositions, offrit à la Hollande de retirer ses troupes des Pays-Bas ; on le refusa, et la guerre lui fut déclarée [15 mai 1702]. L'Angleterre devait mettre sur pied quarante mille hommes de terre et deux flottes ; l'empereur, quatre-vingt-dix mille, sans les garnisons ; la Hollande, cent mille. Les cercles d'Allemagne sortirent de leur neutralité, et se mirent à l'envi à la solde des Hollandais : leurs contingents s'élevaient à soixante mille hommes, et l'Empire déclara la guerre à la France. Cette nouvelle ligue, moins vaste que la précédente, était plus redoutable, parce que « la couronne d'Espagne était incapable de se défendre par elle-même, épuisée d'argent, dénuée de troupes et de vaisseaux ; c'était un corps sans âme que la France devait alimenter et soutenir à ses dépens (¹). »

Guillaume ne vit pas l'issue de ses intrigues : « usé avant l'âge par les travaux et les affaires qui firent le tissu de toute sa vie, » il mourut sans laisser de postérité [19 mars 1702]. D'après le règlement de 1689, la couronne passa à la deuxième fille de Jacques II, Anne Stuart, et, grâce à l'excitation causée par l'approche d'une guerre où l'on défendait encore la révolution de 1688, les whigs consolidèrent leur pouvoir, et dominèrent entièrement la reine et le gouvernement. D'ailleurs, l'esprit de Guillaume lui survécut et continua d'animer la coalition : il se perpétua dans trois hommes de génie qu'une haine égale contre la France fit agir comme un seul homme, qui tracèrent leurs plans de campagne et menèrent leurs négociations sans demander avis à personne, qui enfin mirent une admirable unité dans la conduite de toute la guerre. Ces trois hommes étaient : le prince Eugène de Savoie, capitaine de premier ordre, grand homme d'État, qui était maître des conseils de l'empereur plus que l'empereur lui-même ; le duc de Marlborough, chef des whigs, qui

(¹) Torcy, t. 2.

gouvernait la reine Anne par sa femme et le parlement par ses amis; Heinsius, « la créature la plus confidente de Guillaume, élevé par lui au poste de grand pensionnaire de la Hollande, » première dignité de la république depuis que le stathoudérat se trouvait aboli de fait par la mort de Guillaume.

§ VII. Situation de la France. — Ministère de Chamillard. — En présence d'une ligue « qui avait le nombre pour l'alimenter, l'argent pour la mouvoir, la prévoyance pour la conduire, et le génie militaire pour la faire triompher, » quelle était la situation de la France (1) ? Le grand siècle venait de finir. Il n'était pas seulement fini dans le temps, il l'était dans son génie, dans sa fortune, dans ses grands hommes. Il y avait cinquante-sept ans que Louis XIV régnait. Vieilli de corps et d'esprit, il avait perdu sa volonté si ferme, son discernement précieux, son instinct de roi; il vivait retiré, ne connaissant plus les hommes, étant dominé à son insu par le petit cercle qui l'entourait. Vieillard isolé au milieu des générations nouvelles, privé de ses grands contemporains, réduit à remplacer Colbert et Louvois par Chamillard; Turenne, Condé, Luxembourg, par Marsin, Tallard, Villeroy; croyant que son choix donnait du génie, que ses ordres forçaient la victoire, et laissant diriger son choix et inspirer ses ordres par madame de Maintenon, il était arrivé au déclin de sa fortune et au commencement de ses revers (2).

Les finances étaient toujours dans une grande détresse. Deux années de paix n'avaient pas suffi pour réparer les maux de la dernière guerre; les sources nourricières de la puissance de l'État étaient encore taries. Louis venait d'achever l'épuisement du trésor par les fêtes du camp de Compiègne, « camp de Darius, dit Duclos, image de la guerre qui exigea les mêmes dé-

(1) Voici quelques chiffres sur la statistique de la France au moment où nous entrons dans un siècle qui doit terminer l'histoire des Français sous le régime féodal. — Population, 20 millions; clergé et ordres religieux, 300,000; noblesse, 250,000; magistrature, 30,000. Le royaume comptait 112 évêchés, 18 archevêchés, 950 abbayes, 12,400 prieurés; 38 gouvernements de province et 300 gouvernements de ville; 12 parlements, 100 présidiaux, 130 sénéchaussées et bailliages, 900 prévôtés et vigueries, 24 généralités et 250 élections (divisions financières). Le revenu général des terres était d'environ 1,200 millions, dont le clergé avait le dixième, et l'on pensait que le numéraire en circulation s'élevait à 500 millions.

(2) Mignet, Introduction aux documents relatifs à la succession d'Espagne, p. 86 et 88.

penses que la réalité, » et qui obéra les régiments pour vingt ans [1]. Il continuait à jeter « non des millions, mais des milliards à Marly; » il voulait détromper les ennemis sur la misère où l'on disait la France réduite; il croyait que le luxe était un moyen d'alimenter la prospérité publique: « Un roi fait l'aumône en dépensant beaucoup, » disait-il à madame de Maintenon qui lui demandait de l'argent pour les pauvres [2]. A Pontchartrain, nommé chancelier, avait succédé [1699] un contrôleur des finances d'une admirable probité et plein d'excellentes intentions, mais sans intelligence des affaires: c'était Chamillard, homme de robe, aimé du roi pour sa docilité, sa modestie et plus encore peut-être pour son incapacité qu'il avouait à chaque pas [3]. Le mal ne s'arrêta pas là. Barbezieux, jeune homme habile, mais tout adonné aux plaisirs, étant venu à mourir [1701], le roi, heureux d'avoir trouvé un homme aussi passif que Chamillard, le chargea encore des affaires de la guerre; il croyait, en mettant entre les mêmes mains et entre les mains d'un homme qui ne pouvait avoir une pensée par lui-même, la guerre et les finances sans division, donner plus d'unité et de force à son gouvernement, et être plus maître que jamais. Chamillard voulut refuser; « mais le roi et madame de Maintenon ne cessèrent de le louer, de l'encourager, de s'applaudir d'avoir mis sur de si faibles épaules deux fardeaux dont chacun eût suffi à accabler les plus fortes [4]. Il est vrai que l'administration seulement de la guerre lui fut confiée, que les plans de campagne furent tracés, non par le ministre, mais par le roi et ses généraux; mais on ne nomma que des généraux courtisans, « à qui le roi croyoit donner, comme

[redacted]

choir cette vaste machine administrative que Louvois avait créée, cette discipline et ces règles d'avancement qu'il maintenait avec une dureté nécessaire dans une armée où la noblesse était si encline à mettre le désordre. Les troupes furent mal payées, mal armées, les compagnies restèrent incomplètes; les magasins et les hôpitaux manquèrent de tout; on acheta les grades et les croix de Saint-Louis; on vit des enfants à la tête des régiments qui se vendirent à des taux excessifs; l'armée fut envahie par la vénalité, « gangrène, dit Saint-Simon, qui ronge depuis longtemps toutes les parties de l'État ; » la noblesse porta dans les camps son luxe, son indiscipline ; et même elle n'y parut qu'avec répugnance, parce qu'il lui fallait. disait-elle, « y être un vil peuple en toute égalité, le roi craignant les seigneurs et voulant des garçons de boutique (1). » « Les Français ont oublié la guerre, disaient les généraux, il semble qu'ils ne veulent plus se servir que du bouclier... On trouve le soldat en bon état, mais point d'officiers ; il y a des régiments entiers qui ne sont commandés que par un lieutenant (2). »

§ VIII. Campagnes de Catinat, de Villeroy et de Vendôme en Italie. — Combats de Carpi et de Chiari. — Surprise de Crémone. — Bataille de Luzzara. — Nous avons dit que dès le printemps de 1701, avant que le traité de coalition ne fût conclu, les hostilités avaient commencé en Italie. La situation des Français y était très-avantageuse : outre le duc de Savoie qui donnait passage aux troupes et devait fournir un corps de sept à huit mille hommes, on avait pour allié le duc de Mantoue, qui livra aux troupes françaises ses places de Mantoue et de Casal; on avait obtenu la neutralité des ducs de Modène, de Guastalla, de Parme et de la république de Venise; enfin le pape s'était empressé de reconnaitre Philippe V, de sorte que la domination des Bourbons s'étendait sur toute la péninsule.

Vingt-cinq mille Impériaux s'étaient rassemblés dans le Tyrol sous le commandement du prince Eugène; on envoya contre eux quarante mille hommes commandés, en attendant l'arrivée du duc de Savoie, par Catinat. Celui-ci ayant sous lui

(1) Saint-Simon, t. XIII, p. 58 et 66.

(2) Lettres de Villars, t. II, p. 173. — « Je voudrois, disait en 1710 madame de Maintenon, que nos ennemis craignissent nos généraux autant que je les crains moi-même. Je ne vois que des courtisans et pas un capitaine. » (Lettres, t. III, p. 165.)

le prince de Vaudemont, gouverneur du Milanais, avait reçu l'ordre de se porter aux débouchés du Tyrol pour fermer l'entrée de l'Italie aux Impériaux ; mais, soit qu'il ne voulût pas violer le territoire vénitien, soit qu'il fût trahi par Vaudemont, il laissa Eugène descendre l'Adige sans obstacle; et lorsque les troupes impériales se furent avancées sur les terres de la république, il prit position à Rivoli, en garnissant les bords du lac de Garda et en étendant quelques postes jusqu'au Bas-Adige ; il supposait que l'ennemi chercherait à tourner le lac par le nord ou à forcer le fleuve vers Vérone, et il croyait le Bas-Adige suffisamment défendu par les canaux et les marécages. Mais Eugène, après avoir embarrassé son adversaire en menaçant tout l'Adige depuis Roveredo jusqu'à la mer, jeta un pont à Castelbaldo [15 juin 1701], et franchit le fleuve; il rencontra à Carpi, position qui tenait la tête du canal Blanc, un poste de cinq à six mille hommes, le mit en déroute [9 juillet], passa le canal, et remonta l'Adige pour franchir le Mincio. Catinat était tout troublé; la cour lui ordonna de livrer bataille pour sauver cette importante ligne ; mais il se contenta de garder la rivière, en persistant à tenir toute son aile gauche vers Rivoli, où elle faillit être coupée. Ce fut alors que le duc de Savoie arriva avec des renforts; mais ce prince était déjà travaillé par la coalition, qui lui offrait tout ce que le roi de France aurait dû lui donner. Grâce à ses hésitations et au trouble de Catinat, Eugène passa le Mincio [28 juillet], au-dessus de Peschiera, sous les yeux des Français, qui ne firent pas un mouvement pour l'empêcher. Le maréchal, éperdu, rappela toutes ses troupes de Rivoli et du Bas-Adige ; mais au lieu de fermer la route à Eugène, il le laissa se porter sur Desenzano et Lonato, occuper Brescia et menacer le Milanais, qui commençait à se remuer à son approche, et il se retira en désordre et avec une lenteur extrême sur le Bas-Oglio. Ses officiers lui représentaient qu'il s'éloignait de l'ennemi et le laissait maître de s'étendre jusqu'au lac de Como : toute l'armée murmurait ; le roi était très-mécontent : en effet, Eugène aurait dû être écrasé dans sa pointe téméraire contre une armée double de la sienne, bien pourvue de tout, ayant des magasins assurés et manœuvrant dans un pays allié ; et néanmoins il avait passé deux grandes rivières et des canaux, tourné des places, fait soixante lieues sans que Catinat eût osé le combattre. Les lettres du

vainqueur de la Marsaille témoignaient une incertitude déplorable, un manque absolu d'idées et la ruine prochaine de l'armée [1]. D'ailleurs la cour n'aimait pas ce général plébéien, qui avait fait son chemin tout seul, qui avait des mœurs austères, des vertus civiques et des opinions philosophiques que les dévots faisaient passer pour de l'incrédulité [2].

On envoya Villeroy pour prendre le commandement de l'armée, et le modeste Catinat se mit sans murmurer sous ses ordres. L'armée avait alors remonté l'Oglio et se trouvait placée derrière le saillant que fait cette rivière depuis le lac d'Isco jusqu'à Orci-Novi. L'ennemi était sur l'autre rive, ayant son quartier principal à Chiari ; il n'avait osé pousser sa marche téméraire plus avant sans être maître de Mantoue qu'il faisait bloquer, sans être sûr du duc de Savoie, que les hauteurs de Villeroy allaient décider à changer de parti. Dès son arrivée, le nouveau général, avec son orgueil et son imprudence accoutumés, reprit l'offensive : « Je n'ai pas la qualité d'être circonspect, répondit-il aux observations de Catinat, surtout étant plus fort que l'ennemi. » Il repassa l'Oglio et se porta contre Chiari, qu'il croyait abandonné ; mais il y trouva toute l'armée d'Eugène, qui avait été avertie par le traître Amédée [1701, 1er sept.], et il fut repoussé avec perte de cinq à six mille hommes. Cependant il resta au delà de l'Oglio, pour couvrir à la fois le Mantouan et le Milanais, étendant ses postes tout le long de la rivière et forçant Eugène à rester sur la défensive. Il chercha même à réparer l'échec de Chiari ; mais, l'ennemi étant prévenu de tous ses projets, il échoua dans ses tentatives. Alors, inquiet des trahisons du duc de Savoie, qui se retira avec ses troupes au moment où des renforts arrivaient aux Impériaux, il repassa l'Oglio et se plaça sur le Serio, appuyant sa gauche à Bergame, sa droite à Crémone, par laquelle il tenait le cours du Pô et communiquait avec Mantoue. Eugène ne pouvait s'aventurer au delà de l'Oglio en ayant Mantoue sur ses derrières,

(1) Voyez ces lettres dans les Mém. militaires sur la guerre de la Succession, publiés par le général Pelet, t. I, p. 191-385.

(2) « M. Catinat sait son métier, disait madame de Maintenon ; mais il ne connaît pas Dieu, et croit que son orgueilleuse philosophie suffit à tout. Le roi n'aime pas à confier ses affaires à des gens sans dévotion. » (Lettre du 5 avril 1705.)

et il voulait assurer son flanc gauche en faisant entrer les d
de Modène et de Guastalla dans la coalition ; il se mit en
traite, passa sur la rive droite du Pô et y prit ses quart
d'hiver. Villeroy en conçut une pleine sécurité ; il s'avança d
le Mantouan et plaça son quartier général à Crémone. Eug
avait des intelligences dans cette ville : il tenta sur elle, a
douze mille hommes, la surprise la plus audacieuse. Son av
garde pénétra [1702, févr.], pendant la nuit, dans Crémone
fit Villeroy prisonnier ; mais un régiment français, qui se
posait à une revue, donna l'alarme ; les soldats, sans géné
et sans ordre, livrèrent dans les rues une bataille achar
et Eugène fut obligé de se retirer avec perte de trois m
hommes.

Cette tentative décida l'armée à se replier derrière l'A
Alors le siége de Mantoue se trouva resserré ; les ducs de
dène et de Guastalla livrèrent leurs places aux Impériaux ;
gène eut ses communications assurées avec le Tyrol. Le d
Vendôme vint prendre le commandement de l'armée fran
C'était un général ignorant, paresseux, d'un cynisme d
tant, toujours à table ou au lit, mais qui trouvait des in
tions sur le champ de bataille et qui était aimé des soldats
il tolérait les désordres et l'indiscipline. Son début fut
heureux et lui donna une grande réputation. Philippe V
revenait de Naples, où il était allé apaiser une révolte, v
joindre à lui. L'armée des deux couronnes se montait à
quante mille hommes ; elle reprit l'offensive, passa l'
chassa l'ennemi de tous les postes du Mantouan, et délivra
toue, où le comte de Tessé avait livré, pendant l'hiver
combats continuels. Eugène se replia derrière le Mincio
fortifia. Vendôme, n'osant l'attaquer, laissa devant lui une
tie de ses forces, passa le Pô à Crémone, marcha sur Lu
où l'ennemi avait ses magasins, et battit une division imp
à Vittoria, sur le Crostolo. Alors Eugène quitta sa po
accourut sur la rive droite du Pô, et faillit surprendre l'
française qui assiégeait le château de Luzzara. Un violent c
s'engagea [1702, 15 août], où l'infanterie seule put agir, à
des digues et des canaux qui coupaient le terrain, et le
périaux furent repoussés. La perte, de chaque côté, fut de
quatre mille hommes. Eugène se retira derrière le Mincio
tint sur la défensive. Les Français occupèrent tout le Mod

. OPÉRATIONS SUR LE RHIN. — BATAILLE DE FRIEDLINGEN. — DANS LES PAYS-BAS. — BATAILLE DE VIGO. — Dès le prin- de 1701, une armée impériale et une armée française été portées sur le Rhin, mais les hostilités ne commen- ue l'année suivante. La position des Français était de ce si avantageuse que sur l'Adige, et l'on en tira aussi rofit : l'électeur de Cologne, ayant été mis au ban de , leur avait livré ses places ; de plus, un corps de vingt mmes, commandé par Tallard, se porta sur la Moselle l'électorat de Trèves ; enfin l'empereur ayant refusé aître la neutralité du duc de Lorraine qui voulait éviter ts les ravages de la guerre, ce même corps de Tallard des places de cette province.

ssité de disperser vingt mille hommes dans les pays et de Lorraine réduisit l'armée d'Alsace à vingt-cinq battants. Catinat en vint prendre le commandement; ontra sur le Rhin la même incertitude et la même fai- e sur l'Adige, ne s'occupa qu'à faire subsister ses t laissa le prince de Bade, avec trente mille hommes, leuve et assiéger Landau. Cette place, où commandait ista pendant quatre-vingt-quatre jours de tranchée nais Catinat n'ayant fait aucune tentative pour la dé- se rendit. Ce grave échec ouvrit l'Alsace : l'ennemi de Weissembourg, de Lauterbourg, de Haguenau, rrêté que par les événements qui se passaient sur le

ur de Bavière avait déclaré la guerre à l'empereur, Souabe et surpris Ulm; il détacha une division dans oire pour lier ses opérations à celles de Catinat. A elle, le prince de Bade abandonna l'Alsace, passa le e porta dans la forêt Noire pour s'opposer à cette L'électeur, isolé au milieu de l'Allemagne et menacé sé entre deux armées, pressa les Français de passer atinat ne se crut pas en force pour tenter une opéra- gereuse; mais un de ses lieutenants généraux, le e Villars, proposa à la cour de s'en charger : son plan vé. Le prince de Bade s'était porté devant Huningue -cinq mille hommes : Villars passa le fleuve [1702, t assaillit l'ennemi près du château de Friedlingen; rie, qu'il conduisait lui-même, après avoir culbuté

les Impériaux, fut prise tout à coup d'une terreur panique et rétrograda en désordre ; heureusement la cavalerie, conduite par Magnac, rétablit les affaires : le prince Louis fut battu et rejeté dans les montagnes. La jonction des Bavarois et des Français semblait facile : l'électeur était à Biberach ; mais il s'arrêta tout à coup, à cause des négociations qu'il avait entamées avec l'empereur. Ces négociations ayant été sans résultat, et Philippe V ayant fait à son allié la cession absolue des Pays-Bas, l'électeur pressa Villars de le joindre ; mais l'occasion était perdue : le prince Louis avait reçu dix mille hommes de renforts, repris l'offensive et occupé les défilés. Villars remit à l'année suivante sa jonction avec l'électeur et repassa le Rhin. La journée de Friedlingen lui valut le bâton de maréchal et le commandement de toute l'armée ; Catinat fut disgracié. Villars était un général peu instruit, mais très-brave ; plein de vanité, de présomption, de hâblerie, il était aussi d'une imagination féconde, d'une activité extrême, d'une audace heureuse ; aimé des soldats, qu'il entretenait continuellement de la bonne opinion qu'il avait d'eux et de lui-même, il était haï des courtisans, qui ne pouvaient lui pardonner son orgueil, sa cupidité et son ambition.

Sur le Bas-Rhin et sur la Basse-Meuse, les hostilités avaient commencé, dès le mois d'avril, par le siége de Kayserwerth, que Blainville défendit contre les Hollandais pendant deux mois. Boufflers s'avança dans la Gueldre, rejeta l'ennemi sur Xanten et sur Clèves, puis sur Nimègue, où il remporta un avantage considérable [1702, 11 juin]. Mais les opérations restèrent douteuses jusqu'au moment où Marlborough prit le commandement. Ce général passa la Meuse à Grave, et menaça à la fois le Brabant et la Gueldre. Boufflers, indécis, recula ; puis, quand il vit un corps hollandais qui filait vers la Flandre maritime, il craignit d'être coupé du Brabant et se retira sur le Démer. Alors toutes les places de la Meuse se trouvèrent isolées : Vanloo, Stephanswerdt, Ruremonde, Liége se rendirent. Une bataille perdue n'aurait pas eu de plus mauvaises suites : la Gueldre, Clèves, Juliers, le Bas-Rhin et la Basse-Meuse se trouvèrent abandonnés aux ennemis ; enfin l'électeur de Cologne, se voyant isolé dans ses États, ouverts par la prise de Kayserwerth, se retira à Namur.

En définitive, la guerre s'ouvrait d'une manière défavorable

ur la France : les batailles de Luzzara et de Friedlingen n'a-ient pas eu de résultat, et l'on avait perdu la ligne de l'Adige, ndau et toutes les places de la Meuse. Les opérations mari-nes furent encore moins heureuses.

La flotte alliée, forte de deux cents voiles, dont soixante vais-ux, et portant douze mille hommes, se dirigea sur Cadix el siégea ; c'était le grand entrepôt du commerce des Indes, el Anglais et les Hollandais avaient un vif désir de s'en em-er ou de la détruire. Cependant leur attaque échoua ; alors se tournèrent contre la flotte des Indes que Château-Re-ud venait de conduire dans le port de Vigo : ils débarquèrent 2 oct.] à quelque distance, s'emparèrent des forts qui n'étaient gardés et d'où ils foudroyèrent la flotte française, pendant e leurs vaisseaux bloquaient le port. Château-Renaud fit brû-r quinze vaisseaux et douze galions ; l'ennemi s'empara de ngt autres bâtiments et fit un butin de 8 millions de piastres. fut un vrai désastre pour la marine espagnole et française. ne s'en consola pas par le succès qu'obtint Ducasse sur la tte anglaise de l'amiral Benbow, qui, devant Saint-Domingue, battue pendant quatre jours et obligée de revenir en Angle-e.

X. Campagne de 1703. — Victoires d'Eckeren, de Hochstett e Spire. — La guerre de siéges et d'escarmouches continua ant l'hiver, surtout dans le Nord, où Marlborough conserva sa supériorité. Il s'empara de Bonn et occupa tout l'élec-de Cologne ; de là il se rabattit sur la Gueldre et le Lim-, et prit Gueldre, Limbourg et Huy. Ces pertes ne furent mpensées par une victoire gagnée dans les digues d'E-par Boufflers sur un corps hollandais qui menaçait An-703, 30 juin] : ce fut un exploit sans portée. Villeroy, qui posé à Marlborough, montra pendant toute la campagne ptie égale à sa vanité ; et si les ordres de la cour ne t arrêté, il aurait donné trois ans plus tôt à la France re qui l'a rendu fameux, en acceptant la bataille que rsaire lui offrait sans cesse.

érations furent plus heureuses sur le Rhin. Villars leuve avec trente mille hommes, chassa les Impériaux de la Kench, prit la forteresse de Kehl en douze jours, rince de Bade [10 mars] à abandonner les défilés de la pour s'enfermer dans les lignes de Stolhofen ; puis

laissant Tallard en observation devant ces lignes, il remo
Kintzig, traversa la forêt Noire, déboucha à Villingen, s
Haut-Danube, et se réunit à l'électeur de Bavière à Dutl
[12 mai]. Ce prince avait eu de grands succès sur les A
chiens : il les avait battus à Scharding et à Amberg ; il occ
Ratisbonne et se trouvait maître de tous les passages du Da
d'Ulm à Passau. Villars voulait qu'on profitât de la ré
des armées française et bavaroise pour se porter sur Pas
Lintz, et aller chercher la paix dans Vienne. C'était une g
idée, et dont l'exécution semblait d'autant plus facile qu
Hongrois révoltés étaient maîtres de tout le Danube, et fais
des courses jusqu'à Vienne. L'empereur en fut tellement inq
qu'il se proposa d'abandonner sa capitale. Mais l'électeur r
devant ce plan audacieux, et il projeta de conquérir le Tyr
concert avec Vendôme, en attaquant les Alpes par les deu
vers et en écrasant ainsi les Impériaux entre les deux arm
Ce plan fut adopté; Villars resta en Souabe pour tenir tê
prince de Bade, et l'électeur envahit le Tyrol, prit Kufste
Inspruck, pendant que Vendôme bombardait Trente.
alors les deux armées rencontrèrent la population tyrolien
attachée à la maison d'Autriche, si dévouée à la défense d
montagnes, si habile à la guerre de tirailleurs ; elles épro
rent de grandes pertes, reculèrent devant les glaciers des A
et furent rappelées, l'une sur le Pô, l'autre sur le Danub
leurs communications se trouvaient menacées.

Louis XIV, instruit des trahisons du duc de Savoie, cher
le maintenir dans son alliance en lui promettant d'éch
avec lui la Savoie contre le Milanais; mais il ne donna pas
à cette promesse. Alors le duc signa son traité avec l'empe
qui s'engagea à lui donner le Montferrat et le Novarais. Ven
reçut l'ordre de désarmer les cinq ou six mille Piémontai
figuraient dans son armée, et de se porter rapidement c
Amédée, qui allait couper ses communications avec la Fr
[octobre]. Il abandonna donc le Tyrol, fit prisonniers les
montais et se dirigea à marches forcées sur le Piémont. Le
trichiens, qui étaient campés sur la Secchia, voulurent s
leur nouvel allié : par une marche audacieuse, et que Ven
ne sut pas empêcher, ils traversèrent les duchés de Modè
de Parme, et arrivèrent dans le Piémont en même temp
les Français. Malgré ce renfort, Vendôme s'empara d'Asti

Verceil, et il refoula les alliés sur Verrue, pendant que le duc de la Feuillade s'emparait de la Savoie.

Voici maintenant ce qui avait rappelé l'électeur de Bavière sur le Danube. Deux armées menaçaient ses États : celle du prince de Bade, qui était dans les lignes de Stolhofen ; celle du comte de Styrum, forte de vingt-cinq mille hommes, qui se formait dans la Franconie. La première échappa à Tallard, qui l'observait, se porta rapidement sur le Danube, le passa à Ulm, s'empara d'Augsbourg et menaça Munich. Villars, quoiqu'il eût battu une de ses divisions isolées, n'osa s'opposer à la marche de cette armée et porta son attention sur Styrum, qui menaçait de passer le Danube à Donauwerth pour se joindre au prince de Bade. A ces nouvelles, l'électeur accourut du Tyrol; Villars se joignit à lui : tous deux firent reculer le prince de Bade, se portèrent au-devant de Styrum et le battirent complétement à Hochstett [1704, 20 sept.]. L'ennemi perdit huit mille hommes, son artillerie, ses bagages, et fut rejeté sur Nuremberg.

Le prince de Bade, en quittant les lignes de Stolhofen, y avait laissé un corps d'armée sous le commandement du comte de Nassau. Tallard, après le départ du prince, fit une diversion sur les places du Rhin, et emporta Vieux-Brisach en treize jours; puis il assiégea Landau, qui se défendit pendant un mois. Le corps d'armée du comte de Nassau et une division partie de Luxembourg sous les ordres du prince de Hesse-Cassel vinrent au secours de la place. Tallard quitta son camp, alla au-devant de l'ennemi et le rencontra à Spire. La bataille fut très-sanglante : l'infanterie française, après avoir essuyé le feu des Allemands avec une immobilité admirable, décida la victoire par une charge en colonnes serrées à la baïonnette : tout fut enfoncé et taillé en pièces. Les Impériaux perdirent dix mille hommes tués ou pris, et Landau se rendit [14 nov.].

§ XI. Défections de la Savoie et du Portugal. — Insurrection des Cévennes. — En résumé, la France était victorieuse de la terrible coalition formée contre elle ; elle semblait avoir trouvé de grands généraux dans Tallard, Vendôme, Villars; le trône de Philippe V se consolidait. Pour comble, la marine française, sous Duguay-Trouin, Jean Bart, Forbin, Ducasse, Coëtlogon, Saint-Pol, faisait une guerre d'escadres et de corsaires aussi brillante que profitable. Grâce à ces marins intrépides, le commerce ne souffrait nullement de la guerre; il s'enrichissait

même de nombreuses prises et de ses relations avec l
espagnoles. Mais les victoires de Hochstett et de Spir
pensaient pas deux défections qui ouvraient l'
Louis XIV par son double flanc méridional, les dé
duc de Savoie et du roi de Portugal. Celle du duc
rejetait la ligne d'opérations des Français de l'Ad
Alpes, isolait le royaume de Naples et faisait perdr
nation de l'Italie; celle du roi de Portugal, sollici
Anglais, permit de jeter les troupes alliées dans la
hispanique, et replaça, pour ainsi dire, les Pyré
frontière du Portugal. Le traité de Methwen, par l
défection fut accomplie, fut un chef-d'œuvre d'hab
des conséquences désastreuses pour la France : il éta
coup de l'accession des Bourbons au trône d'Espagne
à l'Angleterre une part dans la Péninsule; il lui ass
Portugal, qui devint, en réalité, l'une de ses colonie

Non contents de ces deux défections, les alliés f
en France une guerre civile.

Malgré les ordonnances royales, les dragonnades,
des gouverneurs et des intendants, le culte protes
maintenu dans les montagnes et les lieux déserts du l
Il n'y avait que les riches et les habitants des villes
abjuré ou émigré ; les pauvres et les habitants des c
moins faciles à persécuter, avaient conservé secrèt
croyance. Tant que la guerre de la ligue d'Augsl
duré, ils espérèrent que Guillaume III stipulerait qu
dition en leur faveur : le traité de Ryswick les détr
lorsqu'ils virent le gouvernement menacé par un
nouvelle, ils crurent que c'était « la ruine de Babylo
ministres, exaltés jusqu'au délire par la persécution
d'austérités dans les déserts, animèrent ces montagn
sauvages à la délivrance du peuple de Dieu ; ils bra
vertement les édits, tinrent publiquement des préc
rent les armes. On envoya des troupes, qui dispe
rassemblements et pendirent les ministres. Alors t
bitants des Cévennes se soulevèrent, chassèrent l
descendirent dans la plaine, incendièrent les églis
les prêtres, les receveurs d'impôts, tous les catholi
donnèrent des chefs, Laporte, Roland, Cavalier, h
peuple exaltés, mystiques, se croyant inspirés, ne p

de miracles, qui organisèrent des bandes de trois à quatre mille hommes, et se mirent en correspondance avec les étrangers. La cour, alarmée de cette guerre civile, qui pouvait faire une diversion favorable à la guerre étrangère, envoya en Languedoc le maréchal de Montrevel avec quatre bataillons, trois régiments de cavalerie et huit régiments de milices que l'intendant Bâville, homme aussi remarquable par ses talents que par ses cruautés, avait fait lever dans les villes. Les évêques prêchèrent une croisade contre les hérétiques; Clément XI accorda indulgence plénière aux catholiques qui s'armeraient. Les haines religieuses reprirent l'ardeur des temps de la Ligue : montagnards et bourgeois se firent une guerre implacable; et les volontaires catholiques connus sous le nom d'*enfants de la Croix*, se souillèrent d'incroyables barbaries

Les alliés virent avec joie cette insurrection, qui pouvait gagner tout le Midi et qui occupait un maréchal de France avec vingt-cinq mille hommes : une escadre anglaise débarqua en Languedoc des armes et des munitions; les Hollandais envoyèrent des subsides; les calvinistes des Alpes se mirent en communication avec les insurgés. Ces secours enhardirent l'insurrection : les *camisards* (c'était le nom qu'on donnait aux rebelles) se précipitèrent en bandes sauvages sur les troupes régulières, les épouvantèrent par leur furie, et leur tuèrent plusieurs fois sept à huit cents hommes. La guerre prit du développement : les insurgés soulevèrent la noblesse, si ardente et si séditieuse dans le Midi, ils attaquèrent les villes; ils appelèrent à eux les nouveaux convertis qui trahissaient en secret les catholiques. Montrevel n'entendait rien à cette guerre d'escarmouches et de surprises, il était inactif et irrésolu; il passait sans raison de la rigueur à l'indulgence. La cour, inquiète de cette plaie qui s'agrandissait, lui ordonna de tout brûler et dévaster; il recula devant ces ordres barbares : alors on l'accusa de modération, et l'on envoya Villars pour le remplacer.

§ XII. Campagne de 1704. — Batailles de Schellemberg et de Hochstett. — L'archiduc débarque en Espagne. — Prise de Gibraltar. — La défection du Portugal et de la Savoie et l'insurrection des Cévennes changèrent entièrement la situation de Louis XIV, et permirent à la coalition de développer ses plans de campagne.

L'électeur de Bavière et le maréchal de Villars
pleine discorde; les opérations en souffraient. Villars de
rappel : le roi l'accorda pour conserver l'alliance p
l'électeur, et envoya pour le remplacer le maréchal
L'Allemagne se trouvait encore sous le coup de la
Hochstett. L'électeur en profita pour s'emparer d'
se porter contre Passau et prendre cette ville [1704
La terreur se répandit dans Vienne; les insurgés hon
saient leurs bandes jusque dans les faubourgs : l'e
prépara à fuir en Moravie. Eugène, Marlborough e
résolurent de sauver l'Autriche par un coup des plu

La ligne d'opérations des Français s'étendant de
à Passau, il semblait facile de la couper par le milie
ser l'électeur, dont la coalition avait juré la ruin
grands généraux des alliés se réunirent pour exécut
Louis de Bade reprit l'offensive dans la Franconie; E
sembla les débris battus à Spire et se chargea de la
lignes de Stolhofen; Marlborough, qui avait devant
et Boufflers, laissa pour les contenir vingt-cinq mi
dais dans un camp près de Maëstricht, et prit sa ma
vingt mille hommes, vers le Danube. Il feignit d'a
porter sur la Moselle, puis il tourna rapidement sur
passa à Cologne, se réunit, en face de Mayence, a
gents du Palatinat et du Brandebourg, et passa le Ne
bronn. A la nouvelle de cette marche, Villeroy se jet
suite du général anglais avec trente mille homm
courut d'abord sur la Moselle, puis se rabattit sur la
réunit à Villeroy et se disposa à attaquer Stolhofen p
secours à l'électeur. Celui-ci, au lieu de se diriger c
de Bade et de l'écraser, se porta sur la rive gauche
près de Donauwerth, sur le Schellemberg, qu'il for
tendant l'arrivée de Tallard. Marlborough et Louis d
tant pas inquiétés, se réunirent à Ulm [2 juillet] et
droit sur le Schellemberg, emportèrent la position e
les Bavarois sur la rive droite du Danube. Ce comb
où ceux-ci perdirent huit mille hommes et les alliés
livra le passage du Lech et ouvrit la Bavière, qui
aussi impitoyablement que l'avait été jadis le Pal
vaincus se placèrent à Augsbourg et s'y fortifièrent
attendre Tallard pour reprendre l'offensive. Celui-ci,

ur, s'éloigna rapidement des lignes de Lauterbourg avec
inq mille hommes; et, laissant à Villeroy le soin de con-
ugène à Stolhofen, il passa le Rhin à Huningue, franchit
lés de la forêt Noire, et arriva à Augsbourg, où il fit sa
n [1704, 3 août] avec l'électeur dont l'armée, se trouva
à cinquante-six mille hommes. Eugène, avec la même
té, quitta les lignes de Stolhofen; mais, étant menacé par
oy, il ne put arrêter la marche de Tallard, et arriva à
stett le jour où son adversaire arrivait à Augsbourg. L'oc-
n était belle pour les Français de se diriger contre le corps
gène, fort de vingt mille hommes seulement, et de l'écraser;
ils perdirent du temps : Marlborough s'avança rapidement
son collègue; et la jonction s'effectua à Hochstett [10 août],
i porta l'armée alliée à cinquante-deux mille hommes.
cette partie du bassin du Danube, les opérations militaires
ivent se faire que sur la rive droite, où les communica-
ont faciles et le pays abondant, tandis que la rive gauche
vage, sans routes et serrée par des montagnes (1) : les Fran-
vaient donc se maintenir sur la rive droite, refuser la
et attendre la retraite de l'ennemi, qui ne pouvait péné-
Bavière sans s'éloigner de ses dépôts de Nordlingen et
emberg, et qui aurait été forcé de reculer sur le Mein,
mait mieux être coupé de ses communications par Ville-
n'en fut pas ainsi : les deux maréchaux et l'électeur pas-
e Danube à Lauingen pour livrer bataille. C'était tout
des généraux ennemis, qui résolurent même de les
r, et se placèrent près de Hochstett, la gauche appuyée
ube. Quant à Tallard et Marsin, ils crurent que ce mo..
de l'ennemi n'avait pour but que de masquer sa retraite
emberg, et ils prirent un ordre de bataille tel que leur
formait deux armées distinctes, ayant chacune l'infan-
centre et la cavalerie sur les ailes; de plus, croyant que
i menaçait leur flanc droit, ils dégarnirent leur centre
tasser à cette droite, couverte naturellement par le Da-
ingt-sept bataillons et douze escadrons, formant plus de
ille hommes, qui restèrent isolés et inutiles dans le vil-
Bleinheim. Marlborough, après avoir exhorté ses soldats
ttre « pour la liberté des peuples, » se porta au centre,

(1) ...z la *Géog. militaire*, p. 287 de la 4e édition.

enfonça et coupa en deux l'armée franco-bavar
tourna l'aile droite, la culbuta dans le fleuve, et fit
sonnier [13 août]. Marsin et l'électeur, qui luttaie
avec moins de désavantage contre Eugène, loin de
flanc Marlborough pour dégager la droite, repassère
à la hâte et se mirent en retraite sur Ulm, sans d
ordre aux douze mille hommes oubliés dans Bleinhe
furent enveloppés et forcés de se rendre sans avoi
La perte des deux armées, en morts et en blessés, fu
de douze mille hommes; mais les Français laissèr
douze mille prisonniers, et le reste de leur armée s
déroute, que plus de dix mille hommes s'égarèren
tèrent, de sorte qu'il ne fut pas possible à l'électeur d
à Ulm, plus de vingt mille combattants. Les suites
furent, par l'ineptie des généraux, plus désastreuse
faite elle-même. Marsin, voyant les vainqueurs qui
à sa poursuite, se jeta dans la forêt Noire, où il se
de Villingen, à Villeroy, qui aurait empêché la bat
suivi Eugène, comme Eugène avait suivi Tallard. C
rendait encore l'armée française égale en nombre
alliés, et Marsin et Villeroy pouvaient défendre
mais, pleins de terreur, ils franchirent les montag
crurent en sûreté que lorsqu'ils eurent passé le R
teur de Bavière se réfugia en France.

Il y avait longtemps que la France n'avait éprou
astre aussi complet : d'un seul coup, cent lieues
États de Bavière, une armée de cinquante mille hon
perdus; l'Autriche était sauvée, et la France menac
vasion. Les alliés, pleins de joie de cette fortune in
parlaient plus que de réduire Louis XIV au royau
son père : ils franchirent le Rhin à Philippsbourg;
prince de Bade ayant refusé d'envahir la Lorrain
efforts se bornèrent à assiéger et à prendre Land
que des détachements dégageaient les pays entre le
Meuse, s'emparaient de Trèves, de Trarbach, de
enfin achevaient de dépouiller l'électeur de Cologne
que son frère, chercha un asile en France.

Ces revers ne furent pas compensés, en Italie, p
d'Ivrée, de Suze, de Pignerol. Vendôme achevait l
conquête du Piémont, pendant que les Impériaux s'

...chés de Mantoue et de Modène, et menaçaient le Mila-
...
...pendant l'archiduc Charles, ayant été proclamé roi d'Es-
...e à Vienne [1703, nov.] et reconnu par tous les alliés, s'em-
...qua en Angleterre avec dix mille hommes, et vint prendre
...re à Lisbonne [1704, 6 mars]. Vingt mille Portugais se joi-
...irent à lui : il envahit l'Estramadure ; mais Philippe V, aidé
... maréchal de Berwick ([1]), le repoussa facilement, et même
...mpara de plusieurs places portugaises. Alors la flotte an-
...ise, commandée par l'amiral Rooke, fit une tentative inutile
...r Barcelone; puis elle vint surprendre Gibraltar [4 août], for-
...sse inaccessible, qui, par une négligence inconcevable,
...ait que deux cents hommes de garnison. Les Anglais avaient
...ntenant, mieux encore que par leur alliance avec le Por-
...l, le moyen de balancer l'influence de la France dans la
...nsule. Une flotte française, commandée par le comte de
...use et forte de cinquante-deux vaisseaux, essaya de ré-
... cette grande perte ; mais la flotte anglaise s'était réunie
...e de Hollande et se trouvait forte de soixante-deux vais-
.... Une bataille s'engagea à la hauteur de Malaga et fut
... sanglante qu'inutile. Les alliés, ayant perdu plusieurs
...aux et trois mille hommes, se retirèrent ; mais les Fran-
...ne les sachant pas si maltraités, n'osèrent les poursuivre,
...tes leurs tentatives pour reprendre Gibraltar demeurèrent
...tueuses. La perte de cette forteresse resta irréparable : les
...s possèdent encore cette porte d'une mer d'où la nature
...xclus ; et depuis la bataille de Malaga, les Français ces-
... de paraître avec de grandes flottes devant leurs ennemis :
...mirent plus en mer que des escadres.

...II. Campagne de 1705. — Fin de la guerre des Cévennes. — ...tions sur la Moselle. — Combat de Cassano. — Prise de ...lone. — La prise de Gibraltar et la défaite de Hochstett
...t la consternation en France : c'étaient les premiers
... qu'éprouvait Louis XIV ; il les supporta avec la plus noble
...té et ne songea qu'à les réparer. On convoqua l'arrière-
...on leva trente mille hommes de milices, on obtint de
...t à force d'affaires extraordinaires et de créations de

([1]) ...était un fils naturel de Jacques II et d'Arabelle Churchill, sœur de Marlbo-... Ses descendants existent encore en France sous le nom de Fitz-James.

charges, et l'on ouvrit la campagne suivante avec des forc égales à celles des alliés.

Villars avait passé toute l'année précédente à pacifier les Cévennes. La révolte s'était étendue dans les plaines à tel point qu'on craignait que Montauban, Nîmes, Montpellier, n'y prissent part. Le maréchal mit tous ses soins à la resserrer dans les montagnes : il divisa les insurgés, il leur offrit des amnisties et de l'argent, il fut impitoyable pour tout ce qui fit résistance. Le principal chef des camisards, Cavalier, ancien boulanger, consentit à se soumettre, sous condition que le roi formerait des insurgés quatre régiments à sa solde, qui conserveraient leur liberté de conscience. Il tint parole, et fut nommé colonel d'un de ces régiments; mais il prit défiance des promesses de la cour et passa au service des alliés. La plupart des insurgés désavouèrent Cavalier et persistèrent dans leur rébellion; mais ils s'affaiblirent tous les jours par la désertion et surtout par la permission que leur donna Villars de passer à l'étranger : un grand nombre s'expatrièrent; la guerre des Cévennes dégénéra en un brigandage obscur, et le maréchal fut rappelé sur un théâtre de guerre, plus digne de ses talents et surtout de son bonheur militaire. « Servez-vous de moi, disait-il au roi, car je suis le seul général de l'Europe dont le bonheur à la guerre n'ait jamais été altéré. Dieu me conserve cette fortune pour le service de Votre Majesté ! »

Le plan des alliés était de s'avancer au cœur de la France par les Trois-Évêchés. Marlborough, campé à Trèves avec quatre-vingt mille hommes, s'était préparé à pénétrer en Lorraine par la Moselle, pendant que le prince de Bade y arriverait par l'Alsace. Marsin fut envoyé dans cette province, et l'on donna à Villars cinquante mille hommes, avec lesquels il se posta à Sierk, dans un camp formidable, couvrant à la fois Thionville et Saarlouis, et décidé à une bataille pour sauver Metz. Marlborough arriva devant ce camp, attendit pendant trois jours le prince de Bade, qui marchait en Alsace avec une grande lenteur, et se décida à la retraite [1705, 16 juin] : il craignait d'ailleurs d'être pris à revers par l'électeur de Bavière et Villeroy, qui commandaient en Flandre et assiégeaient Liége. Il se retira sur la Meuse, fit lever le siége de Liége, poussa les Français jusqu'à Louvain et se tint sur la défensive. Pendant ce temps, Villars s'empara de Trèves, se joignit à Marsin sur le

e, Vendôme montrait toujours la même lenteur; il prit
près six mois de siége, ainsi que Chivasso, pendant
uillade prenait Nice et Villefranche. Il ne restait plus
au duc de Savoie, et l'on se préparait à en faire le
que Eugène accourut d'Allemagne à la délivrance du
il descendit le Brenner, arriva à Trente; et là, sachant
e était gardé, il le tourna ainsi que le Mincio, en
nord du lac de Garda, à travers la masse du Tonal;
nchit l'Oglio et arriva sur l'Adda. A la nouvelle de
che habile et rapide, Vendôme sortit de son indolence
ut pour barrer le chemin aux Impériaux. Eugène
l'Adda par la rive gauche, et cherchait un passage;
le côtoyait par la rive droite. Le premier, profitant de
ment des Français, jeta un pont à Cassano et enfonça
de son adversaire [16 août]; mais les deux ailes fran-
oururent avant que toute l'armée impériale eût franchi
; elles la battirent et la forcèrent à repasser l'Adda
de trois mille hommes. Eugène se mit en retraite;
liversion avait sauvé Turin: il retourna à Vienne où
r Léopold était mort [6 mai], laissant pour successeur
, son fils aîné.
gne, le maréchal de Tessé bloqua Gibraltar par terre,
ue Pointis, avec quinze vaisseaux, l'assiégeait par
une tempête dispersa cette escadre, et il n'en restait
aisseaux (23 avril), quand une flotte anglaise de trente
s l'attaqua et la força de s'échouer à la côte. Le siége



d'Aragon, qui étaient pleines de haine contre le roi choisi par les Castillans. En effet, à l'arrivée de l'archiduc, les habitants de Barcelone forcèrent la garnison à capituler (9 oct.). Toute la province proclama Carlos III, et les royaumes d'Aragon et de Valence suivirent avec empressement cet exemple.

§. XIV. Campagne de 1706. — Batailles de Ramillies et de Turin. — Levée du siége de Barcelone. — Malgré ces revers en Espagne, les succès de Villars et de Vendôme semblaient avoir ramené la fortune, et Louis XIV fit de nouveaux efforts pour rendre la campagne de 1706 décisive. On envoya des renforts en Espagne pour reconquérir les provinces du bassin de l'Èbre; en Italie, pour assiéger Turin; sur le Rhin, pour rejeter Louis de Bade au delà du fleuve; enfin en Belgique, où Marlborough, avec soixante-dix mille hommes réunis entre Tongres et Maestricht, avait projeté d'envahir la Flandre.

Villeroy était posté à Louvain avec quatre-vingt mille hommes; au lieu de défendre la ligne de la Dyle, il voulut frapper un grand coup dès l'ouverture de la campagne; et, sans attendre Marsin qui lui amenait une division du Rhin, il s'avança entre Tillemont et Judoigne, vers les sources des Ghètes, et rencontra l'ennemi entre la Mehaigne et la petite Ghète, près de Ramillies (1706, 23 mai). Il prit des dispositions si mauvaises, qu'il semblait chercher une défaite : sa gauche était couverte par les marais de la Ghète, et ne pouvait ni attaquer ni être attaquée; ses bagages étaient entre les deux lignes de son armée. Il s'ensuivit que Marlborough dégarnit tout à l'aise sa droite et son centre, et porta tous ses efforts contre la droite française. Celle-ci était défendue par la maison du roi, qui soutint les charges de l'ennemi avec sa bravoure ordinaire; mais à la fin elle fut enfoncée; le centre, attaqué de front et de revers, se mit en déroute et entraîna l'aile gauche qui n'avait pas combattu. Tout s'enfuit dans le plus grand désordre; les divers corps se culbutèrent les uns sur les autres, et laissèrent plus de quinze mille hommes aux mains de l'ennemi, outre quatre mille restés sur le champ de bataille. Villeroy perdit la tête : il ne s'arrêta ni sur la Dyle, ni sur la Senne, ni sur la Dender, ni sur l'Escaut; il évacua Louvain, Bruxelles, Alost, Gand, Bruges, tout le Brabant, toute la Flandre; enfin il se retira sur Menin et jeta les débris de son armée dans quelques places. L'ennemi n'eut qu'à marcher en avant, étonné de ce vertige; il entra à Bruxelles, il

Gand; il prit Anvers, Ostende, Menin, Dendermonde, ne resta d'autres grandes places aux Français que Mons ur.

ays-Bas avaient eu leur Hochstett, l'Italie eut aussi le ndôme, profitant de l'absence d'Eugène, battit complé- [19 mai] son armée à Calcinato, près de Castiglione, lui huit mille hommes et la rejeta sur l'Adige. Le Mila- délivré; le Piémont était conquis; il ne manquait que Français pour qu'ils fussent maîtres de toute l'Italie. mmenses apprêts contre cette ville, où le duc de Sa- jeté ses dernières ressources, élevé des fortifications es, et dans laquelle il finit par se renfermer lui-même. que Vendôme était campé sur l'Adige pour arrêter les l'Allemagne, une armée de soixante mille hommes nent pourvue de tout, avec cent quarante canons et ngts mortiers, investissait la place; mais on choisit, mander cette belle armée, un jeune homme qui n'a- e mérite que d'être le gendre de Chamillard, le duc de de. « Vainement, dit Saint-Simon, Vauban, qui pré- lque désastre, offrit d'aller au siége, sans commande- quement pour y donner ses conseils en mettant son bâ- échal derrière la porte; l'esprit de vertige et d'aveugle- t tellement répandu sur nous depuis longtemps, que embloit un titre de choix et de préférence. » Vauban it par ces mots de La Feuillade : « J'espère prendre Coëhorn. »

avait repris le commandement de son armée, et il par- aintenir derrière l'Adige jusqu'à ce que des renforts lui ivés; alors il résolut d'aller délivrer Turin par une mar- ire jusqu'à l'absurdité s'il n'eût compté sur l'incapacité ux français. Par une manœuvre semblable à celle qui pé Catinat dans les mêmes lieux, il profita de la con- s Vénitiens et des marécages du Bas-Adige que Ven- ait pas gardés, passa le fleuve [6 juillet] près de Ro- le Pô à Polesella, et se trouva sur la rive droite, qu'il u de suivre jusqu'à Turin. Il laissa seulement quinze mes, sous le commandement du prince de Hesse, sur pour occuper et tromper l'armée française. Vendôme éparer cet échec en se jetant lui-même sur la rive r fermer la route de Turin et forcer l'ennemi à s'en-

fourner dans la péninsule ; mais en ce moment, il f
prendre le commandement de l'armée battue à R
clameur publique ayant forcé Louis XIV à disgraci
On envoya, pour le remplacer, le duc d'Orléans, neve
et le maréchal de Marsin. Ceux-ci laissèrent vingt mi
sous le commandement de Médavy, pour tenir têt
de Hesse ; mais ils ne tentèrent pas d'arrêter la ma
gène sur la rive droite du Pô ; ils le laissèrent, pend
deux mois, passer à l'aise plus de vingt rivières,
dèrent lentement par la rive gauche ; enfin, lorsqu'il
sous Turin, l'ennemi passait le Tanaro et faisait sa jo
le duc de Savoie à Carmagnola [28 août]. Pendant
La Feuillade conduisait le siége de Turin avec une
ineptie : après deux mois, il n'avait pas achevé l'inv
de la place ; au lieu d'attaquer la ville, il avait atta
delle, qui pouvait être ravitaillée indéfiniment ; so
trouvait partagée en trois corps isolés par le Pô e
enfin, il avait laissé sortir le duc de Savoie ave
hommes, et il harassait ses troupes à poursuivre
qui changeait continuellement de place pour favoris
d'Eugène. Celui-ci, ayant fait sa jonction avec le d
Pô [5 sept.], et, tournant le dos à la France, mar
Doria. Il était temps encore de lui faire payer sa t
duc d'Orléans proposait de sortir des lignes, que soi
hommes ne pouvaient défendre dans leur pourto
lieues, coupé quatre fois par cinq rivières, et de liv
à Eugène dans sa marche. On avait la supériorité
et comme l'ennemi s'était placé entre les Alpes et l'
çaise, il n'avait pas une seule route de retraite, et d
de défaite, mettre bas les armes. Marsin prétendit
rester dans les lignes, qu'Eugène n'oserait les attaqu
le poursuivrait dans sa retraite. Le duc insista, et to
demandait à grands cris la bataille ; alors le maré
un ordre du roi par lequel, en cas de division, o
férer à son avis ; or, il lui avait été prescrit secrète
pas livrer bataille. On resta donc dans les lignes

Pendant qu'on délibérait, Eugène, poussant jusqu'
audacieuse entreprise, passa la Doria et marcha en

(1) Monsieur, frère du roi, était mort le 9 juin 1701.

rivière et la petite Stura, vers la portion des lignes qui était le plus mal défendue, parce qu'on la croyait suffisamment couverte par les deux rivières ; il effectua cette marche en prêtant le flanc aux assiégeants sans être inquiété, arriva avec trente-cinq mille hommes devant les lignes, où l'on réunit à la hâte dix mille hommes, et les assaillit aussitôt en trois colonnes. Le camp français était dans la plus grande confusion : Marsin perdait la tête ; le duc d'Orléans, effrayé des vides qui se trouvaient dans les lignes, ordonna aux quarante-six bataillons qui étaient inutiles sur l'autre rive, de venir les remplir ; La Feuillade donna l'ordre contraire. Il s'ensuivit que sur une armée de soixante mille hommes il n'y en eut pas le tiers qui combattit ; que l'ennemi envahit les retranchements à la première charge, écrasa dix mille hommes qui les défendaient, et tourna les autres s éparpillés; enfin que tout se mit en déroute en laissant les lignes deux mille morts, deux cents canons, quinze chevaux ou mulets, d'immenses munitions, trois millions gent, etc. Marsin fut tué et le duc d'Orléans blessé. L'ennemi, é de son succès, croyait avoir seulement délivré Turin : la te des vaincus lui donna bien au delà de ce qu'il avait é. Le duc d'Orléans, qui avait montré dans la bataille oup de sang-froid et de bravoure, rassembla quelques bans, des canons, des munitions, et ordonna la retraite sur : on couvrait ainsi le Milanais; on coupait les communis d'Eugène; en se joignant à Médavy, qui gagnait alors à lione, sur le prince de Hesse, une belle victoire, on reençait la guerre sans autre désavantage qu'un combat . Mais à peine eut-on pris la route de Casal, qu'officiers dats, effrayés de se voir sans communications avec la e, se mirent à la débandade; les généraux jetèrent sur les ns l'artillerie et les munitions. Alors la Feuillade ordonna mettre en marche sur Pignerol; tout rétrograda dans la horrible confusion, sans ordre, sans vivres, sans chefs, et eta sur les Alpes. Si Eugène eût inquiété cette cohue, il erait pas resté dix mille hommes. Cette armée fut entièreperdue. Les places du Piémont ouvrirent leurs portes; le is se soumit à l'empereur ; les duchés de Parme et de e furent abandonnés; quelques garnisons se défendirent à Pizzighittone, Tortone, Casal, se rendirent sans combat ; reçut en triomphe le duc de Savoie; enfin Médavy, se

trouvant isolé sur le Mincio et enveloppé de tous côtés pa
nemi, se retira avec quinze mille hommes dans Mantou
signa [1707, mars,] de l'aveu du roi, une capitulation par l
il avait le retour libre en France avec toutes ses troupes,
nant la cession de Mantoue, Crémone, Valenza et du chât
Milan, seules places qui restassent aux Français. Ce n'é
tout. Le duc de Mantoue, l'année suivante, étant mort sa
térité, l'empereur s'empara du Mantouan comme fief d
pire, et donna le Montferrat au duc de Savoie de sa pro
torité. Les ducs de Parme et de Modène furent obligés
dans la coalition; on mit à contribution tous les autr
d'Italie; l'État pontifical fut envahi et le pape forcé d
naître l'archiduc comme roi d'Espagne. Enfin dix mill
riaux, détachés de l'armée d'Eugène, traversèrent
péninsule, entrèrent dans le royaume de Naples aux
tions des habitants, toujours curieux d'une révoluti
velle, et chassèrent sans difficulté les garnisons f
et espagnoles. L'Italie fut entièrement perdue pour l
bons.

Les revers de la campagne de 1706 ne s'arrêtèrent
fatales journées de Ramillies et de Turin : l'Espagne
ses désastres. Philippe V et le maréchal de Tessé ava
cessivement chassé les alliés de toutes leurs posses
Catalogne et poussé l'archiduc dans Barcelone. D'imm
prêts furent faits pour le siége de cette ville : Philipp
une armée de quarante mille hommes; le comte de
bloquait le port avec quarante vaisseaux; le duc de
prenait la province à revers par le Roussillon. La plac
duite à l'extrémité, quand la flotte des alliés, forte de
vaisseaux, arriva, força le comte de Toulouse à s'él
débarqua des troupes et des munitions. Philippe lev
en désordre [12 mai], en abandonnant artillerie et bl
par la faute de ses généraux, son armée se dispersa.
province s'insurgea et lui ferma les routes de la C
gagna avec peine la route de France, passa les Pyréné
à Perpignan, rentra en Espagne par la route de Bayo
riva à Madrid. A peine y était-il arrivé qu'il fut obligé d'
A la nouvelle du siége de Barcelone, les alliés avaie
partout l'offensive : les Anglais s'étaient emparés de Ca
les Portugais de Ciudad-Rodrigo; enfin une armée a

a vingt escadrons et trente bataillons sur la Navarre.
ts joignirent Philippe et Berwick, qui se maintenaient
istille à l'aide de la population, et leur permirent de
l'offensive. L'épouse de Philippe V, pleine de grâce,
de courage, était adorée des Castillans; conseillée par
ie de haut mérite, la princesse des Ursins, au moyen
e Louis XIV et madame de Maintenon gouvernaient la
hilippe, elle se fit tout Espagnole, parcourut les villes,
e peuple, trouva de l'argent et des soldats. L'archiduc,
olique par la grâce des hérétiques, » était détesté des
, qui voyaient dans le pieux Philippe, soutenu par le
hrétien, le monarque de leur choix. Les alliés furent
iassés de la Castille; Philippe rentra dans sa capitale
oct.], aux acclamations du peuple. L'ennemi, poussé
nt dans le royaume de Valence, chercha à en fermer
ar une bataille. L'armée alliée, composée d'Anglais, de
s, de Portugais et d'Aragonais, commandée par un
ançais, et ayant dans ses rangs Cavalier avec un ré-
le camisards, comptait trente-cinq mille hommes;
ranco-espagnole était de trente mille hommes. Ru-
ant appris que le duc d'Orléans allait entrer en Espagne
renforts, attaqua Berwick à Almanza [1707, 25 avril],
onfins de Valence et de Murcie. La bataille fut très-
t très-sanglante; les réfugiés combattirent avec tant
ment que le régiment de Cavalier fut presque entière-
ruit. Les alliés furent vaincus; ils perdirent douze



l'on trouva d'immenses magasins; le second conquit la Cerdagne. Philippe priva de leurs libertés les trois provinces aragonaises, et les soumit au régime des lois castillanes.

Pendant ce temps, le prince Eugène et le duc de Savoie, ivres de leur victoire et de ses suites inespérées, résolurent de porter la guerre en France; ils passèrent le Var et se dirigèrent sur Toulon, secondés par une flotte anglaise, et avec le projet de détruire le siége de la marine française dans la Méditerannée; mais ils mirent douze jours à venir du Var devant cette ville [1707, 23 juillet], et le maréchal de Tessé ayant eu le temps d'accourir à sa défense, établit un camp retranché sur les hauteurs voisines. Les alliés attaquèrent ce camp et parvinrent à l'enlever; mais Tessé l'ayant repris après un combat acharné, ils commencèrent à désespérer de leur entreprise: après un mois d'efforts, ils n'avaient pas encore ouvert la tranchée. Eugène ordonna la retraite; mais il fut harcelé dans sa marche par les paysans, et lorsqu'il repassa le Var il avait perdu la moitié de son armée.

Les progrès des alliés furent aussi arrêtés dans l'Est et dans le Nord. Villars, pendant la campagne de 1706, avait eu seul quelques succès; il avait repris Fort-Louis, Lauterbourg, Drusenheim, Haguenau, et chassé les Allemands au delà du Rhin; il s'apprêtait même à passer le fleuve, lorsqu'il fut obligé d'envoyer des renforts en Flandre, où la bataille de Ramillies venait d'être perdue, et il demeura tout le reste de la campagne dans l'inaction. Mais l'année suivante il passa le fleuve et se porta contre les lignes de Stolhofen, lignes réputées imprenables, qui s'étendaient de Philippsbourg à Stolhofen, et de là, à angle droit, par Bihel, jusqu'à la forêt Noire. Les trente mille hommes qui les défendaient, effrayés d'un coup de main tenté par un corps de quatre mille hommes que Villars se disposait à soutenir, évacuèrent ces lignes en désordre, abandonnant canons, fusils et d'immenses approvisionnements [1707, 22 mai]. Ce fut un coup de fortune complet, si l'on en croit Villars; « car ce grand et prodigieux succès ne coûta pas un seul homme. » Il détruisit ces lignes; jeta des détachements sur Pforzheim, Stuttgard, Dourlach, Manheim; mit à contribution les pays de Bade, de Wurtemberg, de Franconie, et répandit la terreur dans les bassins du Necker, du Mein et du Haut-Danube. Il songeait à prendre position dans ces pays en s'emparant d'Ulm ou d'Heilbronn

lorsqu'il fut obligé d'envoyer des secours en Provence; d'ailleurs une armée supérieure à la sienne, et commandée par le duc de Hanovre, s'avança contre lui et le força à la retraite: il repassa le Rhin, mais après avoir enlevé un énorme butin et relevé la confiance de son armée. De plus, son invasion en Allemagne fut utile à l'armée du Nord; Marlborough, qui avait pris Malines, Gand et Courtrai, ayant été forcé d'envoyer des renforts en Allemagne, Vendôme garda avantageusement la défensive contre lui entre Fleurus et Waterloo, et préserva le Hainaut, le Namur et le Luxembourg, seules provinces qui restassent à la couronne d'Espagne.

Ainsi, grâces aux avantages de la campagne de 1707, les suites des terribles revers de la campagne de 1706 avaient été arrêtées. D'ailleurs la coalition était, à cette époque, vivement agitée par les grands événements qui se passaient dans le Nord. Un jeune roi qui ne rêvait que la gloire des conquérants, Charles XII, avait succédé, en Suède, à Charles XI [1697]. Attaqué par les souverains du Danemark, de la Pologne et de la Russie, qui croyaient venu le moment de dépouiller la Suède de la prépondérance qu'elle exerçait encore dans le Nord, il les battit tous trois, renversa du trône de Pologne Auguste, électeur de Saxe, et fit élire à sa place Stanislas Leczinski. La pensée politique qui dirigeait l'épée de Charles XII était de former entre la Suède et la Pologne une alliance intime pour résister à un État barbare qui commençait, sous Pierre le Grand, son existence européenne: c'était la Russie, dont il prévoyait la grandeur gigantesque et les projets ambitieux. Ces événements avaient empêché les électeurs de Brandebourg et de Saxe d'apporter leurs forces à la coalition: le dernier se trouva même poursuivi dans ses États héréditaires. Charles envahit la Saxe, entra à Leipzig, força Auguste à renoncer à l'alliance de Pierre et à reconnaître Stanislas; il avait cinquante mille hommes et une immense renommée. L'Europe crut voir en lui un nouveau Gustave-Adolphe qui allait intervenir dans la grande guerre du Midi; de tous côtés on sollicita son alliance, et, pendant un an, il dicta des lois à toute l'Allemagne. Louis XIV lui envoya deux agents pour renouer l'antique amitié de la France avec la Suède [1707], et leurs négociations eurent d'abord assez de succès pour que le jeune roi déclarât qu'il envahirait la Silésie si les alliés prenaient Toulon. Mais alors la coalition lui dépêcha Marlborough,

[redacted]

qui remporta sur Louis XIV, dans la tente de Charles XII, une victoire plus importante que celle de Hochstett : il corrompit les ministres de Charles, lui promit de faire reconnaître son protégé Stanislas par la coalition, l'alarma sur l'ambition et la politique catholique du roi de France, et le décida à garder la neutralité. Alors le héros fantasque, qui aimait la guerre surtout pour le bruit et la renommée, reprit ses projets contre la Russie, et il alla perdre à Pultawa une bataille qui devait faire descendre pour jamais la Suède au rang des puissances secondaires.

§ XVI. Détresse des finances. — Fénelon et Vauban. — Desmarets, contrôleur général. — Avec une guerre qui dévorait annuellement 250 millions, la situation des finances était devenue déplorable. On avait rétabli la capitation, qui devint un impôt permanent [1] ; haussé la valeur des monnaies, qui alla successivement jusqu'à 40 livres le marc ; créé des offices inutiles et ridicules, tels que des conseillers du roi rouleurs de vin, visiteurs de beurre frais, etc., étranges fonctionnaires qui gagnaient à acheter ces charges, non pas seulement un vain titre, mais des appointements et l'exemption de la taille. Chamillard ne trouvait plus à emprunter, ou, comme le disait Louis XIV, « à traiter du sang du peuple, » même à 12 pour cent ; il voulut payer les dépenses de l'État en assignations sur les recettes futures, dites billets de monnaie ; mais il déprécia lui-même ces billets en refusant de les recevoir en payement, et les fournisseurs ne voulurent les accepter qu'à des conditions très-onéreuses et souvent au tiers de leur valeur. Enfin il s'avisa de mettre des taxes sur les baptêmes, les mariages, les décès, et il excita ainsi dans le Midi des soulèvements où les paysans forcèrent les nobles à se mettre à leur tête et prirent d'assaut Cahors.

Avec des impôts si lourds, des souffrances si grandes, une guerre si terrible, le salut de l'État était pour les esprits éclai-

(1) La capitation, supprimée après la paix de Ryswick, fut rétablie en 1701, et devint, en 1705, arbitraire et tyrannique par la division en capitation *taillable* et capitation *personnelle*. La capitation taillable était levée sur les taillables au marc la livre de la taille et d'après les rôles iniques de cet impôt ; la capitation personnelle était levée sur les non-taillables d'après un tarif qui les partageait en vingt-deux classes, tarif basé uniquement sur la déclaration que les privilégiés faisaient de leur revenu.

un fait sans racines : un individu ne pouvant pas
me, la royauté avait vieilli en même temps que
garantissait le pouvoir contre l'action du temps ; « à
ande société en progrès, il y avait un gouverne-
aucun moyen de se renouveler, de s'adapter au
le son peuple, voué, après un demi-siècle de
. l'immobilité et à la faiblesse ; déjà tombé, du vi-
fondateur, dans une décadence qui ressemblait à
. (²). » D'ailleurs, malgré la politesse des formes
de la cour, il y avait une grande corruption dans
sociales, qui ne vivaient que d'intrigues, ne rou-
cun gain, refaisaient leur fortune continuellement
faste, à force de bassesses, souvent par le jeu,
ureur universelle et poussé sans honte jusqu'à la
« Les mœurs présentes, écrivait Fénelon, jettent
a plus violente tentation de s'attacher au plus fort
tes de bassesses, de lâchetés et de trahisons. » De
rits, surtout ceux des réfugiés et des jansénistes,
t état de choses; mais il n'y en eut aucun plus
le *Télémaque*, ouvrage d'opposition morale, dont
le Louis XIV firent un ouvrage d'opposition poli-
eut un immense succès par toute l'Europe. C'était
sprit le plus élevé, du caractère le plus séduisant,



très-modernes qu'il avait inspirées à son élève en politique en administration. C'était, disait Louis, le plus bel esprit et plus chimérique de son royaume; « et il lui étoit deven odieux, que personne n'osoit prononcer son nom, même choses indifférentes ([1]). » Mais il n'en restait pas moins correspondance secrète et très-intime avec son élève et le de Beauvilliers, et il exerçait ainsi, à l'insu du roi, une gra influence sur son conseil.

Il n'y avait pas que Fénelon, Beauvilliers et le duc de B gogne qui songeassent à raffermir le royaume et la royauté des institutions; le système financier paraissant être la c principale des souffrances présentes et l'abîme où la mo chie devait s'écrouler, la réforme de l'impôt était l'objet des ditations d'autres hommes vertueux, et nul n'y porta plu science et de dévouement que le maréchal de Vauban ([2]). grand homme avoit toute sa vie été touché de la misère peuple. La connoissance que ses emplois lui donnoient nécessité des dépenses et du peu d'espérance que le ro pour retrancher celles de splendeur et d'amusements, le fa gémir de ne pas voir de remède à un accablement qui aug toit son poids de jour en jour ([3]). » Pendant vingt ans il fi voyages, envoya des agents, dépensa la moitié de sa for pour s'enquérir des ressources et de la population de la Fr et après avoir recueilli d'immenses documents, il émit,

privilégiées, mais qui idéalisait à tel point la religion, qu'elle devenait inco hensible au vulgaire. L'archevêque de Cambrai, dont la théologie était un pe beuse et superficielle, ayant développé dans un livre peu intelligible, les *M des saints*, le spiritualisme des pieux contemplatifs qui tendaient à cet perfection, Bossuet, qui dominait toute l'Église par son immense savoir, vi mander pardon au roi de « ne lui avoir pas révélé plus tôt le fanatisme confrère ; » et il mit un acharnement déplorable à poursuivre celui qu'il a une « bête féroce qui déshonoroit l'épiscopat. » Malgré les jésuites, qui geaient Fénelon, le roi demanda au pape la condamnation du livre, en le me de « se porter à de fâcheuses extrémités, s'il prolongeoit cette affaire par d nagements. » Le livre fut condamné, et Fénelon se soumit à cette sentence av candeur qui dut faire repentir Bossuet de son orgueilleux triomphe. (V. Be Hist. de Fénelon, t. II, p. 210.)

([1]) Saint-Simon, t. IX, p. 344.

([2]) Il fut nommé maréchal en 1703; « Il avoit fait cinquante-trois siéges e dont une vingtaine en présence du roi, qui crut se faire maréchal de Fran même en donnant le bâton à Vauban. » (Saint-Simon, t. III, p. 343.)

([3]) Saint-Simon, t. V, p. 284.

attaque à son pouvoir, le désir d'une réforme qui
anger la constitution de l'État. « De ce moment, les
e Vauban, sa capacité militaire, unique en son genre,
, tout disparut à ses yeux : il ne vit plus en lui qu'un
our l'amour du public et qu'un criminel. Il s'en expli-
ménagement. Vauban en mourut peu de mois après,
l'une affliction que rien ne put adoucir, et à laquelle
insensible jusqu'à ne pas faire semblant de s'aperce-
eût perdu un serviteur si utile. Il n'en fut pas moins
r toute l'Europe, ni moins regretté en France (1). »
ant Chamillard tombait d'épuisement et suppliait le
ger son fardeau, disant qu'il y périrait : « Eh bien,
rons ensemble, répondit Louis, qui le regardait comme
et son ouvrage dans tous ses combles. » Néanmoins la
publique et les souffrances populaires devinrent telles,
it ôter les finances à Chamillard [février 1708], et on
pour successeur Desmarets, neveu de Colbert, homme
nde intelligence et d'un travail opiniâtre, mais qui fut
s l'abord, de recourir à des moyens ruineux pour
er la campagne de 1708. Le revenu de toute cette
it engagé d'avance ; il le rendit disponible en ren-
s assignations sur ce revenu à l'année 1709, en créant
s de rentes, en faisant pour 46 millions d'affaires
aires, en émettant 40 millions de papier-monnaie.
es moyens, que la nécessité seule excusait, la cam-



le parti jacobite était encore si puissant, que Louis XIV r
de tenter cette entreprise, qui pouvait changer la face de
rope. L'Écosse, jadis si jalouse de son indépendance,
d'être réduite à l'état de province par un traité d'union
qui lui donna mêmes lois, même administration, même
ment qu'à l'Angleterre, et qui déclara que les deux ro
n'en formeraient plus qu'un seul, sous le nom de Gran
tagne. Ce traité excita parmi les Écossais une efferves
nérale; les presbytériens se virent soumis aux anglic
habitants des hautes terres regrettèrent leurs rois nat
une vaste conspiration se forma en faveur de Jacques II
leurs l'on assurait que Marlborough et le lord trésorier
phin étaient disposés à favoriser une restauration. L
prépara une expédition pour l'Écosse; mais, depuis les
de Vigo et de Malaga, notre marine était dégénérée
mains d'un ministre incapable, Jérôme de Pontchartrain
chancelier; et ce fut avec peine qu'on rassembla à Du
une flotte de vingt voiles, commandée par Forbin, sur
le prétendant s'embarqua. Cette expédition n'avait été
ni avec assez de mystère, ni avec assez de rapidité : lo
entra dans le Forth, les insurgés ne se montrèrent pas
vernement anglais avait pris toutes ses mesures; une
quarante vaisseaux apparut et força Forbin à revenir à
que; et cette tentative de politique catholique ne fit que
la ligue, en témoignant que Louis XIV n'abandonnait a
ses anciens projets.

Le mécontentement était si grand et les armées en si
état, qu'on ne trouvait plus que difficilement des solda
fut à force de tyrannie et en « allant à la chasse aux h
qu'on parvint à arracher de la charrue des milices tre
et misérables. On en forma, dans la Flandre, une armé
tre-vingt-dix mille hommes, qu'on donna au duc de Bo
et au duc de Vendôme. Il était difficile d'accoupler de
d'armée plus antipathiques, le premier étant aussi tim
deste, dévot, vertueux, que le second était audacieux, a
impie, libertin; et cette faute de Louis XIV devait donne
un désastre à la France.

A l'approche de l'armée française, qui se dirigeait de
sur Nivelle, Marlborough, qui n'avait que quaran
hommes, recula sur la Dyle et attendit Eugène. Celui

vence des habitants; il ne manquait plus qu'Oude-
que les Français fussent maîtres de tout l'Escaut, et
ea sur Gavre, pour y passer le fleuve et opérer l'in-
de cette ville, mais, à cause de l'indolence de Ven-
une grande lenteur. L'ennemi en profita pour
marches; il passa la Dender à Lessines, l'Escaut à
remonta au nord vers le pont de Gavre, où les
mmençaient à traverser le fleuve, et les attaqua
Ceux-ci n'étaient nullement disposés à une bataille;
ns s'engagèrent à mesure qu'elles arrivaient, tout
sans ordre, sans artillerie; et, après des combats
se trouvèrent coupées les unes des autres. Si la
urvenue, l'armée eût été toute prise ou détruite.
ourgogne ordonna la retraite; Vendôme voulut s'y
fut pour mettre le comble au désordre; enfin l'ar-
sur Gand, après avoir perdu dix mille hommes,
dispersés.

eurs passèrent la frontière et vinrent assiéger Lille
gène forma le siége avec vingt-cinq mille hommes,
le couvrit avec cinquante mille. C'était encore une
prises téméraires où ils auraient dû trouver leur
et, les Français occupaient la Flandre et le Hainaut;
egardée comme le chef-d'œuvre de Vauban, elle
rte garnison et Boufflers pour gouverneur; enfin
ces de la France allaient se porter à sa délivrance.
, qui avait suivi Eugène dans sa marche de Co-
stricht, était arrivé avec vingt-cinq mille hommes,

bon sens ne pouvait suppléer à sa timidité et à son inexpérience; il était même l'objet des insultes du duc de Vendôme. En résumé, l'on ne fit rien pour sauver Lille que des attaques infructueuses contre les convois de l'ennemi : la ville capitula le 23 octobre, et Boufflers se retira dans la citadelle. Alors l'électeur de Bavière essaya une diversion sur Bruxelles et livra un assaut furieux à cette ville [26 nov.]. Marlborough, qu'observait une armée double de la sienne, osa détacher quinze mille hommes au secours de Bruxelles. La grande armée n'avait qu'à garder l'Escaut pour écraser ce secours : on le laissa passer; l'électeur fut forcé d'abandonner Bruxelles et de se retirer sur Namur; et pendant que Marlborough était réduit à trente-cinq mille hommes, cent mille ne tentèrent pas de l'attaquer. Tant de fautes et de lâchetés eurent leur récompense : Boufflers, qui seul sauva l'honneur français, après une résistance héroïque, n'ayant plus de secours à attendre, et ayant épuisé ses dernières munitions, fit une capitulation honorable [8 déc.]. De là les alliés marchèrent sur Gand, qui avait vingt mille hommes de garnison avec de grands approvisionnements, et dont le commandant se rendit à la première sommation; ils s'emparèrent ensuite de Bruges et mirent à contribution la Flandre, l'Artois et la Picardie maritime. « Ainsi finit, dit Berwick, cette campagne d'autant plus malheureuse qu'elle ne devoit pas l'être : il falloit pour la rendre telle, que nous fissions sottises sur sottises (1). » « Et voilà où conduisit, ajoute Saint-Simon, l'aveuglement des choix, l'orgueil de tout faire, la vanité de choisir des ministres et des capitaines tels qu'on ne pût rien leur attribuer, pour ne partager la réputation de grand avec personne; enfin toute cette façon de gouverner qui précipita dans le péril d'une perte entière cet homme pour qui l'on épuisoit le marbre et le bronze, pour qui tout étoit à bout d'encens (2). »

Tous les efforts s'étant portés des deux parts dans les Pays-Bas, la guerre languit en Italie et en Espagne. Villars commandait dans les Alpes : il ne put empêcher le duc de Savoie de prendre Exilles, Pérouse et Fénestrelles, dernières places que possédaient les Français ; mais il acheva de délivrer le territoire

(1) Berwick, t. II, p. 141.
(2) Saint-Simon, t. XIII, p. 30.

… de ses revers, lorsqu'un hiver extraordinai-
ux mit le comble à ses maux, et fut suivi d'une
sette. Des émeutes éclatèrent partout; on n'en-
urs et injures contre le roi; on s'attroupait au-
en demandant du pain, en accusant le gouver-
sère publique, « en s'exhortant les uns les autres
endurants, et qu'il ne pouvoit leur arriver pis
ouffroient et de mourir de faim. Beaucoup de
e messieurs des finances avoient saisi cette oc-
arer des blés par des émissaires répandus dans
ır les vendre ensuite au prix qu'ils voudroient
t du roi, sans oublier le leur [1]. » C'était une
ire, un cri aveugle de la faim : il est probable
célérats, des intendants peut-être qui bâtirent
ticulière sur la souffrance publique; mais le roi
ntraire, une grande sollicitude pour soulager
t empêcher les révoltes du peuple mourant de
eine de mort contre les accapareurs, primes aux
grains, ordre à tous les citoyens de déclarer
es. On envoya des flottes chercher, ou, pour
quérir des blés en Pologne, en Turquie, en Afri-
pisières des alliés enlevaient les convois destinés
; des commissions prises dans les parlements
pour veiller aux approvisionnements : le lieute-



l'oreille, et, dès 1706, il avait fait aux Hollandais des ouve auxquelles ils répondirent : « Encore quelques années de g et la France, si formidable, ne sera plus à craindre [1]. » la défaite d'Oudenarde, il entama des négociations offici envoya à la Haye le président Rouillé; mais Heinsiu avait sur les états généraux le même ascendant que Guil déclara que le préliminaire de toute négociation serait l don absolu et la dépossession entière de Philippe V et d .eurs de Bavière et de Cologne. A la réception de la d qui annonçait ces conditions, le roi assembla son conseil villiers y fit un si lugubre tableau de la situation du ro que le duc de Bourgogne, les ministres, le roi lui-mê purent retenir leurs larmes; et Torcy offrit d'aller à l pour chercher à adoucir les alliés. Louis, qui supportai vers avec la plus noble résignation, consentit sans h cette humiliation : « Je me suis toujours soumis, dit-il, lonté divine; et les maux dont il lui plaît d'afflig royaume ne me permettent plus de douter des sacrifice demande que je lui fasse de tout ce qui pouvoit m'être sensible. J'oublie donc ma gloire [2]. » Et le digne n Colbert partit en secret sous le passe-port d'un courrier supplier tour à tour Heinsius, Eugène, Marlborough, l'abaissement du grand roi, et savourant le plaisir de lier. Les triumvirs se montrèrent plus durs, plus ar plus implacables que Louis ne l'avait jamais été; jouèrent de sa ruine; » ils cachèrent à peine que « leu tendoit à une destruction générale de la France [3]; » offrirent, comme préliminaire de la paix [1709, 28 mai] timatum que les négociateurs français ne pouvaient qu' ou refuser sans modifications : Louis devait reconnaître C comme souverain de toute la monarchie espagnole, don partie ne pourrait jamais être démembrée, encore mo donnée à un Bourbon, de quelque manière que ce fût ; prendre, de concert avec les alliés, les mesures con pour forcer son petit-fils à abandonner les États espa

(1) Torcy, t. I, p. 110.
(2) Id., p. 205.
(3) Saint-Simon. — Duclos (t. I, p. 63) dit avoir vu un mémoire signé Eugène qui donnait le plan et les moyens de démembrer la France.

devait ne posséder dorénavant l'Alsace qu'à titre de suzeraineté, céder Strasbourg, Neuf-Brisach, Landau à l'empereur; Lille, Condé, Maubeuge, Furnes, Menin, Ypres, à la Hollande; Exilles et Fénestrelles, au duc de Savoie; démolir Dunkerque et les places d'Alsace; reconnaître la reine Anne, le roi de Prusse, l'électeur de Hanovre; consentir au dépouillement des électeurs de Bavière et de Cologne, etc. Pour tant de sacrifices, les alliés ne donnaient pas la paix, mais seulement une trêve de deux mois, après laquelle on pourrait traiter de la paix.

Louis XIV avait trop profondément le sentiment français pour consentir à des conditions qui détruisaient l'œuvre de Richelieu, faisaient descendre son royaume au second rang, reconstituaient la puissance de la maison d'Autriche; il aurait regardé comme une lâcheté de laisser à son successeur la France plus petite qu'il ne l'avait reçue de Mazarin. Tout ce qu'il y avait vraiment de grand en lui se montra alors: « Je suis Français autant que roi, avait-il dit souvent; et ce qui ternit la gloire de la nation m'est plus sensible que tout intérêt [1]. » Il rappela son ambassadeur. Outragé, malheureux, plein de dignité dans sa détresse, il sentit que ce n'était pas à lui seul qu'on en voulait, mais à la nation; qu'il fallait en appeler à elle des insultes prodiguées au roi, la rendre juge de sa politique, de ses efforts pour la paix, de son impuissance à la donner à son peuple. Il écrivit [12 juin] aux gouverneurs des provinces, aux commandants des armées, aux évêques et aux villes, une des plus belles lettres qu'ait conservées l'histoire, et qui débutait ainsi: « L'espérance d'une paix prochaine étoit si généralement répandue dans mon royaume, que je crois devoir à la fidélité que mes peuples m'ont témoignée pendant le cours de mon règne, la consolation de les informer des raisons qui empêchent encore qu'ils ne jouissent du repos que j'avois désiré de leur procurer.... » Et il exposait simplement, exactement les propositions qu'il avait faites aux alliés, les réponses qu'il en avait reçues... « Je passe sous silence, ajoutait-il, les insinuations qu'ils m'ont faites de joindre mes forces à celles de la ligue, et de contraindre le roi, mon petit-fils, à descendre du trône, s'il ne consentoit pas volontiers à vivre désormais sans États, et à se réduire à la condition d'un simple particulier. Il est contre l'humanité de croire qu'ils aient eu

(1) Villars, t. II, p. 51.

seulement la pensée de m'engager à former avec eux une p
alliance; mais, quoique ma tendresse pour mes peuples
pas moins vive que celle que j'ai pour mes propres e
quoique je partage tous les maux que la guerre fait sou
des sujets aussi fidèles, et que j'aie fait voir que je désir
cèrement de les faire jouir de la paix, je suis persuadé qu'il
poseroient eux-mêmes à la recevoir à des conditions égal
contraires à la justice et à l'honneur du nom français. —
intention est donc que tous ceux qui depuis tant d'anné
donnent des marques de leur zèle, en contribuant, de
peines, de leurs biens et de leur sang, à soutenir une
aussi pesante, connoissent que le seul prix que mes en
prétendoient mettre aux offres que j'ai bien voulu leur
étoit celui d'une suspension d'armes dont le terme, b
l'espace de deux mois, leur procuroit un avantage plus co
rable qu'ils ne pouvoient en espérer de la confiance qu'
en leurs troupes. Comme je mets la mienne en la protect
Dieu, et que j'espère que la pureté de mes intentions a
sa bénédiction sur mes armes, je veux que mes peuples s
qu'ils jouiroient de la paix, s'il eût dépendu seulement
volonté de leur procurer un bien qu'ils désirent avec raison
qu'il faut acquérir par de nouveaux efforts, puisque les
tions immenses que j'aurois accordées sont inutiles pour
tablissement de la tranquillité publique ([1]). »

C'était la première fois que le roi se mettait directem
communication avec la nation : « le succès en fut tel qu'
voit espéré. Ce ne fut qu'un cri d'indignation et de veng
ce ne furent que propos de donner tout son bien pour so
la guerre, et d'extrémités semblables pour signaler son zè
Louis, malgré ses fautes et ses revers, malgré les murmu
les libelles populaires, était vraiment un roi national; la
avait toujours associé ses passions aux siennes; elle s'étai
éblouir par ses victoires, l'éclat de son règne, les pompe
cour; elle ne l'aimait pas comme un bon roi, mais com
« prince qui avoit élevé le nom françois au-dessus de to
autres noms ([3]). » La lettre de Louis, demandant à la nat

([1]) Torcy, t. I, p. 349.
([2]) Saint-Simon, t. VII, p. 205.
([3]) Choisy, p. 356.

s et de pauvres gentilshommes. Le roi partagea l'excita-
nérale, et, malgré ses soixante-dix ans, il résolut de se
à la tête de sa maison pour aller reprendre Lille, cette
se conquête de sa jeunesse. Mais, si l'on en croit Saint-
madame de Maintenon, « ce mauvais génie qui le tenoit
s fers domestiques dont il ne vouloit pas sentir le poids, »
urna de ce projet. Quant à Chamillard qui l'avait conçu,
de la crise et cédant à l'opinion publique qui le réprou-
donna sa démission. Ce fut encore un homme de robe
remplaça, Voysin, médiocrité honnête et dévoué à celle
int-Simon appelle *la vieille sultane*; mais comme Cha-
l, il ne fut chargé que de l'administration de la guerre,
fut Boufflers qui traça, avec le roi, les plans de cam-

tait certain d'avoir des soldats ; il fut moins facile de
r de l'argent. Le roi dépouilla encore Versailles de ses
l'œuvre et envoya sa vaisselle à la Monnaie; quelques ri-
uivirent cet exemple ; les villes et les corporations firent
s; on vendit le rachat perpétuel de la capitation pour
fois la redevance; on consomma 53 millions sur les re-
à venir jusqu'en 1717. Tout cela était insuffisant; et Des-
, qui avait tenté mille voies pour relever le crédit, était
t de ses ressources, lorsque les vaisseaux français qui
rçaient avec les colonies espagnoles apportèrent 35 mil-
n lingots, qu'ils prêtèrent au gouvernement en recevant
ange des assignations sur le revenu, portant intérêt à
r 100. Le contrôleur-général profita de ces lingots pour

D'ailleurs il eut soin de révoquer les arrêts de surséan
suppression des intérêts de l'Hôtel de ville, et dès lors
emprunts plus facilement et à des taux moins onéreu
prédécesseurs. Avec tous ces moyens, qui ruinaient l
pour la sauver, il eut en main 220 millions, dont 5
provenaient de la recette régulière ; car il fut même
remettre au peuple 10 millions de tailles sur cette ann

§ XIX. Bataille de Malplaquet. — Conférences de
demberg. — Impôt du dixième. — L'armée de Flandre f
à Villars ; elle était forte de cent mille hommes de mi
armées, mal habillées, sans discipline ; on y voyait pe
blesse. La noblesse ne témoignait, dans cette gran
qu'un médiocre dévouement : elle regrettait sa vaissel
à la Monnaie, à l'exemple du roi ; elle continuait à par
les salons de Versailles, à s'occuper de mesquines intr
questions d'étiquette, pendant que les paysans allaien
tuer à la frontière ; elle refusait même le service milit
était pourtant toute sa fonction sociale ; « et le roi ord
intendants de faire recherche des gentilshommes qu
voient pas, de doubler et tripler à la capitation ceux
béiroient pas, de leur faire toutes les vexations dont il
susceptibles (¹). » Enfin, quand elle paraissait à l'arm
pour y porter le découragement et le désordre. « Je veu
que je retrouverai des hommes, disait Villars ; mai
présent je n'en ai reconnu que dans le soldat... C'est
veille que sa vertu et sa fermeté à souffrir la faim...
traire, les officiers généraux tiennent de mauvais di
fort propres à détruire l'audace qui est dans le solda
je fais tout mon possible pour réveiller dans l'officier
milieu de cette apathie de la noblesse, on vit avec ad
Boufflers, couvert d'honneurs et d'infirmités, demand
à servir sous Villars, moins ancien que lui de dix an
arrivoit malheur à votre général dans une bataille déc
dit-il, votre armée seroit ruinée et la France avec elle. »
plein de joie, en écrivant à Villars : « Aucun de vos aides
n'exécutera vos ordres avec plus d'empressement n
plaisir que moi. » Et les deux maréchaux, aux acclama

(¹) Saint-Simon, t. xii, p. 58.
(²) Mém. de Villars, t. ii, p. 61 et 273.

itement Douai, Arras et la Picardie ; mais elle aban-
elles-mêmes les places des Pays-Bas au delà de Lille.
ennemi, après avoir fait des démonstrations inutiles
trer sur la Scarpe, rétrograda et dirigea ses efforts
rnai. Cette ville fut héroïquement défendue par Mes-
ve de Vauban ; mais Villars ne pouvait la secourir
l'Artois : elle fut prise. D'ailleurs les mouvements
française étaient continuellement gênés par le man-
res : « Pour donner du pain aux brigades que je fais
écrivait Villars, je fais jeûner celles qui restent (1). »
lorsque, après la prise de Tournai, il vit les alliés se
Mons, il résolut de livrer bataille pour sauver cette
ière laquelle il n'y avait plus que le Quesnoy jusqu'à
passa la Scarpe et l'Escaut, et arriva à Malplaquet ;
lieu de profiter de l'ardeur de ses soldats pour atta-
emi troublé de cette offensive audacieuse, il resta
pendant trois jours, laissa le temps à Eugène et à
gh de rassembler toutes leurs forces, et attendit leur
se postant derrière et entre deux bois, dont il ferma
par des retranchements garnis de cinquante bouches
nemi, couvert par cent quarante pièces de canon,
dans la trouée en portant tous ses efforts sur les deux
illars avait concentré ses principales forces [1709,



mença à plier; et Boufflers, qui prit le commandement de l'armée, dégarnit le centre pour la soutenir (1). Eugène profita de cette faute; avec trente bataillons, il se précipita sur le centre presque désert, enleva les retranchements, et força ainsi les ailes séparées à la retraite. Si l'ennemi se fût mis à la poursuite de ces deux masses isolées de trente mille hommes, il aurait pu détruire l'une ou l'autre; mais il avait fait d'énormes pertes : vingt-cinq mille morts couvraient le champ de bataille, dont dix-sept mille alliés. Les Français n'avaient laissé ni artillerie, ni drapeaux, ni prisonniers, et leur retraite se faisait dans le plus grand ordre, sous le canon du Quesnoy et de Valenciennes. Tout l'effort des alliés se porta contre Mons, qui fut forcée de se rendre [20 oct.]; mais ils s'arrêtèrent là, et l'invasion de la Picardie, si hautement annoncée, fut abandonnée.

Une attaque sur la frontière du midi n'eut pas plus de succès. Victor-Amédée devait envahir le Dauphiné et se joindre, dans la Comté, à une division allemande qui pénétrerait en Alsace. Celle-ci passa le Rhin près de Huningue; mais elle fut battue et détruite [1709, 26 août] à Rumersheim, par le comte du Bourg, et le duc de Savoie fut tenu en échec par Berwick, posté à Briançon avec vingt mille hommes.

Enfin l'on eut quelques succès en Espagne. Le marquis de Bay battit Galloway à la Gudina [7 mai], près de Badajoz, dont les Portugais voulaient faire le siége, et d'Asfeld s'empara d'Alicante.

La grande bataille de Malplaquet, si vivement disputée, si glorieusement perdue, avait relevé la confiance de l'armée, mais non pas celle de la nation, qui voyait encore son dévouement payé par une défaite. Le cri de paix était plus fort que jamais, et la détresse au comble. On avait mangé dix ans à l'avance le revenu des villes; les hôpitaux manquaient de pain; les officiers eux-mêmes mouraient de misère; on voyait jusqu'aux valets du roi mendier dans les rues de Versailles; des compagnies entières de cavalerie désertaient à l'intérieur pour faire ouvertement la contrebande et la guerre au fisc. « On ne peut plus faire le service, écrivait Fénelon, qu'en escroquant

(1) « Point de régiment à la tête duquel il n'ait donné ; il alloit à la charge avec la férocité d'un lion, et donnoit ses ordres avec le sang-froid d'un philosophe en robe de chambre. » (Lettre de madame de Maintenon au duc de Noailles.)

s biens ayant été respectés par les généraux ennemis,
e vénération pour sa personne, il ouvrit d'immenses
s pour les besoins de l'armée, et l'on vit les soldats de
ugh escorter les blés qui devaient nourrir les soldats
s.

, touché de la souffrance universelle, proposa de nou-
nférences pour la paix sans suspension d'hostilités. Il
té et envoya le cardinal de Polignac et le maréchal
es à Gertruydemberg, où les députés des Provinces-
irent seuls au nom de tous les coalisés. « La républi-
oit la fonction d'arbitre des puissances de l'Europe;
legré d'honneur où les alliés l'avoient élevée l'aveugloit
nt, qu'elle ne pouvoit souffrir qu'on lui dit qu'elle se
pour agrandir l'Autriche et l'Angleterre (*). » Dès
es envoyés français dirent qu'ils acceptaient les condi-
l'année précédente; et pour témoigner la sincérité de
oles, le roi rappela d'Espagne ses troupes, qui étaient
nécessaires à la défense de son propre royaume. Mais
ndais, encore plus arrogants qu'à la Haye, deman-
cession de l'Alsace et des conquêtes faites par la
epuis le traité des Pyrénées; de plus, par une dérision
et sachant bien qu'ils seraient refusés, ils voulurent,
préliminaire de la paix, que Louis, en deux mois et
de temps, seul, avec ses propres forces, chassât son
d'Espagne. La détresse était si grande, que Louis offrit
de l'Alsace et un million de subsides par mois pour

bassadeurs. « Cette constance, dit Saint-Simon, cette f
d'âme, cette égalité extérieure, cette espérance contre
espérance, par courage et par sagesse, non par aveugle
c'est ce qui lui mérita le nom de *Grand*, qui lui avoit
prématuré; ce fut aussi ce qui lui acquit la véritable ad
tion de l'Europe, celle de tous ses sujets qui en furent té
et ce qui lui rappela tant de cœurs qu'un règne si long et
lui avoit aliénés ([1]). »

Desmarets trouva des ressources pour cette année en é
sant un nouvel impôt emprunté au système de Vaub
dixième sur toutes les terres, même de la noblesse et du
Louis ne toucha pas sans répugnance aux priviléges pécu
de ces deux ordres; et, si l'on en croit Saint-Simon, il lui
pour s'y décider, une consultation de docteurs de la Sorb
« qui déclarèrent que tous les biens des François étoient
en propre, et que quand il les prenoit, il ne prenoit que
lui appartient ([2]). » La noblesse témoigna un vif mécon
ment du dixième, « qui rendoit toute condition simple pe
le clergé s'en racheta par de grosses sommes; le peuple
soulagé; et, en définitive, cet impôt, qui rapporta 45 mi
sauva peut-être la France.

§ XX. Campagne de 1710. — Progrès des alliés en Fl
— Batailles de Sarragosse et de Villa-Viciosa. — Les co
rétablis des pertes faites à Malplaquet, avaient encore une
presque double de celle que commandait Villars : ils rep
leur mouvement offensif et se dirigèrent sur Douai, rés
ouvrir, par la prise de cette ville, la seconde ligne de
dont Vauban avait enceint la France. Douai, défendu
Albergotti, se rendit après cinquante-quatre jours de tra
ouverte ; la Scarpe fut passée, la Picardie mise à contribu
les coureurs ennemis se montrèrent jusque sur la Seine
Eugène et Marlborough ne marchaient qu'à pas mesurés :
Douai, ils prirent successivement Béthune, Aire, Saint-V
et ces siéges leur coûtèrent plus de trente mille hom
Villars, qui avait ordre de ne risquer aucune bataille,
que protéger Arras.

C'était dans le Nord qu'on cherchait le dénoûment

([1]) Saint-Simon, t. XIII, p. 162.
([2]) Id., t. IX, p. 45.

guerre, et pendant ce temps les hostilités prenaient en Espagne une importance qui devait amener la fin de la lutte, une descente fut tentée par les Anglais sur la côte du Languedoc : ils voulaient jeter des armes aux insurgés des Cévennes ; et Noailles fut forcé d'accourir de ce côté avec toutes ses forces. L'archiduc, qui avait reçu de nombreux renforts, profita de cette diversion : il reprit l'offensive en Catalogne, battit Philippe à Almenara sur le Sègre, et le rejeta en Aragon. Celui-ci se retira à Sarragosse. Il ne pouvait plus compter sur les secours de son aïeul, qui avait rappelé toutes ses troupes, et il se trouvait réduit aux ressources de ses sujets ; mais quoique sa cause n'en devînt que plus nationale, il ne trouvait pas dans leur enthousiasme de quoi compenser leur indiscipline ; et, forcé avec vingt mille hommes de livrer bataille contre trente mille, il fut complétement vaincu [1710, 10 août]. Sarragosse ouvrit ses portes aux vainqueurs ; tout l'Aragon proclama Charles III. Celui-ci, enivré de son succès, au lieu de pousser Philippe sur la Navarre et de le rejeter en France, envahit la Castille et entra à Madrid au milieu de la consternation des habitants [20 sept.].

La possession de la capitale ne donna pas l'Espagne à l'archiduc : toutes les provinces non occupées par ses troupes se soulevèrent et déployèrent cet acharnement héroïque qu'elles ont tant de fois montré contre la domination étrangère ; la Castille, pleine de fureur contre les hérétiques, qui pillaient les églises, leur faisait une guerre de destruction. Philippe s'était retiré à Valladolid ; peuple, noblesse, clergé, lui offrirent en abondance de l'argent, des vivres, des armes ; il rassembla rapidement vingt-cinq mille hommes, et demanda à son aïeul, pour les commander, Vendôme, qui était disgracié et avait à rétablir sa réputation détruite par la défaite d'Oudenarde. Il était vraiment devenu le roi national ; il plaisait aux Espagnols par sa dévotion, sa gravité, son opiniâtreté ; lui-même avait fait de leur cause la sienne. Ce prince, si timide en montant sur le trône, qui devint si pusillanime quand il y fut affermi, avait pris dans la lutte, et en voyant le dévouement des Espagnols, une fermeté inébranlable : il n'avait jamais voulu souscrire à sa déchéance ; il n'aurait pas obéi à son aïeul si celui-ci eût reconnu Charles III ; il avait déclaré plusieurs fois « qu'il perdrait la vie plutôt que d'abandonner le trône où Dieu l'avait placé. »

L'archiduc, harcelé jusque dans Madrid et commen désespérer de jamais régner sur l'Espagne, évacua la avec son armée de vingt-cinq mille hommes, comman Staremberg; il se dirigea sur Tolède pour se joindre à portugaise; mais celle-ci étant tenue en échec par la divi marquis de Bay, il se retira sur la route d'Aragon. Phi et Vendôme étaient rentrés à Madrid [1710, 2 déc.], à la joie des habitants, et s'étaient mis aussitôt à la pours l'ennemi; ils atteignirent sur la Tajuna l'arrière-garde de la division anglaise de Stanhope, et qui s'était fortifi Brihuega. Trois assauts furent donnés à cette ville, qui fin emportée, et la division anglaise mit bas les armes [Au bruit du combat, Staremberg revint rapidement sur et attaqua les vainqueurs auprès de Brihuega, à Villa- [10 déc.]; il fut entièrement défait, et de toute son arm resta que sept à huit mille hommes qui se retirèrent en d sur l'Èbre. Ce fut une victoire toute nationale pour les lans. L'Aragon se soumit à Philippe; il ne resta aux all la Catalogne: encore cette province fut-elle attaquée à par le maréchal de Noailles, qui s'empara de Girone.

§ XXI. Avénement a l'empire de Charles VI. — Rév ministérielle en Angleterre. — Préliminaires de paix bataille de Villa-Viciosa consolida pour jamais le trône lippe V, et disposa les alliés à une transaction. D'ail parti de la paix avait déjà montré toute la maladresse de tions faites à Gertruydemberg, et il se trouva encore fort un événement qui changea la face des affaires. Jos mourut [1711, 17 avril], ne laissant d'autre héritier q frère Charles, qui se hâta d'aller en Allemagne, où il fut pr sans obstacle roi des Romains [21 déc.] et bientôt aprè reur sous le nom de Charles VI. Les puissances qui c taient depuis dix ans pour rétablir l'équilibre europ devaient pas vouloir pour Charles VI ce qu'elles avaien à Louis XIV, la succession totale d'Espagne, qui aurait premier un nouveau Charles-Quint. Le but de la coaliti atteint: en allant au delà, « on créait un danger pour les derniers restes d'une crainte. » Alors on commença à qu'il était de l'intérêt universel de laisser à un Bou couronne d'Espagne, mais sans ses annexes, et pourvu ne pût jamais être réunie à celle de France. Cette id

surtout populaire en Angleterre, où l'on s'alarmait des 60 millions de livres sterling dont cette guerre avait grevé la dette nationale, et où l'on jugeait « qu'il était temps, pour les Anglais, de s'assurer par un traité les dépouilles qu'ils avaient arrachées à une succession dont rien ne leur appartenait. »

Une révolution ministérielle mit au pouvoir ces idées de conciliation. Le triomphe de la coalition se trouvant maintenant assuré, la mission politique des whigs semblait remplie, et les torys commençaient à reprendre de l'ascendant en se montrant partisans de la paix et surtout défenseurs de l'église anglicane, que les opinions sociniennes des whigs paraissaient menacer. Une polémique très-ardente s'engagea entre les deux partis, dont les instruments principaux furent, pour les whigs Addison et Congrève, et pour les torys Bolingbroke, Prior et Swift. Marlborough y perdit toute la popularité que lui avaient donnée ses victoires : au milieu de la corruption universelle, quand toutes les consciences étaient à vendre au plus offrant, quand les chefs des deux partis assuraient à la fois les deux prétendants de « leur attachement inaltérable à leurs intérêts, » on s'étonna de la cupidité du vainqueur de Hochstett, volant ouvertement quinze millions sur la solde de ses soldats, ne considérant le triomphe de son parti que comme une voie de fortune matérielle, et s'assurant un refuge par les protestations d'amitié dont il accablait les Stuarts. La reine Anne, tory dans le cœur, n'avait été entraînée à la politique des whigs que par nécessité de position : elle était lasse de se voir l'instrument d'un parti qui la menaçait d'appeler Jacques III si elle cessait de subir ses volontés ; elle désirait laisser le trône à son frère, qui la suppliait de « préférer le dernier mâle de son nom à des étrangers d'un autre langage et d'un autre intérêt. » Elle rendit sa confiance aux torys, amis du pouvoir absolu, dont les principes politiques concordaient en partie avec ceux de Louis XIV ; elle changea son ministère, et entama avec la France des négociations, même avant que la bataille de Villa-Viciosa et la mort de Joseph I[er] leur eussent donné une couleur légitime et nationale. L'Angleterre demanda : que Louis reconnût Anne et sa succession dans la ligne protestante ; qu'il abandonnât les Pays-Bas, Naples et le Milanais à l'Autriche ; qu'il consentît à la formation d'une barrière de places belges occupées par les Hollandais ; qu'il démolît le port de Dunkerque, dont les corsaires

avaient fait tant de mal au commerce anglais; qu'il prit les mesures nécessaires pour empêcher la réunion des couronnes d'Espagne et de France sur une même tête [1]. Louis accéda à ces propositions, si différentes de celles qu'on lui imposait à Gertruydemberg, et les préliminaires de la paix furent signés à Londres entre Torcy et Bolingbroke [1711, 8 oct.].

Les Provinces-Unies se récrièrent contre l'Angleterre, qui avait violé la première condition de l'alliance en négociant à l'insu des confédérés; l'empereur déclara qu'il ne traiterait jamais sur de pareilles bases; les princes allemands, qui vendaient le sang de leurs sujets aux deux puissances maritimes, réclamèrent contre le déshonneur d'une telle paix. Eugène et Marlborough accoururent à Londres pour réveiller le parti whig, renverser Anne du trône et y faire monter l'électeur de Hanovre : toutes leurs violences furent inutiles. Le parlement, élu sous l'influence des torys, se prononça ouvertement pour la paix; le vainqueur d'Hochstett fut dépouillé de toutes ses charges et échappa avec peine à une accusation de concussion; Eugène fut forcé de quitter le royaume. Enfin un congrès s'ouvrit à Utrecht [1712, 12 janv.], et aucune des puissances belligérantes ne manqua d'y envoyer ses députés. Ceux de la France

(1) L'Angleterre proposa aussi un second plan, dans lequel le duc d'Anjou, sans renoncer à ses droits à la couronne de France, aurait eu Naples, la Sicile, la Savoie, le Piémont et le Mantouan; on aurait mis en Espagne le duc de Savoie, et l'Autriche aurait eu les Pays-Bas et le Milanais. Philippe eut le choix entre ces deux projets; et Louis XIV, à qui l'article de la renonciation paraissait un attentat au droit, lui conseilla de prendre le dernier. C'était un grave oubli des intérêts de la France, bien que la réunion éventuelle de tant de possessions en Italie fût très-séduisante. Philippe lui répondit par cette lettre fort remarquable : « Il me semble qu'il est bien plus avantageux qu'une branche de notre maison règne en Espagne, que de mettre cette couronne sur la tête d'un prince de l'amitié duquel elle ne pourroit s'assurer; et cet avantage me paroît bien plus considérable que de réunir un jour à la France la Savoie, le Piémont et le Montferrat. Je crois donc vous marquer mieux ma tendresse, et à vos sujets aussi, en me tenant à la résolution que j'ai déjà prise qu'en suivant le nouveau plan projeté par l'Angleterre. Je donne par là également la paix à la France, je lui assure pour alliée une monarchie qui sans cela pourroit un jour, jointe aux ennemis, lui faire beaucoup de peine; et je suis en même temps le parti qui me paroît le plus convenable à ma gloire et au bien de mes sujets, qui ont si fort contribué, par leur attachement et leur zèle, à me maintenir la couronne sur la tête. » (Torcy, t. II, p. 161.) — Ce fut comme conséquence de la pensée française qui dicta cette lettre que Philippe V introduisit en Espagne la loi salique, pour que le trône fût à jamais conservé dans la maison de Bourbon.

, il fut frappé dans sa famille par les coups les plus ter-
. Le Dauphin était mort l'année précédente, sans que sa
eût produit aucune sensation : c'était un prince sans ver-
vices, qui aurait été un très-mauvais roi. On se félicitait
r le trône prochainement occupé par le duc de Bourgogne,
qui avait le sentiment le plus profond des devoirs de la
té, mais dont on exagérait les vertus : car il n'avait nulle
ie, et, renfermé sans cesse dans son oratoire ou son ca-
, il n'aurait jamais été un homme d'action. Cependant on
tait que son règne serait tout l'opposé de celui de son
; on le regardait comme l'instrument d'une rénovation so-
dont tout le monde sentait le besoin, et qu'on obtiendrait
ecousse, par l'action légitime d'un pouvoir qui était encore
et respecté ; on savait qu'il formait avec Fénelon des plans de
rnement dans lesquels les libertés publiques et les droits
royauté se trouvaient pondérés, qu'il devait appeler au
tère cet homme qui, dans une âme pleine du mysticisme
s pur, renfermait les idées politiques les plus avancées;
pétait cette maxime, qu'il proclamait hautement comme
e de sa croyance : que « les rois sont faits pour les peuples,
n les peuples pour les rois. » Louis professait lui-même
son petit-fils une grande vénération ; il lui donna, contre
tume, part à toutes les affaires ; il ordonna aux ministres
vailler avec lui : « C'est un prince, disait-il tout haut,
par sa vertu et ses talents, fera tout mieux que moi. »
les espérances qu'on fondait sur le duc de Bourgogne
urent en quelques jours. Sa femme, Adélaïde de Savoie,

après, elle mourut à vingt-cinq ans. Le duc aimait passionnément sa femme : frappé de cette mort subite, il tomba malade à son tour et fut enlevé six jours après. Les deux époux laissaient deux fils : le duc de Bretagne, âgé de cinq ans, atteint de la même maladie, mourut le 8 mars ; le duc d'Anjou, âgé d'un an, tomba aussi malade, et n'échappa à la mort que par les soins de sa gouvernante : ce fut Louis XV.

Ces morts précipitées jetèrent le vieux roi, la cour, le royaume dans une profonde stupeur ; la douleur populaire fut extrême ; tout le monde crut à des empoisonnements ; et les accusations, attisées, dit Saint-Simon, par madame de Maintenon et le duc du Maine, se portèrent contre le duc d'Orléans, qui devait arriver au trône par tous ces sépulcres (1).

Ce prince, très-instruit et très-spirituel, passait pour capable de tout ; il professait ouvertement l'athéisme ; il était d'une licence effrénée ; « il croyait que la vertu n'est qu'un vain nom, et que, le monde étant partagé entre des sots et des gens d'esprit, la vertu et la morale sont le partage des sots (2) ; » enfin il eût été le plus abominable des hommes s'il eût mis en pratique toutes ses idées, si son cœur, naturellement bon et généreux, ne l'eût emporté sur ses mauvaises mœurs et ses affreux principes, s'il n'eût été, suivant la belle expression de Louis XIV, un « fanfaron de crimes (3). »

La clameur publique devint telle, que le duc d'Orléans se vit abandonné de toute la cour, injurié en face par le peuple, qui voulut incendier son palais, et qu'enfin il se présenta devant le roi tout meurtri de ses pertes, en lui demandant la Bastille et des juges. Louis, moins convaincu de son innocence que craignant de découvrir la vérité, le renvoya sans l'entendre ; et s'il ne se fût trouvé un honnête homme, Maréchal, chirurgien du roi, pour nier obstinément le poison, il est probable qu'il aurait traduit son neveu devant un tribunal. Le duc d'Orléans méprisa la calomnie, et plus tard il s'en vengea glorieusement en exerçant la régence sous le faible et dernier rejeton de Louis XIV.

(1) Les ennemis du duc d'Orléans rappelèrent qu'en 1709, alors que la cause de Philippe V semblait désespérée, il accueillit la proposition que lui firent plusieurs seigneurs espagnols de le prendre pour roi. Ce projet fut éventé, le prince rappelé et, sans l'intervention du duc de Bourgogne, il eût subi une accusation de trahison.

(2) Madame de Caylus, p. 471.

(3) Saint-Simon, t. XI, p. 346.

passer l'ennemi et prendre Bouchain. Par là, tout le pays l'Escaut et la Sambre se trouva ouvert aux alliés, qui nt plus qu'à s'emparer du Quesnoy et de Landrecy pour er sur l'Oise en toute sécurité. Ce fut en effet leur plan pagne en 1712; mais au moment où les hostilités allaient ncer, la reine Anne déclara aux états généraux qu'elle écidée à « faire ses affaires à part; » elle donna l'ordre d'Ormond, qui avait succédé à Marlborough, de rester défensive; enfin, Louis XIV ayant livré Dunkerque en une suspension d'armes fut signée [26 mai] entre la et l'Angleterre, et les troupes anglaises, abandonnant coalisée, se retirèrent à Gand.

retraite n'enleva à la ligue que douze mille hommes : plupart des troupes soldées par l'Angleterre étaient alle-s, et, séduites par l'argent de la Hollande, elles refusèrent donner les alliés. Eugène avait donc encore cent mille s : il s'empara du Quesnoy et assiégea Landrecy; ses ns couraient déjà jusqu'à Reims et Soissons : la conster-était générale en France; les courtisans conseillaient au e retirer sur la Loire. Louis repoussa cette idée avec in-on; il donna ordre à Villars de livrer bataille, et au mo-e son départ il lui dit : « La confiance que j'ai en vous marquée, puisque je vous remets les forces et le salut t. Je connois votre zèle et la valeur de mes troupes; nfin la fortune peut leur être contraire : s'il arrivoit ce r à l'armée que vous commandez, écrivez-le-moi. Je

L'habitude de vaincre et la supériorité de ses forces avaient donné une telle confiance à Eugène, que, pour assiéger Landrecy, il tirait toutes ses munitions de Marchiennes, sur la Scarpe, magasin général des alliés, et que la communication avec cette ville n'était assurée que par un camp situé à cinq lieues de là, sur l'Escaut, à Denain. Ce camp communiquait lui-même avec la route de Marchiennes par une double ligne de retranchements ayant deux lieues de longueur, au milieu desquels passaient les convois, et que les alliés appelaient « le grand chemin de Paris; » il était gardé par dix-sept bataillons et quatorze escadrons hollandais commandés par le comte d'Albemarle. Le maréchal de Montesquiou, qui servait sous Villars, conçut l'idée de profiter de cette grande faute pour enlever Denain, couper Eugène de ses magasins, et le forcer à abandonner Landrecy. Son plan fut adopté par Villars, qui concerta avec lui les moyens d'exécution. L'armée qui faisait le siége de Landrecy était fortement couverte par l'Escaut, la Sambre et la Seille : Villars feignit le projet de l'attaquer et marcha sur elle, à la grande surprise de l'ennemi et de ses propres troupes; mais pendant ce temps il dirigea, durant la nuit, sur l'Escaut, trente bataillons, qui jetèrent un pont à Neuville, entre Bouchain et Denain; puis toute son armée, après avoir fait mine d'insulter les lignes de Landrecy, fit demi-tour à droite, marcha rapidement sur Neuville, et franchit l'Escaut. Les retranchements qui se prolongeaient vers Marchiennes furent forcés, et les Français se mirent en bataille pour attaquer le camp [24 juillet]. On savait qu'Eugène accourait avec toutes ses troupes. Pendant qu'une division masquait Marchiennes, le reste de l'armée marcha l'arme au bras sur le camp et, malgré un feu terrible, franchit en un clin d'œil le fossé et les retranchements. Les Hollandais s'enfuirent vers l'Escaut; mais, les ponts s'étant rompus, ils furent tous tués ou pris; et Eugène, qui venait d'arriver, contempla ce désastre de l'autre rive du fleuve : il essaya vainement de passer l'Escaut, fut battu, et se retira en désordre sur Landrecy, dont il leva le siége.

La bataille de Denain ne fut pas une de ces victoires savantes qui ne mènent à rien, mais une de ces victoires populaires qui sauvent un pays. La ligne d'opérations des alliés étant coupée, leur grand magasin se trouva isolé, et, investi dès le jour de la

il se rendit en livrant aux Français d'immenses appro-
ments [30 juillet]. En même temps Villars assiégea et
essivement Douai, le Quesnoy et Bouchain avec leurs
s, sans qu'Eugène osât faire un mouvement pour sau-
rilles. En trois mois les alliés perdirent cinquante-trois
s pris ou tués, deux cents canons, d'énormes amas
et de munitions, et ces succès n'avaient pas coûté aux
quinze cents hommes. Cet éclatant retour de fortune
l'heureux Villars la plus haute renommée, rendit au
e toute confiance, et accéléra les négociations d'Utrecht.

V. Congrès d'Utrecht. — Traités d'Utrecht, de Bade et
adt. — Une expédition française avait été dirigée, en
r le Brésil : elle échoua, et les prisonniers furent mas-
ar les Portugais. Une seconde expédition [1711], toute
e de vaisseaux armés par des marchands, fut conduite
uay-Trouin : elle força l'entrée de Rio-Janeiro, brûla une
portugaise, s'empara de la ville, et en tira une rançon
de huit millions. Cet événement jeta la consternation
commerce du Portugal; et l'année suivante, cet État, qui
toutes les inspirations de l'Angleterre, conclut une
ec la France. Le parti autrichien en Espagne se trouva
ar cette défection aux troupes allemandes et aux insur-
ans : alors l'empereur se décida à signer une convention
vacuation de la Catalogne et des Baléares, et pour une
nérale en Espagne et en Italie, moyennant que Philippe V
it une amnistie à tous les partisans de l'Autriche (1).
llande adhéra à la trêve, ensuite les princes allemands;
les négociations furent poussées avec vigueur, grâce
vention de la reine Anne. Pour en faciliter l'issue, Phi-
dans une séance solennelle des cortès et en présence
assadeur d'Angleterre, prononça sa renonciation à la
e de France, renonciation qui fut acceptée et garantie
cortès en même temps que la déviation à la loi de suc-
castillane, par laquelle les femmes ne furent appelées

talogne refusa cette amnistie, revint à ses anciens projets d'indépen-
sista aux Castillans avec un farouche héroïsme. Elle espérait que dans
tions on introduirait quelque stipulation en faveur de ses libertés. Il
n; toute l'Europe était pacifiée, et Barcelone, bloquée, affamée, bom-
sistait encore; enfin, après seize mois de siége, elle capitula (11 sep-
4).

à hériter du trône qu'à l'extinction de toutes les branches masculines ([1]). Les ducs de Berry et d'Orléans, seuls restes de la famille de Louis XIV ([2]), firent aussi leurs renonciations pour la couronne d'Espagne; mais on discuta longtemps pour savoir quelle autorité française garantirait ces renonciations : les ministres anglais demandaient que les états généraux fussent convoqués à cet effet; Louis déclara qu'il regardait cette prétention comme une insulte, et l'on se contenta de faire enregistrer les renonciations au parlement de Paris [1713, 15 mars].

Enfin la paix fut signée le 11 avril entre toutes les puissances belligérantes, sauf l'empereur et l'Empire, par plusieurs traités dont voici le résultat général : 1° Philippe V est reconnu roi d'Espagne et des Indes, mais il cède à l'Angleterre Gibraltar et Minorque, et lui accorde des avantages commerciaux au détriment de la France et des Provinces-Unies. 2° On offre à l'empereur, qui ne l'accepte pas, la cession des Pays-Bas, du Milanais, de la Sardaigne et de Naples. 3° Le duc de Savoie obtient la Sicile avec le titre de roi et une partie du Milanais : il est confirmé dans la possession du Montferrat, recouvre la Savoie, et cède à la France la vallée de Barcelonnette en échange de Fénestrelle et d'Exilles. 4° L'électeur de Brandebourg est reconnu comme roi de Prusse, et acquiert la Haute-Gueldre ([3]). 5° Louis XIV jure de ne pas troubler l'ordre de succession au trône d'Angleterre dans la ligne protestante, et de renvoyer de France le prétendant ; il démolit le port de Dunkerque et cède aux Anglais la baie d'Hudson, l'Acadie, Terre-Neuve et Saint-Christophe. 6° Il promet aux Hollandais de leur remettre, pour le compte de l'empereur, tout ce que ses troupes possèdent dans les Pays-Bas, sous la condition que les électeurs de Bavière et de Cologne seront rétablis dans leurs États ; il consent qu'une barrière soit formée dans les Pays-Bas, contre la France, au moyen des villes suivantes qui seront occupées par les Hollandais, le gouvernement civil restant à l'empereur : Furnes, Ypres, Menin, Tournay, Mons, Charleroy, Namur et Gand. 7° Il est convenu qu'aucune province, ville ou

([1]) Mém. de Saint-Philippe, t. III, p. 64.

([2]) Le duc de Berry mourut l'année suivante sans postérité.

([3]) Il est aussi reconnu comme prince de Neufchâtel, les habitants de ce canton helvétique l'ayant choisi pour souverain. En même temps, comme héritier de Guillaume III, il cède à la France la principauté d'Orange.

forteresse des Pays-Bas ne pourra jamais être cédée, transférée ni donnée à la France, à quelque tire que ce soit.

Il fallut forcer l'Autriche à accepter la belle part que les traités d'Utrecht lui faisaient, et à rétablir les électeurs de Bavière et de Cologne dans leurs États. Desmarets trouva des ressources pour cette dernière campagne au moyen d'une banqueroute de 135 millions sur les rentes acquises, depuis 1706, en billets d'emprunt, billets d'État, etc. ; et l'on forma une armée de cent cinquante mille hommes sur le Rhin. Villars en prit le commandement ; et malgré Eugène, campé sous Philippsbourg, il s'empara de Spire, de Worms, de Kayserslautern, et enfin de Landau, qui se rendit avec sa garnison de dix mille hommes. De là, il passa le Rhin à Strasbourg, força le camp retranché en avant de Fribourg, et investit cette place : le siége dura deux mois. Eugène fit de vains efforts pour l'empêcher ; Fribourg se rendit. Alors des négociations s'ouvrirent entre les deux généraux : elles aboutirent aux traités de Rastadt avec l'empereur, et de Bade avec l'Empire [1714, 6 mars et 7 sept.], par lesquels la France garda Landau, rendit Brisach, Fribourg, Kehl, et détruisit les fortifications qu'elle avait dans les îles et sur la rive droite du Rhin ; l'empereur eut Naples, le Milanais, le Mantouan, la Sardaigne, les Pays-Bas ; il restitua aux deux électeurs tous leurs États : car Louis XIV avait témoigné la plus noble insistance pour que ses alliés, dont Charles VI avait déjà partagé les dépouilles, ne fissent pas la moindre perte. Ces traités n'engagèrent que la France, l'empereur et l'Empire : l'empereur ne reconnut pas Philippe V pour roi d'Espagne, et celui-ci garda ses prétentions sur le Milanais, Naples et les Pays-Bas.

Les traités d'Utrecht, de Rastadt et de Bade portèrent une grave atteinte à l'équilibre européen et aux traités de Westphalie. Par eux l'Autriche recouvra une partie de ses anciennes possessions ; mais ces possessions, étant disséminées, multiplièrent les points vulnérables de sa monarchie, et en rendirent la défense plus coûteuse. Elle ne trouva plus la France pour balancer sa domination en Allemagne et en Italie ; mais, à la place de la France, deux puissances secondaires, qui furent désormais indispensables à l'équilibre européen, la Prusse et la Savoie, moins importantes par la grandeur de leurs possessions que par leur position et surtout leur organisation militaire.

Ce fut l'Angleterre qui triompha dans ces traités : elle ba-

lança l'influence de la France dans la péninsule hispan
Gibraltar, Minorque et le Portugal; elle se donna des
avantageuses ; elle régla tout de façon à s'assurer la do
des mers, au détriment de ses ennemis et de ses alliés
crifia sourdement les intérêts et prépara adroitement
dence de la Hollande, qui fut pour elle désormais une
paya cher l'acharnement qu'elle avait montré dans l
ligue; elle rendit permanentes ses relations continent
des princes allemands à sa solde, l'Autriche pour al
s'interposa dans toutes les questions de territoire au
ses vasseaux, et joua désormais le rôle principal dans le
par ses subsides, dans les traités par ses stipulations
ciales. Enfin, grâce au traité d'Utrecht pour l'extérieur
l'intérieur, grâce à son union avec l'Écosse, à l'établ
de sa dynastie protestante, à la fondation de son crédit,
marcher dans une voie indéfinie de progrès et de pros

Les traités d'Utrecht avaient été entièrement dirigé
France : ils furent pour elle ce que les traités de Westphali
été pour l'Autriche, une limitation. La France, qui n'a
d'acquérir depuis un siècle, resta stationnaire, pendan
autres États acquéraient ; mais elle se trouva à leur ég
une position d'infériorité plus apparente que réelle : ell
tant à n'avoir plus de Pyrénées ennemies, que ce seul
n'était pas trop payé par ses revers et une dépense de 1,
lions [1]. L'Espagne était à jamais mise dans les vo
France ; elle recevait d'elle, avec sa dynastie, des m
régénération, par lesquels elle doubla sa population,
une marine et une armée, et reprit en partie son ran
rope; mais ce pays si étrange, si isolé, si stationnaire,
que lentement et imparfaitement l'influence française
vertit plus aisément sa dynastie à ses mœurs demi-sauv
celle-ci ne le convertit lui-même à la civilisation. C
l'œuvre de Louis XIV fut durable : nous verrons l'u
deux pays resserrée par le traité de 1733 et par le
famille ; enfin l'action que la France exerce naturelle
l'Espagne s'est continuée à travers toutes les révolutio
peut que se compléter dans un prochain avenir.

§ XXV. **Avénement de la maison de Hanovre. — O**

(1) A 32 livres le marc, ou 2,524 millions.

…nsénisme au gouvernement de Louis XIV. — Destruction …ort-Royal. — Bulle *Unigenitus*. — Mort du roi. — La …ce avait fait à temps les traités de Rastadt et de Bade : car …nouveau changement qui survint en Angleterre aurait …é le renouvellement de la guerre avec cette puissance. … mourut sans avoir osé préparer les voies à la restauration …n frère ; les whigs s'emparèrent du pouvoir, ranimèrent …ines contre le papisme et la France, contre le catholique …es III et son protecteur Louis XIV, et sommèrent le par…nt de mettre à exécution la loi de succession dans la ligne …stante. Les torys n'osèrent résister, de peur d'être confon… avec les papistes et les jacobites ; et Georges Ier, électeur de …vre, fils de Sophie, fut proclamé sans enthousiasme comme … résistance [1714, 31 oct.]. Les Anglais, qui ont toujours eu …ois de race étrangère, des Normands d'abord, des Fran… avec les Plantagenets, des Gallois avec les Tudors, des Écos… avec les Stuarts, ne répugnèrent pas à appeler au trône une …lle allemande : ils croyaient échapper ainsi pour jamais au …er du papisme et de la domination française, qui semblaient …nymes d'une restauration des Stuarts ; ils trouvaient, par …nement de la maison de Hanovre, l'avantage d'entrer en …munication directe avec le continent, par conséquent de …rer la domination des mers, en ayant le moyen d'occuper …ance en Allemagne quand elle voudrait paraître sur l'Océan. …orges Ier ne fut qu'un prince allemand et un chef de parti … trône d'Angleterre : il se livra entièrement aux whigs, …gea son ministère, persécuta les torys. Un parlement whig, …s élections étaient tellement vénales que le pouvoir, quel … fût, était toujours sûr d'acheter une majorité, un parle… whig décréta d'accusation les ministres qui avaient fait la … avec Louis XIV ; et Bolingbroke, Prior, d'Ormond et plu… autres s'enfuirent en France. Georges semblait chercher …sion d'une rupture, et son ambassadeur, lord Stairs, se …it insolemment au vieux roi de travaux entrepris à Mar… où l'on semblait vouloir faire un autre Dunkerque. « Mon… l'ambassadeur, répondit Louis, j'ai toujours été maître …moi, quelquefois chez les autres : ne m'en faites pas sou… » Et les travaux continuèrent. Lord Stairs redoubla ses …ues avec tous les ennemis du gouvernement, et l'on crut …vait mission de pousser le duc d'Orléans à faire une révo-

tion de 1688. Alors Louis XIV se prépara à soutenir e
prétendant; et une révolte ayant éclaté en Écosse, où Ja
fut proclamé, il promit à celui-ci des vaisseaux, des a
des subsides.

Malgré ces démonstrations pour une cause qu'il r
toujours comme la sienne, Louis ne désirait que la p
royaume montrait maintenant à découvert toutes ses
les terres en friches, les provinces dépeuplées, la na
quiète et découragée, le gouvernement haï et méprisé. L
tion des finances était déplorable, et l'on n'avait devant s
l'améliorer, que la banqueroute. La ressource des e
était entièrement fermée : pour avoir 8 millions effe
gouvernement venait de souscrire 32 millions de billets
avait pour 700 millions d'exigibles, outre les rentes d
de ville montant annuellement à 86 millions : ce qu
la dette totale à 2,400 millions. Enfin la dépense de 17
estimée à 205 millions, et l'on n'avait pour y pourvoir
recette de 175 millions ; encore était-elle engagée à l'
L'avenir se montrait sous l'aspect le plus sombre. Lo
avec un enfant de cinq ans dans son vaste palais, triste,
livré tout entier à madame de Maintenon « dont l'ima
était sans cesse tendue de deuil (1), » s'enfonçait dans u
tion minutieuse, qui prit un caractère fanatique par le
rations de son confesseur. Ce n'était plus le père L
homme indulgent et éclairé, qui avait cette fonction : c'
jésuite dur, austère, méchant, le père Letellier, fils d'un
« qui n'avait d'autre Dieu que sa société, » et qui souill
de ce règne par des persécutions misérables.

L'unité religieuse et politique, par conséquent l'union
du catholicisme et du pouvoir absolu, était, nous l'avon
pensée fondamentale du gouvernement de Louis XIV.
suites, qui avaient pour mission de soutenir le catholici
tous les moyens, depuis que la royauté absolue était
phante avaient fait alliance avec elle, et représentaient

(1) « Quel supplice, disait-elle, d'amuser un homme qui n'est plus am
voudrois être morte !... Priez pour que j'aie la force de soutenir mo
qu'au bout !... — J'ai sur les peines du roi et de l'État un degré de sen
Dieu seul connoît. En vérité, la tête est quelquefois prête à me tourner
que si l'on ouvroit mon corps après ma mort, on trouveroit mon cœur
comme celui de M. de Louvois. » (Lettres manuscrites, t. vi, p. 314.

uvoir : il s'ensuivit que tout ce qui haïssait le gouverne- haïssait les jésuites, et par conséquent se jeta du côté des nistes, qui devinrent ainsi le parti de l'opposition. Ce n'est ue tous ceux qui embrassaient le molinisme ou le jansé- s'inquiétassent beaucoup de la grâce et du libre arbitre; dans ce temps, où la société était encore profondément re- se, les intérêts politiques se débattaient sous la forme des sions théologiques; et Louis XIV, qui était d'une igno- complète sur toutes ces questions, n'en détestait pas , avec son instinct royal, ce qui appartenait au jansénisme, qu'il trouvait dans cette secte tout ce qu'il avait combattu : lesse, la magistrature, les libertés provinciales, les restes Fronde, enfin, derrière tout cela, les réformés. Le jansé- , étant le parti de l'opposition universelle, avait grandi es fautes et les revers de Louis XIV : il avait blâmé la e de la succession; il avait blâmé la paix d'Utrecht; il rait tous les actes du gouvernement; il exagérait les mi- publiques; il accusait le roi d'ineptie, de cruauté, de lâ- ; il disait qu'il était initié à l'ordre des jésuites, et que son sseur avait obtenu de lui un serment d'obéissance. C'était pposition sourde, lâche, calomnieuse, mais d'autant plus étante qu'elle était vague, cachée, qu'on la sentait par- même dans les ministères, même à la cour, qu'elle ga- une grande partie du clergé, les bénédictins, les orato- et autres savants religieux. On peut en considérer comme ession complète le duc de Saint-Simon, homme probe, it, austère; mais plein de haine, d'envie, d'égoïsme, enti- e sa dignité jusqu'au plus parfait ridicule, désespéré d'être pé et se mêlant de tout, écoutant à toutes les portes, ac- ant les scandales de toutes mains, hargneux contre tout i s'élève dans ce « long règne de vile bourgeoisie, » dé- t le roi, dont il est pourtant le courtisan assidu; enfin dant secrètement tout son fiel, tout son orgueil acariâtre, son envie de dire et de faire, dans de longs mémoires qui été connus que de nos jours, galerie vivante de toute cette de tout ce siècle, qui n'a pas d'égale et pour le style et a passion, et pour l'injustice et pour le talent d'observation. pouvoir absolu et le catholicisme, ou bien Louis XIV et les es, voyant dans le jansénisme les débris de tous les partis avaient vaincus, résolurent sa perte; mais tous deux igno-

raient la portée de la lutte qu'ils engageaient contre un
en apparence si mesquine; lutte qui devait durer cin
ans et devenir l'une des principales causes de la ruin
monarchie et de la religion. C'est que dans cette guerre
rieuse, tandis que nous verrons la royauté rester ind
apathique, les jésuites, devenus à la fois les défenseurs de
et du trône, manquèrent d'habileté, n'employèrent que
lence, mirent contre eux l'opinion publique, discréditère
de plus en plus ce qu'ils défendaient; et, pendant ce
grandissait, à l'ombre de ces obscures querelles, la derni
ritière de l'idée luthérienne et de toutes ses conséquen
qu'au jansénisme, la philosophie du dix-huitième siè
devait renverser les jésuites, la royauté, la société et la
elle-même.

Le premier acte de la guerre des jésuites contre le jans
fut la destruction de Port-Royal. Les religieuses de cette
ayant refusé de signer un formulaire nouveau contre l
trines de Jansénius, Letellier persuada au roi « qu'il n
jamais en repos tant que ce monastère, fameux par se
lions contre les deux puissances, subsisterait » [1709]. L
tenant de police vint avec des troupes investir Port-Roy
dispersa les religieuses dans divers couvents, on détr
maison de fond en comble, on dévasta le cimetière, on l
jusqu'à la place où le monastère avait été. Il n'y eut q
de réprobation contre ces violences : « Un coup d'Éta
Fénelon, qui était pourtant le défenseur du molinisme, u
d'État comme celui qu'on vient de faire à Port-Royal n
qu'exciter la compassion pour ces filles et l'indignation
leurs persécuteurs [1]. »

La lutte continua par des écrits, le jansénisme ne ces
gagner des partisans, à cause de la lassitude qu'inspirait
vernement de Louis XIV, et bien que la secte dégénér
plus de grands noms pour la mettre en honneur. Mad
Maintenon, « qui, suivant Saint-Simon, se figurait être un
de l'Église, » se mêlait activement à toutes les intrigu
pas seulement par zèle religieux, mais par les craintes ex
qu'on lui inspirait sur les projets factieux des jansénistes
novateurs, lui écrivait-on, méprisent l'autorité des rois

(1) Beausset, t. III, p. 362.

e des évêques ; ils se promettent de malheureux avan-
la diminution de la famille royale ; ils ne cachent pas
testables espérances (1). » Les jésuites et surtout Letellier
chaient que l'occasion d'entraîner le roi à une persé-
ontre leurs ennemis ; ils la trouvèrent dans un livre de
lu depuis quarante ans par tout le monde, mais qui
uvre d'un des coryphées du jansénisme, le père Quesnel.
avait été approuvé par le cardinal de Noailles, arche-
Paris, prélat de la plus haute vertu, mais protecteur
sénistes ; plusieurs évêques molinistes lancèrent des
ients contre lui : le cardinal s'en vengea en ôtant les
s ecclésiastiques aux jésuites de son diocèse. Alors ceux-
itèrent à Rome la condamnation du livre de Quesnel, et,
d'obsessions, l'arrachèrent au pape Clément XI, qui es-
par cette condescendance aux désirs de la cour, obtenir
ation solennelle de la déclaration de 1682 [1713, sept.].
de condamnation, dite *Unigenitus*, excita un vif éton-
dans le monde chrétien, tant la plupart des propositions
nées semblaient orthodoxes ; il y eut contre elle une
clameur en France ; le parlement ne l'enregistra qu'avec
lifications, le cardinal de Noailles et huit autres prélats
rent. Alors le jansénisme formula nettement son oppo-
la cour de Rome ; la fureur de dogmatiser s'empara
le monde ; il y eut une guerre civile dans les esprits
s'il se fût agi du renversement du christianisme. Et à
époque renouvelait-on ces discussions théologiques ?
Voltaire, âgé de dix-neuf ans, venait de puiser dans la
de Ninon de Lenclos le scepticisme épicurien qui fut la
e de tout le dix-huitième siècle.
suites obtinrent du vieux roi, qui regardait cette oppo-
omme une révolte, des persécutions ; « Letellier en usa
bulle *Unigenitus* comme Louvois avait fait pour les pro-
: mêmes intrigues, même inquisition, mêmes séduc-
enaces et tourments. Si la tyrannie fut plus sourde.
fut pas moins cruelle (2). » Trente mille lettres de cachet
lécernées contre des prêtres vertueux, de savants magis-
s seigneurs, même des hommes du peuple : s'il en eût

es manuscrites de madame de Maintenon, t. VI, p. 477 et 721.
s, t. I, p. 182.

cru son confesseur, le roi eût exilé le parlement et emprisonné le cardinal de Noailles; les restes de sa vie furent remplis d'amertume par ces disputes [1]. Rien ne fit plus de tort au pouvoir royal que cette persécution empreinte d'une basse et ignoble méchanceté : on sentait qu'il n'avait plus rien de grand pour voiler son despotisme; on ne se cachait plus de la haine qu'inspirait ce gouvernement de dévots tracassiers et de jésuites haineux; on était impatient de le voir finir; on s'irritait de tous ses actes : et quels étaient ceux par lesquels la royauté absolue allait clore son époque de grandeur ! Le roi avait déjà donné à ses deux bâtards un rang au-dessus des ducs et pairs; le commandement de la marine, de l'artillerie, des Suisses, de six régiments; les gouvernements de Guyenne, de Languedoc, de Bretagne : le 12 juillet 1714, l'on vit paraître un édit qui conférait au duc du Maine et au comte de Toulouse les honneurs de princes du sang, et les déclarait héritiers du trône à défaut de la ligne légitime. C'était violer à la fois toutes les lois divines et humaines, et sceller par un dernier scandale le scandale de la naissance doublement adultère de ces princes, que le vieux roi eût dû à jamais cacher. On commença alors à se demander ce qu'était ce pouvoir royal par lequel « la nation n'étoit comptée que pour une vile esclave à qui, sans qu'on songeât à elle, on donnoit des rois possibles par une création de princes du sang [2], » et il n'y eut personne en France qui ne fût résolu à empêcher cette ignominie. Bientôt après, le parlement reçut des mains de ce roi qui l'avait tant abaissé un testament inspiré par madame de Maintenon; et le bruit courut que le duc d'Orléans y était deshérité des principales attributions de la régence, lesquelles étaient données au duc du Maine.

On se tint en repos par un reste de respect pour cette vieillesse si pâle, si triste, si délaissée de la fortune; d'ailleurs on savait que rien de ces ordonnances, par lesquelles le « Jupiter mourant » voulait prolonger son pouvoir au delà de lui-même, n'aurait d'exécution, et l'on attendit un nouveau règne.

Le roi tomba malade le 25 août, et, dès le lendemain, son

(1) Madame de Maintenon n'eut aucune part à ces persécutions : le cardinal de Noailles étant son ami le plus dévoué, son confident le plus intime, à ce point qu'elle avait marié sa nièce unique au neveu de ce prélat, elle fut contrainte à se taire : « mon pauvre esprit, disait-elle à ce sujet, est tiré à quatre chevaux. »

(2) Saint-Simon, t. XII, p. 240.

État était désespéré. La majesté simple et vraie, la parfaite égalité d'âme, la résignation chrétienne que Louis avait déployées pendant toute sa vie, donnèrent à ses derniers instants la plus haute solennité : il n'est pas de roi qui soit mort avec plus de grandeur dans son lit. Il remercia les seigneurs de leurs services, leur demanda pardon de ses fautes, et dit à l'enfant qui allait lui succéder : « J'ai trop aimé la guerre ; ne m'imitez pas en cela, non plus que dans les trop grandes dépenses que j'ai faites... Prenez conseil en toutes choses... Soulagez vos peuples le plus tôt que vous pourrez, et faites ce que j'ai eu le malheur de ne pouvoir faire moi-même... » Vains témoignages de repentir ! Celui à qui le roi adressait ces paroles devait précipiter la chute de cette monarchie absolue, si brillante, si éphémère !

Louis XIV mourut le 1er septembre 1715, âgé de soixante-dix-sept ans. Madame de Maintenon s'était retirée depuis trois jours à Saint-Cyr [1] ; les bâtards n'étaient plus là ; il n'y eut qu'indifférence et égoïsme autour de son lit de mort. Quant au peuple, il insulta la pompe funèbre par des cris de joie, des chansons injurieuses, des orgies dégoûtantes. Ce fut un spectacle de sinistre augure pour la monarchie que cette allégresse à la mort d'un roi trop orgueilleux, trop adulé sans doute, et qui fut certainement moins grand que la nation, mais qui s'était efforcé de se tenir à son niveau ; qui n'avait pas produit toutes les merveilles de son temps, mais qui y avait pris une glorieuse part, qui les avait multipliées, qui n'avait été en rien étranger au progrès ; d'un homme enfin qui n'en reste pas moins comme le type moderne de la grandeur royale, et dont tous les souverains saluèrent la perte par un deuil sincère et universel, comme s'il emportait dans son cercueil la royauté absolue.

[1] Elle ne sortit plus de cette maison, et y mourut en 1719.

SECTION III.

DÉCADENCE DE LA MONARCHIE ABSOLUE (1715-1789).

CHAPITRE PREMIER.

Régence de Philippe d'Orléans. — 1715 à 1723.

§ Ier Réaction contre le gouvernement de Louis XIV. — règne de soixante-douze ans, qui avait changé l'ordre social fonder d'institutions nouvelles; qui avait annulé la nobless magistrature, le clergé, pour élever la bourgeoisie; qui avai en permanence des armées de deux cent mille hommes, finances régulières et sans crédit; un règne qui avait év partout l'esprit, les lumières, la civilisation, en laissant le g vernement au-dessous de la nation, et qui finissait par des vers et des persécutions; un tel règne devait être suivi d' époque de réaction : ce fut, en effet, le caractère de la rége Le grand roi était à peine mort que tout ce qui avait fait op sition contre lui se tourna avec espoir vers le duc d'Orléans fut d'abord la noblesse, qui avait « hâte de sortir de l'ab sement où la robe et la plume l'avoient réduite [1]; » ensuit parlement, qui, après un mutisme de soixante ans, se vo appelé à examiner les dernières volontés du feu roi, et « n'é pas fâché d'insulter au lion mort [2]; » enfin les jansénistes, avaient pour eux l'opinion publique parce qu'ils étaient pe cutés, et qui espéraient, à l'aide de l'incrédulité du duc d'Orlé prendre à leur tour le pouvoir. Le prince n'avait contre lui le duc du Maine, homme sans cœur et sans caractère, mené les petites intrigues de sa femme; puis les jésuites, qui étai détestés; enfin la volonté d'un roi mort qui avait prévu même le sort qu'aurait son testament. Instruit à l'avance clauses de cet acte, il prit ses mesures pour s'assurer la

[1] Saint-Simon, t. XII, p. 445.
[2] Duclos, t. I, p. 207.

r aucune chose de lui-même; la tutelle, la garde, l'é-
ı du roi, avec le commandement de sa maison, étaient
au duc du Maine, avec le maréchal de Villeroy, pour
eur, et Fleury, évêque de Fréjus , pour précepteur. Le
:léans réclama contre un testament qui préjudiciait à
neur, lui enlevait les droits de sa naissance, donnait le
à une oligarchie, mettait Paris, la cour et la maison du
des mains du chef du gouvernement, lequel, ayant la
sans la tutelle du monarque , n'avait qu'un titre sans
il demanda à être nommé régent sans conditions, et
ıux magistrats de « s'aider de leurs conseils et de leurs
nontrances. » A peine eut-il parlé, que par acclamation
ıommé régent « pour exercer pleinement l'autorité
» avec la tutelle du roi et le commandement de sa
on ne laissa que la surintendance de l'éducation du
ıe au duc du Maine, qui montra, dans tout ce débat, la
nde pusillanimité.

pe d'Orléans se mit aussitôt à la tête de la réaction qui
e lui donner le pouvoir. Il vida les prisons, qui étaient
de jansénistes, exila Letellier , confia au cardinal de
les affaires ecclésiastiques; il rendit au parlement son
remontrances, permit d'imprimer le *Télémaque*, invita,
ırrêt du conseil, les citoyens à donner leur avis sur les
publiques; il nomma chancelier le procureur général
ɪeau, l'une des gloires de la magistrature française (*) ;
fit des remises sur les impôts . rendit libre la circula-

Saint-Simon, des maréchaux de Villeroy, d'Harcourt, Bezon l'évêque de Troyes, Desmarets, Tôrcy et Pontchartrain [1] fu éloignés; et, d'après un plan attribué au duc de Bourgo plan populaire parce qu'on croyait éviter par là le despot ministériel, on créa, à la place des ministères, sept co composés chacun de dix membres, presque tous pris parm seigneurs [2]: c'était une nouveauté maladroite qui ne mi de la lenteur dans les affaires, ôta toute unité à l'administra et qui, introduite cinquante ans plus tôt, eût été fort d reuse. « Mon dessein, dit Saint-Simon, qui l'avoit conse étoit de commencer à mettre la noblesse dans le ministère la dignité et l'autorité qui lui convenoient, aux dépens robe et de la plume, et de conduire sagement les choses que peu à peu cette roture perdît toutes les administratio que seigneurs et toute noblesse fussent peu à peu substi tous leurs emplois, pour soumettre tout à la noblesse [3]. grands se firent donner des faveurs et des dignités de co survivances, des pensions, et jusqu'aux meubles de Marly se partagèrent; ils firent des *affaires* tout à l'aise [4]; ils rent la suppression du dixième; ils envahirent les di ecclésiastiques, à la place de ces plébéiens vertueux que Simon appelle « crasse de séminaire, » et que Louis XIV sissait, à la grande indignation des jansénistes; ils se se pleins d'orgueil et d'ambition folle jusqu'à dire avec le n de Boulainvilliers: « Nous sommes, sinon les descend ligne directe, du moins les représentants immédiats d quérants de la Gaule; sa succession nous appartient; l des Gaules est à nous [5]. » La réaction alla jusqu'à la n protestante, qui fit des assemblées en armes et voulut

(1) Desmarets publia un compte lumineux et modeste de son administ lui fit le plus grand honneur; Torcy garda la direction des postes; le fi chartrain le jeune, âgé de quinze ans et qui devint célèbre sous le nom pas, eut la survivance de sa charge.

(2) Il y en eut un pour les affaires étrangères, un pour la guerre, un p rine, un pour les finances, un pour les affaires ecclésiastiques, un pour l un pour le commerce.

(3) Saint-Simon, t. XII, p. 266.

(4) « Le régent fit don au duc de Brancas de 20,000 liv. de rentes su de Metz, qui crièrent miséricorde et ne purent l'obtenir. » (Saint-Sim p. 368.)

(5) Dissertation sur la noblesse française, p. 39, 53 et 145.

le régent eut même la pensée de rétablir l'édit de
nfin, à la demande des princes de Condé, l'édit le plus
u roi fut cassé [1717, 2 juin], et les droits de princes
nlevés aux deux bâtards de Louis XIV.
absolu des monarques avait cru, en établissant les
parquer la pensée et la tenir à la disposition du pou-
en provoquant la louange pour tous ses actes, il
oqué aussi l'examen et la critique et donné ainsi une
nouvelle à l'opinion publique; aussi, à sa mort, le
-il subit de l'esprit d'obéissance à l'esprit de discus-
ntolérance à l'incrédulité. Cette réaction, qui devait
terribles conséquences et qui ne semblait d'abord
osition au despotisme persécuteur, aux mœurs mo-
l'ancienne cour, fut encore commencée par la no-
ée aux gens de lettres. Sous Louis XIV, les esprits de
lu duc de Vendôme, de l'abbé de Chaulieu, de Ninon
s'étaient tenus à l'écart et obscurs; on ne les croyait
eux; on les appelait libertins, parce qu'ils ne sem-
rcher dans leur incrédulité qu'un étourdissement
débauches. Avec le régent, tous les courtisans devin-
forts; l'impiété, qui s'était voilée jusqu'alors d'hy-
mit au grand jour; les écrits contre le clergé et le
e, qui n'avaient été que l'œuvre des réfugiés, devin-
e de la littérature, jusque-là si religieuse, si mesurée,
ique. Avec *Œdipe* et *la Henriade* se révéla un génie
flexible, énergique, d'une verve, d'une fécondité,
e extrêmes; abordant tout avec la même ardeur, la
hilosophie, la science; poussé à être universel par un
odéré de gloire; étant par cela même plus superficiel
d, mais par cela même aussi remplissant parfaite-
nission, qui était de propager les découvertes des
rapprocher les sciences des lettres, de rendre celles-ci
utiles, celles-là de spéculatives positives; de réunir
ants, gens du monde, hommes d'État, dans une
de progrès qui, selon lui, était la destruction du
ne et le triomphe de la raison (1)

quels termes Saint-Simon parle pour la première fois de Voltaire
uet, fils d'un notaire qui l'a été de mon père et de moi jusqu'à sa
et envoyé à Tulle pour des vers fort satiriques et fort impudents

Cependant, sous la régence, les premières attaques contre la société et la religion n'étaient nullement précisées; sauf un retour à ces doctrines épicuriennes qui avaient accéléré la chute de l'ancien monde, elles ne se formulaient par aucune théorie philosophique; elles ne tendaient pas à faire école; elles n'étaient guère que de l'impiété licencieuse qui trôna dans toute sa nudité à la cour du régent, qui descendit là jusqu'à l'orgie crapuleuse, à la lubricité effrénée, au blasphème cynique; elles eurent pour adeptes ces courtisans que le régent appelait *ses roués*: Broglie, Brancas, Canillac, et surtout un homme « en qui tous les vices combattaient à qui en demeurerait le maître [1], » l'abbé Dubois. Cet homme, fils d'un apothicaire de Brives et placé près du prince, d'abord comme valet, ensuite comme scribe, enfin comme sous-précepteur, lui avait enseigné l'athéisme et l'immoralité, s'était fait l'entremetteur de ses débauches; avait subjugué cet esprit éclairé, mais faible jusqu'à la mollesse, par sa souplesse basse et adroite, son génie d'intrigue, sa verve de cynisme et de honteuse bouffonnerie; il garda toute sa vie son incroyable ascendant sur le prince, qui appréciait pourtant toute son infamie; il obtint de lui une place au conseil d'État, malgré les courtisans indignés, non de ses mœurs, mais de sa naissance; enfin il porta ses vues jusqu'aux plus hautes dignités. « L'avarice, l'ambition, la débauche, étoient ses dieux; la perfidie, la flatterie, le servage, ses moyens; l'impiété parfaite, son repos [2]. »

Les principales occasions de ces scènes d'immoralité étaient les soupers du régent, qui devinrent célèbres, et dont le peuple exagéra encore les orgies. « On y buvoit, dit Saint-Simon, on s'échauffoit à dire des ordures à gorge déployée et des impiétés à qui mieux mieux; et quand on avoit bien fait du bruit et qu'on étoit bien ivre, on allait se coucher pour recommencer le lendemain [3]. » Le régent, à l'heure de ces soupers, se barricadait de telle sorte qu'aucune affaire ne pouvait venir jusqu'à

Je ne m'amuserois pas à marquer une si petite bagatelle, si ce même Arouet, devenu grand poëte et académicien sous le nom de Voltaire, n'était devenu, à travers force aventures tragiques, une manière de personnage dans la république des lettres, et même une manière d'important parmi un certain monde. » (T. XIV, p. 124.)

(1) Saint-Simon, t. XII, p. 189.

(2) Id., t. XII, p. 189.

(3) Id., t. XIV, p. 41.

l y perdait son temps, sa dignité, même son intelligence : pendant les premières heures de son lever, il était encore esanti, si offusqué des fumées du vin, qu'on lui aurait fait tout ce qu'on aurait voulu [1]. » Cependant tous les gens isir qui l'entouraient à ces moments-là n'avaient aucune nce sur les affaires, et « ni ses maîtresses ni sa fille [2], ni ués, n'ont jamais rien pu savoir de lui sur quoi que ce soit uvernement [3]. »

. Réaction dans la politique extérieure. — Expédition de s III. — Albéroni. — Triple alliance. — L'opinion pu-. qui avait accueilli avec faveur la régence du duc d'Orléans, oûta bientôt de ce prince, qui avait pour lui une vive in-nce, une vaste instruction, des grâces, de la bonté, mais faisait qu'un mauvais usage de ses qualités et de ses ta-On le trouvait plein de mépris pour les hommes et de use foi dans ses relations, sans souci de la prospérité du sans plan de gouvernement, sans pensée d'avenir. « Son tion d'impiété excitait le mépris des sages, l'indignation ommes religieux, et accréditait l'imputation des crimes n le croyait capable. La profusion des grâces sur les sans aigrissait la misère des peuples, et ne lui conciliait la r de personne [4]. » Ses améliorations intérieures se bor-t à construire des casernes, à commencer le vaste réseau andes routes, à protéger les sciences exactes et naturelles, i-même affectionnait. Toute son ambition allait à trans-à son pupille le royaume tel qu'il l'avait reçu, ou à rer de la couronne en cas de mort de l'enfant-roi ; encore llesse était telle, qu'il ne désirait pas de régner : quoique sa politique extérieure ait été dirigée en prévision de cet ment, il eût regardé la mort de Louis XV comme un ur ; et ce furent ses ministres, ses traîtres familiers, son Dubois qui lui firent embrasser une politique contraire érêt national, uniquement utile à sa famille, et qui fut le plus triste de la réaction contre le gouvernement de

clos, t. I, p. 222.
uve du duc de Berry. Cette femme, qui partageait toutes les débauches de e, poussa le désordre à un excès presque incroyable ; elle en devint à ulle et mourut à vingt-six ans.
int-Simon, t. XIV, p. 42
clos, t. I, p. 309.

Louis XIV. Alors finit cette grande école diplomatique qui remonte par Torcy, Lionne et Mazarin jusqu'à Richelieu, qui sut si sagement profiter de nos succès, si habilement réparer nos revers, qui eut une si noble intelligence de l'honneur, des intérêts, des destinées de la nation; école formée presque exclusivement de bourgeois, dont la gloire et les services ne sont pas assez populaires, dont la science, les traditions et la capacité ne se sont que faiblement conservées chez nous. A la politique modeste, habile, désintéressée, patriotique des Servien et des Mesnager, allait succéder une politique d'égoïsme, de lâcheté, de trahison, d'incapacité; nos ministres allaient pour la première fois, à l'exemple des ministres anglais tant de fois souillés de l'or de la France, se mettre à la solde de l'Angleterre.

Georges I[er], à peine monté sur le trône, avait mécontenté la moitié de la nation; l'Écosse s'était révoltée, et le prétendant, avec l'aide de la France, s'apprêtait à passer dans ce pays, quand Louis XIV mourut. Cette mort fut un grand soulagement pour le cabinet anglais, qui mit tout en œuvre pour faire abandonner au nouveau gouvernement la politique du feu roi: Georges offrit au duc d'Orléans des soldats et des vaisseaux pour s'emparer de la régence, et l'on vit lord Stairs assister à la séance du parlement dans laquelle fut cassé le testament, « pour montrer l'union du prince avec l'Angleterre, et tenir le parlement et le ducdu Maine en respect [1]. » Quand la régence fut établie, Stairs, qui partageait les débauches du duc d'Orléans, continua ses menées pour le lier avec le roi d'Angleterre, « en lui persuadant que leurs intérêts étoient communs, et que deux usurpateurs et aussi voisins se devoient soutenir mutuellement, puisque tous deux étoient dans le même cas, Georges à l'égard du prétendant, le duc d'Orléans, au foible titre des renonciations, à l'égard du roi d'Espagne, si un enfant venoit à manquer [2]. » L'entremetteur de cette politique était Dubois, qui recevait de l'Angleterre, et de l'aveu du régent, une pension de 500,000 livres, et qui trouva dans ces intrigues le moyen de dominer entièrement son maître.

Cependant la rébellion d'Écosse avait fait de grands progrès et

[1] Saint-Simon, t. XIII, p. 397.
[2] Id., t. XIII, p. 394.

s'était étendue jusqu'en Angleterre. Le prétendant traversa la France en secret pour gagner un port de Bretagne; Georges demanda au gouvernement français son arrestation, et lord Stairs envoya même, dit-on, contre lui des assassins [1715]. Tout ce que le régent osa faire pour la cause que Louis XIV avait si hautement protégée fut d'ignorer le passage du prince, qui aborda en Écosse. Mais Jacques III, dégradé par une éducation monacale, sans caractère, sans intelligence, au lieu de combattre, s'occupa de chétives cérémonies, et dégoûta de sa cause même ses partisans : les jacobites furent partout vaincus, et pendant que leur sang coulait sur les échafauds, il s'enfuit honteusement et vint se cacher à Avignon.

La France fut mécontente de la condescendance du régent envers l'Angleterre : « il lui sembloit insensé de se proposer de lier avec cette puissance une amitié véritable qui ne seroit jamais que frauduleuse et traîtresse, jamais offerte ou acceptée que dans l'unique vue de diviser la France d'avec l'Espagne et d'en profiter [1]. » En effet, ce fut tout le résultat de cette alliance impolitique; mais il faut dire que la faute en fut autant à Philippe V qu'au duc d'Orléans.

L'Espagne était gouvernée, sous ce roi devenu presque fou, par une femme intrigante et ambitieuse, Élisabeth de Parme, seconde épouse de Philippe, et par un prêtre de mauvaises mœurs, mais qui avait de grandes idées, le cardinal Albéroni [2]. Celui-ci avait ranimé l'agriculture et le commerce, rétabli l'armée et la marine, éteint la dette nationale; il ambitionnait de faire reprendre à la couronne d'Espagne sa grandeur, de lui rendre ses annexes, de l'affranchir des humiliations du traité d'Utrecht, surtout de la renonciation au trône de France, que Philippe V regardait comme illégitime. Les trois ennemis qu'il devait rencontrer dans l'exécution de son plan, si vaste qu'il était inexécutable, c'étaient l'empereur, Georges et le duc

[1] Saint-Simon, t. XIV, p. 64.

[2] C'était le fils d'un paysan de l'État de Parme, qui se fit d'abord l'espion et le valet du duc de Vendôme, qui le suivit en Espagne comme secrétaire, et qui fut produit à la cour par la faveur de la princesse des Ursins. A la mort de Louise de Savoie, il conseilla à cette dame, qui était le premier ministre de Philippe V, de lui choisir pour femme Élisabeth de Parme : le premier acte de celle-ci fut de chasser indignement d'Espagne la femme de tête et de cœur qui l'avait mise sur le trône, et ce fut par le conseil d'Albéroni.

d'Orléans. Il pensait occuper le premier en le faisant attaquer par les Turcs, le deuxième en jetant le prétendant en Angleterre, le troisième en excitant, à l'aide du duc du Maine, une conspiration qui donnerait la régence à Philippe V.

A la première nouvelle de ses projets, le duc d'Orléans essaya de détourner l'Espagne d'une ambition si aventureuse, où la France ne pourrait la suivre, où toute l'Europe serait contre elle : mais il ne fut écouté ni par Albéroni, génie turbulent et audacieux, qui se croyait un autre Richelieu ; ni par Élisabeth de Parme, avide de donner des établissements à ses fils en Italie ; ni par Philippe, qui regardait le duc d'Orléans comme l'empoisonneur de sa famille et l'usurpateur futur du trône de France. Alors il se tourna entièrement vers l'Angleterre ; et, par les soins de Dubois, une triple alliance fut formée entre la France, l'Angleterre et la Hollande [1717, 4 janv.], dans laquelle les intérêts de la France furent sacrifiés à l'intérêt de famille du duc d'Orléans. Georges et le régent s'engageaient à maintenir de tous leurs efforts la paix d'Utrecht, se garantissaient mutuellement leurs droits aux trônes d'Angleterre et de France, et stipulaient le nombre d'hommes et de vaisseaux que chacun d'eux devait fournir dans le cas de l'invasion par l'Espagne d'un des deux royaumes. Ainsi, pour une éventualité aussi douteuse que l'élévation au trône du duc d'Orléans, la France s'engageait à maintenir un traité que des revers inouïs l'avaient forcée de conclure, à soutenir une maison élevée contre elle et sa naturelle ennemie, à tourner ses armes contre l'Espagne, dont l'union avec elle avait été achetée par tant de sang et de trésors. En récompense de tant de complaisance, de tant de dévouement pour son ennemie, il semble qu'elle devait s'attendre à des dédommagements : ce fut au contraire la France qui donna encore des avantages à l'Angleterre. Ainsi elle consentit à démolir Mardick, Mardick que Louis XIV avait fait construire pour remplacer Dunkerque, « Mardick, disaient les Anglais eux-mêmes, pour lequel la France aurait dû faire la guerre et non une ligue pour le détruire. » De plus, le régent s'engagea à chasser de France et même de la Lorraine et d'Avignon le prétendant avec tous ses partisans jacobites ou torys. Enfin, Louis XV se contenta dans le traité du titre de roi très-chrétien, laissant à Georges celui de roi de France.

Ce traité est le seul vraiment ignominieux et entaché de tra-

hison que la France ait subi pendant les deux siècles de la monarchie des Bourbons; il fait exception à leur système politique si constamment dévoué à la grandeur du pays; il a été la cause première des embarras et des humiliations de la diplomatie plus malheureuse que malhabile du règne de Louis XV. Accueilli en France par la plus vive réprobation, il fut célébré en Angleterre comme une victoire; et, en effet, c'en était une, et plus utile qu'Hochstett et Ramillies : car il mettait réellement la France sous l'influence anglaise, comme l'Angleterre avait été jadis sous l'influence française; il enlevait l'Espagne à la France et laissait sa puissance coloniale à la merci de l'Angleterre; enfin, il disposait l'Europe dans un sens entièrement anglais.

§ III. Grandeur naissante de la Russie. — Voyage de Pierre le Grand en France. — A l'époque où l'on signait ce traité, des événements étaient survenus dans le Nord qui auraient dû changer la direction de la politique française.

A mesure que l'Europe féodale approchait de sa fin, les populations septentrionales, sortant de leur immobilité, cherchaient à entrer dans la famille européenne; et la race slave, regardée jusqu'alors comme asiatique, s'animait sous les mains tyranniques d'un homme de génie. Le czar des Russes, Pierre le Grand, avait créé tout seul, à force de despotisme et de cruautés, une armée, une marine, un gouvernement, des ports, des canaux, des écoles, des manufactures : « il avait, disait-il, habillé en hommes son troupeau de bêtes; » il avait fait sortir de ses glaces et de sa barbarie éternelles un grand empire; mais à cet empire, séparé par la Suède, la Pologne, la Turquie, de l'Europe méridionale, n'ayant d'issue sur aucune autre mer que la mer Arctique, il fallait l'air du Midi pour vivre. Pierre, au traité de Carlowitz, enleva Azof aux Turcs dégénérés, et mit le pied sur la mer Noire, première porte ouverte à la Russie vers les contrées méridionales, et d'où elle regardait déjà Constantinople; il commença, avec les Polonais en discorde, cette longue lutte qui devait finir par l'anéantissement de cette nation, et leur donna, en attendant mieux, un roi son vassal; il acquit sur les Suédois un bout de marécage sur la Baltique; et, avec une audace qui annonçait tous ses desseins, transporta là sa capitale, par laquelle la Russie cessait d'être asiatique pour se mettre en contact avec l'Occident. Mais de ce côté la lutte fut

terrible : Charles XII s'efforça d'étouffer dans sa naissance l'aigle du Septentrion; il réveilla la Pologne; il essaya de réveiller la Turquie, les Cosaques, les Tartares, tous les peuples qui pouvaient faire barrière au nouvel empire; mais il fut vaincu à Pultawa, son armée détruite, lui-même obligé de s'enfuir seul en Turquie [1709]. La Turquie était le seul État qui pût encore arrêter l'accroissement des Russes : durant quatre ans, et avec une opiniâtreté qui toucha à l'extravagance, il voulut vainement la faire sortir de sa léthargie; mais pendant ce temps, ses États dépeuplés, réduits à la plus grande misère, étaient assaillis par tous ses ennemis; le roi national qu'il avait donné aux Polonais fut renversé, et le vassal de la Russie remonta sur le trône; le czar s'empara de l'Estonie, de l'Ingrie et de la Livonie; le roi de Danemark, de la Scanie; à eux se joignirent l'électeur de Hanovre (Georges Ier), qui occupa les duchés de Brême et de Verden, et le roi de Prusse, qui attaqua la Poméranie [1713]. Charles revint dans ses États; mais, tout occupé de sauver les débris de la puissance suédoise, il abandonna sa grande politique; et, pour se débarrasser de son plus redoutable ennemi, il proposa au czar de lui céder les provinces qu'il avait conquises, et de laisser Auguste sur le trône, pourvu qu'il s'unît à lui contre les rois de Prusse et d'Angleterre. Pierre était irrité contre ces deux souverains qui s'inquiétaient de sa grandeur, et ne voulaient pas lui laisser prendre pied en Allemagne; il regardait la Suède comme entièrement déchue et désormais dans sa dépendance comme la Pologne : il prêta l'oreille aux propositions de Charles XII. Albéroni poussa les deux rivaux à faire alliance, et projeta de les faire entrer dans son plan audacieux, en leur donnant à rétablir le prétendant en Angleterre.

Pendant qu'on négociait, Pierre, qui vingt ans auparavant avait déjà visité l'Allemagne, la Hollande et l'Angleterre, pour y apprendre lui-même les arts qu'il voulait importer dans ses États, Pierre vint en France [1717]. Reçu avec la plus noble magnificence, il visita tous les établissements publics, les manufactures, les académies; il s'enquit de tout, il étudia tout, et étonna la France autant par la grossièreté de ses mœurs que « par la singularité et la rare variété de ses grands talents. » Mais cet homme extraordinaire voulut vainement donner un objet politique à son voyage en proposant au régent son alliance, qui entraînait celles de la Suède et de la Pologne, contre

é dans la Méditerranée une flotte commandée par
g, sous le prétexte de protéger la neutralité de l'I-
n réalité pour chercher l'occasion de ruiner la ma-
le. Philippe V s'en inquiéta et demanda l'arbitrage
ement anglais pour terminer ses différends avec
Georges répondit à cette demande en resserrant son
le régent et en faisant avec lui un nouveau traité
t] par lequel la France, l'Angleterre et la Hollande
t à l'empereur Naples, Milan et les Pays-Bas, lui
Sicile en échange de la Sardaigne qui était cédée
voie, enfin lui faisaient promettre l'investiture en
fils de Philippe des duchés de Parme et de Toscane,
uverains de ces États, qui n'avaient pas d'héritiers,
à mourir. Ce traité fut encore l'œuvre de Dubois,
ompensé par le portefeuille des affaires étrangères;
époque, les conseils avaient été abolis. Dubois re-
i Georges de « la place dont le régent l'avait ho-
haite avec passion, lui dit-il, d'en faire usage pour
Sa Majesté Britannique, dont les intérêts me se-
s sacrés [1]. »
et Philippe V furent invités à adhérer au traité.
; Philippe refusa : il commença même l'exécution
. Une escadre espagnole débarqua six mille hommes
et s'en empara; une flotte de trois cent soixante
vingt-sept vaisseaux de guerre et portant trente-
hommes, débarqua en Sicile et conquit cette île

y répondit en appelant Jacques III en Espagne, et en lui préparant un armement qui devait agir de concert avec celui de Charles XII, occupé alors en Norwége; de plus, il donna l'ordre à l'ambassadeur d'Espagne à Paris, Cellamare, de mettre le feu aux mines. Mais tous ses projets échouèrent à la fois : Charles XII fut tué devant Frédérikshall qu'il assiégeait ; une tempête dispersa l'armement donné à Jacques III, et les débris en furent détruits par les Anglais à Vigo ; enfin le complot contre le régent fut découvert, « trames inutiles qu'on honora avec dessein du nom de conspiration, » dont Dubois était instruit à l'avance, et qu'il rompit au moment où elles eurent à peu près la forme d'une trahison. Cellamare fut arrêté, ses papiers saisis, le duc et la duchesse du Maine emprisonnés avec leurs plus zélés partisans [1718, 29 déc.]. Personne ne remua ; il n'y eut que la Bretagne, province toujours à demi sauvage, où la noblesse voulut s'armer pour la défense de ses priviléges ; mais une escadre espagnole, qui devait seconder cette prise d'armes, trouva le pays garni de troupes ; quatre gentilshommes furent décapités, rigueur dont le régent souilla inutilement cette conspiration de théâtre. On aurait dû s'arrêter là, mépriser les pamphlets dont Albéroni couvrait la France, les appels de Philippe V aux états généraux, ses tentatives pour faire révolter l'armée ; mais l'Angleterre n'était pas satisfaite de sa victoire de Syracuse, et, à l'instigation de Dubois, le régent, malgré sa répugnance, déclara la guerre à l'Espagne [1719, 2 janv.]. Le maréchal de Berwick passa les Pyrénées, prit Fontarabie et Saint-Sébastien, pendant que les escadres françaises brûlaient les vaisseaux et les chantiers espagnols, « afin, écrivait Berwick au régent, que le gouvernement de l'Angleterre puisse faire voir au parlement qu'on n'a rien négligé pour diminuer la marine d'Espagne. » En même temps l'Autriche envoyait en Sicile, sur les vaisseaux anglais, une armée soldée par la France ; et les Espagnols, après avoir défendu héroïquement Messine, furent forcés d'évacuer l'île.

Cette guerre absurde, où la France dépensa 82 millions pour ruiner son alliée au profit unique de son ennemie, était le prélude des ignominies que le gouvernement de Louis XV devait lui faire subir ; elle ne pouvait longtemps durer : tout le monde en murmurait et la flétrissait du nom de guerre civile ; le régent en sentait tout l'opprobre ; nos soldats ne se battaient qu'avec

répugnance contre le petit-fils de Louis XIV ; d'ailleurs le gouvernement espagnol était découragé. On entama des négociations ; et, pour en faciliter l'issue, Albéroni quitta le ministère et l'Espagne [5 déc.], et se retira en Italie, où il mourut dans l'obscurité. Philippe V adhéra [1720, 17 févr.] à la quadruple alliance et à toutes les conditions stipulées dans ce traité ; il donna sa fille en mariage au roi de France, et fit épouser à son fils aîné une fille du régent. Alors l'Espagne retomba dans la faiblesse apathique dont Albéroni avait voulu trop tôt la tirer. « C'est un cadavre, disait-il, que j'avais ranimé, et qui, à mon départ, s'est recouché dans sa tombe. »

Après cette paix, la France et l'Angleterre interposèrent leur médiation pour terminer la guerre du Nord ; mais là encore la première fut la dupe de son alliée. Il s'agissait de sauver la Suède de ses nombreux ennemis, parmi lesquels était Georges lui-même, et spécialement de Pierre le Grand, qui mettait à profit la mort de Charles XII. La France commença par lui donner 8 millions pour la tirer de son effroyable misère ; ensuite elle lui fit conclure la paix avec le Danemark moyennant une somme de 5 millions qu'elle paya, avec la Prusse moyennant la cession d'une partie de la Poméranie, avec Georges moyennant la cession de Brême et de Verden ; mais celui-ci devait s'allier aux Suédois pour leur faire obtenir des conditions modérées de la part des Russes. Le ministère britannique, loin d'exécuter cette clause, rappela sa flotte de la Baltique, et abandonna la Suède à la fureur de Pierre. Alors les Russes envahirent ce royaume, brûlèrent huit villes, quatorze cents villages et châteaux, massacrèrent femmes et enfants, et firent éprouver à la Suède un dommage de plus de 100 millions. Un cri d'horreur s'éleva par toute l'Europe ; la France interposa sa médiation, et la Suède consentit à la paix de Nystadt, par laquelle elle céda au czar la Livonie, l'Ingrie, l'Estonie et la Carélie [1721, 13 sept.].

De cette paix datent réellement l'introduction des Russes dans la famille européenne et leur intervention dans toutes les affaires de l'Occident. Pierre se fit proclamer par ses sujets grand, père de la patrie, empereur [22 oct.]. Ce dernier titre, pris en face des césars d'Allemagne qui se prétendaient les empereurs d'Occident, n'était pas un vain mot : il présageait déjà les projets de cette puissance, grecque de religion et d'esprit, sur l'empire tombé de Constantinople ; il témoignait que l'Europe

quirent les suites les plus graves.

Le plus grand embarras que Louis XIV eût laissé
cesseur était la situation financière. Les dépenses s'
243 millions, et les recettes à 186 millions dont d
étaient dévorées à l'avance; il y avait 743 millions
exigibles, outre les 86 millions de rentes de l'Hôtel de v
tère Saint-Simon, emporté par sa haine de race contr
ciers, proposa d'assembler les états généraux et de
déclarer une banqueroute; il était persuadé que le peu
dirait à la ruine de ces usuriers tant décriés [1], qui aff
luxe insultant pour la noblesse. Le régent refusa plut
des états généraux que par un sentiment de probité,
pas honte d'employer en pleine paix les moyens
dont Louis XIV avait usé pour sauver la France d'un
ment. Il supprima un grand nombre d'offices créés
ment, sans en rembourser le prix d'achat; il refond
naies et haussa leur titre, opération à laquelle il ne
70 millions, parce que la refonte se fit en grande p
tranger; il revisa toute la dette exigible et la réduisi
lions, qu'il liquida en billets d'État portant 4 pour 10
il retrancha ou la moitié ou le quart des intérêts d
des rentes de l'Hôtel de ville; enfin il créa une cham
tice contre les traitants, et il entoura ce tribunal ext
d'un appareil de terreur et de tyrannie qui contrast
mollesse indulgente [1715]. Quatre mille quatre cen

:. Plusieurs se suicidèrent ; d'autres se sauvèrent à l'é-
; les prisons se remplirent ; le luxe s'éteignit ; les
t s'enfouirent; le travail et le commerce cessèrent. Le
qui avait applaudi d'abord à la persécution, murmura
:leurs de ces financiers eurent été envoyés aux galères
:écuté à mort. Enfin les persécutés eurent recours aux
ins, dont ils achetèrent le crédit : les taxations auxquelles
ent condamnés leur furent ou remises ou diminuées ;
ui furent payées devinrent la proie des femmes perdues et
ipagnons de débauche du régent ; des 220 millions qu'on
tirer des gens de finance, il n'en entra pas 15 dans le
les billets d'État perdirent 80 pour 100, et le crédit fut
nent anéanti.

. Système de Law. — Établissement de la banque. —
:ement de la compagnie. — Remboursement de la dette.

: le régent se décida à essayer les plans proposés par un
:, Jean Law, dont les idées hardies avaient séduit son esprit
illant que profond, et qui devait, disait-il, libérer l'État
tte, ouvrir des ressources inépuisables au gouvernement,
:r l'impôt, développer tous les moyens de richesse. Law,
de Locke et de Newton, était un homme de génie qui
:e foi entière dans ses calculs et qui livra sa personne et
ne à une expérience dont il connaissait les périls; il s'é-
. présenté à Chamillard, qui ne l'avait pas compris ; à
:ts, qui allait mettre à exécution une partie de ses pro-

créer une puissance nouvelle, le *crédit*, indispensable au gouvernement depuis que l'administration était devenue si vaste, si compliquée, si coûteuse ; depuis que, pour suffire à des guerres nationales comme celle de la succession d'Espagne, il avait fallu écraser le présent au profit de l'avenir : il voulait augmenter la force morale du gouvernement par la confiance des citoyens, sa force matérielle en mettant à sa disposition tout le numéraire de l'État ; enfin tuer l'usure, qui depuis un siècle était la grande plaie du pays. Pour cela, il proposa d'établir une *banque générale d'escompte et de circulation* (1) qui aurait des bureaux correspondants dans tout le royaume, et qui pourrait, dans un pays qui avait 1 milliard de numéraire, émettre 2 milliards de billets et tripler ainsi le moyen des échanges. Au lieu que l'État affermât la perception de ses revenus à des compagnies de traitants, il voulait qu'on donnât cette perception à la banque, qui escompterait l'impôt comme elle escomptait les lettres de change, et qui le ferait à un taux d'autant plus modique qu'en augmentant la masse de numéraire elle aurait fait baisser l'intérêt. On pouvait encore la charger du soin des emprunts, et se sauver ainsi des usuriers. Enfin tout le commerce se faisant alors par compagnies privilégiées, la banque pouvait avoir le privilége de différents commerces, et joindre à ses immenses attributions celles du négoce. Réunissant ainsi les profits de l'escompte comme banque, ceux de l'administration comme fermière des revenus publics, ceux enfin du commerce comme compagnie privilégiée, elle pouvait diviser son énorme capital en actions et leur répartir ses profits. De cette manière elle aurait offert son papier à ceux qui voulaient une monnaie circulante, et ses actions à ceux qui voulaient un placement.

Tel était le système conçu par Law, système qui ramenait à un seul et unique crédit le crédit public et privé, qui changeait toutes les liquidations lentes, pénibles et compliquées, soit de

(1) On appelle *banque* un établissement qui examine les effets de commerce, c'est-à-dire les promesses de payer faites par un individu à un autre individu, et qui, s'il les juge solides, en donne la valeur en billets portant sa propre garantie et ayant cours de monnaie : c'est ce qu'on appelle *escompter*. Une banque opère donc une véritable multiplication du numéraire ; mais pour cela il faut qu'elle ait un fonds qui réponde des erreurs qu'elle peut commettre. En outre, comme ses billets n'ont cours que par la confiance, il faut qu'elle soit prête à les convertir en argent à la volonté du porteur : elle a donc besoin d'une réserve métallique.

l'État, soit des particuliers, en une seule, laquelle devait se faire en monnaie pour les sommes minimes et en papier pour les sommes fortes; système qui semblait multiplier les capitaux en simplifiant seulement la circulation, qui devait faire baisser l'intérêt, et joindre à la création d'une monnaie celle de placements sûrs et avantageux [1].

Malheureusement ce plan si beau reposait sur une erreur. Confondant les capitaux avec le numéraire, qui est leur moyen d'échange, Law s'imaginait que la richesse est dans l'abondance des espèces ou des richesses conventionnelles, tandis qu'elle est dans l'abondance des richesses naturelles ou des produits et des instruments de production; il croyait donc que la multiplication des espèces pouvait accroître indéfiniment la fortune d'un État, et il regardait les billets de la banque comme des valeurs réelles, préférables à l'argent pour le service des affaires, et qui pouvaient être émises dans la proportion des besoins de l'État. C'était une grande erreur : quand on augmente dans un pays la masse du numéraire sans augmenter proportionnellement la masse de toutes choses, le signe se multipliant seul et la chose signifiée restant la même, on ne fait qu'élever les prix sans accroître la richesse réelle, parce qu'une plus grande quantité d'espèces se balance avec la même quantité d'objets achetables.

Le système de Law fut présenté au conseil des finances que présidait le duc de Noailles : personne ne le comprit ; on le rejeta. Alors Law résolut de bâtir son édifice par des voies détournées et partie par partie : il proposa d'établir à ses frais une banque privée au capital de 6 millions, laquelle escompterait les lettres de change, recevrait les dépôts, et délivrerait des billets remboursables à vue en *écus de banque* indépendants des variations monétaires. Cet établissement fut approuvé [2 mai 1716] et eut le plus grand succès; la fixité de sa monnaie, le mouvement facile de son papier remboursable en tout temps, l'intérêt modéré de l'escompte, ranimèrent le commerce, rétablirent les changes, discréditèrent l'usure, donnèrent l'essor à l'industrie. La confiance dans cet établissement et ses avantages furent encore augmentés par un édit royal qui déclara ses billets recevables en payement des impôts. La banque put émettre

(1) Thiers, du Système de Law, dans l'Encyclopédie progressive de 1826.

jusqu'à 60 millions de billets sans que son crédit fût ébranlé, et, de banque privée, elle commença à devenir banque générale [1717, 10 avril].

Alors Law entreprit une autre partie de son système. Il obtint du régent l'établissement d'une *compagnie des Indes occidentales* qui aurait le monopole du commerce de l'Amérique, avec la possession de la Louisiane, terre nouvellement découverte, et dont on racontait des merveilles [août]. Le capital de cette compagnie devait être de 100 millions divisés en 200,000 actions de 500 livres, lesquelles étaient fournies un quart en argent et troisquarts en *billets d'État* : c'était un moyen de faciliter le débit des actions et de relever le crédit du trésor royal. On promettait à ces actions 4 pour 100 d'intérêt, outre les bénéfices éventuels. Ainsi, il y eut deux sortes de papier : celui de la banque, de valeur invariable, offrant à la circulation une monnaie ayant le prix de l'argent et d'un usage plus commode; celui de la compagnie, de valeur variable, ayant le caractère des biens-fonds et portant des revenus susceptibles d'accroissement.

La résistance aux projets de Law commença. Le duc de Noailles donna sa démission et fut remplacé par d'Argenson, magistrat plein de lumières et de fermeté. Mais un nouvel édit [1718, 30 mai], dans le but de discréditer le numéraire au profit du papier, ayant élevé le marc d'argent de 40 à 60 livres, le parlement fit des remontrances véhémentes; le chancelier approuva le parlement; cette opposition se renforça de celle du duc du Maine, qui tramait alors son complot avec Albéroni, et de celle des conseils, qui jetèrent le désordre dans le gouvernement. Le régent brisa toutes ces résistances violemment : on enleva au parlement son droit de remontrances, et l'on mit en prison plusieurs conseillers; on remplaça d'Aguesseau par d'Argenson, qui eut à la fois les finances et les sceaux; on réduisit les princes légitimés à leur rang de pairie, et on enleva au duc du Maine la surintendance de l'éducation du roi pour la donner au duc de Bourbon, prince ignorant et dépravé. Enfin les conseils furent supprimés, à la grande douleur de la noblesse « qui ne s'en relèvera jamais, » disaient les seigneurs; mais les membres de ces conseils eurent soin, en s'en allant, de se gorger de pensions et d'emplois, « comme des gens, dit Duclos, qui, en sortant d'une maison, en emportent les meu-

es [1]. » Alors le régent, séduit de plus en plus par les idées Law qui lui promettait de rembourser la dette, lui donna leine carrière : d'abord la banque fut déclarée banque royale déc. 1718] avec Law pour directeur, ce qui rendit le roi garant des billets et augmenta la confiance. Ensuite on donna à compagnie des Indes occidentales [mai, 1719] les priviléges es compagnies des Indes orientales et du Sénégal, qui avaient ait de mauvaises affaires ; on lui attribua le monopole des tabacs et la fabrication des monnaies; on lui permit d'émettre 100,000 nouvelles actions. Alors les actions de la compagnie, qui jusqu'à cette époque étaient restées froides, prirent faveur. On promit des dividendes fabuleux; on parla de mines d'or trouvées dans la Louisiane ; on chargea six mille malheureux sur des vaisseaux pour aller exploiter cette terre, où ils périrent presque tous. Enfin on discrédita le numéraire en le tourmentant par une législation qui fit varier cinquante fois sa valeur, de sorte que les métaux ne trouvèrent de repos que dans les coffres de la banque ou de la compagnie. Il fut défendu de faire des transports de numéraire entre les villes où existaient des bureaux de la banque ; les créanciers furent autorisés à le refuser en payement; le taux de l'intérêt légal fut réduit à 3 pour 100.

Grâce à toutes ces mesures, la banque reçut en dépôt jusqu'à 400 millions d'espèces ou de créances sur l'État, et elle put émettre sans danger jusqu'à 600 millions de billets. Quant aux actions, grâce aux appâts présentés aux spéculateurs, grâce à l'agiotage qui se jeta sur ce papier, elles montèrent jusqu'à 5,000 livres.

Il ne manquait plus à Law, pour compléter son système, que de donner l'administration des fermes [2] à la compagnie, et il voulut y parvenir en remplissant la promesse qu'il avait faite au régent, le remboursement de la dette. Il imagina de substituer a compagnie à l'État et de convertir la dette en actions. Pour cela, la compagnie prêta au trésor 1,500 millions moyennant

[1] T. I, p. 336.

[2] On entendait par les *cinq grosses fermes* ou *fermes générales* une partie des revenus de l'État, provenant principalement du monopole du sel, des droits de uite ou de douane sur les marchandises, des droits d'entrée à Paris, etc. Ces impôts étaient affermés à une compagnie très-puissante de financiers qu'on appelait *fermiers généraux*.

3 pour 100 d'intérêt, ce qui réduisit la dette de 80 à 32 millions, elle devait se procurer cette somme en émettant pour 1,500 millions d'actions au taux de 5,000 livres, ou 300,000 actions. En retour de ce prêt, on lui concéda le bail des *cinq grandes fermes* moyennant 52 millions. Alors l'État déclara aux créanciers qu'ils pouvaient se présenter à la banque pour être remboursés soit en argent, soit en billets, soit en actions. En même temps la compagnie fit une première émission de 100,000 actions [13 sept.]. Il y eut un empressement extrême à se procurer ce papier, qui devenait, puisque la compagnie avait en main tout le commerce et tout le revenu public, l'unique placement des capitaux et surtout des 1,500 millions qu'on remboursait aux créanciers. Il fallut, quinze jours après, faire une deuxième émission de 100,000 actions. L'empressement fut encore plus grand: on s'écrasait nuit et jour aux portes de l'hôtel de la compagnie pour avoir le précieux papier, qui montait de valeur de jour en jour et d'heure en heure; les plus grands seigneurs étaient aux genoux de Law pour l'obtenir dès son émission; les souverains étrangers en demandaient au régent comme une faveur. La rue Quincampoix, où s'étaient établis les courtiers et vendeurs d'actions, était continuellement engorgée par la foule; toutes ses maisons, des combles aux caves, étaient envahies par les spéculateurs. Le jeu devint effroyable; et lorsque, cinq jours après la deuxième émission, on fit la troisième, la frénésie qui s'empara de tout Paris, de toute la France, sembla passer toute croyance; les actions montèrent à 10,000 livres, un mois après elles étaient à 15,000, et à la fin de décembre à 20,000.

Avec un tel jeu, il y eut un prodigieux mouvement de fortunes. La France parut couverte de richesses; l'usure disparut; le taux de l'intérêt tomba à 2 pour 100; le nombre des manufactures s'accrut de trois cinquièmes; l'armée était bien payée; nos diplomates avaient les mains pleines d'or; le gouvernement diminua les impôts, ouvrit des routes, rendit gratuites les écoles de l'université. Le commerce maritime prit un prodigieux essor; l'île de France commença sa prospérité; la Louisiane fut défrichée, la Nouvelle-Orléans fondée. Une population d'étrangers accourut en France; on crut que Paris avait gagné deux cent mille habitants; le luxe et les plaisirs s'accrurent d'une manière effrénée: l'on remarqua que la recette de l'Opéra, qui était annuellement de 60,000 livres, s'était élevée à 740,000

« Law avait prodigieusement accru la quantité des monnaies et leur circulation ; la mesure de toutes les valeurs avait changé ; le prix des marchandises et des terres avait sextuplé : mais il n'avait pas changé l'état réel des richesses, qui ne permettait ni la circulation de la masse des effets qu'il avait émis, ni une baisse aussi forte que celle qu'il voulait effectuer dans le taux de l'intérêt [1]. » On avait émis 1,675 millions d'actions qui valaient 10 à 12 milliards ; il fallait donc que la compagnie trouvât 5 à 600 millions de dividende à donner à ses actionnaires ; mais la somme de ses bénéfices n'allait pas à 80 millions. La fiction allait donc entrer en comparaison avec la réalité, et la chute du système devait s'ensuivre.

§ VII. Décadence, chute et résultats du système de Law. — Les grands actionnaires et surtout les seigneurs réalisèrent leur fortune en vendant leurs actions et en achetant des terres. Aussitôt les actions baissèrent, et le discrédit tomba même sur les billets. Law, pour arrêter ce mouvement, fit défendre de faire des payements en argent de plus de 100 livres : il donna un avantage de 5 pour 100 au papier sur le métal ; il promit un dividende qui, pour les actions prises à 500 livres, était de 40 pour 100 ; enfin il donna cours forcé de monnaie aux billets. Les actions continuèrent à baisser; tout le monde s'efforça de transformer son papier en valeurs matérielles : le système était arrivé à son terme. Law ne trouva, pour arrêter sa chute, que la violence et l'improbité. Les actions étant un objet de spéculation et les billets une monnaie forcée, il aurait fallu sauver ceux-ci aux dépens de celles-là, rembourser les billets et laisser les actions reprendre leur niveau; mais il réunit la compagnie à la banque, et prétendit sauver l'action en la rattachant au billet, qu'il soutiendrait par la force : ce fut sa ruine [2].

Il éleva le marc d'argent à 120 livres; il fit défense de garder à domicile plus de 500 livres en numéraire ou des matières d'or et d'argent, sous peine de confiscation et d'amende; enfin il fixa la valeur des actions à 9,000 livres, et offrit d'échanger les actions contre 9,000 livres en billets [1720, 5 mars]. L'action, mobile de sa nature comme placement, devint aussi monnaie, ce qui était aussi absurde que criminel : mais, au lieu de

(1) Émile Pereire, du Système de Law.
(2) Thiers, du Système de Law.

consolider la première valeur, comme il l'espérait, il ne faisait qu'entraîner la seconde dans sa ruine.

Aussitôt des masses d'actions furent rapportées à la banque et réalisées en billets; mais l'action étant devenue fixe, ce fut le billet qui baissa : il perdit moitié de sa valeur, et par conséquent l'action qui était échangée contre 9,000 livres en billets ne valait réellement que 4 à 5,000 livres. Alors les billets furent refusés partout, et il fallut une véritable tyrannie pour leur donner cours et empêcher le numéraire de s'enfuir. Tous les citoyens furent la proie de l'inquisition la plus odieuse. « Jamais gouvernement plus capricieux, jamais despotisme plus fanatique ne se virent sous un régent moins ferme. Le plus inconcevable des prodiges, c'est qu'il n'en est pas résulté une révolution, que le régent et Law n'aient pas péri tragiquement (1). »

Toute cette tyrannie fut inutile : la valeur forcée donnée au papier-monnaie était un mensonge légal auquel personne ne voulait plus obéir. Pour faire cesser ce mensonge, le régent réduisit les actions et les billets à la moitié de leur valeur nominale [1720, 21 mai]. Une effrayante clameur accueillit cette banqueroute; six jours après, il eut la faiblesse de révoquer son édit, et dès lors tout fut perdu.

Cependant Law essaya encore de sauver le système à force d'expédients où l'on reconnaissait toute la fécondité de son génie; mais il avait de nombreux ennemis, surtout parmi les anciens membres du conseil des finances; il trouva une opposition si violente dans le parlement, qu'il fut obligé de le faire exiler à Pontoise [2 juillet]; enfin le commerce maritime fut frappé tout à coup par la grande peste de Provence, qui enleva quatre-vingt mille habitants à Marseille, Arles et Toulon (2). Alors la

(1) Duclos, t. I, p. 408.

(2) Cette peste se répandit jusqu'en Languedoc et dura cinq mois. Dans cette affreuse calamité, dont l'effet le plus terrible est de bouleverser les plus simples notions sociales et religieuses, de faire disparaître toute vertu, de montrer l'espèce humaine dans sa nature hideuse et sauvage, il y eut d'admirables dévouements. Les noms de l'évêque Belzunce, des échevins Moustier et Estelle, du négociant Rose, sont restés immortels; et l'on trouva du courage aux extrémités de l'échelle sociale, chez les prêtres et les galériens, qui périrent presque tous. Le gouvernement fit de louables efforts pour soulager tant de maux : il envoya des médecins, des blés, de l'argent, un commandant, Langeron, qui rivalisa d'intrépidité avec les grands citoyens que nous venons de nommer. Le pape fit partir pour Marseille deux vaisseaux chargés de blés, qui furent pris en mer par un corsaire tunisien et relâchés sur-le-champ dès que les musulmans eurent appris leur destination.

ix cent mille actions émises, quatre cent mille étaient s à la banque, en échange desquelles elle avait donné 2 ls et demi de billets. On abolit d'abord ces quatre cent :tions, dont personne ne voulait plus ; puis l'on songea : les 2 milliards et demi de billets. Pour cela, le gou- ient enleva à la compagnie le bail des fermes, qui pro- un revenu de 48 millions, et, avec une partie de ce , il fit rentrer un milliard de billets par la création de 25 s de rentes à 2 1/2 pour 100. D'autres mesures partielles ncore rentrer 500 millions de billets. Il n'en restait plus ulation qu'un milliard : un édit déclara qu'ils cessaient cours forcé et les transforma en actions de la compagnie, ces et portant un revenu de 2 pour 100 [20 nov.]. Ainsi ; billets étaient changés, soit en rentes, soit en actions ·s ; il n'y avait plus qu'à se débarrasser des deux cent :tions qui subsistaient encore. Ces deux cent mille actions ·nt, avec le milliard d'actions rentières, un capital de 2 ls 800 millions. On ordonna le dépôt à la compagnie de ions et des actions rentières, pour en faire le visa janv.] : 2 milliards 200 millions furent déposés ; le reste pas et fut entièrement perdu pour les possesseurs ; 500 s furent arbitrairement annulés ; les 1,700 millions res- irent liquidés en billets de visa portant 4 pour 100 d'in- et en rentes perpétuelles et viagères. L'État resta ainsi le 35 à 40 millions de rentes; la banque fut abolie ; la

Ce grand bouleversement financier augmenta la détresse du trésor et recula l'organisation du crédit ; il excita la cupidité, la corruption, le goût des jouissances matérielles, toutes les mauvaises passions ; il déprava les hautes classes, qui ne cherchèrent plus qu'à s'enrichir par des spéculations honteuses et en faisant des pactes infâmes avec les traitants. Mais ce bouleversement fit aussi beaucoup de bien : d'abord il ne ruina pas la France, comme on l'a dit, il ne fit que déplacer les fortunes; ensuite il mobilisa la richesse, qui était auparavant dans le sol et les familles, et qui suivit désormais les variations du commerce et de l'industrie. Le commerce maritime en reçut une impulsion qui procura à la France, pendant un demi-siècle, une magnifique fortune coloniale. Les provinces centrales en éprouvèrent un ébranlement salutaire, et ces pays pauvres et indolents, où l'argent est rare et les produits sans valeur, s'animèrent de la vie commune. « Mais si le peuple puisa dans l'expérience de Law la banque, le commerce, l'industrie, la soif de jouir, la hardiesse à entreprendre, le gouvernement en retint la défiance de tout système, la haine du mieux, la soumission aux traitants, l'indifférence à l'opinion publique. L'histoire doit signaler cette époque comme un point de partage mémorable, d'où les Français s'avançant toujours en lumières et en fortune, et leurs chefs rétrogradant sans cesse avec leurs préventions et leur timidité, les uns et les autres préparèrent un affreux déchirement [1]. »

La France ne fut pas seule à subir ce bouleversement : l'Angleterre, la Hollande, l'Allemagne, firent d'autres folies, et qui n'avaient pas pour excuse un état financier rongé par l'usure et des plans appuyés sur des raisonnements solides. « Pour dire vrai, l'étincelle partie du cerveau de Law frappa l'Europe d'un délire épidémique : des étrangers apportèrent des fonds à notre banque, des Français en envoyèrent aux banques étrangères; mais si toutes les nations parurent assez égales dans les succès de la cupidité, la disparité des caractères éclata dans la déroute. En Angleterre, le coup fut terrible et le trône ébranlé ; on proscrivit, on chassa des membres du parlement ; la rage de plusieurs n'eut de terme que dans le suicide. En France, le luxe et les plaisirs, nés du système, ornèrent sa décadence et survé-

(1) Lemontey, Hist. de la Régence, t. i, p. 360.

curent à sa chute. Il y eut du bruit et point d'action, de l'embarras pour plusieurs et nul danger pour l'État [1]. » Quant à Law et au régent, une si grande défaite ne leur fit rien perdre de leurs convictions : celui-ci songea toute sa vie à faire une nouvelle expérience du système ; et celui-là lui écrivait de Venise, où il vivait dans un état voisin de la misère : « Rien n'est désespéré. Dans la lutte que nous avons soutenue, l'Angleterre a beaucoup souffert, les autres États un peu, et la France a gagné. Mais l'action a été si vive, que le Français, peu accoutumé à ces sortes d'affaires, en a eu peur le premier. N'oubliez pas que l'introduction du crédit a plus apporté de changement entre les puissances de l'Europe que la découverte des Indes ; que c'est aux souverains à le donner, non à le recevoir ; et que les peuples en ont un besoin si absolu, qu'ils y reviendront malgré eux et quelque défiance qu'ils en aient [2]. »

§ VIII. — DUBOIS CARDINAL ET PREMIER MINISTRE. — SA MORT. — MINISTÈRE ET MORT DU DUC D'ORLÉANS. — Après cette révolution financière, le régent ne chercha pas à réparer le mal par une bonne administration [3] : il resta plongé dans ses orgies, incapable, la moitié du temps, de pensée et de travail, et il laissa Dubois s'emparer de toutes les affaires. « Le pouvoir de cet homme sur son maître, dit Saint-Simon, étoit sans bornes ; il le conduisoit au point que ce prince n'osoit sans lui remuer la

[1] Lemontey, Hist. de la Régence, t. I, p. 357.

[2] Id., ibid., p. 355. — Voyez sur le système de Law, qui n'a été nullement compris par les contemporains : Forbonnais, Recherches sur les finances, t. VI ; Lemontey, Hist. de la Régence, t. I ; Émile Péreyre, du Système de Law ; et surtout l'excellent travail de M. Thiers inséré, en 1826, dans l'Encyclopédie progressive.

[3] Il eut pourtant la pensée d'assembler les états généraux pour mettre un terme au désordre des finances ; Dubois l'en détourna par un mémoire où il disait : « Ce n'est pas sans raison que les rois de France sont parvenus à éviter les assemblées : un roi n'est rien sans sujets ; et quoiqu'un monarque en soit le chef, l'idée qu'il tient d'eux tout ce qu'il est et tout ce qu'il possède, l'appareil des députés du peuple, la permission de parler devant le roi et de lui présenter des cahiers de doléances, ont je ne sais quoi de triste qu'un grand roi doit toujours éloigner de sa présence... Le monarque pourroit-il dire à la nation comme au parlement : vous n'êtes pas la nation ? pourroit-il dire aux représentants de ses sujets : vous ne les représentez pas ?.. Le roi est assuré de ses troupes contre le parlement : le seroit-il contre la France assemblée ? Où frapperoient donc le soldat, l'officier, le général, sans frapper contre leurs compatriotes, leurs amis, leurs parents ou leurs frères ? N'oublions jamais que le dernier malheur des rois c'est de ne pas jouir de l'obéissance aveugle du soldat ; que compromettre ce genre d'autorité qui est la

moindre paille, encore moins décider rien que par s
de sorte qu'en choses courantes et en choses extraordi
ne s'agissoit plus de M. le duc d'Orléans, à qui perso
même aucun ministre, n'osoit aller pour quoi que ce
l'aveu et la permission de l'abbé, dont le bon plaisir
venu l'unique mobile de tout le gouvernement. »

Dubois visait au ministère suprême, et pour cela il
soin de couvrir la bassesse de sa naissance de l'éclat des
ecclésiastiques. A la recommandation du roi George
l'indigne faiblesse du régent, qui trouva cette recomm
piquante, il se fit nommer archevêque de Cambrai. C
fanation du siége qu'avait honoré Fénelon n'excita à la
des plaisanteries et nuls murmures dans le haut clergé
par des intrigants et des nobles corrompus. Dubois trouv
garantir la pureté de ses mœurs et sa science ecclésia
Massillon, évêque de Nîmes ; pour lui administrer, en
tinée, depuis la tonsure jusqu'à la prêtrise, Tressan, é
Nantes; pour le sacrer au milieu des pompes de toute
le cardinal de Rohan. Il lui fallait maintenant se déco
pourpre romaine ; et pour l'obtenir, il intrigua, ma
sema l'argent et les trahisons par toute l'Europe ; il in
sa nomination à la fois Georges Ier et Jacques III ; il se fi
le consentement du roi d'Espagne et de l'empereur ; il
à Rome plus de 8 millions ; enfin il se livra entièrem
jésuites. Les troubles pour la bulle *Unigenitus* conti
plusieurs évêques, les parlements et l'université avaien
de cette bulle au futur concile ; le régent était fort emb
Dubois le décida à abandonner les jansénistes. Il m
parlement, qui s'ennuyait à Pontoise, de l'envoyer à
il parvint à lui faire enregistrer, sans modification, la b
devint ainsi loi de l'État et de l'Église [1720, 4 déc.].
grand service rendu au saint-siége, le pape Clément X
de nommer Dubois ; mais lorsqu'il mourut, la facti
çaise, qui dominait dans le conclave, promit ses voix
dinal Conti, sous la condition qu'il chargerait sa cons
cette énormité. Le marché fut conclu : Conti, devenu p

seule ressource des rois, c'est s'exposer aux plus grands dangers. C'es
blement la partie honteuse des monarques, qu'il ne faut pas montrer
les plus grands maux de l'État. » (Introduct. au Moniteur.)

quoique pleine d'intrigues et d'espionnages, ne manqua
;ueur ni d'activité; lui-même prit de la dignité extérieure,
il gardât son orgueil insolent, même avec le régent,
pouillait comme un particulier, quand il lui arrivait de
redire. » Toute la cour était à ses pieds; l'Académie
se le prit pour un de ses membres; l'assemblée du clergé
our président. Dévoré d'ambition et usé de travail, il
as le temps de jouir de ses grandeurs, et mourut des
ie ses débauches [1723, 10 août].

i était majeur depuis quelques mois : le duc d'Orléans
, comme premier ministre, à celui qu'il appelait *son*
mais il fit regretter Dubois, tant il se montra apathique,
de vivre, enfoncé dans ses mœurs crapuleuses. Il pen-
enter une nouvelle expérience du système de Law, lors-
ourut d'une attaque d'apoplexie [1723, 23 déc.].

uit années de gouvernement du régent ont eu une in-
funeste sur l'avenir de la France. Rien ne peut laver ce
d'avoir étourdiment livré les finances à une expérience
euse, d'avoir corrompu les mœurs par son exemple, d'a-
rifié les intérêts de la France à l'Angleterre; d'avoir mis
érat sur le siége de Fénelon, dans la pourpre de l'Église,
seil du roi, dans la place de Richelieu. Tout son éloge fut
s larmes de Louis XV, enfant insensible à tout, qui re-
vivement son tuteur. Le régent avait eu, en effet, avec
e roi une conduite parfaite : il ne l'abordait qu'avec des

montrant la foule entassée devant son palais : « Voyez, mon maître, voyez ce peuple! eh bien, tout cela est à vous, tout vous appartient; vous en êtes le maître [1] ! » C'est au prince qui avait reçu ces préceptes et à qui la nature avait donné le caractère le plus indolent, le cœur le plus égoïste, que les destinées de la monarchie étaient remises, pour qu'il la conduisît à sa ruine.

CHAPITRE II.

Voltaire, Fleury et Marie-Thérèse. — 1723 à 1748.

§ I. De la philosophie du dix-huitième siècle. — Pérard et Voltaire. — La société du dix-huitième siècle, fille de la société féodale, et n'ayant plus de la féodalité que des souvenirs, des formes, des débris, était une société dont les bases n'existaient plus, qui était en désaccord avec les idées, qui se trouvait régie moins par des institutions que par des coutumes. Dernière héritière de ce libre examen qui, en portant à la féodalité de si rudes coups, avait le plus travaillé à l'enfantement des temps modernes, elle avait pour mission de nettoyer ces débris qui embarrassaient la marche de l'esprit humain, d'anéantir le monde du moyen âge, de jeter les fondements d'un monde nouveau.

Par la plus funeste des erreurs que l'ignorance de l'histoire ait accréditées, le moyen âge qui, nous l'avons vu, n'était inférieur à la société ancienne que sous le rapport intellectuel; qui lui était, sous le rapport politique, égal, sous le rapport moral, supérieur [2], le moyen âge était considéré comme un temps d'absurdité scientifique, de barbarie sociale, de fanatisme religieux : l'antiquité grecque et romaine apparaissait comme un état de civilisation à jamais regrettable, et les siècles écoulés depuis Constantin jusqu'à Luther comme des temps déplorables, où l'espèce humaine, revenant en arrière, avait été plongée dans un abrutissement voisin de l'état sauvage. Le seizième siècle, avec son enthousiasme pour les trésors intellectuels de l'antiquité, avait commencé cette erreur; le dix-septième

(1) Duclos, t. I, p. 286.
(2) Voyez, t. I, p. 236.

malgré son inspiration chrétienne et monarchique, l'avait continuée ; le dix-huitième devait la propager, la développer, l'enraciner de telle sorte qu'elle est encore aujourd'hui populaire. La société du moyen âge étant l'œuvre complète du christianisme, et celui-ci ayant été le marteau principal qui démolit l'ancien monde, le christianisme fut considéré par la philosophie nouvelle comme le symbole et la cause de la barbarie [1], comme l'ennemi dont la défaite devait entraîner celle des restes de la féodalité, et commencer l'ère des sociétés modernes. La ruine du christianisme fut donc le but de la philosophie du dix-huitième siècle; mais cette œuvre de destruction présenta trois périodes distinctes : celle du déisme épicurien et de la réforme scientifique, prêchés par Voltaire ; celle de l'athéisme de Diderot et de la réforme politique de Montesquieu ; celle de la réaction idéaliste et de la tentative démocratique de Rousseau.

Jusqu'à cette époque, la littérature philosophique s'était bornée à des contes libertins, à des vers satiriques, à des pamphlets déclamatoires. Les esprits forts n'avaient étayé leur scepticisme que du Dictionnaire de Bayle, immense arsenal d'érudition et de dialectique contre la religion, la scolastique et le moyen âge. Ils trouvèrent bientôt des théories d'incrédulité plus complètes et plus savantes, dans un pays où le principe luthérien avait eu les plus grandes applications politiques, où le doute en matière de culte et de gouvernement était resté comme la cendre éteinte des révolutions, où le rationalisme protestant en était venu à son dernier terme, la négation même de la religion. Ce pays était l'Angleterre. Le mouvement de 1688 y avait bouleversé toutes les idées sociales, enfanté une véritable débauche d'esprit philosophique, répandu d'innombrables écrits contre l'Évangile. Une lutte violente s'était engagée entre les docteurs anglicans et une école de déistes, dont Bolingbroke était le chef, laquelle cherchait à priver la religion de son importance historique, tantôt par les seules lumières de la raison, tantôt par les armes du ridicule, plus souvent encore en montrant cette religion comme l'œuvre de la fourberie des prêtres. Voltaire alla passer

(1) « La naissance de la religion chrétienne est, je ne dis pas la cause mais l'époque de la décadence de la saine philosophie : l'anéantissement de celle-ci et les progrès de celle-là ont toujours marché ensemble, et le moment où l'on voit la foi établie par toute l'Europe est celui de la barbarie la plus complète de tous les peuples. » (Correspond. de Grimm, t. I, p. 243.)

trois ans en Angleterre dans la société de ces libres penseurs [1727 à 1730] ; il y trouva, au lieu du scepticisme libertin de l'abbé de Chaulieu, une incrédulité savante, qui s'appuyait sur le sensualisme de Locke et prétendait se glorifier des travaux de Newton. Son génie se transforma dans le contact des déistes anglais, son imagination devint plus hardie ; il comprit le mouvement et la vie d'une société libre ; il fit une ample moisson de connaissances en tout genre ; et ce nouveau Luther rentra en France, les mains pleines de biens et de maux, apportant avec les sensations de Locke l'attraction de Newton, Shakspeare avec l'inoculation, tout un monde nouveau de science, de philosophie, de poésie, mais, par-dessus tout, le libre penser.

Voltaire, enivré du spectacle que lui avait offert l'Angleterre, s'irrita de trouver en France des obstacles à chaque pas, un gouvernement tyrannique dans les petites choses, « l'esprit tout-puissant sur l'opinion et ne pouvant passer qu'en contrebande ; » mais avec cette profonde intelligence de son siècle, qui était presque tout son génie ; avec cet esprit courtisan qui lui faisait mettre de la circonspection dans ses plus grandes hardiesses, il flatta cette société railleuse, égoïste, spirituelle, dont il devait miner tous les pouvoirs, dont il avait les passions et les goûts, et ne montra d'abord de ses découvertes anglaises que la partie scientifique. La science avait été jusqu'alors expliquée par la religion et en accord avec elle : il fallait faire de la science un moyen d'attaque contre la religion, en opposant les vérités démontrées et mathématiques aux vérités morales et révélées. D'ailleurs le dix-septième siècle, temps d'unité et d'autorité en littérature comme en religion et en politique, avait été le règne des beaux-arts, et n'avait cherché dans les lettres qu'une jouissance de l'esprit ; le dix-huitième, temps d'analyse et de discussion, s'était voué aux sciences exactes et naturelles : il ne cherchait dans les lettres qu'un moyen d'action politique, c'était le servir selon ses goûts que de lui apporter les découvertes de Newton. En effet, la loi sublime de l'attraction excita une admiration qui se communiqua au gouvernement lui-même ; et l'on conçut l'idée d'envoyer des savants vers le pôle et à l'équateur, pour y mesurer deux degrés du méridien terrestre, et vérifier ainsi par l'expérience les inspirations du génie. La Condamine, Bouguer et Godin partirent pour le Pérou ; Maupertuis, Camus et Lemonnier, pour la Laponie [1735 à 17[illegible]

: du roi, ami des roués et surtout du duc de Richelieu,
ait peu de chose à dire contre le gouvernement ; moyen-
quelques réformes administratives, des changements dans
lation criminelle, et pourvu qu'on protégeât les lettres,
nodérât les rigueurs du parlement contre les écrivains,
e débarrassât de la superstition des prêtres, il s'accom-
de la monarchie absolue. Son agression philosophique
a donc aux *Lettres anglaises*, dirigées contre Descartes et
où il exaltait le fameux principe de Locke ([1]), où il op-
la révélation chrétienne son déisme épicurien, pâle,
et stérile. Tous les corps de l'État s'émurent de cette
; le parlement condamna l'ouvrage ; le clergé demanda
ırsuites, auxquelles l'auteur n'échappa que par la protec-
ministre Fleury, qui ménageait l'esprit philosophique
endormir. Alors le débat devint solennel ; il était resté
leterre obscur et circonscrit entre quelques théologiens
ques sceptiques ; mais dès qu'il eut la langue française
strument, et pour théâtre le pays dont la pensée nette
gique ne recule jamais devant les conséquences d'un
e, il prit un caractère d'universalité, qui était celui de la
ion sociale qu'il voulait faire, un caractère de réalisation
e tout différent des abstractions de la pensée anglaise.
: d'examen se mit plus que jamais à tout analyser, tout
nenter, tout dissoudre. La philosophie, licencieuse et
ıtrice, épicurienne et philanthrope, sortit pour la pre-
ois des écoles, se mit à courir les rues, et prétendit ré-

ceux de l'abbé de Saint-Pierre et du marquis d'Argenson, a
quèrent tous les États dont le pouvoir absolu soutenait a
ficiellement l'édifice social vermoulu, les lettres de cachet
lits de justice, la vénalité des emplois. La littérature, env
par les sciences exactes et la philosophie, s'occupa plus
idées que des mots, et voulut, avant tout, instruire, réform
émettre des doctrines; elle devint, de puissance d'imagina
et de spéculation, pouvoir politique et force sociale. La Fr
fut une grande tribune qui tint toute l'Europe attentive en
parlant de l'homme, de sa nature, de ses droits, de ses inté
et d'où Voltaire, devenu le représentant et comme le monar
de son siècle, propageait ses idées de destruction avec une v
satanique, par ses tragédies sentencieuses, ses lettres inn
brables, ses pamphlets moqueurs, et surtout ses ouvrages h
toriques, où sa profonde intelligence du passé est contin
lement faussée par sa haine contre le moyen âge.

§ II. Ministère du duc de Bourbon. — Pendant que les id
prennent cette marche menaçante et vont être la véritable h
toire de cette société dont elles sont la seule puissance, les f
restent, pour ainsi dire, isolés des idées : ils sont petits, i
gnifiants, fastidieux ; le pouvoir ne demande qu'à s'effacer
l'esprit humain qu'à paraître. Jamais le gouvernement n'a
moins de dignité, et jamais la nation plus d'influence.

Fleury, précepteur du jeune roi, était arrivé à soixante-
ans sans avoir joué aucun rôle, et quoique l'amour du pouv
fût son unique passion. Fils d'un receveur des tailles de Lodè
ce n'était qu'à force de souplesse et d'esprit qu'il était parv
à l'épiscopat [1]; l'éducation de Louis XV lui ouvrit la route q
cherchait depuis si longtemps. Il s'assura entièrement d
confiance de son élève, enfant triste, indolent, n'aimant qu
solitude ; et, s'il l'eût voulu, il aurait succédé sans obstacle
duc d'Orléans; mais il aima mieux laisser passer au pouvoir
autre prince du sang qui semblait y avoir quelque droit;
comme le fils du régent, pieux, modeste et médiocre, ne
mandait qu'à rester obscur, il conseilla au jeune roi de don
le ministère au duc de Bourbon se réservant de renvers

(1) Aumônier de la reine en 1680, « il étoit reçu chez les ministres, dit Sa
Simon, où, à la vérité, il étoit, comme ailleurs, sans conséquence, et supp
souvent aux sonnettes avant qu'on en eût l'invention. » (T. II, p. 250.)

and il le voudrait, ce prince cupide, débauché, d'un esprit
rné, esclave d'une femme perverse, la marquise de Prie, qui
fit pensionner par l'Angleterre.

Le ministère du duc de Bourbon dura trois ans, et ne fut
rqué par aucune entreprise utile, par aucun événement im-
tant : ce fut le règne des agioteurs et des courtisans.

'union de la France avec l'Espagne, si chèrement achetée
Louis XIV, semblait l'œuvre que ses successeurs prenaient
iche de démolir. Le projet de mariage de Louis XV avec une
nte avait réparé le mal fait par la quadruple alliance ; mais
etite princesse n'avait que six ans : Louis XV en avait seize,
e trône avait besoin d'héritiers. Sur ce prétexte, on renvoya
fante « sans un mot d'excuse, » et l'on alla chercher une
ncesse qui ne put rien donner à la France, et ne devait ser-
qu'à consolider le pouvoir du duc de Bourbon et de sa maî-
sse : c'était la fille de Stanislas Leczinski, roi de Pologne par
volonté nationale et la protection de Charles XII, détrôné en-
te par les Russes, et vivant dans la plus grande obscurité à
issembourg. Le jeune roi et son précepteur ne firent aucune
position, et le mariage fut célébré le 4 septembre 1725.

Le pouvoir des deux misérables personnages qui avaient fait
te union n'en fut pas plus durable. Un édit très-rigoureux contre
protestants, qui contrastait avec les mœurs du duc et de sa
îtresse, indisposa l'opinion publique et les philosophes ; un im-
t du cinquantième, établi sur toutes les terres, même sur celles
s nobles et du clergé, mit contre eux les classes privilégiées ;
e disette, dans laquelle ils spéculèrent sur la faim du peuple
firent monter le prix du pain jusqu'à neuf sous la livre,
nena des émeutes où le sang coula ([1]). Tous les mécontents
groupèrent autour de Fleury, qui vit le moment venu de
endre le pouvoir. Alors le roi exila le duc et la marquise, et
nna la direction des affaires à son précepteur [1726, juin]

[1]) Le 25 juillet 1725, Saint-Simon écrivait au cardinal de Fleury : « On vit en
rmandie d'herbes des champs. Je parle en secret et en confiance à un Français,
n évêque, à un ministre, au seul homme qui paroisse avoir part à l'amitié et à
onfiance du roi, et qui lui parle tête à tête, du roi qui ne l'est qu'autant qu'il a un
aume et des sujets, qui est d'un âge à en pouvoir sentir la conséquence, et qui,
r être le premier roi de l'Europe, ne peut etre un grand roi s'il ne l'est que
gueux de toutes les conditions, et si son royaume se tourne en un vaste hôpital
mourants et de désespérés. »

§ III. Administration de Fleury. — L'administration de F fut économe, laborieuse, probe, désintéressée; mais auss fut sans grandeur et sans aucune vue d'avenir; elle n'ent aucune réforme; elle ne chercha pas à guérir les maux, m les assoupir; elle ne s'attacha qu'à empêcher toute secou vivre au jour le jour, à maintenir tout ce qui existait. Ce f temps de léthargie et de médiocrité, mais dont le pays p pour accroître ses richesses et ses lumières; car il deman pour être prospère, non pas de la protection, mais absen tyrannie. Avec Fleury, les finances ne furent plus livrée courtisans et aux agioteurs, les variations des monnaies c rent, et pour toujours [1]; les tailles furent diminuées, le quantième supprimé; les recettes générales produisirent 14 lions entrant effectivement dans les coffres; le crédit fut n respecté. Ce n'est pas que le prélat n'eût d'abord, à l'exe de ses prédecesseurs, retranché une partie des rentes consti à la chute du système de Law; mais il excita par là tant d meur, qu'il modifia cette mesure, et il montra dès lors grande fidélité dans ses engagements : aussi trouva-t-il fa ment à emprunter jusqu'à 18 millions de rentes.

Ce temps de calme ne fut troublé que par des discussion la bulle *Unigenitus*, discussions misérables et dont l'his n'offre aucun intérêt, mais qui jetèrent la perturbation da société, discréditèrent le gouvernement et préparèrent le ch à l'incrédulité. Fleury, partisan des jésuites, laissa agir prêtres infâmes, anciens agents de Dubois, Tencin et Lafit qui renouvelèrent la persécution contre les jansénistes [1 Un évêque fut emprisonné, des magistrats exilés, des doc exclus de la Sorbonne. Le roi tint un lit de justice où la b fut enregistrée de nouveau sans modifications [1730]. Le p ment protesta par un arrêt qui exagérait les articles de l Cet arrêt fut cassé, et le roi interdit au parlement toute dé ration sur les affaires publiques. Les magistrats cessère rendre la justice : on les exila; puis, sur une apparence de mission, on les rappela, et les troubles recommencèrent, que le pouvoir royal et les deux partis eussent fait autre c que du scandale. Pour y mettre le comble, les jansénistes, n'étaient plus les hommes de Port-Royal, s'avisèrent de tr

[1] Le marc d'argent fut fixé à 51 francs, par édit du 18 juin 1727.

le leurs sectateurs, de prétendre que des sur son tombeau, de croire à la guérison opiés dont les cris et les convulsions excire de la foule [1732]. Ce fut une source intas, de chansons, de moqueries contre les sect que les incrédules qui profitèrent de cette a religion s'en allait en poussière sous le rtis.

RIEURES. — DON CARLOS, DUC DE PARME ET vieux cardinal, dont l'ambition politique se royaume reprendre pendant la paix sa servé avec soin l'alliance anglaise; il s'était vec Horace Walpole, ambassadeur d'Anglee Robert Walpole qui avait érigé ouvertecorruption politique, et qui, avec elle, fut -Bretagne pendant vingt ans (1). Confiant ns les protestations des deux frères, et conglaise comme le gage de la paix du monde, alliance par une complaisance servile, et, pas alarmer l'Angleterre, il laissa dépérir gea l'armée et oublia les intérêts de notre plusieurs circonstances il sut en tirer parti rope et dans l'intérêt de la France.

semblé à Cambrai, sous la médiation le la terre, pour régler les derniers différends hilippe V; et l'on désespérait d'accorder ces ue tout à coup ils se rapprochèrent jusqu'à ne alliance contre les médiateurs [1725, était irrité contre l'Angleterre, qui refusait *gmatique sanction* par laquelle il avait démâles, sa succession indivisible sur la tête e de primogéniture; Philippe V était irrité venait de renvoyer sa fille fiancée à Louis XV. ance s'alarmèrent de l'union de l'empereur et firent une contre-alliance où elles entraia Suède et le Danemark. D'un autre côté, e prirent parti pour l'Autriche et l'Espagne. e universelle allait éclater : déjà Georges Ier

(1) Georges II. Celui-ci avait succédé à son père en 1727.

avait mis trois flottes en mer, et Philippe V assiégeait Gibraltar. Fleury, qui connaissait tout le prix de l'alliance espagnole, interposa sa médiation, parvint à ramener la paix, et renouvela même les traités d'amitié avec l'Espagne. Un congrès s'assembla à Soissons [1729] : il y fut convenu que don Carlos, fils de Philippe V ([1]), hériterait des duchés de Parme et de Plaisance à la mort du dernier Farnèse, et que six mille Espagnols seraient envoyés dans ce duché. L'empereur, irrité de cette convention, rompit son alliance avec l'Espagne, et, à la mort du dernier Farnèse, s'empara de Parme et de Plaisance ; mais l'Angleterre et la France intervinrent : elles consentirent, ainsi que l'Espagne, à reconnaître la *pragmatique*, et Charles VI abandonna les duchés, sur lesquels don Carlos régna sans obstacle [1731, 16 mars].

§ V. Guerre pour la succession de Pologne. — Après tous ces essais de rupture, ces traités sans avenir, cette indécision générale dans la politique, une guerre sérieuse éclata. La Pologne, avec sa royauté élective, son aristocratie belliqueuse et turbulente, sa population encore réduite à l'état de servage, se trouvait en arrière des nations voisines, qu'elle avait jadis dominées et qui, à la faveur d'un état social où l'anarchie semblait permanente, convoitaient ses dépouilles. En face des électeurs de Saxe, qui voulaient rendre le trône héréditaire dans leur maison ; de la Russie, qui protégeait ces électeurs dont elle avait fait ses vassaux ; de l'Autriche et de la Prusse, qui s'accordaient avec la Russie pour maintenir la Pologne dans sa décadence ; en face même de la Suède et du Danemark, qui ne voyaient pas que le salut de ce pays était leur propre salut, la Pologne n'avait d'autre soutien que la France : car l'Angleterre se trouvait entraînée dans le système politique de l'Autriche et attachée par des intérêts de commerce à la Russie. Aussi la Russie, l'Autriche et la Prusse avaient-elles conclu, en 1732, un pacte secret par lequel elles s'engageaient à repousser par tous les moyens l'influence française sur la Pologne, pacte qu'on peut regarder comme l'origine des projets de démembrement de ce royaume.

([1]) Philippe V avait eu de son premier mariage deux fils : Louis, qui mourut avant lui, et Ferdinand VI, qui lui succéda ; de son second mariage, il avait eu aussi deux fils : Carlos, qui devint duc de Parme, puis roi de Naples, puis roi d'Espagne ; Philippe, qui devint duc de Parme.

Sur ces entrefaites, Auguste II, le protégé de Pierre le Grand, nt à mourir [1733, 1er févr.] Les Polonais, inquiets des intenns de leurs voisins, cherchèrent à régénérer leur pays en se nnant un roi national : la diète s'engagea par serment à ne jais élire un prince étranger; les principaux palatins sollicient la France de protéger l'indépendance de la Pologne ; tous patriotes se tournèrent vers Stanislas Leczinski, qui se rendit secret à Varsovie.

.a Russie et l'Autriche regardèrent la manifestation des Poais comme une sorte de rébellion, et elles s'apprêtèrent à souir l'élection d'Auguste III, fils d'Auguste II, même par les nes. Ce prince, qui avait quelque prétention à la succession Charles VI, s'était engagé envers lui à reconnaître la pragmaue ; il avait promis à la czarine Anne (1) de lui céder la souaineté de la Courlande. Alors, et sans s'inquiéter des menaces la France, qui, disait-elle, « regarderait toute violation de la erté d'élection des Polonais comme un motif suffisant de erre, » Charles et Anne firent avancer, chacun de son côté, nte mille hommes pour soutenir leur candidat. Stanislas n'en pas moins élu par soixante mille voix ; mais quelques traîtres océdèrent, sous la protection des baïonnettes étrangères, à une ntre-élection et nommèrent Auguste III.

Il se présentait là une belle occasion pour la France d'emasser une politique toute nouvelle en arrêtant l'accroissement la Russie par la régénération de la Pologne, et l'opinion puque sembla la deviner en se prononçant pour la guerre. eury ne comprenait pas cette politique, pour laquelle il fal-t, à dire vrai, une profonde intelligence de l'avenir ; il ne yait là qu'une expédition chevaleresque qui allait renverser plans d'économie, et la nécessité d'un armement maritime i pouvait troubler son alliance avec l'Angleterre ; mais il fut cé de céder à l'ardeur de la noblesse, qui demandait à relcer sur le trône le père de la reine de France. On promit des ours aux Polonais, et l'on déclara la guerre à l'Autriche, qui n'avait voulu, disait le manifeste de Louis XV, se faire la tectrice de la Pologne que pour la rendre esclave. »

) A Pierre Ier avait succédé sa veuve Catherine Ire, qui ne régna que deux ans; s elle, Pierre II, petit-fils de Pierre Ier, qui ne régna que trois ans, et enfin de Courlande, nièce de Pierre Ier.

Cependant Stanislas avait été chassé de Varsovie par quatre-vingt mille Russes; il s'était réfugié à Dantzig, qui fut bientôt investie et bombardée. Les Polonais attendaient de la France une flotte et une armée : Fleury, qui craignait d'alarmer l'Angleterre, et dont l'économie dégénérait en lésinerie honteuse, leur envoya un vaisseau, 3 millions et quinze cents hommes. Ces quinze cents hommes débarquèrent à l'embouchure de la Vistule, essayèrent de percer les lignes des Russes, et furent tous tués ou pris. Alors Dantzig capitula [1734, 28 juin]; Stanislas ne parvint qu'après mille dangers à revenir en France; et la Pologne vaincue fut forcée de reconnaître pour roi Auguste III.

Si Fleury, en intervenant aussi mesquinement dans les affaires du Nord, n'avait pas vu la politique nouvelle imposée à la France par l'élévation de la Russie, il comprenait mieux la politique nationale contre l'Autriche, et il profita de la guerre pour arracher à cette vieille ennemie quelques lambeaux. Il fit accord avec l'Espagne et la Savoie en leur promettant part aux dépouilles; il s'assura de l'immobilité de l'Angleterre et de la Hollande en faisant reconnaître la neutralité des Pays-Bas; alors il porta tous ses efforts sur le Rhin et en Italie.

Berwick fut envoyé sur le Rhin avec quatre-vingt mille hommes; il s'empara de Kehl, et, après quatre mois d'inaction, força les lignes d'Ettlingen; de là il occupa la Lorraine et l'électorat de Trèves, contraignit le prince Eugène à se retirer sur le Necker et assiégea Philippsbourg. Le siége fut long et difficile. Berwick y fut tué [1734, 12 juin]; Noailles et d'Asfeld lui succédèrent, et, malgré les efforts de cent mille Impériaux commandés par Eugène, ils forcèrent la place à capituler.

Villars fut envoyé en Italie et s'empara sans obstacle du Milanais; mais alors Charles-Emmanuel III, qui avait succédé à Victor-Amédée en 1730, négocia secrètement avec l'Autriche, et fit manquer le reste de la campagne. Villars mourut [17 juin]; Coigny et Broglie lui succédèrent, et, après des marches qu'on s'efforça de faire passer pour savantes, ils livrèrent bataille près de Parme [29 juin]. L'action fut très-sanglante : les Autrichiens perdirent dix mille hommes, les Français quatre mille; mais cette victoire ne servit à rien, et les vainqueurs mirent ensuite deux mois à faire vingt lieues. Les vaincus reprirent courage, battirent une division française sur la Secchia, et attaquèrent

, débarqua à Naples avec une petite armée, et fut reçu acclamation par les habitants. Les Autrichiens essayèrent sister : ils furent battus à Bitonto [25 mai], et les Espa- n'eurent qu'à aborder en Sicile pour que toute l'île se sou- don Carlos.

I. **Traité de Vienne. — Situation de la France. — Guerre l'Angleterre et l'Espagne.** — Cependant la Porte Ot- ne, qui était garante de l'indépendance de la Pologne, fut itée par la France de sauver ce royaume, et se disposa à nir la Hongrie. L'Autriche s'alarma de cette nouvelle en- e et demanda la paix. Fleury, qui craignait que l'Angle- ne sortît de son immobilité, consentit à traiter; les négo- ns s'ouvrirent à Vienne; et par l'habileté de Chauvelin, stre des affaires étrangères, cette guerre, qui avait été si ocrement conduite, et où l'on avait si honteusement aban- é la Pologne, se termina [1735, 3 oct.] par un traité très- ageux, qui racheta en partie les mauvaises conditions de x d'Utrecht. Stanislas abdiqua la couronne de Pologne, et en dédommagement les duchés de Lorraine et de Bar, els devaient, à sa mort, être réunis à la couronne de e. Le duc de Lorraine, François-Étienne, fils de Léo- (1) et époux de Marie-Thérèse, fille aînée de Charles VI, fut ré héritier du dernier Médicis, grand-duc de Toscane (2). oyaumes de Naples et de Sicile, avec les présides de Tos- furent donnés à don Carlos, qui céda Parme et Plaisance

à l'empereur. Le roi de Sardaigne obtint les pays de Tortone et de Novare. Enfin la *pragmatique sanction* de Charles VI fut reconnue et garantie par toutes les puissances européennes.

L'époque du traité de Vienne fut la belle époque du ministère de Fleury et le seul moment glorieux de tout le règne de Louis XV. L'accession d'un Bourbon au trône de Naples mettait, comme le voulait Louis XIV, une partie de la péninsule italique sous l'influence française. La maison d'Autriche était encore ébréchée; elle n'avait plus ni finances ni armée ; elle allait s'épuiser dans une guerre désastreuse contre les Turcs, guerre où la médiation de la France lui imposa le honteux traité de Belgrade (1); elle tombait en décadence avec le dernier mâle de la race de Hapsbourg. La rivalité de l'Angleterre, endormie pour la première fois, permettait à la France de s'agrandir d'une riche et belliqueuse province, convoitée depuis deux siècles, et qui complétait son flanc oriental. La France était regardée comme l'arbitre de l'Europe par la puissance et la modération qu'elle venait de montrer, les idées pacifiques de son gouvernement, l'influence qu'elle exerçait par sa civilisation brillante, ses écrivains, son amour du luxe et des plaisirs. Cette gloire ne fut pas de longue durée.

C'était à Walpole qu'était due l'immobilité de la Grande-Bretagne pendant la dernière guerre. Ce ministre, qui avait érigé la corruption en système, voulait endormir la nation dans les prospérités et les jouissances de la paix, pour assurer et perpétuer son pouvoir. Cet état de torpeur n'était pas normal pour l'Angleterre, puissance toute commerciale et forcée continuellement à ambitionner l'empire des mers; et, malgré Walpole, elle chercha les occasions de ruiner les marines des deux seuls États qui pouvaient, par leur union, lui disputer cet empire, l'Espagne et la France.

(1) Le traité de Belgrade [1739] replaça momentanément la Turquie au rang d'où le traité de Carlowitz l'avait fait déchoir. « C'est, dit M. de Hammer, l'un des actes les plus remarquables des annales diplomatiques de la France et de la Porte. L'influence de la France sur les affaires de l'empire ottoman ne fut jamais aussi décisive, ni avant ni après, et la mission de l'ambassadeur français, M. de Villeneuve, est assurément la plus mémorable que signale l'histoire des relations diplomatiques de la France avec la Turquie. » A la suite du traité de Belgrade, les capitulations de la Porte avec la France furent renouvelées pour la dernière fois. (Voyez mon *Essai historique sur les relations de la France avec l'Orient*, dans la *Revue indépendante* du 10 janvier 1844.)

L'Espagne, sous l'administration active d'Élisabeth de Parme, avait retrouvé quelque prospérité, une armée, une marine; ses colonies étaient florissantes, son commerce lui donnait d'immenses richesses : si ce n'était pas le royaume de Charles-Quint, c'était moins encore le royaume de Charles II. Glorieuse du rôle qu'elle avait joué dans la dernière guerre, elle s'inquiéta du commerce de contrebande que l'Angleterre faisait avec ses colonies d'Amérique, et employa la force pour le faire cesser. « La mer libre ou la guerre! » s'écria aussitôt le peuple anglais. Walpole essaya de résister; Fleury interposa sa médiation; l'Espagne consentit à un accommodement avantageux pour l'Angleterre. Mais tout cela fut inutile : c'était le partage du commerce de l'Amérique qu'il fallait aux marchands anglais, et Walpole fut obligé de déclarer la guerre [1739]. L'Espagne soutint d'abord la lutte avec avantage; puis elle sollicita la France de lui donner appui. Fleury hésitait à rompre l'alliance anglaise, et cherchait à arrêter les combattants, lorsque la mort de Charles VI [1740, 20 oct.] rendit la guerre universelle.

§ VII. Marie-Thérèse et Frédéric II. — Conquête de la Silésie. — Depuis un demi-siècle, l'Allemagne avait subi, par l'élévation à la dignité royale des trois électeurs du Nord, des changements qui bouleversaient sa constitution et présageaient la ruine de l'Empire. L'électeur de Saxe, devenu roi de Pologne, mêlait les Germains à toutes les affaires de l'Europe septentrionale; l'électeur de Hanovre, devenu roi d'Angleterre, faisait intervenir la grande puissance maritime dans les questions continentales; l'électeur de Brandebourg, devenu le roi de Prusse, avait créé un centre d'action et de résistance à toute l'Allemagne du Nord, émancipée, pour ainsi dire, de l'Empire. Par suite de ces changements, la maison d'Autriche avait perdu sa prédomination : tombée à n'avoir plus d'autre chef qu'une femme de vingt-quatre ans, elle allait voir toute l'Europe courir au partage de ses États, et une quatrième maison électorale, la Bavière, s'emparer momentanément de cette couronne impériale qui semblait sa propriété héréditaire depuis trois siècles.

A la mort de son père, Marie-Thérèse prit possession des États autrichiens sans obstacle, associa au gouvernement son mari, et le porta comme candidat au trône impérial. Mais aussitôt les électeurs de Bavière et de Saxe, les rois d'Espagne, de Sardaigne et de Prusse, protestèrent contre la *pragmatique*, et élevèrent des

prétentions sur la totalité ou sur quelques portions des États autrichiens; une grande partie de l'Allemagne voulut empêcher que la maison d'Autriche ne se perpétuât par celle de Lorraine sur le trône impérial.

Le principal prétendant était Charles-Albert, électeur de Bavière, qui revendiquait à la fois la succession totale et la couronne impériale, et qui demanda l'appui de la France. L'occasion semblait belle de ruiner à jamais la maison d'Autriche, de porter au trône des césars une famille dévouée aux Bourbons, de mettre plus efficacement qu'au traité de Westphalie l'Allemagne sous l'influence française. Cette politique fut embrassée avec ardeur par toute la noblesse, avide de guerre, et prônée surtout par les deux frères Belle-Isle, petits-fils du fameux Fouquet, esprits inquiets et ambitieux, qui avaient une grande influence à la cour. La France n'avait qu'à se déclarer, disaient-ils, et elle aurait à peine à combattre; elle trouverait pour alliés presque tous les princes d'Allemagne, les rois d'Espagne, de Naples et de Sardaigne; elle était sûre de la neutralité de l'Angleterre; elle n'aurait pour ennemie qu'une femme aidée d'un époux faible et sans talents. Fleury, ami de la paix et enchaîné par la *pragmatique*, s'opposa vainement à une guerre où Marie-Thérèse devait trouver pour alliée l'Angleterre, avide de ruiner la marine française; les sollicitations de Charles-Albert, les raisons de Belle-Isle, les cris de la noblesse, l'emportèrent sur ses répugnances ainsi que sur l'indolence de Louis XV, et l'on se prépara par des négociations à commencer les hostilités. Mais pendant que Marie-Thérèse, sans argent et sans soldats, regardait avec anxiété du côté de la Bavière, l'orage éclata sur elle du côté de la Silésie.

Frédéric II, roi de Prusse, venait de succéder à son père, Frédéric-Guillaume, à l'âge de vingt ans [1740]. Ce prince, destiné à dominer son siècle par son génie politique et militaire, n'était encore connu que par son goût pour les lettres françaises, sa correspondance avec Voltaire, ses idées irréligieuses. Son avénement avait été salué par les écrivains français comme celui d'un nouveau Marc-Aurèle, d'un monarque philosophe, qui allait mettre en pratique toutes leurs utopies philanthropiques; mais cet ami de l'humanité, ce faiseur de vers français, ce prince sans préjugés, sans luxe et sans cour, était un roi égoïste et ambitieux, plein d'énergie et d'habileté, sans enthousiasme

et sans illusions, se jouant des hommes et de la philosophie, dupant les peuples et les souverains ([1]). Le royaume de Prusse, État anormal dans la confédération germanique, État tout artificiel, sans unité, sans frontières, formé de morceaux épars depuis le Rhin jusqu'au Niémen, ayant un sol stérile, de médiocres richesses et trois millions d'habitants, ne semblait pas destiné à une longue existence. Frédéric avait résolu de l'agrandir, de le consolider, de le mettre au rang des premiers États de l'Europe. C'était pour cela que ses prédécesseurs lui avaient amassé un trésor de 40 millions et une belle armée de soixante mille hommes. Dès qu'il vit, à la mort de Charles VI, tant de prétendants aux dépouilles de la maison d'Autriche : « Le temps est venu, écrivit-il à Voltaire, où l'ancien système politique doit être remplacé et changé; » et, prévoyant que la France ne manquerait pas une si belle occasion de le seconder, il revendiqua la Silésie, province magnifique qui doublait presque la population de ses États et sur laquelle il n'avait aucun droit; puis, sans manifeste, sans déclaration de guerre, il envahit cette province avec quarante mille hommes et s'en empara. Alors il offrit à Marie-Thérèse son alliance, son armée et sa voix à la diète d'élection, si elle voulait acquiescer à cette prise de possession. Le pernier rejeton de la race de Hapsbourg, profondément irrité de cette agression insultante d'un prince que ses pères regardaient comme un vassal, répondit à ses offres en envoyant trente mille hommes en Silésie. Une bataille s'engagea à Molwitz, sur la Neiss [1741, 20 avril]. L'infanterie prussienne, par sa mobilité, la précision de ses manœuvres, la rapidité de ses feux, donna la victoire à Frédéric. Ce fut le signal de la ligue contre l'Autriche.

§ VIII. Ligue contre l'Autriche. — Succès et revers des Français. — Le comte de Belle-Isle avait parcouru toute l'Allemagne pour chercher des ennemis à Marie-Thérèse; et un mois après la bataille de Molwitz, il fit signer le traité de Nymphenbourg entre la France, l'Espagne et la Bavière, pour le partage des États autrichiens entre les princes de l'Allemagne [18 mai]. Les rois de Prusse, de Pologne et de Sardaigne y accédèrent

([1]) « Je regarde les hommes, écrivait-il à Voltaire, comme une horde de cerfs dans le parc d'un grand seigneur, et qui n'ont d'autre fonction que de peupler et remplir l'enclos. » (Corresp. de Voltaire, t. III, p. 401.)

avec les princes palatin, de Hesse, de Cologne, etc. L'Empire resta neutre. L'Angleterre et la Hollande offrirent leur médiation. Marie se trouva sans autres alliés que l'impératrice de Russie et l'électeur de Hanovre : encore les Russes étaient-ils tenus en échec par les Suédois, que la France entraîna dans son alliance; enfin l'électeur, qui avait mis vingt-cinq mille hommes sur pied, signa, dès l'apparition d'une armée française en Westphalie, un traité de neutralité pour son électorat, et il ne put obtenir de son parlement d'Angleterre que des subsides [27 sept.].

L'armée française, forte de quarante mille hommes, s'étant jointe à vingt mille Bavarois, s'empara de Passau et de Lintz. Le roi de Prusse pénétra en Moravie, l'électeur de Saxe en Bohême; la consternation était dans la cour autrichienne : avec un peu de sens et d'audace, on entrait à Vienne sans coup férir. Marie-Thérèse semblait perdue : elle fut sauvée par les fautes de ses ennemis, l'appui de l'Angleterre, et surtout par son propre génie, qui lui fit chercher des défenseurs dans ces races méridionales, slave et madgyare, vaincues jadis et tyrannisées par ses pères. En concentrant tous ses efforts et son ambition dans les pays du Midi, elle avait trouvé la politique nouvelle qui devait raffermir la grandeur de sa maison.

Marie, menacée dans Vienne par la marche des Français, se réfugia chez les Hongrois, peuple belliqueux, qui avait été pendant deux siècles en guerre perpétuelle avec la maison d'Autriche, mais auquel elle venait de rendre ses libertés. « Je remets en vos mains, dit-elle à l'assemblée des États, la fille de vos rois, qui attend de vous son salut. — Mourons pour notre roi Marie-Thérèse ! » s'écrièrent les palatins, et tout le royaume, répondant à ce cri héroïque, se souleva pour la fille des empereurs, devenue le roi national, et lui fournit d'inépuisables armées. Le mouvement se communiqua à la Croatie et à la Dalmatie, aux peuples demi-sauvages de la Drave et de l'Adriatique, qui, attirés par l'appât du pillage, lancèrent sur la Germanie leurs hordes de housards, de pandours, de talpaches.

Pendant ce temps, Charles-Albert, prince vaniteux et sans intelligence, faisait des fautes grossières, que l'intrigant Belle-Isle était inepte à réparer. Arrivé à Lintz, il s'était empressé de se faire couronner archiduc d'Autriche; puis, avide de mettre sur son front une seconde couronne, au lieu de pousser sur Vienne, il

tourna vers la Bohême, en laissant un corps de quinze mille hommes à Lintz, et il arriva devant Prague [1741, 23 nov.] par Budweiss et Tabor; mais il garda si mal ses communications, que des débris autrichiens, chassés de la Silésie par Frédéric, s'emparèrent de ces deux dernières villes, et fermèrent ainsi aux Franco-Bavarois le retour sur l'Autriche. En même temps, une armée autrichienne, soldée par les libres dons des citoyens anglais, marcha par la Moravie à la délivrance de la Bohême; elle allait enfermer les Français entre elle et Prague, lorsque cette ville fut surprise [26 nov.], dans une escalade nocturne, par l'intrépidité d'un officier de fortune, le colonel Chevert. Charles-Albert se fit couronner roi de Bohême; puis il courut à Francfort, où il fut élu empereur [1742, 24 janv.], sous le nom de Charles VII; tout l'Empire le reconnut, excepté les États autrichiens. Mais il sollicita vainement la diète de lui donner assistance; et pendant qu'il paradait avec les ornements impériaux, les quinze mille Français laissés à Lintz étaient forcés de capituler, les hordes hongroises ravageaient cruellement la Bavière, les Autrichiens entraient à Munich. L'armée franco-bavaroise, mal composée, mal commandée, diminuée de moitié par l'indiscipline et la désertion, tenta de reprendre Budweiss, de délivrer Lintz, de secourir la Bavière: elle échoua partout. Le prince Charles de Lorraine, frère du grand-duc, la détruisit en détail en lui coupant les vivres. Belle-Isle ne s'occupait que d'intrigues diplomatiques et négligeait les opérations militaires. Fleury mesurait l'argent et les hommes avec une parcimonie ridicule. L'armée entière eût été perdue si l'un des généraux, Maurice de Saxe ([1]), ne lui eût assuré une ligne de retraite par le Mein en s'emparant d'Égra. Enfin l'Angleterre, en se déclarant ouvertement pour Marie-Thérèse, changea entièrement la face de la guerre.

§ IX. L'Angleterre se déclare contre la France. — Évacuation de la Bohême par les Français. — Bataille de Dettingen. — Pendant que la France portait tous ses efforts en Allemagne, l'Espagne attaquait l'Autriche dans ses États d'Italie. Trente mille hommes, ayant été débarqués en Toscane, forcèrent le grand-duc François, l'époux même de Marie-Thérèse, à la neu-

([1]) Fils naturel d'Auguste II, roi de Pologne. Il s'était mis au service de la France en 1733 et fut nommé maréchal en 1744.

tralité; ils se joignirent aux troupes de don Carlos et marchèrent sur Plaisance, Parme et Milan, dont Élisabeth Farnèse voulait faire une souveraineté pour don Philippe, son second fils. L'Angleterre, qui continuait sa guerre maritime avec l'Espagne, fut vivement agitée de ces prétentions de la maison de Bourbon à la domination de l'Italie; d'ailleurs elle n'avait plus qu'un cri contre l'alliance française, depuis que l'Autriche, son alliée naturelle, était menacée. On reprochait à Walpole de trahir les intérêts nationaux, de favoriser l'ambition de la maison de Bourbon, de laisser l'Espagne, agrandie récemment des Deux-Siciles, convoiter encore le Milanais. Georges II désirait la guerre, pour sauver son Hanovre menacé par les Français; la nation, pour avoir l'empire de la mer et arrêter l'Espagne et la France dans leur prospérité coloniale. L'opposition, renforcée par un jeune homme qui devint le plus grand citoyen de l'Angleterre, William Pitt, se prononça avec tant de violence, que Walpole fut obligé de quitter le ministère [1742, 11 février]. Aussitôt il fut décidé qu'on enverrait des subsides à la reine de Hongrie, une armée dans les Pays-Bas, trois flottes dans la Méditerranée, et qu'on chercherait à reformer les anciennes coalitions contre la France.

La Hollande adhéra naturellement à l'alliance de l'Angleterre: tombée au dernier rang des puissances secondaires depuis sa grande lutte contre Louis XIV, « elle n'était plus, disait Frédéric, qu'une chaloupe qui suivait un vaisseau de ligne. » Le roi de Sardaigne, voyant les Espagnols près d'arriver à Milan, craignit d'être enfermé entre les Bourbons d'Italie et ceux de France, et moyennant la promesse d'une partie du Milanais, il se rangea parmi les défenseurs de Marie-Thérèse. Le roi de Naples fut contraint, par une flotte anglaise qui menaça de réduire en cendres sa capitale, de retirer ses troupes du Milanais et de garder la neutralité. Le roi de Prusse fut sollicité de cesser la guerre; et, par l'intervention de l'Angleterre, Marie-Thérèse fit avec lui le traité de Breslau, par lequel elle lui abandonna la Silésie [1742, 17 mai]. La Saxe adhéra à cette paix, et la France eut ainsi à supporter tout le fardeau de la guerre.

La défection des Prussiens et des Saxons mit l'armée française, réduite à trente mille hommes, dans une fâcheuse position : attaquée par toutes les forces autrichiennes, elle fut bientôt, malgré un avantage remporté à Sahay, malgré d'habiles

manœuvres, refoulée dans Prague. Alors Maillebois, qui était dans la Westphalie avec quarante mille hommes pour contenir l'électeur de Hanovre, reçut l'ordre de marcher à la délivrance de Belle-Isle. Il le fit avec une lenteur extrême : quoique son arrivée à Égra eût forcé les Autrichiens à lever le siége de Prague, quoiqu'il eût été joint par douze mille hommes sortis de cette ville, il ne pénétra pas en Bohême, soit qu'il craignît d'avoir à livrer une bataille, soit qu'il fût gêné par les instructions de Fleury, qui avait entamé des négociations infructueuses avec l'Autriche. Il se jeta dans le bassin de la Naab, délivra le Palatinat bavarois, et laissa à Belle-Isle le soin d'évacuer Prague comme il le pourrait, pour se retirer sur Égra. Celui-ci, sans vivres, sans habits, par un hiver rigoureux et des routes affreuses, avait quarante lieues à faire, ayant derrière lui vingt mille Autrichiens : il partit [16 déc.] avec douze mille hommes, laissant six mille malades dans la ville avec Chevert; sa marche fut si pénible qu'il perdit quatre mille hommes en dix jours, et que les huit mille qui revinrent en France périrent presque tous des suites de cette retraite. En même temps, Broglie, qui avait succédé à Maillebois, s'étendit de la Naab sur le Danube, non pour délivrer la Bavière, mais pour trouver une route de retraite sur le Rhin; et quoiqu'il n'eût affaire qu'à l'armée du prince de Lorraine, inférieure en nombre, il rétrograda jusqu'à Donauwerth. Il n'y eut que Chevert qui conserva intact l'honneur français : il dicta lui-même les conditions de la reddition de Prague [1743, 2 janv.] et revint en France avec toute sa garnison.

Georges II et Marie-Thérèse résolurent de porter la guerre en France. Le premier, avec cinquante mille Anglo-Allemands commandés par lord Stairs, s'avança des Pays-Bas sur le Mein pour se joindre au prince de Lorraine dans le Palatinat bavarois, écraser Broglie et pénétrer en Alsace : il arriva à Hanau et de là à Aschaffenbourg. Le duc de Noailles lui fut opposé avec une armée de soixante mille hommes, où étaient l'élite de la noblesse et la maison du roi ; il le côtoya par la rive gauche, lui coupa les vivres au-dessus et au-dessous d'Aschaffenbourg, le bloqua et l'affama dans cette ville. L'ennemi se décida à revenir sur Hanau. Mais Noailles avait jeté des ponts à Dettingen, garni de troupes ce défilé, et placé de l'artillerie sur la rive gauche. Georges devait, dit Frédéric en apprenant ces dispositions, cu

périr ou mettre bas les armes. Mais le duc de Grammont, qui gardait Dettingen, abandonna le défilé [27 juin] pour courir dans la plaine au-devant de l'ennemi; il renversa ainsi tout le plan de la bataille, qui ne fut plus qu'une suite de combats isolés, et l'armée française n'échappa à une déroute que par la bravoure de la maison du roi. La perte fut égale des deux côtés et la bataille indécise. L'ennemi n'osa continuer sa marche vers le Danube, et, abandonnant ses blessés à la générosité française, il se hâta de revenir dans les Pays-Bas. Alors Noailles aurait pu reprendre l'offensive dans la Franconie, en même temps que Broglie dans la Bavière; mais celui-ci le laissa dans l'isolement, et rétrograda, sans combats, de Donauwerth à Strasbourg; il fut contraint de suivre ce mouvement de retraite; et les deux armées ne furent plus occupées qu'à défendre l'entrée de l'Alsace contre le prince de Lorraine. Toute l'Allemagne fut ainsi évacuée par les Français. Charles VII, dépouillé de ses États et réduit à la misère, implora la paix de Marie-Thérèse, et celle-ci consentit à reconnaître sa neutralité, pourvu qu'il laissât la Bavière sous sa main; mais, fière de ses succès, elle refusa tout accommodement avec la France, et conclut même à Worms [15 nov.] un traité d'alliance avec Georges II, le roi de Sardaigne et l'électeur de Saxe, pour « la défense de la *pragmatique* et de l'équilibre européen. » Le but secret de cette alliance était d'enlever la couronne impériale à Charles VII, de reprendre la Silésie, et même de conquérir l'Alsace et la Lorraine. Les hordes hongroises envahirent ces deux provinces.

§ X. Ligue de Francfort. — Conquête de la Flandre. — Invasion de l'Alsace. — Opérations en Piémont. — La honte de cette attaque et la mort de Fleury, qui arriva à cette époque [1744, janv.], semblèrent tirer Louis XV de sa léthargie, et il essaya de gouverner par lui-même; mais ce roi « qui n'avait jamais marqué de volonté, dit Voltaire, et à qui tout paraissait égal, » était incapable de s'occuper d'affaires, non plus seulement à cause de sa paresse, mais à cause de son libertinage. Longtemps sage par nonchalance plutôt que par vertu, il avait cédé aux infâmes exhortations de ses courtisans et surtout du duc de Richelieu, et il avait commencé une vie dégoûtante où il dépassa tous les roués de la régence. Quatre sœurs de la maison de Nesle avaient été successivement ses maîtresses; deux furent abandonnées, la troisième mourut; la quatrième était la duchesse

de Châteauroux, qui ne manquait ni de courage ni de fierté, et qui essaya de racheter sa honte en arrachant le roi à son indolence et en rendant quelque nerf au gouvernement.

Pendant que le financier Orry trouvait, dans la fidélité à ses engagements, les sommes immenses que dévorait la guerre, le comte d'Argenson et le maréchal de Saxe rétablissaient l'armée, dont la mauvaise composition et l'indiscipline avaient causé nos revers. D'Argenson, administrateur paternel, régularisa le casernement, les hôpitaux permanents, le système des vivres, l'entretien des compagnies, et surtout le recrutement par la voie du sort des milices permanentes qui unissaient, durant la paix, l'habitude des armes aux travaux de l'agriculture, et fournissaient, durant la guerre, soixante mille hommes de troupes régulières [1]. En même temps, Maurice de Saxe, qui avait apprécié en homme de génie les qualités nationales, signalait tous les abus de notre système militaire, et principalement l'ignorance et le luxe des jeunes officiers, cause perpétuelle de confusion et d'indiscipline ; il devinait toutes les améliorations qui n'ont été faites qu'un demi-siècle après lui ; il parvenait à introduire dans nos armées le pas emboîté et l'exercice à la prussienne.

Pendant ce temps, la diplomatie, menée activement par le marquis d'Argenson [2], cherchait des ennemis à la ligue de Worms. Elle négociait avec le roi de Naples et les Gênois, pour qu'ils sortissent de leur neutralité ; elle envoya Voltaire à Frédéric pour l'exciter à reprendre les armes ; enfin elle conclut à Francfort une ligue [1744, 5 avril], où entrèrent l'empereur, les rois de Prusse et de Suède, l'électeur palatin, pour le maintien de Charles VII et de la constitution germanique, la délivrance des États bavarois et la garantie de la Silésie à la Prusse. L'Europe se trouva ainsi partagée en deux camps ; et comme la France et l'Angleterre devenaient parties principales dans cette guerre, la cour de Versailles résolut, au lieu de rester simplement auxiliaire d'un empereur dépossédé, de conquérir les Pays-Bas. En même temps, elle prépara une flotte et vingt-

(1) Ce système de recrutement avait été introduit, sous le ministère du duc de Bourbon, par le financier Pâris-Duverney.

(2) C'est l'auteur des *Considérations sur le Gouvernement*. Il était fils, ainsi que le comte d'Argenson du fameux lieutenant de police devenu garde des sceaux en 1718 et mort en 1720.

quatre mille hommes, pour jeter le fils de Jacques III, Charle Édouard, jeune homme plein de feu et d'audace, dans Grande-Bretagne; mais une tempête dispersa cet armemen et tous les efforts se portèrent dans les Pays-Bas.

Deux armées envahirent la Flandre : la première, de soixan mille hommes et commandée par Noailles, était chargée d sièges; la seconde, de quarante mille hommes et commandé par Maurice, était destinée à les couvrir. Le roi et sa maîtres allèrent joindre l'armée de Noailles [mai] Grâce à l'habile des corps du génie et de l'artillerie, corps presque entièremen formés de plébéiens, et qui avaient profité des progrès d sciences exactes, Courtrai, Menin, Ypres, Furnes, tombèrent e quelques semaines [juin]. Les Hollandais commençaient à s'ala mer, lorsqu'on apprit que Charles de Lorraine avait passé l Rhin avec soixante mille hommes, et s'était emparé de Lauter bourg et de Weissembourg [juillet]. Coigny, qui défendait cett frontière avec quarante mille Français, Bavarois et Palatin reprit Weissembourg après un combat sanglant; mais il n'e fut pas moins obligé d'évacuer Haguenau, et les ennemis l'ayant coupé de la Lorraine, arrivèrent jusqu'à la Sarre.

Aussitôt le roi partit avec Noailles et cinquante mille homme pour aller secourir l'Alsace; mais, en arrivant à Metz, il tomb malade [1744, 8 août], et en quelques jours on désespéra de s vie. Cette nouvelle fut accueillie par des transports de doule universelle : on ne connaissait pas tous les vices de Louis XV on le croyait faible, mais bon et généreux; on lui savait g de la prospérité dont on jouissait depuis quinze ans; enfin semble que ce peuple qui, quarante ans plus tard, devait pou suivre en ennemie la royauté, voulait lui donner la plus tou cnante des leçons en lui prodiguant les adorations jusqu' satiété et en montrant, par une ingénieuse flatterie, à celui d ses rois qui en fut le plus indigne, tout ce qu'il avait à fai pour se mettre au niveau de la nation. Louis ne comprit rien l'enthousiasme dont il était l'objet, et en apprenant les tran ports de joie qui avaient accueilli son rétablissement, il se rend naïvement justice en disant : « Qu'ai-je donc fait pour être aim ainsi ? »

Pendant ce temps, le roi de Prusse avait repris les arme Glorieux de jouer le rôle de défenseur de l'Empire, de prote teur des princes allemands contre la maison d'Autriche, il

rait à Gustave-Adolphe, et se voyait avec plaisir, disait-il,
é par la France à prendre la place de la Suède. Il envahit
ept.] la Bohême avec quatre-vingt mille hommes, s'em-
le Prague et jeta la terreur dans Vienne. Ce fut le salut
lsace. Charles de Lorraine repassa le Rhin avec ordre et
tre entamé, et il marcha rapidement à la délivrance de la
ie. C'était une belle occasion pour Noailles, qui avait des
supérieures, de le poursuivre, de le battre, de le pousser
sous le feu de Frédéric; mais il se contenta d'envoyer
rière les troupes allemandes qui rétablirent Charles VII
Munich, et lui-même alla faire le siége de Fribourg, qui
dit après trente-huit jours de tranchée ouverte [5 nov.].
nt ce temps, le prince de Lorraine se réunit en toute
té à vingt-cinq mille Saxons; il se tourna, avec quatre-
mille combattants, contre le roi de Prusse, le coupa de la
e et menaça de le couper de la Silésie. Alors Frédéric,
rité d'avoir à lutter, par la faute des généraux français
toutes les forces de l'Autriche, se hâta d'abandonner Pra-
se retira en Saxe, où il fut suivi par les Autrichiens.
ndant la défection du roi de Sardaigne et la neutralité du
Naples avaient isolé les Espagnols dans l'Italie, et les Au-
ns les avaient poussés jusque sur le territoire napolitain.
don Carlos reprit les armes, les força à la retraite, les
à Velletri, et les ramena jusqu'à Bologne. En même temps,
mille Espagnols, après avoir conquis la Savoie, se ras-
èrent dans la Provence sous le commandement de don
pe, se joignirent à vingt mille Français commandés par le
de Conti, et passèrent le Var [1744, 1er févr.]. Les opéra-
le cette armée devaient se combiner avec celles des flottes
iole et française réunies à Toulon, et que tenait en échec
otte anglaise; une bataille s'engagea [22 févr.] devant
ille, bataille indécise, mais dont le résultat fut d'ouvrir
r aux deux flottes alliées. Pendant ce temps, Philippe et
emportaient Nice, Villefranche et Montalban; ils passèrent
pes, enlevèrent d'assaut Château-Dauphin, après un com-
glant, et investirent Coni. Le roi de Sardaigne livra ba-
30 sept.] pour sauver cette place, et fut défait avec perte
q mille hommes; mais l'hiver n'en força pas moins les
-Espagnols à lever le siége [21 oct.], et à se retirer der-
... pes.

§ XI. Batailles de Fontenoy et de Bassignano. — Tr Dresde. — Charles VII mourut [1745, 20 janv.]. Son fil la paix et la restitution de ses États en abandonnant l' française, en renonçant à toute prétention à la successi triche, en promettant sa voix au grand-duc François-Étie lors la France n'avait plus d'intérêt à la guerre, et elle un accommodement plein de modération et même de fa mais l'Autriche et l'Angleterre, animées contre elle de cienne haine, le refusèrent, et il fallut que Louis XV c la guerre uniquement pour contraindre ses ennemis à

Le roi de Prusse demandait que la France portât to forces en Allemagne pour aller traiter dans Vienne; crut lasser plus efficacement Marie et surtout les An conquérant les Pays-Bas. Le maréchal de Saxe avait, precédente, fait une belle campagne défensive dans la avec quarante mille hommes contre soixante mille; on son armée, le roi vint la joindre, et l'on alla faire le Tournai. Le duc de Cumberland, avec soixante mille Hanovriens, Hollandais, marcha à la délivrance de cett Le maréchal de Saxe, laissant vingt mille hommes deva nai, prit position [1745, 10 mai] dans une plaine t laire, ayant sa droite à Antoing et à l'Escaut, son centr tenoy, sa gauche au bois de Barry. Les deux villages fortifiés et liés par des redoutes, et le seul espace qui re vert entre Fontenoy et le bois était balayé par l'artille Hollandais attaquèrent Antoing, les Anglais Fontenoy : c attaques échouèrent; mais les derniers, s'étendant s droite, pénétrèrent, malgré l'artillerie, entre Fontenoy e en formant une colonne compacte de vingt mille hom déborda le village et le bois, et rompit les deux premièr françaises, formées d'infanterie. La troisième ligne, fo cavalerie, essaya inutilement plusieurs charges : la red colonne faisait échouer, par son feu roulant, toutes les a partielles : elle gagnait du terrain et allait tourner Antoi mée française était toute en désordre ; il ne restait en que la maison du roi et quatre canons. Par le conseil d' cier, on pointa ces quatre canons sur la tête de la colon s'était arrêtée d'elle-même, affaiblie et étonnée de so ment, au milieu de l'armée française : toute la maison s'élança sur ses flancs, et l'infanterie recommença ses a

en ordre et de concert. En quelques minutes, la colonne fut ouverte et recula; mais vivement suivie et écrasée par le feu des redoutes, elle ne se retira qu'en laissant neuf mille morts sur le champ de bataille. Les Français en avaient perdu six mille.

Cette victoire fit tomber Tournai, Gand, Bruges, Oudenarde Dendermonde, Ostende, Nieuport. Les alliés étaient pleins de terreur; la Hollande commençait à craindre pour elle-même; et pendant que les Français faisaient tomber l'extrémité septentrionale de la monarchie autrichienne, les Espagnols avaient le même succès à l'extrémité méridionale.

Dès le printemps, don Philippe, aidé du maréchal de Maillebois, était entré sur le territoire piémontais, mais sans trouver de forteresses ennemies sur sa route: car Gênes avait pris parti pour les Bourbons, levé dix mille hommes et livré passage sur son territoire. Les Franco-Espagnols, au nombre de quarante mille, descendirent dans le Montferrat; et pendant que cinquante mille Autrichiens et Piémontais étaient postés derrière le Tanaro, entre Valence et Alexandrie, ils étendirent leur droite vers Parme, et se joignirent à vingt mille Napolitains commandés par le comte de Gages. Alors le fils de Maillebois ayant fait une menace sur Milan, les Autrichiens abandonnèrent leur position, et Philippe, tombant sur les Piémontais isolés, les écrasa à Bassignano [1745, 27 sept.]. Cette victoire lui ouvrit Alexandrie, Tortone, Parme, Plaisance, et enfin Milan; les Autrichiens se rejetèrent sur le Mincio.

Les victoires de Fontenoy et de Bassignano avaient donné la Flandre et la Lombardie; mais comme on ne voulait garder ni l'une ni l'autre de ces deux provinces, « elles signifiaient autant pour la fin de la guerre, écrivait Frédéric, que si elles eussent été livrées sur le Scamandre. » Les Français se tenant en Allemagne sur la défensive, Marie-Thérèse luttait avec avantage contre le roi de Prusse, et elle venait de faire élire son mari empereur [13 sept.], sous le nom de François Ier : le grand objet de la guerre se trouvait ainsi manqué; une nouvelle maison d'Autriche montait sur le trône impérial. Alors Frédéric demanda la paix. On le refusa. Il battit les Autrichiens à Friedberg et à Sohr; puis il tourna ses efforts contre les Saxons, détruisit leur armée à Kesseldorf et entra à Dresde [15 décembre]. L'électeur de Saxe implora son salut de Marie-Thérèse; et celle-ci,

sollicitée par l'Angleterre qui voulait laisser la France sans allié, consentit au traité de Dresde, par lequel Frédéric garda la Silésie et reconnut François Ier comme empereur [1746, 3 janvier]. L'électeur palatin, l'électeur de Saxe et le landgrave de Hesse accédèrent à ce traité ; et la France se trouva encore seule et malgré elle à combattre sans aucun but contre la moitié de l'Europe.

§ XII. Puissance maritime de l'Angleterre. — Affaires de l'Inde. — Expédition de Charles-Édouard en Écosse. — C'était l'Angleterre qui poussait Marie-Thérèse à continuer cette absurde guerre ; c'était elle qui venait d'enlever à la France l'alliance de Frédéric, qui défendait la Belgique par ses soldats, qui soudoyait la Saxe, le roi de Sardaigne, presque tous les princes allemands ; mais aussi, pour prix de tant d'efforts, elle commençait à atteindre son but, l'empire de la mer. Elle avait cent trente vaisseaux de cent vingt à cent cinquante canons, cent bâtiments inférieurs, d'innombrables corsaires ; et contre de telles forces, l'Espagne et la France n'avaient pas cinquante vaisseaux de tout rang. Elle ravagea les colonies espagnoles, s'empara du Cap-Breton, grande île qui couvre l'entrée du Saint-Laurent et protége les pêcheries de Terre-Neuve ; elle fit même une descente en Bretagne [1745, 26 juin]. Tous les convois de la France vers ses colonies furent battus et capturés : le plus considérable, formé de deux cent cinquante voiles et de seize bâtiments d'escorte, devait reprendre le Cap-Breton ; il fut défait à la hauteur du cap Finistère [1747, 14 juin], et les vainqueurs firent un butin de 20 millions. A la fin de la guerre, la France n'avait plus que deux vaisseaux.

Le commerce français, abandonné du gouvernement et lassé de ses pertes, qui se montèrent, en une seule année, à 70 millions, chercha son salut dans lui-même, et ses vaisseaux particuliers, ses armateurs, ses compagnies, firent des merveilles. La compagnie des Indes, régénérée par Law, avait survécu à la chute du système, et Pondichéri était devenue une colonie très-florissante ; elle avait conquis Karikal, fondé Chandernagor, établi des comptoirs dans le Bengale, à Calicut, à Mahé, à Surate. Deux hommes de génie, mais ennemis l'un de l'autre, augmentèrent encore cette prospérité : c'était Labourdonnais, qui avait formé, aux îles de France et de Bourbon, un établissement colonial de la plus haute importance : et Dupleix

gouverneur général de l'Inde française, qui voulait fonder la grandeur commerciale de la compagnie sur des possessions territoriales, et dont les troupes nombreuses et bien disciplinées étaient la terreur des princes indiens. Lorsque la guerre éclata entre l'Angleterre et la France, Labourdonnais équipa à ses frais une flotte de neuf vaisseaux montés par trois mille hommes, il battit une escadre anglaise, assiégea Madras, la capitale des possessions anglaises, la prit [1746, 21 sept.] et la rançonna à 10 millions. Mais Dupleix arriva, cassa la capitulation, incendia Madras, et fit conduire Labourdonnais en France, où la Bastille fut la récompense de ses services. Les Anglais profitèrent de ces discordes : ils reprirent Madras et assiégèrent Pondichéri; mais Dupleix, après une belle défense, les força à la retraite.

Pendant que l'Angleterre se glorifiait de ses succès contre la marine des Bourbons, l'audace d'un jeune homme faillit la jeter dans une révolution qui l'aurait replacée sous l'influence française.

Charles-Édouard, depuis la dispersion de l'armement destiné à le porter en Angleterre, avait été oublié par le gouvernement français : il résolut de tenter seul la fortune. Il espérait trouver des partisans dans les montagnards sauvages de l'Écosse, qui regardaient toujours les Anglais comme des ennemis et des étrangers, et il avait conservé des relations avec quelques débris du parti jacobite. Il emprunta un vaisseau à un armateur de Nantes, s'embarqua avec des armes et quelques amis [1745, 14 juill.], aborda en Écosse, réunit douze cents montagnards et se mit en campagne. La surprise fut telle qu'Édimbourg lui ouvrit ses portes; et un corps anglais de quatre mille hommes s'étant avancé à Preston-Pans [2 octobre], fut mis en pleine déroute. Aussitôt Charles demanda des secours à la France et à l'Espagne, entra en Angleterre, s'empara de Newcastle, de Manchester, de Derby, et se trouva à trente lieues de Londres. Mais alors il s'aperçut que ses succès n'avaient pas grossi le nombre de ses partisans : les jacobites étaient un parti ruiné ; les torys s'étaient ralliés à la maison de Hanovre ; même en Écosse, la civilisation avait fait disparaître le caractère national, et les *pibrochs* des Gaëls retentirent vainement dans les villes, et tirèrent à peine de leurs montagnes six à sept mille *Highlanders*. D'ailleurs le jeune prince ne pouvait cacher qu'il avait gardé les opinions religieuses et

[redacted]

politiques de ses pères; et toutes les craintes sur le papisme, l pouvoir absolu, l'influence française, se ranimaient. Le gouvernement sortit de la stupeur où l'avait jeté cette attaque imprévue; il obtint du parlement quarante mille matelots, soixante mille soldats, 168 millions de subsides; il rappela ses troupes du continent, il couvrit la mer de vaisseaux et arrêta tous le secours de France; enfin il mit à prix la tête de Charles-Édouard, et fit marcher contre lui trois corps d'armée qui devaient l'envelopper. Alors le prince recula, rentra en Écosse, battit encore une division anglaise à Falkirk [1746, 21 janvier]; mais enfin, atteint par le duc de Cumberland à Culloden, il fut complétement défait [27 avril]. Ses partisans furent poursuivis avec une horrible atrocité : on massacra les prisonniers, on alla à la chasse aux rebelles, on fit périr trois cents chefs des montagnards sur l'échafaud; on détruisit châteaux et chaumières; on implanta de force dans les *hautes terres* les lois, la langue et la race anglaises; et alors périt l'indépendance de ces débris de la grande famille gallique, qui, de temps immémorial et à travers toutes les révolutions, avaient conservé leur costume, leur idiome, leurs mœurs. Quant à Charles-Édouard, traqué comme une bête fauve, il erra, pendant cinq mois, dans les lieux les plus déserts; et, après des aventures presque incroyables, il fut recueilli par un bâtiment français. Ce fut le dernier effort que tentèrent les Stuarts pour remonter sur le trône, et cette malheureuse famille rentra pour jamais dans l'obscurité de l'exil.

§ XIII. Conquête des Pays-Bas. — Bataille de Raucoux. — Bataille de Plaisance. — Invasion de la Provence. — Combat d'Exilles. — Cependant le maréchal de Saxe poursuivait les ennemis, encore terrifiés de la bataille de Fontenoy; il prit Bruxelles, Anvers, Mons, Charleroy, Namur, avec leurs garnisons. Toute la Belgique était conquise; la France revenait à ses jours de gloire; l'armée était pleine d'ardeur et d'intelligence. Alors les Hollandais, alarmés pour leurs frontières, demandèrent des secours à l'Autriche, qui envoya le prince de Lorraine avec cinquante mille hommes sur la Meuse. Une bataille s'engagea à Raucoux [11 oct.], sur la route de Saint-Tron, à Liége et les Autrichiens vaincus perdirent dix mille hommes; mais cette victoire n'eut pas de résultats. L'ennemi reçut des renforts, et Maurice fut obligé d'envoyer un détachement en Bretagne pour repousser une descente des Anglais.

Ces succès dans les Pays-Bas furent compensés par des revers en Italie, où la paix de Dresde avait permis à Marie-Thérèse d'envoyer trente mille hommes sous le commandement de Lichtenstein. Don Philippe, Maillebois et Gages ne s'accordaient pas; leur armée était diminuée de moitié par l'indiscipline et les maladies; un corps détaché avait été battu. A l'approche de Lichtenstein, Maillebois proposa de reculer sur Gênes pour s'y rétablir et reprendre l'offensive ; mais le conseil d'Espagne s'y opposa, et l'on fut obligé, avec vingt-huit mille hommes, de livrer bataille à quarante-cinq mille Autrichiens près de Plaisance. Les Franco-Espagnols furent complétement battus [1746, 16 juin] et perdirent douze mille hommes tués ou pris; le reste eût été forcé de se rendre aux Piémontais, qui barraient la route à Tortone, sans la valeur du jeune Maillebois, qui ouvrit le passage par un combat glorieux. On gagna sans obstacle les Apennins ; mais le découragement et le dénûment de cette armée, réduite à douze mille hommes, étaient tels, qu'elle refusa de s'enfermer dans Gênes, bloquée, il est vrai, par les Anglais, mais où l'on pouvait en toute sûreté attendre des renforts. On se retira en désordre derrière le Var ; et Gênes, saisie de terreur, oubliant qu'elle était, pour ainsi dire, imprenable, ouvrit ses portes aux vainqueurs [8 sept.].

Quarante mille Autrichiens envahirent la Provence, pillèrent Vence et Grasse, assiégèrent Antibes, et dévastèrent tout le pays jusqu'à la Durance, pendant que les Anglais bloquaient Marseille et Toulon. Belle-Isle accourut, sans argent, sans soldats, sans vivres, et il montra de vrais talents en reformant en quelques jours une petite armée avec laquelle il harcela l'ennemi, lui fit lever le siége d'Antibes, et le poussa de poste en poste jusqu'au Var.

Gênes avait été traitée par ses vainqueurs avec la tyrannie la plus brutale : on l'avait imposée à 50 millions ; on avait pillé sa banque et dévasté ses palais. Pendant que la noblesse dégénérée pliait sous le bâton autrichien, le peuple se souleva [5 décembre] sans armes contre les douze mille étrangers qui étaient maîtres de ses remparts et de ses canons ; il les battit pendant trois jours, en tua quatre mille, chassa le reste et le poursuivit jusqu'à Gavi. A ces nouvelles, les Autrichiens qui étaient en Provence rétrogradèrent, bloquèrent Gênes, de concert avec les Anglais, et résolurent d'en tirer une vengeance éclatante.

Les Génois firent une défense héroïque. La France parvint à leur envoyer, à travers la flotte anglaise, cinq mille hommes et le duc de Boufflers. Belle-Isle conquit le comté de Nice et menaça le Piémont : le siége fut levé.

Cependant les Autrichiens restaient maîtres des Apennins; des renforts étant arrivés à l'armée de Belle-Isle, on résolut de les forcer à revenir dans le Piémont en franchissant les Alpes par le col d'Exilles. Le frère du maréchal de Belle-Isle, chargé de cette opération, se jeta comme un fou sur les retranchements inexpugnables dont le defilé était hérissé, et il s'y fit tuer inutilement avec quatre mille hommes [1747, 19 juillet]. Ce fut le dernier combat livré en Italie par les Français, qui ne devaient plus y reparaître qu'en 1792.

§ XIV. Révolution en Hollande. — Bataille de Lawfeld. — Traité d'Aix-la-Chapelle. — Pendant ce temps, Louis XV, vainqueur dans les Pays-Bas, ne cessait d'offrir la paix, et il proposa aux Hollandais, avec lesquels il n'était pas en guerre directe, de s'en rendre les médiateurs. Un peuple tout commerçant, qui n'avait ni bons généraux ni bons soldats, dont les meilleures troupes étaient prisonnières en France, au nombre de trente-cinq mille hommes, semblait n'avoir d'autre intérêt que la paix. La Hollande n'était plus même une puissance maritime; ses amirautés ne pouvaient pas alors mettre en mer vingt vaisseaux de guerre. Les républicains sentaient que si la guerre entamait leurs provinces, ils seraient forcés de se donner un stathouder; ils insistaient pour la neutralité. Le parti anglais et le préjugé général prévalurent. L'irruption de Louis XIV était encore dans les cœurs, on ne pouvait concevoir la modération de Louis XV, ni la croire sincère [1] : ses propositions furent donc rejetées. Alors la guerre fut déclarée aux Hollandais, et les Français envahirent le Brabant septentrional. Aussitôt une révolution éclata, parodie de celle de 1672, et l'on proclama stathouder Guillaume IV, prince d'Orange de la branche de Nassau-Diest, arrière-petit-neveu de Guillaume III. Le stathoudérat fut déclaré héréditaire, même dans la ligne des femmes, et les Provinces-Unies devinrent réellement une monarchie plus que jamais soumise à l'Angleterre. Alors ces deux puissances sollicitèrent toute l'Europe contre « le voisin ambitieux et perfide qui

[1] Siècle de Louis XV, ch. 23.

les menaçait; » et elles conclurent un traité avec la cour de Russie, qui fit marcher trente-cinq mille hommes à leur secours. Cependant Maurice ne cessait de dire que la paix était dans Maëstricht, et le seul but de toutes ses manœuvres était l'investissement de cette place; mais le duc de Cumberland, retranché d'une manière formidable dans la position de Lawfeld, la couvrait avec une armée supérieure en nombre; le maréchal l'attaqua, et, après une bataille sanglante, le força d'évacuer sa position [1747, 2 juillet]. Cependant il ne put changer sa retraite en déroute, ni l'empêcher de se reformer sous Maëstricht. Alors il tourna ses efforts contre Berg-op-Zoom, chef-d'œuvre de Coëhorn, et qui pouvait être secourue par les vaisseaux anglais. Après deux mois et demi de siége, cette place fut emportée d'assaut par la valeur la plus éclatante.

Enfin, l'année suivante, le maréchal de Saxe, trompant les ennemis par d'habiles manœuvres, investit Maëstricht, avec quatre-vingt mille hommes [13 avril, 1748]; et comme il l'avait prévu, les alliés demandèrent la paix. Des négociations s'ouvrirent à Aix-la-Chapelle [18 octobre], et elles aboutirent à un traité digne d'une guerre faite, pour ainsi dire, sans but et sans suite, et où la France, d'abord auxiliaire de Charles VII, puis ennemie de l'Angleterre, se trouvait à la fin aux prises avec la Hollande. On s'attendait à ce que Louis XV, qui était maître des Pays-Bas, de deux provinces hollandaises, de la Savoie et de Nice, qui avait toutes ses frontières intactes, qui pouvait se glorifier de nombreuses victoires, demanderait quelque partie des Pays-Bas pour indemnité de guerre, et les alliés semblaient décidés à ce sacrifice; mais, à leur grande surprise, il déclara qu'il voulait traiter, non en marchand mais en roi; et avec ce mot absurde, par lequel il cachait son empressement à terminer une guerre qui lui dérobait l'argent de ses plaisirs, il ne demanda rien pour prix de nos victoires, rien pour cinq cent mille hommes sacrifiés, pour notre marine ruinée, pour 1,200 millions ajoutés à la dette nationale. Il réintégra ses alliés dans leurs possessions, mais il restitua toutes ses conquêtes; il s'engagea à ne pas rétablir Dunkerque, à chasser de son royaume Charles-Édouard, à garantir la succession d'Angleterre dans la ligne protestante, à reconnaître la *pragmatique sanction*. L'unique avantage que les Bourbons tirèrent de cette sanglante et coûteuse guerre fut la cession des duchés de Parme et de Plaisance à l'infant Philippe :

chétive récompense de tant d'efforts! L'Angleterre, il est v
semblait y gagner moins encore, puisque, après une guerre
élevait sa dette à 2 milliards, elle rendait tout ce qu'elle a
pris; oui, mais elle avait restauré la maison d'Autriche, son
tique alliée, ou plus exactement, son instrument de guerre p
pétuel contre la France; elle avait ruiné les deux marines
France et d'Espagne et le matelot anglais pouvait, à l'exem
de William Pitt, saluer l'Océan du nom de *britannique*.

CHAPITRE III.

Progrès de la philosophie. — Madame de Pompadour. — Guerre de sept ans
1748 à 1763.

§ I. Madame de Pompadour. — Le Parc aux cerfs. — Qu
ans avant la paix d'Aix-la-Chapelle, la duchesse de C
teauroux était morte laissant la réputation d'une favorite
intéressée; et aussitôt vingt rivales s'étaient disputé la h
de lui succéder; « il semblait que la place de maîtresse du
exigeât naissance et illustration. Les hommes ambitionna
l'honneur d'en présenter une, leurs parentes, s'ils pouvaie
les femmes, celui d'être choisies [1]. » Celle qui l'emporta,
grande indignation des duchesses, fut une bourgeoise, la
de Poisson, boucher de Paris, mariée à un financier, Le
mand d'Étioles: belle, pleine d'esprit et de frivolité, ayant
l'éducation la plus brillante, elle avait été préparée par sa
mille à jouer le rôle de maîtresse royale, et elle fut produi
la cour par l'homme qui résume en lui toute la hideuse cor
tion et l'égoïsme féroce des courtisans de cette époque, le
de Richelieu. Nommée par Louis XV marquise de Pompa
et dame de la reine, elle apprécia habilement le caractèr
son royal amant, et visa sur-le-champ à être, « non pas se
ment une maîtresse d'amusement, mais un personnage d'Ét
Elle suivit le roi à l'armée; elle se mêla de toutes les affa
elle força les généraux, les secrétaires d'État, les ambassad
à compter avec elle; enfin elle fit conclure la paix, pour
plus courir les champs » et gouverner le roi tout à l'aise.

(1) Duclos, t. II, p. 134.

lors elle devint ouvertement et resta pendant quinze ans une sorte de premier ministre [1].

La reine, femme d'une piété angélique, vivait ignorée et résignée; le Dauphin, vertueux, dévot, ami des jésuites, restait éloigné des affaires, abandonné des courtisans, craint du roi qui voyait en lui un ambitieux. Le duc de Bourbon, le duc du Maine, le comte de Toulouse étaient morts, et leurs fils vivaient dans l'obscurité. Le champ était donc libre à madame de Pompadour, qui séduisit la cour par ses fêtes et ses prodigalités; les gens de lettres, et surtout Voltaire, par des pensions, des caresses, son goût pour les arts; enfin, le public lui-même par un air de grandeur et d'esprit, une affectation de bienfaisance, un charlatanisme de philosophie. Louis XV fut heureux: enfermé dans ses petits appartements de Versailles avec sa maîtresse et quelques courtisans choisis, il vivait dans la mollesse et l'indolence, loin des pompes de la royauté et des soucis des affaires, laissant la marquise dissiper le trésor en plaisirs, choisir les ministres, recevoir les ambassadeurs, mener les négociations et même, comme nous le verrons, les opérations militaires [2]. L'habile courtisane n'attendit pas que le monarque libertin vînt à se lasser de sa beauté : elle offrit à sa lubricité des femmes obscures qui ne pouvaient devenir ses rivales ; elle se résigna sans peine à être la surintendante de ses plaisirs; elle en vint

[1] Les ministres étaient : le chancelier Lamoignon de Blancmesnil, qui succéda à d'Aguesseau en 1749; aux finances, Machault, qui succéda à Orry en 1745 ; à la marine, Rouillé, qui succéda à Maurepas en 1749; le comte d'Argenson à la guerre.

[2] Louis XV se réserva néanmoins un contrôle très-minutieux et très-sévère sur les affaires extérieures, au moyen de sa correspondance secrète avec les ambassadeurs, correspondance dont fut chargé d'abord le prince de Conti, ensuite le comte de Broglie. «Ce qui est à peine croyable dans une cour indiscrète et curieuse, où les jeunes gens et les femmes ont tant d'activité, tant d'influence, et se sont emparés de tous les accès, où le secret des plus grandes affaires de l'État ne fut presque jamais gardé, ces correspondances confiées à trente-deux personnes sont demeurées secrètes pendant un espace de plus de vingt années. Elles ont échappé jusqu'aux derniers mois de ce règne à la connaissance des différents ministres qui gouvernèrent le royaume avec une autorité sans bornes et une confiance de la part du prince qu'ils devaient croire sans réserve.» (Flassan, Hist. de la diplomatie française, t. I, p. 293.) La correspondance secrète de Louis XV témoigne que ce prince avait, comme par instinct royal et par tradition de famille, le sentiment de la grandeur nationale : elle est pleine de sens, de dignité et de loyauté. On ne peut la lire sans déplorer que cette noble politique ait été rendue stérile par le défaut de volonté, que ces vues si profondes sur les intérêts et l'avenir de la France se soient perdues dans les débauches du Parc aux cerfs.

même à lui composer, dans une maison qu'on appelait le Parc aux cerfs [1753], un sérail de beautés toujours neuves, de jeunes filles arrachées à leurs parents, de jeunes femmes vendues par leurs familles, et même d'enfants de dix ans, qui ne sortaient de là que déshonorées, prématurément dépravées, vouées à la prostitution publique : établissement dont l'histoire n'offre pas d'autre exemple et qui en moins de quinze ans engloutit plus de 100 millions.

§ II. Progrès de la philosophie. — École politique de Montesquieu ; école économique de Quesnay ; école matérialiste de l'Encyclopédie. — Un gouvernement tombé à cet excès d'infamie était tout propice aux progrès de la dissolution sociale : aussi les attaques contre la religion prenaient-elles le caractère le plus alarmant. Voltaire, il est vrai, s'accommodait du régime des prostituées : ami de la Pompadour et de Richelieu, il était devenu gentilhomme ordinaire du roi, historiographe, académicien ; il flattait Louis XV, sa maîtresse, ses ministres, et cherchait à gagner le pouvoir à sa philosophie ; mais il continuait à faire de son théâtre un instrument de propagande et d'agression contre toute la société ; il tournait les idées vers les questions d'économie politique, de finances, de bien-être social ; enfin, si ce Satan de la destruction ne songeait pas à démolir l'édifice politique, il n'en minait pas moins les fondements par ses attaques contre le moyen âge, le christianisme et même la morale universelle. Dans la force de l'âge et du talent, à cette heure de la vie où la décence a tant de charmes, il se délassait des *Éléments de Newton*, d'*Alzire*, de l'*Histoire de Charles XII*, en souillant tout ce qu'il y a de plus pur et de plus héroïque dans ce passé de notre patrie qu'il détestait, le martyre de Jeanne d'Arc ; et ce sacrilége, à la honte de son siècle, n'obtenait que des applaudissements. Mais Voltaire, avec son déisme épicurien et son absence d'idées politiques, ne suffisait plus à l'ardeur de progrès et de destruction qui était le caractère du temps ; et quoiqu'il demeurât le roi absolu et incontesté de la littérature et de la philosophie, il était dépassé par trois écoles nées de lui ou plutôt de l'esprit du siècle : l'école politique de Montesquieu, l'école économique de Quesnay, l'école matérialiste de l'*Encyclopédie*.

A part les rêveries de l'abbé de Saint-Pierre, les *Considérations sur le gouvernement* du marquis d'Argenson, les apologies en-

thousiastes de Mably pour l'état social des anciens, aucun des réformateurs philosophes n'avait encore formulé une idée précise de régénération politique ni une théorie de gouvernement, lorsque l'*Esprit des lois* parut [1748] : aussi ce premier ouvrage dogmatique sur les institutions fut-il accueilli avec enthousiasme, quoique, en présence des hardiesses irréligieuses de la philosophie, il dût paraître bien modéré. En effet, Montesquieu, évitant de prendre le ton d'un réformateur, vantait la religion comme le soutien du système social; il expliquait succinctement les ressorts de la monarchie française, mais sans entrer dans les détails de l'administration; il ne fouillait pas l'abîme de corruption et d'arbitraire qui était dans les lois comme dans les hommes; il n'avait pas un vœu pour les états généraux; il déclarait vaguement que l'essence de la constitution était d'avoir « des pouvoirs subordonnés et dépendants ; » il affectait de dire qu'il voulait que chacun trouvât dans son livre « de nouvelles raisons d'aimer le pays où il est né et le gouvernement sous lequel il vit. » Mais il ne craignait pas de porter au dehors de vastes regards, de dévoiler l'état politique des autres peuples, de vanter les institutions de l'Angleterre. En fulminant contre les États despotiques, en voilant les vices de ces monarchies absolues qui n'ont que l'honneur pour principe général de gouvernement, il montrait pour modèle le pays où existe la division des pouvoirs, le système représentatif, l'accord de la royauté, de l'aristocratie et du peuple : immense sujet de réflexions pour la nation, dont la plus grande plaie était le défaut d'institutions libres, mais qui n'effrayait pas le gouvernement parce que Montesquieu ne parlait pas d'égalité, restait l'ami des parlements et de la noblesse, ne rompait pas complétement avec le passé. D'ailleurs, cet examen des institutions politiques de tous les peuples était mêlé à la demande d'innovations que la monarchie absolue elle-même pouvait admettre, telles que la réforme de la jurisprudence, l'adoucissement des lois criminelles, le respect pour la vie de l'homme. Aussi n'y eut-il pas un gouvernement qui ne s'honorât de professer les principes de l'*Esprit des lois*, pas un homme d'État qui ne voulût être le disciple du législateur des nations; « le genre humain avait perdu ses titres, dit Voltaire, Montesquieu les a retrouvés et les lui a rendus [1]. »

[1] « *L'Esprit des lois a opéré une révolution entière dans* l'esprit de la nation

Avec les idées de réforme répandues partout et un état financier en désaccord avec tous les besoins, la science de la richesse sociale, dont Vauban avait ouvert la route, avait été explorée par des esprits moins aventureux et plus pratiques que les philosophes, mais encore pleins d'hypothèses et d'erreurs. Ce fut le médecin Quesnay qui, le premier, réduisit en corps de doctrine l'économie politique. Il considéra la terre comme la seule source des richesses, et, selon les idées de Sully, l'agriculture comme la véritable industrie de la France; il combattit le système mercantile avec ses primes et ses prohibitions; il demanda la liberté du commerce, et surtout du commerce des grains, avec la suppression des corvées et l'abolition des douanes provinciales; il prétendit réduire tous les impôts à un seul, l'impôt territorial; il se montra défavorable aux arts industriels, aux banques, au luxe, préconisés par Voltaire. En même temps, Vincent de Gournay, intendant du commerce, plaçait la richesse dans le travail manufacturier, demandait, comme condition de son développement, une liberté absolue, et émettait la fameuse maxime : « Laissez faire, laisser passer. » L'école économique, quoiqu'elle n'eût pas le retentissement et la popularité des autres écoles philosophiques, n'en contribua pas moins au bouleversement de la société en discréditant une administration qui vivait encore sur les idées de Colbert, dont le système financier venait récemment d'être bouleversé, et qui visait alors à une fortune commerciale semblable à celle de l'Angleterre : elle fit même adopter par le pouvoir une partie de ses idées, et obtint le fameux édit de 1754 qui rendait libre le commerce des grains, et celui de 1755 qui permit à la noblesse de faire le commerce en gros sans déroger [1].

La philosophie de Locke convenait si parfaitement à ce siècle d'analyse, qu'elle avait été adoptée universellement, même par les esprits les plus opposés : c'est ainsi que Condillac l'avait dé-

Les meilleures têtes de ce pays se sont tournées depuis sept ou huit ans vers les objets importants et utiles. Les affaires de gouvernement deviennent de plus en plus une matière de philosophie et de discussion. » (Corresp. de Grimm, 15 août 1756.)

(1) « Depuis lors on a vu un comte de Lauraguais faire de la porcelaine, un comte d'Hérouville entreprendre des dessèchements de marais; un comte de Maillebois, une exploitation de forêts; un duc de Choiseul, des manufactures de masques, etc. »

veloppée avec mesure et bonne foi, sans se douter de ses conséquences, pendant qu'Helvétius la poussait à son dernier mot dans son lourd et absurde livre *De l'esprit* [1758], où il révélait, disait-on, le secret de tout le monde par ces mots étranges : « La douleur et le plaisir sont les seuls moteurs de l'univers moral, et le sentiment de l'amour de soi est la seule base sur laquelle on puisse jeter les fondements d'une morale utile. » En même temps d'autres sectateurs de la philosophie de la sensation se débarrassaient du déisme insignifiant de Voltaire, et en venaient simplement à nier tout ce qui ne tombe pas sous les sens, tout ce qui ne supporte pas la preuve expérimentale ou la démonstration mathématique, tout ce qui est purement idéal et de sentiment, enfin l'existence de l'âme et de la Divinité. Cependant ces docteurs de matérialisme, qui démentaient presque tous par leurs vertus privées leur détestable logique, alliaient à leurs dogmes de néant un dogme contradictoire, mais fécond, celui de la perfectibilité humaine, méconnu par la philosophie de l'égoïsme; et, convaincus de leurs tristes doctrines, zélés pour elles jusqu'au fanatisme, ils les propageaient par un amour sincère de l'humanité. Ce fut même cette idée de progrès qui inspira aux chefs de cette école, Diderot et d'Alembert, la pensée du *Dictionnaire encyclopédique* [1751], répertoire de toutes les connaissances humaines, qui devait être une vaste machine de guerre contre la religion, mais qui ne fut réellement qu'une tour de Babel, où les esprits les plus contradictoires vinrent apporter leur pierre.

§ III. Situation de la royauté, de la noblesse et du clergé — En face de cette vaste démolition sociale, entreprise par tant de génies différents, que faisaient ces trois puissances qui avaient tour à tour possédé la France, présidé à sa destinée, accéléré ses progrès : l'aristocratie, le clergé, la royauté ?

La royauté était embarrassée du pouvoir excessif que lui avait laissé Louis XIV; elle n'osait faire du despotisme, mais elle laissait l'arbitraire le plus inique dans l'administration, la police, même l'industrie ; elle hésitait entre d'anciennes habitudes et de puissantes nouveautés, entre les traditions du grand siècle et l'indépendance de la pensée qui éclatait de toutes parts Louis XV, gardant l'extérieur de la dévotion et des idées superstitieuses au milieu de ses orgies, devinait dans Voltaire, malgré ses flatteries, l'ennemi de la société ; il haïssait les phi-

losophes; il témoignait hautement sa répugnance pour toutes les innovations; mais, tout en prévoyant un bouleversement, il fermait les yeux, se replongeait dans ses voluptés, et se consolait, dit-on, par ces mots incroyables : *Après nous le déluge !* D'ailleurs il avait autour de lui une maitresse qui protégeait des gens de lettres, des courtisans imbus de toutes les idées voltairiennes, des ministres qui regardaient l'esprit philosophique comme un progrès inoffensif. Le gouvernement ne faisait donc à l'incrédulité qu'une opposition molle et décousue : s'il sévissait, c'était sourdement et dans l'ombre; s'il suspendait la publication de l'*Encyclopédie*, s'il mettait Diderot à la Bastille, s'il forçait Voltaire à s'exiler, c'était sans suite, mesquinement et avec regret. Il soutenait les jésuites, mais il obéissait à l'influence philosophique en défendant l'établissement de toute maison religieuse sans l'autorisation royale, en interdisant au clergé, par l'édit de *main morte* [1749], la faculté d'acquérir de nouveaux biens, en projetant de substituer à son don gratuit un impôt régulier et permanent sur ses terres. En affectant de mépriser l'opinion publique, il se laissait surveiller, gouverner, entraîner par elle. Ainsi il créait une noblesse militaire pour les roturiers qui parviendraient au grade d'officier général, ou qui, étant seulement capitaines, auraient eu un père et un aïeul de même grade. D'ailleurs il s'inquiétait peu de prévenir la réforme demandée universellement : il augmentait les impôts; il supprimait sans résistance les priviléges des pays d'états; il laissait subsister tous les abus; il ne se rendait recommandable par aucun établissement; et la seule fondation qu'on trouve à cette époque est celle de l'École militaire, due au comte d'Argenson [1751]; encore fut-elle plus fastueuse qu'utile.

Quelques seigneurs, quoiqu'ils se vissent ménagés par Voltaire, Montesquieu et même Diderot, commençaient à s'alarmer des demandes de réformes de tous ces plébéiens révoltés, selon l'expression du duc de Richelieu : « ils ont peur de nous, disait Duclos, comme les voleurs des réverbères. » Mais généralement la noblesse, surtout la noblesse de cour, loin de se croire menacée dans ses priviléges par les idées philosophiques, adoptait aveuglément ces idées, les propageait, vivait sur un pied d'égalité avec les incrédules les plus hardis, se faisait honneur de les protéger : c'était par philanthropie et désir du progrès, disait-

elle, mais réellement c'était par frivolité, pour se faire une réputation d'esprit, et parce que les idées voltairiennes favorisaient ses mœurs licencieuses et sa haine de race contre les biens du clergé. En vantant son mépris pour les préjugés, elle voulait garder ses priviléges les plus odieux, ses droits surannés, ses distinctions ridicules; elle profitait presque seule de toutes les iniquités de l'ordre social, des lettres de cachet, des bastilles; elle imitait en petit, et grâce à une police corrompue, les infamies du monarque; elle conservait tous ses vices, toute sa morgue, toute sa fatuité, et avait perdu jusqu'à ses vertus militaires.

« Le clergé, partagé entre l'intolérance et la frivolité, voulant arrêter les opinions du siècle et se laissant entraîner trop souvent à ses mœurs, invoquant contre le scepticisme les rigueurs discréditées d'un pouvoir corrompu, au lieu de le combattre par la science et par le talent, le clergé, surtout le clergé supérieur, demeurait faible et dépassé de toutes parts au milieu du grand mouvement des esprits [1]. » Il ne répondait rien aux mensonges, aux sarcasmes, à la fausse érudition de Voltaire; il osait à peine émettre quelque mandement maladroit, quelque faible apologie; il s'inquiétait bien plus de défendre ses richesses que de confesser son Dieu crucifié; ne sachant plus conduire l'esprit humain, il en avait peur et le sommait en tremblant de s'arrêter. La chaire ne retentissait plus des dogmes et de la morale évangéliques; elle tâchait de se faire pardonner sa mission par une complaisance mondaine; elle remplaçait la foi par la morale vulgaire, la charité par la justice sociale, la loi de Dieu par les droits du peuple; elle s'amusait à prêcher l'amour de l'ordre, l'affabilité, la douceur. Le philosophisme avait envahi jusqu'au trône de saint Pierre : Benoît XIV acceptait la dédicace ironique que lui faisait Voltaire de son *Mahomet*; il protégeait les protestants; il était en correspondance avec Frédéric. Le sanctuaire semblait abandonné.

§ IV. SITUATION DU PEUPLE. — En présence de cette royauté inerte et dégradée, de cette noblesse vicieuse et poussant à la décomposition sociale, de ce clergé sans vertu, sans zèle et sans savoir, quel rôle jouait cette partie de la nation, qui était déjà la nation entière, et sur laquelle pesaient toutes les inégalités sociales ?

[1] Villemain, Tableau du *dix-huitième siècle*, t. II, p. 208.

Le bas peuple des villes et des campagnes était ig
tal, misérable, plus misérable, à certains égards,
été dans le moyen âge ([1]). L'industrie était gênée p
rations, les maîtrises, les jurandes, toute cette l
Colbert devenue un arsenal de tyrannies; l'agri
embarrassée par les redevances féodales, la dime,
le droit de chasse, une foule d'absurdes priviléges.
paysans avaient conservé leur foi religieuse, parc
vaient affaire qu'à la partie pauvre et évangéliqu
ils détestaient les seigneurs, parce qu'ils trouvaient
tyrans immédiats et de tous les instants; ils n'a
affection pour le gouvernement, où ils ne voyaient
lecteurs dévorants et impitoyables, une police des
cour fastueuse et corrompue, un roi débauché, qu
et ce fut l'occasion d'émeutes violentes dans Paris,
bains de sang humain pour ranimer ses sens usé
philosophiques n'avaient pas pénétré dans cette mul
elle n'en avait pas moins l'instinct et le désir d'un
sociale qui se résumait, pour elle, dans l'abolition
priviléges.

La bourgeoisie n'avait jamais été si active, si riche,
c'était elle qui formait l'opinion publique et qui éta
l'État. Elle égalait la noblesse en fortune et en br
surpassait le clergé en instruction; elle avait, plus
vernement, des vertus sociales : mais elle ne pouva
aux grades supérieurs dans l'armée, ni aux dignit
tiques, ni aux grands emplois de l'administration; p
la charge des impôts tombait sur elle; c'était elle
plus à souffrir des tyrannies ministérielles, des ve
courtisans, des iniquités de la police. Aussi la bour
pleine d'ardeur pour les idées philosophiques, de c
elle-même et de foi dans l'avenir. En voyant les s
ciales s'endormir dans l'opprobre et étaler effronté
leurs nudités à ses yeux, en voyant que tous les p
saient moins pour elle à mesure que croissaient s
ses désirs, elle commençait à penser qu'il lui ap

([1]) « Il n'y a pas de pays où le paysan soit plus misérable qu'e
la vérité et le grand vice de notre gouvernement. » (Corresp. de G
1757.)

ire ses affaires elle-même, et déjà elle songeait à réclamer à la
is la liberté contre la couronne, l'égalité contre l'aristocratie,
s droits de l'intelligence humaine contre le clergé [1].

En même temps que se révélait aux pouvoirs sociaux un ennemi qui avait été tour à tour leur protégé et leur allié, la lutte entre ces pouvoirs, lutte en quoi consiste, pour ainsi dire, toute notre histoire, avait cessé : c'était la conséquence obligée de leur décadence commune. L'aristocratie et le clergé, à genoux devant le trône, le protégeaient de l'épée et de l'encensoir, pour qu'il défendît leurs priviléges. Il y avait entre ces trois ennemis réconciliés alliance intime et solidaire pour maintenir tout ce qui était juste et injuste, par tous les moyens : alliance imprudente, au moins de la part du clergé et de la royauté, dont le peuple désirait plutôt la conversion que la ruine, et qui devait les entraîner tous trois dans une destruction commune.

Dans l'état où étaient les idées vers le milieu du dix-huitième siècle, il semblait que la guerre dût éclater bientôt entre le peuple et les pouvoirs : mais le peuple n'avait pas encore amassé toutes ses forces et toutes ses haines, les pouvoirs n'avaient pas comblé la mesure de leurs iniquités. Nous allons voir le clergé achever sa décadence dans de misérables disputes où les deux partis qui divisaient la société, les jésuites et les parlements, devaient disparaître; nous allons voir la noblesse et la royauté perdre leurs derniers titres à l'estime nationale dans la honteuse guerre de sept ans.

§ V. SUITE ET FIN DES DISPUTES POUR LA BULLE *Unigenitus*. — ATTENTAT DE DAMIENS. — Le clergé, qui se cachait devant les philosophes, osait regarder en face d'autres ennemis qu'il considérait comme leurs alliés : c'étaient les jansénistes, qui végétaient dans le silence, n'ayant plus de sectateurs que dans les parlements. Il attribuait à ce parti le projet d'imposer ses biens, qui, en effet, venait du ministre Machault, ami des jansénistes; il fit jouer tant d'intrigues qu'il força le gouvernement à abandonner ce projet, « qu'on ne pouvait exécuter, disait-il, sans l'avilir et réduire à la condition des autres sujets du roi ; » il parvint même à faire passer Machault des finances à la marine. Puis, sans voir quelles armes nouvelles il venait de donner à ses ennemis, il reprit ses attaques contre le jansénisme, dans l'espoir

[1] Guizot, préface de l'Hist. de la révolution d'Angleterre.

que la chute de cette secte, en rétablissant l'unité de l'Église, entraînerait celle de la philosophie.

D'après l'ordre de leur archevêque, les curés de Paris refusèrent les sacrements aux mourants qui ne présenteraient pas un billet de confession signé d'un prêtre moliniste [1752]. Le parlement intervint avec violence, décréta de prise de corps un curé, déclara que la bulle n'était pas article de foi, et interdit les refus de sacrements. Le conseil du roi cassa l'arrêt du parlement et exhorta le clergé à la modération. Les curés continuèrent à refuser les sacrements; les magistrats envoyèrent leurs recors et firent communier des malades au milieu des baïonnettes; la médiation royale fut méconnue. Ce scandale, venant à tomber au milieu d'une société sceptique et épicurienne, enfanta des troubles qui présentaient un triste mélange de fanatisme, d'impiété, de fureur et de ridicule. C'était une anarchie misérable et qui dissolvait tous les éléments du corps social; la cour flottait entre les deux partis; les ministres étaient divisés d'opinion; d'Argenson et Machault se faisaient la guerre, disait-on, à coups de clergé et de parlement. Les jésuites et les magistrats montraient même violence, même opiniâtreté, même aveuglement dans une lutte où le sacrement fondamental du catholicisme était livré à la dérision par les deux partis eux-mêmes. A la fin, le parlement saisit le temporel de l'archevêque de Paris, fit des remontrances vigoureuses contre le despotisme ministériel, et déclara qu'il resterait assemblé jusqu'à ce qu'on y eût fait droit. Il fut exilé en masse, et l'on créa une chambre provisoire pour rendre la justice [1753, mai], mais cette chambre tomba devant l'opinion publique. Le roi, que tant de tracasseries gênaient dans ses voluptés, se lassa de la lutte, rappela le parlement, et imposa un silence général sur les questions religieuses.

Le clergé recommença les disputes. Alors la cour passa du côté des magistrats et exila l'archevêque de Paris; mais le parlement ne garda pas de modération dans sa victoire : il supprima un bref très-indulgent du pape Benoît XIV, qui voulait terminer la querelle; il attaqua ouvertement la bulle déclarée loi de l'État; il voulut se confédérer avec les autres parlements, refusa l'enregistrement des impôts, et tendit à prendre la place des états généraux. Le roi, excité par le clergé, se décida à un coup d'éclat : il tint un lit de justice [1756, 13 déc.] où il dé-

fendit au parlement de prescrire l'administration des sacrements, d'interrompre le cours de la justice, de faire des assemblées générales, de suspendre l'enregistrement des édits; il supprima les chambres des enquêtes, changea l'organisation des autres chambres, et déclara qu'il punirait quiconque oserait s'écarter de son devoir. Cent cinquante-cinq membres du parlement donnèrent leur démission.

A la nouvelle de ce coup d'État, tout Paris fut en rumeur, sombre, menaçant, prêt à se révolter, si les magistrats eussent dit un mot. Bien que les parlements fussent un rouage de la société aussi vieilli que tous les autres, bien qu'ils fussent pleins de préjugés et d'égoïsme, comme ils faisaient seuls de la résistance au pouvoir, ils étaient regardés comme les derniers gardiens des libertés publiques, et leur disgrâce fut considérée comme une calamité. On ne parlait plus du roi qu'avec exécration; on lui imputait tous les malheurs de la France; on lui reprochait ses débauches, les trésors qu'il dépensait, une guerre nouvelle qui était alors commencée.

Au milieu de cette effervescence générale, un misérable idiot, nommé Damiens, frappa Louis XV d'un coup de canif et lui fit une blessure très-légère : il ne voulait, disait-il, que l'avertir d'arrêter le refus des sacrements [1757, 5 janv.]. Cet attentat jeta l'effroi dans les deux partis et amena une conciliation [1er sept.]. Le parlement fut rétabli; l'on prit des mesures contre les refus de sacrements; Machault et d'Argenson furent disgraciés, et les troubles amenés par la bulle *Unigenitus* cessèrent pour jamais. Mais sept ans ne se passèrent pas sans que l'ordre des jésuites ne succombât définitivement sous les coups des parlements; et, sept ans après, les parlements étaient entraînés à leur tour dans la même ruine.

§ VI. Grandeur et prospérité de la France. — Querelles entre la France et l'Angleterre. — Premières hostilités de la guerre de sept ans. — « L'Europe entière, dit Voltaire, ne vit guère luire de plus beaux jours que depuis la paix d'Aix-la-Chapelle jusque vers l'an 1755. Le commerce florissait de Pétersbourg à Cadix; les beaux-arts étaient partout en honneur; on voyait entre toutes les nations une correspondance mutuelle : l'Europe ressemblait à une grande famille réunie après ses différends [1]. » La France avait, par quelques années de paix, lar-

[1] Siècle de Louis XV, ch. 31.

gement réparé les plaies de la dernière guerre; elle murmurait de la lourdeur des impôts et payait néanmoins plus aisément trois cents millions qu'elle n'en avait payé cent cinquante sous Louis XIV; elle était folle de plaisirs et de luxe; elle prodiguait l'or dans ses maisons, sur ses meubles, sur ses habits; elle s'agitait par un besoin continuel de progrès en tous genres; elle profitait de l'impulsion donnée aux sciences naturelles et mathématiques pour améliorer son agriculture, son industrie, son commerce, sa navigation. Notre marine commerciale était dans l'état le plus florissant; notre marine militaire, régénérée par un ministre habile, comptait déjà soixante-trois vaisseaux ou frégates, et, d'après les plans de Machault, elle devait, en dix ans, s'élever à cent soixante-cinq, sans les bâtiments inférieurs. Nos colonies n'avaient jamais connu une si grande prospérité: Bourbon, Maurice, Saint-Domingue, la Martinique, produisaient d'énormes fortunes; la Louisiane et le Canada n'étaient plus à charge à la métropole et allaient se donner la main par les établissements formés sur le Mississipi et le Saint-Laurent; quant à nos possessions dans l'Inde, Dupleix travaillait à en faire le noyau d'un grand empire. Jamais la France n'avait eu une plus belle chance de devenir puissance coloniale; et c'était à une époque où elle avait la prééminence incontestée du continent. En effet, ses armes avaient été glorieuses, sa diplomatie était habile; elle enlaçait l'Europe dans un système d'alliances qui laissait ses ennemis isolés: ainsi elle tenait l'Espagne et l'Italie par la maison de Bourbon; elle avait pour alliés en Allemagne la Prusse, la Bavière, la Saxe et les électorats ecclésiastiques; dans le Nord, la Suède et la Pologne; dans l'Orient, la Turquie. Quant à ses deux ennemies, l'Angleterre et l'Autriche, la première, qui ne possédait encore que les éléments de cette puissance maritime à laquelle elle est parvenue, n'avait pour alliés que le Portugal et la Hollande; la seconde, humiliée par la perte de l'Espagne et de l'Italie, par l'élévation de la Prusse, n'avait pour alliée que la Russie. Cette position politique de la France, plus belle que sous Louis XIV, qui ouvrait tant d'espérances de grandeur, allait être perdue!

L'Angleterre s'épouvanta de la résurrection merveilleuse d'une marine qu'elle avait crue anéantie, de la prospérité de nos colonies, de nos projets d'établissements dans l'Amérique du Nord et dans l'Indoustan; qu'un gouvernement plus jaloux

de la gloire nationale succédât à celui de l'amant de la Pompadour, et elle perdait l'empire des mers ; il ne fallait pas laisser la France faire de nouveaux progrès; il fallait profiter de la faiblesse de son gouvernement. Telle était la pensée de l'avide et superbe aristocratie qui gouvernait l'Angleterre sous le nom des princes de Hanovre, qui dominait aussi bien la chambre des communes que la royauté par la vénalité ouverte des élections, qui tenait le peuple en laisse en exaltant jusqu'à la démence son orgueil ignorant et sa haine aveugle contre la France. A sa tête était un homme nouveau, mais qui s'était empreint de toutes les passions de la noblesse, William Pitt, dont le patriotisme étroit et farouche semblait puisé dans les mœurs de l'antiquité, grand orateur et grand homme d'État, mais espèce de Romain moderne, qui poussait son pays à étendre sa domination extérieure par une guerre perpétuelle, qui ne voulait pas entrer en lutte avec les autres peuples par les voies pacifiques, mais en foulant aux pieds tous les droits de l'humanité, en les traitant comme les anciens traitaient les barbares, en regardant la France comme une autre Carthage, dont la ruine était la vie de l'Angleterre.

Jamais la France n'avait moins justifié qu'à cette époque les haines passionnées de ses voisins; jamais elle n'avait été moins conquérante et plus amie de la paix : ce n'était pas la France orgueilleuse de Louis XIV, tenant constamment suspendus sur l'Angleterre les Stuarts, le papisme et le pouvoir absolu; la nation, tout occupée de sa prospérité intérieure, n'agrandissait son commerce que par des voies légitimes et ne demandait que sa part de l'Océan. En Amérique et dans l'Inde, les Français avaient, il est vrai, formé des projets d'agrandissement, mais c'était sur les habitants du pays; agrandissement légitime dans les idées du temps et pour lequel le champ était ouvert à eux comme aux Anglais. Encore le gouvernement s'efforça-t-il, avec une modération pusillanime, d'apaiser sur ce point la susceptibilité chatouilleuse de ses voisins.

Dupleix regardait l'empire du Mogol [1] comme un héritage

[1] Après la mort de Timour (voyez t. II, p. 97), son empire fut partagé en plusieurs États : les deux principaux furent celui de Perse, où les Timourides régnèrent jusqu'en 1506, époque à laquelle ils furent renversés par les Sophis ; et celui des Indes, dont les souverains furent connus sous le nom de Grands-Mogols. Le premier tomba rapidement en décadence. *Thamas-Kouli-Khan*, qui venait de ren-

ouvert à toutes les ambitions, et dans lequel les puissances européennes étaient appelées à prendre la meilleure part : il intervint dans les guerres que se faisaient les gouverneurs des provinces devenus indépendants sous les noms de soubabs, nababs, rajahs ; il obtint du Grand-Mogol la nababie de Carnate ; il se fit le protecteur des soubabs d'Arcate et de Décan, qui lui payaient tribut ; il acquit de vastes accroissements de territoire à Pondichéri, à Karikal, à Masulipatnam, et quatre provinces qui procuraient deux cents lieues de côtes à notre commerce. Mais il n'obtenait pas de renforts du gouvernement ; il voyait les Anglais donner des secours à ses ennemis ; il éprouva des revers dans une guerre où il eut à lutter contre les princes de Tanjaour et de Maissour, aidés des Mahrattes et des Anglais, commandés par le général Clive. En même temps, la Compagnie française se lassa de ce gouverneur, dont elle ne comprenait pas les plans, qui l'entraînait dans des dépenses dont elle ne voyait pas le fruit, « qui voulait conquérir des royaumes à des gens qui ne demandaient que des dividendes. » Enfin le ministère anglais se plaignit du génie ambitieux d'un homme qui voulait troubler toute l'Asie. Alors la cour de France rappela Dupleix [1755] ; et ce grand homme, qui avait régné trente ans dans l'Inde, quitta en pleurant cette conquête magnifique qu'il laissait aux Anglais, pour aller mourir à Paris dans l'humiliation et dans l'indigence.

En même temps que l'Angleterre arrêtait les progrès des Français dans l'Inde, elle faisait naître en Amérique des querelles futiles mais soutenues par elle avec tant d'opiniâtreté que, depuis cinq ans, les commissaires des deux nations travaillaient vainement à les apaiser. Ces querelles avaient principalement pour objet la possession de quelques Antilles, et surtout les limites de l'Acadie et de la Nouvelle-Angleterre. Les îles de Saint-Lucie, la Dominique, Saint-Vincent et Tabago étaient, depuis un siècle, communes et indivises entre les deux nations : Georges II s'en déclara souverain unique. L'Acadie, cédée à l'Angleterre par les traités d'Utrecht et d'Aix-la-Chapelle, était une

verser [1736] du trône de Perse la dynastie des Sophis, marcha dans l'Inde, dont il fit la conquête, et ne laissa qu'un vain titre aux descendants de Timour. Alors les soubabs, les Mahrattes et les Européens se disputèrent les débris de l'empire, tout en continuant à reconnaître la souveraineté des Grands-Mogols.

ont les limites semblaient fixées par la nature ; les
endirent les étendre jusque sur le Saint-Laurent,
ner la navigation du fleuve et cerner le Canada. Les
aient découvert le Missisipi, déclaré qu'ils prenaient
le tout son bassin, et établi des forts sur l'Ohio
e Canada à la Louisiane, isoler les Anglais des In-
s resserrer entre les Apalaches et la mer: le gouver-
itannique prétendit que l'Ohio appartenait à ses
la Nouvelle-Angleterre ; il donna l'ordre de chasser
s de ses rives et y fit construire un fort. Un officier
envoyé à la garnison de ce fort pour demander des
: il fut assassiné avec son escorte par les soldats
commandait un homme devenu autrement célèbre,
shington [mai, 1754].
France commença des armements, et se prépara à
trois mille hommes et neuf vaisseaux dans le Ca-
inistère anglais déclara que ses flottes avaient l'ordre
s à tout vaisseau français qui porterait des renforts
rique. La cour de Versailles répondit en ordonnant
s de ne pas se défendre, et en se plaignant à toute
s procédés insolents de l'Angleterre : elle offrit de
néanmoins fit partir des renforts pour le Canada.
ement britannique envoya quatre corps d'armée en
pour surprendre les colonies françaises ; il fit sortir
sseaux, commandés par Boscawen, à la poursuite
du Canada ; il lança ses corsaires sur toutes les
surprendre les marchands français qui naviguaient
es traités [1755]. Deux frégates de l'escadre du Ca-
ainsi attaquées et prises par la flotte de Boscawen ;
d'un mois plus de trois cents bâtiments de com-
it capturés par une piraterie si odieuse que les mi-
èrent ni les vendre ni les partager entre les arma-
'ils les laissèrent pourrir sous le séquestre. Cepen-
ut pas une seule parole prononcée dans le parlement
violation du droit des gens, et les historiens anglais
motif de cette infâme mesure. « C'était, disaient-ils,
r à la France ses gens de mer au moment de la
on voulait déclarer, guerre qui avait pour cause
oissement de la marine française ; guerre injuste
mais nécessaire. » En effet, . coup de main priva

[redacted]

la marine française de douze mille matelots, et ce ne fut pas une des moindres causes des désastres qu'elle éprouva dans cette guerre.

Les Anglais furent moins heureux sur le continent. Des quatre corps d'armée chargés de surprendre de tous côtés les établissements français, le premier réussit à expulser les colons voisins de l'Acadie; deux autres opérèrent trop tard contre le Canada; le quatrième, fort de trois mille hommes et commandé par Braddock, devait surprendre les forts de l'Ohio; mais la garnison française du fort Du Quesne forma une embuscade de deux cent cinquante soldats et de cinq cents sauvages dans une forêt impénétrable, et la division anglaise y périt presque entière avec son général [11 juillet, 1755]. Ses débris, ralliés par Washington, furent détruits par les troupes qu'avait amenées l'escadre du Canada.

§ VII. Prise de Minorque. — Alliance de la France avec l'Autriche. — La cour de France, à la nouvelle de la prise de ses frégates, avait rappelé son ambassadeur et demandé des réparations; mais en même temps, pour montrer ses intentions pacifiques, une frégate anglaise ayant été prise par un vaisseau français qu'elle avait attaqué, elle la restitua [15 août]. Le ministère britannique répondit que son attaque subite était une représaille contre les usurpations des Français sur l'Ohio, et il refusa tout accommodement. Alors la France fit des préparatifs capables de faire repentir l'Angleterre de son injuste agression: elle bannit les sujets anglais de son territoire, confisqua leurs vaisseaux qui se trouvaient dans ses ports, et lança de tous côtés ses corsaires. En même temps quatre cents transports portant trente mille hommes, et escortés par quatorze vaisseaux de ligne, partirent de Toulon, sous le commandement du maréchal de Richelieu. Cet armement aborda à Minorque, s'empara de Port-Mahon et investit le fort Saint-Philippe, dont les Anglais avaient fait un autre Gibraltar [1756, 17 avril]. Une flotte anglaise de dix-sept vaisseaux, commandée par Byng, arriva au secours de la place: elle fut battue par l'amiral la Galissonnière, et le fort fut emporté d'assaut par la valeur la plus éclatante [28 juin].

Il n'y eut qu'un cri de désolation en Angleterre pour la prise de Minorque. Le ministère, accusé par la voix publique de cette défaite, se retira; et un homme, que le peuple regardait comme

son tribun, à cause du soin qu'il prenait en toute circonstance de flatter les préjugés nationaux, emportant, comme il le dit lui-même, le cabinet d'assaut, fut chargé de composer une administration nouvelle où il prit le département de la guerre. L'avénement au pouvoir de William Pitt, cet ennemi implacable de la France, fut accueilli par des acclamations. « La nation, dit un historien anglais, faisait dépendre de lui la gloire et la prospérité du royaume, ainsi que la prompte issue d'une guerre où l'on n'avait encore éprouvé que des revers. » Le premier soin du nouveau ministère fut de traduire Byng devant une cour martiale, pour satisfaire à l'opinion publique et forcer dorénavant la victoire. « Mon procès, disait l'amiral, n'est pas l'examen de ma conduite, c'est une affaire de politique. » En effet, il fut déclaré coupable, mais seulement « de négligence, » condamné à mort et fusillé.

La politique de la France était toute tracée : tenir le continent dans la neutralité, porter tous ses efforts sur la mer, ne se laisser distraire par aucun accident de la nécessité de mettre un frein à l'ambition de l'Angleterre ; enfin entraîner dans la guerre notre alliée naturelle, l'Espagne, qui devait considérer la ruine de la marine française comme celle de sa propre marine. C'était la politique que prêchait le ministre Machault ; mais il y avait au-dessus de cette combinaison si simple et sensée la folle vanité d'une femme qui croyait avoir du génie politique, et qui jeta la France dans la guerre la plus honteuse qu'elle ait jamais faite. D'abord, on négocia si maladroitement avec l'Espagne, que Ferdinand VI persista à garder une neutralité d'autant plus absurde que la France venait de prendre pour lui Minorque, et la maison de Bourbon perdit ainsi l'occasion unique d'arrêter la grandeur maritime de l'Angleterre. Ensuite on manifesta l'intention d'envahir le Hanovre, seul point du continent où l'on pût atteindre, sinon les Anglais, au moins leur roi, et l'on entama à cet égard des négociations avec la Prusse.

La politique de l'Angleterre était aussi nettement tracée que celle de la France : c'était de jeter celle-ci dans une guerre continentale pour être libre de ruiner sa marine et ses colonies. Elle chercha donc des alliances sur le continent, mais avec peu de succès. Sur une simple menace de la France, la Hollande se déclara neutre ; la Russie conclut un traité de subsides, mais

elle y renonça, quelques mois après, pour embrasser l'alliance française ; enfin, l'Autriche, sollicitée de protéger le Hanovre, et de donner les secours stipulés dans ses traités avec l'Angleterre, l'Autriche, que Georges II avait sauvée récemment de sa ruine, éluda ses engagements.

Marie-Thérèse voyait avec un profond chagrin la Prusse devenue rivale de l'Autriche et protectrice de la Germanie : elle ne pouvait songer qu'en pleurant à la Silésie ; et avec cette persévérance des princes autrichiens qui a fait la grandeur de leur maison, elle n'avait d'autre pensée que de reprendre cette province, que de réduire la Prusse à son ancienne infériorité. Elle chercha de tous côtés des alliances contre Frédéric ; et son principal ministre, le comte de Kaunitz, lui inspira l'idée de demander celle de Louis XV. Une telle alliance semblait monstrueuse, tant on était habitué à regarder les deux maisons comme nécessairement ennemies : mais dans la situation d'inimitié acharnée où la France se trouvait en face de l'Angleterre, elle était loin d'être impolitique ; seulement il ne fallait pas qu'elle entraînât la cour de Versailles à servir les intérêts de l'Autriche, à travailler à la ruine de la Prusse, à perdre ses forces dans une guerre continentale. La France pouvait acheter la précieuse neutralité de l'Autriche par quelques secours ; mais si elle s'avisait de faire directement la guerre à la Prusse, elle jouait le jeu de l'Angleterre.

Le ministère français hésitait à entrer dans cette voie nouvelle ; l'impératrice fit cesser ses incertitudes en renonçant formellement à l'alliance de l'Angleterre, en promettant de céder à la France le Brabant et la Flandre, de faire recouvrer à la Suède la Poméranie prussienne ; enfin, la vertueuse épouse, regardée comme le modèle des mères de famille, s'abaissa jusqu'à flatter la pourvoyeuse du Parc aux cerfs, dans une lettre où elle l'appelait *chère amie* et *belle cousine*. Frédéric avait insulté madame de Pompadour par ses sarcasmes contre le règne *des cotillons* ; il était haï de Louis XV, à cause de son irréligion et de l'abandon où il avait laissé deux fois la France dans la dernière guerre ; enfin, inquiet des négociations de l'Autriche, il venait de conclure avec Georges [1756, 16 janvier] un traité d'alliance pour protéger le Hanovre, et empêcher l'entrée dans l'Empire des armées étrangères. Alors, et par les soins du cardinal de Bernis, ministre des affaires étrangères et favori

de madame de Pompadour, Louis XV et l'empereur signèrent [1er mai] le traité de Versailles, par lequel ils promettaient de s'aider mutuellement contre leurs ennemis d'un secours de vingt-quatre mille hommes. « Aussitôt que le traité fut connu, dit Duclos, l'applaudissement fut général; ce fut une espèce d'ivresse qui augmenta encore par le chagrin que les Anglais en montrèrent; chacun s'imagina que l'union des deux premières puissances tiendrait toute l'Europe en respect... Les idées ont bien changé depuis. »

§ VIII. Ligue contre la Prusse. — Frédéric envahit la Saxe. — La France se déclare contre lui. — Marie-Thérèse, non contente de l'alliance de la France, chercha encore celles de la Russie, de la Suède et de la Saxe. En Russie régnait Élisabeth, fille de Pierre le Grand; une réaction nationale contre les étrangers, qui, depuis un demi-siècle, dominaient la cour et l'armée, l'avait portée au trône; et alors avait reparu, avec son orgueil belliqueux et sauvage, la vieille noblesse russe, avide de se montrer européenne, d'augmenter son influence politique et sa renommée militaire: elle décida la czarine, d'ailleurs irritée de quelques sarcasmes du roi de Prusse, à entrer dans la ligue contre lui.

A la mort de Charles XII, l'aristocratie suédoise avait annulé l'autorité royale et s'était emparée du pouvoir souverain; alliée de tout temps à la France, elle avait été, en 1740, engagée dans une guerre contre la Russie, qui fut malheureuse, et la plaça dans la dépendance de cet empire. Il ne fallut donc que l'influence russe, les subsides de la France, l'espoir de recouvrer la Poméranie prussienne, pour faire entrer la Suède, malgré son roi, dans la ligue contre la Prusse.

Auguste II, vassal de l'Autriche pour son électorat et de la Russie pour son royaume, voyait la Saxe convoitée par son voisin de Brandebourg, et voulait rendre la Pologne héréditaire dans sa maison; il entra donc facilement dans l'alliance de Marie-Thérèse, mais seulement comme électeur, la czarine lui ayant interdit de mêler son royaume aux affaires de la Germanie.

Frédéric ne s'effraya pas de la formidable ligue qui se préparait contre lui; il comptait sur les divisions de ses ennemis, sur l'argent de l'Angleterre, enfin sur son armée incomparablement supérieure à celles des autres États. Cette armée, recrutée parmi

tous les aventuriers de l'Allemagne, avait été organisée par lui-même avec les soins les plus minutieux; elle était l'admiration de tous les tacticiens par l'habileté de ses manœuvres, la mobilité de ses déploiements, la rapidité de ses feux; parfaitement administrée, soumise à la discipline la plus rigoureuse, elle avait à sa tête de bons généraux et comptait cent cinquante mille hommes. C'était la force militaire la plus complète de l'Europe.

La ligue était composée d'éléments si peu intéressés à la ruine de la Prusse, qu'elle aurait sans doute dégénéré en vaines négociations, si Frédéric n'eût résolu de la prévenir par un coup de vigueur. Avant que ses ennemis eussent fait le moindre apprêt de guerre, et quand les traités d'alliance n'étaient pas même signés, il dirigea soixante mille hommes sur la Saxe et surprit Dresde [1756, 30 août]. L'électeur se sauva, avec son armée de dix-huit mille hommes, dans le camp de Pirna et y fut bloqué. A cette nouvelle, l'empereur déclara le roi de Prusse perturbateur de la paix publique et envoya une armée à la délivrance de la Saxe. Frédéric laissa la moitié de ses troupes devant Pirna, et, avec l'autre moitié, marcha en Bohême à la rencontre des Autrichiens [1er octobre] : il les trouva sur l'Éger, à Lowositz, les attaqua et les vainquit; puis il revint sur Pirna et força les Saxons à capituler. Il renvoya Auguste dans son royaume de Pologne, occupa son électorat, et fit entrer ses dix-huit mille hommes dans son armée [15 octobre].

Cette agression imprévue excita une clameur universelle, et Marie-Thérèse sollicita les secours de ses alliés. Le corps germanique, à l'exception du Hanovre, de la Hesse et du Brunswick, décréta [1757, 17 janvier] la formation d'une armée *d'exécution* contre l'électeur de Brandebourg. La France déclara que l'invasion de la Saxe était une violation du traité de Westphalie; en conséquence, elle envoya sur le Mein les vingt-quatre mille hommes stipulés dans son traité avec l'Autriche; puis elle fit occuper les duchés de Clèves et de Juliers, et dirigea une armée de quatre-vingt mille hommes dans le Hanovre; de plus, elle prit à sa solde les électeurs palatin et de Bavière, le duc de Wurtemberg et dix autres princes; enfin elle décida, par ses subsides, la Suède et la Russie à commencer les hostilités. Elle voulait encore soudoyer la Pologne, qui avait offert à Auguste III cinquante mille hommes pour le rétablir dans son électorat: en effet, ce pays, livré à l'anarchie, laissé sans administration

et sans armée par son lâche monarque, aspirait à retrouver dans la guerre quelques éléments de vie et d'indépendance; mais la Russie s'opposa à se qu'il prît les armes : elle déclara qu'elle se chargeait de sa défense; elle couvrit son territoire de ses troupes; et, pour la première fois, dans une guerre où tout le Nord était engagé, on vit la belliqueuse Pologne rester immobile.

La France se trouvait donc jetée sans raison loin du but primitif et naturel de ses efforts : attaquée par une ennemie implacable, elle oubliait de se défendre pour aller attaquer elle-même, en faveur de son ancienne rivale, un de ces électeurs que ces rois avaient si souvent protégés contre l'Autriche; quand il fallait consacrer tous ces trésors à sauver ses colonies et la liberté de la mer, elle prenait à solde l'Autriche, la moitié de l'Allemagne, la Suède, la Russie, et se trouvait partie principale dans une guerre qui ne la regardait pas. Cependant on continua la guerre maritime contre l'Angleterre, et l'on n'y eut d'abord que des succès. Les Français fermèrent aux marchandises anglaises les Pays-Bas, le Hanovre, Hambourg, une partie de la Baltique. Dans le Canada, les Anglais perdirent plusieurs forts, eurent deux escadres incendiées sur les lacs, virent leur flotte dirigée contre Louisbourg ruinée par une tempête. Dans l'Inde, le soubab du Bengale, allié des Français, leur prit Calcutta et en fit périr la garnison. Sur les côtes de France, vingt vaisseaux de guerre et quinze mille hommes de débarquement dirigés par Pitt contre Rochefort échouèrent honteusement, et une autre flotte de quarante voiles, portant vingt mille hommes, fit de vaines tentatives sur Saint-Malo et le Havre.

§ IX. Batailles de Prague et de Kollin. — Bataille de Hastembeck. — Capitulation de Closter-Seven. — George et Frédéric resserrèrent leur alliance et y firent entrer les princes de Hesse et de Brunswick; les deux électeurs-rois, en guerre contre l'empereur, s'annoncèrent comme les protecteurs de la religion réformée et des libertés de l'Allemagne; ils s'efforcèrent de donner à la guerre l'aspect d'une lutte entre le Nord protestant et le Midi catholique. Le premier prit à sa solde les vingt-huit mille hommes de Hesse et de Brunswick, les fit joindre par trente mille Hanovriens, et donna le commandement de cette armée au duc de Cumberland; le second résolut d'accabler l'Autriche avant que les cercles, la Suède et la Russie ne fussent entrés en campagne.

Pendant que le maréchal Lehwald était dirigé sur la Prusse avec trente mille hommes pour observer les Russes et les Suédois, quatre corps d'armée, commandés par Frédéric et formant cent mille hommes, pénétrèrent en Bohême par des routes très-distantes, sans que les Autrichiens songeassent à les attaquer ; ils repoussèrent même les avant-gardes ennemies jusqu'à Prague, et vinrent sans obstacle se réunir devant cette ville. Le prince Charles de Lorraine rassembla soixante-dix mille hommes pour sauver ce grand dépôt des armées autrichiennes, et attendit le maréchal Daun qui arrivait avec trente mille combattants, par la Moravie et le Haut-Elbe ; mais il fut attaqué par Frédéric [1757, 6 mai], qui avait laissé vingt-cinq mille hommes devant Prague. La bataille fut horriblement meurtrière. Les Autrichiens, vaincus, perdirent seize mille hommes, les Prussiens douze mille. Alors Frédéric investit la ville, où le prince s'était retiré avec quarante mille hommes ; mais il craignit d'être inquiété sur son flanc par Daun, qui, après avoir recueilli douze mille fuyards de la bataille, avait rétrogradé jusqu'à Kollin : il s'avança contre lui avec trente mille hommes, l'attaqua [19 juin] dans une position formidable, et, après un choc furieux, fut vaincu avec perte de quinze mille hommes. A la suite de cette défaite éclatante, il leva le siége de Prague et recula sur les montagnes des Géants, suivi par le prince de Lorraine ; il essaya vainement de défendre les défilés pour garder ses communications avec la Saxe et la Silésie, et se retira sur Bautzen et Gorlitz.

Cependant l'armée française de quatre-vingt mille hommes, commandée par le maréchal d'Estrées, avait passé le Rhin [avril], traversé la Westphalie et marché sur le Weser. A son approche, le duc de Cumberland rétrograda derrière ce fleuve et campa à Hastembeck. D'Estrées le suivit avec lenteur, passa le Weser au-dessus de Hameln, et attaqua l'ennemi dans la position où il s'était retranché. Cumberland fut battu [26 juillet] ; mais la victoire ne fut pas complète par la trahison du comte de Maillebois, qui commandait la gauche et qui se fit battre pour perdre son général. Une intrigue de cour enleva le commandement à d'Estrées ; et le maréchal de Richelieu, qui lui succéda, poussa rapidement les Hanovriens épouvantés jusque sur l'Elbe. Cumberland, acculé à Stade, était forcé de mettre bas les armes, lorsqu'il obtint de Richelieu [8 sept.] la convention

de Closter-Seven, par laquelle son armée devait rentrer dans ses foyers sans être ni désarmée, ni prisonnière, laissant tout le pays de Brunswick et de Hanovre à la discrétion des Français.

§ X. Situation désespérée du roi de Prusse. — Batailles de Rosbach et de Leuthen. — En ce moment, le roi de Prusse semblait perdu : chassé de Bohême par quatre-vingt mille hommes, privé de ses uniques alliés par la convention de Closter-Seven qui ouvrait aux Français la route du Brandebourg et de la Saxe, menacé par l'armée d'exécution qui, réunie à vingt-cinq mille Français, s'avançait par la Thuringe sur la Saal, il voyait les Autrichiens qui envahissaient la Silésie, les Suédois qui entraient dans la Poméranie, les Russes qui étaient maîtres de Memel, et venaient de battre le maréchal Lehwald à Jægendorf; enfin son trésor était épuisé, ses soldats désertaient, ses États s'agitaient par suite du décret qui le mettait au ban de l'Empire. Il ne fallait, ce semble, qu'un peu de sens et de concert pour l'écraser. Personne ne doutait de sa ruine, et lui-même, comme il l'écrivait à Voltaire, ne pensait qu'à mourir en roi. Les énormes fautes de ses ennemis le sauvèrent.

D'abord Richelieu, après la convention de Closter-Seven, regarda sa tâche comme finie : il ne songea ni à appuyer l'armée d'exécution, ni à envahir le Brandebourg, mais à piller le pays conquis, et « il retira par toutes sortes de voies des sommes immenses de la Westphalie et de l'électorat. Les soldats, excités par l'exemple et enhardis par l'impunité, pillèrent partout, et ne nommaient leur général que le Père-la-Maraude (1). » Ensuite les Russes, vainqueurs à Jægendorf, ne poussèrent pas plus loin leurs succès et s'en allèrent hiverner en Russie, ce qui permit à Lehwald de revenir sur l'Oder, où il força les Suédois à se renfermer dans Stettin. Enfin l'armée franco-allemande, qui s'avançait sur la Saal, commandée par les princes de Soubise et de Hildburghausen, était fort mal composée et sans discipline; les Allemands ne marchaient qu'à coups de bâton; les Français dévastaient tout le pays; les deux généraux, fort ignorants, avaient du roi de Prusse une opinion exagérée qui paralysait leur peu d'intelligence. Frédéric résolut de se débarrasser de cette armée : il laissa cinquante mille hommes au duc de Bevern pour s'opposer au prince de Lor-

(1) Duclos, t. II, p. 239.

raine, et, avec vingt-deux mille hommes, il se porta furth. A son approche, Soubise rétrograda jusqu'à Ei mais un corps autrichien ayant passé entre Frédéric e de Bevern pour aller mettre Berlin à contribution, le r mouvement en arrière sur Leipzig, qui dégagea sa c alors Soubise revint pas à pas, puis il se sauva de no Eisenach devant quelques escadrons prussiens laissés à « Les qualités brillantes du roi de Prusse avaient fait t impression sur l'imagination française, que la plupar officiers, en marchant contre lui, tenaient tous les pr pouvaient refroidir le courage de leurs soldats [1]. » Cep à la nouvelle de l'entrée des Autrichiens à Berlin, Soubi la Saal et poussa jusqu'à Weissenfels; mais il repassa vière à l'approche de Frédéric, qui, pour donner du cœ adversaire, effectua encore un petit mouvement de ret s'arrêta près de Mersebourg, à Rosbach. En effet, Sou solut [1757, 5 nov.] de le tourner par sa gauche en ga route de Mersebourg, et son armée se mit en toute mais en pleine confusion, à effectuer une marche de fl vant les Prussiens en position. Frédéric laissa défiler l de cette colonne désordonnée, puis il la foudroya de s lerie, l'ouvrit de toutes parts par sa cavalerie, et, en seulement six bataillons, la mit en pleine déroute. L tingents des cercles jetèrent leurs armes au premier canon et s'enfuirent jusqu'à Freybourg; les Français e l'arrière-garde, firent une belle résistance; mais ils fu foncés et perdirent trois mille hommes tués, sept mille niers et leur artillerie. Les vaincus ne se rallièrent que montagnes de Thuringe.

Pendant ce temps, le prince de Lorraine avait coupé de la Saxe, et l'avait forcé de se retirer sur l'Oder pour Breslau; il le suivit, assiégea et prit Schweidnitz, et, que le roi de Prusse, vainqueur à Rosbach, accourait en il attaqua [22 nov.] son ennemi en avant de Breslau, l lui tua six mille hommes, prit la ville avec sa garniso mille, enfin fit Bevern prisonnier. Les débris de l'arm sionne passèrent l'Oder, le descendirent jusqu'à Glogau remontèrent jusqu'à la Katzbach, où ils rencontrèrent l

(1) Duclos, t. II, p. 147.

qui arrivait de la Saxe. Ils étaient réduits à seize mille hommes; le roi les réunit à ses vingt mille vainqueurs de Rosbach, et, sans artillerie, mais en électrisant ses soldats par son énergie, il attaqua les Autrichiens, qui, au nombre de soixante-dix mille hommes, avaient pris une bonne position sur la Weistritz, entre Leuthen et Lissa : il les mit en pleine déroute [5 déc.]. « Cette bataille fut un chef-d'œuvre de mouvements, de manœuvres et de résolution : seule elle suffirait pour immortaliser Frédéric, et lui donner rang parmi les plus grands généraux (1). » Les Autrichiens perdirent quinze mille hommes tués ou pris; ils évacuèrent Breslau, y laissant vingt mille malades ou traînards, et se retirèrent en désordre dans la Bohême.

§ XI. Ministère de Pitt. — Revers des Français en Allemagne et sur la mer. — Au moment où le génie de Frédéric changeait la face de la guerre, Pitt, qu'une intrigue de cour avait fait tomber du ministère, y revint avec une pleine autorité, poussé, comme il le disait lui-même, par la volonté du peuple. Il fit donner au roi de Prusse 24 millions de subsides ; il obtint du parlement 300 millions, 54,000 soldats, 60,000 marins, 58,000 auxiliaires allemands; il envoya trois flottes pour incendier les ports français. Enfin, « indigné de la convention de Closter-Seven, qu'il regardait comme l'opprobre des armes anglaises, et dont la mémoire même devait être abolie, » il refusa déloyalement de la reconnaître, fit reprendre les armes aux troupes de Hanovre, de Brunswick, de Hesse; leur adjoignit 20,000 Anglais, et donna le commandement de cette armée au duc Ferdinand de Brunswick, le plus habile des lieutenants du roi de Prusse. « Les Français, disait-il, veulent conquérir l'Amérique en Allemagne : il faut les en chasser. » Alors la guerre eut deux théâtres complétement distincts : la Westphalie et le Hanovre, où Ferdinand de Brunswick luttait contre les Français; la Saxe et la Silésie, où le roi de Prusse luttait contre les Autrichiens, les Russes et l'armée des cercles.

Il y avait longtemps que la France n'avait éprouvé un revers aussi humiliant que la défaite de Rosbach : le désir de la venger, plus encore que le traité conclu avec l'Autriche, engagea le gouvernement à porter tous ses efforts en Allemagne. On réorganisa l'armée battue à Rosbach et qui avait rétrogradé sur le Mein; on

(1) Mém. de Napoléon, t. v, p. 218.

ôta le commandement de l'armée du Hanovre à Richelieu, et, pour rétablir la discipline dans ces troupes ruinées par l'habitude du pillage et les maladies, on mit à leur tête un prince de la maison de Condé, le comte de Clermont. Mais avant que ce nouveau général eût pu concentrer son armée éparpillée du Rhin à l'Elbe, et où il cassa jusqu'à quatre-vingts officiers pour faire marcher les autres, le duc Ferdinand se porta sur Verden et passa l'Aller et le Weser. Par cette marche habile, il força les corps français isolés à évacuer Brunswick, Hanovre, Brême, et à se replier, la gauche sur Osnabruck, le centre sur Minden, la droite sur Hameln. Aussitôt il se jeta sur Minden, l'investit et la prit sous les yeux du comte de Clermont, qui, voyant son centre percé et ses ailes sans appui, rétrograda en désordre sur le Rhin et le passa à Dusseldorf [1758, 3 avril]. Cette retraite était plus honteuse que la défaite de Rosbach. En un mois on avait perdu la Westphalie, le Hanovre, la Hesse, sans avoir donné ni essayé de donner un combat, quoiqu'on eût des forces supérieures à celles de l'ennemi; mais la faute en était moins à l'inhabile général qu'à ses officiers aussi frivoles qu'indisciplinés.

Ferdinand franchit le Rhin à Rees, occupa le pays de Clèves, et marcha à la rencontre des Français qui étaient campés dans une excellente position, près de Crevelt, la droite appuyée au Rhin : il laissa la moitié de son armée devant eux, tourna au loin toute la gauche à travers des marais, et vint engager la bataille sur leurs derrières [1758, 19 juin]. Le comte de Saint-Germain, à la tête de la cavalerie, fit une belle résistance; mais, par le lâche conseil d'un M. de Mortagne, le prince de Clermont ordonna la retraite après avoir perdu sept mille hommes. Tous les bords du Rhin tombèrent au pouvoir des ennemis.

L'armée de Soubise arrêta leurs progrès. Son avant-garde, commandée par le duc de Broglie, marcha sur la Lahn, défit les Hessois à Sundershausen et entra à Cassel [23 juillet]. Alors l'armée battue à Crevelt, s'étant réorganisée sous le commandement du maréchal de Contades, menaça de couper les ponts du Rhin derrière les ennemis. Ferdinand repassa le fleuve et se retira à Munster. Contades le suivit, mais il ne put se réunir à Soubise, quoique celui-ci eût battu la droite du duc de Brunswick à Luternberg [2 octobre]; il essaya vainement de prendre Munster et repassa le Rhin, ce qui força son collègue à regagner

ses cantonnements sur le Mein, entre Francfort et Hanau.

Pendant que le gouvernement français envoyait ses soldats subir une nouvelle honte à Crevelt, il payait son absurde intervention en Allemagne par la perte de sa marine. Machault avait été disgracié et n'avait que d'ineptes successeurs. Des trois flottes envoyées par Pitt contre les ports français, la première attaqua à l'île d'Aix une escadre française qui devait escorter cinquante bâtiments de transport chargés de troupes pour l'Amérique ; il la força à s'enfuir en désordre dans la Charente, et l'expédition française fut manquée. Deux autres flottes, fortes de quinze vaisseaux, de vingt-sept autres bâtiments et portant vingt mille hommes de débarquement, abordèrent à Saint-Malo, qu'elles n'osèrent attaquer ; mais elles détruisirent Saint-Servan avec deux vaisseaux et quatre-vingts bâtiments marchands qui étaient sur les chantiers. Puis elles prirent Cherbourg, pillèrent la ville, détruisirent le port et les bassins qu'on venait de creuser, avec vingt-sept bâtiments qui s'y trouvaient. Enfin, après une nouvelle et infructueuse tentative sur Saint-Malo, elles débarquèrent douze mille hommes à Saint-Cast, qui dévastèrent le pays ; mais les milices bretonnes accoururent, et, après un violent combat, les troupes anglaises furent rejetées dans la mer avec un grand carnage, et en laissant trois mille prisonniers. Les colonies françaises se trouvant abandonnées à leurs propres forces, les établissements du Sénégal furent conquis presque sans résistance. Un homme du plus haut mérite, le marquis de Montcalm, était chargé de la défense du Canada : avec quatre mille hommes seulement, il battit vingt mille Anglais au fort de Ticonderago, près du lac Saint-Georges ; mais il ne put empêcher la prise du fort Du Quesne sur l'Ohio, ni celle de Louisbourg, qui, attaquée par seize mille hommes et vingt-trois vaisseaux, capitula après une défense héroïque [1758, 27 juillet], et fut détruite de fond en comble. Dans le même temps, les Anglais, après avoir battu le soubab du Bengale, prirent Chandernagor avec d'immenses richesses et détruisirent cette ville, « pour qu'elle ne fût pas restaurée ; » ils menaçaient de ruine les autres établissements français. Alors une escadre, commandée par le comte d'Aché, porta aux Indes deux mille hommes et le comte de Lalli, nommé gouverneur général. Les escadres britanniques furent battues, et l'on prit Gondelour ainsi que le fort Saint-David principale place d'armes des An-

glais. Ce beau début remplit d'espoir Lalli : « Toute ma politique, disait-il, est dans ces cinq mots, ils sont sacramentels : plus d'Anglais dans la Péninsule. » Mais ce gouverneur, d'une bravoure et d'une probité exemplaires, était dur, bouillant, absolu, et détesté de ses subordonnés, habitués à la licence et au pillage ; cette haine le fit échouer dans toutes ses entreprises, et devait causer la perte des possessions françaises.

Malgré les revers de nos armes et la clameur universelle, madame de Pompadour persistait dans la guerre et croyait par là montrer de la grandeur. Le cardinal de Bernis, effrayé de l'abîme où cette femme jetait la France, aima mieux quitter le ministère que de contribuer plus longtemps à nos désastres. Le duc de Choiseul le remplaça : c'était un homme de mérite, mais plein d'ambition, d'intrigue et d'audace, et qui, porté au pouvoir par la marquise, ne montra d'abord que de la servilité. Il signa le second traité de Versailles [30 déc.], par lequel la France s'engageait à tenir cent mille hommes en Allemagne, à entretenir seule les troupes suédoises, à rétablir l'électeur de Saxe, à défendre les PaysIBas et l'Empire, à faire élire le fils aîné de Marie, roi des Romains, à ne pas traiter avec l'Angleterre avant que le roi de Prusse n'eût restitué la Silésie à l'Autriche.

§ XII. Campagne de 1759. — Désastres de la marine. — Perte du Canada et de l'Inde. — Après cet absurde traité, qui remplit de joie les Anglais, la cour de Versailles renforça ses armées d'Allemagne, et la guerre continua avec aussi peu d'ensemble qu'auparavant, sans qu'on s'inquiétât aucunement des colonies. L'armée du Hanovre était cantonnée dans le pays de Clèves, sous le maréchal de Contades ; l'armée du Mein, près de Francfort, sous le duc de Broglie. Ferdinand de Brunswick, qui occupait une position centrale entre les deux armées, se porta sur Cassel, et, de là, contre l'armée du Mein ; mais Broglie avait pris une bonne position sur la Nidda, à Bergen ; ses troupes manœuvrèrent avec aplomb : le duc de Brunswick fut battu. C'était le premier succès important de cette guerre : « on vit dans Broglie un Turenne naissant ; il fut fait maréchal de France » [1759, 13 avril].

Alors Contades résolut de réunir les deux armées de Hanovre et du Mein sous son commandement et d'agir en masse sur une seule ligne d'opérations. Il passa le Rhin, se joignit à Giessen, sur la Lahn, avec le duc de Broglie [6 juin], marcha sur Corbach,

assa la Dimel, arriva à Paderborn, à Bielfeld, à Herwarden en étachant à gauche un corps qui s'empara de Munster, à droite e duc de Broglie, qui prit Cassel et Minden. Toute l'armée se éunit près de cette dernière ville sur la rive gauche du Weser. Ferdinand avait rétrogradé jusqu'à Osnabruck, laissant toute la Hesse et la Westphalie au pouvoir des Français [17 juillet]; mais lors il se porta sur le Weser, le remonta par la rive gauche en 'appuyant sur la place de Niembourg, et se trouva en présence les Français près de Minden. Contades prit de bonnes dispositions n appuyant sa droite au Weser; mais, par la faute du maréchal de Broglie qui montra une mollesse extrême, il fut battu, t ne crut sa retraite assurée qu'en la dirigeant sur Cassel [1er août]. Broglie accusa son général d'ineptie; Contades, son lieutenant de trahison. « Le détail des fautes des généraux, des officiers et de l'armée fut exposé à nu aux yeux de l'Europe étonnée, et accrut l'humiliation et le dépit des Français. » La cour donna raison à Broglie, et lui confia le commandement suprême; Contades fut disgracié. « Chaque général, dit Duclos, en faisait désirer un autre pour le remplacer, sans qu'on sût où le prendre. »

La honte de nos défaites sur terre fut surpassée par celle de nos désastres maritimes. En moins de quatre ans, on perdit soixante-quatre vaisseaux, dont vingt-neuf de premier rang, pendant qu'on ne prit aux ennemis que douze vaisseaux, dont sept de premier rang. L'indiscipline était sur nos flottes comme dans nos armées : les officiers nobles accablaient de mépris les officiers de la marine marchande ; ils refusaient de convoyer les bâtiments de commerce, ils portaient sur la mer leur luxe et leur fatuité; et, pendant que les officiers *bleus* ou plébéiens pourrissaient dans les bas grades, les amiraux étaient choisis dans cette tourbe de courtisans prosternés devant madame de Pompadour.

On résolut de venger nos désastres par une descente en Angleterre. Trois escadres, à Brest, Lorient et Rochefort, devaient se réunir à une flotte partie de Toulon, pendant qu'une quatrième escadre, partant de Dunkerque, inquièterait les côtes de l'Écosse et de l'Irlande ; des bateaux plats avaient été rassemblés de Brest à Dunkerque, et devaient prendre quarante mille hommes de débarquement. Le commandement des trois escadres ou de la flotte de l'Océan était confié à M. de Conflans

celui de la flotte de Toulon à M. de la Clue ; quant à l'escadre de Dunkerque, elle était formée de corsaires et était dirigée par le fameux Thurot, marin intrépide, qui était devenu la terreur du commerce anglais. L'Angleterre mit en mer quatre flottes pour résister à cette invasion ; elle fortifia ses côtes, arma ses milices; et la fortune, autant que l'habileté de ses marins, vint la tirer d'un si grand danger.

La flotte de la Clue fut dispersée par une tempête en passant le détroit de Gibraltar. Sept vaisseaux se réunirent et furent attaqués par quatorze vaisseaux anglais à la hauteur de Lagos ; après une défense furieuse, ils furent obligés de s'échouer à la côte ; trois furent pris, un brûlé ; les autres s'échappèrent [1759, 17 août].

Conflans, ayant réuni à Brest les escadres de Rochefort et de Lorient, avait vingt et un vaisseaux et quatre frégates, mais il était observé par une flotte de vingt-trois vaisseaux et six frégates. Néanmoins il sortit, rencontra la flotte ennemie près de Belle-Isle [20 nov.], et recula pour l'entrainer sur les bas-fonds de la côte de Bretagne. Mais l'avant-garde anglaise engagea le combat avec son arrière-garde, et alors se livra une bataille très-confuse à la suite de laquelle les Français eurent six vaisseaux ou frégates pris ou brûlés ; l'avant-garde se sauva à l'Ile d'Aix ; quant aux vaisseaux du centre, les uns périrent sur les rochers, les autres entrèrent dans la Vilaine, d'où il fut impossible de les faire sortir ; l'amiral lui-même se fit échouer et brûla son vaisseau. Les Anglais avaient arquebusé Byng pour n'avoir pas vaincu ; pour n'avoir pas même combattu, les Français châtièrent leur amiral en appelant sa fuite infâme la *bataille de M. de Conflans* (1).

Cependant Thurot était sorti de Dunkerque, et avait jeté la terreur dans le Nord de la Grande-Bretagne. Ayant appris l'issue

(1) L'indignation qu'excita cette journée se communiqua même à madame de Pompadour, qui écrivit au duc d'Aiguillon : « Je suis dans le désespoir, parce qu'il n'est rien qui m'en cause autant que l'humiliation. Est-il possible d'en éprouver de plus forte ? Être battu n'est qu'un malheur, ne pas se battre est un opprobre. Qu'est devenue notre nation ? Les parlements et les encyclopédistes l'ont changée absolument. Quand on manque assez de principes pour ne reconnaître ni Dieu ni maître, on devient bientôt le rebut de la nature, et c'est ce qui nous arrive... Il faut renoncer à toute gloire ! c'est une cruelle extrémité, mais, je crois, la seule qui nous reste. »

la bataille de Belle-Isle, il parcourut pendant plusieurs ois l'Océan, et enfin débarqua en Irlande. Il s'empara de Car-k-Fergus, délivra les prisonniers français renfermés dans tte ville, et se rembarqua. Il n'avait que quatre petits navires fut attaqué par trois vaisseaux de ligne : après une défense roïque, il fut battu et tué; ses bâtiments furent pris.

Pendant ce temps, les Anglais envoyaient tout à l'aise des ıforts dans le Canada : ils y mirent sur pied jusqu'à qua-nte mille hommes; leurs vaisseaux prirent ou chassèrent ıs les vaisseaux français. Montcalm, qui avait déployé sur ce éâtre obscur des talents de premier ordre, qui, abandonné de métropole, avait trouvé des ressources dans les indigènes, vait à la fin succomber. Six mille Anglais assiégèrent Québec; ntcalm, avec quatre mille hommes, livra bataille pour sau-r cette ville; il fut battu et tué [1759, 10 sept.]. Québec ca-ula. Alors les forts de Niagara et de Ticonderago, qui assu ient la navigation des lacs et la communication du Canada ec la Louisiane, tombèrent. L'année suivante, les restes des ançais, commandés par Vaudreuil, reprirent l'offensive; ais attaqués par trois corps d'armée, ils se renfermèrent dans ontréal, furent contraints de capituler, et le Canada fut en-rement perdu.

Lalli, abandonné par l'indocile d'Aché, et haï même de ses ldats, était allé assiéger Madras. Après trois mois d'efforts, il t forcé de battre en retraite, et continua à lutter avec une olence toujours croissante contre la licence, la lâcheté, la ahison qu'il voyait autour de lui. Les colons lui refusaient ute espèce de secours; ses soldats se révoltaient; le gouver-ment le laissait sans vaisseaux et sans renforts; il ne tira cune aide de d'Aché, qui, après deux combats inutiles contre flotte anglaise, se retira, malgré les supplications universelles, l'île de France. Les Anglais battirent ses troupes à Vandachi, nparèrent d'Arcate, et enfin investirent Pondichéri, seul point i restât à la France des deux cents lieues de côtes qu'avait ssédées Dupleix. Après une défense héroïque, n'ayant plus e sept cents hommes, contre vingt-deux mille, sans muni ons et sans vivres, il se rendit à discrétion [1760, 10 janv.]. s vainqueurs détruisirent les murs, les forts, les édifices de la pitale de l'Inde française, ne laissant debout que les cabanes diennes. L'espoir qu'*avait eu la France* de fonder un empire

La détresse des finances s'ajoutait aux désastres d
Madame de Pompadour prenait les ministres comm
raux parmi les courtisans; elle voulait avant tout qu
leur des finances fût docile à payer les *acquits au*
billets signés du roi qui ne spécifiaient aucun serv
lesquels elle fournissait à ses prodigalités et aux d
Parc aux cerfs. On avait établi deux vingtièmes sur
terres, créé des rentes, fondé des loteries, lorsqu'u
contrôleur, Silhouette, voulut essayer un impôt ter
toutes les classes; mais il fut obligé de céder aux cla
privilégiés, qui avaient gardé toute leur énergie pou
leurs richesses. Alors il fallut augmenter la capitation,
le payement des rentes, enfin employer tous les moy
reux qui avaient ruiné Louis XIV. Silhouette quitta
tère; mais ses successeurs, qui changeaient à peu pr
ans, ne furent ni plus habiles ni plus heureux.

§ XIII. Campagnes des Français en 1760 et 1761. —
chal de Broglie, après avoir hiverné sur le Mein
réunit à Fritzlar avec un corps commandé par le
Saint-Germain, et marcha sur Cassel. Son armée con
de cent mille hommes; mais, avec de telles forces e
avantage remporté à Corbach, il se contenta de la pris
et de Minden, et s'arrêta, inquiet d'une diversion
Ferdinand sur le Bas-Rhin, où vingt mille homm

urprendre le camp : menacé de mort par vingt baïonnettes s'il lit un mot : « A moi, Auvergne ! s'écrie-t-il, voilà l'ennemi ! » t il tombe percé de coups. La victoire de Clostercamp força le létachement du Bas-Rhin à rétrograder sur l'armée de Brunswick, et les Français prirent leurs quartiers d'hiver entre la Verra et la Fulda.

L'année suivante [1761], Ferdinand, avec soixante mille ommes, dirigea sa droite sur Fritzlar, son centre sur la Dimel, a gauche sur Eisenach. Broglie, craignant d'être tourné à droite t à gauche, se mit honteusement en retraite ; il brûla ses nagasins, recula en désordre sur Fulda et ne s'arrêta qu'à lanau. Alors, ayant reçu des renforts, il marcha sur la Lahn, emporta un avantage à Grunbourg, força l'ennemi à repasser a Dimel, et reprit sa position de Cassel.

Pendant ce temps, Soubise, qui était cantonné sur le Bas-Rhin avec soixante mille hommes, se mit en mouvement par Wesel et Dortmund, et se réunit à Broglie sur le Ruhr. Ferdinand se posta à Willighausen, près de la Lippe, et avec soixante-dix mille hommes contre cent quarante mille, il força les Français à la retraite, avec perte de six mille hommes [15 juillet, 1761]. Soubise et Broglie, qui s'accusaient réciproquement de cette défaite honteuse, se séparèrent : le premier rétrograda sur le Bas-Rhin ; le second fit une tentative sur Hameln et passa le Weser ; mais il suffit d'une marche de l'ennemi sur Cassel pour le rappeler entre la Werra et la Fulda. « Cette campagne fut le maximum de l'ineptie et de l'incapacité. Cependant le soldat français d'alors valait au moins le soldat qui lui était opposé, ce qui est prouvé par les succès qu'il obtenait dans toutes les affaires de postes. La cavalerie était belle, bien montée et bien disciplinée ; l'artillerie était excellente ; le corps du génie était le plus savant de l'Europe, et l'infanterie n'était pas mauvaise. Enfin tout cela était composé de Français, qui étaient fort humiliés de l'issue des campagnes précédentes et désireux de relever la gloire de leurs drapeaux ; mais les généraux en chef, les généraux particuliers étaient de la plus parfaite incapacité [1] ; » de sales et futiles intrigues décidaient les questions les plus graves ; les opérations étaient tracées dans le boudoir et de la main de madame de Pompadour ; enfin les lâchetés et les trahisons deve-

(1) Mém. de Napoléon, t. v, p. 315.

naient chose commune dans les hauts grades; et, penda
les d'Assas se dévouaient glorieusement, le comte de Mai
faisait manquer la victoire de Minden, un M. de Mortag
sait la défaite de Crevelt, le maréchal de Broglie celle de
et peut-être de Willighausen. Aussi la noblesse ne se re
elle point de la guerre de sept ans; et l'opprobre dont ell
couvert le nom français devait être rappelé dans de t
jours.

§ XIV. Campagnes de Frédéric de 1758 a 1761. — Penda
cent cinquante mille Français, durant quatre campagne
vaient fait que ravager le pays entre le Rhin et le Wese
en remporter que les hontes de Crevelt, de Minden, de
hausen, Frédéric luttait contre deux cent mille ennem
gloire, mais sans que ses victoires fussent plus favorab
dénoûment de la guerre que les défaites des Français.

Au printemps de 1758, quatre-vingt mille Autrichiens
dans la Silésie, cinquante mille hommes des cercles men
la Saxe, vingt mille Suédois avaient débarqué dans la P
nie, et soixante mille Russes traversaient la Pologne. F
laissa son frère Henri à la garde de la Saxe; il donna le
maréchal Dohna de repousser les Suédois, et lui-même
contre les Autrichiens. Il reprit Schweidnitz, pénétra en
vie, éprouva un échec devant Olmutz, et rentra en Silé
les Russes, après avoir traversé toute la Prusse, investi
Custrin. Il réunit à lui le corps de Dohna, et, avec tren
mille hommes, marcha contre les Russes postés à Zornd
delà de l'Oder, au nombre de cinquante-quatre mille. Il le
qua [25 août], les vainquit, leur tua ou prit dix-huit
hommes; mais il n'osa inquiéter leur retraite, et se port
la Saxe.

Pendant qu'il luttait contre les Russes, Daun, après av
fié le siége de Neiss à un de ses lieutenants, se joigni
l'Elbe, à l'armée des cercles, et occupa, entre Gorlitz et Ba
la position formidable d'Hohenkirch, pour empêcher le
venir au secours de Neiss. Frédéric arriva en remont
Sprée sur Bautzen, et prit, devant les Autrichiens, une
mauvaise position. Alors Daun tourna sa droite pendant l
surprit l'armée prussienne, la battit complétement et
perdre dix mille hommes [14 oct.]. Le roi de Prusse rép
revers : il déroba sa marche à l'ennemi, arriva avant lui

litz, courut en Silésie et fit lever le siége de Neiss. Au lieu de le suivre, Daun changea de plan, se porta sur l'Elbe et investit Dresde; mais Frédéric revint rapidement sur la Saxe, et força les Autrichiens à se retirer en Bohême.

L'année suivante, les Russes et les Autrichiens étaient convenus de se réunir sur l'Oder pour opérer en masse. Les premiers battirent à Palzig le corps prussien qui défendait la Poméranie, et arrivèrent à Crossen; mais ils n'y trouvèrent qu'une division autrichienne. Alors Frédéric, qui avait perdu trois mois à observer Daun en Silésie, marcha contre les Russes avec quarante-cinq mille hommes, et les trouva retranchés à Kunersdorf, près de Francfort; il les attaqua [1759, 12 août]; mais tous ses efforts échouèrent contre la masse impassible de ces automates : il perdit vingt-cinq mille hommes tués ou pris, et se mit en retraite sur la Sprée pour couvrir Berlin. « C'en était fait des Prussiens, dit-il lui-même, si les Russes avaient su profiter de leurs succès : ils n'avaient qu'à donner le coup de grâce. »

Pendant ce temps, l'armée des cercles avait pris Torgau, Wittemberg, Dresde; et, à la nouvelle de ces succès, Daun, au lieu de joindre les Russes vainqueurs, se portait de la Silésie sur la Saxe. Frédéric, profitant de cette faute, se plaça entre Cottbus et Gorlitz, pour empêcher la jonction des Russes et des Autrichiens; et les premiers, irrités de l'abandon de leurs alliés, se mirent en retraite sur la Vistule. Alors il se porta sur la Saxe; mais, imaginant sans raison que Daun voulait se retirer en Bohême, il détacha dix-huit mille hommes à Maxen pour lui couper les défilés, et ce corps, investi par l'armée autrichienne, fut forcé de mettre bas les armes.

Frédéric, ému de tels revers, voyait ses armées réduites à quatre-vingt mille hommes pour défendre trois provinces, fournir des garnisons à vingt places, et résister à deux cent mille ennemis; il semblait se fatiguer de cette lutte interminable : il faisait de lourdes fautes; il épuisait ses troupes par des marches continuelles et les batailles les plus sanglantes qu'on eût encore livrées, et il ne voyait pas que ses ennemis fussent lassés ou diminués. « Ce sont des travaux d'Hercule, disait-il, que j'ai à faire dans un âge où la force m'abandonne et où l'espoir commence à me manquer. »

Au commencement de 1760, il essaya de reprendre Dresde; mais il échoua devant les forces supérieures de Daun. Pendant

ce temps, une seconde armée autrichienne, command Laudon, envahissait la Silésie, battait à Landshut le corps sien qui défendait cette province, et le forçait de mett les armes; de là elle prit Glatz et menaça Breslau, en temps que les Russes entraient à Berlin. Aussitôt Frédér courut de Saxe en Silésie. Daun le suivit, se réunit à La borda la Katzbach et coupa la route de Breslau. Le roi, par des forces triples, cherchait une voie de retraite, lor profita d'un faux mouvement de Laudon sur Liegnitz p battre complétement [15 août]. Cette victoire délivra Bresl décida les Russes à évacuer Berlin. Pendant ce temps, l'a des cercles envahissait la Saxe : Frédéric se hâta de revenir ce pays; mais il fut suivi par Daun, qui prit position pr Torgau. Il l'attaqua et le vainquit après une horrible bouc où les Autrichiens perdirent vingt mille hommes et les siens seize mille. Cette bataille n'eut pas plus de résulta toutes les autres : les Autrichiens restèrent campés pr Dresde; les Russes étaient rentrés, selon leur coutume, e logne; les Suédois restaient inactifs.

Si les ennemis de la Prusse eussent été d'accord, c'ét moment d'accabler Frédéric, qui n'avait plus que des tr jeunes, mauvaises, recrutées à grands frais parmi tous les turiers de l'Allemagne; mais, dans la campagne de 1761, encore sauvé par les fautes de ses ennemis. Pendant que était sur la défensive en Saxe, Laudon se réunit avec les R dans la Silésie, et Frédéric se trouva enveloppé dans le ca Bunzelwitz, près de Jauer, par des forces quadruples; il perdu, lorsque les deux généraux ennemis, en pleine di se séparèrent. Les Russes repassèrent l'Oder, et allèrent pr Colberg pour hiverner dans la Prusse, pendant que L assiégea et prit Schweidnitz.

§ XV. Résultats de la guerre. — Pacte de famille. — quitte le ministère. — La guerre durait depuis cinq an après vingt grandes batailles et près de huit cent mille ho sacrifiées, la question n'avait pas avancé d'un pas : la F et l'Autriche avaient été battues, mais elles étaient loin épuisées; elles pouvaient soutenir encore plusieurs ann lutte ; elles vivaient, malgré leurs défaites, sur le territo leurs ennemis, pendant que Ferdinand et Frédéric succomb sous leurs propres efforts. Nul ne savait où l'on allait ; on

l'on prévoyait que tous les belligérants, lassés de tant de combats inutiles, laisseraient tomber leurs armes pour revenir à leur première position : tant était absurde cette guerre, où cinq cent mille hommes s'égorgent chaque année sans passion et sans motif; où l'on ne voit en jeu que de médiocres intérêts, une politique mesquine, une province disputée entre deux puissances. Aussi les armées sont-elles glaciales, passives, sans inspiration, aussi les alliances sont-elles déterminées comme les plans de campagne, non par des raisons politiques, mais par des subsides, seul stimulant des rois et des généraux, et par lesquels la France et l'Angleterre se font la guerre autant que par les armes. Aussi les peuples ne s'intéressent à la lutte que par leurs souffrances : il n'y a pas d'esprit national qui se glorifie en Prusse ou en Autriche des victoires de Frédéric ou de Daun ; il y en a moins encore en Russie, dont les soldats esclaves tuent et se font tuer sans une pensée ; il n'y en a même pas en France, où l'on rit des défaites, où l'on chansonne Soubise et la Pompadour, où l'on n'a d'éloges que pour Frédéric. Je me trompe : il est un pays où la guerre inspire un sérieux intérêt, où l'on se passionne pour les succès et les revers, où le général vaincu est fusillé, le général vainqueur porté en triomphe : c'est le pays qui, sous la conduite d'une aristocratie ambitieuse, habile, persévérante, a seule, dans ce siècle, de la tenue dans sa politique, de la grandeur dans ses idées, de la fixité dans ses plans : c'est l'Angleterre.

Cependant le peuple anglais commençait à se plaindre de la lourdeur des impôts, de l'accroissement de la dette, de la longueur de la guerre, et surtout des pertes énormes que les corsaires français faisaient subir au commerce : en effet, en moins de quatre ans, ils avaient pris deux mille cinq cent trente-neuf bâtiments anglais, pendant que la marine anglaise, qui comptait cent vingt vaisseaux de ligne, n'avait pris au commerce français que neuf cent quarante-quatre navires, dont deux cent quarante-deux corsaires. Une opposition violente s'était formée dans le parlement contre le ministère Pitt : conduite par lord Bute, qui visait au pouvoir, elle poussait à la paix. Georges III, qui avait succédé à Georges II [1760, 25 octobre], favorisait ces dispositions pacifiques dans le but secret de s'affranchir de la domination des whigs. En même temps, la cour de Versailles fit des propositions d'accommodement plus que modérées : elle

[redacted]

offrait de céder le Canada, le Sénégal, Tabago, Minorque, etc., sous condition que les prises faites avant la guerre seraient restituées. Pitt traita cette condition d'arrogante, et il opposa aux offres de la France des propositions que les Anglais trouvèrent eux-mêmes exorbitantes et injustes. Les négociations furent rompues, et la guerre poussée avec une vigueur nouvelle. C'est alors que les Anglais s'emparèrent des restes du Canada et de Pondichéri; ils osèrent même prendre Belle-Isle sur les côtes de France.

Le sultan du Parc aux cerfs, singeant son glorieux prédécesseur dans la détresse, publia les propositions humiliantes qu'il avait faites, le refus outrageant qu'il avait reçu, et il essaya de ranimer l'esprit national. Personne ne s'émut : le peuple rejetait tout l'opprobre de cette guerre sur son gouvernement. Alors le cabinet de Versailles vit qu'il fallait chercher le dénoûment de la lutte sur la mer.

A cette époque, Choiseul, à force d'esprit et de souplesse, était arrivé à son but : il dirigeait toutes les affaires comme ministre de la guerre et de la marine, et au moyen des relations extérieures qu'il avait confiées à un parent. Ce négociateur du second traité de Versailles ne s'était pas mépris sur l'absurdité de la guerre que la France faisait en Allemagne : toute son ambition était maintenant de ramener la lutte sur son vrai terrain, et il chercha à fortifier les débris de notre marine par celle de l'Espagne. Le faible Ferdinand VI était mort, et son frère Carlos, roi de Naples, lui avait succédé (¹) ; c'était un prince intelligent, qui travaillait avec succès à la régénération de l'Espagne, et qui ne voyait de grandeur pour elle que dans son union intime avec la France. Convaincu que son prédécesseur avait fait une grande faute en laissant la marine de son alliée seule aux prises avec la puissance qui ambitionnait ouvertement la ruine de toutes les autres, il écouta les propositions de Choiseul, et alors fut conclu [1761, 15 août] le traité connu sous le nom de *Pacte de famille*, qui est le chef-d'œuvre des actes diplomatiques du règne de Louis XV. Tous les souverains de la maison de Bourbon se liaient par une alliance perpétuelle offensive et défensive ; ils se garantissaient mutuellement leurs États, re-

(¹) Charles III, en montant sur le trône d'Espagne, abandonna le trône des Deux-Siciles à son second fils. Il avait été convenu, dans le traité d'Aix-la-Chapelle, que les deux couronnes ne pourraient être réunies sur la même tête.

connaissaient l'ennemi de l'un d'eux comme l'ennemi de tous, s'engageaient à ne jamais faire d'alliance séparée avec aucune puissance de l'Europe ; ils s'ouvraient réciproquement leurs ports et leurs frontières, assimilaient en tout les sujets de leurs alliés à leurs propres sujets, de telle sorte que les peuples de la France, de l'Espagne, des Deux-Siciles, de Parme et de Plaisance ne formassent « qu'une seule nation ou une seule famille. » C'était là une magnifique conception : inspirée par la politique de Louis XIV, elle achevait ce que le grand roi n'avait pu faire, complétait les traités d'Utrecht, de Vienne, d'Aix-la-Chapelle, et rendait la maison de Bourbon l'arbitre du midi de l'Europe.

Le Pacte de famille fut d'abord tenu secret ; mais le soupçon en vint à Pitt, qui s'en inquiéta et demanda des explications à l'Espagne ; celle-ci protesta de ses sentiments pacifiques, offrit de négocier, et déclara qu'il n'y avait entre elle et la France aucune ligue offensive qui pût alarmer l'Angleterre. Pitt ne fut pas satisfait de cette réponse. Il proposa au conseil de prévenir les desseins de la maison de Bourbon, en saisissant l'occasion qui s'offrait de ruiner la marine espagnole, au moment où la France n'avait plus un vaisseau de ligne ; et il développa un plan très-hardi pour enlever les galions et ruiner les colonies de l'Espagne. « Une telle mesure, disait-il, sera une leçon pour S. M. Catholique et pour toute l'Europe de ne plus oser se mêler des affaires de la Grande-Bretagne. » Cette proposition fut repoussée par tous les ministres. Pitt, irrité de cette opposition inaccoutumée, déclara « que c'était le moment d'abaisser la maison de Bourbon ; que si l'opportunité et la gloire de ce moment n'étaient pas saisies, il ne serait plus possible de les retrouver. » Le conseil persista dans sa résolution. Alors il dit que, « appelé au ministère par la volonté du peuple, c'était au peuple seul qu'il devait compte de sa conduite ; qu'il ne pouvait rester dans la situation où le refus de ses collègues l'avait placé, » et il donna sa démission. Lord Bute lui succéda [1761, 2 mai].

Cependant le Pacte de famille fut rendu public : sur-le-champ l'Angleterre déclara la guerre à l'Espagne ; et comme celle-ci n'y était pas préparée, elle ne fit que partager les désastres de la France : elle se vit enlever Cuba, les Philippines, douze vaisseaux, 100 millions de prises, pendant que la France perdait la Martinique, la Grenade, Saint-Vincent, Sainte-Lucie. Le Pacte de famille avait été conclu trop tard ; mais le ministère anglais

en prenait une telle inquiétude, qu'il consentit, malgré ses succès, à ouvrir des négociations pacifiques.

§ XVI. Campagne de 1762. — Pendant ce temps, la guerre continentale se poursuivait avec son insignifiance accoutumée. Au printemps de 1762, Soubise, avec quatre-vingt mille hommes, était posté à Corbach : il s'avança sur la Dimel, fut battu à Wilhelmstadt [1762, 24 juin], rétrograda sur Cassel et ensuite sur Francfort; puis il marcha sur la Lahn pour se joindre à trente mille hommes de l'armée du Bas-Rhin. Alors il reprit l'offensive; mais, après un avantage remporté à Fridberg par une de ses divisions, il laissa assiéger et prendre Cassel devant son armée de cent mille hommes par une armée de soixante-dix mille; et il allait être chassé de la Hesse, lorsqu'on apprit que les préliminaires de la paix étaient signés [3 nov.].

Sur l'autre théâtre de la guerre, Frédéric, sauvé chaque année par le désaccord de ses ennemis, voyait chaque année sa situation devenir plus mauvaise. Ses États étaient accablés, et ce n'était qu'à force de despotisme qu'il y ramassait encore quelques soldats et quelque argent. « La noblesse, dit-il lui-même, était dans l'épuisement, le petit peuple ruiné, nombre de villages brûlés, beaucoup de villes détruites. Une anarchie complète avait bouleversé tout l'ordre de la police et du gouvernement. Dix-sept batailles avaient fait périr la fleur des officiers et des soldats; les régiments étaient délabrés et composés en partie de déserteurs et de prisonniers; » on ne pouvait plus les recruter par toute l'Allemagne, lord Bute ayant retranché à la Prusse les subsides que lui payait Pitt. Enfin les alliés allaient recommencer la campagne, appuyés sur les places de Colberg, de Schweidnitz et de Dresde, qui leur donnaient la possession de la Prusse, de la Silésie et de la Saxe. Il paraissait évident que Frédéric allait succomber de lui-même et sans efforts, lorsqu'un événement imprévu « trompa tous les politiques de l'Europe et renversa une infinité de plans. » Élisabeth mourut et eut pour successeur son neveu, Pierre III [1762, 5 janvier], admirateur passionné du roi de Prusse, qui non-seulement abandonna les rangs de ses ennemis, mais embrassa son alliance et lui envoya un secours de vingt-quatre mille hommes. Pierre, il est vrai, fut, quelques mois après, détrôné et assassiné par sa femme, Catherine d'Anhalt, qui se fit déclarer impératrice; mais si la nouvelle czarine retira ses troupes de l'armée pru-

sienne, elle se déclara neutre; et Frédéric avait profité de l'alliance momentanée de la Russie pour reprendre Schweidnitz, pendant que le prince Henri battait les Autrichiens dans la Saxe, à Freyberg. Alors les préliminaires de la paix ayant été signés entre la France et l'Angleterre, Marie-Thérèse et Frédéric restèrent seuls sur le champ de bataille. Celui-ci envoya un corps d'armée jusqu'à Ratisbonne, qui força l'Empire à la neutralité ; et son ennemie, abandonnée de ses alliés et sollicitée par la France, se décida à poser les armes.

§ XVII. Traités de Paris et de Hubertsbourg. — Leurs résultats. —Alors furent conclus séparément les traités de Paris [1763, 10 févr.] et de Hubertsbourg [15 févr.], qui mirent fin à la guerre de sept ans. Par le traité de Paris entre la France, l'Espagne, l'Angleterre et le Hanovre, Louis XV rendit les villes qu'il possédait encore dans l'Allemagne; il restitua à l'Angleterre Minorque; il lui céda l'Acadie, le Canada, le Cap-Breton, le golfe et le fleuve Saint-Laurent, la Grenade, Saint-Vincent, la Dominique, Tabago, la rivière de Sénégal avec ses comptoirs; il consentit que le Mississipi servît dorénavant de limite aux possessions anglaises; il ne recouvra ses colonies de l'Inde qu'à condition de ne pas les fortifier et de les laisser sans garnisons; il s'engagea à démolir de nouveau Dunkerque; enfin il céda la Louisiane à l'Espagne pour la dédommager de la Floride, qu'elle donna aux Anglais moyennant la restitution de Cuba et des Philippines.

Par le traité de Hubertsbourg, Frédéric garda la Silésie, et promit sa voix pour faire élire Joseph, fils aîné de Marie comme roi des Romains; l'électeur de Saxe recouvra ses États; la Suède évacua la Poméranie prussienne.

Ainsi se termina une guerre qui coûta à l'Europe un million d'hommes, et après laquelle il n'y eut rien de changé, si l'on regarde seulement aux territoires; et tout, si l'on regarde à l'influence politique et aux rapports entre les États belligérants. La France dépensa un milliard et deux cent mille hommes pour subir la honte d'un nouveau traité de Bretigny; elle perdit pour jamais la chance de devenir puissance coloniale; elle cessa d'être regardée comme la première puissance militaire du continent; elle vit tout l'éclat de sa vieille gloire éclipsé par celle d'un petit État qui s'honorait jadis d'être à sa solde et sous sa protection. L'Angleterre, souveraine de l'Océan, était maîtresse

de la moitié de l'Amérique, et allait commencer son merveilleux empire de l'Inde. Et pourtant le traité de Paris n'excita qu'un cri de réprobation dans l'aristocratie anglaise : lord Bute fut accusé de trahison pour avoir laissé quelques stations commerciales à la France, pour n'avoir pas enlevé à l'Espagne quelque riche possession, pour n'avoir pas profité des victoires d'un peuple qui est, disait Pitt, « la terreur du monde ; » et celui-ci ne cessa de demander, avec sa mâle éloquence « la guerre contre l'ancien et implacable ennemi, la guerre contre la maison de Bourbon. » L'Autriche se décida à marcher dans la nouvelle voie politique que Marie-Thérèse avait ouverte : elle se résigna à ne plus dominer que dans les pays du Midi ; elle accepta la création de la monarchie prussienne, s'efforça de bien vivre avec elle, et un grand crime politique allait bientôt sceller cette union, qui assura en même temps l'asservissement de l'Allemagne. La Prusse devint une puissance de premier ordre, non par sa force matérielle, puisque son territoire comptait à peine cinq millions d'habitants ; non pas même par son état militaire, qu'elle s'attacha néanmoins à conserver et à fortifier ; mais par la force d'opinion que lui donna la lutte inégale qu'elle avait soutenue. Frédéric en acquit une renommée supérieure même à son mérite. L'Allemagne lui décerna le nom de *Grand* et d'*Unique ;* Pitt l'appelait l'*homme des miracles ;* la guerre de sept ans apparaissait comme le dernier terme de l'art militaire. Cependant le roi de Prusse n'avait que perfectionné la tactique des batailles ; il n'avait jamais conçu une de ces grandes combinaisons stratégiques qui finissent la lutte par un coup de foudre, en forçant l'ennemi abattu à demander grâce ; il avait su manœuvrer habilement dans un combat ; mais quand il faisait jusqu'à cinq cents lieues dans une campagne, il n'avait marché que de côté et d'autre, au plus pressé, à mesure qu'on l'attaquait, sans plan tracé à l'avance et forcé de suivre celui de ses ennemis. En définitive, l'art de la guerre n'avait fait sous lui que de faibles progrès. Néanmoins, en face des inepties de Soubise et des temporisations de Daun, son audace parut le comble du génie militaire : nul ne voyait que Frédéric, quelque grand qu'il fût réellement, était grandi encore de toute la petitesse de ses ennemis, et profitait de la stérilité de son siècle en homme de guerre ; nul ne comprenait la merveille de son salut, que lui-même attribuait pourtant au « défaut d'accord entre les puissances de

la grande alliance. » « Il occupait avec une masse suffisante une ligne centrale contre des armées isolées, qui n'opéraient que successivement à trois ou quatre mois d'intervalle, et dont les chefs, irrésolus et pusillanimes, n'étaient jamais d'accord [1]. » Ce fut, avec les subsides de l'Angleterre, le secret de ses succès. « Frédéric a été grand, dit Napoléon, surtout dans les moments critiques, c'est le plus bel éloge qu'on puisse faire de son caractère ; mais tout prouve qu'il n'eût pas résisté, une campagne, à la France, à l'Autriche et à la Russie, si ces puissances eussent agi de bonne foi ; qu'il n'eût pas pu faire deux campagnes contre l'Autriche et la Russie, si le cabinet de Saint-Pétersbourg avait permis que ses armées hivernassent sur le champ d'opérations. Le merveilleux de la guerre de sept ans diparaît donc. Mais ce qui est réel justifie cette réputation dont a joui l'armée prussienne pendant les cinquante dernières années du siècle passé, et consolide au lieu d'ébranler la grande réputation militaire de Frédéric [2]. »

CHAPITRE IV.

Fin du règne de Louis XV. — 1763 à 1774.

§ I. Progrès de la philosophie. — Réaction idéaliste et agression démocratique de Rousseau. — Jamais la France n'avait joué un plus triste rôle politique que pendant la guerre de sept ans, et jamais elle n'avait exercé une plus grande influence sur l'Europe : plus le gouvernement s'avilissait, plus la nation s'élevait. La suprématie qu'elle avait obtenue sous Louis XIV, par la gloire de ses armes et sa splendeur sociale, était inférieure à celle dont elle jouissait sous Louis XV, uniquement par ses idées. Les lettres lui tenaient lieu de gloire, de puissance et de liberté. Tous les yeux étaient sur elle ; tous les peuples épiaient la moindre étincelle partie de ce foyer de lumières ; il n'y avait pas un philosophe étranger qui ne voulût être le compatriote des philosophes français ; pas un souverain, un homme d'État, qui par hypocrisie ou par aveuglement ne caressât la philosophie, espérant s'en faire un instrument ou de domination ou de

[1] Jomini, Traité des opér. milit., t. III.
[2] Mém. de Napoléon, *t. v, p. 335.*

popularité. La langue et les livres de la France étaient partout; partout se retrouvaient ses idées ; elles inspiraient Gibbon, Reid, Franklin, Beccaria ; « elles étaient dans l'académie de Berlin, à la cour de Catherine, dans les conseils de Joseph II; elles n'étaient pas seulement matière de goût et de littérature : elles influaient sur les gouvernements; elles transformaient l'esprit des sociétés. A Milan, sous la conquête autrichienne, elles dirigeaient l'administration éclairée, bienfaisante, du comte de Firmian; à Naples, elles suscitaient des réformateurs et des philanthropes, comme Filangieri, de libres et cyniques penseurs, comme Galiani; en Espagne même, dans ce pays de tenace routine et d'obédience monacale, elles faisaient pénétrer de salutaires changements dans l'administration et les mœurs; elles formaient trois ministres réformateurs, le courageux d'Aranda, qui vainquit les jésuites sur leur territoire de prédilection; le sage et savant Campo-Manès, et même Florida-Blanca. En Portugal, ces mêmes idées françaises, poussées à l'excès par un esprit violent, apôtre de la philosophie comme Ximenès l'avait été de la foi, produisaient les résultats les plus étranges : le marquis de Pombal éteignait les bûchers de l'inquisition pour les hérétiques, et les rallumait pour les prêtres; il faisait traduire Voltaire et Diderot, et mettait les plus rigoureuses entraves sur la poste et la presse (1). » La France justifiait sa suprématie intellectuelle en poursuivant son œuvre de destruction, de progrès et de réforme avec une infatigable activité. Que de théories, de systèmes, de rêves! mais aussi que de découvertes! quel désir de mieux! quelle investigation en tous genres! quels progrès en astronomie avec Lacaille, Lalande, Cassini, Chappe, Legentil, Pingré; en botanique, avec Adanson et les deux Jussieu; en mathématiques, avec d'Alembert, Clairaut, Maupertuis, Condorcet! quel magnifique monument élevé à l'histoire naturelle par Buffon, « ce génie égal en majesté à la nature, » qui découvrait la géologie et créait la zoologie! Jamais la science n'avait été si populaire, si pratique, en accord si parfait avec les lettres! Aussi jamais les lettres n'avaient pris un caractère plus positif et ne s'étaient mieux mises en contact avec la société; jamais la prose n'avait été si lucide et si profonde, si pleine et si précise, si solennelle et si vulgaire ; jamais la vérité n'avait été étudiée moins

(1) Villemain, Tableau du dix-huitième siècle, t. II, p. 75.

pour elle-même et sous le point de vue purement intellectuel : « on la cherchait comme un argument au profit d'une cause ou comme une arme pour un combat [1]. » Les idées entraient dans le monde réel, l'examinaient, le jugeaient, le sommaient de se régler suivant leurs lois ; les doctrines étaient des événements; mais aussi l'esprit de discussion se mêlait à tout ; le caractère frondeur de la nation prenait un air de gravité menaçante ; les hypothèses les plus ridicules et les plus criminelles se croyaient destinées à l'application ; les doctrines dissolvantes de Diderot et d'Helvétius faisaient secte ; les livres follement pervers de la Mettrie et de d'Holbach trouvaient des admirateurs. Voltaire ne tarissait pas ; il petillait de joie aux anathèmes des dévots ; il méprisait et ne réfutait pas les prédicateurs d'athéisme : c'étaient des destructeurs enrôlés sous son drapeau. « J'ai fait plus dans mon temps que Luther et Calvin, » disait-il; et il riait de la dissolution sociale qu'il avait préparée. « Tout ce que je vois, écrivait-il, jette les semences d'une révolution, qui arrivera immanquablement et dont je n'aurai pas le plaisir d'être témoin. La lumière s'est tellement répandue de proche en proche, qu'on éclatera à la première occasion, et alors ce sera un beau tapage. Les jeunes gens sont bien heureux : ils verront bien des choses [2]. »

Dans ce grand naufrage de toutes les idées morales et religieuses, politiques et sociales; dans cette anarchie de la pensée qui tendait à passer dans les faits, alors que Voltaire et les encyclopédistes, Montesquieu et les économistes ne faisaient que détruire, un génie puissant s'était élevé qui prétendait édifier, relever l'idéalisme, poser la base politique de la société nouvelle : c'était J. J. Rousseau. Ce composé de fange et de lumière, cette âme froissée par le malheur et par le monde, ce plébéien qui unissait tant d'immoralité à tant de désir de bien, des inspirations si élevées à une vie si ignoble, après une jeunesse vicieuse, misérable, vagabonde, s'était enrôlé dans la secte des encyclopédistes ; mais il n'avait pas vu dans ces docteurs de néant et de licence ce qui convenait à son imagination ardente et maladive, à son esprit rêveur et paradoxal, à son caractère insociable, à son orgueil farouche, à sa misanthropie

(1) Guizot, article Encyclopédie, dans l'Encyclopédie progressive.
(2) Lettre à M. de Chauvelin, 2 avril 1762.

sauvage : il trouva la vocation de son génie en s'insurgeant contre la société et contre le philosophisme, contre le pouvoir et contre l'opposition, contre le culte et contre l'athéisme. D'abord dans son *Discours sur l'influence des lettres sur les mœurs*, il avait attaqué les lettres, en haine de cette société efféminée qui pardonnait tout à l'esprit, en haine de ces réformateurs qui s'en croyaient les maîtres avec des phrases et des pamphlets; il avait opposé aux mœurs faciles et épicuriennes du siècle un stoïcisme inflexible et antisocial; à sa frivolité, à sa fureur de luxe, de mollesse et de plaisirs fastueux, la gravité antique, l'amour de la simplicité et des champs, les charmes du foyer domestique. Ensuite, dans son *Discours sur l'inégalité des conditions sociales*, « il méconnut l'institution de la société civile, par mépris pour la monarchie de Louis XV; il appuya la plainte du pauvre contre le riche, de la foule contre le petit nombre. Ce discours sombre et véhément, plein de raisonnements spécieux et d'exagérations passionnées, eut encore plus de prosélytes que de lecteurs. Il en sortit quelques axiomes qui, répétés de bouche en bouche, devaient retentir un jour dans nos assemblées nationales pour inspirer ou justifier à leurs propres yeux les plus hardis niveleurs, les ennemis de toute hiérarchie, depuis le droit arbitraire du rang jusqu'au droit inviolable de la propriété [1]. »

Après ce commencement d'insurrection, Rousseau rompit ouvertement avec les encyclopédistes dans l'*Émile*, avec le pouvoir dans le *Contrat social*. Dans *Émile*, « à ceux qui prétendaient tout expliquer par l'organisation de la matière, l'influence de l'habitude et l'instinct de la conservation, il opposait l'activité de l'âme, la conscience innée du bien et du mal, et la loi du devoir [2]; » il réveillait l'idée presque éteinte de la Divinité; il essayait de concilier le christianisme avec la raison en acceptant sa morale et en repoussant son culte; il n'apprenait pas à croire, mais il démontrait le néant du scepticisme. De plus, dans ce débordement de licence où l'esprit de famille n'existait plus, où le mariage était sérieusement discrédité, où l'adultère était devenu, pour ainsi dire, de convention, où les femmes avaient perdu tout ascendant moral en se matérialisant, il rappela les

(1) Villemain, t. II, p. 423.
(2) Id., t. II, p. 445.

vertus domestiques, il apprit aux mères à nourrir leurs enfants, il rendit aux femmes l'enveloppe de poésie et d'illusions dont elles s'étaient dépouillées. Enfin il renversa la doctrine d'égoïsme, qui avait eu un succès si scandaleux, par le dogme de l'amour de l'humanité et la loi du dévouement social.

Dans le *Contrat social*, il proclamait le droit des nations à modifier leurs gouvernements : par une prévision de l'avenir autrement profonde que celle de Voltaire, qui s'arrêtait à la monarchie absolue avec des réformes administratives, que celle de Montesquieu, qui s'arrêtait à la monarchie aristocratique, il allait droit à la souveraineté du peuple et à l'état purement démocratique : théorie pleine d'hypothèses et d'erreurs, où, par un aveuglement commun à tous les esprits de ce temps, il voulait faire rétrograder l'humanité vers la société ancienne qu'il prenait pour société normale, primitive, naturelle ; mais théorie qui n'en a pas moins porté à l'ordre social les plus rudes coups qui en aient préparé la ruine. « La révolution y puisa des principes et toute une nomenclature politique. Depuis la déclaration des droits de l'homme jusqu'à la constitution de 93, il n'est aucun grand acte de cette époque où l'on ne trouve l'influence, bien ou mal comprise, de Rousseau, ses principes, ses pensées et jusqu'à ses phrases, imités, commentés et copiés. »

« Ce rôle d'ennemi des lettres dans un pays affolé de littérature ; ce rôle de misanthrope et de sauvage spéculatif dans un monde blasé de politique et d'élégance sociale ; ce rôle de démocrate dans une vieille monarchie absolue et sous une aristocratie blasée d'elle-même ; ce rôle de théiste et de spiritualiste au milieu de l'écroulement des croyances, de l'incertitude des âmes et de la fatigue des systèmes [1], » valut à Rousseau, après les haines des matérialistes et les invectives dégoûtantes de Voltaire, les persécutions du clergé, du parlement et de la cour. C'est que le scepticisme de Voltaire, l'athéisme de Diderot, l'égoïsme d'Helvétius, paraissaient bien moins séduisants, bien moins dangereux que sa foi socinienne, son spiritualisme passionné, et même ses idées de dévouement et de devoir : c'est que les philosophes n'avaient cherché jusqu'alors qu'à convertir les hautes classes à leurs doctrines, et que celui-ci s'adres-

[1] Villemain, t. II, p. 438 ; — t. I, p. 35.

sait aux masses ; c'est que nul n'avait poussé plus hardiment à une révolution politique [1]. Ce prétendu reconstructeur détruisait plus que tous les autres ; il excitait plus de sympathies, il avait plus de disciples. Tous les jeunes gens, toutes les femmes, toutes les âmes avides de se rattacher à quelque illusion, à quelque croyance, le propageaient avec ferveur ; les économistes reconnaissaient dans cet apologiste de l'agriculture des mœurs romaines, dans cet ennemi du luxe et des arts, moins un disciple qu'un maître ; la partie de la noblesse qui était sincère dans son désir de progrès voyait en lui l'apôtre de l'avenir ; des hommes d'État positifs, de vertueux magistrats, tels que Turgot et Malesherbes, qui essayèrent plus tard d'effectuer la réforme sociale par le pouvoir, se passionnaient pour ses théories, séduisantes par leur nouveauté, plus séduisantes encore par le style enchanteur qui les revêtait, où l'on voulait transformer l'humanité et lui créer des siècles de bonheur. L'école de Rousseau fut plus sincère, plus sérieuse, plus enthousiaste que les autres écoles philosophiques ; elle eut une foi vraie et généreuse dans l'avenir ; elle vit l'approche d'une révolution avec une joie grave et solennelle ; elle y travailla avec une ardeur, un dévouement, une candeur qui nous serrent le cœur, à nous enfants de cette génération si frivole et si licencieuse, mais aussi si spirituelle et si confiante, qui ne croyait plus à la religion, mais à l'humanité, qui s'enquérait du bonheur et du progrès avec tant de bonne foi, qui était animée d'un si vif sentiment de bienveillance sociale, enfin qui a tant fait de sacrifices, tant subi de tourments, tant saigné pour nous de tous ses membres, que, malgré ses erreurs et ses vices, je ne sais s'il en est une plus digne des larmes et de la reconnaissance de la postérité

§ II. Destruction de l'ordre des Jésuites. — Après la guerre de sept ans, tout semblait disposé pour le cataclysme dont le roi du Parc aux cerfs écoutait, sans s'émouvoir, le terrible grondement ; mais il y avait encore dans cet ordre social, qui faisait remonter son origine à Jésus-Christ, quelques défenses

(1) « Nous approchons de l'état de crise du siècle des révolutions, écrivait Rousseau en 1760. (Émile, l. 3, p. 69.) Je tiens pour impossible que les grandes monarchies de l'Europe aient encore longtemps à durer. Toutes ont brillé, et tout État qui brille est sur son déclin. J'ai de mon opinion des raisons plus particulières que cette maxime ; mais il n'est pas à propos de les dire, et chacun ne les voit que trop. »

accessoires à renverser. La principale était cette compagnie merveilleuse qui, à l'époque où le fatal mot de Luther vint donner le premier ébranlement au monde, s'imposa pour mission de tout raffermir et y réussit en deux siècles ; mais à cette heure où la dernière conséquence du principe luthérien était en plein triomphe, l'ordre des jésuites, impuissant à lutter contre elle, devait disparaître.

Les jésuites, nous l'avons vu, avaient perdu, depuis près de cent ans, leur vraie puissance en faisant servir en toute occasion les intérêts spirituels à la conservation des choses temporelles. Ils avaient rallié à eux et dominaient le clergé, dont ils étaient encore la partie la plus savante et la plus évangélique; mais leurs scandaleuses querelles avec les jansénistes les avaient entièrement discrédités; les parlements ne leur avaient rien pardonné; le pouvoir absolu regardait avec défiance leur esprit d'intrigue et de domination ; enfin le philosophisme avait soulevé contre eux l'opinion publique, et excité contre ces derniers soutiens de la foi une sorte de conspiration dont on pouvait regarder comme les chefs les trois ministres Choiseul, d'Aranda et Pombal.

La puissance des jésuites avait déjà reçu deux graves échecs et dans les établissements où leur gloire est pure et incontestée. Leurs missions de la Chine, où en pliant, trop humainement peut-être, le christianisme aux mœurs du pays, ils avaient conquis des provinces entières et jusqu'au fils de l'empereur, furent tout à coup, par les jalousies excitées contre eux en Europe, renversées dans une persécution sanglante où le christianisme disparut avec eux. Leurs missions du Paraguay, où ils avaient fondé une sorte de république vassale du roi d'Espagne, et dans lesquelles ils avaient transformé cent mille sauvages féroces et misérables en chrétiens agriculteurs et heureux ; leurs missions à jamais regrettables du Paraguay furent détruites par les ministres d'Espagne et de Portugal, qui les accusaient de rébellion et de prétention à la souveraineté de l'Amérique méridionale.

C'était là le commencement de la guerre résolue contre eux. Pombal continua. Quelques seigneurs ennemis du ministre, amis des jésuites et dont la famille avait été déshonorée par le roi Joseph II, furent accusés d'attentat contre la personne de ce prince. Traduits devant une commission secrète présidée par

ombal, ils furent, après un procès inique, condamnés à mort et exécutés. L'un d'eux, dit-on, avoua à la torture que les jésuites, consultés sur l'attentat, avaient répondu que le meurtre du roi n'était pas même un péché véniel. D'après cela, le ministre demanda au pape l'abolition de l'ordre [1759]; et, sur son refus, il fit déclarer les jésuites traîtres et rebelles, confisqua leurs biens, les fit embarquer en masse et jeter sur les côtes d'Italie en leur interdisant de reparaître en Portugal sous peine de mort. Puis il traduisit devant l'inquisition un jésuite à moitié fou qui avait, à ce qu'on croit, conseillé l'assassinat, et il le fit monter sur le bûcher comme hérétique et visionnaire.

Cet événement fit une grande sensation en France. Les ennemis de l'ordre rappelèrent ses doctrines régicides, les troubles de la Ligue, la mort de Henri IV, l'attentat de Damiens. On remit en lumière les livres immoraux de ses casuistes, sa soumission à la cour de Rome, tout le long scandale de la bulle *Unigenitus*, enfin l'ambition d'une société de moines qui visaient à jouer le rôle des Romains, à faire une monarchie universelle. Le mystère de leur constitution, disait-on, était une conspiration permanente contre les peuples. Il ne fallait plus qu'une occasion pour consommer leur ruine.

Par un abus que réprouvait vivement l'opinion publique, les jésuites faisaient dans toutes leurs missions un commerce immense, et qui nuisait autant à la religion qu'à la prospérité nationale. Le préfet des missions des Antilles, le père Lavalette, avait ainsi établi à la Martinique une maison de commerce qui correspondait avec toute l'Europe; mais ses vaisseaux ayant été pris par les Anglais pendant la guerre de sept ans, il fit une faillite de trois millions. La société fit la faute de se laisser traduire par les créanciers devant le parlement de Paris, et elle refusa de se rendre solidaire de la faillite : elle disait que le père Lavalette avait transgressé les règles de l'Église en se livrant à des opérations de commerce, et qu'il était seul responsable de ces opérations. Les créanciers alléguèrent que le général des jésuites avait seul la dispensation et la propriété des biens de la société, que, conséquemment, le père Lavalette devait être regardé comme son agent, et ils invoquèrent à ce sujet les constitutions de l'ordre. Le parlement ordonna que ces constitutions lui fussent représentées [1761, 17 avril].

Aussitôt et après qu'un arrêt eut condamné l'ordre à payer

ettes du père Lavalette, tous les parlements se mirent à iner, non-seulement les constitutions, mais l'adminis- n, les doctrines, l'histoire de la société. Le parti janséniste veilla pour persécuter à son tour ses persécuteurs; tous les reurs-généraux firent des rapports foudroyants contre les itutions des jésuites, et dénoncèrent cet ordre comme for- un État dans l'État, comme contraire aux lois du royaume soumission à un étranger, comme étant la cause de l'a- ment de la religion par son esprit d'intrigue, son ambi- sa morale relâchée. Les jésuites, frappés comme de e, se défendirent avec une insigne maladresse; ils ne hèrent d'autre appui à la cour que dans le Dauphin, et ce se trouvait précisément disgracié de son père à cause amitié pour eux. Ce n'est pas que Louis XV voulût la de la compagnie : il se souvenait des paroles de Fleury, si les jésuites sont de mauvais maîtres, on peut en faire es instruments; » et il craignait que les incrédules et les ments ne tirassent avantage de la perte d'un ordre qui eur tenait tête; mais sa bienveillance était trop molle être efficace. D'ailleurs madame de Pompadour les dé- t, parce qu'à l'époque de l'attentat de Damiens elle avait par leur influence, disgraciée momentanément, et elle crai- qu'un confesseur ne vînt quelque jour à la chasser du du roi. Enfin Choiseul était leur ennemi déclaré, comme mi du Dauphin, comme imbu de toutes les idées voltai- nes, comme voulant gouverner avec l'appui des parlements, noblesse et de l'opinion publique.

après l'appel du procureur général Chauvelin, janséniste aré, le parlement de Paris ajourna les jésuites à comparaître bout de l'année pour le jugement définitif de l'ordre 1, 6 août], et il ordonna la clôture provisoire de leurs col- s. Le conseil du roi, effrayé de cette violence, défendit qu'il rien statué sur les jésuites, et assembla le clergé pour avoir avis sur eux. Cette assemblée se prononça pour leur conser- on avec des réformes, et l'on envoya au général de l'ordre, ci, un plan d'accommodement auquel il répondit : « Qu'ils nt comme ils sont, ou qu'ils ne soient pas. » Alors Choi- et madame de Pompadour ayant engagé le roi à laisser les magistrats, le parlement ressaisit la procédure, et, sans les accusés eussent été entendus, il rendit un arrêt pa-

lequel la constitution des jésuites fut abolie, l'ordre s
ses biens vendus, etc. [1762, 6 août].

Tous les autres parlements rendirent de semblabl
Les jésuites, désespérés, crièrent à la ruine de la reli
l'État, relevèrent l'iniquité de leur condamnation et
lèrent au roi. Les parlements traitèrent cet appel de
prescrivirent aux jésuites de renoncer dans les huit
par serment, à leur institut, sous peine de banniss
commencèrent des poursuites. Alors on vit d'illustr
seurs, de glorieux missionnaires, de vieux savants c
leurs maisons, privés de toute ressource, expulsés de
et avec une rigueur telle, que les philosophes, au nom
manité, prirent leur défense. Le gouvernement resta
malgré les terreurs et les hésitations du roi : le min
favorite lui représentèrent que son repos, tant de fo
par la querelle interminable de la bulle, était désorma
et un édit royal confirma l'abolition de l'ordre [176
vembre].

Les cours d'Espagne, de Naples et de Parme s'em
de suivre cet exemple ; et, avec une scandaleuse viol
les jésuites furent jetés sur les côtes de l'État pontific
Thérèse fut plus lente à se décider, et épargna du n
proscrits les persécutions. Frédéric II les conserva
États : « ce sont les meilleurs prêtres que j'aie jamais
disait-il. Catherine II les accueillit dans son empi
servit pour y fonder des établissements d'éducation
Clément XIII chercha vainement à les défendre : il n
« pour armes, disait-il, que des larmes et des suppli
mais il refusa obstinément de confirmer leur abolit
son successeur, Clément XIV, « pressé par le devoir d
la concorde dans le sein de l'Église, et convaincu qu
de Jésus ne peut plus rendre les services pour lesq
été fondée, » consentit à abolir l'ordre. « Je me coup
droite, dit-il en signant le bref d'abolition, mais elle
pable » (1773, 21 juillet].

Ainsi tomba sous la première attaque et avec u
effrayante cet ordre si puissant qu'il semblait inde
« Le prétexte de sa punition, dit Voltaire, était
prétendu de mauvais livres que personne ne lit ; la
le crédit dont il avait longtemps abusé. Le jansé

tard de Luther, si longtemps chétif, obscur, persécuté, llé de joie de son triomphe, et se croyait maître de t de l'État : il ne voyait pas derrière lui le véritable e Luther qui l'avait sollicité à cette destruction, qui se on aveuglement, qui allait bientôt le pousser dans la ine. « C'est la philosophie, dit d'Alembert, qui par la es magistrats, a porté l'arrêt contre les jésuites ; le jan-n'en a été que le rapporteur. »

Mort de madame de Pompadour, du Dauphin et de la · La favorite ne survécut pas longtemps à sa victoire ésuites. Elle croyait son pouvoir assuré, parce qu'elle igné plus que jamais des affaires le Dauphin, parce était rapprochée des magistrats, parce qu'elle semblait npopulaire et moins détestée ; mais Louis était las hoiseul avait hâte de secouer le joug de son indigne e ; la nation ne lui avait pas pardonné sa fatale guerre : ut à temps [1764, 15 avril].

érait que cette mort rapprocherait le roi de sa famille, Dauphin mourut, âgé de trente-six ans et vivement non pour ses talents, car il n'eût été qu'un roi opiniâtre mières ; mais pour ses vertus, qui faisaient le plus contraste avec la dépravation de la cour [1765, 20 déc.]. ois fils, qui furent Louis XVI, Louis XVIII et Charles X, , en apparaissant pour la première fois, saisissent ion d'un trouble indicible, en la transportant dans inouï de révolutions. « Pauvre France ! dit en embras-uveau Dauphin celui dont le lâche égoïsme avait pré-évolutions ; un roi de cinquante-cinq ans et un Dauphin Pauvre France ! »

lans l'accès de sa douleur, revint auprès de la reine, l'affection à ses vertueuses filles, ferma le Parc aux plus de maîtresse déclarée. Les courtisans craignirent fesseur ne prît la place d'une favorite. Mais ce retour fut pas de longue durée : la reine retomba dans son nourut quelque temps après, consumée de chagrin juin] ; elle suivait dans la tombe le bon Stanislas, qui né à la Lorraine trente années de repos et de pro-66, 23 févr.]. Alors le roi se replongea dans ses crapu-auches ; le Parc aux cerfs fut rouvert ; il devint tout ger au peuple, ne vivant plus que dans son intérieur,

rite de la guerre de sept ans sur madame de P
convenait au roi par sa causerie brillante, son trav
esprit fécond en ressources ; il était aimé des par
noblesse, des gens de lettres ; il gagnait de plus
veur publique par son penchant déclaré pour les
les réformes; enfin, seul de tous les ministres de c
annonçait des idées, un plan, un but. On voulait
grand homme destiné à restaurer la royauté, à fai
les abus, à relever la France en face de l'étranger
effet ses desseins : mais il ne fit rien, tant le carac
litique de cette époque est l'impuissance à cons
parer ; d'ailleurs Choiseul était moins un homme
homme d'esprit et de cour. Cependant, s'il montra
dans sa politique intérieure, il comprit parfaiten
rieur les intérêts du pays : avec une haute sagacité
les deux puissances qui menaçaient la liberté de l'E
la Grande-Bretagne sur les mers, la Russie sur le
tous ses efforts furent dirigés contre elles.

§ IV. Projets de Choiseul contre l'Angleterre.
de la Corse. — Contre la Grande-Bretagne, il che
une ligue des puissances maritimes, à profiter des
existaient dans ses colonies, à rétablir la marine fr
bord il était assuré du concours des États de la maiso
par le Pacte de famille, et surtout de l'Espagne, où
randa faisait de nobles essais de réforme. Ensuit
l'alliance de deux pays que l'Angleterre regardai
vassaux : le Portugal, que le marquis de Pombal v

tats ; Marie-Thérèse négociait le mariage d'une de ses filles le Dauphin ([1]), et son fils, Joseph II, qui avait adopté toutes lées philosophiques avec une ardeur peu sensée, avait été npereur par l'appui de la France.

guerre de sept ans ayant obéré les finances de l'Angle-, le ministère chercha à les soulager en faisant participer harges de la métropole ces colonies pour lesquelles on combattu [1765]. Il frappa leur commerce de taxes arbi-s, et fit décréter par le parlement un droit de timbre sur tes publics et les transactions privées. Les colonies décla-t que, n'étant pas représentées au parlement d'Angleterre, ne pouvaient être imposées par lui. Des troubles éclatèrent les grandes villes ; une insurrection ouverte parut immi-. Les colons commencèrent même à tourner leurs regards la France et à en attendre des secours. Choiseul vit là sion de la guerre maritime qu'il désirait ; il excita secrète- les Américains à la résistance et fomenta les troubles, e avec de l'argent. Les whigs firent une opposition violente ctes du ministère, et Pitt dévoila les projets de la France au ment : « C'est une querelle de famille, dit-il ; ne laissons pas nger s'en mêler. Ce sont les Espagnols et les Français qui xcité ces troubles : trompons l'espoir de deux nations ja-s. Les ministres ne voient pas la maison de Bourbon con- la vengeance des affronts qu'elle vient de recevoir, et de faire expier cette lassitude trop prompte que nous avons ntie et confessée au milieu de nos victoires : craignez, re-z la maison de Bourbon. » Le bill du timbre fut révoqué. evint au ministère [1767] ; mais la situation était si difficile torys si puissants, qu'il le quitta bientôt et entra à la bre des pairs sous le nom de lord Chatham. Alors un mi-re tory fut reformé, dont lord North fut le chef, et sa pre-e opération fut d'imposer divers objets que les colonies re-ent par les vaisseaux anglais, et entre autres le thé [1770]. Américains se préparèrent à la résistance en refusant de oir les marchandises anglaises.

oiseul, en suivant ces troubles si favorables à ses plans,

e mariage du Dauphin (Louis XVI) avec Marie-Antoinette d'Autriche eut lieu ai 1770. Un grand malheur inaugura les fêtes de ce mariage : l'encombre-e la foule sur la place Louis XV fit périr plus de quatre cents personnes.

mettait la plus grande activité à rétablir la marine. Il a
minué l'armée de terre pour consacrer de plus fortes s
aux constructions navales, et il comptait déjà dans n
soixante vaisseaux ou frégates et cent bâtiments inféri
régénéra le corps de la marine en écartant tous les offi
cour, mais sans pouvoir élever aux grades supérieurs l
ciers plébéiens, à cause de la résistance de la noblesse. Il
un excellent régime colonial aux Antilles; et Saint-Do
devint la colonie la plus florissante du globe, une sou
mense de richesses pour la France et un beau dédon
ment des pertes qu'elle avait faites. Il voulut colon
Guiane; mais il échoua complétement sur cette terre p
tielle, où quelques milliers d'hommes ne furent envoy
pour y mourir. Enfin il fit une acquisition du plus hau
celle de la Corse.

La Corse était tombée, dans le moyen âge, sous la dom
des Génois; mais les montagnards de l'intérieur, popula
rouche et valeureuse, n'avaient jamais reconnu ces mai
étaient restés en lutte continuelle avec eux. Lorsque l
sance maritime de Gênes tomba, l'insurrection corse
l'extension et de la consistance; et enfin, après de nomb
révolutions, elle parvint à chasser de l'île les garnisons gé
La république demanda le secours de la France, qui fit
la Corse sous la domination de ses anciens maîtres
Mais la rébellion se ranima au départ des Français : les
s'organisèrent librement sous un homme de génie, Pasca
et ambitionnèrent de former un État indépendant. Gêne
faible pour soumettre ses vassaux belliqueux, implora en
secours de la France, qui s'offrit comme médiatrice et fi
per par ses troupes les places maritimes [1763]. Les monta
refusèrent toute soumission et sollicitèrent l'aide de l'Ang
Que celle-ci vînt à s'emparer d'une île située à quelques
de Toulon, et elle avait aux portes de la France une ci
comme elle en avait déjà une aux portes de l'Espagne :
Corse, Minorque et Gibraltar, elle chassait les Français
Espagnols d'une mer qui semble leur domaine naturel. I
à tout prix empêcher un tel événement. Choiseul rés
prendre la Corse pour la France, d'en faire non pas seul
une colonie précieuse par son voisinage, ses ports, ses
mais, malgré sa position, sa langue et ses mœurs, une

intégrante du territoire français. Un traité fut conclu, par lequel Gênes céda la Corse à Louis XV, qui en prit le titre de roi, et décréta la réunion de cette île au royaume de France [1768, 15 août]. Les Corses, indignés de cet étrange marché, firent une vive résistance; mais Choiseul ayant envoyé contre eux cinquante bataillons, pendant que l'Angleterre restait sourde à leur appel, ils se soumirent. Deux mois après la fin des hostilités, et un an après l'édit de réunion, naquit, à Ajaccio, Napoléon Bonaparte [1769, 15 août].

L'immobilité de l'Angleterre pendant cette conquête surprit toute l'Europe : elle était due sans doute à la situation intérieure de ce pays, où les troubles de l'Amérique avaient donné à l'opposition des whigs un caractère de violence séditieuse, mais plus encore à la certitude où était le ministère anglais que la France désirait une occasion de guerre. En effet, Choiseul n'aurait pas été fâché d'une agression, tant il trouvait son maître mal disposé à rentrer dans la carrière des combats. Louis XV n'aimait pas la guerre, qui lui enlevait son repos et l'argent de ses plaisirs : il se souvenait des leçons de Fleury, qui lui avait toujours représenté la puissance de l'Angleterre comme très-supérieure à celle de la France; enfin il croyait qu'une nouvelle guerre n'amènerait qu'un nouveau traité de Paris. D'ailleurs il se défiait de son ministre, dans lequel il voyait un autre Richelieu, qui voulait s'imposer à lui par la guerre; il n'attribuait qu'à son esprit remuant et ambitieux toute son activité diplomatique : il se tenait avec lui dans une dissimulation continuelle, et espionnant toutes ses démarches, même à l'étranger. C'est là ce qui força Choiseul, obligé de se cacher pour veiller aux intérêts de la France, à éloigner ses projets sur l'Angleterre, et ce qui fit échouer son intervention dans les affaires du Nord, où il fallait sauver la Pologne de l'ambition russe.

§ V. Catherine II. — Révolution de Pologne. — Guerre dans le Nord. — Catherine, princesse allemande et portée au trône par la mort du petit-neveu de Pierre Ier, était néanmoins devenue nationale en adoptant tout l'orgueil et les préjugés de l'aristocratie russe. Hardie, ambitieuse, sans âme et sans foi, elle prétendait continuer l'œuvre de Pierre le Grand, et rendre la Russie tout à fait européenne par l'asservissement des États voisins; mais elle essayait de tromper le monde sur ses projets comme sur ses crimes et ses débauches, en affectant de ne son-

ger qu'à la civilisation de son empire, en adoptant toutes les idées philosophiques, en ne parlant que de vertu, de justice et de philanthropie. Elle entretenait une correspondance coquette avec Voltaire, d'Alembert et Diderot; elle traduisait elle-même le *Bélisaire* de Marmontel; elle donnait un code de lois à ses Baskirs, Samoïèdes et Tungouses. Nul souverain, pas même Frédéric, ne s'était joué avec plus d'hypocrisie des idées qui passionnaient le dix-huitième siècle; et pendant ce temps, ce monstre d'impudicité et de cruauté distribuait 450 millions à ses innombrables amants, faisait couler des torrents de sang pour se maintenir sur le trône, arrachait trois provinces à la Turquie et démembrait la Pologne.

Auguste III était mort le 5 octobre 1763. La Russie avait trouvé dans ce prince et dans son père de dociles instruments pour asservir la Pologne : mais son intention n'était pas de rendre ce royaume héréditaire dans une maison indépendante par ses propres États et ses alliances avec les puissances du Midi. Maintenant que la Pologne était incapable de se défendre par elle-même, ce n'était plus un prince étranger que la cour astucieuse de Saint-Pétersbourg lui destinait : c'était un seigneur polonais, d'obscure noblesse, qui ne pourrait avoir d'appui extérieur, et ne régnerait que par la volonté et les baïonnettes russes. Catherine força donc la diète, envahie par ses troupes, à élire Stanislas Poniatowski, jadis son amant, et dont elle connaissait les talents et le caractère [1764, 7 sept.].

Les Polonais, tombés à ce degré d'humiliation, ne virent de salut pour eux que dans un changement de constitution : ils abolirent l'absurde loi du *liberum veto*, cause de tous les malheurs du pays, et par laquelle l'opposition d'un seul membre de la diète paralysait la volonté de tous les autres ; ils renforcèrent l'autorité royale, et voulurent se donner des institutions semblables à celles des Anglais. A cet essai d'indépendance, Catherine intervint en Pologne sous un prétexte qui la fit couvrir d'applaudissements par les philosophes [1766]. Depuis que ce royaume était menacé par la Prusse et la Russie, les protestants, schismatiques grecs et autres dissidents polonais, conspiraient avec les étrangers pour l'asservissement du pays; la diète enleva à ces traîtres leurs droits politiques; la czarine les prit sous sa protection, et prétendit que ces droits leur fussent rendus; les Polonais, regardant le catholicisme comme la garantie de l'in-

dépendance nationale, essayèrent de résister. Aussitôt huit sénateurs et un évêque furent saisis par les soldats russes et conduits en Sibérie [1767]. Puis l'ambassadeur de la czarine dicta à la diète une sorte de code destiné à perpétuer l'anarchie de la Pologne : les dissidents recouvraient les droits politiques, lesquels étaient concédés à une foule de seigneurs russes ; on rétablissait le *liberum veto ;* l'élection des rois, l'établissement des impôts, l'augmentation de l'armée, étaient soumis à cette loi absurde ; enfin ce code ne pouvait jamais être changé ni altéré, même du consentement unanime de la nation. C'était le sceau de l'esclavage ; et la république, par cela seul, se trouvait dégradée du rang d'État souverain.

Les Polonais se soulevèrent et formèrent à Barr une confédération « pour la défense de la liberté et de la religion [1768]. » Les Russes, auxquels s'unirent le roi Stanislas et les dissidents, marchèrent contre les insurgés, qui demandèrent des secours à toute l'Europe en dévoilant le machiavélisme de Catherine. La Prusse s'était déjà engagée secrètement avec la Russie à « ne pas souffrir que le royaume de Pologne devînt héréditaire, changeât sa constitution, prît pour roi un prince étranger ; » l'Autriche garda une neutralité hypocrite ; la Suède, dominée par son aristocratie, qui était vendue à la czarine, resta immobile ; le sultan Mustapha III s'indigna de l'asservissement d'un pays dont l'indépendance était sous la sauvegarde de la Porte ; mais il fut arrêté dans son projet de « réduire les infidèles » par la décadence de son empire et la situation déplorable de ses armées. Il ne restait plus que la France qui pût sauver la Pologne ; et la czarine espérait la contenir par l'Angleterre, avec laquelle elle s'était liée d'une étroite amitié.

Choiseul avait protesté contre l'élection de Stanislas ; il envoya aux confédérés de Barr des subsides, des officiers et des ingénieurs ; il excita Marie-Thérèse à arrêter l'ambition des barbares du Nord ; il poussa le roi de Suède, Gustave III, à secouer le joug de son aristocratie ; enfin il décida la Turquie à commencer les hostilités [1]. Il aurait voulu que la France se déclarât ouvertement et envoyât ses flottes dans la Baltique et dans la Méditerranée ; mais c'était trop de vouloir aider à la fois

[1] Voyez mon *Essai historique sur les relations de la France avec l'Orient* dans la *Revue indépendante* du 10 février 1844.

l'insurrection de Pologne et l'insurrection d'A
deux puissances qui allaient nécessairement unir
opposer peut-être à la France les armes de la Pr
triche. Louis XV tremblait de la guerre univers
voyait; les finances étaient dans l'état le plus dé
le ministre avait vaincu le parti des jésuites, mai
haines et leurs intrigues : il échoua contre ces
chute fut la perte de la Pologne.

§ VI. État des finances. — Puissance des parl
faire de La Chalotais. — La paix avait suffi po
prospérité, mais non pour rétablir les finances.
sept ans avait ajouté 34 millions de rente à la
année, et quoiqu'on eût maintenu toutes les ta
les dépenses surpassaient les recettes de 35 milli
vait que d'anticipations et d'emprunts ; il y avait
tion et la distribution du revenu des dilapidati
dont le mystère ne sera jamais dévoilé. Tous
succombaient à la peine : dès qu'ils parlaient d
dépenses, de répartition égale des impôts, de cha
la perception, ils soulevaient contre eux la cour,
les traitants. Choiseul, administrateur médiocr
peu de l'abîme que creusait sous le trône l'état d
espérait le combler un jour par la suppression d
et l'impôt sur les biens ecclésiastiques. Comme p
seigneurs, il s'arrêtait en philosophie à Voltaire
contre le clergé ; il méprisait les encyclopédis
Rousseau ; il voulait restaurer la monarchie en
noblesse et en s'appuyant sur les parlements.

Les parlements, depuis leur victoire sur l
croyaient les soutiens de la société et les maîtres
ment. Pendant que, d'un côté, ils réagissaient viol
l'incrédulité en poursuivant les philosophes et l
pendant qu'ils essayaient de ranimer le fanatisme
condamnations iniques de Calas et de La Barre [1]
d'un autre côté les gouverneurs et les intendant
à tous les édits bursaux, renouvelaient leur pr

[1] Calas, protestant de Toulouse, accusé d'avoir tué son fils
catholique, fut condamné à la roue et exécuté. La Barre, « ...
çonné d'avoir brisé une croix, » fut décapité.

former qu'un seul corps divisé en classes; mais ils ne firent qu'exciter contre eux l'opinion publique, éveillée par la généreuse indignation de Voltaire, et lasser le pouvoir, qui, les trouvant trop forts pour sa faiblesse, résolut leur ruine.

Le duc d'Aiguillon, neveu de Richelieu, aimé du roi et appartenant au parti des jésuites, était gouverneur de la Bretagne, et avait excité les haines les plus violentes contre lui par ses concussions et ses tyrannies. Le parlement de Rennes, d'accord avec les états de la province, en fit des plaintes énergiques à la cour; et La Chalotais, procureur général, déclara que l'unique vœu de la Bretagne était d'être délivrée d'un gouverneur infidèle, lâche et exacteur. Ce La Chalotais avait une immense renommée dans la magistrature et parmi les philosophes; il était l'ami de Choiseul et l'ennemi des jésuites: son rapport contre l'ordre, à la suite duquel le parlement avait prononcé son abolition, avait été lu par toute la France. Par les intrigues secrètes des jésuites et sur la dénonciation du gouverneur, ce magistrat, son fils et trois conseillers furent subitement arrêtés, traduits devant une commission royale, accusés d'une conspiration pour renverser la monarchie, et menacés d'une condamnation à mort [1765, nov.]. Le parlement de Rennes donna sa démission; les états de Bretagne éclatèrent en plaintes menaçantes; le parlement de Paris fit d'énergiques remontrances; l'opinion publique se prononça vivement en faveur des accusés. Alors, et sur les instances de Choiseul, qui lui fit peur de la résistance des parlements, de l'attitude du public et des troubles de la Bretagne, le roi cassa toute la procédure et envoya en exil La Chalotais [1766, déc.].

Toute cette affaire n'était qu'une attaque indirecte du parti des jésuites contre les parlements et Choiseul. La lutte continua par d'autres voies.

§ VII. Madame Dubarry. — Disgrace de Choiseul. — Destruction des parlements. — Une prostituée, sortie d'un tripot que tenait un escroc gentilhomme nommé Dubarry, avait été mise dans le lit du vieux monarque, et, en réveillant ses sens blasés, l'avait jeté dans le plus honteux enivrement [1768]. Richelieu applaudit au goût de Louis XV; un frère de Dubarry s'empressa d'épouser la courtisane pour lui donner un titre; la fille Vaubernier fut présentée à la cour, devint la maîtresse déclarée du roi sous le nom de comtesse Dubarry, et eut bientôt

un parti et des courtisans [1]. C'était le dernier degré d'infamie où la royauté dût descendre : madame de Pompadour avait au moins de la dignité et un certain air de grandeur éclatante ; mais la prostituée des rues avait tous les goûts et les allures de son métier, et elle attira à Versailles toute la tourbe des mauvais lieux.

Choiseul, se croyant affermi par ses services et les grands projets qu'il méditait, ne cacha pas son dégoût pour la favorite. Ses ennemis ne furent pas si dédaigneux : ils se mirent aux genoux de la Dubarry, flattèrent son esprit fort commun, et la formèrent à un rôle politique. A la tête de ce parti étaient : le duc d'Aiguillon, révoqué de son gouvernement de Bretagne à cause de ses tyrannies, qui avaient excité de nouveaux troubles ; le chancelier Maupeou, qui venait de succéder à Lamoignon, homme disposé à tout pour satisfaire son ambition et sa haine contre la magistrature ; l'abbé Terray, chargé récemment des finances, et qui regardait le peuple comme « une éponge qu'il fallait pressurer. » Ce triumvirat minait le pouvoir de Choiseul par tous les moyens : il le présentait au roi comme un chef de parti qui voulait le dominer par les magistrats, les philosophes et la guerre ; il prétendait, en le renversant, affranchir la royauté de la tyrannie des parlements, et, comme le disait Maupeou, « retirer la couronne du greffe. » Avec l'aide de madame Dubarry, la lutte contre le ministre prit une nouvelle vigueur, et les affaires de la Bretagne en amenèrent la fin.

Aussitôt que d'Aiguillon avait été révoqué [1769], le parlement de Rennes lui avait intenté un procès pour abus de pouvoir. Le roi, par le conseil de Maupeou, évoqua l'affaire au parlement de Paris, « suffisamment garni de pairs, » et voulut y présider lui-même. Mais les magistrats parisiens se montrèrent encore plus violents que ceux de Rennes : le roi se crut insulté et annula toute la procédure. Aussitôt le parlement rendit un arrêt par lequel le duc d'Aiguillon, « se trouvant gravement inculpé de faits qui entachaient son honneur, » était

(1) La chaire chrétienne retrouva pourtant quelques paroles contre ce scandale, et Beauvais, évêque de Senez, dans le sermon de la Cène prêché devant Louis XV et la Dubarry, osa dire : « Salomon, rassasié de voluptés, las d'avoir épuisé, pour réveiller ses sens flétris, tous les genres de plaisir qui entourent le trône, finit par en chercher d'une espèce nouvelle dans les vils restes de la corruption publique. »

suspendu de ses fonctions de pair, jusqu'à ce qu'il se fût purgé par un jugement [1770, 2 juillet]. Cet audacieux défi au pouvoir royal fut cassé dans un lit de justice où les magistrats furent traités de séditieux. Alors le parlement déclara que « ses membres, dans leur douleur profonde, n'avaient pas l'esprit assez libre pour décider des biens, de la vie et de l'honneur des sujets du roi ; » et ils cessèrent de rendre la justice.

La lutte étant si vivement engagée, le triumvirat présenta au roi le parti de la magistrature comme un parti de factieux qui allait commencer la guerre civile contre lui [1] : il fallait raffermir l'autorité royale par un coup d'État, l'abolition des parlements ; il fallait préparer cet acte décisif en débarrassant le conseil d'un ministre qui était à la tête des rebelles. Louis, après de longues hésitations, sollicité par la Dubarry et irrité des mépris de Choiseul pour la favorite, exila le ministre à sa terre de Chanteloup [24 déc.].

Cette disgrâce fut regardée comme une calamité publique : une foule immense se porta à Chanteloup ; on n'entendait partout que l'éloge du grand ministre ; les ennemis de la France respirèrent en voyant d'Aiguillon prendre sa place. Le triumvirat ne s'effraya pas de cette manifestation de l'opinion, et obtint du roi l'achèvement de son œuvre. Dans la nuit du 19 janvier 1771, tous les membres du parlement furent arrêtés dans leurs maisons et sommés de répondre seulement oui ou non à un ordre de reprendre leurs fonctions. Tous répondirent non. Alors un arrêt du conseil les déclara déchus de leurs charges, qui furent confisquées, et les condamna à l'exil. Des soldats vinrent les saisir dans leurs maisons, et les conduisirent en divers lieux de la France.

A la puissance qu'avaient les parlements, à la place qu'ils tenaient dans le royaume, au rôle que nous leur avons vu jouer,

[1] « Ils finiront par perdre l'État, dit le roi un jour. — Ah ! sire, reprit un courtisan, l'État est bien fort pour que de petits robins puissent l'ébranler. — Vous ne savez pas ce qu'ils font et ce qu'ils pensent : c'est une assemblée de républicains. Au reste, les choses, comme elles sont, dureront autant que moi. » (Journal de madame du Hausset.) — Un autre jour un courtisan ayant dit : « Vous verrez, sire, que tout ceci amènera la nécessité d'assembler les états généraux. — Le roi le saisit avec importance par le bras : Ne répétez jamais ces paroles. Je ne suis pas sanguinaire ; mais si j'avais un frère, et qu'il fût capable d'ouvrir un tel avis, je le sacrifierais dans les 24 heures à la durée de la monarchie et à la tranquillité du royaume. » (Mém. de madame Campan, t. III.)

on devait croire qu'une révolution suivrait un coup d'État que Louis XIV n'aurait pas tenté. Les princes et les pairs protestèrent; la cour des aides et les parlements provinciaux éclatèrent en remontrances menaçantes. « Interrogez la nation, disait Malesherbes au roi, pour savoir si la cause que nous défendons est celle de tout ce peuple par qui vous régnez et pour qui vous régnez. » Mais le mouvement s'arrêta là : les philosophes applaudirent comme ils avaient applaudi à la destruction des jésuites ; le pouvoir venait encore de travailler pour eux. Le peuple resta immobile : il ne voyait dans les magistrats que des privilégiés discrédités par les railleries de Voltaire et les procès de Lalli, de Calas, de La Barre. D'ailleurs Maupeou, pour ramener l'opinion publique, annonça que la justice serait rendue gratuitement, que les charges ne seraient plus héréditaires, qu'il serait formé un code nouveau de procédure civile et criminelle. C'étaient des réformes qui avaient été maintes fois demandées par les philosophes.

Le roi vint tenir un lit de justice dans lequel il supprima le parlement de Paris et la cour des aides, transforma le grand conseil ([1]) en parlement nouveau, et divisa son ressort en six conseils supérieurs [1771, 15 avril]. Alors Maupeou ne songea plus qu'à corrompre l'opposition : les princes et les pairs revinrent ; beaucoup d'hommes de loi sollicitèrent les places nouvelles ; la plupart des conseillers exilés demandèrent le remboursement de leurs charges, et l'obtinrent en échange de leur démission. Le nouveau parlement fut suivi, et la justice reprit son cours.

Tous les autres parlements subirent avec plus ou moins de violence la même recomposition, et au bout d'un an ce grand corps de la magistrature avait disparu comme par enchantement et sans résistance. Tout le monde fut stupéfait d'un changement si facile ; la cour s'en aveugla jusqu'à croire que la nation ne voulait que du despotisme monarchique ; personne ne comprit le terrible enseignement qui en ressortait : c'est que tous les rouages du gouvernement étaient bien vermoulus, puisque

([1]) Le grand conseil était un tribunal exceptionnel qui siégeait à Paris, et connaissait des causes civiles des personnes attachées à la cour, des procès concernant les évêchés ou abbayes, des conflits de juridiction entre les présidiaux et les cours prévotales, etc. Au moyen de ce tribunal les privilégiés éludaient ou évitaient la justice ordinaire des parlements.

l'organe même de la résistance, touché du doigt par le courtisan d'une prostituée, tombait en poudre. Mais ni Louis XV ni Maupeou ne voyaient cela : le roi était plus fort que Louis XIV, le chancelier plus grand que Richelieu ; ils avaient restauré la monarchie absolue, puisque les deux partis qui divisaient la société, les jésuites et les jansénistes, avaient disparu. De quel vertige étaient donc frappés tous les pouvoirs sociaux, puisqu'ils ne songeaient qu'à se détruire l'un l'autre ? Et par quelles mains ! Madame de Pompadour avait renversé les jésuites, madame Dubarry les jansénistes : c'étaient là les champions du gouvernement de Louis XV ! Aveugle royauté, qui s'applaudissait d'avoir brisé les deux seules armes qui résistassent aux novateurs, et qui se croyait à l'apogée de sa puissance parce qu'elle restait seule devant le peuple !

§ VIII. Banqueroute de l'abbé Terray. — Misère publique. — Pacte de famine. — Pour madame Dubarry, la ruine des parlements n'était que la multiplication indéfinie des édits bursaux et la dilapidation des finances. Aussi les acquits au comptant furent-ils soldés, non-seulement sur la signature du roi, mais sur celle de sa maîtresse et de son prétendu mari ; tout leur entourage trafiquait des emplois, des pensions, des lettres de cachet ; les anticipations dépassèrent 154 millions, et le déficit de 1770 fut de 74 millions. Dans cette situation [1770], Terray, qui avait pourtant des talents financiers, ne chercha d'autre remède qu'une banqueroute. Il suspendit le payement des assignations sur les fermes ; il réduisit arbitrairement les rentes perpétuelles et viagères d'un cinquième, d'un tiers et même de moitié ; il fit des retranchements sur les pensions ; enfin il demanda aux nouveaux anoblis 6 millions, aux possesseurs de charges financières ou judiciaires 28 millions, au clergé 26 millions. A l'aide de ces moyens violents, et avec une foule d'édits bursaux, il réduisit de 13 millions de rente la dette constituée, accrut la recette de 20 millions, et ramena le déficit annuel à à n'être plus que de 25 millions. Enfin, à la mort de Louis XV, la dépense était de 400 millions et la recette de 375 : chiffre exorbitant, si l'on songe que, par le mauvais système de perception, le contribuable donnait en réalité le double ; qu'il avait encore à payer la dîme au clergé et les redevances féodales aux seigneurs ; enfin, que les propriétés du tiers état, qui ne formaient que le tiers de toutes les propriétés du royaume, étaient seules imposées.

La bourgeoisie, avec son commerce florissant, supportait cet énorme fardeau; mais il n'en était pas de même du peuple, qui, outre les entraves mises à son travail et les charges infinies qui lui enlevaient le produit de ses sueurs, avait encore à souffrir d'une famine continuelle produite par les plus infâmes manœuvres.

La liberté du commerce des grains, décrétée en 1754, avait été révoquée pendant la guerre de sept ans; mais, en 1764, les économistes l'avaient fait rétablir, et même avaient obtenu la liberté d'exportation. Alors une société secrète se forma, dans laquelle le roi lui-même était actionnaire pour 10 millions, qui accaparait les blés, les faisait sortir de France, excitait ainsi la hausse, et réimportait ces mêmes blés avec d'énormes bénéfices. Le cri public devint tel, qu'en 1770 l'abbé Terray défendit la libre circulation des grains; mais le *pacte de famine* ne fut pas détruit; les accaparements à l'intérieur continuèrent. Le roi s'était fait une caisse particulière avec laquelle il agiotait sur le prix des blés, se vantant à tout le monde du lucre infernal qu'il faisait sur ses sujets; la société ne lâchait les grains accaparés qu'au moment où le peuple allait se révolter ou mourir de faim. Nul n'osait révéler ce pacte abominable, qui avait des complices partout, même dans les parlements; il avait été défendu, sous peine de mort, aux écrivains de parler de finances, et la moindre plainte était étouffée dans les cachots de la Bastille. « Les cours, autorisées en apparence à remonter à la source des abus, étaient arrêtées dès qu'elles auraient pu en découvrir le fil, et surtout lorsqu'elles voulaient sévir contre les auteurs [1]. » Aussi le peuple, poussé aux dernières limites de la misère, conçut-il la haine la plus atroce contre le gouvernement, les nobles, les riches; haine qui devait un jour se traduire en horribles vengeances.

§ IX. Premier partage de la Pologne. — Mort de Louis XV. — Il semblait que le triumvirat qui renversa Choiseul se fût partagé les divers moyens de ruiner la France. Maupeou avait pris les institutions, Terray les finances, d'Aiguillon les affaires étrangères. Aussi, pendant que le premier renversait la magistrature, que le second faisait mourir le peuple de faim, le

(1) Vie privée de Louis XV, t. iv, p. 153. — *Moniteur* d'août 1789. — Buchez et Roux, Hist. parlementaire de la révolution française, t. ii, p. 457.

troisième nous laissait couvrir d'affronts par l'Angleterre et la Russie.

Les Polonais, pleins de discordes, avaient été battus presque constamment, et avaient vu leurs provinces traitées par les Russes avec tant d'atrocité, que dans la seule Ukraine cinquante mille hommes, femmes et enfants, furent massacrés. Les hordes turques, sans discipline et sans ensemble, avaient partout été vaincues; les Russes étaient arrivés sur le Danube, avaient fait révolter la Grèce et détruit la marine ottomane; tous les efforts, toutes les négociations, tous les secours indirects de la France avaient été inutiles : l'Angleterre était là, pleine de menaces et prête à nous attaquer, si l'on tentait efficacement de sauver la Pologne, d'assister la Turquie; et la cour de France avait été forcée de « passer de l'activité hostile contre les Russes à l'inertie, sans néanmoins décourager les Turcs des efforts qu'ils voudraient faire encore en faveur des Polonais [1]. » Toutes les représentations faites au cabinet britannique sur l'ambition de Catherine, qui parlait déjà d'aller à Constantinople, furent repoussées.

La Prusse et l'Autriche, inquiètes des victoires de la Russie, affectèrent de craindre uniquement ses projets sur la Turquie et offrirent leur médiation. Catherine la refusa. Marie-Thérèse menaça de s'allier aux Ottomans, et fit entrer un corps d'armée en Pologne. Alors Frédéric proposa à la czarine de laisser intact l'empire turc et de prendre des dédommagements en Pologne, sous condition qu'il en ferait autant et qu'on associerait, disait-il, l'Autriche à la honte de ce démembrement [2]. Catherine accepta avec empressement; Marie-Thérèse se fit prier pour se mettre à plus haut prix, et l'accord fut conclu [1772, 5 août]. En ce moment, les confédérés, éblouis de quelques succès, avaient déclaré le roi Stanislas déchu du trône : ce fut un prétexte pour les trois souverains d'inonder la Pologne de leurs troupes. La confédération fut vaincue et dissoute; le traité de partage mis à exécution, et la diète obligée de le sanctionner en abandonnant aux envahisseurs la souveraineté des provinces qu'ils s'étaient adjugées. Marie-Thérèse eut, sur la droite de la

[1] Dépêches inédites de M. de Choiseul à M. de Vergennes, citées dans mon travail sur les relations de la France avec l'Orient

[2] Ferrand, Hist. du *démembrement de la Pologne*, t. II, p. 254.

Vistule et du Dniester, un territoire de deux mille cinq cents lieues carrées, qu'elle érigea en royaume de Gallicie. Frédéric eut la Prusse polonaise jusqu'à la Netze, sauf Thorn et Dantzig, ce qui formait un territoire de dix-neuf cents lieues carrées. Catherine eut un territoire de trois mille lieues carrées, à la droite de la Dwina et sur la gauche du Dniéper. Les trois alliés ayant ainsi arraché à la Pologne le tiers de son territoire, laissèrent le reste à leur vil protégé, Stanislas, et ils forcèrent ce malheureux pays, qui était maintenant à leur discrétion, à garder sa constitution vicieuse, son trône électif, son *liberum veto.*

Ainsi fut commencé l'assassinat d'un grand peuple, à la face de l'Europe et du dix-huitième siècle, par les trois souverains qui avaient adopté les idées philosophiques, qui avaient sans cesse à la bouche les mots de justice et d'humanité. Louis XV, à la nouvelle de cet énorme attentat au droit public, sentit son front rougir : « Si Choiseul avait été là, dit-il, le partage n'aurait pas eu lieu ; » et les ministres agitèrent la question de s'en venger en se jetant sur les Pays-Bas. L'Angleterre, qui ne s'était nullement émue du démembrement de la Pologne, fit grand bruit de ce projet, et força la cour de Versailles de l'abandonner, en menaçant de s'unir à la ligue des trois monarques du Nord. Alors l'on prépara à Brest une flotte qui devait aller dans la Baltique pour protéger au moins la Suède contre l'ambition de la Russie : l'Angleterre déclara que « si une flotte française paraissait dans la Baltique, elle serait suivie d'une flotte anglaise. » L'armement de Brest fut suspendu ; mais on en prépara un autre à Toulon en faveur des Turcs. Le cabinet anglais déclara que « l'interdiction faite à la France d'envoyer une flotte dans la Baltique existait également pour la Méditerranée ; que l'Angleterre ne pouvait consentir à ce que la France eût une flotte dans l'une ou l'autre de ces mers. » Les vaisseaux de Toulon furent désarmés. Grâce à cette lâcheté, la Porte fut obligée de conclure la paix de Kaïnardji, paix si funeste à l'Europe entière, par laquelle les Russes acquirent les clefs de la mer Noire et de la Crimée, devinrent les arbitres des destinées de la Turquie et portèrent un coup mortel à l'influence française en Orient [10 juillet 1774].

Deux mois auparavant, Louis XV était mort [10 mai].

CHAPITRE V.

Préliminaires de la Révolution. — 1774 à 1789

§ I. Avénement de Louis XVI. — Turgot. — Rappel des parlements. — Après un règne qui finissait par la destruction des dernières défenses de la société, par la banqueroute et le pacte de famine, par l'honneur du pays mis aux pieds de l'Angleterre et de la Russie, il semblait que la décadence de la monarchie absolue fût arrivée à son terme. Il n'y avait plus une institution intacte, pas une croyance ou un préjugé qui eût espoir de vie ; la dépravation des mœurs était complète, la mesure de mépris pour tous les pouvoirs comblée, l'attente des esprits immense. Si Louis XV eût vécu quelque temps de plus, la révolution éclatait. Son successeur la retarda de quinze années, en essayant de restaurer la monarchie par les parlements qu'il rétablit, les ministres populaires qu'il choisit, les réformes qu'il tenta, les sacrifices qu'il demanda aux privilégiés, l'honneur du pays qu'il releva dans une guerre glorieuse. Tout cela fut insuffisant, intempestif, entaché de répugnance, d'oscillations, d'égoïsme, contrarié par les résistances invincibles de la noblesse et du clergé, dédaigné par la nation ; tout cela démontra que les pouvoirs sociaux étaient trop fondamentalement viciés pour que, même sous un « roi véritablement honnête homme et voulant le bien, » la réforme pût sortir de leurs mains.

Louis XVI, âgé de vingt ans, avait été éloigné des débauches de son aïeul, mais aussi de la pratique du gouvernement. Il était austère, simple, laborieux, pénétré de ses devoirs, plein d'excellentes intentions ; mais il était timide, sans intelligence, sans dignité extérieure, et surtout sans volonté, sans énergie, sans persévérance. Il aimait le peuple et craignait l'anarchie ; il unissait des pensées philosophiques à des sentiments de haute dévotion ; enfin, il flottait indécis entre les principes du droit divin, dans lesquels il avait été élevé, et les idées de réforme sociale qu'il voyait partout répandues.

Dès son avénement, il rompit avec le passé de son aïeul en renvoyant Maupeou, Terray et d'Aiguillon ; mais il ne rappela pas Choiseul, pour lequel il avait un profond éloignement à cause des humiliations que ce ministre avait fait subir à son

père; et, ne sachant à quel guide se confier, tant Louis XV avait été stérile en hommes d'État, il s'avisa pour ministre principal le comte de Maurepas, viei frivolité excessive, sans idées et sans conduite, s' bons mots et de petites intrigues, qui n'avait d'autre d'avoir été disgracié par madame de Pompadour [1] appela aux sceaux Miromesnil, à la guerre Saint-Ge la marine Sartine, aux affaires étrangères Vergenne finances Turgot.

Turgot, élève de Rousseau et regardé comme le ch nomistes, s'était fait la plus haute renommée par surtout par les merveilles administratives qu'il ava dans son intendance de Limoges. Génie profond et m sévérant et énergique, ayant une vaste instruction, plus élevées sur les destinées de l'humanité, l'intell tique des hommes et des affaires, l'expérience admi plus consommée, il était considéré par l'opinion publi le seul homme d'État de l'époque; et en effet, on douter que si la rénovation sociale eût pu se faire nances, Turgot eût été capable de la conduire. Il Malesherbes, le cœur de L'Hôpital et la tête de Baco étaient si vastes qu'ils contenaient tout ce que la révolu tué : abolition des droits féodaux, des corvées, de la

(1) C'était le petit-fils du chancelier Pontchartrain, et il avait été marine à l'âge de quinze ans, sous Louis XIV. — Voyez la note 4 ce volume.

(2) Le comte de Saint-Germain s'était rendu célèbre en command gardes et en sauvant les débris des armées françaises à Rosbac Minden et à Corbach.

(3) « Le sel, dit Vauban, est une manne dont Dieu a gratifié le sur lequel, par conséquent, il sembleroit qu'on n'eût pas dû mett Mais le gouvernement n'avait vu dans le sel qu'une ressource fi imaginé de forcer chaque famille à acheter dans les greniers de l'É désigné et exorbitant, une quantité de sel fixe, plus grande que n' soins, avec défense de revendre la portion qu'elle ne pouvait cons nellement. Cette abominable invention ne pesait pas sur toutes les p pesait sur celles qui y étaient soumises avec les inégalités les plus avait fait diviser la France en : provinces *franches*, *rédimées*, de q de *salines*, de *petite gabelle*, de *grande gabelle*. Les provinces tagne, Artois, Flandre, Béarn, etc.) payaient le sel de 2 à 8 livres provinces rédimées (Poitou, Saintonge, Limousin, Guyenne, etc.) le à 12 l. ; la province de quart-bouillon (Basse-Normandie) le p

des douanes intérieures ([1]), des privilèges en matière d'impôt, liberté de conscience et de la presse, liberté du commerce et de l'industrie, abolition des vœux monastiques, refonte des codes civil et criminel, uniformité des poids et mesures, etc. Pour tant d'innovations, et qui froissaient tant d'intérêts privés, il fallait une volonté souveraine pour briser toutes les résistances. Mais le roi hésitait à se lancer dans cette vaste carrière ; Maurepas s'inquiétait de plans qu'il ne comprenait pas : tous deux firent échouer à l'avance les projets du grand ministre en créant un centre aux égoïsmes de castes et d'individus qui devaient défendre les abus et s'opposer aux innovations. Ils rappelèrent les parlements [1774, 12 nov.], croyant, par cette vieille institution, raffermir l'ordre social et donner satisfaction à l'opinion publique. Ce fut une immense faute et l'origine de tous les malheurs de Louis XVI. Les parlements ne firent plus opposition seulement au torrent des nouveautés, mais à la néces-

provinces de salines (Franche-Comté, Lorraine, Alsace, etc.) le payaient 21 l. 10 sols; les pays de petite gabelle (Lyonnais, Bourgogne, Dauphiné, Provence, Languedoc, etc.) le payaient 33 l. 10 sols; enfin les pays de la grande gabelle (Île-de-France, Orléanais, Touraine, Berri, Champagne, Picardie, etc.) le payaient 62 l. Quant à la consommation individuelle et forcée, elle variait dans ces divers pays de 9 à 25 livres. La gabelle était, avec la taille, le désespoir des pauvres, surtout à cause de la rigueur avec laquelle cet impôt était perçu par la ferme générale. Elle amenait chaque année 3,700 saisies domiciliaires, 10,000 arrestations, 2,800 emprisonnements, 500 condamnations aux galères ou à la potence ; elle exigeait une armée de 10,000 préposés ou *gabelous* ; enfin elle rapportait à l'État 54 millions.

([1]) Voir précédemment à la page 229. — La France se trouvait, sous le rapport des douanes intérieures, partagée en : 1° provinces des *cinq grosses fermes* ; 2° provinces *réputées étrangères* ; 3° provinces *d'étranger effectif*. — Les provinces des cinq grosses fermes, ou soumises à la ferme générale, étaient à peu près celles qui composaient la monarchie au quatorzième siècle, et il n'y avait entre elles aucune ligne de douanes. — Les provinces réputées étrangères étaient la Flandre, l'Artois, la Bretagne, la Saintonge, la Guyenne, le Languedoc, le Roussillon, la Provence, le Dauphiné, le Lyonnais, la Franche-Comté. Elles avaient presque toutes des lignes de douanes entre elles et avec les provinces des cinq grosses fermes, lignes très-confuses, qui avaient un développement de 12 à 1,500 lieues, et qui exigeaient pour les garder 25,000 hommes. — Les provinces d'étranger effectif étaient les Trois-Évêchés, la Lorraine, l'Alsace et la Basse-Navarre. Elles n'avaient pas de lignes de douanes avec l'étranger, et se trouvaient libres dans leurs rapports de commerce avec lui ; mais elles avaient une ligne de douanes du côté de la France; par conséquent elles étaient soumises à toutes les exclusions dont le gouvernement frappait les pays étrangers, et faisaient subir aux autres provinces françaises ces mêmes exclusions.

sité des réformes; ils ne furent pas les soutiens de la société et les défenseurs des libertés publiques, mais les adversaires de la royauté et les protecteurs de tous les priviléges. Leur opposition, qui pouvait être bonne quand le pouvoir voulait violer les lois pour faire du despotisme, devint une entrave insurmontable, et dont le pouvoir s'embarrassa gratuitement au moment où il voulait renverser les vieilles lois au profit du peuple. La lutte entre le gouvernement et la magistrature allait donc se renouveler: lutte d'autant plus opiniâtre que les parlements se croyaient rappelés par le vœu national, que la royauté semblait plier devant eux; lutte qui allait empêcher la réforme par les mains du pouvoir, et pousser le peuple à faire lui-même la révolution.

§ II. Réformes et renvoi de Turgot. — Necker. — « Point de banqueroute, pas d'augmentation d'impôts, pas d'emprunts: » c'était le programme financier que Turgot avait présenté au roi. Il trouva les finances embarrassées de 22 millions de déficit et de 78 millions d'anticipations; en deux ans, il paya 24 millions de la dette exigible arriérée, éteignit 28 millions d'anticipations, et remboursa 50 millions de la dette constituée; il créa une caisse d'escompte, origine de la banque de France, et qui était le premier établissement de ce genre tenté depuis le système de Law; il abolit la loi, reste de la fiscalité romaine (¹), qui rendait les taillables solidaires pour le payement de l'impôt: les corvées pour la confection des chemins, qui faisaient perdre aux taillables une valeur de 40 millions pour un produit de 10: enfin vingt-trois espèces de droits établis sur des travaux nécessaires ou des conventions utiles, et dont il débarrassa l'industrie et l'agriculture. En agriculture, il avait les idées de Sully, et il répétait que « le pâturage et le labourage sont les deux mamelles de l'État; » en industrie, il avait des idées autrement élevées que celles de Colbert; et il proclamait que « le droit de travailler est la propriété première, la plus sacrée, la plus imprescriptible. » Pour mettre l'agriculture et l'industrie dans une voie nouvelle, il lui fallait trois grandes innovations: la liberté du commerce des grains, devant laquelle le pouvoir avait déjà deux fois reculé; l'abolition des maitrises et des jurandes; enfin, l'impôt territorial égal sur tous. Ce fut là qu'il échoua.

(¹) Voir tome 1er, p. 61.

Maurepas était jaloux de la faveur de Turgot auprès du roi; cour s'alarmait des économies faites et projetées par le mistre; la noblesse voyait le gouvernement prendre la marche plus menaçante pour ses priviléges. En effet, Saint-Germain, mme rude, ombrageux, maladroit, attaquait la noblesse dans honneurs militaires, et supprimait plusieurs corps de la ison du roi; Sartine était parvenu à réprimer les prétentions plus insultantes de la marine militaire contre la marine marande; enfin Malesherbes, l'ami de Turgot, qui venait d'entrer conseil comme ministre de la maison du roi, avait réformé dieux système des lettres de cachet, proposait la suppression la censure et voulait rétablir l'édit de Nantes. Il se forma rmi les seigneurs, prélats, financiers et magistrats une conration contre Turgot, à laquelle Maurepas ne fut pas étranger, qui fit entrer dans ses rangs la reine Marie-Antoinette : était une princesse pleine de grâces et de séductions, mais ssi d'ignorance et de frivolité, qui avait le plus grand ascennt sur son mari, et à qui les courtisans faisaient croire que, gne fille de Marie-Thérèse, elle devait sauver la monarchie.

L'édit sur le commerce des grains parut; mais auparavant rgot avait cru prendre ses précautions contre les manœuvres pacte de famine : il ne connaissait pas la puissance de cet ablissement, dont les comptoirs reposaient sur des osseis humains. » Dès que l'édit fut rendu, les sociétaires excit une disette en faisant piller les marchés, brûler les ins, jeter les grains dans les rivières par des brigands yés qui vinrent épouvanter le roi jusque dans Versailles. fut étonné de ces émeutes; et l'on eut toute la portée de actère en le voyant se mettre au balcon de son palais romettre aux séditieux de faire baisser le prix du pain. rmit qu'avec peine à son ministre de réprimer ces bries par la force; et il commença dès lors à douter de lui s projets.

rmier coup étant porté, les privilégiés continuèrent leur et lorsque l'édit sur les maîtrises fut présenté au parl subit un refus d'enregistrement. Turgot décida le roi e justice, où l'enregistrement fut forcé; mais c'était effort qu'il dût tirer de sa faiblesse. « Il n'y a que et moi qui aimions le peuple, » disait Louis : mais qu'en faisant le bien il n'éprouverait pas de résis-

tances; et il voyait le peuple se révolter, le parlemen
mencer cette opposition qui avait donné tant de soucis à L
la cour et la reine lui reprocher qu'il avilissait la roy
ses innovations roturières : il devait, lui disait-on, la
tact à ses enfants l'héritage qu'il avait reçu de Louis le
Malesherbes, irrité de tant de vils obstacles, quitta le m
Turgot, plus courageux, attendit qu'on le renvoyât : le
l'indigne faiblesse de lui demander sa démission [1776].
nistre, en la donnant, plaignit le malheureux Louis, d
démarche fatale était la perte : « La destinée des prin
duits par les courtisans, lui dit-il, est celle de Charles I
effet, la royauté abandonnait son unique voie de salut;
diquait son droit et sa volonté de faire la réforme; elle
pour ainsi dire, le peuple à ne plus compter que sur lui-m

L'immense murmure qui accueillit le renvoi de Tu
été le précurseur d'une crise, si le pouvoir n'eût presqu
diatement remplacé ce grand citoyen par un homme q
la confiance populaire, et si les esprits n'eussent été distr
l'approche d'une guerre que demandait l'opinion publi

A Turgot avait succédé Clugny, qui ne signala son co
nistère que par l'immorale fondation de la loterie et p
tablissement des corvées, des maîtrises, etc. [1776, oct
mourut et fut remplacé par Necker, banquier génevoi
en France, et qui y avait fait rapidement une grande
Ami des courtisans et des gens de lettres, adversaire mo
idées de Turgot, habile à faire valoir ses plans et sa ca
passait généralement pour le seul homme qui pût resta
finances. C'était, en effet, un ministre habile, mais qui
plutôt des palliatifs que des remèdes. Il séduisit tout le
par son esprit, sa confiance, d'heureux expédients, d
d'économie et un peu de charlatanisme. Son plan éta
qu'il semble, de sauver les finances par le crédit, sur
avait les idées élevées de Law avec plus d'expérienc
mesure; mais il y avait à ce plan des obstacles insurmo
la non-publicité des recettes et des dépenses, l'absence
thèques pour les prêteurs, l'impossibilité d'égaler la rec
dépense dans une cour où l'on croyait que le faste était l
moyen de soutenir la majesté du trône. Ce fut donc sur

(1) Turgot mourut en 1781.

seul, sur sa réputation d'habileté et de probité, qu'il fit des emprunts; et il fallut en faire, non-seulement pour les temps ordinaires, mais pour fournir aux énormes frais d'une guerre maritime qui devait justifier son système financier en créant des sources nouvelles à la richesse nationale. Il s'agissait de profiter de la querelle entre l'Angleterre et ses colonies, pour faire sortir la France de l'humiliation du traité de Paris et recouvrer la liberté des mers.

§ III. Situation des colonies anglaises d'Amérique. — Ce n'était pas seulement dans le but de soulager la métropole que le ministère tory, présidé par lord North, avait imposé les colonies anglaises, c'était dans l'espoir d'étendre la prérogative royale et de réagir sur l'Angleterre avec tout le pouvoir que la couronne prendrait en Amérique. Mais il fallait une grande ignorance de l'état social de ces contrées pour le tenter. Fondées avant le milieu du dix-septième siècle par des puritains aisés, instruits, austères, dont l'éducation politique s'était faite à la rude école des révolutions de l'Angleterre, qui ne fuyaient pas leur pays et leurs maisons par esprit de cupidité et d'aventures, mais pour être libres dans l'exil et dans le désert de prier Dieu comme ils le voulaient « les colonies anglaises, dès leur principe, semblaient destinées à offrir le développement de la liberté, non pas la liberté aristocratique de leur mère patrie, mais la liberté bourgeoise et démocratique dont l'histoire du monde ne présentait point encore de complet modèle (1). » Le principe de la démocratie était là dans les croyances, les mœurs, les habitudes, tout le détail de la vie, et surtout dans le christianisme républicain de Jean Knox; dégagé de tous ceux contre lesquels il luttait dans le sein de la vieille Europe, n'étant pas obligé de tenir compte du passé et de l'accommoder au présent, il avait grandi en liberté, s'était développé dans les lois, s'était fortifié des idées philosophiques du dix-huitième siècle, depuis Locke jusqu'à Rousseau. Le gouvernement des Stuarts, heureux d'être débarrassé des sectaires qui l'inquiétaient, avait laissé ces colonies, fondées sans son concours et même à son insu, se gouverner à leur gré en communes formant de petites républiques où le dogme de la souveraineté du peuple était ingénument mis en pratique; il se contenta de légaliser leur existence

(1) Tocqueville, de la Démocratie en Amérique, t. I, p. 47.

par des chartes royales, de réclamer la souveraineté o et la puissance centrale, de leur envoyer des garnis gouverneurs chargés presque uniquement de survei colonies voisines de la France et de l'Espagne. Grâce à c de liberté, grâce à l'esprit calculateur, positif et entre des puritains, les colonies anglaises avaient fait de mer progrès; elles formaient déjà treize provinces dont la po s'élevait à trois millions d'individus et qui doublait tous ans; elles avaient déjà refoulé sur l'Ohio et le Missis peuplades indiennes qu'elles rejettent aujourd'hui sur l de l'océan Pacifique; elles préludaient à des destinées sont pas encore complétement accomplies, mais dont le résultat doit être la civilisation du nouveau continent.

C'était d'un pays ainsi constitué que les ministres to laient se faire un instrument pour agrandir le pouv aux dépens des libertés de l'Angleterre. Les colons s vèrent, non à cause de la lourdeur des taxes qu'on leu sait, mais à cause du principe en vertu duquel l'An semblait les traiter en esclaves et non en frères. Les l dont les Anglais se souillaient alors dans leurs pos indiennes donnaient du poids à cette opposition : d' spéculateurs, à la tête desquels était lord Clive, avaie une famine qui fit périr trois millions d'Indiens [1768 e et lord Clive, traduit devant le parlement, non-se pour ce forfait, le plus épouvantable dont parlent les an monde civilisé, mais encore pour d'autres crimes, honorablement acquitté! Les Américains crurent ou f de croire qu'on leur réservait le sort des Indiens; et d'insurrection étant excité par dix années de résistance, tilités devaient éclater à la première occasion.

§ IV. Insurrection des colonies anglaises. — Entr des Français pour les insurgés. — Débats du parlement — Une cargaison de thé étant entrée dans le port de les habitants, qui avaient pris l'engagement de ne plus des marchandises anglaises, jetèrent le thé à la mer [1 gouvernement interdit le port et garnit la ville de tro province de Massachussets se déclara en insurrection; autres suivirent cet exemple, chassèrent les employés an élurent dans leurs assemblées des députés à un congrès Ce congrès commença par légitimer l'insurrection d

déclaration des droits qui donnait aux doctrines démocratiques des Américains un caractère de généralité et d'abstraction philosophique, et qui intéressait tous les peuples à la lutte d'opprimés contre leurs oppresseurs. Puis il fit une adresse pleine de calme et de simplicité au gouvernement anglais, demandant que les Américains fussent traités en frères et non en vassaux; il sollicita le Canada et même l'Irlande à faire cause commune avec eux; il ordonna une levée de milices, autorisa les représailles contre les Anglais, chercha à organiser un gouvernement général, un centre et des ressources à l'insurrection; enfin il entama des négociations secrètes avec les puissances ennemies de l'Angleterre.

Les hostilités commencèrent [1775]. La garnison de Boston fut assiégée par trente mille hommes de milices indisciplinées que commandait Washington, nommé généralissime, homme droit, modeste, plein de calme et de prévoyance, qui avait toutes les qualités des Américains, dont il fut le sauveur: elle fut forcée de capituler [1776]. Ce grand succès et les succès partiels qui le suivirent décidèrent le congrès à faire sa déclaration d'indépendance [4 juillet], dans laquelle il énonçait comme incontestables les vérités suivantes: que tous les hommes ont été créés égaux; qu'ils ont été doués par le Créateur de certains droits inaliénables; que, pour s'assurer la jouissance de ces droits, les hommes ont établi parmi eux des gouvernements dont la juste autorité émane du consentement des gouvernés; que toutes les fois qu'une forme de gouvernement quelconque devient destructive des fins pour lesquelles elle a été établie, le peuple a droit de la changer et de l'abolir. » Les treize provinces se confédérèrent sous le nom d'*États-Unis*.

Ces événements produisirent en Europe une grande fermentation; mais il n'y eut qu'un cri en faveur des Américains. Aucun souverain ne s'effraya de leurs doctrines: Frédéric et Catherine ne parlaient qu'avec indignation du despotisme de Georges III. A la cour de France, et quoique les législateurs américains se fussent annoncés hautement comme les disciples des philosophes français, il n'y avait qu'exaltation pour ces républicains si sages, dont les principes ne semblaient pas plus dangereux que ceux des Romains et des Spartiates. L'engouement fut complet quand un de ces Lycurgues vint en France pour solliciter des secours [1777]. Franklin, déjà célèbre dans la science

par l'invention des paratonnerres, fut accueilli avec enthousiasme : « celui qui avait arraché la foudre aux cieux et le sceptre aux tyrans, » se vit entouré, flatté, prôné par les philosophes, les femmes, les courtisans. On demandait la guerre à grands cris : le peuple, par sympathie pour des démocrates et des opprimés ; la noblesse, pour affaiblir l'Angleterre de treize provinces et laver les affronts de la guerre de sept ans ; le commerce, pour s'ouvrir un marché inépuisable en Amérique ; les hommes d'État, pour rendre à la royauté quelque popularité par la gloire ; enfin tout le monde, par l'entraînement de ces idées de générosité, de philanthropie, de dévouement, qui passionnaient la France. Le marquis de La Fayette et plusieurs autres jeunes nobles équipèrent des vaisseaux à leurs frais, et allèrent offrir leur épée aux Américains. Louis XVI, presque seul, répugnait à la guerre, sentant bien, comme disait Joseph II, que son métier à lui était d'être royaliste ; mais il n'était pas homme à résister à une opinion publique qui ne se manifestait pas seulement par des vœux pour les insurgés, mais qui leur envoyait de l'argent et des armes, qui recevait leurs corsaires, qui couvrait d'applaudissements le départ de La Fayette.

La fermentation était encore plus grande en Angleterre. Les whigs ne s'étaient pas mépris sur les intentions secrètes du gouvernement : ils prirent la défense des insurgés avec une violence extrême, déclarant que l'Angleterre n'avait pas le droit de taxer ses colonies, demandant la révocation prompte et absolue de tous les actes du ministère. « Je me suis nourri tout jeune, dit Pitt, du patriotisme des Grecs et des Romains ; eh bien, je déclare que dans ces deux terres classiques de la liberté je ne vois ni peuple ni sénat dont la conduite me paraisse plus noble et plus ferme que celle du congrès de Philadelphie... L'esprit qui résiste à nos taxes en Amérique est le même esprit qui fit soulever toute l'Angleterre contre les Stuarts : c'est le glorieux esprit whig qui anime trois millions d'hommes qui préfèrent la liberté et la pauvreté à des chaînes dorées. Félicitons-nous de ce que le cri des gardiens fidèles de la constitution a retenti au delà de l'Atlantique. Whigs, les Anglo-Américains sont nos frères : leur chaleur s'est allumée à notre patriotisme, leur cause est la nôtre. »

North reprocha aux whigs la rébellion des Americains comme la conséquence de leurs idées républicaines ; et, sans s'émouvoir de

leurs clameurs, il envoya jusqu'à cinquante mille hommes dans les colonies. Il avait acheté des soldats à tous ces princes allemands qui alimentaient le luxe de leurs petites cours en vendant le sang de leurs sujets à l'Angleterre ; il avait soulevé contre les insurgés des bandes de sauvages indigènes qui massacraient sans pitié amis et ennemis. Les Américains avaient perdu leur enthousiasme et éprouvé de nombreux revers ; ils n'obéissaient pas aux ordres du congrès, qui demandait en vain aux provinces des subsides et des hommes : l'insurrection manquant de centre semblait devoir s'éteindre en efforts partiels. Mais la cause anglaise n'en faisait pas plus de progrès. Washington, réduit à trois mille hommes, continuait, malgré ses défaites, à harceler l'ennemi. La distance qui séparait les divers théâtres de l'insurrection, les nombreux déserts, la difficulté des vivres, enfin et par-dessus tout les débats du parlement anglais, faisaient plus pour la cause des insurgés que leurs armes tièdes et égoïstes. « Vous ne pouvez pas conquérir l'Amérique, répétait sans cesse Pitt aux ministres ; et si vous le voulez, vous ne le pouvez faire que sous le canon de la France, sous une batterie masquée qui s'ouvrira bientôt pour nous balayer du sol américain. » Puis il couvrait d'invectives le gouvernement « pour avoir pris à solde ces bandes allemandes qui portent leur vénale férocité dans des provinces encore anglaises, pour avoir associé aux armes britanniques la massue et le scalpel de ces tribus sauvages qu'on enivre pour les rendre plus barbares. — Quoi ! remettre à l'impitoyable Indien la défense de nos droits contestés ! Quoi ! lancer sur nos frères les fils mercenaires du pillage et du meurtre ! Si j'étais Américain comme je suis Anglais, tant que les hordes étrangères auraient le pied sur mon pays, je ne poserais pas les armes ! jamais ! jamais ! jamais [1] ! »

§ V. Convention de Saratoga. — La France se déclare pour les insurgés. — Opérations maritimes. — Ces paroles éloquentes retentissaient par toute l'Europe et faisaient tressaillir la France. Tout le monde avait les yeux sur le parlement anglais, qui, pour la première fois, abandonnait sa polémique locale et prosaïque, et cessait de traiter des « affaires du ménage, » pour s'occuper de vérités spéculatives et de questions générales. La

[1] Œuvres de Boyd, t. I, p. 285. — Villemain, Littérature du dix-huitième siècle, t. III, 12e leçon.

tribune antique n'avait pas été plus éloquente que
apparaissaient Pitt, Fox, Burke, tous orateurs de l'o
tous défenseurs chaleureux de l'insurrection et des
des Américains. Mais North était impassible, et il
terminer la querelle avant que la France ne fût sor
indécision, quand un événement vint relever la cause
ricains, donner un nouvel aliment à l'opposition et fi
certitudes de Louis XVI. Le général Burgoyne, parti d
avec quatorze mille hommes pour soumettre les pro
nord, devait se joindre à l'armée de Howe, que W
tenait en échec près de Philadelphie : après une marc
treuse à travers des déserts, il fut enveloppé par les A
à Saratoga sur l'Hudson, et forcé de mettre bas les ar
six mille hommes [1777, 17 oct.].

A cette nouvelle, les Américains reprirent partout l'o
la France signa avec eux un traité d'alliance et de c
[1778, 6 févr.]; l'opposition devint si violente, que l'A
semblait voisine d'une révolution. North, passant de l
au découragement, proposa au parlement, pour empê
tervention de la France, de traiter avec les insurgés à
ditions qui équivalaient à la reconnaissance de leur
dance. Mais le vieux Pitt, un pied dans la tombe, se fit
parlement par son fils, héritier de son génie et de s
et fit décider « qu'un peuple qui était, depuis dix-
la terreur du monde, ne s'humilierait pas devant s
et implacable ennemi. » Tous les efforts de l'Angleterr
nèrent alors contre la France.

Louis XVI, en se décidant à faire la guerre, n'était n
convaincu de la justice de sa cause, et il sentait bien q
jouer le jeu des peuples. Aussi, malgré le désir qu'i
satisfaire à l'opinion publique, il voulut attendre, q
ses apprêts étaient faits, que les Anglais commençasse
tilités; et, par suite de cet étrange scrupule, notre mar
chande éprouva d'abord des désastres presque auss
qu'à l'ouverture de la guerre de sept ans.

Alors une belle flotte de trente-deux vaisseaux sortit
commandée par le comte d'Orvilliers, et rencontra u
anglaise d'égale force, commandée par l'amiral Kepp
les îles d'Ouessant et les Sorlingues. Après un engagem
violent [27 juillet], les deux flottes se séparèrent sans

sans avantage ; mais les Anglais regardèrent comme une défaite une affaire si vivement soutenue par une marine qui sortait à peine de la bataille de M. de Conflans.

Une autre flotte de douze vaisseaux, commandée par le comte d'Estaing, partit de Toulon, entra dans la Delaware, fit évacuer Philadelphie aux Anglais, et devait, de concert avec les Américains, s'emparer de Rhode-Island. Mais au moment de livrer combat à la flotte ennemie, elle fut dispersée par une tempête. Alors, et sur la nouvelle que les Anglais menaçaient les Antilles, elle se porta sur Sainte-Lucie, ne put prendre cette île et se retira à la Martinique. La retraite de d'Estaing fit jeter des cris d'indignation aux Américains, qui, depuis que la France avait commencé les hostilités, restaient tranquilles dans leurs foyers, voulant lui laisser tout le poids de la guerre. Les Anglais profitèrent de cette apathie pour conquérir les provinces du sud, qui différaient de mœurs avec celles du nord, provinces agricoles, où l'esclavage des noirs existait avec des éléments aristocratiques, et qui semblaient moins hostiles à la mère patrie; ils firent leur place d'armes de Savannah.

§ VI. Affaires de l'Europe continentale. — L'Espagne se déclare contre l'Angleterre. — Détresse des Américains. — L'Angleterre, selon sa coutume, chercha à distraire la France de la guerre maritime par une guerre continentale, et une belle occasion s'en offrit en Allemagne. Maximilien-Joseph, électeur de Bavière, mourut [1777] n'ayant pas d'autre héritier que Charles-Théodore, électeur palatin. Joseph II, prince qui visait à la double gloire de législateur et de conquérant, et que Frédéric appelait un Don Quichotte, voulut imiter la conquête de la Silésie : il envahit la Bavière et la réunit à ses États. Charles-Théodore se tourna vers le roi de Prusse, qui, heureux de se montrer le défenseur de l'Empire contre la maison d'Autriche, fit entrer aussitôt deux cent mille hommes en Bohême et en Moravie. Joseph, malgré les supplications de sa mère, qui ne voulait que la paix, mit sur pied deux armées d'égale force, et sollicita la France de lui fournir les secours stipulés par les traités. Les hostilités commencèrent, et l'on crut à une nouvelle guerre de sept ans. Mais la diplomatie française était habilement dirigée par Vergennes, héritier des plans de Choiseul, et elle sauva l'Europe d'un embrasement qui eût été la joie de l'Angleterre et la perte des États-Unis. Elle refusa tout secours

à l'Autriche, approuva la conduite du roi de Prusse, pro
subsides à Charles-Théodore, et engagea la Russie à
médiation, en lui dévoilant la politique du cabinet angl
envenimait les deux adversaires. Alors Joseph, gêné d'
par sa mère, « qui lui faisait perdre, disait-il, l'occasion
Frédéric l'Unique, » accepta la médiation de la France
Russie, et signa le traité de Teschen, par lequel il
Charles-Théodore la possession de la Bavière [1778, 13 n
roi de Prusse sortit de cette guerre avec la gloire d'a
l'arbitre désintéressé de l'Allemagne, et « la France,
historien anglais, eut l'effronterie, qu'on a peine à co
de conserver l'alliance de l'Autriche, de servir les vue
intérêts du roi de Prusse, et de rompre les liens de l'An
et de la Russie. »

Avec la même habileté, le cabinet de Versailles déci
pagne à unir sa marine à la sienne, en lui montrant l'o
de s'affranchir des deux hontes de Gibraltar et de Mino
en lui rappelant les désastres causés par son interventi
dive dans la guerre de sept ans. Aussitôt l'Espagne
une armée assiéger Gibraltar, et trente vaisseaux d
Manche, pour se joindre à ceux de d'Orvilliers. Celui
alors sous ses ordres soixante-six bâtiments qui menaç
Grande-Bretagne d'une descente; quarante mille hom
rassemblaient sur les côtes de la Normandie [1779]. L'
terre était pleine de trouble et d'effroi : elle n'avait que
huit vaisseaux pour couvrir Plymouth; ses côtes éta
sultées par les corsaires américains et principalement
fameux Paul Jones; le parlement était plein de disc
Londres de tumulte. « Si l'ennemi eût débarqué, dit
teur, nous aurions combattu, mais nous aurions succ
Elle fut sauvée de la flotte de la maison de Bourbon,
elle l'avait été de l'*Armada* de Philippe II, par les te
D'Orvilliers avait perdu du temps : il n'osa attaquer Ply
sa flotte fut ravagée par une épidémie; il rentra à Brest.

Pendant ce temps, d'Estaing prenait Saint-Vincent et
nade, battait la flotte de l'amiral Byron et dominait la
Antilles. Alors, sollicité par les Américains, il voulut
leurs provinces méridionales et vint assiéger Savannah; il
devant cette place, qui lui coûta douze cents hommes,
sa flotte à la Martinique et la partagea en trois escadre

deux devaient rester aux Antilles, et la troisième croiser dans la baie de Chesapeake. Pendant ce temps, les Français s'emparaient du Sénégal et les Espagnols de la Floride; le corsaire américain Paul Jones attaquait la flotte anglaise de la Baltique, battait son escorte et prenait la moitié de ses vaisseaux marchands. La fortune maritime de l'Angleterre commença à se relever sous l'amiral Rodney, qui, chargé de ravitailler Minorque et Gibraltar, battit une flotte espagnole qui lui barrait le passage. De là, il alla aux Antilles, livra trois combats indécis à l'amiral Guichen, qui avait succédé à d'Estaing, et divisa sa flotte pour échapper aux forces supérieures que l'Espagne et la France avaient dans ces mers. Ce fut un bonheur pour lui, car un ouragan fit périr plus de quatre cents navires dans les Antilles, et la peste s'étant mise dans la flotte espagnole, la flotte française se sépara d'elle et ne fut plus occupée qu'à escorter deux riches convois qui partirent de Saint-Domingue pour la France, et y arrivèrent sans obstacle. Les Anglais furent moins heureux : deux de leurs convois, partis de l'Angleterre pour l'Amérique et les Indes, tombèrent au pouvoir des Français, qui prirent cent bâtiments, quatre mille soldats et un immense butin.

A la suite de la défaite de Savannah, les Américains avaien prouvé de nouveaux revers; ils étaient pleins de découragement t de discordes, ne voulant pas faire le moindre sacrifice pour a cause générale, craignant la formation d'une armée qui survivrait à la guerre, se plaignant de la maison de Bourbon, qui 'employait pas toutes ses forces à les délivrer. Chaque proince voulait garder ses hommes et son argent pour sa propre éfense. Une démocratie basse et jalouse contrariait le congrès t le généralissime dans leurs opérations. On sentait tous les inonvénients d'une république fédérative en face d'un grand daner extérieur. L'amour du gain, cette passion unique des Américains, déshonorait les commencements de leur indépendance. Personne ne voulait entrer dans l'armée sans un engagement orbitant, faire la moindre fourniture à l'État sans avoir perçu avance des profits démesurés, accepter un emploi ou une maistrature sans être assuré d'un salaire scandaleux et de bénéces illégitimes. » Washington déclara qu'il ne pouvait plus ompter sur son armée, dont la plus grande partie se mutinait our la solde, et que les États-Unis étaient perdus si le roi de

France n'envoyait en Amérique des sub
troupes continentales et une escadre. L
ces secours; La Fayette vint en presser
vèrent sept vaisseaux, 10 millions, six
une brillante noblesse et le comte de R
sous les ordres de Washington.

§ VII. Embarras de l'Angleterre. —
La Hollande s'allie a la France. — Cap
York-Town.—L'Angleterre se trouvait a
de crise: l'administration était impuiss
par les invectives populaires, l'Irlande e
pleine d'émeutes. Cent mille hommes
des communes, incendièrent les édifices
tres de la capitale pendant trois jours [1
véritable bataille, où six mille homme
cette insurrection, qui n'avait pas de ba
porter le gouvernement. En même tem
despotisme maritime des Anglais avait
rope éclataient par une confédération

L'amirauté britannique s'était, de
droit de visiter les vaisseaux des puis
confisquer s'ils portaient ou des munit
tériaux de construction. La France ex
ce joug honteux; et celle-ci, avide de
trice des mers, publia une déclarat
berté de la navigation qui pouvait se
couvre la marchandise; tous bâtime
vaisseau de guerre sont affranchis d
bloqué que lorsqu'il a devant lui
fermer, etc. La France et l'Espagn
tion par un concert de louanges
Suède, les Deux-Siciles et l'Autric
adhérer et armèrent des vaisseau
nion de ces puissances avec la Ru
armée. « C'est à la France, dit u
gues, à son désir de nous susci
est entièrement due: elle voulait
tant nos droits en question et
prétentions exorbitantes. »

La Hollande avait eu le plus

L'Angleterre lui ayant demandé les secours stipulés dans
lliances contre l'ambitieuse maison de Bourbon, elle
garder la neutralité. Alors on confisqua ses vaisseaux,
prit même un convoi hollandais escorté par des vaisseaux
erre. La Hollande adhéra à la neutralité armée. Aussitôt
leterre, qui convoitait depuis longtemps ses colonies, sans
ration de guerre et par une perfidie dont Fox releva toute
onte, surprit ses vaisseaux et attaqua ses colonies. Les états
éraux firent alliance avec la maison de Bourbon et mirent
ux flottes en mer; mais ils furent trahis par le stathouder,
i était vendu à la maison de Hanovre, et qui fit manquer
utes leurs entreprises. L'amiral Parker, avec six vaisseaux et
lusieurs frégates, battit une flotte hollandaise à la hauteur de
ogger-Banks. L'amiral Rodney surprit Saint-Eustache, dévasta
tte colonie, y prit cent cinquante bâtiments, et expédia pour
Angleterre, sur trente-deux vaisseaux, son butin estimé cin-
ante millions; mais une escadre française, commandée par
mothe-Piquet, l'enleva en vue de l'Angleterre. Enfin l'amiral
nstone partit pour l'Inde avec la mission de détruire tous les
blissements hollandais. Alors les états généraux sollicitèrent
rance de sauver leurs colonies. Six vaisseaux, commandés
Suffren, furent envoyés à la poursuite de Johnstone. Vingt
n vaisseaux, commandés par de Grasse, battirent la flotte
aise de l'amiral Hood, forte de dix-huit vaisseaux, reprirent
-Eustache et Tabago, enfin se portèrent dans la baie de
peake, afin de concourir au plan que Washington et Ro-
beau avaient conçu pour cerner l'armée de Cornwallis
la presqu'île d'York-Town.

Grasse chassa de la baie la flotte anglaise, transporta dans
squ'île l'armée de Washington, pendant que La Fayette,
n autre corps, tenait Cornwallis en échec. Alors vingt
hommes, se trouvant réunis devant York-Town, enle-
t d'assaut les ouvrages avancés de la place, et forcèrent le
al anglais à capituler avec sept mille hommes, six vais-
de guerre et cinquante bâtiments marchands [19 oct.].
le fait d'armes le plus important de toute la guerre amé-
e, qui sembla alors terminée, du consentement des deux
. Les Anglais ne possédaient plus que New-York, Char-
n et Savannah.

III. COMBAT DES SAINTES. — AFFAIRES DE L'INDE. — VICTOIRES

DE SUFFREN. — PAIX DE VERSAILLES. — Le comte de
tourna aux Antilles, où le marquis de Bouillé avait
les îles hollandaises; il prit Saint-Christophe, Nevi
Serrat; et, avec trente-deux vaisseaux, se dirigea
maïque, la seule île qui restât aux Anglais, et qu'il
quer de concert avec seize mille Espagnols. Il ren
des Saintes Rodney, qui avait trente-huit vaisseaux,
taille; mais la valeur de ses équipages échoua devant
manœuvres de son adversaire [1782, 12 avril]. Lui-
montait le plus beau vaisseau, *la Ville de Paris*, de
canons, fut forcé d'amener son pavillon quand il n
que trois hommes valides; deux autres de ses vais
tèrent, trois furent pris. La perte des Français fut de
hommes, celle des Anglais de deux mille. Cette défa
mière qu'on eût éprouvée dans cette guerre, n'e
suites fâcheuses et laissa aux Français tous leurs av
Mothe-Piquet enleva aux Anglais un convoi de 16 r
la Peyrouse fit éprouver à leurs établissements
d'Hudson une perte de douze millions.

Pendant ce temps, une flotte française et espagnol
rante-huit vaisseaux, débarquait quatorze mille hom
norque, et s'emparait de Mahon et du fort Saint-Philipp
Alors tous les efforts se tournèrent contre Gibraltar,
quelle on réunit quarante-six vaisseaux, cent petits
dix batteries flottantes, outre une armée de terre d
mille hommes. Mais la place était défendue par
hommes, et avait été ravitaillée plusieurs fois. Vainc
les batteries flottantes, on espérait faire brèche et te
saut : ces batteries furent incendiées par les boulets
Anglais [13 sept.]; quinze cents hommes périrent; l
gement se mit parmi les assiégeants; une flotte a
trente-trois vaisseaux, profita de deux coups de ve
gnèrent les flottes alliées pour ravitailler la place;
continua sans succès jusqu'à la fin de la guerre.

Au lieu de se ruer en efforts inutiles contre le roc i
de Gibraltar, et de faire promener des flottes dans la
y avait un théâtre de guerre où l'on pouvait porter
sance anglaise un coup plus sensible qu'en Amériq
l'Inde, où les peuples n'attendaient qu'une occasion p
lever contre leurs oppresseurs. Mais le conseil de Lou

t pas un homme capable de tracer un bon plan de campagne; et c'était l'unique cause des médiocres succès obtenus r notre marine, devenue aussi habile que celle de l'Angleterre. envoya pourtant une flotte dans l'Inde, et qui se couvrit de ire, mais d'une gloire complétement inutile au dénoûment la guerre.

Les Anglais, depuis la paix de 1763, étaient devenus les possesseurs de tout le Bengale, avaient pour tributaires six radjahs, tenaient dans une sorte de dépendance le Grand-Mogol. Ils n'aent trouvé d'obstacles à leur ambition que dans Haïder-Ali, mme de génie, qui avait usurpé le trône du Maïssour, fondé empire dans le centre de l'Indoustan, créé une armée de deux t mille hommes, et forcé même, en 1769, la compagnie anse à une paix humiliante. Tout le pays avait horreur de ces chands, dont les infâmes manœuvres avaient fait périr des ions d'hommes; et une ligue avait été formée contre eux Haïder, les Mahrattes et le souverain du Décan. Cette ligue endait que l'accession de la France pour éclater. Mais les is se hâtèrent de s'emparer des possessions françaises et e de Pondichéri. La France n'envoya ni troupes ni vais- dans l'Inde; les Mahrattes et le Décan restèrent immo- Haïder, réduit à ses seules forces, envahit le Carnate, les Anglais et prit Arcate; mais il éprouva ensuite trois s défaites, et la compagnie, ayant reçu des renforts, s'em- es possessions hollandaises, principalement de Negapatam Trinquemale [1781]. Alors la France se décida à envoyer 'Inde le bailli de Suffren, qui montra des talents de pre- rdre avec de médiocres ressources et dans une mer où il pas un mouillage. Dès son arrivée, il battit la flotte de l Hughes, et donna des renforts à Haïder, qui prit Gon- [1782, 15 févr.]. Deux autres victoires lui permirent de dre Trinquemale. Mais, pendant ce temps, Haïder fut t mourut de chagrin. Son fils Tippou-Saëb vit le Carnate , ses trésors pris avec la ville de Bednore; et, assiégé dans lour, il allait succomber, lorsqu'il fut délivré par une ème victoire de Suffren. Ce fut alors qu'on apprit dans la fin de la guerre.

ngleterre était décidée à reconnaître l'indépendance des Unis, sachant bien que les Américains, peuple marchand tif, oublieraient bientôt « le roi et la nation magnanimes »

auxquels ils devaient leur indépendance, et que l'habitude, la langue, les mœurs, continueraient à lier les États nouveaux à leur ancienne métropole. Alors le ministère tory donna sa démission; un ministère whig le remplaça, qui tint la couronne dans une humiliante vassalité, et entama, sous la médiation de l'Autriche et de la Russie, des négociations qui aboutirent au traité de Versailles [1783, 3 sept.] (1). L'Angleterre reconnut l'indépendance des États-Unis; rendit toutes ses colonies à la Hollande, moins Negapatam; Minorque et la Floride, à l'Espagne; Tabago, le Sénégal et ses possessions indiennes, à la France, avec l'abolition de la clause du traité d'Utrecht relative à Dunkerque.

Cette paix excita en France une grande joie, quoiqu'elle ne donnât que des avantages médiocres; mais dans ce temps, où l'on voulait que la politique eût le caractère le plus noble et le plus désintéressé, on se trouvait payé d'une guerre qui avait coûté 1,400 millions, parce qu'on avait affaibli la Grande-Bretagne, reconquis la liberté des mers, repris de l'ascendant en Europe, joué un glorieux rôle de protection en face des États-Unis, de la Hollande et de l'Espagne. Quant à l'intérieur, cette guerre n'eut pas les résultats qu'on attendait d'elle : elle ne fut pas assez décisive pour relever la royauté et la noblesse; elle ne ranima pas la richesse nationale et augmenta la détresse du trésor; loin d'empêcher la crise révolutionnaire, elle ne fit que l'accélérer, les Français étant revenus d'Amérique pleins d'enthousiasme pour une démocratie qu'ils voyaient sous l'illusion de leurs idées, et dont le point de départ et la base morale leur restaient cachés.

§ IX. Compte rendu et disgrace de Necker. — Ministère de Calonne. — Dans le temps où la guerre ne semblait pas répondre

(1) Les Américains avaient déjà fait leur paix séparée avec l'Angleterre sans que le cabinet de Versailles en sût un mot. Franklin, qui faisait de la vertu un art et de la probité un calcul, homme tout positif, qui se moquait de la France, de sa générosité et de ses illusions, joua M. de Vergennes en diplomate consommé. Celui-ci écrivait le 19 décembre 1782 : « Jugez de ma surprise quand, le 29 novembre, Franklin est venu m'apprendre que les articles étaient signés contrairement à la promesse verbale et mutuelle que nous nous étions donnée de ne signer qu'ensemble.... Si le roi avait montré aussi peu de délicatesse que les commissaires américains, il y a longtemps qu'il aurait signé avec l'Angleterre une paix séparée.... Si nous jugeons de l'avenir d'après ce qui vient de se passer sous nos yeux, je crois que nous serons mal payés de tout ce que nous avons fait pour les États-Unis. »

it-il, tout le secret de la prospérité financière de l'Angle-
1]. Dans ce travail, empreint de tous les défauts du mi
ais qui initia pour la première fois la nation au mystère
usement gardé de la recette et de la dépense de l'État,
avec une orgueilleuse emphase les fautes commises
rédécesseurs, en se montrant comme l'homme unique
vait réparées. Suivant lui, le déficit était comblé; et,
30 millions d'emprunts faits pendant la guerre, pro-
5 millions d'intérêts, la recette excédait la dépense de
ns [1]. Mais ce résultat merveilleux n'était pas claire-
nontré : on ne voyait pas, malgré de vraies économies
formes administratives, par quels miracles le ministre
rivé; lui-même semblait le démentir en annonçant
drait bientôt en revenir au projet de Turgot, l'abolition
léges en matière d'impôt; et, en effet, il paraît que le
non-seulement n'était pas comblé, mais s'élevait à
ns [2].

r s'indigna de cette innovation démocratique, du ton
table et des projets ultérieurs du ministre; elle regarda
te rendu comme une dégradation de la royauté, qui
it à l'état de la royauté anglaise; elle fit honte à la
la voie roturière où le roi se laissait avilir; elle excita
e du vieux Maurepas. Necker, assailli par les mêmes
les mêmes perfidies, les mêmes intrigues qui avaient
Turgot, mal soutenu par le monarque toujours docile
eurs des courtisans, donna sa démission [1781, 25 mai].

Louis ; et les choix qu'elle lui inspira, au lieu d'être indiqués par l'opinion publique, ne furent plus que le résultat des intrigues de la cour. Joly de Fleury avait succédé à Necker ; son passage au ministère greva encore la dette de 300 millions. Après lui, d'Ormesson essaya quelques économies. Enfin Calonne, magistrat de beaucoup d'esprit et d'audace, mais frivole, improbe et ayant une mauvaise renommée, fut poussé au ministère par les courtisans et surtout par le comte d'Artois, regardé comme le protecteur de ces nobles fastueux, ignorants et débauchés, qui s'opposaient à toute réforme [1783, 4 nov.]. Il vanta la prodigalité, donna des fêtes, encouragea le luxe, séduisit même les capitalistes, et épuisa le crédit. « La nation fut alarmée de ce choix ; la cour respira : elle s'était assuré quelques années de repos et de plaisirs. Le roi fut soulagé en s'entretenant avec un ministre des finances qui se jouait des embarras du jour, et montrait d'un air triomphant les ressources de l'avenir. Calonne empruntait, anticipait, rendait des édits bursaux, prorogeait des vingtièmes, imposait des sous additionnels avec une aisance que n'avait encore eue aucun de ses prédécesseurs (1). »

§ X. État de l'opinion publique. — Progrès philosophiques. — Discrédit de la cour. — L'esprit et le charlatanisme de Calonne soutinrent ce singulier système pendant trois ans. Ce fut le dernier temps de repos avant la crise révolutionnaire, le dernier temps où les idées s'agitèrent sur le point de devenir des faits. On revenait avec d'autant plus d'activité aux questions intérieures dont la guerre avait distrait les esprits, que l'exemple de l'Amérique et l'aspect de sa démocratie leur avaient donné une valeur plus réelle. Les opinions philosophiques, passées de l'état de combat à l'état de triomphe, avaient perdu une partie de leur effervescence et de leur caractère d'agression ; mais elles n'en étaient que plus vulgaires. Elles inspiraient aussi bien la chaire évangélique que les édits royaux ; on les retrouvait dans la bouche même des gens qui les désapprouvaient ; nul n'eût osé secouer ce nouveau despotisme sans être honni par la foule, sans éprouver même des persécutions : témoin le malheureux Gilbert, que ses satires contre les philosophes conduisirent à mourir à l'hôpital. Aussi les idées nouvelles n'avaient-elles

(1) Lacretelle, Hist. du dix-huitième siècle, t. VI, p. 5.

ivie, depuis Aristote et Platon, à travers tous les siècles: alisme avec Voltaire et les encyclopédistes, l'idéalisme usseau et les économistes. Voltaire était mort après avoir é en triomphe dans les rues de Paris, aux applaudisse- l'une foule immense qui le couronna en plein théâtre: u, dans sa solitude d'Ermenonville, malheureux, per- presque oublié du monde. Cependant la philosophie de , si douce aux riches et aux gens de plaisir, devenait moins re que celle de Rousseau à mesure que le temps de la dé- e approchait. Les railleries sur le christianisme passaient e; le clergé, et surtout le clergé des campagnes, était respecté; on s'occupait plus du gouvernement que de ion. Les mœurs étaient moins dépravées, ou du moins avait plus d'ostentation dans la licence. On ne livrait ridicule la vertu, et l'on craignait une renommée de 'égoïsme était entièrement discrédité: les mots d'hu- de bienfaisance et surtout de sensibilité étaient dans les bouches, assaisonnaient tous les écrits, accompa- inévitablement tous les projets, même du gouverne- On n'entendait parler que d'œuvres de générosité et de ntions charitables. Tout le monde se croyait arrivé au es prodiges et des vertus, à l'époque où le genre humain tre gouverné par la sagesse. « Les Français ne combi- que des plans pacifiques: jamais ils n'avaient été plus our vaincre tous les maux dont la nature nous impose t, et ceux qui pénètrent par mille voies dans les institu- ciales. La pitié la plus active remplissait les âmes; ce que ient le plus les hommes opulents, c'était de passer pour

gouait du bonheur rural, et l'on exagérait les vertus des paysans; on faisait des pastorales, comme Florian, ou des poëmes sur les saisons, comme Saint-Lambert. Des sociétés d'agriculture se formaient; les landes étaient défrichées, les bestiaux multipliés, la précieuse pomme de terre introduite en France par Parmentier. Les moines tâchaient de se faire pardonner leurs richesses par leurs travaux agricoles et l'amélioration du sort de leurs paysans. Les seigneurs tenaient à honneur de devenir des pères de famille pour leurs vassaux. Il n'y eut qu'un concert de louanges pour Louis XVI quand il donna la liberté aux derniers serfs des domaines royaux, à la demande de Necker et de Voltaire [août 1779] (1).

Plus les mœurs devenaient démocratiques, plus la cour, avec son orgueil insultant, sa frivolité et son luxe, devenait odieuse (2), plus la famille royale tombait dans le mépris. La maison civile du roi et des princes, plus fastueuse que celle de Louis XIV, coûtait par an 36 millions, outre 18 millions de pensions. Il fallait payer sans cesse les énormes dettes du comte d'Artois, fournir au luxe dévorant de la reine, gorger de gratifications tous les courtisans. Il fut démontré plus tard que les ordonnances du comptant s'étaient élevées, en huit années, à 861 millions (3). Le roi ne participait pas personnellement à ces prodigalités:

(1) La servitude *personnelle et réelle* continua de subsister dans les domaines de certains seigneurs, et ne fut abolie que dans la nuit du 4 août 1789! L'article 1er de l'édit de 1779 explique ce qu'était cette servitude, dont l'existence, après dix-huit siècles de christianisme, suffit seule pour justifier la révolution : « Voulons que ceux qui sont assujettis à cette condition sous le nom d'*hommes*, de *corps*, de *serfs*, de *mainmortables*, de *mortaillables*, en soient pleinement et irrévocablement affranchis; et qu'à l'égard de la liberté de leurs personnes, de la faculté de se marier et de changer de domicile, de la propriété de leurs biens, du pouvoir de les aliéner ou hypothéquer et d'en disposer entre-vifs et par testament, de la transmission desdits biens à leurs enfants ou autres héritiers, etc., ils jouissent des mêmes droits, facultés et prérogatives qui, suivant les lois et coutumes, appartiennent aux personnes franches... » (Isambert, Recueil des anc. lois françaises.)

(2) En 1781 il parut un édit qui déclarait inhabile pour parvenir au grade de capitaine tout officier qui ne serait pas noble de quatre générations, et interdisait tous les grades militaires aux officiers roturiers, excepté à ceux qui seraient fils de chevaliers de Saint-Louis. « Il fallait tenir, dit madame Campan (Mém., t. I, p. 236), à cette classe honorable du tiers état pour connaître le désespoir ou plutôt le courroux qu'excita cette loi. Une autre décision, qui ne pouvait être annoncée par un édit, fut qu'à l'avenir tous les biens ecclésiastiques, depuis le plus modeste prieuré jusqu'aux plus riches abbayes, seraient l'apanage de la noblesse. »

(3) Préface du Livre rouge. — Hist. parlementaire de la Révolution, t. V, p. 257.

aussi simple dans ses goûts qu'austère dans ses mœurs, il était prêt à tous les sacrifices pour lui-même ; mais il laissait faire la reine et les courtisans, et, en récompense de sa faiblesse, il n'obtenait pas même de l'autorité dans sa cour, pas même du respect dans sa famille. La noblesse, persuadée qu'il n'eût fallu qu'un roi beau et majestueux comme Louis XIV pour empêcher une révolution, s'indignait de la tournure disgracieuse et des goûts roturiers de Louis XVI. La reine, bonne et bienveillante, mais folle de plaisirs et de fêtes, qui voulait plaire à tout le monde et ne voir que des sourires autour d'elle, se laissait persuader qu'elle devait gouverner la faiblesse de son mari ; et heureuse d'obtenir des adorations plutôt que des respects, elle compromettait sa dignité par une étourderie qui donnait prise aux bruits les plus injurieux. D'horribles pamphlets, des chansons dégoûtantes couraient sur elle ; on disait que ses enfants étaient adultérins ; la méchanceté populaire calomniait son amitié pour le comte d'Artois et la duchesse de Polignac ; enfin l'affaire du collier, dans laquelle on vit un cardinal de Rohan traduit en justice pour avoir voulu acheter la possession de la reine de France par un cadeau de 1,600,000 livres, vint mettre le comble au scandale [1785]. Nul doute que Marie-Antoinette ne fût innocente ; et pourtant telle était l'opinion qu'on avait d'elle, que le parlement acquitta le cardinal, et qu'il n'y eut personne dans le peuple qui ne crût au déshonneur de la famille royale.

§ XI. Assemblée des notables. — Retraite de Calonne. — Après trois années d'expédients, Calonne, qui souriait à tout le monde, qui ne refusait personne, qui faisait passer dans l'esprit de tous son insouciante confiance, déclara au roi que la dette s'était augmentée de 800 millions, qu'il n'y avait de remède aux embarras du trésor que dans l'abolition des priviléges financiers, et que le pouvoir devait saisir cette occasion de se rendre maître de la révolution en frappant d'un coup tous les abus. C'était revenir aux plans de Turgot ; mais le ministre des courtisans se flatta de ne pas subir les obstacles et le sort de ce grand citoyen en faisant concourir les privilégiés à la réforme, et il obtint de Louis la convocation d'une assemblée des notables, à la grande stupeur de la cour, qui voyait les fondements de la monarchie ébranlés par ce simulacre de représentation nationale. L'assemblée des notables s'ouvrit le 22 février 1787. Calonne, dans un

discours fort habile, déclara que le déficit, non comblé par Necker et continuellement accru depuis cette époque, était maintenant de 112 millions, et que c'était seulement par des changements radicaux dans l'administration qu'on pouvait y remédier. Il proposa donc à l'examen de l'assemblée la suppression des corvées, la destruction du système des fermes et son remplacement par des assemblées provinciales chargées de la répartition de l'impôt, une subvention territoriale sans distinction de priviléges à la place des vingtièmes, la liberté du commerce des grains, la suppression des douanes intérieures, etc.

Toutes ces réformes, que le peuple aurait applaudies et reçues avec confiance quand Turgot les proposait, étant offertes par Calonne, furent regardées avec dédain et soupçon. Quant aux privilégiés, que le ministre avait gorgés d'argent et de fêtes, ils ne voyaient plus en lui qu'un traître qui voulait se sauver à leurs dépens. La cour et le peuple se réunirent donc contre lui, et l'assemblée rejeta tous ses plans. On disait partout que le déficit était, non pas de 112 millions, mais de 140, et qu'il avait pour cause unique la frauduleuse et prodigue administration du ministre ; on fit entendre au roi que les notables étaient disposés à accepter les réformes, si elles étaient présentées par une autre main. Alors le comte d'Artois abandonna Calonne ; Louis lui demanda sa démission, et, par le conseil de la reine, il le remplaça par le cardinal Loménie de Brienne, ambitieux irrésolu et imprévoyant, qui héritait de toutes les fautes de ses prédécesseurs et n'avait rien pour les réparer [1787, 3 avril].

§ XII. Lutte de Brienne et du parlement. — Les notables, contents du renvoi du ministre, acceptèrent les réformes proposées ; et l'on crut, comme le disait le chancelier Lamoignon dans son discours de clôture, que « tout serait réparé sans secousse, sans bouleversement de fortunes, sans altération des principes du gouvernement. » Mais les privilégiés comptaient sur la résistance du parlement, devenu la citadelle de tous les abus : cette résistance ne leur manqua pas. Brienne, au lieu de présenter en bloc et sur-le-champ à l'enregistrement toutes les ordonnances de réforme, ne les présenta que l'une après l'autre, à de longs intervalles, et donna le temps aux magistrats de préparer leur opposition. Les ordonnances sur les corvées, le commerce des grains, les assemblées provinciales, passèrent sans obstacles ; mais quand l'édit sur la subvention territoriale,

de l'aristocratie parlementaire.
sition du parlement, quoique dirigée contre des mesures
ne, était populaire. D'abord ces mesures semblaient
ntes, surtout à ceux qui avaient espéré du conflit entre
et les notables mieux qu'un changement de ministère;
n était habitué à voir dans le parlement le défenseur
tés publiques, et il paraissait encore tel par cela seul
stait à la cour; enfin une opposition à la cour, de quel-
qu'elle vînt et quel que fût son motif, avait l'approba-
lique. Le peuple applaudit donc au parlement défen-
ause des privilégiés contre les mesures de réforme;
avait dans ces applaudissements un instinct révolu-
qui aurait dû effrayer et éclairer le pouvoir!
e feu de la discussion, le mot d'*États généraux* fut jeté
rd : ce mot rallia toutes les pensées dans une seule pen-
fin à toutes les incertitudes, donna un but à toutes les
es et à tous les projets, montra la vraie source de la
à ceux qui l'attendaient ou du roi ou du parlement. Il
, applaudi, commenté par tout le monde; il devint un
erre et un étendard de ralliement. Enfin le parlement,
par son égoïsme, et trouvant bon tout prétexte d'é-
à la subvention territoriale, déclara que les états gé-
vaient seuls le droit de consentir les impôts, et que les
ts reconnaissaient leur incompétence pour les établir.
re que, depuis des siècles, la royauté et le parlement
es usurpateurs, avertir la nation de ses droits, l'exciter

d'être favorable aux réformes, fut couvert de fleurs et d'applaudissements dans les rues de Paris; le comte d'Artois, reconnu comme le protecteur de tous les abus, fut injurié à tel point que ses gardes ne résistèrent que par la force à la furie populaire. Les deux cours se déclarèrent contraintes en enregistrant ces édits et proclamèrent la nécessité des états généraux. Tous les parlements suivirent cet exemple.

Brienne négocia avec les magistrats, qui, infidèles à leur déclaration d'incompétence, finirent par transiger. Il retira les édits sur le timbre et la subvention territoriale, sous promesse que les vingtièmes et plusieurs emprunts seraient enregistrés, et il s'engagea à convoquer les états généraux dans cinq ans. La situation devenait étrangement compliquée. La magistrature et la noblesse excitaient le peuple contre la cour pour la défense de leurs priviléges, et ils se faisaient contre elle une arme des états généraux, pendant que la cour, attaquée par tout le monde, voulait conserver son pouvoir absolu aux dépens des privilégiés, et invoquait aussi l'appui du peuple par ces mêmes états généraux.

Le parlement rentra à Paris, et le roi vint tenir une séance royal dans laquelle le pouvoir absolu, par la bouche du garde des sceaux, montra combien il s'arrêtait, devant des exigences terribles, à la surface des choses, combien il s'appuyait sur des moyens équivoques, combien il se traînait à la remorque de l'opinion publique [1787, 19 nov.]. Il avait promis les états généraux ; et, au lieu d'embrasser largement cette grande mesure, il semblait revenir en arrière en déclarant qu'il restait seul juge de l'opportunité de leur convocation, « que d'ailleurs il ne pourrait y trouver qu'un conseil plus étendu, composé de membres choisis d'une famille dont il était le chef, et qu'il serait toujours l'arbitre suprême de leurs représentations et de leurs doléances. » Alors Brienne présenta à l'enregistrement deux édits, l'un portant création d'emprunts successifs s'élevant à 420 millions, l'autre rendant l'état civil aux protestants, réparation tardive de la révocation de l'édit de Nantes, qui avait été obtenu par Malesherbes. La discussion fut très-violente ; et au moment où le président allait compter les voix, le roi transforma la séance royale en lit de justice et ordonna l'enregistrement sans vote. Alors se leva un prince, ennemi déclaré de la reine, haï et calomnié par la cour, homme de mauvaises

enne ne trouva pas à remplir ses emprunts; la fer-
était immense et la convocation des états généraux
i universel.
pouvoir résolut de faire un coup d'État en se débar-
l'opposition parlementaire, et d'enlever au peuple
te de troubles en prenant l'initiative des réformes.
furent envoyés par toute la France pour que ce coup
ctuât en même temps et pour que l'armée fut prête
ir. D'Espremesnil parvint à se procurer une copie
ojetés, et vint sonner l'alarme au parlement, qui fit
de s'opposer à toutes les mesures du pouvoir et
lennellement contre toute atteinte portée aux lois
s de la monarchie [1788, 4 mai]. D'Espremesnil et
nseiller furent arrêtés en plein parlement et pen-
ut Paris était en rumeur. Les princes, les pairs, les
furent convoqués à Versailles [8 mai]; et la royauté,
de justice, prononça son dernier mot sur la réforme
dée, et fit toutes les concessions dont elle était ca-
'est pas d'écarts, dit le roi, auxquels mon parlement
livré depuis un an... Je dois à mes peuples, à moi-
nes successeurs, de les arrêter... Il faut à un grand
l roi, une seule loi, un seul enregistrement, des tri-
n ressort peu étendu, des parlements auxquels les
ants procès soient réservés, une cour unique dépo-
ois et chargée de les enregistrer, enfin des états gé-
mblés toutes les fois que les besoins de l'État l'exige

l'enregistrement des lois, laquelle était formée de seigneurs, d'évêques, de conseillers d'État et de la grande chambre du parlement de Paris.

Toutes ces réformes, bonnes en elles-mêmes, auraient satisfait aux désirs de l'opinion publique, si elles eussent été données cinquante ans plus tôt : maintenant elles étaient insuffisantes et témoignaient de l'incapacité du pouvoir à faire la révolution. La grande faute de Louis XVI fut de ne jamais prévenir les désirs populaires, et d'attendre, pour concéder ce que l'opinion avait demandé depuis longtemps, que ses prétentions fussent déjà doublées. Les réformes furent donc accueillies par une improbation universelle. Le parlement renouvela son serment d'opposition. Tous les autres firent la résistance la plus opiniâtre, et huit d'entre eux furent exilés à main armée. Il y eut des troubles par toute la France, surtout en Dauphiné, où les troupes refusèrent d'obéir aux ordres de la cour, et en Bretagne, où la noblesse et la magistrature déclarèrent infâme quiconque accepterait un emploi du ministre. Personne ne voulut entrer dans la cour plénière. Le clergé, ajoutant sa réprobation à la réprobation universelle, protesta, dans son assemblée générale, contre les actes du ministre, et demanda la convocation immédiate des états généraux. Enfin, et pour comble, le pacte de famine, que Necker n'avait pu dissoudre, mais à qui le caractère du roi avait imposé une certaine mesure, le pacte de famine, profitant de l'édit qui rendait pour la quatrième fois la liberté au commerce des grains, recommença ses infâmes manœuvres, qui firent jeter des cris de fureur au peuple.

Le cardinal, ayant essayé de tout, de la force et de l'intrigue, du despotisme et de la corruption, se trouvant à la fin sans cour plénière et sans parlements, sans emprunts et sans impôts, alla au dernier remède, les états généraux. Il les convoqua pour le 5 mai 1789, et invita les corps du royaume et les sociétés savantes à adresser des mémoires sur leur composition et leurs attributions. Mais il fallait vivre jusqu'à cette époque, et les finances étaient en tel état, qu'on avait dissipé jusqu'aux fonds d'une souscription pour les hospices. Alors Brienne donna cours forcé au papier de la caisse d'escompte, et il déclara que les rentes seraient payées deux cinquièmes en numéraire et trois cinquièmes en billets portant intérêt [1788, 16 août]. Ce fut le coup de grâce; et l'indignation devint telle que le ministre donna

sa démission en conseillant au roi de rappeler Necker [25 août].

§ XIII. État de l'Europe. — Ministère du jeune Pitt. — Ambition de Catherine. — Révolution de la Hollande. — La crise approchait de son terme : la fermentation intérieure était si grande que le gouvernement n'avait plus le loisir de jeter ses regards à l'extérieur. Les ennemis de la France ne voyaient dans ses agitations qu'une occasion de s'agrandir ; et les événements qui se passaient en Europe allaient achever le discrédit de la royauté.

En Angleterre, le ministère whig, qui avait fait la paix de 1783, était tombé, et avait été remplacé par un ministère sans couleur déclarée, à la tête duquel fut placé le jeune Pitt, âgé seulement de vingt-quatre ans, et déjà le plus grand homme d'État de l'Angleterre. Sorti des rangs des whigs, mais voyant le pays menacé d'une dissolution sociale par les troubles qui l'agitaient, par l'influence des idées françaises et par l'exemple de l'Amérique, il crut qu'il fallait raffermir les pouvoirs qui avaient engendré la grandeur britannique ; et se portant comme le défenseur de l'aristocratie et de la couronne, il parvint à ramener le calme en Angleterre par une administration aussi sage que vigoureuse. En même temps, il chercha à profiter des troubles de la France, qu'il fomenta, dit-on, avec de l'or, pour lui enlever l'ascendant qu'elle avait repris depuis la guerre d'Amérique ; et, au moyen de l'alliance qu'il conclut avec Frédéric-Guillaume II, neveu et successeur du grand Frédéric [1], il parvint à agiter et bouleverser la moitié de l'Europe par des manœuvres déloyales, sans que la France pût mettre obstacle à ces projets ambitieux.

Depuis la paix de Kaïnardji, Catherine II avait continué ouvertement ses usurpations sur l'empire ottoman. L'Autriche pouvait seule s'opposer à ses desseins ; mais Marie-Thérèse étant morte, Joseph II, qui croyait avoir rétabli l'empire d'Occident, parce qu'il avait, disait-il, par ses réformes religieuses, réduit le pape à son rang d'évêque, Joseph fit absurdement alliance avec Catherine, qui promettait à ce rêveur Rome et l'Italie, si on voulait lui laisser prendre Constantinople et la Grèce. Alors la czarine fit envahir la Crimée par ses troupes, qui la cou-

[1] Frédéric était mort le 17 août 1786, « prévoyant, dit Jean de Muller, les temps nouveaux, comme Moïse avait vu la terre sainte. »

vrirent de sang et de ruines; et elle déclara que « pour y maintenir la paix et le bonheur, » elle la réunissait à son empire [1793]. En même temps, elle s'empara du Kouban; menaça la Géorgie, fomenta des révoltes dans les provinces turques, et manifesta hautement son projet de détruire l'empire ottoman. Elle fit, avec un cortége de quarante mille hommes, un voyage en Crimée [1787], passa à Kherson sous un arc de triomphe où étaient ces mots : « Chemin de Byzance, » et trouva dans cette ville son allié d'Autriche, avec lequel elle projeta le partage de la Turquie et la résurrection des républiques grecques : « elle ne parlait, dit le prince de Ligne, que de faire renaître les Lycurgue et les Solon. »

Les Turcs prirent l'alarme et se tournèrent avec anxiété vers la France; mais depuis la neutralité armée, la cour de Versailles avait conservé des relations amicales avec la Russie, et elle venait de conclure avec elle un traité de commerce qui mécontenta vivement le cabinet anglais. Celui-ci saisit cette occasion de substituer son influence à celle de la France près de la Porte, et d'acquérir le commerce du Levant, dont les Français avaient eu jusqu'alors le monopole. Il fit peur à la Turquie des projets de la Russie et de l'Autriche, et l'engagea à surprendre ses ennemis par une vigoureuse agression, lui promettant l'appui de la Suède et de la Prusse, même de la Pologne, dont il voulait, disait-il, chasser les barbares. Le sultan obéit à ces suggestions, et Catherine et Joseph éprouvèrent d'abord quelques défaites; mais ils reprirent bientôt l'avantage. Tous les secours promis aux Turcs leur manquèrent : il n'y eut que Gustave III qui, après avoir reconquis son autorité sur l'aristocratie suédoise [1787], voulut aussi rendre à son royaume son ancienne influence en attaquant la Russie; mais, après avoir manqué de prendre Saint-Pétersbourg, il fut trahi et n'éprouva que des revers. L'Angleterre et la Prusse restèrent immobiles et tournèrent leurs efforts contre une autre alliée de la France.

La Hollande avait été récemment menacée par Joseph II, dont la turbulence cherchait partout des agrandissements, et qui voulait rouvrir l'Escaut et s'emparer des places de la *barrière*; mais elle fut vigoureusement soutenue par le cabinet français, qui contraignit l'empereur à abandonner ses prétentions, moyennant une certaine somme que la France elle-même consentit à payer. Tant de générosité amena un traité d'alliance intime

entre les deux pays qui fit perdre entièrement à l'Angleterre son influence sur la république, malgré les efforts du stathouder, toujours dévoué à la maison de Hanovre. Les états généraux, qui avaient conservé le plus vif ressentiment des trahisons de ce prince, cherchèrent à diminuer son pouvoir; mais des troubles éclatèrent, fomentés par l'Angleterre et la Prusse; et la populace, attachée à la maison de Nassau, se mit en insurrection contre la bourgeoisie. Alors les états, menacés par les cabinets de Londres et de Berlin, demandèrent l'appui de la France, et, sur la promesse qu'un camp s'établissait à Givet, ils déclarèrent le stathouder déchu de ses emplois. Mais le roi de Prusse, s'étant assuré que l'armée de Givet n'existait pas, fit entrer en Hollande vingt mille hommes qui dispersèrent les patriotes surpris, s'emparèrent d'Amsterdam et forcèrent les états à rétablir le stathouder [sept.]. « Voilà, dit Frédéric, comment l'on châtie les peuples rebelles à leurs souverains; » et l'armée prussienne conçut de cette expédition facile un orgueil qui, cinq ans plus tard, lui fut fatal. Le stathouder se vengea par des exécutions et des exils; un grand nombre de proscrits se réfugia en France, et la Hollande retomba entièrement sous la domination de l'Angleterre.

Dans le même temps, Joseph II voulut établir le pouvoir absolu dans les provinces belgiques, et y introduire les mêmes réformes religieuses que dans ses autres États, où il avait supprimé cinq cents couvents. Ces provinces se soulevèrent pour le maintien de leurs libertés, et demandèrent l'appui du roi de France. « Le feu de la révolte ne s'éteindra que dans le sang ! » s'écria Joseph, et il fit marcher une armée sur les Pays-Bas. Louis XVI resta immobile, et la Belgique ne fut sauvée que par la Turquie, qui attaqua en ce moment les Russes, et força l'Autriche à porter toutes ses forces en Orient. Alors Joseph révoqua ses ordonnances, mais avec l'intention de se venger et de la Belgique « et de la France, dont la tendance révolutionnaire, disait-il, encourageait partout le désordre. »

L'immobilité de la France pendant que la Turquie était menacée du sort de la Pologne, que la Prusse et l'Angleterre lui faisaient en Hollande le plus sanglant affront, qu'un pays situé à ses portes, français de mœurs et de langue, allait tomber sous le despotisme autrichien, discrédita Louis XVI à l'extérieur et à l'intérieur. A l'extérieur, les étrangers s'imaginèrent que la

France était désormais incapable de se mêler des affaires de l'Europe; à l'intérieur, l'on se crut retombé dans les opprobres de la guerre de sept ans.

§ XIV. Second ministère de Necker. — Convocation des états généraux. — Résumé des cahiers. — Louis XVI, en rappelant Necker, ne se releva pas du profond mépris où il était tombé par ses mesures avortées, ses retours en arrière, les démentis donnés le lendemain à sa colère de la veille. Le peuple croyait avoir vaincu la cour, et le départ de Brienne fut accueilli par des démonstrations de joie si violentes qu'elles dégénérèrent en une sanglante émeute, où Paris devint, pendant trois jours, le théâtre d'un combat entre la force armée et la multitude.

Necker était rentré au ministère, se croyant l'homme de l'époque, et ébloui de sa popularité. Son premier soin fut d'empêcher l'exportation des grains; mais il était trop tard : le pacte de famine avait fait ses accaparements et causé une disette d'autant plus affreuse que la récolte de 1788 avait été très-mauvaise; « il fallut que le ministre payât la rançon de la France au poids de l'or (1); » et il consacra 40 millions à arrêter la hausse des grains. Puis il révoqua les édits de Brienne, rappela le parlement, et employa toutes ses ressources à vivre jusqu'à l'ouverture des états généraux.

Les états généraux étaient maintenant la pensée unique de la France; on ne parlait que de leur composition; et deux questions principales étaient agitées dans les pamphlets, les journaux, les assemblées patriotiques formées à l'instar des clubs de l'Angleterre : le tiers état n'aurait-il qu'une représentation égale à celle de la noblesse et du clergé? les votes seraient-ils pris par ordre ou par tête? Toute la révolution était dans la manière dont ces deux questions seraient résolues. Le peuple était unanime à demander la double représentation du tiers et le vote par tête : sinon toute réforme échouait devant la coalition des deux ordres privilégiés. Alors ceux-ci prirent l'alarme; et, cherchant encore leur appui dans le parlement, épouvanté lui-même de la route qu'il avait ouverte, ils obtinrent de lui une déclaration, faite sur la proposition de d'Espremesnil, par

(1) Moniteur d'août 1789. — Hist. parlementaire de la Révolution, t. Ier, p. 441.

er les privilégiés dans la réforme, soit qu'il voulût achever dépopulariser, il convoqua une assemblée de notables pour leur avis sur le mode de composition des états généraux. x bureaux dont se composait cette assemblée, un seul se nça pour la double représentation du tiers [1788, 27 déc.]. le roi, « faisant droit au vœu de la minorité des notables, lemande des assemblées provinciales, à l'avis des publi- et aux nombreuses adresses présentées à ce sujet, » or- a que le nombre des députés serait de mille au moins, serait formé en raison composée de la population et des ibutions de chaque bailliage, et que le nombre des députés rs serait égal à celui des deux autres ordres réunis.

enthousiasme universel accueillit cette déclaration. On ne upa plus que des élections, qui furent réglementées par le oir, et qui se firent successivement dans chaque province, s le 7 février jusqu'au 5 mai. Tous les Français âgés de vingt- ans et imposés à la capitation élisaient, à raison de deux és par cent habitants présents à l'élection, des députés à mblée du bailliage, lesquels élisaient les députés aux généraux [1]. Quant au clergé et à la noblesse, les individus dant bénéfices ou fiefs élisaient directement leurs députés, autres choisissaient, à raison de un pour dix, des manda- élisant les députés aux états généraux. Les élections fu- partout très-agitées, mais peu tumultueuses, excepté dans ys d'états, où il y eut un dernier réveil des libertés locales, les assemblées provinciales auraient voulu nommer elles-

voisines contre les « fanatiques aristocrates. » En Pr
comte de Mirabeau, homme de très-mauvaises mœ
d'un prodigieux talent, ayant été repoussé par la nob
offrir son éloquence au tiers : il fut porté en triom
toutes les villes, et devint le chef de cette minorité
privilégiés qui voulait faire cause commune avec l
Paris avait quarante députés à élire, dont vingt du
élections furent troublées par une émeute des ouvrie
bourg Saint-Antoine contre un fabricant de papie
émeute sans raison et sans cause, dans laquelle la
fabricant fut saccagée et incendiée, et qu'on réprima
de brutalité que six cents morts et blessés restèrent su

Tout poussait le peuple à l'émeute et au tumulte ;
était arrivée à son comble ; le commerce et l'industr
été frappés de mort par le déficit des finances ; l'appr
révolution faisait resserrer les capitaux ; le pacte de fa
tinuait ses abominables spéculations ; et, pour comb
de 1789 fut aussi rigoureux que celui de 1709. Il y av
côtés des désordres engendrés par la faim. Le peuple
pagnes poussait des cris de fureur contre les nobles et
pareurs. Les grandes villes et surtout Paris se peu
bandes d'hommes hideux, sauvages, audacieux, plu
que cupides, excités sans doute par la misère et, disa
l'or du duc d'Orléans ou du ministère anglais, qui se
au vrai peuple et lui communiquaient leur ardeur d
de désordre.

Pendant ce temps le public était inondé de broc
pamphlets, de journaux politiques, dans lesquels il y
nimité pour déclarer que le tiers était la nation moins
individus. Le plus célèbre de ces écrits fut celui de l'ab
qui se résumait dans ces trois phrases : « Qu'est-c
tiers ? — Tout. — Qu'a-t-il été jusqu'alors dans l'o
tique ? — Rien. — Que demande-t-il ? — A deveni
chose. » Ce fut sous l'influence de ces idées que fure
les cahiers dont les électeurs chargèrent leurs députés
près lesquels les députés du tiers état devaient se c
comme mandataires, non d'un ordre, mais de la nation
n'admettre d'autre mode de délibération que la délibér
tête, et, si les privilégiés refusaient, se constituer en a
nationale pour travailler seuls à faire une constitution

se compose l'histoire de l'humanité.

s cahiers du clergé et de la noblesse étaient loin d'avoir ce
ctère de généralité humaine et de mission sociale : ils s'ac-
aient en un seul point, l'abolition des priviléges en matière
pôt et des droits féodaux, moyennant rachat. Pour tout le
, la noblesse ne faisait aucune concession, ne demandait
pour elle, s'occupait de questions d'étiquette, ne disait mot
euple, et se montrait hostile au clergé. Le clergé parlait
différemment : il demandait une constitution monarchique
pouvoir législatif appartiendrait aux états, l'égalité de tous
nt la loi, la réforme de l'Église nationale, l'instruction pri-
e universelle et gratuite, l'unité de législation, etc. D'après
on pouvait dire qu'il n'y avait plus que deux ordres : les
s, tiers état du clergé, avaient toutes les idées du peuple ; les
ues, tirés de la noblesse, avaient toutes les passions des
mes de leur caste. Dans le combat qui allait s'ouvrir, il n'y
donc en présence que le peuple et l'aristocratie.

s élections étaient terminées : elles donnèrent mille trente-
députés, dont deux cent quatre-vingt-onze du clergé, deux
soixante-dix de la noblesse, et cinq cent soixante-dix-huit
iers état. Parmi ces derniers on comptait deux prêtres,
e nobles et cent vingt magistrats. Alors s'ouvrit, le 5 mai
, cette assemblée, la plus solennelle des temps modernes,
allait prononcer l'arrêt de mort du monde social dont l'o-
e remontait jusqu'à Jésus-Christ ; et c'est à ce jour, qui ne
a jamais dans la mémoire des hommes, que nous termi-
l'*Histoire des Français pendant le régime féodal*.



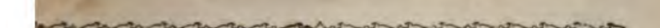


TABLE DES MATIÈRES

DU TROISIÈME VOLUME.

Pages.

RE III. — Les Bourbons, ou la France sous la monarchie absolue. — Age de ruine de la féodalité. — 1589 à 1789.

Section I. — Établissement de la monarchie absolue. — 1589 à 1654.

Chapitre I. Commencement du règne de Henri IV. — Fin des guerres civiles religieuses. — Édit de Nantes et traité de Vervins. — 1589 à 1598 1

Dates			Pages
août 1589.	§ I.	Henri IV et Charles X, rois de France	*ibid.*
ept.-déc.	§ II.	Combat d'Arques. — Surprise des faubourgs de Paris. — Henri IV est reconnu par les Vénitiens	4
1590.	§ III.	Embarras de Mayenne. — Bataille d'Ivry	7
Mai-sept.	§ IV.	Siége de Paris. — Marche du duc de Parme. — Prise de Lagny. — Délivrance de Paris	10
Nov. 1590. Août 1591.	§ V.	Désunion parmi les royalistes. — Henri IV obtient des secours de l'Angleterre, de la Hollande et de l'Allemagne	14
1591.	§ VI.	Désunion parmi les ligueurs. — Les Seize s'emparent de l'autorité et sont renversés par Mayenne	15
91-1592.	§ VII.	Siége de Rouen. — Combat d'Aumale. — Prise de Caudebec. — Marche et retraite du duc de Parme.	19
1593	§ VIII.	Doctrines de la souveraineté du peuple. — Puissance de Philippe II en France. — États de Paris	21
ov.-juill.	§ IX.	Conférences de Suresne. — Arrêt du parlement pour le maintien de la loi salique. — Conversion de Henri IV	24
93-1594.	§ X.	Décadence de la Ligue. — Soumission de plusieurs provinces au roi	28
1594. 1 mars.	§ XI.	Détresse de Mayenne. — Soumission de Paris. — Entrée de Henri IV	30
ars-nov.	§ XII.	Renouvellement de la guerre. — Soumission des seigneurs de la Ligue	33
écembre	§ XIII.	Impopularité de Henri IV. — Attentat de Jean Châtel. — Expulsion des jésuites	36

Dates.			
Nov. 1595. Juillet 1596.	§ XIV.	Déclaration de guerre à l'Espagne. — Comparaison de l'armée espagnole et de l'armée française. — Combats de Fontaine-Française et de Doullens...	[illegible]
Sept. 1595. Mai 1596.	§ XV.	Absolution de Henri IV. — Soumission de Mayenne. — Perte de Calais et prise de la Fère..........	[illegible]
1596.	§ XVI.	Désordre des finances. — Rosny entre au conseil. — Assemblée des notables......................	[illegible]
1597	§ XVII.	Perte et reprise d'Amiens	[illegible]
2 mai-13 avr.	§ XVIII.	Traité de Vervins et édit de Nantes..............	[illegible]
Chapitre II.		Fin du règne de Henri IV. — 1598 à 1610........	[illegible]
	§ I.	Idées générales sur le troisième âge féodal.........	ibid.
	§ II.	Ministres de Henri IV. — Ordonnances sur l'agriculture, l'industrie et le commerce..................	[illegible]
1598.	§ III.	Réforme des finances............................	[illegible]
	§ IV.	Impopularité de Sully et de Henri IV..............	[illegible]
1600.	§ V.	Mariage de Henri IV. — Guerre de Savoie. — Réunion de la Bresse..........................	[illegible]
1602.	§ VI.	Conspiration et jugement de Biron................	[illegible]
1605.	§ VII.	Conspiration du duc d'Auvergne et du duc de Bouillon.	[illegible]
	§ VIII.	Projets politiques de Henri IV.....................	[illegible]
1600-1609.	§ IX.	Affaires d'Angleterre, des Pays-Bas et de l'Allemagne..	[illegible]
1609-1610.	§ X.	Succession de Clèves et de Juliers. — Préparatifs de guerre. — Mort de Henri IV.....................	[illegible]
Chapitre III.		Ministères de Concini et de Luynes. — Première période de la guerre de trente ans. — 1610 à 1624..........	[illegible]
1610-1614.	§ I.	Marie de Médicis régente. — Changement de politique. — Faveur de Concini. — Inquiétudes des calvinistes.	ibid.
1614.	§ II.	Décadence de la noblesse. — Première prise d'armes des seigneurs. — Traité de Sainte-Menehould....	[illegible]
1614.	§ III.	États de 1614......................................	[illegible]
1614-1616.	§ IV.	Remontrances du parlement. — Deuxième prise d'armes des seigneurs. — Traité de Loudun..........	[illegible]
1616-1617.	§ V.	Arrestation de Condé. — Troisième prise d'armes des seigneurs. — Mort de Concini................	[illegible]
1617-1620.	§ VI.	Ministère de Luynes. — La reine mère excite de nouveaux troubles. — Traités d'Angoulême et d'Angers..	[illegible]
	§ VII.	Progrès du catholicisme. — Préliminaires de la guerre de trente ans............................	[illegible]
1618-1622.	§ VIII.	Commencement de la guerre de trente ans. — Période palatine......................................	[illegible]
1620.	§ IX.	Situation des protestants de France. — Rétablissement du catholicisme en Béarn..................	[illegible]
1621.	§ X.	Révolte des calvinistes, qui se forment en république. — Siége de Montauban. — Mort de Luynes.	[illegible]
1621-1623.	§ XI.	Suite des hostilités. — Paix de Montpellier.........	[illegible]
	§ XII.	Triomphe universel du catholicisme..	[illegible]

Pages

[...]TRE IV. Ministère de Richelieu. — Deuxième et troisième périodes de la guerre de trente ans. — 1624 à 1635....... 102

[..]24. § I. Puissance de la maison d'Autriche. — Affaire de la Valteline. — Entrée de Richelieu au conseil...... ibid.

§ II. Politique de Richelieu. — Il dévoile ses plans contre la maison d'Autriche........................... 104

[..]26. § III. Deuxième révolte des huguenots.—Paix de la Rochelle. Apprêts contre la maison d'Autriche. — Traité de Monçon.. 108

§ IV. Premières intrigues contre Richelieu. — Complot et mort de Chalais. — Persécutions contre les grands. 110

§ V. Assemblée des notables........................... 114

[..]27. § VI. Suite de la guerre de trente ans. — Période danoise. 116

[..]29. § VII. L'Angleterre déclare la guerre à la France. — Troisième révolte des huguenots. — Siége de la Rochelle. — Paix d'Alais........................... 117

[..]30. § VIII. Succession de Mantoue. — Délivrance de Casal. — Traité de Ratisbonne........................... 124

[..]32. § IX. Affaires d'Allemagne. — Diète de Ratisbonne. — Période suédoise de la guerre de trente ans.......... 127

[..]32. § X. Ascendant de Richelieu sur Louis XIII. — Journée des Dupes. — La reine mère s'enfuit à Bruxelles.. 131

§ XI. Suite des intrigues des grands.— Procès de Marillac. — Révolte du Languedoc. — Mort de Montmorency. 139

[..]34. § XII. Nouvelles intrigues contre Richelieu. — Conquête de la Lorraine. — Le duc d'Orléans rentre en France. 143

[...]TRE V. Période française de la guerre de trente ans. — Mort de Richelieu et de Louis XIII. — 1635 à 1643....... 146

§ I. Renouvellement de la philosophie, des sciences et des lettres. — Descartes. — Création de l'Académie française. — Richelieu protecteur des lettres et des arts............ .... ibid.

[..]35. § II. Affaires d'Allemagne. — Bataille de Nordlingen. — La France déclare la guerre...................... 150

§ III. Campagne de 1635................................. 152

§ IV. Campagne de 1636................................. 154

§ V. Campagnes de 1637 et 1638. — Mort du père Joseph. 156

[..]41. § VI. Campagnes de 1639 et 1640. — Révolte du Portugal et de la Catalogne. — Campagne de 1641......... 158

§ VII. Despotisme de Richelieu. — Révolte du comte de Soissons. — Combat de la Marfée............. 161

§ VIII. Conspiration de Cinq-Mars. Campagne de 1642. — Mort de Cinq-Mars et de de Thou................. 163

[..]43. § IX. Mort de Richelieu et de Louis XIII.................. 166

[...]TRE VI. Régence d'Anne d'Autriche. — Traité de Westphalie. — 1643 à 1648.................................... 168

§ I. Anne d'Autriche régente. — Cabale des Importants. — Mazarin premier ministre..... .... ibid.

Dates.			Pages
1643-1645.	§ II.	Campagnes de 1643, 1644 et 1645. — Batailles de Rocroy, de Fribourg et de Nordlingen..............	[illegible]
1646-1648.	§ III.	Campagnes de 1646, 1647 et 1648. — Fin de la guerre de trente ans..................................	[illegible]
1648.	§ IV.	Congrès et traités de Westphalie..................	[illegible]
	§ V.	Importance des traités de Westphalie..............	[illegible]
Chapitre VII. La Fronde. — 1647 à 1654..................................			[illegible]
1637-1649.	§ I.	Réveil de l'esprit démocratique. — Révolution d'Angleterre. — Mort de Charles Ier..................	ibid.
1648.	§ II.	Résistance du parlement de Paris à l'autorité royale. Commencement de la Fronde......................	[illegible]
Août 1648.	§ III.	Les barricades de 1648.......	[illegible]
1649.	§ IV.	Fuite de la cour. — Les seigneurs se réunissent aux bourgeois. — Guerre civile. — Paix de Ruel....	[illegible]
1650.	§ V.	Les troubles continuent. — Les héroïnes de la Fronde. — Nouvelle Fronde des Seigneurs. — Emprisonnement de Condé	[illegible]
1650-1651.	§ VI.	Révolte des seigneurs. — Soumission de Bordeaux. — Bataille de Réthel. — Union des deux Frondes. — Mazarin sort de France......................	[illegible]
1651.	§ VII.	Condé tyrannise le gouvernement. — La reine se réconcilie avec la vieille Fronde. — Le prince se retire en Guyenne. — Révolte du Midi...........	[illegible]
1652.	§ VIII.	La reine marche contre Condé. — Retour de Mazarin. — Combat de Bleneau....................	[illegible]
1652.	§ IX.	Combat d'Étampes. — Désordres à Paris. — Bataille du faubourg Saint-Antoine.......	[illegible]
1652.	§ X.	Massacre de l'Hotel de ville. — Anarchie dans Paris. — Deuxième retraite de Mazarin. — Condé se retire dans l'armée espagnole..................	[illegible]
1653-1654.	§ XI.	Retour du roi dans Paris. — Réaction contre la Fronde. — Fin des troubles. — Conduite de Louis XIV envers le parlement..................	[illegible]
Section II. Apogée de la monarchie absolue. — 1654 à 1715..............			[illegible]
Chapitre I. Traité des Pyrénées. — 1653 à 1661....................			ibid.
1653-1656.	§ I.	Continuation de la guerre avec l'Espagne. — Campagnes de 1653 à 1656.............................	ibid.
1657-1658.	§ II.	Alliance de la France avec l'Angleterre. — Bataille des Dunes. — Ligue du Rhin.....................	[illegible]
1659-1660	§ III.	Traité des Pyrénées. — Traité d'Oliva. — Restauration des Stuarts..............................	[illegible]
9 mars 1661.	§ IV.	Paix générale. — Triomphe de la royauté absolue. — Mort de Mazarin................................	[illegible]
Chapitre II. Gouvernement de Louis XIV. — Ministère de Colbert. — Guerre de 1667. — 1661 à 1668.................			[illegible]
	§ I.	Idées de Louis XIV sur les droits et les devoirs de la royauté	ibid.
1661.	§ II.	Ministres de Louis XIV. — Condamnation de Fouquet.	[illegible]

Pages.

§ III. Administration de Colbert. — Finances............ 224
§ IV. Industrie, commerce, marine et agriculture......... 227
§ V. Justice et guerre.................................... 232
§ VI. Beaux-arts.... 234
7. § VII. Projets de Louis XIV contre l'Espagne. — Ses relations diplomatiques avec les Provinces-Unies, l'Empire, la Suède, etc.......................... 236
§ VIII. Louis XIV exige des réparations de l'Espagne et du pape. — Ses relations avec les Turcs. — Bataille de Saint-Gothard. — Guerre entre l'Angleterre et la Hollande.................................... 240
8. § IX. Guerre pour le droit de dévolution. — Traité d'Aix-la-Chapelle.. 244

RE III. Guerre de Hollande. — 1668 à 1678...................... 246

§ I. Louis XIV abandonne la politique d'intérêts pour la politique de principes. — Projets de guerre contre la Hollande.. *ibid.*
2. § II. La diplomatie française tourne toute l'Europe contre la Hollande.. 250
§ III. Composition et marche de l'armée française. — Bataille navale de Southwood-Bay. — Passage du Rhin. 253
§ IV. Propositions de paix. — Révolution dans les Provinces-Unies.. 257
3. § V. L'empereur se déclare contre la France. — Campagne de Turenne sur le Rhin et le Weser. — Prise de Maëstricht.. 258
§ VI. Coalition contre la France. — Campagne de 1673. — Neutralité de l'Angleterre...................... 261
§ VII. Campagne de Turenne en Alsace. — Batailles de Sintzheim, d'Enzheim et de Turkheim................ 263
§ VIII. Bataille de Senef. — Révolte de Messine. — Opérations maritimes................................ 268
§ IX. Campagne de 1675. — Mort de Turenne — Bataille d'Altenheim.. 270
§ X. Campagne de 1676. — Batailles navales de Stromboli, d'Agousta et de Palerme.......................... 272
§ XI. Situation désastreuse de la France. — Congrès de Nimègue.. 275
§ XII. Campagne de 1677. — Bataille de Cassel. — Campagne de Créquy sur la Moselle et le Rhin....... 276
§ XIII. Dispositions des alliés. — L'Angleterre déclare la guerre à la France. — Campagne de 1678........ 278
§ XIV. Paix de Nimègue................................ 279

TRE IV. Révocation de l'édit de Nantes. — Ligue d'Augsbourg. — 1678 à 1688.. 281

§ I. Premiers signes de décadence de Louis XIV. — Versailles. — Période nouvelle dans les arts et les lettres. — Bossuet et Molière.................... *ibid.*

Dates.			Pages.
	§ II.	Situation de la bourgeoisie et de la noblesse. — Maîtresses de Louis XIV	[illegible]
1682.	§ III.	Situation du clergé. — Morale relâchée des jésuites. — Naissance, progrès et condamnation du jansénisme. — Question de la régale. — Déclaration de 1682	[illegible]
1679-1683.	§ IV.	Orgueil et usurpation de Louis XIV. — Prise de Strasbourg, de Casal, etc. — Les Turcs devant Vienne. — Trève de Ratisbonne	[illegible]
1683-1685.	§ V.	Mort de Colbert. — Expédition contre les barbaresques. — Bombardement de Gênes	[illegible]
1685.	§ VI.	Madame de Maintenon. — État des protestants. — Revocation de l'édit de Nantes	[illegible]
1686	§ VII.	Ligue d'Augsbourg. — Affaires d'Angleterre. Regnes de Charles II et de Jacques II	[illegible]
1687-1688.	§ VIII.	Projets et apprêts du prince d'Orange contre Jacques II. — Louis commence la guerre contre l'Allemagne	[illegible]
1688.	§ IX.	Expédition du prince d'Orange. — Jacques est détrôné. Guillaume III, roi d'Angleterre	[illegible]
Chapitre V. Guerre contre la ligue d'Augsbourg. — 1689 à 1698			[illegible]
1689.	§ I.	Apprêts de guerre. — Expédition d'Irlande. — Batailles de Beveziers et de la Boyne. — Soumission de l'Irlande	ibid.
1689.	§ II.	Incendie du Palatinat. — Campagne de 1689	[illegible]
1690.	§ III.	Campagne de 1690. — Batailles de Fleurus et de Staffarde	[illegible]
1691.	§ IV.	Campagne de 1691. — Combat de Leuze	[illegible]
1692.	§ V.	Campagne de 1692. — Bataille de Wight ou de la Hogue. — Prise de Namur. — Combat de Steinkerke. — Invasion de la Provence	[illegible]
1693.	§ VI.	Détresse de la France. — Campagne de 1693. — Batailles de Neerwinden, de la Marsaille et du cap Saint-Vincent. — Opérations maritimes	[illegible]
1694-1695.	§ VII.	Campagne de 1694. — Situation des finances. — Capitation	[illegible]
1696.	§ VIII.	Campagne de 1696. — Traité avec le duc de Savoie	[illegible]
1697.	§ IX.	Campagne de 1697. — Traité de Ryswick	[illegible]
Chapitre VI. Guerre de la succession d'Espagne. — 1698 à 1715			[illegible]
	§ I.	Situation de la monarchie espagnole. — Causes de sa décadence	ibid.
1695-1700.	§ II.	Prétendants à la succession d'Espagne. — Traités de partage. — Testament de Charles II	[illegible]
1700.	§ III.	Louis accepte le testament pour le duc d'Anjou	[illegible]
	§ IV.	Craintes et projets des puissances étrangères	[illegible]
1701.	§ V.	Occupation des Pays-Bas par les Français. — Alliance de Louis XIV avec les électeurs de Bavière, de Cologne, le duc de Savoie, le roi de Portugal	[illegible]

Pages

2. § VI. Ligue contre la France. — Mort de Jacques II et de Guillaume III ... 362
§ VII. Situation de la France. — Ministère de Chamillard... 365
2. § VIII. Campagnes de Catinat, de Villeroi et de Vendôme en Italie. — Combats de Carpi et de Chiari. — Surprise de Crémone. — Bataille de Luzzara...... 367
§ IX. Opérations sur le Rhin. — Bataille de Friedlingen. — Revers dans les Pays-Bas. — Bataille de Vigo..... 371
4. § X. Campagne de 1703. — Victoires d'Eckeren, de Hochstett et de Spire... 373
§ XI. Défection de la Savoie et du Portugal. — Insurrection des Cévennes... 375
§ XII. Campagne de 1704. — Batailles de Schellemberg et de Hochstett. — L'archiduc débarque en Espagne. — Prise de Gibraltar... 377
§ XIII. Campagne de 1705. — Fin de la guerre des Cévennes. — Opérations sur la Moselle. — Combat de Cassano. — Prise de Barcelone... 381
§ XIV. Campagne de 1706. — Batailles de Ramillies et de Turin. — Levée du siége de Barcelone... 384
§ XV. Campagne de 1707. — Bataille d'Almanza. — Siége de Toulon. — Prise de Stolhofen. — Affaire du Nord. — Charles XII... 389
§ XVI. Détresse des finances. — Fénelon et Vauban. — Desmarets, contrôleur général... 392
§ XVII. Expédition d'Écosse. — Défaite d'Oudenarde. — Prise de Lille... 395
§ XVIII. Hiver de 1709. — Famine. — Négociations de la Haye. — Lettre du roi à ses sujets. — Opérations financières de Desmarets... 399
§ XIX. Bataille de Malplaquet. — Conférences de Gertruydemberg. — Impôt du dixième... 404
§ XX. Campagne de 1710. — Progrès des alliés en Flandre. — Batailles de Sarragosse et de Villa-Viciosa..... 408
§ XXI. Avénement à l'Empire de Charles VI. — Révolution ministérielle en Angleterre. — Préliminaires de paix... 410
§ XXII. Mort du Dauphin, de la duchesse et du duc de Bourgogne... 413
§ XXIII. L'Angleterre se retire de la ligue. — Combat de Denain... 415
14. § XXIV. Congrès d'Utrecht. — Traités d'Utrecht, de Bade et de Rastadt... 417
§ XXV. Avénement de la maison de Hanovre. — Jansénisme. — Destruction de Port-Royal. — Bulle *Unigenitus*. — Mort du roi... 421
III. — Décadence de la monarchie absolue. — 1715 à 1789........ 428
…tre I. Régence de Philippe d'Orléans. — 1715 à 1723............. *ibid.*

Dates.			Pages
	§ I.	Réaction contre le gouvernement de Louis XIV......	42
1715-1717.	§ II.	Réaction dans la politique extérieure. — Expédition de Jacques III. — Albéroni. — Triple alliance....	43
1717.	§ III.	Grandeur naissante de la Russie. — Voyage de Pierre le Grand en France........................	43
1718-1721.	§ IV.	Albéroni met ses plans à exécution. — Quadruple alliance. — Conspiration du duc du Maine. — Guerre avec l'Espagne. — Fin de la guerre du Nord....................................	439
1715-1718.	§ V.	Mesures financières du régent. — Chambre de justice contre les traitants..............................	442
1717-1719.	§ VI.	Système de Law. — Établissement de la banque. — Établissement de la Compagnie. — Remboursement de la dette....................................	443
1720.	§ VII.	Décadence, chute, résultats du système de Law.....	449
1720-1723.	§ VIII.	Dubois, cardinal et premier ministre. — Sa mort. — Ministère du duc d'Orléans. — Sa mort.........	453
Chapitre II.		Voltaire, Fleury et Marie-Thérèse. — 1723 à 1748.........	458
	§ I.	De la philosophie du dix-huitième siècle. — Période de Voltaire.....................................	ibid.
1723-1726.	§ II.	Ministère du duc de Bourbon........................	460
1726.	§ III.	Administration de Fleury	462
1725-1731.	§ IV.	Affaires extérieures. — Don Carlos, duc de Parme et de Plaisance..................................	463
1733-1734.	§ V.	Guerre pour la succession de Pologne...............	464
1735-1740.	§ VI.	Traité de Vienne. — Situation de la France. — Guerre entre l'Angleterre et l'Espagne..................	467
1740-1741.	§ VII.	Marie-Thérèse et Frédéric II. — Conquête de la Silésie...............	469
1742.	§ VIII.	Ligue contre l'Autriche. — Succès et revers des Français..	471
1742-1743.	§ IX.	L'Angleterre se déclare contre la France. — Évacuation de la Bohême par les Français. — Bataille de Dettingen..	473
1744.	§ X.	Ligue de Francfort. — Conquête de la Flandre. — Invasion de l'Alsace. — Opérations en Piémont....	475
1745.	§ XI.	Batailles de Fontenoy et de Bassignano. — Traité de Dresde..	480
1745-1746.	§ XII.	Puissance maritime de l'Angleterre. — Affaires de l'Inde. — Expédition de Charles-Édouard en Écosse.	482
1747-1748.	§ XIII.	Conquête des Pays-Bas. — Bataille de Raucoux. — Bataille de Plaisance. — Invasion de la Provence. — Combat d'Exilles..................................	484
1748.	§ XIV.	Révolution en Hollande. — Bataille de Lawfeld. — Traité d'Aix-la-Chapelle..............................	486
Chapitre III.		Progrès de la philosophie. — Madame de Pompadour. — Guerre de sept ans. — 1748 à 1763................	489
	I.	Madame de Pompadour. — Le Parc aux cerfs......	ibid.

tes.

§ II. Progrès de la philosophie. — École politique de Montesquieu. — École économique de Quesnay. — Ecole matérialiste de l'Encyclopédie.......... 490
§ III. Situation de la royauté, de la noblesse et du clergé... 493
§ IV. Situation du peuple.......... 495
1757. § V. Suite et fin des disputes pour la bulle *Unigenitus*. — Attentat de Damiens.......... 497
1756. § VI. Grandeur et prospérité de la France. — Querelles entre la France et l'Angleterre. — Premières hostilités de la guerre de sept ans.......... 499
. § VII. Prise de Minorque. — Alliance de la France avec l'Autriche.......... 504
757. § VIII. Ligue contre la Prusse. — Frédéric envahit la Saxe. — La France se déclare contre lui.......... 507
. § IX. Batailles de Prague et de Kollin. — Bataille de Hastembeck. — Capitulation de Closter-Seven.......... 509
. § X. Situation désespérée du roi de Prusse. — Batailles de Rosbach et de Leuthen.......... 511
. § XI. Ministère de Pitt. — Revers des Français en Allemagne et sur la mer.......... 513
. § XII. Campagne de 1759. — Désastres de la marine. — Perte du Canada et de l'Inde.......... 516
761. § XIII. Campagnes des Français en 1760 et 1761.......... 520
761. § XIV. Campagnes de Frédéric de 1758 à 1761.......... 522
. § XV. Résultats de la guerre. — Pacte de famille. — Pitt quitte le ministère.......... 524
. § XVI. Campagne de 1762.......... 528
. § XVII. Traités de Paris et de Hubertsbourg. — Leurs résultats.......... 529

PITRE IV. Fin du règne de Louis XV. — 1763 à 1774.......... 531

§ I. Progrès de la philosophie. — Réaction idéaliste et agression démocratique de Rousseau.......... *ibid.*
5. § II. Destruction de l'ordre des jésuites.......... 536
1766. § III. Mort de madame de Pompadour, du Dauphin et de la reine.......... 541
9. § IV. Projets de Choiseul contre l'Angleterre. — Conquête de la Corse.......... 542
1770. § V. Catherine II. — Révolution de Pologne. — Guerre dans le nord.......... 545
1766. § VI. État des finances. — Puissance des parlements. — Affaires de la Chalotais.......... 548
1771. § VII. Madame Dubarry. — Disgrâce de Choiseul. — Destruction des parlements.......... 549
0. § VIII. Banqueroute de l'abbé Terray. — Misère publique. — Pacte de famine.......... 553
2. § IX. Premier partage de la Pologne. — Mort de
ai 1774. Louis XV.......... 554

APITRE V. Préliminaires de la révolution. — 1774 à 1789.......... 557

Dates.			Pages.
1774.	§ I.	Avénement de Louis XVI. — Turgot. — Rappel des parlements	ibid.
1776.	§ II.	Réformes et renvoi de Turgot. — Necker	561
	§ III.	Situation des colonies anglaises d'Amérique	ib.
1769-1777.	§ IV.	Insurrection des colonies anglaises. — Enthousiasme des Français pour les insurgés. — Débats du parlement anglais	565
1777-1778.	§ V.	Convention de Saratoga. — La France se déclare pour les insurgés. — Opérations maritimes	567
1777-1780.	§ VI.	Affaires de l'Europe continentale. — L'Espagne se déclare contre l'Angleterre. — Détresse des Américains	569
1780-1781.	§ VII.	Embarras de l'Angleterre. — Neutralité armée. — La Hollande s'allie à la France. — Capitulation des Anglais à York-Town	572
1782-1783.	§ VIII.	Combat des Saintes. — Affaires de l'Inde. — Victoires de Suffren. — Paix de Versailles	573
1781.	§ IX.	Compte rendu et disgrâce de Necker. — Ministère de Calonne	575
	§ X.	État de l'opinion publique. — Progrès philosophiques. — Discrédit de la cour	579
1787.	§ XI.	Assemblée des notables. — Retraite de Calonne	581
1787-1788.	§ XII.	Lutte de Brienne et du parlement	583
1783-1789.	§ XIII.	État de l'Europe. — Ministère du jeune Pitt. — Ambition de Catherine. — Révolution de Hollande	587
1788-1789.	§ XIV.	Deuxième ministère de Necker. — Convocation des états généraux. — Résumé des cahiers	591

FIN DE LA TABLE DU TOME TROISIÈME

[redacted]

HISTOIRE

DES FRANÇAIS

TOME QUATRIÈME



PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.



HISTOIRE
DES FRANÇAIS

DEPUIS LE TEMPS DES GAULOIS JUSQU'A NOS JOURS

PAR

THÉOPHILE LAVALLÉE

DIX-NEUVIÈME ÉDITION

DÉVELOPPÉE DE 1814 A 1848
ET CONTINUÉE, SUR LE MÊME PLAN, JUSQU'EN 1873

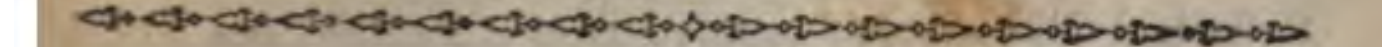
PAR M. FRÉDÉRIC LOCK

TOME QUATRIÈME

PARIS
HARPENTIER ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS
28, QUAI DU LOUVRE

1874





LIVRE I.

MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE.

(1789-1792.)

SECTION I.

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

5 mai 1789 — 30 septembre 1791.

CHAPITRE PREMIER.

Serment du Jeu de paume. — Prise de la Bastille. — Les Parisiens à Versailles. — Du 5 mai au 6 octobre 1789.

§ I. Le peuple a seul la direction de la révolution. — L'ouverture des états généraux se fit en grande pompe à Versailles, dans la salle des Menus-Plaisirs [1]. Elle excita une ivresse générale, des transports d'enthousiasme, un attendrissement « dont le tableau ravissant, enchanteur, disent les contemporains, ne peut se retracer. » La joie brillait dans tous les yeux; toutes les mains s'unissaient; tous les cœurs battaient des plus généreux sentiments; il n'y avait plus de place pour les discordes et les haines; on ne voyait devant soi qu'un avenir immense de bonheur, de liberté et de gloire; on rêvait les plus magnifiques destinées pour la France : la révolution semblait

[1] Située sur l'avenue de Paris, au coin de la rue des Chantiers. Le bâtiment n'existe plus.

[redacted]

si facile à faire avec un peuple éclairé et sensible, des classes de citoyens qui paraissaient disposées à tous les sacrifices, un roi qui ouvrait l'assemblée par ces mots : « Tout ce qu'on peut attendre du plus tendre intérêt au bonheur public, tout ce qu'on peut demander à un souverain, le premier ami de ses peuples, vous pouvez, vous devez l'espérer de mes sentiments! »

Mais une révolution qui devait bouleverser radicalement un ordre social assis depuis huit siècles, remuer hommes et choses, religion et richesses, institutions et propriétés, changer même les passions, l'esprit, le caractère de la nation, une telle révolution ne pouvait être qu'une lutte, et la lutte fut la plus terrible dont parle l'histoire, parce que la direction en fut abandonnée entièrement au peuple. En effet, cette royauté que nous avons vue presque constamment, depuis le douzième siècle, inspirée si profondément du sentiment national, qu'elle a mérité le surnom glorieux de « Providence visible de la France, » cette royauté qui avait tant travaillé à amener les temps de la démocratie par sa politique de nivellement social et d'unité monarchique, se trouva tout à coup, quand ces temps furent arrivés, inerte, aveugle, et, pour ainsi dire, hébétée; elle ne sut prendre en rien l'initiative, et se laissa continuellement traîner à la remorque de l'opinion et des événements. C'est ainsi que nous l'avons vue forcée de renvoyer Calonne et Brienne, de rappeler Necker, de convoquer les états généraux, de donner la double représentation au tiers. Quand Louis XVI ouvrit les états, on s'attendait à lui voir énoncer largement et sans arrière-pensée les grandes concessions qui serviraient de base à la constitution nouvelle du pays; en présence des classes privilégiées qui devaient nécessairement résister, des communes qui devaient nécessairement envahir, c'était à la couronne à trancher dans le vif : « Quelques hommes même, dit un journal royaliste, pensaient qu'elle devait abdiquer son pouvoir devant la nation assemblée, pour le recevoir de sa libre reconnaissance. » Mais le roi, inspiré par la faction dont le comte d'Artois était le chef, ne prononça que des paroles de vague bienveillance, et ses ministres ne parlèrent que de la situation du trésor. Le fait seul de la convocation des états était une révolution; le gouvernement ne parut pas s'en douter : les députés n'apparaissaient à ses yeux que comme des contribuables et non des législateurs ; la crise était pour lui toute dans

Dispute pour la vérification des pouvoirs. — Le tiers déclaré Assemblée nationale. — Le gouvernement, en la double représentation au tiers, n'avait rien prononcé élibération par tête, qui semblait la conséquence de cette représentation : il désirait même la délibération par tête questions de finances, afin de vaincre la résistance des iés et la délibération par ordre pour les questions poli-afin d'empêcher les envahissements du tiers : solution nplexe pour être acceptée par personne. Aussi, dès le jour et quand les âmes étaient encore pleines de bien-e, la lutte commença à ce sujet, mais non pas directe-ce fut à l'occasion de la vérification des pouvoirs des question tout accessoire et de formes, qui impliquait t celle de la délibération par tête ou par ordre.

nembres du tiers état, qui occupaient, à cause de leur , la salle des séances générales, firent savoir aux députés blesse et du clergé, qui occupaient deux salles voisines, s attendaient pour procéder en commun à la vérification voirs [1789, 6 mai]. La noblesse répondit que, les trois ormant trois assemblées distinctes, chacun d'eux devait séparément les pouvoirs de ses députés ; en effet, elle se euvre, et aussitôt après se déclara constituée. Le clergé réponse semblable, mais sans procéder à la vérification ; posa des conférences entre les commissaires des trois our lever la difficulté. Ces conférences furent acceptées ; deux premiers ordres déclarèrent qu'ils renonçaient à

ment, sont constitutives de la monarchie. » Le clergé était disposé à prendre une résolution semblable, mais il reçut une députation solennelle des communes qui « l'invitaient, au nom du Dieu de paix et dans l'intérêt national, à se réunir au tiers pour aviser aux moyens d'opérer la concorde si nécessaire au salut de la chose publique [27 mai] ; » alors il se remit à délibérer et il penchait vers la réunion, lorsque le roi fit rouvrir les conférences entre les commissaires des trois ordres, en proposant un plan de conciliation. Le clergé adopta ce plan ; la noblesse le rejeta ; le tiers persista dans son système d'inertie, et refusa de prendre aucune mesure qui pût le faire considérer comme étant constitué : conduite admirable, qu'on ne pouvait attendre d'hommes si neufs dans la vie politique, et d'autant plus courageuse que les opinions révolutionnaires n'avaient pas encore la sanction matérielle de la force. La cour commença à prendre l'alarme ; Paris était dans une vive agitation et accusait l'aristocratie d'une conspiration pour faire échouer l'assemblée des états ; la disette augmentait ; des bandes de gens affamés, qu'on appelait brigands, parcouraient les campagnes, en pillant les fermes et les châteaux ; la bourgeoisie commençait à se liguer pour protéger les propriétés et soutenir ses députés. Le moment était décisif pour le tiers état : s'il faiblissait une seule fois, il était perdu ; il fallait qu'il s'emparât violemment du pouvoir législatif et franchît résolument le pas révolutionnaire. Alors, et sur la proposition de Syeyès, député de Paris, qui démontra aux communes qu'elles ne pouvaient rester plus longtemps dans l'inaction sans trahir leurs devoirs, il fut décidé que « les deux ordres seraient invités, tant individuellement que collectivement, à se réunir au tiers, pour assister, concourir et se soumettre à la vérification commune des pouvoirs [12 juin]. » Cette invitation ayant été faite et une adresse ayant été envoyée au roi pour expliquer la résolution de l'assemblée, on commença la vérification des pouvoirs, tant des absents que des présents. Alors trois curés du Poitou vinrent se réunir au tiers ; le lendemain il en arriva six autres, et le peuple vit commencer sa victoire.

La vérification étant faite, l'assemblée, sur le point de se déclarer constituée, recula devant la dénomination d'états généraux qui la rejetait dans un passé odieux et était devenue tout à fait fausse : alors, et sur la proposition de Syeyès, elle reconnut « qu'elle était déjà composée de représentants envoyés direc-

t par les quatre-vingt-seize centièmes de la nation; et
e telle masse de députation ne pouvait rester inactive par
nce des députés de quelques bailliages ou de quelques
de citoyens. » Elle déclara donc « que l'œuvre commune
restauration nationale pouvait et devait être commencée
etard par les députés présents, et qu'ils devaient la suivre
nterruption comme sans obstacle [17 juin]. » Puis elle
nom d'*Assemblée nationale*, « comme le seul qui lui con-
soit parce que les membres qui la composaient étaient les
représentants légitimement et publiquement connus et
s, soit parce qu'ils étaient envoyés directement par la
re totalité de la nation, soit parce que la représentation
une et indivisible, aucun député, dans quelque ordre ou
qu'il fût choisi, n'avait le droit d'exercer ses fonctions
ment de la présente assemblée. »

ès cette « démarche hardie qui tranchait des questions
e-là indécises, et changeait l'assemblée des états en assemblée
uple [1], » elle vota une adresse au roi et à la nation, et
es membres firent le serment solennel de « remplir avec
t fidélité les fonctions dont ils étaient chargés. » Puis elle
que les contributions, n'ayant pas été consenties par la
, étaient illégales; mais qu'elles continueraient provisoi-
t à être perçues comme par le passé, à moins que l'Assem-
e fût dissoute. Ensuite elle plaça la dette de l'État sous la
garde de l'honneur national. Enfin elle déclara qu'elle
chercher des remèdes à la disette et à la misère publique.

I. SERMENT DU JEU DE PAUME. — SÉANCE ROYALE. — La cour
upéfaite de tant de fermeté, d'audace et d'habileté, et elle
perdue quand, le lendemain, le clergé, à la majorité de
ix contre 115, décréta sa réunion au tiers état. Les no-
e parlement, les princes, la reine, firent cause commune,
ayèrent le roi des usurpations menaçantes de la bour-
. Necker s'inquiéta des violences qu'on méditait, et con-
d'arrêter la marche illégale du tiers état par une séance
dans laquelle le pouvoir ferait la révolution lui-même
ordant tout ce que l'opinion demandait, et en ordonnant
nion des ordres en une seule assemblée. La cour appuya
jet, mais en le modifiant de telle sorte qu'elle en fit un

gnet, Hist. de la Révolution, t. I, p. 52.

coup d'état contre-révolutionnaire; et encore y procéda-t-elle avec sa frivolité ordinaire et par des détours puérils. Ainsi, au lieu de frapper « les factieux » par l'apparition subite du roi dans leur assemblée, elle voulut que la majesté du trône se déployât tout entière, et l'on remit à trois jours la séance royale. Mais, pour empêcher la réunion du clergé au tiers, on ferma la salle des états, sous prétexte de préparatifs à faire pour la séance annoncée. C'était Bailly, savant modeste et courageux, qui présidait l'assemblée : averti du coup qu'on méditait, il ne craignit pas de désobéir, et se présenta, avec une foule de députés, à l'hôtel des états; mais il fut repoussé par les troupes qui garnissaient la salle et les portes [20 juin]. Les députés protestèrent contre cet attentat et se rassemblèrent par groupes sur l'avenue de Paris, au milieu de la foule qui partageait leur colère, pendant que les courtisans, aux fenêtres du château, riaient de leur déconvenue. Les uns voulaient qu'on allât à Marly, où était le roi; les autres, qu'on tînt la séance sur l'esplanade du château. Une voix cria : « Au Jeu de paume ! » et tous, bravant les périls d'une réunion qu'une autorité plus habile eût dispersée par la force, se rendirent dans la salle indiquée (1), dont le peuple garnit les entours. Là un député du Dauphiné, Mounier, prenant la parole : « Blessés dans nos droits et notre dignité, dit-il, avertis de toute la vivacité de l'intrigue et de l'acharnement avec lesquels on pousse le roi à des mesures désastreuses, nous devons nous lier au salut public et aux intérêts de la patrie par un serment solennel. » Alors le président, montant sur une table, prononça ce serment : « Nous jurons de ne jamais nous séparer de l'Assemblée nationale, et de nous réunir partout où les circonstances l'exigeront, jusqu'à ce que la constitution du royaume soit établie et affermie sur des fondements solides ! » Et tous, les bras tendus vers Bailly, au milieu des acclamations du peuple, s'écrièrent : « Nous le jurons ! »

Cette scène fut un nouveau sujet d'épouvante pour les courtisans, qui crurent couper court à toute réunion en louant la salle du Jeu de paume. Alors les députés s'assemblèrent dans l'église Saint-Louis [22 juin]; là cent quarante-huit membres du clergé et deux de la noblesse vinrent se réunir à eux, et tous

(1) Rue du Jeu de paume. La salle existe encore.

s'ajournèrent au lendemain, pleins d'inquiétude du coup d'État qu'on annonçait.

La cour avait garni de troupes et d'artillerie le château, les places, les abords de l'hôtel des états; et ce fut au milieu d'un appareil militaire destiné à imprimer la terreur que le roi se rendit à l'Assemblée [23 juin]. Il y parla avec une sévérité inaccoutumée et d'un ton de menace qui n'avait nulle portée dans sa bouche : « J'ordonne, dit-il, que la distinction des trois ordres de l'État soit conservée en son entier; les députés formant trois chambres, délibérant par ordre, et pouvant avec l'approbation seule du souverain délibérer en commun, peuvent seuls être considérés comme formant le corps des représentants de la nation. En conséquence, je déclare nulles les délibérations prises par le tiers état, comme illégales et inconstitutionnelles. » Puis il défendit aux députés de s'occuper des questions qui regardaient les droits antiques et constitutifs des trois ordres, la forme de constitution à donner aux prochains états, les propriétés féodales et seigneuriales, etc. Enfin il proposa à leur examen et adopta à l'avance les innovations suivantes : consentement des impôts et des emprunts par les représentants de la nation, publicité des recettes et des dépenses, abolition des priviléges en matière d'impôts, liberté individuelle et liberté de la presse, établissement d'états provinciaux, abolition de la corvée, des douanes intérieures, etc. Après ces concessions, qui arrivaient encore trop tard, il ajouta : « Je puis dire sans illusion que jamais roi n'en a fait autant pour aucune nation : secondez-moi donc dans cette belle entreprise, sinon je ferai seul le bien de mes peuples, je me considérerai seul comme leur véritable représentant.....» Et il termina en disant : « Je vous ordonne de vous séparer tout de suite, et de vous rendre demain matin dans les chambres affectées à vos ordres pour y reprendre vos séances. »

Louis sortit; la noblesse et une partie du clergé le suivirent; le tiers resta en place, étonné, sombre, incertain. Alors Mirabeau se leva : « Messieurs, j'avoue que ce que vous venez d'entendre pourrait être le salut de la patrie, si les présents du despotisme n'étaient toujours dangereux. Quelle est cette insultante dictature? L'appareil des armes, la violation du temple national pour vous commander d'être heureux! Qui vous fait ce commandement? votre mandataire! Qui vous donne des lois impérieuses? votre mandataire! lui qui doit les recevoir

« Messieurs, vous avez entendu les ordres du roi. —
sieur, reprit Mirabeau, nous avons entendu les int
a suggérées au roi; et vous, qui ne sauriez être so
près des états généraux, vous qui n'avez ici ni pla
parler, vous n'êtes pas fait pour nous rappeler
Allez dire à votre maître que nous sommes ici p
du peuple, et que nous ne sortirons que par la p
baïonnettes. — Oui! oui! s'écrièrent tous les dép
l'avons juré, dit Syeyès, et notre serment ne sera p
avons juré de rétablir le peuple dans ses droits. I
nous a institués pour cette grande entreprise nous
constitution : qui peut la faire sans nous? qui pe
ce n'est nous?... Messieurs, vous êtes aujourd'hu
étiez hier. » Alors l'Assemblée déclara à l'unanimit
sistait dans ses arrêtés précédents, et elle décréta
de ses membres.

La cour eut l'intention de punir une désobéi
grante, si hardie; on parla de sauver, par d'én
lences, l'autorité royale méconnue; « un grand atte
point d'être commis. » Les princes reculèrent dev
de la population de Versailles, devant les dispositio
françaises, qui refusèrent d'employer leurs armes
troupements formés autour du château, devant l
Paris, où l'on parlait de marcher sur la cour a
mille hommes. « On ne saurait peindre, dit un co
le frissonnement qu'éprouva la capitale à ce seul

rité royale! Toute la puissance morale était passée à l'Assemlée, et la puissance matérielle allait bientôt venir à elle.

Le lendemain la majorité du clergé et le surlendemain la miorité de la noblesse vinrent se réunir au tiers; deux jours près, le roi, compromettant pour la centième fois sa dignité par es retours en arrière, invita lui-même les deux portions d'ordres qui siégeaient séparément à se joindre à tous les députés 27 juin]. La cour leur fit entendre que la réunion ne serait que assagère, et qu'on voulait seulement combiner des mesures ertaines contre les factieux. Les privilégiés cédèrent; mais ils ffectèrent de ne prendre aucune part aux délibérations de l'Assemblée, et de n'y assister que debout, avec un air de moquerie, et comme en attendant.

§ IV. Complots de la cour contre l'Assemblée. — Insurrection de Paris. — Prise de la Bastille. — Le roi approuve l'insurrection. — En effet, le comité du comte d'Artois et de la reine avait décidé le roi à employer la force pour venger son autorité et les lois violées. On fit venir autour de Paris jusqu'à quarante mille hommes, dont huit régiments étrangers et deux d'artillerie; tous les villages, les routes, les points militaires étaient encombrés de troupes; le Champ-de-Mars fut transformé en un camp de dix mille hommes; le maréchal de Broglie eut le commandement de toute cette armée, et le baron de Besenval celui de Paris. Mais avec leur frivolité ordinaire, les courtisans firent tous ces apprêts sans mystère et sans ensemble; le vieux maréchal méditait des plans de bataille ridicules, comme s'il eût dû combattre des armées régulières; enfin le complot fut déjoué avec tant de rapidité, que probablement les conspirateurs n'avaient pas même eu le loisir de le combiner entièrement.

Pendant ce temps, la capitale était pleine de craintes et d'agitaions. On soupçonnait les desseins de la cour, et l'on répandait à e sujet les bruits les plus sinistres : que le roi devait dissoudre Assemblée, déclarer la banqueroute, affamer Paris. Mais on ait disposé, non pas seulement à déjouer ces desseins, mais à s prévenir ; et la multitude, qui était d'ailleurs tourmentée par disette, n'avait là-dessus qu'un sentiment avec la bourgeoi-. C'était au Palais-Royal, rendez-vous des agitateurs et des uvellistes, qu'on s'attroupait pour s'instruire des délibéraons de l'Assemblée nationale et s'exciter à la résistance; c'était

là que des orateurs montés sur des chaises, les uns convaincus, les autres achetés, disait-on, par l'or du léans, haranguaient la foule ; c'était là qu'on cherç rompre les troupes, principalement les gardes-franç ment formé d'enfants de Paris, qui avait toujours la garnison. L'Assemblée nationale partageait les terr capitale, et craignait pour elle-même en voyant Ver touré de troupes et la route de Paris fermée : elle s correspondance avec les meneurs du parti populai Palais-Royal, avec les électeurs parisiens, qui, dès l avaient déclaré qu'ils resteraient assemblés pour s délibérations des états généraux. A la fin, elle vo d'incertitude, et dénonça ouvertement le pouvoir à dans une adresse au roi où elle demandait que la l rendue à ses délibérations par l'éloignement des trou répondit sèchement qu'il avait fait venir des régim prévenir les troubles, et que si les états généraux en ombrage, il les transférerait à Soissons. Ce fut le si lutte, et la cour, craignant d'être prévenue, la comm

Necker avait refusé d'assister à la séance du 23 ju absence avait excité une vive colère parmi les privi demandèrent son renvoi ; mais le ministre était si pop ce renvoi eût été un engagement prématuré d'hostilit garda pour couvrir de sa présence le complot form la cour fut décidée à commencer ses vengeances, Ne l'ordre de se démettre de ses fonctions, avec l'in partir sur-le-champ et en secret pour Bruxelles. Le l renvoi se répandit à Paris le lendemain et causa la agitation [12 juillet] ; malgré les troupes répandues p rassemblements se formèrent, surtout au Palais-Roy jeune homme, nommé Camille Desmoulins, mont chaise un pistolet à la main, et s'écria : « Citoyens, i un moment à perdre. Le renvoi de Necker est le t Saint-Barthélemy de patriotes. Ce soir même les étrangers sortiront du Champ-de-Mars pour nous égo nous reste qu'une ressource, c'est de courir aux arm armes ! crie la foule, qui s'empare des bustes de Ne duc d'Orléans et les porte en triomphe dans les ru populeuses. Les troupes dispersent ce rassemblem prince de Lambesc, à la tête d'un régiment de cav

rge dans les Tuileries qui tue et blesse plusieurs per-
Alors l'indignation est à son comble : on sonne le toc-
brûle les barrières, on pille les boutiques d'armuriers.
gands se mêlent au peuple, dévastent quelques mai-
augmentent la terreur. Les gardes-françaises sortent de
sernes où l'autorité les avait renfermées, et se portent
nette en avant sur la place Louis XV, dont elles chas-
régiments étrangers. Le baron de Besenval appelle les
du Champ-de-Mars et veut se maintenir dans les
s-Élysées; mais la plupart de ses soldats refusent de se
et il est obligé de se mettre en retraite devant le peuple
ardes-françaises.

ant ce temps, les électeurs s'étaient rassemblés à l'Hôtel
, et cherchaient à arrêter le tumulte ou à le diriger : ils
ent la convocation des assemblées primaires des dis-
) et livrent les armes de l'hôtel à la multitude ; ils se
t en municipalité provisoire avec le prévôt des mar-
, Flesselles; ils décrètent la formation d'une garde bour-
de quarante-huit mille hommes, portant la cocarde
t rouge, couleurs de Paris, qui sortaient, après plus de
siècles, de l'opprobre où elles étaient tombées depuis
Marcel.

endemain, la milice bourgeoise se forme, et l'on y fait
les gardes-françaises et les soldats du guet ; des corps de
ires stationnent sur les places ; les districts se réunissent ;
ave les rues ; on ouvre des tranchées ; on cherche par-
s armes.

oisième jour [14 juillet], la foule se porte aux Invalides,
enlève vingt-huit mille fusils et vingt canons ; de là
dirige sur la Bastille, qui n'avait pour garnison que
atorze Suisses et invalides, et demande des armes. Elle
eillie à coups de fusil, et un combat s'engage. Le gou-
r Delaunay avait reçu l'ordre de Besenval de tenir jus-
oir, et il repousse les parlementaires envoyés par l'Hô-
ville. Après cinq heures de combat, où le peuple eut
vingt-dix-huit tués et soixante-treize blessés, pendant
assiégés n'avaient perdu qu'un seul homme, les gardes-

is avait été partagé, pour les élections, en soixante quartiers ou districts,
aient chacun une assemblée primaire.

françaises mirent leurs canons en batterie devant le pont-levis. La garnison demanda à se rendre; mais pendant qu'on pourparlait, un petit pont fut abaissé, et le peuple, se précipitant dans la forteresse, égorgea le gouverneur, trois officiers et plusieurs soldats. Alors, ivre de sa victoire, il s'en alla à l'Hôtel de ville, portant en triomphe les clefs de la Bastille; mais là il tourna sa fureur contre Flesselles, qui la veille l'avait plusieurs fois trompé en lui promettant des armes : il l'entraîna de l'hôtel sur la place de Grève, et le massacra. On avait trouvé, dit-on, dans les habits de Delaunay, un billet du prévôt qui l'engageait à tenir ferme, pendant qu'il amusait les Parisiens avec des cocardes. La ville s'attendait à être attaquée pendant la nuit par Besenval, qui rassemblait ses forces au Champ-de-Mars : aussi l'on forma des barricades, on forgea des piques, on braqua les canons sur les quais; la garde bourgeoise fut tout entière sur pied; mais cette nuit-là même le camp du Champ-de-Mars fut levé précipitamment.

Pendant ces trois jours, Versailles était dans l'agitation et la terreur. La cour tremblait que les Parisiens ne se portassent sur la ville; la reine et les princes visitèrent les soldats, et leur distribuèrent de l'argent et du vin; les avenues furent garnies de troupes, et toute communication rompue avec Paris. L'Assemblée nationale se trouva à la merci de ses ennemis, protégée seulement par la crainte qu'inspirait le bruit de la fusillade de la capitale. Cependant, dès qu'elle apprit les événements du 12, elle envoya une députation au roi pour lui demander l'éloignement des troupes et l'établissement d'une garde bourgeoise. Louis refusa durement. Alors l'Assemblée, redoublant de raison et d'énergie au milieu des dangers, décréta : que Necker emportait son estime et ses regrets; qu'elle ne cesserait d'insister sur le renvoi des troupes et l'établissement d'une garde bourgeoise; que les ministres et conseillers du roi, « de quelque rang et état qu'ils pussent être, » étaient responsables de toute entreprise contraire aux droits de la nation et aux décrets de l'Assemblée, de tous les malheurs présents et de ceux qui les suivraient; puis elle se déclara en permanence, et continua avec calme la discussion sur les travaux préparatoires de la constitution. La cour, à ce qu'on croit, répondit à ce décret en donnant des ordres secrets pour que, dans la nuit du 14 au 15, Paris fût attaqué sur sept points à la fois et

semblée nationale enlevée par trois régiments; le roi devait ransporter au parlement, y faire enregistrer sa déclaration 23 juin, et pourvoir aux besoins du trésor par la banque- te. La prise de la Bastille fit manquer ce plan.
la nouvelle de l'attaque de cette forteresse, l'Assemblée en a successivement deux députations au roi, qui leur fit de ues réponses le lendemain; et quand elle eut appris la toire du peuple, elle se disposait à en envoyer une troisième rgée des imprécations de Mirabeau « contre les princes et ncesses qui ont gorgé de vin les satellites étrangers; » mais t à coup l'on annonça l'arrivée du roi. Ce prince avait pris dans la nuit la prise de la Bastille par le duc de Lian- urt, et il en fut terrifié: « Quelle révolte! s'écria-t-il. — Dites elle révolution, sire! » Sur les instances de ce fidèle servi- ur, il écrivit au comte d'Artois pour lui annoncer qu'il révo- ait ses ordres: « Résister en ce moment, lui dit-il, ce serait rdre la monarchie, ce serait nous perdre tous. » Puis il se ndit à l'Assemblée à pied et sans escorte, et il la rassura dans discours simple et touchant, où il annonça qu'il avait ordonné loignement des troupes. « Vous avez craint, dit-il aux députés: bien! c'est moi qui me fie à vous... » Il fut vivement ap- udi, entouré et reconduit par toute l'Assemblée, aux accla- tions de la foule. Alors une députation de cent membres se ndit à Paris, qui s'apprêtait à soutenir un siége, pour lui noncer la réconciliation du roi et de l'Assemblée, et elle fut ueillie avec le plus grand enthousiasme. Bailly et La Fayette aient partie de cette députation: on offrit au premier la irie de Paris, au second le commandement de la garde rgeoise ou nationale. Tous deux acceptèrent, et, à leur re- r, ils conseillèrent au roi de sceller, par sa présence dans la itale, la paix avec son peuple. Louis y consentit malgré la e et les princes, mais si bien convaincu qu'il ne reviendrait qu'il fit, en s'en allant, ses dispositions pour la régence artit, accompagné d'une députation de l'Assemblée, et ar- à l'Hôtel de ville au milieu d'une multitude armée, som- et silencieuse [17 juillet]. Le peuple ne se dérida qu'en lui ant prendre la cocarde parisienne, à laquelle on ajouta la leur royale: ce fut alors cette cocarde tricolore qui, suivant rophétie de La Fayette, devait faire le tour du monde. Louis eva la réconciliation en confirmant la formation de la garde

[redacted]

nationale et de la municipalité provisoire, en approuvant les nominations du général et du maire, enfin en légitimant toute la révolution que la force venait de faire.

§ V. Commencement de l'émigration. — Désordres a Paris et dans les provinces. — Nuit du 4 aout. — Les journées de juillet furent le complément des journées de juin : au 17 et au 23 juin, l'Assemblée s'était emparée de la puissance législative ; au 12 et au 14 juillet, le peuple s'empara de la puissance publique. L'autorité ainsi que la force se trouvèrent entièrement déplacées, et la nation eut désormais tous les moyens d'accomplir la révolution. Les partisans de l'ancien régime en furent terrifiés, et ils se partagèrent dès lors en deux grandes fractions : celle qui voulait faire la contre-révolution par l'intérieur, celle qui voulait la faire par l'extérieur. Dans la première étaient ces députés de la noblesse et du clergé qui jusqu'alors avaient protesté contre les travaux de l'Assemblée : ceux-ci, dans l'espoir d'entraver par leur vote la marche législative de la révolution, déclarèrent que, vu les circonstances impérieuses où l'État se trouvait, ils prendraient part dorénavant à tous les actes de l'Assemblée. Dans la seconde fraction étaient les instigateurs de la conspiration déjouée par l'insurrection, le comte d'Artois, le prince de Condé, le maréchal de Broglie, le duc de Polignac, le baron de Breteuil, etc. : ceux-là, qui avaient manœuvré de telle sorte qu'en deux mois et demi ils avaient usé toutes les ressources de l'ancien régime, craignant les vengeances populaires, et laissant le roi se tirer de l'abîme où ils l'avaient poussé, s'en allèrent lâchement à l'étranger éveiller l'attention des couronnes sur la révolution française (16 juillet).

Cependant Louis avait rappelé Necker, qui fut porté en triomphe jusqu'à Paris ; il avait fait entrer dans son conseil des députés pris dans la majorité de l'Assemblée ; il semblait marcher franchement dans le sens révolutionnaire : mais tout cela ne rendait pas le calme et la prospérité au royaume. L'insurrection avait brisé toutes les idées d'obéissance et de subordination. Paris était dans une agitation perpétuelle, et la famine en était la principale cause. Les électeurs s'étaient démis de leurs fonctions et les avaient transmises à cent vingt administrateurs élus par les districts ; mais la nouvelle municipalité n'ayant aucune loi pour la guider, entourée d'obstacles, obligée de tout régler, police, subsistances, justice, armée, succombait à l'immensité

es travaux. La garde nationale, où l'on avait incorporé des pagnies soldées composées de gardes-françaises, était sans e sur pied pour escorter les farines, dissiper les émeutes; et chef acquit la popularité la mieux méritée par son dévouet, sa fermeté, sa vigilance infatigable. Mais ses efforts ne nt pas toujours capables d'arrêter les fureurs populaires, tées, à ce qu'on croit, par des agitateurs dont le but et les iées sont restés inconnus. C'est ainsi que deux anciens adistrateurs, qu'on accusait d'être les chefs du pacte de famine, lon et Berthier, ayant été arrêtés en province, furent cons à Paris, et, malgré la résistance désespérée de La Fayette, sacrés devant l'Hôtel de ville [22 juillet].

e mouvement de la capitale s'était communiqué à toutes les vinces; et plusieurs villes avaient imité la prise de la Bastille s'emparant des citadelles qui les dominaient. Tout à coup le it se répandit que les brigands qu'on voyait dans toutes les utes dévastaient les granges et coupaient les blés. Aussitôt tes les campagnes s'armèrent, et les paysans commencèrent e nouvelle jacquerie contre les nobles : ils attaquèrent les teaux, brûlèrent les archives seigneuriales, refusèrent de er les impôts, et même en quelques lieux tuèrent leurs ans maitres. Les gardes nationales et les municipalités, qui se mèrent partout à l'exemple de Paris, étaient plus enclines à téger ces désordres qu'à les arrêter. Les nobles résistèrent; ans plusieurs provinces il y eut de vrais combats, où des x côtés on se livra à d'horribles représailles.

'Assemblée nationale, entre un gouvernement discrédité, intentionné, et un peuple affamé et insurgé, était le seul voir qui pût arrêter l'anarchie, et elle avait dû, dès le prer jour, se mêler d'administration, créer un comité de subsiss, donner des ordres directs aux autorités civiles et milis. A la nouvelle de l'incendie des châteaux et des fureurs des ns, une vive discussion s'engagea sur les mesures à prenpour faire respecter les propriétés [4 août]. Alors le vicomte ailles proposa d'arrêter l'effervescence populaire en déclaque tous les droits féodaux étaient rachetables, que les ées seigneuriales et autres servitudes personnelles étaient es sans rachat. Aussitôt le duc d'Aiguillon demanda que les , villes, communautés et individus qui jouissaient de pries particuliers et d'exemptions personnelles supportassent

des dîmes, un magistrat l'administration gratuit
toute la noblesse la suppression du droit exclusi
tribune est envahie ; les secrétaires n'ont pas le
un vote par acclamation la révision des pensions
corporations des métiers, l'abolition des justice
sans indemnité, de la vénalité des offices, des dr
curés, des annates, de la pluralité des bénéfice
députés des pays d'états viennent offrir la renon
viléges de leurs provinces ; les villes privilégi
que leurs libertés locales soient confondues dan
mun des Français ; tous veulent être régis par
une même justice, une même administration.
blée, avec des transports d'enthousiasme, procl
restaurateur de la liberté française, et se sépa
Vive le roi !

Cette séance mémorable détruisit de fond e
cienne société, et c'est à ce jour que nous aurio
sement terminer l'histoire du régime féodal.
fallut transformer en décrets ces résolutions g
cuter les détails d'exécution, les difficultés a
égoïsmes se montrèrent, le clergé et la nobless
clamations et parlèrent de leurs mandats dép
volonté de leurs commettants. Louis XVI fut
révolution législative, autrement redoutable qu
du 14 juillet, et qu'un royaliste appela la Saint-
propriétés. « J'admire le sacrifice, dit-il ; mais

n'avaient pas besoin de la sanction royale, et le roi n'eut plus qu'à les promulguer.

§ VI. Situation des partis dans l'Assemblée. — Déclaration des droits de l'homme. — Discussion sur le pouvoir législatif et le *veto*. — Anarchie dans Paris. — Projets de la cour. — Les partis commençaient à se dessiner, et l'Assemblée à se diviser clairement en côté gauche, composé des constitutionnels, côté droit, composé des partisans de l'ancien régime, centre, composé de ceux qui cherchaient à accorder ces deux grandes divisions. Jamais carrière plus vaste n'avait été ouverte à l'éloquence; mais aussi jamais assemblée n'avait réuni tant de grands talents. Le côté droit comptait parmi ses orateurs Cazalès et Maury : l'un simple, ardent et facile; l'autre sophiste, discoureur, érudit. On remarquait au centre Mounier, Mallouet, Lally-Tollendal, partisans de la constitution anglaise, et voulant arrêter la révolution à cette forme de gouvernement. Le côté gauche se glorifiait de Barnave, Duport, Lameth, association de talents brillants, jeunes, pleins d'avenir et de patriotisme; puis de Syeyès, esprit systématique et absolu, mais doué d'une prodigieuse puissance de conception et de déduction; sa renommée était immense, même parmi le peuple; et la constitution presque entière fut son œuvre ou celle de ses disciples. Au-dessus de tous ces hommes dominait Mirabeau, le tribun et le vrai représentant du peuple, parce qu'il en avait toutes les passions, toute la colère contre le despotisme, tout le génie révolutionnaire; parce que, seul peut-être de toute l'Assemblée, il ne mêlait pas à l'énergie de la destruction et de la liberté des rêveries spéculatives; parce que son esprit lumineux et pratique trouvait d'inspiration ce qui était possible, positif et vrai. Ce transfuge de l'aristocratie, se mettant en quête de tous les projets, profitant de toutes les idées des autres et s'en faisant l'ardent promoteur, donna une telle impulsion à la révolution, qu'on peut douter que, sans ce terrible guide, elle eût marché si vite. C'était dans les circonstances difficiles, dans les temps de danger, quand il fallait prendre de grandes résolutions, que tout son génie éclatait : alors son esprit faisait en un instant le travail des années; sa pensée jaillissait rapide comme l'éclair, substantielle et serrée comme la méditation; la raison, le sophisme, le sublime, l'invective, coulaient à flots de sa bouche, et il emportait d'assaut les acclamations et les délibé-

[redacted]

rations. Dévoué sincèrement à la révolution, ma
morales, sans croyance religieuse, déprimé par
honte que lui avaient laissé les désordres de sa j
faisait tout supposer de ses talents, de son ambition,
du mauvais état de sa fortune, et autorisait, par le
ses propos, tous les soupçons et toutes les calomni

A côté de ces rois de la parole étaient une foul
remarquables par les lumières, la générosité des
l'habitude des travaux de la pensée; audacieux à
et à détruire, intrépides à résister, pleins de fo
grande mission, enfin mêlant à l'énergie et à l'act
tionnaire un caractère d'abstraction rêveuse et de gé
taphysique qui tenait à la disposition des esprits
tième siècle, à cette origine littéraire et philosopl
réforme sociale avait parmi nous, à l'influence de
dont Rousseau avait été le tribun éloquent ([2]). Ainsi
rasé par le pied, en quelques heures, tout l'édifice
semblée consacra de longues séances à une *Déclarati*
de l'homme et du citoyen, qui devait servir de préfa
stitution, œuvre métaphysique, empruntée au *Con*
pourtant empreinte de matérialisme. C'était une i
Américains, toute naturelle à des esprits systémat
séduits par les idées d'une société primitive, devaien
poser les fondements, à des hommes « qui, suivar
travaillaient pour le monde entier, et pensaient
humaine les compterait au nombre de ses bienfai
ne songea que les législateurs font des lois, non d
tions philosophiques, qu'ils prescrivent et ne défin
C'était pourtant une grande faute que de poser d
inflexibles qui soulevaient toutes les imaginations
à côté leur application ; que de déclarer à un peuple
traduire en faits les théories, qu'il avait des droits, sa
de ses devoirs; que de lui dire, sans restriction et
mentaire, que la résistance à l'oppression était da
naturel. Enfin, il aurait fallu songer qu'en posant c
cipe social la souveraineté du peuple, on posait un
droit des gens hostile à celui de toutes les nations

([1]) Thiers, t. I, p. 125.
([2]) Villemain, Littérature du dix-huitième siècle, t. IV, p. 83.

ui tôt ou tard devait mettre la France en guerre avec elles. ussi la déclaration des droits, destinée par les constituants à onner aux citoyens l'idée de leur dignité et de leur importance, fut le code qu'on invoqua plus tard pour détruire la con itution elle-même.

L'adoption de la déclaration des droits fut suivie de longues iscussions sur les formes du gouvernement. D'après les recommandations des cahiers, unanimes pour demander l'établissement d'une monarchie représentative, la constitution anlaise semblait le modèle qui devait se présenter à tous les sprits. Néanmoins cette constitution eut très-peu de partisans; t c'était une conséquence toute simple des causes et du but de a révolution. En effet, la révolution avait été faite socialement ontre l'aristocratie, politiquement contre la royauté : on réclamait contre la première l'égalité, contre la seconde la liberté; on voulait détruire la noblesse et lier les mains au pouvoir. C'étaient là les principes qui inspiraient l'Assemblée dans es actes, le peuple dans ses insurrections; et il semble que dès e premier jour de la révolution on avait passé de plain-pied de a monarchie absolue à la république démocratique. Il était lonc impossible de constituer une aristocratie, et l'idée que tout e monde se faisait du gouvernement à établir était : la nation rdonne, le roi exécute; la nation est souveraine, le roi est son remier mandataire. C'était l'idée de Syeyès, et il la développait ec une implacable rigueur : aussi paraissait-il absurde d'éblir une chambre haute, qu'elle fût nommée par le roi ou par peuple ; de donner à un seul homme le droit d'arrêter la onté de toute une nation. « La multitude, qui ignore la nae et les limites des pouvoirs, voulait que l'Assemblée, en qui se confiait, pût tout, et que le roi, dont elle se défiait, ne rien [1]. » On peut donc dire que lorsque les questions suites furent posées : le pouvoir législatif sera-t-il composé ne ou de deux chambres? le droit de sanction accordé au roi -t-il absolu ou suspensif? elles étaient résolues à l'avance. rtant l'Assemblée n'était pas républicaine, ou du moins elle croyait pas l'être; mais elle ignorait que pour qu'un État e monarchique, ce n'est pas au prince qu'il faut donner le , mais à la nation. Aussi il fut décidé [10 septembre], à

) Mignet, t. I, p. 121.

une très-forte majorité, que le pouvoir législatif serait composé d'une seule assemblée, que cette assemblée serait permanente, qu'elle aurait seule l'initiative des lois. La question du veto fut plus vigoureusement débattue; et Mirabeau, qui n'était pas seulement le plus grand orateur, mais le plus grand homme d'État de l'Assemblée, se prononça pour le *veto* absolu : « Sans cela, dit-il, j'aimerais mieux vivre à Constantinople qu'à Paris. » Mais tout le parti constitutionnel fut obligé de se rejeter sur le *veto* suspensif, tant cette discussion excitait de tumulte parmi le peuple. Le peuple ne comprenait pourtant rien ni au mot ni à la chose ; mais il n'en criait pas moins : « A bas le veto! » Pour lui, le *veto*, c'était l'ancien régime; car, s'il n'entendait rien au gouvernement représentatif, il avait au plus haut degré l'instinct révolutionnaire. Aussi l'on fit au Palais-Royal les motions les plus violentes contre l'Assemblée : on menaçait les députés royalistes de les révoquer, de faire leur procès, « d'éclairer leurs châteaux ; » on demandait la convocation générale des districts ; on proposa et on essaya même de marcher sur Versailles. La Fayette fit les plus grands efforts pour arrêter le tumulte; des rixes violentes éclatèrent entre le peuple et la garde nationale, et l'on commença à déclamer contre le « despotisme bourgeois. » Enfin, à la majorité de six cent soixante-treize voix contre trois cent quinze, le *veto* fut déclaré suspensif pendant deux législatures [21 septembre].

Ce vote ne rendit pas le calme à la capitale, où il y avait deux causes permanentes de désordre : la disette, qui augmentait sans cesse, l'absence de toute autorité respectée. La municipalité envoyait au loin chercher des blés qu'elle revendait à perte ; et comme les campagnes étaient affamées, il fallait faire escorter les convois par des corps entiers de garde nationale. On vivait au jour le jour, dans de mortelles inquiétudes pour le lendemain. Bailly était dévoré de soucis et de travail, pendant que La Fayette attendait à chaque instant une émeute. D'un autre côté, les districts avaient fait comme la municipalité, et celle-ci comme l'Assemblée : ils avaient dû empiéter sur tous les pouvoirs et se charger de toutes les affaires ; et la capitale se trouvait divisée en soixante républiques indépendantes. Chacun d'eux agissait comme étant une commune séparée, rendait des arrêts opposés aux arrêts de la commune, avait des comités de police, de surveillance, de force armée,

qui entraient en lutte avec ceux de la commune : peu s'en fallut même que plusieurs ne se missent en guerre ouverte avec elle.

L'avenir paraissait sombre et effrayant : l'anarchie et la défiance étaient partout ; on soupçonnait les projets de vengeance de l'aristocratie ; on parlait des menées des princes à l'étranger : on s'inquiétait des intentions du roi, qui n'avait accepté que certains articles de la déclaration des droits, disant qu'il ne pouvait approuver les autres avant que la constitution ne fût faite. Le peuple croyait à une conspiration nouvelle de la cour, dans laquelle, disait-on, le roi devait s'enfuir à Metz et marcher sur Paris avec une armée ; on parlait de signatures demandées à toute la noblesse, de lettres de la reine au comte d'Artois et à l'empereur ; on s'alarmait d'un régiment dont la garnison de Versailles venait de se grossir, de deux mille officiers et gardes du corps dont le château se garnissait. Le Palais-Royal prétendait qu'il fallait arracher le roi à son entourage, l'amener à Paris, et assurer ainsi les approvisionnements de la capitale et l'achèvement de la constitution. « Il faut un second accès de révolution, » disaient Marat, Camille Desmoulins, Loustalot, dans leurs journaux pleins de fougue et de violence.

§ VII. Journée du 5 octobre. — Les Parisiens a Versailles. — Dans cette disposition des esprits, on apprit que les gardes du corps venaient de donner un banquet aux officiers de la garnison de Versailles [3 octobre], que la reine et le roi s'y étaient présentés et avaient été accueillis avec des transports d'enthousiasme ; que la fête ayant dégénéré en orgie, les convives, exaltés par le vin, avaient foulé aux pieds la cocarde tricolore, insulté l'Assemblée nationale et les Parisiens, fait le simulacre d'une charge contre eux. Tout cela confirma les soupçons sur la conspiration de la cour ; et comme la disette augmentait, on prétendit que le plan des aristocrates était d'affamer Paris. Des attroupements se formèrent de tous côtés ; et le matin du 5 octobre, une femme saisissant un tambour, parcourut les rues en criant : « Du pain ! du pain ! » Elle rassembla ainsi des milliers de femmes qui se portèrent à l'Hôtel de ville. Les postes de la garde nationale s'ouvrirent devant leur attaque furieuse, et elles se précipitèrent dans l'hôtel, suivies par des hommes armés de haches qui pillèrent le magasin d'armes. Alors Maillard, l'un des vainqueurs de la Bastille, leur proposa d'aller à Versailles. « A Versailles ! » crièrent-elles ; et aussitôt elles se mirent en

marche, emmenant des charrettes, des armes, des canons, e entraînant avec elles toutes les femmes qu'elles rencontraient

Pendant ce temps, les représentants de la commune étaien accourus, et le tocsin rassembla la garde nationale sur la plac de Grève. Mais la bourgeoisie partageait tous les sentiment de la multitude; et un grenadier, au nom de ses camarades dit à La Fayette : « Le peuple est malheureux ; la source d mal est à Versailles. Il faut aller chercher le roi, l'amener Paris, et exterminer ceux qui ont outragé la cocarde nationale. La Fayette représenta vainement les malheurs qui suivraie une telle résolution. « A Versailles! » criait-on de toutes part Les faubourgs avaient déjà lancé à la suite des femmes leu bandes d'hommes farouches, qui prenaient la route de Ve sailles en poussant d'horribles menaces contre la cour et surto contre la reine; les districts envoyaient leurs canons; le mou vement était universel. Après huit heures de résistance inutil La Fayette se fit donner par la commune, qui envoya mêm avec lui deux de ses membres, l'ordre de mener la garde n tionale à Versailles, et tout se mit en marche avec des cris joie.

A la nouvelle de l'approche des femmes, la cour fut pleine stupeur. On garnit de troupes la place d'armes de Versailles, la municipalité donna l'ordre à la garde nationale de protég le départ du roi, s'il voulait quitter la ville. Pendant ce temp l'Assemblée avait envoyé au château une députation pour d mander l'acceptation pure et simple de la déclaration des droit mais elle éprouva un refus qui fut accueilli par de violents mu mures. Ce fut l'occasion de dénoncer le banquet des gardes; comme le côté droit criait à la calomnie : « Je désapprouve, d Mirabeau, ces dénonciations impolitiques ; mais, puisqu'on in siste, je dénoncerai moi-même, et je signerai quand on au déclaré qu'il n'y a d'inviolable en France que le roi. » En moment, les hordes de femmes arrivèrent et se précipitère dans la salle avec de grands cris. Maillard harangua l'Assembl et lui exposa la misère du peuple. On décida qu'une députati serait envoyée au roi ; mais les femmes voulurent l'accomp gner, et il fallut en admettre douze à la suite du président. L roi accueillit ces femmes avec sa bonté ordinaire, donna d ordres pour diriger des blés sur Paris, et promit d'accept sans restriction la déclaration des droits. Mais pendant ce tem

un combat s'engagea entre les gardes du corps et la garde nationale; quelques hommes furent tués, et l'on fit évacuer la place aux gardes, qui se retirèrent dans le château. Le roi tint conseil pour savoir s'il devait rester ou fuir, et ses voitures se présentèrent même à l'une des grilles; la garde nationale les repoussa. Alors il donna son acceptation à la déclaration des droits, et se décida à demeurer, pour ne pas laisser, dit-il, la place au duc d'Orléans. Il faisait nuit; la cour était pleine de terreur; on entendait les cris de fureur de la multitude contre les aristocrates et la reine; enfin on annonçait l'approche de l'armée parisienne.

Cette armée arriva à minuit. La Fayette alla exposer au roi la situation de Paris, et l'assurer du dévouement de la garde nationale. Les deux représentants de la commune qui l'accompagnaient dirent que le vœu des Parisiens était que le roi ne fût gardé que par les milices bourgeoises, qu'il pourvût aux subsistances, qu'il hâtât l'achèvement de la constitution, qu'il vînt habiter Paris. Louis répondit par de vagues promesses, et ordonna à La Fayette de confier les postes extérieurs à la garde nationale, dont la présence avait suffi pour ramener l'ordre et la sécurité. D'ailleurs, la pluie, la fatigue et la nuit avaient apaisé la fougue de la multitude, qui se dispersa dans les maisons et les édifices publics. A deux heures du matin, la famille royale reposait; à quatre heures, l'assemblée nationale se sépara; à cinq heures, La Fayette alla se jeter sur un lit.

§ VIII. Journée du 6 octobre. — Le roi a Paris. — Suite des journées d'octobre. — Une heure après, quelques hommes du peuple, qui rôdaient autour du château, trouvent une grille ouverte; ils entrent et insultent un garde du corps, qui tire sur eux; ils ripostent par des coups de fusil. La foule accourt, envahit le château, tue plusieurs gardes du corps, et pénètre jusqu'à la chambre de la reine, qui eut à peine le temps de s'enfuir chez le roi. Les gardes se retranchent derrière les portes, et sont bientôt soutenus par les compagnies soldées de la garde nationale, qui parviennent à rejeter les assaillants dans les cours. Toute la ville était en tumulte. Les hôtels des gardes du corps avaient été envahis par le peuple, et dix-sept prisonniers allaient être égorgés sur l'avenue de Sceaux, quand La Fayette, éveillé au premier bruit, disperse cette foule furieuse, sauve les gardes et court au château, où il achève, avec ses grenadiers, de faire

évacuer les appartements. Les députés, à la première nouvelle du tumulte, s'étaient rassemblés dans leur salle; le roi leur demande de se rendre au château pour protéger sa famille : une députation de trente-six membres lui est envoyée.

Cependant la foule entassée dans la cour criait : « Le roi à Paris! » Louis, après avoir tenu conseil, parut au balcon et fit un signe d'assentiment. « Vive le roi! » cria la foule, mais en accompagnant ce cri de menaces contre la reine. La Fayette conduisit la princesse au balcon, et comme les paroles ne pouvaient être entendues, il lui baisa respectueusement la main. Le peuple accueillit cette réconciliation par des cris de joie, et l'on fit les apprêts du départ. L'Assemblée nationale décréta qu'elle était inséparable de la personne du roi, et qu'une députation de cent membres l'accompagnerait à Paris.

Les premières bandes du peuple étaient déjà en marche pour annoncer leur victoire à la capitale : elles portaient sur des piques les têtes de deux gardes du corps, et elles arrivèrent à midi aux portes de Paris; mais là elles furent dispersées par un détachement que La Fayette avait envoyé à leur suite. Deux heures après, arriva le commencement d'un cortége dont la fin n'entra dans la ville qu'à dix heures du soir, et qui offrait le spectacle le plus étrange. C'étaient d'abord le régiment de Flandre, les Suisses, l'artillerie, des charrettes où étaient montés hommes et femmes déguenillés, couverts de rubans tricolores et portant des branches de peuplier; puis soixante voitures de grains; puis la garde nationale pêle-mêle avec les femmes armées, les hommes des faubourgs, les gardes du corps; puis l'Assemblée nationale à cheval ou en voitures; puis les carrosses de la famille royale et de la cour, entourés d'une foule de gens de toute espèce; puis enfin des voitures de farine et de bagages. Tout cela poussait des cris de joie, chantait, menaçait, insultait : « Nous ne mourrons plus de faim, disaient les femmes, nous amenons le boulanger, la boulangère et le petit mitron. »

Le roi se logea aux Tuileries, où il fut gardé par les milices bourgeoises. L'Assemblée tint séance dans la salle du Manége, qui communiquait au pavillon septentrional des Tuileries par la terrasse des Feuillants (1).

(1) Sur l'emplacement des numéros 36 et 38 de la rue de Rivoli.

Les journées d'octobre furent le complément de celles de juillet : en transportant le roi dans le foyer révolutionnaire et sous la surveillance du peuple, elles devaient rendre désormais impossible toute tentative pour arrêter la révolution par la force. Elles changèrent entièrement la situation des partis : le mouvement crut la révolution terminée et sauvée ; la résistance fut pleine de terreur, et l'émigration devint telle que trois cents députés demandèrent des passe-ports à l'Assemblée, qui finit par les refuser ; plusieurs même des hommes modérés, tels que Mounier et Lally-Tollendal, désespérant de la liberté, donnèrent leur démission et jurèrent de « ne plus mettre le pied dans cette caverne d'anthropophages. » Les royalistes ne voulurent pas attribuer au peuple ces journées si bien empreintes de ses passions, si naturellement engendrées par sa défiance et sa misère : ils en chargèrent le duc d'Orléans, et prétendirent qu'on l'avait vu avec Mirabeau courir dans les groupes pour exciter la fureur populaire. Ce fut même l'opinion de la garde nationale. Une procédure fut instruite à ce sujet, et elle lava les deux personnages ; mais La Fayette força le duc d'Orléans à s'exiler pour quelque temps en Angleterre. La révolution était si bien en tous lieux, en toutes choses, elle éclatait par tant de points différents, par des causes si diverses, qu'on ne pouvait croire qu'elle fût sans direction, et l'on personnifiait le génie révolutionnaire qui inspirait le peuple dans le duc d'Orléans. Cependant ce prince n'avait ni le talent, ni le pouvoir, ni même la volonté de jouer ce grand rôle ; il laissait compromettre son nom par ses amis, qu'on voyait dans tous les mouvements populaires ; mais son ambition était sans constance, sans plan de conduite, sans idées arrêtées ; il put, en répandant de l'or, exciter quelques émeutiers subalternes, mais ce n'est pas avec des millions qu'on enfante une révolution tellement préparée par les siècles précédents qu'elle semblait inévitable. Il n'était pas besoin d'or pour soulever ce peuple irritable et défiant : il ne fallait que la parole sanglante de Marat ou de Desmoulins ; il ne fallait que ce terrible cri de guerre contre le gouvernement qui avait laissé faire le pacte de famine : Du pain !

CHAPITRE II.

Travaux de l'Assemblée constituante. — Fuite et arrestation du roi. — Achèvement de la constitution. — Du 6 octobre 1789 au 30 septembre 1791.

§ I. DÉSORDRES DANS TOUT LE ROYAUME. — CLUB DES JACOBINS. — OMNIPOTENCE DE L'ASSEMBLÉE. — Les journées d'octobre, triomphe de la force populaire sur la puissance royale, n'étaient pas faites pour rendre du crédit et du nerf au gouvernement : aussi vit-on partout s'accroître le désordre. La guerre des chaumières contre les châteaux continuait ; les tribunaux étaient impuissants ; les troupes refusaient d'obéir ; aucune autorité n'était respectée. Mais l'enthousiasme révolutionnaire ne faisait que s'accroître au milieu de toutes ces agitations : partout les gardes nationales se fédéraient « pour faire respecter les décrets de l'Assemblée constituante, » au cri de : « Vivre libres ou mourir ! » La foi religieuse, unique passion du peuple pendant tant de siècles, faisait place, chez lui, à la foi révolutionnaire, sentiment nouveau, aussi spontané, aussi dévoué, aussi inflexible, qui devait le porter, comme le premier, à de grandes choses, mais en même temps le rendre aussi impitoyable contre les résistances contre-révolutionnaires qu'il l'avait été jadis contre les oppositions hérétiques. « Il est difficile de se figurer le mouvement qui agitait la capitale de la France : elle sortait du repos et du silence de la servitude, elle était comme surprise de la nouveauté de sa situation, et s'enivrait d'enthousiasme et de liberté [1]. » Une fièvre de discussion s'était emparée de tous les esprits : on lisait avec une confiance avide et entière les journaux dont les murs étaient placardés ; on briguait avec ardeur toutes les fonctions publiques ; on courait aux assemblées des districts ; on allait applaudir Mirabeau à la salle du Manége ; et comme les émotions de la tribune nationale ne suffisaient pas, on cherchait, dans les clubs, des tribunes plus accessibles et plus populaires.

Les clubs commençaient à prendre une grande extension ; mais nul n'avait plus de faveur que celui des *Amis de la constitution*. Fondé d'abord à Versailles par les députés bretons, il se

(1) Mignet, t. I, p. 63.

ransporta, en même temps que l'Assemblée, à Paris, et tint ses éances dans le couvent des *Jacobins*, rue Saint-Honoré. Il admit lors dans son sein des personnes étrangères à l'Assemblée naionale, eut sa tribune, son public, ses journaux, et devint le entre de tous les mouvements de Paris. Nul ne put prétendre une renommée de patriote sans appartenir à ce club : c'était à qu'on faisait les motions les plus révolutionnaires, que Mirabeau et Barnave venaient s'inspirer avant de monter à la tribune nationale, qu'on dévoilait les manœuvres de la cour. Ce club s'affilia les sociétés patriotiques des provinces, et il forma avec elles une vaste confédération qui rivalisa d'influence avec l'Assemblée nationale, entrava souvent le pouvoir légal, mais donna une grande énergie à la révolution, dont il devint le foyer et le directeur.

L'Assemblée constituante voyait avec chagrin les désordres du royaume ; mais elle craignait, en y portant remède, de comprimer l'élan révolutionnaire : « Les maux dont on nous rend compte, disait Robespierre, député d'Arras, sont tombés sur des hommes qu'à tort ou avec raison le peuple accuse de son oppression et des obstacles apportés chaque jour à sa liberté. » Elle se hâtait de travailler à la constitution, croyant que l'anarchie cesserait avec l'état de provisoire légal où l'on se trouvait ; mais à mesure qu'elle avançait, elle rencontrait un débris de l'ancienne société à renverser, une question accidentelle à résoudre, un fait pour lequel il fallait prendre une décision préalable. C'est ainsi qu'après une émeute à Paris, causée encore par la disette, et dans laquelle un boulanger fut pendu par la multitude, elle décréta la loi martiale, qui autorisait les municipalités à dissiper par la force les attroupements séditieux. C'est ainsi qu'Avignon et le comtat Venaissin s'étant révoltés contre l'autorité pontificale et ayant demandé à revenir à l'unité française, il fallut décréter l'envoi de troupes dans ce pays, et plus tard sa réunion à la France [1790, 11 juin]. C'est ainsi que des troubles ayant éclaté à Saint-Domingue, où les hommes de couleur réclamaient les droits politiques, il fallut décréter que l'état des hommes de couleur serait laissé à l'initiative des assemblées coloniales : décision qui amena la guerre civile dans les colonies. L'Assemblée était accablée de travaux : elle devait expliquer les détails d'exécution de ses décrets, pourvoir provisoirement à la conservation des choses qu'elle n'avait pas encore

[redacted]

examinées, répondre aux plaintes, aux demandes, aux dénonciations des villes, des corps, des individus. Le pouvoir exécutif était suspendu de fait; il semblait qu'il n'y eût pas de ministres; et les ordonnances royales, pour être obéies, devaient passer par la bouche de l'Assemblée.

§ II. Division de la France en départements. — Système électoral. — Cependant la constitution s'élevait peu à peu sur le terrain nivelé au 4 août, et les résolutions de cette nuit fameuse devenaient le point de départ d'une organisation politique, où les existences particulières, soit d'individus, soit d'institutions, allaient disparaître dans l'unité nationale. Il fallait d'abord mettre cette unité dans le sol en effaçant le nom de ces provinces qui semblaient encore autant de nations que la dynastie des Capétiens avait rassemblées, sans les fondre, dans son unité monarchique. Un décret partagea la France en quatre-vingt-trois départements à peu près égaux en population et en étendue, et subdivisés en districts, cantons et communes [1790, 15 janv.]. On ne tint compte, dans cette division, ni des coutumes, ni des souvenirs, ni des existences locales : on prit le sol pour base unique; on enleva aux provinces leurs priviléges, leur parlement, leur administration séparée; on effaça même leurs noms historiques, qui rappelaient des idées d'indépendance, et on leur donna des noms tout physiques, qui annonçaient qu'il n'y avait plus ni duchés ni pays d'états, ni Bretons ni Provençaux, mais seulement une France et des Français. Ce fut l'œuvre capitale de l'Assemblée : elle complétait la destruction du régime féodal, rompait pour jamais la chaîne des temps anciens, réunissait les forces du pays dans une puissante centralisation; enfin elle était l'acte constitutif de cette unité nationale, poursuivie avec tant de persévérance depuis Hugues Capet, et atteinte après huit siècles de combats.

L'Assemblée mit tout le système politique en harmonie avec la division départementale, et, pour cela, elle confia l'administration du département à un conseil de trente-six membres et à un directoire exécutif de cinq membres, celle du district à de semblables autorités subordonnées à celles du département, celle de la commune à un conseil et à une municipalité subordonnés aux autorités du district. C'était là la base matérielle du système nouveau; la base morale fut l'élection de tous ces pouvoirs par le peuple. Les citoyens *actifs*, c'est-à-dire ceux

aient une contribution de trois journées de travail, ient, parmi les citoyens qui payaient une contribution inquante à deux cents journées, des électeurs qui nom-es députés à l'Assemblée nationale, les administrateurs tement, de district, de commune, et, comme nous le les juges, les évêques, les curés. Au moyen de la divi-artementale et de l'élection universelle, tout l'ancien ial se trouva anéanti; mais en même temps commença des pouvoirs détruits contre le nouveau régime, lutte s allons suivre les résultats dans l'ordre des faits plutôt l'ordre des temps.

Changements dans l'ordre judiciaire. — Vente des clergé. — Assignats. — Les parlements furent abolis; r place, trois ordres de tribunaux furent créés dont les étaient temporaires et élus : un tribunal criminel par ient, un tribunal civil par district, un tribunal de paix on. En outre, on établit une cour suprême chargée de la conservation des formes judiciaires. Le jury fut admis re criminelle.

grands changements, les existences provinciales, dont ments avaient été si longtemps les défenseurs, se rani-les pays d'états prirent un air de révolte : Mounier soulever le Dauphiné; les parlements de Rennes, de Bordeaux, de Toulouse, protestèrent contre les décrets mblée. Mais la magistrature était tombée si bas dès le ement de la révolution, qu'elle fut bientôt réduite à se e ou à confondre sa résistance avec celle du clergé et lesse, résistances autrement redoutables, et qui allaient r la guerre civile et la guerre étrangère.

nblée ne s'était encore occupée des finances qu'ac-ement; elle avait autorisé le ministère à faire deux , de 30 et de 80 millions; mais ces emprunts n'a-s été remplis; elle avait décrété l'établissement d'une ion patriotique, fixée au quart du revenu; mais on peu sur le produit de cet impôt. Cependant la crise e devenait effrayante : les impôts ne rentraient pas; tous es étaient en souffrance; les besoins s'accroissaient à ue les ressources diminuaient; « la hideuse banque-ait Mirabeau, était là, prête à nous consumer. » La ré-pouvait avorter *par le déficit* : il fallait, par quelque

voie extraordinaire, assurer sa vie et son avenir. On ch
cette voie dans les biens du clergé, où l'État avait plu
fois, et principalement à l'époque des guerres de religion,
des ressources abondantes (1). Talleyrand de Périgord, é
d'Autun, proposa, au nom du comité des finances, de dé
que le clergé n'était pas propriétaire, mais administrate
biens que les fidèles lui avaient donnés depuis des siècles
par conséquent, la nation, en se chargeant des frais du cu
l'entretien des ministres, du soin des hôpitaux, était en d
reprendre les propriétés ecclésiastiques, et de les vendre
éteindre la dette de l'État, combler le déficit, rembour
charges judiciaires, abolir la gabelle, etc. [1789, 2 nov.].
timait la valeur de ces biens à 4 milliards. Cette propositi
l'alarme dans le parti de l'ancien régime, qui voyait la r
tion s'attaquer plus largement encore qu'au 4 août à la pro
effacer tout à coup un des trois ordres, en annulant, av
droit de posséder, son existence à part, et changer le sace
jusque-là indépendant par ses richesses, en une magist
salariée et assujettie au pouvoir temporel. Le clergé repr
que ses biens avaient été considérés jusqu'alors comme pr
de l'Église universelle, et que l'État n'y avait cherché de
sources, dans les cas graves, qu'avec l'assentiment du p
dans un but tout catholique. Il consentait à en céder une
pour mettre un terme à la crise financière ; mais il deman
rester propriétaire de tout le reste. La conservation du pr
sauvait son indépendance, et son dépouillement n'était
qu'un accident. Ces raisons ne tinrent pas contre la néces
fournir à la révolution un trésor pour ainsi dire inépuisab
lui donner ce caractère de solidité indestructible qu'impr
tout changement politique un bouleversement de prop
enfin d'abolir un des ordres privilégiés ; d'ailleurs elles a
peu de valeur pour la plupart des députés, imbus des idé
tairiennes sur le clergé et les abus de sa constitution. La p
sition de l'évêque d'Autun fut adoptée, et un décret ord
vente de domaines ecclésiastiques pour une valeur de 400
lions [1789, 19 déc.].

Ces domaines ne trouvèrent pas d'acheteurs. La révol
avait marché avec tant de rapidité et de violence, ses dange

(1) Voyez, t. II, p. 417 et 453.

raissaient si grands, ses ennemis si nombreux, enfin l'Assemblée démolissait si vite, que, pour les esprits même les moins superficiels, l'ordre nouveau avait un caractère de précipitation qui semblait rendre sa durée impossible. « Cela ne tiendra pas, » était le mot qu'on entendait de toutes parts. La grande mesure de l'Assemblée se trouvait donc inutile, et la révolution empêchée matériellement par le défaut d'argent, moralement par le défaut de crédit, quand la commune de Paris trouva le moyen de monnayer les biens nationaux. Elle proposa et l'Assemblée décida que les municipalités seraient autorisées à acheter ces biens à l'État, pour les revendre elles-mêmes aux particuliers; mais que, n'ayant pas les fonds nécessaires pour payer sur-le-champ, elles donneraient des bons sur elles, portant intérêts, avec lesquels le trésor payerait ses créanciers. Par là l'État s'acquittait; les créanciers avaient en main un gage sûr et réel, qu'ils pouvaient transformer en terres; et la vente se trouvait opérée d'elle-même. Plus tard, on généralisa l'opération en changeant les billets municipaux en billets d'État ou *assignats*, et l'on rendit la circulation des assignats forcée. Alors les créanciers se trouvèrent réellement remboursés, puisque le papier devenait une monnaie véritable. Leur hypothèque fut d'ailleurs assurée; car un décret limita la quantité des assignats à la valeur des biens mis en vente, et ordonna le brûlement immédiat des assignats rentrés; de sorte que les biens ecclésiastiques devaient se trouver vendus en même temps que le papier-monnaie se trouverait supprimé. Cette opération n'était pas parfaite sous le rapport financier; car elle donnait au gouvernement une terrible facilité de créer plus d'assignats qu'il n'avait de biens pour leur servir d'hypothèque, et c'est en effet ce qui arriva; mais c'était une excellente mesure politique, et qui fut le salut de la révolution. Le clergé en fut profondément irrité: il intrigua, cabala, cria au sacrilége, pour empêcher la vente de ses biens; mais son dépouillement n'attaquant en rien la religion, quoiqu'il eût été déterminé par un sentiment d'hostilité contre les prêtres, il n'osa montrer trop d'acharnement à défendre des intérêts tout matériels, et attendit que l'Assemblée mît réellement la main à l'encensoir [1].

[1] Voici quelles furent les autres opérations financières de l'Assemblée : « Tous les revenus furent imposés : ceux de la terre et des maisons par la contribution fon-

§ IV. Constitution civile du clergé. — Troubles religieux. — L'Assemblée ne tarda pas à se lancer dans cette voie dangereuse, et à se donner ainsi une renommée d'irréligion qui compromit son œuvre et la révolution. D'abord, et quoiqu'elle déclarât que « sa constitution était basée sur l'égalité évangélique, et avait réalisé la parole de Jésus-Christ, » elle refusa de reconnaître le catholicisme comme religion de l'État [1790, 13 févr.]; ensuite elle abolit les vœux monastiques, supprima tous les ordres et congrégations, excepté ceux qui étaient chargés du soulagement des malades, et jeta ainsi dans le monde, avec une chétive pension, des individus qui ne pouvaient qu'y être déplacés. Enfin, et quand elle eut décrété la division départementale, elle voulut rendre conforme à la circonscription civile la circonscription ecclésiastique, et elle décréta [12 juillet] : qu'il y aurait un évêque par département, que les chapitres métropolitains étaient supprimés, que les évêques et curés seraient nommés par les électeurs. Ces innovations détruisaient le concordat de 1517, rompaient les rapports du clergé avec le saint-siége, et changeaient sa discipline. Blâmées par Mirabeau et les esprits les plus élevés de l'Assemblée, mais sans qu'ils voulussent compromettre leur popularité pour les combattre, elles furent l'œuvre du parti janséniste, qui avait donné à l'Assemblée trente à quarante membres, et qui la domina, dans cette question, par ses maximes austères, sa haine contre le clergé, son attachement à la révolution. « Tous les jansénistes, dit un historien protestant, virent avec joie la puissance de Babel, c'est ainsi qu'ils nommaient la cour de Rome, recevoir un coup aussi terrible; le clergé, dont ils avaient essuyé tant de persécutions, ruiné, dépossédé de ses honneurs, de son immense pouvoir. Ils allaient même jusqu'à dire qu'en dépouillant le clergé de ses richesses, on le forçait à

cière, ceux des capitaux par la contribution mobilière, ceux de l'industrie par les patentes, ceux du commerce par les douanes transportées aux frontières. L'acquisition de la propriété par héritage ou par contrat fut assujettie à un enregistrement qui constata sa transmission, et à l'acquittement d'un droit qui fut le prix de sa sanction. Il en fut de même des divers actes devant les tribunaux et de quelques opérations de la vie économique qui, exigeant l'intervention de l'État ou son appui, durent lui payer tribut par l'enregistrement ou le timbre. L'impôt sur les consommations fut beaucoup plus ménagé qu'il ne l'a été depuis, parce que, regardé comme prélevé sur les salaires, et par les salaires sur le peuple, on le crut moins bon sous le rapport économique et moins juste sous le rapport politique. » (Mignet. Notice sur Rœderer.)

ıérir des mérites réels [1]. » Ce fut là le dernier fruit du jansme, et nous n'aurons plus à prononcer le nom de cette e, qui finissait son opposition tracassière d'un siècle et demi une réalisation de ses doctrines d'église primitive, qui a été s funeste à la religion que la philosophie de Voltaire.

'Assemblée avait manqué d'habileté et de mesure en touchant s choses qui auraient été réglées sans conteste par un connational; mais le clergé oublia son caractère évangélique erma les yeux à l'avenir en profitant de cette occasion, l attendait, pour crier à l'hérésie et à la persécution. Il abanna les rangs démocratiques, où il avait montré tant de esse et de dévouement, et passa dans ceux des privilégiés; nfondit le salut de la foi avec celui de ses intérêts temporels, e plaça dans cette politique contre-révolutionnaire où il ète encore aujourd'hui, et qui semble faire de la religion de iberté et de l'égalité la religion de l'aristocratie et du dessme : « Les évêques, dit Ferrières, refusèrent de se prêter ucun arrangement, et par leurs intrigues coupables fermèt toute voie de conciliation, sacrifièrent la religion à un fol êtement et à un attachement condamnable à leurs riches- » Ils déclarèrent que toute érection d'évêché faite sans le cours du pape était nulle, que les métropolitains refuseınt l'institution aux nouveaux élus, que les prélats déchus ne etireraient que par la force de leurs siéges, et continueraient rs fonctions. Ils firent des mandements contre les décrets, voquèrent les fidèles à la désobéissance, et excitèrent des ıbles dans le Midi. L'Assemblée s'irrita de ces résistances, ılut de les briser, et mit le comble à la faute qu'elle avait e en décrétant [1790, 27 nov.] que les ecclésiastiques seraient eints au serment civique devant leur commune et dans r église, et qu'ils y ajouteraient celui de maintenir la *constion civile du clergé;* le refus du serment entraînait la déance des titulaires; enfin il fut ordonné de former la liste prêtres qui auraient prêté ou refusé le serment.

es décrets furent présentés à la sanction du roi, qui en ré- secrètement au pape. Celui-ci refusa son adhésion, et alors llut une émeute pour que Louis, se disant forcé, donnât sa ction. Les évêques furent indignés de cette faiblesse, et lui

[1] Ranke, Hist. de la papauté, t. IV, p. 507 de la trad. de M. Haiber.

reprochèrent d'empiéter sur le pouvoir spirituel. Tous les ecclésiastiques de l'Assemblée, à l'exception de soixante-quatre curés, refusèrent le serment, et cet exemple fut suivi par les cinq sixièmes du clergé [1790, 27 déc.]. On destitua les réfractaires et on les remplaça par des prêtres assermentés ; mais les destitués protestèrent, déclarèrent leurs successeurs intrus, et les excommunièrent avec tous ceux qui recevraient les sacrements de leurs mains. Le parti de la révolution perdit des sectateurs qui lui donnaient un puissant crédit par leur caractère moral; le parti de l'ancien régime y gagna, ce qui pouvait seul lui donner quelque force, une portion du peuple. Il y eut dès lors deux clergés, l'un rebelle, l'autre hérétique; et malheureusement le premier était généralement vertueux et croyant, le second scandaleux et impie. Tous deux firent le plus grand mal à la révolution, les réfractaires en l'embarrassant d'une opposition inflexible qui finit par la guerre civile, les constitutionnels en la discréditant par leurs mœurs et leurs doctrines. Ce fut l'incrédulité qui y gagna, elle qui n'avait encore que faiblement corrompu la masse populaire. Le peuple préféra sa foi nouvelle à sa foi ancienne, la révolution à la religion : voyant les prêtres engagés dans les rangs de ses adversaires, il s'habitua à regarder la religion comme ennemie de la révolution et la traita comme telle. Les deux églises engendrèrent partout des désordres : à Paris la multitude brûla un mannequin du pape, lequel venait d'excommunier les prêtres assermentés ; elle fit des émeutes devant les maisons où officiaient les prêtres réfractaires; elle les poursuivit de ses cris : « A la lanterne ! » Dans le Midi et dans l'Ouest il y eut des troubles encore plus graves causés par des prêtres non assermentés : l'évêque de Tréguier excita une insurrection par un mandement où il disait que « les ministres de la religion sont réduits à la condition de commis appointés par les brigands; » à Montauban, les protestants furent massacrés par les catholiques; Montpellier, Nîmes, Toulouse, Castres, furent ensanglantées par des meurtres et des combats. L'esprit et les fureurs religieuses du seizième siècle semblèrent se réveiller.

§ V. Abolition de la noblesse. — Conduite des nobles dans l'Assemblée. — Conspiration de Favras. — Situation de l'armée. — Affaire de Nancy. — La résistance de la magistrature aux décrets de l'Assemblée avait causé des agitations sans résultat;

lle du clergé devait engendrer la guerre civile; mais celle de noblesse, dans laquelle se réunirent toutes les autres, engendra la guerre étrangère. A l'organisation départementale, la noblesse avait perdu son influence sur les provinces qu'elle dominait jadis par ses dignités ou par ses biens, et elle se voyait r là soumise à des pouvoirs tout roturiers. Confondus dès rs avec les autres citoyens, ne formant plus un ordre dans Assemblée, n'ayant plus d'emplois à la cour, privée de ses priléges utiles par les décrets du 4 août, elle n'avait plus que s priviléges honorifiques qui ne signifiaient rien dans le nouvel rdre social, et encore lui furent-ils enlevés. Un décret abolit utes les distinctions du régime féodal, les titres, les armes, s armoiries [1790, 19 juin]; et alors la noblesse cessa d'exister omme corps de l'État.

Ce fut le dernier coup qu'elle put supporter. « Il n'y a plus u'un moyen d'en finir, dit un député noble en montrant le ôté gauche, c'est de tomber le sabre à la main sur ces gaillards-l. » Alors la noblesse n'eut plus qu'un désir et qu'un but, la ontre-révolution, et elle chercha des auxiliaires partout, dans Assemblée, la cour, les provinces, l'armée, les étrangers. « Meaçante, faible et désunie, confondant toutes les nuances d'opions dans sa haine, puérile dans ses regrets, impolitique dans s vues, elle dédaigna les places qui auraient pu lui donner des oyens de résistance, » et poussa à l'anarchie de tous ses efforts, pérant que l'excès du mal amènerait le retour du bien. Ainsi, ns l'Assemblée, on entendait l'abbé Maury dire au côté droit : Laissez-vous faire, ce ne sera pas long. — Laissez rendre ce cret, nous en avons besoin. — Encore deux ou trois comme ui-là et tout sera fini. » « Les nobles, les évêques, dit Ferres qui siégeait au côté droit, ne tendaient qu'à dissoudre ssemblée, qu'à jeter de la défaveur sur ses opérations ; loin s'opposer aux mauvais décrets, ils étaient d'une indifférence et égard que l'on ne saurait concevoir. Ils sortaient de la le lorsque le président posait la question, invitant les dépu- de leur parti à les suivre; ou bien, s'ils demeuraient, ils leur aient de ne point délibérer... Croyant fermement que le uvel ordre de choses ne subsisterait pas, ils hâtaient avec une te d'impatience, dans l'espoir d'en avancer la chute, la ruine la monarchie et leur propre ruine. A cette conduite insensée joignaient une insouciance insultante et pour l'Assemblée

et pour le peuple qui assistait aux séances. Ils n'écoutaient point, riaient, parlaient haut, confirmant ainsi le peuple dans l'opinion peu favorable qu'il avait conçue d'eux... Toutes ces sottises venaient de ce que les évêques et les nobles ne pouvaient se persuader que la révolution était faite depuis longtemps dans l'opinion et dans le cœur de tous les Français. Ils s'imaginaient, à l'aide de ces digues, contenir un torrent qui grossissait chaque jour. Ils ne faisaient qu'amonceler ses eaux, qu'occasionner plus de ravages, s'entêtant avec opiniâtreté à l'ancien régime, base de toutes leurs actions, de toutes leurs oppositions, mais dont personne ne voulait. Ils forçaient, par cette obstination maladroite, les révolutionnaires à étendre leur système de révolution au delà même du but qu'ils s'étaient proposé [1]. »

Avec de telles dispositions, la noblesse formait des complots continuels, qui avaient presque tous pour but l'enlèvement du roi. Le plus célèbre fut conduit par un habile aventurier, le marquis de Favras, qui avait, dit-on, pour instigateur le comte de Provence : on devait, à ce qu'on croit, assassiner Bailly et La Fayette, enlever le roi et le conduire en Piémont, d'où une armée le ramènerait en France. Favras fut découvert, traduit devant le Châtelet, condamné à être pendu, et malgré ses protestations d'innocence, exécuté [1790, 19 févr.]. D'autres conspirateurs cherchaient à soulever les provinces du Midi en profitant des troubles religieux et en s'appuyant sur les princes réfugiés à Turin ; mais ces mouvements, mal combinés, s'apaisèrent d'eux-mêmes. D'autres voulurent soulever l'armée, mais ils ne réussirent qu'à y mettre le désordre et l'indiscipline. C'était dans l'armée que l'inégalité des rangs était le mieux sentie ; partout les soldats avaient fraternisé avec la bourgeoisie et se laissaient endoctriner par elle ; de plus, l'Assemblée eut soin de les attacher à la révolution, en décrétant que la distribution des grades serait dorénavant indépendante de la fortune et de la naissance [1790, 13 févr.]. Enfin, les officiers étaient détestés à cause de leur orgueil, de leurs tyrannies et même de leur improbité, car les soldats les accusaient de les tromper sur la solde, et il y eut à ce sujet de si grands désordres, que l'Assemblée décréta que les caisses des régiments feraient des redditions de comptes. L'indiscipline ne fit que s'accroître : les offi-

(1) Ferrières, t. II, p. 122.

maltraitèrent les soldats, les soldats firent la loi à leurs iers, et il s'engagea entre eux une sorte de guerre. L'affaire us grave fut celle de Nancy, où trois régiments enlevèrent isse pour se faire rendre des comptes. L'Assemblée ordonna narquis de Bouillé, qui commandait à Metz, de ramener ces ments à la soumission. Bouillé était un de ces royalistes auraient voulu faire la contre-révolution par l'armée ; et en nt ses soldats du peuple, il avait maintenu son ascendant eux. Il marcha sur Nancy avec ses troupes et la garde natio- de Metz, et ordonna aux trois régiments de sortir de la . Ceux-ci refusèrent, et un combat terrible s'engagea, où le ple de Nancy prit parti pour les soldats, et où trois mille mes périrent [31 août]. Les régiments furent vaincus ; des fs de la révolte, vingt-neuf furent fusillés et quarante-deux oyés aux galères. L'Assemblée vota des remerciements à illé ; mais les Parisiens blâmèrent cette expédition, qui leur bla contre-révolutionnaire : ils regardèrent les soldats me les victimes des aristocrates, et menacèrent la cour d'une ute que La Fayette ne dissipa qu'aux dépens de sa popularité.

VI. Révolutions de Belgique et de Pologne. — Situation ique de l'Europe. — La noblesse, voyant ses efforts inutiles r faire la contre-révolution à l'intérieur, ne compta plus que l'intervention étrangère. L'émigration, établie d'abord à n, n'avait pas trouvé le roi de Sardaigne assez zélé pour sa e, et s'était transportée à Coblentz, dans les États de l'élec- de Trèves : elle négocia avec les puissances du Nord, et se d'autant mieux assurée de leurs secours que les principes ré- tionnaires commençaient à se propager dans toute l'Europe. a Belgique, menacée de nouveau par Joseph II dans ses liber- avait chassé les troupes impériales et déclaré l'empereur u de ses droits de souveraineté [1790, 11 janv.] ; elle s'était édérée en république et avait envoyé une ambassade à l'as- blée constituante pour solliciter la protection de la France. Pologne, profitant des embarras de la Russie, qui était ipée à la guerre contre les Turcs, cherchait à recouvrer son pendance, et elle se donna une constitution nouvelle, qui lit le trône héréditaire, abolit le *liberum veto*, confia le pou- législatif aux deux chambres, etc. [1791, 3 mai]. En Angle- e, les idées françaises avaient excité le plus grand enthou- me ; les couleurs parisiennes étaient portées par tout le

monde, même par les femmes, « non comme le signe des combats et de la victoire, disait Mirabeau, mais comme celui de la sainte confraternité des amis de la liberté; » l'opposition parlementaire n'avait que des paroles d'admiration pour la révolution : « C'est le plus grand pas, dit Fox, qui ait encore été fait pour l'affranchissement du genre humain... Une politique nouvelle va gouverner et calmer l'Europe, et c'est la révolution française qui m'en donne l'assurance. Ami de la liberté, j'applaudis au triomphe éclatant qu'elle remporte chez la seule nation que nous reconnaissions pour rivale dans tous les points élevés de la civilisation; et j'admire la constitution nouvelle de la France comme le plus glorieux monument de liberté que la raison humaine ait élevé dans aucun temps et dans aucun pays. »

Mais, malgré ces symptômes menaçants, malgré les sollicitations des émigrés, les gouvernements de l'Europe continuaient avec une aveugle sécurité leur vieille guerre de rois à rois, leur diplomatie d'équilibre, leur politique d'intérêts, seule guerre, seule diplomatie, seule politique que l'on connût depuis le traité de Westphalie. Ils ne sentaient pas que les idées révolutionnaires engendraient un monde démocratique tout hostile au monde féodal sur lequel était basée leur puissance; qu'elles ruinaient les vieilles combinaisons diplomatiques; qu'elles donnaient naissance à une politique nouvelle, la politique de principes, qui devait causer des guerres telles que l'Europe, même au temps de Luther, n'en avait vu qu'une ébauche. Loin de croire que la commotion pût s'étendre jusqu'à eux, ils encourageaient même, dit-on, par de l'argent, les troubles de la France : ils n'y voyaient qu'une occasion de ruiner la puissance des Bourbons, leur influence européenne, leur vaste système d'alliances si habilement renouvelé par Choiseul et Vergennes. Ainsi la Russie et l'Autriche convoitaient les dépouilles de la Turquie et de la Suède, et continuaient leur guerre contre ces deux États. Ainsi la Prusse et l'Angleterre, toujours alliées contre les deux cours impériales, équipaient des armées et des vaisseaux pour secourir les Turcs et les Suédois; elles protégeaient les Polonais contre Catherine, les Belges contre Joseph; mais tout cela n'était que pour enlever à la France l'alliance des cours de Constantinople et de Stockholm, que pour détruire l'influence française en Pologne et en Belgique. Toutes deux

ient déjà la Hollande en vassalité, et, pendant que la Prusse
lait à s'agrandir aux dépens de l'Autriche, alliée continentale
a France depuis 1756, l'Angleterre cherchait querelle à
pagne pour ruiner la marine de cette sœur donnée à la France
Louis XIV et le pacte de famille.

ependa nt, comme les Turcs et les Suédois n'éprouvaient que revers, la ligue anglo-prussienne paraissait décidée à prendre part active à la guerre d'Orient, lorsque Joseph II mourut 90, 22 févr.]. Son successeur, Léopold, avait mieux compris ituation politique : il montra à Frédéric-Guillaume le nouvel ommun ennemi qui s'était dressé derrière eux pendant qu'ils aisaient la guerre pour de chétifs intérêts. « Déjà, lui dit-il, révolutionnaires ne se contentent plus de leurs triomphes érieurs : ils ont, au mépris des traités, dépouillé plusieurs nces de l'Empire de leurs droits (1) ; ils répandent leur système tagieux dans les provinces belgiques, et communiquent leurs es aux têtes ardentes de la diète polonaise; leurs clubs ont bli des correspondances avec les clubs anglais ; certains jour-ux d'Allemagne servent d'échos à leurs pamphlets; enfin ils voilent complétement le désir et l'espérance de rendre leur olution universelle (2). » Frédéric-Guillaume écouta ces re-ésentations : avec son inconstance ordinaire, il changea tout à up de système, et, « pour des motifs secrets de la plus haute portance, » dit-il lui-même, il conclut la paix de Reichenbach ec l'Autriche [1790, 27 juillet]. La Suède suivit cet exemple, lasse d'une guerre où les secours de la Prusse et de l'Angle-re s'étaient bornés à des promesses, elle fit la paix avec la rine [14 août]. Il ne resta plus en armes que la Russie et la rquie. Les émigrés, le ministère anglais et les souverains de utriche s'efforcèrent d'accorder ces deux puissances pour que, te l'Europe étant pacifiée, la nouvelle position politique que révolution française lui avait faite se montrât clairement; is Catherine, qui avait professé les maximes philosophiques plus outrées, ne trouvait pas les principes français redou-

) En Alsace, où quelques princes avaient des possessions qui subirent le sort outes les propriétés féodales du royaume; c'est-à-dire que les droits féodaux rent abolis. Ces princes réclamèrent; l'Assemblée constituante leur offrit une mnité : ils refusèrent, et ce fut le grief que l'Autriche mit en avant pour fair uerre à la France.

) Ségur, Hist. de Frédéric-Guillaume II, t. II. p. 169.

tables pour son peuple de serfs : elle ne vit, dans les préoccupations des autres puissances, que le moyen de satisfaire son ambition sur la Turquie, et elle continua la guerre. Cette conduite mit de l'incertitude dans les projets de la Prusse et de l'Autriche sur la révolution, et rendit inutiles toutes les sollicitations des émigrés. D'ailleurs le gouvernement anglais refusait de prendre parti dans la question : Pitt voyait bien que les idées françaises menaçaient l'Angleterre d'une révolution démocratique ; mais il craignait d'alarmer le peuple par un semblant d'absolutisme, et il avait à lutter contre une formidable opposition. Il se tint donc dans l'immobilité, et attendit l'occasion d'accroître la grandeur de son pays aux dépens de la France. Pendant ce temps, Frédéric et Léopold s'enfendirent pour détruire d'abord les deux révolutions qui semblaient filles de la révolution française, celle de Pologne, celle de Belgique. La Prusse entama avec la Russie des négociations qui devaient aboutir à un deuxième démembrement de la Pologne ; l'Autriche envoya dans le Brabant le maréchal Bender avec trente mille hommes, qui dispersa les patriotes, entra à Bruxelles, et, sans aucun obstacle, détruisit la révolution belge.

§ VII. Conduite du roi. — Serment civique. — Fédération du 14 juillet. — Depuis le 5 mai 1789, le roi avait continuellement passé de la haine à la résignation, de la crainte à l'espérance, pour la position nouvelle où la révolution l'avait placé. Après les journées d'octobre et avant les décrets sur le clergé, comme il voyait la révolution populaire et universelle, il crut, lui, qui avait fort peu d'amour pour le pouvoir, qu'il pourrait vivre avec la constitution. C'est pourquoi il s'inquiéta réellement des menées et des efforts des aristocrates, sentant dans quelle situation dangereuse ils le mettaient, entendant déjà l'opinion publique qui l'accusait d'être d'accord avec les conspirateurs et les émigrés ; plusieurs fois même il chercha, par des actes spontanés, à ramener les esprits à lui, et à convaincre le peuple de la sincérité de ses intentions. Ainsi, quand le décret sur les départements fut présenté à sa sanction, il se rendit à l'Assemblée [1790, 4 févr.], « profitant, dit-il, de l'occasion que lui offre cette grande résolution, d'où dépend l'avenir de la France, pour s'associer, d'une manière encore plus manifeste, à l'exécution et à la réussite de tout ce que l'Assemblée a concerté pour l'avantage du pays. » Il désavoua les manœuvres des royalistes avec

aleur. « Que ceux, dit-il, qui s'éloigneraient encore d'un prit de concorde devenu si nécessaire me fassent le sacrifice tous les souvenirs qui les affligent, je les en payerai par ma connaissance et mon affection. Ne professons tous, je vous en onne l'exemple, qu'une seule opinion, qu'un seul intérêt, u'une seule volonté, l'attachement à la constitution nouvelle le désir ardent de la paix et du bonheur de la France. »

L'Assemblée accueillit avec enthousiasme ce discours simple touchant, et elle y répondit en prêtant le serment civique: Je jure d'être fidèle à la nation, à la loi, au roi, et de mainteir de tout mon pouvoir la constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le roi. » Tout Paris répéta ce erment avec transport et fut en fête pendant plusieurs jours; enthousiasme se communiqua aux provinces, et l'on se crut encore arrivé à la fin des troubles. A chaque moment la France, avide de jouir d'une révolution qui n'avait produit jusqu'alors que des souffrances, d'une « liberté dont la palme n'avait été arrosée que de sang et de larmes, » la France hâtait de tous ses vœux la fin du provisoire, et, sans songer que les révolutions profitent rarement aux générations qui se dévouent à les faire, elle cherchait à unir tous les partis dans un même esprit de concorde et de patriotisme. Ce sentiment éclata complétement dans la fête du 14 juillet, fête unique par l'enthousiasme universel qu'elle excita, où tous les cœurs s'épanouissaient dans l'amour du bien public, où l'on oubliait tout le passé pour ne songer qu'à un avenir pur et brillant, où le roi, l'Assemblée, la garde nationale, soixante mille fédérés des départements, quatre cent mille spectateurs renouvelèrent le serment civique qui fut répété par toute la France.

§ VIII. Changement de Ministère. — Relations du roi avec les étrangers. — Mirabeau acheté par la cour. — Discussion sur l'émigration. — Mort de Mirabeau. — Ce fut le dernier beau jour de la royauté. Louis XVI n'était nullement rassuré sur la égitimité de ses concessions; il s'inquiétait d'une constitution qui lui donnait 30 millions de *liste civile*, mais qui lui enlevait, terrible témoignage de la défiance populaire, le droit de faire grâce! Il sentait en lui comme un remords d'amoindrir l'héritage que ses pères lui avaient transmis; il flottait perpétuellement entre le désir bienveillant de satisfaire aux volontés du peuple et les idées de droit divin qu'il avait reçues dès le ber-

ceau. Un seul guide l'avait jusqu'alors maintenu dans des dispositions favorables à la révolution, c'était Necker; mais ce ministre avait déjà perdu toute sa popularité; il se voyait oublié, méprisé, dépassé : il donna sa démission [1790, 4 sept.], et se retira près de Genève. Les autres ministres, attaqués par les clubs, les journaux et l'Assemblée, à cause des intrigues qu'ils menaient avec les émigrés, essayèrent vainement de résister à la clameur populaire; ils se retirèrent [20 oct.], à l'exception de Montmorin, chargé des affaires étrangères, et furent remplacés par Fleurieu, Duportail, Duport-Dutertre, Delessart, Bertrand de Molleville. Le roi fut très-irrité de se voir forcé à un changement de ministres, et il médita dès lors des projets de fuite. Enfin, quand les décrets sur le clergé furent rendus et que le pape se fut prononcé contre eux, il se sentit au terme de ses sacrifices, perdit tout espoir de s'accommoder avec la constitution, et n'eut plus qu'une pensée : détruire la révolution par les aristocrates et l'extérieur, ou l'arrêter par les modérés et l'intérieur. Le premier plan était celui de la reine, du comte d'Artois, des émigrés; le second était celui du marquis de Bouillé, de la plupart des députés royalistes, enfin de ses serviteurs éclairés qui aimaient aussi peu l'émigration que la révolution. Louis, avec son indécision accoutumée, alla alternativement de l'un à l'autre.

Il négocia avec tous les souverains de l'Europe, envoya auprès d'eux le baron de Breteuil pour les solliciter de le rétablir dans son autorité, et écrivit au roi de Prusse [6 déc.]: « Je réclame votre intérêt avec confiance dans ce moment-ci, où, malgré l'acceptation que j'ai faite de la nouvelle constitution, les factieux montrent ouvertement le projet de détruire le reste de la monarchie. Je viens de m'adresser à l'empereur, à l'impératrice de Russie, aux rois d'Espagne et de Suède, et je leur présente l'idée d'un congrès des principales puissances de l'Europe, appuyé d'une forte armée, comme la meilleure mesure pour arrêter ici les factieux, donner le moyen de rétablir un ordre de choses plus durable, et empêcher que le mal qui nous travaille puisse gagner les autres États de l'Europe. J'espère que Votre Majesté approuvera mes idées et me gardera le secret le plus absolu (1)... »

(1) Hist. parlem. de la Révolution, t. [illegible]

Cependant, soit que le sentiment français le portât à se défier désintéressement des rois étrangers, soit qu'il comprît tout danger de sa conduite équivoque, Louis ne sollicitait les se-rs de l'extérieur qu'avec répugnance, et il revenait avec isir à l'autre plan ; mais, comme il croyait que la révolution it l'œuvre accidentelle de quelques hommes, c'était en ral-nt quelques noms à sa cause qu'il pensait arriver à son but. rt le parti constitutionnel, dont La Fayette était le représen-t, et qui voulait aussi sincèrement la monarchie que la révo-ion, lui offrait son appui, en lui démontrant que la couronne pouvait être sauvée que par son attachement à la constitu-n : il fut repoussé à cause de la haine aveugle que la reine ait vouée à La Fayette. « C'est un factieux fanatique et im-cile, disait-elle ; nous n'aurons jamais de confiance en lui. » ors la cour s'adressa à un autre chef populaire plus acces-ble à la corruption, et elle crut avoir gagné la révolution elle-ême en gagnant Mirabeau. Le grand orateur s'effrayait de la arche de l'Assemblée, et trouvait la constitution mauvaise : Pour une monarchie, disait-il, elle est trop démocratique ; pour ne république, il y a un roi de trop. » Et, plein de cette folle nfiance en lui-même qui le portait à dire : « qu'il ferait à n gré de la France une monarchie ou une république, » il ulait réconcilier le peuple avec la couronne et la cour avec révolution. Il était dans ces dispositions lorsque la reine lui demander son appui pour sauver la royauté ; et comme on vait que Mirabeau, prodigue, dissolu, couvert de dettes, avait fortune à refaire et sa fièvre de débauches à assouvir, elle compagna cette demande d'offres pécuniaires. L'alliance fut nclue, mais l'homme politique ne vendit rien de ses convic-ns : il fit sa profession de foi et ne s'engagea à soutenir le ône que dans la ligne tracée par lui. En effet, on le vit, ndant toute l'année 1790, et bien que l'accord remontât au ois de janvier, continuer sa lutte contre la cour, et celle-ci considérer toujours comme un ennemi. Mais, dès que l'occa-n s'offrit d'être royaliste en conservant ses principes, Mira-au la saisit.

Le roi ayant donné l'ordre d'armer quelques vaisseaux, à use d'un différend qui s'était élevé entre l'Espagne et l'An-eterre [22 mai], une vive discussion s'engagea sur cette ques-n : A qui appartient le droit de guerre et de paix ? Mirabeau

voulait sagement que la nation déléguât ce droit au chef du pouvoir exécutif, seul capable de mettre de l'unité et du secret dans les affaires diplomatiques. Mais, d'après les idées du temps, il paraissait absurde de confier à un homme le droit de disposer du sang et des trésors d'une nation, surtout quand l'on soupçonnait cet homme d'ourdir des trahisons avec l'étranger. Aussi ce fut l'occasion pour le parti Barnave et Lameth d'éveiller les soupçons sur l'accord de l'orateur avec la cour, et l'on criait dans les rues : « La grande trahison du comte de Mirabeau ! » Celui-ci repoussa cette attaque par un chef-d'œuvre d'éloquence; et il fut résolu que la guerre serait décidée par un décret de l'Assemblée, mais qui ne pourrait être rendu que sur la proposition formelle et nécessaire du roi.

Une autre question, où Mirabeau défendit encore les vrais principes contre les passions révolutionnaires, dévoila plus clairement son accord avec la cour, sans pourtant lui faire perdre sa popularité; ce fut celle de l'émigration.

L'émigration était devenue une mode et une partie de plaisir: on partait pour Coblentz en sortant de l'Opéra ; on quittait son château et sa famille comme pour un voyage d'agrément; les femmes même s'en allaient. Mais toute cette noblesse portait à l'étranger sa frivolité désordonnée, ses goûts licencieux, sa morgue insultante, son impiété voltairienne. Elle trouvait ridicule d'employer la religion comme moyen contre-révolutionnaire; elle mettait du *bourgeois* dans les brevets des quelques roturiers mêlés dans ses rangs; elle trouvait plaisant d'appeler de chaque décret de l'Assemblée nationale « à la botte du maréchal Bender. » Cependant les rassemblements de Coblentz jetèrent l'inquiétude en France, et l'on proposa une loi pour empêcher l'émigration [1791, 28 févr.]. Mirabeau combattit le projet de tous ses efforts, et subjugua l'Assemblée par son audace : « Si vous faites une loi contre les émigrants, dit-il, je jure de n'y obéir jamais. » La question fut ajournée, et il ne sortit de la discussion qu'un décret sur la résidence des fonctionnaires publics, dans lequel il fut déclaré que, si le roi quittait le royaume, il serait censé avoir abdiqué la couronne.

Mirabeau fut dénoncé comme traître aux Jacobins; mais il n'en continua pas moins ses plans de contre-révolution, et, lorsqu'il vit la cour plus confiante en lui et décidée à prendre un parti, il proposa au roi de s'enfuir à Lyon, et de se poser

là comme médiateur entre l'émigration et l'Assemblée, en donnant lui-même une constitution nouvelle qui consacrerait tous les grands principes de la révolution. Il se disait assuré d'une partie de l'Assemblée, des orateurs des clubs et des autorités administratives de trente-six départements. Le roi hésita longtemps à adopter ce plan, craignant la guerre civile, qui le mènerait, disait-il, à avoir le sort de Charles Ier. Néanmoins l'on avertit Bouillé, et l'on discutait les moyens d'exécution, lorsque Mirabeau, usé par la débauche et le travail, tomba malade et mourut [2 avril]. Cette mort fut accueillie par un deuil universel : le peuple ne se souvint plus que des services de l'homme qui semblait le génie de la révolution ; l'Assemblée décréta que l'église Sainte-Geneviève serait transformée en Panthéon pour la sépulture des grands hommes, et que Mirabeau y serait enterré. Tout Paris assista à ses funérailles. Et pourtant Mirabeau était mort en doutant de l'œuvre dont il avait été le grand artisan : « J'emporte avec moi, dit-il, le deuil de la monarchie ; les factieux s'en partageront les lambeaux. »

§ IX. Fuite et arrestation du roi. — La mort de Mirabeau ne changea rien aux projets de fuite de la cour, mais elle les rendit moins certains et plus criminels, et l'on s'arrêta au plan proposé par Breteuil : le roi devait chercher asile dans une place frontière, auprès de l'armée de Bouillé, de là dicter ses volontés à l'Assemblée, et, en cas de revers, se réfugier à l'étranger.

La fuite fut d'abord tentée sous prétexte d'aller passer la semaine sainte à Saint-Cloud ; mais le peuple arrêta les voitures. La Fayette accourut et voulut ouvrir la route par la force ; la garde nationale refusa de lui obéir, et le roi rentra aux Tuileries [1791, 18 avril]. Louis se plaignit à l'Assemblée de cet outrage ; mais, décidé plus que jamais à s'enfuir, et descendant, pour réussir, à une indigne duplicité, il affecta le plus grand zèle pour la révolution : il sanctionna tous les décrets qu'il avait refusés, mais en protestant secrètement contre cette sanction ; il écrivit à ses ambassadeurs une lettre pleine d'un enthousiasme exagéré pour la constitution, proclamant ses ennemis ceux qui douteraient de sa parfaite liberté, désavouant les intentions de fuite qu'on lui supposait ; mais cette lettre avait pour but, ainsi qu'il l'avoua lui-même, de faire croire qu'elle lui avait été arrachée par la violence. En même temps, il sollicita les princes étrangers

de se concerter définitivement pour son salut. Ce fut alors que le comte d'Artois, après avoir obtenu de lui son autorisation formelle, eut à Mantoue une entrevue avec l'empereur [20 mai], dans laquelle il fut décidé que trente-cinq mille Autrichiens entreraient en Flandre, quinze mille en Alsace, pendant que trente mille Piémontais se porteraient sur Lyon et vingt mille Espagnols sur les Pyrénées. Cette convention fut apportée à Louis XVI, qui l'approuva; mais cette ébauche de coalition resta sans effet, et le roi, qui se défiait de son frère et des étrangers, reprit le projet de Breteuil.

Bouillé dispersa des troupes sur la route de Montmédy à Châlons, et, tout étant disposé, le roi, la reine, leurs enfants, madame Élisabeth, sœur du roi, sortirent déguisés des Tuileries, montèrent dans une berline devant laquelle couraient trois gardes du corps, et se dirigèrent sur la route de Châlons [21 juin]. Le comte de Provence, pour ne pas éveiller les soupçons, prit une autre route, celle de Bruxelles, et passa la frontière sans obstacle. Les fugitifs, arrivés à Sainte-Menehould, furent reconnus par le fils du maître de poste, Drouet, qui courut à Varennes par un chemin de traverse et avertit la municipalité. Lui-même barricada le pont, arrêta la voiture royale en demandant les passe-ports, et fit descendre les voyageurs à la maison commune. Le maire se fit attendre jusqu'à ce que la garde nationale fût rassemblée, et alors il déclara au roi qu'il était reconnu. Louis harangua les habitants, et leur demanda à continuer son voyage : on lui dit qu'il fallait retourner à Paris. En ce moment, les hussards que Bouillé avait cantonnés sur la route arrivèrent; mais ils refusèrent d'obéir à leurs officiers et se laissèrent désarmer par la garde nationale. On retourna la voiture, et la famille royale partit. Deux heures après, accourut Bouillé, avec un régiment de cavalerie, pour délivrer le roi; mais il trouva Varennes barricadée, le pont rompu, toute la garde nationale en armes : il fut obligé de rebrousser chemin, et se sauva à l'étranger.

La nouvelle de la fuite du roi avait causé une vive surprise dans la capitale, mais point de consternation. La Fayette, que le peuple accusait de complicité avec la cour, envoya ses aides de camp sur toutes les routes, et l'un d'eux arriva à Varennes au moment même du départ du roi. Les sections et les clubs se mirent en permanence; on détruisit tous les insignes de la

té; la presse poussa de cyniques cris de joie sur ce que la e était « débarrassée d'un roi imbécile et d'une scélérate unit la lubricité de Messaline à la soif de sang de Médi- « Voici le moment, disait Marat, et c'était sa prédication telle, de faire tomber la tête des ministres, de la Fayette, s les scélérats de l'état-major, de Bailly, de tous les mu- ux, de tous les traîtres de l'Assemblée. » L'Assemblée ac- t la nouvelle par un profond silence, et se montra pleine me et de dignité. Sur-le-champ elle se déclara en perma- , et décréta : que toutes les autorités et les gardes natio- se mettraient en mouvement pour arrêter l'évasion du roi, e qualifia d'enlèvement ; que les ministres recevraient di- nent les ordres de l'Assemblée, laquelle prenait en main le ir exécutif ; que ses décrets seraient exécutés sans sanction eptation; que les frontières seraient mises en état de se, et la garde nationale en activité, etc. « En moins de e heures, dit Ferrières, l'Assemblée se vit investie de tous uvoirs ; le gouvernement marcha, la tranquillité publique ouva pas le moindre choc, et Paris et la France apprirent, tte expérience devenue si funeste à la royauté, que presque rs le monarque est étranger au gouvernement qui existe on nom. »

lettre de la municipalité de Varennes annonça l'arres- du roi ; et aussitôt trois commissaires, Latour-Maubourg, et Barnave, furent envoyés avec des pleins pouvoirs pour r son retour. Le voyage dura huit jours, et fut remar- e par l'esprit révolutionnaire des départements : plus de nille gardes nationaux se portèrent sur la route pour ser- escorte, et malgré la présence des commissaires de l'As- ée, ils n'épargnèrent à la famille royale ni les reproches injures. On arriva ainsi à Paris au milieu d'une foule nse, silencieuse, menaçante ; et il fallut tous les efforts de yette et de la garde nationale pour garantir de ses ou- les fugitifs, qui rentrèrent aux Tuileries.

. DÉCRET SUR L'INVIOLABILITÉ DU ROI. — AFFAIRE DU CHAMP- RS. — L'Assemblée décréta que le roi était provisoirement ndu de ses fonctions, et qu'une garde lui serait donnée, lle répondrait de sa personne. Deux cent quatre-vingt- éputés protestèrent contre ce décret, et, pour frapper de é les opérations de l'Assemblée, refusèrent de prendre part

[redacted]

aux délibérations [1791, 30 juin]. Alors de vives discussions s'engagèrent sur l'inviolabilité du roi et le rétablissement de son autorité. Les Jacobins prétendaient que sa désertion était une abdication, et que l'Assemblée n'avait qu'à proclamer sa déchéance et l'établissement de la république. C'était la première fois que ce mot était ouvertement prononcé; mais la chose existait déjà en réalité, et c'était la faute, non de l'Assemblée et de sa constitution, mais de la révolution elle-même, qui, faite en haine de l'ancien régime, avait si bien détruit tous les pouvoirs qu'il ne restait plus que le nom de roi à faire disparaître. Les journaux, les districts, les meneurs des clubs criaient sans cesse : « Plus de roi ! » L'extrême gauche, ayant à sa tête Pétion et Robespierre, députés qui avaient parmi le peuple la plus haute renommée d'austérité et de patriotisme, l'extrême gauche, qui jusqu'alors n'avait fait que suivre et appuyer les constitutionnels, combattit pour son compte et ne cacha plus ses idées républicaines. Enfin les Jacobins résolurent de faire signer au Champ-de-Mars, sur l'autel de la Patrie, une pétition pour la déchéance. L'Assemblée se vit débordée et revint alors à des idées monarchiques; le parti Barnave, Lameth et Duport, qui avait dirigé jusqu'alors le mouvement démocratique, s'effraya de la république et se réunit au centre; tout ce qui tenait à la constitution se rallia; et, quoiqu'il fût facile de prévoir ce que serait un roi replacé sur son trône ébranlé, sans respect, sans estime, sans pouvoir, une forte majorité voulut sauver l'œuvre constitutionnelle en sauvant l'autorité royale. Des commissaires nommés par l'Assemblée pour interroger le roi, lui dictèrent secrètement une déclaration qui palliait les intentions du voyage de Varennes; et alors fut rendu un décret qui suspendait l'exercice du pouvoir exécutif dans les mains de Louis XVI jusqu'à ce que, la constitution étant achevée, elle fût présentée à son acceptation [1791, 16 juillet]. Il devait, à cette époque, recouvrer ses prérogatives, sa garde constitutionnelle, sa liste civile; mais s'il venait à rétracter son serment, s'il se mettait à la tête d'armées étrangères, ou souffrait qu'on fît la guerre à la France en son nom, il serait censé avoir abdiqué, redeviendrait simple citoyen, et pourrait être mis en jugement pour les actes postérieurs à cette abdication.

Ce décret mit en fureur les républicains, qui cherchèrent à soulever le peuple : ils persistèrent à signer leur pétition et for-

mèrent au Champ-de-Mars des rassemblements menaçants dans lesquels deux hommes furent massacrés [17 juillet]. L'Assemblée manda la municipalité à sa barre, et lui enjoignit de veiller à la tranquillité publique par tous les moyens que la loi lui avait confiés. Alors Bailly, La Fayette et la garde nationale se rendirent au Champ-de-Mars, où plus de six mille signatures avaient été apposées sur la pétition : après plusieurs heures de pourparlers dans lesquels les autorités furent outragées et toutes les exhortations inutiles, on proclama la loi martiale. La multitude répondit aux sommations par des cris furieux, une grêle de pierres et un coup de pistolet tiré sur La Fayette. Alors celui-ci ordonna le feu, et une centaine d'individus tombèrent morts ou blessés. La foule se dispersa, et la terreur se répandit dans le parti républicain.

Ce fut un grave et fâcheux événement : de là date la scission entre les constitutionnels et les républicains, entre la bourgeoisie et le peuple ; et elle se déclara sur-le-champ aux Jacobins, où il ne resta que six députés de la gauche ; tous les autres allèrent fonder un club nouveau dans le couvent des Feuillants. La garde nationale fut pleine d'incertitude sur la légitimité de l'exécution du Champ-de-Mars, et elle regretta que la révolution eût été réduite, comme l'ancien régime, à tirer sur le peuple. Le peuple mit Barnave, Lameth, Duport, au rang de ses ennemis ; il enveloppa dans la même haine des Feuillants et les émigrés ; il voua à l'exécration Bailly et La Fayette.

§ XI. — Convention de Pilnitz. — Fin de l'Assemblée constituante. — Les royalistes virent cet événement avec espoir : ils étaient déjà sortis de la stupeur où les avait jetés l'arrestation de Louis XVI, et ils ne songeaient qu'à profiter de sa captivité pour exciter le zèle des étrangers. Mais, jusqu'à cette époque, ils avaient obtenu plus de promesses que d'effets : ils avaient beau représenter la facile répression de la révolution belge, la désorganisation de l'armée française, les troubles de l'intérieur ; les souverains de la Prusse et de l'Autriche hésitaient, à cause des craintes inspirées par l'ambition de Catherine, qui continuait ses succès contre les Turcs et menaçait réellement la route de Constantinople. Alors la ligue anglo-prussienne fit mine de se reformer et reprocha à la czarine une guerre « qui empêchait les puissances européennes de s'occuper des révolutionnaires de l'Occident. » Catherine, inquiète de ces menaces, et pensant

[redacted]

qu'elle aurait meilleur marché de la Turquie et de la Pologne quand toute l'Europe serait occupée à la guerre contre la France, consentit à traiter avec la Turquie et à laisser tranquille la Pologne [1791, 4 août). Alors les émigrés redoublèrent leurs sollicitations auprès de Léopold et de Frédéric; et ces deux princes conclurent à Pilnitz une convention assez vague, mais dans laquelle ils menaçaient d'envahir la France si Louis XVI n'était rendu à la liberté, l'Assemblée dissoute, les émigrés réintégrés dans leurs biens et honneurs, etc. [27 août].

Cette convention ne fit qu'imprimer un nouveau mouvement à l'esprit révolutionnaire : la France en fut indignée. On se demanda de quel droit l'étranger se mêlait des affaires d'un grand peuple; on menaça les tyrans de révolutionner leurs sujets; on se prépara à la résistance. Mais, sur cette question si grave, l'Assemblée ne sut pas prendre l'initiative et manqua de vues d'avenir. Bornant la révolution à la constitution, elle ne crut pas que son œuvre eût de sérieux dangers à craindre de l'extérieur, et elle pensa que la constitution française serait acceptée sans obstacle dans le droit public de l'Europe, à la place du roi très-chrétien. Elle avait déclaré que la France renonçait aux conquêtes, mais c'était aux conquêtes telles que les entendaient Richelieu et Louis XIV, et leur système politique n'existait plus : elle ne vit pas que la révolution, plaçant la France dans une position hostile à tous ses voisins, devait inévitablement engendrer la guerre, que cette guerre ne pouvait être qu'une guerre de propagande, et qu'il eût fallu s'y préparer. Elle laissa donc à résoudre à l'assemblée qui lui succéda cette immense question, et, pendant que le peuple, avec son instinct révolutionnaire, s'inquiétait des menaces de l'étranger, elle sembla les dédaigner, se contenta d'ordonner la levée de cent mille gardes nationaux, et ne s'occupa plus qu'à mettre la dernière main à la constitution. Mais là encore cet esprit de candeur généreuse qui l'avait constamment animée pendant sa laborieuse carrière la conduisit à une nouvelle faute : elle décréta, sur la proposition de Robespierre, à la grande joie des républicains et des royalistes, que ses membres ne pourraient faire partie de la prochaine législature, ni même accepter aucun emploi conféré par le roi [16 mai]. Ainsi, ceux qui avaient eu tant de peine à faire une constitution laissaient leur œuvre à défendre à des hommes nouveaux, élus sous l'influence du mou-

nent révolutionnaire, et tout prêts à innover. « On voulait, ait Duport, exposer la France à voir arriver tous les deux ans e révolution dans les lois et les opinions. » Le même mou- ment d'imprudente générosité porta la Fayette et Bailly à se mettre de leurs fonctions de général et de maire ; et alors il y eut plus au pouvoir un seul des hommes qui avaient fait le rment du Jeu de paume [1].

La constitution étant achevée, elle fut envoyée au roi, qui ccepta sur-le-champ : « Je prends, dit-il, l'engagement de la aintenir au dedans, de la défendre contre les attaques du de- ors, et de la faire exécuter par tous les moyens qu'elle met en on pouvoir. Je déclare qu'instruit de l'adhésion que la grande ajorité du peuple lui a donnée, je renonce au concours que avais réclamé dans ce travail, et que, n'étant responsable qu'à a nation, nul autre, lorsque j'y renonce, n'a droit de se plain- dre. » Il vint ensuite dans l'Assemblée et prêta serment à la con- stitution [1791, 14 sept.]. Alors, et après que, sur la proposition le la Fayette, une amnistie générale eut été décrétée pour tous es crimes et délits politiques, le président déclara que « l'As- semblée nationale constituante avait terminé sa mission. » [30 sept.].

[1] La garde nationale de Paris fut alors réorganisée : on n'y admit que les ci- toyens actifs; elle forma six légions de dix bataillons chacune; il n'y eut plus de commandant général, les chefs de légion en exercèrent, tour à tour et chacun pen- dant un mois, les fonctions.

SECTION II.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

1er octobre 1791 — 20 septembre 1792.

CHAPITRE PREMIER.

Déclaration de guerre. — Journée du 20 juin. — Insurrection du 10 août
Du 1er octobre 1791 au 10 août 1792.

§ I. L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE N'EST QU'UNE TRANSITION
LA MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE ET LA RÉPUBLIQUE. — Un
gresse universelle accueillit la fin du provisoire; une èr
velle d'ordre, de liberté et de bonheur semblait s'ouvri
la France; la constitution paraissait réunir tous les vœu
opinions. OEuvre du parti de La Fayette et de Barnave,
à-dire de la garde nationale et de la bourgeoisie, elle ava
elle les classes qui occupaient les fonctions publiques et
la force; elle dominait dans la nouvelle Assemblée, où l
de l'ancien régime n'avait pas un représentant, où le p
fit plus tard la république ne pensait pas encore sérieu
à cette forme de gouvernement; enfin elle était acceptée
rement par Louis XVI, qui attendait sa révision de l'apai
des passions populaires. La reine elle-même disait «
de la patience, de la fermeté et de la suite, tout n'ét
perdu. » Ainsi donc il semblait que la constitution fût d
à une longue vie. Cependant elle ne vécut pas un an,
semblée appelée à la mettre en activité ne fut qu'une tra
entre la monarchie constitutionnelle et la république. C
la révolution, nous ne cesserons de le dire, était bien mo
litique que sociale; or la constitution ne prétendait te
que la révolution politique : la révolution sociale restait
ver, puisque les anciennes classes privilégiés, quoique d
lées et abaissées, étaient pleines de ressentiments et cher
à recouvrer leur puissance; puisque le peuple, dont l'am
était excitée par ses succès, ne croyait pas sa victoire co

tant qu'il restait quelque chose à ses ennemis, tant que lui-même n'aurait pas de part, comme la bourgeoisie, au butin de la victoire. La constitution se trouva donc placée entre ceux qui avaient perdu et qui s'efforçaient de reprendre et ceux qui avaient gagné et s'efforçaient encore d'envahir; elle demandait aux premiers de céder quelque chose, aux seconds de ne pas tant désirer. Mais, exposée aux coups des deux partis qu'elle empêchait de se prendre corps à corps, elle fut renversée, et périt non par ses énormes défauts, mais dans la lutte révolutionnaire.

§ II. COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE. — SITUATION DES ROYALISTES A L'INTÉRIEUR ET A L'EXTÉRIEUR. — DÉCRETS CONTRE LES ÉMIGRÉS ET LES PRÊTRES RÉFRACTAIRES. — LE ROI REFUSE SA SANCTION. — L'Assemblée législative était composée de sept cent quarante-cinq députés, presque tous choisis dans la classe moyenne et dévoués à la révolution; ceux de la droite et de l'extrême droite se nommaient généralement Feuillants, ceux de la gauche et de l'extrême gauche Jacobins. La droite était formée des constitutionnels, lesquels s'appuyaient sur la garde nationale et les autorités départementales; ils mettaient toute la révolution dans la constitution, et croyaient que celle-ci était suffisante pour sauver celle-là; représentants de la bourgeoisie, ils voulaient son triomphe en s'alliant aux anciens privilégiés et en écartant le peuple du pouvoir. Ses membres les plus remarquables étaient Mathieu Dumas, Girardin, Lemontey, Ramond, Pastoret, etc., et son homme d'État hors de l'Assemblée était La Fayette. L'extrême droite n'était distinguée de la droite elle-même que par son attachement plus prononcé pour le roi et ses liaisons avec la cour; mais elle voulait la constitution, toute défectueuse qu'elle la trouvât. La gauche était composée d'hommes résolus à sauver la révolution, même aux dépens de la constitution, et qui se trouvèrent entraînés jusqu'à la république; mais ils manquaient d'unité de vues et ne formaient pas un parti compacte; représentants de la bourgeoisie, ils voulaient son triomphe en s'alliant au peuple contre les classes privilégiées. Ses membres les plus remarquables étaient Vergniaud, Guadet et Gensonné, députés de la Gironde, orateurs pleins d'enthousiasme et de véhémence, d'où le parti prit le nom de *Girondins*; Brissot, publiciste fécond; Condorcet, philosophe aux idées supérieures. Son homme politique hors de

[redacted]

l'Assemblée était Pétion, républicain froid et dissimulé, qui avait une grande popularité. A l'extrême gauche, et occupant en petit nombre les gradins supérieurs de l'Assemblée, ce qui fit donner à ce parti le nom de *Montagne*, se trouvaient les représentants de la multitude et des clubs, Bazire, Chabot, Merlin de Thionville, auxiliaires des Girondins pour sauver la révolution, mais voulant la sauver uniquement au profit du peuple. Ses hommes politiques hors de l'Assemblée étaient Robespierre, qui dominait les Jacobins par son rigorisme dogmatique et sa réputation d'intégrité; Danton, surnommé le Mirabeau de la populace, homme d'action et d'audace, qui dominait le club des Cordeliers. Le centre de l'Assemblée n'avait ni les vertus ni les lumières du centre de l'Assemblée constituante: sa modération passait pour de la peur, et il vota presque toujours avec la gauche.

L'Assemblée étant ainsi composée, on voit que des deux partis extrêmes qui s'avouaient les ennemis de la constitution, c'est-à-dire les républicains et les royalistes, les premiers y avaient seuls quelques représentants; conséquemment le parti de l'ancien régime n'avait aucun moyen d'action légal, et il ne pouvait chercher la victoire que par des voies illégitimes, c'est-à-dire par la guerre civile et la guerre étrangère.

A l'intérieur, son système était toujours de pousser au mal pour amener le retour du bien : il confondait dans une même haine tous les membres de l'Assemblée, et ne faisait aucune distinction entre La Fayette, Pétion et Robespierre; mais comme au jour de son triomphe il lui faudrait, disait-il compter avec les Feuillants et non avec les Jacobins, il ne cherchait qu'à affaiblir les premiers et à fortifier les seconds. Ainsi les constitutionnels voulaient porter à la mairie de Paris La Fayette, toujours adoré de la bourgeoisie : la cour, qui n'appréciait nullement ce caractère loyal et généreux, fit jouer toutes ses intrigues contre lui, et lui opposa Pétion. « La Fayette, disait la reine, ne veut être maire de Paris que pour être maire du palais. » Il fut donc écarté, à la grande joie des Jacobins, qui voyaient en lui un autre Cromwell. Paris fut donné aux Girondins par l'élection de Pétion, et Pétion fit servir perfidement sa place à renverser la constitution et le trône.

Les royalistes portaient dans toutes leurs manœuvres le même esprit d'aveuglement: ils soldaient des journaux, ils payaient

motions et des applaudissements dans les clubs, ils cher-
ient à gagner quelques chefs populaires, comme Danton;
s tout cela tournait contre eux, et ils n'avaient qu'un moyen
cace d'embarrasser la révolution, les troubles religieux. « Les
tres et surtout les évêques, dit Ferrières, employaient toutes
ressources du fanatisme pour soulever le peuple des campa-
s et des villes contre la constitution civile du clergé. On ré-
ndait des instructions destinées au peuple, où l'on disait qu'on
pouvait s'adresser, pour les sacrements, aux prêtres intrus:
tous ceux qui y participaient devenaient coupables de pé-
mortel; que ceux qui se feraient marier par les prêtres in-
s ne seraient pas mariés... Ces écrits produisirent l'effet
'en attendaient les évêques: des troubles éclatèrent de toutes
rts. » Dans le Gévaudan, le Poitou, la Bretagne, pays où la
sse moyenne était peu nombreuse, les villes petites, les cam-
gnes dépendantes de la noblesse, les paysans se portèrent à
s violences contre les prêtres constitutionnels et les chas-
rent des églises. La guerre civile devint imminente.

A l'extérieur, la conduite des royalistes était encore plus hos-
e et menaçante. Léopold et Frédéric, ayant vu l'empresse-
ent de Louis XVI à accepter la constitution, étaient restés im-
obiles, et ils protestaient même de leurs intentions pacifiques;
Angleterre paraissait résolue à garder la neutralité; il n'y avait
ie l'Espagne, la Suède et la Russie qui témoignassent une
alveillance peu redoutable. Mais les émigrés n'en continuaient
s moins leurs apprêts de guerre; les frères du roi avaient pro-
sté contre l'acceptation de la constitution, qu'ils disaient n'être
s sincère, protestation qui avait fait grand bruit et encouragé
migration; les journaux royalistes se vantaient follement des
ux mille officiers qui avaient déjà abandonné l'armée, des
inze mille gentilshommes rassemblés à Coblentz, des quatre
nt mille étrangers qui s'apprêtaient à les soutenir.

Louis désirait ardemment le « retour des émigrés, qui aurait
t revivre le parti royaliste entièrement désorganisé; » il sen-
it tout le danger de leurs bravades; il voyait le peuple qui
it plein de défiance, les journaux et les clubs qui parlaient
jà de trahison, l'Assemblée qui allait être entraînée à des lois
rigueur qu'il était résolu d'avance à ne pas sanctionner. Il
donc une proclamation aux réfugiés de Coblentz [1791, 14 oc-
bre], pour les assurer de son adhésion libre et sincère à la

[redacted]

constitution et les engager à revenir en France. Cette proclamation ne fut pas écoutée des émigrés, qui étaient convenus de regarder comme forcées toutes les démarches du roi, sans s'inquiéter de la position périlleuse où ils le mettaient en le taxant ainsi de mensonge. Les princes eux-mêmes s'en étaient expliqués à Louis en ces termes : « Si l'on nous parle de la part de ces gens-là (l'Assemblée), nous n'écouterons rien ; si c'est de la vôtre, nous écouterons, mais nous irons droit notre chemin. Ainsi, si l'on veut que vous nous fassiez dire quelque chose, ne vous gênez pas (1). »

En face des manœuvres royalistes à l'intérieur et à l'extérieur, l'Assemblée dut commencer la tâche que lui avait laissée l'Assemblée constituante, c'est-à-dire préparer la guerre ; et, pour cela, elle prit sur-le-champ une position nettement révolutionnaire et sortit des voies constitutionnelles, qu'elle trouvait insuffisantes. D'ailleurs, comme elle voyait le roi entouré de prêtres réfractaires et qu'elle soupçonnait sa correspondance secrète avec Coblentz (2), elle voulait savoir ce qu'elle pourrait attendre ou craindre de lui dans la lutte qu'elle engageait. Elle s'occupa d'abord de l'extérieur, et décréta [9 novembre] : 1° que le comte de Provence était sommé de rentrer dans le royaume avant deux mois, sous peine de perdre son droit éventuel à la régence ; 2° que les Français rassemblés au delà du Rhin étaient suspects de conjuration ; que s'ils étaient encore en état de rassemblement au 1er janvier prochain, ils seraient poursuivis comme coupables et punis de mort ; les revenus des contumaces devaient être perçus au profit de la nation, sans préjudice des droits des femmes et des enfants.

Le roi sanctionna le premier décret et opposa son *veto* sur le second. Pour atténuer l'effet de ce *veto*, il fit une nouvelle proclamation aux émigrés, les engageant à faire cesser les défiances par leur retour, leur prouvant sa liberté par son *veto*, les menaçant de mesures sévères. Cela ne ramena ni les émigrés, qui continuèrent leurs rassemblements, ni le peuple, qui conclut sur-le-champ qu'il était impossible au roi de ne pas faire cause commune avec les ennemis de la révolution. « En refusant de sanctionner le décret contre les émigrants, dit Camille Desmou-

(1) Pièces de l'armoire de fer.
(2) Mém. de madame Campan, t. II, p. 172.

lins, le roi sanctionne leurs criminels projets... Avant peu la nation se trouvera placée entre la nécessité de se laisser égorger ou celle de désobéir, c'est-à-dire entre la servitude et l'insurrection... La prétendue sincérité du roi est une dérision. »

L'Assemblée fut très-irritée du *veto* royal; mais elle persista dans la voie qu'elle suivait, et elle chercha à se garantir de la guerre civile par des mesures extra-légales contre les prêtres réfractaires. Aucune considération religieuse ne pouvait l'arrêter : car elle était, plus encore que l'Assemblée précédente, imbue d'idées voltairiennes, et les Girondins disaient hautement : « Notre Dieu c'est la loi, nous n'en connaissons pas d'autre. » Elle décréta [29 nov.] : que les prêtres insermentés seraient privés de la pension qui leur avait été donnée en indemnité de la vente de leurs biens; qu'ils ne pourraient plus excercer le culte, même dans des maisons particulières; qu'ils étaient déclarés suspects de révolte et mis sous la surveillance des autorités. S'il survenait des troubles religieux dans la commune qu'habitait un réfractaire, celui-ci pouvait être changé de résidence par les autorités départementales, lesquelles devaient envoyer à l'Assemblée la liste des prêtres insermentés.

Ces mesures iniques étaient réellement de la persécution. Tout le parti constitutionnel se souleva contre elles; le directoire de Paris supplia le roi de les empêcher, et Louis y mit son *veto* en disant: « On m'ôtera plutôt la vie que de sanctionner un tel décret. » Il était parfaitement dans la constitution en s'opposant à des lois qui en violaient tous les principes; mais il n'était pas dans la révolution: son *veto* sur les émigrés et sur les prêtres apportait, pour ainsi dire, la guerre étrangère et la guerre civile; et dès lors tout fut rompu entre lui et le peuple. Ce n'était pas la force légale qui lui manquait, c'était la force d'opinion: son pouvoir, quelque absurdement restreint qu'il fût, aurait peut-être suffi dans des temps ordinaires; mais la situation était tellement révolutionnaire, qu'en faisant un légitime usage de sa prérogative, il passait pour traître. Le peuple s'inquiétait peu si les mesures proposées étaient constitutionnelles: il était envers les royalistes ce que nous l'avons vu au seizième siècle envers les protestants, plein de défiance et de fureur, voulant lier les mains à ses ennemis, croyant tout juste et bon contre eux, criant à la trahison contre le pouvoir qui n'avait pas toutes ses passions. Pour obtenir sa confiance, il

eût fallu se montrer aussi révolutionnaire que lui, se mettre en avant de tous ses désirs, satisfaire à toutes ses haines; et Louis XVI, depuis le commencement de son règne, n'avait jamais cédé aux exigences populaires qu'avec répugnance et par crainte : aussi se trouvait-il toujours en arrière de ces exigences, et il s'ensuivait que, plus il perdait, plus il était obligé de perdre. Maintenant encore, résigné à la position qu'on lui avait donnée, il croyait faire tout son devoir en se tenant dans les limites de la constitution; mais le peuple voulait de la passion et non de la résignation; d'ailleurs il ne pouvait estimer cette résignation sincère : il se souvenait du voyage de Varennes; il s'épouvantait de voir la défense de la révolution aux mains d'un homme qui en était l'ennemi naturel; il regrettait toutes les armes qu'on avait données au roi contre la nation : le veto, 30 millions, l'initiative de la guerre, etc.

§ III. Apprêts de guerre. — Ministère girondin. — Déclaration de guerre. — Cependant les souverains étrangers, excités, soit par la lutte du roi et de l'Assemblée, soit par les sollicitations de la cour, avaient repris leurs projets hostiles : les ambassadeurs français étaient partout maltraités, les voyageurs français proscrits; l'Autriche, la Prusse, le Piémont levaient des troupes; l'Espagne et la Russie menaçaient; le roi de Suède, glorieux de la victoire qu'il avait remportée sur sa noblesse, voulait conduire la croisade des rois contre la révolution française. Les alarmes des patriotes et leurs défiances contre le pouvoir exécutif devinrent plus vives, et Louis XVI essaya de les apaiser. Il signifia [20 déc.] aux électeurs de Trèves et de Mayence que, s'ils n'empêchaient les rassemblements des émigrés, ils seraient considérés comme ennemis de la France; il écrivit à l'empereur pour qu'il interposât son autorité auprès de ces deux princes; enfin il déclara à l'Assemblée que, dans le cas où il n'aurait pas satisfaction, il ne lui resterait plus qu'à proposer la guerre. Les électeurs ne dissipèrent pas les rassemblements; la diète de Ratisbonne demanda la réintégration des princes possessionnés en Alsace; l'empereur déclara que, si les électeurs étaient attaqués, il les soutiendrait. Louis fit dire à l'Assemblée que si, au 15 janvier, les rassemblements n'étaient pas dispersés, il emploierait la force des armes. L'Assemblée applaudit à ce langage : elle décréta d'accusation les frères du roi et le prince de Condé, et priva le comte de Provence de ses

s à la régence. Trois armées furent formées sous le commandement de Luckner, La Fayette et Rochambeau, les seuls raux qui n'eussent pas émigré. Rochambeau avait qua-huit mille hommes de Dunkerque à Philippeville; La tte, cinquante-deux mille de Philippeville à Lauterbourg; ner, quarante-deux mille de Lauterbourg à Bâle. Une rième armée, commandée par Montesquiou, devait observer lpes. Mais toutes les troupes étaient désorganisées et sans pline, les officiers mal disposés, les places désarmées, les iaux vides. Cependant on fit, avec beaucoup d'ardeur et un le confusion, d'immenses apprêts; la guerre devint la pen- iniverselle : elle était demandée par les Feuillants pour lle rendît du crédit au gouvernement, et par les Girondins que la révolution y trouvât un dénoûment. Les Monta-ds seuls la blâmaient, parce que, inquiets des troubles in-urs, ils se défiaient d'une guerre qui serait proposée par s XVI, préparée par les Feuillants, dirigée par La Fayette. s hostilités devenaient imminentes; mais le roi, étant le unique des projets de l'étranger, n'avait pas regagné la iance populaire : ses démonstrations de dévouement pas-it pour des manœuvres perfides; ses deux *veto* laissaient urs la révolution sans défense contre ses ennemis; ses mi-es étaient accusés d'intrigues contre la constitution, ou de spondance avec les étrangers. Un seul avait la confiance Assemblée : c'était le jeune Narbonne, qui avait été récem-t porté au ministère de la guerre par les Feuillants, et qui ganisait l'armée avec la plus grande activité; mais il n'était imé du roi, qui se voyait ainsi dominé par les constitution-et contraint à la guerre. Cependant il était impossible à emblée de laisser la conduite des opérations à un gouver-ent suspect de trahison, et les Girondins auraient voulu hir le ministère, pour surveiller, dominer, enchaîner le t sauver ainsi légalement la révolution. Ils s'élevaient avec nce contre Bertrand de Molleville, ministre de la marine, lessart, ministre des affaires étrangères, qui avaient, di-on, suscité la coalition pour effrayer la France, et ils sou-ent Narbonne, qui était en lutte avec ces deux ministres. onne fut destitué. Les Girondins accusèrent de trahison and et Delessart. Le premier était l'homme de confiance reine; il essayait habilement de faire la contre-révolution

[redacted]

par l'intérieur, surtout en rendant la constitution impraticable : l'Assemblée déclara qu'il avait perdu la confiance de la nation. Le second était en correspondance avec les émigrés, et les réponses de l'empereur avaient été concertées entre lui et le prince de Kaunitz : convaincu d'avoir « professé des doctrines inconstitutionnelles en face de l'étranger, » il fut envoyé devant la haute cour d'Orléans, instituée récemment pour juger les crimes de lèse-nation [1792, 10 mars]. Tous les autres ministres donnèrent leur démission.

Le roi, effrayé de cette attaque, résolut de s'allier aux dominateurs de l'Assemblée, et il prit son ministère dans l'opinion de gauche [24 mars] : il donna la guerre à Servan, les finances à Clavière, l'intérieur à Roland. C'étaient trois Girondins prononcés, principalement le dernier, homme instruit, austère et courageux, que gouvernait une femme belle, ardente, spirituelle, âme de la Gironde, et qui communiquait à ce parti son enthousiasme philosophique et républicain. Les autres ministres furent : Duranthon à la justice, Lacoste à la marine, le général Dumouriez aux affaires étrangères. Ce dernier, avec du génie politique et militaire, une vaste ambition, des talents de premier ordre, n'était encore, à l'âge de cinquante ans, qu'un aventurier qui avait passé sa vie dans les intrigues diplomatiques. Haï des Feuillants, lié avec la Gironde, aimé des Jacobins, il fut l'homme important du ministère, et plut à Louis par son caractère, son esprit, son audace, son sang-froid, ses ressources infinies, enfin en lui persuadant qu'il ne cherchait la popularité que pour sauver le trône.

Avec un ministère ainsi composé, la guerre devenait inévitable, et la diplomatie française prit, dans la bouche de Dumouriez, le langage le plus ferme et le mieux résolu. L'Autriche avait envoyé quarante mille hommes dans les Pays-Bas, vingt mille sur le Rhin ; elle venait de signer un traité d'alliance avec la Prusse, « pour mettre un terme aux troubles de la France; » enfin Léopold, dont l'humeur pacifique ne se prêtait qu'avec répugnance à tous ces apprêts d'hostilités, vint à mourir et eut pour successeur son neveu François, qui prit le titre de roi de Bohême et de Hongrie, en attendant son élection à l'empire [1792, 1er mars]. Celui-ci, jeune et tout disposé à la guerre, répondit aux sommations de Dumouriez en demandant la restauration de la monarchie française sur les bases de la déclaration

u 23 juin, le rétablissement des ordres, la restitution des biens u clergé, etc. C'était une déclaration de guerre, et toute la rance en fut saisie d'indignation. Alors le roi se rendit à l'Asemblée avec tous ses ministres, et, après un rapport où Dumouriez exposa la marche et les résultats des négociations, il roposa, « aux termes de la constitution, la guerre contre le roi le Bohême et de Hongrie » [20 avril]. Cette proposition fut acueillie par une vive émotion et des cris de : Vive le roi! et, près une discussion approfondie, la guerre fut décrétée. C'était a guerre de vingt-cinq ans, et la plus solennelle de l'histoire.

§ IV. Échecs de l'armée française. — Décrets contre les rêtres et pour l'établissement d'un camp de fédérés. — Renoi du ministère girondin. — Malgré tant de menaces des puisances étrangères, il n'y avait que l'Autriche qui fût disposée commencer les hostilités : la Prusse et le Piémont préparaient eurs armements, mais l'Espagne et la Russie restaient immobiles; quant au roi de Suède, si ardent et résolu, il venait d'être assassiné. La France avait étonné l'Europe par sa déclaration le guerre; elle résolut de la surprendre par une invasion, et Dumouriez conçut le plan de conquérir la Belgique, toujours remuante sous la domination autrichienne. D'après ses ordres, trois colonnes de Rochambeau se dirigèrent sur Furnes, Tournay et Mons, pendant que La Fayette se portait de Stenay sur Namur. La colonne qui marchait sur Tournay [28 avril], forte de quatre mille hommes et commandée par Dillon, se débanda dès qu'elle vit l'ennemi, en criant : « Nous sommes trahis! » Elle abandonna ses canons, massacra son général et rentra à Lille. La colonne qui marchait sur Mons, commandée par Biron et forte de dix mille hommes, engagea un combat près de Jemmapes contre six mille Autrichiens; mais dès les premiers coups elle s'enfuit en criant à la trahison. A la nouvelle de ces déroutes, le corps qui marchait sur Furnes et l'armée de La Fayette s'arrêtèrent.

Ces premiers échecs, où la trahison semble certaine sans qu'elle ait été prouvée, firent jeter des cris de joie aux émigrés, qui crurent toutes leurs espérances vérifiées. Mais les Autrichiens n'en profitèrent pas : leurs généraux ne firent que des fautes, et ils restèrent sur la défensive en attendant l'arrivée des Prussiens. Quant aux Français, leur indiscipline en fut augmentée; Rochambeau donna sa démission, et les trois

armées n'en formèrent plus que deux : celle du Nord, sous la Fayette, de Dunkerque à la Moselle; celle de l'Est, sous Luckner, de la Moselle au Jura. Luckner, qui n'avait jamais été qu'un bon officier de hussards, montra une grande ignorance; la Fayette était moins occupé de l'ennemi que des troubles de l'intérieur; et les hostilités se bornèrent, pendant trois mois, à des escarmouches insignifiantes.

Les défaites de Tournay et de Mons jetèrent la consternation en France et augmentèrent l'irritation et la défiance populaires. Les Jacobins, qui voyaient leurs craintes justifiées, en devinrent plus violents; Marat, qui n'avait cessé depuis trois ans de demander « cinq à six cents têtes, pour assurer le repos et le bonheur de la France, » Marat, du fond des souterrains où il échappait à l'autorité publique, renouvela ses atroces conseils : « La première chose que l'armée ait à faire, dit-il, c'est de massacrer ses généraux. » Et de telles paroles étaient écoutées sans dégoût, parce que la crainte des trahisons dominait tous les sentiments, parce qu'on ne voyait que conspirations autour de soi : aussi y avait-il une fureur ignoble de délations; aussi les journaux dénonçaient-ils sans cesse les moindres mouvements de la cour, les troubles excités par les prêtres réfractaires, le *comité autrichien* que dirigeait la reine, la garde constitutionnelle du roi composée de royalistes et portée de dix-huit cents hommes à six mille; aussi le peuple, plein de frayeur et de colère, commençait-il à vouloir gouverner, pour n'être trahi ni par la cour, ni par l'Assemblée, ni par la garde nationale. Ce fut alors que, par le conseil des Jacobins, il se forma en troupes armées de piques, et Pétion eut soin de régulariser cet armement : son bonnet de laine rouge devint le bonnet de la liberté et fut porté par tous les patriotes; enfin il se fit gloire du nom de *sans-culottes* que les royalistes lui avaient donné, et ce nom hideux devint bientôt synonyme de révolutionnaire.

L'Assemblée se trouva encore entraînée dans des voies violentes pour sauver la révolution. Elle se déclara en permanence et décréta : 1° que les directoires des départements étaient autorisés à prononcer la déportation contre les prêtres réfractaires, sur la simple dénonciation de vingt citoyens [27 mai]; 2° que la garde constitutionnelle du roi serait licenciée pour être sur-le-champ recomposée, et que son chef, Brissac, serait envoyé devant la haute cour d'Orléans [29 mai]; 3° qu'il serait formé à Paris, à

l'occasion de la fête du 14 juillet, un camp de vingt mille fédérés des départements destiné à protéger la capitale contre l'invasion étrangère [8 juin]. Cette dernière mesure avait été proposée par Servan, sans qu'il en prévînt ses collègues, et elle avait pour but de donner aux Girondins, contre le pouvoir royal et la garde nationale de Paris, une armée composée des révolutionnaires les plus exaltés de la France. « C'était, disait la reine, une armée de vingt mille brigands pour gouverner Paris. » Le roi donna sa sanction au deuxième décret et refusa de recomposer sa garde; mais il était résolu à repousser les deux autres, et il se crut soutenu par l'opinion publique en voyant le décret sur le camp désapprouvé par une pétition de huit mille gardes nationaux et par une partie de son ministère.

Alors les Girondins résolurent d'en venir à une explication définitive, et Roland écrivit au roi une lettre dure jusqu'à l'insulte [10 juin], mais qui résumait nettement la situation de Louis XVI en face de la révolution : «.... Votre Majesté jouissait de grandes prérogatives qu'elle croyait appartenir à la royauté. Élevée dans l'idée de les conserver, elle n'a pu se les voir enlever avec plaisir; le désir de se les faire rendre était aussi naturel que le regret de les voir anéantir. Ces sentiments ont dû entrer dans le calcul des ennemis de la révolution : ils ont compté sur une faveur secrète, jusqu'à ce que les circonstances permissent une protection déclarée. Ces dispositions ne pouvaient échapper à la nation elle-même, et elles ont dû la tenir en défiance. Votre Majesté a donc été constamment dans l'alternative de céder à ses affections particulières ou de faire des sacrifices exigés par la nécessité, par conséquent d'enhardir les rebelles en inquiétant la nation, ou d'apaiser celle-ci en vous unissant à elle. Tout a son terme, et celui de l'incertitude est arrivé... La déclaration des droits est devenue un évangile politique, et la constitution française une religion pour laquelle le peuple est prêt à périr... Tous les sentiments ont pris l'accent de la passion... La fermentation est extrême ; elle éclatera d'une manière terrible, à moins qu'une confiance raisonnée dans les intentions de Votre Majesté ne puisse enfin la calmer; mais cette confiance ne s'établira pas sur des protestations, elle ne saurait plus avoir pour base que des faits... Il n'est plus temps de reculer; il n'y a même plus moyen de temporiser : la révolution est faite dans les esprits; elle s'achèvera au prix du sang, et sera cimentée par lui si la

sagesse ne prévient pas les malheurs qu'il est encor d'éviter... Encore quelque délai, et le peuple contri apercevoir dans son roi l'ami et le complice des consp

Cette lettre décida la rupture : le roi renvoya Rolan et Servan [12 juin] ; c'était de l'avis de Dumouriez, qu encore des voies de salut, mais qui voulait que les de fussent sanctionnés. Louis refusa, déclarant « que son pris et que nulle menace ne pourrait l'en détourner. riez donna sa démission. Alors le malheureux roi to un abattement voisin de la stupidité et désespéra de Il fallut les larmes de la reine pour le tirer de cet é alla jusqu'à lui dire que s'il fallait périr, ce devait honneur et sans attendre qu'on vînt les étouffer l'un sur le parquet de leur appartement [1]. » Louis appela au Lajard, Chambonas, Terrier-Monciel, hommes inconn tenant au parti feuillant, qui étaient tout dévoués croyaient aveuglément à la constitution, sans rien co à la situation révolutionnaire et aux dangers extéri France [2]. De tels choix semblaient indiquer que Louis plus sortir de sa position par les voies constitution effet, il envoya aux émigrés et aux coalisés Mallet-Dupa d'instructions secrètes, dans lesquelles il représentait a rains d'Autriche et de Prusse la nécessité de se faire d'un manifeste où ils déclareraient qu'ils faisaient la g à la nation, mais à une faction, qu'ils prenaient la d gouvernements légitimes contre l'anarchie, qu'ils n'a cune pensée de démembrement, qu'ils n'imposeraien à personne, mais rendraient l'Assemblée et toutes les responsables de tous attentats commis sur la personne

§ V. Efforts du parti constitutionnel. — Lett Fayette a l'Assemblée. — Cependant le renvoi des girondins avait excité la plus grande fermentation : le disaient que c'était le signal de la contre-révolution; l'A déclara que les trois ministres emportaient les regrets

(1) Madame Campan, t. II, p. 205.

(2) « Notre opinion était si connue avant notre nomination, que nou ccueil très-défavorable de l'Assemblée, que la populace nous insulta sieurs députés allèrent jusqu'aux injures les plus grossières. » (Mém. m général Lajard.)

(3) Bertrand de Molleville, t. VIII, p. 59.

tion, et elle envoya la lettre de Roland aux quatre-vingt-trois départements; les Girondins songèrent à reprendre le pouvoir en effrayant le roi par la multitude. Alors les Feuillants cherchèrent à sauver le trône en ralliant toutes les nuances de l'opinion constitutionnelle. Lally, Malouet, Duport, Barnave, La Fayette s'entendirent; mais ils ne trouvèrent à s'appuyer sur personne; la cour leur refusa toute confiance; la garde nationale était fatiguée et désorganisée; l'Assemblée était dominée par la Gironde; enfin il n'y avait pas dans ce parti l'unité de but qui donnait tant de force à leurs adversaires, et c'était avec une répugnance marquée que Lally donnait la main à La Fayette. La Fayette était pourtant la tête et l'âme des constitutionnels; son armée semblait leur unique ressource; c'était lui que les Girondins et les Montagnards surveillaient, redoutaient, détestaient, en faisant de lui tantôt un nouveau Monk, tantôt un nouveau Cromwell. Mais La Fayette, si courageux, si loyal, si bienveillant, manquait de génie politique, et, trop amoureux d'applaudissements, il n'était plus lui-même lorsqu'il combattait les passions populaires. Cependant, avec plus de dévouement que de prudence, il n'hésita pas à déclarer la guerre aux Jacobins, et il écrivit à l'Assemblée [1792, 18 juin] : « .... Cette faction a causé tous les désordres; c'est elle que j'en accuse hautement! Organisée comme un empire à part, aveuglément dirigée par quelques chefs ambitieux, cette secte forme une corporation distincte au milieu du peuple français, dont elle usurpe les pouvoirs en subjuguant ses représentants et ses mandataires... Pour que nous, soldats de la liberté, combattions avec efficacité et mourions avec fruit pour elle, il faut que le régime des clubs, anéanti par vous, fasse place au règne des lois, leurs usurpations à l'exercice ferme et indépendant des autorités constituées, leurs maximes désorganisatrices aux principes de la liberté, leur fureur délirante au courage calme et constant d'une nation qui connaît ses droits et les défend.... »

Ce manifeste des constitutionnels n'était qu'une courageuse maladresse; il fit perdre à La Fayette le reste de sa popularité, et donna à son parti, aux yeux de la multitude, une position déclarée d'ennemi de la liberté. En temps de révolution, la modération paraît tellement un contre-sens, qu'elle passe presque toujours pour de la perfidie et de la trahison. Il suffisait que le salut du roi fût invoqué également par les Feuillants et par les

émigrés pour que ceux-là devinssent autant que ceux-ci odieux au peuple. Plus la situation devenait révolutionnaire, moins la position toute constitutionnelle des Feuillants avait de chances de succès. Aux yeux des émigrés, ils étaient confondus avec les Jacobins ; aux yeux du peuple, avec les étrangers ; ils voulaient sauver le trône, et la cour n'avait en eux nulle confiance ; ils voulaient sauver la constitution, et le peuple les regardait comme des traîtres. Les Feuillants ne pouvaient donc qu'être victimes : ils le furent des Jacobins ; ils l'auraient été de même des émigrés.

§ VI. Insurrection du 20 juin. — La lettre de La Fayette décida les Jacobins à obtenir la sanction des décrets et le rappel des ministres patriotes par une insurrection. Le peuple n'avait en réalité pas de chefs, et il n'était vraiment mené que par son instinct révolutionnaire ; seulement il mettait à sa tête des hommes fort médiocres, mais qui avaient complétement ses passions, et ne reculaient devant aucun excès dès qu'il fallait se débarrasser des aristocrates. Ces hommes étaient le brasseur Santerre, qui dominait le faubourg Saint-Antoine ; Alexandre, commandant un bataillon du faubourg Saint-Marceau ; le boucher Legendre, l'orfèvre Rossignol, Fournier, Panis, Sergent, etc. Ils communiquaient avec les chefs du parti populaire dans les clubs, l'Assemblée, la municipalité, avec Robespierre, Chabot, Pétion, etc. Par leurs conseils, ils résolurent de faire marcher la multitude en armes sur l'Assemblée et le château, sous le prétexte de leur présenter des pétitions, et de fêter l'anniversaire du serment du Jeu de paume. La demande de se rassembler en armes fut adressée à la municipalité, qui la rejeta ; les apprêts n'en continuèrent pas moins, et Santerre déclara que « rien ne pourrait empêcher les faubourgs de marcher. — La garde nationale, disait-il aux ouvriers, n'aura pas d'ordre, et M. Pétion sera là. » Le directoire du département invita le maire à dissiper les rassemblements par la force ; mais Pétion se contenta d'ordonner au commandant général de doubler les postes et de consigner les six bataillons des deux faubourgs ; il dit même au directoire : « A la manière dont se conduit le pouvoir exécutif, il ne faudrait pas s'étonner que l'indignation publique ne produisît des événements fâcheux. » En effet, les bataillons des faubourgs, avec leurs canons et la multitude armée de piques, repoussèrent les ordres de la municipalité, se mirent en marche

r la rue Saint-Honoré, et arrivèrent devant le Manége. L'Assem-
ée était dans une vive agitation. Rœderer, procureur-syndic du
partement [1], vint lui demander de faire exécuter les lois con-
e les attroupements armés : « Il ne faut pas renouveler la scène
Champ-de-Mars, » dit Vergniaud ; et l'Assemblée, qui avait
usieurs fois souffert que des pétitionnaires armés se présen-
ssent à elle, admit la foule qui s'entassait à ses portes. « Le peuple
t debout, dit l'orateur de la multitude, et prêt à se servir des
ands moyens pour venger sa majesté outragée... Il est temps
mettre à exécution l'article 2 de la déclaration des droits...
ous demandons que vous pénétriez la cause de l'inaction de
os armées. Si elle dérive du pouvoir exécutif, qu'il soit
néanti. »

Ensuite les pétitionnaires, au nombre de vingt à trente mille,
éfilèrent dans la salle. On voyait d'abord des femmes et des
nfants portant les tables de la déclaration des droits avec des
ranches de peuplier ; puis des ouvriers sans habits, armés de
usils, de piques, de bâtons, et portant des culottes déchirées
our étendards ; puis des bataillons de garde nationale. Tout
ela chantait, dansait et faisait retentir la salle des cris : Vive
a nation ! vivent les sans-culottes ! à bas les prêtres ! à bas le
eto ! les aristocrates à la lanterne ! « Les applaudissements
es tribunes, les cris du peuple, les chants civiques, les ru-
eurs confuses, le silence plein d'anxiété de l'Assemblée, com-
osaient une scène étrange et affligeante, même pour les députés
ui voyaient un auxiliaire dans la multitude. Hélas ! pourquoi
ut-il que dans les temps de discordes la raison ne suffise pas ?
ourquoi ceux qui appelaient les barbares disciplinés du Nord
bligeaient-ils leurs adversaires à appeler ces autres barbares
disciplinés, tour à tour gais ou féroces, qui pullulent au sein
s villes et croupissent au-dessous de la civilisation la plus
illante [2] ? »

La foule, en sortant de la salle, suivit la terrasse des Feuil-
nts [3], et elle devait, les portes du jardin étant fermées et

[1] Le procureur-syndic était le premier magistrat du département et une sorte de
efet populaire. Il était élu.

[2] Thiers, t. II, p. 135

[3] Le bâtiment du Manége et le couvent des Feuillants étaient situés sur l'em-
cement de la rue Rivoli et de la rue Castiglione. Ils avaient leur entrée princi-
e par la rue Saint-Honoré, en face de la place Vendôme ; l'espace occupé aujour-

gardées, regagner la rue Saint-Honoré par la cour du Manége; mais une des grilles fut forcée, et le défilé continua le long de la façade du château, devant lequel étaient rangés dix bataillons de garde nationale. Quatorze autres bataillons étaient dans le château, les cours et la place du Carrousel. La foule sortit du jardin par la porte du pont Royal, suivit le quai et se pressa aux portes de la place ([1]). La garde résista; mais les officiers municipaux firent ouvrir les portes, et le peuple, envahissant le Carrousel, s'entassa devant la cour Royale. La garde nationale résista encore; mais Santerre arriva avec du canon, et deux officiers municipaux ordonnèrent d'ouvrir la porte. Alors la foule se précipita dans la cour, entra dans le château et gravit le grand escalier en portant à bras une pièce de canon. « Nul obstacle, nulle résistance, ni à l'entrée du château, ni à celle des appartements; pas un homme pour la défense, pas un garde national à son poste, pas une porte barricadée ([2]). »

Le roi était dans son cabinet, n'ayant autour de lui que ses ministres, des officiers de la garde nationale et quelques anciens serviteurs : on l'engagea à se montrer; il n'hésita pas. La porte était ébranlée par les coups de hache; il ordonna de l'ouvrir au moment où le panneau tomba : « Me voici ! » dit-il à cette cohue furieuse, qui brandissait ses armes. Ses serviteurs l'entourent pour qu'il ne soit pas écrasé par la foule, le poussent dans une embrasure de fenêtre, et le font monter sur une table, où il est protégé par quelques gardes nationaux. « A bas le *veto!* criait le peuple; le rappel des ministres! le décret sur les prêtres! le camp de vingt mille hommes! » Le boucher Legendre parvint à obtenir quelque silence, et lui dit: « Monsieur... oui, monsieur ! écoutez-nous ; vous êtes fait pour nous écouter... Vous êtes un perfide, vous nous avez toujours trompés, vous nous trompez encore; mais prenez garde à vous: la mesure est à son comble, et le peuple est las de se voir votre jouet. » Puis il lut une sorte de pétition sur les deux dé-

d'hui par la rue Rivoli jusqu'aux Tuileries comprenait la cour du Manége, qui avait une entrée près de la rue du Dauphin, et cette cour était fermée, du côté de la terrasse des Feuillants, par un mur remplacé aujourd'hui par une grille.

([1]) Le Carrousel, moins spacieux que la place qui existe aujourd'hui, était coupé par plusieurs petites rues. L'espace entre la grille et le château était occupé par trois cours fermées de bâtiments : celle du milieu était appelée cour Royale.

([2]) Rœderer, Chronique des cinquante jours.

rets. Louis, devant cette foule hideuse qui l'injuriait et le me-naçait de ses armes, montra la plus noble fermeté. « Je ferai ce que la constitution m'ordonne de faire, » répondit-il à toutes es clameurs. On lui présenta un bonnet rouge : il le mit sur a tête; on lui offrit un verre de vin : il le but sans hésiter. Le malheureux roi, si faible dans son intérieur, et qui manquait otalement du courage d'action, trouvait dans sa résignation chrétienne ce courage passif qui résiste à l'outrage par l'inertie.

Cependant la cohue augmentait sans cesse ; mais « la masse générale paraissait n'être qu'égarée, ou entraînée, ou amenée par la curiosité, et ne pas se douter que c'était une offense faite au roi que de violer son palais. » Il y avait deux heures que durait cette horrible confusion, dont personne ne voyait ni le but ni la fin; la garde nationale était immobile ou mêlée au peuple; des députations de l'Assemblée n'avaient pu se faire entendre; enfin le maire arriva. « Citoyens, cria-t-il, vous venez de présenter votre vote au représentant héréditaire de la nation; vous ne pouvez aller plus loin. Le roi verra dans le calme et la réflexion ce qu'il a à faire. » Mais les clameurs et les menaces continuaient... « Retournez dans vos foyers. En restant plus longtemps, vous donneriez occasion aux ennemis du bien public d'envenimer vos respectables intentions. Allez, vous avez agi avec la fierté et la dignité d'hommes libres. » Ordre fut donné d'ouvrir les appartements; le peuple commença à défiler avec tumulte, mais sans colère, entre deux haies de gardes nationaux ; et il passa en les saluant avec respect devant la reine et ses enfants, qui s'étaient établis dans la salle du con-seil pour diviser la curiosité populaire et favoriser ainsi le dé-filement (1). Alors le roi effectua sa retraite au milieu d'un carré formé par les députés et les grenadiers, et il se jeta par une porte dérobée dans son appartement intérieur. Le château ne fut entièrement évacué qu'à dix heures du soir.

§ VII. RÉACTION INFRUCTUEUSE DES CONSTITUTIONNELS. — LA FAYETTE DEMANDE LA PUNITION DES AUTEURS DU 20 JUIN. — Cette insurrection avortée faillit perdre les Girondins et relever la royauté. Tout le parti constitutionnel, la moitié de la garde na-tionale, soixante-seize directoires de département se pronon-cèrent énergiquement contre le 20 juin. Paris envoya au roi

(1) Mém. manuscrits de Lajard.

une adresse qui portait, dit-on, vingt mille signatures. Le directoire du département ordonna des poursuites contre les auteurs de l'insurrection et contre Pétion, qui l'avait presque ouvertement favorisée. Enfin, La Fayette se chargea d'exprimer les sentiments de l'armée; et il résolut d'aller à Paris pour réunir contre les Jacobins la cour et les constitutionnels, et en finir avec eux par la force. Après avoir pris ses mesures contre l'ennemi, il partit, parut à la barre de l'Assemblée, avoua sa lettre du 18, et témoigna l'indignation de son armée sur les délits et violences du 20 juin : « Je supplie, dit-il, l'Assemblée d'ordonner que les instigateurs de cette journée soient promptement punis, de détruire une secte qui envahit la souveraineté, tyrannise les citoyens, et dont les débats publics ne laissent aucun doute sur l'atrocité des projets de ceux qui la dirigent. » Après une violente discussion, sa pétition fut renvoyée à une commission; mais ce fut là tout ce qu'il obtint de l'Assemblée : il n'échappa même que difficilement à une mise en accusation pour avoir quitté son armée sans ordre. Il alla aux Tuileries; mais il fut accueilli par les courtisans avec des injures, par le roi avec froideur, et la reine défendit aux royalistes de le seconder. Cependant « La Fayette réunit chez lui tout ce qu'il put de citoyens de la garde nationale, et l'on promit de se réunir, le soir, aux Champs-Élysées; à peine cent hommes s'y trouvèrent. On s'ajourna au lendemain pour marcher sur les Jacobins, si l'on était trois cents : on ne s'y trouva pas trente [1]. » Le lendemain, La Fayette retourna à son armée, plein de douleur, mais non pas découragé. Il continua à offrir au roi son dévouement et son armée, d'accord avec Luckner, dont il avait vaincu la pusillanimité. « En vérité, écrivait-il à Lally, quand je me vois entouré de gens qui viennent de dix lieues pour me jurer qu'ils n'ont confiance qu'en moi, quand je me vois chéri de mon armée, sur laquelle les efforts jacobins n'ont aucune influence; quand je vois dans toutes les parties du royaume arriver des témoignages d'adhésion à mes opinions, je ne puis croire que tout est perdu. » Mais toutes ses offres furent rejetées. « Le meilleur conseil à donner à M. de La Fayette, répondit le roi, est de servir toujours d'épouvantail aux factieux en faisant bien

(1) Toulongeon, t. I, p. 280.

on métier de général ([1]). » C'est que la cour ne comptait plus ue sur les étrangers. La Prusse s'était déclarée contre la rance, ainsi que le Piémont; quatre-vingt mille hommes, commandés par le duc de Brunswick, se rassemblaient à Coblentz. uckner et La Fayette se tenaient sur la défensive, plus occupés les Jacobins que des ennemis, avec des armées désorganisées t auxquelles le gouvernement n'envoyait pas de renforts. Les oyalistes ne cachaient pas leur allégresse. La reine disait tout haut qu'elle serait délivrée avant un mois ([2]).

§ VIII. Mesures de défense de l'Assemblée. — Discours de Vergniaud contre le roi. — La patrie est déclarée en danger. — La marche des Prussiens fit oublier les attentats du 20 juin et rendit aux Jacobins toute leur puissance. Le peuple, en se voyant entouré d'ennemis, avec des désertions et des échecs à l'extérieur, la guerre civile à l'intérieur, un gouvernement qui endormait le pays et restait immobile devant le danger qu'il appelait secrètement, le peuple ne sentait plus que le désir de se sauver par la violence. La situation était terrible; la constitution ne fonctionnait plus, ses formes seules existaient; et l'Assemblée, qui partageait les terreurs du peuple, n'eut d'autre pensée que de se mettre en défense contre la cour. Le ministère ayant proposé la levée de quarante-deux bataillons de volontaires qui formeraient un camp de réserve à Soissons, l'Assemblée décréta que ceux de ces bataillons qui passeraient par Paris au 14 juillet assisteraient à la fête de la Fédération. C'était renouveler le camp des vingt mille et décréter une armée d'insurrection. Néanmoins le roi donna sa sanction. De plus, comme on se défiait de la garde nationale, il fut décidé que les états-majors des grandes villes seraient dissous et réélus. Enfin il fut proposé de déclarer la patrie en danger [1792, 3 juillet]: et, à cette occasion, Vergniaud déchira le voile respecté jusqu'alors, en démontrant que « c'était au nom du roi, pour venger la dignité du roi, pour défendre le roi, pour venir au secours du roi, que les princes français avaient soulevé les cours

([1]) Hist. parlem. de la Révol., t. XVII, p. 249.

([2]) « Elle me confia, raconte madame Campan, que tout marchait à la fois pour la délivrer, qu'elle avait l'itinéraire de la marche des princes et du roi de Prusse, que tel jour ils seraient à Verdun, tel autre dans un autre endroit, que le siége de Lille allait se faire... » (T. 1er, p. 230.)

de l'Europe, que s'était conclu le traité de Pilnitz, que l'Autriche et la Prusse avaient pris les armes... Tous les maux qu'on s'efforce d'accumuler sur nos têtes, tous ceux que nous avons à redouter, c'est le nom seul du roi qui en est le prétexte ou la cause ! Or, je lis dans la constitution : « Si le roi se met à la tête d'une armée et en dirige les forces contre la nation, ou s'il ne s'oppose pas par un acte formel à une telle entreprise qui s'exécuterait en son nom, il sera censé avoir abdiqué la royauté. » Alors, cherchant ce qu'il fallait entendre par un acte formel d'opposition, il demanda si le roi avait fait cet acte en n'instruisant pas l'Assemblée de la marche des Prussiens, en refusant le camp de réserve, en laissant le commandement à La Fayette, en n'envoyant pas des renforts à Luckner, etc. Puis, répondant au roi, qui pourrait se justifier en disant qu'il avait exécuté à la lettre la constitution : « O roi ! qui n'avez feint d'aimer les lois que pour conserver la puissance qui vous servirait à les braver ; la constitution, que pour qu'elle ne vous précipitât pas du trône où vous aviez besoin de rester pour la détruire ; la nation, que pour assurer le succès de vos perfidies, en lui inspirant de la confiance, pensez-vous nous abuser avec d'hypocrites protestations ? Était-ce nous défendre que d'opposer aux soldats étrangers des forces dont l'infériorité ne laissait pas même d'incertitude sur leur défaite ? Était-ce nous défendre que d'écarter les projets tendant à fortifier l'intérieur du royaume, ou de faire des préparatifs de résistance pour l'époque où nous serions déjà devenus la proie des tyrans ? Était-ce nous défendre que de ne pas réprimer un général qui violait la constitution, et d'enchaîner le courage de ceux qui la servaient ? Non, non, vous n'avez pas rempli le vœu de la constitution ! Elle est peut-être renversée ; mais vous ne recueillerez pas le fruit de votre parjure ! Vous ne vous êtes pas opposé par un acte formel aux victoires qui se remportaient en votre nom sur la liberté ; mais vous ne recueillerez pas le fruit de ces indignes triomphes ! Vous n'êtes plus rien pour cette constitution que vous avez si indignement violée, pour ce peuple que vous avez si lâchement trahi ! »

Ces révélations terribles et l'approbation que leur donna l'Assemblée augmentèrent les alarmes populaires. De plus, le directoire de Paris, statuant sur la conduite du maire dans la journée du 20 juin, le suspendit de ses fonctions. Enfin les ministres vinrent exposer la situation désastreuse du royaume et de l'ar-

née [1792, 10 juillet], et ils déclarèrent « que, dans un tel état e choses, ou plutôt dans un tel renversement de tout ordre, il eur était impossible d'entretenir la vie et le mouvement d'un aste corps dont tous les membres étaient paralysés, de défendre e royaume de l'anarchie qui, dans cet état d'impuissance publique, menaçait de tout engloutir; que conséquemment ils vaient tous donné leur démission. » « Leur but secret, écrivient-ils au roi, était de démontrer à la nation que l'Assemblée nationale voulait détruire toute espèce de gouvernement (1). » Leur démission ne fut pas acceptée.

Le lendemain, l'Assemblée déclara *la patrie en danger* [11 juill.], la levée de cinquante mille volontaires de la garde nationale. Ces décrets furent proclamés dans toutes les communes avec un cérémonial imposant. A Paris, la garde nationale était sur pied; le canon d'alarme tirait de moment en moment; des amphithéâtres étaient dressés sur les principales places; et sur une table couronnée de drapeaux, portée sur deux caisses de tambours, les officiers municipaux recevaient les enrôlements au bruit de la musique et des acclamations de la foule. Paris fournit ainsi trente-quatre bataillons de cinq à six cents hommes en moins de trois semaines; mais par la mauvaise administration du pouvoir exécutif, ils ne furent organisés que quinze jours après, et ne partirent qu'au commencement de septembre (2).

§ IX. Préparatifs d'insurrection. — Manifeste du duc de Brunswick. — Dispositions de la cour. — La déclaration du danger de la patrie exalta tous les sentiments révolutionnaires: l'agitation des masses se trouvait par là régularisée; la nation entière était debout, en armes, discutant ses intérêts, formant le gouvernement. Une foule de pétitions demandèrent la mise en accusation de la Fayette, la réintégration de Pétion, enfin la déchéance du roi, motivée sur ce que « Louis XVI ne pouvait diriger une guerre dont il était l'objet unique. » Cinq à six mille fédérés des départements, qui se dirigeaient sur le camp de réserve, arrivèrent à Paris: c'étaient des hommes d'une exaltation et d'une bravoure furieuses, qui déclarèrent à l'Assemblée qu'ils ne partiraient pas tant que les ennemis de l'inté-

(1) Pièces de l'armoire de fer, n° DXXI.

(2) Voir dans mon *Hist. de Paris* les noms de ces bataillons, ceux de leurs commandants, etc.

rieur ne seraient pas terrassés : « Et si la nation, dirent-ils, ne peut être sauvée par ses représentants, elle le sera par elle-même. » L'Assemblée, entraînée et dominée par les Jacobins, s'efforça de désarmer le pouvoir et d'armer le peuple par tous les moyens. Elle décréta : que les anciens gardes-françaises, disséminés l'année précédente dans l'armée, seraient réunis à Paris pour y former un corps de gendarmerie ; que le pouvoir exécutif éloignerait de la capitale toutes les troupes de ligne, sauf les Suisses, dont deux bataillons restèrent seuls à la garde des Tuileries ; que la suspension de Pétion, qui avait été confirmée par le roi, serait levée ; que les compagnies d'élite de la garde nationale, qui étaient toute la force de la bourgeoisie, seraient cassées ; qu'une commission extraordinaire examinerait si le roi s'était rendu coupable d'actes entraînant la déchéance.

Tout annonçait une révolution : les Girondins auraient désiré la faire par un changement de ministres et au moyen de l'Assemblée; mais, comme celle-ci était forcément enfermée dans les voies légales, les Montagnards ne pensaient qu'à une insurrection, et ils la préparèrent avec si peu de mystère qu'elle fut annoncée, pour ainsi dire, à heure et à jour fixes. Le plan en fut tracé par cinq chefs des fédérés auxquels s'adjoignirent le journaliste Carra, le sous-officier Westermann, Santerre, Alexandre, Fournier, Manuel, Desmoulins et Danton. Danton semblait le chef marqué de cette révolution : il était plein d'action sur la multitude par sa parole, ses formes athlétiques, ses passions fougueuses et brutales, son mélange de générosité et de férocité; c'était le peuple lui-même, avec ses vices, ses haines, ses misères, son audace, son intelligence. Pétion et le conseil général de la commune, dont Danton, Desmoulins, Panis, Sergent, etc., faisaient partie, promirent leur coopération inerte. Le noyau de l'armée insurrectionnelle devait être la troupe des fédérés, et l'avant-garde le bataillon des Marseillais, fort de cinq cents hommes. Ce bataillon s'était fait une terrible réputation sur sa route par sa fougue méridionale, sa bravoure sanguinaire, enfin par un chant civique qui venait de l'armée du Rhin, mais qui, sous le nom de *la Marseillaise*, devait retentir dans toute l'Europe et devenir l'hymne de la révolution (1).

(1) *La Marseillaise* était l'œuvre, paroles et musique, de Rouget-Delisle, officier du génie en garnison à Huningue.

Au milieu de l'effervescence causée par la déclaration du danger de la patrie et les apprêts d'une insurrection, quand les terreurs et les défiances populaires semblaient justifiées par des échecs à l'extérieur et des troubles religieux à l'intérieur, arriva le manifeste publié par le duc de Brunswick en entrant en campagne [28 juillet]. Il déclarait que l'empereur et le roi de Prusse n'étaient armés « que pour faire cesser l'anarchie dans l'intérieur de la France, arrêter les attaques portées au trône et à l'autel, rendre au roi sa liberté et le mettre en état d'exercer son autorité légitime. » Il sommait donc toutes les autorités civiles et militaires de se soumettre sur-le-champ au roi, leur légitime souverain : « tout garde national pris les armes à la main serait traité comme rebelle ; tous habitants qui oseraient se défendre seraient mis à mort et leurs maisons brûlées ; tous les membres de l'Assemblée nationale, du département, du district, de la municipalité et de la garde nationale de Paris étaient rendus responsables de tous les événements sur leur tête, pour être jugés militairement, sans espoir de pardon ; déclarant que, s'il était fait le moindre outrage à la famille royale et s'il n'était pas pourvu immédiatement à sa sûreté, Leurs Majestés impériale et royale livreraient Paris à une exécution militaire et à une subversion totale. »

Ce fougueux langage inspira au peuple une colère poussée jusqu'à la férocité. « Il n'y eut qu'un vœu, qu'un cri de résistance d'un bout de la France à l'autre ; et quiconque ne l'eût pas partagé, eût été regardé comme coupable d'impiété envers la patrie et la sainte cause de l'indépendance [1]. » Le roi se hâta de désavouer un écrit où l'on avait si absurdement exagéré les instructions données à Mallet-Dupan ; mais personne ne crut à sa sincérité ; et, en effet, ni lui ni ses ministres ne prenaient de mesures de défense contre l'invasion étrangère. Toutes les sections de Paris demandèrent sa déchéance [3 août]. Pétion transmit leur pétition à l'Assemblée, accusa hautement Louis XVI de trahison, et demanda la convocation d'une Convention nationale. La discussion sur cette question fut renvoyée au 9 août.

Devant de tels dangers, la cour gardait une incroyable sécurité. Il lui arriva de tous côtés des offres de secours, et même

(1) Mignet, t. I, p. 272.

de la part des Girondins, qui ne voulaient de la répu
qu'en désespoir de la monarchie. Louis repoussa tout. En
Fayette lui proposa un plan d'évasion parfaitement conç
concert avec Lally, Liancourt et autres royalistes dévoués
était prêt, hommes, argent, chevaux ; la famille royale
se retirer à Gaillon sous l'escorte des Suisses, et de là à R
en cas de revers, on avait l'Océan. Le roi sortit enfin de l
peur qui désespérait ses serviteurs, et consentit à fuir; m
reine refusa de « se mettre entre les mains de gens qui lui a
fait tant de mal. » « Autant vaut périr ici, dit-elle. Qu
soit le danger qui menace nos jours, le roi et moi reste
Paris : c'est l'avis du duc de Brunswick. » Son plan, qu'il
a fait communiquer, est de venir dans ces murs même
délivrer (1). »

§ X. Combat du 10 aout. — Prise des Tuileries. — L
est suspendu de ses fonctions. — Pendant ce temps, l'ins
tion préparait ses armes, pour ainsi dire, au grand jour ; d
ches menaçaient de la vengeance du peuple ceux qui osera
résister. Enfin, le 5 août, la section des Quinze-Vingts, qu
nait tout le mouvement aux autres, décide de marcher;
sur les représentations de Pétion, elle arrête que « si le
législatif ne prononce pas le 9 la déchéance du roi, si jus
droit ne sont pas faits au peuple, à minuit le tocsin sonne
générale battra, et tout se lèvera à la fois. » Quarante-si
tions adhèrent à cet arrêté; et l'une d'elles, la section M
seil, proclame la déchéance. Rœderer vient avertir l'Asse
de la situation de Paris, et celle-ci casse la délibération
section Mauconseil ; mais la municipalité ne publie pas
cret, et déclare les sections en permanence. En même t
l'Assemblée est forcée par les Jacobins de s'occuper de la
en accusation de la Fayette; mais, comme elle se voit
dée, elle veut résister, et quatre cent six voix contre deu
vingt-quatre rejettent la mise en accusation [8 août]. C
signal de l'insurrection : le peuple tourne sa fureur con
députés constitutionnels, qu'il veut égorger. Ceux-ci déc
que « l'Assemblée, avilie par les huées des tribunes et
sous la main des factieux, n'est plus libre, et qu'ils n'assis
plus aux séances; » tout le côté droit demande vainem

(1) Mém. de M. Hüe. — Lacretelle. Hist. du dix-huitième siècle, t. ii.

loignement des fédérés; le ministre de la justice annonce « que les lois sont impuissantes, et que, sans le secours le plus prompt du corps législatif, le gouvernement ne peut plus encourir de responsabilité. » D'un autre côté, les Jacobins s'écrient : « Il ne faut plus compter sur l'Assemblée pour faire la révolution. Plus d'adresses! plus de pétitions! il faut que le peuple s'appuie sur ses armes, ses canons, et fasse la loi! »

Le lendemain au soir, les fédérés sont en armes; deux officiers municipaux leur distribuent de la poudre; les sections se remplissent d'insurgés qui nomment des commissaires « pour se réunir à la commune, y remplacer de gré ou de force le conseil général, et aviser aux moyens de sauver la chose publique. » C'était la base du plan d'insurrection. Trois corps d'insurgés se forment : le premier au faubourg Saint-Marceau, sous Alexandre et Fournier; le deuxième au faubourg Saint-Antoine, sous Santerre et Westermann; le troisième, où étaient les Marseillais, aux Cordeliers (1). A minuit, Danton donne le signal : le tocsin sonne, le tambour bat, le cri : Aux armes! retentit par toute la ville, les bataillons de garde nationale se réunissent pleins d'indécision, les colonnes d'insurgés se mettent en marche portant ce drapeau : « Loi martiale du peuple souverain contre la rébellion du pouvoir exécutif. »

La cour, tremblante, ramassait confusément ses moyens de défense : huit à neuf cents Suisses, deux mille quatre cents hommes de garde nationale, dont deux bataillons seulement, ceux des Filles-Saint-Thomas et des Petits-Pères, étaient dévoués; une gendarmerie composée d'anciens gardes-françaises; enfin quatre à cinq cents gentilshommes à peine armés, qui encombraient le château et étaient vus de mauvais œil par la garde nationale. Pétion, Rœderer et le directoire de Paris se rendent au château; l'on fait signer au premier l'ordre de repousser la force par la force; et Mandat, commandant général, quoique le maire lui eût, la veille, refusé des ordres et de la poudre, prend de bonnes dispositions. Il garnit d'artillerie les trois cours du château; il place au Louvre la gendarmerie, au pont Neuf un bataillon de garde nationale, à la Grève un autre bataillon, avec ordre à ces trois corps d'attaquer en flanc et en queue la colonne des insurgés, pendant qu'il l'assaillirait en tête. Ces défenses étaient suffisantes

(1) Place de l'École-de-Médecine.

[redacted]

pour dissiper la cohue des faubourgs, incapable d'un combat régulier; mais canonniers, gendarmes, gardes nationaux, étaient d'une fidélité fort douteuse.

Cependant les commissaires des sections s'emparent de l'Hôtel de ville, à la faveur des chefs de l'insurrection, qui faisaient partie du conseil général. Aussitôt ils se constituent en commune insurrectionnelle, suspendent le conseil général, ainsi que l'état-major de la garde nationale, et somment Mandat de venir rendre compte des ordres qu'il a donnés. Le commandant arrive, croyant obéir à la commune légale; mais il est très-surpris de trouver la commune nouvelle : interrogé sur l'ordre qu'il a donné d'attaquer les colonnes des insurgés, il est décrété d'accusation et envoyé en prison; mais, en sortant de l'hôtel, il est assassiné. Ce fut la perte de la cour, qui, privée d'un commandant-général, resta indécise, abandonna les approches du château, et, au lieu de prendre l'offensive, attendit l'attaque des insurgés. La commune nomma Santerre à la place de Mandat, et les ordres du nouveau commandant achevèrent de jeter la confusion dans la garde nationale.

Cependant la colonne du faubourg Saint-Antoine, forte de quinze mille hommes, et celle du faubourg Saint-Marceau, forte de cinq mille hommes, s'étaient réunies sur les quais, après avoir dissipé les bataillons de la Grève et du pont Neuf, et elles marchaient vers le Carrousel, précédées d'une avant-garde de fédérés et d'hommes à piques. Les gendarmes du Louvre abandonnèrent leur poste et se mêlèrent à la multitude; les canonniers, placés dans les cours du château, déchargèrent leurs pièces en disant qu'ils ne tireraient pas sur le peuple; enfin les bataillons de la garde nationale qui étaient postés dans le jardin, ayant été passés en revue par le roi, défilèrent devant lui au cri de : A bas le *veto!* vive la nation! et allèrent se réunir aux insurgés.

Alors Rœderer dit au roi : « Votre Majesté n'a pas cinq minutes à perdre : il n'y a plus de sûreté pour elle que dans l'Assemblée nationale. » Les députés, au bruit du tocsin, s'étaient réunis dans leur salle au nombre de deux cent quatre-vingt-quatre, presque tous du côté gauche, et par conséquent complices et partisans de l'insurrection : ils avaient enlevé Pétion au château en le mandant à leur barre; ils avaient refusé de donner au roi une députation pour sauvegarde; ils avaient reçu une députation

de la commune insurrectionnelle, qui demandait la déchéance du roi et la convocation d'une Convention nationale. Cependant, malgré l'imminence du danger, « il y avait au château une forte résolution de combattre et des gens qui promettaient à la reine une victoire. » Aussi la malheureuse fille de Marie-Thérèse, dévorant ses larmes, affectait du calme et de la résolution, et disait à Rœderer : « Monsieur, il y a ici des forces ; il est temps de savoir qui l'emportera du roi et de la constitution, ou de la faction [1]. » Mais Louis, craignant pour les jours de sa famille, consentit à se rendre dans l'Assemblée, et il y marcha avec la reine et ses enfants, escorté par le directoire et la garde nationale, au milieu des cris et des insultes du peuple, qui avait envahi la terrasse des Feuillants. Il était huit heures du matin. « Je suis venu ici, dit le roi, pour éviter un grand crime, et je pense, messieurs, que je ne saurais être plus en sûreté qu'au milieu de vous. » Il se plaça avec sa famille dans la loge d'un journaliste, et l'Assemblée décréta que vingt de ses membres iraient calmer le peuple. A peine les députés étaient-ils sortis, qu'une fusillade terrible se fait entendre. « Je viens, dit le roi, de donner l'ordre aux Suisses de ne pas tirer. » Mais la fusillade redouble ; la consternation est dans l'Assemblée ; les députés rentrent dans la salle, refoulés par les défenseurs du château qui semblent victorieux. « Nous sommes forcés ! dit une voix. — C'est ici notre poste, s'écrie-t-on, il faut y mourir ! » Et toute l'Assemblée, sous l'impression du combat solennel qui se livre à ses portes, pendant que les balles atteignent les croisées de la salle, devant l'infortuné descendant de Hugues Capet dont le trône s'écroule, toute l'Assemblée se lève en criant : Vive la nation ! vive la liberté !

L'avant-garde de l'insurrection était arrivée en tumulte devant les Tuileries, conduite par Westermann et les fédérés : elle enfonça la porte principale et se précipita dans la cour, où les canonniers se joignirent à elle, et tournèrent leurs pièces contre le château. « Livrez-nous les Tuileries, crie-t-on aux Suisses postés aux fenêtres, et nous sommes amis. » Les Suisses jettent leurs cartouches et crient : Vive la nation ! La multitude pénètre dans le vestibule et l'escalier ; mais alors un coup de canon se fait entendre : les Suisses se croient attaqués et font une dé-

(1) Rœderer, Chronique des cinquante jours.

charge terrible sur les envahisseurs, qui sont rejetés de l'escalier dans la cour; ils descendent, la baïonnette en avant, pendant que les gardes nationaux font des croisées un feu soutenu. En un instant la cour Royale est balayée; la terreur se répand dans le Carrousel, et les insurgés s'enfuient de toutes parts en couvrant le sol de leurs morts et en criant à la trahison. Le château se croit victorieux, et ses défenseurs menaçaient déjà l'Assemblée, lorsque le corps d'armée des insurgés débouche par le Louvre et les quais, repousse les Suisses de la place, et se précipite dans les cours; en même temps, deux colonnes s'emparent des terrasses du bord de l'eau et des Feuillants, et attaquent le château par derrière. Les Suisses se replient dans le grand escalier et se défendent pendant vingt minutes contre des masses d'assaillants. Le canon gronde sur toute la face des Tuileries, et, dans la rue de l'Échelle, une batterie incendie les bâtiments voisins. Enfin le château est envahi, et le combat n'est plus qu'un massacre. Des héroïques défenseurs de la royauté expirante, les uns cherchent une issue par le Louvre, le jardin, l'Assemblée, la rue Saint-Honoré, la place Louis XV, et presque tous succombent en combattant; les autres, restés dans le château, sont égorgés sans pitié; on n'épargne que les femmes; on pille et l'on dévaste tout. A onze heures du matin la victoire du peuple est complète : il se précipite dans l'Assemblée, apportant des armes, des meubles, des prisonniers, demandant la déchéance avec des cris furieux contre le roi et sa famille. L'insurrection s'adressait, pour ainsi dire, autant à l'Assemblée qu'au trône : aussi l'Assemblée dut-elle plier la tête devant les vainqueurs, et elle rendit les décrets suivants :

« Considérant que les dangers de la patrie sont parvenus à leur comble ; qu'ils dérivent principalement des défiances qu'a inspirées la conduite du chef du pouvoir exécutif dans une guerre entreprise en son nom contre la constitution et l'indépendance nationale ; que le corps législatif, dans les circonstances où l'ont placé des événements imprévus par toutes les lois, ne peut concilier ce qu'il doit à sa fidélité à la constitution avec sa résolution de s'ensevelir sous les ruines du temple de la liberté qu'en recourant à la souveraineté du peuple, l'Assemblée nationale décrète : Le peuple français est invité à former une Convention nationale. — Le chef du pouvoir exécutif est provisoirement suspendu de ses fonctions, jusqu'à ce que la Convention nationale ait pro-

noncé sur les mesures à adopter pour assurer la souveraineté du peuple et le règne de la liberté et de l'égalité. — Le roi et sa famille seront logés au Luxembourg et mis sous la garde des citoyens et de la loi. — Les ministres actuels sont destitués, et ceux qui les remplaceront seront nommés provisoirement par l'Assemblée. — Les décrets déjà rendus et qui n'ont pas été sanctionnés auront force de loi. — L'Assemblée se déclare en séance permanente. »

CHAPITRE II.

Massacre des prisons. — Combat de Valmy. — Du 10 août au 21 septembre 1792.

§ I. SUITES DU 10 AOUT. — PUISSANCE DE LA COMMUNE DE PARIS. — L'insurrection du 10 août était regardée, par la plupart des amis de la révolution, comme légitime et nécessaire; mais, faite par l'entraînement populaire sans le concours actif de la bourgeoisie et de l'Assemblée, pour ainsi dire sans chefs politiques, elle eut pour conséquence immédiate d'anéantir tous les pouvoirs, d'annuler la bourgeoisie et l'Assemblée, de livrer la France à la domination brutale et sanguinaire de la multitude, au moment même où l'invasion augmentait les craintes et les fureurs populaires. Aussi les quarante jours qui s'écoulèrent jusqu'au commencement de la Convention furent une terrible et désastreuse époque : au dehors, la guerre étrangère avec les vengeances de l'émigration ; au dedans, l'anarchie avec les excès d'une ignoble démocratie, et, comme conséquence de la guerre et de l'anarchie, le massacre des prisons, telle est l'histoire de ces quarante jours.

C'étaient les Girondins qui avaient préparé le 10 août, c'étaient les Montagnards qui l'avaient fait : les premiers se trouvaient dépassés avec l'Assemblée où ils dominaient; les seconds se trouvaient les maîtres avec la commune insurrectionnelle qu'ils avaient créée. La commune s'empara donc de tous les pouvoirs, et ne conserva l'Assemblée que pour lui dicter ses volontés et légaliser son usurpation. Avant même que le combat des Tuileries fût terminé, elle lui avait déclaré, par la voix de Danton, qu'elle « ne reconnaissait d'autre juge des mesures extraordinaires auxquelles la nécessité l'avait contrainte de recourir que le peuple réuni dans les assemblées primaires. » Et l'Assem-

blée, obéissant à l'insurrection, déclara qu'elle approuvait tous lès actes de la commuue; que tous les Français âgés de vingt et un ans étaient citoyens actifs; que la police de sûreté générale, c'est-à-dire celle qui consiste à rechercher les délits menaçant la sûreté intérieure et extérieure de l'État, serait attribuée aux municipalités [11 août]. Elle envoya aux armées et dans les départements des commissaires chargés de faire accepter la révolution nouvelle et de changer les autorités civiles et militaires; elle rappela au ministère Roland, Clavière et Servan; elle nomma ministres de la marine, des affaires étrangères et de la justice, Monge, Lebrun et Danton.

La commune n'avait pas attendu ces décrets pour agir en souveraine; elle déployait une prodigieuse activité, prenait jusqu'à deux cents arrêtés par jour, absorbait tout, ne respectait rien. Elle suspendit le directoire du département; elle transféra Louis XVI et sa famille dans la tour du Temple, et les fit garder rigoureusement par ses commissaires et la garde nationale: elle jeta en prison les rédacteurs des journaux royalistes, et distribua leurs presses aux journaux patriotes; elle ordonna la destruction des statues des rois, des monuments et des « emblèmes qui rappelaient au peuple le temps d'esclavage sous lequel il avait gémi. » Elle institua un comité de surveillance qui domina la capitale par la police la plus tyrannique, et résuma en lui toutes les usurpations et les excès de la commune. Le maire fut entièrement annulé et l'administration bouleversée. « Le conseil général était devenu, dit Pétion, une assemblée politique se croyant investie de pleins pouvoirs, discutant les lois faites et en promulguant de nouvelles; on n'y parlait que de complots contre la liberté; on y dénonçait et on y jugeait les citoyens. Toutes les délibérations s'emportaient avec l'impétuosité de l'enthousiasme: le jour, la nuit, le conseil était toujours en séance. » Les membres de ce conseil n'étaient rien moins que l'élite de la population parisienne; c'étaient généralement des gens du peuple, n'ayant que l'énergie révolutionnaire, ignorants et brutaux, sans conviction, sans probité, pleins d'envie et de haine contre tout ce qui avait un semblant d'aristocratie, c'est-à-dire contre la naissance, la richesse, l'éducation. Ils étaient dirigés par trois hommes qui surgirent du 10 août et en furent les représentants: Danton, Robespierre, Marat. Danton, le plus compréhensible et le mieux

connu des trois, était « entré au ministère, disait-il, par la brèche des Tuileries ; » il servait de lien entre la commune et le pouvoir exécutif, et livrait celui-ci aux Montagnards, malgré les trois ministres girondins, qu'il éclipsait. C'était l'homme dominant de l'époque ; mais il n'empruntait sa grandeur que des passions populaires, qu'il avait au degré le plus éminent : il était, disait-il lui-même, « révolutionnaire selon l'énergie de son tempérament ; » mais il n'avait pas le génie nécessaire pour conduire la révolution, et il ne sut que la jeter en avant par le plus effroyable coup de main. Robespierre n'avait pas pris part à l'insurrection : il se cacha même, dit-on, pendant le combat, mais il fit ensuite partie du conseil général et y exerça le plus grand ascendant, moins par sa réputation de talents supérieurs et son éloquence diffuse et déclamatoire que par son caractère ombrageux et défiant, par son tempérament bilieux, son imagination sombre, son esprit de domination envieuse, qui le rendait implacable pour quiconque avait blessé son amour-propre ; enfin par les dénonciations, les alarmes, les soupçons dont il agitait continuellement le peuple. Marat, sans faire partie de la commune, s'était attribué gratuitement la direction du comité de surveillance, et y ordonnait en maître. Ce personnage étrange, dont le crédit prodigieux a couvert d'opprobre la révolution, dont le nom était devenu une injure, dont on ne parlait qu'avec horreur et dégoût, que Pétion appelait le plus insensé ou le plus scélérat des hommes, après avoir été décrété dix fois d'arrestation pour ses publications sanguinaires et ses atroces calomnies contre tout le monde, sortit des souterrains où il se cachait depuis trois ans, pour renouveler ouvertement ses prédications de meurtre et d'extermination, unique moyen, disait-il, de débarrasser la révolution de ses obstacles. « Il voulait un dictateur, non pour lui procurer le plaisir de la toute-puissance, mais pour lui imposer la charge terrible d'épurer la société. Ce dictateur devait avoir un boulet aux pieds pour être toujours sous la main du peuple ; il ne fallait lui laisser qu'une seule faculté, celle d'indiquer les victimes, et d'ordonner, pour unique châtiment, la mort [1]. » Et il sollicitait ce pouvoir pour lui-même !

[1] Thiers, t. II, p. 200. — Marat, Robespierre et Danton ne se connaissaient pas personnellement et marchaient isolément au même but. Marat raconte qu'il eut avec

L'Assemblée s'effraya des usurpations de la commune, et essaya de secouer sa domination en décrétant le rétablissement du directoire de Paris. La commune s'y opposa, et déclara que si cette autorité, entachée d'aristocratie, était renouvelée, « il faudrait que le peuple s'armât encore une fois de sa vengeance. » L'Assemblée modifia son décret de telle sorte que le directoire ne fut plus chargé que de la collection des impôts. Alors la commune demanda la formation d'un tribunal extraordinaire pour juger les traîtres et les conspirateurs dont le peuple avait déjoué les complots au 10 août. L'Assemblée résista de tous ses efforts jusqu'à ce qu'un représentant de la commune vînt lui dire : « Je vous annonce que ce soir, à minuit, le tocsin sonnera et la générale battra. Le peuple est las de n'être pas vengé. Craignez qu'il ne se fasse justice lui-même. » L'Assemblée décréta la formation du tribunal, dont les membres furent élus par les sections, et qui jugea sans appel [17 août]. Puis elle ordonna que les émigrés seraient expropriés de leurs biens [23 août], que les prêtres insermentés sortiraient de France ou seraient déportés à la Guiane, que les municipalités feraient des visites domiciliaires pour chercher des armes et arrêter les suspects [26 août]. Mais ces mesures révolutionnaires ne lui rendirent pas sa popularité, et la commune de Paris resta réellement la dominatrice de la France.

§ II. Invasion des Prussiens. — Fuite de La Fayette. — Prise de Longwi. — Cependant tous les ambassadeurs étrangers avaient quitté Paris après le 10 août, et la révolution se trouvait mise au ban de l'Europe ; mais elle n'avait définitivement affaire qu'à l'Autriche, à la Prusse, au Piémont, aux trois électeurs ecclésiastiques et au landgrave de Hesse. La grande

Robespierre, avant le 10 août, une seule entrevue, dans laquelle celui-ci voulut excuser les demandes sanguinaires de *l'Ami du peuple* comme des exagérations nécessaires. « Non pas, dit Marat, tout cela sortait de mon âme. Apprenez qu'après le massacre du Champ-de-Mars, si j'avais trouvé deux mille hommes animés des mêmes sentiments qui déchiraient mon sein, j'aurais été à leur tête poignarder le général au milieu de ses bataillons de brigands, brûler le despote dans son palais et empaler nos atroces représentants sur leurs siéges. — Robespierre, continue Marat, m'écoutait avec effroi ; il pâlit et garda le silence. Cette entrevue me confirma dans l'opinion que j'avais toujours eue de lui, qu'il réunissait aux lumières d'un sage sénateur l'intégrité d'un véritable homme de bien et le zèle d'un vrai patriote, mais qu'il manquait également et des vues et de l'audace d'un homme d'État. » (*L'Ami du peuple*, n° DXLVIII.)

armée des alliés, où le roi Frédéric-Guillaume était en personne, partie de Coblentz le 30 juillet, se dirigeait de Luxembourg sur Longwy, voulant percer le centre de la ligne de l'armée française, éparpillée de Dunkerque à Bâle, et pénétrer, par Verdun et Châlons, sur Paris; mais elle marchait très-lentement, et ne passa la frontière que le 19 août. Elle était forte de soixante mille Prussiens, et s'appuyait, à droite, sur vingt mille Autrichiens, qui marchaient sur Stenay; à gauche, sur vingt-cinq mille Impériaux, qui devaient assiéger Thionville et bloquer Montmédy. En outre, il y avait vingt mille Autrichiens dans les Pays-Bas, sous le duc de Saxe-Teschen; vingt-cinq mille Impériaux partagés en trois corps sur le Rhin, et douze mille émigrés disséminés dans ces diverses armées. Devant ces cent soixante mille hommes, la France avait : 1° l'armée du Nord, commandée par La Fayette et divisée en deux corps : celui du Nord, fort de dix-huit mille hommes, sous Dumouriez, celui de la Meuse, fort de vingt mille hommes, sous La Fayette, qui depuis le 10 août n'avait reçu aucuns renforts ; 2° l'armée de l'Est, commandée par Luckner et divisée en deux corps : celui de la Moselle, fort de dix-huit mille hommes, sous Luckner; celui d'Alsace, fort de quarante mille hommes, sous Biron et Custine. Ces quatre-vingt-seize mille hommes étaient indisciplinés, commandés par des officiers nouveaux ou peu sûrs, par des généraux sans renommée, enfin troublés par la révolution du 10 août. Dès que la nouvelle de cette révolution arriva, La Fayette se prononça contre elle, fit renouveler le serment constitutionnel à ses soldats, obtint de Luckner, toujours faible et indécis, la promesse de marcher avec lui sur Paris, et fit arrêter les trois députés que l'Assemblée envoyait à son armée. Cette résistance était très-dangereuse, et pouvait faire avorter la révolution en favorisant l'invasion étrangère. L'Assemblée déclara le général traître à la patrie et le décréta d'accusation. Les soldats furent ébranlés; le corps de Dumouriez reconnut la révolution; les autorités civiles refusèrent de soutenir la révolte, et la Fayette se trouva bientôt abandonné de tout le monde. Alors il s'enfuit avec ses amis [19 août], Latour-Maubourg, Bureau de Pusy, Lameth, etc. Il fut arrêté par les avant-postes ennemis, traité, contre le droit des gens, en prisonnier de guerre, et traîné de cachot en cachot, avec ses compagnons, pendant cinq ans. Ce traitement, fait aux derniers constitu-



mal soutenue par les habitants, était en plein déso
quinze heures de bombardement, ils firent capitule
[23 août]; puis ils marchèrent sur Verdun, après la
avait plus de place forte jusqu'à Paris ; en même
aile gauche assiégea Thionville.

§ III. Agitation de Paris. — Visites domiciliaires.
de massacre des prisonniers. — A la nouvelle des
alliés, la fermentation fut extrême par toute la Fr
tout à Paris. On voyait se vérifier les prédictions
faites par les révolutionnaires les plus exaltés, les t
dévoilant de tous côtés, La Fayette se révoltant, la
surgeant ([1]), nos places fortes se rendant, nos a
désorganisées et laissées par les anciens ministres
tions et sans renforts, les royalistes relevant part
les Prussiens disant eux-mêmes que la trahison l
jusqu'à Paris. L'Assemblée déclara que quiconque
de se rendre, dans une place assiégée, serait pu
[30 août]; que Paris et les départements voisins
trente mille hommes pour le camp de Montmartr
temps elle essaya de reprendre sa liberté, en cass
mune insurrectionnelle et en déclarant que les se
meraient de nouveaux commissaires pour forme
général provisoire. Mais la commune, sans s'inqu
décret, dont elle ne permit pas l'exécution, parla p
l'Assemblée, et arrêta, à son tour, des mesures de

es données aux indigents; que les signataires des péti-
ntre le camp de vingt mille hommes et contre le 20 juin
désarmés; que des visites domiciliaires seraient faites
couvrir les armes et arrêter les suspects. Ces mesures
ues répandirent la terreur; du 29 au 30 août, les bar-
rent fermées, la Seine barrée, les voitures arrêtées, les
ertes, et les commissaires de la commune, assistés des
armées, firent leurs visites. Tout citoyen trouvé hors
lomicile fut réputé suspect, et l'on jeta ainsi dans les
trois à quatre mille individus, nobles, prêtres réfrac-
ens de l'ancienne cour, officiers de la garde natio-
. Le but de la commune n'était peut-être que d'em-
les ennemis de la révolution d'inquiéter l'intérieur au
où le danger extérieur s'augmentait; mais quand elle
mbre des prisonniers, la difficulté de les garder, l'im-
ité de les juger, elle pensa à une extermination en
'était satisfaire au vœu du peuple, qui était plein de
eur qui avait jadis transporté les Parisiens à la Saint-
emy. Il se défiait de tous les pouvoirs; il s'irritait des
du tribunal du 17 août, qui n'avait fait encore tomber
à six têtes; il ne voyait partout que des traîtres, et,
sentiment aveugle et féroce, composé de peur et de
l ne songeait qu'à les tuer.
nt ce temps, le comité de défense générale de l'Assem-
réunissait avec tous les ministres et une foule de dépu-
aviser aux moyens de sauver la chose publique. Les
s déclarèrent que rien ne pouvait arrêter les Prussiens,
s quinze jours ils seraient devant Paris, que l'unique
désespoir était de leur livrer bataille devant les murs,
cas de défaite l'Assemblée et les autorités se retireraient
ire. Danton se leva: « Reculer, c'est nous perdre, dit-il.
ous maintenir ici par tous les moyens et nous sauver
lace... Il faut... il faut faire peur aux royalistes. » Tout
e tremble. Danton répète sa phrase avec un geste ter-
, pendant que l'Assemblée se sépare épouvantée, il s'en
mité de surveillance. Celui-ci, « vu la crise des circon-
t les divers et importants travaux auxquels il lui fal-
ier, » s'était adjoint Marat et cinq autres membres. Là,
t-Barthélemy contre les royalistes est résolue.
it s'en répand; tout le monde en est effrayé; personne

ne s'en étonne : l'idée d'une extermination était devenue vulgaire dans les sections, aux Jacobins, dans une partie de l'Assemblée. Le peuple était dans une exaltation poussée jusqu'à la rage ; tous les travaux avaient été interrompus ; on ne vivait plus de la vie ordinaire. Paris présentait le spectacle le plus terrible : des troupes de volontaires partant pour l'armée ; des bandes d'ouvriers allant travailler au camp ; les femmes fabriquant, dans les églises, des effets de campement ; les places publiques occupées par des théâtres d'enrôlement ; les barrières fermées ; des canons partout, des hommes armés partout, des groupes animés partout, des affiches menaçantes à tous les coins des rues. Pour nous, enfants de cette génération de terreur et de souffrances, qui connaissons le résultat de ses efforts, qui savons combien ses ennemis étaient faibles, combien le peuple était fort, cette terreur nous paraît étrange et presque pusillanime ; mais alors cette faiblesse des ennemis, cette force du peuple étaient inconnues : ces ennemis sortaient d'être si puissants ! ce peuple sortait d'être si peu de chose !

§ IV. Massacre des prisons. — Le 2 septembre était un dimanche. Le bruit se répand prématurément que Verdun venait de se rendre (il se rendit ce jour-là) : l'effervescence augmente, les rues se remplissent de peuple ; tout le monde cherche des voies de salut, et des cris de mort contre les traitres se font entendre. L'Assemblée, saisie de l'exaltation universelle, décrète que quiconque refusera de servir de sa personne ou de donner ses armes sera puni de mort. « Il n'est plus temps de discourir, dit Vergniaud ; il faut piocher la fosse de nos ennemis, ou chaque pas qu'ils font en avant pioche la nôtre. — Tout s'émeut, tout s'ébranle, s'écrie Danton... une partie du peuple se porte aux frontières, une autre creuse des retranchements ; la troisième, avec des piques, défendra l'intérieur des villes... Le tocsin qui va sonner n'est point un signal d'alarmes : c'est la charge sur les ennemis de la patrie. Pour les vaincre, messieurs, il nous faut de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace, et la France est sauvée. »

Et, pour répondre à ces effrayantes paroles, la commune fait placarder partout cette affiche : « Aux armes ! citoyens, aux armes ! l'ennemi est à nos portes. — Le conseil de la commune a décrété : Les barrières seront fermées ; tous les citoyens se rendront au Champ-de-Mars pour former une armée qui se

tiendra prête à marcher à l'ennemi; tous les individus suspects seront arrêtés, » etc. En même temps le canon d'alarme tire, la générale est battue, le tocsin sonne; toute la ville est debout sections, commune, Assemblée. L'Assemblée envoie douze députés travailler au camp de Montmartre; la commune disperse ses membres dans les sections, pour y attiser les fureurs populaires; les sections sont pleines de tumulte, et trois d'entre elles décrètent la mort en masse de tous les prisonniers. Tout à coup le bruit se répand que les royalistes marchent sur les prisons et vont livrer la ville aux Prussiens, bruit absurde, qui est accepté aveuglément par le peuple. « Courons aux prisons ! » ce cri terrible retentit à l'instant d'une manière spontanée, unanime, universelle, dans les rues, dans les places publiques, dans tous les rassemblements, enfin dans l'Assemblée nationale même : « Qu'il ne reste pas derrière nous un seul de nos ennemis vivants pour se réjouir de nos revers et frapper nos femmes et nos enfants (1). »

En ce moment, vingt-quatre prêtres étaient conduits de l'Hôtel de ville à l'Abbaye par les fédérés, au milieu des huées du peuple furieux : quatre sont massacrés en route, et, en arrivant dans la cour, tous les autres, à l'exception de l'abbé Sicard, l'instituteur des sourds-muets, sont égorgés par deux ou trois cents hommes, la plupart gens de boutique du quartier, bourgeois ordinairement paisibles, mais appauvris par la révolution et pleins de fureur contre les alliés de l'étranger. Les assassins courent ensuite aux Carmes et à Saint-Firmin, où deux cent quarante-quatre prêtres sont tués à coups de fusils et de sabres, dans le jardin et dans l'église; quarante-neuf seulement parviennent à se sauver. Puis ils reviennent à l'Abbaye, où ils massacrent trente-huit Suisses et vingt-six gardes du roi. Alors ils forment une espèce de tribunal présidé par Maillard; le registre des écrous est ouvert, et, après un interrogatoire sommaire, les prisonniers sont ou tués ou délivrés : « Expéditif et sanglant tribunal, dit l'un de ceux qui y comparurent, en présence duquel la meilleure protection était de n'en pas avoir, et où toutes les ressources de l'esprit étaient nulles si elles n'étaient pas fondées sur la vérité (2). » Soixante-dix-neuf prisonniers furent amenés :

(1) La Vérité entière, par Méhée. — Hist. parlem., t. XVIII, p. 166.

(2) Journal de Saint-Méard, Mon Agonie de trente-six heures. — Hist. parlem., t. XVIII, p. 121.

[redacted]

quarante-cinq furent « mis en liberté par jugement du peuple» (ce sont les termes du registre des écrous, qui existe encore); trente-deux furent « condamnés à mort par jugement du peuple et exécutés sur-le-champ. » En outre, vingt-sept prêtres furent massacrés après qu'on leur eut simplement demandé le serment, qu'ils refusèrent. Les condamnés étaient poussés de la salle du tribunal dans la cour, où ils étaient hachés à coups de sabres et de piques, au milieu des cris furieux d'une multitude de spectateurs. Les acquittés étaient embrassés par les sanglants exécuteurs au cri de : Vive la nation ! et reconduits chez eux. L'un des membres de la commune, Billaud-Varennes, marchant sur les cadavres, criait aux meurtriers : « Vous sauvez la patrie ! braves citoyens, continuez votre ouvrage. » Et il leur fit distribuer du vin et leur promit 24 livres à chacun « pour son travail. »

Le massacre continua pendant les trois jours suivants avec une sorte de régularité, au Châtelet, à la Force, aux Bernardins, à Bicêtre. A la Force, sur trois cent soixante-quinze prisonniers, il y eut cent soixante-sept condamnés. C'était Hébert, membre de la commune et rédacteur du journal le plus infâme, *le Père Duchêne*, qui présidait l'affreux tribunal, et c'est là que périt la princesse de Lamballe, la malheureuse amie de Marie-Antoinette : son cadavre fut déchiré en lambeaux, et sa tête, promenée dans Paris, fut portée jusque autour du Temple. Pétion courut à cette prison et essaya vainement d'arrêter le massacre : « Les hommes qui jugeaient, dit-il, et les hommes qui exécutaient, avaient la même sécurité que si la loi les eût appelés à remplir ces fonctions; ils me vantaient leur justice, leur attention à distinguer les innocents des coupables, les services qu'ils avaient rendus; ils demandaient à être payés du temps qu'ils avaient passé ! »

Le nombre des victimes fut, selon un historien royaliste, de mille quatre-vingt-douze. Il n'y eut pas que des détenus politiques qui périrent, il y eut aussi des criminels ordinaires : ainsi, au Châtelet, cent quatre-vingt-neuf périrent, quarante-quatre furent mis en liberté. De même, « on se transporta à Bicêtre, dit un journal, avec des pièces de canon, parce que le bruit courut qu'il y avait des armes : on procéda à l'épurement de cette maison de force avec le même ordre qu'on avait observé dans celles de Paris. Les prisonniers pour dettes furent élargis; beaucoup de citoyens, que leur misère avait relégués

, ne coururent aucun danger; mais tout le reste tomba sous s coups de sabre, de pique, de massue du peuple-Hercule netyant les étables du roi Augias. Il y eut beaucoup de monde de ué (1). »

Pendant ces exécutions, Paris était dans la stupeur; mais pas ne main, dans une ville de cinq cent mille habitants, ne se va contre cinq à six cents assassins! La garde nationale, déjà ésorganisée par Santerre, était embarrassée d'ordres contradicires, en partie occupée au Champ-de-Mars, en partie complice es massacres. L'Assemblée, terrifiée, envoya à l'Abbaye une éputation qui fut repoussée avec des menaces, et elle se tint ans un lâche silence. Roland supplia Pétion d'interposer son utorité, mais Pétion fut partout désobéi; il somma Santerre de equérir la garde nationale, Santerre refusa; il rendit la comnune responsable des massacres, le comité de surveillance ança contre lui un mandat d'arrêt qui aurait été exécuté sans l'opposition de Danton. Danton, qui détestait comme homme e qu'il avait conseillé comme révolutionnaire, « couvrait sa pitié sous des rugissements, et dérobait à droite et à gauche utant de victimes qu'il lui était possible (2). »

Le massacre ne cessa que le 6 : les prisons étaient vides. La commune avoua le crime en payant les exécuteurs (3), et le comité de surveillance écrivit à toutes les communes de France une circulaire où l'on lisait : « Prévenue que des hordes barbares s'avançaient contre elle, la commune de Paris se hâte d'informer ses frères de tous les départements qu'une partie des conspirateurs féroces détenus dans les prisons a été mise à mort ar le peuple, actes de justice qui lui ont paru indispensables our retenir par la terreur les légions de traîtres renfermées ans ses murs au moment où il allait marcher à l'ennemi; et, ns doute, la nation, après la longue suite de trahisons qui l'a nduite sur les bords de l'abîme, s'empressera d'adopter ce oyen si utile et si nécessaire, et tous les Français se diront mme les Parisiens : Nous marchons à l'ennemi, et nous ne

(1) Révolutions de Paris, n° 165.
(2) Mém. de Garat. — Hist. parlem., t. XVIII, p. 448.
(3) « Mandat de quarante-huit livres au profit de..... pour prix du temps qu'ils t mis à l'expédition des prêtres de Saint-Firmin, pendant deux jours, suivant réisition faite par la section des Sans-Culottes qui les a mis à l'ouvrage. »

laissons pas derrière nous des brigands pour égorger nos fem et nos enfants [1]. »

L'horrible conseil ne fut écouté que dans cinq villes : à Re il y eut huit victimes ; à Meaux quatorze ; à Lyon onze ; à Orl trois. Un décret de l'Assemblée avait ordonné le transport à S mur des individus traduits devant la haute cour d'Orléa quinze cents Marseillais et volontaires allèrent les cherc mais pour les conduire à Paris, et, arrivés à Étampes, ils se tournèrent, dit-on, par des ordres secrets, sur Versailles [9 tembre]. La municipalité de cette ville, sur le bruit qui s pandit du projet d'un massacre, résolut de loger les prison hors des murs, dans le bâtiment de la ménagerie, sur la r de Saint-Cyr ; mais le cortége, venu de Jouy, et ayant trav Versailles, fut arrêté à la grille de l'Orangerie par le peup l'escorte, qui fermèrent cette grille. Alors le maire Richau descendre le cortége par la rue de l'Orangerie, pour mene prisonniers à l'Hôtel de ville ; mais à peine la première ture était-elle arrivée à la rue Satory, que les volontaires s tèrent sur les prisonniers et les massacrèrent au nombr quarante-six : sept s'échappèrent. Parmi les victimes éta le ministre de Lessart et le duc de Brissac. De là les assa se portèrent aux prisons et tuèrent vingt-trois individus déte pour crimes ordinaires.

§ V. Excès de la commune. — Après ces horribles journ la commune fut plus que jamais maîtresse de Paris, de l'Ass blée, de toute la France, et l'anarchie fut à son comble. envoya des commissaires dans les départements pour ex les municipalités à suivre son exemple ; elle domina les électi à la Convention, et fit nommer à Paris Robespierre, Dan Marat, Desmoulins, Panis, Sergent, Billaud-Varennes, Le dre, le duc d'Orléans, qui se faisait appeler Philippe-Égalité, e elle favorisa tous les désordres et se livra à tous les excès. membres, surtout ceux du comité de surveillance, dont les v sont attestés [2], dévastèrent les propriétés nationales, dila dèrent les fonds publics, et contribuèrent, dit-on, au pillage

(1) Signé Duplain, Panis, Sergent, Lenfant, Marat, Dufort, Jourdeuil.

(2) Par un arrêté de la commune du 10 mai 1793, qui autorise des pours contre eux « pour bris de scellés, violations, dilapidations de dépôts, fausses décl rations et autres infidélités. »

Garde-Meuble, dont le trésor disparut en grande partie, sans que les auteurs de ce crime aient été découverts. Ils s'emparèrent des richesses des églises, du mobilier des émigrés, des dépouilles des victimes de septembre; ils refusèrent de rendre des comptes à aucune autorité. La démocratie la plus hideuse disposa de la vie et des biens des citoyens. Les prisons se remplirent de quatre à cinq cents suspects. Les bandits ordinaires eurent libre carrière, et l'on en vit, dans les promenades, arrachant les bijoux des femmes, pour en faire, disaient-ils, un don à la patrie. Plus de sûreté individuelle, plus de force publique. La garde nationale, recomposée par un décret de l'Assemblée, sous le nom de *sections armées*, était entièrement désorganisée; tous les citoyens riches et honnêtes l'avaient abandonnée : il n'y avait plus que des compagnies de piques.

Roland, devant tant de désordres, succombait à la peine : il dévoilait courageusement tous les excès de la commune, il osait parler contre les massacres des prisons, il faisait entendre le premier cri des départements contre le despotisme de Paris : « La Convention, disait-il, ira s'établir au delà de la Loire si la capitale n'offre pas à ses membres sûreté et liberté. »

Les Girondins se ranimèrent pour secouer le joug de « ces brigands revêtus d'écharpes municipales. » Vergniaud appela les massacres des prisons une boucherie de chair humaine. « Les Parisiens, dit-il, ne sont plus esclaves des tyrans couronnés; mais ils le sont des hommes les plus vils, des plus détestables scélérats. Il est temps de briser ces chaînes honteuses, d'écraser cette nouvelle tyrannie... Périsse l'Assemblée nationale et sa mémoire si elle épargne un crime qui imprimerait une tache ineffaçable au nom français, si sa vigueur n'apprend aux nations de l'Europe que, malgré les calomnies dont on cherche à flétrir la France, il est encore, et au sein même de l'anarchie momentanée où des brigands nous ont plongés, il est encore dans notre patrie quelques vertus publiques, et qu'on y respecte l'humanité ! » L'Assemblée défendit d'obéir aux commissaires de la commune; elle les rendit responsables sur leur tête de la sûreté des prisonniers; elle ordonna à tous les citoyens de résister par la force à toute visite domiciliaire. Tout cela ne fit qu'augmenter l'anarchie sans rendre à l'Assemblée son pouvoir; elle fut même obligée, ses membres étant menacés d'assassinat à leur sortie de fonctions, de mettre leur vie sous la garde de

la nation. La commune continua ses excès et ses tyrannies, et l'on n'eut plus d'espoir que dans la Convention.

§ VI. Campagne de Dumouriez dans l'Argonne. — Canonnade de Valmy. — Retraite des Prussiens. — Prise de Mayence. — Conquête de la Savoie et de Nice. — Cependant Verdun s'était rendu malgré le gouverneur Beaurepaire, qui, désespéré de la lâcheté de la garnison, se brûla la cervelle. Mais le duc de Brunswick mettait toujours dans sa marche la même lenteur, la même indécision; il n'approuvait pas le plan d'invasion; il trouvait la France autrement disposée que ne le disaient les émigrés; il était imbu des idées méthodiques de la guerre de Sept-Ans ; et quand, après Verdun, il n'avait plus d'obstacles à redouter jusqu'à Paris, il s'arrêta, s'étendit le long de la Meuse, et perdit huit jours.

A la nouvelle de la prise de Longwy, Dumouriez, abandonnant son plan d'invasion de la Belgique, accourut à Sedan, où il trouva l'armée de La Fayette désorganisée, pleine d'inquiétude, regrettant son général, et détestant celui qui le remplaçait. Il assembla un conseil de guerre : tous les généraux furent d'avis de reculer derrière la Marne, d'y ramener les armées du Nord et de l'Est, et de s'y retrancher en attendant des renforts. Ce ne fut pas l'avis de Dumouriez, qui, en examinant sur la carte les hauteurs de l'Argonne couvertes de bois, coupées de marais et de ruisseaux, ouvertes seulement par cinq défilés, jugea qu'elles pouvaient devenir les Thermopyles de la France [1], et résolut d'y prévenir les ennemis, qui s'arrêtaient si absurdement sur la Meuse. Mais les Prussiens étaient postés à deux lieues à peine de l'entrée de ces défilés, pendant que Dumouriez, qui se trouvait alors à l'extrémité septentrionale de l'Argonne, avait douze lieues à faire pour gagner les défilés des Islettes et de Grand-Pré, lesquels ouvraient, le premier la route de Châlons, le deuxième la route de Reims. Cependant il se mit en marche [31 août], et, au lieu de passer derrière l'Argonne, ce qui aurait dévoilé son plan à l'ennemi, il osa passer entre l'Argonne et la Meuse, devant les Prussiens et sur un terrain occupé par leurs premiers postes. Dillon, qui commandait l'avant-garde, forte de huit mille hommes, fit réussir cette manœuvre téméraire : il poussa vivement sur Stenay, rejeta l'en-

[1] Voy. ma *Géographie militaire*, p. 114 de la 4e édition.

nemi derrière la Meuse, et, poursuivant rapidement sa marche, arriva aux Islettes, occupa le défilé et garnit le passage secondaire de la Chalade. Dumouriez suivait Dillon avec quinze mille hommes et s'arrêta à Grand-Pré [4 sept.], où il se retrancha fortement entre l'Aire et l'Aisne, en garnissant le passage secondaire de la Croix-aux-Bois. Enfin quatre mille hommes appelés de l'armée du Nord et dix-huit cents gardes nationaux de Reims occupèrent le défilé septentrional du Chêne-Populeux. Ainsi Dumouriez tenait tous les passages de l'Argonne avec moins de trente mille hommes, dont moitié au centre, huit mille à droite et six mille à gauche. De plus, il fit ordonner à Kellermann de venir avec vingt-deux mille hommes, par Bar-le-Duc et Ligny, opérer sur le flanc des Prussiens et se joindre à lui vers Sainte-Menehould; il commanda à Beurnonville de se rendre à Rhétel avec seize mille hommes, et de là, s'il le fallait, à Grand-Pré. Enfin, il fit concentrer dans les camps de Châlons et de Reims et, en arrière, dans celui de Meaux, tous les renforts sortis de Paris et qui étaient poussés par Servan avec la plus intelligente activité. Cent mille hommes se trouvaient donc échelonnés de l'Argonne à la capitale. Les bataillons de volontaires partisans commençaient à arriver; l'armée était pleine d'ardeur; Dumouriez avait gagné, par sa fermeté et son audace, la confiance des soldats.

Les Prussiens, voyant la faute qu'ils avaient faite en laissant occuper l'Argonne par toute une armée, se mirent à attaquer les défilés et furent partout repoussés [10 septembre]. Mais, trompé par ces démonstrations qui menaçaient sa gauche, Dumouriez dégarnit la Croix-aux-Bois, qu'il jugeait très-secondaire; aussitôt les ennemis occupèrent ce défilé, et firent échouer tous les efforts des Français pour le reprendre [13 sept.]. ette manœuvre des Prussiens était décisive : le corps qui garait le Chêne-Populeux étant attaqué de front et se voyant upé de Grand-Pré, se retira par Attigny et Suippe sur Châns; l'Argonne se trouva franchie, et Dumouriez, avec quinze ille hommes, allait être tourné au Nord par vingt-cinq mille utrichiens, attaqué de front par quarante mille Prussiens, nfermé entre deux rivières et forcé de se rendre. Dans ce grand anger, il garda son sang-froid et conçut le plan le plus hardi : ne voulait pas abandonner un terrain si favorable à la défenve pour se retirer derrière la Marne, en plaine, dans un pays

où il ne pourrait résister aux masses disciplinées de l'ennemi ; il résolut de laisser les Prussiens s'emparer de la route de Châlons, mais de se placer derrière eux, d'occuper leurs communications, de les enchaîner, pour ainsi dire, dans leur élan vers la capitale. Profitant du retard que mettait l'ennemi à sortir de la Croix-aux-Bois pour tourner sa position, il décampe pendant la nuit [10 septembre], traverse l'Aisne, arrive à Autry, et, sans s'inquiéter des coureurs prussiens qui jettent la terreur dans sa arrière-garde, il remonte la rivière jusqu'à Sainte-Menehould; puis il prend position devant la route de Châlons, la droite appuyée à l'Aisne, la gauche à des étangs, s'adossant à la ville et au corps de Dillon, auquel il ordonne de tenir dans les Islettes jusqu'à la dernière extrémité. Dans cette position extraordinaire où il fait face à Paris, en laissant toute liberté à l'ennemi de venir se placer devant lui et par conséquent de faire face au Rhin, il voit arriver Beurnonville, auquel il a donné l'ordre de le joindre par Châlons, et il attend Kellermann, dont la marche est très-lente, mais qui doit lui former une armée de soixante-dix mille hommes ; de plus deux camps, de dix mille hommes chacun, s'établissent sur la Suippe et devant Châlons, et ils se renforcent continuellement des volontaires de Paris.

Cependant les Prussiens avaient passé l'Aisne à Vouziers, remonté la rivière, occupé la route de Châlons ; mais, au lieu de se porter sur cette ville, ils avaient fait face à Dumouriez, le croyant tourné, comptant le forcer à mettre bas les armes, et ils étaient résolus à lui livrer bataille, pour l'empêcher, disaient-ils, de « sortir du piége. » Mais les Français n'avaient aucunement l'envie de s'ouvrir la route de Châlons ; d'ailleurs, il leur restait celle de Vitry, par laquelle Kellermann arriva le 19. Dès le lendemain, une violente canonnade s'engagea entre les deux armées et sans résultat [20 sept.]. Alors le duc de Brunswick dirigea trois colonnes d'attaque contre le corps de Kellermann posté au moulin de Valmy. Nos jeunes soldats regardaient ces vieilles troupes avec indécision, lorsque Kellermann leur ordonna de marcher à l'ennemi la baïonnette en avant ; et, se mettant à leur tête : « Vive la nation ! » s'écria-t-il. Toute l'armée s'ébranla en répétant ce cri avec enthousiasme : les Prussiens s'arrêtèrent et le duc de Brunswick les fit rentrer dans leurs positions. La révolution, qui n'était, au dire des émigrés, qu'une *cohue de savetiers* et une anarchie sans nom, s'était

montrée à la coalition jeune, ardente, aussi bien armée que sagement disposée : « elle fut jugée, et ce chaos jusque-là ridicule n'apparut plus que comme un terrible élan d'énergie. »

La canonnade insignifiante de Valmy, qui coûta de part et d'autre huit à neuf cents hommes, eut pour la France tout l'effet d'une grande victoire. Le camp français était plein de joie, d'assurance et d'audace ; il avait des vivres, il bravait la mauvaise saison, il attendait des renforts. « J'ai toujours l'avantage de la position, écrivait Dumouriez, soit que les ennemis marchent en avant, soit qu'ils tentent une retraite, soit qu'ils veuillent risquer une bataille. » L'armée prussienne était, au contraire, pleine d'incertitude et de tristesse ; elle piétinait dans une boue argileuse ; elle manquait entièrement de vivres ; elle était ravagée par les maladies ; elle avait perdu déjà vingt mille hommes. Le duc de Brunswick voyait tout le pays occupé et battu par les coureurs français, des camps de volontaires qui se formaient partout, Paris en révolution et ne reculant devant aucun excès, enfin Thionville qui venait de forcer les Impériaux à décamper ; il ne pouvait ni rester où il était ni aller plus loin : il se décida donc à la retraite. Le roi de prusse y était d'ailleurs résolu, à cause des événements qui se passaient dans le Nord, où les Russes avaient envahi la Pologne pour y renverser la constitution de 1791, de concert avec l'Autriche, qui y envoya ses meilleures troupes : il se voyait la dupe de l'empereur, et ne pensait plus qu'à prendre sa part de la Pologne.

Les Prussiens décampèrent, repassèrent les défilés de l'Argonne, évacuèrent Verdun et Longwy, et sortirent de France [1er oct.]. Leur marche fut très-lente et très-faiblement inquiétée. Dumouriez ne songeait plus qu'à conquérir les Pays-Bas : il laissa le soin de la poursuite à Kellermann, qui était en mauvaise intelligence avec lui ; enfin l'on croit qu'il avait conclu avec l'ennemi une convention secrète d'évacuation, qui fut ratifiée par le pouvoir exécutif et les commissaires de l'Assemblée nationale [1].

La facilité de retraite laissée aux Prussiens fut une grande faute ; car, à cette époque, l'armée d'Alsace ayant obtenu d'éclatants succès, il eût été possible de leur fermer le retour sur le Rhin. En effet, les Impériaux ayant dégarni ce fleuve pour

(1) Mém. de Hardemberg, t. I, p. 483

renforcer l'armée qui assiégeait Thionville, Custine, qui commandait l'aile gauche de l'armée d'Alsace, prit l'offensive, s'empara sans obstacle de Worms et de Spire [21 oct.], et, bientôt après, de la grande place de Mayence, où il avait des intelligences. Les Prussiens craignirent qu'il ne descendît jusqu'à Coblentz, seul pont qu'ils eussent sur le Rhin, et ils se hâtèrent d'y arriver; mais Custine ne songeait nullement à eux : il prit Francfort, et courut sur le Mein pour révolutionner l'Allemagne, au risque de forcer la diète germanique à se déclarer ennemie.

Dans le même temps, les hostilités avaient commencé aux deux extrémités de la ligne d'opérations des alliés, dans les Pays-Bas et sur les Alpes. — Dans les Pays-Bas, les Autrichiens, après avoir mis les Français en déroute au camp de Maulde [24 septembre], prirent position devant Lille; mais, au lieu d'assiéger cette ville régulièrement, ils la bombardèrent pendant douze jours et brûlèrent sept cents maisons. La défense héroïque des habitants et la nouvelle de la marche de Dumouriez sur les Pays-Bas forcèrent l'ennemi, après cette barbarie inutile, à repasser la frontière [8 oct.]. — Sur les Alpes, Montesquiou, avec vingt mille hommes, envahit la Savoie [23 sept.], pays tout français de langue et de position, qui l'accueillit avec enthousiasme. En même temps, Anselme, avec six mille hommes, quelques vaisseaux et un million fourni par Marseille, entra dans le comté de Nice [28 sept.], en faisant croire aux Piémontais que sa troupe était l'avant-garde d'une armée de quarante mille hommes. Tout s'enfuit à son approche ; Nice, le fort Montalban, Villefranche se rendirent avec d'immenses munitions, cent canons, des vaisseaux de guerre, etc.

La conquête de Nice et de la Savoie, la résistance de Lille, la prise de Mayence, complétèrent la glorieuse campagne de Dumouriez et jetèrent la stupéfaction dans toute l'Europe. La révolution se présenta à elle sous une nouvelle face et trouva partout de nombreux admirateurs ; l'émigration fut désespérée; la France, pleine de la confiance la plus belliqueuse, sentit, pour la première fois, toute sa force ; elle oublia ses maux, ne regarda plus que comme passagère l'anarchie présente, et mit tout son espoir dans la Convention nationale, qui s'était assemblée le lendemain même de la bataille de Valmy.



LIVRE II.

RÉPUBLIQUE (1792-1804).

SECTION I.

CONVENTION NATIONALE.

21 septembre 1792 — 26 octobre 1795.

CHAPITRE PREMIER.

Mort de Louis XVI. — Chute des Girondins. — Du 21 septembre 1792 au 2 juin 1793.

§ I. Situation des partis. — La Gironde, la Montagne, la 'laine. — Paris avait, depuis trois ans, gouverné la révolution t envoyé au reste de la France son histoire et ses opinions outes faites. Le reste de la France, tant que la révolution se naintint dans les voies de 1789, avait béni la courageuse iniiative de la capitale; il avait accepté avec transport son inluence, il avait secondé son mouvement de tous ses efforts; nais les départements, surtout ceux du Midi, empreints de leur prit d'opposition éternelle à ceux du Nord, les départements, nt la constitution de 91 avait satisfait tous les vœux, et qui yaient mal les dangers extérieurs de la révolution, commenrent, au 10 août, à s'inquiéter de l'ardeur révolutionnaire de ris; ils furent épouvantés de l'anarchie des quarante jours; s'indignèrent du despotisme sanguinaire que la commune

insurrectionnelle voulait leur imposer. Aussi les élections à la Convention furent-elles généralement faites dans un sentiment d'hostilité jalouse contre la capitale, dans le désir d'échapper à son influence tyrannique, dans la volonté d'arrêter son exaltation révolutionnaire et ses excès par le retour de l'ordre, le règne des lois, l'établissement d'un gouvernement fort et respecté ; et les Girondins, auxquels le 2 septembre avait enlevé le pouvoir, arrivèrent en force et pleins de confiance à la nouvelle assemblée.

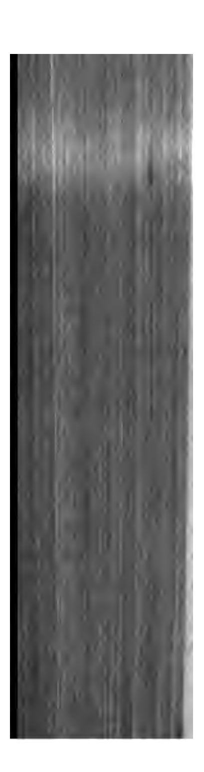
La Convention était composée de sept cent quarante-neuf membres, dont soixante-quinze avaient siégé à l'Assemblée constituante, et cent soixante-quatorze à l'Assemblée législative. La Gironde en forma le côté droit. Vergniaud, Brissot, Condorcet, etc., avaient été réélus, et ils s'étaient renforcés de Buzot, Pétion, Louvet, Barbaroux, Lanjuinais, qui ne le cédaient aux premiers ni en lumières ni en courage. La Gironde se croyait sûre de la victoire : car elle avait pour elle, outre le nombre, la supériorité des talents, la moralité des opinions, la générosité des sentiments ; elle s'appuyait sur les classes moyennes, riches et éclairées ; elle possédait le ministère et les administrations départementales ; elle rédigeait presque tous les journaux ; enfin elle espérait entraîner, par ses opinions modérées, le centre de l'assemblée. Son but était d'arrêter la révolution au 10 août et de la sauver des dangers intérieurs, c'est-à-dire de l'anarchie, par une constitution républicaine où la bourgeoisie aurait le pouvoir.

La Montagne forma le côté gauche de la Convention ; elle se composait généralement d'hommes ignorants, positifs, audacieux, qui au langage élégant, aux candides illusions, au respect pour les lois et à l'humanité des Girondins, opposaient la passion révolutionnaire, une haine implacable contre tout ce qui faisait obstacle à leur but ; nulle aversion pour le sang, peu de respect pour la propriété, et le principe qu'il n'y a point de crime en temps de révolution. » « Ils étaient, disaient-ils, les hommes de la nature ; leurs adversaires étaient les hommes d'État. » Ils s'appuyaient sur la multitude, qui, selon eux, avait seule commencé la révolution et seule devait l'achever ; ils avaient pour eux Paris, qui était le centre de leurs forces, où leurs ennemis se trouvaient isolés, où ils dirigeaient tout ce qui avait fait la révolution, les clubs, les sections, la muni-

palité; enfin ils espéraient, par leur énergie, dominer le centre de l'assemblée. Leur but était de sauver la révolution des dangers extérieurs, d'ouvrir un abîme entre la monarchie et la république; enfin de « chercher des lois qui fissent sortir le pauvre de sa misère et le riche de son opulence, pour amener le régime de l'égalité réelle. »

Entre ces deux partis était le centre, qu'on appelait la *Plaine* ou le *Marais*, composé d'hommes probes et éclairés, mais paisibles et timides. Portés vers les Girondins par leurs idées de modération et de jalousie contre Paris, ils se défiaient de leur confiance en eux-mêmes et de leurs abstractions philosophiques; portés vers les Montagnards par leur désir de sauver la révolution, ils détestaient l'anarchie et la violence. Ils firent la majorité en appuyant tantôt les Girondins dans les questions de gouvernement, tantôt les Montagnards dans les mesures de salut public, jusqu'à ce que, jetés par la peur sous la main du parti énergique, ils ne servirent plus qu'à sanctionner tous les excès.

La Gironde et la Montagne étaient inconciliables; elles différaient en tout : c'étaient la bourgeoisie et la multitude, les départements et Paris, le 10 août et le 2 septembre, la révolution considérée à l'intérieur et comme constitution à faire, la révolution considérée à l'extérieur et comme pays à défendre. Aux yeux des Girondins, les Montagnards n'étaient que des anarchistes vendus à l'étranger pour discréditer la révolution par leurs excès; aux yeux des Montagnards, les Girondins n'étaient que des intrigants qui s'entendaient avec l'émigration pour ramener l'ancien régime. Les deux partis étaient sincèrement attachés à la révolution, et ils s'accusaient mutuellement de conspirer contre elle et de la trahir. Ce fut la minorité qui l'emporta. Inférieure en moralité et en talents à la majorité, elle lui était supérieure par l'intelligence ou le sentiment de la situation révolutionnaire; car l'anarchie que poursuivaient les Girondins ne pouvait être qu'un danger éphémère et local, tandis que la contre-révolution que repoussaient les Montagnards était un danger constant et universel. La révolution n'était pas encore arrivée à l'époque où elle pourrait se constituer; elle ne devait songer qu'à se défendre; et la Convention nationale était appelée à sauver l'indépendance du pays, non à lui donner un gouvernement : mission terrible, qui a fait son malheur et sa gloire!



existait depuis le 10 août.

La Convention décréta ensuite que toutes les l
gées étaient conservées ; que tous les corps admi
nicipaux et judiciaires seraient réélus ; que les é
bannis à perpétuité, que ceux qui rentreraient
seraient pris les armes à la main seraient p
[22 sept.]. Elle se partagea en plusieurs comités
veillance, de la guerre, de législation, de finance
tie, de constitution ; et ces comités furent presqu
composés de Girondins. Enfin elle demanda aux
rapport sur la situation de l'État ; et à ce sujet,
dévoilé l'anarchie de Paris, qui se répandait dar
ces, les Girondins commencèrent la lutte contre
sans préparation et sans plan, avec une génére
et une aveugle confiance dans la bonté de leur ca
Ils s'élevèrent contre les crimes de septembre et l
ils accusèrent la commune de Paris de s'être arr
sance qui n'appartenait qu'à la France ; ils déc
existait un parti qui voulait s'élever au pouvoir
le sang et l'anarchie ; ils nommèrent Danton,
Marat, comme les triumvirs qui visaient à la dict
veux pas, dit Lasource, que Paris devienne dans
çais ce que fut Rome dans l'empire romain. Il
soit réduit à un quatre-vingt-troisième d'influ
chacun des autres départements. » Danton rép
accusation en prétendant que les Girondins voul

laient, dans les départements désunis, exercer une dictature plus réelle que celle dont ils nous accusent, et déchirer la république par le *fédéralisme.* » Robespierre, bien que l'accusation de dictature fût entièrement dénuée de preuves, ne se défendit, selon sa coutume, qu'en énumérant à satiété ses services et ses vertus. Enfin Marat parut à la tribune; mais, à sa vue, il n'y eut qu'un cri d'horreur contre « cet homme tout dégouttant de calomnie, de fiel et de sang, » qu'aucun parti n'osait avouer, et que les Jacobins regardaient eux-mêmes comme « l'enfant perdu de la révolution. » Il lutta audacieusement contre la clameur universelle, ne répondit aux outrages que par le sourire du mépris, et avoua avec cynisme ses opinions sur la dictature. « Si, à la prise de la Bastille, dit-il, on eût compris la nécessité de cette mesure, cinq cents têtes scélérates seraient tombées à ma voix, et la paix eût été affermie dès cette époque... Mes idées ne tendaient qu'au bonheur public. Si vous n'étiez pas vous-mêmes à la hauteur de m'entendre, tant pis pour vous ! »

L'assemblée passa à l'ordre du jour sur les accusations mutuelles de dictature et de fédéralisme, accusations également mal fondées, dans lesquelles les deux partis avaient pourtant une crédulité puérile, et qui furent leurs éternels instruments de guerre. Ensuite elle décréta que la république était une et indivisible, et qu'une commission chercherait les moyens de donner à la Convention une force publique prise parmi les citoyens des quatre-vingt-trois départements. La Plaine donnait satisfaction par le premier décret à la Montagne, et par le second à la Gironde.

Cette première attaque des Girondins fut une faute insigne. On ne crut pas à l'accusation de dictature qu'ils avaient si absurdement énoncée, et l'on commença à parler de leur fédéralisme, qui était une calomnie si l'on entendait par là un plan arrêté de séparer les départements de la capitale, qui n'en était plus une si l'on entendait par là l'inimitié des provinces contre Paris. Cependant la Gironde recommença bientôt son attaque et avec autant de maladresse. Louvet, imagination crédule et ardente, dénonça de nouveau Robespierre comme prétendant à la dictature; mais son éloquente accusation ne reposait que sur les plus vagues soupçons. La Gironde voyait un projet d'usurpation là où il n'y avait qu'ambition d'influence; et Lou-

vet découvrait un dictateur dans « l'homme qui avait souffert qu'on le proclamât le plus vertueux citoyen de la France. » Robespierre se défendit avec beaucoup d'habileté, et cette accusation eut pour résultat de grandir encore sa réputation, surtout auprès des fanatiques qui rêvaient la mise en œuvre du *Contrat social* et du déisme de Rousseau, et qui le regardaient comme le chef de leur secte.

Les Girondins usèrent, dans ces stériles débats, leur crédit, leur verve d'indignation et la magnifique position qu'ils avaient en arrivant à la Convention. Toute leur conduite fut entachée de la même inhabileté, du même défaut de plan, de la même inconséquence: les mesures de gouvernement qu'ils proposèrent furent mal soutenues; ils ne purent faire adopter leur projet favori d'une garde prise dans les départements; ils firent arriver au ministère de la justice, à la place de Danton, Garat, idéologue qui visait à l'impartialité et penchait vers eux par ses affections, mais médiateur d'une mollesse extrême et d'une bienveillance banale; ils mirent au ministère de la guerre [5 octobre], à la place de Servan, qui était malade, l'ignoble et inepte Pache, qui livra ses bureaux et l'armée aux Jacobins; ils permirent à Pétion de refuser la mairie de Paris, à laquelle fut nommé Chambon, homme faible et nul, qui fut assisté de deux hommes infâmes, Chaumette et Hébert, procureur et substitut de la commune. Ils laissèrent Marat « se vautrer dans la calomnie, » dénoncer tout le monde, demander, à la tribune même, deux cent soixante-dix mille têtes pour assurer la paix; et ils s'habituèrent à rire de ce maniaque, dont ils méconnaissaient l'influence, et qu'ils proposaient d'envoyer aux Petites-Maisons. Ils achevèrent de s'aliéner Danton, qui, n'étant cruel que par position révolutionnaire, penchait vers eux dans ses retours vers l'humanité; et ils ne cessèrent de lui rappeler les crimes de septembre. Ils ne pensèrent plus à arrêter la grandeur de Robespierre que par le ridicule: « La révolution française est une religion, disaient leurs journaux, et Robespierre y fait secte; c'est un prêtre qui a ses dévots. Robespierre prêche, Robespierre censure; il tonne contre les riches et les grands; il vit de peu et ne connait pas de besoins physiques; il s'est fait une réputation d'austérité qui vise à la sainteté; il parle de Dieu et de la Providence; il se dit l'ami des pauvres et des faibles; il se fait suivre par les femmes et les faibles d'esprit; il reçoit gravement leurs adorations et

ımmages (1). » Tant de fautes excitaient la joie des Mon-
, qui allaient bientôt passer de la défensive à l'offensive.
Bataille de Jemmapes. — Conquête de la Belgique. —
iez, après sa belle campagne de l'Argonne, était venu à
avait fait adopter au Conseil exécutif le plan qu'il avait
ant ministre, et qui consistait à faire prendre à la France
es naturelles. Anselme, Montesquiou, Biron, devaient se
la défensive ; Custine, descendre le Rhin ; Kellermann,
par Trèves, jusqu'à Coblentz, où il donnerait la main à
; enfin Dumouriez, envahir la Belgique, et rejeter, à l'aide
rmann, l'ennemi derrière le Rhin.
nquête de la Belgique semblait facile : nul pays n'avait
ıvec plus d'ardeur les idées révolutionnaires ; le clergé,
sse, le peuple étaient unanimes pour appeler les Fran-
n'y avait, pour le défendre, que vingt mille Autrichiens
s de la Sambre à la mer ; enfin l'armée française était
ıre en nombre, exaltée par ses premiers succès, et com-
ı grande partie de volontaires indisciplinés et pillards,
dacieux, alertes, enthousiastes, qui dansaient *la Car-*
(2) sous le feu du canon. Avec de tels *enragés*, Dumou-
songea qu'à attaquer de front ; et, au lieu de se jeter,
leuse, sur la ligne de retraite des Autrichiens, et de les
insi, sans combat, à évacuer la Belgique, il marcha droit
Son armée était divisée en trois corps : à droite, Valence,
t-huit mille hommes, devait suivre la Meuse jusqu'à
pour empêcher la jonction de Saxe-Teschen avec douze
utrichiens, commandés par Clairfayt, qui venaient d'éé
la Champagne ; à gauche, la Bourdonnaie, avec vingt
ommes, devait envahir la Flandre maritime, prendre
arriver sur la Meuse à Ruremonde, et donner la main à
sous Maëstricht ; au centre, Dumouriez, avec quarante-
le hommes, devait pousser les Autrichiens dans le cercle
ar ses lieutenants, et chercher, par une victoire écla-
étonner l'Europe, qui croyait les Français, depuis la
le sept ans, incapables de gagner une bataille.
ce ne put empêcher la jonction de Clairfayt et de Saxe-
, et il fut forcé, par le manque de vivres, de rester dans

ote français, nº MCXCII. — Hist. parlement. de la Révol., t. XXI.
son républicaine dont le refrain était : « Vive le son du canon ! »



Ferrand à gauche, devaient les attaquer de fron
cause d'un malentendu, resta à peu près inactif;
vint avec beaucoup de peine à se porter sur le fla
chiens; mais, au centre, composé principalement d
parisiens, nos soldats, ayant à braver un feu épou
pénétrer dans la trouée entre Jemmapes et Cuesn
çaient à se débander, lorsque leur jeune général
forma en colonne serrée, et enleva les redoutes. E
l'attaque de droite, qui avait d'abord failli, fut ra
mouriez; les villages furent emportés, et les
poussés de toutes parts, se mirent en retraite pa
Bruxelles, que Harville n'avait pas fermée. La per
part et d'autre, et estimée à deux mille hommes.

Dumouriez, avec des forces doubles, n'avait obt
neur d'un champ de bataille sur un ennemi qu'il au
par de meilleures dispositions. Néanmoins sa v
éclat prodigieux; on en exagéra les périls et la gl
dats en prirent une confiance excessive; l'Europ
fondément étonnée. Dumouriez n'en tira qu'un m
son armée était dans un dénûment presque co
faute de Pache; ce n'était qu'avec la plus grande
nourrissait, et pour cela il passa lui-même des m
rogea une dictature administrative qui le fit accu
sion par les Jacobins. Cependant, malgré ces obst
à Mons, à Bruxelles, à Liége, en suivant pas à pas

tait en mouvement et s'emparait de Charleroy et de Na-
Toute la Belgique fut occupée jusqu'à la Meuse, et l'on
l'Escaut, fermé depuis 1648, au risque de se faire des
ies de la Hollande et de l'Angleterre. Le pays était plein
; il déclara ses liens rompus avec la maison d'Autriche,
isposa à se former en république, mais en conservant ses
nes institutions et surtout son clergé, qui s'était mis à la
la révolution.
Autrichiens avaient passé la Meuse, évacué Aix-la-Cha-
et pris position entre la Roër et l'Erft. Le Conseil exécutif
que l'armée française ne quitterait pas les armes jusqu'à
l'ennemi eût été repoussé au delà du Rhin ; mais Du-
z ne dépassa pas Aix-la-Chapelle [8 décembre] : ses
manquaient de tout ; le gouvernement avait cassé ses
fs et décrété d'accusation ses fournisseurs ; enfin les
de la Moselle et du Rhin ne l'avaient pas secondé. Kel-
n avait été remplacé par Beurnonville, qui, après des
ts brillants en avant de Trèves, fut obligé de se retirer
Sarre; Custine n'était occupé qu'à piller et révolutionner
iagne, où il fit détester le nom et les principes français ;
même reprendre Francfort par les Prussiens.
onquête de la Belgique exalta les esprits : on ne parlait
ne de renverser tous les tyrans; la Convention, disait
, était le « comité général d'insurrection de tous les peu-
» et, en effet, l'assemblée, emportée par son ardeur de
ande, décréta qu'elle accorderait « secours et fraternité à
peuples qui voudraient recouvrer leur liberté [19 nov.]. »
une déclaration de guerre à la vieille Europe. Pour la
ter, il fut décrété que dans tous les pays où les généraux
s entreraient ils proclameraient sur-le-champ la souve-
du peuple, l'abolition de la féodalité, de la dîme, de tous
s; la séquestration des biens des prêtres et des nobles
rvir de gage aux frais de la guerre ; la circulation des
ts ; la destitution des anciennes autorités et l'élection de
es administrations, « où entreraient nécessairement les
lottes » [1792, 15 déc.].
Procès de Louis XVI. — C'étaient les Montagnards qui
pris l'initiative de ces mesures révolutionnaires ; les Gi-
s'étaient empressés de les adopter, avec le regret d'être
és par leurs ennemis ; mais les deux partis n'en conti-

nuaient pas moins leur combat de soupçons et de haines. La Gironde, chargée de faire la constitution, hâtait son travail, dans l'espoir de ruiner ses adversaires par le rétablissement de de l'ordre légal. La Montagne ne cherchait, au contraire, qu'à prolonger l'état révolutionnaire ; et pour démasquer le *modérantisme* de ses ennemis, elle mit en avant une question qui devait soulever toutes les passions : le sort de Louis XVI [13 nov.].

Alors une discussion très-compliquée s'engagea sur ces deux propositions : Louis peut-il être jugé ? Quel tribunal prononcera le jugement ? — Nul doute que le roi n'eût trahi la nation par ses intelligences avec l'étranger ; mais la peine était écrite dans la constitution, et, aux termes mêmes de la déclaration des droits, elle ne pouvait être prise que dans la constitution (1) : cette peine, c'était la déchéance, et la déchéance existait de fait depuis le 10 août. Il n'y avait donc pas lieu à jugement : tout ce qu'on pouvait faire, par mesure de sûreté générale, était de bannir Louis XVI ou de le tenir en captivité jusqu'à la paix. Mais la Convention, appelée pour prononcer l'abolition de la monarchie et faire une constitution républicaine, ne se croyait nullement liée par la constitution de 91, et il n'y eut qu'une très-faible minorité qui osât prendre la défense de l'inviolabilité du roi. La Montagne, avec son audace et sa cruauté ordinaires, avoua hautement qu'elle voulait la mort immédiate de Louis XVI, par le « droit qu'avait Brutus sur César, » et elle taxa de royalisme ceux qui espéraient le sauver, soit en invoquant l'inviolabilité, soit en demandant un jugement ; « Comment ! dit Saint-Just (c'était un fanatique de vingt-cinq ans, tout semblable à ces moines du moyen âge, qui brûlaient les hérétiques avec une conscience paisible et en louant Dieu), comment ! faire avec respect le procès d'un homme assassin du peuple, pris en flagrant délit ! Mais juger, c'est appliquer la loi. Une loi est un rapport de justice : quel rapport de justice y a-t-il entre l'humanité et les rois ? Moi, je dis que le roi doit être jugé en ennemi, que nous avons moins à le juger qu'à le combattre ; que, n'étant pour rien dans le contrat qui unit les Français, les formes de la procédure ne sont point dans la loi

(1) « Nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit. »

le, mais dans la loi du droit des gens. — Il n'y a point ici
procès à faire, dit Robespierre; Louis n'est point un accusé;
s n'êtes point des juges : vous êtes, vous ne pouvez être que
hommes d'État et les représentants du peuple; vous n'avez
une sentence à rendre pour ou contre un homme, mais une
ure de salut public à prendre, un acte de providence natio-
à exercer. »
a Gironde, en face de ces adversaires implacables dans leur
et dans leur haine, fut incertaine et divisée : soit qu'elle
gnît d'être accusée de royalisme, soit qu'elle fût encore
s l'impression des trahisons royales qu'elle avait, la pre-
re, dévoilées, elle ne défendit pas l'inviolabilité; mais en
me temps elle prit un détour pour sauver son ennemi vaincu,
lle crut avoir remporté une victoire sur la Montagne en
ant décider que le roi serait jugé, et qu'il serait jugé par la
vention [1792, 3 déc.]. La Convention discuta ensuite les
nes du procès, et dressa l'acte d'accusation d'après les pièces
avaient été trouvées chez l'intendant de la liste civile, et
es qu'on avait récemment découvertes dans une armoire
ète du château des Tuileries (1). Ces pièces attestaient les
espondances de la cour avec l'émigration, ses intrigues
les constituants, la trahison de Mirabeau, etc.; mais elles
oignaient de la part de Louis moins une volonté arrêtée de
la contre-révolution que la « faiblesse d'un homme qui se
e aller à toutes les espérances qu'on lui donne de recouvrer
ancienne autorité. » Il fut cité à comparaître devant la
vention sous le nom de Louis *Capet*, comme si l'on avait
u insulter en lui les trente-deux rois dont il descendait et
e la vieille histoire de la France.
famille royale avait été gardée avec la plus grande ri-
ır dans la tour du Temple. « Les commissaires de la com-
e n'avaient pas su, disaient les Jacobins eux-mêmes, con-
r ce qu'ils devaient à l'humanité et à l'infortune avec les
autions qu'exigeait le dépôt qu'ils avaient en garde. » Louis
tifiait sa captivité par sa piété et sa résignation : rendu à la
privée, pour laquelle il était fait, il redevenait lui-même,
-à-dire plein de bonté, de calme, de simplicité. En se voyant

(1) C'est la fameuse *armoire de fer* qui fut dénoncée par le serrurier que Louis XVI
appelé pour la construire.



coulé le 10 août. Ensuite, et sans qu'il y eût ét
lui fit subir un interrogatoire très-compliqué, tr
sant, où les faits étaient entassés sans aucun ordr
dit avec peu d'adresse et même de dignité : il n
des faits, rejeta les autres sur ses ministres, et s'
constitution, qu'il prétendit n'avoir jamais violée
reconnaître l'existence de l'armoire de fer, les pi
nues, même ses lettres, même sa signature ; i
« jamais idée de contre-révolution n'était entrée

Après cet interrogatoire, Louis fut amené au Te
de sa famille et libre de communiquer avec Tro
lesherbes, qu'il avait choisis pour conseils, et qui
le jeune Desèze. Celui-ci prononça la défense [26
un chef-d'œuvre de logique et d'éloquence : d'abo
tra que les faits antérieurs à l'acceptation de la
étaient couverts par l'acceptation même, et les fai
par l'inviolabilité ; ensuite il discuta habilement
enfin il releva l'iniquité d'un procès où les forme
telles que la faculté de récusation, la majorité des
vote secret, étaient violées. « Je cherche parmi vo
dit-il, et je n'y vois que des accusateurs. »

Dès que Louis fut retiré, Lanjuinais demand
de la procédure : « Vous ne pouvez pas, dit-il,
applicateurs de la loi, jurés d'accusation, accusat
jugement, ayant tous ou presque tous ouvert votr
fait quelques-uns de vous avec une férocité scan

cynisme furibond dans ce hideux conflit, et les tribunes s'en
èrent, d'accord avec les députés de la gauche, qui leur indi-
ient les orateurs à huer ou à applaudir. Enfin l'on décréta
la discussion sur le procès serait continuée, toutes affaires
antes, jusqu'à ce que l'arrêt fût rendu. La Montagne, irri-
de tous ces délais, recommença à demander la mort de
is sans jugement et par le droit de l'insurrection, comme
t le salut du peuple, une nécessité de la révolution, l'u-
ue et éclatant moyen de rompre à jamais avec le passé. « Si
ais suivi ma première pensée, dit Merlin de Thionville, au
août, je vous aurais épargné la peine de juger le tyran. » On
bordait plus le nom du malheureux roi qu'avec des épithètes
rieuses jusqu'au ridicule, qu'avec des allusions déclama-
es aux mœurs incomprises de l'antiquité, qu'avec de basses
teries pour le peuple des tribunes. A mesure que la discus-
n s'avançait, la question devenait de plus en plus révolu-
nnaire ; on ne songeait plus à la personne du roi : sa mort
son salut était l'achèvement ou l'avortement de la révolu-
n. Les Girondins s'effrayaient de la marche que prenait une
estion dont ils n'avaient pas saisi toute la portée ; ils vou-
ent sauver Louis XVI, regardant sa mort comme un op-
bre pour la révolution, une cruauté inutile, un défi porté à
te l'Europe ; mais, se voyant perdus s'ils absolvaient, et ne
ulant pas servir leurs ennemis par une condamnation, ils
erchèrent un moyen terme qui ne fut qu'un témoignage de
r faiblesse et de leur incapacité politique : ils demandèrent
e le jugement fût porté à l'appel du peuple, pour rejeter sur
nation elle-même, ou l'absolution ou la condamnation. C'était
poser inévitablement la France à une guerre civile ; et les
ntagnards relevèrent avec leur audace calomnieuse l'absur-
é de cette proposition, en dévoilant la pitié hypocrite de leurs
versaires, qui avouaient, disaient-ils, leur complicité avec le
an, leur désir d'appeler l'étranger, leur projet de bouleverser
France par le fédéralisme.

La discussion dura douze jours, et fut une lutte à coups de
crets entre les deux partis : ainsi la Gironde fit décider que
iconque tenterait ou proposerait de rétablir la royauté, sous
elque dénomination que ce fût, serait puni de mort. A son
r, la Montagne fit décider que quiconque tenterait ou pro-
serait de rompre l'unité de la république serait puni de mort.

Les Girondins obtinrent un décret de bannissement
famille d'Orléans, qu'ils soupçonnaient de viser au t
Montagnards firent suspendre l'exécution de ce dé
que après le jugement de Louis. Pendant ce temps l'
était extrême dans Paris; les Jacobins les plus ardent
saient les sections et en chassaient les hommes honnê
sibles; la garde nationale était passive et découragée
seil général de la commune, quoique renouvelé
décret du 22 septembre, se trouvait encore composé
que dirigeaient Chaumette et Hébert; enfin, le déso
augmenté par une disette qui avait pour cause la
commerce et le discrédit des assignats. Le peuple
plus grande misère, parce que le prix des denrées
excessif en assignats, et que le travail n'était payé qu
il demandait à grands cris le *maximum*, c'est-à-dire l
légale du prix des denrées; la Convention et la
résistaient à cette mesure désastreuse; il y avait p
émeutes pour les grains, et l'on s'attendait à une gu
à l'issue du procès de Louis XVI.

§ V. Jugement et mort de Louis XVI. — Cependan
vention avait fermé la discussion et décrété que les que
raient ainsi posées [1793, 14 janv.] : Louis est-il cou
conspiration contre la liberté de la nation et d'attent
la sûreté générale de l'État? — Le jugement sera-t-il
la sanction du peuple? — Quelle sera la peine? — Ch
puté devait venir à la tribune prononcer son vote mot
et signé. L'appel nominal commença sur la première
[15 janv.], et, à la presque unanimité, Louis fut déc
pable. Sur la deuxième question, il y eut deux cent
vingt-une voix pour et quatre cent vingt-trois contre l
peuple; quarante-cinq voix perdues. L'appel nomin
troisième question commença le lendemain à huit h
oir et dura vingt-cinq heures, au milieu d'un tumult
ble [16 janvier]. Les tribunes étaient envahies par la m
qui vociférait des menaces ou des applaudissements,
le vote était pour ou contre la mort. Les Montagnards,
leur haine et à leur plan, votèrent la mort les uns avec
bre résolution, les autres avec une joie cruelle; les Girond
incertains et plus inconséquents que jamais, sentirent le
lutions d'indulgence s'évanouir devant les cris sinistre

bunes : la plupart laissèrent tomber de leurs lèvres tremblantes le mot de mort, quelques-uns en y ajoutant avec sursis : acte de lâcheté, qui décida du sort de Louis XVI et fut un suicide pour la Gironde. Enfin, l'appel nominal étant terminé, « l'Assemblée reçut, de tous ceux qui n'avaient pas voté la mort ou qui y avaient attaché une condition, la déclaration qu'ils s'étaient déterminés à voter comme législateurs et non comme juges, et qu'ils n'avaient entendu prendre qu'une mesure de sûreté générale. » Les votes se trouvaient ainsi partagés en deux grandes classes; et le dépouillement étant fait, il fut reconnu que sur sept cent vingt et un votants (vingt-huit voix furent perdues) trois cent trente-quatre s'étaient prononcés pour le bannissement, la détention ou la mort conditionnelle, et trois cent quatre-vingt-sept pour la mort [17 janv.].

L'arrêt fut aussitôt communiqué au malheureux roi [18 janv.], qui écrivit à l'Assemblée : « Je dois à mon honneur, je dois à ma famille de ne point souscrire à un jugement qui m'inculpe d'un crime que je ne puis me reprocher. En conséquence, je déclare que j'interjette appel à la nation elle-même du jugement de ses représentants. » Sur la motion de Robespierre, cet appel fut rejeté [19 et 20 janv.]; et l'on renvoya au surlendemain à décider une dernière question : Sera-t-il sursis à l'exécution du jugement de Louis? Trois cent dix voix se prononcèrent pour, trois cent quatre-vingts contre le sursis; cinquante-neuf voix furent perdues. Aussitôt il fut décrété que les ministres feraient exécuter le jugement dans les vingt-quatre heures, que la commune laisserait communiquer Louis avec sa famille et appeler auprès de lui tel ministre du culte qu'il lui plairait.

Les Jacobins étaient transportés de joie; mais plus leur victoire était inespérée, plus ils doutaient de son achèvement. Le bruit d'une conspiration royaliste se répandait, et il prit une certaine consistance par le meurtre de Lepelletier de Saint-Fargeau, député qui avait voté la mort du roi, et qui fut assassiné dans un café du Palais-Royal par un ancien garde du corps. La ville était dans la consternation, et l'on s'attendait généralement à une bataille. Les Jacobins, redoublant d'audace, d'activité et de fureur, étaient partout, dans les sections, dans les rangs de la garde nationale, sur les places publiques, comprimant le moindre mouvement de pitié, exaltant toutes les passions, mon-

[redacted]

trant la délivrance du condamné comme le triomphe de l'étranger, qui arriverait sur-le-champ à Paris. La commune déploya toute sa vigilance et sa tyrannie; elle fit fermer les barrières et les boutiques, interdit tout rassemblement, mit de l'artillerie sur toutes les places, fit prendre les armes à toute la population.

Louis avait reçu son arrêt de mort avec le plus grand calme. Après une entrevue déchirante avec sa famille, il dormit paisiblement, communia des mains d'un prêtre qu'il avait choisi, et fut conduit, lentement et à travers une armée entière à la place de la Révolution, où l'échafaud était dressé près des débris de la statue de Louis XV [1793, 21 janv.]. Pas un cri de grâce, pas un mot d'indignation, pas un murmure ne sortit de toute cette population armée ([1]), dont la majorité était pourtant pleine de douleur. Louis ne démentit pas un instant sa religieuse fermeté; monté sur l'échafaud, il voulut haranguer la force armée qui remplissait la place : « Français, dit-il, je meurs innocent des crimes qu'on m'impute. Je pardonne aux auteurs de ma mort, et je demande que mon sang ne retombe pas sur la France... » Santerre l'interrompit par un roulement de tambours, les bourreaux le saisirent; et à dix heures vingt minutes l'infortuné monarque, victime de la révolution que ses ancêtres lui avaient léguée, n'existait plus.

§ VI. Politique de Pitt. — Déclaration de guerre a l'Angleterre. — Nouvelle coalition. — La mort de Louis XVI eut les résultats que voulaient les Jacobins. La rupture de la France avec le passé était complète; la nation entière se trouvait compromise, car ce n'était pas une faction, c'était toute la nation qui avait la responsabilité du coup, et « elle sentait qu'il lui fallait être la première des nations sous peine d'être la dernière ([2]). » « Il n'y a plus à reculer, dit Marat; et telle est la position où nous nous trouvons aujourd'hui, qu'il faut vaincre ou périr. » Et l'armée écrivit à l'Assemblée : « Nous vous remercions de nous avoir mis dans la nécessité de vaincre. » Jamais la révolution n'avait été si audacieusement hostile aux principes sur lesquels reposait encore la société européenne;

([1]) La garde nationale de Paris, à cette époque, était de cent dix mille hommes; il y avait en outre dix mille gendarmes, fédérés et cavaliers.

([2]) Toulongeon, t. II, p. 145.

le ne s'était moins souciée si elle triplait ses périls en
int les haines des gouvernements et en diminuant les
es des peuples; jamais elle n'avait avoué si terrible-
arrogamment, qu'elle était la guerre : la tête du der-
tien était, suivant l'expression des Montagnards, le gant
ieille Europe; et en tombant au milieu des royautés en-
lans leur neutralité égoïste, elle les réveilla pleines de
fallait combattre : une coalition nouvelle se forma, et ce
l'aristocratie anglaise qui se mirent à la tête de la croi-
ouvernements absolus contre la révolution française.
ıple n'avait montré pour la révolution plus de sympa-
gouvernement n'avait conçu plus de crainte que le
ue le gouvernement anglais. Les clubs de Londres cor-
ent avec ceux de Paris dans le projet avoué de faire
lution démocratique; les journées révolutionnaires
té célébrées en Angleterre, même par des violences
tes [1]; un livre de Thomas Payne, *les Droits de*
qui reproduisait les idées françaises, était dans toutes
[2]; le cri de réforme devenait universel. L'aristocra-
ieille constitution se voyaient menacées de ruine : Pitt
espoir de les sauver, en lançant l'Angleterre dans la
ntre la France. Refroidir les Anglais pour la révolu-
aise, en la présentant comme irréligieuse, antisociale,
tout détruire, prête à tous les crimes; et, en même
xciter leur orgueil et leur cupidité, en leur montrant
unique d'acquérir l'empire des mers par la ruine
le éternelle : tel fut son plan. Il parvint d'abord à di-
position parlementaire; et le plus ardent ennemi de la
ı, Burke, en se séparant de Fox, son ami de vingt ans,
ministère un appui qui annula entièrement les whigs
les torys tout-puissants [1791, 4 mars]. Ensuite il fa-
son or et ses intrigues les excès des Jacobins et l'a-
e la France. Enfin, après le 10 août, il commença à
ne position hostile, en rappelant son ambassadeur de
rs il réveilla le zèle des Anglais pour leur constitution,

ingham, l'anniversaire du 14 juillet occasionna, en 1791, une émeute
à la populace, maîtresse de la ville pendant quatre jours, incendia les
habitants connus pour ennemis de la révolution française.

Payne, persécuté pour ce livre, se réfugia en France, où il fut élu
onvention.

si chère par son antiquité; il montra comme un insolent défi le décret du 19 novembre; il ranima les vieilles inimitiés de la nation à cause de la conquête de la Belgique et des dangers qui menaçaient la Hollande, et il demanda à ce sujet des explications menaçantes à la France. L'opinion publique se modifia : les Anglais s'effrayèrent « de cette chose sans nom qu'on appelait la révolution française; » ils s'inquiétèrent des mouvements anarchiques dont leur pays était déjà tourmenté; ils furent séduits par l'espoir de se venger de la guerre d'Amérique en conquérant les colonies françaises. Pitt convoqua un parlement extraordinaire [1792, 18 déc.] : il y fit rejeter toute demande de réforme; il dénonça les sectes qui s'étaient formées pour renverser le gouvernement; il obtint des lois contre la liberté de la presse et la liberté individuelle; il prépara des armements. Alors commencèrent des actes réels d'hostilité : on interdit aux vaisseaux français d'acheter des blés en Angleterre; une frégate française fut prise par deux vaisseaux anglais dans les mers de l'Inde; le stathouder de Hollande, vassal soumis du roi d'Angleterre, entra par ses conseils dans la coalition.

Jusqu'à ce moment, la Convention avait montré une patience singulière et offert toutes sortes de concessions, tant elle avait à cœur de conserver l'alliance du seul peuple qui eût quelque sympathie d'institutions avec la France; mais alors elle demanda des explications, et menaça Pitt de « faire un appel à la nation anglaise et de l'établir juge entre les deux gouvernements, examen qui pourrait amener des suites qu'il n'avait pas prévues. » En effet, les Anglais répugnaient encore à la guerre par une sorte d'instinct démocratique qui leur faisait voir la cause de tous les peuples dans la cause de la France; et le parti républicain continuait à remuer. Mais le 21 janvier arriva : Pitt, qui avait refusé obstinément de faire la moindre démarche pour sauver Louis XVI, exploita l'horreur excitée par sa mort et renvoya l'ambassadeur français; mais quoiqu'il fût, depuis plus de deux mois, en hostilité réelle avec la France, il voulut rejeter sur elle l'initiative de la guerre. Alors « on écrivit, presque sous sa dictée, à des membres influents de la Convention, et notamment à Brissot, que la déclaration de guerre serait le signal de la révolution anglaise, que tout était disposé à cet effet [1]. »

[1] Mém. de Hardemberg, t. II, p. 94.

La Convention donna dans le piége : Brissot, au nom du comité diplomatique, proposa de déclarer la guerre à l'Angleterre et à la Hollande, et la guerre fut déclarée à l'unanimité [1793, 8 fév.].

«C'est la guerre des opinions armées,» dit Pitt, et il chercha à ameuter toute l'Europe contre la France. Il ranima par des subsides la Prusse et l'Autriche; il promit des secours au roi de Sardaigne, irrité de la perte de la Savoie et de Nice, que la Convention avait réunies au territoire français; il tira de son immobilité l'Espagne, qui jusqu'alors, et malgré ses rois Bourbons, avait résisté aux intrigues des émigrés, tant le pacte de famille était le pacte des nations! et pour cela, il fit tomber du ministère le sage d'Aranda, qui fut remplacé par Manuel Godoï, indigne favori du faible Charles IV. Il fit entrer dans la coalition le Portugal, devenu colonie anglaise depuis le traité de Methwen; le roi de Naples, récemment insulté dans sa capitale par une escadre française qui l'avait forcé de reconnaître la république; le pape, irrité de la perte d'Avignon et des persécutions contre le clergé, et menacé par la France à cause de l'assassinat du consul français à Rome. Il parvint à secouer de sa torpeur la diète germanique, et prit à sa solde les princes de Bade, de Hesse, de Bavière; enfin il laissa la Russie, qui prétextait la nécessité de comprimer d'abord les Jacobins du Nord, renverser en Pologne la constitution de 1791, envahir ce royaume, et, d'accord avec la Prusse, en arracher encore deux lambeaux, l'un de douze cent mille, l'autre de trois millions d'habitants. Il ne resta dans la neutralité que la Suède, le Danemark, la Suisse, Venise et la Turquie. Tous les intérêts furent méconnus, toute la politique ancienne oubliée, toutes les alliances de position renversées : la Hollande et l'Espagne unissaient leurs vaisseaux à ceux de leur ennemie contre leur unique amie; la Prusse et l'Autriche faisaient alliance intime; l'Italie se livrait à l'Angleterre, l'Allemagne à l'Autriche; l'Angleterre laissait la Russie démembrer la Pologne! Il n'y avait plus qu'une ennemie, la révolution française!

§ VII. Levée de trois cent mille hommes. — Invasion de la Hollande. — Désastre des Français sur la Meuse. — Bataille de Neerwinden. — Projets de contre-révolution de Dumouriez. — La France ne fut pas alarmée des ennemis qu'elle avait provoqués; elle était exaltée par ses premières victoires, par la



comité des finances, qui démontra qu'on ne po
aux contributions ni aux emprunts pour faire l
la guerre, une nouvelle émission d'assignats
somme des assignats déjà émis s'élevait, il est v
lions; mais, par suite de la confiscation des bie
l'hypothèque était de 7,750 millions; l'Assembl
une émission de 800 millions d'assignats, et, t
une de 1,200 millions. Ensuite, sur la proposi
Crancé, rapporteur du comité militaire, qui dé
fectif de l'armée était réduit à deux cent soi
hommes, dont près de deux cent mille volon
république avait besoin de cinq cent mille homn
sur la défensive au Midi et à l'Est, et prendre
le Nord, elle décréta que toutes les gardes nati
état de réquisition permanente, et qu'il en se
champ trois cent mille [1793, 24 févr.]. Le con
qui avait déjà donné dix-huit mille hommes à l
sept mille six cents hommes : vingt-quatre heu
cret rendu, il défilait dans le sein de l'Assembl
passe, dit un conventionnel, c'est que les ouvri
vres, les indigents, en un mot, les classes de la
daient tout à la révolution et que des législature
exclues du rang des citoyens, soient les seules
stamment soutenue; si ces classes avaient été m
au sein de la capitale, il était impossible qu'elle
ses ennemis. »

d'autre moyen de vivre que le pillage ; des compagnies de volontaires qui s'étaient levées, disaient-elles, pour patrie et non pour mourir de faim en Belgique, renans leurs foyers. Dumouriez, avec une telle armée, as essayé de rejeter l'ennemi au delà du Rhin ; d'ailleurs ioins occupé d'opérations militaires que des troubles rieur ; enfin il s'inquiétait de la Belgique, où, à la suite t du 15 décembre, une nuée de Jacobins s'étaient réomme commissaires du pouvoir exécutif, et y avaient té sans transition l'anarchie de la France, les clubs, les , les emprisonnements, la séquestration des biens du de la noblesse. Les Belges maudissaient les libérateurs aient appelés, et leur indignation fut au comble quand t jusqu'à leurs églises profanées et dépouillées de leurs rés. Dumouriez avait traité ce pays avec circonspection éparer sa réunion à la France et s'y ménager des respour ses soldats. Irrité de tant d'excès, il vint à Paris ncer ; mais il fut accueilli par les calomnies des clubs, usèrent d'avoir laissé échapper les Autrichiens comme les Prussiens, et il repartit, décidé à acquérir par coup d'éclat le droit de mettre fin à cet odieux régime. lan de campagne semblait tout tracé ; il fallait rejeter du Rhin l'ennemi qu'il avait laissé se renforcer sur la ais séduit par les promesses des émigrés bataves qui lui ent la Hollande prête à s'insurger contre le stathouder, t avec vingt mille hommes de se porter entre Bréda et lenberg, de traverser le Biesboch, et de courir par les ures des fleuves jusqu'à Rotterdam. Miranda, avec nq mille hommes, devait s'emparer de Maëstricht, desla Meuse, joindre Dumouriez à Utrecht, pendant que , avec trente-cinq mille hommes sur la Roër, à Aix, à rg, observerait l'armée autrichienne. Un plan si avensi mal adapté aux localités et à la position des ennemis, ait qu'amener des désastres.

lition avait mis sur pied près de quatre cent mille homais avec une telle supériorité de forces, elle ne cherchait rendre Mayence et à débloquer Maëstricht. Pendant que ingt mille Espagnols et Piémontais se réunissaient sur les s et sur les Alpes, cent mille Prussiens devaient se porter de Mayence, soixante-dix mille Autrichiens à la déli-



rivée sur le Biesboch; mais, faute de bateaux,
temps aux Hollandais d'occuper Gorkum et l'Il
alors qu'on apprit les désastres des Français sur

Miranda avait jeté quelques bombes dans Maës
place, qui était défendue par un corps d'émigrés
pas; et pendant ce temps l'armée de Valence, d
un intervalle de vingt lieues, n'effectuait aucun
concentration. Alors le prince de Cobourg, à la
chiens, passa la Roër, chassa les Français d'A
[1793, 1er mars], et ne permit à leurs divisions,
se rallier à Liége qu'après avoir perdu six mille
randa leva le blocus de Maëstricht et se retira à
nemi passa la Meuse à Maëstricht, menaça Liége
mée de Valence à se retirer sur Louvain, où elle
à celle de Miranda. Les Français étaient entière
lisés; dix mille désertèrent à l'intérieur: la Belgi
à se soulever. Dumouriez accourut [13 mars]: im
plan manqué, il fit arrêter deux agents du pou
ferma les clubs, invita les Belges à porter plainte
lapidateurs, maltraita les volontaires dont l'ind
augmenté le désastre. Enfin il adressa à la Conven
de colère contre les Jacobins, le décret du 15 dé
narchie de Paris, lettre qu'on eut la sagesse de t

Cependant il avait réuni quarante-cinq mille
lemont, et il résolut d'arrêter les Autrichiens pa
il avait besoin d'une victoire pour rendre de l'écla

: et sa droite, commandés par Égalité et Valence, contre
llages de Neerwinden et d'Oberwinden, qui flanquaient
auteurs hérissées d'artillerie, où vingt mille Autrichiens
nt retranchés [18 mars]. Trente mille hommes s'entas-
dans ce redoutable rentrant, s'emparèrent trois fois de
rinden, trois fois en furent chassés, et enfin restèrent en
rdre dans leurs positions, résolus à recommencer la ba-
le lendemain. Mais pendant ce temps, Miranda, qui n'avai
ouze mille hommes, était assailli par plus de vingt mille,
cé à une retraite précipitée, sans qu'il pût en prévenir
uriez. Celui-ci se trouva ainsi dans une position dange-
entre deux armées et ayant une rivière à dos; cependant
ctua sa retraite en bon ordre, se rallia à Miranda, et se
a sur Bruxelles.

défaite de Neerwinden devait entraîner la perte de la Bel-
, et Dumouriez se vit exposé à la fureur de ses ennemis.
il résolut d'exécuter le plan qu'il avait en tête depuis son
: en campagne, et qu'il devait effectuer dans l'éclat d'une
re et comme conquérant de la Hollande : il voulait ramener
ance à la constitution de 91, la réconcilier avec l'Europe
i rendant un gouvernement légal, et mettre sur le trône
: de Chartres, jeune homme qui avait joué un rôle bril-
ans toute la guerre, dont les talents étaient appréciés et
tés des Jacobins, enfin qui était le seul Bourbon dont la
on, en face de la révolution, fût parfaitement nette et pure.
pela ses troupes de Hollande, garnit les places et se mit
raite, faiblement suivi par les Autrichiens, avec lesquels il
it secrètement de l'évacuation de la Belgique. Son armée
n plein désordre; des bataillons entiers de volontaires dé-
ent; mais les troupes de ligne lui restaient attachées, et
na lui-même l'arrière-garde avec quinze mille hommes
. Il abandonna Bruxelles, fit évacuer Anvers et Namur, et
sur la frontière française, où il cantonna son armée dans
mps de Maulde et de Bruille, pour mettre son plan à exé-
: plan absurde, qui ne fut pas fatal seulement à lui-
, mais à la Gironde, sur laquelle il comptait, et qui, in-
te de sa défection, ne fut pas moins entraînée dans sa
.

III. Continuation de la lutte entre les Girondins et les
gnards. — Création du tribunal révolutionnaire Jour

NÉE DU 10 MARS. — Le 21 janvier n'avait que rendu plus atroces et plus personnelles les haines entre les Girondins et les Montagnards : ceux-ci avaient dévoilé leur système inflexible de destruction, ceux-là leur désir impuissant d'indulgence. Ils s'accusaient mutuellement de trahison, et « l'on eût dit que c'étaient deux assemblées dressant tous les jours devant la république chacune un acte d'accusation contre l'autre. Ils regardaient la ruine de leurs ennemis comme le devoir le plus sacré : chaque jour on annonçait un massacre pour le jour suivant, et les menaces ne partaient pas toujours des Jacobins, elles se faisaient aussi quelquefois contre eux ([1]). » Enfin ils se prêtaient réciproquement les projets les plus absurdes. Ainsi, la Montagne prétendait que la Gironde voulait se séparer de la France pour se réunir à l'Angleterre; qu'elle allait ouvrir la Savoie aux Piémontais, le Midi aux Espagnols, etc. D'un autre côté, la Gironde disait : « Quand le côté gauche aura égorgé le côté droit, le duc d'York arrivera pour s'asseoir sur le trône, et d'Orléans, qui le lui a promis, l'assassinera; d'Orléans sera assassiné lui-même par Marat, Danton et Robespierre, et les triumvirs se partageront la France couverte de cendres et de sang, jusqu'à ce que le plus habile de tous, et ce sera Danton, assassine les deux autres et règne seul ([2]). » C'était donc Danton que la Gironde poursuivait avec un acharnement aveugle; et pourtant « l'espérance des gens qui observaient et réfléchissaient désignait Danton comme l'intermédiaire par lequel le génie qui devait organiser la république pouvait communiquer avec les passions qui l'avaient enfantée ([3]). » Danton lui-même inclinait vers eux : « Vingt fois je leur ai offert la paix, disait-il plus tard, ils ne l'ont pas voulue; ils refusaient de me croire pour conserver le droit de me perdre : ce sont eux qui nous ont forcés de nous jeter dans le sans-culottisme, qui les a dévorés, qui nous dévorera tous, qui se dévorera lui-même ([4]). »

Dans cette lutte corps à corps, le désavantage de la position était aux Girondins, qui n'avaient été amenés à la république que par la force des événements, et qui ne la voulaient qu'avec

([1]) Mém. de Garat. — Hist. parlem., t. XVIII, p. 355.
([2]) Id., p. 342.
([3]) Id., p. 446.
([4]) Id., p. 451

la bourgeoisie : or, la bourgeoisie, capable de gouverner le pays, était incapable de le défendre, et la république n'était pourtant que l'état de guerre. Au contraire, les Jacobins, en appelant la multitude à défendre le pays, l'appelaient aussi à le gouverner et prétendaient ne travailler que pour elle : ils indiquaient à sa haine les riches, les marchands, les accapareurs ; ils faisaient décréter un versement de 7 millions, payables par les bourgeois, pour les subsistances de Paris : « La Convention, disaient-ils, a senti qu'il était temps de faire vivre les pauvres aux dépens des riches. » Et comme le peuple souffrait toujours à cause de la baisse des assignats, de la cherté de toutes les denrées, Marat lui dit un jour : « Dans tout pays où les droits du peuple ne seraient pas de vains titres, le pillage de quelques magasins, à la porte desquels on pendrait les accapareurs, mettrait bientôt fin à ces malversations qui réduisent cinq millions d'hommes au désespoir. » La multitude, docile à la voix de son *ami*, pilla les boutiques d'épiciers. La Gironde porta une accusation contre Marat ; mais elle échoua encore dans cette tentative, et ce fut une nouvelle occasion pour les Jacobins de dire qu'elle s'entendait avec les égoïstes et les accapareurs.

Les Girondins perdaient donc sans cesse du terrain, et se voyaient chassés successivement de leurs positions. Toute influence sur la commune venait de leur être enlevée par l'élection de Pache à la mairie. Roland, qui avait servi de centre à leur résistance, dont l'intrépide activité luttait sans relâche contre l'anarchie, qui entretenait, par ses journaux et ses agents, l'accord entre les départements et leurs députés ; Roland, découragé, avait donné sa démission, et fut remplacé par Garat. Dans la Convention, le plan de constitution présenté par Condorcet n'avait pas même été mis en discussion. Enfin les désastres de l'armée, en rendant de plus en plus dangereuse l'opposition des Girondins, allaient commencer la ruine de ce parti.

La nouvelle de la défaite d'Aix-la-Chapelle répandit la consternation. La Convention envoya des commissaires dans les sections pour requérir les citoyens de voler au secours de leurs frères dans la Belgique. « Aux armes ! cria la commune ; hommes du 10 août, levez-vous ! il faut que cette campagne décide du sort du monde. » Les sections se réunissent ; les



d'exagération les terreurs de la commune, qui vo
contre eux l'exaltation populaire. Danton s'indig
résistance : « Vous, qui me fatiguez, s'écria-t-il, par
tations particulières, au lieu de vous occuper du
patrie, je vous répudie tous comme des traitres. Vos
sont misérables ; je ne connais que l'ennemi : b
nemi ! » Et la Convention décréta qu'un tribuna
naire serait établi pour juger les conspirateurs ; qu
guerre, proportionnelle aux fortunes, serait mise su
que quatre-vingt-deux députés iraient dans les d
accélérer la levée des trois cent mille hommes.

Le lendemain, on discuta l'organisation du red
bunal. Les Jacobins voulaient qu'il fût composé de
nommés par la Convention, affranchis de toutes
poursuivant directement tous les suspects de con
jugeant sans appel. Les Girondins obtinrent que
aurait des jurés pris dans les départements et no
Convention ; que les dénonciations seraient envoyées
de l'assemblée, lequel présenterait les actes d'accus
veillerait l'instruction. La Montagne se regarda com
clubs, sections, commune, se mirent en séance et di
projets les plus atroces contre la Gironde ; la foule
tour du Manége, demandant la tête de Brissot et
enfin, dans la nuit, une bande de Jacobins mar
semblée pour la décimer. La plupart des Girond
se cachèrent chez leurs amis ; d'autres s'armèren

l'on ôsat violer la représentation nationale, seule puissance spectée depuis 1789; d'ailleurs les Montagnards redoutaient départements et la guerre civile, et le côté gauche resta mpromis par cette insurrection manquée.

§ IX. Défection de Dumouriez. — Nouvelles accusations con- e la Gironde. — Création du comité de salut public. — ielques jours après, il arriva la nouvelle de la défaite de erwinden et de la perte de la Belgique, avec une nouvelle tre de Dumouriez, pleine de menaces contre la Convention, où se révélait un second la Fayette. La fermentation fut trême, et la Gironde se vit compromise par les dangers du ys, qui allaient justifier les fureurs de ses adversaires. La ontagne fit décréter la mise hors la loi de tous ceux qui pren- aient part à des émeutes contre-révolutionnaires, la peine de ort contre les prêtres déportés qui se trouveraient sur le terri- ire, des visites domiciliaires pour le désarmement des sus- ects, l'inscription sur les portes de chaque maison des noms ses habitants, etc. Elle demanda que la Convention prît le uvoir exécutif, trop lent entre les mains des ministres, et oposa la création d'un *comité de salut public* qui exercerait ie sorte de dictature. Enfin, sur la nouvelle que Dumouriez ait avoué ses projets de contre-révolution, elle fit décréter i'il serait mandé à la barre de la Convention, et que quatre putés et le ministre de la guerre iraient lui signifier ce décret. Dumouriez avait consommé sa trahison : il était convenu ec le prince de Cobourg d'une suspension d'armes, pendant quelle il marcherait sur Paris; les Autrichiens devaient rester r la frontière et ne la franchir qu'à sa demande ; il promet- it de leur livrer la place de Condé en garantie. Mais, quoiqu'il ouât dès lors ses projets avec une présomptueuse légèreté, n'était pas assuré de son armée et surtout des volontaires, et voulut s'emparer de Lille et de Valenciennes : ces villes fer- èrent leurs portes à ses troupes [1793, 1er avril]. Alors les mmissaires de la Convention arrivèrent, lui signifièrent le écret, et, sur son refus d'obéir, le déclarèrent suspendu de ses nctions. Il fit arrêter les députés, les envoya à Tournay entre s mains des Autrichiens, et fit une proclamation à son armée, i il déclara qu'il allait marcher sur Paris « pour rétablir la nstitution de 91, et sauver la partie saine et opprimée de la onvention. » Puis il donna rendez-vous à Cobourg sous les

murs de Condé, dont il devait s'emparer ; mais, dans sa route, il fut assailli par les volontaires et forcé de se réfugier dans le camp ennemi. Le lendemain, il essaya encore d'entraîner ses soldats; mais tous l'abandonnèrent [4 avril], et il retourna dans l'armée autrichienne avec les princes d'Orléans, son état-major et quelques hussards. L'estime qu'on faisait de ses talents lui épargna le sort de la Fayette; mais l'homme qui avait sauvé la France à Valmy végéta vingt ans et mourut dans l'exil.

A la nouvelle de l'arrestation de ses commissaires [1793, 2 avril], la Convention avait mis à prix la tête de Dumouriez, ordonné une levée de quarante mille hommes, nommé Dampierre commandant de l'armée de Belgique et Bouchotte ministre de la guerre. Les Jacobins n'eurent qu'un cri, c'est que la Gironde et Philippe d'Orléans étaient complices de Dumouriez. Les Girondins, pleins d'indignation, renvoyèrent l'accusation aux Montagnards et principalement à Danton, qui, récemment envoyé en Belgique, avait pris part au pillage de ce pays, et connaissait, disaient-ils, les projets de Dumouriez. Danton fut transporté de fureur : « Il n'y a que ceux, dit-il, qui ont eu la lâcheté de vouloir ménager un roi qui peuvent être soupçonnés de vouloir rétablir le trône; il n'y a que ceux qui ont voulu armer contre Paris les départements qui sont complices de la corruption...... Et c'est moi qu'on accuse, moi ! Eh bien, il n'y a plus de trêve entre vous et nous... Ralliez-vous, vous qui avez prononcé l'arrêt du tyran, contre les lâches qui ont voulu l'épargner; appelez le peuple aux armes, confondez les aristocrates et les modérés... Plus de composition avec eux!... Je me suis retranché dans la citadelle de la raison, j'en sortirai avec le canon de la vérité, et je pulvériserai les scélérats qui ont voulu m'accuser. » Et la Convention décréta que les représentants pourraient être traduits devant le tribunal révolutionnaire dès qu'ils seraient fortement soupçonnés de complicité avec les ennemis de l'État; que Philippe d'Orléans et sa famille seraient mis en arrestation et transférés à Marseille; que le tribunal extraordinaire pourrait juger les crimes de conspiration sur la simple poursuite de l'accusateur public; que trois représentants résideraient constamment auprès de chaque armée, avec des pouvoirs illimités pour surveiller la conduite des généraux, concerter les opérations, lever les gardes nationales, prendre des mesures d'urgence pour l'entretien des troupes, mettre en

quisition tous les fonctionnaires, etc. Enfin l'établissement du mité de salut public fut décrété [6 avril]. Ce comité était mposé de neuf membres qui se renouvelaient tous les mois, dont les délibérations étaient secrètes; il surveillait, accélérait suspendait l'action du pouvoir exécutif; il prenait d'urgence mesures de défense extérieure et intérieure; il correspondait ec les commissaires de la Convention, etc. Pas un Girondin fit partie de ce comité.

Dès ce moment, les Girondins, chassés de la commune, du mi- stère, de l'armée, n'eurent plus que la Convention, où ils se irent sur la défensive, mais où ils obtenaient encore, à force talent, la majorité. Marat fit colporter dans les sections un ojet de pétition contre eux; ils dénoncèrent ce projet; Robes- erre l'appuya dans une longue accusation où il déploya une rfide habileté. Mais Vergniaud ramena l'assemblée par un scours improvisé avec la chaleur du plus éloquent et du plus nocent des hommes; Guadet excita l'indignation générale en sant l'écrit de Marat, et, après une orageuse discussion, l'Ami peuple fut décrété d'accusation et envoyé devant le tribunal volutionnaire.

La commune répondit à ce décret en apportant une pétition s sections pour l'expulsion de vingt-deux députés [1793, 15 ril]. La moitié de l'assemblée se leva, demandant à être com- ise sur cette liste de proscription, et la pétition fut déclarée lomnieuse. La Gironde l'emportait; mais Marat fut absous ns les termes les plus honorables par le tribunal révolution- ire; la multitude le porta en triomphe dans la Convention 4 avril]; Paris sembla possédé, contre le côté droit, d'un re- ublement de fureur; enfin le danger de la patrie toujours oissant allait rendre la violence plus urgente, la modération oins admissible, et emporter l'opposition de cette généreuse ais impolitique députation qui compromettait la révolulion et France.

§ X. Opinions des départements. — Insurrection de la Ven- e. — La lutte entre la Gironde et la Montagne comprenant ute la question révolutionnaire, la France presque entière ait divisée entre ces deux partis. Les départements de l'Est et Nord-est, menacés directement de l'invasion étrangère et altés par les dangers de la révolution, étaient généralement ontagnards, et aucun sentiment girondin ou royaliste n'osait

s'y manifester. Les départements du Midi étaient girondins, mais dans le Sud-est «le républicanisme voilé, dont se couvraient les honnêtes gens, cachait en réalité des sentiments royalistes.» Les Montagnards avaient là contre eux, outre les administrations départementales nommées par les électeurs et qui représentaient la haute bourgeoisie, les assemblées des sections, qui représentaient la masse paisible des villes. Mais moins ils étaient nombreux, plus ils étaient violents : comme les municipalités étaient élues par les assemblées primaires, ils les avaient presque toutes envahies; leurs clubs leur donnaient de l'ensemble et de l'unité; enfin ils s'efforçaient de l'emporter sur la majorité en faisant des visites domiciliaires, en désarmant les suspects, en demandant l'établissement des tribunaux révolutionnaires. Lyon était le centre de l'opinion des départements du Sud-est. Cette ville, dont l'industrie avait été tuée par la révolution, était regardée comme une rivale de Paris et le lien qui unissait le Midi de la France à l'émigration; c'était là que la lutte était complète entre la minorité montagnarde et la majorité prétendue girondine. Les Jacobins, dirigés par Chalier, qu'on appelait le Marat du Midi, y occupaient la municipalité : ils avaient levé une armée révolutionnaire, imposé les riches à 30 millions, emprisonné quinze cents personnes, qu'ils menaçaient de *septembriser*; mais les sections luttaient avec énergie contre le despotisme de la municipalité; des troubles sanglants avaient déjà éclaté; la guerre civile était imminente.

Le Sud-ouest était franchement girondin, et Bordeaux, qui se glorifiait de ses députés, était le centre de cette opinion, si favorable aux vieilles idées d'indépendance de la Guyenne. Dans le Nord-ouest, on inclinait davantage vers la constitution de 91, et Caen était le centre de cette opinion. Enfin dans l'Ouest, c'est-à-dire dans la Bretagne, le Poitou et l'Anjou, le sentiment royaliste avait arboré hautement le drapeau de l'ancien régime, et fait une insurrection terrible pour rétablir le trône absolu, la noblesse, le clergé. C'était là que la vieille foi catholique et féodale allait lutter franchement, corps à corps, avec la foi nouvelle, la foi révolutionnaire; lutte fatale où devaient se déployer tant de convictions, tant d'héroïsme, tant de fureurs!

Dans le pays appelé vulgairement *Vendée*, pays aussi étranger

au reste de la France par son aspect physique ([1]) que par ses mœurs, la révolution avait blessé toutes les affections et les croyances, détruit tout le repos et le bonheur des habitants. Le régime féodal était là tout patriarcal et bienfaisant : les seigneurs, peu riches, simples, vertueux, vivaient en pères et en amis avec leurs vassaux ; les prêtres étaient ignorants, mais pieux et irréprochables. Les paysans, ne comprenant pas une révolution qui était le résultat de croyances et de besoins entièrement étrangers à leur situation, continuèrent à payer les droits féodaux et les dîmes ; ils voulurent que leurs seigneurs fussent maires ; ils maltraitèrent les prêtres constitutionnels, et allèrent dans les bois entendre la messe des prêtres réfractaires ; ils se mirent en hostilité ouverte avec les habitants des villes, qui avaient des opinions tout opposées ; ils s'isolèrent de la révolution, et ne s'inquiétèrent point des dangers de la France. Des troubles fréquents avaient déjà éclaté, ils s'étaient apaisés d'eux-mêmes ; mais la levée des trois cent mille hommes décida un soulèvement général. Le 10 mars, jour fixé pour le tirage au sort des jeunes gens appelés à l'armée, le tocsin sonna dans plus de six cents villages. A Saint-Florent-d'Anjou, les paysans désarmèrent les gendarmes, mirent à leur tête un voiturier nommé Cathelineau, regardé comme un saint dans sa paroisse, et enlevèrent Chemillé, qui était défendu par trois canons et deux cents hommes [1793, 14 mars]. Cathelineau fut joint par une autre troupe que commandait Stofflet, ancien garde-chasse ; il alla attaquer Chollet, chef-lieu de district, gardé par cinq cents républicains, et s'en empara [16 mars].

Dans le même temps, les paysans du littoral prenaient Machecoul, Challans et Pornic ; ils fusillèrent leurs prisonniers, et ce fut le commencement des atrocités qui devaient souiller cette guerre. Dans le Sud, deux mille quatre cents hommes de troupes de ligne et de garde nationale furent battus à Saint-Vincent [19 mars], et les rebelles assiégèrent les Sables-d'Olonne pendant cinq jours [24 mars]. Enfin, au commencement d'avril, tout le pays compris entre la mer, la Loire, le Thoué et la route de Thouars aux Sables-d'Olonne était en pleine insurrection ; cent mille paysans avaient pris les armes en forçant les sei-

([1]) Voyez la description de la Vendée dans ma *Géographie militaire*, p. 131 de la 4e édition.

gneurs de se mettre à leur tête. Dans le *Marais*, on distinguait Charette, ancien officier de marine, qui fit de Noirmoutier sa place d'armes, et commanda jusqu'à vingt mille hommes ; dans le *Bocage*, c'étaient d'Elbée, Lescure, La Rochejacquelein, gentilshommes d'une valeur héroïque ; dans la *Plaine* ([1]), c'était Bonchamp, qui avait servi avec distinction dans l'Inde. Il se forma ainsi trois corps d'armée distincts que dirigeait un conseil supérieur chargé d'organiser et de presser l'insurrection. Les paysans marchaient par paroisses, emportant des vivres pour quelques jours, et, après chaque expédition, ils rentraient dans leurs villages. Inhabiles aux exercices militaires, mais excellents tireurs, ils avaient adopté d'instinct une tactique d'autant plus redoutable qu'ils n'eurent affaire d'abord qu'à des gardes nationales mal aguerries : à l'approche de leurs ennemis, ils se dispersaient en tirailleurs, et, à l'aide des mouvements du terrain, ils les ébranlaient par un feu juste et continu ; puis ils s'élançaient sur eux avec de grands cris, et les enfonçaient.

A la nouvelle de cette insurrection, le conseil exécutif ordonna la formation d'une armée [1793, 13 avril] ; mais on ne put rassembler que des détachements de gendarmerie et dix mille volontaires des départements voisins, avec lesquels on ne fit que des attaques décousues. Deux corps républicains furent battus par d'Elbée, à Coron et à Beaupréau, et rejetés au delà de la Loire ; un troisième [5 mai], commandé par le général Quétineau, fut défait aux Aubiers par la Rochejacquelein et ramené sur Thouars, où il fut assailli par vingt à trente mille hommes ; après un violent combat, la ville fut emportée.

§ XI. Agitations intérieures. — Revers des armées. — Cette grande rébellion mit en fermentation toutes les passions populaires. Plusieurs départements du Midi levèrent des troupes et de l'argent contre les insurgés ; la Convention approuva leur conduite, et la commune de Paris décréta : 1° la levée de six mille hommes pris parmi les oisifs et les égoïstes, et un emprunt forcé et proportionnel sur les riches ; 2° la création, dans chaque section, d'un comité révolutionnaire chargé de diriger cette levée et cet emprunt. Paris ayant fourni aux armées tout ce qu'il avait de population jeune et dévouée, ces mesures éprouvèrent la plus vive résistance ; les royalistes et les Giron-

([1]) Voyez ma *Géographie militaire*, p. 131 et suiv.

envahirent les sections, et l'on ne parvint à faire partir, à
e d'argent, que le rebut de la populace. Santerre fut mis à
te de ces *héros à 500 livres*, qui se signalèrent dans la Ven
par leur lâcheté et leur fureur sanguinaire.
ependant le danger croissait sans cesse. Les paysans du Bo
avaient tué ou pris quatre mille républicains devant Fon-
y, et s'étaient emparés de cette ville; ceux du Marais
ent enlevé une seconde fois Machecoul, où ils massacrèrent
cent quarante prisonniers. On annonçait que toute la Bre-
e et même la Normandie allaient se révolter. En même
ps, l'opinion girondine se manifestait dans tout le Midi par
apprêts de guerre : Bordeaux et Marseille menaçaient la
vention de marcher sur Paris, pour sauver leurs représen-
s; à Lyon, les sections et la municipalité étaient prêtes à se
r bataille; la Corse, travaillée par Paoli, allait être conduite
ne révolte ouverte. Enfin les nouvelles de l'extérieur deve-
nt alarmantes.
es alliés auraient pu, après la fuite de Dumouriez, détruire
née française divisée et trahie; mais comme ils se croyaient
rés de la victoire, ils ne songeaient qu'au partage des dé-
illes, se disputaient sur les indemnités et les garanties qu'ils
eraient de la France, et avaient résolu, pour tout plan de
re, de s'emparer, chacun d'eux, de quelque place : les Au-
iens convoitaient Valenciennes et Condé, les Anglais Dun-
que, les Prussiens Mayence et Landau.
bourg, s'étant renforcé de trente-cinq mille Anglais et
ndais commandés par le duc d'York, passa la frontière,
a de ses cent mille hommes un long cordon de la Meuse à
er, menaça à la fois toutes les places, et enfin, après de nom-
ses escarmouches, bloqua Condé. Dampierre s'était retiré
Bouchain pour rétabir son armée; quand il eut réuni qua-
e mille hommes, il se porta en avant, et livra sur toute la
tière des combats multipliés qui rendirent la confiance à ses
ats, mais dans l'un desquels il fut tué. Son armée se retira
le camp de Famars qui couvrait Valenciennes, et elle n'en
chassée qu'après quinze jours de combats contre des forces
bles [1793, 8 mai]. Alors les Autrichiens investirent Valen-
nes, et les Français se retirèrent derrière l'Escaut, entre
chain et Cambrai [28 mai].
r le Rhin, tout l'effort des alliés s'étant dirigé contre

Mayence, le roi de Prusse, avec cinquante mille hommes, passa le fleuve à Baccharach [25 mars], et Wurmser, avec vingt mille hommes, près de Spire. Custine pouvait opposer à l'ennemi quarante-cinq mille hommes disséminés de Spire à Bingen, trente-cinq mille des places d'Alsace, et même les vingt-cinq mille de l'armée de la Moselle ; mais il ne prit aucune mesure, et laissa surprendre le passage de la Nahe par les Prussiens [29 mars] ; alarmé de cet échec, et voyant Wurmser sur ses derrières, il perdit la tête, évacua Bingen, Kreutznach, Worms, Spire, sans résistance, abandonna Mayence à ses propres forces, se replia sur Landau et Weissembourg, et rejeta même ses bagages jusqu'à Strasbourg. Le roi de Prusse bloqua Mayence, qui avait vingt-deux mille hommes de garnison, et dissémina trente mille hommes de Lauterbourg à Sarrelouis, pour couvrir le siége. Custine, qui, avec l'armée de la Moselle, avait plus de soixante mille hommes disponibles, au lieu de percer ce faible cordon d'observation, dispersa ses troupes sur une ligne parallèle à celle des Prussiens, et après un essai offensif qui dégénéra en pleine déroute, il donna sa démission [17 mai]. La Convention l'envoya à l'armée du Nord, où il fit de nouvelles fautes qui devaient le conduire à l'échafaud. Beauharnais lui succéda à l'armée du Rhin.

Dans la Savoie, on resta de part et d'autre sur la défensive. Dans le comté de Nice, l'armée française, réduite à quinze mille hommes dénués de tout, fit de vaines tentatives pour rejeter les Piémontais au delà des Alpes ; et une dernière attaque sur le camp de Saorgio, qui commandait le col de Tende, n'amena qu'une défaite.

Aux Pyrénées, où la France n'avait que des noyaux d'armée, les Espagnols avaient pris l'offensive avec quarante mille hommes. Pendant que quinze mille passaient la Bidassoa, surprenaient le camp de Sarre et rejetaient les détachements français sous Bayonne, vingt-cinq mille, masquant Bellegarde et Fort-les-Bains, pénétrèrent jusque devant Perpignan, dont ils se seraient emparés s'ils eussent tenté la moindre attaque. Deflers, chargé du commandement de cette frontière, rallia à la hâte quelques troupes de volontaires et attaqua les Espagnols à Mas-d'Eu [19 mai] ; il fut mis en pleine déroute.

§ XII. Création de la commission des Douze. — Opposition de la commune. — A la nouvelle de toutes ces défaites, les Giron-

dins et les Montagnards s'accusèrent mutuellement des malheurs de la France. Ceux-ci n'y voyaient de remède que dans la violence, et ils parvinrent à faire décréter le *maximum* pour les grains et un emprunt forcé d'un milliard sur les riches. Ceux-là résistaient à toutes les mesures révolutionnaires, sachant bien qu'elles étaient dirigées autant contre eux que contre les ennemis. La lutte devint effroyable, et la salle des séances, qui, depuis le 10 mai, était dans le château des Tuileries, semblait « une arène de gladiateurs. » La Montagne disait que le côté droit était d'intelligence avec les Vendéens, et que, pour sauver la patrie, il fallait faire contre lui un 10 août. La Gironde dénonçait les complots tramés contre elle, et demandait la destitution des autorités de Paris et la translation de la Convention à Bourges. Le parti modéré l'emporta, grâce à l'intervention du comité de salut public; et sur la proposition de Barrère, l'homme le plus habile à ménager tous les partis, il fut décrété qu'une commission de douze membres serait nommée pour examiner les actes de la commune et rechercher les complots tramés contre la représentation nationale [1793, 18 mai].

La commission des Douze fut composée des Girondins les plus énergiques, et elle dévoila sur-le-champ ses projets de réaction en cassant les comités révolutionnaires, en menaçant la commune, en laissant courir le bruit de la suppression du tribunal extraordinaire. Tout cela était imprudent. « Les Douze sont des hommes vertueux, disait Garat; mais la vertu a ses erreurs : ils en ont de bien grandes... Avant de faire des actes de gouvernement, il faut avoir un gouvernement. » Or, toute la force était à la commune, qui disposait seule des sections armées, contre laquelle ni les Douze ni les ministres n'avaient de moyens de répression, et qui résolut d'arrêter la réaction girondine par une insurrection.

Des commissaires nommés par les sections se formèrent ouvertement en *comité central révolutionnaire* : on y chercha, en se modelant sur le 10 août, des moyens de sauver la chose publique, et en présence de Pache, il fut proposé de *septembriser* les vingt-deux. La commission des Douze, instruite du complot, lança des mandats d'arrêt contre les commissaires et principalement contre Hébert, qui avait loué, dans son dégoûtant journal, les projets du comité. Le conseil général se regarda comme frappé dans la personne du hideux magistrat qui dé-

pravait le peuple par son cynisme infâme et son athéisme déclaré; les sections et les clubs se mirent en permanence, et la commune commença l'attaque en se présentant à la Convention pour lui demander justice de la commission des Douze [25 mai]. Isnard, l'un des plus véhéments Girondins, présidait; il répondit à la députation : « Écoutez ce que je vais vous dire. Si jamais, par une de ces insurrections qui se renouvellent depuis le 10 mars, il arrivait qu'on portât atteinte à la représentation nationale, je vous le déclare au nom de la France entière, Paris serait anéanti; oui, la France entière tirerait vengeance de cet attentat, et bientôt on chercherait sur quelle rive de la Seine Paris a existé. »

Ces paroles imprudentes mettent en fureur les Jacobins, qui font signer, dans les sections, une nouvelle pétition pour la délivrance d'Hébert et la suppression des Douze. C'est l'occasion d'un grand tumulte dans Paris; mais enfin, vingt-huit sections ayant signé la pétition, la commune vient la présenter en son nom à l'assemblée, escortée d'une multitude furieuse qui envahit la salle et menace les députés. Alors, au milieu de la plus horrible confusion, un décret, frauduleusement rendu, supprime la commission et élargit les citoyens incarcérés par elle [27 mai].

§ XIII. Insurrections des 31 mai et 2 juin. — Le lendemain, Lanjuinais demande le rapport du décret : « Depuis deux mois, dit-il, on a fait plus d'arrestations arbitraires que sous l'ancien régime en trente ans; et vous vous plaignez de ce qu'on a enfermé deux hommes qui prêchent le meurtre et l'anarchie à deux sous la feuille! « Après une violente discussion, la commission des Douze est rétablie; mais l'élargissement d'Hébert est maintenu. Alors les Jacobins voient qu'ils ne peuvent vaincre le côté droit que par une insurrection, et celui qui la dirige, c'est Danton, qui, en estimant la personne des Girondins, regarde leur parti comme un obstacle insurmontable au salut de la révolution. Le 29 mai, il se fait à l'Évêché une assemblée des commissaires des sections, de la commune, du département et des clubs, et le plan d'insurrection est arrêté

Pendant la nuit du 30 mai, le tocsin sonne, la générale est battue, les barrières sont fermées; les commissaires de l'assemblée de l'Évêché se rendent à l'Hôtel de ville, et transmettent aux autorités constituées, de la part du peuple en insurrection,

les pouvoirs nouveaux et illimités. Sur-le-champ, la commune omme commandant général des sections Henriot, chef du bataillon des Sans-Culottes, homme grossier et presque toujours vre; elle donne une solde de 40 sous à tout citoyen pauvre qui prendra les armes; elle convoque les sections armées, qui se aissent conduire aveuglément autour des Tuileries.

Au bruit du tocsin, les députés s'étaient réunis pleins de rayeur et avaient appelé à la barre les autorités. « La Convenion n'a rien à craindre, dit Luillier, procureur du département; l'insurrection est toute *morale.* » Danton, qui voulait modérer le mouvement, demande qu'on sauve le peuple de sa propre colère en supprimant la commission des Douze, « instituée, dit-il, pour réprimer l'énergie populaire et dans cet esprit de modérantisme qui perdra la révolution. » Alors arrive une députation de la commune : elle demande l'arrestation des députés qui ont calomnié Paris et veulent le détruire; Robespierre soutient la pétition avec une verve de colère inaccoutumée. Mais la Plaine était de l'avis de Danton : elle estimait les intentions et haïssait l'opposition de la Gironde; et la Convention décrète seulement la suppression de la commission des Douze.

C'était tout ce que voulait Danton; mais la commune regardait sa victoire comme incomplète, et elle consacre tout le 1er juin à préparer une nouvelle insurrection. « Citoyens, restez debout, écrit-elle, le salut de la patrie l'exige. » Le soir, Marat fait sonner le tocsin; toutes les autorités se mettent en permanence; on tire le canon d'alarme, et le comité de l'Évêché décide que la Convention sera assiégée, jusqu'à ce qu'elle ait livré les Vingt-deux et les Douze. Toute la nuit se passe en tumulte, et le matin, quatre-vingt mille hommes de Paris et des environs se trouvent réunis et en armes autour des Tuileries. Henriot avait placé aux abords quatre à cinq mille hommes tous dévoués à l'insurrection, avec les canonniers : les bataillons les moins sûrs avaient été éloignés; les autres ne comprenaient rien au mouvement, et croyaient défendre l'assemblée, autour de laquelle se dressait un appareil formidable : cent soixante canons, des caissons, des grils à rougir les boulets, etc.

La Convention entra en séance. La plupart des Girondins s'étaient cachés chez leurs amis; mais quelques-uns avaient résolu de mourir à leur poste, et, parmi eux, l'intrépide Lanjui-

nais : au milieu des vociférations de la multitude et en se cramponnant à la tribune, dont ses indignes collègues voulaient l'arracher, il dévoila la lâcheté de l'assemblée qui se laissait dominer par les anarchistes, et il demanda que les autorités révolutionnaires de Paris fussent cassées. Mais alors arriva la députation de la commune : « Représentants, dit-elle, les crimes des factieux de la Convention vous sont connus : nous venons pour la dernière fois vous les dénoncer. Décrétez à l'instant qu'ils sont indignes de la confiance publique... Sauvez le peuple, ou nous vous déclarons qu'il va se sauver lui-même. » La Montagne applaudit ; la Plaine dit qu'il faut céder ; la Gironde ne peut se faire entendre. Enfin Barrère offre comme moyen terme la suspension volontaire des Vingt-deux. Aussitôt Isnard, Lanthenas, Faucher, offrent leur démission. Quant à Lanjuinais : « N'attendez de moi, dit-il, ni démission ni suspension... » Et comme des cris s'élèvent : « La victime qu'on traînait à l'autel ornée de fleurs et de bandelettes n'était pas insultée par le prêtre qui l'immolait... On parle de sacrifice de mes pouvoirs : les sacrifices doivent être libres, et vous ne l'êtes pas ! »

En ce moment, l'assemblée s'aperçoit que les issues de la salle sont gardées par la force armée ; quelques députés essayent de sortir : ils sont repoussés. L'indignation est générale. Danton lui-même est honteux de tant d'outrages ; et, sur la proposition de Barrère, l'assemblée entière se lève, sort de la salle ayant à sa tête le président Hérault-Séchelles, et arrive dans la cour Royale, près des canonniers. Hérault leur ordonne de livrer passage aux représentants du peuple. « Nous ne sommes pas ici, dit Henriot, pour entendre des phrases. Vous ne sortirez pas que vous n'ayez livré les traîtres... Canonniers, à vos pièces ! » Aussitôt les sabres sont tirés, les fusils mis en joue, les mèches posées sur les canons. La Convention recule et se dirige dans le jardin ; elle en trouve les portes gardées, et Marat à la tête d'une troupe de Sans-Culottes, qui lui dit : « Je vous somme, au nom du peuple, de retourner à votre poste que vous avez lâchement abandonné. » Elle rentre humiliée et n'ayant plus qu'à obéir. Alors Marat fait faire quelques changements à la liste des proscrits ; la Plaine refuse de voter ; et la Montagne décrète seule l'arrestation des deux ministres et des trente et un députés suivants : Clavière, Lebrun, Gensonné, Guadet, Brissot, Gorsas, Pétion, Vergniaud, Salles, Barbaroux, Chambon, Buzot, Biro-

teau, Lidon, Rabaud, Lasource, Lanjuinais, Grangeneuve, Lehardy, Lesage, Louvet, Valazé, Doulcet, Kervelegan, Gardien, Rabaud-Saint-Etienne, Boileau, Bertrand, Vigée, Mollevaut, Larivière, Gomaire, Bergoing.

Ce fut le 10 août de la Convention : la Gironde, suspendue et captive comme Louis XVI, n'avait plus qu'à attendre sa condamnation!

CHAPITRE II.

Insurrection girondine. — Destruction des hébertistes et des dantonistes. — Révolution du 9 thermidor. — Du 2 juin 1793 au 27 juillet 1794.

§ I. Situation nouvelle de la Montagne. — Insurrection des départements contre Paris. — Succès de la coalition. — Dangers de la France. — La Montagne était victorieuse ; elle allait changer de position et de rôle. Le principe révolutionnaire qu'elle représentait avait été, jusqu'à cette époque, à l'état d'opposition contre le pouvoir successivement occupé par les royalistes, les Feuillants, les Girondins ; après le 2 juin, ce principe, devenu lui-même le pouvoir, passe de l'offensive à la défensive; il ne songe plus qu'à donner une position stable à la révolution, qu'à empêcher les uns de la pousser en avant, les autres de la ramener en arrière; mais, assailli par tous les partis vaincus, il tombe; et la révolution, qui avait suivi jusque-là une échelle ascendante, commence à suivre l'échelle contraire. Le règne de la Montagne présente donc trois périodes distinctes : dans la première, elle terrasse le parti qu'elle vient de vaincre et qui essaye une insurrection; dans la deuxième, elle se divise en trois factions, celle des exagérés ou des hébertistes, celle des modérés ou des dantonistes, celle des stationnaires ou de Robespierre : celle-ci l'emporte; dans la troisième, tous les partis vaincus, depuis le royalisme jusqu'au dantonisme et à l'hébertisme, font réaction contre le parti de Robespierre: celui-ci succombe à son tour, et la marche en avant de la révolution se trouve définitivement arrêtée.

Vergniaud, Gensonné et quelques autres s'étaient soumis volontairement au décret du 2 juin pour provoquer un jugement qui démontrât leur innocence; mais le plus grand nombre des députés proscrits s'évada pour aller soulever les départements

indignés. Pétion, Buzot, Guadet, Barbaroux, etc., se retirèrent à Caen; et le département de l'Eure donna le signal de l'insurrection en levant une armée de quatre mille hommes et en envoyant des commissaires dans les autres départements pour les exhorter à concerter leurs mouvements [1793, 13 juin]. Il s'établit à Caen une assemblée insurrectionnelle de douze départements, qui ordonna la formation d'une armée, enleva les caisses publiques, mit en détention deux représentants en mission, et fit d'Évreux le rendez-vous des forces des insurgés. Les départements du Sud-ouest suivirent cet exemple : à Bordeaux, les autorités se formèrent en commission populaire de salut public, levèrent une armée, et en dirigèrent l'avant-garde sur Langon. Les départements du Sud-est eurent pour centres d'insurrection Marseille et Lyon ; à Marseille, les sections cassèrent la municipalité, créèrent un tribunal pour juger les anarchistes, arrêtèrent les commissaires de la Convention, enfin leverent une armée qui devait se joindre, à Pont-Saint-Esprit, aux insurgés du Languedoc, et remonter avec eux jusqu'à Lyon. A Lyon, la lutte entre les sections et la municipalité s'était terminée par une véritable bataille, où les sections prirent d'assaut l'Hôtel de ville [9 mai], s'emparèrent de tous les pouvoirs, mirent en jugement Chalier et le firent périr, avec trois de ses complices, sur l'échafaud; une armée fut levée, qui devait se concerter avec les insurgés de l'Isère, de l'Ain et du Jura.

Ainsi plus de cinquante départements étaient soulevés contre Paris. En même temps, trente mille paysans des Cévennes arboraient le drapeau blanc, s'emparaient de Mende et de Marvejols, et menaçaient de se joindre, par l'Auvergne et le Limousin, à la Vendée. La Vendée avait proclamé Louis XVII, formé une *grande armée royale et catholique* de soixante mille hommes, sous le commandement de Cathelineau, battu les républicains à Saumur, enfin enlevé cette ville, d'où elle menaçait à son gré Nantes, Tours ou la route de Paris [10 juin]. Condé venait de se rendre [13 juin]; Valenciennes et Mayence étaient réduites aux dernières extrémités ; Bellegarde était prise [24 juin] ; les armées des Pyrénées et des Alpes se trouvaient coupées de Paris par l'insurrection du Midi, et elles allaient se diviser pour marcher contre les révoltés. La Corse, insurgée, menaçait de se donner aux Anglais, dont les vaisseaux dominaient toutes les mers, prenaient nos colonies et insultaient nos côtes. Pitt fomentait les troubles de

a France, intriguait dans toutes les cours, arrêtait nos ambassadeurs sur le territoire suisse; par une mesure nouvelle dans es annales du monde, il déclarait tous les ports français en état e blocus, et prononçait la confiscation des navires neutres qui porteraient des vivres [9 juin]. Enfin les émigrés se rapprohaient de toutes nos frontières; ils s'assemblaient à Jersey, sur e Rhin, en Suisse; ils se jetaient dans Lyon.

La révolution ne s'était pas encore trouvée dans une situation désespérée : il restait à peine à la Convention quinze à vingt épartements; la France se voyait cernée par terre et par mer, échirée par deux guerres civiles, épuisée par la disette, avec un apier discrédité pour toute ressource, des armées découragées, ans habits, sans pain, sans généraux, un gouvernement désoranisé, parce qu'il sortait d'une lutte; enfin elle était menacée ar les étrangers d'un démembrement, par les émigrés d'une ontre-révolution qui ne pouvait causer que sa ruine. La situaion était unique : elle amena un élan de dévouement et de ureur unique comme la situation. La France fit les plus grands fforts qu'une nation ait jamais faits pour son salut, et son ouvernement fut à la hauteur du danger.

§ II. Mesures de la Convention. — Mort de Marat. — Défaite des Girondins. — D'un côté était l'Europe avec es trois quarts de la France; de l'autre côté, Paris avec uelques départements; mais là étaient la division, l'incertiude, l'égoïsme; ici l'unité, l'énergie, le dévouement; là on ombattait pour de chétifs intérêts politiques, ici pour la ainte cause de l'indépendance. Les étrangers ne voulaient lus, comme en 1792, le triomphe du principe monarchique : veuglés par une basse cupidité, croyant inévitable la dissoution de la France, ils ne songeaient qu'à partager ses déouilles; aussi l'émigration était-elle partout victime de ses lliés : on la tenait loin de la frontière, on la sacrifiait dans les rrière-gardes, on lui défendait, sous peine de mort, de débaruer en Vendée. De même, dans les deux guerres civiles qui déhiraient la France, c'était l'esprit étroit de localité qui dominait. Les paysans vendéens s'étaient insurgés pour leur religion, ar un instinct héroïque, sans autre but que d'échapper aux ois de la révolution, entraînant leurs seigneurs, aussi sincères, aussi désintéressés, aussi ignorants qu'eux; mais, abandonnés par l'étranger, n'ayant aucune relation avec les chefs de l'émi-

gration et nul espoir de soulever le reste de la France, ils ne pouvaient que mourir pour leur Dieu et leur roi. Les Girondins faisaient de la révolte, comme ils avaient fait de l'opposition, sans direction et sans ensemble ; ils ne surent pas former un plan général d'insurrection ; ils laissèrent Bordeaux, Caen, Lyon, se mouvoir isolément ; ils parlèrent beaucoup et n'agirent point. Leur position était plus fausse que jamais : ils appelaient à eux les républicains modérés, et c'étaient les royalistes qui leur répondaient ; ils se reprochaient d'augmenter les dangers de la patrie ; ils se sentaient forcément contre-révolutionnaires, et voyaient avec effroi les étrangers derrière eux. Au contraire, la Montagne n'avait qu'une pensée, le salut du pays ; elle ne doutait point d'elle-même, de son but, de son droit ; elle n'avait pas la moindre idée d'une transaction, d'une conciliation ; pour sauver la révolution, elle croyait tout juste et légitime, elle était résolue à tous les sacrifices, à tous les excès ; elle allait verser son sang comme celui de ses ennemis, sans pitié et sans mesure.

Danton, qui était l'homme des grandes crises, déploya alors toute son énergie et son audace, et sur sa motion, il fut décrété : que la commune et le peuple de Paris avaient sauvé la liberté et la république dans les journées des 31 mai et 2 juin ; que les députés absents étaient déchus et seraient remplacés par leurs suppléants ; que les instigateurs de la révolte, les autorités départementales, les chefs des troupes insurgées, étaient mis hors la loi. La Convention ordonna ensuite à ses commissaires de l'armée des Alpes de faire rentrer Lyon et Marseille dans le devoir ; elle forma un noyau d'armée à Vernon contre les insurgés de Caen ; elle adopta une constitution qui fut faite en huit jours [1793, 24 juin], la plus simple et la plus démocratique qu'on eût jamais vue, mais que la Montagne s'était peu souciée de rendre praticable, parce que la question était moins que jamais dans la forme du gouvernement : elle était uniquement dans le salut de la révolution.

Toutes ces mesures furent votées sans discussion : il n'y avait plus d'opposition ; le côté droit et le centre, quoique soixante-treize députés eussent fait une protestation secrète contre les derniers événements, souscrivaient avec acclamation à toutes les demandes de la Montagne. Depuis le 31 mai, la Convention n'était plus une assemblée délibérante, mais un conseil d'État

des comités chefs de travaux venaient rendre des comptes
jours applaudis, et proposer des décrets qu'on adoptait silen-
usement. C'était aux Jacobins, devenus entièrement les direc-
rs de l'opinion publique, qu'avait lieu la discussion des lois
volutionnaires.

Pendant que les lenteurs et les incertitudes de ses ennemis
ssaient le temps à la Convention de préparer sa défense, un
énement vint augmenter les fureurs populaires et achever le
crédit des Girondins : ce fut la mort de Marat. Une jeune,
le et courageuse fille, Charlotte Corday, ayant les opinions
orateurs de la Gironde, qui furent accusés de complicité avec
e, partit de Caen pour Paris, se fit introduire près de Marat
lui plongea un couteau dans le cœur [13 juillet]. Elle croyait,
tuant le chef le plus renommé de la Montagne, jeter le trou-
dans le parti au moment où l'insurrection girondine écla-
ait; mais elle ne fit que débarrasser le gouvernement d'un
mme qui aurait pu, à cette époque, le gêner par ses extrava-
nces. Elle montra le plus grand calme et même une sorte de
e devant le tribunal : « J'ai tué un homme pour en sauver
nt mille, » dit-elle; et elle se glorifia de son action sans mor-
e, avec une intrépidité paisible, un enjouement plein de
ce, qu'elle garda jusqu'à l'échafaud (1). D'incroyables hon-
urs furent rendus à l'Ami du peuple : il devint le martyr de
révolution, son image fut partout : le club des Cordeliers en
un Dieu et éleva un autel à son cœur ; la Convention décréta,
la proposition de David, que ses restes seraient portés au
nthéon.

Cependant les premières mesures de la Convention, et surtout
doption de la constitution, qui était alors soumise à l'accep-
ion des assemblées primaires, avaient jeté l'alarme et l'incer-
ude dans les départements insurgés, si mal unis, si peu
olus. Les députés réfugiés à Caen avaient à peine rassemblé

) Elle écrivit à Barbaroux une lettre ou on lisait : « Je jouis délicieusement de
aix ; depuis deux jours, le bonheur de mon pays fait le mien. Il n'est point de
ouement dont on ne retire plus de jouissance qu'il n'en coûte à s'y décider...
imagination vive, un cœur sensible promettaient une vie bien orageuse ; je prie
x qui me regretteraient de le considérer, et ils se réjouiront de me voir jouir du
os dans les Champs-Élysées, avec Brutus et quelques anciens. Pour les modernes,
t peu de vrais patriotes qui sachent mourir pour leur pays : presque tout est
isme. Quel triste peuple pour former une république ! »

[redacted]

huit à dix mille hommes, dont ils donnèrent le commandement au général Wimpfen, royaliste déclaré; encore une partie de cette armée était-elle formée de ces Bretons qui furent plus tard connus sous le nom de *chouans*. L'avant-garde, commandée par Puisaye, autre royaliste très-ardent, se porta à Vernon; mais, à la vue des quatre ou cinq mille gendarmes et volontaires que la Convention y avait rassemblés, elle se mit en déroute [1793, 15 juillet]. Le reste de l'armée se dispersa. Les députés proscrits se virent perdus; Wimpfen leur proposa d'appeler les Anglais, ils refusèrent et cherchèrent un refuge à Bordeaux. Alors les administrations départementales s'empressèrent de faire leur soumission, et les commissaires de la Convention entrèrent sans obstacle à Caen [3 août]. Peu de temps après, Bordeaux accepta la constitution, supplia la Convention de rapporter les décrets lancés contre ses autorités, et laissa entrer dans ses murs les représentants Tallien et Ysabeau, qui rétablirent la municipalité montagnarde, désarmèrent les habitants et dressèrent des échafauds pour les députés proscrits.

De si faibles efforts, une si chétive révolte, une soumission si précipitée, témoignèrent ce que serait devenue la révolution entre les mains des Girondins: malgré ses brillantes qualités et ses intentions droites, ce parti, s'il eût été vainqueur au 31 mai, aurait perdu la France.

§ III. Toulon livré aux Anglais. — Revers dans la Vendée. — Prise de Mayence et de Valenciennes. — Détresse de la France. — La soumission de Caen et de Bordeaux rassurait la Convention sur l'attaque et le concert des pays de l'Ouest; mais dans le Sud-est, quoique le soulèvement des Cévennes eût été apaisé par le député Fabre, de l'Hérault, la résistance prit de plus en plus la couleur royaliste. Lyon se mit en révolte ouverte, leva une armée de vingt mille hommes, en donna le commandement à deux royalistes, Précy et Viricu, et se concerta avec le roi de Sardaigne. A Marseille, les royalistes s'emparèrent aussi du mouvement, firent rejeter la constitution et dirigèrent dix mille hommes sur Avignon. Mais cinq à six mille républicains détachés de l'armée des Alpes battirent ces dix mille Marseillais dans les gorges de Septêmes, entrèrent dans leur ville et y rétablirent l'autorité de la Convention [23 août]. Les royalistes de la Provence, redoutant les vengeances des Montagnards, se réfugièrent à Toulon, ville qui avait suivi le mouvement de

Marseille avec violence, et où les sections, après avoir emprisonné deux représentants, avaient fait périr les chefs des clubs sur l'échafaud. Ils furent poursuivis par l'armée républicaine; alors ils fermèrent les portes, proclamèrent Louis XVII, appelèrent l'amiral Hood, et livrèrent à la flotte anglaise le grand port de la Méditerranée [27 août].

En même temps, le royalisme obtenait de nouveaux succès dans la Vendée. Après la prise de Saumur, les insurgés avaient marché sur Nantes, et ils avaient échoué devant cette ville après un combat de dix-huit heures, où Cathelineau fut tué [29 juin]; mais, rentrés dans leur pays, ils reprirent de nouvelles forces, battirent Westermann à Châtillon, Labarolière à Vihiers, Santerre à Coron, et ils rejetèrent une seconde fois les républicains au delà de la Loire [17 juillet]. On ne pouvait opposer aux bandes enthousiastes des Vendéens, qui, armés de bâtons, se ruaient sur l'artillerie, que des levées en masse, sans ardeur, sans discipline, sans armes, qui affamaient et dévastaient le pays, ou bien les héros à 500 livres, aussi lâches que féroces. Les généraux et les représentants étaient en pleine discorde : il n'y avait pas de plan d'opérations; toutes les troupes qu'on jetait à la débandade sur ce pays s'y engloutissaient.

Enfin, Mayence et Valenciennes étaient prises. Mayence avait été défendue héroïquement par les représentants Merlin et Rewbell, les généraux Doyré, Meunier, Dubayet, Kléber, et vingt mille braves; mais, ayant épuisé tous ses vivres et n'espérant plus de secours de Beauharnais, qui ne bougeait pas, elle se rendit sous condition que sa garnison rentrerait en France, et ne servirait pas pendant une année contre la coalition [1793, 25 juillet]. Trois jours après, Valenciennes, après avoir reçu quatre-vint-quatre mille boulets, vingt mille obus, quarante-huit mille bombes, capitula et eut sa garnison prisonnière de guerre [28 juillet].

En même temps qu'on recevait la nouvelle de ces désastres, la disette était affreuse; des incendies éclataient dans les magasins et les arsenaux; des lettres surprises attestaient les manœuvres de Pitt pour accaparer les denrées et exciter l'anarchie. Enfin, les assignats n'avaient plus que le sixième de leur valeur : ils devaient rentrer par la vente des biens, et les biens se vendaient d'autant moins que les dangers du pays étaient plus grands; « ils restaient dans la circulation comme une lettre de

change non acceptée et s'avilissant par le doute et par la quantité. » Malgré les lois violentes qui avaient été faites pour en favoriser la circulation, les marchands ne voulaient pas livrer leurs denrées pour une monnaie discréditée ; et le peuple, qui n'était payé de ses travaux qu'en assignats au pair, criait aux accapareurs, faisait des émeutes et demandait la mort des agioteurs, qui, en effet, élevaient des fortunes scandaleuses sur la misère publique et affichaient un luxe insultant.

§ IV. Renouvellement du comité de salut public. — Levée en masse. — Lois des suspects. — Maximum. — Gouvernement révolutionnaire. — Dans cette situation terrible, où l'on ne voyait que dangers, trahisons, souffrances de toutes parts, la Montagne fut saisie de cette fièvre de colère qui semble l'état normal des hommes de la révolution ; et, résolue à sauver le pays, même en lui imposant la plus vaste tyrannie, elle renouvela le comité de salut public, accusé de mollesse, et le composa des patriotes les plus renommés par leur probité, leurs talents, leur courage, et aussi par leur fanatisme politique, leur impitoyable énergie, leur dévouement aveugle et barbare à la révolution. Ces hommes, qui dominèrent la France depuis le 10 juillet 1793 jusqu'au 27 juillet 1794, étaient : Barrère, Jean Bon-Saint-André, Couthon, Hérault-Séchelles, Saint-Just, Robert Lindet, Prieur de la Marne, Robespierre, Carnot, Prieur de la Côte-d'Or, Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois [1]. Alors, et sur la proposition du comité, les mesures suivantes furent décrétées [1793, 1er août] : — La Convention dénonce à tous les peuples, et même au peuple anglais, la conduite du gouvernement britannique qui soudoie des assassins et des incendiaires. — Elle déclare Pitt l'ennemi du genre humain, prohibe l'entrée en France de toute marchandise anglaise, ordonne l'arrestation de tous les sujets britanniques. — Marie-Antoinette est renvoyée devant le tribunal révolutionnaire. — Vingt députés de la droite sont mis hors la loi (c'étaient les fugitifs) ; quarante-cinq autres sont décrétés d'accusation (c'étaient les détenus avec plusieurs autres) ; soixante-treize sont mis en arrestation (c'étaient les signataires de la protestation.). — Les tombeaux de Saint-Denis seront détruits. Les biens des personnes mises hors la loi seront

[1] Robespierre n'entra au comité que le 27 juillet, Carnot et Prieur de la Côte-d'Or que le 14 août, enfin Billaud et Collot que le 6 septembre.

confisqués. — La garnison de Mayence sera envoyée en poste dans la Vendée : la population de ce pays sera transplantée, les récoltes coupées, les maisons détruites, les bois brûlés ; les habitants des départements voisins, depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à soixante, devront s'y porter en masse.

Ces mesures de vengeance furieuse n'étaient que les préliminaires de mesures plus efficaces. A cette époque la constitution avait été acceptée par toutes les assemblées primaires, et huit mille députés des communes avaient été envoyés pour en célébrer, au 10 août, l'acceptation. Cette fête, symbolique et païenne, comme toutes celles de la révolution, où l'on rendit de froids hommages aux statues de la Nature et de la Raison, où l'on affubla Paris de costumes grecs, de décorations champêtres, d'allégories mythologiques, cette fête semble, à nous qui n'avons pas les passions de ce temps terrible, des mascarades ridicules ; mais alors le sentiment de la situation faisait prendre au sérieux ces choses qui nous paraissent si grotesques. On était plein d'un sombre enthousiasme ; des idées de désespoir et de terreur fermentaient dans toutes les têtes exaltées par le danger ; et ce fut à la suite de cette fête du 10 août que les envoyés des communes, réunis aux commissaires des quarante-huit sections de Paris, allèrent demander à la Convention une levée en masse. « Que le tocsin de la liberté, dirent-ils, sonne dans toute la république à heure fixe. Que le cours des affaires soit interrompu ; que la grande et unique affaire des Français soit de sauver la république. » Et la Convention décréta [1793, 23 août] : « Dès ce moment jusqu'à celui où les ennemis auront été chassés du territoire, tous les Français sont en réquisition permanente pour le service des armées : les jeunes gens iront au combat ; les hommes mariés forgeront des armes et transporteront des subsistances ; les femmes feront des tentes, des habits, et serviront dans les hôpitaux ; les enfants mettront les vieux linges en charpie ; les vieillards se feront porter dans les places publiques pour exciter le courage des guerriers et la haine des rois. Les maisons nationales seront converties en casernes, les places publiques en ateliers d'armes ; le sol des caves sera lessivé pour en extraire le salpêtre. Les chevaux de selle seront requis pour le service de la cavalerie ; les chevaux de trait conduiront l'artillerie et les vivres. Tous les artistes et ouvriers sont à la disposition du comité de salut public pour la

fabrication des armes. Les propriétaires, fermiers et possesseurs de grains seront requis de payer les deux tiers de leurs contributions en nature pour assurer la subsistance des armées. Des représentants du peuple seront envoyés dans les départements pour accélérer, de concert avec les délégués des assemblées primaires, le recensement des armes et la levée des hommes. »

Avec ces mesures contre l'ennemi extérieur, il fallait des mesures contre l'ennemi intérieur, et il fut décrété [5 sept.] : « Une armée révolutionnaire de six mille homme et de douze cents canonniers est mise à la disposition du comité pour faire respecter ses ordres par toute la France. — Les assemblées de sections seront réduites à deux jours par semaine, et, pour y donner la majorité aux gens du peuple, l'on accorde une indemnité de quarante sous à ceux qui y assisteront [17 sept.]. — Toutes les personnes suspectes seront détenues jusqu'à la paix, et l'on comprend parmi les suspects tous ceux qui par paroles, actions ou écrits, se sont montrés partisans du royalisme ou du fédéralisme, les parents des émigrés, les fonctionnaires destitués, etc. Les arrestations seront faites par les comités révolutionnaires établis dans toutes les communes et les sections de commune, lesquels rendront compte au comité de *sûreté générale*, chargé de la police et des tribunaux. »

Après toutes ces mesures contre l'ennemi extérieur et l'ennemi intérieur, il fallait nourrir le peuple, relever les assignats, empêcher l'agiotage. Sur le rapport de Cambon, il fut décidé que toutes les créances de l'État seraient converties en une seule créance inscrite sur le *grand livre de la dette publique* [24 août]. Par cette belle et énergique opération, la dette contractée par le despotisme ne pouvait plus être distinguée de celle qui avait été contractée par la révolution ; le capital de la dette se trouvait converti en une rente perpétuelle portant intérêt à 5 pour 100 ; l'État n'était plus exposé à des remboursements de capital ; enfin le système du crédit public commençait. Ensuite on réduisit, par divers moyens, le chiffre des assignats en circulation, qui était de 3,776 millions, à 1,500 millions. L'assignat se releva, mais pas assez pour faire baisser le prix des denrées, et il fallut décréter le *maximum* pour toutes les marchandises de première nécessité, les journées de travail et les mains-d'œuvre [29 sept.]. Ce *maximum* fut fixé, pour les marchandises, aux prix de 1790, auxquels on ajoutait un tiers, et, pour les jour-

travail et les mains-d'œuvre, aux prix de la même an-
xquels on ajouta une moitié. Les marchands étaient
le déclarer l'état de leurs magasins, de s'approvisionner,
re : quiconque abandonnait son commerce était réputé
l'accaparement était puni de mort.

s ces mesures furent complétées par le décret suivant,
moment où l'on ressentait le besoin de l'unité et de la
tude d'action, concentra le pouvoir aux mains de quel-
mmes et légalisa la dictature du comité : « Le gouver-
est déclaré révolutionnaire jusqu'à la paix. — La mise
ité de la constitution est ajournée jusqu'à cette époque.
onseil exécutif, les généraux, les corps constitués sont
ous la surveillance du comité de salut public [10 oct.]. »
décret, le comité disposa de tout sous le nom de la
ion, qui lui servait d'instrument. C'était lui qui nom-
destituait les généraux, les ministres, les commissaires
tants, les juges, les jurés. Par ses commissaires, les
et les généraux étaient sous sa dépendance, et il dirigeait
anière souveraine les départements ; par la loi des sus-
disposait de toutes les personnes; par le tribunal révo-
ire, de toutes les existences ; par les réquisitions et le
m, de toutes les fortunes; par la Convention effrayée,
rets d'accusation contre ses propres membres [1]. »
ant sans scrupule du sang et de la fortune de vingt-
llions d'hommes, condamnant tout ce qui ne voulait pas
ou se dépouiller, il trouva dans ces effrayantes mesures
t du salut et de l'intégrité de la république : les
ents et les moyens furent odieux, le résultat su-
. »

Nouveau système de guerre. — Carnot. — Batailles
schoote, de Menin et de Wattignies. — Avec un gou-
nt si étrange, des mesures si tyranniques, une situation
de dangers, il fallait un système de guerre approprié
mmes et aux circonstances, nouveau, décisif, révolu-
e comme la situation, les lois, le gouvernement. Jus-
les généraux, anciens nobles élevés à l'école de la guerre
Ans, n'avaient suivi que les vieilles routines, gardant

et, t. II, p. 30.
ni, t. IV, p. 24.

toutes les positions, opposant bataillon à bataillon, marchant pas à pas d'une ville à une autre. Batailler ainsi sur tous les points n'amenait aucun résultat : il fallait concentrer les masses sur un point décisif, écraser l'ennemi par des coups d'éclat, en finir avec la résistance extérieure comme avec la résistance intérieure, à force d'audace et de violence. Enfin, une guerre nouvelle demandait des hommes tout nouveaux : il fallait donc proscrire les états-majors sortis de l'ancien régime, porter des bas grades aux commandements des plébéiens jeunes, audacieux, intelligents, qui trouveraient des inspirations sur les champs de bataille : les chaumières de la république pouvaient enfanter des Condés aussi bien que les palais de la monarchie.

Ce système de guerre, déjà entrevu par Grimoard ([1]), fut apporté au comité par Carnot, officier du génie du plus haut mérite, qui fut admirablement secondé, pour l'administration, par Prieur (de la Côte-d'Or) et Robert-Lindet. Dès lors les opérations prirent de l'ensemble, les mouvements des diverses armées furent coordonnés, un plan uniforme fut tracé pour chaque campagne, auquel durent s'astreindre généraux et représentants; et pendant qu'à la fin d'août l'état de la France semblait désespéré, grâce à l'énergie du comité, au génie de Carnot, à la valeur de nos armées, grâce enfin à l'ineptie et à la lenteur des alliés, à la fin de décembre le salut de la France était assuré dans le Nord, sur le Rhin, à Lyon, à Toulon, dans la Vendée.

Après la prise de Valenciennes, les alliés s'étaient portés contre les Français campés entre Cambrai et Bouchain et les avaient contraints à se retirer derrière la Scarpe. Cobourg avait cent mille hommes; il ne songea ni à cerner les trente-cinq mille hommes auxquels était réduite l'armée française, ni à se jeter sur la route de Paris, qui était toute ouverte; mais il se dispe-

(1) « Le moyen le plus simple, écrivait-il en mars 1793 au comité de défense générale, de suppléer, autant que possible, à l'art par le nombre, est de faire une guerre de masses; c'est-à-dire de diriger toujours sur les points d'attaque le plus de troupes et d'artillerie qu'on pourra, d'exiger que les généraux soient constamment à la tête des soldats pour leur donner l'exemple du dévouement et du courage, et d'habituer les uns et les autres à ne jamais calculer le nombre des ennemis, mais à se jeter brusquement dessus à coups de baïonnette, sans songer ni à tirailler ni à faire des manœuvres auxquelles les troupes françaises actuelles ne sont nullement exercées ni même préparées. »

sait à faire le siége de Cambrai, quand Pitt ordonna au duc d'York de se porter sur Dunkerque; ordre absurde qui, en donnant aux opérations une direction excentrique, rendait inutiles les succès des alliés et dévoilait la cupidité égoïste du cabinet anglais Les deux armées se séparèrent [1793, 11 sept.]. Cobourg s'en alla faire le siége du Quesnoy, qui, n'ayant que de faibles moyens de résistance, capitula. Le duc d'York marcha sur Dunkerque; mais il laissa quinze mille Hollandais à Menin; il mit quinze mille hommes en observation à Rousbrugge sur l'Yser, et, avec vingt mille, il alla camper devant la place, sur une langue de terre entre des marais et la mer, qui ne lui laissait d'autre retraite que la route de Furnes.

Le comité avait destitué Custine, accusé de la perte de Valenciennes, et donné le commandement de l'armée du Nord à Houchard. Il lui envoya des renforts, et lui prescrivit de ramasser toutes les troupes disséminées dans les camps de la Flandre pour délivrer Dunkerque: « L'honneur de la nation est là, lui dit-il. Pitt ne peut se soutenir qu'en indemnisant le peuple anglais par de grands succès; autrement une révolution est inévitable en Angleterre. Portez des forces immenses dans la Flandre, et que l'ennemi en soit chassé. » Houchard n'exécuta pas complétement le plan du comité: il laissa trente mille hommes dans les camps, et, avec vingt-cinq mille hommes seulement, il se mit en marche; mais, au lieu de se jeter sur la route de Furnes, entre l'armée de siége et sa ligne de retraite, il alla attaquer de front le corps d'observation. Néanmoins, après de violents combats à Roxpeede et à Hondschoote, il força l'ennemi à se mettre en retraite et le duc d'York à lever le siége de Dunkerque [8 sept.]. De là il se tourna contre les Hollandais disséminés à Menin, les battit, leur fit perdre trois mille hommes et quarante canons [18 sept.], et se jeta à leur poursuite sur Courtray. Mais tout à coup ses soldats, saisis d'une terreur panique, s'enfuirent dans le plus grand désordre, et ils ne s'arrêtèrent que sous les murs de Lille.

Alors Cobourg, qui marchait au secours des Hollandais, reprit l'offensive. Maître de l'Escaut par Condé et Valenciennes, de l'espace entre l'Escaut et la Sambre par le Quesnoy, il résolut de s'assurer de la Sambre par Maubeuge et ensuite de marcher sur Paris. Le comité était irrité de la désobéissance de Houchard: « Nous avons écrit aux généraux, disait-il à la Con-

vention, de se battre en masse : ils ne l'ont pas fait ; nous avons eu des revers. » Houchard fut envoyé devant le tribunal révolutionnaire. Jourdain, qui, au commencement de la campagne, était chef de bataillon, lui succéda. Il rassembla à Guise cinquante mille hommes de nouvelles levées et marcha à la délivrance de Maubeuge. Cobourg avait laissé la moitié de ses forces devant la place, et s'était posté près de Wattignies avec trente-cinq mille hommes ; il fut attaqué dans cette position pendant deux jours, battu et forcé de lever le siége [16 oct.]. Il se retira derrière la Sambre et fit sa jonction avec le duc d'York. Les Français, après des tentatives inutiles sur Charleroy et Tournai contre les deux ailes de l'ennemi et dans le but de faire tomber son centre, prirent des quartiers d'hiver.

§ VI. Batailles de Pirmasens, de Kayserlautern et de Weissembourg. — Après la prise de Mayence, les armées de la Moselle et du Rhin s'étaient repliées sur la Sarre et la Lauter ; elles étaient fortes ensemble de soixante mille hommes, et se liaient par le camp de Hornbach, dans les Vosges ; mais elles étaient découragées, changeaient chaque jour de généraux et manquaient de plan d'opérations. A la première étaient opposés les Prussiens, commandés par Brunswick ; à la seconde, les Autrichiens, commandés par Wurmser. Mais ces deux généraux étaient en mésintelligence ouverte : ils ne profitèrent pas des cent mille hommes dont ils disposaient, et perdirent deux mois en simulacres de combats sans but, sans concert et sans résultat. Ce furent les Français qui prirent l'offensive, en cherchant à s'emparer de Pirmasens, position qui assurait la communication de leurs deux armées ; mais ils furent battus [13 oct.], perdirent quatre mille hommes, furent contraints d'évacuer le camp de Hornbach et, bientôt après, les lignes de Weissembourg. L'armée du Rhin se retira sur Saverne, l'armée de la Moselle sur Sarreguemines ; Haguenau ouvrit ses portes aux étrangers [29 oct.], Fort-Vauban fut pris et Landau bombardée ; les autorités de Strasbourg conspirèrent pour livrer la place aux ennemis ; toute la province fut inondée de prêtres et d'émigrés qui cherchaient à soulever une population où les idées révolutionnaires n'avaient pas pénétré.

Le comité envoya Saint-Just et Lebas en Alsace ; il nomma Hoche au commandement de l'armée de la Moselle, Pichegru à celui de l'armée du Rhin, et ordonna de sauver Landau à tout

prix. Les deux jeunes représentants firent lever les départements voisins, réorganisèrent l'armée, punirent les conspirateurs, firent trembler tout le monde par leur énergie tyrannique, leur infatigable activité, leurs ordres sévères et laconiques [1]. En quelques jours, tout rentra dans l'ordre; et les deux jeunes généraux, naguère sortis des derniers rangs, se préparèrent à reprendre l'offensive. Brunswick, ayant échoué dans une attaque sur Bitche, rétrograda jusqu'à Kayserlautern pour occuper de meilleurs cantonnements. Aussitôt Hoche déboucha de la Sarre avec trente-cinq mille hommes [17 nov.] pour débloquer Landau par la route de Kayserlautern; il livra une multitude de combats en avant de cette ville, et fut définitivement repoussé. Mais alors, voyant le flanc des Autrichiens découvert par la retraite de Brunswick [30 nov.], il se jeta, avec douze mille hommes, à travers les Vosges, sur la droite de Wurmser, pendant que Pichegru attaquait les Impériaux de front. Après de nombreux combats, les positions centrales et dominantes des Vosges furent enlevées [24 déc.], et les Autrichiens se retirèrent dans les lignes de Weissembourg, où ils se joignirent aux Prussiens. Alors les armées de la Moselle et du Rhin se réunirent; Hoche en prit le commandement; il attaqua les lignes [26 déc.], les emporta, et força l'ennemi à débloquer Landau et à évacuer Fort-Vauban. Les Autrichiens repassèrent le Rhin [28 déc.], les Prussiens se retirèrent sous Mayence; les Français, harassés de cette campagne laborieuse dans un pays affreux, prirent leurs quartiers d'hiver dans le Palatinat.

[1] Voici quelques-uns de leurs arrêtés : « Dix mille hommes sont nu-pieds dans l'armée : il faut que vous déchaussiez tous les aristocrates de Strasbourg, et que demain à dix heures les dix mille paires de souliers soient en marche pour le quartier général. — Tous les manteaux des citoyens de Strasbourg sont en réquisition : ils doivent être rendus demain soir dans les magasins de la république. — La municipalité de Strasbourg tiendra deux mille lits prêts dans les vingt-quatre heures chez les riches de Strasbourg pour être délivrés aux soldats. — Il sera levé un emprunt de neuf millions sur les riches, dont deux millions serviront aux indigents, un million à la place, six millions à l'armée. Le particulier le plus riche imposé dans cet emprunt, qui n'aura pas satisfait dans les vingt-quatre heures à son imposition, sera exposé pendant trois heures sur l'échafaud de la guillotine. » — Ils traduisirent au tribunal révolutionnaire de Paris, comme émissaire de l'ennemi, l'accusateur public de Strasbourg, Schneider, « qui avait effrayé le département par ses folies sanguinaires, promenant la guillotine dans toutes les villes, poussant le délire, disait Robespierre, jusqu'à mettre en réquisition les femmes pour son usage. »

§ VII. Revers dans les Pyrénées. — Prise de Lyon et de Toulon. — Toute la sollicitude du comité s'était portée sur les armées du Nord et du Rhin ; celles des Alpes et des Pyrénées furent négligées, parce qu'on ne pouvait rien tenter de décisif de ce côté, tant que Lyon et Toulon ne seraient pas soumis : aussi, dans les Alpes maritimes, on se tint sur la défensive, et dans les Pyrénées-Orientales on n'éprouva que des revers. Ricardos avait trente mille hommes bien aguerris à opposer aux levées républicaines, postées en avant de Perpignan ; il voulut faire tomber cette place en tournant les Français, s'empara de Villefranche pour assurer sa gauche, masqua avec sa droite Collioure et Port-Vendre, et força une partie des Français à se replier sur Salces, pendant que l'autre partie se maintenait sous Perpignan. Mais alors les deux ailes de l'armée républicaine reprirent l'offensive [1793, 17 sept.], battirent les Espagnols à Peyrestortes, et les rejetèrent derrière le Tet, dans leur camp du Mas-d'Eu. Une nouvelle bataille s'engagea près de Truillas pour chasser Ricardos de cette importante position : celui-ci fut vainqueur ; mais, trompé par la nouvelle de renforts survenus aux républicains, il se retira dans le camp de Boulou. Les Français renouvelèrent leurs attaques sur ce camp ; mais leurs généraux changeaient tous les jours ; les opérations étaient dirigées au hasard ; les représentants n'avaient que de la bravoure sans génie militaire. On fut encore battu à Céret, à Villelongue, et enfin à Collioure, où le représentant Fabre (de l'Hérault) fut tué à la tête d'une colonne d'attaque ; Collioure, Port-Vendre, Saint-Elme, se rendirent [29 déc.], et l'armée, entièrement démoralisée, se retira sous Perpignan.

La France n'était qu'humiliée et non compromise par ces défaites ; mais à Lyon, à Toulon, dans la Vendée, c'était l'existence même de la révolution qui se débattait, et le comité dirigea contre ces révoltes de l'intérieur ses principaux efforts.

Le représentant Dubois-Crancé, habile officier du génie, avait commencé le siége de Lyon avec dix mille hommes détachés de l'armée des Alpes ; en attendant des renforts, il ouvrit le bombardement ; mais pendant six semaines il ne fit qu'incendier la ville et resserrer le blocus. Les Lyonnais se défendirent avec une valeur héroïque, et Précy disputa les approches de la ville, sinon avec habileté, du moins avec acharnement. Cependant vingt-cinq mille Piémontais étaient descendus des Alpes, et

marchaient lentement à la délivrance de Lyon. Kellermann se porta contre eux avec douze mille hommes de nouvelle levée, et, par de simples manœuvres sur leurs flancs, les battit complétement, et les rejeta en Piémont. Alors les troupes victorieuses vinrent compléter le blocus de Lyon, et formèrent avec la levée en masse de l'Auvergne, amenée par Couthon, quarante mille hommes. Les habitants souffraient de la famine et n'espéraient plus aucun secours : au moment où une dernière et générale attaque allait livrer leur ville à la dévastation, ils se rendirent sans condition [1793, 9 oct.]. Deux mille d'entre eux essayèrent de percer les républicains pour se sauver en Suisse ; mais ils furent tous tués, à l'exception de Précy et de quatre-vingts hommes.

Aussitôt l'armée de siége fut divisée : une partie alla reprendre ses positions dans la Savoie ; l'autre partie fut dirigée sur Toulon, qui depuis deux mois n'était bloqué que par deux corps de sept à huit mille hommes. Alors trente mille républicains, commandés par Dugommier, enveloppèrent cette ville. Sa garnison était de quinze mille hommes, et les Anglais l'avaient fortifiée de toutes parts et surtout à la pointe de l'Éguillette, qui commande la rade. Soit par les ordres du comité, soit par les conseils d'un chef de bataillon d'artillerie, Napoléon Bonaparte, âgé alors de vingt-quatre ans, il fut résolu d'enlever les ouvrages de l'Éguillette, d'où l'on pouvait incendier la flotte anglaise et forcer la ville à capituler. En effet, après des attaques contre la place pour resserrer la ligne d'investissement, les forts de l'Éguillette furent emportés d'assaut. Aussitôt les Anglais se disposèrent, non à capituler pour les malheureux habitants qui les avaient appelés, mais à évacuer la place, malgré le désespoir des royalistes, qui se précipitèrent en foule sur leur flotte. Ils mirent le feu, en s'en allant, aux arsenaux, aux chantiers, aux navires qu'ils ne pouvaient emmener ; et, des cinquante-six vaisseaux ou frégates que renfermait Toulon, il n'en resta que dix-huit. Ce furent les forçats qui arrêtèrent l'incendie ! Les républicains, en voyant les flammes qui s'élevaient du port, jetaient des cris de fureur ; ils enfoncèrent les portes et entrèrent dans la ville, qu'ils trouvèrent à demi déserte [19 déc.].

§ VIII. Opérations dans la Vendée. — Batailles de Torfou et de Chollet. — Les Vendéens passent la Loire. — Bataille d'En-

TRAMES. — SIÉGE DE GRANVILLE. — BATAILLE DU MANS. — DESTRUCTION DES VENDÉENS. — Après la défaite de Santerre à Coron, les Vendéens auraient pu marcher sur Nantes ou sur Angers sans obstacle; mais ils ne songèrent qu'à délivrer le sud de leur pays, et ils livrèrent bataille au général Tuncq [13 août], près de Luçon : ils furent vaincus, et ils se hâtèrent de retourner du côté de la Loire, où se préparait une grande expédition. Deux armées avaient été formées sous le commandement de Rossignol et de Canclaux : le premier, jacobin forcené, mais brave, intelligent et dévoué, voulait qu'on refoulât les insurgés dans l'angle formé par la Loire et la mer, et il offrait à son collègue le commandement pour que ce plan fût mis à exécution. Le second avait une réputation de militaire sage et instruit, mais il se trouvait humilié de l'ouvrier parisien qu'on lui avait donné pour compagnon; il voulait que l'armée de Rossignol, divisée en cinq colonnes qui partiraient des Sables, de Luçon, de Niort, de Saumur et d'Angers, enfermât les rebelles entre Mortagne, Bressuire et Argenton, pendant que lui, avec son armée, où était la garnison de Mayence, partirait de Nantes pour refouler les insurgés vers les mêmes points, en les isolant de la côte. Ce plan, qui dénote une absence totale de génie militaire [1], fut adopté. Canclaux se mit en marche, et donna la main à la colonne des Sables; mais les Vendéens profitèrent de l'occasion qui leur était offerte d'écraser l'une après l'autre les colonnes républicaines isolées : ils se jetèrent, au nombre de quarante mille, sur l'avant-garde de Canclaux, commandée par Kléber, l'écrasèrent à Torfou, et forcèrent toute l'armée à revenir sur Nantes [1793, 19 sept.]. Alors ils se tournèrent contre les colonnes de Saumur et d'Angers, les battirent et s'emparèrent des Ponts-de-Cé.

La Convention destitua les deux généraux, réunit leurs armées en une seule, et en donna le commandement à Léchelle, général très-médiocre, qui fut guidé par Kléber; en même temps elle déclara à cette armée qu'il fallait que la guerre civile fût terminée au 20 octobre. Alors deux colonnes, parties de Fontenay et de Saumur, se réunirent à Bressuire, chassèrent les Vendéens de Châtillon, et les rejetèrent sur Chollet et sur Beaupréau. En même temps les colonnes de Luçon et de Nantes se réunirent à

(1) Jomini, t. II, p. 295

Mortagne, et joignirent les premières à Chollet. L'armée républicaine se trouva forte de trente-cinq mille hommes; elle avait refoulé dans le quadrilatère formé par ses quatre colonnes une cohue de cent mille hommes, femmes, enfants, embarrassés de troupeaux et de charrettes, qui, se voyant acculés près de la Loire, se décidèrent à combattre. Les Vendéens furent complétement défaits [16 oct.]; ils évacuèrent Beaupréau, et s'enfuirent à Saint-Florent. Là s'entassèrent quatre-vingt mille malheureux désespérés, dont tous les chefs étaient blessés mortellement, et qui résolurent, au lieu de se disperser, de passer sur la rive droite.

Cette grande émigration, où il y avait à peine vingt mille combattants, parcourut Ingrande, Candé, Château-Gontier, Laval, sans résistance. L'armée républicaine se mit lentement à sa poursuite, arriva devant Laval, et trouva sur les hauteurs d'Entrames les Vendéens en bataille. Léchelle prit les plus mauvaises dispositions et fut mis en pleine déroute : les fuyards ne s'arrêtèrent qu'à Angers.

Après cette victoire, les Vendéens avaient encore des chances de salut : la Bretagne leur était ouverte, pays tout disposé à la révolte et favorable à la guerre défensive; mais ils n'avaient plus d'autre chef que le jeune la Rochejacquelein; ils marchaient au hasard, comme une horde de brigands, et ils perdirent vingt-six jours. Enfin ils résolurent, séduits par les promesses des Anglais, qui préparaient un armement à Jersey, de marcher sur Granville; ils se dirigèrent par Fougères, Pontorson, Avranches, et arrivèrent devant la place [1793, 15 nov.], dans laquelle deux représentants s'étaient jetés avec les troupes de Cherbourg. Ils tiraillèrent inutilement pendant trois jours contre les remparts; et, découragés, accusant leurs chefs de trahison, demandant à grands cris à retourner dans leur pays, ils revinrent sur Dol.

Rossignol avait pris le commandement de l'armée, réorganisée à Angers; il l'avait conduite à Rennes et ensuite à Antrain. Là il livra bataille aux Vendéens pour leur couper le passage, fut complétement battu et rejeté sur Rennes. Alors les rebelles, trouvant la route libre, repassèrent par Fougères, Laval, et cherchèrent à s'emparer d'Angers; mais ils furent assaillis devant cette ville par Westermann et Kléber, et rejetés sur le chemin de la Flèche, d'où ils arrivèrent au Mans. Ils



passer la Loire. Alors ils marchèrent sur Savena
vivres, sans chefs ; et là, acculés au fleuve et à
livrèrent un dernier combat [22 déc.]. Tout fut
l'exception d'un millier d'hommes, qui se réfugi
tagne.

§ IX. Régime de la terreur. — Mort de la re
dins, du duc d'Orléans, etc. — Exécutions a To
Nantes, etc. — La campagne de 1793 avait s
par les victoires les plus nationales et les plus l
eût jamais remportées; mais ce grand résul
obtenu qu'au prix de souffrances infinies: cent
étaient restés sur les champs de bataille; quinze
avaient été enlevés à l'agriculture et à l'indus
provinces étaient dévastées; les réquisitions, l
levée en masse n'avaient été exécutés qu'à forc
« Le peuple, dit Robert Lindet, faisait à la pa
continuel de ses travaux, de ses vêtements, de s
s'oubliant pour elle et recommençant chaque jo
ment ! » Enfin, pour échapper au joug de l'étra
s'était donnée elle-même à quelques hommes ;
posé la dictature; elle avait souffert le plus eff
tisme ; la *terreur* était à l'ordre du jour ; cent
gémissaient dans les prisons ; le sang coulait su
avec une atroce indifférence, une exécrable facil

Il fallait, pour qu'un tel régime vînt à s'établi
qui n'a point d'exemple et qui ne se reproduir

on, avait moins de péril que de rester en deçà; et il fallait, vant tout, que la république s'assurât du champ de bataille (1). » De là vint qu'on couvrit l'intérieur de la France d'un réseau de omités révolutionnaires, par lesquels cinq cent mille individus étaient occupés à tyranniser des millions de leurs concitoyens, le la même manière qu'on protégeait l'extérieur par une ceinure de douze cent mille baïonnettes. « Nos ennemis étaient en si grand nombre, dit Lindet, ils étaient si répandus et si disséminés, ils avaient tant de formes et de moyens de s'insinuer dans es administrations et les sociétés populaires, que tout citoyen dut se regarder comme une sentinelle chargée de surveiller un poste. » D'ailleurs la grandeur du danger, la peur d'être vaincus, la certitude que la contre-révolution serait impitoyable, avaient perverti chez les révolutionnaires les idées les plus simples d'humanité, à tel point qu'ils trouvaient tout naturel et légitime de se débarrasser de leurs adversaires par la mort. Entraînés par l'ivresse du combat et la rage aveugle de la lutte, des hommes de mœurs paisibles et remarquables par leurs vertus privées jugeaient dignes du supplice des actes à peine répréhensibles, une parole imprudente, des velléités d'opposition. Enfin la tolérance politique, précieuse conquête de la révolution, dont nous jouissons à peine aujourd'hui, était aussi ignorée que l'était, deux siècles auparavant, la tolérance religieuse, conquise aussi à force de sang et de larmes; elle était même impossible. Tous les partis étaient, comme ceux du seizième siècle, possédés de la même fureur fanatique, et nous verrons que la réaction contre le régime de la terreur fut tout aussi sanglante que ce régime lui-même. On excusait la cruauté avec les mêmes ophismes que dans les guerres religieuses : c'était au nom du euple, comme autrefois au nom de Dieu, qu'on versait le sang; es exécuteurs de 93 avaient à la bouche le mot de vertu, comme eux de la Saint-Barthélemy le mot de charité. De même que s catholiques ne regardaient comme citoyens et comme frères ue les catholiques, de même Robespierre disait: « Il n'y a de toyens dans la république que les républicains; les royalistes, s conspirateurs, ne sont pour elle que des étrangers, ou plutôt s ennemis. — Celui-là seul, disait Saint-Just, a des droits ans notre patrie, qui a coopéré à l'affranchir. — Une goutte

(1) Le Vieux Cordelier, n° 5.

de sang, disait Collot-d'Herbois, versée des veines généreuses d'un patriote, me retombe sur le cœur ; mais je n'ai point de pitié pour les conspirateurs. On parle de sensibilité ; et nous aussi nous sommes sensibles ! Les Jacobins ont toutes les vertus : ils sont humains, compatissants, généreux ; mais tous ces sentiments, ils les réservent pour les patriotes, qui sont leurs frères ; et les aristocrates ne le seront jamais. »

Avec de tels principes, les excès étaient pour ainsi dire obligés ; et ils furent si grands, que la génération qui avait fait la révolution, oubliant des bienfaits achetés par tant de sang, n'eut plus pour elle que des malédictions qui durent encore. A Paris, la commune avait défini les classes de suspects avec une telle stupidité, que les neuf dixièmes de la population s'y trouvaient compris, que le nombre des détenus s'élevait, à la fin de 1793, à près de cinq mille, et qu'il avait fallu transformer le Luxembourg et plusieurs autres édifices en prisons. Le tribunal révolutionnaire, qui du 10 mars au 31 mai n'avait condamné que dix-neuf individus, du 31 mai au 31 octobre en condamna quatre-vingt-dix-huit, et dans les mois de novembre et de décembre cent vingt-six. Le comité s'était donné d'atroces instruments dans les juges, les jurés et surtout l'accusateur public de ce sanglant tribunal ; et tout prévenu semblait d'avance dévoué à la mort. Le premier grand personnage condamné fut Custine, accusé d'avoir favorisé la prise de Mayence et celle de Valenciennes. Ensuite vint la malheureuse Marie-Antoinette, qui fut accusée d'avoir dilapidé le trésor, appelé l'étranger, exercé une influence criminelle sur son époux : elle se défendit avec beaucoup de calme, de sens et de dignité contre les témoins infâmes ou insignifiants qu'on lui opposait, et mourut avec une courageuse résignation [1793, 16 oct.]. Après la reine comparurent vingt et un Girondins : Brissot, Vergniaud, Gensonné, Lasource, Gardien, Lehardy, Mainvielle, Ducos, Fonfrède, Duchâtel, Duperret, Carra, Valazé, Lacaze, Duprat, Sillery, Fauchet, Beauvais, Boileau, Antiboul, Vigée. Leur éloquente défense embarrassa tellement le tribunal, que Robespierre fit rendre un décret qui autorisait dorénavant les jurés, après trois jours de débats, à se déclarer suffisamment instruits. Le tribunal ne manqua pas d'user de cette odieuse faculté, et prononça la sentence de mort. Valazé se tua d'un coup de couteau. Ses compa-

gnons entonnèrent la *Marseillaise* et la chantèrent encore en allant au supplice [1] [31 oct.].

Les Girondins furent suivis du duc d'Orléans, qui, profondément dégoûté des hommes et des choses, mourut avec la plus complète indifférence [6 nov.]. Ensuite vint madame Roland, toujours noble et courageuse, qui salua l'échafaud de ces paroles : « O liberté ! que de crimes se commettent en ton nom ! » [10 nov.] Elle était parvenue à faire échapper son mari aux proscripteurs du 31 mai; mais à la nouvelle de la mort de sa femme, Roland se tua. Puis mourut Bailly, qui fut exécuté au Champ de Mars avec des raffinements de cruauté; puis les Girondins Kersaint, Manuel, Rabaud-Saint-Étienne; les Feuillants Barnave et Duport Dutertre; le ministre Lebrun; les généraux Biron, Houchard, Brunet, Lamarlière; la fameuse Dubarry, etc.

Dans toutes ces condamnations, quelques formes judiciaires avaient été gardées, les victimes avaient quelque apparence de culpabilité, et leur mort semblait calculée dans un but de terreur politique; mais dans les lieux entachés de la rébellion girondine, et surtout de la rébellion royaliste, ce furent des masses, et non quelques personnages choisis, qui furent dévouées à la mort. A Caen et à Marseille, qui s'étaient facilement soumises, les victimes furent peu nombreuses; elles le furent davantage à Bordeaux, où les chefs de la Gironde s'étaient réfugiés, et où Tallien régna en satrape et se gorgea de concussions et de débauches. Mais à Toulon, à Lyon, dans la Vendée, où la contre-révolution s'était démasquée, où l'exaltation révolutionnaire était poussée jusqu'à la rage, les commissaires de la Convention versèrent le sang comme par délire. Cependant, à Toulon, Barras et Fréron ne purent trouver que deux cents victimes, puisque la moitié des habitants avait fui sur les vaisseaux anglais. A Lyon, la Convention, par une mesure aussi insensée que barbare, avait décrété la destruction de cette ville : avec les maisons des pauvres et les édifices publics, il devait être formé une cité nouvelle qui porterait le nom de *Commune-Affranchie*. Collot-d'Herbois et Fouché furent envoyés avec deux mille hommes de l'armée révolutionnaire pour faire exécuter ce décret et pu-

(1) Grangeneuve, Birotteau, Guadet, Salles, Barbaroux, furent exécutés à Bordeaux; Buzot et Pétion se tuèrent; Condorcet s'empoisonna, etc.

nir les rebelles, et ils le firent avec une stupide férocité. Ils démolirent les plus belles rues et employèrent à cette œuvre de destruction plus de dix mille ouvriers; ils créèrent une commission de cinq juges peu différents des égorgeurs de septembre, qui condamnait sept personnes en un quart d'heure, et envoya au supplice, de son propre aveu, seize cent quatre-vingt-quatre individus; enfin, comme ils trouvaient le marteau et la guillotine trop lents, ils employèrent la mine contre les édifices et la mitraille contre les condamnés. « Exerçons la justice, écrivait Fouché, à l'exemple de la nature! vengeons-nous en peuple! frappons comme la foudre! »

A Nantes, tout ce que l'imagination peut enfanter de plus atroce se trouva dans la tête d'un scélérat en démence, Carrier: croyant tous les excès justifiés par les excès des Vendéens et la mêlée d'une guerre civile, il fit massacrer les habitants de vingt-deux communes qui s'étaient soumises; il fit submerger en pleine mer des bateaux où étaient enfermés plus de quinze cents hommes, femmes et enfants; il fit jeter à la Loire des couples d'hommes et de femmes liés ensemble, exécutions qu'il appelait des *mariages républicains* (1). Le fleuve engloutit tant de victimes, qu'il fut défendu de boire de ses eaux corrompues. Toujours le sabre à la main, le blasphème à la bouche, ce Néron de mauvais lieux trouva de dignes complices dans les membres du comité révolutionnaire de Nantes, et des exécuteurs dans une troupe de bandits qui s'appelait la compagnie de Marat : vols, débauches, massacres, ces bêtes féroces ne s'épargnèrent rien; les Nantais accusés de fédéralisme furent l'objet de leurs fureurs comme les Vendéens, et le nombre de leurs victimes a été porté jusqu'à quinze mille.

§ X. Parti des Hébertistes. — Abolition du culte catholique. — Culte de la Raison. — La terreur gouvernait donc la France, et l'on voyait croître chaque jour la puissance et la tyrannie du comité qui semblait vouloir immobiliser en lui la révolution. Mais deux fractions de la Montagne, complétement opposées et ennemies, commençaient à l'attaquer pour prendre sa place et faire prévaloir dans le gouvernement d'autres idées : c'étaient

(1) « La défaite des brigands, écrivait-il à la Convention, est si complète, qu'ils arrivent à nos avant-postes par centaines : je prends le parti de les faire fusiller. Il en vient autant d'Angers : je leur assure le même sort. C'est par principe d'humanité que je purge la terre de la liberté de ces monstres. »

celle des *exagérés*, à laquelle Hébert donnait son nom; et celle des *modérés*, dont Danton était le chef.

La faction d'Hébert dominait à la commune, était soutenue par les bandits de l'armée révolutionnaire, avait pour adhérent. les conventionnels qui ensanglantaient Lyon, Toulon et Nantes. Composée de fous, d'hypocrites et de scélérats qui firent planter les jardins en pommes de terre, qui allaient en sabots pour faire baisser le prix du cuir, qui affectaient les haillons et la saleté des sans-culottes, qui proscrivirent le titre de monsieur et ordonnèrent le tutoiement, c'était la réunion de toutes les passions méchantes, les appétits brutaux, les extravagances barbares que soulève naturellement un grand bouleversement social; c'était l'écume de la révolution. Elle avait pour digne chef un escroc de profession, « le *Père Duchêne*, qui dans sa feuille, disait Desmoulins, poussait au désespoir vingt classes de citoyens et plus de trois millions de Français qu'il enveloppait dans une proscription commune; qui, pour s'étourdir sur ses remords et ses calomnies, avait besoin de se procurer une ivresse plus forte que celle du vin, et de lécher sans cesse le sang au pied de la guillotine [1]. » Les hébertistes dépassaient dans leur imagination atroce et maladive les fureurs de Marat : ils voulaient appliquer les exécutions de Nantes et de Lyon à toute la France, faire de la terreur un système de gouvernement régulier et perpétuel, donner pour uniques institutions à la France des tribunaux révolutionnaires, des comités révolutionnaires, des armées révolutionnaires. Ils demandaient que la Convention se séparât, dans l'espoir de trouver place dans l'assemblée nouvelle; que le pouvoir fût organisé constitutionnellement, dans l'espoir de faire partie du conseil exécutif. C'étaient des attaques directes contre le comité; mais ils cherchaient à les rendre populaires en paraissant ne s'attaquer qu'aux indulgents, en accusant les amis de Danton, en demandant le supplice des soixante-treize députés détenus; enfin ils imaginèrent, pour vaincre le comité en mesures révolutionnaires, d'abolir le culte catholique.

Le caractère spécial de la révolution, comme celui de la philosophie qui l'avait enfantée, était la destruction de tout le passé [2] : de là vient le dédain si profond que témoignaient

[1] Le Vieux Cordelier, n° 4.
[2] Voy. t. III, p. 455.

toutes les sectes révolutionnaires pour les quatorze siècles qui les avaient précédées, siècles de barbarie et de fanatisme, où l'on ne trouvait pas un souvenir, un nom, un fait à honorer; où il semblait que la France n'eût pas existé. La seule patrie dont on invoquait avec enthousiasme les souvenirs, les noms, les faits, c'étaient Rome et Athènes, républiques-modèles, sociétés parfaites, qu'on eût voulu restaurer, dont on empruntait les cérémonies et les usages; où l'on allait chercher des patrons, des héros, des saints; dont on citait les paroles comme des textes sacrés. Ce monde ancien, si beau et si cher, c'était le christianisme qui l'avait détruit; ce monde du moyen âge, si malheureux et si odieux, c'était le christianisme qui l'avait engendré: le christianisme semblait ainsi la première chose que la révolution eût dû proscrire. Mais la révolution, qui ne cachait pas au christianisme ses mépris et ses colères, n'avait pas voulu employer contre lui la violence, croyant, tant l'incrédulité faisait de progrès, qu'il s'anéantirait de lui-même. Cette pensée était celle de la Convention, dans laquelle dominait l'esprit de l'Encyclopédie: elle avait pris aux églises leurs vases sacrés, elle avait applaudi aux prêtres qui se mariaient, elle avait laissé la commune de Paris interdire la publicité du culte, enlever les croix des cimetières, les noms des saints aux rues, fermer même quelquefois ce que Chaumette appelait les « boutiques à prêtres; » elle avait permis à ses commissaires « d'emprisonner par douzaines, comme disait André Dumont, les animaux noirs; » elle avait applaudi à l'un de ses membres, Jacob Dupont, disant hautement: « La nature et la raison, voilà les dieux de l'homme, voilà mes dieux!.... Je l'avoue de bonne foi, je suis athée! » Enfin la Convention, matérialiste dans ses discours, matérialiste dans ses fêtes, l'avait encore été dans la réforme du calendrier, réforme annexée à la belle loi qui dota la France du système uniforme des poids et mesures [1793, 5 oct.]. Déjà l'on datait de l'ère républicaine de 1792 ou de l'an Ier; on fit alors commencer l'année au 22 septembre, jour de l'équinoxe d'automne et de l'institution de la république; et on la partagea en douze mois de trente jours, auxquels on donna des noms magnifiques, tirés des saisons, mais qui ne convenaient qu'au climat de Paris. Le mois était partagé en décades de dix jours, et chacun de ces jours fut nommé d'un produit de la terre. Enfin l'année s'achevait par cinq jours complémentaires, qu'on ap-

pelait les *sans-culottides*. La célébration du dimanche, les fêtes religieuses, les noms des saints, se trouvèrent ainsi bannis du calendrier : il semblait qu'il n'y eût plus qu'un pas à faire pour les bannir des églises et arriver à la destruction du culte.

La Montagne représentait dans les trois partis qui la divisaient les trois écoles philosophiques du dix-huitième siècle. Le parti de Robespierre était admirateur passionné de Rousseau, ce « précepteur du genre humain, » dont il voulait mettre en œuvre les idées morales et politiques, dont il imitait jusqu'au style. Le parti de Danton, par son impiété indulgente, ses goûts licencieux, sa verve d'esprit, son amour du luxe et des arts, représentait l'école de Voltaire. Enfin l'école encyclopédique avait pour disciples les hébertistes, qui reproduisaient les extravagances de Lamettrie, et paraphrasaient, dans le *Père Duchêne*, deux vers de Diderot, dont le cynisme de cruauté semblait présager les abominations de 93 [1].

Ce dernier parti avait des adhérents très-nombreux dans la Convention, entre autres Anacharsis Clootz, baron prussien, ayant 100,000 livres de rente, qui se disait l'orateur du genre humain, et prêchait la république universelle et le culte de la raison. Il résolut de prendre l'initiative sur la question religieuse, jusqu'alors respectée par le gouvernement, et de faire ainsi, contre le comité, un coup d'État qui mettrait la commune de Paris à la tête de la révolution. A l'instigation d'Hébert et de Clootz, l'évêque de Paris, Gobel, avec onze de ses vicaires, se présenta à la Convention et déclara qu'il renonçait à ses fonctions de ministre du culte catholique, « parce qu'il ne devait plus y avoir, dit-il, d'autre culte public et national que celui de la liberté et de l'égalité » [1793, 7 nov.]. La Convention applaudit à « ceux qui venaient de s'élever à cette hauteur de la révolution où la philosophie les attendait. » « L'Être suprême, dit le président, ne veut de culte que celui de la raison, et ce sera désormais la religion nationale. » Presque tous les ecclésiastiques de l'assemblée suivirent l'exemple de Gobel ; il n'y eut que Grégoire qui fit une protestation courageuse : « Catholique par conviction et par sentiment, dit-il, prêtre par choix, j'ai été désigné par le peuple pour être évêque ; mais ce n'est ni

(1) Et mes mains ourdiraient les entrailles du prêtre,
A défaut de cordon, pour étrangler les rois.

de lui ni de vous que je tiens ma mission... On ne m'arrachera pas une abdication ! »

Le mouvement étant donné, la commune transforma l'église métropolitaine en *temple de la Raison*, et y fit célébrer une fête où la Raison était représentée par une femme qui trônait à la place du Saint des saints. Toutes les sections assistèrent à cette hideuse cérémonie ; et le cortége, où la déesse était traînée sur un char antique, se porta à la Convention, qui l'applaudit et se mit à sa suite. Pendant quinze jours, la commune redoubla de stupidité dans ses arrêtés : elle fit abattre les statues des saints et brûler les reliques ; elle décréta la démolition des clochers, « qui, par leur domination sur les autres édifices, semblaient contrarier les principes de l'égalité ; » elle décréta la fermeture de toutes les églises et la mise en surveillance de tous les prêtres ; elle fit défiler dans la Convention des processions de sans-culottes couverts des ornements sacerdotaux, parodiant les cérémonies catholiques, dansant *la Carmagnole*, portant les bustes de Marat et de Lepelletier, qui devinrent les saints du nouveau culte. De tous côtés arrivèrent des abjurations de prêtres infâmes, qui se déclaraient charlatans et imposteurs ; et ces apostasies, dernier terme de la corruption où était tombé le clergé pendant le dix-huitième siècle, pervertirent toutes les idées populaires, et donnèrent une immense impulsion à l'incrédulité. Enfin les commissaires de la Convention mirent un zèle fanatique à propager dans les provinces le mouvement hébertiste : « Partout, écrivait André Dumont, on ferme les églises, on brûle les confessionnaux et les saints, on fait des gargousses avec les livres des lutrins. » Mais ils ne firent que compromettre la cause républicaine aux yeux de la population des départements, qui voulait être révolutionnaire sans cesser d'être chrétienne (1) ; et le triomphe de l'athéisme fut pour la révolution, non-seulement un opprobre ineffaçable, mais un embarras qui dure encore. Les déclamations du clergé contre elle se trouvèrent justifiées ; l'idée que la révolution est essentiellement antichrétienne devint et est encore un préjugé vulgaire ; enfin les étrangers dirent qu'elle s'était démasquée, « qu'elle n'était que l'orgie d'un ramassis de

(1) « J'ai vu, dit un contemporain, des cultivateurs dire leurs prières matin et soir, détester les brigandages de leur seigneur émigré, bénir la révolution ; mais ne vouloir pas entendre parler du curé intrus, regrettant les messes et les sermons du réfractaire. » (Hist. des Prisons, t. II.)

igands révoltés contre Dieu même, » que la France allait
bîmer dans sa propre infamie.

§ XI. Parti des dantonistes. — Le Vieux Cordelier. — Ce-
ndant une partie de la Montagne s'effrayait, non-seulement
s extravagances hébertistes, mais encore du régime de terreur
comité de salut public; elle voyait la Convention et le gou-
rnement qui étaient entraînés dans les voies anarchiques de
commune, et la révolution qui allait se perdre par ses excès.
était l'opinion de l'homme qui avait jusqu'alors allumé les
ssions effrénées de la démocratie, fait décréter le tribunal ré-
lutionnaire, l'armée révolutionnaire, les comités révolution-
ires, soulevé enfin toutes les tempêtes populaires : c'était
pinion de Danton. Effrayé des proscriptions du comité, et
isi de la plus vive douleur à la mort des Girondins, il s'était
tiré à Arcis-sur-Aube, sa patrie, pour y respirer en liberté.
Il en revint, portant dans son cœur la conspiration qu'il avait
rmée dans le silence des champs et de la retraite. Son but
ait de ramener le règne des lois et de la justice pour tous, de
ppeler dans le sein de la Convention tous ceux de ses mem-
res qui en avaient été écartés ; de soumettre à un examen ap-
ofondi cette constitution de 93, rédigée par cinq ou six jeunes
ns dans cinq ou six jours ; d'offrir la paix aux puissances de
Europe, de réparer par un bien immense et durable fait au
nre humain les maux terribles et passagers qu'il avait faits à
France, de faire expirer la révolution sous un gouvernement
publicain assez puissant et assez éclatant pour rendre éter-
lle l'alliance de la liberté et de l'ordre [1]. » Les députés qui
optaient ces projets étaient Hérault-Séchelles, Camille Desmou-
s, Philippeaux, Lacroix, Fabre d'Eglantine, etc. : les uns,
mmes de mœurs faciles, amis des plaisirs et du luxe, qui ab-
rraient le règne des sans-culottes et des sectaires fanatiques
comité ; les autres, qui étaient indulgents par calcul person-
l et parce qu'ils avaient besoin d'amnistie pour leur vie privée.
nsi en était-il de Danton lui-même, qui, avant le 10 août,
ait reçu de l'argent de la cour [2] ; de Lacroix, qui avait mal-
rsé avec lui en Belgique ; de Fabre, qui se trouvait compro-
s avec trois autres députés dans la falsification d'un décret.

[1] Mém. de Garat, p. 455.
[2] Bertrand de Molleville, t. vii.

Danton comptait qu'il serait appuyé, dans la Convention, par les membres de la Plaine, qui formaient toujours la majorité, « mais dont les oreilles, dit Dussault, retentissaient de menaces éternelles, dont les cœurs étaient maigris de terreur, à qui l'on avait donné un nom qui les rendait pour ainsi dire moites, le nom de *Crapauds du Marais.* » Il espérait rallier à lui quelques membres du gouvernement, principalement Robespierre, le grand ennemi des hébertistes, qui s'était indigné des massacres de Lyon et de Nantes, qui avait empêché la mise en jugement des soixante-treize; qui, étant, en quelque sorte, le dictateur de l'opinion, aurait fait entrer la modération dans le gouvernement sans que la révolution fût compromise. Enfin, il propagea ses idées par un journal qui est considéré comme l'écrit le plus original de cette époque, le *Vieux Cordelier* : c'était l'œuvre de Camille Desmoulins, cette âme vive et tendre, devenue cruelle, comme tant d'autres, dans le bouillonnement révolutionnaire, et qui revenait tout naturellement à la douceur et à la générosité, « maintenant que la république était maîtresse du champ de bataille. » Le *Vieux Cordelier* était dirigé contre les hébertistes, et principalement contre l'infâme *Père Duchêne* (1); mais il attaquait aussi le comité, en faisant une satire sanglante de la loi des suspects, qu'il comparait aux lois de lèse-majesté des empereurs romains (2); en conseillant l'établissement d'un comité de clémence qui viderait les prisons; en demandant qu'on retournât enfin à un régime de vraie liberté (3). C'était

(1) « Ne sais-tu donc pas, disait-il à Hébert, que quand les tyrans d'Europe veulent avilir la république, quand ils veulent faire croire à leurs esclaves que la France est couverte des ténèbres de la barbarie, ne sais-tu pas, malheureux, que ce sont des lambeaux de tes feuilles qu'ils insèrent dans leurs gazettes, comme si le peuple était aussi ignorant, aussi bête que tu voudrais le faire croire à M. Pitt, comme si c'était là le langage de la Convention et du comité de salut public, comme si tes saletés étaient celles de la nation, comme si un égout de Paris était la Seine?... » (Le Vieux Cordelier, nº 5.)

(2) « Tout donnait alors de l'ombrage au tyran. Un citoyen avait-il de la popularité? c'était un rival du prince qui pouvait susciter une guerre civile : suspect. — Fuyait-on, au contraire, la popularité, et se tenait-on au coin de son feu? cette vie retirée vous avait fait remarquer, vous avait donné de la considération : suspect. — Étiez-vous riche? il y avait un péril imminent que le peuple ne fût corrompu par vos largesses : suspect. — Étiez-vous pauvre? comment donc, invincible empereur, il faut surveiller de plus près cet homme; il n'y a personne d'entreprenant comme celui qui n'a rien : suspect... » (Nº 3 du Vieux Cordelier.)

(3) « Non, la liberté, cette liberté descendue du ciel, ce n'est point une nymphe

'opinion des masses que Camille exprimait avec une verve pirituelle, âpre, cynique, qui semblait dérobée à Voltaire : les nasses lui répondirent par un immense murmure d'approbaion; cinquante mille exemplaires du *Vieux Cordelier* furent endus en quelques jours; il y eut dans les prisons un long ressaillement d'espoir.

§ XII. Politique du comité. — Attaques contre les deux artis. — Supplice des Hébertistes. — La modération et l'excès taient en présence, prétendant également s'emparer du pouoir : du parti que prendrait le comité dépendait l'avenir de la évolution. Le comité se partageait en trois groupes : celui des *ens d'examen*, composé de Carnot, Lindet, Prieur (de la Côte-l'Or), hommes d'administration, et tout ensevelis dans leurs ureaux; celui des *gens révolutionnaires*, composé de Collot-l'Herbois, Billaud-Varennes et Barrère, hommes d'exécution et meneurs des clubs de la commune; celui des *gens de la hautenain*, composé de Robespierre, Couthon et Saint-Just, hommes le théorie, chargés des rapports à la Convention (1). Le premier nclinait vers les indulgents, le second était d'accord avec les thées, le troisième haïssait les uns et les autres; il les croyait galement immoraux : « Or, dans le système de la révolution rançaise, disait-il, ce qui est immoral est contre-révolutionaire; » il prétendait que les deux partis étaient vendus à l'éranger pour déshonorer et perdre la république; enfin il emandait la destruction des hébertistes au nom de Dieu, celle es dantonistes au nom de la vertu. Les gens de la haute-main 'emportèrent dans le comité : Billaud, Collot et Barrère conentirent à livrer les athées les plus décriés de la commune, ourvu que ceux de la Convention fussent épargnés, et sous la romesse qu'on sacrifierait ensuite les indulgents, même Danon, que Robespierre aurait voulu sauver (2).

e l'Opéra, ce n'est point un bonnet rouge, une chemise sale ou des haillons : la lierté, c'est la raison, c'est l'égalité, c'est la justice. Voulez-vous que je la reconisse, que je tombe à ses pieds, que je verse tout mon sang pour elle? ouvrez les risons à ces deux cent mille citoyens que vous appelez suspects... » (N° 4.)

(1) Jean-Bon-Saint-André et Prieur (de la Marne) restèrent constamment en mison; Hérault-Séchelles fut mis en prison à cette époque, pour avoir donné asile un émigré.

(2) « La première fois que je dénonçai Danton au comité, dit Billaud le 9 theridor, Robespierre se leva comme un furieux, disant qu'il voyait mes intentions, ue je voulais perdre les meilleurs patriotes. »

Robespierre commença l'attaque contre les athées aux Jacobins : « De quel droit, dit-il, des hommes inconnus jusqu'alors dans la carrière de la révolution viendraient-ils troubler la liberté des cultes au nom de la liberté et attaquer le fanatisme par un fanatisme nouveau ? de quel droit feraient-ils dégénérer les hommages rendus à la vérité pure en des farces éternelles et ridicules ? On a supposé qu'en accueillant des offrandes civiques, la Convention avait proscrit le culte catholique ; non, la Convention n'a point fait cette démarche téméraire, elle ne la fera jamais. » Les hébertistes furent déconcertés de cette attaque, et bientôt après d'un décret, rendu sur la motion de Robespierre, qui défendait toute violence contraire à la liberté des cultes. Alors la commune se rétracta, et déclara qu'il était libre aux partisans de chaque religion de se réunir dans des lieux payés par eux et entretenus à leurs frais. Les sacriléges du culte de la Raison cessèrent ; mais ils avaient porté fruit : les églises restèrent fermées ; le culte catholique se trouva aboli de fait ; tout homme religieux devint suspect ; les actes administratifs continuèrent à être empreints d'athéisme.

Avant d'engager plus sérieusement la lutte, le comité voulut donner au pouvoir une concentration nouvelle, et il fit rendre un décret qui fut en réalité le règlement constitutif du gouvernement révolutionnaire [1793, 4 déc.] : « gouvernement, disait Robespierre, qui est pour bien des gens une énigme ou un scandale, mais dont tout le but est de fonder la république comme celui du gouvernement constitutionnel sera de la conserver. » — Tous les corps constitués et les fonctionnaires publics furent mis sous les ordres directs du comité. — L'application des lois révolutionnaires fut confiée aux comités révolutionnaires, qui correspondaient directement avec les comités de salut public et de sûreté générale. — Les procureurs-syndics des départements et des communes étaient remplacés par des *agents nationaux*, qui étaient les hommes du gouvernement et non plus des localités. — Il était interdit aux représentants en mission et aux autorités locales d'étendre ou de limiter les décrets, de faire des levées d'hommes et d'argent, etc. — Le *Bulletin des Lois* était créé pour assurer la promulgation des décrets et des actes du gouvernement. — Tout cela fut développé dans un rapport de Robespierre « sur les principes de morale qui devaient diriger le gouvernement révolutionnaire. »

port qui était en même temps un manifeste contre les in-
gents et les athées [1794, 5 févr.]. « Au dehors, tous les
ıns nous cernent, dit-il ; au dedans, tous les amis de la ty-
nie conspirent. Il faut étouffer les ennemis intérieurs et
érieurs de la république ou périr avec elle ; or, dans cette
ation, la première maxime de notre politique doit être que
conduit le peuple par la raison, et les ennemis du peuple
la terreur. Si le ressort du gouvernement populaire dans
paix est la vertu, le ressort du gouvernement populaire en
olution est à la fois la vertu et la terreur. La terreur n'est
re chose que la justice prompte, sévère, inflexible : elle est
c une émanation de la vertu. Punir les oppresseurs de l'hu-
nité, c'est clémence ; leur pardonner, c'est barbarie... Les
emis intérieurs du peuple se sont divisés en deux factions
marchent par des routes diverses au même but, la désor-
nisation du gouvernement populaire et le triomphe de la
annie. L'une de ces deux factions nous pousse à la faiblesse,
tre aux excès ; l'une veut changer la liberté en bacchante,
tre en prostituée. »

e manifeste fut suivi de quelques arrestations dans les deux
is : d'un côté, on saisit Ronsin, général de l'armée révo-
nnaire ; Vincent, secrétaire général du ministre de la
re ; de l'autre côté, Fabre, Chabot, Delaunay, qui avaient
é, pour une somme de 500,000 livres, le décret d'abolition
compagnie des Indes. Enfin on leur adjoignit quelques
ers pour faire croire à la complicité des uns et des autres
coalition. A cette attaque les indulgents ne répondirent
r des sarcasmes ; mais les athées cherchèrent à soulever
le ; une section se mit en insurrection ; le club des Cor-
déclara la patrie en danger ; l'on crut qu'un 31 mai
later. Cependant la commune n'osa se prononcer ; l'ar-
olutionnaire ne bougea pas ; le peuple ne répondit point
insurrection, et tous les chefs de la conspiration furent
Saint-Just vint demander à la Convention leur mise en
[13 mars] : « Il est temps, dit-il, que tout le monde
la morale, et l'aristocratie à la terreur ; il est temps
devoir de toutes les vertus, de faire la guerre à toute
perversité, de mettre la révolution dans l'état civil,
sans pitié sur la tombe du tyran tout ce qui regrette
tout ce qui est intéressé à la venger, tout ce qui

peut la faire revivre parmi nous... Il y a dans la république une conjuration ourdie par l'étranger pour empêcher par la corruption que la liberté ne s'établisse ; c'est la ligue de tous les vices armés contre la vertu. Que la justice et la probité soient mises à l'ordre du jour ! » Et la Convention déclare traître à la patrie quiconque aura favorisé dans la république le plan de corruption des citoyens, de subdivision des pouvoirs et de l'esprit public ; quiconque excitera des inquiétudes sur les denrées, donnera asile à un émigré, tentera d'ébranler la forme du gouvernement, etc. Les prévenus de conspiration qui se seront soustraits à leur jugement seront mis hors la loi. Quiconque recèlera un individu mis hors la loi sera puni de mort, etc.

Hébert, Ronsin, Vincent, Clootz, quelques chefs de l'armée révolutionnaire qui s'étaient signalés par leurs atrocités, plusieurs étrangers qui connaissaient à peine les hébertistes, en tout dix-neuf individus, furent traduits au tribunal révolutionnaire comme complices de la conjuration de l'étranger, condamnés à mort et menés à l'échafaud [24 mars].

§ XIII. Supplice des dantonistes. — Le supplice des hébertistes fit une vive sensation : c'était la première fois depuis cinq ans que le gouvernement l'emportait sur l'insurrection, que la résistance était victorieuse du mouvement, que la révolution s'arrêtait. On crut partout à un changement de politique ; les dantonistes s'imaginèrent que le comité entrait dans leurs idées ; les détenus furent pleins d'espoir ; tous les partis vaincus relevèrent la tête avec une folle confiance ; il y eut même des tentatives de réaction royaliste dans les départements. Un tel mouvement justifiait, pour ainsi dire, le système de la terreur : aussi le comité, convaincu que le moindre retour à l'indulgence amènerait la contre-révolution, résolût-il de faire rentrer dans le néant toutes les espérances des vaincus, en frappant les patriotes imprudents qui avaient poussé le premier cri de modération. L'opposition des indulgents était moins dangereuse que celle des athées, mais Danton était un homme autrement redoutable que Hébert ; d'ailleurs les membres du comité avaient à satisfaire contre lui des vengeances d'orgueil, à rassurer leur ambition privée, à garantir leur vie. Robespierre seul avait désiré la destruction du parti sans celle de son chef, et l'on essaya de le réconcilier avec Danton ; mais il n'y avait plus d'accord possible entre le sectaire envieux et dissimulé qui, avec

e réserve sauvage, une austérité presque monacale, sans fa-liarité, sans tolérance, sans plaisirs, vivait sous le toit et à la ble d'un menuisier, et le révolutionnaire bouillant et expan-, accessible à toutes les passions généreuses, adoré de ses nis, à qui il fallait des hôtels, des festins, la compagnie des istocrates et des débauchés : « Ma vie entière, dit Robespierre, a été qu'un sacrifice de mes affections. Si mon ami est cou-ble, je le sacrifierai à la république. »

Danton fut avertit du danger et refusa de se mettre en défense. n'avait ni raison ni prétexte de tenter une insurrection dans quelle il aurait trouvé contre lui le peuple et la Convention, ndant que la force et le droit étaient du côté de ses adver-ires. Comme il n'avait jamais songé à faire prévaloir ses idées e par l'opinion publique, il ne pouvait imaginer que le co-ité voulût faire de son opposition un motif d'accusation contre i : « Il n'oserait, » disait-il avec une confiance insouciante ns sa renommée et ses services; et comme on lui conseillait fuir : « Emporte-t-on, dit-il, sa patrie à la semelle de son ulier? » Pendant ce temps, le comité prenait ses mesures, et, jours après la mort des hébertistes, Danton, Desmoulins, lippeaux, Lacroix, Bazire, furent arrêtés [30 mars].

cette nouvelle, la Convention fut pleine de stupeur; et lques députés avaient fait entendre des paroles de résistance, nd Robespierre arriva : « Au trouble depuis longtemps in-u qui règne dans cette assemblée, dit-il, il est aisé de s'a-voir qu'il s'agit ici d'un grand intérêt... Quiconque tremble moment est coupable... Nous verrons si dans ce jour la ntion saura briser une prétendue idole, pourrie depuis si mps, ou si dans sa chute elle écrasera la Convention et ple français. » Puis Saint-Just vint demander le décret ation contre les cinq députés, dans un rapport plein de la é la plus haineuse, où les faits les mieux connus étaient és : Danton, selon lui, était vendu à Mirabeau, au duc s, à Dumouriez; ce Catilina cupide et débauché était avec les Girondins, conspirait avec Hébert, voulait ec l'étranger pour rétablir Louis XVII. La Convention te vota à l'unanimité le décret d'accusation contre les dont la mort allait désormais la livrer sans défense au e du comité. On adjoignit aux cinq députés Hérault-Westermann, qui partageaient leurs idées, Fabre,

Chabot, Delaunay, plusieurs étrangers et fournisseurs, afin de faire croire à la complicité des modérés avec les faussaires, les émigrés, les agioteurs.

Danton, en entrant à la Conciergerie, s'écria : « C'est à pareille époque que j'ai fait instituer le tribunal révolutionnaire. J'en demande pardon à Dieu et aux hommes. Mon but n'était que de prévenir un nouveau septembre. » Tout Paris fut dans l'agitation lorsqu'on vit apparaître devant le tribunal ces députés si célèbres, tous âgés de trente-trois à trente-quatre ans, dans toute la vigueur du talent et du caractère. Danton ne put contenir sa fouguense indignation : Que les lâches qui m'accusent paraissent, et je les couvrirai d'ignominie... Que les comités se rendent ici, je ne répondrai que devant eux : il me les faut pour accusateurs et pour témoins. « Le tribunal fut épouvanté; les comités s'alarmèrent; Saint-Just et Billaud dirent à l'accusateur public, Fouquier-Tinville, de ne pas répondre à la demande des accusés, d'arriver, à force de délais, à la fin des trois jours, et de clore les débats. Mais Danton continua ses emportements, ses mépris, ses invectives; Fouquier était au bout de ses ruses, et le peuple commençait à s'émouvoir, quand le comité eut connaissance de quelques propos du général Dillon, enfermé au Luxembourg, qui semblaient annoncer un projet de délivrer les accusés. On fit de ces vagues propos une conspiration des prisons : Saint-Just apporta à la Convention la nouvelle de ce prétendu complot, en ajoutant que les accusés étaient en pleine révolte contre le tribunal. La Convention, hébétée de terreur, autorisa le tribunal à mettre hors des débats les accusés qui manqueraient de respect à la justice, et à prononcer sans désemparer sur leur sort. Armé de ce décret, Fouquier mit fin aux débats, ordonna d'emmener les accusés furieux, et fit prononcer leur condamnation. Ils furent conduits, au nombre de quinze, à l'échafaud [5 avril]. Quelques jours après, on envoya au supplice, sous le prétexte de la conspiration des prisons, les restes des deux partis, Chaumette, Gobel, le général Dillon, les veuves d'Hébert et de Desmoulins, etc.

Alors, la dernière résistance étant vaincue, aucune voix ne se fit plus entendre contre la dictature de la terreur; tout ce qui avait fait un semblant d'opposition se hâta de s'humilier et de se soumettre; de tous les coins de la France il arriva des félicitations au comité, qui régna sans rival et avec plus de puissance

monarque n'en avait jamais possédé. « Onze armées à
lisait Robespierre à la Convention, le poids de l'Europe
porter, partout des traîtres à démasquer, des émissaires
par l'or des puissances étrangères à déjouer, des adminis-
rs infidèles à surveiller, à poursuivre; partout à apla-
bstacles et des entraves à l'exécution des plus sages
tous les tyrans à combattre, tous les conspirateurs à
: telles sont nos fonctions. » Alors le comité put se
out entier à l'œuvre qui affaiblira dans la postérité le
de sa tyrannie sanguinaire, le salut du pays. La cam-
1794 était commencée, campagne qui compléta celle
donna à la révolution l'attitude conquérante qu'elle
rder pendant vingt ans.

Campagne d'été de 1794. — Batailles de Troisville,
ray, de la Sambre, de Turcoing, de Pont-a-Chin, de
— Conquête de la Belgique. — Il n'y avait que deux
ui la guerre eût encore profité : c'étaient ceux-là même
nt à cette guerre leur grandeur actuelle, ceux que gou-
les deux pouvoirs les plus habiles, les plus complets
t sortis de l'ancienne société, et par conséquent les deux
ıds ennemis de la révolution : c'étaient l'Angleterre et
. La question démocratique se débattait depuis cinq
ncipalement en France, accessoirement en Pologne,
ts voués par la coalition des rois et des nobles à la des-
La Russie s'était chargée de dompter la Pologne, « où
nembrements n'avaient pas empêché l'expansion des
français, » et qui, à cette époque, allait jouer dans une
insurrection les restes de sa glorieuse vie [1794, mars].
erre se trouvait seule, pour ainsi dire, chargée de la
ntre la France; car la Prusse et l'Espagne étaient dis-
se retirer d'une coalition où elles se voyaient les dupes
lliés, et la Hollande, le Piémont, l'Autriche commen-
e lasser de leurs défaites; mais Pitt déploya toutes les
s de son génie pour ranimer une guerre qui, en sau-
stocratie britannique, venait de donner à l'Angleterre,
elle eût tiré un coup de canon, cet empire des mers,
ous ses vœux et de ses efforts! Malgré les troubles dé-
ues qui agitaient plusieurs comtés, malgré les déclama-
clubs, qui demandaient la convocation d'une conven-
onale; malgré l'opposition éloquente de Fox et de

Sheridan, qui qualifiaient d'injuste et d'inutile une guerre faite à un peuple libre pour accroître la prérogative royale, Pitt obtint du parlement toutes les mesures qu'il demanda « pour empêcher que la démagogie ne mît ses rêves séditieux à la place de la constitution britannique, » c'est-à-dire la destruction des clubs, la suspension de la liberté individuelle, l'augmentation de l'armée et de la marine, l'autorisation de solder quarante mille émigrés ou étrangers, etc. Il donna à la Prusse 150,000 livres sterling par mois pour qu'elle tînt sur pied soixante-deux mille hommes; il corrompit, à force d'or, le ministre d'Espagne; il ranima l'Autriche, la Hollande, le Piémont; il força Naples, Gênes, Florence, à abandonneur leur neutralité; il laissa la Russie égorger la Pologne, pourvu que la flotte russe forçât le Danemarck et la Suède à reconnaître le nouveau droit des gens que l'Angleterre imposait aux mers; il ordonna à ses vaisseaux d'enlever tous les bâtiments destinés pour la France, et fit saisir sur les navires américains des matelots pour garnir ses flottes; il envoya un armement formidable dans les Indes, un autre dans les Antilles, un autre à Jersey; il débarqua quarante mille hommes en Hollande; enfin les alliés ayant mis sur pied plus de quatre cent mille hommes, il fit résoudre que le tiers de ces forces serait destiné à marcher sur Paris.

Cependant, malgré l'ardeur de Pitt, la coalition en était réduite aux ressources méthodiques et régulières de son recrutement et de ses finances; la France, au contraire, employait à la guerre toute sa population, toutes ses richesses, toutes les ressources de la civilisation et de la science, et elle opposa aux alliés un développement de forces sans exemple dans les annales modernes. La levée en masse, dont les premiers bataillons seulement avaient contribué aux succès de la dernière campagne, avait maintenant donné cinq cent mille hommes, dont les deux tiers étaient en ligne [1]; les manufactures d'armes avaient

[1] D'après un document publié en 1815 par le ministère de la guerre, voici l'état des levées faites pour la guerre de la révolution jusqu'à la paix de Campo-Formio:

Levées et volontaires avant le 1er mars 1793	[illegible]
Levée de 300,000 homme (décret du 24 février 1793)	[illegible]
Réquisition permanente (décret du 23 août 1793)	[illegible]
Corps isolés formés spontanément (corps francs, levées pour troubles intérieurs, etc.)	[illegible]
A reporter	[illegible]

iit un million de fusils; les fonderies pouvaient donner sept canons par an; on avait extrait du sol douze millions de de salpêtre; notre marine, si complétement ruinée par gration, avait été recrutée par la vigueur tyrannique de -André et de Prieur, avec des paysans, des officiers mar-ds, quelques capitaines: soixante vaisseaux protégeaient nos , et nos intrépides corsaires avaient déjà enlevé quatre navires au commerce anglais.

rmée du Nord, commandée par Pichegru, était forte de soixante mille hommes: la gauche, entre Lille et Dunkerque, omptait soixante-dix mille; le centre, entre Cambrai et hain, cinquante mille; la droite, entre Maubeuge et Avesnes, ante mille. Les alliés avaient des forces à peu près égales; fayt, avec vingt-cinq mille hommes, était sur la Lys; nitz, avec trente mille, gardait la Sambre, et au centre urg, avec cent mille, vint assiéger Landrecies, pour, après ise de cette place, marcher, par Guise, sur Paris. Les çais, d'après le plan de Carnot, qui avait mis en oubli son d principe de combattre en masse, cherchèrent d'abord à rer Landrecies; mais leurs attaques décousues sur toute la ennemie échouèrent. Alors il fut résolu de manœuvrer par leux ailes sur la Lys et la Sambre, pendant que le centre rcerait d'enfoncer Cobourg; mais ce centre fut battu com-ment à Troisville [1794, 26 avril], et cette défaite entraîna ute de Landrecies; la droite ne fit qu'une promenade inu- la gauche seule réussit par la faute de Cobourg, qui, après ise de Landrecies, resta immobile. En effet, l'armée de , sous Moreau et Souham, s'empara de Courtray et de Menin, t complétement Clairfayt à Moucron [29 avril], et ensuite urtray [10 mai]. Pichegru, voyant le succès de cette attaque gauche, partagea son centre entre ses deux ailes, et laissa ment vingt mille hommes à Guise devant Cobourg, qui était tain s'il irait secourir Clairfayt ou Kaunitz. L'armée de la bre, dirigée par les représentants Saint-Just et Lebas, et mandée par les généraux Desjardins et Charbonnier, devait er, sur la gauche des alliés, placés entre Mons et Charleroy,

Report...............	1,012,000
ée de ligne en 1792..	220,000
Total...............	1,232,000

le même mouvement que l'armée de Lille venait d'exécuter sur leur droite. Elle passa trois fois la Sambre, et trois fois fut obligée de la repasser, après les trois batailles de Grandreng, du Péchant et de Marchiennes, où elle perdit dix mille hommes [10 20 et 26 mai]. Les deux représentants étaient sans cesse, le sabre à la main, à la tête des colonnes, mettant la victoire à l'ordre du jour, comme ils y avaient mis la terreur, faisant trembler les généraux par leur sévérité, excitant l'enthousiasme des soldats par leur bravoure. Leurs efforts furent inutiles, et un quatrième passage de la rivière fut encore suivi d'une quatrième défaite.

Cependant Cobourg, partageant son centre, à l'exemple de Pichegru, avait envoyé des renforts à Kaunitz, et s'était porté lui-même au secours de Clairfayt. Il résolut de couper de leurs communications avec Lille Moreau et Souham, qui étaient à Courtray, et il dirigea ses troupes, disséminées de Thielt à Saint-Amand, sur Turcoing; mais les généraux français réunirent rapidement sur ce point soixante-dix mille hommes [18 mai], surprirent les colonnes autrichiennes isolément, les battirent et les forcèrent à la retraite, avec perte de trois mille hommes et de soixante canons. Le lendemain, Pichegru arriva et se mit à la poursuite de l'ennemi; mais, après une sanglante bataille livrée à Pont-à-Chin, sur l'Escaut, il fut forcé de reprendre ses premières positions. Alors il alla assiéger Ypres, pour attirer Clairfayt et le battre isolément. En effet, celui-ci, s'étant avancé à Hooglède, éprouva une nouvelle défaite, et Ypres se rendit [17 juin].

Depuis deux mois les forces des deux partis s'entre-choquaient ou couraient de la Sambre à la mer, sans que ces mouvements multipliés, ces scènes si sanglantes, eussent amené aucun résultat: Carnot reconnut les vices de son plan, et répara tout par une manœuvre décisive. L'armée de la Moselle, depuis le déblocus de Landau, était restée dans une inaction presque complète: elle comptait soixante mille hommes et était commandée par Jourdan. Ce général reçut l'ordre de se réunir, avec quarante-cinq mille hommes, à l'armée de la Sambre. Il se mit aussitôt en marche, et arriva au moment où Saint-Just et Lebas, après avoir passé une cinquième fois la rivière et investi Charleroy, venaient d'être encore rejetés sur la rive droite [3 juin]: il prit le commandement des deux armées, qui formaient près

cent mille hommes, et qui furent confondues sous le nom de umbre-et-Meuse; puis il passa la Sambre et investit Charleroy; ais, avant que toute son armée eût pu se mettre en ligne, il t assailli, sur les hauteurs de Fleurus, par toutes les forces nemies, et, après une vive résistance, contraint de repasser rivière [16 juin].

Lebas et Saint-Just firent résoudre sur-le-champ un septième ssage. Charleroy était le nœud de la campagne : sa prise dérminait la marche des Français sur Bruxelles, et faisait tomber utes les positions entre la Sambre, la mer et les places fortes notre frontière. Le passage fut effectué, Charleroy investi, et siége poussé avec tant de vigueur que la ville se rendit au out de sept jours. La garnison venait d'en sortir, lorsque le canon e fit entendre sur les hauteurs de Fleurus. C'était Cobourg qui rrivait pour délivrer la place par une bataille décisive : après voir promené successivement et en détail ses masses centrales le la Lys à la Sambre, il s'était décidé à partir de Tournay pour Charleroy, en laissant Clairfayt et le duc d'York sur l'Escaut; il rriva avec soixante-dix mille hommes à Nivelle, et, ignorant la rise de Charleroy, attaqua l'armée française, forte de quatreingt mille hommes et rangée en demi-cercle sur les hauteurs e Fleurus. La bataille fut très-acharnée, et l'ennemi battu se it en retraite sur Bruxelles avec perte de quatre à cinq mille ommes [25 juin].

Le comité ne profita pas de cette victoire décisive pour menaer la ligne de la Meuse et la communication directe des Impéaux avec leur base du Rhin : il dirigea Pichegru sur Bruges, ourdan sur Mons, et détacha des deux armées trois divisions our investir Landrecies, le Quesnoy, Valenciennes et Condé. e duc d'York évacua Bruges et Gand; Cobourg, Bruxelles; urs armées battues en toutes rencontres se retirèrent derrière Dyle, où elles se réunirent; mais les Anglais ne songeaient us qu'à couvrir la Hollande, les Autrichiens qu'à se raprocher de Cologne. Ils se séparèrent et donnèrent ainsi aux eux armées françaises, qui venaient de faire leur jonction à ruxelles, une occasion unique de les accabler les uns après les utres [10 juillet]; mais Pichegru et Jourdan, à peine réunis, se parèrent et marchèrent le premier sur Malines, le second sur rlemont. Pichegru poursuivit mollement les Anglais, qui abanonnèrent Anvers et se retirèrent sur Bréda; Jourdan, plus actif,



la Lauter et du Spirebach devant soixante-dix mi
mais aux Alpes et aux Pyrénées, les deux batail
et du Boulou ouvrirent l'Italie et l'Espagne au
république.

Les armées des Alpes et d'Italie étaient forte
soixante-quinze mille hommes, et avaient reçu l'o
parer de la crête des montagnes qui était gardée d
Blanc jusqu'à la mer par quarante mille Piér
agirent isolément : l'armée des Alpes s'empara
du petit Saint-Bernard et du mont Cenis ; l'armée
lut de faire tomber le camp de Saorgio, qui la t
depuis deux ans, en le tournant à droite par les s
naro. Ce plan avait été donné par le jeune Bonapa
mandait l'artillerie, et qui dirigeait de ses con
général Dumerbion. En effet, en moins de vingt j
para d'Oneille, d'Ormea, de Garessio, du col Arde
les Piémontais abandonnèrent Saorgio et le col d
quatre mille prisonniers et soixante-dix canons, e
furent maîtres de toute la crête des Alpes, depu
de la Stura jusqu'à celles de la Doria d'Aoste. Les
pouvaient, par ces deux rivières, pénétrer jusqu
réunir sous cette place ; mais le comité ne sut p
but unique à leurs opérations, et, après un si b
elles restèrent dans l'inaction.

Aux Pyrénées orientales, Dugommier avait réo
une activité pleine de génie, l'armée tombée dans

agáges et cent quarante canons; la droite resta isolée vers
; il n'y eut que la gauche qui demeura intacte vers
urent. Cette belle victoire porta les Français sous Belle-
ui fut assiégée, et sous Collioure, qui fut bloquée. Cette
place, avec Saint-Elne et Port-Vendre, se rendit en
droite de l'armée espagnole prisonnière; et les Fran-
dirent la chute de Bellegarde pour entrer dans la Ca-

Revers maritimes. — Bataille navale du 1er juin. —
victoires furent compensées par des revers maritimes.
, deux représentants se défendaient encore, dans Bas-
e les forces de Paoli: ils furent bloqués par la flotte
qui venait de quitter Toulon, et contraints de se rendre
t]. Alors l'île se donna au roi d'Angleterre, qui prit le
oi de Corse. Nos établissements de l'Inde avaient été
coup férir. La Guadeloupe fut perdue, reprise et per-
re. A la Martinique, Rochambeau résista dans un fort
fermé, pendant trente-deux jours, avec quatre cents
contre six mille soutenus d'une flotte, et il fut forcé de
. Saint-Domingue était le théâtre de la plus épouvan-
rre civile entre les noirs et les blancs [1]: les Anglais
rent pour s'emparer du Môle-Saint-Nicolas et du Port-
e. Enfin la France perdit la plus terrible bataille na-
lle eût encore livrée à ces maîtres de la mer. Un con-
ins parti de Saint-Domingue, et auquel s'étaient joints
navires des États-Unis, approchait des côtes de France,
eux cents voiles et escorté seulement par trois frégates.
Howe, avec trente-huit vaisseaux, croisait dans le golfe
ne pour capturer ce convoi, d'où dépendait la vie de la
lors dévorée par la disette. Saint-André et Prieur, avec
veilleuse activité, et en prodiguant l'argent, les hon-
vancement, firent sortir de Brest vingt-six vaisseaux
ient pour équipages que des paysans à qui il fallut ap-
es manœuvres pendant la route, et pour commandant
e capitaine, Villaret-Joyeuse. On rencontra, à cent
s côtes, la flotte anglaise, et Saint André, qui montait

nvention avait décrété, le 4 février 1794, l'abolition immédiate de l'es-
s les colonies, reconnaissant tous les habitants, sans distinction de cou-
itoyens français.

lui-même un vaisseau de cent trente canons, entraîné
deur des équipages, engagea le combat qu'il pouv
[1794, 1er juin]. Mais, dans la guerre maritime, l'enth
ne peut suppléer à l'expérience, et, malgré la bravoure
des républicains, les Anglais percèrent le centre, doubl
écrasèrent la gauche, et forcèrent la droite à rester sp
de la bataille. Les Français perdirent huit mille homm
vaisseaux : l'un d'eux, *le Vengeur*, s'engloutit aux cris
la république ! Les Anglais furent épouvantés de leur
et célébrèrent eux-mêmes l'héroïsme des vaincus
flotte avait tellement souffert, qu'elle fut obligée de
ses ports, et le convoi de Saint-Domingue arriva e
sans obstacle.

§ XVII. Dictature du comité. — Continuation de la
— Malgré les revers maritimes, malgré les restes de la
qui occupaient encore cinquante mille hommes, m
chouannerie, qui commençait à infester la Bretagne, la c
d'été de 1794 avait assuré l'État de la république à l'ex
mais, à l'intérieur, les souffrances n'avaient fait que s'a
Les assignats étaient retombés au sixième de leur val
ne pouvait en restreindre l'émission avec quatorze a
nourrir, et le chiffre de ceux qui étaient en circulation
à 4 ou 5 milliards ; les réquisitions s'étaient faites avec
confusion et de tyrannie, que la plupart des denrées pr
avaient disparu des marchés, et qu'on ne trouvait plus
vaux ; la production était presque partout arrêtée ; l'in
et le commerce ne s'exerçaient plus que pour les besoi
guerre et les subsistances journalières ; le *maximum* é
puissant à arrêter la disette : malgré les mesures min
et multipliées par lesquelles on cherchait à assurer l'ex

(1) Trompé par les journaux anglais, Barrère fit un rapport en pe
sur la perte du *Vengeur*, rapport que les historiens britanniques ont tra
de mensonger. Voici un extrait du procès-verbal de Renaudin, capitaine du
et prisonnier des Anglais, qui rétablit simplement la vérité : « Bientôt d
le vaisseau et les malheureuses victimes qu'il contenait. Au milieu de l'h
nous inspirait ce tableau déchirant, nous ne pûmes nous défendre d'un
mêlé d'admiration et de douleur. Nous entendions en nous éloignant quelq
nos camarades former encore des vœux pour leur patrie ; les derniers cr
infortunés furent ceux de : Vive la république ! ils moururent en les prono
canots des Anglais recueillirent 267 personnes de l'équipage ; 456 péri
combat ou s'engloutirent avec le vaisseau.

de cette loi, elle était éludée ou fraudée presque ouvertement par les commerçants, qui avaient deux espèces de marchandises : l'une bonne, pour les riches, qui payaient le prix réel ; l'autre, mauvaise, pour le peuple, qui payait au prix du *maximum* : c'était une source perpétuelle d'embarras, de clameurs, de tyrannies.

Cependant le comité montrait une vigilance égale à sa vigueur ; et, sauf les troubles occasionnés par la disette, il avait fait cesser l'anarchie qui semblait permanente depuis cinq ans, et mis l'ordre, l'unité, l'ensemble le plus complet et le plus despotique dans le gouvernement. Ainsi les ministères avaient été supprimés comme inutiles, et remplacés par douze commissions qui n'étaient que les bureaux du comité ; l'armée révolutionnaire avait été licenciée comme n'étant composée que de brigands ; les comités révolutionnaires des communes, excepté à Paris, avaient été supprimés pour que la police, concentrée entre des mains peu nombreuses, en devînt plus active ; tous les clubs, sauf celui des Jacobins, qui devint plus que jamais le régulateur de l'opinion, avaient disparu ; enfin l'expulsion de tous les anciens nobles de Paris et des places fortes fut décrétée. Mais, en même temps, l'extermination des ennemis de la république semblait un plan arrêté, et les exécutions redoublaient : A Nantes, Carrier continuait ses folies sanguinaires ; à Orange, un tribunal révolutionnaire avait été institué, qui jugeait, sans jurés et sur des preuves morales, les suspects du Midi ; et le représentant Maignet, qui dirigeait ce tribunal, fit détruire, avec ses habitants, tout le bourg de Bedouin, qui avait fait mine de se révolter. A Arras, Joseph Lebon imitait les fureurs, les orgies, les cruautés de Carrier, et il trouva un défenseur dans Barrère, qui excusa « ses formes un peu acerbes. » A Paris, le tribunal condamnait par *fournées* des individus qui ne s'étaient jamais vus, et auxquels on faisait à peine quelques questions [1]. Parmi les victimes, on remarqua la vertueuse sœur de Louis XVI, le vieux Malesherbes avec toute sa famille, les constituants Chapelier et Thouret, le chimiste Lavoisier, etc.

[1] « Je fus surpris, dit Sénart, agent du comité de sûreté générale, de voir traduits au tribunal, sous le prétexte de la même conspiration, des gens dont les crimes n'étaient pas relatifs à cette affaire, qui non-seulement n'y étaient pour rien, mais au contraire étaient fort éloignés de tremper dans cette conspiration ; d'y voir enfin des innocents. »

Jamais fanatiques n'avaient poursuivi leur but avec moins de souci des moyens, moins de pitié pour les souffrances individuelles, moins d'inquiétude sur le nombre et l'ardeur des haines qu'ils soulevaient. « On a le droit, disaient-ils, d'être audacieux, inébranlable, inflexible, lorsqu'on veut le bien. — Les forfaits ne se rachètent point contre une république, écrivait Billaud à l'un des commissaires conventionnels ; ils s'expient sous le glaive. — Que les fonctionnaires, disait Collot aux Jacobins, se pénètrent bien de cette idée, qu'il n'y a peut-être pas une rue, pas un carrefour où il ne se trouve un traître qui médite un dernier complot : que ce traître trouve la mort, et la mort la plus prompte ! — Il faut que nos ennemis périssent, disait Barrère à la Convention : il n'y a que les morts qui ne reviennent point. — Ces hommes, dit Dussault, avaient le teint et la physionomie flétris par les travaux pénibles et nocturnes auxquels ils se livraient ; l'habitude et la nécessité du secret leur avaient imprimé sur le visage un sombre caractère de dissimulation ; leurs yeux caves, ensanglantés, avaient quelque chose de sinistre. Le long exercice du pouvoir avait laissé sur leur front et dans leurs manières je ne sais quoi de fier et de dédaigneux. Les membres du comité de sûreté générale avaient quelque chose des anciens lieutenants de police, et ceux du comité de salut public quelques formes des anciens ministres d'État. »

§ XVIII. Projets politiques et religieux de Robespierre. — Décret de reconnaissance de l'Être suprême. — Opposition aux projets de Robespierre. — Cependant Robespierre, Couthon et Saint-Just, tout en approuvant le système d'extermination, voulaient « marquer un but à la révolution. » Ces esprits systématiques, qui n'avaient vu dans les partis d'Hébert et de Danton que l'anarchie niant Dieu, que la débauche rejetant toute idée austère, prétendaient effectuer une transformation sociale qui changerait complétement les mœurs, le caractère, les passions des Français. Ils rêvaient une démocratie chimérique, une république à la manière de Sparte, une société en dehors de toutes les idées et les habitudes européennes. Ils ne songeaient pas à instruire, à purifier, à moraliser la multitude ; ils l'avaient prise pour source du droit et de la force ; ils l'adoraient comme telle. « Le sentiment qui perçait le plus chez eux, et dont ils ne faisaient même aucun mystère, c'est que, dans tout ce que fait

dans tout ce qu'on dit pour lui, tout est vertu et vé-
ne peut être excès, erreur ou crime ([1]). » « Les
sont les puissances de la terre, disaient-ils ; ils ont
parler en maîtres aux gouvernements qui les né-
s ne s'inquiétaient pas d'arriver graduellement à
ns les limites du possible : ils prétendaient opérer
ation subite, universelle, absolue. « Nous voulons,
un ordre de choses où toutes les passions basses et
ent enchaînées, toutes les passions bienfaisantes et
éveillées par les lois, où la patrie assure le bien-être
ndividu, où chaque individu jouisse de la prospérité
... Nous voulons substituer la morale à l'égoïsme, le
rice au mépris du malheur, l'amour de la gloire à
l'argent... Nous voulons, en un mot, remplir les
nature, accomplir les destinées de l'humanité, tenir
es de la philosophie, absoudre la Providence du
du crime et de la tyrannie ([2]). »
ciété, qui ne pouvait exister que dans l'imagination
aussi niveleurs, aussi farouches, aussi absurdes que
istes du XVI[e] siècle, il fallait une religion « dont les
aient-ils, fussent des sentiments de sociabilité. » Ce
particulière de Robespierre. Cet homme, qui n'a-
passions généreuses, qui ne ressentait de faiblesse
athie pour personne, était plutôt un chef de secte
ne d'État, et semblait ambitionner moins le rôle
ur que celui d'un pontife. Il avait au plus haut de-
isme de ses idées, l'ambition de faire triompher ses
avait poursuivi ce but sans génie, sans grandeur
ne sans talents supérieurs ; mais avec une persévé-
ptable, une conviction inflexible, une unité de vues
troubla. Ses collègues, qui lui réservaient, à cause
ation de vertu, toutes les questions de principes, le
de présenter à la Convention la profession de foi du
son discours, où il s'était empreint des idées de
nt une solennité. La Convention applaudit à son
entimentalité mystique, à son spiritualisme décla-

334.
le Robespierre du 5 février 1794. — Voyez les Institutions de Saint-
uvres, édit. de 1834.



sée de reconstruction, si chétive qu'elle fût, po
de tant de ruines. Robespierre devint le nom
volution : on ne parla plus que de sa vertu, d
son éloquence ; on le regarda comme une sort
les étrangers affectaient d'appeler les Français
Robespierre. » Tout ce qu'il y avait d'esprits chi
les révolutionnaires crut qu'il était l'homme
un ordre nouveau. Enfin, « comme il exerçait,
mis, son prestige sur les imaginations tendres ;
dans les âmes ardentes des dévots et des illu
unes des bases de sa domination ; comme
quelque chose des expressions des prêtres qu'il
se forma une secte de « gens dont le cerveau f
tourmenté de la manie de prophétiser, trouv
singuliers entre les événements de la révolution
passages de l'Écriture (²), » et qui fit de Robe
veau Messie et le rédempteur du genre humai
noms que lui donnait, dit-on, une vieille folle,
qui était à la tête de cette secte.

Dans la pensée des gens de la haute-main, c'
pas vers leur système politique, que le décret su
Maintenant que les résistances intérieures ava
dans le sang, que la patrie était sauvée des étr
geaient à mettre fin à la terreur pour établir
vertu. » Ce fut dans ce but que Rosbespierre de

pposait aux opérations du comité de sûreté générale, obtint
uppression des tribunaux révolutionnaires des départements,
in « fit entrevoir qu'il fallait que le régime des *proconsuls*
nsi appelait-on les représentants en mission) se terminât;
'il fallait faire justice des hommes impurs qui avaient rendu
révolution odieuse dans les provinces. »

Billaud-Varennes et Collot-d'Herbois frémirent de voir la
du gouvernement révolutionnaire : ils se réunirent à tous
représentants qui, dans leurs missions, avaient fait couler
ang, à tous les nombreux amis que Danton avait dans la
vention [1]; » enfin aux principaux membres du comité de
eté générale. Ce comité se divisait en trois partis : Vadier,
land, Amar, Jagot, Louis (du Bas-Rhin), étaient les *hommes
xpédition*, les amis de Billaud, les anciens complices d'Hé-
t, des gens dignes de Carrier, qui allaient rire des guilloti-
es au pied de l'échafaud, qui voulaient, disaient-ils, élever
mur de têtes entre eux et le peuple, qui se gorgeaient de vols
le débauches. David et Lebas passaient pour les *écouteurs*
Robespierre, qui faisait espionner très-activement tous ses
emis. Moïse Bayle, Élie Lacoste, Dubarran, Lavicomterie,
ent les *gens de contre-poids.* Vadier et ses amis « travaillaient
ecret à la chute de Robespierre, et se préparaient un parti dans
onvention : » Tallien, Barras, Fouché et tous ces hommes
gent et d'orgie, qui se vendirent plus tard au royalisme,
t les plus menacés, « ils firent tous leurs efforts pour dé-
ner l'effet des dénonciations portées contre eux, par la rai-
qu'ils étaient poursuivis par Robespierre. « Tallien, disait
se Bayle, a commis tant de crimes que de cinq cent mille
s il n'en conserverait pas une; mais il suffit qu'il ait été
qué par Robespierre pour que nous gardions le silence. Les
onstances exigent que, quels que soient les crimes de ceux
paraissent Montagnards, il n'en soit pas poursuivi un; c'est
mur dont nous ne voulons pas arracher un moellon, quel-
salpêtré qu'il soit [2]. »

Mémorial de Sainte-Hélène, t. IV, p. 268. — « L'Empereur disait qu'à l'armée
ce il avait vu de longues lettres de Robespierre à son frère (député et com-
ire à l'armée d'Italie, lié d'amitié avec Bonaparte), blâmant les horreurs des
issaires conventionnels, qui perdaient, disait-il, la révolution par leur tyrannie
rs atrocités. » (T. I, p. 423.)
Mém. de Sénart, p. 147.

La lutte semblait donc engagée entre le triumvirat et les deux comités; mais rien d'éclatant ne l'avait encore manifestée, lorsque fut célébrée une fête à l'Être suprême, où Robespierre, comme président de la Convention, joua en quelque sorte, et avec une joie, un orgueil, une exaltation qu'il ne dissimula pas, le rôle de grand prêtre [1794, 8 juin]. La Convention, qui avait applaudi aux sacriléges d'Hébert, se moqua des farces mystiques de Robespierre, de ses airs de pontife, de la supériorité morale dont il voulait accabler ses collègues; on lança contre lui une foule de sarcasmes et d'insultes; enfin, lorsque le sectaire demanda, le lendemain, au comité le sacrifice de ceux qui l'avaient outragé, Billaud et Collot le raillèrent eux-mêmes de ses « superstitions, qui faisaient rétrograder la révolution. » Alors sa résolution fut prise.

§ XIX. Loi du 22 prairial. — Redoublement de la terreur. — Deux jours après [10 juin, 22 prairial], et sans que les autres membres du comité en fussent prévenus, Couthon et Robespierre présentèrent à la Convention un projet de loi pour accélérer et étendre l'action du tribunal révolutionnaire. D'après ce projet, le tribunal était partagé en quatre sections, et le nombre des jurés s'élevait à soixante; il était institué pour punir les ennemis du peuple, et l'on comprenait dans ce nombre ceux qui avaient cherché à causer la disette, donné retraite aux conspirateurs, corrompu les patriotes, abusé des principes de la révolution par des applications perfides, inspiré le découragement, répandu de fausses nouvelles, égaré l'opinion, dépravé les mœurs, etc. La seule peine contre tous ces délits était la mort. La preuve nécessaire était « toute espèce de document, soit matériel, soit moral, soit verbal, soit écrit, qui peut obtenir l'assentiment de tout esprit raisonnable. » La règle unique des jugements était la conscience des jurés; il n'y avait plus d'instruction préliminaire, plus de témoins, plus de défenseurs. Enfin un article, perdu au milieu des autres, donnait à la Convention, aux deux comités, à l'accusateur public, le droit de traduire les ennemis du peuple devant le tribunal, en ajoutant qu'il était dérogé à toutes les lois précédentes qui ne concorderaient pas avec le présent décret.

Ce dernier article semble prouver, bien que la révélation n'en ait jamais été faite, que cette abominable loi, en désaccord avec la nouvelle politique de Robespierre, était un piége tendu par

à ses ennemis : en effet, la Convention se dessaisissait par lu droit exclusif qu'elle avait eu jusqu'alors de mettre les dé- és en jugement; et comme il suffisait de la signature de trois mbres du comité pour rendre légaux les actes du gouverne- nt, Robespierre pouvait, en quelques heures, faire arrêter, damner, exécuter ses ennemis de la Convention et des co- és. Aussi la lecture du projet de loi fut accueillie par un si- :e de stupeur, et un des députés menacés s'écria : « Si ce ret n'est pas ajourné, je me brûle la cervelle. » Cependant sonne ne récrimina contre l'horrible iniquité de ses disposi- is, car la doctrine de la loi était en accord avec les idées :termination des Montagnards, et le lâche Marais n'avait iais eu que des acclamations et de l'unanimité pour les dé- :s les plus sanguinaires; mais tout le monde se souleva contre ticle qui livrait les députés à la merci de Fouquier-Tinville, :hacun ne pensa qu'à sa propre vie. Robespierre fut décon- té : il avait compté que cette loi passerait comme toutes autres sans discussion; il se vit deviné dans son attaque icieuse, et fut réduit à protester hypocritement qu'il n'avait d'arrière-pensée contre ses collègues. Enfin, après plusieurs rs d'une discussion où il fut déclaré que la Convention con- vait seule le droit de mettre ses membres en arrestation, la fut adoptée.

.e plan de Robespierre était manqué : ce fut sa perte. Quel- :s jours après, le comité commença des poursuites contre herine Théot; Robespierre s'y opposa vainement et même c des pleurs de colère : il lui fallut entendre le rapport de lier, qui fut une parodie de la fête à l'Être suprême, soutenir regards et les rires de la Convention, enfin voir les fana- ies qui l'appelaient fils de Dieu traduits au tribunal révolu- inaire. Son orgueil ne put supporter cet affront : il se retira comité, et resta pendant quarante jours totalement étran- aux actes du gouvernement. Ce fut une nouvelle faute. Il ndonna ainsi à ses collègues la dictature qu'il avait obtenue la loi de prairial, leur laissa appliquer cette loi avec une ocité sans exemple, et, pris dans son propre piége, porta toute esponsabilité de son exécution. Ses ennemis le vouèrent à écration de tous les siècles, comme unique auteur de la eur : et cette exécration était juste, car lui seul avait inventé oi de prairial; il voulait s'en servir, non-seulement contre

les hébertistes, mais contre tous ceux qui résisteraient à ses utopies et à sa dictature; il continua à en faire l'éloge aux Jacobins; il n'essaya pas d'en modérer l'exécution; il resta en relation directe avec les infâmes chefs du tribunal, Dumas, Coffinhal, Fouquier et tous les juges et jurés, qu'il avait fait nommer; enfin, lui-même envoya à l'échafaud, avec toute sa famille, une jeune fille dont on fit une Charlotte Corday, parce qu'elle s'était présentée chez lui « pour voir, disait-elle, comment était fait un tyran. »

Ce fut l'époque de la grande terreur. Les comités se servirent de la loi de prairial pour vider les prisons, qui renfermaient alors plus de dix mille détenus : d'après des listes qui étaient dressées par des agents provocateurs mêlés aux prisonniers, ils traduisaient devant le tribunal cinquante à soixante personnes par jour. Plus d'instruction, de témoignages, de plaidoiries : on demandait aux accusés leurs noms; et, après quelques mots d'interrogatoire, les jurés, que Fouquier avait soin de choisir parmi les *solides*, condamnaient en masse des gens qui avaient ordinairement des opinions royalistes, mais qui n'étaient rien moins que coupables des deux fabuleuses conspirations des prisons et de l'étranger, prétextes obligés des condamnations. C'était à peu de chose près le tribunal des égorgeurs de septembre. Les juges pouvaient à peine constater l'identité des prévenus : un père fut pris pour son fils, un fils pour son père; on envoya au supplice deux femmes enceintes, un enfant de seize ans. « Cela va bien, disait Fouquier, les têtes tombent comme des ardoises. » Du 10 juin au 27 juillet, le tribunal fit périr quatorze cents individus [1], parmi lesquels on remarque presque tous les noms illustres de la monarchie, un Montmorency, un Rohan, un Béthune, un Boufflers, un Lévis, un Saint-Aignan, un la Trémoille, tous les membres du parlement de Toulouse, le vieux ministre Machault, les maréchaux de Noailles et de Mouchy, d'Esprémesnil, les généraux Beauharnais et Deflers, le fils de Buffon, André Chénier, Roucher, etc. Les femmes se relevèrent, à force de dévouement et d'héroïsme, de l'infamie où elles étaient tombées sous le règne de Louis XV : on en vit

(1) Il n'y eut que 296 acquittements. Le nombre des condamnés, depuis le 10 mars 1793 jusqu'au 10 juin 1794, avait été de 1,269. Total des victimes du tribunal révolutionnaire : 2,669.

er : Vive le roi ! sous l'échafaud, pour partager le sort de rs époux, et elles l'obtinrent ! Femmes, vieillards, jeunes is, royalistes et républicains, nobles et bourgeois, tous mou-ent avec courage et une sorte d'indifférence ; on était habitué uis deux ans à voir la mort sous tant de formes, que la lutte olutionnaire ne paraissait plus qu'une bataille, et la guil-ine, selon l'expression de Desmoulins, qu'un coup de sabre. illeurs, cette habitude de la mort rendait encore plus faciles exécutions, puisqu'elle ôtait au supplice quelque chose de son rreur ; et les exécuteurs en prirent une confiance si extrava-nte, que Fouquier voulait faire dresser l'échafaud dans la salle tribunal et juger en un seul jour cinq cents individus. Collot rrêta en lui disant : « Veux-tu donc démoraliser le supplice ? »

§ XX. Lutte entre les comités et le parti de Robespierre. Discours de Robespierre. — Un régime si effroyable ne pou-it durer plus longtemps : l'exaltation furieuse, qui avait d'a-rd porté le peuple à applaudir aux supplices, était passée avec danger de la patrie ; la nation avait pu s'imposer, pour son lut, des efforts inouïs, sacrifier sa vie, ses richesses, sa liberté, rmer l'oreille au cri de la justice et de l'humanité ; mais cet état souffrance et de colère hors nature ne pouvait être que tem-raire : on avait hâte de revenir à un ordre social régulier, de prendre la vie pacifique de la civilisation ; l'humanité deman-ait grâce. La fin de la terreur était donc inévitable : elle devait re le résultat de la lutte engagée entre les triumvirs et les co-ités, quels que fussent les vainqueurs. Deux conjurations se rmèrent l'une contre l'autre, qui ne pouvaient avoir de succès l'avec l'appui de la droite, c'est-à-dire avec le triomphe de la odération ; conjurations dont les menées sont mal connues : r, selon l'expression de Cambacérès, la révolution du 9 ther-idor a été un *procès jugé et non plaidé*, et les vainqueurs seuls it écrit l'histoire des vaincus, dont la plupart des papiers ont é anéantis.

Robespierre, devenu plus défiant et plus renfermé en lui-ême, n'allait plus qu'aux Jacobins : il y préparait un 31 mai ntre les *pourris* de la Convention ; il y blâmait tous les actes u gouvernement, même nos victoires ; « il s'y plaignait qu'on rendait odieux en mettant sous son nom les massacres qui se mmettaient [1] ; » il y disait mollement qu'il fallait « arrêter

[1] Mémorial de Sainte-Hélène, t. IV, p. 269



leur parti les membres modérés des deux com
tous les Montagnards, hommes probes et sincè
étaient blessés de l'orgueil excessif et des idées
Robespierre; ils répandirent des bruits sinistres
de tyrannie; ils rappelèrent sa fête du 20 prai
commencement d'usurpation; ils lui attribuèren
dominatrice sur tous les actes du gouverneme
circuler des listes de proscription tellement e
soixante à quatre-vingts députés ne couchaient
Cependant de part et d'autre on chercha un r
Barrère proposa à Robespierre de lui livrer « to
dantoniste » de la Convention, pourvu qu'il resp
bres des comités. Saint-Just proposa de « re
public à une destinée particulière, et, en articu
dictateur, il laissa voir le but où tendaient les a
pierre. » On ne put s'entendre, et Robespierre r
mencer l'attaque; mais il le fit avec la même
avait dirigé sa conduite depuis le 22 prairial, le
pour ses ennemis, la même confiance dans l'app
qu'il n'avait pas seulement sondée. Il n'écouta
fanatique autrement trempé que lui, aussi calm
aussi audacieux qu'impitoyable, qui lui disait c
prévenir et de faire hautement un 31 mai: l'hom
tait élevé que par la parole, qui n'avait paru da
journées révolutionnaires, qui n'était en défini

à une catastrophe [1794, 26 juillet]. Il se plaignit des
es répandues contre lui, des listes de proscrits qu'on
urir sous son nom, des exécutions qu'on imputait à
il critiqua les finances « qui sont entre les mains de
onnus ; » il dénonça les cruautés et les rapines du co-
sûreté général ; il montra les deux comités livrés à des
qui dépravaient le gouvernement. « Les affaires pu-
lit-il, prennent une marche perfide et alarmante. On veut
e gouvernement révolutionnaire en cherchant à le ren-
x par des excès. Partout les actes d'oppression ont été
s pour étendre le système de terreur et de calomnie ; des
purs prodiguent les arrestations injustes ; on épouvante
es et les nobles par des motions concertées ; on dit que
nmoler la Montagne, que je veux perdre l'autre partie
nvention. On s'est attaché à me charger de toutes les
, de tous les torts de la fortune, de toutes les rigueurs
dées par le salut de la patrie... On disait aux nobles :
seul qui vous a proscrits ; aux patriotes : Il veut sau-
obles... On s'est attaché particulièrement à prouver
ibunal révolutionnaire était un tribunal de sang créé
seul pour faire égorger tous les gens de bien. Ce cri
ait dans toutes les prisons... Il a suffi que je fusse
nomentanément du bureau de police pour mettre sur
la responsabilité de toutes les opérations du comité de
nérale, des erreurs de toutes les autorités constituées,
es de tous mes ennemis. Il n'y a peut-être pas un in-
rêté ou un citoyen vexé à qui l'on n'ait dit de moi :
uteur de tous tes maux. Eh bien, depuis plus de six
, la nature et la force de la calomnie, l'impuissance
le bien et d'arrêter le mal, m'ont forcé à abandonner
ent mes fonctions de membre du comité de salut
Les auteurs de cette trame sont les agents du système
ption et d'extravagance qui a déshonoré la république,
res impurs de l'athéisme et de l'immoralité. Disons
il existe une conspiration contre la liberté, qu'elle doit
à une coalition criminelle qui intrigue même au sein
nvention, que cette coalition a des complices dans le
e sûreté générale, que des membres du comité de salut
ntrent dans ce complot. Quel est le remède à ce mal ?
s traîtres, épurer les comités, et constituer l'unité du

gouvernement sous l'autorité suprême de la Convention. »

Ce discours, plein de circonlocutions et de réticences, manqua complétement son but, et fut accueilli par un morne silence. Bourdon en demanda le renvoi aux deux comités; Vadier justifia le comité de sûreté générale; Cambon, chef du comité des finances, dont la probité et les talents n'étaient mis en doute par personne, s'écria : « Il est temps de dire la vérité tout entière : un seul homme paralysait la volonté de la Convention, cet homme est celui qui vient de parler, c'est Robespierre. » Billaud ajouta : « J'aime mieux que mon cadavre serve de trône à un ambitieux que de devenir, par mon silence, le complice de ses forfaits. — Qu'il dise s'il a proscrit nos têtes, s'écria Panis, qu'il dise si la mienne est sur la liste qu'il a dressée. » Robespierre fut déconcerté. « Quoi! dit-il, l'on renverrait mon discours à l'examen de ceux que j'accuse? — Nommez ceux que vous accusez, » lui cria-t-on. Mais il ne répondit que par ces mots : « En jetant mon bouclier, je me suis présenté à découvert à mes ennemis : je n'ai flatté personne, je ne crains personne, je n'ai calomnié personne. »

§ XXI. Révolution du 9 thermidor. — Après une telle séance il ne fallait plus de phrases, mais des actions, et Robespierre, au lieu d'agir, s'en alla relire son discours aux Jacobins. « Ce discours est mon testament de mort, dit-il. Je l'ai vu aujourd'hui : la ligue des méchants est tellement forte que je ne puis espérer de lui échapper. Je succombe sans regrets; je vous laisse ma mémoire, elle vous sera chère, et vous la défendrez. » Tous s'écrient qu'il faut une insurrection. Mais Robespierre ne voulait qu'un combat de tribune. « Je n'attends plus rien de la Montagne, dit-il, mais la masse de l'assemblée m'entendra. » Et sans s'inquiéter davantage des dispositions de la Plaine et de la droite, il fut résolu que le lendemain Saint-Just recommencerait l'attaque, et que la commune se tiendrait prête à faire un 31 mai.

Pendant ce temps, Tallien, Bourdon et les autres Montagnards faisaient tous leurs efforts pour séduire le côté droit : c'était de là que dépendait l'issue de la lutte. « Le côté droit, dit Durand-Maillane qui était l'un de ses chefs, plus nombreux en suffrages, était et devait être moins ami des Montagnards menacés qui avaient demandé leur arrestation et leur accusation même, que de Robespierre qui les avait constamment protégés, sans

pour se faire d'eux un rempart en cas de besoin. Les gnards s'adressèrent à Palasne-Champeaux, à Boissy-las et à moi, dont l'exemple devait entraîner les autres us dirent que nous étions responsables des nombreux inats de Robespierre, si nous refusions de concourir aux is de les faire cesser, que la protection politique que pierre nous avait accordée n'était que passagère, et que tour arriverait. Renvoyés une fois, ils revinrent aussitôt arge : nous cédâmes à la troisième fois, et dès ce moment s furent au feu ([1]). » Ainsi donc la révolution qui allait se rit, des chefs qui la conduisirent, les uns, comme Tallien, é, Barras, Fréron, qui se vendirent plus tard aux Bour-les autres, comme Boissy-d'Anglas, Durand-Maillane, 'avouèrent plus tard royalistes, une couleur de victoire -révolutionnaire que confirma la réaction dont elle fut le lendemain.

it-Just monta à la tribune [1794, 27 juillet (9 therm.)]; mais e avait-il commencé de parler, que Tallien l'interrompit : , dit-il, un membre du gouvernement s'en est isolé : aujour-un autre veut faire la même chose. C'est assez aggraver aux de la patrie : je demande que le rideau soit entière-déchiré. » Ces paroles sont couvertes d'applaudissements semblée, dit Billaud, est entre deux égorgements ; elle , si elle est faible. » Et alors il entasse des accusations très-s contre Robespierre, qu'il représente à la fois comme in d'Hébert et de Danton : il lui reproche d'avoir mis des dans l'armée, d'avoir protégé des voleurs, d'avoir fait la loi du 22 prairial, « qui, dans les mains impures qu'il choisies, pouvait être funeste aux patriotes ; » il dit que cobins ont tramé la veille une conspiration pour égorger nvention. Robespierre s'élance à la tribune : A bas le ! crie-t-on de toutes parts. Et Tallien, un poignard à la : « J'ai vu hier, dit-il, la séance des Jacobins ; j'ai vu se r l'armée du nouveau Cromwell, et je me suis armé d'un rd pour lui percer le sein, si la Convention n'avait pas le ge de le décréter d'accusation. » Alors on décrète la per-nce des séances, l'arrestation de Dumas, d'Henriot et autres res de Robespierre ; on décide que la commune de Paris

m. de Durand-Maillane, ch 10.

répond, sur sa vie, de la tranquillité publique; on fait une proclamation au peuple. Robespierre montait et descendait l'escalier de la tribune, demandant sans cesse la parole, ayant sans cesse sa voix étouffée par les cris de l'assemblée et la sonnette du président. Tallien recommence ses accusations; Robespierre s'écrie : « C'est faux! je.... » Mais les clameurs redoublent. Il arrête un moment ses yeux sur les plus ardents Montagnards; quelques-uns détournent la tête, d'autres restent immobiles. Alors, s'adressant à tous les côtés de l'assemblée : « C'est à vous, hommes purs, que je m'adresse, et non pas aux brigands... » Les cris continuent. Il s'épuise en efforts, sa voix s'éteint, sa langue s'épaissit, et écumant de rage : « Pour la dernière fois, président d'assassins, je te demande la parole. — Le sang de Danton l'étouffe, s'écrie Garnier (de l'Aube). — C'est donc Danton que vous voulez venger? répond Robespierre. — Le décret d'arrestation contre Robespierre, » dit Louchet. Le proscrit, aux abois, apostrophe l'assemblée avec une furieuse véhémence; les cris : Aux voix! aux voix! étouffent ses cris, et, au milieu d'un tumulte épouvantable, l'arrestation est décrétée et suivie d'un cri unanime : Vive la république! vive la liberté! « La république, dit amèrement Robespierre, elle est perdue : les brigands triomphent! » Louchet déclare qu'il a entendu voter l'arrestation du triumvirat, et l'assemblée décrète l'arrestation de Couthon et de Saint-Just, qui avaient assisté à cette scène calmes et impassibles. Robespierre le jeune demande à partager le sort de son frère, et Lebas s'écrie : « Je ne veux pas m'associer à l'opprobre d'un tel décret; je demande l'arrestation contre moi. » Robespierre le jeune et Lebas sont ajoutés aux trois proscrits : tous cinq descendent à la barre, sont conduits au comité de sûreté générale et de là en diverses prisons. La séance est suspendue pour deux heures. Il était cinq heures du soir.

A la nouvelle de l'arrestation des cinq députés, le conseil général de la commune se déclara en insurrection, et mit tout en mouvement, sections, Jacobins, comités révolutionnaires : il fit sonner le tocsin, fermer les barrières, garnir de canons la place de Grève; il envoya dans les prisons où avaient été mis les cinq députés des officiers municipaux qui les délivrèrent et les menèrent à l'Hôtel de ville, où ils furent reçus avec enthousiasme. La commune semblait victorieuse; elle n'avait éprouvé qu'un échec par l'arrestation d'Henriot, qui, parcourant les rues, à

moitié ivre et en criant aux armes, avait été pris par deux députés et conduit au comité de sûreté générale.

La Convention rentra en séance; mais elle n'avait plus personne pour elle : pleine de terreur de la position qu'avait prise la commune, elle cherchait des mesures de salut, lorsque Coffinhal, vice-président du tribunal révolutionnaire et l'un des plus chauds partisans de Robespierre, entra dans les Tuileries avec deux cents canonniers, dispersa les comités et délivra Henriot, qui monta sur-le-champ à cheval et ordonna aux canonniers de pointer leurs pièces sur le palais. L'assemblée se croyait à sa dernière heure; mais quelques députés, bravant les menaces d'Henriot, se jetèrent au milieu des canonniers, parvinrent à leur faire tourner leurs pièces; et le commandant n'eut plus qu'à les ramener à l'Hôtel de ville. Ce fut le salut de la Convention : elle mit hors la loi Henriot, les députés conspirateurs, la commune insurgée; envoya des commissaires dans les sections, nomma Barras commandant de la force armée, et fit des comités le centre des opérations contre les rebelles.

Cependant la commune perdait un temps précieux par les indécisions de Robespierre et l'ineptie d'Henriot : le premier reculait encore devant une insurrection, et voulait qu'on le livrât au tribunal révolutionnaire; le second ne sut pas donner un seul ordre aux sections, et laissa celles des faubourgs, qui s'étaient mises en mouvement, rentrer, incertaines, dans leurs foyers. Pendant ce temps, les sections des quartiers riches, principalement celle Lepelletier (autrefois Filles-Saint-Thomas), s'assemblaient à la voix des commissaires de la Convention; et, dès qu'elles eurent appris qu'il s'agissait d'un combat contre l'homme réputé le chef des terroristes, elles vinrent jurer à l'assemblée de mourir pour sa défense, et se mirent en marche contre l'Hôtel de ville. Il était minuit. La commune, comptant sur Henriot, attendait les sections qu'elle avait convoquées, et la place de Grève se remplissait de quelques compagnies sectionnaires, des canonniers, d'une foule incertaine, pleine d'anxiété, composée principalement de femmes. Tout à coup le bruit court que les sections se sont déclarées pour la Convention, et que la commune est mise hors la loi : la multitude se disperse; les canonniers tournent leurs pièces; la commune n'a plus un défenseur. En même temps les sections arrivent, cernent l'Hôtel de ville, et occupent la place, aux cris de : Vive la Convention ! Le con-

seil général se voit perdu, et chacun ne songe plus qu'à sauver sa tête; mais à l'instant même Léonard Bourdon entre dans la salle, à la tête de quelques gendarmes : alors Lebas se brûle la cervelle; Robespierre se fracasse la mâchoire d'un coup de pistolet; son frère se jette par une fenêtre; Couthon et Saint-Just restent immobiles. Tous les conspirateurs sont saisis. Robespierre est porté, tout sanglant, au comité de sûreté générale, et reste exposé pendant plusieurs heures aux outrages de ses collègues, qui viennent lui cracher au visage, le frapper, l'accabler d'invectives. Le lendemain il fut conduit, avec son frère, ses deux collègues, Henriot, Fleuriot, Payan, Dumas et seize membres de la commune, au tribunal révolutionnaire, qui constata seulement l'identité des vingt-deux proscrits et les envoya au supplice [1794, 28 juillet]. Une foule immense encombrait les rues, poussant des cris de joie et des imprécations contre les condamnés. Robespierre, Couthon et Saint-Just étaient impassibles, et regardaient cette allégresse et cette fureur universelles sans abattement et avec une sorte de pitié. Robespierre monta le dernier sur l'échafaud; le bourreau, en lui arrachant les linges qui bandaient sa plaie, livra pendant quelques instants son visage livide et sanglant aux regards de la foule; et lorsque sa tête tomba, d'immenses applaudissements éclatèrent. Le lendemain et le surlendemain, la défaite de la commune fut complétée par la mort de quatre-vingt-deux de ses membres, hommes obscurs et tirés de la classe ouvrière, qui furent conduits en masse et sans jugement à l'échafaud.

Robespierre avait tellement rempli de son nom la révolution, qu'il semblait en être le représentant; mais il n'était pas possible qu'une telle gloire fût réservée à un rhéteur fanatique et sanguinaire. La révolution était arrivée au terme de son élaboration intérieure; une nouvelle ère s'ouvrait pour elle : c'était celle de la propagation à l'extérieur. Constituée, dès son origine, comme en état de guerre contre la vieille Europe, elle allait devenir, de défensive qu'elle avait été jusqu'alors, offensive, passer de la résistance contre l'invasion à la conquête, universaliser ses idées par les armes. C'était donc le temps où les hommes de tribune, qui avaient fondé la révolution à l'intérieur par la parole, devaient céder la place aux hommes d'action, qui devaient la répandre au dehors par l'épée. Robespierre était tombé: Napoléon allait bientôt paraître; et voici quelle fut, sur

l'homme de tribune qui était si peu digne de personnifier en lui la révolution, l'opinion de l'homme d'action qui, perdu alors dans la foule, devait, avant deux ans, en devenir le glorieux représentant :

« Robespierre était incorruptible et incapable de voter ou de causer la mort de qui que ce fût par inimitié personnelle ou par désir de s'enrichir. C'était un enthousiaste; mais il croyait agir selon la justice, et il ne laissa pas un sou à sa mort... Il avait plus de suite et de conception qu'on ne pensait ; et après avoir renversé les factions effrénées qu'il avait eu à combattre, son intention était de revenir à l'ordre et à la modération... On lui imputa tous les crimes commis par Hébert, Collot-d'Herbois et autres... C'étaient des hommes plus affreux et plus sanguinaires que lui qui le firent périr... Ils ont tout jeté sur lui [1]. »

CHAPITRE III

Réaction thermidorienne. — Insurrection de prairial et de vendémiaire. — Fin de la Convention. — Du 28 juillet 1794 au 26 octobre 1795.

§ I. Abolition des lois révolutionnaires. — Fermeture du club des Jacobins. — Procès de Carrier. — Rappel des Girondins. — La révolution du 9 thermidor amena la fin de la terreur et de la dictature; mais ce fut un résultat tout à fait inattendu des comités, « qui avaient sacrifié Robespierre comme celui-ci avait sacrifié Danton, parce qu'il voulait adoucir et modérer la révolution [2]. » Aussi Barrère, dès le matin du 10, annonça-t-il à la Convention « que la force du gouvernement révolutionnaire allait être centuplée par la chute du tyran qui entravait sa marche, que les comités, épurés, allaient reprendre une nouvelle énergie; » et il demanda le maintien de toutes les lois révolutionnaires, et surtout du tribunal tel qu'il était composé, même avec Fouquier-Tinville. « Les terroristes et leurs doctrines avaient donc survécu à Robespierre; mais la victoire n'avait pu se remporter sur les Jacobins et la commune que par l'appel de tous les citoyens, de sorte que, pour la masse de la bourgeoisie et du peuple, la mort de Robespierre était la mort du gouvernement révolutionnaire. Toute la nation cria

(1) O'Méara, t. II, p. 134. — Las-Cases, t. II, p. 423, et t. IV, p. 269.
(2) Mémorial de Sainte-Hélène, t. IV, p. 269

que la journée avait été contre la tyrannie, et cette croyance la fit finir ([1]). »

Les paroles de Barrère furent donc mal accueillies de toutes parts : le prestige de la terreur était dissipé ; les comités, en faisant périr Robespierre, s'étaient suicidés eux-mêmes ; les *thermidoriens* (ainsi appelait-on les Montagnards qui avaient fait la révolution et qui s'en allèrent siéger à droite), entraînés par leur victoire même, par leurs alliés de la Plaine, par l'opinion publique, lancèrent l'assemblée dans une voie de réparation qui dégénéra en réaction, et lui firent démolir pièce à pièce tout le gouvernement révolutionnaire. On décréta [1794, juillet et août] que les comités seraient renouvelés par quart tous les mois ; que le comité de salut public, où l'on fit entrer six thermidoriens, n'aurait plus que la direction des affaires militaires et diplomatiques ; on rapporta la loi du 22 prairial ; on réduisit le nombre et le pouvoir des comités révolutionnaires ; on réorganisa dans un sens modéré le tribunal révolutionnaire, dont on changea tous les juges et les jurés ; on abolit la commune de Paris, et on confia l'administration de cette ville à deux commissions de police et de finances, nommées par la Convention et dépendantes des comités ; on supprima les quarante sous donnés aux sectionnaires ; on modifia le *maximum* et on limita les réquisitions ; on envoya dans les départements des commissaires pour épurer les administrations, réprimer les terroristes, délivrer les suspects ; on rappela les représentants qui dévastaient la Vendée, et l'on offrit une amnistie aux rebelles ; on chargea Legendre, Dumont, Rovère, Bourdon, Merlin, de visiter et déblayer les prisons de Paris, et ils le firent avec une clémence si facile qu'en huit jours il n'y resta pas un seul des dix mille suspects qu'elles renfermaient.

Chacune de ces mesures était accueillie par un concert de bénédictions qui entraînait de plus en plus les thermidoriens dans la réaction : Girondins, Feuillants, royalistes, relevaient la tête et commençaient à demander des vengeances ; la presse, devenue libre, poursuivait avec acharnement la « queue de Robespierre : » *l'Orateur du peuple*, rédigé par Fréron, invitait la jeunesse à sortir de son sommeil léthargique pour venger les vieillards, les femmes et les enfants, en exterminant les mas

([1]) Mémorial de Sainte-Hélène, t. IV, p. 260.

creurs. » Cet appel fut entendu des jeunes gens dont les fa-
illes avaient été victimes de la terreur, de ceux qui avaient
happé à la réquisition ou qui avaient déserté les armées, des
bitués de cafés et de spectacles, enfin de toute cette jeunesse
ivole, égoïste, débauchée, turbulente, qui voulait le retour de
ncien régime, non par conviction politique, mais par haine
ntre une démocratie qui ne demandait que des sacrifices. Ces
unes gens, qu'on appelait les *muscadins* ou la *jeunesse dorée*,
donnèrent un costume ridicule, dit *à la victime*; et, armés de
tons plombés, allèrent attaquer, dans les rues, le Palais-Royal
les théâtres, les agents de la terreur, les Jacobins, les ouvriers
s faubourgs. Ils venaient ensuite parader dans les salons qui
mmençaient à se rouvrir, et y étaient applaudis par la femme
Tallien ([1]), la veuve de Beauharnais ([2]) et autres dames, qui
nnaient le ton à la société nouvelle. « Tout jeune homme,
t Lacretelle, qui refusait d'entrer dans la troupe vengeresse
ait disgracié auprès des femmes les plus aimables ([3]). » Ce
rent eux qui inventèrent les *bals des victimes*, où l'on dansait
n deuil, et où n'étaient admis que les individus dont les parents
aient péri sur l'échafaud; ils mirent à la mode, chez les
mmes, les costumes et les nudités des courtisanes grecques,
ec les saluts à la *victime*, les bonnets à l'*humanité*, les corsets
la *justice*; ils ramenèrent le goût du luxe, des mœurs élé-
ntes et des plaisirs. Il y eut alors une fureur de débauches et
orgies digne de la régence, et où les chefs des thermidoriens
stifièrent le nom de *pourris*, donné par Robespierre à tous les
ntonistes. On se dédommageait ainsi du régime de ces sec-
ires farouches, qui n'aimaient ni les arts, ni les parures, ni
s festins, et qui avaient sacrifié tous les sentiments et les
aisirs au salut du pays.

Une minorité se prononça contre la marche réactionnaire de
Convention: elle se composait d'abord des débris du parti

(1) Fille du banquier Cabarrus et mariée à un ancien président du parlement de
rdeaux, elle fut arrêtée en 1793 comme suspecte, délivrée par Tallien, dont elle
pendit les proscriptions et sur lequel elle prit le plus grand ascendant par sa
uté et son esprit. Emprisonnée de nouveau par l'ordre de Robespierre, de sa
son elle excita son amant à renverser le tyran. Divorcée, elle épousa Tallien, et
int la protectrice des royalistes. On l'appelait *la Notre-Dame de thermidor*.

(2) Joséphine Tascher de la Pagerie, née en 1761 à la Martinique.

(3) Hist. du dix-huitième siècle, t. XII, p. 148.

vaincu, puis de ces Montagnards sincères et honnêtes qui avaient contribué à la chute de Robespierre, parce qu'ils croyaient à ses projets de dictature, mais qui voyaient maintenant le royalisme à la suite de la réaction; enfin des anciens membres des comités qui avaient été chassés du gouvernement par le sort, et qui étaient déjà dénoncés à la Convention comme complices du tyran [1]. Cette minorité, dépossédée de la commune, du tribunal révolutionnaire, des comites, des administrations, réduite à former contre le gouvernement un parti hostile, n'avait plus qu'un centre, le club des Jacobins, qui recevait les dénonciations des départements contre la délivrance des aristocrates, et d'où partaient journellement des pétitions, des plaintes, des menaces à la Convention. C'était un foyer révolutionnaire que Billaud, Barrère, Vadier essayaient de ranimer. « Le lion n'est pas mort quand il sommeille, disait Billaud, et à son réveil il extermine tous ses ennemis. » Les thermidoriens ne crurent pas leur victoire assurée tant que les Jacobins existeraient; et la jeunesse dorée engagea la lutte contre eux par des rixes, du tapage, des coups de pierre et de bâton. Alors la Convention décréta l'épuration de la société; puis elle lui interdit les affiliations et la correspondance, qui étaient les conditions essentielles de sa valeur politique. Enfin la salle ayant été assiégée par les muscadins, qui dispersèrent, après un combat, les membres du club, sa fermeture fut ordonnée par les comités, et cette mesure fut aussitôt sanctionnée par la Convention [1795, 24 janv.]. Ainsi cette société fameuse, qui avait été constamment l'inspiratrice du mouvement révolutionnaire, disparut presque sans secousse alors que la résistance était définitivement victorieuse.

Les applaudissements de toute la France accueillirent la fin des Jacobins; on crut réellement le retour de la terreur impossible. La réaction en prit une nouvelle ardeur et alla des choses aux individus. La Convention rappela dans son sein les soixante-treize [1794, 8 déc.], ce qui doubla la force du parti réacteur; elle décida que les Girondins mis hors la loi cesseraient d'être poursuivis; elle obligea tous les membres des mu-

[1] Barrère, Collot et Billaud sortirent du comité le 1er septembre; Carnot, Lindet et Prieur, le 6 octobre; mais Carnot fut réélu le mois suivant, et resta jusqu'au 5 mars.

ıicipalités, des comités révolutionnaires, etc., à rendre compte le leur gestion. Elle décréta d'arrestation Fouquier-Tinville, oseph Lebon, David ; elle prononça qu'il y avait lieu à examiner a conduite de Billaud, Collot et Barrère ; elle mit en jugement Carrier et le comité révolutionnaire de Nantes.

Le procès de Carrier fit la plus grande sensation : il inspira e l'horreur, non-seulement contre les cruautés de l'homme, nais aussi contre la cause qu'il avait prétendu défendre ; « ceendant, dit un journal (1), l'intérêt de la chose publique exieait qu'on nous épargnât ce raffolement de toutes les atrocités évolutionnaires qui semblent moins avoir pour but de nous amener dans les voies de la justice que de nous conduire à l'abnégation de la révolution. » C'était, en effet, éveiller une uestion brûlante : « on se voyait exposé à discuter la part de hacun dans les violences de la révolution ; les commissaires ouvaient rejeter sur les comités, les comités sur la Convenion, la Convention sur la France, cette inspiration qui avait mené de si affreuses mais de si grandes choses, et qui apparenait à tout le monde et surtout à une situation sans exemple. Tout le monde est coupable ici, disait Carrier, jusqu'à la onnette du président (2). » Et il pouvait ajouter que la maorité était plus coupable que ceux qu'elle voulait punir ; car lle avait approuvé tous les excès des exterminateurs, sans parager leurs passions. Il rappela les cruautés des Vendéens, la ituation de la France, les ordres du comité qui lui disait de out tuer et brûler. « Aujourd'hui qu'on est dans le calme, ces orreurs font frémir ; mais reportez-vous aux temps et aux cironstances... A cette époque, on se persuadait qu'on ne pouvait tre patriote qu'en étant exalté... Faut-il s'étonner si tant de érils d'une part, tant d'atrocités de l'autre ont fait outrer les nesures ? » Carrier fut condamné à mort avec deux de ses omplices et exécuté [1794, 25 déc.].

Les Montagnards regardèrent cette mort comme le commenement des représailles contre les hommes qui avaient sauvé la France. Les royalistes, espérant détruire les révolutionnaires es uns par les autres, ne cessèrent d'invoquer « la vengeance ationale contre les restes de la faction de Robespierre. » La

(1) Annales patriotiques de Mercier.
(2) Thiers, t. VII, p. 148.

Convention, entraînée de plus en plus dans une voie qu'elle croyait être uniquement celle du bien et de l'ordre, proclama la liberté des cultes, en déclarant qu'elle n'en salariait aucun et en prohibant tous signes extérieurs; elle rétablit la libre circulation du numéraire; elle abolit entièrement le *maximum* et les réquisitions [24 déc.]. Tout cela était parfaitement équitable, mais inopportun : les prêtres réfractaires excitèrent des troubles dans les provinces pour ravoir l'usage des églises; « l'unique effet de l'abolition du *maximum* fut d'accroître le discrédit et de hâter la chute des assignats (¹). » La hausse des denrées devint exorbitante; il y eut un agiotage effréné sur tous lesobjets de consommation; un hiver, qui fut l'un des plus rigoureux du siècle, vint s'ajouter aux horreurs de la famine. Et cette famine était factice! tous les contemporains l'attestent : « Elle l'était tellement, dit Toulongeon, que l'abondance reparut avant la récolte de l'année suivante (²). » Le peuple, pour lequel les travaux manquaient, qui n'était payé qu'en assignats, qui passait les jours et les nuits à faire queue aux portes des boulangers et des bouchers pour obtenir quelques onces de pain et de viande; le peuple, poussé aux dernières limites du désespoir, se portait en foule à la Convention, menaçant de se révolter, déclarant qu'il regrettait « les sacrifices qu'il avait faits pour la révolution. » Mais le gouvernement était tombé dans la débilité et l'anarchie : à une concentration extrême du pouvoir avait succédé une dissémination tout aussi extrême et bien plus dangereuse : « Ceux qui sont aux affaires publiques, disait Carnot, semblent frappés de stupeur. » En effet, ils ne surent obvier à la famine que par une mesure déplorable : ils fixèrent la quantité de pain et de viande qui serait vendue journellement à chaque individu; fixation qui fut éludée par les riches et ne fit qu'augmenter la misère du peuple.

Cependant la Convention rendait quelques décrets utiles pour ranimer le goût du travail, l'instruction publique, les sciences et les arts : elle établissait des manufactures, projetait l'ouverture de canaux et de routes, favorisait l'agriculture; elle créa des écoles *centrales*, une école *normale*, des écoles de droit et de médecine, l'école *polytechnique* [1795, 21 mars]; elle réta-

(¹) Toulongeon, t. III, p. 116.
(²) Id., t. III, p. 118.

blissait sur un plan encyclopédique les académies abolies deux ans auparavant comme aristocratiques, et en formait l'*Institut*; elle créait le Muséum, le Conservatoire des arts et métiers, etc. Mais en politique elle voulait être juste et réparatrice, et n'était souvent que violente et passionnée : attribuant les émeutes du peuple aux Jacobins qui voulaient reprendre le pouvoir, et ne voyant d'autre danger pour la France que dans le retour de la terreur, elle renouvela la loi martiale contre les attroupements séditieux ; elle décréta d'arrestation Billaud, Collot et Barrère; enfin, à la voix de Sieyès, qui n'avait pas encore prononcé un mot dans la Convention, « par la peur qu'il avait eue, disait-il, de l'ignorance la plus ombrageuse qui eût existé sur le globe, » elle rappela les Girondins qui avaient échappé à l'échafaud [8 mars]. C'était flétrir le 31 mai, qu'elle déclara le plus grand de tous les crimes, réprouver tout le règne de la terreur, ramener la révolution à deux années en arrière. Alors reparurent Lanjuinais, Louvet, Larivière, Doulcet, etc. La Gironde, tirée du tombeau et profitant de la victoire des thermidoriens, allait se venger à son tour de la Montagne, se mettre à la tête de la contre-révolution républicaine, et dominer la Convention.

§ II. Campagne d'hiver de 1794. — Opérations sur la Meuse et sur le Rhin. — Bataille de la Roer. — Conquête de la Hollande. — La réaction thermidorienne ne pénétra pas dans les armées : créées, nourries, dirigées par l'ancien comité, les armées partageaient son exaltation révolutionnaire ; elles étaient passionnées pour le salut du pays, endurcies à toutes les privations, prêtes à tous les sacrifices, enfin les plus pures et les plus dévouées que la France ait jamais eues; elles allaient sauver encore la révolution, compromise à l'intérieur par la réaction, en la rendant à l'extérieur plus imposante que jamais par ses conquêtes.

La mort de Robespierre les avait remplies de consternation : elles craignaient la chute du gouvernement révolutionnaire, elles s'attristaient des cris de joie royalistes qui sortaient de la journée de thermidor; elles se voyaient oubliées et réduites à une profonde misère par les administrateurs intrigants ou incapables qui succédèrent à Prieur et à Lindet. Les opérations se ressentirent d'abord de cette inquiétude et de cette pénurie. Ainsi l'armée du Nord, forte de soixante-dix mille hommes; celle de Sambre-et-Meuse, forte de cent mille, étaient très-

supérieures en nombre aux armées autrichiennes; néanmoins elles restèrent dans l'inaction pendant six semaines, laissant le temps aux ennemis de se rétablir, attendant la reddition de Landrecies, du Quesnoy, de Valenciennes et de Condé, qui étaient assiégées par vingt-cinq mille hommes; obligées, pour vivre, d'épuiser la Belgique de réquisitions. Lorsque les quatre places se furent rendues et presque sans résistance, elles reprirent l'offensive.

L'armée du Nord arriva sur l'Aa, culbuta les Anglais à Boxtel, les rejeta derrière la Meuse, les força d'abandonner Berg-op-Zoom, Bréda, Bois-le-Duc à leurs propres forces [1794, 14 sept.] Bois-le-Duc capitula [10 oct.], et fournit ainsi une base excellente aux opérations ultérieures. Alors le duc d'York se replia derrière le Wahal; Pichegru franchit la Meuse en face de Grave, investit cette ville, rejeta sur Nimègue l'ennemi, qui se croyait à couvert dans un pays coupé de fossés, d'eau, de redoutes, de digues; Venloo se rendit à Moreau, qui donna la main à l'armée de Sambre-et-Meuse; Grave capitula à son tour; puis on se porta sur Nimègue, défendue en avant par un camp retranché; mais le camp, la ville, le pont même, furent abandonnés presque sans combat [8 nov.]. Cent mille hommes de troupes superbes ne savaient que se tapir successivement derrière une rivière, une place, un canal, sans rien défendre. L'armée du Nord se trouvait donc maîtresse de la ligne du Rhin; mais l'hiver était venu : nos soldats, qui ne recevaient du gouvernement ni paye, ni pain, ni habits, qui étaient couverts de haillons et de vermine, furent mis en cantonnement sur les bords de la Meuse et du Wahal. L'ennemi s'était retiré entre l'Yssel et le Rhin.

Pendant ce temps, l'armée de Sambre-et-Meuse, forte de cent quinze mille hommes et placée entre Maëstricht et Namur, devant quatre-vingt-cinq mille Autrichiens disséminés de Ruremonde à l'Ourthe, s'était mise en mouvement. La droite, commandée par Schérer, passa la Meuse à Namur, força le passage de l'Ourthe, livra une bataille sur l'Ayvaille [18 sept.], franchit cette rivière, et rejeta l'ennemi sur la Vesder. Alors toute l'armée impériale se retira sur Aix-la-Chapelle; mais menacée à gauche par la marche de Schérer sur Limbourg, elle se retira sur la Roër, et s'établit, la droite à Ruremonde, le centre à Aldenhoven, la gauche à Dueren. Jourdan résolut de rejeter

l'ennemi derrière le Rhin par une bataille décisive, et il prit les dispositions les plus hardies pour passer la rivière de Ruremonde à Dueren [2 oct.] : cent mille hommes, partagés en cinq colonnes, s'ébranlèrent sur tout cet espace avec autant d'ensemble que de précision, culbuterent l'ennemi sur tous les points, le chassèrent de Juliers, le poursuivirent et le forcèrent à passer le Rhi n [5 oct.], après qu'il eut perdu huit à dix mille hommes. Ils entrerent à Cologne, à Andernach, à Coblentz; ils firent capituler Maëstricht avec huit mille hommes de garnison, trois cent cinquante canons, d'immenses approvisionnements; ils donnèrent la main à l'armée du Nord par Clèves, et, par Coblentz, à l'armée de la Moselle.

L'armée de la Moselle formait l'aile gauche de l'armée de Rhin, et était forte, avec celle-ci, de soixante-quinze mille hommes, disséminés des deux côtés des Vosges devant les Prussiens, qui s'étendaient de Sarrebruck à Germersheim. Le comité fit concentrer les deux armées entre Landau et Kayserslautern, et leur ordonna de s'emparer des montagnes, pour couper la ligne ennemie. En effet, les hauteurs centrales situées entre Tripstadt et Annweiler furent enlevées [13 juillet]; et les Prussiens, battus de tous côtés, se mirent en retraite sur Manheim, avec perte de trois mille hommes. Alors, et pendant que l'armée du Rhin, établie sur la Spirebach, tenait les Prussiens en échec, l'armée de la Moselle, forte de vingt-cinq mille hommes, se dirigea sur Trèves et s'empara de cette ville. C'était prendre une position centrale et hardie, qui inquiétait, et le flanc droit des Prussiens, retirés près de Manheim, et le flanc gauche des Autrichiens, établis sur la Roër. Cependant les Prussiens reprirent l'offensive, attaquèrent les Français vers Kayserslautern et leur firent perdre quatre mille hommes; mais cette victoire ne leur servit à rien, les succès de Jourdan les ayant forcés à rétrograder rapidement sur Coblentz. Aussitôt les armées de la Moselle et du Rhin se réunirent, investirent Mayence, bloquèrent Luxembourg, et prirent Rhinfels. Alors les quatre armées du Nord, de Sambre-et-Meuse, de la Moselle et du Rhin se donnèrent la main sur le grand fleuve, depuis Bâle jusqu'à la mer [2 novembre].

Il semblait que pour des hommes qui ressemblaient à des spectres, qui se revêtaient de paille et de lambeaux, et étaient rongés de maladies, le repos, par un froid de dix-sept degrés, fût forcé; mais l'armée du Nord ne vit dans ce terrible hiver

qu'une occasion de conquérir la Hollande en franchissant l'inextricable réseau de fleuves et de canaux qui la gardait. La Hollande était pleine d'agitations : elle se souvenait de la révolution de 1787; elle détestait le stathouder, qui la sacrifiait aux Prussiens et aux Anglais; elle était travaillée par les idées françaises. Pichegru et les représentants Bellegarde, Gillet, Richard, instruits de ces dispositions, mirent l'armée en mouvement. La droite gardait l'entre-Meuse et Wahal, le centre était devant l'île de Bommel, la gauche bloquait Bréda et Berg-op-Zoom. Le centre traversa la Meuse gelée [28 décembre], surprit les Hollandais dispersés et les rejeta sur Gorkum; en même temps Bréda se rendit; et Walmoden, qui avait succédé au duc d'York, sans attendre que le Wahal fût franchi, se retira derrière le Leck avec son armée, qui mourait de froid et de misère.

Les Français passèrent le Wahal à Nimègue : alors les alliés se mirent à la débandade; à gauche le stathouder s'enfuit à la Haye, déclara aux états généraux qu'il abdiquait sa dignité, et se réfugia en Angleterre; à droite Walmoden abandonna la Hollande à elle-même et se retira derrière l'Yssel. Les Français passèrent le Leck, entrèrent à Utrecht, à Arnheim, à Amersfort, et enfin à Amsterdam [20 janvier 1795], où ils furent reçus aux acclamations des habitants. « Cette cité, fameuse par ses richesses, vit avec une juste admiration dix bataillons de ces braves sans souliers, sans bas, privés même des vêtements les plus indispensables, et forcés de couvrir leur nudité avec des tresses de paille, entrer triomphants dans ses murs, au son d'une musique guerrière, placer leurs armes en faisceaux et bivouaquer pendant plusieurs heures sur la place publique au milieu de la glace et de la neige, attendant avec résignation et sans un murmure qu'on pourvût à leurs besoins et à leur casernement (1). » En même temps Gertruydemberg, Dordrecht, Rotterdam, la Haye ouvrirent leurs portes; la Zélande capitula; les Anglais évacuèrent les places de l'Yssel, se retirèrent sur l'Ems, et de là allèrent s'embarquer à Brême; enfin, pour mettre le comble à cette campagne merveilleuse, des escadrons de hussards, courant au galop sur le Zuyderzée, allèrent sommer la flotte du Texel immobile dans les glaces, et la forcèrent de se rendre. Les représentants déclarèrent aux Hollandais qu'ils étaient ve-

(1) Jomini, t. VI, p. 215

on pour les conquérir : et les états abo-
ravaillèrent à une constitution démo-
t l'alliance de la France.

lande, faite sans bataille et presque sans
es circonstances si étranges, des soldats
éressés, excita en France une joie qui
le Pichegru le grand capitaine de la ré-
avait vengé l'injure de Louis XIV ; on
igleterre ; on menaçait l'Allemagne sur
r une république démocratique comme

TALIE ET EN ESPAGNE. — BATAILLE DE LA
GUIPUZCOA. — La nouvelle du 9 ther-
d'Italie comme elle débouchait dans la
marcher sur Turin, d'après un plan
ussitôt cette armée, composée de révo-
t que la France allait être bouleversée ;
dre sur le col de Tende et se tint sur la
és voulurent surprendre Savone ; mais
ure [15 septembre 1794], rejetés sur la
s Français assuraient leur position dans
la prise de Vado. Le reste de la cam-
ités insignifiantes.

entales, la Union, successeur de Ricar-
action de Dugommier, qui attendait la
: il fit construire, depuis le pied du col
-Laurent de la Mouga, une double ligne
outes et batteries armées de deux cent
appuyaient en arrière sur le camp re-
e Figuières. Dès que Bellegarde eut ca-
ua cette redoutable enceinte [18 nov.] :
rna Saint-Laurent et culbuta les Espa-
ugommier fut tué, et à gauche l'ennemi
n prit le commandement, et le lende-
aille : Augereau passa la Mouga, enleva
sur le Llobregat ; au centre Pérignon
Union fut tué ; alors la droite ennemie
Espagnols reculèrent en désordre sur
endre le camp et se retirèrent sur Gi-
nèrent Figuières, et au bout de quatre



tan: alors leur gauche pénétra dans cette
temps que leur droite s'emparait du camp de
dassoa. Les Espagnols voulurent défendre cett
d'Irun au moyen de vastes retranchements ga
canons; mais ils furent tournés par la vallée d
de les évacuer [1er août 1794]. Fontarabie,
Tolosa se rendirent, et l'on se dirigea sur Pa
pagnols se retranchèrent fortement en avan
Moncey, après avoir assuré la conquête du G
taqua, et, après trois jours de combats, les dé
sitions; mais la place resta couverte. L'hiver
retira sur Tolosa et Saint-Sébastien, où il
nements.

§ IV. Première pacification de la Vendée. —
de la Pologne. — Tant de succès sur la coali
plétés par des succès plus obscurs sur les enne
Depuis la défaite de Savenay, la Vendée n'éta
de grandes opérations, mais de brigandages
résultat; les paysans continuaient à détester l
voulaient du repos; il n'y avait plus en campa
turiers avides de pillage; il ne restait de chefs
rette et Stofflet, qui se détestaient l'un l'autre,
le pays insurgé et ne mettaient aucun concert
vements. On avait envoyé dans la Vendée le
qui enveloppa le pays de camps retranchés

même temps, les débris de Savenay avaient excité en
la chouannerie, guerre plus hideuse que celle de la
ù l'on dévalisait les voitures publiques, on fouillait les
n tuait les fonctionnaires et les soldats isolés : les chefs
epeaux, Bourmont, Cadoudal, et surtout Puisaye, l'an-
éral des Girondins, qui se tenait en correspondance
gleterre, et voulait organiser l'insurrection d'une ma-
outable. On envoya contre eux Hoche, qui habitua ses
utôt à pacifier qu'à détruire, et leur apprit à respecter
s et surtout la religion des habitants.
ıx guerres civiles enlevaient à la république huit à dix
ents, occupaient quatre-vingt mille hommes, et in-
t perpétuellement la France en laissant au royalisme
ıce d'avenir. Aussi le gouvernement avait-il hâte de
ıer : il savait les chefs mécontents des Bourbons et des
, et le pays disposé à la paix ; il offrit donc une am-
rebelles ; et, après des négociations difficiles, Charette,
r, conclut sa paix [15 février 1795] : on lui accorda
du culte, une indemnité de deux millions, la pro-
rebâtir les maisons incendiées, la permission de
i-même une garde territoriale de deux mille hommes
ır l'État, etc. On eut plus de peine à soumettre les
et Hoche déploya dans cette tâche ingrate des ta-
remier ordre : Puisaye était en Angleterre, où il avait
Pitt la promesse d'une flotte et d'une armée; mais
de camp Cormatin conclut en son absence une pacifi-
alogue à celle de Charette. Stofflet se soumit le dernier
Ces traités n'étaient pas sincères, et Charette écrivit au
Provence que « ce n'était qu'un piége tendu aux répu-
» mais ils n'en furent pas moins utiles, en habituant
ı repos.
a fin de la campagne de 1794 : « campagne sans exemple
ınnales du monde, » disait Fox au parlement anglais,
ura le salut de la révolution en donnant à la France
ue, la Hollande, la rive gauche du Rhin, une partie du
de la Catalogne et de la Navarre. La coalition en fut
e; mais elle prit sa revanche sur la fille aînée de la
n française, et elle détruisit non-seulement la révolu-
s l'existence même de la Pologne.
xième partage avait terrifié les Polonais, qui ne firent

qu'une faible résistance aux spoliateurs; mais, lorsqu'ils virent la Prusse et l'Autriche engagées avec toutes leurs forces contre la France, électrisés par l'exemple de cette glorieuse république, et croyant n'avoir à faire qu'à la Russie, ils se proclamèrent en insurrection [23 mars 1794], mirent à leur tête Kosciusko, l'ami de Washington et de La Fayette, et battirent les Russes en tous lieux. La France sollicita la Turquie, la Suède et le Danemark d'empêcher la destruction de la seule barrière qui les protégeait contre la Russie; mais, pendant qu'elle négociait, les trois spoliateurs inondaient la Pologne de leurs soldats. Le roi de Prusse fut battu, les troupes autrichiennes n'allèrent pas au delà de Cracovie; mais Catherine, qui n'avait pas, comme ses deux alliés, à faire la guerre en avant et en arrière, et qui se voyait arrivée au but de toute son ambition, Catherine dirigea soixante mille hommes, commandés par Suwarof, contre les insurgés. Kosciusko fut battu et pris; les Russes assiégèrent Praga, l'enlevèrent d'assaut et y massacrèrent trente mille habitants [6 novembre]. Alors les trois alliés déclarèrent que, « convaincus par l'expérience de l'impossibilité où étaient les Polonais de se donner une constitution éclairée et durable, ils avaient, par amour de la paix et du bien de leurs sujets, résolu de partager la Pologne. »

Et la Pologne fut définitivement partagée ! C'était le témoignage impérissable de la moralité de ces rois qui s'étaient dévoués, disaient-ils, à la conservation de la société et de la religion contre les principes destructeurs de la révolution française; la démonstration du sort qui attendait la France si elle n'eût jeté tous ses trésors et ses enfants sur les champs de bataille; enfin, il faut le dire, la justification complète des hommes qui dirigèrent ses efforts et ses sacrifices !

§ V. Traités avec la Hollande, la Prusse et l'Espagne. — La fin de la terreur, la conquête de la Hollande, la pacification de la Vendée, avaient inspiré aux ennemis de la France de la confiance et du respect pour cette révolution, maintenant si puissante qu'on pouvait la dire inébranlable; et la plupart d'entre eux cherchèrent à abandonner la coalition. Le grand-duc de Toscane, le premier, traita avec la France [9 février 1795], se déclara neutre, et envoya un ambassadeur à Paris. Ensuite les Provinces-Unies obtinrent la paix et la déclaration de leur indépendance [16 mai], mais à des conditions onéreuses: elles cé-

rent à la France la Flandre septentrionale, Venloo, Maëstricht, ec le droit de mettre garnison dans Grave, Bois-le-Duc, Berg-)-Zoom, Flessingue; elles laissèrent libre la navigation des euves; elles donnèrent cent millions de florins pour les frais de guerre; elles firent avec la France une alliance offensive contre Angleterre, et mirent à sa disposition trente vaisseaux ou fré-ates et vingt-cinq mille hommes. Enfin, le souverain qui avait ommencé l'invasion de la France, le roi de Prusse, voyant ayence investie, ses États de Clèves et de Juliers conquis, le athouder dépossédé, demanda à traiter. Le comité de salut blic déclara nettement que la première condition de la paix ait la cession de la rive gauche du Rhin : ainsi, la diplomatie orante et plébéienne de la république avait le sentiment de loire et des intérêts nationaux plus hardiment que la bril-e diplomatie monarchique, si souvent embarrassée d'inté-de dynastie : elle demandait de suite et sans hésiter le ! le Rhin, tant désiré de Richelieu, et dont Louis XIV n'a-pu toucher qu'une partie! Le roi de Prusse ne recula pas nt une telle condition : il envoya le comte de Hardenberg à où Barthélemy, ambassadeur de France en Suisse et dis-de Choiseul, fut chargé de mener la négociation. Trois après, la paix fut conclue [5 avril] : la république gardait ossessions du roi sur la rive gauche du Rhin; elle pro-ait de lui faire obtenir des indemnités à l'époque de la pa-ation générale; elle s'engageait à respecter la neutralité des germaniques qui étaient ses alliés, c'est-à-dire de tout le de l'Allemagne, qui se trouva ainsi placé en dehors de la édération, sous la protection de la Prusse.

a coalition, indignée de cette paix, eut bientôt à s'alarmer négociations d'un Bourbon avec la république : c'était le d'Espagne, qui se trouvait épuisé d'argent, et voyait que les ilités, poussées en avant de Pampelune, allaient livrer la e de Madrid aux Français; d'ailleurs l'exemple de la Hol-le témoignait le sort que lui réservait son alliance contre re avec l'Angleterre. Les négociations traînèrent d'abord en gueur, parce que Charles IV voulait qu'on mît en liberté les enfants de Louis XVI, oubliés dans la prison du Temple; s elles furent bientôt facilitées par la mort du jeune prince, les royalistes appelaient Louis XVII [8 juin] : malheureux nt qui avait été réduit à une stupidité abrutissante par le

gardien féroce que la commune de Paris lui avait donné, et qui périt victime des mauvais traitements de ce misérable. Alors la paix fut signée à Bâle entre Barthélemy et le marquis d'Yriarte [14 juillet]. La guerre ayant été une guerre d'opinions et non d'intérêts, la France rendit ses conquêtes à l'Espagne, et n'exigea d'elle que la cession de la partie espagnole de Saint-Domingue. On se prépara même à une alliance offensive et défensive; alliance inévitable, puisque les deux États revenaient à leur situation normale et naturelle, « puisque la France et l'Espagne, disait Yriarte, avaient le même intérêt à délivrer la Méditerranée de la marine anglaise, le même intérêt à délivrer l'Italie des armées autrichiennes. »

La Prusse et l'Espagne ayant donné l'exemple, tous les petits États cherchèrent à négocier, en rejetant la faute de la guerre sur l'Angleterre et l'Autriche; la Saxe, les deux Hesses, le Hanovre, entrèrent dans la neutralité de la Prusse; la diète germanique demanda à l'empereur qu'on « mît fin à une guerre ruineuse par une paix acceptable; » la cour du Portugal avoua qu'elle « n'était entrée dans la coalition qu'entraînée par l'ascendant de l'Angleterre; » celle de Naples disait qu'elle « comptait sur la générosité de la république à l'égard des puissances faibles entraînées malgré elles; » le pape et le duc de Parme déclaraient qu'ils n'avaient jamais été ennemis de la France, etc.

La révolution était donc reconnue; la croisade des rois contre elle se trouvait réduite aux proportions d'une guerre ordinaire de l'Autriche et de l'Angleterre contre la France; guerre d'intérêts comme celles que Louis XIV avait eu à supporter; guerre où l'Angleterre jouait son jeu accoutumé en soldant l'Autriche pour occuper la France sur le continent, pendant qu'elle prendrait les colonies françaises, les colonies espagnoles, les colonies hollandaises. Aussi Pitt ne fut pas ébranlé par les revers de la dernière campagne: le peuple anglais désirait pourtant la paix; les corsaires français avaient causé de grands dommages à son commerce; les ouvriers se révoltaient dans les villes manufacturières; l'Irlande s'agitait et se tenait en relation avec les Jacobins; enfin la disette était presque aussi grande en Angleterre qu'en France. Mais l'aristocratie était sourde à toutes ces souffrances: « Tant de défaites, disait Pitt, n'ont pas touché à la puissance anglaise. L'Espagne et la Hollande nous ont abandonnés; mais elles arrivent trop tard à l'aide de leur ancienne

alliée : leur marine est ruinée, et elles vont perdre leurs colonies. Les Français sont maîtres de la Belgique, mais ils la rendront à la paix; tandis que nous, nous avons pris des vaisseaux et des colonies qui nous assurent à jamais l'empire des mers. » Il déclara qu'il fallait continuer la guerre, « la paix ne lui paraissant solide que lorsque les Français seraient rentrés dans la monarchie. » Il obtint du parlement 115 millions de subsides pour l'Autriche, « la puissance la mieux aguerrie aux défaites, disait-il, et qui sait le mieux s'en relever; » il porta l'armée de terre à deux cent quinze mille hommes, l'armée de mer à cent mille; il prit à sa solde les régiments émigrés, et prépara un grand armement pour la Vendée; enfin il chercha à faire la contre-révolution en France par l'intérieur.

§ VI. Suite de la réaction thermidorienne. — Famine. — Mise en jugement de Collot, Billaud et Barrère. — Insurrection du 12 germinal. — C'était, en effet, de l'intérieur que venait maintenant le danger. Depuis la rentrée des Girondins, les thermidoriens étaient effacés; la droite s'était emparée des comités de gouvernement; l'un des proscrits du 31 mai, Aubry, remplaçait Carnot et n'était que l'agent de la réaction dans l'armée : il fit des plans de campagne qui étaient l'œuvre de l'ineptie ou de la trahison; il remplaça les généraux républicains par des royalistes; il destitua Bonaparte à cause de ses opinions robespierristes. Une agence royaliste s'établit à Paris, qui recevait les ordres du prétendant et correspondait avec l'émigration, la Vendée et le Midi. Les assemblées de sections se remplirent d'orateurs qui portaient aux nues les soixante-treize, et confondaient dans leurs menaces et leurs outrages les thermidoriens et la Montagne (1). La presse disait que « la révolution n'était qu'une Saint-Barthélemy philosophique de cinq années. » Les domaines nationaux ne se vendaient plus; les assignats étaient discrédités; l'agiotage le plus effréné s'exerçait sur toutes les valeurs et les objets de première nécessité; « tous les individus, même les plus étrangers aux spéculations, étaient à l'affût de chaque variation de l'assignat, pour faire subir la perte à autrui, et recueillir eux-mêmes la plus value d'une denrée ou d'une marchandise (2). » En même temps la famine augmen-

(1) Thibaudeau, t. I, p. 197.
(2) Thiers, t. VII, p. 421.

tait : la ration journalière était fixée à trois onces de pain et à quatre onces de viande par individu ; mais il n'y avait réellement que le peuple qui souffrît de la faim ; l'accaparement était si manifeste, qu'à trois onces de pain par individu, il n'eût fallu que trois cents sacs de farine pour l'approvisionnement de la ville ; or cet approvisionnement était de deux mille sacs, c'est-à-dire suffisant, d'après la ration, pour quatre à cinq millions de personnes : « Il faut le redire encore sans pouvoir l'expliquer, s'écrie Toulongeon, la disette était factice (1) ! » Aussi le peuple était-il plein de fureur contre les marchands, les riches, les agioteurs qui se vengeaient du *maximum* par la disette, et contre le gouvernement qui laissait faire ce nouveau pacte de famine. Les femmes surtout, qui passaient les nuits aux portes des boulangers et des bouchers, assiégeaient journellement la Convention de menaces et d'insultes avec l'audace et l'opiniâtreté de la faim, malgré les poursuites des muscadins qui les appelaient *Furies de guillotine*. Les restes de la commune et des Jacobins, tous les révolutionnaires qui avaient été chassés des administrations, excitaient continuellement la multitude à se révolter ; et l'exaspération de ce parti, qui avait gardé toute son énergie, mais qui n'avait plus de chefs, fut poussée à bout par la discussion sur la mise en jugement de Billaud, Collot et Barrère.

C'était en réalité toute la révolution qui était en cause : aussi Carnot, Lindet et Prieur demandèrent-ils à partager le sort des accusés, en disant que tous les membres du comité étaient solidaires de ses actes. Ils firent l'apologie de l'ancien gouvernement ; ils demandèrent compte de la famine au nouveau comité, disant qu'ils avaient laissé en thermidor deux millions cinq cent mille quintaux de blés achetés à l'étranger ; ils prétendirent que la réaction actuelle était la justification complète du système de la terreur. Les accusés invoquèrent l'application de ce principe : que tout ce qui est nécessaire est légitime ; « ils imputèrent tout aux circonstances, aux propres lois de la Convention, et au bureau de police générale, dirigé par Robespierre, où se préparaient les proscriptions (2). » « C'est un triste spectacle, dirent-ils, de voir trois hommes longtemps obscurs

(1) Toulongeon, t. III, p. 113.
(2) Thibaudeau, t. I, p. 149.

qui, de concert avec des collègues courageux, ont soutenu sans affront, pendant quinze mois, une lutte à jamais mémorable contre toutes les puissances de l'Europe, forcés d'écouter une sinistre accusation. »

Cette discussion causa la plus vive agitation dans Paris : les aristocrates voyaient avec joie la révolution accusée par les révolutionnaires eux-mêmes, déshonorée par d'odieuses révélations, réduite à se justifier ; les patriotes étaient consternés, et excitaient le peuple à marcher sur la Convention pour lui demander du pain, la Constitution de 93 et la liberté des accusés. Enfin, le 1er avril [12 germinal], les distributions ayant manqué le matin, il n'y eut qu'un cri de fureur dans cette population affamée, dont on a trop oublié les souffrances quand on a tant rappelé ses excès ; quelques meneurs obscurs se jetèrent dans ses rangs pour donner un but à l'insurrection ; et une foule immense, envahissant les Tuileries, se rua dans la salle de la Convention avec un tumulte effroyable, où il fut à peine possible aux députés montagnards de faire entendre quelques mots en faveur du peuple. Les sections thermidoriennes (ainsi appelait-on les sections Lepelletier, Butte-des-Moulins et des Piques [1], appelées par les comités, arrivèrent au pas de charge, firent évacuer la salle et le palais ; la foule se dissipa.

Aussitôt la Convention décréta que les trois accusés, cause ou prétexte du mouvement, seraient déportés dans la nuit même et sans jugement. On ajouta à ces « trois brigands » Vadier ; l'on arrêta sept autres députés qui avaient pris la parole dans l'insurrection ; Paris fut mis en état de siége. Les jours suivants, on alla plus loin, et l'on décréta l'emprisonnement de neuf Montagnards, parmi lesquels Cambon, Maignet, Moïse Bayle ; le désarmement de tous les individus qui avaient « contribué à la vaste tyrannie abolie le 9 thermidor ; » l'organisation nouvelle de la garde nationale sur les bases de 89 ; la restitution des biens confisqués aux familles des condamnés pour autre cause que l'émigration ; la célébration du culte dans les édifices qui y sont destinés ; la suppression définitive du tribunal révolutionnaire ; enfin la nomination d'une commission de onze membres, presque tous Girondins, pour faire une nouvelle constitution, celle de 93 étant reconnue impraticable. »

(1) Quartiers du Palais-Royal, Saint-Honoré et place Vendôme.

§ VII. Insurrection du 1er prairial. — Ce dernier coup fut le plus sensible aux Jacobins, qui avaient mis leur dernier espoir dans la constitution de 93, et qui déclamèrent alors contre l'apostasie de la Convention. Les royalistes, au contraire, en furent pleins de joie, espérant introduire dans la constitution nouvelle quelque principe monarchique qui permettrait de faire la contre-révolution par la constitution elle-même. Le 12 germinal leur semblait une victoire, et leur audace s'accroissait de jour en jour. Les émigrés rentraient à l'aide de faux passe-ports; d'autres se rassemblaient en Suisse, annonçant leur prochain retour; des prêtres réfractaires reparaissaient et remuaient les provinces. Les administrations, pleines de royalistes et de Girondins, se servaient des décrets de la Convention pour désarmer, persécuter, emprisonner les individus réputés terroristes. Dans le Midi il y eut de nombreux assassinats, et il se forma même des compagnies dites de *Jéhu* ou du *Soleil*, qui égorgeaient les patriotes sur les routes et dans les maisons. A Lyon, les royalistes enfoncèrent les prisons, massacrèrent quatre-vingt-dix-huit détenus et les jetèrent dans le Rhône [1795, 9 mai (5 floréal)].

Cependant la sévérité de la Convention envers les terroristes n'avait pas apaisé les agitations populaires, qui avaient une cause matérielle permanente et terrible, la faim. « Il serait difficile, écrivait Mercier dans les *Annales patriotiques*, de trouver aujourd'hui sur le globe un peuple aussi malheureux que l'est celui de Paris. Nous avons reçu hier deux onces de pain par personne; cette ration a été encore diminuée aujourd'hui. Toutes les rues retentissent des plaintes de ceux qui sont tiraillés par la faim. » Dans une telle situation, une révolte était, pour ainsi dire, obligée, et elle fut encore excitée par le supplice de Fouquier-Tinville et de quinze juges ou jurés du tribunal révolutionnaire. Quelques hommes obscurs répandirent un violent manifeste, où ils demandaient l'expulsion des soixante-treize, le rappel des députés patriotes, la constitution de 93, l'arrestation des membres des comités, le rétablissement du *maximum*, etc. [1795, 6 mai]. C'était un 31 mai qu'ils voulaient faire; mais il n'y avait plus de commune pour le diriger; ils ne songèrent pas à s'entendre avec les restes de la Montagne, qui seuls auraient pu donner de l'ensemble à l'insurrection; et ils marchèrent comme au 12 germinal, sans plan, sans chef et sans direction.

)ès le matin du 1er prairial, la générale bat, le tocsin sonne, ıne multitude de femmes mêlée à quelques bataillons des bourgs, enveloppe les Tuileries, force la garde et les portes, ètre dans le palais, et se précipite dans la salle de la Con-tion en criant : « Du pain! la constitution de 93! » Les dé-és se réfugient sur les gradins supérieurs, protégés par lques gendarmes ; Boissy-d'Anglas se jette au fauteuil de la sidence : il est entouré de piques, de fusils et de sabres ; un uté, Féraud, veut le couvrir de son corps ; il est frappé d'un ıp de pistolet, entraîné, massacré ; quelques instants après, apporte sa tête, et on la présente à Boissy, qui s'incline de-t elle. Il n'y avait pas eu dans toute la révolution une plus rible scène de confusion : on se poussait, on tirait des coups fusil, on criait sans but et sans raison ; la foule, aveugle et irante, occupait les banquettes, faisait tapage, jouissait de umiliation de ses maîtres, sans se douter que le gouverne-nt, c'est-à-dire les comités qui siégeaient dans l'autre aile palais, restait libre et travaillait à appeler des secours. Un nonnier lit le manifeste des insurgés : il est interrompu par applaudissements, des roulements de tambour, des injures x députés. L'un crie : « La liberté des patriotes ! — L'arres-tion des émigrés ! dit un autre. — Une municipalité à Paris ! oute un troisième. — La constitution de 93 ! du pain ! du in ! » vocifère la foule. Ce tumulte durait depuis six heures, rsque, sur la motion d'un insurgé, le peuple envahit les gra-ns supérieurs, fait descendre les députés dans le parquet, les loure et les force de voter ses demandes. Quelques Monta-ards, pour donner une direction au tumulte, prennent la pa-le : Romme demande la liberté des patriotes et la permanence s sections ; Bourbotte, l'arrestation des folliculaires qui ont poisonné l'esprit public ; Duroy, la restitution des armes aux riotes ; Goujon, le renouvellement des comités de gouverne-nt ; Soubrany, la nomination d'une commission de quatre mbres chargés du gouvernement provisoire. Le président t toutes ces propositions aux voix ; les députés tremblants ent leurs chapeaux : les décrets sont adoptés. Il est minuit ; les nmissaires nommés, Duroy, Duquesnoy, Bourbotte, Prieur la Marne), vont sortir pour s'emparer du pouvoir exécutif ; is alors les comités avaient réuni les sections thermido-nnes, la jeunesse dorée ; les députés Auguis, Legendre, Ker-

velegan se mettent à la tête de ces troupes et entrent dans la salle au pas de charge. Une lutte s'engage, non un combat, car l'on avait affaire principalement à des femmes ; la multitude est enfoncée, culbutée dans les salons, les escaliers, les cours : elle se disperse en tumulte. Aussitôt la Convention brûle les minutes des décrets rendus par les révoltés, décrète l'arrestation des députés qui ont pris part à l'insurrection, ordonne aux sections de s'assembler « pour désarmer les assassins, les buveurs de sang, les voleurs et les agents de la tyrannie qui précéda le 9 thermidor. »

Le lendemain, les attroupements continuèrent ; les bataillons du faubourg Saint-Antoine arrivèrent devant les Tuileries, braquèrent leurs canons sur les sections thermidoriennes, et même entraînèrent dans leurs rangs les canonniers de ces sections. Un combat allait s'engager, mais il n'y avait plus là de Henriot pour forcer l'assemblée à subir les volontés du peuple. La Convention envoya des parlementaires aux ouvriers, admit leurs pétitionnaires dans son sein, et enfin les décida à se retirer. Le surlendemain, le faubourg reprit encore les armes ; mais la Convention avait fait venir six mille dragons, qu'elle joignit à vingt mille hommes des sections ; le faubourg fut investi de tous côtés par cette armée, sommé de livrer ses canons, menacé d'un bombardement. Les habitants, irrésolus et manquant de chefs, cédèrent ; et ce fut pour la multitude une véritable abdication du pouvoir qu'elle avait conquis le 14 juillet 1789. Le parti démocratique perdit la seule force qui lui était restée, la force matérielle de la multitude ; il cessa d'être quelque chose, et fut réduit à faire d'obscures et inutiles conspirations.

La Convention assura son triomphe par les mesures les plus énergiques : elle envoya devant une commission militaire les députés Rhul, Romme, Goujon, Duquesnoy, Duroy, Soubrany, Bourbotte, Peyssard, Forestier, Albitte, Prieur (de la Marne) : les deux derniers s'enfuirent ; le premier se poignarda. Elle décréta d'arrestation Robert Lindet, Prieur (de la Côte-d'Or), Jean-Bon-Saint-André, Vouland, Jagot, Lavicomterie, David, Dubarran, avec vingt et un autres députés ; de sorte que tous les membres des fameux comités de salut public et de sûreté générale, à l'exception de Carnot et de Louis (du Bas-Rhin), étaient, à cette époque, morts, déportés ou emprisonnés. La

darmerie fut licenciée; on retira les canons à toute la garde ionale, qui fut réorganisée de telle sorte qu'aucun ouvrier n fit plus partie; on établit un camp d'artillerie et de cava- e dans la plaine des Sablons; on donna à la capitale une nison de troupes de ligne, qu'elle n'avait plus depuis 1789; incarcéra e. dix jours plus de dix mille patriotes [1]; enfin commission militaire envoya à l'échafaud vingt-neuf pri- niers, et elle traduisit devant elle les huit députés accusés. taient des républicains sincères, probes, purs de tout excès, n'avaient en aucune sorte préparé l'insurrection: ils s'étaient pirés du moment, disaient-ils; et c'était pour empêcher la solution de la Convention qu'ils avaient cherché à régula- er le tumulte. Néanmoins Peyssard fut condamné à la dé- tation, Forestier à la prison, tous les autres à mort. Dès que rêt fut prononcé, Romme se frappa d'un coup de couteau et passa à Goujon, qui se frappa à son tour et le passa à Du- esnoy. Le couteau passa, ainsi ensanglanté, aux mains des condamnés; mais Soubrany, Bourbotte, Goujon ne se tuèrent , et furent traînés à l'échafaud tout sanglants et encore pleins calme et de dignité.

§ VIII. Progrès du royalisme. — Massacres dans les provinces.

Le 1er prairial fut pour la multitude ce qu'avait été pour bourgeoisie le 31 mai: désarmée, privée de sa constitution, lue du gouvernement, elle laissa les classes moyennes re- ndre la conduite de la révolution; et cette destitution du uple, cette restauration de la bourgeoisie, était dans l'ordre urel des choses. Au commencement de 93, alors que la nce et la révolution étaient agonisantes, la brillante Gi- de, son gouvernement légal, les classes riches et éclairées elle représentait, avaient été écartés et persécutés à cause de r funeste et intempestive modération; la Montagne, le co- é de salut public, la multitude s'étaient emparés de la dicta- e, et, par des prodiges d'énergie barbare et de dévouement eux, avaient sauvé la France et la révolution. Cette grande vre opérée, le pouvoir de la multitude, du comité de salut lic, de la Montagne, devint illégitime et impossible. Le co- é fut renversé le 9 thermidor, la Montagne désorganisée le germinal, la multitude destituée le 1er prairial; les classes

[1] Annales patriotiques du 29 mai.

moyennes, seules capables de constituer la révolution, revinrent au pouvoir; l'ordre légal dut succéder au gouvernement révolutionnaire; la Gironde vainquit à son tour la Montagne, exerça sur elle de sanglantes représailles, supplicia, déporta, emprisonna soixante-deux de ses membres. Tout cela se fit avec d'autant plus de facilité que tout ce qu'il y avait d'énergique et de turbulent dans la multitude avait péri sur les champs de bataille, pendant que ce qu'il y avait d'énergique et de turbulent dans la bourgeoisie s'était tenu à l'écart, et que les masses étaient maintenant indifférentes, lasses et dégoûtées de tout. Mais alors le royalisme apparut, prêt à profiter de cette apathie des masses et de l'abdication de la multitude pour égarer la bourgeoisie. « Ce qui faisait sa principale force, disait Boissy-d'Anglas, c'est qu'il était soutenu par des gens honnêtes, d'un caractère faible, qui n'aimaient pas la république, parce que cette idée se liait, dans leur esprit, avec celle des troubles et des factions. » « L'opinion qui avait triomphé en prairial, échauffée par le succès, trahit promptement les secrets desseins de la faction qui la poussait [1]. » « On eût dit, à lire les écrits des partis, à entendre les gens qui se croyaient dans la confidence, que c'en était fait du gouvernement républicain, et que la Convention n'avait plus qu'à proclamer la royauté [2]. » La chasse aux Jacobins prit une nouvelle activité; les *honnêtes gens* (ainsi s'appelaient les royalistes) croyaient tout légitime contre les terroristes, et « l'on poursuivait comme tels tous ceux qui avaient gouverné, administré ou participé d'une manière quelconque aux succès de la révolution. La perte de la république se tramait publiquement [3]. »

« Pour venger la France de la terreur passée, il s'en forma une nouvelle plus odieuse, plus atroce, sans autre motif que la vengeance [4]. » « La cocarde tricolore, disait Barras, est devenue, dans plusieurs contrées du Midi, un signe de proscription et de mort. » Les compagnies de Jéhu et du Soleil, formées et entretenues par les députés Cadroy, Isnard, Durand-Maillane, etc., coururent sus à tous les révolutionnaires : « Si vous n'avez pas

(1) Fain, Manuscrit de l'an III, p. 296.
(2) Moniteur du 18 prairial.
(3) Mémorial de Sainte-Hélène, t. II, p. 232.
(4) Thibaudeau, Introd. à l'Histoire du Consulat et de l'Empire.

d'armes, leur criait Isnard, déterrez les ossements de vos pères, et servez-vous-en pour exterminer ces brigands. » Les autorités, complices de ces assassinats, les excusèrent en disant : « Le peuple a cru pouvoir donner la mort à ceux qui la lui donnaient depuis trop longtemps. » Lyon, Arles, Aix, Tarascon, vingt-cinq autres villes et dix départements eurent leur 2 septembre, avec des circonstances plus odieuses que le massacre de Paris, car les égorgeurs royalistes satisfirent seulement des inimitiés personnelles ; ils tuèrent sans raison, comme sans nécessité, des gens obscurs, qui ne pouvaient rien changer à la situation des partis ; ils dansèrent des farandoles autour des cadavres. Le plus affreux de ces massacres fut celui du fort Saint-Jean à Marseille [17 prair.], où deux cents détenus furent égorgés sous les yeux de Cadroy, qui encourageait les assassins. La Convention, dominée par les Girondins, ne punit pas ces crimes : « elle craignait moins les terroristes royaux que les terroristes révolutionnaires ; et il ne lui venait pas à la pensée que le royalisme pût renaître de ses cendres (1). » D'ailleurs les excès des contre-révolutionnaires n'eurent pas le même éclat que ceux des Jacobins : les premiers étaient des exécutions publiques et terribles ; les seconds étaient des assassinats sourds et isolés : de là vient que l'horreur populaire qui s'attache aux exécutions de la terreur n'a pas atteint les assassinats de la réaction, qui fut pourtant aussi sanglante et encore moins légitime qu'elle.

§ IX. Campagne de 1795. — Trahison de Pichegru. — La contre-révolution avait maintenant plus de chances de succès qu'à l'époque où les coalisés étaient maîtres de cinq ou six de nos places fortes : elle ne comptait plus sur l'étranger, dont elle connaissait toute la duplicité égoïste ; mais sur l'intérieur, où elle avait des partisans partout, même dans la Convention, même dans les comités. Elle se croyait si voisine du triomphe, qu'elle s'occupait de régler à l'avance le sacre de Louis XVIII. Alors elle combina une triple attaque : à l'est, par une trahison dans l'armée du Rhin ; à l'ouest, par un débarquement dans la Vendée ; à Paris, par les sections, qui, depuis le 1er prairial, étaient entièrement dominées par les royalistes. En même temps Pitt devait « faire couler le Pactole au milieu de la ligue. »

Les opérations militaires se ressentaient du relâchement de

(1) Thibaudeau, *Mém. sur la Convention*, t. I, p. 240.

tous les pouvoirs : nos armées étaient désorganisées, livrées à une profonde misère, diminuées par la désertion du quart de leur effectif. Deux batailles navales, livrées près de la Corse et près des îles d'Hyères, avaient été perdues. L'armée d'Italie, réduite à trente mille hommes devant soixante-dix mille Austro-Piémontais, après des combats multipliés dans la rivière de Gênes, avait évacué Vado, Finale, Loano, et s'était retirée sur la Taggia. Dans le Nord, l'unique succès obtenu était la prise de Luxembourg. Le blocus de Mayence continuait ; mais les trahisons d'Aubry avaient forcé les armées du Rhin à rester dans une inaction complète pendant plus de six mois, faute de matériel pour passer le fleuve. L'Autriche avait là deux armées: l'une, commandée par Wurmser, devant l'Alsace; l'autre, commandée par Clairfayt, sur le Mein : toutes deux restaient immobiles, attendant l'effet des intrigues de l'intérieur, la première pour entrer en Alsace par Bâle, la seconde pour débloquer Mayence. L'armée de Sambre-et-Meuse avait pour chef Jourdan; l'armée de Rhin-et-Moselle, Pichegru. Le premier passa le fleuve près de Dusseldorf [1795, 6 sept.], le remonta par sa rive droite pendant douze jours, et arriva sur la Lahn avec le projet de se réunir à Pichegru, pour agir concentriquement avec lui entre le Mein et le Necker, séparer les deux armées autrichiennes, et faire tomber Mayence. Mais Pichegru, homme d'argent et de débauches, croyait la république perdue; il s'était laissé séduire par le prince de Condé, qui lui promit un monceau d'honneurs et de richesses, sous condition qu'il livrerait Huningue et marcherait avec son armée sur Paris. Pendant qu'il marchandait sa trahison, il fut forcé, par la marche de Jourdan, de se mettre en mouvement : il passa le fleuve, s'empara de Manheim sans résistance [20 sept.] ; mais, après ce coup de fortune, au lieu de pousser sur Heidelberg, point stratégique de la plus haute importance pour la séparation des armées autrichiennes, « il commit le plus grand crime qu'un homme puisse commettre sur la terre [1] : » il exposa isolément et fit écraser deux de ses divisions pour favoriser la jonction des ennemis ; enfin il laissa Clairfayt s'emparer d'Heidelberg. Cependant Jourdan avait bloqué Mayence par la rive droite ; il se trouva alors isolé dans une position critique, avec une armée

[1] Mémorial de Sainte-Hélène, t. VII, p. 22.

manquant de tout: voyant Clairfayt qui allait le tourner par le Mein et la Nidda, il se mit en retraite et repassa le Rhin à Neuwied et Dusseldorf. Clairfayt traversa le fleuve à Mayence, tourna la ligne de blocus, la coupa en deux, et força ses débris à se jeter sur les armées de Jourdan et de Pichegru [29 oct.]. Celui-ci laissa neuf mille hommes dans Manheim, qui fut bientôt prise par Wurmser; il repassa le Rhin, abandonna sans résistance les lignes de la Spirebach et de la Queich, et se retira en désordre sur les lignes de Weissembourg. Alors, et pour se donner le temps de conclure sa trahison, il signa un armistice avec les Autrichiens [31 déc.]; mais le gouvernement, qui soupçonnait ses menées, le destitua.

§ X. Désastre des émigrés a Quiberon. — La Vendée et la Bretagne menaçaient de reprendre les armes; mais les deux comités qui dirigeaient l'insurrection étaient ennemis l'un de l'autre: le premier siégeait à Paris et s'entendait avec Stofflet et Cormatin; le second siégeait à Londres et s'entendait avec Charette et Puisaye. Hoche voyait l'orage; il écrivit au gouvernement que la république était jouée, arrêta Cormatin, observa Stofflet, et fit échouer les projets de l'agence de Paris. Mais l'agence de Londres était autrement redoutable, et Pitt, sollicité par Puisaye, prépara un grand armement, qui fut partagé en trois expéditions.

La première, forte de neuf vaisseaux et frégates, et portant trois mille six cents émigrés, quatre-vingt mille fusils, des uniformes, des canons, de l'argent, mit à la voile, protégée par une flotte entière. Celle-ci rencontra une flotte française qui croisait dans l'Océan [1795, 23 juin], la battit à la hauteur de Belle-Isle, lui prit trois vaisseaux, et la força de rentrer à Lorient. Alors l'expédition, au lieu de se porter dans la Vendée, où Charette avait repris les armes, se dirigea sur la Bretagne; elle débarqua dans la presqu'île de Quiberon [27 juin], s'empara du fort Penthièvre, et fut jointe par neuf à dix mille chouans. La Bretagne fut vivement agitée; mais elle n'avait pas la foi et le dévouement des Vendéens; elle détestait les Anglais; elle se défiait de l'absence du comte d'Artois: elle ne prit pas les armes. Néanmoins il restait une chance de la soulever si, comme le voulait Puisaye, l'on s'était jeté hardiment sur la route de Rennes; mais les chefs perdirent quinze jours en vaines disputes.

Pendant ce temps, Hoche rassembla des troupes; il marcha

sur Quiberon, refoula les avant-postes des émigrés dans la presqu'île, et la ferma par une ligne de retranchements. Alors Puisaye, ayant reçu douze à quinze cents hommes de la seconde expédition, et se voyant avec quinze à seize mille hommes dans une langue de terre, sans abri et sans vivres, résolut de reprendre l'offensive. Il jeta à droite et à gauche, sur les plages de Sarzeau et de Guidel, deux troupes de six à sept mille hommes qui devaient marcher sur les derrières de Hoche et l'attaquer à un jour fixé [12 juillet]. Ce jour-là, il sortit de la presqu'île et assaillit les retranchements républicains [16 juillet]; mais les deux troupes royalistes avaient été détournées de leur marche par les ordres de l'agence de Paris: il fut écrasé par un feu épouvantable, et ramené dans la presqu'île avec de grandes pertes. Alors Hoche, ayant pratiqué des intelligences dans le fort Penthièvre, escalada ce fort pendant la nuit; les émigrés s'enfuirent de toutes parts et furent acculés à la côte; l'escadre anglaise, battue par une tempête, ne pouvait approcher, à l'exception d'un vaisseau qui balayait de son feu royalistes et républicains; tout se jeta dans la mer, où la moitié des embarcations périt: il ne resta qu'un millier d'hommes, débris de notre vieille gloire monarchique, qui se défendaient avec désespoir, lorsqu'un cri de: Rendez-vous! partit des rangs républicains. Il n'y avait pas de capitulation possible: tout le monde le savait; pourtant, sur le cri si vague de quelques soldats, les émigrés posèrent les armes [21 juillet].

Hoche référa du sort des prisonniers au gouvernement. La Convention avait alors ouvert les yeux sur les progrès du royalisme; les thermidoriens, qui se voyaient menacés par la réaction, étaient revenus en arrière, et s'étaient ralliés aux restes de la Montagne; Tallien lui-même, quoiqu'il fût dès lors en marché avec le prétendant [1], disait qu'il fallait réveiller la terreur chez les royalistes; « sinon la contre-révolution serait faite constitutionnellement avant trois mois. » Le gouvernement donna ordre d'exécuter la loi contre les émigrés; et Tallien, qui avait été envoyé en mission auprès de Hoche, fit fusiller les sept cent onze émigrés qui s'étaient rendus. De son camp de Belleville, Charette répondit à cette exécution en faisant massacrer deux mille prisonniers républicains.

[1] Voy. Mém. de Thibaudeau, t. I, p. 779.

§ XI. Constitution de l'an III. — Résistance des sections de Paris. — Le terrible coup qui enleva à l'émigration ses soldats les plus dévoués n'intimida pas les royalistes. Pichegru, Puisaye, l'Angleterre leur manquaient, ils résolurent de faire la contre-révolution au moyen de la Convention et par les Parisiens eux-mêmes. Le parti monarchique avait des adhérents dans la commission des Onze, principalement Lanjuinais, Boissy-d'Anglas, Durand-Maillane, Cambacérès; et il devait être appuyé par la plupart des soixante-treize, devenus suspects par les louanges des royalistes, et dont quelques-uns même étaient vendus à la royauté [1]. Les sections étaient maintenant des foyers de contre-révolution, que dirigeaient des hommes dont le royalisme n'était pas douteux : Vaublanc, Pastoret, Dupont (de Nemours), Quatremère de Quincy, Delalot, Lacretelle, Fiévée, Suard, etc. « Les sections, écrivait le principal ministre du prétendant à l'agence de Paris, les sections peuvent devenir le point d'union de la France entière.... Aux sections et à Charette à réparer nos maux.... Le parti dominant de la Convention veut rétablir la royauté : c'est sûr [2].... »

L'espoir des royalistes fut encore trompé : la commission des Onze proposa une constitution républicaine [22 août], qui fut l'œuvre des Girondins, et principalement du savant Daunou, l'un des plus beaux caractères de la révolution. Dans cette constitution, le pouvoir législatif était confié à deux conseils, l'un de cinq cents membres âgés de trente ans, l'autre de deux cent cinquante membres âgés de quarante ans, élus de la même façon par des électeurs nommés dans les assemblées primaires, et se renouvelant par tiers tous les ans. Le premier avait la préparation, le second la sanction des lois ; de plus, celui-ci pouvait changer la résidence du corps législatif et du gouvernement. Le pouvoir exécutif était confié à un directoire de cinq membres élus par les conseils, ayant des ministres responsables, et se renouvelant par cinquième tous les ans. La presse et les cultes étaient libres, les sociétés populaires prohibées, les lois contre l'émigration déclarées irrévocables, etc.

Cette constitution sage et modérée, résultat de six années d'expérience, qui refaisait le pouvoir, rasseyait le peuple et

(1) *Mém. de Thibaudeau*, t. I, p. 179 et 197.
(2) Papiers de Lemaître. — Fain, *Manuscrit de l'an III*, p. 320.

donnait le gouvernement aux classes moyennes, devait satisfaire la majorité de la France : la Convention l'adopta. Cependant les royalistes songèrent à renverser par elle la république. Le retour d'un gouvernement légal, quel qu'il fût, leur donnait, en effet, des chances de succès, parce qu'ils étaient maintenant le seul parti remuant ; parce que la république était, pour le vulgaire de la bourgeoisie, synonyme de la terreur ; parce que la masse de la population avait conçu un tel dégoût pour les agitations de la vie politique, qu'elle devait, en ne paraissant pas dans les élections, laisser le champ libre aux réactionnaires. Mais la Convention vit le danger et ne fit pas la faute de générosité qu'avait faite l'Assemblée constituante : pour sauver la révolution et même la vie de ses membres, elle confia la mise en activité de la constitution à elle-même, et décréta que le nouveau corps législatif aurait nécessairement deux tiers de ses membres élus parmi les conventionnels [30 août] ; que le choix de ces deux tiers serait remis aux électeurs, et, s'ils refusaient de le faire, à la Convention ; enfin, que ce décret additionnel serait soumis, ainsi que la constitution, à l'acceptation des assemblées primaires.

Les royalistes furent désespérés de ce décret, et il y eut dans toute la presse un concert d'imprécations contre cette odieuse assemblée, qui voulait perpétuer sa dictature, et attentait à la souveraineté du peuple. « Les jours de 1789, dit Lacretelle, semblaient revenus, mais dans une direction complétement inverse. Les orateurs se présentaient en foule ; les journaux, les brochures, les pamphlets, les affiches, ne laissaient pas un moment de relâche à la Convention. Pour agir dans un concert parfait, on évitait de s'expliquer sur la forme de gouvernement qu'il conviendrait d'adopter. Le roi légitime était présent à toutes les pensées ; mais aucune bouche ne proférait son nom, aucune plume ne le traçait : tout se dirigeait par l'impulsion d'un royalisme mystérieux [1]. » Enfin les ministres du prétendant excitaient les meneurs à une résistance ouverte qui se combinerait avec la prise d'armes de Charette et le débarquement du comte d'Artois dans la Vendée. « C'est la chute des deux tiers, écrivaient-ils, qui peut nous sauver. Nous n'avons d'espoir que dans les troubles intérieurs, Charette, et l'horreur

[1] Hist. du dix-huitième siècle, t. XII, p. 405.

Convention... Il faut un coup d'éclat: plus de Convention! »
et, les royalistes ayant expulsé des sections formées en
blées primaires tous les patriotes, celles-ci, excepté la
des Quinze-Vingts (celle qui avait fait le 10 août, le
i et le 1er prairial), acceptèrent la constitution, et rejetè-
décret additionnel. Mais, pour la première fois, l'exem-
Paris ne fut pas suivi par les départements : là, le retour
dre légal satisfaisait le plus grand nombre ; il y avait désir
os à tout prix et indifférence pour la forme du gouver-
nt ; la constitution et le décret furent donc acceptés à une
majorité (1) [1795, 23 sept.] ; la Convention se hâta de
mer sa victoire.

I. JOURNÉE DU 13 VENDÉMIAIRE. — FIN DE LA CONVENTION.
ne restait plus aux royalistes d'autre ressource que l'insur-
, et ils s'y préparèrent en appelant à Paris des émigrés
chouans, en ralliant à eux tous les mécontents, en en-
nt la bourgeoisie par un faux point d'honneur et l'épou
l ordinaire du retour de la terreur. La section Lepelletier,
ait défendu le trône au 10 août, qui avait marché la pre-
contre la commune au 9 thermidor, contre les faubourgs
prairial, donna le signal de l'insurrection en invitant
cteurs à s'assembler dans la salle du Théâtre-Français
) [1795, 2 oct.]. La Convention dissipa facilement ce
blement illégal ; mais, comme elle se vit menacée, elle
à elle les Jacobins, les anciens agents de la terreur, les
s destitués, leur donna des armes et en forma un batail-
des Patriotes de 89. Aussitôt les sections crièrent au re-
es suppôts de Robespierre ; elles firent une proclamation
es déclarèrent qu'elles cessaient d'obéir aux ordres de
blée ; elles sommèrent les citoyens de prendre les armes.
vention se mit en permanence [4 oct.], et les comités
èrent à Menou, général de l'armée de l'intérieur, de
er la section Lepelletier, centre de tout le mouvement.
i marcha avec trois ou quatre mille hommes sur le cou-
es Filles-Saint-Thomas (2) où siégeait la section ; mais,
e il partageait les opinions des Parisiens, au lieu d'em-

(1) r 958,000 votants, 914,000 acceptèrent la constitution ; sur 263,000 votants,
acceptèrent le décret additionnel.

(2) placement de la Bourse.

ployer la force, il négocia, et, sur la simple promesse que les sectionnaires se disperseraient, il fit retirer ses troupes. La section resta assemblée, et cette victoire facile fit croire aux Parisiens qu'il suffirait d'une démonstration hostile pour détrôner la Convention. Mais les comités avaient destitué Menou, et ils nommèrent à sa place le général du 9 thermidor, Barras. Celui-ci accepta, et, voulant se donner pour lieutenant un homme d'action qui eût sa fortune à faire, il choisit Bonaparte, qui, depuis sa destitution, avait été employé par les successeurs d'Aubry dans la direction des opérations militaires. Sur-le-champ le jeune général se mit à l'œuvre; il n'avait que cinq à six mille hommes, quinze cents patriotes, un millier de gendarmes ou citoyens des faubourgs: il fit venir du camp des Sablons trente canons qui devaient jouer le principal rôle, puisque les Parisiens n'avaient pas d'artillerie; il forma des Tuileries et des environs un vaste camp dont il garnit toutes les issues, surtout les rues du Dauphin, de l'Échelle, Saint-Nicaise, Rohan, le Louvre, les ponts Neuf, Royal et Louis XVI, la place Louis XV; il fit garder la route de Saint-Cloud pour servir de retraite; il envoya des armes au faubourg Saint-Antoine, qui s'était déclaré pour la Convention; vivres, munitions, ambulances, réserves, il prépara tout en quelques heures.

La générale avait battu toute la nuit [1795, 5 oct. (13 vend.)]; vingt à trente mille hommes, venus de trente-deux sections, s'avançaient en deux colonnes, l'une par le quartier Saint-Honoré, l'autre par le faubourg Saint-Germain; « mais la multitude n'entrait pas dans leurs rangs: elle paraissait spectatrice indifférente du combat [1]. » Un gouvernement provisoire se forma à la section Lepelletier, qui mit les comités hors la loi, s'empara des édifices publics, fit arrêter les armes et les vivres destinés à la Convention, appela les villes voisines à sa défense, et nomma pour commandants Danican et Lafond: le premier, général républicain destitué; le second, ancien colonel de la garde de Louis XVI.

Le combat ne s'engagea que vers les quatre heures du soir. L'attaque des sections fut d'abord si vive dans la rue du Dauphin que les républicains furent ramenés dans les Tuileries; les balles pleuvaient de toutes les maisons voisines sur le palais

[1] Lairetelle, t. XII, p. 158.

ns le jardin. Mais les patriotes de 89 s'élancèrent; Bona-
, Barras, et quatre autres représentants accoururent; la
aille dispersa les assaillants, balaya l'église Saint-Roch et
ue Saint-Honoré, pendant qu'aux rues de l'Échelle, Saint
se et Rohan les républicains avaient le même succès. Alors
parte courut au pont Royal, vers lequel s'avançait la co-
e du faubourg Saint-Germain : il fit pointer quatre pièces
a tête et le flanc de cette colonne, la cribla de mitraille et
spersa. A neuf heures du soir, les insurgés étaient débus-
de tous leurs postes; il y avait eu quatre à cinq cents
s des deux côtés. Pendant tout le combat, la Convention
en séance, dans le silence le plus profond, calme, immo-
pleine de dignité.

révolution venait encore d'être compromise par la bour-
ie : pour la sauver, il avait fallu recourir à l'armée; et
première victoire de la troupe de ligne sur la garde natio-
annonçait l'avénement prochain du pouvoir militaire. Les
utions allaient être pendant vingt ans l'œuvre de l'armée;
née, qui était encore le peuple; l'armée, où s'étaient réfu-
depuis le 9 thermidor, l'énergie et le dévouement révolu-
aires, allait, pendant vingt ans, représenter, défendre et
ager la révolution; et, le jour même où le pouvoir com-
çait à passer dans ses mains, l'homme de l'armée, du peu-
t de la révolution venait de surgir de la foule ([1]).

pitoyable envers les terroristes la Convention fut modérée
rs les sectionnaires : elle désarma la section Lepelletier,
tua l'état-major et licencia les compagnies d'élite de la
e nationale; mais elle laissa évader presque tous ses pri-
iers, et il n'y eut que Lafond et un autre chef royaliste
furent fusillés. Cependant la correspondance du prétendant
ses agents de Paris ayant été découverte chez un nommé
aître, Tallien, Boissy-d'Anglas, Isnard, Lanjuinais, Camba-
s, Pichegru, Barthélemy, etc., s'y trouvèrent compromis,
on dut prendre quelques mesures contre de nouvelles ten-
es de contre-révolution. Deux députés thermidoriens, Ro-
et Saladin, convaincus d'avoir pris part à la révolte des

Bonaparte, dont le nom ne fut prononcé que le 18 vendémiaire, car tout l'hon-
de la victoire revint à Barras, fut nommé général de division le 16 vendémiaire,
néral en chef de l'armée de l'intérieur le 4 brumaire.

car on maintint toutes les mesures portées con
cette époque même on rejeta l'appel de Joseph Leb
à mort par le tribunal criminel d'Amiens. Enfin,
étant terminées, la Convention, après avoir organ
tion publique, les fêtes nationales, le tribunal
après avoir confirmé les lois contre les émigrés,
amnistie pour tous les autres délits ou crimes politi
que sa mission était terminée [1795, 26 octobre]

SECTION II.

DIRECTOIRE EXÉCUTIF.

27 octobre 1795. — 11 novembre 1799.

CHAPITRE PREMIER.

Campagnes de Bonaparte en Italie. — Coup d'État du 18 fructidor. — Traité de Campo-Formio. — Du 20 octobre 1795 au 10 décembre 1797.

§ I. Installation du nouveau gouvernement. — État des finances. — Fin des assignats. — Dès que la Convention se fut séparée, les cinq cents conventionnels réélus [1] se joignirent aux deux cent cinquante députés nouveaux, et se partagèrent, suivant leur âge, en deux conseils : celui des *Anciens* siégea aux Tuileries, celui des *Cinq-Cents* au Manége. Ensuite les Cinq-Cents dressèrent une liste de cinquante candidats, sur lesquels les Anciens choisirent les cinq directeurs : on était convenu secrètement qu'on ne prendrait que des révolutionnaires marquants, c'est-à-dire qui eussent voté la mort de Louis XVI. Les élus furent : Laréveillère-Lépaux, Rewbell, Sieyès, Letourneur (de la Manche), Barras. Sieyès refusa et fut remplacé par Carnot.

Les nouveaux magistrats étaient, sauf Barras, des républicains sincères, probes, courageux, qui comprenaient la grandeur et la difficulté de leur mission, et qui se mirent à l'œuvre avec le plus louable dévouement. Ils se partagèrent le travail : Laréveillère eut l'intérieur et la justice ; Rewbell, les affaires étrangères ; Carnot, la guerre ; Letourneur, la marine ; Barras, la police et les réceptions : les finances devaient être traitées en commun. Ils prirent pour ministres Benezech à l'intérieur, La-

[1] Les assemblées électorales n'en avaient réélu que trois cent quatre-vingt seize : ces trois cent quatre-vingt-seize, avant que la Convention n'eût clos sa session, se formèrent en assemblée électorale, et choisirent cent quatre autres conventionnels.

croix aux affaires étrangères, Dubayet à la guerre. Pléville-Lepelet à la marine, Merlin (de Douai) à la justice, Gaudin aux finances.

La situation était déplorable, et l'on pouvait dire que la France allait toute seule, tant le gouvernement était impuissant et tombé dans l'anarchie: les armées désertaient, les approvisionnements manquaient, tous les services menaçaient de s'arrêter; les fonctionnaires, mourant de faim, donnaient leur démission; il n'y avait pas un sou de numéraire au trésor. Depuis le 9 thermidor, 17 milliards en papier avaient été dépensés; en les joignant aux 12 ou 13 milliards qui existaient déjà, en retranchant de cette somme 10 milliards qui étaient rentrés, il restait encore 19 à 20 milliards en circulation. Il est vrai que la Convention avait commencé une sorte de banqueroute en établissant pour les assignats une échelle de réduction proportionnelle au nombre des émissions qu'on avait faites; mais cette échelle ramenait seulement l'assignat au cinquième de son titre, et c'était au centième qu'il était maintenant tombé. Les 20 milliards en circulation ne représentaient donc que 200 millions, et leur valeur fictive jetait la perturbation plus encore dans les services publics que dans les transactions particulières. En effet, les citoyens n'échangeaient plus entre eux les assignats que pour leur valeur réelle, et même refusaient, la terreur n'étant plus là pour les y contraindre, de les recevoir autrement du gouvernement; mais l'État, qui devait percevoir par mois 58 millions d'impôts, n'étant payé qu'en assignats, ne percevait réellement que 500,000 francs, et comme il dépensait 80 à 100 millions réels, il lui fallait émettre mensuellement 8 à 9 milliards d'assignats. C'est ainsi que, dès le premier jour de son installation, les conseils autorisèrent le Directoire, pour parer aux premiers besoins, à émettre 3 milliards d'assignats, qui produisirent 25 à 30 millions. Il fallait sortir à tout prix de cette fiction des assignats pour rétablir l'ordre dans les valeurs. Relever le papier en l'absorbant, c'est-à-dire en vendant les biens nationaux, était impossible: l'origine de ces biens était trop odieuse, leur quantité trop supérieure à la richesse publique, la révolution trop discréditée par les tentatives royalistes; mais l'on pouvait rentrer hardiment dans la réalité en déclarant que les 20 milliards d'assignats ne valaient plus que 200 millions: c'était faire une banqueroute, mais une banque-

route qui était à demi fictive ; car personne n'avait gardé les assignats des premières émissions, tout le monde avait perdu graduellement sur leur valeur, et les 20 milliards existants n'avaient été reçus par leurs possesseurs actuels que pour 200 millions. On recula devant le mot de banqueroute, et l'on se traina encore dans de petites mesures qui prolongèrent le mal. Il fallait 1,500 millions pour les dépenses de l'année courante ; il fut décrété : 1° que l'impôt foncier serait payé moitié en denrées, moitié en assignats réduits au dixième ; les douanes, moitié en assignats réduits, moitié en numéraire ; l'arriéré des contributions depuis cinq ans, estimé à 13 milliards, en assignats au pair ; 2° qu'il serait emprunté à des capitalistes, en leur donnant des cédules portant hypothèque spéciale sur certains biens nationaux ; 3° qu'il serait levé sur les classes riches un emprunt forcé de 600 millions, percevables en valeurs réelles, c'est-à-dire en numéraire et en assignats réduits au centième de leur titre ; de sorte que 20 milliards de papier pouvaient rentrer à l'État pour 200 millions, et qu'il devenait possible d'émettre des assignats nouveaux auxquels l'absorption des anciens donnerait du crédit.

Ces divers moyens ne produisirent que des résultats très-lents, surtout le dernier, qui excita de vives clameurs : aussi le Directoire dut-il, en attendant, émettre encore 25 milliards d'assignats pour avoir 200 millions réels. Le papier ne valait plus que les deux centièmes de son titre ; tout le monde le refusait : ouvriers, propriétaires, rentiers, ne voulaient plus être payés qu'en numéraire. Alors le gouvernement imagina de remplacer l'assignat par des *mandats* territoriaux, qui représenteraient une valeur fixe de biens nationaux, et sur la présentation desquels ces biens devaient être délivrés, sans enchère, pour un prix égal à vingt-deux fois le revenu. C'était une réimpression des assignats avec un chiffre moindre et une valeur déterminée par rapport aux biens. On en créa pour 2 milliards 400 millions, et l'on se servit du tiers de cette somme pour retirer tous les assignats. Le chiffre des émissions s'élevait à 45 milliards, sur lesquels il en restait en circulation 24 ; on réduisit ces 24 milliards au trentième de leur valeur, c'est-à-dire à 800 millions, lesquels furent échangés contre 800 millions de mandats. La planche aux assignats fut brisée [1796, 18 mars].

§ II. Situation des partis. — La situation financière et les

diverses mesures employées pour y remédier excitèrent de vives discussions entre les conseils et le Directoire ; mais généralement le corps législatif se montra disposé à fortifier le gouvernement, et à lui fournir des moyens d'action. C'est ainsi qu'il donna aux directeurs le droit de suppléer aux élections non faites dans les tribunaux et les administrations départementales, qu'il força tous les jeunes gens de la réquisition à rejoindre leurs drapeaux, qu'il abolit la commune de Paris en la partageant en douze municipalités, qu'il forma, au camp de Grenelle, une armée de l'intérieur, qu'il créa une garde du Directoire, une garde des conseils, etc. Toutes ces mesures, l'activité du nouveau gouvernement, surtout le retour du numéraire, ramenèrent en partie l'ordre et la prospérité ; le commerce se rétablit, la famine cessa, et l'on put mettre fin au rationnement de la capitale. D'ailleurs chacun ne travaillait plus qu'à refaire son bien-être matériel, à reprendre sa vie ordinaire, à goûter quelque repos. Les passions politiques étaient éteintes : on ne se faisait plus d'illusion sur l'avenir ; on ne croyait plus à l'avénement d'une société parfaite, d'une liberté absolue, d'une ère de bonheur ; on se sentait dans un temps de transition ; on ne regardait le gouvernement directorial que comme une sorte de compromis entre tous les partis ; on ne désirait son maintien que par la crainte d'un bouleversement nouveau qui serait, dit-on, sans issue ; car personne ne prévoyait l'avénement du pouvoir militaire. « Le peuple, trompé dans ses espérances, égaré par les menées du royalisme, occupé chaque jour du soin de vivre le lendemain, languissait dans une profonde indifférence et même une sorte de haine pour la révolution. »

Malgré cette apathie universelle, suite naturelle d'une époque d'agitations et de souffrances, les deux grands partis qui divisaient la France depuis six ans, c'est-à-dire celui de la révolution et celui de l'ancien régime, existaient toujours, et les conseils se partageaient en deux grandes fractions, les républicains et les monarchistes. Les républicains étaient les hommes dévoués à la révolution, qui étaient prêts à tout sacrifier pour son salut, même la constitution. Ce parti se composait généralement des anciens conventionnels, et avait derrière lui les restes des diverses factions montagnardes, qui voulaient la destruction du régime actuel et le rétablissement du pouvoir de la multi-

avec la constitution de 93. Les monarchistes, qui s'appe- eux-mêmes les constitutionnels, se portaient comme pions de la légalité, et paraissaient plus libéraux que les nes de la révolution ; ils se montraient impatients d'abolir les mesures transitoires du gouvernement révolutionnaire gime constitutionnel ; ils voulaient que la monarchie sor- ur ainsi dire, légalement de l'expérience de la république; sans avoir de liaison avouée avec les Bourbons, ils tra- ient réellement à leur restauration. Ce parti était composé iens Girondins ou membres de la Plaine, et surtout du nouvellement élu, « qui se glorifiait d'être resté pur des de la révolution et les flétrissait en masse. » Il était très- nt, parce qu'il s'appuyait sur la bourgeoisie, parce qu'il lait une conséquence de la réaction thermidorienne, enfin qu'il avait à sa tête des hommes éminents, comme Lan- s, Boissy-d'Anglas, Barbé-Marbois, Pastoret, Portalis, nt (de Nemours). Derrière lui étaient les royalistes purs, availlaient presque ouvertement à ramener l'ancien ré- et la famille déchue : ainsi en était-il de Vaublanc, l'un hefs du 13 vendémiaire ; de Job Aymé, qui avait essayé Vendée dans le Dauphiné ; de Mersan et de Lemerer, s secrets du prétendant. Les républicains, placés encore le coup de la réaction thermidorienne, se tenaient sur la sive, et avec peu de succès, parce qu'ils avaient perdu i du peuple et qu'ils refusaient de s'aider des Jacobins, s à n'être plus qu'une secte obscure d'hommes compro- désespérés. Au contraire, les royalistes, malgré le 13 ven- iire, n'avaient rien perdu de leur audace ; ils se voyaient entés dans le corps législatif, avaient pour eux presque es journaux, et parvenaient peu à peu à ramener la révo- en arrière : ainsi ils firent prononcer l'absolution des és accusés des massacres du Midi, amnistier les conspi- rs de vendémiaire, modifier la loi qui excluait les parents grés des fonctions publiques, etc.

I. Le comte d'Artois a l'ile Dieu. — Mort de Charette et offlet. — Pacification de l'Ouest. — Le Directoire, placé les royalistes qu'il haïssait et les Jacobins dont il avait suivant le système de *bascule* politique qui avait réussi à nvention dans sa dernière année ; c'est-à-dire qu'il s'ap- t, tantôt sur les républicains, tantôt sur les monarchistes,

pour contenir les uns et les autres ; système qui lui aliéna tous les cœurs généreux et le fit flétrir du nom de gouvernement de plomb, mais qui dans l'origine lui servit à renverser les premières tentatives des partis extrêmes.

Le désastre de Quiberon n'avait pas mis fin aux troubles de l'Ouest : des trois expéditions préparées par le ministère anglais, deux seulement avaient été détruites ; la troisième aborda à l'île Dieu avec deux mille cinq cents hommes, des cadres de régiments, des armes et le comte d'Artois. Charette, nommé par le prétendant général en chef des armées catholiques, avait balayé la côte, et, avec dix mille hommes, attendait le débarquement. Toute la Vendée était prête à se soulever dès que le prince tant désiré aurait touché la terre ; mais le comte d'Artois était un homme frivole, débauché, sans intelligence et sans énergie : « Tout ce qu'il y avait de brave, de sensé et de généreux dans l'émigration, dit le comte de Vauban, s'était éloigné de lui. » Il dit qu'il ne voulait pas aller *chouanner*, refusa de débarquer malgré les supplications des Vendéens, et pendant six semaines écrivit au gouvernement anglais lettres sur lettres pour obtenir son rappel. Hoche mit à profit cette inaction honteuse. Il avait été nommé au commandement général des armées de l'Ouest : déployant une grande activité, il isola Charette du reste de la Vendée, contint Stofflet et les chefs de la Bretagne, battit tout le Marais, et borda le rivage de trente mille hommes. Alors le comte d'Artois, que Pitt refusait de rappeler, supplia à genoux le commandant de l'escadre de remettre à la voile [1795, 17 déc.]. Celui-ci céda, parce que ses vaisseaux ne pouvaient plus tenir dans cette mer sans mouillage ; et le prince retourna en Angleterre, où les ministres ne lui cachèrent pas leur mépris et leur indignation.

Charette fut désespéré : « Sire, écrivit-il à Louis XVIII, la lâcheté de votre frère a tout perdu ; aujourd'hui il n'y a plus qu'à périr inutilement pour votre service (1). » Et il commença une guerre furieuse, dans l'espoir d'être joint par Stofflet et de ranimer les chouans ; mais il fut battu de tous côtés ; Stofflet n'osa bouger ; les chouans étaient livrés à des discordes sans résultat. Hoche vit que le temps était venu de pacifier l'Ouest, et ce jeune homme de vingt-sept ans montra, dans cette œuvre

ficile, le génie du capitaine et de l'homme d'État. Il enve-
ı le pays par un cercle de postes qui s'avançaient graduelle-
dans l'intérieur, occupaient les villages et s'emparaien
estiaux, jusqu'à ce que les paysans eussent remis leur
s et munitions; il fit respecter par ses soldats la religion
s idées des habitants avec une telle loyauté qu'il trouva
les curés et les nobles des auxiliaires; enfin, à force de
ur et de prudence, il parvint à désarmer, soumettre, pa-
tout le pays. Charette, traqué dans les bois et les maré-
, fut enveloppé, saisi, mené à Nantes, où il fut fusillé
, 24 mars]. Un mois auparavant, Stofflet, qui avait repris
rmes, avait eu le même sort à Angers. Alors Hoche condui-
s troupes en Bretagne, et, par les mêmes moyens, avec la
e habileté, il mit fin à la chouannerie. Tout l'Ouest fut pa-
et la république eut quatre-vingt mille hommes de plus à
r sur ses frontières.

IV. Conspiration de Babeuf. — Pendant que le Directoire
ait au royalisme son champ de bataille, les terroristes, qui
ient plus que la lie des révolutionnaires, sans appui dans
ne classe de la population, sans autres chefs que d'anciens
lices d'Hébert, essayaient de revenir au pouvoir par une
piration. Le plan en fut formé par un nommé Babeuf: c'é-
n homme d'une exaltation frénétique, qui, dans un jour-
mité de Marat, prétendait amener « le règne du bonheur
nun. » Il avait d'abord, pour grossir son parti, ouvert au
néon un club, que le Directoire fit fermer. Alors il forma
ssociation secrète pour « proscrire tous les impurs, livrer
ches aux pauvres, opérer la délivrance du peuple; » asso-
n dans laquelle entrèrent Vadier, Amar et plusieurs autres
entionnels, avec des officiers destitués, d'anciens membres
omités révolutionnaires, des canonniers des sections, etc.
mplot était redoutable, non-seulement par le nombre des
rés, qui s'élevait à dix-sept mille, mais par leur fana-
, leur habile organisation, leurs projets de destruction so-
, qui devaient leur donner pour alliés tous les bandits et
élérats. Au moment où Babeuf allait éclater, il fut trahi et
[10 mai]. Le gouvernement se hâta de publier son plan,
xcita une profonde terreur et un redoublement d'indigna-
contre tous les hommes de 93. Les conjurés essayèrent
ues mouvements dans Paris: sept à huit cents cherchèrent

à soulever le camp de Grenelle [10 sept.]; mais ils furent reçus à coups de sabre et laissèrent de nombreux prisonniers que le Directoire livra à des commissions militaires. Trois conventionnels et trente-cinq autres conjurés furent fusillés, les autres déportés. Babeuf, traduit devant une cour de justice, fut condamné à mort et exécuté avec un de ses complices.

La défaite des Jacobins et la pacification de l'Ouest donnèrent au gouvernement de la confiance dans sa force, et firent croire à la durée du régime actuel. « La république marchait à pleines voiles, dit Thibaudeau; tout s'y ralliait et suivait sa fortune; en France, en Europe, elle était grande, honorable, honorée. » En effet, c'était le temps de la grande campagne d'Italie, celle où la révolution accumula plus de victoires en quelques mois que la monarchie n'en avait laborieusement amassé pendant des siècles, celle où Napoléon commença sa carrière de merveilles et « le roman de sa vie. »

§ V. Campagne de 1796. — Victoires de Montenotte, Millesimo, Dego, Mondovi. — Armistice de Cherasco. — Carnot avait conçu un plan gigantesque pour la campagne de 1796: porter la guerre au cœur des États autrichiens, et marcher simultanément sur Vienne par le Mein, le Danube et le Pô, tel était ce plan, qu'il confia à trois généraux jeunes et entreprenants, Jourdan, Moreau et Bonaparte. Jourdan garda l'armée de Sambre-et-Meuse; Moreau eut l'armée de Rhin-et-Moselle; Bonaparte, l'armée d'Italie. Mais toutes les troupes étaient dans le plus grand dénûment; avec un gouvernement qui n'avait que des assignats et ne pouvait plus recourir aux réquisitions, il fallait beaucoup de temps pour les rétablir et les approvisionner: le génie du vainqueur de vendémiaire précipita les événements.

L'armée d'Italie n'était pas restée inactive pendant la campagne de 1795: commandée par Schérer, elle occupait les sommets des Alpes, et avait devant elle les Piémontais et les Autrichiens postés sur les deux revers des montagnes depuis Ceva jusqu'à Loano. Schérer résolut de rouvrir la communication avec Gênes, et de séparer les deux armées ennemies en perçant leur ligne par le centre. Pendant que la gauche, commandée par Serrurier, contenait les Piémontais, le centre, commandé par Masséna, occupa les crêtes et les issues des Alpes; et la droite, commandée par Augereau, tourna les Autrichiens

et enferma leur gauche à Loano. Ceux-ci, battus sur tous les points, perdirent huit mille hommes, quarante canons, et firent une retraite désastreuse en abandonnant tout le littoral jusqu'à Savone [1795, 24 nov.]. La communication avec Gênes se trouva rétablie, et l'on pouvait achever la séparation des Autrichiens et des Piémontais; mais le manque d'audace de Schérer, l'hiver, le défaut absolu de subsistances, empêchèrent de tirer parti de cette belle victoire.

Bonaparte succéda à Schérer : il trouva son armée disséminée et aventurée entre Savone et Ormea sur les sommets des Alpes, occupant les cols de Tende et de Garessio avec le littoral, et ayant ses communications mal assurées avec la France [1796, 30 mars]. Cette armée n'était que de trente-cinq mille hommes, dont six mille cavaliers et artilleurs; elle n'avait ni pain, ni solde, ni habits, ni souliers ; mais elle était composée d'hommes du Midi, exaltés, audacieux, intelligents, habitués à la guerre, vivant au jour le jour dans ces montagnes depuis quatre ans. Bonaparte, qui arrivait jeune et inconnu dans cette armée où étaient des généraux déjà illustrés par des victoires, lui dit : « Soldats, vous êtes mal nourris et presque nus; le gouvernement vous doit beaucoup et ne peut rien pour vous. Je vais vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde... Vous y trouverez honneur, gloire et richesse. » En effet, d'après le plan qu'il avait communiqué à Carnot, et qui lui valut son commandement, il avait résolu de percer la ligne des alliés par le centre, de prendre à revers les Piémontais, et de les forcer à quitter la coalition ; de poursuivre ensuite les Autrichiens en Lombardie, et de conquérir cette province pour en faire un équivalent à la cession de la Belgique.

Les alliés, commandés par Beaulieu, avaient leur droite formée de vingt-cinq mille Piémontais dispersés depuis la Stura jusqu'à la Bormida par Ceva; leur centre, formé de quinze mille Autrichiens, vers les sources des deux Bormida; leur gauche, de vingt-cinq mille Autrichiens, au col de la Bocchetta. Bonaparte partagea son armée en quatre divisions, que commandaient Serrurier, Masséna, Augereau, Laharpe; il laissa Serrurier à Garessio devant les Piémontais, porta Laharpe sur Voltri pour menacer Gênes, et se réserva les deux autres divisions pour percer le centre ennemi, au col de Cadibone, dans la plus grande dépression de la chaîne, là même où finissent les

Alpes et commencent les Apennins [1]. En ce moment Beaulieu avait résolu de prendre l'offensive pour chasser les Français du pays de Gênes et les rejeter sur le Var : à cet effet, il marcha lui-même avec sa gauche sur Voltri, pendant que son centre occupait Dego et communiquait avec les Piémontais par Millesimo. A la nouvelle de ce mouvement, Bonaparte replie Laharpe et le porte au-devant du centre autrichien, pendant qu'Augereau et Masséna le tournent par Montenotte : l'ennemi, assailli de toutes parts, est enfoncé et rejeté sur Dego, où Beaulieu se hâte de rejoindre son centre [12 avril]. Cette première victoire plaçait les Français au delà des montagnes entre les Piémontais à gauche, gardant vers Millesimo la route de Ceva, et les Autrichiens à droite, gardant vers Dego la route d'Acqui : il fallait achever la séparation des deux armées alliées. Pendant qu'Augereau force les gorges de Millesimo, fait capituler une division piémontaise et rejette les autres sur Ceva [13 avril], Masséna et Laharpe se portent sur Dego, battent de nouveau les Autrichiens, et les rejettent sur Acqui [14 avril]. La séparation se trouva alors définitive : les Français occupaient les deux Bormida ; les Autrichiens se retiraient dans la direction de Milan, les Piémontais dans la direction de Turin, et il n'avait fallu, pour arriver à ce grand résultat, que trois jours de combats qui firent perdre aux ennemis dix mille hommes et quarante canons.

Bonaparte, voulant en finir avec les Piémontais, laisse Laharpe devant les Autrichiens, joint les divisions Augereau et Masséna à la division Serrurier jusqu'alors inactive, et marche sur Ceva. Les Piémontais, pressés de front par des forces supérieures, et menacés sur leur gauche par la retraite de Beaulieu, abandonnent leur camp, repassent le Tanaro et s'arrêtent à Mondovi : ils sont battus, perdent quatre mille hommes, et se retirent derrière la Stura [21 avril]. Les Français arrivent à Fossano, qui rouvre leur communication avec Nice, et à Cherasco, qui n'est qu'à dix lieues de Turin.

La cour de Piémont était consternée : elle voyait ses peuples travaillés par les idées françaises et prêts à se révolter : elle demanda un armistice. Le sort de l'Italie dépendait de la ruine des

[1] Voyez, pour toute cette campagne, ma *Géographie militaire*, [illegible] p. 324 à 343, 4e édition.

Autrichiens, et Bonaparte avait hâte de se mettre à leur poursuite, après avoir ouvert une communication directe avec la France par Turin et la Savoie : il accorda l'armistice [28 avril], sous condition que l'armée sarde serait dispersée dans les places, que les Français occuperaient Ceva, Tortone, Alexandrie, jusqu'à la paix, et qu'à cette époque la Savoie et Nice seraient cédées à la France.

§ VI. Passage du Pô. — Combat de Lodi. — Entrée a Milan. — Siége de Mantoue. — Armistice de Bologne. — A la nouvelle de cette campagne de quinze jours, de ces victoires si rapides suivies d'un traité si avantageux, la France fut étonnée ; l'Italie, avilie sous des maîtres étrangers et travaillée d'un violent désir d'indépendance, fut profondément agitée, et toutes ces souverainetés décrépites, qui étaient entrées dans la coalition, tremblèrent en se disposant à la résistance. C'était une entreprise dangereuse que de s'avancer avec trente mille hommes dans un pays réputé le tombeau des Français, en laissant derrière soi le Piémont et Gênes dans une neutralité douteuse, en ayant devant soi la puissance autrichienne, et sur son flanc Rome et Naples, pleines d'une haine fanatique contre « les athées et les brigands de la France. » Mais pas un de ces États n'avait d'armée ; on pouvait trouver des alliés chez les peuples ; une victoire sur les Autrichiens annulerait les inimitiés : Bonaparte reprit sa marche par Alexandrie.

Beaulieu avait passé le Pô ; il s'était fortifié et renforcé entre la Sesia et le Tésin, pendant que les Français franchiraient le fleuve à Valenza. Mais Bonaparte, laissant un rideau de troupes sur ce point, porta son armée à Voghera et courut lui-même, avec trois mille hommes et sa cavalerie, à Plaisance, où le reste de l'armée le suivit [6 mai]. Là on franchit le fleuve, mais lentement, faute de bateaux, et l'on ne put couper complétement les Autrichiens. A la nouvelle de la marche des Français, Beaulieu avait abandonné le Tésin et courait se réfugier derrière l'Adda. Sa gauche arriva à Fombio et essaya d'arrêter les vainqueurs ; elle fut battue et rejetée sur Pizzighitone ; son centre se retira derrière l'Adda, à Lodi, dont il garnit le pont de trente canons, pendant que sa droite alla jeter garnison dans Milan, et passer la rivière à Cassano. Bonaparte, voulant couper cette droite et s'assurer la possession de l'Adda, ordonna d'enlever le pont de Lodi. Une colonne de six mille grenadiers s'élança sur

ce pont au pas de course, se précipita sur les canons, et mit l'ennemi en déroute [10 mai]; mais la division qu'on voulait couper avait passé l'Adda, et Beaulieu se retirait sur le Mincio. Alors les Français s'emparèrent de Pavie, de Crémone, de Pizzighitone, et enfin de Milan, où Bonaparte entra en triomphe [14 mai]. Il y resta huit jours, pendant lesquels il organisa sa conquête, fit espérer aux Milanais la création d'une république italienne, et équipa son armée. Il avait déjà accordé au duc de Parme un armistice, moyennant 2 millions, des chevaux, des grains et vingt tableaux pour le Musée de Paris; il fit un pareil traité avec le duc de Modène; il leva 20 millions sur la Lombardie, en envoya 10 au Directoire, et 1 à Moreau pour l'aider à se mettre en campagne. C'était chose toute nouvelle qu'un général nourrissant, non-seulement son armée, mais encore son gouvernement: aussi les directeurs commencèrent-ils à s'alarmer de ce jeune homme qui régissait à son gré les pays conquis, qui signait des traités avec les peuples et les princes, laissant le trône à ceux-ci, promettant l'indépendance à ceux-là, enfin qui témoignait le talent le plus extraordinaire pour conduire les hommes. On voulut le gêner dans son plan de campagne: il offrit sa démission; on n'osa l'accepter; et son ascendant devint aussi grand sur le gouvernement que sur ses soldats.

Il se remit en marche avec son armée renforcée, pourvue de tout, pleine d'enthousiasme, et arriva à Brescia [24 mai] sur le territoire vénitien, en déclarant qu'il ne demandait que le passage accordé déjà aux Autrichiens. L'aristocratie de Venise, décrépite, mais riche encore, et pouvant disposer de deux mille hommes et de vingt vaisseaux, n'aimait pas l'Autriche qui l'enlaçait de toutes parts; mais elle détestait la France à cause de sa révolution: elle prit un parti qui amena sa ruine, la neutralité désarmée, et se trouva à la discrétion, tantôt des Autrichiens, tantôt des Français. Beaulieu, avec les débris de son armée, s'était retranché en arrière du Mincio, après s'être emparé de Peschiera, place vénitienne. Bonaparte franchit la rivière de vive force, et jeta l'ennemi, ruiné par tant de défaites, sur la route du Tyrol [30 mai]. Il s'empara de Peschiera, prit aux Vénitiens Vérone et Legnago, qui lui assuraient la ligne de l'Adige, et assiégea Mantoue, sans laquelle on ne pouvait se dire maître de l'Italie supérieure.

Malgré tant de succès, la situation des Français se compliquait d'une multitude d'obstacles : outre le Piémont et l'État de Gênes où des bandes de brigands massacraient nos soldats isolés, outre Parme et Modène dont la malveillance n'était pas douteuse, ils avaient sur leurs derrières les Anglais maîtres de Livourne et de la Corse ; sur leur flanc droit Rome et Naples, qui faisaient des armements ; au milieu d'eux, Venise pleine de colère : car on l'avait forcée à nourrir notre armée, on occupait trois de ses places, on protégeait les idées d'indépendance dans ses villes ; enfin, quarante mille Autrichiens, détachés des armées du Rhin, étaient en marche avec le vieux Wurmser pour ramasser les débris de Beaulieu, débloquer Mantoue et reconquérir l'Italie. Il fallait réprimer activement tous ces mouvements et ces intentions hostiles. Bonaparte laissa quinze mille hommes devant Mantoue, vingt mille sur l'Adige, et avec sept à huit mille marcha sur la péninsule pour forcer Naples au repos, rançonner le pape et chasser les Anglais de Livourne. La cour de Naples se hâta de se soumettre, retira ses troupes de la coalition, et ferma ses ports aux Anglais. Gênes menacée donna toutes les sûretés exigées [5 juin]. Bonaparte traversa Reggio, Modène, Bologne, villes éclairées, énergiques, avides de liberté, qui le reçurent avec enthousiasme ; Ferrare capitula sans résistance ; le pape Pie VI, prêtre vertueux, mais faible, et qui s'était prononcé avec violence contre la révolution, fut effrayé : il demanda un armistice [2 juin] et fut étonné de l'obtenir avec des marques de vénération, mais moyennant la cession des légations de Bologne et de Ferrare et de la citadelle d'Ancône, une contribution de 21 millions, cent tableaux et cinq cents manuscrits. Alors Bonaparte détacha en Toscane une division qui entra à Livourne, y mit garnison, et jeta en Corse des armes et des munitions, au moyen desquelles les patriotes de cette île chassèrent les Anglais. Enfin, après avoir, par ses menaces, forcé le Piémont à rentrer dans le repos, il revint devant Mantoue.

§ VII. Opérations contre Wurmser : batailles de Lonato, Castiglione, Bassano et Saint-Georges. — Les États italiens ne s'étaient humiliés sous la main du jeune conquérant qu'en attendant l'arrivée des Autrichiens : dès que Wurmser fut descendu à Trente, tous les ennemis de la France jetèrent des cris de joie ; le pape rompit l'armistice ; Naples fit marcher des troupes ; les aristocraties génoise et vénitienne préparèrent des

armements. Bonaparte n'avait, contre tant d'ennemis, que quarante-cinq mille hommes, dont les deux tiers seulement pouvaient entrer en ligne, à cause des garnisons et du blocus de Mantoue : la division Sauret occupait Salo avec six mille hommes; Masséna était à Rivoli et à Vérone avec quinze mille, Augereau à Legnago avec huit mille.

Wurmser partagea son armée en deux corps : vingt mille hommes, commandés par Quasdanowich, descendirent la route qui de Trente débouche sur la Chiese en tournant le lac de Garda ; quarante mille, commandés par lui-même, descendirent l'Adige par les deux rives jusqu'à Vérone : il espérait surprendre les Français devant Mantoue, les écraser lui-même sur leur front, pendant que son lieutenant leur couperait toute retraite. En effet, Quasdanowich d'un côté s'empara de Brescia, de l'autre chassa Sauret de Salo, pendant que Wurmser repoussait Masséna de Rivoli et marchait sur Mantoue. Aussitôt Bonaparte, calculant qu'il peut battre les deux armées l'une après l'autre, fait évacuer Vérone et Legnago, lève le siége de Mantoue, en abandonnant tout son matériel, concentre ses forces derrière le Mincio, et marche sur Quasdanowich [30 juillet] : Salo et Brescia sont dégagées; et les Autrichiens, culbutés à Lonato, sont rejetés sur Gavardo. Alors il laisse Masséna à Lonato contre Quasdanowich ; il porte Augereau à Castiglione contre Wurmser, qui était entré à Mantoue et avait fait passer le Mincio à deux de ses divisions, lui-même se tient prêt à soutenir ses deux lieutenants. Masséna bat à Lonato Quasdanowich, qui s'avançait de nouveau pour se joindre à Wurmser, et le rejette encore sur Gavardo [2 août]; Augereau bat les deux divisions de Wurmser à Castiglione, et les rejette sur le Mincio [3 août]. Bonaparte, qui avait aidé d'abord Masséna, ensuite Augereau, revient sur Quasdanowich à Gavardo, le met en déroute, fait poser les armes à quatre mille hommes, et rejette le reste sur la chaussée de Trente [4 août]. Ensuite il se retourne contre Wurmser, qui, ralliant ses deux divisions battues, prenait position à Castiglione avec vingt-cinq mille hommes ; il le défait complétement, et lui fait repasser la rivière [5 août]. Masséna court à Peschiera, culbute l'aile droite de l'ennemi, et va lui couper la route du Tyrol : alors le vieux maréchal se replie sur l'Adige, et se retire sur Roveredo. Vérone et Legnago sont reprises, et l'on recommence le blocus de Mantoue. Dans cette campagne de six jours, trente mille hommes

en avaient battu soixante mille, en avaient tué ou pris vingt mille avec soixante canons et vingt drapeaux.

Bonaparte donna vingt jours de repos à ses troupes, reçut six mille hommes de renfort, et se mit à la poursuite de l'ennemi, avec le projet de se joindre, par le Tyrol, à l'armée du Rhin, qui pénétrait alors, comme nous le verrons bientôt, dans la Bavière. De son côté, Wurmser, ayant reporté son armée à cinquante mille combattants, reprit l'offensive, laissa Davidowich avec vingt mille hommes pour occuper les républicains sur l'Adige et les attirer dans le Tyrol; puis il se mit lui-même à descendre la Brenta pour revenir par Bassano sur l'Adige, délivrer Mantoue, et enfermer les Français entre son armée et celle de Davidowich. Bonaparte, laissant trois mille hommes à Vérone et Legnago, huit mille devant Mantoue, remonte l'Adige avec vingt-huit mille, culbute les Autrichiens dans les gorges de Roveredo et de Calliano [3 sept.], et arrive à Trente, où il apprend que Wurmser vient de se jeter dans la vallée de la Brenta. Aussitôt, au lieu de s'enfoncer dans le Tyrol, il laisse Vaubois avec huit mille hommes sur le Lavis, devant Davidowich, et se lance avec vingt mille dans les gorges de la Brenta. Il atteint l'arrière-garde autrichienne, qui avait deux jours d'avance, à Primolano, la met en déroute [7 sept.], et force le vieux maréchal à s'arrêter à Bassano. Il le bat [8 sept.], lui prend quatre mille hommes, et lui coupe les routes d'Allemagne. Wurmser, avec quatorze mille hommes, est contraint de se diriger sur Vicence, dans un pays dont les Français occupent toutes les issues, pour se réfugier dans Mantoue : il court, poursuivi par Bonaparte, vers ce dernier asile, que lui fermaient encore l'Adige et la Molinella. Les fautes de deux subalternes le sauvèrent : le poste de Legnago n'était pas gardé, il passa l'Adige; un pont avait été oublié à Villa-Impenta, il passa la Molinella; enfin il entra dans Mantoue, dont la garnison fut alors portée à vingt-cinq mille hommes [12 sept.]. Avec de telles forces, il essaya de tenir la campagne, et se déploya devant le faubourg Saint-Georges; mais Bonaparte était arrivé : furieux de voir sa proie échappée, il l'attaqua, le battit et le força à se renfermer désormais dans la place [15 sept.]. Ainsi, l'armée de Wurmser était une seconde fois détruite : elle avait perdu vingt-deux mille hommes avec soixante-quinze canons, et le reste était bloqué dans Mantoue avec son général. Bona-

parte laissa Vaubois sur le Lavis, Masséna à Bassano, Augereau à Vérone, Kilmaine au blocus de Mantoue. Il n'avait plus qu'à attendre la chute de cette place par la famine, car les armées du Rhin venaient d'éprouver des revers qui lui interdisaient toute pensée de se joindre à elles par le Tyrol.

§ VIII. Opérations des armées du Rhin. — Revers des Français. — Retraite de Moreau. — Les armées du Rhin, à cause du manque de vivres et de munitions, n'avaient commencé leurs opérations que dans le mois de juin. Jourdain avait cinquante-six mille hommes, Moreau soixante-dix mille; devant eux était l'archiduc Charles d'Autriche avec cent dix mille hommes, qui s'étendaient de Manheim à Bâle. D'après le plan de Carnot, les deux généraux devaient passer le Rhin, s'avancer isolément par le Mein et le Necker, et, en débordant ses ailes, faire tomber le centre du prince Charles : le premier rejetterait l'ennemi dans la Bohême; « le second, en le forçant à rétrograder derrière le Danube, inquiéterait les derrières de l'armée autrichienne d'Italie, et occuperait par sa droite la ligne d'Ingolstadt à Inspruck. » Pour cela, il avait été « ordonné à Bonaparte de lier sa gauche à la droite de Moreau, et de combiner ses mouvements avec lui de manière à écraser à la fois Wurmser et le prince Charles. » Ce plan était très-vicieux, puisqu'il laissait l'ennemi en force au centre devant des armées qui s'éparpillaient de la Lahn aux Alpes Rhétiques : il ne devait amener que des revers.

Jourdan, possédant deux ponts pendant que Moreau n'en avait pas, franchit le fleuve pour attirer l'ennemi à lui : il rencontra les Autrichiens à Altenkirchen, les battit, mais fut bientôt obligé de reculer devant des forces supérieures [1796, 4 juin]. Pendant ce temps, Moreau surprit le passage du fleuve devant Strasbourg, s'empara de Kehl [24 juin], et se dirigea sur la forêt Noire, dont il n'obtint les débouchés qu'après les deux victoires de Renchen et de Rastadt. L'archiduc se retira par la vallée du Necker sur le Danube, entre Ulm et Ratisbonne [juillet], position centrale d'où il pouvait avec soixante mille hommes se jeter sur l'une ou l'autre des armées envahissantes; son lieutenant Wartensleben, avec quarante-cinq mille hommes, tenait tête à Jourdan.

Jourdan, à la nouvelle des succès de Moreau, laissa vingt-cinq mille hommes pour bloquer Mayence, et se dirigea sur le

in en poussant devant lui Wartensleben : il occupa Franc-t, Wurtzbourg, Bamberg, déboucha sur la Naab, s'empara mberg, et détacha une division pour donner la main à Mo-u [4 août]. Si la jonction s'effectuait, l'archiduc était perdu, es Français allaient droit à Vienne. Déjà les princes de Bade, Wurtemberg et de Bavière avaient abandonné la coalition. is Moreau, après avoir traversé les Alpes de Souabe, battu chiduc à Neresheim et débouché sur le Danube, ne songeait s qu'à s'étendre par sa droite en Bavière, pour joindre Bo-parte dans le Tyrol [11 août] ; et pendant qu'il s'éloignait de collègue, l'archiduc prit la résolution la plus hardie : il sa trente-six mille hommes devant Moreau, et marcha avec gt-cinq mille sur la Naab pour se joindre à son lieutenant écraser Jourdan. En effet, celui-ci, accablé par des forces bles, se mit en retraite, en combattant sans cesse, depuis berg jusqu'à Wurtzbourg : là, il s'arrêta, livra bataille, fut ait, rejeté sur la Lahn ; enfin il fut forcé de repasser le Rhin sept.].

Pendant ce temps, Moreau avait franchi le Danube et le h ; il courait sur Munich en poussant déjà une division dans Tyrol ; mais, à la nouvelle de la retraite de Jourdan, il se vit é en Bavière, pendant que l'archiduc allait, en se rabattant la Lahn sur le Necker, lui fermer toute communication avec France. Aussitôt il se mit en retraite par la vallée du Danube, nt derrière lui trente-six mille hommes qui le harcelaient, raignant l'en trouver quarante mille dans les gorges de la t Noire. Arrivé à Biberach, et sur le point de traverser les ntagnes, il voulut avoir sa marche libre : il se retourna, ula les Autrichiens sur la Riss, et les battit complétement oct.] ; puis il traversa le Val d'Enfer, et arriva sur le Rhin s un ordre parfait et sans avoir fait aucune perte pendant te marche de vingt-six jours. Il rencontra les avant-gardes l'archiduc, qui, après avoir débloqué Mayence, remontaient leuve pour lui couper la route ; mais il les battit, et repassa Rhin sur les ponts de Brisach et de Huningue [26 oct.].

IX. ALLIANCE DE LA FRANCE ET DE L'ESPAGNE. — OPÉRATIONS BONAPARTE CONTRE ALVINZI : BATAILLES D'ARCOLE ET DE RIVOLI. PRISE DE MANTOUE. — TRAITÉ DE TOLENTINO. — La retraite Jourdan et de Moreau laissait l'armée d'Italie dans un isole-nt périlleux au milieu de ses conquêtes. Venise, Rome,

[redacted]

Naples prenaient les armes ; Gênes et le Piémont n'étaient pas sûrs ; l'Autriche, à l'aide des victoires de l'archiduc Charles, allait porter en Italie une nouvelle armée. « On nous compte, écrivait Bonaparte ; des troupes, ou l'Italie est perdue. » Le Directoire, ne pouvant lui envoyer des renforts, chercha du moins à l'aider par ses négociations : il signa avec le Piémont, Gênes et Naples trois traités de paix qui assurèrent la neutralité de ces États, le passage des troupes françaises en Italie et la fermeture des principaux ports aux Anglais [octobre] ; il empêcha, par ses promesses et ses menaces, Rome et Venise de se déclarer ennemies ; il approuva la formation des États du duc de Modène, qui avait violé l'armistice, en république *Cispadane* ; il promit aux Milanais la formation d'une république *Lombarde* ; enfin il signa avec l'Espagne un traité d'alliance, qui fut un renouvellement du Pacte de famille, et par lequel les deux États se donnaient mutuellement un secours de vingt-quatre mille hommes et de quarante vaisseaux [18 août]. L'Angleterre fut effrayée : ses finances étaient en détresse ; la moitié des ports de l'Europe lui était fermée ; l'Irlande menaçait de se révolter, et la France se préparait à lui faire une Vendée dans cette île. Pitt parut céder aux vœux des Anglais : il envoya à Paris un plénipotentiaire [22 oct.] ; mais il ne voulait que gagner du temps.

Cependant l'Autriche avait rassemblé vingt mille hommes sous Davidowich dans le Tyrol, quarante mille sous Alvinzi dans le Frioul, en leur ordonnant de se réunir sous Vérone, d'accabler Bonaparte par des forces doubles et de délivrer Wurmser. En effet, Davidowich entra à Trente, rejeta Vaubois sur Calliano, et de là sur Rivoli, pendant qu'Alvinzi entrait à Bassano, rejetait Masséna sur Vérone, et venait occuper la formidable position de Caldiero [1er nov.]. Bonaparte était dans une situation très-critique, et son armée prenait l'alarme : « Je suis désespéré, écrivait-il au Directoire ; et ce qui me reste de braves voit la mort infaillible. » Cependant, après s'être assuré que Vaubois pouvait tenir encore sur le plateau de Rivoli, il attaque la position de Caldiero avec les divisions Augereau et Masséna, c'est-à-dire avec vingt mille hommes contre quarante mille ; mais il est repoussé, et rentre dans Vérone. Alors il conçoit le plan hardi de tourner le flanc gauche de l'ennemi, de lui faire abandonner sa position et de le forcer à combattre en plaine. Laissant

la garde de Vérone à deux mille hommes, il sort de cette ville par la porte occidentale avec le reste de ses forces, tourne à gauche, longe l'Adige, et arrive à Ronco, où un pont venait d'être jeté [14 nov.]. Là il passe le fleuve et se trouve à l'origine de deux chaussées qui traversent de vastes marais, et où le nombre devient inutile, puisque les têtes de colonnes peuvent seules être engagées : celle de gauche longe l'Adige par Porcil jusqu'à Vérone, devant la position de Caldiero; celle de droite traverse l'Alpon à Arcole, et atteint la route de Vérone à Vicence vers Villanova, seul point par lequel Alvinzi peut se retirer, puisqu'il a devant lui Vérone, à gauche l'Adige, à droite des montagnes impraticables. Masséna marche par la digue de Porcil, et inquiète de face Caldiero; Augereau marche par la digue d'Arcole, mais il trouve le pont de ce village défendu par quelques bataillons dont la vive résistance donne le temps à Alvinzi d'abandonner Caldiero et de jeter des renforts sur Arcole. Vainement Augereau et Bonaparte lui-même s'élancent sur le pont, un drapeau à la main, à la tête des grenadiers : ils sont ramenés en arrière, et Bonaparte, précipité dans le marais, n'est sauvé que par le dévouement de ses soldats. La nuit était venue; on craignait que Vaubois n'eût été rejeté sur le Mincio : les Français repassèrent l'Adige. Le lendemain, comme Vaubois tenait encore, ils franchirent de nouveau le fleuve, non pour tourner Alvinzi, puisqu'il s'était déployé en plaine, mais pour le rejeter sur la Brenta. Ils trouvèrent Arcole occupé en force, ne purent l'emporter, et repassèrent encore l'Adige. Pendant ce temps, Vaubois avait été chassé de Rivoli et se maintenait avec peine à Castelnovo. Bonaparte allait se trouver enfermé entre les deux armées ennemies s'il n'en finissait avec Alvinzi : il franchit le fleuve pour la troisième fois [17 nov.]; et tandis qu'Augereau tournait la gauche de l'Alpon pour prendre Arcole à revers, Masséna attaqua de front et enfonça les Autrichiens. Alors Alvinzi n'osa tenir en plaine et se retira en désordre sur Montebello, après avoir perdu dans ces trois jours douze mille morts et six mille prisonniers. Bonaparte rentra à Vérone par la route de Villanova et la porte orientale, au milieu des transports d'admiration des habitants et des soldats. Aussitôt il envoya Masséna au secours de Vaubois qui s'était replié derrière le Mincio, et porta Augereau sur Dolce pour couper la retraite à Davidowich; mais celui-ci se hâta de remonter l'Adige et ne

s'arrêta qu'à Roveredo. Vaubois réoccupa le plateau de Rivoli et les hauteurs de la Corona.

Bonaparte donna six semaines de repos à ses troupes, harassées de leurs victoires; il réorganisa l'administration des pays conquis, livrés par le Directoire à des agents pillards et despotes; il menaça Venise, qui armait ses régiments esclavons; enfin il se mit en marche pour châtier le pape; mais arrivé à Bologne, il apprit qu'Alvinzi avait repris l'offensive, et il revint sur l'Adige. L'armée autrichienne avait été reportée à soixante mille hommes : quarante mille, sous Alvinzi, devaient, de Trente, descendre l'Adige jusqu'à Rivoli, pendant que vingt mille, sous Provera, attaqueraient Vérone et Legnago en même temps; Wurmser devait franchir la ligne de blocus, rallier à lui l'armée du pape, se réunir à Provera, et attaquer les derrières des Français occupés en avant par Alvinzi. L'armée républicaine avait été partagée en quatre divisions de dix mille hommes chacune: Serrurier était devant Mantoue, Augereau à Legnago, Masséna à Vérone, Joubert à la Corona; en outre Rey, avec une réserve de quatre mille hommes, se tenait à Castelnovo. Joubert, assailli par des forces supérieures, fut chassé des hauteurs de la Corona, et essaya de tenir sur le plateau de Rivoli. Ce plateau plonge à l'est sur l'Adige; il est dominé à l'ouest par le Monte-Baldo, qui n'est lui-même ouvert que par des sentiers impraticables pour les chevaux; enfin il n'est abordable au nord que par la route qui vient de Trente en longeant l'Adige, mais qui, arrivée à Incanale, grimpe sur le plateau en escalier tournant. Alvinzi résolut d'attaquer cette position par tous les côtés : à droite, par seize mille hommes d'infanterie qui franchiraient les sentiers du Monte-Baldo; de front, par l'artillerie, la cavalerie, six mille hommes d'infanterie et les bagages, qui suivraient l'escalier d'Incanale; à gauche, par six mille hommes placés sur la rive gauche de l'Adige, qui balayeraient le plateau de leurs boulets; enfin, sur les derrières des Français, par six mille hommes qui fileraient entre le Monte-Baldo et le lac de Garda, et qui étaient commandés par l'émigré Lusignan. Joubert appela du secours.

Bonaparte, ne sachant de quel côté l'ennemi porterait ses coups principaux, avait dirigé la division Masséna au-devant de Provera, qui fut battu [1797, 13 janv.]; mais, à la nouvelle de la marche d'Alvinzi, il laissa Augereau sur le bas Adige, il

à la hâte la division Masséna pour Rivoli, et arriva de sa
ne sur le plateau. En ce moment Joubert en abandonnait
ites septentrionales, et Alvinzi, avec les bataillons d'in-
e qui descendaient les sentiers du Monte-Baldo, allait
a jonction avec la longue colonne qui montait l'escalier
iale [14 janv.]. Si cette jonction s'opérait, tout était perdu.
irte ramena les braves de Joubert au combat; mais les
étaient trop inférieures : la colonne d'Incanale commençait
ir le plateau; Alvinzi gagnait du terrain sur notre flanc;
ian arrivait sur la route de Castelnovo; enfin les boulets
rive gauche de l'Adige portaient quelque trouble dans la
armée française, qui se trouvait ainsi escaladée de front,
à droite et à gauche, coupée par derrière. Heureusement
ia arriva. Bonaparte avait maintenant seize mille combat-
et soixante canons contre quarante mille hommes qui ne
ent se servir de leur artillerie ni de leur cavalerie, et
n tiers était occupé à des opérations accessoires : il ne
ète ni du corps de la rive gauche qui n'agit que par ses
s perdus, ni des soldats de Lusignan, qu'il montre de
ses braves en leur disant : « Ceux-là sont à nous ! » C'est
colonne d'Incanale qu'il porte tous ses efforts : au moment
e va se déployer sur le plateau, elle est assaillie sur ses
par l'infanterie, chargée de front par la cavalerie, criblée
lets par l'artillerie qui plonge dans le profond défilé où
e douze mille hommes sont entassés; tout est culbuté,
pris. De là il se porte sur les colonnes d'Alvinzi qui se
laient à la poursuite de notre gauche; elles sont chargées,
en déroute, jetées dans les précipices. Enfin il se retourne,
lle Lusignan, le pousse sur la réserve de Rey, et le force
re bas les armes.

nzi se retirait dans le plus grand désordre par l'étroit sen-
i mène aux hauteurs de la Corona : on pouvait achever
ne. Mais alors Bonaparte apprit que Provera avait surpris
age de l'Adige à Anghiari, et qu'il marchait à la déli-
i de Mantoue; aussitôt il laisse à Joubert et à Rey le soin
nir avec Alvinzi, et il se dirige sur Mantoue avec la divi-
lasséna. Ce corps infatigable s'était battu le 13 janvier
: Vérone; il avait marché toute la nuit pour arriver à
; il venait de se battre pendant tout le 14; il allait mar-
oute la nuit et la journée du 15 pour se battre le 16 devant

Mantoue : l'activité tant vantée des soldats romains n'avait jamais fait de tels prodiges. Provera, quoique poursuivi par Augereau, qui lui enleva son arrière-garde, était arrivé devant Mantoue; mais il trouva le faubourg de Saint-Georges fortifié et défendu par quinze cents hommes, qui repoussèrent toutes ses attaques [16 janvier] ; le lendemain il se porta sur le faubourg de la Favorite, pendant que Wurmser débouchait de la place, d'un autre côté, pour faire diversion. Mais Bonaparte était arrivé et avait rallié la division Augereau : Wurmser fut rejeté dans la place; Provera trouva devant lui Serrurier qui gardait la Favorite, sur ses flancs Masséna, et sur ses derrières Augereau : enveloppé, battu, enfoncé par les trois divisions, il mit bas les armes avec six mille hommes. Le même jour, Joubert se jeta à la poursuite d'Alvinzi sur les hauteurs de la Corona, le tourna par les deux flancs, le coupa de sa ligne de retraite, l'enferma dans un véritable gouffre où il fut écrasé : cinq mille Autrichiens se rendirent, trois mille furent tués ; le reste se jeta dans l'Adige ou s'enfuit sur Roveredo et Calliano, harcelé et poursuivi par le vainqueur, qui ne s'arrêta que sur le Lavis. Les Français reprirent partout leurs anciennes positions, depuis Trente, par Bassano, jusqu'à Trévise.

Telles furent les batailles de Rivoli, de la Favorite et de la Corona, qui coûtèrent à l'Autriche vingt-quatre mille prisonniers, douze mille morts, soixante canons, vingt-quatre drapeaux, et dont le dernier prix fut Mantoue. Wurmser, réduit aux dernières extrémités de la famine, capitula, et livra encore aux Français treize mille prisonniers et trois cent cinquante canons [2 févr.].

Aussitôt Bonaparte partit pour Bologne avec une division formée en partie d'Italiens, et arriva sur le Senio, où s'était retranchée l'armée pontificale, grossie d'une multitude de paysans : il la dispersa, traversa la Romagne, s'empara d'Ancône, et arriva à Tolentino. La cour de Rome, épouvantée, demanda la paix ; et Bonaparte, qui ne voulait que la rançonner et la réduire à l'impuissance, y consentit [19 févr.]. Alors fut signé le traité de Tolentino, par lequel le pape cédait à la France Avignon, Bologne, Ferrare, Ancône, la Romagne, payait 30 millions, et donnait les objets d'art stipulés dans l'armistice de Bologne.

§ X. Opérations maritimes. — Campagne de 1797. — Bataille

DU TAGLIAMENTO, DE TARVIS, DE NEUMARK. — PRÉLIMINAIRES DE LÉOBEN. — Jamais la guerre ne s'était faite avec cette grandeur d'inspiration, cette netteté, cette profondeur, cette multiplicité de vues, cette prompte intelligence des lieux, des hommes, des circonstances : c'était la grande guerre que Gustave-Adolphe, Turenne, Frédéric n'avaient fait qu'entrevoir. La France était émerveillée de ces victoires prodigieuses où les prisonniers étaient plus nombreux que les vainqueurs, de ces traités où Raphaël et Michel-Ange payaient la rançon de leur patrie, mais surtout de ce jeune homme dont elle savait à peine prononcer le nom, et qui se révélait à la fois comme guerrier, diplomate, administrateur. Si le même génie et la même fortune eussent présidé aux opérations des armées du Rhin, et surtout aux opérations maritimes, la révolution eût dès lors imposé des lois à toute l'Europe. Mais Jourdan avait donné sa démission, et son armée, portée à soixante-dix mille hommes et commandée par Beurnonville, resta immobile devant trente-cinq mille Autrichiens. Celle de Rhin-et-Moselle fut occupée uniquement à défendre le fort de Kehl, assiégé par l'archiduc Charles, qui s'opiniâtra devant ses murs pendant deux mois, l'écrasa de cent mille boulets et de vingt-cinq mille obus, et le fit capituler lorsqu'il n'était plus qu'un amas de ruines [9 janvier].

Le Directoire avait rompu les négociations avec le cabinet britannique, dont il avait reconnu la mauvaise foi ; il avait pressé l'Espagne et la Hollande de joindre leurs vaisseaux aux siens pour rendre la liberté aux mers. Mais l'Espagne était bien dégénérée sous le faible Charles IV et son favori Godoï ; quant à la Hollande, elle était divisée en plusieurs partis acharnés qui retardaient l'établissement de la constitution, et dont les discordes ruinaient les ressources de ce pays. Les Anglais enlevèrent à la première l'île de la Trinité ; à la seconde Ceylan, le Cap et les Molluques. Cependant la marine française se relevait sous le ministère habile de Truguet : une escadre avait fait de riches prises à Terre-Neuve ; des renforts avaient été envoyés à Saint-Domingue, où les noirs avaient pris parti pour la métropole ; enfin, le Directoire, ayant noué des intelligences avec les Irlandais, forma une grande expédition qui devait porter un coup mortel à la puissance anglaise. Une flotte de vingt-sept vaisseaux ou frégates montés par dix-huit mille hommes que Hoche commandait, partit de Brest et se dirigea sur l'Irlande;

[redacted]

mais elle fut dispersée par une tempête, et la frégate qui portait Hoche s'égara. Quelques vaisseaux se rallièrent et entrèrent dans la baie de Bantry ; mais le mauvais temps et le manque de chefs les empêchèrent d'aborder, et l'expédition regagna les côtes de France [1796, 24 déc.].

La campagne de 1797 devait être décisive. L'Autriche avait prescrit à son armée du Rhin de rester sur la défensive, et elle avait fait les derniers efforts pour envoyer en Italie une quatrième armée, qu'elle donna à l'archiduc Charles, avec ordre de couvrir les trois routes qui mènent à Vienne : Laudon, avec quinze mille hommes, gardait le col de Brenner ; Lusignan, avec huit mille, le col de Tarvis ; l'archiduc, avec vingt-cinq mille, le col d'Adelsberg et surtout la route de Trieste.

Bonaparte avait résolu de marcher sur Vienne. Le Directoire approuva son dessein audacieux : il détacha des armées du Rhin les divisions Delmas et Bernadotte, qui élevèrent l'armée d'Italie à soixante-quinze mille hommes ; il donna le commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse à Hoche, porta cette armée et celle de Moreau à cent quarante mille hommes, et leur ordonna de reprendre l'offensive.

L'entreprise de Bonaparte était des plus téméraires : il fallait qu'il s'avançât entre le Tyrol et l'État de Venise, disposés à s'insurger sur ses derrières ; qu'il franchît pendant l'hiver les Alpes Juliennes, les Alpes Noriques, le Semmering, et qu'il arrivât, à deux cents lieues de sa base d'opérations, au cœur de la monarchie autrichienne. Il laissa vingt mille hommes, commandés par Kilmaine, pour garder les places et observer les Vénitiens, dont la malveillance n'était contenue que par la crainte ; il dirigea vingt mille hommes commandés par Joubert sur le Tyrol, pour rejeter Laudon au delà du Brenner, en lui ordonnant, selon les circonstances, ou bien de descendre dans le bassin de l'Inn pour se joindre à Moreau, ou bien de filer à droite par l'Eysach pour se joindre à lui-même dans la vallée de la Drave ; il porta dix mille hommes commandés par Masséna sur Feltre et Bellune contre Lusignan ; enfin lui-même, avec vingt-cinq mille hommes, suivit la grande route de Trévise à Gorizia, et franchit le Piave sans obstacle. L'archiduc s'était placé sur le Tagliamento et essaya de le défendre à Valvasone [1797, 16 mars] ; mais il fut battu et rejeté derrière l'Isonzo : Bonaparte s'empara de Palma-Nova. En même temps Masséna écrasa Lusignan, se rabattit de

Bellune sur Osopo, prit cette place et marcha par Ponteba sur le col de Tarvis. Alors le prince Charles dirigea son aile droite, son artillerie et ses bagages sur Udine, Caporetto et Chiusa-di-Pletz, pour gagner le col de Tarvis avant que Masséna n'y fût arrivé ; lui-même voulait garder le bas Isonzo pour couvrir Trieste. Mais Masséna s'empara du col de Tarvis ; en même temps Bonaparte prit Gradisca, passa l'Isonzo et se mit à la poursuite de l'aile droite autrichienne, que Masséna attendait. L'archiduc, coupé de son aile droite, et ne pouvant remonter la rive gauche de l'Isonzo, que borde la masse des Alpes Carniques, fut forcé de gagner à la hâte le col d'Adelsberg, poursuivi par Bernadotte ; et il arriva à Laybach. De là il courut de sa personne à Villach, où venaient d'arriver deux divisions envoyées du Rhin : il les porta sur le col de Tarvis pour en chasser Masséna et rouvrir la route à son aile droite ; mais il fut battu et rejeté sur Villach, où le rejoignit le reste de son armée [24 mars]. Alors l'aile droite, prise en tête et en queue par Masséna et Bonaparte, essaya vainement de résister : elle fut enfoncée et perdit six mille hommes, trente canons et quatre cents voitures. Les Français entrèrent à Villach, et de là à Klagenfurth ; la division Bernadotte s'empara de Trieste et de Laybach.

Pendant ce temps, Joubert avait battu les Autrichiens sur le Lavis, à Neumark et à Clausen ; il les avait rejetés au pied du Brenner, et était arrivé à Brixen [22 mars]. Mais alors tout le Tyrol se souleva ; des bandes de paysans belliqueux se joignirent aux troupes de Laudon et menacèrent d'envelopper les Français. Joubert, ayant appris que les armées du Rhin étaient encore immobiles, tourna à droite par Brunecken, passa le col de Toblach, et arriva à Villach. Aussitôt Laudon descendit à Trente, et entra sur le territoire vénitien, où la guerre civile avait éclaté : les principales villes, travaillées par les idées et les agents de la France, s'étaient mises en révolte contre le sénat, et avaient fait alliance avec Milan et Bologne ; mais l'aristocratie avait soulevé les campagnes contre les villes, et armé des bandes de paysans sauvages, qui demandaient l'extermination des Français. L'approche de Laudon fit jeter le masque au sénat, qui signa un traité secret avec l'Autriche pour couper la retraite à Bonaparte ; dix régiments esclavons furent appelés à Venise ; plusieurs Français isolés furent massacrés.

Bonaparte, à ces fâcheuses nouvelles, menaça le sénat d'une

destruction complète s'il lui faisait une Vendée sur ses derrières : mais, malgré les vives inquiétudes que lui donnait l'inaction des armées du Rhin, il continua sa marche, battit l'archiduc dans les gorges de Neumark, franchit les Alpes Noriques, et arriva à Léoben, où il fut joint par Joubert [15 avril]. Son avant-garde s'empara du Semmering : les Français n'étaient plus qu'à vingt-cinq lieues de Vienne. La consternation se répandit dans cette ville, et la cour d'Autriche ne songea plus qu'à traiter. Alors l'archiduc demanda une suspension d'armes. Bonaparte l'accorda, et, quoiqu'il n'eût pas de pouvoir pour faire la paix, il en signa les préliminaires sur les bases suivantes : cession à la France de la Belgique et de la rive gauche du Rhin ; cession de la Lombardie pour en faire un État indépendant, moyennant indemnité prise sur le territoire vénitien, etc. [18 avril].

§ XI. Opérations sur le Rhin. — Destruction de la république de Venise. — Fondation de la république Ligurienne. — Négociations avec l'Angleterre. — Le jour même où Bonaparte signait les préliminaires de la paix, les armées du Rhin, immobiles pendant un mois, faute d'argent, entraient en campagne. Hoche déboucha par Neuwied, battit les Autrichiens à Heddersdorf, passa le Sieg et la Lahn ; Moreau franchit le Rhin près de Strasbourg, battit les Autrichiens à Diersheim, pénétra dans la forêt Noire. Tous deux allaient se joindre sur le Mein, quand ils furent arrêtés par les courriers de Léoben [23 avril]. Le Directoire, excité par ces premiers succès, hésita à ratifier les préliminaires que Bonaparte avait signés sans autorisation ; mais un enthousiasme universel avait accueilli l'espérance de la paix ; le gouvernement n'osa blâmer la conduite illégale de l'homme qui venait de forcer la coalition à s'humilier devant la révolution : les préliminaires furent ratifiés, et les négociations s'ouvrirent à Udine entre le général d'Italie et les envoyés de l'Autriche.

Bonaparte s'était empressé de repasser les Alpes Juliennes pour assurer ses communications ; car, malgré ses menaces, la guerre avait éclaté entre les troupes françaises qui protégeaient les villes insurgées et les paysans vénitiens que soutenait le sénat. La garnison de Vérone se vit enfermée dans les châteaux par vingt mille montagnards, dix mille Esclavons et les Autrichiens de Laudon [15 avril] : on égorgea les Français dans les rues et les hôpitaux, quatre cents furent jetés dans l'Adige ; le

massacre se propagea dans les villes voisines; il fallut que la division Kilmaine livrât une bataille sanglante aux portes de Vérone pour forcer cette ville à se soumettre et délivrer la garnison des châteaux. Le sénat désavoua vainement cette insurrection ; un événement plus odieux témoigna ouvertement de sa perfide lâcheté et fut la cause de sa ruine : un lougre français s'étant réfugié dans le port de Venise, fut criblé de boulets par les forts, et tout l'équipage massacré [23 avril].

Ce fut alors que la nouvelle des préliminaires de Léoben arriva à Venise : le sénat terrifié demanda grâce. Mais Bonaparte accourait plein de colère, et il repoussa toutes les supplications. « Le sang de mes frères d'armes sera vengé! dit-il aux envoyés vénitiens. Je serai un Attila pour Venise [2 mai]. » Et il déclara la guerre à la république, renversa dans toutes les villes le gouvernement de Saint-Marc, et dirigea des troupes sur les lagunes. L'aristocratie renvoya ses Esclavons, désarma les paysans, modifia la constitution de la république. Tout cela fut inutile : une révolution éclata dans Venise ; la bourgeoisie força le sénat à abdiquer, et appela les Français : le général Baraguay-d'Hilliers, avec quatre mille hommes, entra dans la ville et planta le drapeau tricolore dans la place Saint-Marc [16 mai]. Les forts et les vaisseaux furent livrés; les troupes vénitiennes capitulèrent, et un gouvernement démocratique fut provisoirement établi.

Ainsi tomba sans efforts cette république de quinze siècles, qui espérait vainement reprendre, sous la protection des Français, une nouvelle vie : sa ruine était écrite dans les préliminaires de Léoben. Son ancienne rivale, Gênes, fut plus heureuse. Une insurrection démocratique avait éclaté dans cette ville à l'instigation des Français, et elle avait été comprimée par le sénat, qui maltraita les partisans et même l'envoyé de la France [31 mai]. Bonaparte, qui était déjà revenu à Milan, menaça l'aristocratie de sa colère : les démocrates reprirent l'avantage; le sénat abdiqua; une constitution démocratique fut établie, et Gênes, sous le nom de république *Ligurienne*, devint l'alliée soumise de la France.

Tous ces événements répandirent une profonde terreur chez les ennemis de la révolution française, et donnèrent la plus haute idée du gouvernement directorial aux étrangers. « La moitié de l'Europe, écrivait Mallet-Dupan, est aux genoux de

[redacted]

ce divan et marchande l'honneur de devenir son tributaire.» L'Angleterre fut vivement remuée : elle se voyait désormais seule dans la lutte; le parti démocratique continuait à agiter le pays; le peuple demandait la paix à grands cris; les matelots de deux flottes s'étaient révoltés et menaçaient de conduire leurs vaisseaux en France; la Banque, qui avait fait de grandes avances au gouvernement, avait été obligée de suspendre ses payements. Enfin, l'on annonçait que le Directoire avait repris ses projets sur l'Irlande; que les flottes espagnole et hollandaise allaient se réunir à Brest pour embarquer quarante mille hommes; que Hoche pressait les préparatifs de cette grande expédition, qui devait créer une république nouvelle sur le flanc de la Grande-Bretagne. Pitt fut forcé de plier devant les clameurs de la nation et les victoires de la France; il fit des propositions de paix; le Directoire y accéda, et des négociations sérieuses furent ouvertes à Lille [6 juillet].

§ XII. Situation des finances. — Agiotage. — Conspirations royalistes. — Élections de l'an V. — Réaction royaliste dans les conseils. — La France n'avait jamais été si glorieuse à l'extérieur; mais à l'intérieur, elle était toujours pleine d'agitations et de souffrances. Les finances ne s'étaient pas améliorées; l'emprunt forcé n'avait produit que 300 millions; les impôts ne rentraient pas; les mandats territoriaux n'avaient obtenu aucune faveur; on ne voulait plus de papier d'aucune sorte. Les conseils furent forcés de déclarer que les transactions auraient lieu dorénavant, soit en numéraire, soit en papier au cours réel, et que les impôts seraient perçus de même [1796, 16 juillet]. Le papier-monnaie avait fait son temps : par lui la révolution avait vaincu l'Europe, et «cinq années du règne des assignats avaient plus subdivisé la propriété en France que ne l'avaient fait les siècles pendant lesquels le régime féodal déchut progressivement.» Cependant la chute du papier-monnaie causa de nombreuses souffrances, et mit dans le plus grand embarras le gouvernement, qui n'avait plus, pour vivre, que les impôts réguliers. Il fut alors obligé de recourir à mille expédients ruineux, d'emprunter à des taux usuraires, d'anticiper sur les recettes des années suivantes, de vendre à vil prix les biens nationaux. Toutes ces mesures donnèrent lieu à des trafics scandaleux, qui firent accuser le Directoire d'improbité, quoique Barras seul eût une part secrète dans les profits des

infâmes agioteurs, qui élevaient leurs fortunes sur les misères publiques. Jamais gouvernement n'avait été réduit à de plus tristes nécessités d'argent; jamais spéculateurs n'avaient plus indignement abusé de leurs ressources pour voler une nation. Faute de 100,000 francs pour payer un équipage de pont, Moreau était entré en campagne un mois trop tard; un prêt de 300,000 francs fut reconnu par une inscription de 12 millions sur le grand livre de la dette publique! Toutes les administrations, et surtout celle de la guerre, étaient livrées à une tourbe de pillards dont Barras était le patron, qui se jouaient des ordres du Directoire et des lois des conseils, se soutenaient mutuellement, étaient devenus l'unique pouvoir de la république, enfin qui, non contents d'accaparer en France tous les marchés et les fournitures, se jetaient encore à la suite de nos armées pour voler les pays conquis. Ces agents avaient donné autant d'embarras à Bonaparte que les Autrichiens; et il n'avait pu en débarrasser son armée, où ils trouvaient des complices. « De cette époque datent les nouvelles fortunes. On vit tout à coup sortir de la fange un essaim de parvenus; enfants de l'agiotage et de l'immoralité, on les vit afficher à la suite des camps le luxe le plus effréné et l'esprit le plus contre-révolutionnaire. Tous les sacrifices de la république épuisée s'arrêtaient dans leurs mains impures, et ils ressemblaient plutôt à un corps ennemi posté sur les derrières de nos armées pour leur couper les vivres qu'à des agents chargés de les alimenter [1]. » Ce furent ces nouveaux riches qui rappelèrent les mœurs de l'ancien régime, les scandales des courtisans de Louis XV : ils déployèrent le luxe le plus insultant; ils inventèrent les modes les plus impudiques; imitateurs des muscadins, qu'ils surpassaient en arrogance et en ridicule, ils ramenèrent les habitudes monarchiques, discréditèrent les institutions républicaines, plongèrent la nation dans le matérialisme le plus grossier. Maintenant qu'on n'était plus exalté par le dévouement à la patrie et la foi à la liberté, on sentait le vide laissé dans les âmes par le triomphe de la philosophie voltairienne; il n'y avait plus dans toutes les classes que de l'égoïsme, l'appétit des richesses, l'indifférence la plus moqueuse pour tout ce qui était sentiment, croyance, dévoue-

[1] Rapport de Joubert (de l'Hérault) au conseil des Cinq-Cents.

ment. Le temps n'était pas éloigné où, ne pouvant plus s'att cher à aucune idée, le peuple aurait foi à un homme.

Le désordre des finances, la dissolution des mœurs, l'inc dulité universelle, faisaient la joie des royalistes, qui affecta sans cesse de rappeler le bonheur dont la nation jouissait la monarchie et avec la religion. Mais eux-mêmes ét égoïstes, impies et vicieux : les nobles ne voulaient qu vengeances et leurs richesses; les prêtres ne prêchaient désordre et la guerre civile; les *Jacobins blancs* se faisai meurtre et du vol des moyens de succès. Les compag Jéhu et du Soleil continuaient leurs assassinats isolés Midi, et dans l'Ouest les routes étaient infestées de briga bris des bandes royales, connus sous le nom de Ch Soixante mille émigrés étaient rentrés avec un nomb de prêtres réfractaires qui tenaient en alarme les cam et surtout les acquéreurs de biens nationaux. Deux agences royalistes cherchaient à enlacer tout le pays réseau d'associations semblables à celles de l'ancien Jacobins, « pour faire de la France une Vendée g mais les chefs n'étaient que de misérables intrigants qu des millions à l'Angleterre pour de vaines promesses dant l'agence de Paris, conduite par Brottier, Duver villeurnois, forma une conspiration aussi maladroit lente, dans le genre de celle de Babeuf : le complot fu et les chefs arrêtés. Leurs papiers compromir membres des conseils; Duverne déclara même que vingt-quatre députés avaient offert à Louis XVIII sur le trône, à condition que la constitution actu servée. « Le roi fera tout, répondit le prétendant, les abus qui s'étaient introduits dans l'ancie rien ne pourra le décider à changer la constit Le Directoire donna une grande publicité à ce il était déjà si discrédité que les conspirateur même dans le corps législatif, et ne furent prison. On crut qu'il avait voulu seulemen de ce complot, influencer les élections qui nouveau tiers dans les conseils.

« Les élections de l'an V, dit Lacretell comme un appel du 13 vendémiaire. Jam un mouvement plus opposé à celui dont

tée dans la grande année de 1789. Il y eut beaucoup d'assemblées primaires et de corps électoraux où l'on entendit des provocations directes au rétablissement de la royauté. Les républicains ardents n'y étaient pas seuls outragés; on y témoignait la même aversion contre ceux qui se piquaient de scrupules constitutionnels. » Les royalistes firent une nouvelle terreur dans les provinces; ils chassèrent les patriotes des assemblées primaires; ils répandirent des proclamations de Louis XVIII. Les journaux par leurs déclamations, les anciens évêques par leurs mandements, les émigrés rentrés par leurs menaces, les administrations locales et les tribunaux par leur silence, provoquèrent les habitants des campagnes au rétablissement de la royauté. « Le scandale fut porté à un excès dont la certitude seule de la contre-révolution peut donner la raison. » Le résultat de toutes ces manœuvres fut l'élection de deux cent cinquante députés monarchistes, parmi lesquels étaient des hommes qui conspiraient avec le prétendant pour ramener l'ancien régime, tels que Pichegru, le général Willot, Imbert-Colomès, etc. Le premier, depuis sa destitution, avait conclu son marché avec les royalistes, et était devenu tout l'espoir de l'émigration. « Je dépose en vos mains, lui écrivit le prétendant, la plénitude de ma puissance et de mes droits. »

Le nouveau tiers, dès son entrée dans les conseils, montra que la majorité était changée, en nommant Pichegru président des Cinq-Cents, et Barbé-Marbois président des Anciens [20 mai]. Ensuite on remplaça Letourneur, que le sort faisait sortir du Directoire, par le négociateur des traités de Bâle, Barthélemy, homme faible, qui avait des opinions monarchiques, et dont le nom avait été compromis dans les papiers de Lemaître. Alors la majorité commença sa réaction : elle rapporta la loi qui excluait les parents d'émigrés des fonctions publiques; elle amnistia les Toulonnais qui avaient livré leur ville aux Anglais; elle abolit la peine de la déportation pour les prêtres insermentés; elle censura le Directoire pour avoir fait la guerre à Venise et traité avec les puissances d'Italie sans l'autorisation des conseils; elle refusa au gouvernement tout moyen de répression contre les assassinats du Midi et les brigandages de l'Ouest; elle souleva l'indignation de tous les honnêtes gens contre les dilapidations des finances; elle interdit au Directoire, qu'elle voulait « faire mourir de faim, » tous les expédients dont il

avait vécu jusqu'alors. « A chaque séance, dit Thibaudeau, c'étaient des motions, des rapports, des résolutions qui sapaient son autorité, altéraient sa considération, augmentaient ses alarmes, et jetaient l'épouvante parmi les républicains. » Le plan de la conspiration était de réorganiser la garde nationale, de mettre en accusation le Directoire, et de faire proclamer Louis XVIII par les conseils.

Les royalistes étaient pleins de joie ; leurs agents parcouraient l'Ouest et le Midi pour ranimer leurs partisans et exciter les vengeances ; les acquéreurs de biens nationaux étaient assassinés, les émigrés rachetaient leurs domaines à vil prix et par la terreur ; les prêtres rétablissaient les anciens diocèses, correspondaient avec Rome, formaient des associations, prêchaient la révolte. Cinq mille émigrés ou chouans étaient à Paris. « Le nom de républicain, dit Thibaudeau, prononcé avec respect, avec effroi dans l'étranger, était chez nous un terme de mépris, un titre de proscription. »

§ XIII. Coup d'État du 18 fructidor. — Tout le monde voyait qu'il fallait encore une bataille entre l'ancien régime et la révolution ; et, comme c'était maintenant la représentation nationale qui conspirait, il n'y avait que le gouvernement qui pût sauver la république. Mais le Directoire était privé de tout moyen d'action, même du droit de dissoudre les conseils ; il n'avait la confiance de personne ; enfin il était désuni. Barthélemy partageait les opinions des conseils. Barras, gentilhomme de vieille race et *roi de la canaille*, s'entourait, dans ses orgies, aussi bien d'émigrés que de Jacobins ; il avait trempé, dit-on, dans la conspiration de Babeuf et dans la conspiration de Duverne ; protecteur et complice de tous les voleurs, ami et soutien de toutes les prostituées, il avait souillé de son infamie ses collègues probes et honnêtes ; il était personnellement la cause unique du discrédit du gouvernement. Carnot, républicain de conviction et de sentiment, avec son caractère si élevé et ses intentions si pures, s'était laissé ébranler par les déclamations des royalistes contre la terreur ; pour faire oublier la part qu'il avait prise à la dictature du fameux comité, il ne parlait que de modération et du règne des lois ; il s'était égaré à croire que tout le danger du pays venait de la marche débile du gouvernement ; il pensait que l'opposition des conseils était constitutionnelle ; enfin il se défiait de ses collègues et détestait Barras non-seulement comme immoral, mais comme l'ancien chef des

nidoriens. Rewbell et Laréveillère étaient deux anciens Gi-
ns, laborieux, instruits, désintéressés; mais c'étaient des
nes médiocres et sur lesquels le ridicule avait trouvé prise.
qu'ils n'avaient que des qualités inférieures à leur posi-
Le premier, brutal et insolent, s'était discrédité par les
mes incapables qu'il avait mis dans le gouvernement; le se-
, rêveur candide, par une secte qu'il avait voulu fonder sur
ébris du catholicisme, celle des *Théophilanthropes*.
réveillère et Rewbell résolurent de sauver la république,
e par la violence. Ils cherchèrent d'abord à se rapprocher
arnot. « Comment peux-tu, lui dirent-ils, te détacher de
pour te rattacher à une faction qui veut se servir de toi
perdre la république, qui veut te perdre après s'être servie
? » Mais ils furent repoussés avec mépris. Alors ils s'a-
èrent à Barras; et, comme celui-ci était au fond révolu-
aire, ils parvinrent à s'entendre avec lui. Il fallait mainte-
déjouer la conspiration; mais les républicains des conseils
t en minorité et se défiaient eux-mêmes du Directoire;
avait d'autres preuves du complot que des papiers trouvés
ise, par Bonaparte, chez le comte d'Entraigues, agent du
ndant, papiers qui n'étaient pas assez précis pour qu'on pût
servir judiciairement; enfin les principaux coupables
t dans les conseils, et les conseils étaient seuls juges des
de leurs membres. Toute voie légale étant interdite, il ne
it que la ressource d'un coup d'État, et, pour le faire, on
it que l'armée, seule puissance restée révolutionnaire, qui
gnait, elle qui venait de vaincre l'Europe pour vaincre le
isme, de voir celui-ci surgir derrière elle, et au cœur
e de la France. « Ainsi, c'était la crainte de la contre-ré-
ion qui, en 1793, avait jeté la république dans les excès
fureurs dont nous avons vu la triste histoire; c'était la
e de la contre-révolution qui aujourd'hui l'obligeait à se
ans les bras des militaires [1]. »
trois armées de la république présentaient de grandes
nces dans leur composition et le caractère de leurs chefs
ée d'Italie, enivrée de gloire, de richesses, de plaisirs, était
de fougue, de brutalité, d'exaltation; elle n'avait que des
rs plébéiens; elle ne parlait que de sabrer les aristocrates
ris; elle était, en un mot, jacobine. Son chef, ancien

hiers, t. IX, p. 138.

de nos baïonnettes. » Bonaparte envoya ces a
toire, lui conseilla un coup d'État et lui offrit
L'armée de Rhin-et-Moselle, moins enivré
pauvre, plus mesurée, semblait vouloir se dist
d'Italie par son mépris pour le Directoire ; s
des classes éclairées, affectaient des manière
elle semblait, en un mot, représenter l'opini
chef, distingué par sa réserve et son sang-fr
Bonaparte par les constitutionnels et les mo
le modèle de l'homme de guerre; on affectait
traite d'Allemagne au-dessus des victoires de
Rivoli. Moreau, loin d'offrir son secours a
part en quelque sorte à la conspiration royal
avec Pichegru et instruit de sa trahison depuis
papiers trouvés dans un fourgon autrichien, il
ment ce secret, dont la découverte, si elle eût
élections de l'an V, eût déjoué sans coup d'Éta
Le gouvernement se défiait de Moreau; il
l'assistance de Bonaparte, dont il redoutait l'a
y avait un général plus docile et plus modeste,
de guerre dont les services étaient aussi gran
tants, dont la gloire ne faisait pas d'ombrage,
ment à la république était aussi ardent que sincè
Son armée pouvait être appelée l'armée du dév
elle qui avait sauvé la république sur la Samb
qui s'était sacrifiée en 95 pour faire marcher

toire donna de mauvaises explications, fit reculer les trou-et, comme Hoche était menacé d'un décret d'accusation, nanda à Bonaparte l'un de ses généraux. Celui-ci envoya reau, qui avait les passions et le langage du faubourg -Antoine, où il était né : c'était une nullité politique dont vait rien à redouter pour son ambition.

Directoire donna à Augereau le commandement de Paris, a les adresses de l'armée d'Italie et changea le ministère : alors que l'ancien évêque d'Autun, Talleyrand-Périgord, sé par les républicains qui s'étaient ralliés au gouverne-, entra aux affaires étrangères. Les conseils se virent me- et se préparèrent à la résistance, mais avec indécision ; les istes et les constitutionnels ne pouvaient s'entendre ; Pi-ru ne témoignait que faiblesse et médiocrité : on se contenta créter la réorganisation de la garde nationale, et de faire r Pichegru et Willot dans la commission des inspecteurs salle, commission qui était en quelque sorte le pouvoir itif des Cinq-Cents, et à laquelle on donna le commande- de la garde du corps législatif. Cependant les troupes de e s'étaient remises en mouvement. Les députés crièrent mai, et sommèrent le Directoire de s'expliquer ; mais ce- ne leur répondit que par un message où il dévoilait la he contre-révolutionnaire de l'assemblée, en déclarant sauverait la France.

ors les royalistes effrayés voulaient qu'on sonnât le tocsin, rassemblât les sections, que Pichegru marchât sur le Di-ire ; mais il n'y avait que tumulte et désordre dans leurs ations, et aucune force n'était entre leurs mains. Pendant mps les directeurs avaient tout préparé, et, le 18 fructidor ptembre 1797], à minuit, douze mille hommes et quarante ns entrèrent dans Paris, occupèrent les quais, l'Hôtel de les champs Élysées, et enveloppèrent les Tuileries. Tous ostes furent livrés, sans coup férir, par la garde des con- Cependant, dès le premier bruit, la commission des in-eurs s'était rendue au palais et avait convoqué les Cinq- ; mais elle fut arrêtée et envoyée au Temple avec un grand bre de députés. Un détachement marcha sur le Luxembourg s'emparer de Carnot et de Barthélemy ; le premier s'enfuit, cond fut conduit au Temple. Toutes les autorités de Paris nt suspendues : les soldats, pleins d'enthousiasme, faisaient

retentir les rues des cris de : Vive la république ! Des proclamations furent affichées partout avec les pièces trouvées chez le comte d'Entraigues. La ville resta calme, et, à six heures du matin, tout était fini.

Cependant le Directoire avait convoqué à l'Odéon et à l'École de Médecine les deux minorités qui lui étaient dévouées. Ces deux assemblées se déclarèrent en permanence, autorisèrent le Directoire à prendre les mesures nécessaires pour le salut de l'État, et décrétèrent que les élections de cinquante-trois départements étaient annulées avec les nominations des juges et administrateurs de ces départements; que les directeurs Barthélemy et Carnot, les députés Aubry, Job Aymé, Boissy-d'Anglas, Bourdon (de l'Oise), Cadroy, Gilbert-Desmolières, Henri Larivière, Imbert-Colomès, Camille Jordan, Lemerer, Mersan, Pastoret, Pichegru, Quatremère de Quincy, Siméon, Vaublanc, Villaret-Joyeuse, Willot, Barbé-Marbois, Portalis, Rovère, Tronçon-Ducoudray, etc., en tout cinquante-trois, étaient condamnés à la déportation; que les places des députés proscrits resteraient vacantes; que le Directoire était autorisé à nommer les juges et administrateurs des cinquante-trois départements désignés. Il fut ordonné aux émigrés rentrés de sortir dans les quinze jours du territoire, sous peine de mort; on rapporta la loi qui rappelait les prêtres déportés; on déclara de nouveau les parents d'émigrés incapables d'occuper des fonctions publiques; l'organisation de la garde nationale et la liberté de la presse furent suspendues; enfin l'on prononça la déportation en masse des propriétaires, auteurs et rédacteurs de quarante et un journaux. Le Directoire mit, dans l'exécution de ces mesures révolutionnaires, une rigueur tyrannique : il déshonora sa victoire par des vengeances particulières, abusa de sa puissance, et fit de son règne une demi-terreur. Les condamnés furent conduits, les uns à Cayenne, les autres à Oléron, avec un luxe de brutalité inutile, et ceux de Cayenne subirent un long supplice sur cette terre désolée. Barthélemy s'en échappa et trouva un refuge en Angleterre; Carnot s'enfuit en Allemagne. Ils furent remplacés au Directoire par Merlin (de Douai) et François de Neufchâteau.

A la première nouvelle des événements de Paris, Moreau envoya les papiers qui démontraient la trahison de Pichegru : le Directoire les publia pour se justifier; mais, en même temps, il destitua Moreau pour sa révélation tardive, et donna le comman-

ement des deux armées du Rhin à Hoche. Ce glorieux jeune homme n'en jouit que quelques jours : il mourut à vingt-neuf ans, empoisonné, dit-on, en laissant la renommée militaire la plus pure de la révolution.

Le 18 fructidor fut le complément du 13 vendémiaire : le parti de l'ancien régime retomba dans l'obscurité pour dix-sept ans. La révolution fut sauvée, mais on était rentré dans les voies extralégales; la constitution n'existait plus; l'armée avait fait un pas de plus vers le pouvoir. L'armée avait désormais seule de l'avenir : au 13 vendémiaire, elle avait sauvé la Convention et vaincu la garde nationale; au 18 fructidor, elle sauva le Directoire et vainquit la représentation nationale; nous la verrons, au 18 brumaire, détruire à la fois la représentation nationale et le Directoire, et prendre, pour quinze ans, la conduite de la révolution et le gouvernement de la France.

§ XIV. Rupture des négociations avec l'Angleterre. — Traité de Campo-Formio. — Retour de Bonaparte a Paris.— Les troubles de l'intérieur avaient influé sur les négociations avec l'Autriche et l'Angleterre : à mesure que les étrangers voyaient grandir l'espoir de la contre-révolution, ils se montraient plus difficiles et plus exigeants. Cependant Pitt désirait réellement la paix, pour reprendre haleine et satisfaire aux clameurs des Anglais; et comme il ne pouvait nous contester la possession de la Belgique, que l'Autriche abandonnait, il demandait seulement à conserver la Trinité, le Cap, Ceylan. Le Directoire fit une grande faute : au lieu d'accéder à ces conditions et d'indemniser nos alliés avec nos propres colonies; soit par une générosité absurde, soit par le désir de perpétuer l'état de guerre qui rendait son pouvoir plus sûr et moins limité, il rompit les négociations.

Il s'en fallut peu que les conférences d'Udine n'eussent le même sort. L'Autriche témoignait tant de mauvaise foi, que les hostilités furent sur le point d'être reprises; d'ailleurs le Directoire voulait que l'Italie fût affranchie jusqu'à l'Isonzo, et que l'empereur cherchât ses indemnités dans la sécularisation des États ecclésiastiques d'Allemagne. Bonaparte seul désirait ardemment la paix : la paix lui donnait plus de gloire et ouvrait plus de champ à son ambition que vingt nouvelles victoires. Aussi, pour témoigner que les conditions imposées dans les préliminaires étaient irrévocables, il fit, des deux républiques lombarde et cispadane, une seule république dite *Cisalpine*, en y



Le Directoire le pressa d'imposer son ultimatu
refusa d'obéir, se plaignit d'être traité comm
offrit sa démission. Le gouvernement n'osa l
torisa à traiter, mais à la condition que Ve
sacrifiée : « C'est uniquement pour elle que r
la guerre. Abandonner un État que vous jugez
d'être libre, ce serait traiter en vaincus et co
fidie sans excuse. » Bonaparte ne tint pas com
et signa la paix, qui prit le nom de Campo-Fo
L'empereur reconnaissait à la France la poss
gique, de la rive gauche du Rhin et des îles I
publique Cisalpine, la possession de la Lombar
des provinces enlevées au pape, à Venise et a
il reçut en dédommagement Venise, le Frioul
matie ; il promit sa voix à la France dans le
semblerait à Rastadt pour régler la dépossessi
la rive gauche du Rhin ; il mit à délivrance
compagnons de captivité.

Bonaparte n'eut pas dans toute sa vie un pl
tait lui qui, le premier, donnait à la France, a
turelles, la paix la plus glorieuse qu'elle eût
système révolutionnaire était propagé en Euro
française était entourée de républiques, ses fil
ses approches ; tous les souverains s'étaient h
grand bouleversement naguère si méprisé, et
dans le monde avec tant de gloire ; Bonaparte

brillantes victoires de l'armée d'Italie ! le héros de Montenotte et de Rivoli assumait sur lui toute la gloire des vainqueurs de Wattignies, de Weissembourg, de la Mouga ! le traité de Bâle était effacé par celui de Campo-Formio ! Et pourtant Bonaparte avait signé ce traité par un profond calcul d'égoïsme ; il l'avait signé en désobéissant formellement au gouvernement ; il l'avait souillé d'une tache ineffaçable, la destruction et le partage de la république vénitienne : deuxième exemple de ce trafic des peuples, qui a eu tant d'imitateurs, et dont la France devait être définitivement victime !

Le Directoire, qui s'était attiré un redoublement d'injures par la rupture des conférences de Lille, n'osa refuser le traité de Campo-Formio : la nation, qui voulait par-dessus tout la paix, qui l'aurait acceptée même quand elle eût été moins glorieuse, se serait soulevée contre le gouvernement qui lui aurait refusé ce grand bienfait. Le traité fut donc publié au milieu des transports de la joie universelle, et, en même temps, Bonaparte fut nommé plénipotentiaire au congrès de Rastadt et général en chef de l'armée d'Angleterre.

Bonaparte mit la dernière main aux affaires d'Italie ; il livra Venise aux Autrichiens, forma une marine dans l'Adriatique avec les vaisseaux vénitiens, prit possession des îles Ioniennes ; enfin, après avoir laissé trente mille hommes en Lombardie sous le commandement de Berthier, il partit, traversa le Piémont et la Suisse, et arriva à Rastadt. Il échangea les ratifications du traité de Campo-Formio ; et, prévoyant des longueurs interminables dans le congrès, il se rendit à Paris. Le Directoire lui donna une fête triomphale qui fut l'une des plus imposantes de la révolution [10 décembre]. L'enivrement était universel : la foule, les soldats, les autorités, n'avaient des regards, des cris, des applaudissements que pour ce jeune homme petit, chétif, pâle, au regard ardent et profond, au costume et aux manières simples, qui saisissait toutes les imaginations, et laissait dans tous les esprits une impression indéfinissable de grandeur et de génie : tout semblait se jeter dans ses bras, à ses pieds ; lui seul était déjà la France, lui seul la révolution !

CHAPITRE II.

Expédition d'Égypte. — Deuxième coalition. — Révolution du 18 brumaire. — Du 10 décembre 1797 au 11 novembre 1799.

§ Ier. Situation intérieure. — Tiers consolidé. — Coup d'État du 22 floréal. — Le traité de Campo-Formio fut la paix de Westphalie de la république française : il mit fin à l'ancienne constitution européenne ; il introduisit la révolution dans le droit public ; il donna la suprématie à la *grande nation*. Ce fut une belle époque, la plus belle où la France fût encore parvenue : nous possédions enfin ces limites naturelles tant désirées, tant recherchées par la monarchie ; nous dominions l'Italie par les républiques Cisalpine et Ligurienne, par l'abaissement du Piémont et de Rome, par la possession des îles Ioniennes ; nous tenions l'Allemagne sous notre main, par le Rhin, Coblentz, Mayence et Kehl ; nous avions refusé la paix à l'Angleterre, et nous espérions, par l'alliance de l'Espagne et de la Hollande, mettre fin à son empire maritime. Le Directoire fut alors au plus haut degré de sa puissance : son gouvernement était fort et glorieux, l'Europe tremblante, les partis vaincus ; l'ordre renaissait, et avec lui la richesse publique ; la civilisation, si longtemps sacrifiée au salut de la patrie, allait reprendre son cours régulier.

Cette grandeur ne dura qu'un moment. Le gouvernement directorial était incapable de conduire la révolution à son époque d'ordre, de fondation et de repos ; et le 18 fructidor, en lui donnant la dictature, ramena la situation révolutionnaire. La réaction antiroyaliste continua : des commissions militaires prononcèrent de nombreuses condamnations à mort contre les émigrés rentrés : trois Bourbons qui étaient encore en France furent bannis avec les anciens serviteurs des princes, les membres des parlements, les chevaliers de Malte, etc. ; une loi plaça les nobles dans la position des étrangers en les forçant à se faire naturaliser, et il s'en fallut peu que leur expulsion totale et perpétuelle ne fût prononcée. Les conseils n'étaient plus que les instruments aveugles de la tyrannie directoriale ; le gouvernement laissa les clubs jacobins se rouvrir ; il mit plusieurs villes du Midi en état de siége ; il supprima de fait la

liberté de la presse; enfin il essaya de sortir du chaos financier par une banqueroute.

La dépense de l'an VI était estimée à 788 millions, dont 341 pour l'armée, s'élevant à cinq cent vingt-huit mille hommes et quatre-vingt-deux mille chevaux; 83 pour la marine, 106 pour les autres services, 258 pour les intérêts de la dette. La recette n'était estimée qu'à 616 millions; encore avait-il fallu augmenter les droits d'enregistrement, créer une taxe sur les routes, rétablir la loterie que la Convention avait détruite, etc. C'était un fardeau qu'on ne pouvait accroître, car il pesait presque entièrement sur la terre, puisqu'il n'y avait pas d'impôts indirects, et les richesses du sol n'avaient pas encore été doublées par la division des propriétés. Pour sortir du déficit, on résolut de rembourser une partie de la dette en biens nationaux. Les intérêts avaient été servis avec irrégularité depuis la révolution, et presque toujours en assignats; depuis deux ans ils l'étaient un quart en numéraire et trois quarts en bons sur les biens nationaux : il fut décrété que les deux tiers de la dette seraient remboursés au capital de vingt fois la rente en bons recevables en payement des biens nationaux, que l'autre tiers serait *consolidé* et inscrit sur le grand livre comme rente perpétuelle [30 sept. 1797]. La dette se trouva ainsi réduite à 86 millions, le déficit comblé et les finances ramenées à une situation régulière. Mais les bons sur les biens nationaux n'étaient alors acceptables qu'au sixième de leur titre; ils devaient tomber encore par la négociation; enfin, pour beaucoup de rentiers, ils étaient réellement des valeurs factices : c'était donc une espèce de banqueroute, et elle excita les plus violentes clameurs.

Cependant le Directoire, ne voyant aucune résistance à ses actes arbitraires, se croyait fort et assuré; mais il n'avait obtenu sa victoire qu'avec l'appui du parti républicain, et celui-ci commençait à l'attaquer. Les clubs dévoilaient l'esprit étroit ou les mœurs immondes des cinq tyrans du Luxembourg; les restes du parti de Robespierre faisaient le procès au 9 thermidor, vantaient la constitution de 93 et déclamaient contre les bourreaux de Babeuf. Les élections de l'an VI approchaient; il y avait quatre cent trente-sept députés à nommer à cause des élections annulées au 18 fructidor, et comme le parti royaliste était entièrement écarté des affaires, les patriotes comptaient

entrer en majorité dans les conseils. Le Directoire s'alarma de ce nouveau danger : il publia des proclamations contre les anarchistes ; il menaça d'annuler les élections qui lui seraient hostiles ; il mit la discorde dans les assemblées électorales, qui presque partout, se partagèrent et firent de doubles choix : les majorités élurent des patriotes ; les minorités, des *directoriaux*. Alors le gouvernement, qu'une loi avait fait juge des opérations électorales, annula les élections des majorités et approuva celles des minorités [1798, 11 mai (22 floréal)]. C'était la contre-partie du 18 fructidor ; mais, au 18 fructidor, les royalistes conspiraient contre le Directoire, la constitution, la révolution ; au 22 floréal, les patriotes ne voulaient que changer la marche du gouvernement. Tout le monde fut indigné de la brutalité de ces magistrats qui ne savaient vaincre les oppositions qu'avec des coups d'État, sans voir qu'ils se suicidaient eux-mêmes et rendaient la chute de la constitution inévitable.

En même temps que le nouveau tiers entra dans les conseils, François de Neufchâteau sortit du Directoire et fut remplacé par Treilhard. C'était un avocat, ainsi que Laréveillère, Rewbell, Merlin (de Douai). Il y avait un grand aveuglement de la part du corps législatif à ne pas appeler un général dans le gouvernement, alors que le pouvoir révolutionnaire appartenait déjà à l'armée.

§ II. Politique du Directoire. — Fondation des républiques Romaine et Helvétique. — Le Directoire avait pourtant besoin de se renforcer d'hommes d'action et d'affaires ; car, dans sa politique extérieure, il se montrait d'une imprudence et d'une présomption qui menèrent la France sur le penchant de sa perte. La paix était le premier besoin du pays : « si elle eût été faite à Lille, dit Bonaparte, on ne peut calculer ce que seraient devenues nos destinées, à cette époque où nous avions encore tant d'enthousiasme de patrie. » Mais la guerre était toute la pensée du gouvernement : elle seule jetait de l'éclat sur lui, et lui permettait de vivre hors de la légalité ; elle seule faisait subsister trois cent mille soldats dont le licenciement n'aurait pu s'effectuer sans danger ; elle seule détournait les regards de l'administration intérieure. Ces bourgeois, poussés tout à coup aux affaires, étourdis de leur position, de la grandeur de la France, du retentissement de la révolution, avaient pris absurdement pour modèle le sénat romain, dont ils ne comprenaient

nullement l'histoire ; ils en portaient le costume théâtral, ils en affectaient le langage altier, ils en reproduisaient les fêtes païennes ; ils croyaient digne et sage d'en suivre la politique orgueilleuse, cupide, envahissante. Leur ambition était de démocratiser l'Europe : ils voulaient entourer la France d'une ceinture de républiques alliées ou vassales ; ils faisaient de la propagande, non comme la Convention, pour se défendre, mais par fanatisme révolutionnaire et philosophique. Aussi les démocrates de tous les pays savaient-ils que s'ils osaient une insurrection ils seraient protégés et secourus, et les trônes menacés comprimaient par des supplices le moindre mouvement populaire.

Toute l'Italie était alors dans la fièvre révolutionnaire, mais surtout l'État de l'Église, voisin de la Cisalpine et « gouverné par de faibles vieillards sans sagesse. » A Rome, les démocrates, peu nombreux et appartenant à la bourgeoisie, essayèrent une insurrection : ils furent battus par les troupes pontificales et se réfugièrent dans le palais de l'ambassadeur français, Joseph Bonaparte, frère aîné du général [1]. Les troupes les y poursuivirent, tirèrent sur l'ambassadeur, et tuèrent le général français Duphot [1797, 28 déc.]. Aussitôt Joseph quitta Rome. Le pape offrit des réparations : le Directoire les rejeta ; il voulait ressusciter la patrie des Brutus et « faire disparaître l'idole de la papauté ; » il ordonna à l'armée d'Italie de marcher sur Rome. Dès que les Français, commandés par Berthier, eurent occupé le château Saint-Ange, les démocrates se réunirent dans l'ancien Forum, proclamèrent le rétablissement de la *république romaine*, et demandèrent une constitution à la France [15 février 1798]. Le pape fut conduit à Pise, de là à Savone, et enfin à Valence, où il mourut l'année suivante.

Les idées françaises fermentaient en Suisse, pays resté tout féodal, où les villes dominaient les campagnes, où certains cantons avaient des sujets, où les aristocraties bourgeoises se montraient aussi pleines d'orgueil et de préjugés que celle d'Angleterre. Le sénat de Berne avait témoigné une grande

(1) Napoléon était le deuxième fils de Charles Bonaparte et de Lætitia Ramolino. Ses frères étaient Joseph, Lucien, Louis, Jérôme ; ses sœurs, Pauline, Caroline, Élisa. Cette famille noble et pauvre prit le parti de la France dans l'insurrection de la Corse en 1793, et fut proscrite : elle se réfugia à Marseille et resta dans la misère jusqu'au 13 vendémiaire, où Napoléon la fit venir à Paris.

[redacted]

haine à la révolution française : la ville était le quartier général des émigrés; c'était de là que l'ambassadeur anglais Wickham avait fomenté des conspirations en France; enfin, si la Suisse n'était pas entrée dans la coalition, c'était à cause de l'impuissance politique où elle était tombée depuis un siècle. La neutralité des treize cantons qui couvraient le flanc le plus vulnérable de la France était capitale ; aussi le comité de salut public, plus mesuré et plus patient que ses paroles ne le faisaient croire, loin de relever les injures des Bernois, avait fait tous ses efforts pour conserver son alliance avec la Suisse, seul pays par lequel la France pût alors communiquer avec le continent. Le Directoire fut moins sage : il exigea d'abord des Bernois l'expulsion de Wickham et des émigrés ; ensuite, comme il se croyait mal gardé s'il laissait entre le Rhin et l'Italie treize petites républiques sans unité et dominées par des aristocraties, il voulut faire de la Suisse une république une et démocratique, qui lui donnerait, en cas de guerre, les points d'agression les plus formidables. L'occasion se présenta de révolutionner ce pays. Les *Messieurs* de Berne avaient pour sujets les Vaudois, peuple tout français par ses mœurs, ses lumières, sa langue, que d'anciens traités plaçaient sous la protection de la France, et qui s'insurgea pour obtenir des droits politiques. Ils envoyèrent des troupes pour le ramener à la soumission. Les Vaudois réclamèrent la protection de la France [1798, 28 janvier]. Le Directoire fit avancer une armée. Aussitôt les insurgés proclamèrent leur indépendance ; les campagnes de Bâle et d'Argovie suivirent cet exemple ; Zurich, Lucerne, Schaffouse firent aussi leur révolution démocratique. Mais Berne réunit vingt mille montagnards fanatiques et les porta sur l'Aar, entre Fraubunnen et Neuenek. Les Français, commandés par Brune, les attaquèrent, les vainquirent malgré une résistance désespérée, et entrèrent dans Berne, où l'aristocratie abdiqua ses pouvoirs [2 mars]. Alors une diète s'assembla à Arau pour donner à tout ce pays, habitué au régime fédératif depuis des siècles, une constitution unitaire modelée sur celle de la France ; et, après beaucoup de discordes et de résistances, la république *helvétique* fut proclamée [12 avril].

Les révolutions de Rome et de Suisse furent des actes maladroits et odieux, qui firent le plus grand tort à la France : dans l'une on s'attaquait à un vieillard ; dans l'autre, à des chau-

mières. La dépossession du pape justifia toutes les déclamations des royalistes contre l'athéisme de la révolution, et l'établissement des Français à Rome affaiblit, en l'étendant, leur position en Italie. La conquête de la Suisse, pays républicain, respecté même des monarchies, viola une neutralité utile à toute l'Europe et surtout à la France ; elle fit des Alpes, qui cessèrent d'être une barrière commune, un champ de bataille universel ; elle fut un funeste exemple donné aux étrangers, qui firent de la Suisse, seize ans après, le grand chemin de Paris.

Enfin, en étendant ainsi son système au delà de nos frontières, le Directoire chercha, pour ainsi dire, une guerre continentale, et se détourna de son vrai but, la guerre maritime.

§ III. Préparatifs contre l'Angleterre. — Bonaparte propose la conquête de l'Égypte. — Cependant l'on faisait d'immenses préparatifs contre l'Angleterre : cent mille hommes se rassemblaient sur les côtes ; le gouvernement avait fait un emprunt de 80 millions ; Bonaparte inspectait le littoral de l'Océan ; enfin la marine française se relevait et devenait presque aussi formidable que sous Louis XVI. Mais il ne fallait plus compter sur l'assistance des flottes d'Espagne et de Hollande : la première avait été à moitié détruite à la bataille du cap Saint-Vincent, la seconde à celle de Camperduyn. L'Angleterre n'en était pas moins alarmée : elle avait renforcé ses escadres, levé soixante mille *fencibles* ou gardes nationaux pour la défense des côtes, sollicité l'Autriche de faire une nouvelle coalition ; d'ailleurs sa puissance était menacée dans l'Irlande et dans l'Inde. En Irlande, le gouvernement, pour comprimer les moindres ferments de révolte, avait proclamé la loi martiale et livré le pays aux exécutions les plus barbares ; mais cinquante mille Irlandais prirent les armes, mirent sur leurs drapeaux la croix, le bonnet de la liberté, la harpe de la verte Érin, et appelèrent les secours de la France. Dans l'Inde, Tippou-Saïb [1], sultan du Maïssour, mû d'une haine implacable contre les Anglais, avait recommencé la guerre contre eux en demandant vainement des secours à Louis XVI et à la Convention ; vaincu et forcé de signer un traité qui lui enleva la moitié de ses États, dès qu'il apprit les victoires de la république française, il reprit les armes, et

[1] Voyez t. III, p. 575.

sollicita le Directoire de lui envoyer seulement quinze cents hommes et une flotte, « au nom, dit-il, de l'amitié qui l'unit à la France, et qui durera autant que le soleil et la lune brilleront dans le ciel. »

Le Directoire n'envoya de secours ni aux Irlandais, ni à Tippou-Saïb : c'était à Londres même qu'il voulait ruiner la puissance anglaise ; mais il fut détourné de son projet de descente par l'ambition de Bonaparte, et jeté dans une guerre funeste, qui fit perdre à la France sa magnifique position.

Bonaparte était, depuis son retour, l'homme qui occupait tous les regards : le peuple l'applaudissait ; le Directoire le consultait sur toutes les questions politiques ; certains membres des conseils le pressaient de faire un mouvement et de se mettre à la tête de la république. Mais le jeune général, si profondément habile à ménager l'avenir, fuyait les honneurs, la représentation, les plaisirs ; il semblait tout occupé de sa femme, Joséphine, veuve du général Beauharnais [1] ; il se montrait avide d'instruction, ne s'entourait que de savants ; et comme il avait été élu membre de l'Institut, il en affectait le titre et le costume. Surveillé avec une jalousie et une défiance extrêmes par le Directoire, il blâmait la marche du gouvernement, mais avec mesure ; il protestait sans emphase de son attachement à la constitution ; il repoussait nettement toutes les avances des partis. « Il n'était pas encore assez fort, comme il l'a dit plus tard, pour marcher seul ; » il voyait que le Directoire n'était ni assez odieux ni assez méprisé ; il voulait, suivant l'exemple de César lorsqu'il s'était fait donner le commandement des Gaules, laisser tous les hommes médiocres s'user à Paris dans de mesquines intrigues, pendant qu'il étonnerait le monde par une expédition lointaine et merveilleuse. « S'enfoncer dans les contrées de la lumière et de la gloire, où Alexandre et Mahomet ont vaincu et fondé des empires, y faire retentir son nom et le renvoyer en France répété par les échos de l'Asie, était pour lui une perspective enivrante [2]. » Il proposa au Directoire de faire la conquête de l'Égypte. Ce pays n'appartenait plus aux Turcs que nominalement ; c'étaient des

(1) Il l'avait epousée en 1796. Joséphine avait deux enfants ; Eugène, depuis vice-roi d'Italie ; Hortense, depuis reine de Hollande.

(2) Thiers, t. x, p. 15.

mamelucks ou esclaves circassiens, appelés par les sultans à sa défense, qui le dominaient et tenaient les habitants dans l'esclavage et l'abrutissement. En s'en emparant on ruinait le commerce des Anglais dans l'Inde, soit qu'on en fît l'entrepôt de l'Asie et de l'Europe, comme dans l'antiquité, soit qu'en en fît une station militaire pour aller dans l'Hindoustan; de plus, on pouvait y créer la plus florissante colonie du globe, et par elle dominer la Méditerranée. Ce projet avait été présenté jadis à Choiseul; le consul français d'Alexandrie en avait entretenu récemment le Directoire; Bonaparte lui-même avait écrit de Milan à Talleyrand, le 16 août 1797 : « Les temps ne sont pas éloignés où nous sentirons que, pour détruire véritablement l'Angleterre, il faut nous emparer de l'Égypte. L'empire ottoman croule tous les jours. La possession des îles Ioniennes nous mettra à même d'en prendre notre part. »

Le Directoire accéda difficilement à ce projet aventureux, qui exposait notre alliance avec la Porte, privait la France d'une armée entière et compromettait notre marine; mais il n'était déjà plus facile de rejeter une demande de Bonaparte; d'ailleurs la grandeur du projet le séduisit; enfin il fut décidé par l'espoir d'être débarrassé d'un homme dont la réputation l'écrasait. Les préparatifs de l'expédition furent faits avec la plus grande activité, et le but tenu dans le plus profond secret : les troupes qu'on rassemblait sur les côtes de la Méditerranée étaient, disait-on, l'aile gauche de l'armée d'Angleterre.

L'époque ne semblait pas favorable à une telle entreprise, car la paix continentale n'était rien moins qu'assurée. Pitt intriguait dans toutes les cours pour former une nouvelle coalition; Naples était indignée du détrônement du pape et d'une république mise à ses portes; l'Autriche faisait des armements considérables; le congrès de Rastadt ne paraissait pas disposé à abandonner la rive gauche du Rhin, ni à bouleverser la constitution germanique par l'abolition des trois électorats ecclésiastiques; enfin les cinq républiques que la France avait mises sur ses flancs étaient pleines d'anarchie et d'impuissance : leur création avait jeté l'alarme sur tous les trônes; leur existence intérieure témoignait à l'Europe qu'elles étaient simplement des annexes de la France.

En Hollande, les fédéralistes l'avaient emporté sur les unitaires; mais, par le conseil de l'ambassadeur français, et sous la protection des baïonnettes françaises, quarante-trois députés se



elle devait recevoir vingt-cinq mille Françai
leur donner une solde de 10 millions, les co
Alors Berthier expulsa par la force les opposa
le traité.

A Rome, les agents du Directoire et le génér
laient les palais et les couvents, pillaient le
quaient les biens des cardinaux, et laissaie
plus grande misère. Les soldats se révoltère
ral en même temps que la populace contre l
27 févr.] : les insurgés romains furent vain
força Masséna à donner sa démission.

En Suisse, les petits cantons, peuplés de n
liques qui jouissaient de la plus grande libe
constitution unitaire, et il fallut leur faire
qui rappela les horreurs de la Vendée, pour
soumission. Les Grisons demandèrent l'ap
Genève fut réunie à la France [26 avril]. Enfi
rectoire, non contents d'avoir enlevé le tréso
tant à 7 millions, soumirent tout le pays au
plus tyranniques.

§ IV. Départ de l'armée d'Égypte. — Prise
barquement a Alexandrie. — Bataille des Pyr
navale d'Aboukir. — Malgré tous ces embarr
naces de guerre de l'Autriche, malgré le brui
alliance entre la Russie et l'Angleterre, le D
parte persistèrent dans leurs projets sur l'

division Kléber, Desaix, Reynier, Menou, Bon, Vaubois, ses compagnons d'Italie, Berthier, Lannes, Murat, Marmont; les savants Monge, Berthollet, Fourier, Dolomieu, Desgenettes, Larrey, Denon, et une foule d'autres. Brueys, ayant sous lui Gantheaume, Villeneuve, Decrès, Ducayla, commandait la flotte. Il fut convenu que Talleyrand irait à Constantinople pour expliquer à la Porte Ottomane le but de l'expédition.

Bonaparte partit de Toulon le 19 mai, rallia les convois de Gênes, d'Ajaccio et de Civita-Vecchia, et se dirigea sur Malte : c'était une possession qu'il convoitait depuis longtemps, comme devant, avec Corfou, lier Toulon à Alexandrie, et assurer à la France la domination de la Méditerranée. L'ordre de Saint-Jean était tombé dans une décadence complète; on avait noué des intelligences avec quelques chevaliers et acheté l'inaction du grand maître : après un simulacre de résistance, la formidable place de la Valette se rendit [1798, 10 juin]. Bonaparte donna un gouvernement à l'île, embarqua avec lui les milices et quelques chevaliers, laissa à la Valette Vaubois avec trois mille hommes, et partit [2 juillet].

Dix jours après, la flotte arriva en vue d'Alexandrie sans avoir rencontré la flotte anglaise, commandée par Nelson, qui courait toute la Méditerranée, incertaine du but de l'expédition. Aussitôt Bonaparte débarqua sur la plage, à quatre lieues d'Alexandrie; quand il eut réuni quatre mille hommes, commandés par Kléber, il marcha sur la ville et l'enleva d'assaut après un violent combat. Il y laissa trois mille hommes avec Kléber qui était blessé, et marcha sur le Caire, où il fallait arriver avant l'époque des inondations du Nil. Une flottille chargée de vivres et de munitions longea la côte jusqu'à la bouche de Rosette, et remonta le fleuve pendant que l'armée marchait par le désert de Damanhour. L'armée et la flottille se réunirent à Ramanieh, et l'on se remit en marche.

Deux beys, qui avaient sous leurs ordres neuf à dix mille mamelucks servis par vingt mille Arabes ou *fellahs*, dominaient alors l'Égypte : l'un, Ibrahim, ne songeait qu'à conserver ses trésors et se tenait sur la rive droite du Nil, près du Caire; l'autre, Mourad, intrépide guerrier, vint à la rencontre des Français et les attendit à Chebreiss avec douze cents mamelucks, quatre à cinq mille Arabes et des chaloupes canonnières. Bonaparte forma ses cinq divisions en carrés qui se flanquaient

l'un l'autre: les mamelucks se précipitèrent au galop sur ces citadelles vivantes; mais, accueillis par un feu terrible, ils se mirent en fuite. Alors on reprit la marche en avant, à travers un pays presque désert, sous un ciel de feu, avec d'immenses fatigues, et l'on arriva près des pyramides de Giseh, en vue du Caire. Mourad avait réuni sur la rive gauche du Nil, en face de la ville, six mille mamelucks qu'il plaça entre le fleuve et les pyramides, et vingt mille Arabes qu'il mit dans le camp retranché d'Embabeh, adossé au fleuve; Ibrahim était sur la rive droite, avec une flottille qui protégeait les approches du Caire par le fleuve [21 juillet]. A la vue de la grande ville, des pyramides, de la cavalerie des mamelucks étincelante d'or et d'acier, l'armée fut transportée d'enthousiasme. Bonaparte, dont le génie semblait se trouver à l'aise sur cette terre de merveilles, galopait devant ses soldats en leur montrant les monuments des Pharaons : « Songez, leur dit-il, que du haut de ces pyramides quarante siècles vous contemplent ! » Il mit en mouvement ses cinq carrés, en appuyant sur la droite, pour séparer les mamelucks du camp retranché. Aussitôt Mourad s'élança sur le premier carré (Desaix), qui reçut cette charge sans broncher et avec un feu meurtrier; il recula, se jeta sur le deuxième carré (Reynier), et fut accueilli de même; il revint sur ses pas et trouva derrière lui le carré du centre (Dugua), qui le mit en pleine déroute. Alors les carrés de gauche (Bon et Menou) marchèrent sur le camp, l'enlevèrent et jetèrent ses défenseurs dans le Nil. Mourad se retira avec ses débris dans la haute Égypte; Ibrahim, après avoir incendié la flottille, du côté de la Syrie. Ils avaient perdu deux mille mamelucks, quatre mille fellahs, cinquante canons, quatre cents chameaux.

Le lendemain, les Français entrèrent au Caire. Bonaparte déclara aux habitants qu'il venait comme allié de la Porte Ottomane, pour délivrer le pays de la domination des mamelucks. Il donna un gouvernement municipal à la ville; respecta les propriétés, les mœurs, la religion des habitants, et s'occupa d'organiser la conquête. Mourad fut poussé dans la haute Égypte par Desaix; Ibrahim fut jeté dans la Syrie; deux divisions occupèrent le Delta, et l'on avait l'espoir le mieux fondé de faire un établissement durable dans ce pays, lorsqu'un grand désastre ruina tout l'avenir de l'expédition.

La flotte avait reçu l'ordre ou d'entrer dans le port d'Alexan-

drie ou d'aller à Corfou, et de ne pas attendre l'arrivée des Anglais dans la rade ouverte d'Aboukir. Brueys, ne trouvant pas assez d'eau dans le port d'Alexandrie, avait résolu de partir pour Corfou ; mais il voulut attendre la nouvelle de l'entrée des Français au Caire, et ce retard amena l'un des événements qui ont le plus influé sur les destinées du monde.

Nelson, ayant appris le débarquement des Français, se dirigea sur Alexandrie, et arriva en vue de la flotte française [1er août], qui, forte de treize vaisseaux et de quatre frégates, était embossée en demi-cercle, parallèlement au rivage d'Aboukir : il avait quatorze vaisseaux et trois frégates, et, quoiqu'il fût six heures du soir, il résolut d'attaquer sur-le-champ. La ligne française laissait à sa gauche une passe qu'on croyait impraticable et qui n'était défendue que par un îlot ; la côte n'avait pas de batteries ; un tiers des équipages était à terre. L'amiral anglais fit passer hardiment cinq vaisseaux entre l'îlot et la côte, prit ainsi entre deux feux le centre et la gauche des Français, et engagea la bataille avec treize vaisseaux contre huit Au bout d'une heure, trois vaisseaux français et deux anglais étaient hors de combat. Brueys fit signal à sa droite, composée de ses cinq meilleurs navires et qui n'avait personne devant elle, de se rabattre extérieurements ur la ligne ennemie : le signal ne fut pas vu, et Villeneuve, qui commandait cette droite, resta immobile. La bataille continua toute la nuit avec un acharnement sans exemple : « Jamais, dit un historien anglais, la valeur française ne fit acheter plus chèrement la victoire. » Brueys fut emporté par un boulet ; le vaisseau amiral, de cent vingt canons, prit feu et sauta ; deux autres coulèrent bas. Mais la flotte anglaise était tellement maltraitée, que si les cinq vaisseaux de Villeneuve eussent mis à leur tour Nelson entre deux feux, la victoire restait au pavillon français. Villeneuve crut la bataille perdue, et il s'enfuit à Malte avec deux vaisseaux et deux frégates. Tout le reste de la flotte française fut pris ou détruit. L'expédition d'Égypte était ruinée : les Français, enfermés dans leur conquête, allaient y être attaqués par les armées extérieures qu'on pouvait jeter maintenant dans le pays : ils n'avaient plus qu'à y mourir ou à capituler.

Talleyrand-Périgord n'était pas allé à Constantinople, et l'argent qu'il envoya à sa place ne fut pas reçu : le divan était circonvenu par les agents anglais, qui lui montrèrent la conquête

[redacted]

de l'Égypte comme un sanglant outrage; et comme il n'y avait plus de flotte française pour menacer les Dardanelles, la Porte Ottomane déclara la guerre à la France, et fit alliance avec la Russie et l'Angleterre [12 sept.]. Une flotte russe, partie de Sébastopol, passa à Constantinople et vint bloquer les îles Ioniennes; les vaisseaux anglais trouvèrent tous les ports de la Turquie ouverts, et s'emparèrent, au détriment de la France, de tout le commerce du Levant. Ainsi l'expédition d'Égypte livra l'empire turc aux deux puissances qui convoitaient sa ruine, et en commença le dénombrement; elle donna à l'Angleterre la Méditerranée, inaugura l'apparition de la puissance russe dans l'Europe méridionale, enfin fut le signal de la deuxième coalition.

§ V. Deuxième coalition. — Conquête de Naples et du Piémont. — Le traité de Campo-Formio n'était qu'une trêve entre deux systèmes incompatibles, la monarchie et la république. Tous les trônes désiraient s'en affranchir, voyant l'esprit de propagande du Directoire et les progrès que faisait pendant la paix le système républicain. « Il ne s'agit pas d'intérêts, disait Pitt en offrant aux souverains absolus l'alliance et les subsides de l'Angleterre; il s'agit des principes sur lesquels repose la république française. » La Russie, Naples et l'Autriche répondirent aux sollicitations du cabinet anglais.

La Russie n'avait pris qu'une part nominale à la première coalition : elle s'était occupée, uniquement et avec une profonde habileté, d'anéantir cette odieuse Pologne, qui l'empêchait d'être européenne; mais maintenant le temps semblait arrivé d'intervenir dans les affaires du Midi, et de montrer les Alpes aux barbares disciplinés du Nord. A Catherine avait succédé son fils, Paul Ier [1796, 17 nov.], prince emporté, bizarre, avide de gloire : il prit les émigrés à sa solde, donna asile au prétendant à Mittau, offrit sa protection au congrès de Rastadt, et prépara cent mille hommes.

Le royaume de Naples était, depuis la création de la république romaine, dans une grande agitation : la noblesse et la bourgeoisie, imbues des idées françaises, désiraient une révolution et détestaient la cour, qui était vendue aux Anglais. Le roi Ferdinand était presque imbécile, tout le gouvernement était aux mains de la reine, sœur de Marie-Antoinette, femme débauchée et sanguinaire, qui haïssait les Français avec fureur

Elle reçut Nelson en triomphe après la bataille d'Aboukir, lui ouvrit les portes de Naples, se fit donner des subsides par l'Angleterre, et sollicita le Piémont et la Toscane de s'unir à elle pour délivrer l'Italie.

La cour de Vienne, après le traité de Campo-Formio, loin de licencier ses armées, les avait mises sur le pied le plus formidable. Elle demanda des indemnités à la France pour les conquêtes que le système républicain avait faites en Suisse et en Italie; et sur le refus du Directoire, elle se prépara à la guerre. Elle chercha à y entraîner la Prusse et l'Empire [1797, 16 nov.]; mais Frédéric-Guillaume II était mort, et son successeur persistait dans un système de neutralité qui donnait à la Prusse le protectorat de l'Allemagne. Quant aux princes de l'Empire, ils paraissaient si satisfaits de la paix, qu'ils avaient cédé, dans le congrès de Rastadt, à toutes les exigences du Directoire.

La France répugnait profondément à la guerre et n'était nullement en mesure de résister à une seconde coalition : elle n'avait pas de confiance dans son gouvernement, qu'elle accusait avec amertume d'avoir compromis la révolution par sa déplorable politique, sa cupidité, son orgueil; le budget de l'an VI, malgré la réduction de la dette, présentait un déficit de 62 millions; l'armée, qui n'avait été recrutée jusqu'alors que par la levée en masse de 93, était, depuis la paix, réduite à ses cadres par les congés et la désertion. Enfin l'Espagne était notre seule alliée : car les cinq républiques nouvelles, livrées à l'anarchie, pillées par les états-majors et les agents directoriaux, semblaient hostiles à la France : elles avaient cru à l'union de la liberté et de la religion, et s'épouvantaient de voir le renversement des autels suivre l'apparition du drapeau tricolore; elles avaient répondu avec enthousiasme à la proclamation de leur indépendance, et voyaient les baïonnettes françaises faire chez elles des coups d'État, modifier les constitutions, changer les magistrats, imposer des alliances onéreuses. Cependant, et quoiqu'ils commençassent à être en désaccord, les conseils et le Directoire prirent des mesures de défense : ils augmentèrent les impôts, créèrent la contribution des portes et fenêtres, et autorisèrent la vente de 125 millions de biens nationaux; ensuite ils décrétèrent, sur le rapport de Jourdan, la fameuse loi de conscription [1798, 5 sept.] par laquelle tout Français devait porter les armes depuis vingt jusqu'à vingt-cinq ans, et ils or-

donnèrent sur-le-champ une levée de deux cent n
La cour de Naples était dans une exaltation f
avait doublé les impôts, levé le cinquième de l
comprimé par les supplices la noblesse et la bo
qu'elle apprit que les Russes étaient en marche d
elle résolut de délivrer l'Italie en attaquant la r
maine et en insurgeant le Piémont et la Tosc
mille Napolitains à peine armés, commandés
autrichien Mack, entrèrent en cinq colonnes déso
l'État romain [12 nov.], qui n'était défendu qu
mille hommes dispersés entre les deux mers. Cha
commandait l'armée française, abandonna Rome
sur le Tibre, près de Civita-Castellana, et y concer
Le roi de Naples fit son entrée à Rome, et M
attaques sur Civita-Castellana ; mais il fut battu
lonnes isolées successivement enlevées ou disper
en retraite, revint en désordre sur le territoire
ne s'arrêta que sur le Volturne devant Capoue.

Championnet rentra à Rome [15 déc.] : il ava
vingt-cinq mille hommes, et il se mit en marche p
le royaume de Naples, qui était dans la plus
sion. A cette nouvelle, la cour donna des armes
s'enfuit honteusement sur la flotte anglaise avec
laissa la capitale livrée au pillage et à l'anarchie [
voyant son armée qui désertait et ses officiers qu
cord avec les républicains, conclut un armistice
pionnet [1799, 11 janv.] ; mais ses soldats se ré
fut forcé de se réfugier dans le camp français. Al
net arriva aux portes de Naples, que les lazzaro
avec fureur ; mais la bourgeoisie livra aux Fran
Saint-Elme, et, après un combat de trois jours
les lazzaroni mirent bas les armes. Aussitôt la ré
thénopéenne fut proclamée [23 janv]. Un gouver
soire s'établit ; les villes formèren des gardes
tout le royaume accepta la révolution. Mais Cham
une contribution de 27 millions qui fit soulev
gnards de la Calabre ; alors l'anarchie commença
envoya des commissaires pour rétablir l'ordre ;
les fit arrêter : il fut destitué, et on lui donna p
Macdonald.

t cour de Naples, en commençant sa folle agression, avait
ɔté sur l'assistance du roi de Sardaigne et du grand-duc de
ne. Mais le Piémont, placé entre trois républiques, était
la fermentation révolutionnaire ; le roi, qui s'était allié
l'Autriche, proscrivait les démocrates ; ceux-ci lui avaient
éclarer la guerre par la république Ligurienne. Enfin,
e Championnet fut forcé d'évacuer Rome, le Directoire,
ant que le roi de Sardaigne n'inquiétât les derrières des
ais, ordonna à Joubert, qui commandait l'armée d'Italie,
er dans le Piémont. Aussitôt les soldats piémontais li-
nt les places et entrèrent dans les rangs français ; le roi,
remière sommation de Joubert [1798, 8 déc.], renonça à
ses droits sur le Piémont, et se réfugia dans la Sardaigne.
ays fut soumis provisoirement à une administration fran-
e.

n dernier État libre restait encore : c'était la Toscane ; mais
que la cour d'Autriche eut fait sa déclaration de guerre, les
upes françaises l'occupèrent : de sorte que l'Italie entière se
uva sous la domination de la France.

§ VI. CAMPAGNE DE 1799. — OPÉRATIONS EN SUISSE. — BATAILLES
STOKACH ET DE MAGNANO. — Ces événements augmentèrent
rritation des coalisés, qui précipitèrent leurs armements ;
is ils remplirent de joie le Directoire, qui résolut de prendre
rtout l'offensive, convaincu que l'audace révolutionnaire sup-
érait à la faiblesse des ressources. Cependant l'occupation
a Suisse avait changé les conditions ordinaires du théâtre de
uerre : au lieu d'avoir à repousser l'invasion sur deux lignes
rtes et isolées, c'est-à-dire sur le Rhin et sur les Alpes,
me la France l'avait toujours fait depuis un siècle, on avait
ntenant une base d'opérations qui s'étendait en ligne conti-
du Zuyderzée au golfe de Tarente, et qui pouvait être prise
vers en Hollande et à Naples par les flottes anglaises. Il est
que la possession de la Suisse offrait un grand avantage à
ensive, en permettant de déboucher de tous les côtés, sur le
ube, sur l'Inn, sur l'Adige ; mais la coalition avait sur pied
cent cinquante mille hommes, et le Directoire cent
nte-dix mille seulement. Prendre l'offensive avec une telle
iorité de forces, c'était perdre tous les avantages de l'occu-
n de la Suisse, qui ouvrait ainsi la France par son flanc
us vulnérable. Mais alors était fort répandue la maxime :

« Qui est maître des sources est maître des bouches; » le Di
toire et la coalition croyaient qu'il suffisait d'occuper la m
centrale des Alpes pour commander les grandes vallées qu
découlent; et tous deux allaient se disputer, comme pc
stratégiques, les pics les plus élevés et les glaciers les plus
vages de l'Europe (1).

L'Autriche avait dans la Bavière soixante-dix mille hom
commandés par le prince Charles; dans le Vorarlberg, vi
cinq mille commandés par Hotze; dans le Tyrol, quarante-
mille commandés par Bellegarde; sur l'Adige, soixante m
commandés par Kray. De plus, deux armées de quarante m
Russes chacune étaient en marche : la première, comman
par Suwarof, devait se joindre à celle de Kray; la seconde, c
mandée par Korsakof, à celle de l'archiduc Charles. Enfin q
rante mille Anglais et Russes devaient débarquer dans la H
lande, vingt mille Anglais et Siciliens dans le royaume
Naples. Le Directoire, au lieu de concentrer ses forces
l'Adige et aux sources du Danube, les dissémina ainsi : dix m
hommes en Hollande, sous Brune; huit mille à Mayence,
Bernadotte; quarante mille entre Strasbourg et Bâle,
Jourdan; trente mille en Suisse, sous Masséna; cinquante
sur l'Adige, sous Scherer; trente mille à Naples, sous M
nald. Ces diverses armées semblaient n'en former qu'une
dont l'armée de Masséna était le centre, celles de Jourdan
Scherer les ailes, celles de Brune et de Macdonald les
mités. A Masséna était confiée l'opération principale, q
sistait à s'emparer des Alpes centrales, par conséquent du
que forment le Vorarlberg et le Tyrol dans les États autr
et, en isolant les deux armées impériales du Danube et de
à neutraliser tous leurs efforts.

La coalition ayant conçu le même plan que le Direc
troupes de Bellegarde, d'un côté, envahirent le pays de
d'un autre côté, se disposèrent à descendre dans la
La division Lecourbe (aile droite de Masséna) fut déta
les Grisons, battit en tous lieux les Autrichiens, franc
supérieur et l'Albula, et, à travers la masse la plus
Alpes, arriva sur l'Inn, qu'elle descendit jusqu'à Ma

(1) Voyez, pour la campagne de 1799, les bassins du Rhin et
Géographie militaire, p. 247 et 321 (1re édit.).

en livrant une multitude de combats. La division Dessoles (aile gauche de Scherer) accourut dans la Valteline, franchit le Tonal, descendit sur le haut Adige, livra des combats prodigieux dans des montagnes couvertes de glaces et de précipices, et lia ses opérations avec celles de Lecourbe. Pendant que ces deux généraux jetaient la terreur dans le Tyrol, en courant, pour ainsi dire, sur l'arête même des Alpes rhétiques, Masséna se rendait maître du Rhin depuis ses sources jusqu'au lac de Constance; mais il assiégea vainement Feldkirch, place située au débouché de la vallée de l'Ill, par laquelle l'armée d'Helvétie voulait s'emparer du Tyrol et servir à volonté d'aile droite à l'armée du Danube ou d'aile gauche à l'armée d'Italie. Cet échec força Lecourbe et Dessoles à ralentir leur marche audacieuse, et il fallut bientôt les rappeler en arrière à la nouvelle des événements qui se passaient sur le Danube et sur le Pô.

Jourdan avait franchi le Rhin à Kehl, Bâle et Schaffouse [1799, 1er mars]; il pénétra dans le défilé du haut Danube, et arriva sur l'Ostrach, où il rencontra l'archiduc Charles, qui venait de passer l'Iller; il fut repoussé après un violent combat et se retira vers Tutlingen. Là, apprenant les succès de Masséna, il voulut les appuyer en se portant sur Stokach, nœud des routes de la Suisse et de l'Allemagne, et avec quarante mille hommes il livra bataille à soixante mille [25 mars] : il fut vaincu, perdit quatre à cinq mille hommes, et rétrograda en bon ordre, non dans la Suisse, où il aurait pu se réunir à Masséna, mais sur le Rhin, qu'il croyait menacé. L'archiduc resta immobile jusqu'à ce que le bruit de sa victoire eût forcé Lecourbe et Masséna à abandonner le Tyrol, et ce fut le salut de l'armée de Jourdan, qui repassa le fleuve sans obstacle.

Le Directoire avait ordonné de forcer l'Adige et de rejeter les Autrichiens sur la Brenta; mais les Français n'avaient plus, comme en 96, l'importante position de Vérone et le pont de Legnago; pour obtenir un lieu de passage et tourner Vérone, Scherer attaqua le camp de Pastrengo, que les ennemis avaient établi entre le lac et le fleuve, en avant de Rivoli, pendant qu'il faisait mine d'assaillir Vérone et Legnago. Le camp fut emporté après une bataille où les Autrichiens perdirent huit mille hommes [1799, 25 mars]; mais le passage de l'Adige qu'on avait conquis à Polo donnait dans les montagnes infranchissables auxquelles Vérone est adossée, et la division Serrurier, ayant

été lancée au delà du fleuve pour tourner la place par le nord, fut ramenée avec de grandes pertes. Alors Scherer chercha à forcer le bas Adige ; mais au moment où ses divisions étaient en marche, Kray déboucha de Vérone, et une bataille très-acharnée s'engagea à Magnano [5 avril]. Les Autrichiens avaient soixante mille hommes, et les Français quarante-cinq mille : ceux-ci furent vaincus, perdirent sept mille hommes et se retirèrent sur la Molinella. Scherer était un vieillard faible et médiocre, détesté des soldats pour avoir, pendant son ministère, livré les armées aux pillages des fournisseurs ; il perdit la tête aux clameurs de ses troupes qui lui reprochaient leur défaite, repassa le Mincio sans essayer de le défendre, puis l'Oglio, puis l'Adda, derrière lequel il se crut à peine en sûreté. Kray ne profita pas de cette retraite inconcevable : il voulut attendre les Russes et resta sur le Mincio.

Les batailles de Stokach et de Magnano montrèrent tous les vices du plan de campagne du Directoire : la possession de la masse centrale des Alpes n'avait eu aucune influence sur les opérations du Danube et du Pô, et maintenant l'armée d'Helvétie, aventurée dans les montagnes et débordée sur ses deux flancs, n'avait plus qu'à reculer derrière le Rhin pour défendre la Suisse, devenue la frontière de la France.

§ VII. Assassinat des ministres français a Rastadt. — Première bataille de Zurich. — Batailles de Cassano, de la Trébie et de Novi. — Débarquement des Russes en Hollande. — Revers maritimes. — Le congrès de Rastadt était encore assemblé, car la guerre n'avait lieu qu'avec l'empereur, non avec l'Empire ; on espérait même que la diète persisterait dans sa neutralité ; mais la bataille de Stokach changea les dispositions des princes allemands. La plupart des ministres abandonnèrent Rastadt ; le congrès fut environné de troupes autrichiennes et se sépara ; on signifia aux envoyés français, Jean Debry, Roberjot et Bonnier, de partir sur-le-champ, et on leur refusa une escorte. Le cabinet autrichien avait donné l'ordre de les arrêter, d'enlever leurs papiers et de les maltraiter, pour punir la roideur et la fierté qu'ils avaient montrées dans les négociations. Les envoyés partirent pendant la nuit avec leurs familles [1799, 28 avril]. A cinquante pas de la ville, des hussards autrichiens arrêtèrent leurs voitures, leur demandèrent leurs noms, les frappèrent à coups de sabre et les jetèrent sur la

route. Bonnier et Roberjot furent tués; Jean Debry, laissé pour mort, se traîna jusqu'à Rastadt, où le ministre de Prusse le recueillit. La nouvelle de cet attentat inouï dans les annales du monde civilisé fit jeter des cris de vengeance à toute la France. Il n'y avait donc plus pour elle de droit des gens! Tout était bon pour la vaincre, même l'assassinat! La coalition descendait, dans sa haine contre la révolution, à des fureurs inconnues aux peuples sauvages! Le corps législatif fit appel à la grande nation; les levées de la conscription s'effectuèrent avec un enthousiasme digne de 93; des renforts arrivèrent à toutes les armées. Le Directoire réunit celles du Danube et d'Helvétie sous le commandement de Masséna; il prescrivit à Macdonald d'abandonner le royaume de Naples en y laissant des garnisons; il donna le commandement de l'armée d'Italie à Moreau.

L'armée de Masséna se composait de cent mille hommes, dispersés du Saint-Gothard à Dusseldorf. Lecourbe, à droite, couvrait le Rhin depuis ses sources jusqu'au lac de Constance; Masséna, au centre, depuis le lac jusqu'à Bâle; Bernadotte, à gauche, depuis Bâle jusqu'à Dusseldorf, partie tout à fait accessoire et où les opérations furent presque nulles. Les Autrichiens portaient tous leurs efforts sur les deux côtés du grand angle que forme le Rhin depuis ses sources jusqu'à Bâle : l'archiduc menaçait la ligne de Bâle au lac; Hotze, celle du lac à Reichenau; quant à Bellegarde, il devait, après s'être emparé du Saint-Gothard, passer en Italie et servir d'aile droite à l'armée de Suwarof. Masséna ne put se maintenir sur la ligne du Rhin : les petits cantons s'étant insurgés sur ses derrières et Hotze ayant pris Lucisteig et Coire, il craignit d'être coupé de sa droite et vit sa gauche inquiétée par l'archiduc, que rien n'empêchait de passer le fleuve; alors il abandonna l'angle du Rhin et se retira sur une ligne plus courte, celle de la Thur. Hotze passa le fleuve près de Feldkirch [22 mai], l'archiduc à Stein. Masséna essaya d'empêcher leur jonction, et les battit à Frauenfeld; mais il n'en fut pas moins contraint de reculer sur la Limmat et la Linth. Lecourbe, attaqué par les forces supérieures de Bellegarde, abandonna le Saint-Gothard, se replia dans la vallée de la Reuss, y livra de nombreux combats et communiqua avec Masséna par Altorf : de sorte que la ligne française formait un demi-cercle des sources de la Reuss au confluent de l'Aar. Masséna se retrancha sur les hauteurs de Zurich, en avant de cette

[redacted]

ville [16 juin]; il y fut assailli pendant deux jours par l'archiduc, et, quoique vainqueur, il se décida à évacuer la ville et les hauteurs, pour se retirer derrière la Limmat, sur les montagnes de l'Albis, où il resta sur la défensive pendant trois mois. Lecourbe reprit le Saint-Gothard et occupa les deux revers des Alpes bernoises, par une suite de manœuvres et de combats qui sont restés des modèles de la guerre de montagnes. Bellegarde descendit en Italie; Hotze garda le lac Wallenstadt; l'archiduc occupa Zurich et demeura dans l'inaction en attendant Korsakof.

Cependant Suwarof était arrivé sur le Mincio avec trente mille Russes [14 avril]. Ce barbare, fameux par ses victoires sur les Turcs, ce dompteur des Polonais, tout sanglant encore du massacre de Praga, s'annonçait comme destiné à délivrer l'Italie des athées. Son arrivée agita profondément cette contrée, déjà lasse de la domination et surtout de l'impiété des Français : des insurrections éclatèrent partout, dans le royaume de Naples, dans l'État romain, dans le Piémont; la Cisalpine elle-même fut vivement agitée. Suwarof réunit sous son commandement les Autrichiens et les Russes, et marcha avec sa fougue ordinaire sur l'Adda. L'armée française, réduite à vingt-huit mille hommes, était avide d'en venir aux mains avec les esclaves du Nord; mais elle avait été absurdement dispersée par Scherer de Lecco à Lodi; et quand Moreau accepta le commandement, il accepta avec un dévouement tout patriotique une défaite. Suwarof surprit le passage de l'Adda à Cassano, enfonça le centre de l'armée française, qui était sans communication avec les ailes, enveloppa la droite et lui prit trois mille hommes [27 avril]. Moreau, réduit à vingt-deux mille combattants, effectua sa retraite avec un calme parfait : il évacua Milan avec toutes les autorités cisalpines; dirigea par Turin, sur la Savoie, les familles italiennes réfugiées dans les rangs français; passa le Pô; enfin prit, entre Valenza et Alexandrie, une excellente position couverte par le Pô et la Bormida, d'où il communiquait avec la France et avec l'armée de Naples, qui était en marche.

Suwarof était entré en triomphe à Milan : il avait été joint par le corps de Bellegarde, et avait maintenant sous ses ordres cent mille hommes, mais qui étaient dispersés de Mantoue à Turin : Kray, avec vingt mille, assiégeait Mantoue ; Ott et Hohenzollern, avec vingt-cinq mille étaient dans le Modénais

pour arrêter Macdonald ; quinze mille bloquaient la citadelle de Milan : de sorte que Suwarof n'avait en main que quarante mille combattants. Il essaya d'inquiéter la position de Moreau, d'abord en menaçant Tortone et la Bormida, puis en passant le Pô à Bassignano ; mais il fut repoussé dans ces deux tentatives. Alors il alla assiéger Turin et insurgea le Piémont sur les derrières des Français. Turin fut livré aux Russes par les habitants, les insurgés piémontais s'emparèrent de Céva. Moreau se trouva dans une situation critique : il détacha à droite, vers Bobbio, la division Victor pour garder les Apennins et donner la main à Macdonald [18 mai] ; puis il se retira en remontant le Tanaro jusqu'à Céva ; mais il ne put emporter cette place, qui tient les principaux débouchés des Alpes maritimes dans la rivière de Gênes. Ne voulant pas suivre le col de Tende, qui l'éloignait trop de Gênes et de Macdonald, il s'ouvrit, en quatre jours et à force de bras, une route à travers les Alpes maritimes par le San-Bernardo, arriva à Savone et à Gênes, et de là poussa ses avant-postes par le col de la Bocchetta sur Novi, en attendant Macdonald. Il n'avait plus que quinze mille hommes. Suwarof, au lieu d'inquiéter cette retraite habile, assiégea Alexandrie et la citadelle de Turin ; il poussa ses troupes sur Coni, Pignerol, Suze ; il menaça les entrées de la France. Les armées de la république semblaient perdues. En arrière, la citadelle de Milan et Ferrare se rendirent ; les troupes cisalpines tournèrent dos à la France et insurgèrent la Romagne ; tout était en feu dans la Toscane et le royaume de Naples.

Macdonald ayant laissé cinq mille hommes à Naples, Capoue, Gaëte, et trois mille dans l'État romain, arriva à Florence. Il pouvait se joindre à Moreau, en filant le long de la mer jusqu'à Gênes à l'abri de l'ennemi ; mais cette route était impraticable à l'artillerie, et laissait les montagnes à conquérir quand on reprendrait l'offensive. Il résolut, de concert avec Moreau, auquel il donna rendez-vous à Plaisance, de traverser l'Apennin et de déboucher sur le Pô au milieu des armées ennemies, disséminées de Turin à Mantoue : ce qui devait donner d'un coup la possession de la Cisalpine. Il traversa le col de Pontremoli et se rallia à la division Victor ; mais au lieu de rester appuyé aux montagnes et d'attendre que Moreau, qui était observé par cinquante mille hommes, eût débouché sur Tortone, il s'étendit en plaine, courut à Modène, où il écrasa le corps de Hohenzollern,

puis revint sur Plaisance pour tomber sur le corps de

Suwarof, à la première nouvelle de la marche de Macdonald, avait quitté Turin et passé le Pô : il concentra cinquante à soixante mille hommes vers Voghera, laissa Bellegarde avec quinze mille devant Tortone pour arrêter Moreau, et marcha rapidement sur Plaisance en prescrivant à Ott de se replier sur lui. Il arriva sur le Tidone lorsque celui-ci était culbuté par Macdonald, et il rejeta les Français sur la Trébie [17 juin]. Macdonald avait laissé deux divisions en arrière sur la Nura : ayant à peine dix huit mille hommes à opposer aux quarante mille Russes, il voulait se tenir sur la défensive ; mais le lendemain il fut assailli par Suwarof, et, après un combat acharné, il se maintint dans sa position. Le troisième jour il réunit toutes ses divisions ; mais ses forces étaient réduites à vingt-quatre mille hommes contre trente-six mille. Une nouvelle bataille s'engagea, et, après les efforts les plus opiniâtres, les Français se mirent en retraite vers les Apennins pour se jeter dans le mauvais chemin qui longe la mer ; ils avaient perdu dix mille hommes dans cette lutte de trois jours. Les Russes se mirent à leur poursuite ; mais ils furent bientôt arrêtés par la marche de Moreau sur leurs derrières.

Moreau, parti de Novi avec douze mille hommes, s'était jeté sur Bellegarde, et l'avait complétement battu à Cassina-Grossa ; il se dirigeait sur Plaisance, lorsqu'il apprit le résultat de la bataille de la Trébie ; aussitot il s'arrêta : Suwarof, abandonnant la poursuite de Macdonald, accourait sur lui. Il regagna rapidement Novi et l'Apennin, et fit sa jonction près de Gênes avec l'armée de Naples, qui arriva harassée, diminuée de moitié et sans artillerie, par l'affreux sentier de la Spezia [27 juin]. Macdonald fut destitué, et l'on destina Moreau, qui pourtant s'était montré dans cette campagne aussi grand citoyen que grand capitaine, au commandement d'une armée du Rhin, qui n'était pas encore formée. L'armée d'Italie fut réorganisée et renforcée : elle avait montré dans ses désastres une fermeté inébranlable, et maintenant encore elle ne respirait que la vengeance.

Joubert fut nommé au commandement de cette armée ; mais il pria Moreau de diriger ses premières opérations, et celui-ci, toujours modeste et désintéressé, y consentit. Suwarof n'avait pas profité de sa victoire : il attendait la reddition de Mantoue et d'Alexandrie pour se porter dans les montagnes de Gênes.

Joubert, qui se voyait à la tête de quarante mille hommes pleins d'ardeur, résolut de descendre en plaine pour délivrer ces deux places, et il déboucha par la Bocchetta; mais, en arrivant à Novi, il apprit leur reddition et l'arrivée des deux corps qui les assiégeaient, ce qui portait l'armée ennemie à soixante-dix mille hommes. Il voulut se retirer; mais il fut attaqué par Suwarof et tué dès les premières charges. Moreau prit le commandement. La bataille fut la plus terrible de toute la campagne [15 août] : les Français résistèrent avec le courage le plus froid et le plus opiniâtre aux masses que le général russe lançait sur eux sans ordre et sans plan; mais le nombre finit par l'emporter: ils se mirent lentement en retraite par Gavi et rentrèrent dans les Apennins, après avoir perdu huit mille hommes tués ou pris. Suwarof, qui avait laissé sur le champ de bataille vingt mille hommes, renonça à son projet d'attaque contre les montagnes de Gênes : il se contenta d'assiéger Tortone, qui se rendit un mois après.

L'Italie était perdue pour les Français. La république Cisalpine n'existait plus. Le roi de Piémont et le grand-duc de Toscane se disposaient à rentrer dans leurs capitales. Dans l'État de Naples, les patriotes, après une lutte vigoureuse contre les montagnards fanatiques soulevés par le cardinal Ruffo, furent vaincus; les garnisons françaises se rendirent; Naples, assiégée par les Anglais et les montagnards, capitula [13 juillet]; mais Nelson et la reine violèrent indignement la convention d'amnistie : trente mille patriotes furent incarcérés, et, pendant six mois, on livra à l'échafaud tous ceux qui avaient pris la moindre part à l'établissement de la république. Dans l'État romain, le général Garnier, avec cinq mille Français et Italiens, fit, pendant quatre mois, une défense héroïque contre les insurgés de la Romagne, les escadres anglaises, six mille Russes, six mille Siciliens; et il fallut détacher une division autrichienne pour le forcer à signer une convention par laquelle il rentra en France.

Pendant que notre frontière était menacée en Suisse et dans les Apennins, un armement formidable sortait des ports d'Angleterre pour conquérir la Hollande et envahir la France par le nord. Quarante mille Anglo-Russes, commandés par le duc d'York et soutenus par une grande flotte, débarquèrent dans la presqu'île du Helder [1799, 27 août]. Brune, qui n'avait que dix-sept mille hommes, essaya de rejeter les assaillants dans la mer; il fut repoussé et les laissa s'établir dans le Zyp, marais dessé-

ché, coupé de digues et de canaux. La flotte anglaise entra dans le Texel; les matelots hollandais, travaillés par les émissaires du prince d'Orange, se révoltèrent et livrèrent neuf vaisseaux aux Anglais. La terreur se répandit dans les départements du Nord.

Les revers se succédaient de tous les côtés. Quinze cents hommes jetés en Irlande avec le général Humbert arrivèrent lorsque l'insurrection était apaisée, et, après des combats glorieux, ils furent forcés de se rendre. Sept vaisseaux ou frégates, qui portaient des secours à cette petite armée, furent capturés. Les Anglais s'emparèrent de Minorque et bloquèrent Malte. Les Russes firent capituler Corfou avec les autres possessions ioniennes, qui furent défendues pendant quatre mois par dix-huit cents hommes contre douze mille soutenus de quarante vaisseaux. Enfin l'on annonçait que l'armée d'Égypte avait éprouvé une défaite devant Saint-Jean-d'Acre, et que Tippou-Saïb, vaincu par les Anglais, avait péri sur la brèche de sa capitale.

§ VIII. OPPOSITION UNIVERSELLE CONTRE LE DIRECTOIRE. — JOURNÉE DU 30 PRAIRIAL. — RÉACTION DU PARTI RÉPUBLICAIN. — SIEYÈS TRAVAILLE A RENVERSER LA CONSTITUTION. — ANARCHIE UNIVERSELLE. — Il n'y avait qu'un cri contre le gouvernement, qu'on accusait d'avoir indignement gaspillé la magnifique position de la France, en provoquant la guerre, en exilant Bonaparte avec trente mille braves, en préparant nos défaites par son incurie, son ignorance, ses mauvais choix. Le Directoire cherchait vainement à ranimer l'enthousiasme et le dévouement de 93 : la nation, lassée de tous les sacrifices qu'elle faisait depuis dix ans, ne répondait pas à l'appel d'un gouvernement caduc, immoral, tyrannique, qui demandait la dictature pour sauver la France, pendant qu'on ne désirait que le repos, l'ordre, le régime légal. Tout le monde était contre lui : le corps législatif, qui avait à se venger du 18 fructidor et du 22 floréal; l'armée, qui lui reprochait tous ses maux; les modérés, qu'il avait blessés par son incapacité; les royalistes et les Jacobins, qu'il avait persécutés alternativement et qui relevaient la tête, les premiers dans l'Ouest, les seconds à Paris. Cependant il y avait de l'injustice et de la passion dans les accusations portées contre le Directoire : car c'étaient les quatre avocats, hommes probes, sévères, laborieux, qu'on accablait d'invectives, pendant que Barras était

distingué de ses collègues et pour ainsi dire populaire. Le grand crime de ce gouvernement était d'être médiocre, usé, inférieur à la situation révolutionnaire où la France se trouvait encore : sa chute était inévitable, et tous les partis y travaillèrent.

Au renouvellement directorial de l'an VII, Rewbell, si détesté et si calomnié à cause de sa morgue et de sa brutalité, sortit du gouvernement et fut remplacé par Sieyès. Sieyès était un ennemi déclaré de la constitution de l'an III ; on crut qu'il n'avait accepté une place dans le Directoire que pour le détruire, et tous les mécontents se rallièrent à lui. Les élections de l'an VII avaient envoyé dans les deux conseils beaucoup de patriotes résolus à renverser la tyrannie directoriale, et Lucien Bonaparte, l'un des Cinq-Cents, s'était mis à leur tête. Le corps législatif devint alors complétement hostile au gouvernement : il harcela les directeurs en leur ôtant les pouvoirs extraordinaires qui leur avaient été donnés au 18 fructidor, en leur demandant compte du déficit continuel des finances, en rétablissant la liberté de la presse. On redoubla d'invectives contre eux, surtout contre Laréveillère, qui s'était attiré tant de mépris par ses prétentions de chef de secte, et qui était néanmoins un patriote aussi désintéressé que courageux. Enfin, et sous l'influence du parti démocrate, les deux conseils se mirent en permanence, en demandant solennellement compte au Directoire de la situation de la république. C'était le préliminaire d'un acte d'accusation. « Impudents et ineptes triumvirs, s'écria l'un des Cinq-Cents, le corps législatif et l'opinion publique vous repoussent ; il ne vous reste qu'à déposer le manteau directorial que vous avez déshonoré. » Alors on força Treilhard à se démettre, sous prétexte que sa nomination était entachée d'un défaut de forme, et on le remplaça par Gohier, ancien ministre de la justice, républicain simple, honnête et médiocre. Mais Laréveillère et Merlin résistaient encore, malgré les menaces de Sieyès et de Barras. « Ce n'est pas à nous qu'on en veut, c'est à la constitution, disaient-ils ; on va livrer la France à la famille Bonaparte. » Enfin, comme ils voyaient la fureur portée contre eux au plus haut degré, ils se décidèrent à donner leur démission [1799, 18 juin (30 prair.)]. Le 18 fructidor et le 22 floréal eurent ainsi leur revanche : la constitution, violée d'abord par le Directoire contre les conseils, venait de l'être par les conseils contre le Directoire.

Le 30 prairial excita une vive et universelle allégresse : tous les partis aspirèrent à en profiter. Personne ne croyait plus à la constitution de l'an III. Les royalistes, excités d'ailleurs par les succès de la coalition, firent des insurrections dans le Midi et dans l'Ouest ; les démocrates, qui avaient la majorité aux Cinq-Cents, voulaient en revenir à une constitution basée sur les principes de 93 ; les modérés, qui dominaient aux Anciens, désiraient le régime de 91, moins la royauté. Cependant il fallait vivre transitoirement avec cette constitution agonisante, et l'on essaya de replâtrer le gouvernement. Le girondin Roger-Ducos et le général Moulin, deux médiocrités presque inconnues, furent appelés au Directoire. Le premier s'attacha à Sieyès et se mit avec lui à la tête du parti qui voulait changer la constitution ; le second, patriote sincère et crédule comme Gohier, chercha avec lui à consolider le gouvernement républicain ; quant à Barras, « cet emblème vivant du chaos de vices, de passions, d'intérêts contraires que présentait la république mourante, » il ne songea plus qu'à se vendre aux Bourbons, et l'on croit que le prétendant lui envoya des lettres patentes qui lui promettaient une somme de 12 millions, moyennant qu'il travaillerait à son rétablissement [1]. Le ministère fut changé : Robert Lindet eut les finances, Fouché la police, Treilhard les affaires étrangères, Cambacérès la justice, Bernadotte la guerre. Celui-ci, qui était regardé comme la tête du parti républicain, montra dans son administration une grande vigueur : il réorganisa les armées, poursuivit les fournisseurs et essaya de réveiller l'enthousiasme national. Les démocrates paraissaient avoir hérité du 30 prairial, et ils cherchèrent à renforcer le gouvernement par des mesures révolutionnaires : on décréta une levée des cinq classes de la conscription, un emprunt forcé de 100 millions, enfin la loi des otages, par laquelle le Directoire était autorisé, quand des troubles éclataient dans une localité, à arrêter, emprisonner et même déporter certains individus compris autrefois dans la classe des suspects.

(1) L'agent de cette affaire écrivait à Louis XVIII : « Ce n'est plus une misérable conspiration qui se trame par des particuliers sans moyens, sans alentours : c'est le chef du gouvernement, c'est l'homme presque assis à votre place qui vous l'offre. S'il veut en finir avec la république, il veut que vous en finissiez avec la révolution. Il veut que vous soyez ici sans préambule et sans restriction. »

Cependant les dangers de la France s'augmentaient : c'était le moment où Joubert était tué à Novi; les Russes arrivaient en Suisse, les Anglais en Hollande; la Vendée semblait sortir de ses ruines : un corps de huit mille royalistes avait pris Chollet et Montaigu, un autre attaqua Nantes, un troisième s'empara de Saint-Brieuc. Les patriotes jetaient des cris d'alarme; ils avaient ouvert, dans la salle du Manége, une société qui semblait l'héritière du club des Jacobins, et où assistaient Jourdan, Augereau, Bernadotte, avec plus de cent membres du conseil des Cinq-Cents; on y provoquait les mesures de 93; on y faisait l'éloge de Robespierre, des victimes du 1er prairial, même de Babeuf; on y demandait la levée en masse et le désarmement des suspects.

La marche du conseil des Cinq-Cents et les déclamations de la société du Manége effrayèrent les modérés, qui crurent au retour de la terreur : on disait que le corps législatif allait se former en Convention nationale. Sieyès haïssait les Jacobins de toute la peur qu'ils lui avaient faite en 93 : il avait en tête une constitution très-compliquée où il se réservait le rôle d'un monarque constitutionnel, et il voulait l'établir en France, même au prix d'une révolution : c'était pour cela qu'il avait refusé d'entrer au Directoire au moment où l'on mettait en activité la constitution de l'an III; c'était pour cela qu'il avait accepté le gouvernement maintenant que cette constitution était usée. Il avait l'appui des Anciens; il gagna Barras, qui lui donna la majorité dans le Directoire; il trouva un habile instrument dans Fouché, vil courtisan de Barras et complice de ses vols, qui s'était fait le proscripteur de ses anciens amis. Alors il commença ouvertement la guerre contre les démocrates : il fit fermer le club du Manége; il destitua Bernadotte; il suspendit onze journaux républicains. Les patriotes étaient furieux; mais ils avaient perdu leur audace et n'avaient plus l'appui du peuple; ils essayèrent vainement de ranimer l'esprit révolutionnaire, en proposant, par la voix de Jourdan, de déclarer la patrie en danger : cette proposition, qui excita une agitation extrême, fut rejetée.

La France était dans une situation plus dangereuse qu'en 92 : à cette époque, il y avait, pour résister aux ennemis intérieurs et extérieurs de la révolution, une nation jeune, ardente, pleine d'espérance et de dévouement; maintenant l'étranger était à

nos portes, l'anarchie partout, même dans les partis, et la nation était usée, découragée, harassée. Ce n'était pas seulement la république, c'était la société qui s'en allait en poussière. Aux mœurs passionnées et sanguinaires, mais sérieuses et dévouées de 93, avaient succédé une fureur de dissipation et de richesses, un amour pour les baladins et les danses, un esprit de bassesse, de vénalité et de corruption, une moquerie pour toutes les croyances et les sentiments, qui semblaient renouvelés des temps de Tibère et de Néron. Non-seulement les vertus publiques, mais les vertus domestiques paraissaient exilées de la France, depuis que le divorce avait porté un coup mortel à la société en détruisant la famille. On ne savait plus où l'on allait; on ne voyait pas d'issue au cercle impur où l'on tournoyait depuis quatre ans; on demandait de l'ordre, du repos, de l'unité à tout prix, une volonté à la place des disputes, un homme à la place des factions. « Il ne faut plus de bavards, disait Sieyès, mais une tête et une épée. » La tête, c'était lui; quant à l'épée, il avait pensé à Joubert, mais Joubert était mort; il avait pensé à Moreau, mais Moreau, faible et discrédité, l'avait refusé; il pensait maintenant à Bonaparte, tout le monde y pensait avec lui. On accusait son absence de tous les malheurs de la patrie; on racontait avec des transports d'admiration ses victoires d'Orient; on disait qu'il allait revenir avec son armée par Constantinople. Il y avait quelque chose de fatalique dans ce culte d'une nation, si profondément blasée, pour un homme encore nouveau et dont le génie ne s'était pas complétement révélé.

§ IX. Expédition de Syrie. — Victoire d'Aboukir. — Bonaparte quitte l'Égypte. — Bonaparte avait passé presque tout l'hiver de 98 à administrer sa conquête; il avait fortifié les places et les bouches du Nil, établi des manufactures, fondé l'Institut d'Égypte et commencé l'exploration scientifique du pays; enfin il avait recruté son armée avec les débris de sa flotte et des indigènes. Le Delta était entièrement soumis, et la haute Égypte avait été merveilleusement conquise par Desaix avec trois mille hommes. Vainement Mourad avait rassemblé à Sédiman douze cents mamelucks et dix mille Arabes : il fut complétement battu et rejeté dans la Nubie; ses débris furent dispersés à Keneh, à Thèbes, à Benouth, après de sanglants combats [1798, 7 oct.], et Desaix, arrivé aux cataractes de Syène, limite de l'empire romain, commençait à administrer le pays. Ces vic-

toires prodigieuses, le génie de Bonaparte, son gouvernement juste, éclairé, sévère, excitaient l'admiration et le respect des habitants. Mais il y avait un obstacle insurmontable à leur soumission, la religion : en Égypte, comme dans tous les pays où les républicains avaient porté le drapeau tricolore, l'athéisme des vainqueurs excitait la répugnance et l'inimitié des vaincus; et lorsqu'un manifeste de la Porte Ottomane excita les habitants à la guerre « contre les impies qui regardent le Koran, la Bible et l'Évangile comme des fables, » une insurrection terrible éclata au Caire, qui ne fut apaisée qu'après une bataille acharnée.

Cependant deux armées turques se rassemblaient, l'une à Rhodes, l'autre à Damas, pour chasser les Français de l'Égypte. Bonaparte résolut d'aller au-devant de l'armée de Damas avant que celle de Rhodes ne vînt débarquer à Aboukir; il savait d'ailleurs, par les exemples des temps anciens et modernes, que la possession de la Syrie est indispensable à qui veut conserver l'Égypte; enfin il s'ouvrait par là une porte vers l'Orient, et peut-être une destinée dans ces pays où se fondent si facilement les grands empires. Il partit avec treize mille hommes [1799, 10 févr.], s'empara d'El-Arish et traversa le désert; puis il entra dans Gaza et arriva devant Jaffa, clef de la Syrie, qui avait quatre mille hommes de garnison [13 mars]. Le gouverneur ayant massacré un parlementaire, la ville fut emportée d'assaut et livrée au pillage pendant trente heures. Bonaparte avait pris en Orient les habitudes cruelles de ce pays : comme il ne savait que faire de ses prisonniers, il ordonna de les fusiller. De là on marcha sur Saint-Jean-d'Acre, où s'était renfermé le pacha Djezzar avec six mille Turcs, assistés d'une escadre anglaise qui leur fournit des canons, des officiers et deux ingénieurs très-distingués, les émigrés Philippeaux et Tromelin. Bonaparte manquait d'artillerie de siége : la sienne était partie d'Alexandrie sur trois frégates qui furent prises par les Anglais ; il livra inutilement deux assauts à la place. Pendant ce temps, l'armée de Damas s'avançait sur le Jourdain. Kléber, avec deux mille hommes, marcha à sa rencontre et fut enveloppé près du mont Thabor par douze mille cavaliers et autant de fantassins [16 avril] : il forma ses braves en carré, et, pendant six heures, lutta contre cette multitude ; enfin Bonaparte arriva avec trois mille hommes, tourna l'immense cohue des barbares et les mit en pleine déroute.

On retourna devant Saint-Jean-d'Acre, dont la garnison s'était

renforcée jusqu'à vingt mille hommes, et on livra un nouvel assaut dans lequel les Français arrivèrent inutilement jusque dans les rues de la ville. Presque tous les officiers étaient tués ou blessés; les soldats avaient pris la peste à Jaffa; enfin l'on annonçait le prochain débarquement de l'armée de Rhodes. Il fallait lever le siége en se contentant d'avoir détruit l'armée de Damas, renoncer à la conquête de la Syrie et à tous les rêves sur l'Orient, revenir sur la scène bornée et sans espoir de l'Égypte. Bonaparte s'y décida avec un profond regret: « J'ai manqué ma fortune, disait-il; sans Djezzar-Pacha, je serais peut-être empereur d'Orient. » L'armée se remit en marche vers l'Égypte, en ravageant tout sur sa route, et elle revint au Caire sans obstacle, mais diminuée de quatre mille hommes, profondément découragée, se voyant à jamais perdue dans cette terre lointaine [21 mai].

Cependant l'armée de Rhodes, forte de dix-huit mille hommes et protégée par une flotte anglaise, aborda dans la presqu'île d'Aboukir et s'y retrancha, en attendant que Mourad eût soulevé une partie de l'Égypte sur les derrières des Français. Bonaparte partit du Caire avec six mille hommes, et arriva à marches forcées en vue des retranchements des Turcs : aussitôt il les attaqua, les enleva d'assaut et précipita les défenseurs dans la mer [25 juill.]. Douze mille Turcs se noyèrent, trois mille avaient été tués; l'armée entière était détruite, et la possession de l'Égypte assurée aux Français.

Après cette brillante victoire, Bonaparte apprit par les journaux que l'amiral anglais lui envoya, les désastres et l'anarchie de la France. Aussitôt sa résolution fut prise. L'expédition d'Égypte avait eu le résultat cherché par son ambition, en l'entourant d'une auréole de gloire fabuleuse; maintenant qu'il était devenu pour la France l'homme nécessaire, il fallait revenir, au risque de tomber aux mains des Anglais. Les instructions qu'il avait reçues du Directoire autorisaient son retour; mais il voulut éviter les reproches de ses soldats, qui devaient regarder son départ comme une désertion : il fit préparer en secret deux frégates à Alexandrie, feignit une tournée sur les bords de la mer, et s'embarqua avec Berthier, Lannes, Murat, en laissant à Kléber le commandement de l'armée et des instructions qui l'autorisaient à évacuer l'Égypte [22 août]

§ X. BATAILLES DE ZURICH, DE BERGEN ET DE GENOLA. — Pen-

dant que le moderne César confie sa fortune à la mer, la ligne d'opérations des Français, qui s'étendait encore du Zuyderzée au golfe de Gênes, était menacée au centre par l'arrivée de Korsakof en Suisse, à gauche par le débarquement des Anglo-Russes en Hollande, à droite par la défaite de Novi ; de grandes victoires allaient débarrasser le centre et la gauche, et ne plus laisser que la droite compromise.

La discorde s'était mise entre les cours et les armées de la Russie et de l'Autriche. Paul, qui n'était entré dans la coalition que pour restaurer les trônes, s'indignait de servir l'ambition du cabinet de Vienne, qui travaillait ouvertement à mettre l'Italie sous sa domination ; les généraux autrichiens, las des hauteurs brutales de Suwarof, refusaient de lui obéir. Alors on modifia le plan de campagne : il fut convenu que Suwarof quitterait l'Italie avec ses Russes, en laissant le commandement des Autrichiens à Mélas, et irait se réunir en Suisse à Korsakof ; que l'archiduc Charles quitterait la Suisse avec trente-six mille Autrichiens, en laissant les corps de Hotze et de Jellachich sur la Linth, pour favoriser la jonction des deux généraux russes, et qu'il irait sur le Necker pour repousser une armée française qui menaçait l'Allemagne.

En effet, un corps de douze mille hommes, pour faire une diversion en faveur de Masséna, avait passé le Rhin à Manheim et bombardait Philippsbourg ; à l'approche de l'archiduc, il évacua Manheim, repassa sur la rive gauche et força l'armée autrichienne à rester en observation devant lui. Pendant ce temps, Suwarof se mit en marche sur Bellinzona pour franchir le Saint-Gothard, déboucher par Schwitz derrière la Linth, et prendre à revers l'armée française, que Hotze et Korsakof devaient attaquer de front. Il amenait vingt mille hommes ; Korsakof en avait trente mille, Hotze et Jellachich vingt-cinq mille ; avec toutes ces forces, il devait écraser Masséna et pénétrer en France par Bâle.

Masséna avait soixante mille hommes ; Lecourbe, avec douze mille gardait le Saint-Gothard, la Reuss et la haute Linth ; Soult, avec quinze mille, était posté entre les lacs Wallenstadt et Zurich ; Masséna, avec trente mille, allait de Zurich à Bruck. Tous les regards étaient fixés sur cette armée, d'où dépendait le salut du pays : une bataille perdue conduisait les barbares du Nord dans la Bourgogne et jusqu'aux portes de Paris. Le danger

semblait plus grand qu'à l'époque du combat de Valmy.

Korsakof ayant résolu une attaque générale sur la Linth-Limmat, pour favoriser les opérations de Suwarof contre le Saint-Gothard, porta le gros de ses forces dans Zurich, pour déboucher de là sur l'Albis, pendant que Hotze passerait la Linth et que Jellachich arriverait à Schwitz. Masséna le prévint : après avoir ordonné à Soult de prendre l'offensive sur la Linth, et à Molitor (aile gauche de Lecourbe) de gagner Glaris, il laissa Mortier avec dix mille hommes sur la rive gauche devant Zurich ; surprit, avec vingt mille, le passage de la Limmat à Dietikon, et se porta sur Zurich par la rive droite, en coupant la route de Winterthur. Les Russes, surpris sur les deux rives, furent battus, refoulés dans la ville et enveloppés de toutes parts ; ils n'avaient plus qu'à se faire jour ou à mettre bas les armes [1799, 25 sept.]. Le lendemain, Masséna et Mortier redoublèrent leurs attaques ; et Zurich, enveloppée de feux, allait être emportée : alors Korsakof ayant ramené toutes ses troupes à la rive droite, pour s'ouvrir un passage vers le Rhin, forma une seule colonne de son armée et chargea Masséna avec furie. L'infanterie parvint à passer ; mais la cavalerie, l'artillerie, les bagages furent rejetés dans la ville au moment où Mortier y entrait ; tout fut pris, et Korsakof s'enfuit en désordre sur le Rhin, qu'il repassa avec quatorze mille hommes seulement.

Pendant ce temps, Soult franchit la Linth de vive force, battit Hotze qui fut tué, prit trois mille hommes avec trente canons, et rejeta le reste des Autrichiens derrière le Rhin. De même, Jellachich fut chassé de Glaris et de Wallenstadt et repoussé derrière le fleuve : de sorte que le vieux maréchal russe, au lieu de trouver ses lieutenants poussant à lui les Français, allait tomber seul en Suisse au milieu d'une armée victorieuse.

Suwarof n'avait franchi la masse du Saint-Gothard qu'avec d'incroyables fatigues et des combats continuels [24 sept.] : Lecourbe défendit pied à pied chaque gorge, chaque rocher, chaque torrent ; les Russes couvrirent de leurs cadavres l'effroyable vallée de la Reuss, le trou d'Uri, le pont du Diable, et arrivèrent à Altorf, exténués, sans chevaux, sans vivres. Là, ne trouvant pas la flottille autrichienne qui devait les embarquer sur le lac de Lucerne, ils furent obligés de se jeter à droite dans les montagnes glacées de Kesseren, pour gagner Schwitz ; mais ils trouvèrent Schwitz occupé par Masséna, devant eux Molitor

qui gardait le mont Bragel, derrière eux Lecourbe, et ils venaient d'apprendre le désastre de Korsakof. Suwarof se rua avec furie sur Molitor, et le perça en lui abandonnant canons, bagages et seize cents prisonniers ; mais il trouva la route de Glaris fermée : alors il se jeta dans l'affreuse vallée d'Engi, franchit l'énorme muraille du Krispalt, et arriva enfin à Ilanz, d'où il gagna Coire [6 oct.] : il avait laissé douze mille hommes dans cette marche tortueuse de trente lieues sur les crêtes et les glaciers les plus élevés de l'Europe. Plein de rage, il accusa les Autrichiens de sa défaite, et, malgré les sollicitations de l'archiduc Charles, il se retira dans la Bavière.

Ce fut la fin des opérations mémorables qui portent le nom de bataille de Zurich et qui sont la couronne de gloire de Masséna ; elles avaient duré douze jours sur une ligne demi-circulaire de cinquante lieues, depuis le confluent de l'Aar jusqu'aux Alpes centrales : le Rhin était délivré, l'Helvétie libre, la France sauvée; trente mille alliés avaient succombé, et l'empereur de Russie allait abandonner la coalition.

Des succès moins éclatants et aussi complets assuraient le salut de la république dans le Nord. Le duc d'York avait perdu un temps précieux à se fortifier dans la Nord-Hollande; il comptait sur le soulèvement du pays, qui se montra, au contraire, animé contre l'invasion du plus grand enthousiasme. Brune réunit vingt-cinq mille hommes; et, après plusieurs combats indécis qui aguerrirent ses troupes, il battit successivement les Anglo-Russes à Bergen et à Kastrikum, leur fit perdre neuf à dix mille hommes, et les rejeta dans le Zyp [19 sept., 6 oct.]. Le duc d'York perdit la tête : les combats et les maladies avaient réduit son armée à vingt mille hommes, les vivres commençaient à lui manquer : il demanda à traiter, et signa à Alkmaar une capitulation honteuse par laquelle il se rembarqua avec toutes ses troupes [18 oct.]. L'Angleterre rendit à la France huit mille prisonniers sans échange, mais elle garda la flotte hollandaise.

Le Nord et l'Est étaient délivrés; mais dans le Midi les revers continuaient. Championnet avait succédé à Joubert : il chercha à réunir sous Coni, seule place qui restât aux Français au delà des monts, les corps rassemblés dans la Savoie avec les débris de l'armée d'Italie, et il livra une multitude de combats qui n'amenèrent aucun résultat ; enfin, au moment où la jonction

allait s'opérer, Mélas, qui avait réuni cinquante mille hommes, l'attaqua entre Savignano et Fossano, à Genola, le battit et lui fit perdre six mille hommes [4 nov.]. Ce fut le complément de la bataille de Novi : les Autrichiens, assurés de la possession du Piémont, se portèrent sur Coni, en firent le siége et s'en emparèrent; les Français se retirèrent dans les Alpes maritimes, dont ils garnirent les passages; ils étaient sans solde, sans vivres, sans habits, décimés par les maladies et la désertion.

§ XI. Retour de Bonaparte. — Préparatifs du 18 brumaire. — La France était sauvée à l'extérieur; mais, à l'intérieur, elle était toujours livrée à de funestes dissensions et à une désorganisation qui paralysait ses ressources et ses forces. De l'agitation sans passion, un état révolutionnaire sans enthousiasme, des factions dont aucune n'était assez forte pour s'emparer du pouvoir, semblaient les symptômes de la dissolution sociale. La république n'ayant été qu'une des formes prises par la révolution, plus on tendait à revenir à un régime de légalité, plus on sentait que les idées et les vertus de la France n'étaient pas républicaines. Les mœurs étaient déjà redevenues monarchiques : on se moquait de la république, et non-seulement de ses fêtes et costumes ridicules, mais de ses institutions les plus sages, de ses hommes les plus purs. Cette soif de liberté, cette ardeur pour la vie politique, cette foi dans la représentation nationale, qui avaient animé les Français depuis dix ans, étaient passées; de l'ordre, voilà tout ce qu'on voulait. On croyait que la restauration de la société n'était possible que par le pouvoir: on n'aspirait qu'à relever, à fortifier cet ennemi tant maudit, tant combattu, tant annihilé depuis 89; et l'on allait ainsi se jeter aveuglément sous la dictature militaire, la seule chose qu'on n'eût pas encore épuisée.

Cependant l'homme qui était la dernière espérance de la patrie voguait, calme et confiant dans sa fortune, à travers les croisières anglaises, au milieu d'une mer agitée et des vents contraires. Il aborda sans obstacle à Fréjus, et, violant les lois sanitaires, se mit sur-le-champ en route pour Paris [1799, 9 oct.]. La nouvelle de son débarquement y arriva en même temps que celle de la victoire d'Aboukir, et excita la joie la plus folle: on s'embrassait, on se félicitait, on croyait tout sauvé; les conseils et le Directoire lui-même firent éclater la plus grande allégresse. La route du héros fut un triomphe continuel; on sonnait les

cloches, on faisait des feux de joie, tout se portait à sa rencontre. Personne ne songea, pas même le Directoire, à lui reprocher l'abandon de ses soldats. Ce dégoût pour les hommes et les choses, cette apathie désespérante, cette incrédulité universelle, qui étaient la plaie du pays depuis le 9 thermidor, tout cela disparut : un homme fut mis à la place de la patrie, de la liberté, de la religion. Ce n'était pas lui qui prenait la France ; c'était la France qui se donnait à lui.

Bonaparte, en voyant l'enthousiasme qu'il excitait et le mépris où était tombé le gouvernement, fut confirmé dans sa résolution de prendre le pouvoir. Il sentait mieux son génie depuis qu'il avait fait, en Égypte, son apprentissage de roi et commencé sa carrière d'indépendance et d'autorité. Tous les partis s'offrirent à lui : il fut froid et réservé avec tous, et ne montra de répugnance pour personne. Les représentants, les ministres, les directeurs le flattèrent, l'entourèrent, le consultèrent : il se refusa aux fêtes comme aux affaires, et vécut obscurément dans sa petite maison de la rue Chantereine. Les militaires vinrent le presser d'en finir avec les avocats et les fournisseurs : il les reçut avec sa familiarité digne et son assurance modeste, mais sans s'ouvrir à aucun d'eux. Tout le monde s'attendait à ce qu'il tenterait une révolution, et il laissait penser qu'il était disposé à faire quelque chose.

Cependant, entre les deux partis qui voulaient se servir de lui comme instrument, son choix était fait : il avait résolu de marcher avec les modérés, qui représentaient l'opinion des masses. Bonaparte détestait par sentiment l'anarchie, la corruption, la faiblesse : c'est pour cela qu'il avait aimé le comité de salut public, où il voyait l'unité, la probité, la force ; c'est pour cela qu'il était l'ennemi des Girondins, des Thermidoriens, du Directoire. Mais à mesure que la situation du pays avait changé, il s'était éloigné des Jacobins, qui regardaient comme normal le gouvernement exceptionnel de 93, et qui se montraient absurdement rétrogrades en voulant y ramener la situation actuelle : ce n'étaient plus le royalisme et l'étranger qui étaient à craindre, c'était la dissolution intérieure. Pour fonder la société nouvelle créée par la révolution, il fallait la dictature ; c'était la dictature que Bonaparte voulait prendre : la dictature n'étai possible qu'avec les modérés. L'homme du 13 vendémiaire était le représentant, non de la liberté, mais de la révolution.

Cependant Sieyès observait Bonaparte et devinait son ambition. De son côté, Bonaparte voyait dans Sieyès un rival, et répugnait à s'allier avec lui. Mais ces deux hommes, poursuivant le même but et ayant besoin l'un de l'autre, devaient finir par s'entendre, et, par l'entremise de Talleyrand et de Rœderer, l'accord fut conclu. Tous deux travaillèrent à gagner des partisans, l'un dans les conseils, l'autre parmi les généraux, mais en laissant croire qu'il s'agissait de changer le gouvernement sans la constitution; et c'est ainsi qu'ils s'attachèrent Moreau et la majorité des Anciens. Moulin et Gohier ne voyaient pas le danger : car Fouché, déjà tout vendu au pouvoir naissant, faisait sa police en faveur de la conspiration et laissait le Directoire dans l'ignorance. Quant à Barras, il s'était offert à Bonaparte, qui avait repoussé avec dégoût ce chef des *pourris*: personne ne voulait plus de lui. Enfin le plan de la conspiration fut arrêté : le conseil des Anciens devait, d'après le droit que lui donnait la constitution, et sous prétexte d'un complot tramé par les Jacobins, transférer le corps législatif hors de Paris. Cette mesure était une sorte de coup d'État qui frapperait les imaginations, exagérerait le danger de la situation, et préparerait tout le monde à un changement. Les conseils étant transférés et Bonaparte chargé du commandement des troupes, on proposerait aux Cinq-Cents, effrayés, de suspendre les conseils, d'abolir le Directoire, de confier provisoirement le pouvoir exécutif à une commission de trois consuls, et le pouvoir législatif à deux commissions de vingt-cinq membres qui feraient une nouvelle constitution. On espérait enlever par surprise et par terreur cette proposition, et la révolution serait ainsi faite sans violence et avec les apparences légales.

§ XII. Journées des 18 et 19 brumaire. — Le 18 brumaire, la commission des inspecteurs du conseil des Anciens, qui était toute dans le complot, convoqua le conseil en séance extraordinaire, à sept heures du matin, en ayant soin de ne pas prévenir les députés patriotes, et sans que les Cinq-Cents et le Directoire en fussent instruits. Dès que cent cinquante membres furent réunis, le président de la commission, Cornet, monta à la tribune pour révéler un prétendu complot des Jacobins, qui voulaient, disait-il, massacrer le copрs législatif et rétablir le gouvernement révolutionnaire. Un autre conjuré, Régnier, proposa d'arracher les conseils aux conspirateurs, en

nsférant à Saint-Cloud et en chargeant de l'exécution du
ainsi que du commandement de toutes les troupes, le
l Bonaparte. « Aux voix! aux voix! » crièrent aussitôt les
és, et, sans discussion aucune, le décret que la consti-
qualifiait d'*irrévocable* fut rendu. Ainsi le coup d'État
nis en dehors de l'action des Parisiens; la capitale se
t livrée à la force militaire; le pouvoir exécutif était en
annulé par l'espèce de dictature conférée illégalement
omme étranger au gouvernement.

parte était dans sa maison; il y avait appelé ses amis et
néraux, Talleyrand, Rœderer, Réal, Berthier, Lefebvre,
, Macdonald, etc.; il avait fait dire aux officiers de la
n qu'il les recevrait à huit heures du matin; il avait
é secrètement au colonel des dragons, Sébastiani, de
on régiment dans les rues voisines. Au milieu de cet ap-
militaire, il reçut le décret des Anciens, le lut à haute
ses compagnons d'armes, et leur demanda leur appui.
lui promirent, excepté Bernadotte, qui s'engagea seule-
rester neutre. Aussitôt il monte à cheval, et, avec son
de généraux, il va au conseil des Anciens pour y prêter
t. Puis il se rend à la commission des inspecteurs, qui
aux Tuileries, et où les ministres viennent le trouver;
onne les ordres pour l'exécution du décret; il distribue
mmandements à ses généraux; il fait une proclamation
rde nationale; enfin il passe en revue les troupes de la
n, et leur dit: « Dans quel état j'ai laissé la France, et
uel état je l'ai retrouvée! Je vous avais laissé la paix, et
uve la guerre! Je vous avais laissé des conquêtes, et
ni presse vos frontières! J'ai laissé les millions de l'Italie,
etrouve partout des lois spoliatrices et la misère!.... Où
, les cent mille braves que j'ai laissés couverts de lau-
..» « C'était la première fois depuis dix années qu'un
rapportait tout à lui seul, qu'il demandait compte de
blique comme de son propre bien. On est douloureuse-
urpris en voyant un nouveau-venu de la révolution s'in-
e dans l'héritage si laborieusement acquis de tout un
([1])! »

ndant les Cinq-Cents s'étaient assemblés sur les onze

[1] net, t. II, p. 200.

heures, et aussitôt le président, qui était Lucien Bonaparte, lut le décret de translation ; ils furent frappés de stupeur. Mais la constitution interdisait toute délibération : le conseil s'ajourna au lendemain à Saint-Cloud.

Le pouvoir législatif était intimidé, mais le pouvoir exécutif existait encore. Alors Sieyès et Roger-Ducos donnèrent leur démission. Talleyrand alla trouver Barras, qui ignorait tout ce qui se passait, et le décida à suivre cet exemple. Moulin et Gohier refusèrent courageusement de se démettre ; ils reprochèrent à Bonaparte son ambition, et furent mis en surveillance au Luxembourg sous la garde de Moreau, qui s'avilit à ce rôle avec une étrange facilité, tant il y avait peu d'avenir politique dans ce caractère faible et irrésolu.

Le gouvernement n'existait plus. Dès lors Bonaparte apparut à tout le monde, même aux conjurés, qui commencèrent à s'en effrayer, non plus comme l'instrument d'une conjuration, mais comme l'homme qui se chargeait seul de sauver la république. « Il ne fallait pour cela, disait-il, qu'une dictature temporaire donnée à un citoyen qui eût la confiance nationale. » Et quand on parlait de César, de Cromwell : « Mauvais rôles, répondait-il, rôles usés, indignes d'un homme de sens, quand ils ne le seraient pas d'un homme de bien ! » Il se croyait assuré du succès ; et, malgré Sieyès et Fouché, qui conseillaient d'arrêter quarante députés de l'opposition, il se refusa à toute mesure violente, voulant *emporter la journée* en conservant les formes légales.

Paris ressemblait à une ville en état de siége : Fouché avait suspendu les douze municipalités, empêché les rassemblements de garde nationale, invité, par des affiches, les citoyens au repos. La ville était étonnée, mais calme : depuis le 1er prairial et le 13 vendémiaire, le peuple et la bourgeoisie, vaincus l'un après l'autre par le gouvernement, n'étaient plus que les spectateurs des événements politiques. D'ailleurs il avait suffi du nom de Bonaparte pour mettre du côté de l'opinion publique la révolution qui allait se faire. Les Cinq-Cents, consternés, n'espéraient donc aucun secours extérieur ; mais ils voyaient que les Anciens s'alarmaient eux-mêmes de la voie où ils étaient entrés ; ils comptaient sur l'esprit démocratique des soldats et l'autorité morale dont jouissait, depuis dix ans, la représentation nationale ; enfin, après avoir refusé, comme Bernadotte le deman-

dait, de concerter des mesures agressives contre les conspirateurs, ils étaient résolus simplement « à résister et à mourir sur leurs chaises curules. »

Le lendemain Saint-Cloud était encombré par les troupes, les députés, les curieux [1799, 11 nov. (19 brum.)]. Sieyès et Bonaparte témoignaient de l'inquiétude; car les Cinq-Cents paraissaient décidément hostiles, les Anciens ébranlés, les troupes peu sûres, le complot compromis; mais Bonaparte n'en disait pas moins tout haut, et comme s'il eût été le vingtième roi d'une dynastie: « Je ne veux plus de factions, je n'en veux plus! » Dès que le conseil des Cinq-Cents fut en séance, l'un des conjurés, Émile Gaudin, qui était chargé de « rompre la glace, » proposa de nommer une commission « pour faire un rapport sur la situation de la république et sur les moyens de la sauver. » Mais le patriote Delbrel monta à la tribune: « Oui, représentants du peuple, de grands dangers menacent la république; mais ceux qui veulent la détruire sont ceux mêmes qui, sous prétexte de la sauver, veulent changer la forme du gouvernement existant... Nous voulons la constitution ou la mort! Les baïonnettes ne nous effrayent pas: nous sommes libres ici! Je demande que tous les membres du conseil, appelés individuellement, renouvellent à l'instant le serment à la constitution de l'an III! — Vive la constitution! à bas les dictateurs! » s'écrie toute l'assemblée; et la proposition est adoptée avec enthousiasme. On fait l'appel nominal, et chaque membre vient prononcer son serment.

C'était un triomphe décisif pour les patriotes: les conjurés pâlissaient; les Anciens, avertis de ce mouvement, penchaient à le suivre; le complot allait avorter. Il fallait agir. Bonaparte résolut de se présenter aux conseils pour leur imposer par sa présence: il alla d'abord aux Anciens, où les conspirateurs avaient usé plusieurs heures en vaines discussions. Dans un discours saccadé, incohérent, troublé sans cesse par des interruptions, il calomnia les démocrates, qu'il accusa de conspiration, sollicita le conseil de sauver la république, et s'offrit à exécuter les mesures qu'il prendrait, en promettant d'abdiquer ses pouvoirs extraordinaires dès que le danger serait passé: « La patrie n'a pas de plus zélé défenseur que moi; mais c'est sur vous seuls que repose son salut. Il n'y a plus de gouvernement: quatre des directeurs ont donné leur démission; les dangers sont



coterie, parce que je ne suis que du grand part
çais... Je ne vous le cache pas, en prenant le
je n'ai compté que sur le conseil des Ancie
compté sur le conseil des Cinq-Cents, qui e
trouvent des hommes qui veulent nous rendre
les échafauds, d'où viennent de partir des én
d'organiser un mouvement à Paris. Que ces pr
frayent pas : environné de mes frères d'armes,
préserver. J'en atteste votre courage, vous, m
rades, vous dont j'aperçois les baïonnettes qu
fait tourner à l'humiliation des rois. Et si quel
par l'étranger parlait de me mettre hors la loi
à vous, braves soldats, que j'ai tant de fois
toire; je m'en remettrais au courage de vo
fortune! »

Après ces paroles étranges, qui laissèrent le
crainte et l'incertitude, Bonaparte se dirigea ve
qui étaient dans l'exaltation la plus menaçant
naient de perdre deux heures irréparables à pr
ment. A la vue du général, à la vue de que
qu'il laisse à la porte, un tumulte affreux écla
dictateur! à bas les baïonnettes! » Il veut parle
on le pousse, on le menace : « Sortez! sortez! F
tuaire des lois; vous avez changé votre gloire e
naparte pâlit, perd la tête, recule : il est entraîn

;nes de député, et se trouve emporté par les grenadiers. enlèvement porte l'agitation à son comble; les propositions accèdent, se croisent, se confondent; mais il n'y a plus de bération, et les cris de « Vive la constitution! » sont les seuls n puisse entendre.

:pendant Bonaparte était monté à cheval, pâle, morne, la penchée, disant aux soldats qu'on avait voulu l'assassiner; s les troupes, si accoutumées à respecter les représentants peuple et témoins de l'attitude du conseil, s'ébranlaient: que dan ou Augereau fût venu leur demander obéissance, elles ndonnaient le vainqueur de Rivoli et des Pyramides. Il fallait ésoudre à un de ces coups d'audace qui mènent un homme le trône ou à l'échafaud. « Ils vous ont mis hors la loi, dit rès, mettez-les hors la salle! » Bonaparte s'y décida, mais inquiétude et comme à regret.

ucien monte à cheval, et harangue les troupes comme prént des Cinq-Cents: « Soldats, dit-il, je vous déclare que mense majorité du conseil est dans ce moment sous la ter- r de quelques représentants assassins; je vous déclare que brigands audacieux, soldés par l'Angleterre, se sont mis en ellion contre le conseil des Anciens. Au nom du peuple, je fie aux guerriers le soin de délivrer la majorité des reprétants... Général, et vous, soldats, vous ne reconnaîtrez pour islateurs de la France que ceux qui vont se rendre auprès de i. Que la force expulse les autres! » Bonaparte appuie les efntées calomnies de son frère, et il s'écrie: « Soldats! puis-je npter sur vous? — Oui! oui! Vive Bonaparte! — Eh bien! vais mettre les agitateurs à la raison. » Le général Leclerc nd un bataillon de grenadiers, fait battre la charge, et entre s la salle. Toute l'assemblée se lève avec indignation. « Au n du général Bonaparte, le conseil est dissous. — Vive la ublique! » s'écrie-t-on avec transport, et tout reste immobile. « Représentants, je ne réponds plus de la sûreté du conseil. nadiers, en avant! » Jourdan et plusieurs autres se jettent devant des soldats: « Que faites-vous? vous ternissez vos riers! » Mais le bruit des tambours étouffe leurs cris. Les nadiers s'avancent lentement: ils poussent sans violence et s injure les députés qui veulent mourir sur leurs bancs, et forcent à se retirer par la porte des jardins. A cinq heures, alle était vide, et les représentants s'enfuyaient à Paris

Bonaparte et Sieyès étaient fort agités : la résistance des Cinq Cents ayant fait manquer le plan convenu, les députés pouvaient se réunir à Paris et renouveler le serment du Jeu-de-Paume; il fallait se hâter de donner une couleur légale à l'attentat. Le conseil des Anciens était encore assemblé ; on parvint à réunir vingt-cinq à trente députés des Cinq-Cents, qui se remirent en séance sous la présidence de Lucien; et alors le décret tant désiré fut rendu. Le Directoire était supprimé, et soixante et un des Cinq-Cents étaient expulsés du conseil; le corps législatif s'ajournait au 1er ventôse; le pouvoir exécutif était confié à trois consuls provisoires, Bonaparte, Sieyès et Roger-Ducos; deux commissions législatives de vingt-cinq membres chacune étaient chargées de reviser la constitution. Bonaparte et ses deux complices vinrent prêter serment à la république, et les deux conseils se séparèrent.

Ainsi fut consommé ce grand attentat du mensonge et de la violence contre la loi. « La révolution, après avoir pris tous les caractères, monarchique, républicain, démocratique, prenait enfin le caractère militaire, parce qu'au milieu de cette lutte perpétuelle avec l'Europe, il fallait qu'elle se constituât d'une manière solide et forte... La révolution qui devait nous donner la liberté n'était pas et ne devait pas être elle-même la liberté; elle devait être une grande lutte contre l'ancien ordre de choses : après l'avoir vaincu en France, il fallait qu'elle le vainquît en Europe. Mais une lutte si violente n'admettait pas les formes et l'esprit de la liberté. On eut un moment de liberté sous la Constituante, et il fut court : mais quand le parti populaire envahit les Tuileries au 10 août; quand, au 2 septembre, il immola tous ceux qui lui donnaient des défiances; quand, au 21 janvier, il obligea tout le monde à se compromettre avec lui en trempant ses mains dans le sang royal; quand il obligea, en août 93, tous les citoyens à courir aux frontières ou à livrer leur fortune; quand il remit sa puissance au grand comité de salut public, y avait-il, pouvait-il y avoir liberté? Après nos victoires il y eut un moment de relâche. Mais la lutte avec l'Europe ne pouvait être que passagèrement suspendue; elle recommença bientôt, et au premier revers les partis se soulevèrent tous contre un gouvernement trop modéré, et invoquèrent un bras puissant. Bonaparte, revenant d'Orient, fut salué comme souverain et appelé au pouvoir. Ce n'était pas la

liberté qu'il venait continuer, car elle ne pouvait pas exister encore : il venait, sous les formes monarchiques, continuer la révolution dans le monde, en se plaçant, lui plébéien, sur un trône, en mêlant tous les peuples, en répandant les lois françaises en Allemagne, en Italie, en Espagne, en ébranlant et confondant toutes les choses. Voilà quelle tâche profonde il allait remplir, et, pendant ce temps, la nouvelle société allait se consolider à l'abri de son épée, et la liberté devait venir un jour [1]. »

[1] Thiers, t. x, p. 482.

SECTION III

CONSULAT

11 novembre 1799 — 18 mai 1804

CHAPITRE PREMIER

Campagnes de 1800 et 1801 — Traités de Lunéville et d'Amiens.
Du 11 novembre 1799 au 25 mars 1802

§ 1. Consulat provisoire. — **Constitution de l'an VIII.** — Il n'y eut pas la moindre opposition à l'attentat du 18 brumaire: les vainqueurs, à force de proclamations et de décrets, défigurèrent les événements, accréditèrent la fable des poignards dirigés sur Bonaparte, excitèrent l'horreur contre les Cinq-Cents et les forcèrent à se tenir cachés et silencieux. Paris ne montra que de la joie : on était tellement habitué depuis dix ans aux coups d'État, soit du peuple, soit du gouvernement, qu'on ne s'effraya pas de subir un 31 mai ou un 18 fructidor de la part de l'armée, qui seule, au milieu de l'apathie et de la corruption universelles, avait conservé son enthousiasme et son dévouement à la révolution ; d'ailleurs, on était dégoûté des assemblées nationales, qui avaient causé, disait-on maintenant, tous les maux de la patrie; enfin le nom de Bonaparte légitimait l'usurpation du pouvoir militaire.

Bonaparte, avec sa profonde intelligence de la situation, proclama le 18 brumaire comme la réparation de tous les malheurs et les injustices de la révolution : oubli du passé, fusion des partis, conciliation universelle, tel fut le but auquel il travailla avec une activité qui étourdit l'opinion publique : « Qu'il n'y ait plus, disait-il, de Jacobins, ni de modérés, ni de royalistes mais partout des Français. » En effet, quarante-trois proscrits de fructidor furent rappelés ; les prêtres emprisonnés pour refus de serment, délivrés; la loi des otages, rapportée avec celle qui excluait les nobles et parents d'émigrés des fonctions publiques;

on abolit le serment de haine à la royauté ; on supprima les fêtes révolutionnaires, excepté celles du 14 juillet et du 1er vendémiaire ; on rendit aux cultes les édifices qui leur étaient destinés (1). « Quand on vit un gouvernement dont la marche rapide, ferme, assurée, annonçait un changement de système et un plan irrévocablement arrêté ; qui appelait autour de lui les lumières, l'expérience, le mérite, la probité ; qui n'adoptait, ne persécutait et ne reconnaissait plus aucun parti ; qui professait le respect des institutions libérales et voulait mettre un terme aux mesures révolutionnaires, l'opinion générale se manifesta ouvertement pour le nouvel ordre de choses (2). »

Cependant l'utopie constitutionnelle de Sieyès était en discussion devant les commissions législatives et les consuls : elle ne fut pas entièrement adoptée, et Bonaparte la marqua du sceau de son esprit en lui enlevant, au profit du pouvoir, les faibles garanties de liberté qu'elle contenait. D'après cette constitution, le gouvernement était confié à trois consuls élus pour dix ans, et ayant des pouvoirs très-inégaux : le premier promulguait les lois, nommait les ministres, les ambassadeurs, les officiers, les juges, etc. ; les deux autres n'avaient que voix consultative. Les projets de lois étaient préparés par un *conseil d'État* dont le premier consul nommait les membres, et présentés à un *tribunat* composé de cent personnes. Le tribunat, après les avoir discutés, envoyait trois orateurs pour en débattre, contradictoirement avec trois conseillers d'État envoyés par le gouvernement, l'adoption ou le rejet devant le *corps législatif*. Le corps législatif, composé de trois cents membres, faisait la loi en statuant par scrutin secret et sans aucune discussion. Enfin, au-dessus du tribunat et du corps législatif était un *sénat conservateur*, composé de quatre-vingts membres inamovibles et à vie, chargé d'annuler ou de maintenir tous les actes qui lui étaient déférés comme inconstitutionnels par le tribunat ou le gouvernement. C'était ce corps suprême qui élisait les consuls, les tribuns, les législateurs, sur une *liste nationale*, renfermant cinq mille noms, et formée par les votes de cinquante mille

(1) Le gouvernement ne fit qu'une tentative de réaction : cinquante-neuf démocrates furent condamnés à la déportation par un simple arrêté des consuls ; mais l'opinion publique, qui ne voulait plus de proscriptions, s'éleva avec tant de force contre cette iniquité, que les consuls se hâtèrent de rapporter leur arrêté.

(2) Thibaudeau, Hist. du Consulat et de l'Empire, t. I, p. 79.

individus eux-mêmes désignés par cinq cent mille autres, lesquels enfin étaient nommés par tous les citoyens. Quant aux sénateurs, ils étaient élus par le sénat lui-même sur une liste de trois candidats présentés par le corps législatif, le tribunat et le premier consul.

Les auteurs du 18 brumaire se distribuèrent les fonctions de l'État comme le butin de leur victoire. Un article de la constitution désigna pour premier consul Bonaparte ; pour deuxième, Cambacérès ; pour troisième, Lebrun. Cambacérès, conventionnel de la Plaine, avait voté la mort de Louis XVI ; Lebrun, ancien constituant, avait été le collaborateur du chancelier Maupeou ; le premier était un savant légiste, le second un bon administrateur, tous deux des hommes dévoués à tous les pouvoirs et sans aucune portée politique. Sieyès et Roger-Ducos furent relégués dans le sénat avec mission d'en nommer les trente premiers membres, lesquels en nommèrent trente autres ; les vingt derniers furent élus par la voie constitutionnelle. Les choix tombèrent sur toutes les sommités de la France, dans la politique, la science, la guerre, les arts : ainsi l'on vit au sénat Berthollet, Cabanis, Destutt-Tracy, François de Neufchâteau, Garat, Kellermann, Lacépède, Laplace, Monge, Serrurier, Vien, Volney, etc. Le premier consul siégea aux Tuileries ; le sénat, au Luxembourg ; le corps législatif, au Palais-Bourbon ; le tribunat, au Palais-Royal.

C'était l'ombre du gouvernement représentatif qu'une telle constitution, où il n'y avait de république que le nom, où la souveraineté du peuple était dérisoire, où tous les principes démocratiques posés par l'Assemblée constituante n'existaient plus. En 1789, on ne tendait qu'à annuler le pouvoir au profit de la représentation nationale, qu'à donner au peuple la plus grande part aux affaires, parce qu'on croyait qu'il n'y avait que la liberté à fonder ; en l'an VIII, on ne voulait que fortifier le pouvoir aux dépens de la représentation nationale, qu'éloigner le peuple des affaires, parce qu'on sentait que c'était la société qu'il fallait fonder avant tout. La constitution nouvelle ne fut donc que la dictature organisée avec des formes constitutionnelles, pour sauver la révolution : aussi ne disait-elle pas un mot de la liberté de la presse ; et l'une des premières mesures des consuls fut de supprimer tous les journaux, à l'exception de treize, qui ne furent que les organes du gouvernement.

§ II. Organisation des départements, de la justice, des finances. — État des partis. — Pacification de l'Ouest. — Bonaparte composa ainsi son ministère : Lucien à l'intérieur, Gaudin aux finances, Abrial à la justice, Forfait à la marine, Berthier à la guerre, Talleyrand aux affaires étrangères, Fouché à la police. Fouché et Talleyrand, ces deux prêtres apostats qui ont eu tant d'influence sur les destinées de Bonaparte, l'un ancien grand seigneur, l'autre ancien terroriste, étaient les seuls hommes politiques de ce cabinet, où l'on voyait encore, avec le titre de secrétaire d'État, Maret, diplomate et administrateur distingué, qui exerçait auprès du premier consul une sorte de ministère intime.

L'administration, les finances, les armées à rétablir, les factions à fondre dans la nation, la révolution à asseoir dans l'Europe, la société nouvelle sortie du grand mouvement de 89 à fonder, telle était la tâche du gouvernement consulaire, et le génie de Bonaparte ne fut pas au-dessous d'elle. L'anarchie administrative de la France avait pour première cause le défaut d'action du gouvernement central sur les autorités secondaires : avec l'organisation départementale créée par l'Assemblée constituante et conservée presque intégralement par la constitution de l'an III, l'unité administrative, qui avait tant donné de force à la France depuis Richelieu, avait fait place à un esprit étroit de liberté locale dont les Girondins avaient été la plus complète expression. Déjà le Directoire avait essayé de lier plus intimement les provinces au gouvernement, en déléguant auprès des assemblées départementales des commissaires du pouvoir exécutif. Le gouvernement consulaire fit davantage : il renouvela l'institution des intendants en confiant l'administration des départements à des *préfets* et celle des arrondissements à des *sous-préfets*, hommes du gouvernement et non pas des localités, qui eurent la nomination des *maires* chargés de l'administration des communes [1800, 2 mars]. Il ne resta aux conseils de département, d'arrondissement et de commune, nommés aussi par le pouvoir central, que l'assiette et la répartition de l'impôt. Enfin le jugement du contentieux administratif fut remis à un conseil de préfecture dont les décisions venaient par appel au conseil d'État. Cette organisation créa « le gouvernement le plus compacte, doué de la circulation la plus rapide et des efforts les plus nerveux qui eût jamais existé. La

même impulsion se trouva donnée au même instant à plus de trente millions d'hommes ; et à l'aide de ces centres d'activité locale, le mouvement était aussi rapide à toutes les extrémités qu'au cœur même (1).

L'organisation des tribunaux et des finances fut modelée sur l'organisation départementale : il y eut un tribunal civil par arrondissement, un tribunal criminel par département, et vingt-neuf tribunaux d'appel. Les juges, au lieu d'être nommés temporairement par le peuple, furent inamovibles, à vie, et nommés par le premier consul, excepté ceux du tribunal de cassation, qui étaient nommés par le sénat. L'ancienne institution des *avoués* fut rétablie, et avec elle cette foule de gens de loi qui, par suite de la division extrême des propriétés, est devenue l'une des plus grandes plaies de l'époque actuelle.

Les finances étaient en si mauvais état, que le gouvernement n'avait vécu pendant les premiers jours qu'avec 12 millions prêtés par quelques banquiers. L'emprunt forcé de 100 millions n'avait presque rien produit, et on l'avait remplacé par une subvention de guerre de 25 centimes par franc ajoutés à la contribution foncière. Une loi prorogea pour l'an IX les contributions de l'an VIII, estimées à 572 millions ; elle ordonna que leur payement aurait lieu par douzième et par mois ; elle assura leur perception en créant un receveur général par département, et des receveurs particuliers par arrondissement, lesquels, et moyennant une forte remise sur toutes leurs transactions, souscrivaient au trésor, pour le montant des sommes à percevoir, des obligations payables par mois à jour fixe, et fournissaient des cautionnements qui devaient être versés dans une caisse particulière pour être appliqués au remboursement de celles de leurs obligations qui pourraient être protestées. Cette loi fut la source de l'ordre et de la prospérité qui régnèrent dès lors dans les finances : les contributions rentrèrent au trésor avant le commencement de l'exercice et en masse ; les services furent assurés par toute la France ; enfin, un vaste système d'inspecteurs et de contrôleurs, et plus encore l'œil sévère du premier consul, mirent fin à toutes les dilapidations. Le crédit se releva, et le tiers consolidé, qui était le 18 brumaire à 11 francs, monta le 1er ventôse à 35.

(1) Las-Cases, t. VII, p. 150.

Avec cette organisation départementale, judiciaire, financière, les magistrats salariés remplacèrent les magistrats indépendants ; les hommes du pouvoir, les hommes du peuple ; des existences innombrables se rattachèrent au gouvernement, qui appela à lui toutes les capacités, de quelque parti qu'elles fussent, qui eut pour toutes les opinions des corruptions infinies, qui rendit les fonctionnaires inviolables en remettant au conseil d'État le jugement de tous les conflits entre les tribunaux et l'administration. Le pouvoir fut ainsi partout ; la vie passa de la nation au gouvernement ; la France entière fut centralisée dans la main du premier consul ; un seul coup de télégraphe mit en mouvement cinquante mille communes et trois cent mille fonctionnaires. Aucun gouvernement, depuis la chute de l'empire romain, n'avait possédé une telle force administrative.

Ce vaste système de centralisation, qui détruisait l'œuvre de l'Assemblée constituante et qui devait engendrer le despotisme, fut emprunté aux souvenirs du comité de salut public et à ceux de l'ancienne monarchie : pour le mettre en œuvre, Bonaparte eut recours aussi bien aux Jacobins qu'aux royalistes. Le 18 brumaire avait jeté la division dans ces deux partis. Les anciens partisans du grand comité trouvaient dans Bonaparte la force et l'unité qu'ils aimaient ; ils voyaient en lui l'homme de la révolution, le vainqueur des rois, et, selon l'expression de madame de Staël, un Robespierre à cheval : plusieurs d'entre eux acceptèrent les fonctions de préfet ; d'autres siégèrent au conseil d'État ; Barrère lui-même fut secrètement employé. En dehors de ces révolutionnaires, qui représentaient l'opinion du peuple, venaient les restes obscurs des partis d'Hébert et de Babeuf, les *enragés*, qui marchaient sans direction et sans appui, ne rêvaient que bouleversements, et étaient réduits à comploter des assassinats. De même, dans le parti royaliste, les hommes tels que Portalis, Siméon, Barbé-Marbois, qui acceptaient la monarchie sans les Bourbons, s'étaient ralliés au pouvoir, et le poussaient à des mesures de réparation : déjà la liste des émigrés avait été fermée, et l'on n'exigeait des prêtres réfractaires qu'un simple serment de fidélité à la constitution ; on rayait les émigrés par centaines, on accordait des mises en surveillance par milliers, on fermait les yeux sur ceux qui n'étaient pas en règle. Mais les agents des Bourbons et de l'é-

tranger n'étaient pas satisfaits : ils avaient regardé le 18 brumaire comme une victoire; ils voyaient dans Bonaparte un nouveau Monck, et ils allèrent jusqu'à lui proposer de rétablir Louis XVIII ([1]). Son refus les remplit de fureur; et comme les troubles de l'Ouest venaient d'être apaisés par le général Hédouville, ils empêchèrent la pacification, jetèrent, au moyen des vaisseaux anglais, des armes sur les côtes, et préparèrent un soulèvement universel dans le Poitou, l'Anjou, le Maine, la Bretagne, la Normandie. Les principaux chefs étaient Georges Cadoudal, Frotté, Bourmont. Bonaparte suspendit l'empire de la constitution dans les départements insurgés, y envoya Brune avec vingt mille hommes, et promit une amnistie absolue aux rebelles qui mettraient bas les armes. Les bandes royalistes furent partout battues; Georges, enveloppé à Grandchamp, capitula et se retira en Angleterre; Bourmont et plusieurs autres firent leur soumission et prirent du service dans l'armée républicaine; Frotté fut fusillé [1800, janvier et février]. Grâce à une police sévère et à une administration juste, tout le pays rentra dans le repos; il ne resta plus que des brigands isolés, contre lesquels le consul obtint plus tard du corps législatif la création de tribunaux extraordinaires.

§ III. Commencement de la campagne de 1800. — Les Autrichiens sur le Var et devant Gênes. — Batailles d'Engen et de Mœskirch. — La première promesse que Bonaparte avait faite à la nation, le premier bien qu'il devait lui procurer, c'était la paix : Campo-Formio avait fait plus que Rivoli pour sa fortune. Dès le premier jour de son installation [1799, 28 déc.], il écrivit directement au roi d'Angleterre pour l'inviter à « mettre un terme à une guerre à laquelle est attaché le sort de toutes les nations civilisées. » Il savait que la constitution anglaise défend au monarque de correspondre avec les étrangers autrement que par ses ministres, mais il voulait témoigner à l'Europe ses intentions pacifiques par une démarche éclatante. Le cabinet britannique ne vit pas que la France, harassée de dix années de

([1]) Louis XVIII écrivit lui-même deux fois à Bonaparte : « Nous pouvons assurer le bonheur de la France, disait-il. Je dis nous, parce que j'ai besoin de Bonaparte pour cela, et qu'il ne le pourrait sans moi. » Le premier consul lui répondit : « Vous ne devez pas souhaiter votre retour en France : il vous faudrait marcher sur cent mille cadavres. Sacrifiez votre intérêt au repos et au bonheur de la France, l'histoire vous en tiendra compte. »

prête à accepter une paix, même désavantageuse:
r un refus, et fit une magnifique position à Bona-
quant « le rétablissement de l'ancienne dynastie
l événement qui pût assurer à la France la posses-
ée de son ancien territoire. » L'oligarchie anglaise
nivrée des succès de sa marine et des armées autri-
le voyait Malte et l'Égypte bloquées, l'Italie con-
nce épuisée; mais l'Autriche fut la seule grande
i resta dans la coalition. Paul Ier sentait qu'il n'a-
erre que pour donner l'Italie à l'empereur et les
landais à l'Angleterre: il retira ses troupes, ren-
de Condé et entra en relation pacifique avec la
russe persista dans sa neutralité. Enfin il n'y eut
e que les princes de Bavière, de Wurtemberg et de
mirent sur pied vingt-quatre mille hommes soldés
is.

publia les démarches qu'il avait faites pour la paix,
i la guerre nationale. Une loi mit à sa disposition
le conscrits ; on rappela trente mille vieux soldats;
volontaires s'équipèrent à leurs frais; la cavalerie,
génie furent réorganisés; on créa le corps des in-
revues pour l'administration et la solde des trou-
du train d'artillerie pour le transport du matériel;
sur pied, avec la rapidité et sans la violence de 93,
quante mille hommes armés, équipés, pourvus de
t que cent mille conscrits s'exerçaient dans l'inté-

és, qui avaient cessé en décembre, ne recommen-
printemps. L'Autriche avait deux grandes armées,
nt vingt mille hommes. La première, en Italie,
de l'offensive, et commandée par Mélas; elle de-
quarante mille hommes sous Haddick et Wukas-
garder la Lombardie et le Piémont, enlever Gênes,
et pénétrer en Provence, où viendraient la joindre
nglais rassemblés à Minorque. La seconde, sur le
argée, sous le commandement de Kray, de couvrir
Mayence à ses sources, en laissant trente mille
le prince de Reuss, pour garder le Vorarlberg et les
nner la main à l'armée d'Italie. Le plan de Bona-
différent : il laissa l'armée d'Italie, réfugiée dans

l'Apennin et réduite à trente mille hommes, défendre la rivière de Gênes et entraîner Mélas à sa poursuite ; il porta l'armée du Rhin à cent mille hommes, lui ordonna de passer le fleuve, de se placer sur le flanc gauche de l'ennemi en tournant la forêt Noire, et de le pousser en Bavière en lui coupant ses communications avec l'Italie. La masse des Alpes entre le Danube et le Pô se trouverait ainsi dégagée et sans aucune défense ; alors lui-même devait, avec une armée de réserve dont il cachait soigneusement la formation, fondre tout à coup, par le centre des Alpes, au cœur de l'Italie.

Championnet était mort de l'épidémie qui décimait ses soldats ; Masséna lui succéda, et, à force d'énergie, remit la discipline dans cette armée délabrée et mourant de faim. Il la partagea en deux corps : la droite, de dix-huit mille hommes et commandée par Soult, garda Cadibone, la Bocchetta et Gênes ; la gauche, de douze mille hommes et commandée par Suchet, garda le littoral et les passages de Finale à Tende. En outre, six mille hommes étaient dispersés de Tende à Genève. Pendant que ces trente-six mille hommes s'efforçaient de garder cinquante lieues de montagnes, les Autrichiens prirent l'offensive : trente-cinq mille, commandés par Ott, débouchèrent par la route du littoral de Rapallo sur Besagno, et assaillirent les approches de Gênes ; Masséna repoussa cette attaque ; mais, pendant ce temps, Mélas, avec quarante-cinq mille hommes, perça l'Apennin par Montenotte et Cadibone, enleva Savone et coupa ainsi en deux parties l'armée française ; il força Soult à se rejeter dans Gênes avec Masséna, et fit replier Suchet juqu'à Borghetto [1800, 6 avril]. Masséna et Suchet firent des efforts prodigieux pour rouvrir leurs communications ; mais l'acharnement de leurs soldats échoua devant les forces et la position des Autrichiens : après dix jours de combats, Masséna rentra dans Gênes. Suchet essaya de tenir encore sur la Taggia ; mais le col de Tende ayant été enlevé sur son flanc, il se hâta de se réfugier derrière le Var et s'y renforça de huit mille gardes nationaux de la Provence [6 mai]. Mélas laissa le corps de Ott pour assiéger Gênes, qui fut en même temps bloquée par une flotte anglaise, et il se porta sur le Var, plein de joie de toucher enfin le sol de la république [11 mai].

Bonaparte s'inquiéta peu de ces revers : il savait que Masséna tiendrait jusqu'à la dernière extrémité, et que les invasions

ns la Provence n'ont jamais réussi (1). Il continua de former
n armée de réserve avec vingt mille vieux soldats et trente
ille conscrits ; mais il ne réunit à Dijon, désignée pour le quar-
r général, que l'état-major et des invalides ; tous les bataillons
ient dispersés et, pour ainsi dire, cachés dans le Jura et la
voie ; de sorte que les étrangers ignoraient la destination de
tte armée, et croyaient même qu'elle n'existait pas.

Pendant ce temps, l'armée du Rhin, commandée par Moreau,
la plus belle que la France eût jamais eue, prit l'offensive, en
helonnant sa droite de Bâle à Schaffouse ; la gauche passa le
uve à Kehl, et attira ainsi toutes les forces de Kray sur la
ntzig ; le centre (Moreau) passa à Bâle et poussa sur Engen,
ndant que la droite (Lecourbe) passa à Schaffouse et poussa
r Stokach. Kray se rabattit rapidement sur Engen ; mais il y
battu en même temps que sa gauche était enfoncée à Stokach
r Lecourbe [8 mai]. Il rallia son centre et sa gauche à Mœs-
rch et y prit position ; mais il fut de nouveau défait, et rejeté
r la rive gauche du Danube par Sigmaringen. Ces deux vic-
ires permirent aux Français de s'établir en force dans le pays
tué entre les sources du Danube et les villes forestières. Mais
ray, voulant rouvrir sa communication avec le corps des Gri-
ons, repassa sur la rive droite et voulut arrêter Moreau à
iberach : il fut repoussé [10 mai] ; au lieu de se réfugier dans
Ulm, il se rabattit hardiment sur Memmingen, où arrivait la
roite française [11 mai] ; mais là il fut encore battu, séparé dé-
initivement du prince de Reuss, qui se réfugia dans le haut Inn
n abandonnant le Vorarlberg et les Grisons, et rejeté dans le
amp retranché d'Ulm. La masse des Alpes était libre, Bonaparte
ouvait exécuter sa grande combinaison : alors, et par son ordre,
ix-huit mille hommes, commandés par Moncey, furent détachés
e l'armée du Rhin pour servir d'aile gauche à l'armée de ré-
erve et descendre avec elle en Italie.

§ IV. Passage du grand Saint-Bernard. — Batailles du col
e Tende, de Montebello et de Marengo. — Armistice d'Alexan-
rie. — Opérations de Moreau sur le Danube. — Bonaparte
rriva à Genève [10 mai], où trente-cinq mille hommes, partis
e divers points, s'étaient rapidement rassemblés : dès qu'il eut
ppris la marche de Moncey, il les dirigea sur le grand Saint-

(1) Voy. ma *Géographie militaire*, p. 171 de la 4e édition.



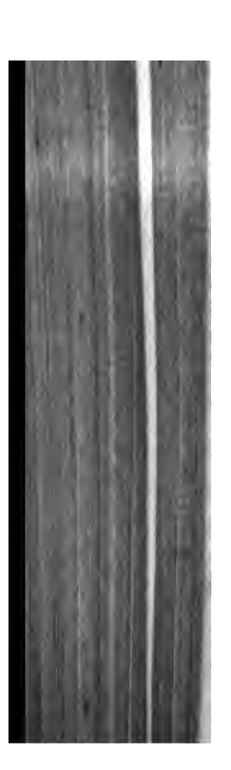
comme leur chef, pleins de confiance dans
deur de l'entreprise : en quatre jours,
hommes passèrent, et l'on arriva à Aoste
ce temps, la gauche, commandée par Mo
Gothard avec les mêmes difficultés, la mê
chait sur Bellinzona ; la droite, forte de
commandée par Thureau, passait le mon
sur Suze ; enfin deux petits corps de trois à
passaient à gauche et à droite par le Sim
Bernard ; de sorte que, depuis le Saint-G
Cenis, soixante mille hommes allaient déb
Milan et Turin.

L'avant-garde, formée de huit mille so
mandée par Lannes, entra à Aoste, battit
chien à Châtillon, et se trouva arrêtée à
sur un roc inabordable, barrant entièreme
de la Doria, qui n'a là que cent toises de l
vint se heurter contre cet obstacle impré
nement du village ; on tenta vainement
du fort plongeaient à bout portant sur la
terie et la cavalerie gravirent à droite les
par des sentiers qu'on tailla dans le roc [2
vrit de fumier la route ; on enveloppa d
canons, et, pendant la nuit, l'artillerie pas
Lannes arriva à Ivrée, qu'il emporta d'as
Chiusella Haddick avec dix mille Autrichie

feinte pour dégager Suchet ; mais, à la nouvelle de la défaite de Haddick, il laissa Elsnitz avec dix-huit mille hommes sur le Var, et se porta avec vingt mille par le col de Tende sur Turin [25 mai] : il voyait cette ville menacée par Lannes et Thureau, et croyait que c'était du mont Cenis que venait le corps principal. L'attaque de ces deux généraux était une feinte : Lannes, à Chivasso, masquait le défilement de toute l'armée d'Ivrée à Verceil; et quand celle-ci eut passé la Sesia et pris Novare, en poussant devant elle les troupes disséminées de Wukassowich, il quitta Chivasso, et marcha par Trino et Crescentino sur Pavie, dont il s'empara. Mélas allait le suivre, lorsqu'il apprit les revers de l'armée du Danube, le passage du Saint-Gothard par Moncey, l'arrivée des Français sur le Tésin. Il s'arrêta épouvanté et incertain ; pendant ce temps l'armée de réserve franchit le Tésin à Turbigo et à Buffarola, et Bonaparte entra à Milan [2 juin]. Ce fut comme un coup de théâtre : on venait à peine d'apprendre le passage du Saint-Bernard; aussi les patriotes fêtèrent l'arrivée miraculeuse de leur libérateur avec un enthousiasme qui tenait du délire. On fit jonction avec le corps de Moncey; les troupes de Wukassowich furent forcées de se retirer sur le Mincio ; Crémone et Lodi furent prises, et l'on se prépara à fermer à Mélas l'issue qui lui restait par la rive droite du Pô.

Le général autrichien, en voyant Bonaparte à Milan, fut frappé de stupeur : il ordonna à Ott et à Elsnitz d'abandonner, le premier, le siége de Gênes, le second, l'attaque du Var pour venir le joindre à Alexandrie : c'étaient quarante-cinq mille hommes qu'il voulait réunir à ses vingt mille, pour rouvrir sa communication avec Mantoue et les débris de Wukassowich. Elsnitz se mit en retraite; mais Suchet le suivit, tourna sa droite par le col de Tende, coupa son centre et le mit en déroute. Ce fut une victoire complète : l'ennemi, poursuivi jusqu'à Céva, perdit plus de dix mille hommes, et Elsnitz n'arriva à Alexandrie qu'avec des troupes ruinées. Suchet se rabattit sur Savone pour courir à la délivrance de Gênes ; mais il était trop tard : il rencontra en route les troupes qui venaient d'évacuer cette ville [6 juin].

Masséna avait soutenu dans Gênes l'un des siéges les plus mémorables dont les annales de la guerre fassent mention, et sa résistance avait été une autre victoire de Zurich, puisqu'elle



pour empêcher les Français de passer le Pô. M
avait franchi le fleuve et occupait la position
coupe la communication avec Mantoue. Ott v
route : il fut attaqué par Lannes et Victor, e
Montebello, battu complétement avec perte de se
et rejeté sur la Bormida [10 juin]. Mélas se t
la position la plus critique : avec les débris d'I
il n'avait réuni à Alexandrie que trente-deux m
communication avec le Mincio était complét
se trouvait poussé vers la France, le dos aux Al
sur Gênes et de là par l'Apennin sur Parme et
contrait Suchet ; s'il passait le Pô et forçait le
trait Moncey : il résolut de livrer bataille dev
sur la Bormida, dans la grande plaine de Mar

Bonaparte, après avoir rétabli la république
laissé Moncey pour garder le Pô, Milan et l
Suisse, et il avait rejoint Lannes sur le cham
Montebello. Là, ayant appris la reddition de
ordre à Suchet de déboucher, par le col de Cadi
de Mélas ; puis il poussa sur la Scrivia ; et,
parti prendraient les Autrichiens, il porta Des
de peur qu'ils ne se retirassent sur Gênes, et Victo
de peur qu'ils ne voulussent passer le Pô ; La
rière de Victor, et la réserve sur la Scrivia.
point à une bataille.

dans la plaine, avec le dessein de dégager la route de Tortone en accablant la droite française [14 juin]. Bonaparte, pris au dépourvu avec dix-huit mille hommes seulement, hâta la marche de sa réserve, et rappela Desaix, qui était déjà à Rivalta : son plan était de porter sa droite en avant pour donner le temps à Desaix de venir occuper sa gauche. En effet, la division Victor, en tête de la droite, soutint le choc de toute l'armée ennemie pendant quatre heures : à la fin elle fut écrasée et battit en retraite durant deux lieues. Alors Lannes se déploya pour la soutenir, attira à lui le centre des Impériaux et mit trois heures à reculer d'une lieue. Bonaparte soutint lui-même sa retraite, et le bataillon de la garde consulaire, « placé comme une redoute de granit au milieu de la plaine, » ne put être entamé. Cependant les Autrichiens se croyaient vainqueurs; et Mélas, voyant Victor détruit, Lannes en retraite, la route de Tortone à moitié libre, rentra à Alexandrie en laissant à son chef d'état-major, Zach, le soin d'achever la victoire. Celui-ci, croyant qu'il n'y avait qu'à pousser les fuyards, se mit à la tête d'une colonne de six mille grenadiers pour enlever San-Giuliano, dernière position qui restait aux Français. C'était le moment critique : Bonaparte avait combattu jusqu'alors pour n'être pas vaincu ; il allait maintenant combattre pour avoir la victoire. Desaix était arrivé : Lannes s'établit à sa droite; Victor rallia ses débris derrière lui ; quand la colonne de Zach arriva à San-Giuliano, elle fut accueillie par un feu terrible. Le héros de Sédiman s'élance : il est tué d'une balle ; ses soldats, pleins de fureur, se précipitent sur l'ennemi et enfoncent la tête de la colonne, pendant que Kellermann [1] avec huit cents chevaux tombe sur son flanc, et la coupe en deux : en un instant, les six mille grenadiers sont brisés, dispersés, forcés de se rendre avec leur général. Alors la charge bat sur toute la ligne ; Lannes et Victor se reportent en avant ; les cavaliers de Kellermann, électrisés, culbutent tout devant eux ; en une heure, la plaine, qui avait coûté aux Autrichiens huit heures d'efforts, est reconquise ; l'ennemi, enfoncé de toutes parts, s'enfuit à la débandade et repasse la Bormida en laissant trois mille prisonniers, sept mille morts ou blessés, quarante canons. La perte des Français était presque égale, et ils avaient à regretter Desaix, grand capi-

[1] Fils du vainqueur de Valmy.

[redacted]

taine, de qui Napoléon a dit avec tant de tristesse : « Il eût été mon lieutenant ! » grand citoyen, qui a bien manqué à la France dans ses triomphes et surtout dans ses revers !

Mélas était désespéré : il n'avait plus que vingt mille hommes, point d'autre retraite que Gênes, et encore fallait-il passer sur le ventre à Suchet. Il demanda à traiter, et signa l'armistice d'Alexandrie, par lequel les Autrichiens se retiraient derrière le Mincio en livrant aux Français tout le pays compris entre les Alpes et cette rivière, avec Alexandrie, Turin, Gênes, Savone, Coni, Tortone, Pizzighittone [16 juin]. Il y avait eu pendant la révolution des batailles plus glorieuses que celle de Marengo, mais aucune qui eût produit un si grand résultat : les Autrichiens perdaient en un jour ce qu'ils avaient acquis en dix-huit mois par vingt victoires ; la France se trouvait replacée d'un coup dans la position où elle était en 1797. « J'espère que le peuple français sera content de son armée, » écrivit Bonaparte aux consuls. En effet, l'exaltation fut au comble ; la confiance de la nation dans le héros auquel elle s'était si éperdument donnée se trouvait pleinement justifiée. Bonaparte put maintenant tout faire et tout oser : Marengo avait légitimé le 18 brumaire. Il était, selon l'expression de Mélas, *l'homme du destin*.

Pendant cette belle campagne, Moreau était resté un mois à manœuvrer devant Ulm pour faire sortir Kray de son camp retranché. A la fin, il se porta, la droite en avant, sur le Lech, prit Augsbourg, avec tous les passages de cette rivière, et ferma ainsi la rive droite du Danube à son adversaire ; puis il se rabattit sur le fleuve, qu'il borda d'Ulm à Donauwerth, le passa sur plusieurs points, écrasa la droite autrichienne dans une série de combats qui portent le nom de bataille d'Hochstedt, et menaça Kray de le couper de Vienne par la rive gauche comme par la rive droite [19 juin]. Alors celui-ci quitta Ulm et se dirigea rapidement, par Neresheim, sur Nordlingen ; là, se voyant poursuivi mollement, il tourna brusquement à droite sur le Danube, le passa à Neubourg et marcha pour reprendre par derrière la ligne du Lech. Mais Moreau avait déjà jeté Lecourbe sur la rive droite par Donauwerth et Rain : Kray fut battu, repassa le Danube et le franchit de nouveau à Ingolstadt pour s'emparer de la ligne de l'Iser et se rallier au prince de Reuss ; mais il trouva Moreau qui occupait déjà Munich. Alors, et après avoir eu son arrière-garde battue à Landshut, il se retira derrière

ıe armée réduite à quarante mille hommes. Mo-
ı pas de le forcer et s'arrêta sur l'Iser pour s'y con-
armée se développait sur une ligne si étendue,
vait à Munich avec sa droite et une partie de son
nt cinquante mille hommes, pendant que son aile
occupée dans le Palatinat et sur le Mein pour em-
ılèvement de ces pays, et que l'autre partie de son
ıit Philippsbourg, Ulm et Ingolstadt. D'ailleurs il lui
asser définitivement sa droite des attaques du prince
effet, Lecourbe se rabattit sur Fussen, s'en empara,
e Vorarlberg, prit Feldkirch, et dispersa les Autri-
les Alpes rhétiques. Ce fut alors que la nouvelle de
ı d'Alexandrie étant arrivée en Allemagne, Kray
ıuspension des hostilités; et Moreau signa avec lui
e Parsdorf [15 juillet].

ILLE DE HOHENLINDEN. — ARMISTICE DE STEYER. —
PLUGEN PAR MACDONALD. — BATAILLE DE POZZOLO. —
E TRÉVISE ET DE FOLIGNO. — PAIX DE LUNÉVILLE. —

e bataille de Marengo, le premier consul avait of-
che de traiter sur les bases de Campo-Formio. Des
furent en effet entamées et même des préliminaires
, comme nous le verrons bientôt, l'Angleterre était
ée du plus grand danger qu'eût jamais couru sa
aritime : elle fit tous ses efforts pour empêcher la
ıtale, et signa avec l'Autriche un traité de subsides
à l'empereur de rétablir entièrement ses armées.
ès cinq mois passés en négociations et en armistices,
recommencèrent [12 nov.].

mpériale du Danube avait été portée à cent mille
confiée à l'archiduc Jean; elle était appuyée à
trente mille hommes qui gardaient le Tyrol sous le
ıent de Hiller; à droite, par vingt mille hommes
postés de Ratisbonne à Aschaffenbourg, sous le
ıent de Klenau et de Simbschen. A ces forces
ısées des forces à peu près égales : Moreau, placé
ille hommes entre l'Iser et l'Inn, avait ses flancs
roite par quinze mille hommes qui se rassemblaient
sons sous Macdonald, et devaient, en traversant le
r les opérations de l'armée d'Italie avec celles de
Danube; à gauche par vingt mille hommes com-

mandés par Augereau, qui devaient pousser l'armée de Klenau et contenir la Bohême. Les hostilités commencèrent de ce côté. Augereau prit Aschaffenbourg, Wurtzbourg, Schweinfurth, battit les Autrichiens devant Nuremberg et poussa sa droite sur Ingolstadt. Pendant ce temps, l'archiduc Jean prit l'offensive: il passa l'Inn à Muhldorf, manœuvra sur la gauche de Moreau pour l'accabler, et la repoussa d'Ampfingen. Enhardi par ce succès, il se jeta avec son centre dans la forêt de Hohenlinden, par la chaussée de Muhldorf à Munich, qui forme un défilé presque impraticable : son infanterie marchait en tête, ensuite l'artillerie, enfin la cavalerie; la droite et la gauche suivaient les sentiers voisins [2 déc.]. Moreau avait sa droite (Lecourbe) occupée sur le haut Inn contre Hiller, sa gauche postée sur le Danube pour observer Klenau ; il se plaça avec la division Ney au débouché principal de la forêt, chargea Grenier de repousser l'ennemi sur la gauche, et ordonna à Richepanse, qui devait être suivi par Decaen, de marcher à droite avec dix mille hommes, d'Ebersberg sur Mattenpot, par des chemins de traverse, pour se jeter sur les derrières du centre autrichien. En effet, pendant que la bataille s'engageait aux débouchés de la forêt, Richepanse exécuta son mouvement avec une audace inouïe : vainement il se trouva coupé de la moitié de ses forces par une colonne ennemie qui suivait la route de Wasserbourg; il arriva avec un régiment de cavalerie et deux d'infanterie à Mattenpot au moment où les derniers escadrons de la grande colonne allaient s'engager dans les défilés : laissant sa cavalerie pour les contenir, il se jette avec son infanterie tête baissée dans la forêt, culbute le grand parc ennemi, et répand une profonde terreur dans tout le centre. En ce moment, Ney avait enfoncé la tête des Impériaux : il entend la fusillade de Richepanse et redouble d'efforts; alors cette énorme colonne de quarante mille hommes, pressée de toutes parts, tourbillonne, rompt ses rangs, se précipite dans la forêt. Les braves de Richepanse et de Ney passent sur ses débris pour se donner la main; la déroute du centre se communique aux ailes, et par tous les sentiers les Autrichiens, dans le plus grand désordre, s'enfuient derrière l'Inn en laissant six mille morts, seize mille prisonniers, cent canons, etc.

Aussitôt les vainqueurs marchèrent sur l'Inn ; Lecourbe rentra en ligne; et pendant que la gauche faisait des *démonstra-*

Braunau, il surprit le passage de la rivière à Neupern,
senheim, se porta sur Salzbourg pour prendre le
ers, et s'empara du cours de la Salza après un violent
lors Moreau laissa la gauche en arrière pour donner
Augereau; et, sans s'inquiéter des corps du Tyrol, qui
illeurs occupés par Macdonald, il se précipita à la
le l'ennemi par la route de Lintz. Richepanse était à
de et s'y couvrit de gloire : Lecourbe flanquait la
ns les montagnes en débordant la gauche ennemie;
appuyait au Danube. Autant de journées, autant de
on passa la Traun, l'Ens, l'Ips; l'aile droite remonta
dirigea sur Léoben. Les Autrichiens sacrifiaient vai-
s arrière-gardes pour arrêter les Français, leur ar-
ait sans cesse et dans le plus affreux désordre; en
ils avaient perdu quarante mille hommes, cent cin-
ons, six mille voitures. La terreur était dans Vienne,
d'Autriche donna le commandement à l'archiduc
ur tenter un dernier effort. Mais il était trop tard:
prince vit l'état de l'armée autrichienne, il supplia
de faire la paix à tout prix et demanda un armi-
écembre]. Moreau, qui était arrivé à Steyer, y con-
s condition que l'Autriche traiterait séparément de
e, et que les places du Tyrol et de la Bavière seraient
Français.

agne d'Italie fut marquée par des succès moins déci-
née autrichienne, forte de quatre-vingt-dix mille
t commandée par Bellegarde, avait fortifié le Mincio
se mettre en mouvement quand son aile droite
serait descendue du haut Adige par le Tonal dans la
Elle devait encore être appuyée à gauche par l'insur-
la Toscane, pays dont les Français s'étaient emparés
armistice, que Miollis défendait avec cinq ou six mille
et vers lequel s'avançaient quinze mille Napolitains.
ançaise, forte de soixante mille hommes, était com-
r Brune : elle attendait, pour prendre l'offensive, la
Macdonald, qui devait couvrir sa gauche. Celui-ci
Coire avec douze mille hommes; il masqua les vallées
rt et de l'Albula en trompant Hiller sur la force de
, et se dirigea sur le Splugen, c'est-à-dire dans la
Alpes la plus épaisse et la plus tourmentée; au mi-

lieu de l'hiver, il se fraya un chemin dans des monceaux de neige et des murailles de glace, et effectua presque sans perte le passage le plus laborieux qui ait jamais été fait dans les Alpes [1-6 déc.]. Il arriva sur le lac de Como au moment où la bataille de Hohenlinden déterminait la retraite de Hiller; il déboucha dans la Valteline, franchit le col d'Apriga, et attaqua la masse du Tonal. Il voulait tourner la droite de Bellegarde et se porter par la Brenta sur ses derrières, mais il trouva tous les passages du Tonal défendus et fortifiés; alors il se rabattit sur Pisogno et de là sur Storo; enfin, remontant la Chiese, il [illegible] sur la Sarca et se dirigea sur Trente.

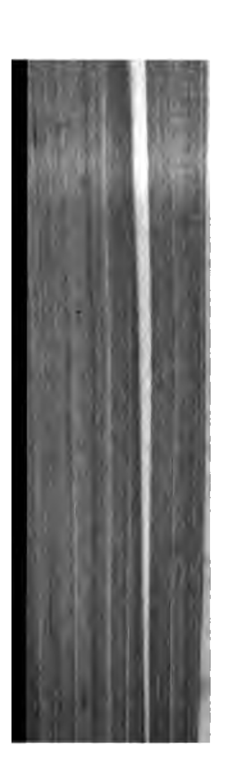
Cependant Brune avait pris l'offensive sur le Mincio; il donna à son aile droite (Dupont) de faire une fausse attaque sur Volta, avec le dessein de forcer le passage à Mozambano; l'attaque sur Volta attira toute l'armée autrichienne. Dupont se fortifia dans Pozzolo, et y résista avec acharnement; Suchet, qui était au centre, accourut à son secours : malgré l'infériorité de leurs forces, ces deux généraux restèrent maîtres du passage et firent perdre aux Autrichiens six mille hommes [25 déc.]. Le lendemain, Brune franchit le Mincio à Mozambano, et força Bellegarde à rentrer dans Vérone. Le passage de l'Adige fut enlevé à Bussolengo; Vérone se rendit; l'aile gauche des Français remonta l'Adige. Dès lors le général autrichien, qui avait appris le désastre de Hohenlinden, ne songea plus qu'à reculer lentement, pour donner à sa droite le temps de se dégager. En effet, Laudon se trouvait enfermé à Calliano entre l'aile gauche, qui arrivait à Roveredo, et Macdonald, qui était entré à Trente; mais au moyen d'une ruse déloyale, il s'échappa par la Brenta. Macdonald le suivit jusqu'à Bassano; là il apprit que Brune, qui avait poussé Bellegarde jusqu'à Trévise, venait de signer un armistice par lequel les Autrichiens livrèrent Mantoue, Peschiera, Legnago, Ancône, etc. [1801, 16 janvier].

Aussitôt douze mille hommes furent dirigés sur la Toscane, où les quinze mille Napolitains avaient été battus par Miollis, près de Sienne. Ils se joignirent à dix mille hommes d'élite, avec lesquels Murat venait de traverser le Piémont, et ce général réunit à Florence près de trente mille combattants. Ce n'était pas pour ressusciter les républiques de Rome et de Naples que Bonaparte faisait marcher cette armée. Le gouvernement pontifical avait été rétabli sous un nouveau pape,

et il négociait avec lui la réorganisation du culte catho- France. Quant au royaume de Naples, il ne voulait que ses ports aux Anglais. L'armée napolitaine, après la de Sienne, s'était réfugiée dans l'État romain : Pie VII ui-même les Français; et Murat, se mettant en marche, le royaume de Naples d'une invasion. Alors la reine la médiation de Paul Ier, et Bonaparte consentit à un e, signé à Foligno, par lequel les ports napolitains fermés aux Anglais, et Tarente livrée aux Français la paix générale.

t le dernier événement de la guerre continentale. Les tions entamées à Lunéville entre Joseph Bonaparte et le le Cobentzel amenèrent la paix entre la France et l'Au- sur les bases du traité de Campo-Formio, avec cette différence, que l'empereur stipula, non-seulement pour ts particuliers, mais pour tout le corps germanique févr.]. C'était une violation des lois de l'Empire; mais rte l'exigea, pour ne pas avoir affaire à un nouveau de Rastadt. La rive gauche du Rhin et les provinces es furent de nouveau assurées à la France; les répu- Cisalpine, Ligurienne, Helvétique et Batave reconnues ndantes ; le pape rétabli dans ses États, tels qu'ils étaient dans le traité de Campo-Formio; enfin la Toscane au grand-duc et cédée à la France, qui dut en faire un e d'Étrurie pour le fils du duc de Parme. On convint que d-duc et les princes dépossédés de la rive gauche pren- leurs indemnités en Allemagne sur les souverainetés stiques. Il ne fut pas question du roi de Piémont, dont ssession se trouva ainsi légitimée. Quant au roi de Naples, paix particulière avec la France par le traité de Flo- qui confirma simplement les conditions de l'armistice de [28 mars]. Soult, avec dix mille hommes, vint occuper , Otrante et Brindisi.

DISCUSSIONS DE L'ANGLETERRE AVEC LES NEUTRES. — QUA- ALLIANCE DES ÉTATS DU NORD. — BATAILLE DE COPENHAGUE. T DE PAUL Ier. — La deuxième coalition était dissoute : terre restait seule en armes; et elle avait alors à lutter, us contre la France seule, mais contre la moitié de e, pour une question dont dépendait toute son existence. que les progrès de la civilisation ont amené des adou-



s'abstiennent de communiquer avec lui. L'A
refusé d'admettre ces principes, sans lesquels
liberté des mers ; elle prohibe, non-seulement
guerre, mais le bois, le chanvre, le fer, les vivr
tout objet appartenant aux sujets de la puissa
visite les vaisseaux marchands, non-seuleme
isolés, mais quand ils sont escortés ; elle préte
bloqué dès qu'elle a déclaré qu'elle en faisait
quand elle n'aurait pas une chaloupe devant ce
termes, elle veut l'empire des mers : « Il r
lord Chatam, qu'il soit tiré sur l'Océan un se
sans notre bon plaisir ; » et son fils ajoutait :
justes un seul jour, nous n'aurions pas un a
France, depuis qu'elle possède une marine,
protectrice de la liberté des mers ; la liberté
but ou patent ou caché de toutes ses guerre
terre ; l'empire des mers a été le but constant
litions que l'Angleterre a suscitées contre
huitième siècle fut rempli de ce grave procè
entière est intéressée, et la guerre de 1778
appel de la France à tous les peuples contr
l'Angleterre ; appel qui engendra la neutralité
où, pour la première fois, les principes cor
liberté maritime furent nettement posés ([1]).
vaincue, mais elle n'abandonna pas ses préte

laissèrent visiter, insulter, confisquer, sans oser se
isque eux-mêmes s'étaient follement déclarés contre
e alliée et protectrice. Alors la France, qui était au
ions et faisait des efforts surhumains pour se sauver,
ses principes maritimes : elle déclara aux neutres
s traiterait de la même façon qu'ils souffriraient que
en usassent à leur égard; » elle visita, insulta,
eurs bâtiments; la mer fut abandonnée à la force
auvage. Cet état de choses dura jusqu'au 18 bru-
aparte, qui voyait les préventions de l'Europe contre
en partie effacées, leva l'embargo sur tous les bâti-
res retenus dans nos ports, et déclara que la répu-
nait aux principes de 1780. Alors les neutres sor-
eur engourdissement; les États-Unis signèrent [1800,
ec la France un traité qui est considéré comme l'un
emarquables instruments de la diplomatie de notre
ui fut accueilli par toutes les nations comme un code
droit maritime (¹). La Suède et le Danemark pro-
de nouveau le vieux principe : le pavillon couvre la
se; ils trouvèrent appui dans Paul Ier, qui à son tour
Prusse; et l'on parla de renouveler le traité de
te époque, une flottille danoise, qu'escortait une fré-
nlevée par les Anglais. Le Danemark demanda ré-
e cabinet britannique s'emporta « contre cette inso-
déclara « que tous les neutres devaient se soumettre
du dernier des corsaires anglais. » « Renoncer au
ite, disait Pitt, c'est renoncer à l'empire, c'est souffrir
nce ressuscite sa marine et son commerce. Jamais
e ne se départira de ces droits indisputables, dont
est absolument indispensable pour le maintien des
plus chers de son empire. Les lois invoquées par
sont attentatoires aux bases de notre grandeur et de
rité maritime; elles sont un principe *jacobinique* des
homme, qui nous conduirait à renoncer à tous les
pour lesquels nous avons depuis si longtemps et avec
fit déployé toute l'énergie britannique. » Et, pour
les neutres, l'Angleterre ordonna de courir sus à
bâtiments, en captura plus de quatre cents, et s'em-

ciateurs français furent Joseph Bonaparte, Rœderer et Fleurieu.

[redacted]

para des colonies danoises et suédoises. Enfin elle déploya des forces triples de celles qu'elle eût jamais mises en mer : vingt-cinq vaisseaux allèrent dans le Sund menacer Copenhague; une flotte bombarda le Ferrol et Cadix; une autre bloqua Gênes; une troisième insulta les côtes de la Hollande; une quatrième alla porter une armée en Égypte; une cinquième força Malte à capituler après deux ans de siége [1800, 5 sept.]. L'Angleterre possédait alors cent quatre-vingt-quinze vaisseaux de ligne, deux cent cinquante frégates, trois cents bâtiments inférieurs; elle entourait toutes les côtes d'une chaîne presque continue de croisières; elle paralysait dans leurs ports les petites escadres de la France et de ses alliés.

Cependant les quatre puissances du Nord avaient mis l'embargo sur les vaisseaux et les propriétés des Anglais. Paul Ier avait embrassé la cause des neutres avec sa fougue ordinaire; et, par ses conseils, un traité, modelé sur celui de 1780, fut signé [16 déc.] entre les quatre États pour faire respecter la liberté des mers. C'était une déclaration de guerre à la Grande-Bretagne. Aussitôt un corps danois occupa Hambourg, entrepôt principal du commerce anglais, et ferma l'Elbe; les Prussiens envahirent le Hanovre et fermèrent le Weser et l'Ems; le roi de Suède rassembla vingt mille hommes; enfin Paul proposa à ses alliés de s'unir intimement avec la France : déjà il avait chassé le prétendant de Mittau, envoyé une ambassade solennelle à Bonaparte, entamé des relations d'amitié avec ce « grand homme. » « Je veux m'unir à vous, lui écrivait-il, pour mettre un terme aux injustices de l'Angleterre, qui viole tous les droits des nations et n'est jamais guidée que par son égoïsme et son intérêt. » Et il lui demanda trente mille hommes, qu'il voulait joindre à quarante mille Russes pour marcher dans l'Inde par le Caucase et la Perse. Les destinées de l'Europe allaient être changées; une confédération, la plus juste et la plus populaire que les rois eussent jamais faite, allait résoudre ce grand problème d'humanité et de civilisation, la liberté des mers; Bonaparte tressaillait de joie. Pitt calcula avec la profondeur du génie la grandeur du danger : tout le continent était désarmé ou ennemi; il fallait céder à l'ascendant de la France, s'humilier momentanément devant la révolution, se préparer à faire la paix; la guerre ne devait plus maintenant avoir qu'un but : dissoudre la coalition du Nord pour isoler la

nce, et obtenir d'elle des conditions modérées. Dès lors, le du ministre était fini ou du moins ajourné. Pitt et ses amis nèrent leur démission [1801, 16 mars]; mais les hommes gèrent, non les principes; le pouvoir resta aux torys: ement les nouveaux ministres étaient des torys moins pro-és, qui pouvaient faire la paix sans déshonneur, et ils réparèrent par une lutte vigoureuse contre la coalition du .

quadruple alliance préparait ses armements, mais elle it pas encore une escadre en mer; le cabinet britannique at de la prévenir. Il fomenta les haines de la noblesse contre le czar, qui avait violé ses priviléges; il corrompit ir de Suède; il envoya dans la Baltique une flotte de cin-e-deux voiles, commandée par Parker et Nelson. Nulle a cause des neutres n'était plus populaire qu'en Dane-; quoiqu'un arrangement particulier fait récemment avec leterre eût permis à ce pays de se tenir hors ligne, quoi-fût le premier exposé à la colère britannique, il avait salué ité du 16 décembre par d'unanimes acclamations : La mer ou la mort! était le cri des ouvriers et matelots volon-qui accouraient en foule dans les chantiers et sur les vais-. C'était donc à Copenhague qu'était le cœur de la qua-e alliance : c'était là que l'Angleterre avait décidé de la re. La flotte de Nelson franchit le Sund par la trahison des is, qui ne défendirent point le passage : elle apparut de-Copenhague, qui était protégée par dix vaisseaux, onze bat-flottantes et deux citadelles. Toute la ville courut aux s avec le plus grand enthousiasme, et une bataille terrible agea [2 avril]; malgré les forces triples des Anglais et l'au-de Nelson, qui répéta sa manœuvre d'Aboukir, les Danois la plus glorieuse résistance. L'amiral Parker, dont le e avait été écrasé, proposa un armistice, et le prince régent nemark s'empressa d'y adhérer : il venait de recevoir se-nent la nouvelle d'un événement étrange qui complétait la re des Anglais : Paul Ier avait été assassiné par ses courti-[1801, 25 mars]!

te mort changea la face de l'Europe. Alexandre, fils de qui avait pris part à la conjuration contre son père, fut amé empereur par les assassins : il se hâta de confirmer riviléges de sa noblesse, annonça qu'il gouvernerait par les

[redacted]

principes de Catherine la Grande, communiqua ses vues pacifiques à l'Angleterre, et entama des négociations qui aboutirent à une transaction honteuse par laquelle la Russie abandonna les droits des neutres [17 juin]. Alors le Danemark, la Suède et la Prusse rétablirent leurs relations avec l'Angleterre sans régler les points contestés; la France se trouva encore seule à lutter pour la liberté des mers, et la question du droit maritime, qui a tant d'avenir, fut indéfiniment ajournée.

§ VII. Apprêts d'une descente en Angleterre. — Expédition de Portugal. — Convention d'El-Arish. — Bataille d'Héliopolis. — Mort de Kléber. — Gouvernement de Menou. — Bataille de Canope. — Évacuation de l'Égypte. — Paix d'Amiens. — Bonaparte fut stupéfait de la mort de Paul : tous ses projets étaient renversés. Il accusa hautement l'Angleterre d'avoir dirigé les assassins; et, ne sachant plus sur quels points extérieurs atteindre cette puissance presque impalpable, il résolut d'aller la chercher dans son île, et de se prendre avec elle corps à corps. Toutes les côtes de France furent armées de batteries et de redoutes; on construisit une multitude de bâtiments légers, de chaloupes canonnières, de bateaux plats; on épuisa les arsenaux; on exerça les troupes aux manœuvres maritimes; une immense flottille se rassembla du Havre à Anvers, ayant son centre à Boulogne. L'Angleterre prit l'alarme : elle avait prodigué l'or au continent pour ne recueillir que des défaites; au milieu des richesses qui encombraient ses magasins et ses ports, elle voyait sa population ouvrière mourir de faim; après avoir détruit à la France trois cent trente-huit bâtiments de guerre, elle s'indignait que les corsaires de la république portassent plus de dommage à son commerce qu'il ne recevait de protection de ses nombreuses croisières; maîtresse de la mer par tant de victoires, elle était pourtant réduite à défendre ses côtes; enfin elle apprenait que le vainqueur d'Aboukir, sorti avec soixante-quinze bâtiments pour brûler cette « masse de coquilles de noix » qui se rassemblaient à Boulogne, avait été repoussé deux fois avec de grandes pertes. Il fallait la paix. Des négociations s'ouvrirent à Londres [1801, 14 avril] pendant lesquelles la France combattit les deux derniers alliés de l'Angleterre, le Portugal et la Porte Ottomane.

Le Portugal fut bientôt mis hors de cause : d'après un traité fait entre la république et la cour de Madrid, quarante mille

Espagnols entrèrent sur le territoire portugais [6 juin], et forcèrent la cour de Lisbonne, qui avait fait de son royaume non-seulement une factorerie, mais un arsenal britannique, à fermer ses ports aux Anglais. Bonaparte ne fut pas satisfait de ce résultat, et il n'accorda la paix au Portugal qu'à condition que les troupes françaises occuperaient deux de ses provinces.

Il n'y avait plus que l'Égypte où les deux ennemis pussent se rencontrer : là était la fin de la guerre. « Les Anglais, avait écrit Bonaparte à Kléber, ont frémi de nous voir occuper l'Égypte. Si quarante ou cinquante mille familles européennes fixent leur industrie, leurs lois et leur administration dans ce pays, l'Inde sera aussitôt perdue pour eux, bien plus encore par la force des choses que par la force des armes. » Mais Kléber avait toujours blâmé l'expédition; indigné du départ de Bonaparte et mécontent du commandement qui lui était donné, il avait exhalé sa colère dans une lettre au Directoire, où il exagérait sa détresse et ses dangers; enfin, cédant aux clameurs de ses soldats, il ne songeait plus qu'à les ramener en France. La Porte Ottomane avait refait une armée de quarante mille hommes, qui s'était avancée, sous le commandement du grand vizir, de Damas à Gaza; Kléber entama des négociations avec elle par l'entremise et avec la participation de Sidney-Smith, commandant de la flotte anglaise; et une convention fut conclue à El-Arish [1800, 24 janvier], par laquelle l'armée française devait évacuer le pays et être transportée en France sur les vaisseaux anglais. C'était une grande faute. Si la conquête de l'Égypte, faite hors de saison et quand la deuxième coalition se formait, avait été funeste à la France, maintenant que la république était sauvée, le pays soumis à la colonisation commencée avec succès, la possession de l'Égypte était de la plus haute importance dans les affaires de l'Europe, et il y avait honte à l'abandonner sans résistance, sans nécessité, sans compensation. Cependant Kléber avait remis les places principales aux Turcs, et s'acheminait vers la côte avec toutes ses troupes, lorsque l'amiral Keith l'avertit que le gouvernement anglais ne pouvait reconnaître la convention d'El-Arish, à moins que l'armée française ne se rendît à discrétion. C'était la lettre de Kléber au Directoire, tombée aux mains des Anglais, qui avait inspiré au cabinet britannique cette perfidie, et il essaya de la justifier en disant que Sidney-Smith avait traité sans pouvoir. Celui-ci réclama vainement; « cette raison des mi-

nistres n'était qu'un prétexte [1]; » et eux-mêmes avouèrent leur pensée secrète au parlement : « Il faut que cette armée sans foi, dirent-ils, serve d'exemple; l'intérêt du genre humain demande sa destruction. »

Kléber retrouva toute son énergie ; il mit à l'ordre du jour de son armée la lettre de Keith ; marcha, avec dix mille hommes, contre les Turcs, qui s'étaient avancés jusqu'à Matarieh, près des ruines d'Héliopolis ; les attaqua et les mit en pleine déroute [1800, 20 mars] : canons, bagages, chameaux, tout tomba au pouvoir des Français ; les débris des vaincus furent encore écrasés à Belbéis, et le grand vizir s'enfuit presque seul à Gaza. Alors Kléber revint sur le Caire, où le bey Ibrahim était entré avec quinze mille hommes, et où toute la population était en armes : il bombarda la ville, en chassa les Turcs, et força les habitants à la soumission après une bataille de dix jours. Tout le pays rentra dans l'obéissance; les Français reprirent leurs anciennes positions ; le bey Mourad traita avec eux, et s'en alla gouverner la haute Égypte comme tributaire; on reprit les projets de colonisation. Jamais la conquête n'avait paru si solide : l'armée, recrutée avec des Grecs, des Syriens, des Nubiens, s'élevait à vingt-sept mille combattants; les établissements industriels étaient en pleine vigueur ; enfin Kléber déployait une activité qui démentait glorieusement son premier découragement. Mais ce grand capitaine mourut assassiné par un Turc fanatique, le jour même où Desaix, son compagnon de gloire, tombait à Marengo [14 juin].

Menou, le plus ancien des généraux de division, prit le commandement. C'était un bon administrateur, mais un mauvais général. Il s'était rendu ridicule en embrassant le mahométisme, et il avait à lutter contre le parti opposé à la colonisation, parti très-nombreux qui démoralisait l'armée, et à la tête duquel était le général Reynier. Cependant il consolida la conquête en nouant des relations de commerce avec les peuples de l'Afrique jusqu'au Niger, en organisant la justice, en créant des hôpitaux, des écoles, des canaux. Mais plus la colonisation prenait de racines, plus l'Angleterre concevait de terreur d'un établissement qui allait donner aux Français le protectorat et le commerce de l'Orient. Elle résolut de les chasser par un triple

[1] Walter Scott, Hist. de Napoléon, t. IV, p. 323.

effort. Les vingt mille Anglais qui avaient été rassemblés à Minorque pour faire une descente en Provence débarquèrent près d'Alexandrie, en même temps que trente mille Turcs se mirent en marche par la Syrie, et que sept mille Indous ou *Cipayes*, partis de Calcutta, vinrent débarquer à Cosséir, dans la mer Rouge.

Bonaparte, depuis qu'il était au pouvoir, s'était vivement préoccupé du sort de ses compagnons d'Égypte; et, au moyen de vaisseaux isolés qui échappaient aux croisières anglaises, il leur avait envoyé quelques secours en hommes, en armes, en machines. A la nouvelle de l'expédition des Anglais, il fit partir de Toulon Gantheaume avec sept vaisseaux portant cinq mille hommes; mais ses ordres furent mal exécutés : Gantheaume manqua d'audace; et, après trois mois passés à courir la Méditerranée et à éviter les flottes anglaises, l'escadre rentra à Toulon. Ces cinq mille hommes, qui auraient changé la face de la guerre, devaient être suivis d'autres renforts. L'un d'eux, composé de quatre bâtiments commandés par Linois, partit pour rallier six vaisseaux espagnols à Cadix; mais il rencontra à Algésiras une escadre anglaise de huit bâtiments : il la battit et lui prit un vaisseau [1801, 5 juillet]. Ce glorieux succès fut compensé par un désastre unique dans les fastes de la guerre maritime : l'escadre espagnole, étant arrivée, fut attaquée par les Anglais pendant la nuit; deux vaisseaux de cent douze canons, les plus beaux de la marine espagnole, se prirent pour ennemis, se canonnèrent pendant plusieurs heures, s'enflammèrent tous deux et s'engloutirent dans les flots.

Menou n'avait plus à espérer de secours; mais, à cause des grandes distances qui les séparaient, il pouvait battre l'une après l'autre les trois armées qui devaient l'envelopper. Il perdit du temps, dissémina ses troupes, ne s'occupa que des Turcs, qui étaient encore à Gaza, et laissa les Anglais, commandés par Abercrombie, s'établir dans la presqu'île d'Aboukir. Alors il accourut avec dix mille hommes, les attaqua près de Canope, et fut battu par la faute de Reynier, qui resta immobile avec l'aile droite pendant que la gauche et le centre étaient écrasés [21 mars]. Abercrombie fut tué ; les deux armées perdirent chacune trois mille hommes ; mais les Français furent complétement découragés de cette première défaite. Menou se retira à Alexandrie, et ordonna à Belliard, qui commandait au Caire, de

se porter sur Ramanieh, où il devait le joindre; mais les Anglais rompirent les digues qui séparent la mer du lac Maréotis, et isolèrent ainsi Alexandrie du reste de l'Égypte; puis ils laissèrent huit mille hommes devant cette place, se portèrent à Ramanieh et forcèrent Belliard à se retirer sur le Caire. L'armée turque fit sa jonction avec eux; les Cipayes arrivèrent à Keneh; Mourad vint à mourir, et les beys qui lui succédèrent firent alliance avec les Anglais. Alors Belliard se trouva, avec huit mille hommes, enveloppé par cinquante mille au milieu d'une ville prête à se révolter, sans retraite ni vers la mer, ni vers la haute Égypte : il se décida à capituler sur les bases de la convention d'El-Arish [27 juin], sortit du Caire avec quatorze mille individus, combattants ou non combattants, ses canons, ses bagages, et s'embarqua sur les vaisseaux anglais. Menou, assiégé dans Alexandrie, et sachant que des négociations de paix étaient commencées, tint jusqu'à la dernière extrémité; après cinq mois de résistance, il se rendit aux mêmes conditions que Belliard [30 août], et s'embarqua avec onze mille soldats, savants et employés. Telle fut la fin d'une expédition qui avait remué tout l'Orient, et qui n'a pas été sans influence sur les destinées de cette partie du monde : les débris de la civilisation française restèrent en Égypte, et c'est avec eux que s'est formée une puissance nouvelle, qui, en régénérant les races orientales par les arts et les mœurs de l'Occident, semble appelée à changer la face de l'Égypte, et menace, comme Bonaparte l'avait prédit, l'empire des Anglais dans l'Inde.

Le jour même où arriva la nouvelle de la capitulation d'Alexandrie, les préliminaires de la paix entre la France et l'Angleterre furent signés [1er octobre]. Un congrès s'ouvrit à Amiens; et après cinq mois de négociations, pendant lesquelles le premier consul assura sa position par des traités particuliers avec la Russie, la Porte Ottomane, le Portugal, le traité définitif fut conclu [1802, 25 mars]. L'Angleterre rendit à la France et à ses alliés toutes leurs colonies, excepté la Trinité et Ceylan. L'Égypte fut restituée à la Porte Ottomane, l'île de Malte à l'ordre de Saint-Jean, sous la garantie de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche, avec invitation au roi de Naples d'y mettre garnison jusqu'au moment où l'ordre serait reconstitué. Les Français durent évacuer le Portugal, l'État romain et le royaume de Naples. Les îles Ioniennes furent reconnues indépendantes,

protection de la Russie. Il n'y eut pas un mot en faveur le Sardaigne, du stathouder de Hollande, des Bourbons migrés.

que la guerre eût donné à l'Angleterre l'empire de l'Inde mination de l'Océan, cette paix était la plus humiliante eût faite depuis deux siècles. Deux îles semblaient le ique de dix ans d'efforts et de 4 milliards de dette ! et on la révolution française maîtresse de la Belgique, des es du Rhin, de l'Italie, ayant sous son protectorat la e, l'Allemagne, la Suisse, l'Espagne ! Aussi l'aristocratie sternée, et déclara un tel traité « l'arrêt de mort de la t le triomphe du jacobinisme. » Les ministres ne le dé- nt qu'en disant que « la nécessité les avait forcés à choisir comme le moindre des maux, » et lord Hawkesbury que « c'était un traité accordé à regret et par forme d'é- (1). » Le peuple anglais en jugea autrement : sa joie délire; Londres fut en fête pendant un mois ; quand le Lauriston arriva pour l'échange des ratifications, il fut a triomphe : les ouvriers s'attelèrent à sa voiture, et les e la Tamise retentirent des cris de : Vive Bonaparte !

CHAPITRE II.

ions du Consulat. — Rupture avec l'Angleterre. — Constitution de l'an X et de l'an XII. — Du 25 mars 1802 au 18 mai 1804.

PROGRÈS INTÉRIEURS. — CODE CIVIL. — Pendant que la atteignait, par les traités de Lunéville et d'Amiens, la ute position politique, elle prenait à l'intérieur un aspect uveau de prospérité. Il y avait dans son sein une magni- nulation pour tous les progrès ; on voyait se développer renaissance de l'ordre les immenses bienfaits de la ré- n ; les mœurs étaient devenues polies en même temps nséantes, et les scandales de l'époque directoriale avaient Le peuple était heureux : il avait son travail dégagé de entrave, il ne payait presque aucun impôt ; l'agriculture, âme de la république, » avec la terre devenue libre et ée entre des mains laborieuses, doublait les richesses du

(1) ter Scott, Hist. de Napoléon, t. IV, p. 337.

sol ; l'industrie, forcée par les nécessités de la patrie à chercher des ressources en elle-même, avait enfanté des merveilles par les applications de la chimie, cette science toute française et, pour ainsi dire, née de la révolution. La rentrée des revenus était maintenant certaine, les services assurés, les rentes et pensions payées en numéraire ; on avait fait justice du gaspillage des fournisseurs, liquidé les créances arriérées, créé une caisse d'amortissement et la banque de France ; enfin, pour la première fois depuis un siècle, l'équilibre entre les recettes et les dépenses était établi. Le génie de Bonaparte se montrait le même dans les travaux de la paix comme dans ceux de la guerre : il visitait les manufactures, rétablissait les expositions des produits de l'industrie, proposait des prix pour les machines ; il faisait ouvrir le canal de Saint-Quentin, il aplanissait les Alpes par la route gigantesque du Simplon ; il réorganisait les bibliothèques, les musées et les établissements d'instruction publique. Tout était à créer dans cette société qui sortait du chaos ; il n'y avait pas un intérêt privé qui n'eût affaire au gouvernement ; mais aucun de ces détails innombrables ne fut étranger au premier consul : « inépuisable, infatigable comme sa renommée, il marquait chacune de ses journées, chacun de ses pas, par un travail utile, un nouveau bienfait, une profonde pensée. »

Le plus grand de ces travaux, celui qui fait de Bonaparte un homme complet, c'est la réforme des lois qui régissent la propriété et la famille, le Code civil. La monarchie avait souvent rêvé l'établissement d'une législation unique à la place des coutumes provinciales, si nombreuses et confuses ; l'Assemblée constituante en proclama la nécessité absolue pour implanter la révolution dans le foyer domestique, et par conséquent la rendre indestructible : Bonaparte entreprit cette œuvre immense, qui devait servir de modèle à tous les peuples sortis du monde féodal. Le plan en fut rédigé par Tronchet, Portalis et Bigot-Préameneu, soumis à tous les tribunaux, modifié par les observations qui arrivèrent de toutes parts, enfin examiné par une section du conseil d'État, qui posa les bases du travail définitif. Alors la discussion s'ouvrit devant le conseil sous la présidence de Bonaparte, qui traita avec une lucidité parfaite des matières auxquelles son éducation semblait le rendre complétement étranger. « Il parlait, dit un conseiller d'État, sans apprêt, sans embarras, sans prétention, avec la liberté et sur le ton d'une con-

rsation qui s'animait naturellement. Il n'y fut jamais inférieur ucun membre du conseil; il égala quelquefois les plus habiles entre eux par sa facilité à saisir le nœud des questions, par la stesse de ses idées et la force de ses raisonnements; il les surssa souvent par le tour de ses phrases et l'originalité des exessions ([1]). » Les travaux du Code civil durèrent trois ans : il t promulgué le 21 mars 1803.

§ II. MACHINE INFERNALE. — PREMIER SÉNATUS-CONSULTE. — OPSITION ET ÉLIMINATION DU TRIBUNAT. — La gloire et les bienfaits u gouvernement consulaire avaient apaisé les fureurs des pars; mais il restait encore deux factions extrêmes et incorrigibles, ui, depuis que la révolution s'était résumée dans un homme, rigeaient sur cet homme tous leurs coups, et tramaient sans esse des complots que déjouait la police de Fouché. Bonaparte s poursuivit inégalement. Depuis le 18 brumaire, il avait conçu ne haine personnelle contre les Jacobins, pendant qu'il faisait us ses efforts pour rallier à lui les royalistes : « La chouannerie t l'émigration, disait-il, sont des maladies de peau; le terroisme est une maladie de l'intérieur. » Cependant, dans les daners que ces deux factions lui firent courir, la palme du crime ppartint, non pas aux démocrates insensés, qui obéissaient au noins à des inspirations dont la source n'était pas méprisable, nais aux traîtres soudoyés par l'étranger et les prétendus conervateurs de la religion et de la morale.

Dans le parti jacobin, Aréna, député aux Cinq-Cents; Topino, ncien juré du tribunal révolutionnaire; Demerville, ancien mployé du comité de salut public; Ceracchi, sculpteur célèbre, tc., projetèrent d'attaquer le premier consul quand il serait à Opéra : ils furent arrêtés avant que le complot fût mis à exécuon, condamnés à mort et exécutés [1800, 10 octobre]. Dans le arti royaliste, le chef de chouans Georges, avec Limoelan, aint-Régent, Carbon et plusieurs autres stipendiés du ministère nglais, placèrent un baril de poudre contenant des projectiles ur une charrette qui embarrassa la rue Saint-Nicaise au monent où Bonaparte passait pour aller à l'Opéra [24 décembre. 3 nivôse)]. La voiture du consul évita la charrette; mais à peine tait-elle passée, qu'une épouvantable explosion ébranla tout le uartier, démolit plusieurs maisons, tua ou blessa cinquante-

([1]) Thibaudeau, t. II, p. 145.

deux personnes. Les assassins s'échappèrent. Fouché prétendit que la *machine infernale* était l'œuvre des royalistes ; mais Bonaparte lui dit : « Il n'y a là dedans ni nobles, ni chouans, ni prêtres. Ce sont des septembriseurs, des scélérats couverts de crimes, qui sont en conspiration permanente, en révolte ouverte, en bataillon carré contre tous les gouvernements qui se sont succédé..... Il faut profiter de cette circonstance pour en purger la république. » Et un arrêté des consuls, que toute la gloire de Bonaparte n'a jamais pu laver, ordonna la déportation de cent trente individus, la plupart obscurs, quelques-uns qualifiés de septembriseurs. Cinq autres furent traduits devant une commission militaire, condamnés à mort et exécutés. Une décision du sénat, dite *sénatus-consulte*, donna une apparence légale à ces iniquités en déclarant, par une usurpation singulière du pouvoir législatif, que « c'était une mesure conservatrice de la constitution. » Ces proscriptions étaient d'autant plus odieuses, que le premier consul savait dès lors que le coup venait des royalistes : en effet, deux des assassins, Saint-Régent et Carbon, furent arrêtés, traduits devant un tribunal ordinaire, convaincus du crime et exécutés. Mais on ne rappela pas les proscrits, on ne les rappela jamais : « la mesure, disait Bonaparte, devait être prise indépendamment de l'événement : il n'en est que l'occasion. On les déporte pour les massacres du 2 septembre, le 31 mai et tout ce qui s'est fait depuis. »

Cette réaction contre les hommes de la révolution était d'autant plus effrayante que le sénat ouvrait la porte à l'arbitraire le plus complet, au moyen des *sénatus-consultes ;* étrange innovation, par laquelle devaient être détruites la constitution et la république. On marchait rapidement au despotisme. La dictature s'étendait à mesure que s'augmentait la prospérité publique ; et, en échange de l'ordre, la France se voyait enlever ses dernières garanties de liberté. Ainsi, à l'occasion des brigandages obscurs qui troublaient la Vendée et le Midi, des tribunaux criminels spéciaux furent créés, avec lesquels il n'y eut plus de liberté individuelle [1801, 5 févr.]. Ainsi la nation avait perdu, sinon le consentement de l'impôt, au moins le contrôle des dépenses : le corps législatif ne connaissait les dépenses d'un exercice que par le compte qui lui en était présenté dans les quatre mois de l'exercice suivant : il se contentait de fixer le chiffre des recettes, et le gouvernement appliquait, seul

et comme il l'entendait, les revenus de l'État. « Heureusement le dictateur n'avait point de passions malfaisantes ou honteuses; il ne respirait que pour la gloire, pour celle de la France, pour sa prospérité et sa grandeur; il voulait en faire la première nation du monde et laisser un grand nom dans la postérité [1].» Mais convaincu qu'il se servait dignement de son pouvoir, il ne souffrait pas qu'on lui demandât des comptes ou qu'on prît des garanties contre lui; il voulait qu'on le laissât faire sans opposition, sans discussion, sans contrôle; il croyait que la contradiction déconsidérait le pouvoir, et que son plus redoutable ennemi était la tribune. Plus son autorité s'étendait et se fortifiait, moins il supportait que sa volonté fût contrariée : il ne s'en cachait pas, et ses discours menaçants et dédaigneux contre les hommes qui regardaient la discussion comme un droit et un devoir, ébranlaient singulièrement les institutions constitutionnelles [2]. »

Cependant il existait au tribunat une opposition, mais modérée et bienveillante, qui prouvait à la nation, sans nuire au gouvernement, que ses intérêts étaient défendus : là les sentiments républicains ne craignaient pas de se manifester; là les lois étaient vivement discutées, quelquefois rejetées, souvent adoptées à la majorité de quelques voix. Mais Bonaparte détestait les orateurs du tribunat; il les appelait des rêveurs, des métaphysiciens, des idéologues; et les premiers articles du Code civil ayant été rejetés comme n'étant pas dignes du monument qu'on voulait élever, il éclata : « On ne peut pas marcher, dit-il, avec une institution aussi désorganisatrice; il ne faut pas d'opposition... Qu'est-ce que le gouvernement? Rien, s'il n'a pas l'opinion. Il faut organiser la constitution de manière à ce que le gouvernement marche. Le gouvernement actuel est le vrai représentant du pays. » Alors il mit le tribunat *à la diète de lois;* il ne lui envoya plus que des lois d'administration, pour lui donner, disait-il, un os à ronger; enfin il se débarrassa de l'opposition par un coup d'État. Les deux chambres législatives devaient être renouvelées par cinquième; au lieu d'employer la voie du sort pour désigner le cinquième sortant, il fit éliminer, par le choix du sénat, les orateurs de l'opposition,

(1) Thibaudeau, t. II, p. 212.
(2) Id., p. 455.

et les fit remplacer par des hommes tout dévoués au pouvoir [1801, 12 mars].

Avec un tribunat épuré, un sénat qui n'était qu'une machine à décrets et un corps législatif réduit à une pantomime ridicule, Bonaparte put continuer son œuvre de reconstruction sociale par des actes plus hardis. Selon lui, la révolution était finie : il fallait oublier le passé, ne regarder que devant soi, ne dater que du 18 brumaire; et dans les six semaines qui suivirent la paix d'Amiens, le concordat, l'amnistie des émigrés, la création de l'université et l'institution de la Légion d'honneur furent les actes significatifs qui, « en réconciliant la France républicaine à la France monarchique, » préparèrent l'établissement du trône de Napoléon.

§ III. Concordat et amnistie. — Le christianisme n'est pas une religion née de certaines circonstances, convenable seulement à un pays, compatible avec une société unique : c'est la religion éternelle et universelle, la religion de l'humanité. La féodalité n'était que la première forme sociale qu'il dût produire : religion de la liberté et de l'égalité, il ne pouvait être borné à une société si imparfaite, dont le servage était la base civile; et néanmoins, quand la féodalité fut détruite par la révolution, il parut s'ensevelir dans ses ruines. Cependant le christianisme était encore le fondement de la société qui doit sortir de ce grand bouleversement si manifestement marqué du doigt de la Providence. On le croyait mort; et il n'y avait pas en France une idée, un sentiment qui ne fussent d'origine chrétienne : il était dans les mœurs, la civilisation, la vie intime des hommes mêmes qui s'en disaient les plus grands ennemis ; tous les habitants des campagnes professaient encore le culte de leurs pères ; les esprits sincères le regrettaient en confessant le vide de la vie matérielle que le philosophisme leur avait donnée; un grand écrivain venait de révéler, avec une magnificence de pensées qui saisissait les imaginations, que tout ce qu'il y avait de bon, de social, de poétique en nous était chrétien (1); certaines âmes d'élite croyaient qu'il était possible de relier la révolution à la religion, que douze années de malheurs eussent été évitées si ce grand mouvement de l'humanité n'eût été détourné de sa base morale, que le christianisme était et devait être révolutionnaire.

(1) *Le Génie du Christianisme* parut dans les premiers mois de 1801.

parte, comme tous les hommes de la révolution, ne
ait aucun culte; mais il n'était pas athée : il s'était sou-
ontré plein de respect pour les hommes et les choses de
;ion; il avait résolu, dès son avénement au pouvoir, de
à la société nouvelle des bases chrétiennes. C'était une
rise d'une difficulté immense, et pour laquelle il ne pou-
mpter même sur le clergé, divisé en deux partis qui se
ient, quoiqu'ils vécussent côte à côte, également proté-
le gouvernement. Les prêtres réfractaires ne croyaient
;ion compatible qu'avec les Bourbons et l'ancien régime;
saient le pouvoir qui les avait tirés de l'exil; refusaient,
donner un air de martyrs, de prier dans les temples
leur ouvrait, et pourtant, par la sincérité de leur foi et la
de leurs mœurs, avaient seuls du crédit sur la popula-
e clergé constitutionnel s'était épuré dans la persécution :
uvais prêtres avaient apostasié pour se marier ; les
anciens jansénistes, voulaient reformer une Église na-
sans le concours du pape; mais quoiqu'ils se fussent
a cause révolutionnaire, ils étaient discrédités. Sous l'in-
de Grégoire, évêque de Blois, ils essayèrent de se réor-
r et de mettre fin au schisme, dans deux conciles tenus,
1797, l'autre en 1801. Celui-ci comptait quarante-cinq
s et quatre-vingts prêtres députés par les diocèses, qui se
blèrent en grande pompe à Notre-Dame, et se montrèrent
d'un esprit évangélique et conciliateur [1801, juin à
Leurs conférences publiques excitèrent un vif intérêt, et
ent une grande foule ; mais les réfractaires refusèrent de
à eux ; le gouvernement, qui n'aimait pas leurs prin-
démocratiques, rejeta leur plan de pacification, et il
a la fin du schisme dans l'autorité pontificale.
VII était le seul prêtre qui eût proclamé la démocratie
ise comme une conséquence de l'Évangile (¹). Il adhéra
npressement aux propositions de Bonaparte, et envoya à
e cardinal Gonsalvi, qui conclut avec Joseph Bonaparte,
du conseiller d'État Crétet et de l'abbé Bernier, le con-
suivant [15 juillet] : La religion catholique est reconnue

ns une homélie du 25 décembre 1797, Pie VII, évêque d'Imola, disait :
bons chrétiens, et vous serez de bons démocrates... Les premiers chrétiens
nimés de l'esprit de démocratie..., » etc.

comme la religion du gouvernement et de la majorité des Français ; son culte sera public. Il sera créé dix archevêchés et cinquante évêchés, dont la circonscription sera déterminée par le pape et le premier consul. Tous les anciens siéges seront abolis; le consul nommera les nouveaux titulaires, et le pape leur donnera l'institution apostolique. Le gouvernement s'engage à fournir un traitement convenable aux évêques et aux curés. La propriété des anciens biens ecclésiastiques est déclarée incommutable entre les mains des acquéreurs. Les lois qui suppriment les ordres monastiques où l'on se lie par des vœux perpétuels sont confirmées. Les prêtres mariés sont sécularisés, et le célibat des ecclésiastiques est reconnu comme loi fondamentale de l'Église.

D'après ce traité, le pape demanda aux évêques des deux partis leur démission : deux constitutionnels et trente-sept réfractaires la refusèrent. Alors, et par un coup d'État sans exemple dans l'histoire de l'Église, une bulle annula les anciens siéges et en institua soixante nouveaux auxquels le premier consul nomma douze prélats constitutionnels, dix-sept prélats et trente et un prêtres réfractaires. Le concordat fut présenté au tribunat et au corps législatif, en même temps que les lois organiques sur le culte catholique et sur les cultes protestants [1802, 8 avril]. Tout fut adopté sans discussion, mais avec un silence désapprobateur. Le lendemain, qui était le jour de Pâques, les consuls se rendirent à Notre-Dame avec toutes les autorités et les corps constitués, et assistèrent à la messe et au *Te Deum*.

De tous les actes de Bonaparte, le concordat fut celui qui témoigna le mieux ses vues d'avenir et la force de sa volonté. La révolution se trouvait ramenée dans sa véritable voie ; la cause royaliste perdait son seul appui populaire ; la hiérarchie insubordonnée du clergé était remise sous la main du pouvoir. La plus grande partie de la nation bénit cet acte, qui donnait au pays la paix religieuse ; les étrangers y virent une réconciliation avec l'Europe ; l'influence de la France sur les pays catholiques en fut affermie. Mais tout ce qui avait pris une part active à la révolution, les corps constitués, le peuple de Paris, le regardèrent comme une abjuration, l'armée vit dans la restauration des *calottins* une sorte de trahison ; et le général Delmas exprima les préjugés des soldats en disant de la céré-

monie du 9 avril : « C'est une belle *capucinade !* il n'y manque qu'un million d'hommes qui ont été tués pour détruire ce qu'on rétablit. »

C'était le clergé réfractaire qui obtenait la victoire; mais il ne s'en montra point reconnaissant : il justifia, par ses affections pour l'ancien régime, les craintes des révolutionnaires; il continua à discréditer la religion par ses passions haineuses, son intolérance, ses querelles misérables. Le gouvernement le supplia vainement d'exercer la charité évangélique en oubliant le passé : les sermons et les mandements devinrent des satires de la révolution ; les prêtres constitutionnels furent persécutés par les évêques jusqu'à ce qu'ils eussent rétracté leurs opinions; on leur refusa les places qui leur avaient été promises ; on déclara invalides les mariages qu'ils avaient bénits. Il fallut la main vigoureuse du premier consul pour arrêter ces scandales : « Je ne fais rien pour le clergé, disait-il, qu'il ne me donne aussitôt lieu de m'en repentir. » Et, en effet, le clergé, qui trouva pour lui les flatteries les plus serviles, fut un des instruments les plus actifs de sa chute.

Malgré les murmures des révolutionnaires, Bonaparte, en faisant le concordat, était dans la constitution et même dans la révolution. Il n'en fut pas de même pour l'acte qui le suivit; acte qui fut, autant que le concordat, son œuvre personnelle, et qui est la preuve la plus complète de la confiance qu'il avait en sa force. Il fit rendre un sénatus-consulte par lequel amnistie était accordée à tous les émigrés [1802, 26 avril], sous condition qu'ils seraient rentrés en France avant le 1er vendémiaire an XI, qu'ils prêteraient serment de n'entretenir aucune correspondance avec les étrangers et avec les Bourbons, qu'ils resteraient en surveillance pendant dix ans. On excepta les chefs avoués de la guerre civile, ceux qui avaient des grades dans les armées ennemies, les évêques qui avaient refusé leur démission, etc. Les émigrés rentrés furent rétablis dans la possession de leurs biens non vendus, à l'exception des forêts, des immeubles affectés à un service public, des créances sur le trésor.

C'était une violation complète de la constitution, laquelle déclarait bannis à perpétuité « les traîtres qui avaient assassiné la patrie. » Aussi cet acte fut-il regardé par tous les hommes de la révolution comme un contre-sens et une apostasie; les acquéreurs de biens nationaux en conçurent les plus grandes

[redacted]

craintes; les républicains s'en indignèrent, comme d'une protestation contre le million d'hommes qui avait péri en combattant les alliés de l'étranger; les monarchistes eux-mêmes, et ceux qui avaient souffert de la rigueur des lois sur l'émigration, le blâmèrent, comme précipité et téméraire. Ce fut en effet, Bonaparte l'a avoué à Sainte-Hélène, une mesure fatale à lui-même, à la France, à la révolution. Cent mille proscrits rentrèrent dans leur patrie, mais la plupart revinrent tels qu'ils étaient partis : le malheur ne leur avait rien appris. « La jactance, dit Bonaparte, la crédulité, l'inconséquence, la sottise même semblaient être spécialement leur lot. » Ils couvrirent le consul d'adulations, ils briguèrent des places dans sa cour, ils formèrent la domesticité de sa famille, mais en gardant leurs haines, leurs préjugés, leurs espérances, et avec le dessein si bien formé de faire la contre-révolution par ses mains, qu'ils lui proposèrent même de prendre la cocarde blanche. Bonaparte ferma les yeux sur les prétentions, les insolences, les désirs de ces hommes si dangereux : il trouvait en eux des courtisans gracieux et serviles; il croyait les avoir « retirés à jamais de la fange des alliés, » convertis à sa gloire, réconciliés avec la révolution; enfin il y avait dans l'amnistie, comme dans le concordat, une profonde pensée d'ambition personnelle : en rappelant les prêtres et les émigrés, c'étaient des classes qu'il restaurait et dans lesquelles il comptait trouver des auxiliaires pour rendre son pouvoir absolu et héréditaire. « Il faut nécessairement, disait-il, des corps intermédiaires entre le peuple et les pouvoirs; sans cela on n'aura rien fait. Chez tous les peuples, dans toutes les républiques, il y a eu des classes... Il s'agit de recréer. Il y a un gouvernement, des pouvoirs; mais tout le reste de la nation, qu'est-ce? Des grains de sable. Nous sommes épars, sans système, sans réunion, sans contact. Pour asseoir définitivement la république, il nous faut jeter sur le sol quelques masses de granit. »

§ IV. Université. — Légion d'honneur. — Constitution de l'an X. — Ce fut cette pensée qui le guida dans l'organisation de l'instruction publique et dans l'institution de la Légion d'honneur. A la place du système d'instruction tout démocratique que la Convention avait établi, il fonda une université [1802, 1er mai], qui était tout entière sous la main du pouvoir, faite uniquement pour les classes riches et destinée à fournir des fonction-

ingt-neuf lycées furent établis, dont les professeurs ommés par le gouvernement, et qui étaient dotés de quatre cents bourses pour les fils des militaires ou aires qui avaient rendu des services au pays. Ces ent régis militairement; les sciences mathématiques ues, qui avaient fait d'immenses progrès depuis que la n avait donné une nouvelle direction à l'esprit humain, principalement enseignées; ensuite vint l'étude des anciennes; les sciences morales furent complétement On conserva les écoles spéciales de droit et de médecole polytechnique fut mise sous le régime militaire; une école spéciale militaire à Fontainebleau. Au-deslycées étaient les écoles secondaires, établies aux frais s; enfin les écoles primaires, qui furent indignement à la charge des communes par un gouvernement qui des millions pour former des danseuses et des histrions. nisation de l'instruction publique trouva peu d'oppoais il n'en fut pas de même de la Légion d'honneur, où vit qu'une institution monarchique contraire à l'esprit , base de la république et essence même de la révolunaparte voulait en faire un corps jouissant de grands , ayant certains priviléges, dont les membres porteraient oration, et qui serait composé de tous les citoyens qui raient dans la guerre, l'administration, les sciences, etc. gion d'honneur s'annonce, disait l'opposition, avec les ions, les honneurs, les titres qui ont fondé partout la e héréditaire; c'est un commencement d'aristocratie. — n commencement d'organisation de la nation, » disait rte. Et comme certains conseillers d'État voulaient mustitution en faisant d'elle une simple récompense mili- Il faut donc que toute l'Europe croie que j'ai un conseil raux? Ce n'est pas comme général que je gouverne, mais ue la nation croit que j'ai les qualités civiles propres au ement... L'armée, c'est la nation... Si l'on distinguait nneurs en militaires et en civils, on établirait deux tandis qu'il n'y a qu'une nation... Si l'on ne décernait neurs qu'aux militaires, cela serait encore pire, car dès nation ne serait plus rien. » La loi ne fut adoptée au t que par cinquante-six voix contre trente-huit, et au égislatif par cent soixante-six voix contre cent dix [1802,

[redacted]

19 mai]. La Légion d'honneur ne remplit pas entièrement le but de Napoléon : comme récompense militaire, elle fit merveille; comme organisation de la nation, elle ne produisit rien.

Tous ces actes préparaient l'opinion à la fin de la république: on ne parlait plus que de fixer le pouvoir dans les mains de Bonaparte; et quand le tribunat reçut communication du traité d'Amiens, il émit le vœu qu'il fût donné au premier consul un « gage éclatant de la reconnaissance nationale. » Le sénat délibéra sur ce vœu, et rendit un sénatus-consulte par lequel Bonaparte était réélu à l'avance premier consul pour dix ans [11 mai]. Celui-ci dissimula son mécontentement, déclara qu'il fallait consulter la nation, et, dans un arrêté des consuls, fit poser ainsi la question : « Bonaparte sera-t-il nommé consul à vie? » Alors on ouvrit dans toutes les municipalités des registres où chaque citoyen fut appelé à consigner son vote, et trois millions cinq cent soixante-huit mille voix se prononcèrent pour le consulat à vie, contre huit mille trois cent soixante-quatorze opposants.

La constitution de l'an VIII se trouvait ainsi détruite; Bonaparte en fit lui-même une nouvelle. Dévoré de l'amour du pouvoir et convaincu que les institutions libres feraient obstacle à la grandeur de la France, il allait au despotisme si ouvertement, qu'il disait : « Mon système est fort simple : j'ai cru que, dans les circonstances, il fallait centraliser le pouvoir et accroître l'autorité du gouvernement, afin de constituer la nation. C'est moi qui suis le pouvoir constituant. » Et le sénat adopta sans discussion son projet de constitution, qui fut proclamé sous le nom de *sénatus-consulte organique de la constitution de l'an VIII* [1802, 4 août (16 thermidor an X)]. D'après cette constitution, les assemblées de canton élisaient, sur une liste de six cents citoyens les plus imposés, les membres des colléges électoraux d'arrondissement et de département. Ces membres étaient nommés à vie; ils présentaient pour chaque place, au tribunat, au corps législatif et au sénat, deux candidats. Les consuls étaient élus à vie; ils présidaient le sénat. Le premier consul pouvait choisir son successeur ; il avait droit de faire grâce. Le sénat réglait, par des sénatus-consultes proposés par le gouvernement, tout ce qui n'avait pas été prévu par la constitution; il pouvait annuler les jugements des tribunaux, suspendre la constitution dans certains départements, dissoudre le corps

législatif. Le tribunat était réduit à cinquante membres et partagé en trois sections; les projets de loi étaient apportés à l'une de ces sections et discutés seulement entre les délégués de la section et ceux du conseil d'État; de là ils passaient directement au corps législatif. Le conseil d'État était reconnu comme corps constitué et composé de cinquante membres.

Tous ces changements se firent sans opposition. « La grande masse de républicains, injustement compris dans le sens odieux de la dénomination de Jacobins, tout en regrettant de voir s'évanouir l'image d'une république telle qu'ils l'avaient espérée, étaient sensibles au bien réel opéré par le premier consul, et lui pardonnaient ses envahissements sur le domaine de la liberté en faveur de son triomphe sur les rois [1] » Les royalistes étaient pleins de joie, croyant qu'on marchait droit à la contre-révolution, et espérant encore trouver dans Bonaparte un nouveau Monck. Quant au peuple, naguère si défiant, si terrible, si remuant, il n'avait plus qu'une passion, celle de la gloire, et il adorait dans Bonaparte, non le créateur du Code civil et le restaurateur de la religion, mais l'enfant de la révolution qui avait vaincu l'Europe et porté si haut le nom de la France. « Je n'avais d'autre ambition que la patrie, disait le prisonnier de Sainte-Hélène, celle de sa gloire, de son ascendant, de sa majesté : et voilà pourquoi, en dépit de tant de malheurs, je reste si populaire parmi les Français [2]. »

La monarchie élective existait : il n'y avait plus qu'un pas à franchir pour arriver à la monarchie héréditaire; Bonaparte allait y être porté par la rupture de la paix d'Amiens.

§ V. Intervention de la France dans les affaires de la Hollande, de l'Italie, de la Suisse, de l'Allemagne. — La France, par sa position géographique, sa puissance naturelle, la supériorité de sa civilisation, doit nécessairement exercer une sorte de patronage sur les États qui l'avoisinent : ainsi la Hollande, les États d'Allemagne, la Suisse, les États d'Italie, l'Espagne, ont été, presque sans interruption, sous la grande monarchie des Bourbons, dans l'alliance, sous la protection ou à la solde de la France. Cette influence était si naturelle et si légitime, qu'elle avait été admise dans le droit public de l'Europe et consacrée

(1) Bignon, Hist. de France sous Napoléon, t. I, p. 336.
(2) Las-Cases, t. II, p. 410.

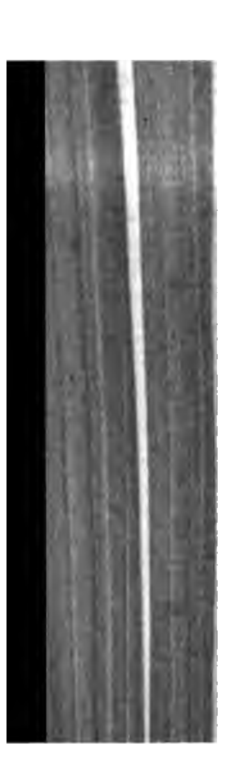
principalement par le traité de Westphalie ; cette politique était si nationale, que, mise en œuvre par Henri IV, Richelieu, Louis XIV et Fleury, elle avait inspiré la Convention et le Directoire, qui l'avaient seulement accommodée à leur situation si terriblement exceptionnelle. Mais à cause de l'isolement où se trouvait la France révolutionnaire en face de l'Europe coalisée, de la nécessité où elle était de propager ses principes pour avoir des alliés, ou de prendre certaines positions pour avoir des points de résistance, elle fut amenée, pour soustraire ses voisins à l'action de ses ennemis, à introduire chez eux les formes de son gouvernement ou à envahir leurs territoires. De là la création des républiques Batave, Cisalpine, Ligurienne, Helvétique; le séjour des troupes françaises dans ces États, incapables de se constituer et défendre eux-mêmes; l'obligation où ils se trouvèrent de suivre le mouvement révolutionnaire de la France en imitant ses changements de constitution; de là encore l'occupation par la France du Piémont, de Parme, de la Toscane; de là enfin la dépendance où se trouvèrent d'elle, après le traité de Lunéville, la plupart des États d'Allemagne. Avec Bonaparte, le patronage ou l'influence de la France sur tous ces pays prit, contrairement à ses véritables intérêts, l'aspect d'une domination réelle; et l'Europe, inquiète d'une ambition qui semblait insatiable, se souleva contre nous, et n'eut plus d'autre pensée que de nous faire rentrer dans nos anciennes limites.

La Hollande fut la première à remplacer sa constitution directoriale par une nouvelle constitution [1801, 17 oct.], inspirée par le premier consul, et dans laquelle le pouvoir exécutif était plus concentré. Ensuite vint le tour de la république Cisalpine. Une *consulta* de quatre cent cinquante-deux députés fut convoquée à Lyon par Bonaparte, et fit une constitution adaptée aux besoins du pays, dans laquelle le pouvoir exécutif était confié à un président: elle proposa la présidence au premier consul, qui l'accepta [1802, 23 janv.] ; Melzi, l'un des hommes les plus éclairés de la Lombardie, fut nommé vice-président, et l'on donna à la république le nom d'*Italienne*, changement qui annonçait la pensée de reconstituer l'Italie entière en corps de nation. La république Ligurienne modifia sa constitution sur le modèle de la république Italienne, en laissant à Bonaparte le soin de nommer son doge [26 juin].

Le sort du Piémont, du duché de Parme et de la Toscane fut

différent. Le Piémont fut d'abord partagé en six départements et soumis à l'administration française; ensuite il fut formellement réuni à la France [13 sept.]. Le duché de Parme resta provisoirement sous la domination du vieux duc [9 octobre]; mais à sa mort, il fut soumis à l'administration française [26 août]. La Toscane fut érigée en royaume pour Louis Ier, fils du duc de Parme, marié à une infante d'Espagne; mais l'île d'Elbe fut réunie à la France.

Depuis trois ans la république Helvétique était livrée à de grands troubles: la constitution unitaire, attaquée par les fédéralistes et les petits cantons, avait été modifiée plusieurs fois sous l'influence des troupes françaises sans qu'elle satisfît les oligarques et les partisans de l'ancien régime, qui s'appuyaient sur la cour d'Autriche. Bonaparte avait donné aux deux partis des conseils qui ne furent pas suivis; à la fin, et pour se conformer au traité de Lunéville, il retira ses troupes. Ce fut le signal de la guerre civile. Les fédéralistes prirent les armes, chassèrent de Berne le gouvernement, qui se réfugia à Lausanne, convoquèrent une diète générale pour consommer la contre-révolution, et demandèrent assistance à l'Angleterre [1802, 27 sept.]. La France ne pouvait admettre le rétablissement de l'ancien régime dans un pays dont le sort est si intimement lié au sien, que ce sont « deux parties indépendantes d'un même peuple. » Sur la demande du gouvernement helvétique, le premier consul se proclama le médiateur des différends de la Suisse, et envoya vingt mille hommes dans le pays. Les fédéralistes posèrent les armes, le gouvernement fut provisoirement rétabli, et une consulte de cinquante-six députés se réunit à Paris pour faire une nouvelle constitution. Bonaparte lui donna des instructions empreintes d'une profonde sagesse : « La nature, lui dit-il, a fait votre État fédératif; ce qu'il vous faut, c'est l'égalité des droits entre vos dix-huit cantons, une renonciation à leurs priviléges de la part des familles patriciennes, une organisation fédérative où chaque canton se trouve gouverné suivant sa langue, sa religion, ses mœurs, son intérêt, ses opinions. » La constitution nouvelle fut faite sur ces principes et proclamée sous le nom d'acte de médiation. Une alliance défensive avec la France plaça la Suisse sous la protection où elle était depuis François Ier, protection qui n'a jamais nui à son indépendance, et qui semble indispensable à l'existence



sa conduite. C'était maintenant à elle de régl
des princes dépossédés sur la rive gauche du
que l'Autriche voulait ajourner indéfiniment
clésiastiques et les villes impériales qui dev
demnités étaient entièrement dans la main
leur anéantissement équivalait à l'abolition
germanique. Mais la plupart des princes s'ad
parte pour régler en dehors de l'Autriche le
étaient à leur convenance; ce fut un vaste s
de débats, et l'Allemagne fut, pour ainsi dir
dans les bureaux de Talleyrand. La France s
même situation qu'à l'époque du traité de W
gissait, en affaiblissant la maison d'Autrich
les princes voisins de notre frontière, de cré
un ordre nouveau intéressé aux succès de la r
puyant sur elle. Bonaparte fit intervenir la
affaire, de même que Mazarin avait autrefoi
Suède · il espérait renouer avec Alexandre les
par la mort de Paul Ier; et pendant que la di
guement sur les indemnités, il traita séparé
État et lui fit sa part. La convention faite a
donna, en compensation du duché de Clèves q
les évêchés de Paderborn, Hildesheim, Muns
villes impériales et six abbayes, c'est-à-dire
nord de l'Allemagne [1803, 23 mai]. La con

thouder de Hollande, dont le fils était venu à Paris implorer les bonnes grâces de Bonaparte, l'abbaye de Fulde. Enfin l'on augmenta les territoires de Bade et de Hesse-Cassel. Les troupes prussiennes, bavaroises, wurtembergeoises s'emparèrent sur-le-champ de ces indemnités, avant toute décision de la diète. Alors la cour de Vienne conclut à son tour sa convention particulière avec la France : les évêchés de Trente et de Brixen furent sécularisés en sa faveur ; les évêchés de Salzbourg et de Aischted furent donnés au grand-duc de Toscane ; le Brisgau fut cédé au duc de Modène ; la création du royaume d'Étrurie et les autres changements survenus en Italie depuis le traité de Lunéville furent reconnus et garantis par l'Autriche [26 déc.].

Pendant ce temps, les ambassadeurs de France et de Russie présentèrent à la diète un plan d'indemnités qu'elle n'eut plus qu'à accepter [18 août]. Quatre électorats nouveaux furent créés en faveur des princes de Wurtemberg, de Bade, de Hesse-Cassel, de Salzbourg ; on supprima les trois électorats ecclésiastiques, mais celui de Mayence fut rétabli à Ratisbonne en faveur du prince de Dalberg, qui prit le titre de primat de Germanie. Ainsi fut achevée par la révolution française l'œuvre commencée par Luther : il n'y avait plus d'États ecclésiastiques ; le saint Empire romain n'était désormais qu'une fiction, son nom même allait bientôt disparaître.

§ VI. Expédition de Saint-Domingue. — Le règlement des indemnités en Allemagne, la médiation suisse, la réunion du Piémont, etc., avaient donné à la France la domination de l'Europe ; mais cela ne suffisait pas à l'ambition de Bonaparte : il voulait qu'elle reprît sur la mer la place qu'elle avait perdue ; et pendant qu'elle rétablissait son commerce extérieur et sa marine, il projetait de lui faire recouvrer sa puissance coloniale. Il envoya en Égypte, en Syrie, dans les îles Ioniennes, le colonel Sébastiani, pour renouer les relations commerciales de la France avec le Levant ; il se fit céder par l'Espagne la Louisiane ; il envoya le général Decaen et l'amiral Linois dans l'Inde, pour rendre la vie aux débris de nos possessions ; enfin il essaya de faire rentrer Saint-Domingue sous la dépendance de la France.

Depuis que l'Assemblée constituante avait décrété que l'état des hommes de couleur serait laissé à la décision des assemblées coloniales (1), la guerre civile avait éclaté à Saint-Do-

(1) Voy. p. 27.

mingue entre les mulâtres et les blancs, et les noirs en avaient profité pour se révolter et massacrer leurs maîtres. L'Assemblée législative révoqua ce décret; mais les colons refusèrent d'obéir; les mulâtres et les noirs firent cause commune contre eux; l'île devint le théâtre d'une guerre unique dans l'histoire moderne par les massacres et les incendies qui en furent les incidents journaliers, et dans laquelle s'abîma la plus florissante colonie du globe. La Convention ajouta à l'anarchie en décrétant l'abolition de l'esclavage ([1]). Alors les blancs furent perdus et appelèrent les Anglais pour soustraire le pays aux nouvelles lois de la métropole jusqu'à la restauration de la monarchie; les mulâtres et les nègres restèrent attachés à la France, mais en refusant d'obéir à ses délégués et en travaillant réellement à leur indépendance. Les mulâtres, commandés par Rigaud, partisan de la métropole, étaient maîtres du sud; les nègres, commandés par Toussaint-Louverture, qui fut le « Spartacus destiné à venger sa race, » étaient maîtres du nord. Les hommes des deux couleurs, véritable population de l'île, endurcis au climat, sobres, intrépides, fanatiques, eurent bientôt achevé de détruire et de comprimer les blancs, et chassèrent les Anglais, qui dépensèrent 100 millions et quarante mille hommes pour s'emparer de quelques places. Le Directoire avait envoyé le général Hédouville pour renouer les liens de la colonie avec la France; mais il était seul et sans force pour soumettre des hommes demi-sauvages et tout fiers de leurs victoires: il fut contraint par Toussaint de se rembarquer, et laissa ses pouvoirs à Rigaud, auquel le chef des noirs fit une guerre acharnée. Le 18 brumaire arriva. Bonaparte, voyant que le nombre et la force étaient du côté des nègres, abandonna les mulâtres déjà civilisés et à demi Français, nomma Toussaint commandant en chef de l'île, et déclara que la France reconnaissait la liberté et l'égalité des noirs. Rigaud, désespéré, se réfugia en France; le parti des mulâtres se dispersa, et Toussaint resta seul maître de l'île. Ce noir, qui avait appris à lire à cinquante-quatre ans, était un homme de génie qui se disait le Bonaparte des Antilles; il s'empara de la partie espagnole de Saint-Domingue, rétablit les cultures, protégea les blancs, tint les nègres dans la plus sévère discipline, partagea les propriétés vacantes

([1]) Voy. p. 179.

s soldats, et donna à la colonie une constitution dans la-
le il se fit nommer gouverneur à vie [1801, 1er juillet].
nit une déclaration d'indépendance. Bonaparte fut indigné,
pé par les anciens colons, il ne comprit pas la portée de la
lution qui s'était faite à Saint-Domingue, ne vit dans les
s que des esclaves révoltés; et résolut de reprendre par la
des armes une colonie si importante, que ses exportations,
it 1789, s'élevaient par année à 168 millions, et qu'elle
loyait seize cents bâtiments et vingt mille matelots. Dès que
réliminaires de la paix eurent été signés avec l'Angleterre,
partir, sous le commandement de Leclerc, mari de sa sœur
ine, une expédition formidable de quatre-vingts bâtiments,
trente-trois vaisseaux et vingt et une frégates, portant
t-deux mille hommes [24 déc.]. Leclerc avait des instruc-
s secrètes par lesquelles il devait relever le parti des hommes
ouleur, désarmer les noirs et chercher les moyens de re-
tre cette race dans l'esclavage.

oussaint se prépara à la résistance: « Je prends les armes,
l, pour la liberté de ma couleur que la France seule a
lamée: elle n'a plus le droit de la rendre esclave. » Et il
nna à ses lieutenants d'incendier tout ce qui ne pourrait
défendu. L'armée d'expédition débarqua à la fois sur plu-
rs points et s'empara des principales villes de la côte, qui
nt presque toutes brûlées avant d'être évacuées par les noirs.
ssaint concentra ses forces dans l'intérieur; mais il fut
cu successivement dans huit combats; toutes ses positions
nt enlevées; ses lieutenants Christophe et Dessalines trai
nt avec Leclerc, qui leur conserva leurs grades et leurs hon
rs: alors il fit sa soumission et se retira dans un de ses
aines. La pacification n'était pas sincère: les nègres atten-
nt que la fièvre jaune décimât l'armée française pour
endre les armes, et ils s'y décidèrent en apprenant le sort
noirs de la Guadeloupe [1802, 7 mai]. Dans cette île, les
ves s'étaient aussi révoltés et rendus maîtres de la colonie;
aparte avait déclaré: « A Saint-Domingue et à la Guade-
e il n'y a plus d'esclaves: tout y est libre, tout y restera
. » Néanmoins une expédition commandée par Richepanse
envoyée à la Guadeloupe, força les noirs à la soumission et
blit l'esclavage. Alors Toussaint prépara une insurrection
érale; mais Leclerc le fit enlever et conduire en France, où

[redacted]

il mourut deux ans après au château de Joux. « En me renversant, dit-il, on n'a abattu à Saint-Domingue que le tronc de la liberté des noirs, il repoussera par les racines. » En effet, la fièvre jaune sévissait contre l'armée française avec une telle intensité, que, sur trente-quatre mille hommes, il n'en restait plus que neuf mille cinq cents, dont sept mille étaient dans les hôpitaux. Alors Christophe et Dessalines se révoltèrent ; la guerre recommença avec toutes ses atrocités, et les Français se hâtèrent de se concentrer dans les villes maritimes. Leclerc mourut [14 sept.]. Rochambeau, qui lui succéda, reçut vainement quelques renforts et essaya de reprendre des positions dans l'intérieur : imbu de tous les préjugés des colons contre les hommes de couleur, il persécuta les mulâtres qui se réunirent aux noirs, échoua dans toutes ses entreprises, et se retira au Cap, où il fut assiégé. Ce fut alors qu'éclata la rupture de la France avec l'Angleterre : les Français, qui luttaient par terre contre les nègres, furent bientôt bloqués par les escadres britanniques et n'eurent plus qu'à se rendre, soit aux Anglais, soit aux noirs. Rochambeau, forcé par Dessalines à capituler, partit avec les débris de la colonie : il fut pris en mer par les Anglais [1803, 30 nov.]. Alors Saint-Domingue fut définitivement perdu pour la France : les noirs proclamèrent l'indépendance de l'île sous le nom de république d'Haïti, et nommèrent Dessalines gouverneur général à vie [1804, 1er janvier].

§ VII. Rupture de la paix d'Amiens. — Projet de descente en Angleterre. — Depuis 1789, l'Europe se trouvait partagée en deux camps : dans l'un était le passé, le monde féodal, les États du Nord ; dans l'autre, le présent, le monde nouveau, la France. Dix ans de luttes n'avaient fait que grandir la France, comme État et comme révolution ; après avoir forcé ses ennemis à poser les armes, elle continuait à s'étendre : quel ravage n'avait-elle pas porté dans le monde féodal, en Hollande, en Suisse, en Italie, en Allemagne ! quelle puissance matérielle n'avait-elle pas acquise par la dépendance où elle tenait dix États qui ne vivaient que par elle ! Aussi la France était détestée de la coalition du Nord, et pour ses agrandissements matériels, et pour sa propagande révolutionnaire ; quelque forme de gouvernement qu'elle prît, république ou monarchie, elle ne cessait pas d'être ennemie : autrefois, pour se défendre, elle avait employé l'enthousiasme populaire ; maintenant, pour

conquérir, elle prenait la dictature; parce que sa révolution s'était faite homme, elle n'en était que plus redoutable, car elle avait plus d'unité, plus de force, plus d'expansion. La paix avec la France n'était donc qu'une trêve; il n'y avait pas de compromis et de conciliation possible avec elle, et ses ennemis n'avaient d'autre pensée que de la détruire comme État, de l'étouffer comme révolution. « L'Europe, disait le prisonnier de Sainte-Hélène, ne cessa jamais de faire la guerre à la France, à ses principes, à moi; et il nous fallait abattre sans cesse, sous peine d'être abattus. La coalition exista toujours, publique où secrète, avouée ou démentie: elle fut toujours en permanence [1]. »

A la tête de cette coalition était naturellement celle des aristocraties féodales qui a eu la plus glorieuse destinée, celle qui a légitimé sa grandeur par la grandeur de son pays, celle qui se considère moins comme une aristocratie de caste à l'égard de sa population domestique que comme une aristocratie de nation à l'égard de la masse plébéienne des nations étrangères. La noblesse britannique détestait la France, non-seulement à cause de ses conquêtes politiques et révolutionnaires, mais encore par un motif tout anglais: elle avait cru « ruinée, sauvage, misérable, cette nation d'athées, disaient les journaux, qui avait aboli jusqu'au mariage; » et après la paix d'Amiens elle l'avait trouvée prospère, policée, pleine d'ardeur pour les arts, l'industrie, le commerce; elle s'indignait de voir maintenues les prohibitions sur les marchandises anglaises, quinze cents vaisseaux français courant déjà les mers, la puissance coloniale de la France se rétablissant par les mains d'un homme qui trouverait en moins de cinq ans trois cents bâtiments de guerre à jeter contre la Grande-Bretagne. « Comment! disait-elle à la nouvelle de l'expédition de Saint-Domingue, des flottes françaises franchissent librement les mers qui leur ont été si longtemps fermées! Le ministère est coupable de haute trahison! — L'essai était fait, ajoutait-on; la conservation d'une paix qui laisse à chaque nation la liberté de régler à son gré son commerce est une conspiration européenne contre la puissance anglaise: la guerre seule, en nous rendant une navigation exclusive, nous délivre d'une concurrence qui est notre ruine! »

(1) Las-Cases, t. II, p. 407.

L'oligarchie anglaise demandait donc la guerre; elle la demandait avec tant de fureur, que le ministère Addington, bien que sorti de ses rangs, la comparait à une « meute de chiens sanguinaires. » Ses journaux étaient pleins d'invectives contre la France et Bonaparte, son or soldait le reste des émigrés qui intriguaient à Londres, « vil rebut, disait le premier consul, sans patrie, sans honneur, souillé de tous les crimes, qu'il n'est au pouvoir d'aucune amnistie de laver; » ses agents remuaient sur le continent tous les éléments de discorde: « oiseaux de mauvais augure, disait le *Moniteur*, ils allaient porter partout le signal du carnage et de la dévastation, et provoquer, du sein du luxe et des richesses, le massacre du reste de notre génération. » Enfin elle déclamait sans cesse contre la violation des traités, à cause de la présidence de la république Italienne, de la réunion du Piémont, de la médiation suisse, du règlement des indemnités d'Allemagne. Bonaparte répondait que la présidence de la république Italienne lui avait été conférée, que la réunion du Piémont avait été opérée de fait avant le traité d'Amiens: pourquoi l'Angleterre n'avait-elle pas réclamé dans ce traité? Quant aux affaires de Suisse et d'Allemagne, elles regardaient le traité de Lunéville, que l'Angleterre n'avait pas reconnu, pendant que l'empereur, seule partie contractante dans ce traité, avait félicité le consul de sa médiation en Suisse et traité avec lui pour l'Allemagne. Et il récrimina justement contre l'Angleterre, qui, pendant que la France avait évacué Naples et le Portugal, gardait encore, contre les stipulations formelles du traité d'Amiens, Malte, le Cap et Gorée. Puis il demanda que le ministère anglais cessât de l'injurier dans ses journaux, éloignât de l'Angleterre les Bourbons, Georges et les autres émigrés convaincus d'assassinat, afin qu'il exécutât entièrement le traité d'Amiens.

Le cabinet anglais ne répondit à ces demandes qu'en se jetant dans des accusations vagues, en revenant sur des faits éloignés, en cherchant, comme il l'avouait lui-même, des *motifs simulés*. Ce fut pour lui une bonne fortune que la publication du rapport de Sébastiani sur l'état du Levant: il prétendit que la France voulait reprendre l'Égypte, parce que cet envoyé avait été accueilli en Orient par des applaudissements; il déclara qu'il ne rendrait pas Malte, et en demanda la cession en compensation des agrandissements de la France. « J'aimerais

mieux, dit Bonaparte à l'ambassadeur Withworth, vous voir maîtres du faubourg Saint-Antoine que de Malte. » On négocia, et, quelle que fût l'aigreur de part et d'autre, personne n'imaginait que, pour garder un rocher qu'ils avaient juré de rendre, les Anglais voulussent de gaieté de cœur se précipiter dans une guerre qui ne pouvait être qu'une guerre à mort. « La puissance de la France, disait Fox au parlement, est plus grande que je ne le souhaiterais; mais est-ce là un motif pour rallumer la guerre?... La guerre n'est pas le cri réel du peuple anglais: c'est un cri qu'une coalition de grands seigneurs, de journalistes, d'agioteurs lui suppose, pendant que le vœu de la nation est le maintien de la paix. » Cependant le roi demanda tout à coup au parlement des subsides et des hommes [1803, 8 mars], « en raison des préparatifs considérables qui se faisaient dans les ports de France et de Hollande. » Ce fut comme un coup de foudre pour toute l'Europe. La France n'avait fait aucun préparatif: « elle mettait même sa gloire, écrivait Talleyrand, à être prise en cette occasion au dépourvu. » Bonaparte fut stupéfait d'une rupture qui allait remettre en question tout l'avenir de la révolution: « Les Anglais veulent la guerre, dit-il à Withworth; mais s'ils sont les premiers à tirer l'épée, je serai le dernier à la remettre dans le fourreau. On peut tuer la France, mais non l'intimider. » Néanmoins il fit tous ses efforts pour le maintien de la paix; et, pendant que les flottes anglaises étaient déjà en mer, il ne répondit aux sommations insolentes de l'ambassadeur, qui lui donnait trente-six heures pour accepter son *ultimatum*, qu'en demandant la mise de Malte entre les mains du czar: « Je ratifierai, disait-il, et tiendrai pour bien fait tout ce que Sa Majesté Impériale décidera sur cette question. » Le cabinet anglais prétendit qu'Alexandre refusait la garde de Malte, l'ambassadeur russe déclara tout le contraire; Withworth ne répondit rien, demanda par trois fois ses passe-ports et partit [13 mai]. Aussitôt l'amirauté britannique mit l'embargo sur les vaisseaux français et bataves, et lança ses escadres à la poursuite de ceux qui naviguaient sur la foi des traités: douze cents bâtiments furent pris avec leurs équipages et leurs passagers; et ce brigandage, qui rapporta plus de 200 millions, n'avait pas été un des moindres stimulants de la reprise de la guerre. Bonaparte réclama contre cette violation du droit des gens: on lui répondit que c'était l'usage de l'Angleterre. Il fallait enfin

[redacted]

montrer aux insulaires que l'abominable privilége qu'ils s'étaient arrogé en 1748, en 1778, en 1792, ne les mettait pas à l'abri des représailles : ordre fut donné d'arrêter tous les sujets mâles de la couronne britannique qui se trouvaient en France [22 mai], et de les retenir comme otages, jusqu'à ce que les Français pris avant la déclaration de guerre eussent été mis en liberté.

La rupture de la paix d'Amiens est l'un des événements les plus graves de l'histoire : elle ouvrait une nouvelle ère à la révolution, celle de la dictature impériale et de la domination de la France sur le continent; elle allait fatalement arrêter la marche de l'espèce humaine; elle était la *guerre éternelle!* Bonaparte en fut douloureusement ému : « Nous ne pouvons exister, dit-il, nous ne pouvons nous affermir que les armes à la main. Il nous faut faire la guerre, puisque personne n'est content. On nous force à conquérir pour conserver! » Aussitôt il s'occupa de fermer le continent aux Anglais; il défendit de recevoir dans les ports de France aucune marchandise anglaise, aucun bâtiment expédié d'Angleterre ou qui aurait touché dans un port britannique; il fit reprendre à la France toutes les positions qu'elle occupait avant le traité d'Amiens. Quinze mille hommes, commandés par Gouvion-Saint-Cyr, entrèrent dans le royaume de Naples et occupèrent Tarente, Otrante, Brindisi [14 juin]; Tarente fut fortifié et devint l'arsenal maritime de l'Italie; la Toscane fut garnie de troupes, et sa défense se combina avec celle de l'île d'Elbe et de la Corse; Alexandrie, que Bonaparte considérait comme la possession de toute l'Italie, devint un camp retranché pour une armée entière; la Hollande fut occupée par trente mille hommes, et sa flotte mise à l'abri dans la rade d'Helvoët-Sluys. Enfin, quatorze mille Français commandés par Mortier entrèrent dans le Hanovre, qui était gardé par vingt-deux mille hommes, poussèrent cette armée devant eux, et, après des engagements insignifiants, la forcèrent à signer une capitulation par laquelle le pays resta occupé par les troupes françaises [5 juillet]; les soldats hanovriens se retirèrent désarmés dans leurs foyers, et les officiers furent prisonniers sur parole. Cinq cents canons, quarante mille fusils, trois millions de cartouches furent livrés aux Français; les bouches de l'Ems et du Weser se trouvèrent fermées au commerce britannique, et le premier consul déclara qu'il garderait le Hanovre tant que l'Angleterre garderait Malte.

nglaises couraient toutes les mers, et nos colonies
ées : Bonaparte resserra sa défense maritime; il
Bourbon et de France à la garde de Decaen; il en-
rts à la Guadeloupe et à la Martinique; la Loui-
aux États-Unis moyennant 60 millions et la pro-
dmission dans la fédération américaine [31 avril].
ps il reprit ses projets de descente en Angleterre,
ses armements et ordonna la formation d'une
sur la côte de la Manche. Les départements et les
à l'envi des vaisseaux, des canons, des bateaux
e; les ports de Boulogne, d'Étaples et d'Amble-
grandis et fortifiés pour devenir le centre des ar-
uis Brest jusqu'à Flessingue, tous les ports et les
les rivières devinrent des chantiers de construc-
e visita lui-même les côtes de la Manche : son
qu'un long triomphe où la Belgique rivalisa d'en-
ec les anciens départements; il activa partout les
donna des ordres sur tous les objets : achat de
placement de batteries, creusement de canaux,
des navires, marche des troupes; il s'arrêta à
lut d'en faire le plus vaste et le plus sûr arsenal
Il faut que cette ville, dit-il, mette à profit les
ntages de sa centralité entre le Nord et le Midi,
magnifique et profond; il faut qu'elle devienne
u sixième ville commerçante du monde. »
firent d'immenses apprêts de défense. On garnit
de batteries les bouches des fleuves et toutes les
a l'entrée de la Tamise par une ligne de vais-
n forma un camp de soixante mille hommes dans
midi; on prépara une levée en masse; on mina
s ponts; on ordonna de tout ruiner sur le passage
nçaises. L'Angleterre avait alors pour sa défense
bâtiments de guerre, six cent quatre-vingts ba-
nières, cent vingt-trois mille hommes de marine,
gt mille hommes de troupes de terre, deux cent
ille hommes de milices. Mais tout cela ne suffi-
rassurer contre le génie audacieux de Bonaparte,
chercha à éloigner le danger par une coalition
du Nord, qui déjà avaient réclamé contre l'inva-
re et de Naples : il trouva faveur en Russie, où

[redacted]

l'aristocratie avait des intérêts communs avec l'aristocratie anglaise; il fut moins ouvertement, mais aussi chaudement, accueilli à la cour de Vienne; il ébranla même la Prusse et l'empêcha d'accéder aux propositions de Bonaparte, qui lui offrait le Hanovre pour son alliance. Enfin il s'adressa aux puissances secondaires : il était sûr de Naples; il fit accord avec la Suède, gouvernée par un prince à moitié fou qui s'était mis absurdement à la chaîne de la Russie; il n'obtint rien du Portugal, qui se déclara neutre en payant un tribut de 12 millions à la France. Enfin il essaya de séduire la cour d'Espagne; mais Bonaparte menaça le prince de la Paix de lui enlever par la force « un pouvoir acquis par la plus criminelle de toutes les voies; » celui-ci racheta le contingent que l'Espagne devait fournir à la France par un tribut annuel de 72 millions, et il se déclara neutre.

§ VIII. Conspiration de Georges, Pichegru et Moreau. — Mort du duc d'Enghien. — La coalition était ébauchée; mais, en attendant qu'elle pût agir, le cabinet britannique continua la guerre sourde et infâme qu'il avait toujours faite à la révolution : il ranima les brigandages et les assassinats de la Vendée; il paya tous les troubles qui pouvaient amener la dissolution sociale de la France; il ourdit des complots contre la vie du premier consul, avec Georges, Pichegru et les autres traîtres réfugiés à Londres [1]. Pichegru, échappé de Cayenne, s'était mis à la solde des Anglais et avait pris part à toutes les machinations contre la France : il était d'accord avec Georges pour venir à Paris, y réunir deux cents chouans, tuer le premier consul et restaurer les Bourbons; mais il ne croyait la contre-révolution possible qu'avec l'appui d'un général puissant sur l'armée et sur l'opinion publique, et il s'était adressé à Moreau. Moreau, depuis le 18 brumaire, faisait une opposition tracassière au gouvernement, servait de centre à tous les mécontents, et avait pris l'attitude d'un républicain persécuté par César; il écouta les propositions de Pichegru, non pour restaurer les Bourbons, mais pour renverser Bonaparte. Georges, Pichegru,

[1] « Les ministres, dit Walter Scott, accueillirent avec trop de facilité les promesses et des plans d'individus qui, trop exaltes pour apprécier le véritable état des choses, exagéraient encore auprès du gouvernement britannique leurs espérances. » (T. v, p. 88

: Polignac, Rivière et plusieurs autres s'embar-
sivement sur un bâtiment anglais de la marine
rent secrètement près de Dieppe et se rendirent à
1 août]. En même temps les émigrés reçurent
unir sur les bords du Rhin ; et le duc d'Enghien,
rince de Condé, alla lui-même prendre séjour
: Bade, « afin, dit Walter Scott, d'être toujours
re à la tête des royalistes de l'Est, ou même, si
présentait, de ceux de Paris. » Le duc de Berry
er dans l'Ouest, et le comte d'Artois se disposa à
apitale. Mais après six mois de séjour, les con-
: pu ni rassembler leur troupe de chouans, ni
: Moreau, qui ne voulait renverser le consul que
à sa place. Ce fut leur perte. La police, quoi-
plus aux mains de Fouché, dont Bonaparte se
de ses liaisons avec le reste des Jacobins, la police
u complot, dont on s'entretenait presque ouver-
nger : un des conspirateurs fut arrêté et révéla la
chegru et de Georges à Paris, ainsi que la com-
au. Bonaparte fut stupéfait : « Le seul homme,
me donner des inquiétudes, le seul qui eût des
moi, se perdre si maladroitement ! » Il fit arrêter
15 févr.]. La terreur se répandit dans Paris;
l'Allemagne cria à la calomnie, et l'opinion pu-
Bonaparte de vouloir perdre, par jalousie, le
Hohenlinden. Mais bientôt la police découvrit et
Pichegru, ensuite Georges, puis les Polignac,
rante-deux autres. Pichegru nia tout; Georges
oulait tuer Bonaparte en livrant combat à son
qu'il attendait l'arrivée d'un prince pour agir. »
au consul une lettre humble et maladroite, où
s propositions lui avaient été faites pour ren-
rnement, qu'il les avait repoussées, et ne les
ées à cause de son amitié pour Pichegru. Toute
ndignée de ce complot ; des adresses innombra-
it Bonaparte de veiller à sa sûreté, qui était celle
un sénatus-consulte suspendit le jury pour le
rimes de haute trahison et d'attentat contre la
remier consul.
tait dans la plus grande exaspération : il lui

venait de tous côtés, et à chaque instant, des bruits d'assassinat, il voyait que les Bourbons n'avaient d'autre but journalier que de lui ôter la vie ; il savait que les ambassadeurs anglais à Munich et à Stuttgard machinaient des complots contre lui ; enfin tous les conjurés arrêtés avaient déclaré qu'ils n'attendaient qu'un prince pour agir. Tout à coup il apprend que le duc d'Enghien est à Ettenheim, à quatre lieues de la frontière, ayant auprès de lui Dumouriez ([1]). Il croit que c'est le prince attendu : « Suis-je donc un chien, dit-il, qu'on peut assommer dans la rue, tandis que mes meurtriers doivent être sacrés ? On m'attaque au corps ; je rendrai guerre pour guerre. » Et, dans un accès de colère, saisissant l'occasion de renvoyer aux Bourbons la terreur jusque dans Londres, il ordonne d'enlever le duc d'Enghien sur le territoire badois. Le prince est surpris pendant la nuit par des dragons que commandait le général Ordener [1804, 16 mars], arrêté, conduit à Strasbourg et de là à Vincennes ; il est livré à une commission militaire présidée par le général Hullin, interrogé, jugé, condamné en quatre heures, et fusillé sur-le-champ [21 mars]. Le lendemain, Paris apprit avec stupeur son enlèvement, son jugement et sa mort. On murmura de ce procès inique, sans témoins et sans défenseur, de ce supplice mystérieux et précipité, de ce coup d'État sanglant contre le dernier rejeton de la brillante race des Condé. La noblesse en fut indignée ; mais elle n'en resta pas moins dans les antichambres de Bonaparte. Quant aux Jacobins, ils virent dans cette exécution révolutionnaire un gage contre le retour des Bourbons, une rupture complète avec le passé, une approbation des actes les plus terribles de la Convention. Ce fut, en effet, pour Bonaparte, un acte de Montagnard sans l'excuse de la passion : il en prit toute la responsabilité ; il le crut légitime ; il ne s'en repentit jamais : « J'ai fait arrêter et juger le duc d'Enghien, dit-il dans son testament, parce que cela était nécessaire à la sûreté, à l'intérêt et à l'honneur du peuple français, lorsque le comte d'Artois entretenait, de son aveu, soixante assassins à Paris. Dans une semblable circonstance j'agirais encore de même ([2]). »

([1]) C'était *M. de Thumery*. Mais l'espion alsacien qu'on avait envoyé à Ettenheim prononça ce nom de telle sorte qu'on crut que c'était Dumouriez. Dumouriez était alors à Hambourg.

([2]) Il dit dans ses Mémoires, t. II, p. 341 : « La mort du duc d'Enghien doit être

lendemain de cette catastrophe, le *Moniteur* jeta à la face
binet britannique la preuve de sa complicité dans le com-
n publiant les lettres de Drake et de Spencer-Smith, am-
deurs d'Angleterre à Munich et à Stuttgard, desquelles il
ait que ces ministres payaient et dirigeaient des assassins
le premier consul, ainsi que des moteurs de guerre ci-
ui, entre autres moyens de succès, devaient faire sauter
gasins à poudre. Ces lettres furent communiquées à tout
s diplomatique, qui en témoigna son indignation, et en-
aux électeurs de Bavière et de Wurtemberg, qui ordon-
à Drake et à Spencer-Smith de sortir de leurs États.
telle prostitution, dit Talleyrand, de la plus honorable
n qui puisse être confiée à des hommes, était sans exem-
s l'histoire des nations civilisées. » Mais le ministère
y mit le comble : en plein parlement, il justifia ses
avoua leurs principes, et déclara qu'ils avaient agi sui-
droit des gens. « Tout gouvernement sage, dit-il, se doit
ême et au monde en général de profiter de tout mécon-
ent qui existe dans le pays avec lequel il peut se trouver
rre, et, par conséquent, de prêter aide et assistance aux
des mécontents. »

gru, Georges, Moreau et leurs complices furent traduits
le tribunal criminel de Paris. Pichegru vit sa situation
ssources ; son âme forte ne put envisager l'infamie du
e : il s'étrangla dans sa prison. Georges garda toute son
de chouan, et, en avouant le complot, disculpa ses com-
s. Quant à Moreau, personne ne voulait croire à la tra-
l'un si grand citoyen ; tout le monde voyait dans cette
la haine personnelle du premier consul contre un rival
rmmée et le dernier des généraux républicains ; Lecourbe,
nald, toute l'armée d'Allemagne faisaient cortége à l'ac-
t proclamaient partout ses services et son innocence ;
arte, seul contre tous, mit à le faire condamner, pour

e aux personnes qui dirigeaient et commandaient, de Londres, l'assassina t
ier consul, et qui destinaient le duc de Berry à entrer en France par la
e Biville et le duc d'Enghien par Strasbourg. Elle doit être attribuée aussi
qui s'efforcèrent, par des rapports et des conjectures, à le présenter comme
a conjuration. Elle doit être éternellement reprochée à ceux qui, entraînés
zèle criminel, n'attendirent pas les ordres de leur souverain pour exécuter
ent de la commission militaire. »

avoir le droit de l'accabler d'une grâce, une ardeur qui ne fut justifiée qu'en 1813, alors que Moreau tomba dans les rangs des ennemis de la France, supplicié par un boulet français. Georges, Rivière, Armand de Polignac et dix-sept autres furent condamnés à mort; Moreau, Jules de Polignac et trois autres, à la prison; quinze furent acquittés [1804, 10 juin]. Napoléon fit grâce à Rivière, Polignac et sept autres; Georges et dix de ses complices furent exécutés; Moreau demanda à échanger sa prison contre un exil, et il partit pour les États-Unis. Ce ne fut pas avec Bonaparte premier consul qu'il conclut cet arrangement, mais avec Napoléon empereur : le dernier effort de l'ancien régime contre le représentant de la révolution l'avait élevé sur le trône.

§ IX. Napoléon empereur. — Bonaparte avait vu l'avenir implacable qu'ouvrait devant lui la rupture de la paix d'Amiens: c'était une guerre sans fin entre la France, chargée des destinées du monde, et l'Angleterre, champion du passé, appui de tous les intérêts féodaux, obstacle à la régénération universelle. Pour cette lutte si grande, la dictature consulaire était insuffisante, parce que, héritière du Directoire et de la Convention, elle avait quelque chose de précaire, de violent, de désordonné: il fallait un régime plus régulier, mieux discipliné, plus définitif; il fallait, chose prévue et inévitable, que la révolution se fît homme: la dictature impériale était la dernière transformation que dût prendre la force révolutionnaire. La conspiration de Georges fut l'occasion de ce grand changement. « Le danger qu'a couru le chef du gouvernement, disait Fontanes, président du corps législatif, n'aura fait qu'augmenter sa force en avertissant tous les intérêts de se réunir autour de lui. Le projet d'un grand crime fera mieux sentir le besoin d'appuyer de plus en plus les destinées de ce vaste empire sur la colonne qui le porte tout entier. » C'était l'opinion générale: on voulait, par-dessus tout, de la fixité. Il faut revenir à 89 purifié des excès qui l'ont suivi disaient les uns; l'Europe, disaient les autres, respectera davantage la révolution quand elle se dissimulera sous le titre éclatant donné à son glorieux chef. Enfin une grande partie de la nation pensait que « le gouvernement héréditaire d'un seul qui, élevé au-dessus de tous, baisserait ses faisceaux devant l'expression de la volonté souveraine du peuple, » consoliderait les intérêts, les fortunes, les

existences nouvelles, consacrerait les conquêtes sociales et véritables de la révolution, enfin rétablirait la France dans la communauté européenne.

Tous les esprits étant disposés à ce changement, les grands corps de l'État se chargèrent de lui donner une couleur légale, et poussés par Fouché ils le firent avec une servilité qui témoignait combien les passions ambitieuses trouvaient leur compte dans le rétablissement d'une monarchie. Le sénat, à l'occasion des lettres de Drake, fit une adresse au consul pour l'inviter à donner aux Français des institutions qui pussent survivre à leur auteur, et « prolonger pour les enfants ce qu'il avait fait pour les pères. » Le signal étant donné, toutes les autorités départementales, les tribunaux, l'armée firent des adresses pour l'établissement du gouvernement héréditaire. « La France vous regarde comme son second fondateur, disaient les soldats. Enchaînez vos destinées à celles de l'empire créé par votre génie. Le titre, autrefois le symbole et le prix de la victoire chez le peuple maître du monde, est le seul qui soit digne du grand capitaine qui compte autant de triomphes que de combats... Le titre d'empereur que porta Charlemagne n'appartient-il pas de droit à celui qui le retrace à nos yeux comme législateur et comme guerrier? » Enfin, le bruit ayant couru que l'armée allait proclamer Bonaparte, le tribunat se hâta de prendre l'initiative : sur la proposition de Curée, il émit le vœu que le gouvernement de la république fût confié à un empereur héréditaire [1804, 2 mai]; le corps législatif répéta ce vœu, et le sénat déclara Napoléon Bonaparte *empereur des Français* par un sénatus-consulte qui fut délibéré dans une commission où assistaient les trois consuls, et qui devint en réalité une constitution nouvelle [18 mai].

La dignité impériale était héréditaire de mâle en mâle par ordre de primogéniture. A défaut d'héritiers directs, Joseph et Louis Bonaparte [1] étaient appelés à succéder à Napoléon. Il

[1] Lucien et Jérôme furent exclus de la succession impériale, parce qu'ils s'étaient mariés sans le consentement de leur frère : le premier, à une veuve, madame Jouberthot; le second, à miss Paterson, fille d'un négociant des États-Unis. Le premier persista dans son mariage, et resta éloigné de Napoléon en faisant attribuer sa disgrâce à ses sentiments républicains; le second laissa casser son mariage et se réconcilia avec son frère, qui le nomma capitaine de vaisseau et lui confia plusieurs expéditions maritimes. Joseph était marié depuis longtemps à une demoiselle Clary,

était créé six grands dignitaires inamovibles qui devaient former le grand conseil de l'empire : le grand électeur, l'archichancelier de l'empire, l'archichancelier d'État, l'architrésorier, le connétable, le grand amiral : c'étaient de grands mots, vides de tout pouvoir et même de toutes fonctions, dont furent parés Joseph Bonaparte, Cambacérès, Eugène Beauharnais, Lebrun, Louis Bonaparte, Murat. Il était créé des grands officiers de l'empire, et, parmi eux, des maréchaux, dignité de l'ancien régime, mais toute populaire, à laquelle furent élevés Berthier, Murat, Moncey, Jourdan, Masséna, Augereau, Bernadotte, Soult, Brune, Lannes, Mortier, Ney, Davoust, Bessières, Kellermann, Lefebvre, Pérignon, Serrurier. Le pouvoir législatif fut attribué entièrement au sénat et au conseil d'État ; le corps législatif et le tribunat ne furent plus que des assemblées consultatives ; la représentation nationale appartint en réalité au gouvernement ; enfin voici comment, quatre années après, époque à laquelle le tribunat même n'existait plus, Napoléon expliquait l'*ordre de nos constitutions* : « Le premier représentant de la nation, c'est l'empereur ; la seconde autorité représentante est le sénat ; la troisième, le conseil d'État, qui a de véritables attributions législatives ; le corps législatif, qui devrait être appelé *conseil* législatif, puisqu'il n'a pas la faculté de faire des lois, a le quatrième rang [1]. »

La fondation du régime impérial excita beaucoup d'étonnement et peu d'enthousiasme. Les hommes de 89, qui n'avaient vu dans la révolution que l'établissement d'une constitution ; les hommes de 93, qui l'avaient crue terminée à la fondation de la république, s'attristèrent également d'un événement qui leur semblait le retour de l'ancien régime : c'était une erreur bien légitime dans des hommes qui avaient fait tant de sacrifices à la révolution. Mais la révolution, il faut le redire sans cesse, était moins politique que sociale, et, comme telle, le régime impérial fut un progrès révolutionnaire : c'était la suspension de la liberté au profit d'une grande ambition, mais aussi au profit de la société nouvelle, qui allait se fonder plus complétement à l'intérieur et se propager plus rapidement à l'extérieur

fille d'un négociant de Marseille. Louis épousa Hortense Beauharnais, fille de Joséphine. Des trois sœurs de Napoléon, Élisa avait épousé un M. Bacciochi ; la veuve de Leclerc, un prince Borghèse ; Caroline, Murat.

(1) *Moniteur* du 15 décembre 1808.



par la dictature militaire. Nous allons voir Napoléon faire de grandes fautes, fonder une dynastie, renouveler une noblesse féodale, mettre dans sa couche la fille des césars : tout cela était antipathique à la révolution ; mais il eut beau lui-même croire et dire sans cesse qu'il était le restaurateur de la monarchie, le peuple et l'Europe ne s'y trompèrent point : malgré le manteau de Charlemagne dont il couvrait sa casaque de plébéien, il fut toujours la révolution incarnée et le jacobinisme mis sur le trône.



LIVRE III.

EMPIRE. (1804-1814.

CHAPITRE PREMIER.

Troisième coalition. — Campagne de 1805. — Paix de Presbourg. — Du 18 mai 1804 au 26 décembre 1805.

§ I. État de l'Europe. — Rentrée de Pitt au ministère. — Camp de Boulogne. — Le chef des Bourbons, retiré alors à Varsovie, fit contre la nouvelle dignité de Bonaparte une protestation où il dévoilait l'opinion secrète des rois contre la nouvelle forme que prenait la révolution. Napoléon publia cette protestation maladroite dans le *Moniteur* (1). Aucune cour ne l'accueillit. Tous les souverains, excepté ceux de la Russie, de la Suède et de l'Angleterre, s'empressèrent de saluer la majesté si

(1) Voici cette protestation : « Ce nouvel acte d'une révolution où tout, dès l'origine, a été nul, ne peut sans doute infirmer mes droits ; mais, comptable de ma conduite à tous les souverains, dont les droits ne sont pas moins lésés que les miens, je croirais trahir la cause commune en gardant le silence. Je déclare donc, après avoir renouvelé mes protestations contre tous les actes illégaux qui, depuis l'ouverture des états généraux de France, ont amené la crise effrayante dans laquelle se trouvent la France et l'Europe, je déclare que, loin de reconnaître le titre impérial que Bonaparte vient de se faire déferer par un corps qui n'a pas même d'existence légitime, je proteste contre ce titre et contre tous les actes subséquents auxquels il pourrait donner lieu. » — « L'intérêt des peuples, dit le *Moniteur* fait les rois, et la force nationale les soutient. Quand ils n'ont plus pour eux ni l'un ni l'autre, ils rentrent dans la foule des individus... La révolution a jeté entre la France et les Bourbons un mur de diamant .. L'instabilité du gouvernement au milieu des triomphes de la république flattait encore les espérances des Bourbons ; mais aujourd'hui que la dignité impériale est élevée sur les ruines de la monarchie, que tous les intérêts nouveaux ont un centre fixe, tout est fini pour les Bourbons. »

nouvelle et si étrange qui se présentait dans leur famille. Le roi d'Espagne donna l'exemple; le roi de Prusse se hâta de le suivre; quant à la cour de Vienne, quoiqu'elle fût déjà liée au cabinet britannique par des promesses, elle en fit autant dès que François II eut érigé lui-même ses États héréditaires en *empire d'Autriche*, « pour garder, disait-il, la parité avec la nouvelle maison de France, et se mettre au niveau des principaux monarques de l'Europe pour ce qui regarde les titres » [1804, 10 août].

La Russie cherchait des prétextes de guerre: elle avait pris le deuil pour la mort du duc d'Enghien, notifié à la diète de Ratisbonne qu'elle regardait la violation du territoire badois comme une « attaque criminelle contre le droit des nations, » et entamé à ce sujet, avec Napoléon, une discussion qui présageait une rupture. De sa pitié pour un prince mis à mort, de sa sollicitude pour un territoire violé, elle passa bientôt à demander l'évacuation du Hanovre et du royaume de Naples, le rétablissement du roi de Sardaigne, etc. Enfin elle rappela son ambassadeur [18 août]. Le roi de Suède, Gustave IV, s'était fait, comme son prédécesseur, le champion des idées dynastiques; il rompit insolemment avec *M. Bonaparte*, et signa avec le cabinet britannique un traité de subsides et de commerce [7 sept.]. En Angleterre, la rupture du traité d'Amiens avait entraîné naturellement la chute du ministère Addington [12 mai]; Pitt et les plus ardents torys, « maintenant que la nation s'était passé le caprice de la paix, » reprirent la direction des affaires; alors les négociations avec la Russie, l'Autriche et la Prusse furent poussées avec vigueur pour soulever à la fois toute l'Europe, en finir avec cette révolution « qui n'avait pas changé d'esprit parce qu'elle avait changé de costume, » et rendre la *sécurité* au monde. En même temps, la guerre prit un caractère de violence extrême: un acte du conseil déclara en état de blocus les ports français de Fécamp à Ostende; un brigandage inouï força l'Espagne, dont l'Angleterre avait reconnu la neutralité, à se déclarer ennemie: quatre galions qui portaient 32 millions de piastres furent attaqués par une escadre anglaise, enlevés et conduits à Londres, à l'exception d'un seul qui périt dans le combat [5 oct.]. Il y eut un cri d'horreur dans le parlement « pour ces trois cents victimes assassinées en pleine paix, à cause de l'avidité anglaise pour les piastres espagnoles; » mais

[redacted]

Pitt n'y répondit qu'en donnant « l'ordre de couler bas tous les navires espagnols au-dessous de cent tonneaux, d'envoyer les autres à Malte, et d'incendier les rades et les ports de l'Espagne. » La nation espagnole, indignée, malgré la faiblesse où elle était tombée sous un gouvernement honteux, demanda la guerre à grands cris, et le prince de la Paix signa avec la France un traité d'alliance qui mit à sa disposition trente vaisseaux de ligne (1804, 12 déc.).

Cependant Napoléon continuait ses apprêts menaçants contre l'Angleterre : sept camps avaient été formés sur les côtes de la Manche, où vinrent s'amalgamer les différentes armées de la république pour y prendre cette unité d'esprit et de manœuvres qui leur fit faire tant de prodiges, pour y devenir cette *grande armée* qui conquit l'Europe. Dix-huit cents bâtiments de la flottille étaient déjà construits, sur lesquels cent vingt mille hommes pouvaient être embarqués en trente heures; tous les efforts des Anglais pour empêcher leur réunion, bombardements, brûlots, combats, avaient échoué; nos bateaux, armés de pièces de gros calibre et tirant à fleur d'eau, voltigeaient inaperçus autour des vaisseaux de ligne, en n'offrant à leurs coups qu'un but très-exigu et toujours mobile. L'Empereur vint inaugurer sa dignité nouvelle au milieu de ses soldats (19 août); il fit la première distribution des croix de la Légion d'honneur dans une cérémonie imposante qui excita le plus vif enthousiasme; il inspecta tous les travaux, fit répéter toutes les manœuvres d'embarquement, et assista à plusieurs combats de la flotille contre les escadres anglaises, dans l'un desquels cent quarante-six bateaux plats et chaloupes canonnières battirent quatorze vaisseaux de ligne. L'Angleterre crut le moment de l'invasion arrivé et elle couvrit la Manche de ses vaisseaux, arma toutes ses milices, garnit toutes ses côtes. Mais l'empereur ne songeait pas à livrer une bataille navale avec deux mille *coquilles de noix* contre deux cents bâtiments de haut bord; c'était avec des vaisseaux qu'il voulait ouvrir la Manche à sa flotille; et « pendant que tout le monde avait les yeux sur les bateaux plats, pendant que l'ennemi croyait qu'il se proposait de passer de vive force par la seule force militaire de sa flottille, » pendant qu'on oubliait les vaisseaux de la France disséminés et immobiles dans nos ports à de grandes distances, il travaillait avec une activité prodigieuse à se donner une flotte; il excitait l'ardeur des marines

espagnole et hollandaise : il formait un plan de campagne maritime qui est l'un des plus grands efforts de ce génie entreprenant; plan très-compliqué, mais dont toutes les parties étaient combinées de manière à ne laisser que peu de chances à la fortune. « Que nous soyons maîtres du détroit pendant six heures, écrivait-il à Latouche-Tréville, marin aussi habile qu'audacieux, à qui il réservait le commandement de sa flotte, et nous serons les maîtres du monde. »

§ II. Sacre de l'Empereur. — Cour impériale. — Propositions de paix. — Création du royaume d'Italie. — Réunion de Gênes. — Tout cela demandait du temps; et Napoléon, voyant qu'il fallait remettre l'invasion à l'année suivante, chercha à consolider son pouvoir à l'intérieur, et à prendre à l'extérieur une position de plus en plus redoutable. L'établissement de l'empire avait été soumis à la sanction du peuple, et sur trois millions cinq cent vingt-quatre mille deux cent cinquante-quatre votants, il n'y avait eu que deux mille cinq cent soixante-dix-neuf opposants. Mais l'élection populaire parut insuffisante à Napoléon : il voulut, comme les anciens rois, donner à son titre, à son pouvoir la sanction divine, et il résolut de renouveler les cérémonies du sacre et du couronnement. Le pape consentit à venir en France pour donner au nouveau Charlemagne l'onction sainte, et il fut accueilli avec un respect qui le remplit de joie et d'étonnement. La cérémonie se fit dans l'église Notre-Dame avec une pompe et une magnificence qui surpassèrent tout ce que rappelait l'histoire moderne [1804, 4 déc.]; mais elle trouva le peuple froid et étonné à la vue de tous ces chambellans, de ces costumes dorés, de cet éclat de théâtre, si étrangers à ses habitudes républicaines. Napoléon avait renouvelé les dignités, l'étiquette, les noms de l'ancienne cour : il avait un grand aumônier, le cardinal Fesch; un grand chambellan, Talleyrand; un grand maréchal du palais, Duroc; un grand maître des cérémonies, Ségur; un grand veneur, Berthier; un grand écuyer, Caulaincourt; il appelait les Français *mes sujets*, *mes peuples*; il avait donné à ses frères, ces particuliers inconnus, métamorphosés en *princes français*, les priviléges, les honneurs et les attributions des anciens princes. Tout cela fut une grande faute. Le peuple avait salué d'acclamations l'empereur avec sa dignité militaire, républicaine, nouvelle, qui ne rappelait rien de l'ancien régime; mais il vit avec douleur la

[redacted]

cohue d'altesses et de valets qui allait le séparer de son chef; il se moqua de ces acteurs qui jouaient un rôle; il regretta les millions dont il fallut payer cette cour aussi glaciale que magnifique. Le passage de la république à l'empire lui avait été signalé par un immense changement financier fait contre les pauvres en faveur des riches : l'Assemblée constituante avait aboli les impôts indirects sur les objets de consommation, la Convention et le Directoire avaient déclaré que le luxe et la richesse doivent seuls l'impôt; l'empire crut que l'impôt le plus légitime était celui qui produisait le revenu le plus sûr, et il dégréva la contribution foncière pour établir, sous le nom de *droits réunis*, des impôts odieux sur les boissons, le sel et le tabac.

En rétablissant toutes les choses de la monarchie, en affectant de se montrer comme l'un d'eux aux rois étrangers, Napoléon voulait amener ses ennemis à la paix, en leur faisant voir que le nouvel ordre de choses était aussi peu redoutable pour l'ancienne Europe qu'il était indestructible. Ce fut dans cette pensée qu'il écrivit directement au roi d'Angleterre pour le conjurer de « mettre fin à une guerre sans utilité et sans but, où les deux nations usent leur prospérité [1805, 2 janv.]. » On lui répondit par un refus, en lui disant que « la paix ne pouvait être atteinte que par des arrangements qui pussent prévenir le renouvellement des dangers et des malheurs dans lesquels l'Europe s'est trouvée enveloppée. » Trois jours après, le cabinet britannique expliqua ces arrangements dans une note secrète envoyée en Russie, et qui fut la base du traité de coalition : « Il faut faire rentrer la France dans ses anciennes limites ; ce but doit être atteint sans modification ni restriction : rien de moins ne saurait satisfaire nos vues. » L'illustre Fox, « cet ornement de l'humanité, » témoigna dans le parlement son indignation contre la persistance du ministère à tromper la nation : « Nous sommes engagés dans la lutte, dit-il, par un orgueil mal entendu et une avidité de domination que nous devrions au moins dissimuler. » Et il déclara que « l'oligarchie européenne s'était liguée pour maintenir les peuples dans un état stationnaire, et s'opposer à toute amélioration de l'ordre social. » Mais ces paroles furent perdues. Napoléon n'eut plus d'espoir de vaincre la haine de l'Angleterre que par de nouvelles batailles, la défaite de la coalition, la conquête du continent. C'est ainsi qu'il fut amené à des usurpations sur les États voisins, pour consolider sa position extérieure; et au

réponse aux refus de l'implacable Pitt fut un changement de constitution en Hollande, la formation du royaume d'Italie et la réunion de Gênes à l'empire français.

En Hollande, le corps législatif fut réduit à vingt membres, et le pouvoir exécutif confié à un *grand pensionnaire* à vie; dignité qui rappelait les beaux temps des Provinces-Unies, et qui fut donnée à Schimmelpeninck, homme tout dévoué à la France [1805, 30 mai]. Cette nouvelle constitution n'était encore que du provisoire. En Italie, on alla plus franchement au but. Une consulte extraordinaire changea la république en royaume, et appela au trône Napoléon, mais sous la condition que la couronne d'Italie ne pourrait être réunie à celle de France que sur sa tête, à l'exclusion de tous ses successeurs. L'empereur accepta, et, pour exciter l'esprit national des Italiens, effrayer l'Autriche et inspirer à l'Angleterre une sécurité trompeuse sur ses projets maritimes, il alla se faire couronner à Milan [26 mai]. La cérémonie excita le plus vif enthousiasme dans ce beau pays, qui, pour la première fois depuis des siècles, se voyait réuni en corps de nation, et jouissait du gouvernement le plus juste et le plus éclairé qu'il eût jamais connu. Napoléon confia la vice-royauté à Eugène Beauharnais, à qui il destinait dans l'avenir la couronne d'Italie; il modifia la constitution et introduisit dans le royaume le Code civil, le système monétaire, le concordat et l'organisation administrative de la France; il ordonna d'immenses travaux, des routes, des canaux, des ponts, des fortifications; enfin il fit des règlements sur tous les objets, chefs-d'œuvre de sagesse qui témoignent la profonde affection qu'il portait à ce pays, le pays de ses pères, dont, enfant, il avait parlé la langue, pour lequel il rêvait une grande destinée. « Depuis la première fois que j'ai paru dans ces contrées, disait-il, j'ai toujours eu la pensée de créer indépendante et libre la nation italienne. — Les réunions à l'empire de diverses parties de la Péninsule n'étaient que temporaires, disait-il plus tard; elles n'avaient pour but que de rompre les barrières qui séparaient les peuples, et d'accélérer leur éducation pour opérer ensuite leur fusion. J'aurais rendu l'indépendance et l'unité à la presqu'île entière. » C'était la pensée qui avait inspiré la réunion du Piémont, « tête de pont contre l'Autriche, » que la république Italienne n'aurait pu défendre ; ce fut la pensée qui inspira la réunion *de la Ligurie*, position maritime bloquée

sans cesse par les flottes anglaises, qui n'avait plus que l'isolement dans son indépendance. Le sénat génois vint à Milan supplier Napoléon de « réunir à son empire cette Ligurie, premier théâtre de ses victoires [1805, 4 juin]. » L'Empereur répondit que « le droit des gens des Anglais rendant impossible l'existence de Gênes indépendante, elle devait, en prenant le pavillon français, se mettre à l'abri de ce honteux esclavage dont il souffrait malgré lui l'existence envers les puissances faibles, mais dont il saurait toujours garantir ses sujets. » Il alla à Gênes, et y fut reçu avec des fêtes qui semblèrent un troisième couronnement. La république Ligurienne forma trois départements et la vingt-huitième division militaire.

§ III. Plan de campagne maritime. — Combat du cap Finistère. — Entrée de Villeneuve a Cadix. — Napoléon, en paraissant occupé uniquement de l'Italie, avait détourné de l'Océan les regards de l'Europe, et laissé croire, même à la France, que ses apprêts d'invasion en Angleterre n'étaient qu'un épouvantail; mais pendant ce temps il ne pensait qu'à sa « grande affaire; » il avait avec le ministre de la marine Decrès, qui seul possédait son secret, une correspondance de tous les instants; il combinait son plan de campagne dans les plus chétifs détails, calculait toutes les chances, prévoyait tous les obstacles, se croyait assuré du succès : « Je ne sais, en vérité, écrivait-il, quelle espèce de précaution l'Angleterre peut prendre pour se mettre à l'abri de la terrible chance qu'elle court... Voilà le chef-d'œuvre de la flottille : elle coûte de l'argent, mais il ne faut être maître de la mer que six heures pour que l'Angleterre cesse d'exister. » Pendant que du Texel à Boulogne la flottille était disposée pour transporter la grande armée, trois flottes se rassemblaient à Toulon, à Rochefort, à Brest : la première, sous Villeneuve, de onze vaisseaux et huit frégates, portant huit mille hommes; la deuxième, sous Missiessy, de six vaisseaux et quatre frégates, portant six mille hommes; la troisième, sous Ganth[illegible] vingt vaisseaux et quinze autres bâtiments, portant vi[illegible] mille hommes; enfin trente vaisseaux espagnols étaient [illegible] rol et à Cadix. Les trois flottes françaises eurent ordre d[illegible] à la voile, de courir sur les Antilles et d'y jeter des [illegible] là elles devaient recevoir des instructions pour se réu[illegible] venir en Europe, pendant que les Anglais, alarmés p[illegible] diverses possessions par la sortie subite de ces trois flo[illegible]

nt de toutes parts des escadres à leur poursuite et laisse-
ainsi la Manche libre. L'Angleterre avait huit flottes en
trois sur les côtes britanniques; une devant Brest, com-
ée par Cornwallis; deux dans le golfe de Biscaye; une de-
adix; une devant Toulon, commandée par Nelson.
iessy partit : il débarqua des renforts à la Martinique, sur-
Dominique, ravagea Newis, Saint-Christophe, Monserrat,
va devant Santo-Domingo [1805, 11 janvier]. Cette place
enait encore à la France; le général Ferrand, avec deux
cinq cents hommes, s'y défendait contre vingt mille noirs
andés par Dessalines; l'approche de l'escadre française fit
e siége. Missiessy, n'ayant aucune nouvelle de ses deux
ies, revint à Rochefort, chargé de dépouilles, après quatre
l'une croisière toujours heureuse, mais dont la rapidité
fit en partie manquer le plan de Napoléon [20 mai]. Vil-
re et Gantheaume étaient sortis de leurs ports; mais battus
s tempêtes, ils furent contraints d'y rentrer; ce ne fut qu'a-
voir perdu plus de deux mois, et sur les ordres réitérés
mpereur, qu'ils remirent à la voile. Gantheaume rencontra
te anglaise de Cornwallis, rentra à Brest, et y fut étroite-
bloqué [30 mars]. Villeneuve trompa la vigilance de Nel-
allia à Cadix sept vaisseaux espagnols, et, après beaucoup
solutions, arriva aux Antilles, pendant que l'amiral anglais
rchait dans les eaux de l'Égypte. Là, il apprit, par deux
aux envoyés à sa suite, que Missiessy était reparti, que
eaume ne pouvait le joindre, et il reçut de Napoléon des
ctions définitives : il devait se rendre de la Martinique, à la
ne, y rallier quatorze vaisseaux franco-espagnols, se
re à Rochefort à l'escadre de Missiessy, débloquer Gan-
me à Brest, prendre le commandement suprême, et, avec
te vaisseaux, entrer dans la Manche, où les Anglais n'en
t pas cinquante, et où il fallait être maître de la mer pen-
rois jours seulement pour que la flotille jetât cent cin-
mille hommes en Angleterre. Ce plan admirable, qui
ait toutes les combinaisons des Anglais, demandait un ma
udace et d'exécution; « mais, dit Napoléon, j'ai passé
on temps à chercher l'homme de la marine, sans avoir
rien pu rencontrer. » Latouche-Tréville était mort : De-
fit remplacer par son ami Villeneuve; mais ce malen-
ux marin d'Aboukir ne comprit ni la grandeur de sa mis-

[redacted]

sion, ni même le but de ses instructions : Il se dirigea sur l Ferrol avec beaucoup de lenteur, en s'amusant à capturer d vaisseaux de commerce.

Nelson l'avait cherché inutilement par toute la Méditerrané alors il courut aux Antilles, fouilla partout et apprit enfin s départ. Aussitôt, soupçonnant le plan de Napoléon, il avert l'amirauté britannique, revint en Europe, devança la flotte fra çaise sans la voir, courut à Gibraltar, chercha dans tout le gol de Gascogne, et alla jusqu'en Irlande. L'amirauté fit ce que l'em pereur avait voulu faire : elle ordonna à la flotte de Nels d'aller renforcer celle de Brest, et à l'escadre qui croisait deva Rochefort d'aller joindre celle du Ferrol, que commandait Cal der. Celui-ci, ayant alors quinze vaisseaux et trois frégate rencontra Villeneuve, qui avait dix-neuf vaisseaux et huit fr gates, près du cap Finistère : un combat s'engagea où les deu amiraux s'attribuèrent la victoire, mais qui n'eut aucun résult [1805, 22 juillet]. Deux vaisseaux espagnols s'égarèrent et fure pris ; trois autres furent laissés à Vigo ; Villeneuve en ralli seize à la Corogne, ce qui porta sa flotte à trente et un ; ma au lieu de suivre ses instructions et de se porter au-devant d l'escadre de Rochefort, qui le cherchait alors à Vigo, il s'en all au Ferrol, y resta immobile, et s'y laissa honteusement bloqu par vingt vaisseaux, sans même songer à l'escadre de Roch fort, qui resta aventurée en pleine mer.

Pendant ce temps, la flottille achevait de se concentrer : l'ai gauche, formée en Hollande et commandée par l'amiral Verhuel atteignit Boulogne, en livrant depuis Flessingue des combats co tinuels à la flotte anglaise, qui lança contre elle jusqu'à quatre vingt-quinze brûlots et fut définitivement battue. Napoléon éta revenu d'Italie, plein d'inquiétude sur Villeneuve, certain que l coalition nouvelle était formée, voyant les Autrichiens qui s concentraient déjà sur l'Inn et sur l'Adige : il partit de Paris visita une dernière fois la flottille, qui comptait deux mill deux cent quatre-vingt-treize bâtiments armés de cinq mill canons ; passa en revue la grande armée, qui était forte de cen soixante-seize mille hommes, de quatorze mille chevaux et d cinq cent soixante-douze canons ; enfin fit préparer des masse de munitions et de vivres, quatorze millions de cartouches quatre millions de rations de biscuit, etc. [1805, 2 août]. Tou était prêt : on n'attendait plus que Villeneuve, quand on appri

l'entrée de l'amiral au Ferrol. Napoléon fut consterné : tant d'efforts, tant de dépenses, tant de travaux inutiles! un plan qui renfermait l'avenir du monde, la liberté des mers, la grandeur éternelle de la France, perdu faute d'un homme! Dans son désespoir, il porta toute sa pensée sur le continent ; et, ne pouvant plus étreindre l'Angleterre que dans ses stipendiés, il dicta tout d'un jet, et dans l'inspiration de la colère, un plan de campagne contre l'Autriche : « L'ordre des marches, dit Daru qui était son secrétaire, leur durée, les lieux de convergence et de réunion des colonnes, les surprises et les attaques de vive force, les mouvements divers de l'ennemi, tout fut prévu, la victoire assurée dans toutes les hypothèses. Telles étaient la justesse et la vaste prévoyance de ce plan, que sur une ligne de départ de deux cents lieues, des lignes d'opération de trois cents lieues de longueur furent suivies d'après les indications primitives, jour par jour, lieue par lieue, jusqu'à Munich. Au delà de cette capitale, les époques seules éprouvèrent quelque altération, mais les lieux furent atteints, et l'ensemble du plan fut couronné d'un plein succès. »

Cependant tout n'était pas encore perdu sur la mer : l'empereur ordonna à Villeneuve de sortir du Ferrol et de cingler sur Brest, où Gantheaume devait livrer bataille pour se joindre à lui. « S'il reste trois jours de plus au Ferrol, dit-il, c'est le dernier des hommes. » Villeneuve sortit, mais il perdit la tête ; et, pour éviter une bataille avec trente-trois vaisseaux contre vingt, il s'en alla forcer la croisière anglaise de Cadix et se réfugia dans ce port, où il fut bientôt bloqué par les flottes réunies de Collingwood et de Calder, dont Nelson vint prendre le commandement [1805, 21 août].

A ce dernier coup, Napoléon ordonna de lever les camps : c'était l'Autriche qui allait payer pour l'Angleterre. En vingt-quatre heures tous les corps d'armée firent demi-tour à droite, et les sept *torrents* se précipitèrent sur l'Allemagne.

§ IV. Troisième coalition. — Entrée des Autrichiens en Bavière. — Cinq mois avant cet événement, les deux grandes ennemies de la France et de la révolution, l'Angleterre et la Russie, après deux années de négociations, avaient conclu un traité d'alliance [11 avril] dont les termes dévoilent la pensée secrète des aristocraties européennes, le but qu'elles poursuivirent sans relâche malgré leurs serments contraires, le plan de

[redacted]

campagne dans lequel elles persistèrent pendant vingt ans, malgré leurs continuelles défaites. Ce fut la base de toutes les coalitions faites jusqu'en 1814, époque où le traité fut enfin exécuté. Les deux puissances s'engageaient à fomenter une ligue générale de l'Europe pour délivrer le Hanovre et Naples, rendre l'indépendance à la Suisse et à la Hollande, faire rentrer la France dans ses anciennes limites ; elles devaient rétablir le roi de Sardaigne dans la possession du Piémont, de Nice, de la Savoie, en lui donnant Gênes et Lyon, « s'il était possible ; » réunir la Belgique à la Hollande, et en faire un royaume pour le prince d'Orange ; donner la Lombardie à l'Autriche ; elles promettaient de ne garder aucune conquête pour elles-mêmes, mais de « réunir, à la fin de la guerre, un congrès général pour discuter et fixer le code des nations sur une base déterminée, » et d'en garantir l'exécution par l'établissement d'un système fédératif des États européens. Le résultat devait être, sous ces apparences de modération et de dévouement au bien général, d'isoler la France de l'Europe, de donner à l'Angleterre la domination des mers, à la Russie le protectorat du continent. Il fut convenu que la coalition mettrait sur pied cinq cent mille hommes, sans compter les troupes maritimes, et que l'Angleterre payerait à chaque puissance coalisée un subside annuel de 15,000 livres sterling par dix mille hommes. Mais celle-ci, à qui son argent donnait en quelque sorte la dictature de la coalition, et qui payait le continent pour qu'il attirât sur lui les coups dirigés sur elle, ne fournit pas ses guinées sans précaution et sans intérêt : des agents anglais étaient chargés de surveiller les opérations des armées, pour qu'elle pût compter ses morts avant de solder ses comptes, et vérifier si les rois avaient légitimement gagné leurs subsides ; des avantages commerciaux et des entrepôts lui furent assurés dans tous les pays coalisés, par lesquels elle recouvrait avec usure l'argent donné par elle ; toutes ses prétentions sur les mers furent reconnues.

La coalition se fortifia ouvertement du roi de Suède, secrètement du roi de Naples. L'Autriche, que la formation du royaume d'Italie avait profondément irritée, avait déjà fait son accord particulier avec la Russie, et l'on stipula dans le traité sa part de subsides et son contingent ; mais elle n'était pas encore prête et n'osa se déclarer. La Prusse changeait chaque jour de résolution ; son intérêt la portait vers la France ; sa passion, contre

: elle offrit d'abord son alliance à Napoléon, moyennant la
ion du Hanovre; puis, ébranlée par l'attitude de la coalition,
promit seulement sa neutralité, en se chargeant de prendre
lanovre en dépôt. Elle voulait tromper les deux partis, et
îter de la guerre en se joignant au plus fort contre le plus
le; mais elle fut la victime de ses tergiversations et de ses
idies.

e plan de campagne fut arrêté : l'Autriche devait porter ses
ées en Italie, dans le Tyrol, sur l'Inn; une première armée
e devait se joindre à l'armée de l'Inn, pour envahir la
nce; une deuxième devait se joindre aux Anglais et débar-
r à Naples; une troisième devait se joindre aux Suédois et
arquer en Poméranie; une quatrième se rassemblait en
gne pour menacer et entraîner la Prusse. Toutes ces troupes
airent en mouvement.

apoléon demanda des explications à l'Autriche, qui se plai-
des agrandissements continuels de la France, et surtout de
éunion de Gênes, violation manifeste du traité de Luné-
[1805, 24 juillet]. C'était le grief que la coalition mettait
avant, quoiqu'elle eût signé son traité du 11 avril deux mois
nt la réunion de Gênes. Mais pendant que l'Autriche faisait
protestations pacifiques et offrait hypocritement sa mé-
ion, elle se recommandait à la « générosité du roi d'Angle-
e, » pour avoir une augmentation de subsides, cause unique
ses retards; elle adhérait formellement à la coalition; enfin
rassemblait cent mille hommes en Italie, sous l'archiduc
rles; quarante mille dans le Tyrol, sous l'archiduc Jean;
tre-vingt-dix mille sur l'Inn, sous l'archiduc Ferdinand, que
geait le maréchal Mack [9 août]. Elle espérait surprendre
oléon, conquérir la Lombardie, entraîner la Bavière, le
rtemberg et Bade dans la coalition, et attendre sur le Rhin
rivée des Russes.

apoléon avait tout prévu; il avait résolu de rester sur la dé-
ive en Italie, et de prendre l'offensive en Allemagne; mais
r cela il lui fallait l'alliance des électeurs, devenus des princes
ortants depuis le règlement des indemnités, et qui ne pou-
nt plus, comme dans les deux premières coalitions, se
ifier sans raison aux intérêts de l'Autriche. De leur résolu-
dépendait le sort de la campagne. Il leur offrit des agran-
ements, leur promit de les affranchir de toute sujétion

envers l'empereur, les anima contre l'Autriche, « qui trahissait l'Europe en immisçant les hordes asiatiques dans nos débats. » Les électeurs de Bade et de Wurtemberg penchaient pour la coalition; mais ils voyaient leurs États remués par les idées françaises; ils se sentaient à la merci de la France par leur voisinage du Rhin: ils protestèrent de leur neutralité. L'électeur de Bavière, après avoir vainement supplié l'empereur Français de le laisser neutre, se souvint des vieilles alliances de sa maison avec la France: il promit à Napoléon, si son territoire était violé, de se réfugier à Wurtzbourg avec son armée, et de se joindre aux Français. En effet, les Autrichiens, pressés par l'Angleterre, qui voyait la grande armée prête à s'embarquer, passèrent l'Inn, et se répandirent dans la Bavière, dans l'espoir de couper l'armée électorale, et de se porter sur le Rhin avant que Napoléon eût levé le camp de Boulogne [9 septembre]. Aussitôt l'électeur abandonna sa capitale, se réfugia à Wurtzbourg avec vingt-cinq mille hommes, et signa son traité d'alliance avec la France. La cour de Vienne fut désappointée; mais Mack n'en continua pas moins sa marche insensée à travers la Bavière; il s'empara d'Ulm, se posta dans le défilé du haut Danube, et s'y fortifia, en attendant tranquillement l'arrivée des Russes, qui étaient encore en Moravie. L'Angleterre était sauvée; car Villeneuve était entré à Cadix, et la menace suspendue sur elle depuis deux ans s'écoulait vers l'Allemagne.

§ V. Marche de la grande armée. — Combats de Wertingen et d'Elchingen. — Capitulation d'Ulm. — Pendant que les sept corps de la grande armée se dirigeaient, à marches forcées et par des routes parallèles, dans le bassin du Rhin, Napoléon, après avoir fait rentrer la flottille dans les ports et laissé deux camps de réserve pour la garder, était revenu à Paris. Il envoya Masséna prendre le commandement de l'armée d'Italie, forte seulement de cinquante mille hommes, mais qui devait être soutenue par le corps de Gouvion Saint-Cyr: en effet, celui-ci évacua le territoire napolitain après que le roi de Naples eut signé avec la France un traité de neutralité par lequel il s'engageait à repousser tout débarquement de troupes étrangères [21 sept.]. Il fit décréter par le sénat une levée de quatre-vingt mille hommes et la mise en activité des conscrits des années précédentes, usurpation nouvelle sur les droits du corps législatif, qui passa dès lors en usage [23 sept.]. Il réorganisa la garde na-

tionale, oubliée depuis le 13 vendémiaire, mais en lui donnant des bases aristocratiques, en la mettant sous la main du pouvoir, en la chargeant principalement de la garde des frontières. Enfin il laissa le gouvernement à Joseph, en l'assistant de Fouché, chargé en réalité de tout l'intérieur comme ministre de la police, et il rejoignit son armée, qui avait déjà passé le Rhin [24 sept.].

Le premier corps, commandé par Bernadotte, avait évacué le Hanovre en laissant garnison dans Hameln, et s'était dirigé sur Wurtzbourg, où il se joignit aux Bavarois; le deuxième, sous Marmont, était parti de Zeist en Hollande, et s'était dirigé sur Mayence; les troisième, quatrième, cinquième, sixième et la réserve de cavalerie, sous Davoust, Soult, Lannes, Ney, Murat, s'étaient dirigés du camp de Boulogne sur le Rhin, depuis Manheim jusqu'à Strasbourg. Le septième était parti de Brest, sous Augereau, et se dirigeait sur Huningue pour servir de corps de réserve. Tout cela formait cent soixante mille hommes sans les Bavarois. Murat et Lannes passèrent le fleuve à Kehl, et menacèrent les débouchés de la forêt Noire, pour servir de pivot à Ney, Soult et Davoust, et masquer leur mouvement [25 sept.]. Le lendemain, Ney passa près de Lauterbourg, Soult à Spire, Davoust à Manheim : tous trois marchèrent sur le Necker, et déterminèrent les électeurs de Bade et de Wurtemberg à signer un traité d'alliance qui donna à l'empereur seize mille hommes pour garder ses communications. En même temps Marmont passa à Mayence et se porta à Wurtzbourg, où il se joignit à Bernadotte ; de sorte qu'en deux jours cent quatre-vingt mille hommes s'étaient échelonnés de Kehl à Wurtzbourg, sur le flanc droit des Autrichiens, lesquels faisaient face, dans la forêt Noire, à Lannes et à Murat, pendant que ceux-ci filaient à leur tour sur Stuttgard, où ils se joignirent à Ney.

Mack ne comprit rien à ce large mouvement : croyant, à cause de la concentration de Ney, Lannes et Murat à Stuttgard, que les Français voulaient déboucher sur le Danube par le haut Necker, il replia ses postes et fit un changement de front, la gauche en avant, de telle sorte que sa droite était à Rain, presque isolée de lui, son centre à Gunzbourg, et sa gauche à Ulm. Mais le plan de Napoléon était de l'assaillir à revers en débouchant au delà de sa droite, de le séparer à jamais des Russes, et de le prendre ou détruire dans le défilé où il s'était si absur-

dement enfermé. En conséquence, Bernadotte et Marmont se dirigèrent par Anspach sur Ingolstadt; Davoust, par Œttingen sur Neubourg; Soult, Lannes et Murat, par Nordlingen sur Donauwerth. Tous ces corps franchirent le Danube: ils avaient pivoté sur Ney, qui, seul en vue de l'ennemi, les masquait tous en marchant lentement de Stuttgard par Heidenheim sur Albeck, où il prit une position très-hardie en face d'Ulm, position sur laquelle reposait tout le succès de la grande manœuvre de l'empereur. Bernadotte se jeta sur la route de Munich; Marmont, Davoust et Soult sur Augsbourg; Lannes et Murat remontèrent la rive droite du Danube, coupèrent d'Ulm la droite de l'armée autrichienne, commandée par Kienmayer, et la forcèrent à s'enfuir par Munich sur l'Inn; puis ils rencontrèrent, à Wertingen, un corps détaché d'Ulm pour joindre la droite, et ils le mirent en déroute [1805, 8 octobre.] Mack, épouvanté, fit un changement de front en arrière, la gauche à Ulm, le centre sur l'Iller, la droite à Memmingen. Ainsi il se trouvait, comme Mélas à Marengo, le dos à la France et la face à Vienne, pendant que les Français, établis sur sa ligne d'opérations et maîtres de la rive droite du Danube, avaient le dos à Vienne et la face à la France. Napoléon dirigea Bernadotte et Davoust sur l'Inn pour suivre Kienmayer et tenir tête aux Russes, qui arrivaient alors à Lintz; il se porta en avant avec Marmont, Lannes et Murat, pour faire l'investissement d'Ulm; il dirigea Soult sur Memmingen pour déborder la droite ennemie et couper la route du Tyrol; enfin il ordonna à Ney, resté sur la rive gauche du Danube avec quarante mille hommes, de resserrer Ulm et de se lier à lui en s'emparant de Gunzbourg. Mack, désespérant de forcer le demi-cercle de fer qui se formait devant lui, chercha à le tourner par les extrémités: Jellachich, avec dix mille hommes, sortit par la rive droite, chercha inutilement à sauver Memmingen, et s'enfuit dans le Vorarlberg. Ferdinand, avec vingt-cinq mille hommes, sortit par la rive gauche pour ouvrir la route de Nordlingen et de la Bohême. Ney gardait cette route; mais, pour s'emparer de Gunzbourg, il n'avait laissé que la division Dupont à Albeck. Celle-ci, assaillie par des forces triples, fit une résistance héroïque et força Ferdinand à rétrograder; mais elle ne put l'empêcher de s'emparer des hauteurs d'Elchingen, où il coupait en deux le corps de Ney et pouvait masquer la retraite de Mack. Napoléon ordonna à Ney d'enlever

ces hauteurs formidables, qui étaient défendues par quinze mille hommes et quarante canons : de cette affaire dépendait la ruine de l'ennemi, investi de tous les autres côtés. Après un combat acharné, Ney enleva Elchingen, fit perdre aux Autrichiens trois mille hommes et vingt canons, et coupa définitivement Mack de Ferdinand [14 octobre]. Celui-ci, avec deux divisions et la cavalerie, se jeta sur la route d'Albeck, et, malgré Dupont, parvint à s'échapper ; mais Murat se lança à sa poursuite.

L'investissement d'Ulm fut complété. Après un dernier combat, Mack rentra dans la ville et fut sommé de se rendre. Napoléon lui fit dire que Munich était au pouvoir des Français, que les Russes était encore à Lintz, que Ferdinand étaient poursuivi par des forces supérieures, que, toute résistance étant impossible, il devait épargner à la ville des horreurs d'un assaut. Le malheureux maréchal capitula sous condition qu'il ne rendrait la place que dans huit jours [1805, 17 oct.]. Bientôt l'on apprit que, après plusieurs combats d'arrière-garde, les divisions échappées d'Ulm, moins Ferdinand et deux mille cavaliers, avaient capitulé à Trochteltingen [19 oct.]. Sept mille Français avaient fait quarante-cinq lieues en cinq jours, pris ou tué vingt-deux mille hommes, enlevé cent trente canons et tous les bagages. Napoléon fit connaître ce résultat à Mack, qui perdit tout à fait la tête, et se rendit sur-le-champ avec trente-trois mille hommes, soixante canons et quarante drapeaux [20 oct.]. C'était un événement unique dans les fastes de la guerre : une armée de quatre-vingt-cinq mille hommes avait été détruite, sans qu'elle eût, pour ainsi dire, combattu, et sans que ses adversaires eussent perdu plus de trois mille hommes. Jamais la guerre ne s'était faite avec tant d'art et moins de sacrifices : aussi les soldats qui avaient exécuté cette grande manœuvre disaient : « L'empereur a battu l'ennemi avec nos jambes, et non avec nos baïonnettes. »

§ VI. La Prusse se déclare contre Napoléon. — Combat de Dieenstein. — Prise de Vienne. — Retraite des Russes en Moravie. — Pendant que la cour de Vienne, pleine de terreur, hâtait la marche des Russes et appelait à son secours l'armée d'Italie, un nouvel ennemi se déclarait contre la France e complétait la coalition. Les corps de Bernadotte et de Marmont, dans leur marche rapide de Wurtzbourg sur le Danube, avaient

déric mettraient bientôt fin à la fortune
Français. Vainement Napoléon expliqua
spach avait été continuellement traversé, d
par les puissances belligérantes, qu'il étai
ser que le passage par ces possessions,
monde, dût être fermé seulement aux
qu'il était prêt à négocier avec la Pruss
ne l'écouta pas. L'armée prussienne fut
envahi au nom et pour le service de l'élec
verte à la deuxième armée russe, enfin
mées avec l'Angleterre et la Russie. Le c
courut lui-même à Berlin, et jura avec
amitié éternelle sur le tombeau du grand
d'Ulm affaiblit quelque peu cette ardeur
deux souverains n'en signèrent pas moins
d'alliance pour « rétablir l'équilibre euro
médiation armée ; » néanmoins le roi de
de n'agir que si Napoléon refusait de rendr
Suisse et à la Hollande, et le Piémont au ro
3 nov.]. Le comte d'Haugwitz fut envoyé
gnifier cet *ultimatum* ; mais le cabinet pr
cité ordinaire, voulut attendre les événe
guerre qu'à coup sûr, et son envoyé n'arr
ral français qu'un mois après la signature

Napoléon vit qu'il fallait frapper un
rentrer les Prussiens dans leur neutrali

r conquérir le Tyrol, chasser l'archiduc Jean, et couvrir le flanc droit de l'armée d'Allemagne et le flanc gauche ée d'Italie. Tous les autres corps passèrent l'Inn, qui ne éfendu, même à Braunau, grande place bien approvi- qui devint le dépôt général de l'armée française [28 oct.]. Lannes, formant l'avant-garde, se jetèrent à la pour- l'ennemi ; ils le battirent à Lambach, franchirent la l'Ens, le battirent encore à Amstetten, et ne lui lais- is un moment de relâche. Davoust se dirigea dans les es de Styrie, et écrasa à Mariazell le corps autrichien ld, qui flanquait les Russes dans ces montagnes ; enfin remonta l'Ens, arriva dans le bassin de la Drave, à et chercha à s'unir à Ney, en même temps qu'il em- l'armée autrichienne d'Italie de se porter sur le flanc Napoléon. Kutusof, harassé, réduit à trente-cinq mille , et voyant que les armées du Tyrol et d'Italie ne pou- réunir à lui, renonça à défendre Vienne, et franchit e à Mautern, en détruisant le pont, pour aller en Mora- evant de la deuxième armée russe. A peine était-il sur uche, qu'il fut tout à coup assailli par une armée fran- était la moitié d'un corps nouveau [le huitième], com- ar Mortier, qui devait observer la Bohême, où l'archi- inand avait réuni dix-huit mille hommes, et inquiéter te des Russes sur Vienne en coupant leur communica- la Moravie. L'autre moitié se trouvait à une marche e, et Mortier fut tout surpris de trouver les Russes sur uche : néanmoins il les poussa vivement jusqu'à Stein ; ant qu'il avait affaire à toute l'armée ennemie, il ré- sur Diernstein ; mais il trouva ce point occupé par ille Russes que Kutusof avait envoyés pour le couper, it, avec huit mille hommes seulement, enveloppé par rente mille dans un défilé et pendant la nuit. Il fit une e héroïque, et donna le temps à sa deuxième division ir à Diernstein [1805, 11 nov.]. Alors le corps russe qui ce village fut pris entre deux feux ; les deux divisions rent sur le ventre pour se donner la main, et Kutusof le reprendre sa marche sur Hollabrunn.

r d'Autriche avait abandonné Vienne, et François s'é- gié à Brunn, ou il joignit le czar et la deuxième armée a capitale ouvrit ses portes à l'approche des Français

[15 nov.], et ceux-ci la traversèrent rapidement pour se porte sur le grand pont qui ouvrait les routes de la Moravie. Ce pon était miné et défendu par quatorze mille hommes; mais Lanne et Murat s'en rendirent maîtres par ruse, et ils se lancèren aussitôt sur la route de Korneubourg pour devancer Kutusof Hollabrunn; Soult les suivait; Bernadotte avait passé le Danub à Mautern sur des bateaux et s'était mis à la queue des Russe: Davoust gardait Vienne. Kutusof, se voyant sur le point d'êti coupé, envoya un parlementaire à Murat au nom du czar, conclut avec lui un armistice frauduleux dont il profita pou s'échapper. Lorsque Murat, détrompé et gourmandé par Napo léon, se remit en marche, il trouva à Hollabrunn une arrière garde de dix mille Russes qui lui résista avec acharnement pen dant douze heures, et Kutusof eut le temps d'arriver à Brun [18 novembre]. Alors les alliés comptèrent que la guerre allai prendre une nouvelle face: pendant que les armées russes et le débris autrichiens faisaient leur jonction à Brunn, l'archidu Ferdinand insurgeait la Bohême et leur servait d'aile gauche et l'archiduc Charles, repassant les Alpes, arrivait en Hongrie pour leur servir d'aile droite.

§ VII. Opérations en Italie et dans le Tyrol. — L'archiduc Charles, qui devait envahir le royaume italien dès que les Russes seraient arrivés sur l'Inn, avait été déconcerté par la marche rapide des Français sur le Danube, et se tint sur la défensive; mais Napoléon, dès ses premiers succès, ayant ordonné à l'armée d'Italie de prendre l'offensive pour arrêter les renforts que le prince pourrait envoyer en Allemagne, Masséna attaqua le pont et la ville de Vérone [17 oct.], les enleva après un violent combat, passa l'Adige, et suivit l'archiduc, qui se fortifia à Caldiero. Là une bataille s'engagea, où les Autrichiens, après avoir perdu six mille hommes [30 oct.], se maintinrent dans leurs positions; mais le lendemain ils se mirent en retraite; et, la nouvelle du désastre d'Ulm leur étant arrivée, ils précipitèrent leur marche vers les Alpes, après avoir jeté garnison dans Venise. Masséna les poursuivit avec vigueur, enleva leurs arrière-gardes, mais il ne put les entamer sérieusement. L'archiduc, après un violent combat sur le Tagliamento, passa les Alpes Juliennes, se concentra à Laybach, et attendit, pour marcher au secours de Vienne, la jonction de l'armée du Tyrol. Masséna n'osa le suivre, à cause de l'arrivée d'une armée anglo-russe

s le royaume de Naples, et il se cantonna sur l'Isère, en
ipant Palma-Nova et le col de Tarvis.
ouvion Saint-Cyr, dès que le traité du 21 septembre eut été
é, s'était porté sur le Pô pour couvrir les derrières de Mas-
, et avait été chargé du blocus de Venise. Mais alors la
de Naples, dirigée par une reine insensée, appela les An-
Russes, mit à leur disposition vingt-cinq mille hommes, et
aça le territoire romain [19 nov.]. Le vice-roi Eugène leva
armée italienne; et Saint-Cyr allait se porter sur Bologne,
qu'il fut contraint par les événements du Tyrol de s'arrêter
la Brenta.
archiduc Jean, avec trente-cinq mille hommes, était resté
tateur inutile des événements qui se passaient sur l'Adige
ur le Danube : pressé par Ney, qui, après avoir enlevé
rnitz par le coup de main le plus audacieux [7 nov.], entra
spruck, il se rejeta sur le Brenner pour se joindre à son
Charles; mais déjà celui-ci était sur les Alpes Juliennes;
s il s'enfuit par le col de Toblach sur Klagenfurth. Par cette
aite, le corps de Jellachich, qui, échappé d'Ulm, s'était jeté
s le Vorarlberg, se trouva dans l'abandon; il fut poursuivi
Augereau, qui, après avoir enlevé Feldkirch, l'atteignit à
sen : une moitié mit bas les armes [16 nov.]; l'autre moitié,
mandée par le prince de Rohan, chercha à joindre l'archi-
Jean, et passa le Brenner; puis, se voyant coupée de toutes
s, elle descendit l'Adige et la Brenta dans l'espoir de gagner
ise; mais elle rencontra le corps de Saint-Cyr à Castel-
nco, et fut forcée de capituler [25 nov.].
endant ce temps l'archiduc Jean était menacé dans sa re-
te par Ney qui occupait Brixen et Trente, par une brigade
chée de Masséna qui accourait sur Klagenfurth, enfin par le
ps de Marmont qui atteignait alors Léoben : il échappa à la
rsuite de ces trois corps et joignit Charles à Cilly. Les trois
ps se donnèrent la main à Klagenfurth; et alors l'armée de
séna, dont une division occupait Trieste, fut considérée
me l'aile droite de la grande armée, dont l'aile gauche était
s à Brunn, et le centre occupait Vienne.
es deux archiducs réunis cherchèrent à se rabattre sur
ne pour se joindre aux Russes; mais Marmont, marchant
Bruck sur Gratz, les força à se diriger sur le Raab; Davoust
para de Presbourg, fit jurer à la diète de Hongrie de rester

[redacted]

neutre, et se rabattit sur la March et Nikolsbourg pour couper aux archiducs la route de Brunn ; enfin Masséna passa les Alpes, et suivit les Autrichiens sur le Raab.

§ VIII. Bataille d'Austerlitz. — Retraite des Russes. — Traité de Presbourg. — Pendant ce temps, Napoléon ayant réglé l'administration des pays conquis, levé sur eux une contribution de 100 millions et assuré sa ligne de retraite, s'était dirigé dans la Moravie. Murat et Lannes, au centre, étaient à Znaïm ; Soult, à droite, marchait par Nikolsbourg ; Bernadotte, à gauche, traversa la Bohême, y laissa les Bavarois pour contenir l'archiduc Ferdinand, et se rabattit sur Iglau ; Mortier gardait Vienne. L'empereur, avec Murat, Lannes et Soult, arriva près de Brunn, força les Russes à évacuer cette place et à se retirer sur Olmutz, enfin s'arrêta à Wischau pour donner quelque repos à ses troupes et dans l'espoir que l'ennemi lui livrerait bataille [1805, 20 nov.]. En effet, sa position semblait hasardée et difficile : les deux empereurs, ayant maintenant une belle armée de quatre-vingt-dix mille hommes, avaient résolu de se porter entre la March et les Français, de les couper du Danube, et de se joindre à l'archiduc Charles, pendant que soixante mille Prussiens, qui marchaient sur la Bohême, se joindraient à Ferdinand pour fermer toute retraite à Napoléon. Les Russes étaient « impatients d'effacer les marques de la lâcheté des Autrichiens ; » ils montraient tant d'orgueil et d'insolence, que Napoléon disait : « Ces gens-là sont fous ! quels projets ont-ils donc ? et que feraient-ils de la France si j'étais battu ? »

En effet, ils prirent l'offensive, chassèrent nos avant-postes de Wischau, et quittèrent la route de Brunn pour se jeter sur Austerlitz, ce qui démasquait tout leur plan [27 nov.]. Aussitôt Napoléon ordonna à Murat, Lannes et Soult de lever leurs cantonnements, à Bernadotte et à Davoust d'arriver à marches forcées. Cette retraite fut prise pour une fuite, et l'ennemi continua avec assurance son mouvement par la gauche pour couper aux Français les routes du Danube. Napoléon le laissa faire pour l'attirer sur le champ de bataille qu'il avait choisi [30 nov.] : il parut montrer de la crainte, il affecta d'entamer quelques négociations ; enfin il abandonna les hauteurs de Pratzen, magnifique position où il s'était d'abord retranché et qu'il laissa occuper par l'ennemi : « Si je voulais l'empêcher de passer

disait-il, c'est ici que je me placerais ; mais je n'aurais qu'une bataille ordinaire : si, au contraire, je resserre ma droite en la retirant vers Brunn et que les Russes abandonnent ces hauteurs, ils sont perdus sans ressource. » Alors il s'établit sur le plateau d'Austerlitz, la droite touchant aux étangs glacés de Menitz, le centre couvert par dés terrains marécageux, la gauche appuyée au mont Bosenitz. Tout arriva comme il l'avait prévu ; et son plan réussit si parfaitement dans toutes ses parties, que la bataille ressembla à une grande parade où il aurait commandé les deux armées. Les Russes, maîtres du plateau de Pratzen le 1er décembre, l'abandonnèrent lentement, en plein jour et à découvert, comme s'ils eussent craint que cette armée, qui leur paraissait faible, compromise et presque entourée, n'échappât à leur vigilance, et ils défilèrent sur leur gauche par une marche de flanc, en prolongeant la droite de l'armée française, immobile et comme tremblante dans ses positions. Napoléon vit ce mouvement avec une indicible joie : « Cette armée est à moi ! » dit-il ; et, dans une belle proclamation, il divulgua à ses soldats son plan de bataille, tant ce plan était simple, tant la victoire était certaine. Le soir, il voulut parcourir en secret le front de son armée ; mais, reconnu par ses soldats, il fut accueilli par une illumination soudaine, des cris de joie, des paroles d'affection et d'enthousiasme, comme César en recevait de ses légions. « Empereur, lui dit un vieux soldat, je te promets, au nom des grenadiers de l'armée, que tu n'auras à combattre que des yeux, et que nous t'amènerons demain les drapeaux et l'artillerie de l'armée russe pour célébrer l'anniversaire de ton couronnement. »

L'armée française, forte de soixante-cinq mille hommes, était ainsi disposée : à gauche, Lannes et Bernadotte appuyés au mont Bosenitz ; au centre, Soult, avec la principale masse des Français, en face du plateau de Pratzen ; à droite, deux divisions de Davoust retirées jusqu'à la Schwarza ; la réserve était formée de vingt bataillons de la garde et des grenadiers avec quarante canons. Dès le matin, toute la gauche ennemie, forte de trente mille hommes, s'étant prolongée de Pratzen sur Telnitz, attaque les deux divisions de Davoust, qui la contiennent d'abord avec vigueur, puis se retirent sur Sokolnitz [1805, 2 déc.]. Napoléon maintenait Soult prêt à s'élancer avec trente bataillons sur le centre dégarni : « Attendons, disait-il ; quand l'ennemi

[redacted]

fait un faux mouvement il faut se garder de l'interrompre. » Mais, dès qu'il voit la gauche ennemie engagée dans les défilés de Sokolnitz à la suite de Davoust qui les entraîne pas à pas dans le piége : « Soldats, crie-t-il en galopant devant les rangs, il faut finir cette campagne par un coup de tonnerre ! » Et, aux cris de vive l'Empereur ! le corps de Soult s'élance en arrière et à gauche des hauteurs de Pratzen, couronne le plateau, enfonce le centre ennemi, et se place sur les derrières et le flanc de l'aile gauche. Alors l'armée alliée se trouve coupée en trois armées isolées ayant partout les Français en flanc et en tête : la droite est assaillie par Lannes, Bernadotte et Murat, qui brisent successivement ses trois lignes d'infanterie et de cavalerie, la coupent de la route d'Olmutz et la rejettent sur Austerlitz; le centre, renforcé par les réserves et la garde russe, veut reprendre les hauteurs si absurdement abandonnées : il est écrasé par une charge de la garde de Napoléon et mis en pleine déroute; la gauche s'était arrêtée dans son mouvement sur Sokolnitz, et cherchait une retraite; mais, adossée aux étangs de Menitz, prise à revers par Soult, attaquée de front par Davoust, elle n'offre qu'une masse confuse qui tourbillonne sur elle-même, écrasée et serrée de toutes parts : tout est tué ou pris; une division essaye de s'enfuir sur les étangs, mais la glace se rompt, et elle est engloutie. Vingt mille tués ou blessés, vingt mille prisonniers, deux cent soixante-dix canons, quatre cents caissons furent les trophées de ce « véritable combat de géants. » « J'ai livré trente batailles comme celle-ci, dit Napoléon, mais je n'en ai vu aucune où la victoire ait été si décidée et où les destins aient été si peu balancés. » Et, plein de reconnaissance pour ses braves soldats : « Je suis content de vous ! s'écria-t-il; vous avez couvert vos aigles d'une gloire immortelle. »

Les suites de la défaite devaient être plus désastreuses que la défaite elle-même : les vaincus, coupés de la route d'Olmutz, se retiraient dans un affreux désordre par la route de Presbourg, poursuivis par la cavalerie de Murat et le corps de Davoust, qui, par une marche de flanc, allait les devancer à Gœding. L'empereur d'Autriche, épouvanté, voulut sauver les débris de sa monarchie; il demanda une entrevue à Napoléon, qui, au lieu de poursuivre sans pitié sa victoire, accéda à cette ouverture de paix [4 déc.]. L'entrevue eut lieu dans le bivouac des Français, près de Scharwitz : là une suspension d'armes pour l'ar-

mée autrichienne et les préliminaires de la paix furent signés. François sollicita un armistice pour l'armée russe : « Elle est cernée, dit Napoléon, mais je la laisserai passer si Votre Majesté me promet que cette armée retournera en Russie. » Et, par une générosité imprudente, il ordonna à Davoust, qui allait s'emparer du pont de Gœding, de suspendre son mouvement, laissa les Russes se diriger sur la Pologne par journées d'étapes, et renvoya même au czar les prisonniers de sa garde. Alexandre, « faux comme un Grec du Bas-Empire, » en se retirant gracié par Napoléon, dépêcha un courrier à Berlin pour presser la marche des Prussiens, et il déclara qu'il n'avait pris aucune part à la capitulation qui sauvait les débris de son armée : « comme si les Français, dit Napoléon, n'avaient pas dans leurs mains son propre écrit par lequel il priait le maréchal Davoust, qui avait coupé sa retraite, de suspendre la marche de son corps d'armée, attendu qu'il y avait négociation pour une capitulation. »

Le roi de Prusse, loin de répondre à l'appel d'Alexandre, arrêta le mouvement de ses troupes, et attendit avec anxiété le résultat de la mission du comte d'Haugwitz. Celui-ci, n'ayant atteint l'armée française que deux jours avant la bataille d'Austerlitz, ne s'était pas formellement expliqué, et Napoléon avait ajourné son audience après la bataille. Alors le comte le félicita de sa victoire : « Voilà un compliment, répondit-il, dont la fortune a changé l'adresse. » Puis il témoigna son indignation contre la cour de Prusse, qu'il venait de surprendre en conspiration flagrante contre lui ; il déclara qu'il pardonnait à un entraînement passager, mais qu'il voulait des garanties pour l'avenir ; enfin il proposa à Haugwitz un traité d'alliance, dans lequel la Prusse acceptait la possession du Hanovre, et cédait à la France le territoire d'Anspach, une partie du duché de Clèves, la principauté de Neufchâtel en Suisse. Haugwitz n'avait pas les pouvoirs suffisants pour conclure une pareille convention ; mais, effrayé du désastre d'Austerlitz, et croyant que le salut de la Prusse était dans l'alliance française, il signa, et courut à Berlin chercher la ratification du traité dans le temps même où cette cour adhérait formellement à la coalition par un traité de subsides avec l'Angleterre [15 décembre].

Dix jours après, la paix fut conclue entre la France et l'Autriche [26 déc.]. François céda : 1° les États vénitiens, qui furent

réunis au royaume d'Italie; 2° l'Istrie et la Dalmatie, que Napoléon garda sous sa domination directe; 3° le Tyrol et le Vorarlberg, qui furent donnés à la Bavière; 4° les possessions de la Souabe, qui furent partagées entre les princes de Wurtemberg et de Bade. Les électeurs de Bavière et de Wurtemberg furent déclarés rois, et l'électeur de Bade, grand-duc : ils durent « jouir sur les territoires concédés, comme sur leurs anciens États, de la plénitude de la souveraineté et de tous les droits qui en dérivent, de la même manière qu'en jouissaient l'Autriche et la Prusse sur leurs États allemands. » Salzbourg fut réuni à l'Autriche, et Wurtzbourg donné en compensation à l'ancien grand duc de Toscane. Ainsi l'empire autrichien fut traité comme une place conquise qu'on veut démanteler; sa frontière fut déplacée; il fut écarté de l'Italie, du Rhin et de la Suisse, investi et resserré dans le bassin du Danube, coupé de toutes ses communications militaires, enfin isolé de l'Empire germanique, qui reçut son coup de grâce par l'état d'indépendance absolue des trois électeurs.

§ IX. Bataille de Trafalgar. — Mort de Pitt. — La troisième coalition était dissoute; le dépouillement de l'Autriche, la sujétion imposée à la Prusse, l'élévation des princes de Bavière, de Wurtemberg et de Bade, rendaient Napoléon maître de l'Allemagne; la défaite des Russes, maintenant isolés dans le Nord, lui donnait la dictature du continent; mais son but n'était pas atteint : c'était l'Angleterre qu'il cherchait à vaincre dans les champs de la Moravie, et l'Angleterre avait eu aussi, sur la mer, sa victoire d'Austerlitz.

Villeneuve, après sa retraite à Cadix, avait reçu l'ordre de se rendre à Toulon. Il partit avec dix-huit vaisseaux français et quinze espagnols; mais, instruit de la colère de l'empereur, et voulant racheter sa faute, il résolut de livrer bataille, quand une bataille ne pouvait avoir ni but ni résultat, quand, au contraire, tout le désir de Napoléon était de conserver sa marine pour des temps meilleurs. Il rencontra la flotte anglaise, de vingt-sept vaisseaux, à la hauteur du cap Trafalgar, et sur-le-champ forma sa ligne de bataille en ordre parallèle, et sur une longueur d'une lieue [1805, 20 oct.]. Nelson, au contraire, forma sa flotte en deux colonnes qui coupèrent le centre et la gauche des flottes alliées, et les enveloppèrent de telle sorte que vingt-trois de leurs vaisseaux se trouvèrent écrasés par vingt-

sept vaisseaux anglais, pendant que la droite, formée de dix vaisseaux et commandée par Dumanoir, resta éloignée, inutile et exposée plus tard à toute la flotte ennemie. Avec les dispositions si contraires de Nelson et de Villeneuve, et malgré l'acharnement des Français et des Espagnols, la victoire ne fut pas douteuse : sur les trente-trois vaisseaux alliés, treize seulement rentrèrent à Cadix ; quatre furent pris, douze furent coulés ou jetés à la côte, où ils périrent ; quatre s'échappèrent avec Dumanoir, et furent pris quelques jours après. L'amiral espagnol Gravina, le contre-amiral Magon et six capitaines furent tués ; Villeneuve fut fait prisonnier : relâché quelque temps après, il fut traduit, par l'ordre de l'empereur, devant un conseil de guerre, et il se tua dans sa prison. Les vainqueurs eurent seize vaisseaux ruinés et perdirent trois mille hommes ; mais parmi les morts était Nelson.

Cette grande victoire rendit l'Angleterre maîtresse unique de l'Océan ; elle n'eut plus à craindre ni coalition maritime ni invasion ; et pendant que la France conquérait des pays dont la possession ne pouvait être que provisoire et contestée, elle put asseoir son grand empire indien, et acquérir, sans réclamation, quatre-vingt millions de sujets. Les restes des flottes françaises s'aventurèrent dans des croisières qui furent quelquefois heureuses, où la bravoure de nos marins se consuma dans des exploits obscurs, mais qui amenèrent définitivement Napoléon, maître du continent, à garder sur la mer une défensive absolue. L'escadre de Rochefort, si absurdement abandonnée par Villeneuve, au bout de quatre mois de croisière, rentra à l'île d'Aix après avoir pris aux Anglais quatre vaisseaux de guerre, quarante-deux bâtiments marchands et une valeur de dix-huit millions. De la flotte de Gantheaume on forma plusieurs escadres : l'une, de cinq vaisseaux, alla ravitailler les Antilles, et fut prise ou détruite ; l'autre, de six vaisseaux, fut dispersée dans les mêmes mers et perdit trois bâtiments. Dans l'Inde, l'amiral Linois, avec quatre bâtiments, fit trois croisières heureuses, dans lesquelles il causa aux Anglais une perte de 40 millions ; mais ensuite il tomba au milieu d'une flotte entière, et fut forcé de se rendre.

Ainsi les deux colosses de la France et de l'Angleterre avaient grandi parallèlement, l'un sur la mer, l'autre sur le continent, et ne pouvaient plus se rapprocher : la lutte devait finir par la

[redacted]

ruine de l'un ou de l'autre; mais nul n'imaginait alors que la destinée des vaincus pût être réservée à la France. En effet, le bruit de la victoire de Trafalgar fut étouffé par l'éclat de la victoire d'Austerlitz; le traité de Presbourg jeta la consternation chez les Anglais; Pitt en fut frappé au cœur : il désespéra du succès, il douta de son système politique, il trembla sur le sort qu'il avait préparé à l'Angleterre, et mourut en disant : « O mon pays! » [1806, 23 janvier.]

« M. Pitt, dit Napoléon, a été et demeure l'homme de l'aristocratie européenne; c'est son système qui a ménagé l'asservissement de la cause populaire et le triomphe des patriciens... Il a été le maître de la politique européenne : il a tenu dans ses mains le sort moral des peuples; il en a mal usé, il a incendié l'univers. Cette conflagration universelle de vingt-cinq ans, ces nombreuses coalitions qui l'ont entretenue, le bouleversement, la dévastation de l'Europe, les flots de sang des peuples qui en ont été la suite, la dette effrayante de l'Angleterre, qui a payé toutes ces choses, le systeme pestilentiel des emprunts sous lesquels les peuples demeurent courbés, le malaise universel d'aujourd'hui, tout cela est de sa façon : la postérité le reconnaîtra; elle le signalera comme le génie du mal (1). »

CHAPITRE II.

Quatrième coalition. — Campagnes de 1806 et 1807. — Paix de Tilsitt. — Du 27 décembre 1805 au 7 juillet 1807.

§ I. Système des États fédératifs de l'Empire. — Joseph et Louis, rois de Naples et de Hollande. — Grands fiefs de l'Empire. — Rétablissement des substitutions, etc. — Le traité de Presbourg et le désastre de Trafalgar forment une grande époque dans l'histoire de l'Empire : d'un côté, c'est une paix continentale qui n'offre aucune condition de durée; car l'Autriche, dépouillée et humiliée, la déclare tout bas « nulle, comme extorquée par la violence; » la Russie reste en armes et ose se dire non vaincue; la Prusse se voit imposer l'alliance française comme un châtiment de sa duplicité : d'un autre côté, c'est la paix maritime qui est devenue impossible. Napoléon, au milieu

(1) Las-Cases, t. VII, p. 218.

de sa gloire d'Austerlitz, voit le défaut et le danger de sa situation : « On me croit ennemi de la paix, dit-il; mais il faut que j'accomplisse ma destinée : je suis forcé de combattre et de conquérir pour conserver. » Alors il conçut « le plan d'agglomérer et concentrer les mêmes peuples géographiques que les révolutions et la politique ont morcelés, de former trois nations compactes des quinze millions d'Italiens, des trente millions d'Allemands, des quinze millions d'Espagnols; d'introduire parmi elles unité de lois, de principes, de sentiments, d'intérêts; de faire ainsi du midi de l'Europe le contre-poids des nations du Nord; enfin, de donner une extension gigantesque à l'influence politique exercée par la France depuis deux siècles sur les États voisins, en créant un système d'*États fédératifs de l'Empire*, qui fasse d'elle l'arbitre incontesté du continent, et force l'Angleterre à donner au monde la liberté des mers. » Il y avait sans doute dans ce plan extraordinaire une magnifique pensée de civilisation et de progrès, une pensée toute révolutionnaire et digne de la mission de l'empereur; mais il était si vaste, qu'il ne pouvait être que l'œuvre d'un siècle; et Napoléon, qui aurait voulu commander au temps comme à l'espace, décida de l'exécuter en quelques années : il ne tint compte d'aucun obstacle; il brisa les volontés des peuples comme les répugnances de la France; il donna à son entreprise tous les caractères d'une œuvre d'égoïsme et d'ambition personnelle qui mit tous les peuples contre lui, dans laquelle la France elle-même refusa de le suivre; enfin il entreprit cette œuvre, essentiellement démocratique, par des moyens tout monarchiques, et le représentant de la révolution n'apparut plus au monde que comme le fondateur vulgaire d'une éphémère dynastie.

Le lendemain de la paix de Presbourg, le trente-septième bulletin de la grande armée annonça : « Le général Saint-Cyr marche à grandes journées sur Naples pour punir la trahison de la reine et précipiter du trône cette femme criminelle, qui, avec tant d'impudeur, a violé tout ce qu'il y a de sacré parmi les hommes. La dynastie de Naples a cessé de régner... » Saint-Cyr fut bientôt joint par Masséna et Joseph Bonaparte; et quarante-cinq mille Français entrèrent sur le territoire napolitain. Les Russes et les Anglais s'étaient rembarqués à la nouvelle de la bataille d'Austerlitz; la noblesse et la bourgeoisie étaient

prêtes à s'insurger contre une dynastie odieuse : la cour, sa
de terreur, s'enfuit en Sicile. Les Français entrèrent à Na
sans résistance [1806, 8 février] ; l'armée napolitaine, réfu
en Calabre, fut dispersée ; toutes les provinces se soumire
il n'y eut que Gaëte qui fit une belle résistance et supp
quatre mois de siége [18 juillet]. « Le sceptre de plomb d
moderne Athalie, dit le *Moniteur*, vient d'être brisé sans ret
L'empereur rétablira le royaume de Naples pour un pri
français ; mais il le rétablira fondé sur les lois et l'intérêt
peuples : le nouveau royaume fait désormais partie des É
fédératifs de l'empire français. » Enfin Napoléon déclara q
« voulant assurer le sort des peuples de Naples et de Si
tombés en son pouvoir par droit de conquête, il reconnai
pour roi de Naples son *bien-aimé frère Joseph* ; » de plus, il in
tuait dans ces deux royaumes six *duchés grands fiefs de l'E
pire*, pour être à perpétuité à sa nomination et à celle de
successeurs [30 mars].

La Hollande, quoiqu'elle fût attirée par ses intérêts comm
ciaux vers l'Angleterre, était restée depuis douze ans fi
jusqu'à la sujétion à l'alliance française. Napoléon, qui conn
sait les projets de la coalition sur ce pays, voulut assurer
intimement son identité politique avec la France : « Sou
point de vue militaire, dit-il, la Hollande possédant toutes
places fortes qui garantissent notre frontière du nord, il i
porte à la sûreté de nos États que la garde en soit confiée à
personnes sur l'attachement desquelles nous ne puissions c
cevoir aucun doute. Sous le point de vue commercial, la Holla
étant située à l'embouchure des grandes rivières qui arro
une partie considérable de notre territoire, il faut que n
ayons la garantie que le traité de commerce que nous con
rons avec elle sera fidèlement exécuté. Enfin la Hollande es
premier intérêt politique de la France. » Alors le grand p
sionnaire convoqua une assemblée générale de notables, et l
communiqua l'intention où était l'empereur d'ériger la Holla
en royaume. L'assemblée exprima la douleur qu'elle épr
vait d'un changement si contraire aux habitudes national
mais Napoléon refusa d'entendre ses plaintes ; alors, et « po
éviter de plus grands maux, » elle demanda pour roi le prin
Louis, sous la garantie d'une charte constitutionnelle qui ass
rerait les libertés de la nation [5 juin]. Napoléon proclama Lou

roi de Hollande, et lui dit : « Ne cessez jamais d'être Français ; la qualité de connétable, que vous conservez, vous retracera les devoirs que vous avez à remplir envers moi et l'importance que j'attache à la garde des places fortes que je vous confie. »

C'étaient donc deux lieutenants que Napoléon se donnait en Hollande et à Naples : mais il ne s'arrêta pas à ces deux intronisations, dans lesquelles on voyait au moins la pensée louable d'assurer contre les Anglais les deux extrémités de l'empire : « guidé, dit-il, par la grande pensée de consolider l'ordre social et son *trône, qui en est le fondement*, et de donner des centres de correspondance et d'appui au grand empire, » il octroya à sa sœur Élisa Bacciochi, déjà gratifiée des principautés de Piombino et de Lucca, Massa et Carrara ; à Pauline Borghèse, Guastalla ; à Murat, la souveraineté héréditaire des duchés de Berg et de Clèves ; à Berthier, la principauté de Neufchâtel ; à Talleyrand et à Bernadotte, les principautés de Bénévent et de Ponte-Corvo, « qui étaient un sujet de litige entre le roi de Naples et la cour de Rome, et qu'il érigeait en fiefs immédiats de l'empire, pour mettre un terme à ces difficultés [31 mars]. » Enfin il se réserva, dans les anciens États vénitiens, les douze provinces de Dalmatie, d'Istrie, de Trévise, de Conegliano, de Bellune, de Feltre, de Frioul, de Bassano, de Vicence, de Cadore, de Rovigo, de Padoue, avec 30 millions de domaines nationaux, et il les concéda plus tard à ses généraux ou ministres, comme *grands fiefs* immédiats de l'empire, pour être transmis à leur descendance mâle, par ordre de primogéniture.

Ces fiefs de l'empire concédés à des Français dans des pays étrangers, ces lieutenants de l'empereur mis sur des trônes vassaux, ce système d'États fédératifs, renouvelé du système dynastique de Louis XIV, tout cela n'était accepté qu'avec une profonde répugnance par les peuples qui se voyaient donnés, partagés, distribués, comme butin, à des souverains étrangers et inconnus. La révolution française ne leur apparaissait plus que comme une oppression ; leur agrégation au grand empire, que comme la perte de leur existence nationale ; les réformes administratives, l'égalité civile, la destruction des tyrannies féodales et les autres bienfaits de la conquête, que comme des importations de mœurs étrangères. Nul ne voulait voir le résultat et l'avenir, tout le monde regardait les moyens et le

[redacted]

présent : de là vint que Napoléon eut à combattre non-seulement les rois, mais les peuples ; et il devait succomber dans cette lutte contre nature.

Ces changements ne furent pas mieux goûtés par la France, qui, en se donnant éperdument à un homme de génie, ne croyait rien devoir à sa famille. Elle regretta son sang versé pour ces princes improvisés, à qui leur frère concédait, comme son bien, les pays conquis par les armées républicaines ; elle murmura de voir dépenser dans un intérêt de dynastie les trésors de sympathie et d'alliance qu'elle avait acquis chez tous les peuples ; elle s'indigna de la restauration des priviléges territoriaux, auxquels elle faisait la guerre depuis sept siècles. C'était Austerlitz qui conduisait Napoléon dans cette voie d'erreurs ; Austerlitz, qui, en consolidant son régime impérial, lui valut tant d'adulations, qu'il ne tint qu'à lui de se croire plus qu'un homme. Sa gloire, qu'il avait toujours confondue avec celle de la France, lui devint dès lors personnelle ; sa marche fut plus franchement despotique ; ses actes prirent un caractère ouvertement contre-révolutionnaire. Ainsi le sénat décréta : « Quand Sa Majesté le jugera convenable, soit pour récompenser de grands services, soit pour exciter une noble émulation, soit pour concourir à l'éclat du trône, elle pourra autoriser un chef de famille à *substituer* ses biens libres pour former la dotation d'un titre héréditaire que Sa Majesté érigerait en sa faveur, réversible à son fils aîné, né ou à naître, et à ses descendants en ligne droite [1806, 14 août]. » Que devenait l'égalité avec les *substitutions* et les *majorats*, avec des propriétés nobles et des propriétés roturières, avec des individus formant caste ? C'était là une triste conséquence du système dynastique ; mais Napoléon voulait, en rétablissant des titres, une hiérarchie, une noblesse politique, réconcilier les rois avec la révolution, se montrer à eux comme l'ennemi de l'anarchie et le restaurateur de l'ordre social, par conséquent les forcer à lui tendre une main amie.

Tous les actes du gouvernement parurent empreints de la même couleur aristocratique : des restitutions arbitraires de forêts furent faites illégalement aux émigrés, et l'on reconstruisit ainsi les grandes fortunes des anciennes familles, « sans lesquelles, disait l'empereur, il est impossible de gouverner. » Les charges d'agent de change et de courtier de commerce, les

chambres syndicales et les autres institutions mercantiles de l'ancien régime furent rétablies; et il se forma ainsi des corps qui composèrent une sorte d'aristocratie financière, « la pire des aristocraties, » disait lui-même Napoléon. Le nouveau code de procédure civile ne fut qu'un remaniement de l'ordonnance de 1667, où l'esprit des vieux procureurs domina, et qui fit renaître une race de *procéduriers* aussi rapaces que ceux de l'ancien temps [1806, 9 mai]. La taxe somptuaire sur les chevaux, les équipages, les domestiques, fut abolie, et l'on augmenta l'impôt sur le sel, les droits sur le sucre, et les octrois; les impôts s'élevèrent à 777 millions. L'autorité des préfets devint si tyrannique que l'empereur fut obligé d'en réprimer les écarts; les emprisonnements arbitraires se multiplièrent, et les accusés d'attentat à la sûreté de l'État furent détenus sans jugement public; le secret des lettres fut violé. On prépara dans les tombeaux de Saint-Denis une place pour la quatrième dynastie; le calendrier grégorien fut rétabli; la Saint-Napoléon remplaça les fêtes révolutionnaires; le palais impérial eut un règlement d'étiquette, en huit cent dix-neuf articles, que Louis XIV n'aurait pas désavoué. Néanmoins tout cela passa presque inaperçu, parce que tout cela fut fait avec habileté, dissimulé par la gloire, mêlé à d'immenses améliorations. Ainsi on réorganisa la banque de France, qui avait subi une grande crise en 1805; on créa le corps des ingénieurs des ponts et chaussées, des maisons d'éducation pour les filles des membres de la Légion d'honneur, des conseils de prud'hommes pour régler les différends entre les fabricants et les ouvriers; on fonda des prix décennaux pour les arts et les sciences; on construisit les routes du mont Cenis et de la Corniche; on améliora la navigation de dix-huit rivières; enfin on embellit Paris, dont Napoléon voulait faire la capitale de l'Europe, « quelque chose de fabuleux, disait-il, de colossal, d'inconnu jusqu'à nos jours. »

§ II. Démêlés avec l'Autriche et la Prusse. — Confédération du Rhin. — Négociations avec l'Angleterre et la Russie. — Toute cette restauration des choses anciennes ne réconciliait pas l'Europe avec la France : dynastie, noblesse, institutions, tout cela n'en était pas moins révolutionnaire, et les rois avaient plus à craindre le système dynastique de Napoléon que la propagande démocratique de la Convention. L'Angleterre et la Russie restaient ouvertement hostiles : celle-ci avait jeté une

armée dans la Dalmatie, celle-là dans le royaume de Naples, où elle avait fait révolter la Calabre, et remporté un avantage sur les Français au combat de Sainte-Euphémie [1806, 6 juillet]. Quant à l'Autriche, elle avait déjà témoigné son désir de secouer le traité de Presbourg : elle devait livrer aux troupes françaises les Bouches de Cattaro, cédées par ce traité ; mais elle laissa perfidement les troupes russes s'emparer de ces places. Napoléon, irrité, suspendit la marche de la grande armée qui revenait en France ; il déclara qu'il garderait Braunau jusqu'à ce que la cour de Vienne eût forcé les Russes à évacuer les Bouches de Cattaro ; enfin il envoya Marmont avec vingt mille hommes dans la Dalmatie, et lui fit occuper la ville neutre de Raguse. Cet incident eut une grande influence sur les événements postérieurs : cent cinquante mille Français restèrent cantonnés dans la Bavière et le Wurtemberg, et menacèrent les États autrichiens d'une nouvelle invasion. Mais la quatrième coalition, qui commençait à se former, n'eut pas la cour de Vienne pour instrument et pour victime : ce fut la cour de Berlin.

Depuis dix ans, la France voulait fonder la paix du continent sur l'alliance prussienne : avec cette alliance, l'Autriche et la Russie ne pouvaient plus nous attaquer, toute coalition devenait impossible, et l'Angleterre se trouvait ainsi contrainte à poser les armes. C'était sur la Prusse que Napoléon avait primitivement basé tous ses plans politiques ; c'était par elle qu'il voulait rejeter l'Autriche hors de l'Allemagne, reléguer la Russie dans ses glaces du Nord ; c'était avec elle qu'il voulait former une nation allemande, grande, compacte, de trente millions d'habitants, qui aurait été le contre-poids du nord et du midi de l'Europe. Il se proposait de faire prendre à la maison de Brandebourg un titre impérial ; il aurait abandonné, pour l'alliance prussienne, son système d'États fédératifs dont il connaissait tout le danger ; il s'était même engagé, pour prix de cette alliance, à « ne jamais accroître ni l'empire français ni le royaume d'Italie. » A toutes ces offres, la cour de Berlin n'avait répondu que par une haine insensée et une mauvaise foi pleine de maladresse : elle voulait les avantages de l'alliance, mais sans l'alliance, et pour servir la coalition. Aussi, quand elle reçut le traité du 15 décembre, elle fut saisie de stupeur et de colère, et refusa de le ratifier ; mais, au lieu de se déclarer franchement ennemie, elle qui venait de se lier à l'Angleterre par un traité de subsides,

renvoya Haugwitz à Napoléon pour mettre à l'alliance des conditions qui la détruisaient, et ne prendre le Hanovre qu'en dépôt. L'empereur fut indigné, et conçut dès lors pour la Prusse le plus profond mépris, une haine qui ne s'apaisa jamais : c'était, pensait-il, une ennemie qu'il fallait frapper sans ménagement pour la forcer à lever le masque; et il ne répondit aux propositions de Haugwitz qu'en lui imposant un traité plus onéreux que le premier, par lequel il forçait la Prusse à déclarer la guerre à l'Angleterre [1806, 15 févr.]. Il s'attendait à une rupture; mais le roi se résigna à ratifier ce traité, « afin, dit-il plus tard, de conserver intacte, pour une époque facile à prévoir, la masse de ses forces, dont l'Europe avait le plus grand besoin; » et il s'empara du Hanovre à titre définitif. Alors l'Angleterre ordonna le blocus des ports prussiens, en disant que « la conduite de la cour de Berlin réunissait tout ce que la rapacité a d'odieux avec tout ce qu'il y a de méprisable dans la servilité; » le roi de Suède, « ce fou qui finirait, disait Napoléon, par quelque catastrophe, » déclara la guerre à la Prusse; la Russie rompit toute relation avec elle. Mais tout cela ne fut, pour ainsi dire, qu'un jeu : « les puissances coalisées, disait-on dans le parlement anglais, savaient bien que la cour de Berlin était toujours, d'intention, une alliée fidèle de l'Angleterre, par cela seul que, comme l'Angleterre, elle nourrissait une vive haine contre le gouvernement français. »

Napoléon, n'ayant pu créer une Allemagne, c'est-à-dire une barrière à la Russie et à l'Autriche, avec la Prusse, chercha à le faire par le renouvellement de la *ligue du Rhin*, conçue par Mazarin en 1658. Depuis le traité de Presbourg, tous les princes voisins de la France demandaient à s'unir à elle par un lien fédératif qui les affranchît des vengeances de l'Autriche. « La situation, disait le ministre de France à la diète de Ratisbonne, dans laquelle ce traité avait placé directement les cours alliées de la France, et indirectement les cours qui l'entourent et qui l'avoisinent, était incompatible avec la condition d'un état d'empire ; c'était pour elle et pour ces princes une nécessité d'ordonner sur un nouveau plan le système de leurs rapports. » Des négociations secrètes s'entamèrent à ce sujet ; et enfin un traité fut signé [12 juillet], par lequel les rois de Bavière et de Wurtemberg, l'électeur de Ratisbonne, les grands-ducs de Bade et de Berg, le landgrave de Hesse-Darmstadt et dix autres petits

princes se séparèrent à perpétuité de l'Empire germanique, se déclarèrent indépendants de toute puissance étrangère, et s'unirent entre eux par une confédération. Les intérêts de la confédération étaient réglés par une diète tenue à Francfort, et présidée par le primat de Ratisbonne. L'empereur des Français était déclaré le protecteur de la confédération, mais sans qu'il eût ostensiblement le pouvoir et les attributions qu'avait l'empereur d'Allemagne comme suzerain. Ce pouvoir et ces attributions, il les obtenait plus sûrement et en réalité, en attachant la confédération à la France au moyen d'un traité d'alliance, en vertu duquel toute guerre continentale devenait commune aux deux parties; et dans ce cas la France apportait pour contingent deux cent mille hommes, et la confédération soixante-trois mille.

La formation de la confédération du Rhin, dernière conséquence de la guerre des seigneurs contre l'Empire, commencée sous Luther, continuée par le traité de Westphalie, achevée par les traités de Campo-Formio, de Lunéville et de Presbourg, était un grand événement. Elle semblait, il est vrai, tout à l'avantage de la France, à qui elle donnait un ascendant fixe et régulier sur la Germanie, une ceinture d'États dévoués et une armée de soixante mille hommes; mais si elle eût pu se constituer et s'étendre, l'Allemagne devenait par elle une nation; et une nation de trente millions d'individus ne serait pas restée sous le protectorat, mais dans l'alliance réelle de la France. Telle qu'elle était, elle porta un coup mortel à la féodalité allemande: la noblesse *immédiate*, c'est-à-dire celle qui prétendait relever directement des empereurs, fut abolie; un millier de petites souverainetés se trouva réduit à trente; les lois civiles furent améliorées par les lois françaises; les populations, assimilées entre elles, furent assujetties à un régime uniforme de législation et d'impôt; l'administration eut, pour la première fois, de l'unité et de la régularité, etc.

Les confédérés notifièrent à la diète de Ratisbonne leur séparation de l'Empire [1806, 1er août]. En même temps Napoléon déclara qu'il ne reconnaissait plus la constitution germanique, et qu'il traiterait dorénavant tous les princes allemands comme souverains absolus. La cour d'Autriche fut stupéfaite; mais comme, à cette époque, l'Angleterre et la Russie avaient entamé des négociations pacifiques avec la France, elle se décida à se

dépouiller sans résistance d'une vaine dignité [6 août] : François II renonça à son titre d'empereur d'Allemagne et de roi des Romains ; il déclara dissous les liens qui l'avaient attaché à l'Empire germanique ; délia les électeurs, princes et États de leurs devoirs envers lui ; incorpora ses provinces allemandes à ses États autrichiens, et commença, sous le nom de François Ier, la série des empereurs d'Autriche. L'Empire créé par Charlemagne, après mille six ans de durée, cessa d'exister.

La Prusse, qui avait tant travaillé à détruire cet Empire, mais à son profit, fut consternée d'une confédération qui allait faire une Allemagne en dehors d'elle et même contre elle. Elle accusa les princes confédérés de trahison envers la patrie allemande ; elle réveilla l'orgueil germanique contre la domination de la France ; elle essaya de faire, avec la Saxe, la Hesse, le Mecklembourg, les villes hanséatiques, une confédération du Nord, dont elle aurait le protectorat. Ses agents, de concert avec ceux de l'Angleterre et de l'Autriche, répandirent des libelles contre l'occupation de l'Allemagne par les troupes françaises ([1]), excitèrent les Bavarois à la révolte, formèrent des sociétés secrètes, prêchèrent même l'assassinat. Napoléon crut le danger assez grand pour sévir cruellement contre les auteurs de ces libelles : un libraire de Nuremberg fut fusillé, et cinq autres condamnés à la prison.

L'Angleterre et la Russie auraient pu empêcher la formation de la confédération du Rhin ; car elles négociaient alors avec la France, et celle-ci leur avait déclaré « qu'une paix immédiate arrêterait tout changement projeté en Allemagne ; » mais elles ne négociaient que pour se donner le temps de former la quatrième coalition. La mort de Pitt avait amené un ministère formé de toutes les nuances de l'opposition, et dans lequel Fox entra comme chargé des affaires extérieures. Aussitôt des négociations pacifiques furent entamées avec la France [1806, mars], négociations pleines de convenances et de bonne foi, mais qui mar-

(1) « L'Allemagne, disait un pamphlet de M. de Gentz, deviendra-t-elle ce que sont devenues la Hollande, la Suisse, l'Italie ? Ce n'est ni la Russie ni l'Angleterre qui peuvent accomplir le grand œuvre de la délivrance européenne : c'est à l'Allemagne qu'il est réservé. C'est l'Allemagne qui a été la principale cause de la ruine de l'Europe, c'est l'Allemagne qui doit opérer l'affranchissement général et restituer à la France une existence tranquille et harmonique qui la réconciliera avec tous les peuples et avec elle-même. »

chèrent avec lenteur, parce que Fox, patriote sincère, devait nécessairement chercher à diminuer la grandeur démesurée de la France, et que Napoléon, soit qu'il ne crût la paix ni possible ni durable, soit qu'il fût égaré par son ambition de dynastie, ne voulait rien céder de ses avantages ; d'ailleurs le cabinet britannique exigeait une négociation commune avec la Russie, et le cabinet français voulait une négociation séparée avec chacune des deux puissances. Le czar craignit d'être sacrifié par l'Angleterre, et il envoya à Paris un négociateur avec les pouvoirs les plus complets : la France et la Russie n'ayant à se disputer que les Bouches de Cattaro, le traité fut bientôt conclu [20 juill.]. Mais l'Angleterre ayant reproché à Alexandre sa défection, celui-ci refusa de ratifier le traité ; et dans le même temps Fox vint à mourir [13 sept.] : « ce fut une des fatalités de ma carrière, dit Napoléon ; s'il eût continué de vivre, la cause des peuples l'eût emporté, et nous eussions fixé un nouvel ordre de choses en Europe. » Alors la conduite des affaires britanniques étant retombée aux mains des disciples les plus ardents de Pitt, la négociation ne fut plus qu'un jeu. Napoléon proposa vainement de céder à l'Angleterre le Hanovre, Malte, le Cap, Pondichéry, Tabago, etc., c'est-à-dire plus qu'elle n'obtint en 1814 ; le cabinet anglais déclara « qu'il voulait, non ses propres avantages, mais ceux de son allié impérial ; » et, par l'oubli le plus étrange de ses intérêts, des intérêts de toute l'Europe, il demanda pour la Russie la Dalmatie et les îles Ioniennes, c'est-à-dire deux portes de l'empire ottoman. La négociation fut rompue. « L'avenir dévoilera, dit Talleyrand, si ceux qui se plaignent de la grandeur et de l'ambition de la France n'ont pas à imputer à leur haine et à leur injustice la grandeur et l'ambition dont ils se plaignent. La France ne s'est agrandie que par les efforts renouvelés tant de fois pour l'opprimer. »

§ III. Rupture avec la Prusse. — Dans le cours de ces négociations, l'Angleterre révéla à la Prusse l'article relatif à la restitution du Hanovre. Napoléon, il est vrai, avait dédaigné d'avertir la cour de Berlin de ce projet de restitution, dont le cabinet britannique avait fait une condition indispensable : il ne voulait pas subordonner un aussi grand intérêt que celui de la paix générale à l'intérêt particulier de la Prusse, et il se réservait de donner des indemnités à cette puissance. Mais au nom seul de ce Hanovre, « qui, suivant un ministre prussien, com-

ait de tout et servait de remède à tout, » il y eut en Prusse explosion de fureur contre l'allié perfide qui disposait in-mment du territoire des autres, et l'on ne vit que la guerre r venger cet outrage. La cour et l'armée, éblouies par age du grand Frédéric, étaient folles de haine et d'orgueil: jeunes officiers brisèrent les vitres du ministre Haugwitz et isèrent leurs épées à la porte de l'ambassadeur de France; eine, belle, ardente, romanesque, adorée de ses sujets, s'en , vêtue d'un uniforme de dragon, passer des revues et courir casernes; le roi, entraîné par les passions de sa famille et clameurs des vieux généraux de la guerre de sept ans, se para à entrer en campagne et chercha à former sa confédé-on du Nord. Napoléon déclara formellement qu'il s'opposait ette confédération, et que l'occupation de la Saxe par les upes prussiennes équivaudrait à une déclaration de guerre 06, 10 août]. Ce fut un nouveau sujet de colère, et l'armée dès lors mise en mouvement; mais en même temps la cour Berlin continua bassement ses protestations de fidélité en-s Napoléon, jusqu'à ce qu'Alexandre eût rompu ses négo-ions avec la France et que les amis de Pitt eussent pris le istère. Alors, et dès que la Russie eut promis deux armées 'Angleterre des subsides, on se précipita dans la guerre me dans une fête, sans attendre personne, avec un orgueil ssé jusqu'à l'extravagance [15 sept.]. Les troupes marchè- tumultueusement sur la Saxe, en chantant, en se faisant vrir de fleurs, en insultant les bourgeois, qu'elles appelaient bins. « Nous sommes les sauveurs de tous nos frères d'Alle-gne, disait le roi. Les regards de tous les peuples sont fixés nous comme sur les derniers soutiens de toute liberté, de e sécurité, de tout ordre social en Europe. »

a Saxe fut envahie comme la Bavière l'avait été, dans la rre précédente, par les Autrichiens, et l'électeur, qui pro-ait vainement de sa neutralité, fut contraint de livrer armée de vingt mille hommes. L'électeur de Hesse, in-teur de la guerre et allié intime de l'Angleterre, mit douze e hommes sur pied malgré les observations de la France, ne lui demandait que sa neutralité; le prince de Fulde-nge accourut dans les rangs prussiens; le duc de Bruns-k, l'auteur du manifeste de 92, eut le commandement de e l'armée, où le roi vint prendre place. Cette armée, forte

de deux cent mille hommes, était d'une magnifique apparence; mais, malgré Valmy, elle vivait sur les souvenirs de Rosbach; elle avait encore les méthodes et la roideur du siècle dernier; elle était commandée par des généraux de la guerre de sept ans, qui ne se doutaient pas que l'art eût fait des progrès; enfin elle professait le plus grand mépris pour toutes les armées de l'Europe, même pour les vainqueurs d'Austerlitz.

Napoléon fut étonné de cette prise d'armes furibonde: il répugnait à combattre une puissance que la nature même, disait-il, avait destinée à être l'amie de la France, et néanmoins il dirigea sur le Mein les six corps qu'il avait laissés en Allemagne, de telle sorte qu'ils semblaient menacer Erfurth. La garde partit de Paris en poste; la confédération du Rhin mit sur pied ses contingents. Autant il y avait de confusion et de forfanterie dans les apprêts de la Prusse, autant il y avait de calme et de célérité dans les apprêts de la France. Il fallait, disait l'empereur, marcher sur Berlin en un carré de deux cent mille hommes. Il partit de Paris le 25 septembre, arriva le 7 octobre à Bamberg, et c'est là qu'il reçut la première communication des griefs de la Prusse, qui n'avait pas encore cessé de protester de son amitié: « La Prusse, disait-on dans cet ultimatum, a été inutilement neutre, amie, alliée même. Les bouleversements qui l'entourent, l'accroissement gigantesque d'une puissance essentiellement militaire et conquérante qui l'a blessée successivement dans ses plus grands intérêts, et la menace dans tous, la laissent aujourd'hui sans garantie. Cet état de choses ne peut durer. Le roi ne voit presque plus autour de lui que des troupes françaises ou des vassaux de la France prêts à marcher avec elle. » Et l'on terminait par cette sommation: « 1° Que les troupes françaises, qu'aucun titre fondé n'appelle en Allemagne, repassent incessamment le Rhin, toutes sans exception, en commençant leur marche du jour même où le roi se promet la réponse de l'empereur, et en la poursuivant sans s'arrêter; car leur retraite, instante, complète, est, au point où en sont les choses, le seul gage de sûreté que le roi puisse admettre; 2° qu'il ne soit plus mis, de la part de la France, aucun obstacle à la formation de la ligue du Nord, qui embrassera sans aucune exception, tous les États non nommés dans l'acte fondamental de la confédération du Rhin. »

« Soldats, dit Napoléon à son armée, la même faction, le

même esprit de vertige qui, à la faveur de nos dissensions intestines, conduisit, il y a quatorze ans, les Prussiens au milieu des plaines de la Champagne, domine dans leurs conseils... Ils veulent que nous évacuïons l'Allemagne à l'aspect de leur armée ! les insensés ! qu'ils sachent donc qu'il serait mille fois plus facile de détruire la grande capitale que de flétrir l'honneur des enfants du grand peuple ! »

§ IV. Batailles d'Iéna et d'Auerstaedt. — Le duc de Brunswick avait disposé son armée sur les deux revers de la forêt de Thuringe pour se porter, par Eisenach, sur le Mein et couper en deux l'armée française. Son avant-garde, commandée par le duc de Weimar, et forte de quinze mille hommes, occupait Eisenach ; sa droite, forte de vingt-quatre mille hommes, sous Rüchel, était à Gotha ; son centre, fort de soixante-cinq mille hommes et commandé par lui-même et le roi de Prusse, était à Erfurth ; sa gauche, forte de cinquante-six mille hommes, était, sous le prince de Hohenlohe, à Iéna. Deux corps d'observation étaient, l'un dans la Hesse, sous Blücher ; l'autre sur la haute Saal, sous Tauenzien ; enfin le prince Eugène de Wurtemberg avait une réserve de vingt mille hommes à Magdebourg.

Pendant que l'armée prussienne manœuvrait tranquillement dans la Thuringe, Napoléon concentra à Bamberg son armée, forte de deux cent mille hommes, dont quarante mille cavaliers ; il la forma en trois colonnes, qui devaient passer le Frankenwald par les routes parallèles de Bayreuth, de Cronach et de Cobourg, pour se jeter à droite sur les communications de l'ennemi et le couper de Berlin : c'était la manœuvre de Marengo et d'Ulm, et les Français allaient encore combattre la face au Rhin, pendant que leurs ennemis auraient la face à l'Elbe. Le point de convergence des colonnes, au delà du Frankenwald, était Géra, qui devait servir de pivot au mouvement de conversion de toute l'armée sur les derrières des Prussiens. La droite (Soult et Ney) se dirigea par Bayreuth, Hof et Plauen ; le centre (Bernadotte, Davoust, Murat) se dirigea, par Cronach, sur Schleitz, où il mit en déroute le corps de Tauenzien ; la gauche (Lannes et Augereau) se dirigea, par Cobourg, sur Saalfeld, et rencontra l'avant-garde de Hohenlohe [1806, 10 oct.], commandée par le prince Louis de Prusse, le plus fougueux instigateur de la guerre : elle la battit, et lui fit perdre trente-trois canons, douze cents hommes et son général. Trois corps devaient garder les communications

de l'armée avec la France : c'étaient les contingents de Bavière et de Wurtemberg qui étaient à Bayreuth, et les deux corps de Mortier et du roi de Hollande qui étaient l'un à Wesel et l'autre à Mayence.

Cette marche des Français jeta le trouble dans l'armée prussienne, qui vit sa gauche débordée, la Saxe envahie sur ses derrières, et l'ennemi victorieux au centre de ses communications. Brunswick se hâta d'évacuer la forêt de Thuringe et de rétrograder à Weimar pour s'y concentrer, sauver les magasins qui étaient à Naumbourg, et rallier la réserve, qui marchait sur Halle. Mais Napoléon, arrivé à Géra, continua son mouvement de flanc sur la Saal ; Davoust se jeta sur Naumbourg pour couper la route de Weimar à Berlin ; Bernadotte le suivit, et Murat courut sur la route de Leipzig ; Soult, Ney, Augereau et Lannes marchèrent sur Iéna : de sorte que l'armée se trouva partagée en deux grandes masses qui devaient enlever à la fois les deux principaux défilés de la Saal ; le centre s'était précipité à droite sur Naumbourg, les deux ailes à gauche, sur Iéna. Brunswick comprit enfin le danger de sa situation : voyant les Français prolonger leur mouvement comme pour se diriger sur l'Elbe, il voulut les prévenir, et les côtoya en se couvrant des escarpements de la Saal ; son armée était partagée en deux grandes masses : le centre marchait par la route de Weimar à Freybourg, pour gagner de là Mersebourg et enfin l'Elbe ; l'aile gauche, commandée par Hohenlohe, masquait ce mouvement en gardant le défilé d'Iéna, et elle devait être soutenue par l'aile droite, qui était encore à Weimar.

A l'approche des premières troupes françaises, Hohenlohe évacua Iéna et le plateau qui domine la Saal, et il se disposa à filer le long de la rivière à la suite du roi, qui devait être près de Freybourg. Napoléon, averti que du haut du plateau on voyait la plaine couverte d'énormes colonnes, crut que toute l'armée prussienne était là, et qu'il allait la prendre en flagrant délit : il précipita la marche des quatre corps qui formaient la masse de gauche, et il rappela ceux de la droite : Murat dut revenir à toute bride de Zeist sur Iéna, pendant que Bernadotte et Davoust passeraient la Saal, le premier à Dornbourg, le second à Naumbourg, pour se porter de là sur Apolda et déborder la gauche ennemie. « Soldats, dit l'empereur, l'armée prussienne est coupée comme celle de Mack à Ulm, il y a aujourd'hui un an.

Cette armée ne combat plus que pour se faire jour et pour regagner ses communications. Si un corps se laissait percer, il serait perdu d'honneur ! » Et pendant la nuit il fit du plateau d'Iéna une sorte de forteresse d'où débouchèrent à la fois dans la plaine, au centre, Lannes et la garde ; à gauche, Augereau ; à droite, Soult et Ney [14 octobre] : en quelques heures, les trois lignes des Prussiens furent enfoncées ; des régiments essayèrent de tenir en carrés, ils furent entièrement détruits : l'aile droite accourut de Weimar, et essaya de ranimer la bataille ; mais, abordée de front par Soult, Augereau et Lannes, elle fut écrasée. En ce moment, la cavalerie de Murat arriva ; alors la déroute fut complète : pas un bataillon ne resta entier : tout s'enfuit pêle-mêle sur Weimar.

Pendant ce temps, le roi de Prusse et le duc de Brunswick étaient arrivés à Auerstædt, et ils poussèrent la division Blücher vers Kosen pour s'emparer du défilé et masquer la marche de l'armée sur Freybourg. Mais Davoust était parti de Naumbourg, avait fait occuper le défilé, et se disposait à marcher, suivant l'ordre de l'empereur, par Auerstædt, sur Apolda ; il n'avait que trois divisions, Gudin, Friant et Morand, formant vingt-sept mille hommes, dont deux mille cavaliers, et il allait rencontrer cinquante-six mille hommes, dont douze mille de cavalerie. La division Gudin arriva à Auerstædt quand les deux autres étaient encore de l'autre côté de la Saal, et elle se vit attaquée par toute l'armée prussienne : elle se forma en carrés, et, soutenue par un feu d'artillerie épouvantable, elle résista à toutes les charges de l'ennemi. Bernadotte était à Naumbourg ; Davoust le supplia de se joindre à lui en lui offrant le commandement, et en lui montrant un écrit de l'empereur, ainsi conçu : « Si Bernadotte est dans vos environs, vous pourrez marcher ensemble. » Celui-ci refusa : selon l'ordre primitif qu'il avait reçu, il se dirigea, sur Dornbourg, emmenant avec lui deux divisions de Murat, qui se trouvaient momentanément sous ses ordres, et il passa la Saal ; mais au lieu de se porter, soit sur les derrières de Brunswick à Auerstædt, soit sur la gauche de Hohenlohe à Iéna, il resta immobile et inutile entre les deux batailles [1].

[1] Napoléon, quand il apprit la conduite de Bernadotte, était furieux : « Cela est si odieux, dit-il, que si je le mets à un conseil de guerre, c'est comme si je le faisais fusiller. Il vaut mieux n'en pas parler. »

[redacted]

Cependant Davoust, abandonné à lui-même, hâte la marche de ses deux autres divisions; Friant arrive sur le plateau d'Auerstædt, et couvre la droite de Gudin; mais la gauche reste exposée aux charges de l'ennemi, qui s'efforce de passer entre les Français et la Saal pour leur couper la retraite sur Kosen; Brunswick conduit lui-même l'attaque, il est blessé à mort, Schmettau lui succède, il est tué; un dernier compagnon du grand Frédéric, Mollendorf, se met à la tête des Prussiens. Mais alors Morand arrive à la gauche, et Davoust prend l'offensive: Friant et Morand débordent les deux ailes ennemies, pendant que Gudin porte un coup décisif en s'emparant des hauteurs qui dominent le chemin de Freybourg. Les Prussiens repassent le ravin d'Auerstædt; Mollendorf est blessé à mort. Kalkreuth prend le commandement et ordonne la retraite : la déroute commence; Davoust s'élance sur l'ennemi, le sabre, le rejette sur Weimar; mais les fuyards d'Iéna rencontrent ceux d'Auerstædt. Alors la confusion est au comble; tout se heurte, se croise, se mêle, se disperse, hommes, chevaux, équipages : plus de généraux, pas d'ordres, pas un point de ralliement; la guerre avait été faite si follement qu'on n'avait rien prévu pour une retraite. Mollendorf s'enfuit à Erfurth, qui se rendit le lendemain avec quinze mille hommes; le roi, à Sommerda, et de là à Magdebourg; Kalkreuth, à Greussen, où il fut atteint par Soult, culbuté, rejeté sur Sondershausen, et c'est là que Hohenlohe vint le joindre. La cavalerie française ramassait les bataillons prussiens à la course. C'était un désastre fabuleux : vingt-cinq mille tués ou blessés, quarante mille prisonniers, trois cents canons, soixante drapeaux, furent les trophées de cette double victoire, où les Français eurent douze mille hommes tués ou blessés, dont un tiers appartenait à l'immortelle division Gudin.

§ V. Conquête de la monarchie prussienne. — Le roi, au lieu de rallier lui-même les débris de son armée, s'enfuit à Stettin, pour aller chercher au delà de l'Oder ses dernières ressources, et il chargea Hohenlohe de faire le ralliement à Magdebourg. Mais l'empereur ne laissa pas aux vaincus le temps de se remettre de leur terreur : pendant que Murat, Ney et Soult se jetaient à la poursuite de Hohenlohe par Nordhausen, tous les autres corps s'en allèrent passer l'Elbe pour marcher sur Berlin. Bernadotte rencontra à Halle la réserve du prince de Wurtem-

berg [16 octobre], la battit complétement, rejeta ses débris dans Magdebourg, et passa l'Elbe à Barby; Lannes passa à Coswig et alla s'emparer de Spandau; Davoust, Augereau, la garde, passèrent à Wittemberg. L'empereur réserva au vainqueur d'Auerstædt l'honneur d'entrer le premier à Berlin [25 octobre]; lui-même, qui s'était arrêté à Potsdam pour visiter le tombeau du grand Frédéric, dont il envoya l'épée à Paris, arriva, deux jours après, au milieu des acclamations de la bourgeoisie, qui accablait d'imprécations la noblesse, cause de la ruine de la Prusse. Il était enivré de sa victoire d'Iéna; il n'avait que des paroles de colère et de vengeance contre les Prussiens; il semblait disposé à user révolutionnairement de sa conquête : « Je rendrai cette noblesse si petite, disait-il, qu'elle sera obligée de mendier son pain. » Il mit sur les pays conquis une contribution de guerre de 160 millions; il les partagea en quatre départements, qu'il confia à des administrateurs français; il imposa aux autorités un serment qui laissait dans l'incertitude le rétablissement de la monarchie. « Soldats, dit-il à son armée, une des premières puissances militaires de l'Europe, qui osa naguère nous proposer une honteuse capitulation, est anéantie. Les forêts, les défilés de la Franconie, la Saal, l'Elbe, que nos pères n'eussent pas traversés en sept ans, nous les avons traversés en sept jours. Nous avons précédé à Berlin la renommée de nos victoires... Les Russes se vantent de venir à nous : nous leur épargnerons la moitié du chemin.... Qui leur donnerait le droit de renverser nos justes desseins? Eux et nous ne sommes-nous pas les soldats d'Austerlitz? »

Cependant « Magdebourg était la souricière où se rendaient tous les hommes égarés de la bataille. » Hohenlohe y arriva; mais, pressé par les trois corps qui le poursuivaient, et sachant que la route de Berlin était déjà fermée, il sortit de la place avec vingt-deux mille hommes, et se jeta sur la route de Ratenau, pour gagner Stettin par Zehdenick et Prentzlow [23 octobre]. Son arrière-garde était formée par un corps de huit mille hommes que commandait Blücher. Ney bloqua Magdebourg. Soult se mit à la poursuite d'un corps qui n'avait pas figuré à la bataille d'Iéna : c'était celui du duc de Weimar, qui s'était échappé d'Eisenach par Brunswick, et avait passé l'Elbe à Spandau. Murat se rabattit sur Dessau, où il passa l'Elbe; il arriva à Spandau, où il se joignit à Lannes, et il courut, par Oranien-

bourg, sur Zehdenick pour couper Hohenlohe. Celui-ci chercha alors à gagner Prentzlow par Boitzembourg; mais Murat et Lannes y arrivèrent par Tremplin, le battirent [28 octobre], et le forcèrent à mettre bas les armes avec quinze mille hommes, soixante canons et quarante-cinq drapeaux. Six mille hommes s'échappèrent; mais ils furent atteints à Passewalk et contraints de se rendre. L'avant-garde de Murat courut sur Stettin, et cette grande place, qui avait six mille hommes de garnison, ouvrit ses portes à quelques escadrons de hussards. Il ne restait plus que le corps de Blücher, qui, avant le désastre de Prentzlow, s'était rabattu sur Neu-Strélitz, où il se joignit au corps de Weimar. Blücher prit le commandement de ces débris, formant vingt-cinq mille hommes, et se dirigea sur Schwerin pour gagner Rostock, mais il trouva Murat devant lui; il se rabattit sur le bas Elbe, mais il rencontra Soult; il voulut revenir sur le Havel, mais il rencontra Bernadotte; alors il se replia sur Lubeck, et entra de force dans cette ville, qui aurait voulu garder sa neutralité. Murat, Soult et Bernadotte se réunirent, enfoncèrent les portes de Lubeck, et livrèrent dans les rues un combat terrible, où la ville souffrit toutes les horreurs d'une prise d'assaut : huit mille Prussiens périrent ou mirent bas les armes. Blücher réunit encore dix mille hommes et gagna la Trave; mais il se trouva acculé à la frontière de Danemark devant une armée danoise décidée à faire respecter sa neutralité, et il capitula. Le même jour, Magdebourg se rendit avec vingt mille hommes, huit cents canons et d'immenses approvisionnements [8 novembre].

Les trois corps que Napoléon avait laissés en arrière étaient entrés en campagne. Celui de Mortier partit de Mayence pour exécuter la sentence rendue contre le prince de Fulde-Orange, le duc de Brunswick, l'électeur de Hesse-Cassel, instigateurs de la quatrième coalition: un décret déclara qu'ils avaient cessé de régner. Mortier occupa leurs États, licencia leurs troupes, démolit leurs forteresses. En même temps le roi de Hollande partit de Wesel, prit Paderborn, Munster, Osnabruck, et joignit Mortier à Cassel; tous deux entrèrent dans le Hanovre [novembre], firent capituler Hameln et Niembourg, s'emparèrent de Brunswick, de Brême, de Hambourg, enfin occupèrent le Mecklembourg. Le neuvième corps, formé des contingents de Bavière et de Wurtemberg, marcha de Bayreuth sur

Dresde, sous le commandement de Jérôme Bonaparte et de Vandamme. L'empereur, aussitôt après la bataille d'Iéna, avait renvoyé les prisonniers saxons, en leur disant qu'il venait délivrer leur pays, qui, depuis deux cents ans, était sous la protection de la France. Alors l'électeur rappela ses troupes, se déclara neutre, et ouvrit des négociations qui aboutirent à un traité par lequel il prit le titre de roi [11 déc.], entra dans la confédération du Rhin, et y fit entrer avec lui les quatre ducs souverains de la maison de Saxe. Le corps de Jérôme se dirigea de Dresde sur l'Oder, où il s'empara de Glogau et investit Breslau. Déjà Augereau avait occupé Francfort, et Davoust Custrin, place inabordable, qui se rendit sans coup férir. Les capitulations des villes étaient encore plus scandaleuses que celles des corps d'armée : du délire de l'orgueil les Prussiens étaient passés au délire du découragement ; jamais l'arrogance d'un peuple n'avait été punie d'une honte plus rapide et plus complète. Les Français entrèrent dans la Pologne prussienne ; le roi Frédéric s'enfuit à Kœnigsberg avec quinze mille hommes, seul débris de toute sa puissance militaire.

La conquête de la Prusse était terminée ; mais cent mille Russes arrivaient sur la Vistule, et la guerre allait prendre un autre aspect et se compliquer de nouveaux intérêts : Napoléon se trouvait maintenant face à face avec la restauration de la Pologne et la conservation de l'empire ottoman ; questions immenses, qui devaient embarrasser toute sa politique, et qu'il fut contraint de sacrifier pour chercher la solution de sa pensée fondamentale, la liberté des mers.

§ VI. Blocus continental. — Depuis le traité d'avril 1805 et la bataille de Trafalgar, l'Angleterre exerçait à l'aise sa tyrannie sur l'Océan ; elle visitait, confisquait les neutres ; elle faisait la *presse* des matelots sur leurs navires ; elle leur interdisait tout commerce avec les colonies françaises ; enfin elle déclara que tous les ports situés entre Brest et Hambourg étaient bloqués [1806, 16 mai], et que les neutres ne pourraient plus porter leurs chargements que dans les ports anglais. Toutes les puissances maritimes se soumirent à cet ordre monstrueux : une seule, les États-Unis, en appela à la justice « contre les principes odieux interpolés par l'Angleterre dans la loi des nations ; » elle arrêta, par représailles, tous les Anglais voyageant sur son territoire, et déclara que tout individu qui *presserait* un

matelot américain serait considéré comme pirate et puni de mort (1).

C'était l'Angleterre que Napoléon cherchait à atteindre dans la Prusse ; c'était elle qu'il avait voulu abattre à Iéna : dès qu'il fut à Berlin, il répondit à ces mesures barbares par ce décret [21 nov.] : « Considérant que l'Angleterre n'admet pas le droit des gens suivi universellement par les peuples policés ; qu'il est naturel d'opposer à l'ennemi les armes dont il se sert, lorsqu'il méconnaît toutes les idées de justice et tous les sentiments libéraux, nous avons résolu d'appliquer à l'Angleterre les usages qu'elle a consacrés dans sa législation maritime, et d'en faire un principe fondamental de l'empire jusqu'à ce que l'Angleterre ait reconnu que le droit des gens sur la mer est un et le même sur terre et sur mer ; qu'il ne peut s'étendre ni aux propriétés privées ni à la personne des individus étrangers à la profession des armes, et que le droit de blocus doit être restreint aux places fortes réellement investies par des forces suffisantes... Les îles Britanniques sont déclarées en état de blocus, et tout commerce ou correspondance est interdit avec elles. Tout sujet anglais qui sera trouvé dans les pays occupés par nos troupes ou celles de nos alliés sera fait prisonnier de guerre ; tout magasin, toute marchandise et toute propriété appartenant à un sujet anglais sont déclarés de bonne prise ; le commerce des marchandises anglaises est défendu, et toute marchandise appartenant à l'Angleterre ou provenant de ses fabriques est déclarée de bonne prise ; aucun bâtiment anglais ou venu des possessions anglaises ne peut être reçu dans les ports de la France et de ses alliés. »

Ce décret, d'une violence inouïe, était contraire à tous les principes de la morale sociale ; mais c'était une représaille pour ainsi dire équitable, puisqu'elle avait pour but de résoudre une immense question de civilisation et d'humanité. « Nous avons mis les îles Britanniques, écrivit l'empereur au sénat, en état de blocus, et nous avons ordonné contre elles des dispositions

(1) « Qu'on ouvre l'histoire de l'Angleterre, disait le président, on ne rencontre que des guerres destructives, des expéditions de pirates, des intrigues corruptrices, des stratagèmes perfides, des révoltes excitées, des traités rompus, la tyrannie, le massacre, la cruauté, l'intolérance, l'usurpation, et tout cela pour monopoliser le commerce du monde. Depuis douze ans elle pille nos vaisseaux, et trois mille de nos concitoyens sont ses prisonniers. »

qui répugnent à notre cœur. Il nous en a coûté de faire dépendre les intérêts des particuliers de la querelle des rois, et de revenir, après tant d'années de civilisation, aux principes qui caractérisent la barbarie des premiers âges des nations ; mais nous avons été contraint à opposer à l'ennemi les mêmes armes dont il se servait contre nous. Ces déterminations, commandées par un juste sentiment de réciprocité, n'ont été inspirées ni par la passion ni par la haine. Les conditions de paix que nous avons offertes, après avoir dissipé les trois coalitions qui ont tant contribué à la gloire de nos peuples, nous les offrons encore aujourd'hui que nos armes ont obtenu de nouveaux triomphes... Dans cette nouvelle position, nous avons pris pour principes invariables de notre conduite de ne point évacuer Berlin, ni Varsovie, ni les provinces que la force des armes a fait tomber en nos mains, avant que la paix générale soit conclue, que les colonies espagnoles, hollandaises et françaises soient rendues, que les fondements de la puissance ottomane soient raffermis, et l'indépendance absolue de ce vaste empire, premier intérêt de notre peuple, irrévocablement consacrée... » Mais la paix était impossible. L'Angleterre, aveuglée par sa haine insensée contre la France, trahissait ses propres intérêts, les libertés de l'Europe, la civilisation, en faveur de l'allié impérial dont elle était dupe depuis un demi-siècle ; et de même qu'elle avait laissé démembrer la Pologne pour satisfaire sa passion contre la révolution française, elle travaillait maintenant elle-même à livrer l'empire ottoman à l'aigle moscovite, dans l'espoir d'abattre Napoléon.

§ VII. Rupture de la Porte avec la Russie. — Insurrection de la Pologne. — La Turquie avait ouvert les yeux sur le sort que lui réservait la protection de la Russie ; elle était revenue à sa politique naturelle, et avait, depuis la bataille d'Austerlitz, renoué ses relations d'amitié avec la France. Elle était gouvernée par deux hommes éclairés, le sultan Sélim III et le vizir Barayctar, qui voulaient régénérer l'empire ottoman, et avaient demandé, pour cette grande entreprise, l'amitié de Napoléon. Celui-ci ne cessait de dévoiler les projets de la Russie sur la Turquie, de manifester l'immense intérêt qu'il portait à cet empire, de déclarer que la seule condition de paix qu'il exigeait du czar était la conservation de son indépendance et de son intégrité. « Qui pourrait calculer, écrivait-il au sénat, la

[redacted]

durée des guerres, le nombre des campagnes qu'il faudrait fa un jour pour réparer les malheurs qui résulteraient de la pe de l'empire de Constantinople, si l'amour d'un lâche repo les délices de la grande ville l'emportaient sur les conseils d' sage prévoyance? Nous laisserions à nos neveux un long ritage de guerres et de malheurs. La tiare grecque relevé triomphante depuis la Baltique jusqu'à la Méditerranée, verrait, de nos jours, nos provinces attaquées par une nué fanatiques et de barbares; et si, dans cette lutte trop tard l'Europe civilisée venait à périr, notre coupable indiffér exciterait justement les plaintes de la postérité, et serait titre d'opprobre dans l'histoire. » Le général Sébastiani fut voyé en ambassade à Constantinople; il ranima les haines tionales des Ottomans contre les Moscovites, et engagea Sé à faire rentrer directement sous son obéissance la Valachi la Moldavie, devenues en réalité des provinces russes. Alexan regarda cette entreprise comme un outrage, et envoya sur champ une armée de quatre-vingt mille hommes, comman par Michelson, dans les principautés. En ce moment le ro Prusse s'enfuyait à Kœnigsberg en implorant l'assistance de allié, mais le czar n'en persévéra pas moins dans ses projet la gloire d'arrêter les Français fut sacrifiée au « désir d teindre la riche proie qui se présentait. » Michelson s'ava donc jusqu'à Bucharest [1806, 5 janv.], et fit révolter la Ser Sélim envoya une armée sur le Danube. Napoléon ordonn Sébastiani de resserrer l'alliance avec la Porte par tous moyens, et à Marmont de faire passer des officiers et des arı aux pachas de Bosnie et de Scutari.

Cependant le czar, voyant la Pologne prussienne enva par les Français, et la Russie menacée à la fois sur ses d flancs, se décida à envoyer une armée sur la Vistule: i fallait point que l'appât d'une proie nouvelle exposât la p non moins précieuse acquise depuis quinze ans. Or, l'app tion du drapeau tricolore sur la Wartha avait réveillé la logne de son tombeau : ces frères que les Polonais attenda depuis 1792, ils arrivaient enfin, après avoir passé sur le v tre de leurs oppresseurs à Austerlitz et à Iéna. Dombrow Zayonschek et les autres proscrits qui combattaient dep quinze ans dans les rangs français, se jetèrent en avant en pétant ces mots de l'empereur : « La France n'a jamais

connu les partages de la Pologne : que les Polonais s'arment et prouvent au monde qu'ils sont encore une nation. » Tout se souleva; les garnisons prussiennes furent désarmées par les habitants; quatre régiments polonais se formèrent en quelques jours; la Gallicie fut pleine d'agitation; douze mille hommes de la Lithuanie et de la Wolhynie accoururent isolément à travers les armées russes : enfin, quand Napoléon arriva à Posen, au milieu des bénédictions, des acclamations, des supplications de tout un peuple, il entendit cette touchante parole : « La nation polonaise, gémissant encore sous le joug des nations germaniques, prie humblement et implore le très-auguste empereur qu'il daigne faire renaître la Pologne de ses cendres. »

Le partage de la Pologne est un crime unique dans les temps chrétiens : depuis ce monstrueux dépècement d'un peuple, le droit public n'existe plus, la société européenne n'a plus de moralité, les nationalités sont à la merci des ambitions cupides et sauvages qui gouvernaient le monde païen, et l'on attend encore du nouvel ordre de choses enfanté par la révolution française d'autres et de plus solides principes de droit public. Aussi le crime fut-il combiné avec une profondeur infernale et de manière à le rendre éternel : les trois spoliateurs conclurent, sur le cadavre de la Pologne, un pacte qui n'a cessé de les unir; pacte dirigé principalement contre la France, la seule nation qui pût venger la Pologne; pacte où tout l'avantage est à la Russie, toute la honte à la Prusse et à l'Autriche, qui sont, depuis cette époque, enchaînées à servir l'ambition de leur complice et à trahir les intérêts de l'Europe.

Napoléon vit la question polonaise tellement chargée de périls et pleine d'incertitudes, que, pour la première fois de sa vie, lorsqu'il était dans toute la force de son génie et à l'apogée de sa puissance, il hésita. La Prusse était vaincue, mais la Russie était intacte; et l'Autriche n'attendait qu'une occasion pour prendre le rôle qu'elle joua, six ans plus tard, avec tant de perfidie et de succès : en effet, elle avait déjà fait des menaces, envoyé une armée dans la Bohême pour prendre à revers les Français, refusé d'échanger la Gallicie contre la Silésie. Proclamer l'indépendance de la Pologne, c'était réunir, pour la première fois, les trois puissances du Nord contre la France et combler les vœux de l'Angleterre : c'était ouvrir une guerre in-

[redacted]

terminable et universelle, dans laquelle le grand but de Napoléon, la paix maritime, était oublié; or l'armée française y semblait mal disposée après une marche de quatre cents lieues. L'empereur recula : il distribua des armes à la Pologne prussienne, il ne fit peser sur elle ni réquisitions ni contributions; il lui donna un gouvernement provisoire, composé de Polonais prussiens ; mais il évita de prendre des engagements avec les Polonais russes ; il rassura l'Autriche sur ses possessions de la Gallicie ; enfin il fit écrire dans son bulletin : « Le trône de Pologne se rétablira-t-il, et cette nation reprendra-t-elle son existence et son indépendance? Dieu seul, qui tient dans ses mains les combinaisons de tous les événements, est l'arbitre de ce grand problème politique ; mais certes il n'y eut jamais d'événement plus mémorable, plus digne d'intérêt. »

§ VIII. Batailles de Pultusk et d'Eylau. — L'armée russe, forte de quatre-vingt mille hommes, outre quinze mille Prussiens, et commandée par Kaminski, s'était avancée sur la Vistule et avait occupé Varsovie, ayant pour but principal de couvrir les routes de Kœnigsberg et de Grodno. Mais, à l'approche des Français, elle évacua Varsovie et se cantonna entre la Narew et l'Oukra, ayant pour centre de ses positions Pultusk; les Prussiens, commandés par Lestocq, s'établirent sur la basse Vistule.

L'armée française était forte de cent quatre-vingt mille hommes, mais près de la moitié était en arrière : Mortier gardait les côtes depuis le Weser jusqu'à l'Oder, et devait agir dans la Poméranie contre les Suédois ; un nouveau corps, commandé par le maréchal Lefebvre, et composé de trente mille Allemands, Italiens et Polonais, était destiné à assiéger Dantzig, Colberg et Graudentz; Jérôme assiégeait les places de la Silésie; les troupes de la confédération gardaient la Prusse. Murat, Davoust et Lannes, formant l'aile droite, entrèrent à Varsovie, où ils furent reçus avec des transports de joie, et ils s'établirent sur le Bug [28 nov.]; le centre, formé de Soult et d'Augereau passa le fleuve près de Modlin ; la gauche, formée de Ney et de Bernadotte, s'empara de Thorn et d'Elbing. L'empereur, étant arrivé à Varsovie, voulut, malgré la saison, en finir sur-le-champ avec les Russes par un coup d'éclat : d'après ses ordres, et pendant que Ney et Bernadotte manœuvraient sur la basse Vistule pour isoler et couper Lestocq, Soult se dirigea sur Makow pour tourner les Russes; Augereau et Davoust marchèrent de front contre eux

sur Golymin, Lannes sur Pultusk; mais le terrain entre la Narew et la Vistule n'étant qu'un marais où l'on enfonçait jusqu'à mi-corps, la marche des Français se trouva retardée, et au lieu d'une bataille on n'eut qu'une série de combats isolés, où les Russes firent une résistance acharnée, surtout à Pultusk [26 déc.]. Ils se retirèrent sur Ostrolenka, ayant perdu dix mille hommes et quatre-vingts canons. Il était impossible de les poursuivre : les routes étaient des fondrières ; l'armée, épuisée par les marches continuelles, murmurait de ce pays pauvre, de cette terre de boue, de ce ciel éternellement pluvieux. Napoléon résolut de prendre des quartiers d'hiver. Il cantonna sa droite et son centre entre l'Omulew, la Narew et l'Oukra ; il fortifia Praga, Modlin, Thorn ; il étendit sa gauche des sources de la Passarge et de l'Alle à Elbing.

Les Russes, accoutumés au climat de la Pologne, ne laissèrent pas les Français tranquilles dans leurs quartiers d'hiver. Ils s'étaient retirés non sur Grodno, mais dans la Prusse orientale; ils avaient reçu des renforts et étaient fanatisés par les ukases, où le czar les appelait à vaincre « les athées qui s'élèvent contre Dieu et la patrie ; » enfin ils étaient commandés par Benigsen, l'un des meurtriers de Paul Ier, général audacieux jusqu'à la témérité. Celui-ci résolut de pénétrer entre Bernadotte et Ney, en acculant le premier à la mer, de passer la Vistule, de dégager Dantzig, et, en reportant la guerre dans le Brandebourg, de forcer les Français à abandonner la Pologne. Il laissa trois divisions sur la Narew pour menacer Varsovie; avec quatre-vingt mille hommes il se dirigea par Heilsberg sur Guttstadt; rallia Lestocq, qui se porta sur la basse Vistule, et força la Passarge à Liebstadt. Bernadotte, averti à temps, se concentra à Mohrungen, y battit les Russes et recula sur Osterode [1807, 24 janv.]. Napoléon fut vivement contrarié de ce mouvement offensif au milieu de l'hiver, quand les fleuves étaient glacés, les routes couvertes de neige, les approvisionnements difficiles ; néanmoins il ordonna à Barnadotte de reculer jusqu'à Thorn en entraînant l'ennemi à sa poursuite, et il l'avertit qu'il allait se porter sur les derrières des Russes par Allenstein. En effet il laissa Lannes sur la Narew pour couvrir Varsovie; avec Ney, Soult, Augereau, Davoust et Murat, il s'échelonna sur la route de Varsovie à Kœnigsberg pour couper l'ennemi, et arriva à Allenstein. Un accident fit manquer ce

[redacted]

beau plan : l'officier qui portait les instructions de l'empereur à Bernadotte tomba aux mains des Russes. Aussitôt Benigsen, voyant le piége où il donnait, rappela Lestocq aventuré sur la basse Vistule, repassa la Passarge et regagna ses communications, de sorte que les Français le trouvèrent en bataille à Jonkowo, la droite appuyée à la Passarge, la gauche à l'Alle. Soult voulut le tourner par la droite: il enleva Guttstadt et Bergfried, et occupa la route de Heilsberg ; mais les Russes filèrent pendant la nuit par la route d'Eylau, en sacrifiant des arrière-gardes. Lestocq, isolé par cette retraite, voulut percer par Deppen; mais il fut battu par Ney, perdit une partie de son corps, et se retira par Spanden. Ney le poursuivit; Napoléon, avec Soult, Murat et Augereau, se mit à la suite de Benigsen; Davoust fila sur la droite pour se rabattre sur le flanc de l'ennemi. Bernadotte, qui n'avait pas reçu les ordres de l'empereur, était à trois marches en arrière.

Les Russes s'arrêtèrent à Eylau, résolus à livrer bataille pour sauver Kœnigsberg. Le corps de Soult, qui formait avant-garde, les chassa d'Eylau après un sanglant combat, et Napoléon les croyait en pleine retraite, lorsque le lendemain [7 févr.] toute leur armée, resserrée dans un espace très-étroit et couverte par cinq cents bouches à feu, attaqua Eylau. L'empereur fut surpris: il pressa la marche d'Augereau, rappela Ney et Davoust, et avec Soult et la garde soutint le premier effort de l'ennemi. Alors Augereau déboucha pour former le centre, appuyé à droite par la cavalerie qui devait faciliter l'arrivée de Davoust. Mais il tombait une neige épaisse qui aveuglait les Français; et ce corps, perdant sa direction, s'engagea entre le centre et la réserve de l'ennemi : assailli de toutes parts, battu par quarante canons, ne pouvant se former en carré, il fut écrasé et à moitié détruit. A la vue du carnage, Napoléon lança Murat avec toute sa cavalerie pour dégager Augereau. Cette masse perça toutes les lignes ennemies : mais en revenant elle trouva ces lignes reformées, et les perça une seconde fois en leur faisant éprouver d'énormes pertes. Alors Davoust déboucha sur notre droite, attira de ce côté tous les efforts des Russes, et, en débordant leur gauche, jeta le désordre dans leurs rangs. Enfin Ney, qui n'avait pu atteindre Lestocq, au bruit du canon, se rabattit à la hâte pour se rallier à l'aile gauche, et tomba sur le flanc droit de l'ennemi : son arrivée détermina la retraite de Benigsen, qui recula

sans désordre sur Kœnigsberg. L'empereur n'osa le suivre ; sa victoire était si incomplète qu'elle ne lui avait donné pour trophées que six mille blessés, vingt-quatre canons et seize drapeaux. Le champ de bataille offrait le plus affreux spectacle. « Qu'on se figure, disait le bulletin, sur un espace d'une lieue carrée, neuf ou dix mille cadavres, quatre ou cinq mille chevaux tués, des lignes de sacs russes, des débris de fusils et de sabres, la terre couverte de boulets, d'obus, de munitions, vingt-quatre pièces de canon auprès desquelles on voyait les cadavres des conducteurs tués au moment où ils faisaient des efforts pour les enlever ; tout cela avait plus de relief sur un fond de neige. »

L'armée française fut attristée de cette bataille si meurtrière, de ce climat rigoureux, de cette campagne si peu décisive : elle n'avait pas bon marché des Russes comme des Autrichiens et des Prussiens, et il fallait hacher, pour les faire tomber, ces automates barbares qui croyaient mourir pour leur foi. Après huit jours de repos près du champ de bataille, Napoléon se décida à reprendre ses quartiers d'hiver pour y rétablir son armée, amasser des approvisionnements, refaire son artillerie, inférieure à celle des Russes, enfin s'assurer de Dantzig. Bernadotte et Soult s'établirent sur la Passarge ; Ney, de Guttstadt à Allenstein ; Davoust, sur l'Omulew ; la garde et le quartier général étaient à Finkenstein, et les dépôts à Thorn. Le corps de Lannes, qui avait livré sur la Narew un combat très-glorieux à Ostrolenka, resta dans ses positions. Lefebvre investit Dantzig ; Mortier bloqua Colberg et opéra contre les Suédois ; enfin Brune, avec un nouveau corps d'observation de trente mille hommes, la plupart Italiens, Hollandais et Espagnols, garda les bouches de l'Ems, du Weser, de l'Elbe, et surveilla Berlin.

§ IX. Les Anglais devant Constantinople et en Égypte. — Traité de Bartenstein. — Prise de Dantzig. — Cependant l'entrée des Français en Pologne avait arrêté la marche des Russes dans la Valachie ; Sélim, animé par cette puissante diversion, déclara solennellement la guerre à la Russie, et l'influence française devint toute-puissante à Constantinople. Mais alors l'Angleterre vint au secours de son allié impérial, et envoya une flotte dans la Méditerranée, qui somma le sultan de renvoyer Sébastiani, de faire alliance avec la Russie et l'Angleterre contre la France, de céder aux Russes la Moldavie et la Valachie,

[redacted]

de remettre les Dardanelles, sa flotte et ses munitions navales aux Anglais. Sélim rejeta ces propositions, aussi étranges par leur insolence que par leur ineptie ; mais, malgré les avis de Sébastiani, il ne prit aucune mesure de défense. Alors la flotte anglaise, commandée par Duckworth, traversa les Dardanelles, qui n'étaient pas gardées, brûla cinq vaisseaux turcs [19 févr.], et arriva devant Constantinople, qu'elle menaça d'un bombardement. Le peuple était furieux et demandait des armes ; mais les ministres tremblèrent et décidèrent le sultan à renvoyer Sébastiani. Celui-ci refusa de partir. « L'empereur, dit-il, ne voudra pas, par une faiblesse indigne de lui, descendre du haut rang où l'ont placé ses glorieux ancêtres. Vos remparts ne sont pas armés ; mais vous avez du fer, des munitions, des vivres, des bras ; ajoutez-y du courage, et vous triompherez de vos ennemis. » L'énergie de l'ambassadeur ranima Sélim : « On veut que je fasse la guerre à mon meilleur ami ! lui dit-il ; écris à l'empereur qu'il peut compter sur moi comme je compte sur lui. » Et il mit à sa disposition toutes les ressources de sa capitale. Sébastiani amusa Duckworth par une négociation et gagna huit jours, pendant lesquels, à l'aide de quelques officiers français, et grâce à l'enthousiasme des Turcs, il couvrit Constantinople et les détroits de six cents bouches à feu, de cent chaloupes canonnières, d'une ligne de vaisseaux rasés et embossés. Alors Duckworth n'eut plus qu'à se mettre en retraite, de peur que les Dardanelles ne lui fussent fermées ; mais il ne repassa le détroit qu'en perdant deux corvettes et sept cents hommes. C'était une victoire pour la France : aussi Napoléon envoya à Sébastiani des officiers et des artilleurs pour organiser l'armée turque, et il ordonna à Marmont de se tenir prêt à former l'extrême droite de la grande armée en marchant avec vingt-cinq mille hommes dans la Servie.

Il semblait qu'il eût été sous-entendu, dans le traité d'avril 1805, que l'Angleterre et la Russie se laisseraient mutuellement, l'une sur le continent, l'autre sur la mer, satisfaire leur ambition : en effet, pendant que l'Angleterre cherchait à donner aux Russes ces Dardanelles, qu'Alexandre appelait la clef de sa maison, elle faisait, dans son seul intérêt, des expéditions particulières : ainsi elle chercha deux fois à s'emparer de Buénos-Ayres ; elle fit partir de la Sicile, qui n'était plus qu'une de ses colonies, une petite armée qui tenta de ranimer la révolte

de la Calabre, mais qui fut battue par Reynier à Mileto ; enfin elle voulut se venger de l'échec de Constantinople en prenant aussi sa part de l'empire ottoman : elle envoya en Égypte, ce magnifique passage vers les Indes qu'elle n'a cessé de convoiter, dix mille hommes qui s'emparèrent d'Alexandrie et marchèrent sur Rosette [1807, 15 mars]. Mais il y avait alors pour pacha d'Égypte un homme de génie qui songeait à régénérer ce pays avec les débris de la colonie française : Méhémet-Ali battit les Anglais et les força à se rembarquer honteusement [19 avril]. Sélim déclara la guerre à l'Angleterre.

La Russie et la Prusse étaient mécontentes de ces expéditions, qui semblaient étrangères à la guerre contre la France : elles resserrèrent leur alliance par le traité de Bartenstein [25 avril], qui énonça les principales stipulations du traité d'avril 180; c'est-à-dire que ces deux puissances, dont l'une ne possédait plus que deux ou trois villes, et l'autre avait déjà perdu deux batailles, s'engagèrent, au moment où les Français étaient sur la Vistule, à faire rentrer la France dans ses anciennes limites ; convention qui ne fut annulée par aucun événement et qui resta secrètement en vigueur, malgré les traités contraires faits avec Napoléon. L'Angleterre y accéda, promit des subsides, et s'engagea à envoyer trente mille hommes dans la Poméranie pour agir avec les Suédois sur les derrières de l'armée française. L'Autriche fut invitée à compléter la coalition, mais elle se contenta d'offrir une médiation hypocrite, qui fut refusée.

Pendant ce temps, Napoléon, de son camp de Finkenstein et à cinq cents lieues de sa capitale, administrait son empire ; s'occupait de finances, de travaux publics, d'arts et de littérature. Il faisait assembler un *sanhédrin* des juifs qui interprétait les lois de Moïse de façon à faire des citoyens de cette race proscrite. Il donnait des secours aux fabricants qui souffraient de la stagnation du commerce : « Je m'afflige, disait-il, de ma manière de vivre qui, m'entraînant dans les camps, dans les expéditions, détourne mes regards de ce premier objet de mes soins, de ce premier besoin de mon cœur, une bonne et solide organisation de ce qui tient aux banques, aux manufactures, au commerce. » Enfin il renforçait son armée, qui fut portée à cent soixante-dix mille hommes, sans la garde et la réserve de cavalerie ; il appelait d'avance la conscription de 1808, qui forma réserve dans l'intérieur ; enfin il préparait, avec une activité qui harassait

[redacted]

tous les administrateurs, des masses énormes de vivres et munitions [1].

Les hostilités n'avaient pas cessé sur tous les points : en lésie, Vandamme prenait Breslaw, Brieg, Schweidnitz, c'est-à-dire en huit mois six places, quinze cents canons et vi quatre mille hommes. En Poméranie, Mortier resserrait St sund, battait les Suédois à Anklam [1807, 8 avril], et fo Gustave à un armistice que Napoléon s'empressa d'appro pour ramener ce roi à son alliance naturelle. « La Suède, faisait-il dire, ne peut se dissimuler que dans la lutte act elle est aussi intéressée que la France au succès de mes arm Enfin, sur la basse Vistule, Dantzig, défendue par Kalkreu et le célèbre ingénieur Bousmard avec dix-huit mille hom était l'objet d'une multitude de combats. Le czar envoya va ment par mer vingt-cinq mille hommes à sa délivrance : armée fut battue. Benigsen essaya vainement de percer la l des cantonnements français : il fut rejeté sur Heilsberg, se fortifia. Enfin, le corps de Mortier étant venu compléter vestissement, la place se rendit [24 mai].

§ X. Batailles de Heilsberg et de Friedland. — La lign la Vistule étant assurée par la possession de Dantzig, de Th et de Praga, Napoléon se préparait à prendre l'offensive, l qu'il fut prévenu par Benigsen. L'armée russe avait été p à cent quatre-vingt mille hommes ; son centre, fort de mille, était à Heilsberg ; sa gauche, de vingt mille, sur la

(1) « Pour connaître Napoléon tout entier, dit Bignon, il faudrait le voir le jour, dans les mêmes heures, discutant toutes les questions relatives à la g depuis les plans de campagne, l'artillerie, le génie, la composition de l'arm ses mouvements, jusqu'à la chaussure et la giberne du soldat ; réglant tout parties de la marine, depuis les combinaisons générales, l'expédition et le des escadres, jusqu'à l'armement de la dernière de ses chaloupes canon parcourant toutes les parties de l'administration, depuis la direction du mi de l'intérieur jusqu'à la réparation de l'église du village ; toutes les parties politique, depuis ses négociations avec les États les plus puissants jusqu'aux à prendre pour s'assurer des États les plus faibles ; enfin traitant ces diverse tières et une foule d'autres avec la même connaissance de l'ensemble et de tails, avec la même fidélité de mémoire, la même netteté d'idées que si chac départements ministériels eût été pour lui l'objet d'une étude exclusive... Peut n'a-t-il pas existé au monde un autre individu, soit dans les hautes, soit dan basses régions de la société, qui ait prouvé, autant que Napoléon, de quelle tinuité, de quelle variété, de quelle étendue de travail l'intelligence d'un homme est capable. »

rew ; sa droite, composée du corps prussien, sur la Passarge ; soixante mille hommes étaient en réserve sur le Niemen. A la nouvelle de la prise de Dantzig, Benigsen chercha à enlever le corps de Ney qui s'était avancé au delà de Guttstadt [4 juin] ; mais le maréchal déploya tant de sang-froid et de valeur qu'il se replia sans perte sur Ankendorf. Le lendemain l'attaque recommença, mais Ney montra la même vigueur ; il se replia sur Deppen et repassa la Passarge après avoir fait perdre à l'ennemi cinq mille hommes. Les attaques des Russes contre Soult et Bernadotte, à Lomitten et à Spanden, n'eurent pas plus de succès ; alors Benigsen, voyant son plan manqué, se mit en retraite.

Aussitôt Napoléon appelle à lui Davoust, Lannes, Mortier, Murat et la garde ; il franchit la Passarge, enlève Guttstadt, rejette les Russes sur la rive droite de l'Alle, et les coupe du corps de Lestocq qui file le long du Frische-Haf sur Kœnigsberg. Benigsen arrive dans son camp retranché d'Heilsberg par la rive droite de l'Alle : il y est assailli par les Français, qui veulent le couper définitivement des routes d'Eylau et de Kœnigsberg et le rejeter sur le Niemen. Après une suite de combats très-meurtriers, où les Russes perdent dix mille hommes et les Français sept mille, ceux-ci, n'ayant pu emporter Heilsberg, laissent un corps devant cette ville et marchent sur Eylau [10 juin]. Aussitôt Benigsen brûle ses ponts et se dirige par la rive droite de l'Alle sur Wehlau, pour prendre position sur le Pregel ; mais arrivé devant Friedland, ville située sur la rive gauche de l'Alle, il s'avise de passer la rivière pour prendre en flanc nos colonnes de marche et les prévenir sur Kœnigsberg. Soult, Davoust et Murat se dirigeaient par Eylau sur cette ville, qui n'était plus couverte que par Lestocq ; Lannes et Mortier longeaient l'Alle en se dirigeant sur Friedland, et suivis à une longue distance par Ney et Victor [1]. Benigsen chassa les avant-postes français de Friedland, mais, au lieu d'écraser Lannes et Mortier isolés, il s'étendit en demi-cercle autour de la ville. Napoléon, qui marchait avec la garde en arrière de Ney, apprenant la mauvaise position de l'ennemi, qui s'acculait à l'Alle et cherchait une bataille sans nécessité, ordonna à Lannes et à Mortier de

(1) Victor commandait provisoirement le corps de Bernadotte, celui-ci ayant été blessé à Spanden.

le tenir en haleine, et il pressa la marche de Ney et de Victor. En effet, Lannes et Mortier occupèrent l'ennemi jusqu'à quatre heures du soir [14 juin]; alors Napoléon arriva et prit les dispositions les plus simples et les plus précises : il porta Ney à la droite, Lannes au centre, Mortier à la gauche, Victor et la garde en réserve. L'aile gauche des Russes était dans un coude de l'Alle, entre la ville et un étang; en la battant, on était maître de Friedland, et la droite se trouvait acculée à l'Alle et coupée : l'attaque devait donc se faire par la droite en pivotant sur la gauche immobile. En effet, Ney, soutenu en arrière par Victor et protégé par soixante pièces d'artillerie, écrasa la gauche des Russes dans le gouffre où elle ne pouvait se mouvoir; il la rejeta dans la ville, lui fit repasser l'Alle, et s'arrêta devant cent vingt bouches à feu que l'ennemi mit en batterie pour protéger sa retraite. Pendant ce temps, la droite des Russes était attirée par Lannes et Mortier sur la route de Kœnigsberg; mais, avertie par la prise de Friedland du piége où elle donnait, elle recula à la hâte sur la ville, dont les ponts n'existaient plus et qui était occupée par quarante mille Français : alors elle se trouva prise en queue, en tête, sur sa gauche, et elle avait à sa droite la rivière. Elle aima mieux s'y précipiter que de se rendre; mais elle y laissa ses canons, ses blessés, et atteignit la rive droite, diminuée de moitié. Tout s'enfuit sur le Pregel et de là sur le Niemen. Les Russes avaient perdu trente mille hommes tués, blessés ou prisonniers, presque tous leurs canons et leurs bagages, et la déroute leur coûta encore dix mille hommes. Les Français avaient eu quinze cents morts et quatre mille blessés.

Cependant Soult, Davoust et Murat étaient arrivés devant Kœnigsberg, où Lestocq avait réuni vingt-cinq mille hommes, et ils le menacèrent d'un assaut; mais à la nouvelle de la bataille, celui-ci évacua la ville, où les Français trouvèrent des approvisionnements immenses, cent mille fusils, deux cents bâtiments anglais. Murat se jeta à la poursuite des Prussiens, et atteignit Tilsitt en même temps que Napoléon arrivait dans cette ville par la route de Wehlau.

§ XI. Traité de Tilsitt. — Dès qu'Alexandre vit les Français sur le Niemen et la Pologne russe qui allait être envahie, il se décida à demander la paix, « afin, dit l'historien Butturlin, de gagner le temps nécessaire pour se préparer à soutenir conve-

nablement la lutte, qu'on savait bien devoir se renouveler un jour ([1]). » Les deux empereurs convinrent de se voir, et la première entrevue eut lieu sur un radeau construit au milieu du fleuve [25 juin]. « Je hais les Anglais, dit Alexandre en embrassant Napoléon, autant que vous les haïssez : je serai votre second dans tout ce que vous ferez contre eux. — En ce cas, répondit Napoléon, la paix est faite. » Les deux souverains prirent séjour dans Tilsitt, admirent à leurs conférences le roi de Prusse, et se traitèrent avec les marques de la plus vive amitié pendant vingt jours. Napoléon se trouvait flatté d'être reconnu par le plus puissant monarque de l'Europe ; Alexandre, qui alliait à une grande fausseté une exaltation chevaleresque poussée jusqu'à l'illuminisme, croyait participer à la gloire de « l'homme du siècle et de l'histoire. » Quant au roi de Prusse, il était oublié des deux nouveaux amis, et se voyait d'avance sacrifié : vainement la reine vint elle-même supplier le vainqueur qui l'avait outragée dans ses bulletins, et employa-t-elle, pour l'adoucir, toutes les séductions de sa beauté et de son esprit : Napoléon fut insensible jusqu'à la dureté. La guerre de Prusse avait été une guerre enfantée par la passion ; ce fut un traité dicté par la passion qui la termina.

« L'empereur Napoléon, dit le traité, par égard pour l'empereur Alexandre, consent à restituer au roi de Prusse les pays ci-nommés [7 juillet] ; » c'est-à-dire qu'on enleva à la monarchie prussienne ses provinces situées entre le Rhin et l'Elbe et ses provinces polonaises. Les premières formèrent, avec la Hesse, le Brunswick, et une partie du Hanovre, le royaume de Westphalie, qui fut donné à Jérôme Bonaparte. Les dernières formèrent le grand-duché de Varsovie, qui fut donné au roi de Saxe. Dantzig fut déclarée ville libre. Les duchés d'Oldenbourg et de Meklembourg furent restitués à leurs possesseurs, avec la condition que les ports auraient garnison française jusqu'à la paix générale. Les États prussiens ne devaient être évacués par les troupes françaises qu'après l'entier acquittement des contributions frappées sur le pays. Le roi de Prusse reconnut le blocus continental.

Le traité de Tilsitt porta la puissance de Napoléon à son apogée ; mais il contenait en germe les causes de sa chute. Le traité

([1]) Hist. de la campagne de 1812, t. I.

[redacted]

semblait se réduire à la formation de deux États créés avec les lambeaux d'une monarchie qui ne pouvait être plus qu'une ennemie acharnée, l'un pour donner une couronne à un Bonaparte, l'autre pour acquérir l'amitié du czar par une condamnation indirecte de la Pologne ; mais il était inspiré par les deux pensées qui absorbaient la politique impériale, le système dynastique, la paix maritime ; et il dévoilait l'apostasie du représentant de la révolution, qui sacrifiait l'alliance des peuples à celle des rois, quand il était démontré qu'il n'avait rien à attendre de la foi et de l'équité des gouvernements. C'est ce que témoigna le traité secret d'alliance qui en fut le couronnement ; alliance à laquelle Napoléon fut conduit par le désespoir d'apaiser jamais cette haine aveugle de l'Angleterre, qui a fait manquer à la France les destinées du monde ; alliance contre nature, car la Russie, puissance asiatique, race encore barbare, terre d'esclavage, est la véritable ennemie de la révolution française, la véritable ennemie de la civilisation et des libertés de l'Europe. Par ce traité, « si l'Angleterre n'avait pas consenti au 1er novembre à conclure la paix, en reconnaissant que les pavillons de toutes les puissances doivent jouir d'une égale et parfaite indépendance sur les mers, et en restituant les conquêtes faites sur la France et ses alliés depuis 1805, la Russie devait faire cause commune contre elle avec la France, et entraîner les cours de Lisbonne, de Stockholm et de Copenhague. » Ainsi Napoléon semblait arrivé à son grand but, puisque l'Angleterre, en face de l'Europe entière adoptant le blocus continental, devait être forcée à la paix ; mais, pour cela, il lui fallut faire au czar une concession étrange : « Si la Porte Ottomane n'acceptait pas la médiation de la France, ou si les négociations ne conduisaient pas à un résultat satisfaisant, la France fera cause commune avec la Russie contre la Porte, et les deux hautes puissances contractantes s'entendront pour soustraire toutes les provinces de l'empire ottoman en Europe, la ville de Constantinople et la Romélie exceptées, au joug et aux vexations des Turcs. » Ainsi Napoléon abandonnait les grands principes de la politique française : les Turcs et les Polonais n'avaient été pour lui que des auxiliaires ; et, après avoir promis de ne pas restaurer la Pologne, il s'engageait à démembrer la Turquie. Tout l'éclat du traité de Tilsitt était donc à Napoléon, qui pouvait s'enivrer de sa gloire et de son rôle de roi des rois ; mais tout le solide était

à Alexandre, qui, avec sa politique rusée, positive, persévérante, obtenait la confirmation du meurtre de la Pologne et s'assurait dans l'avenir le partage de la Turquie. Toutes les autres conventions entre les deux empereurs, leurs conversations, leurs projets et leurs rêves portaient le même caractère : ainsi Alexandre et Napoléon se laissèrent mutuellement libres d'effectuer leurs projets de conquête, l'un sur la Suède, l'autre sur la péninsule hispanique; mais le premier allait se donner la souveraineté de la Baltique et assurer les portes de sa capitale par l'acquisition humble et précieuse de la Finlande; le second, voulant compléter son système dynastique en Espagne, allait heurter sa fortune contre la force d'où elle était sortie, la force populaire : c'était le signal de sa décadence.

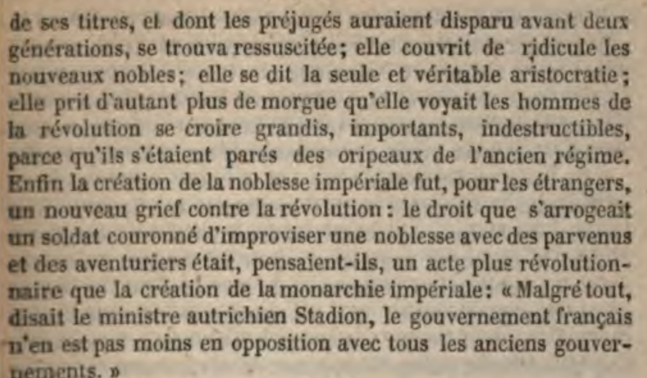
CHAPITRE III.

Guerre d'Espagne. — Cinquième coalition. — Traité de Vienne. — Du 7 juillet 1807 au 14 octobre 1809.

§ I. Suppression du tribunat. — Organisation de la noblesse, etc. — Marengo avait produit le concordat, l'amnistie des émigrés, la Légion d'honneur; Austerlitz avait produit le système fédératif, les grands fiefs, les substitutions; Iéna et Friedland furent suivis de nouvelles attaques aux mœurs et aux institutions révolutionnaires. Le tribunat fut supprimé [1807, 18 sept.], « comme n'offrant plus, dans l'édifice public, qu'une pièce inutile, déplacée et discordante; » et il fut remplacé, pour la discussion des lois, par trois commissions du corps législatif, délibérant séparément, et ayant chacune sept membres. Les substitutions furent introduites dans le Code civil; et par là, le principe d'égalité, qui formait la base de ce Code, fut anéanti. Les sénatus-consultes du 30 mars et du 14 août 1806 furent complétés par un décret qui rétablit les titres féodaux [1808, 1er mars], et organisa une nouvelle noblesse : les grands dignitaires de l'empire eurent le titre de *princes*; les ministres, sénateurs, conseillers d'État, présidents du corps législatif, archevêques, eurent celui de *comtes;* les présidents des colléges électoraux, les présidents des cours de cassation, des comptes, d'appel, les évêques, les maires des trente-sept *bonnes villes*, eurent celui de *barons*; les membres de la Légion d'honneur eurent celui de *chevaliers*. Ces titres étaient transmissibles à la

descendance, de mâle en mâle et par ordre de primogéniture, de ceux qui en étaient revêtus, à la condition d'instituer des majorats dont le chiffre fut déterminé. L'empereur se réserva d'accorder les titres qu'il jugerait convenables aux officiers civils et militaires qui auraient rendu des services à l'État. Alors il commença sa distribution de dignités, d'armoiries, de dotations prises sur les pays conquis: non-seulement ses maréchaux furent décorés des noms glorieux de leurs victoires, mais les Jacobins furent affublés des titres féodaux qu'ils avaient tant foulés aux pieds: on ne reconnut plus Fouché, devenu duc d'Otrante; Cambacérès, duc de Parme; Monge, comte de Péluse, etc. [1]. Ce fut l'occasion de sanglantes railleries. Mais Napoléon ne douta pas de son entreprise. « J'ai créé, disait-il, différents titres impériaux pour empêcher le rêtour de tout titre féodal incompatible avec les constitutions, réconcilier la France nouvelle avec la France ancienne, favoriser la fusion de l'ancienne noblesse dans la nation, mettre les institutions de la France en harmonie avec celles de l'Europe. » C'était une grande erreur, conséquence de la pensée politique qui l'inspirait depuis le 18 brumaire, et qui l'avait conduit à transiger sans cesse avec les ennemis de la révolution pour se concilier leurs suffrages. « Depuis 1789, avait-on dit souvent, la nation française est la noblesse du genre humain. » Elle tomba de ce rang, et fut rejetée dans la roture, pendant qu'il se forma dans son sein une aristocratie bâtarde, sans conscience, sans cœur et sans dévouement, prête à subir tous les régimes pour conserver ses richesses, et dont l'existence embarrasse aujourd'hui l'avenir de la France. La noblesse ancienne, qui s'était résignée à la perte

(1) Voici les titres donnés de 1808 à 1812 aux principaux personnages de l'empire : Berthier, prince de Neufchâtel et de Wagram; Talleyrand, prince de Bénévent; Bernadotte, prince de Ponte-Corvo; Davoust, prince d'Eckmühl, duc d'Auerstædt; Masséna, prince d'Essling, duc de Rivoli; Ney, prince de la Moskowa, duc d'Elchingen; Cambacérès, duc de Parme; Lebrun, duc de Plaisance; Moncey, duc de Conegliano; Augereau, duc de Castiglione; Soult, duc de Dalmatie; Lannes, duc de Montebello; Mortier, duc de Trévise; Bessières, duc d'Istrie; Victor, duc de Bellune; Kellermann, duc de Valmy; Lefebvre, duc de Dantzig; Marmont, duc de Raguse; Junot, duc d'Abrantès; Macdonald, duc de Tarente; Oudinot, duc de Reggio; Suchet, duc d'Albuféra; Duroc, duc de Frioul; Fouché, duc d'Otrante; Clarke, duc de Feltre; Savary, duc de Rovigo; Caulaincourt, duc de Vicence; Maret, duc de Bassano; Gaudin, duc de Gaëte; Champagny, duc de Cadore; Régnier, duc de Massa; Arrighi, duc de Padoue.



de ses titres, et dont les préjugés auraient disparu avant deux générations, se trouva ressuscitée; elle couvrit de ridicule les nouveaux nobles; elle se dit la seule et véritable aristocratie; elle prit d'autant plus de morgue qu'elle voyait les hommes de la révolution se croire grandis, importants, indestructibles, parce qu'ils s'étaient parés des oripeaux de l'ancien régime. Enfin la création de la noblesse impériale fut, pour les étrangers, un nouveau grief contre la révolution : le droit que s'arrogeait un soldat couronné d'improviser une noblesse avec des parvenus et des aventuriers était, pensaient-ils, un acte plus révolutionnaire que la création de la monarchie impériale: « Malgré tout, disait le ministre autrichien Stadion, le gouvernement français n'en est pas moins en opposition avec tous les anciens gouvernements. »

Toutes les institutions de cette époque, quoique excellentes par elles-mêmes, furent marquées d'une tache antilibérale: ainsi, dans l'organisation définitive de l'université, la liberté de l'enseignement se trouva entièrement détruite [1808, 17 mars], et la base de l'éducation fut la « fidélité à la monarchie impériale, dépositaire du bonheur du peuple, et à la dynastie napoléonienne, conservatrice de l'unité de la France et de toutes les idées libérales proclamées par la constitution. » Ainsi, dans la rédaction du Code d'instruction criminelle, l'institution du jury fut altérée, et la liberté individuelle compromise. Ainsi encore, la *cour des comptes* fut établie pour vérifier les recettes et dépenses de l'État [1807, 5 novembre], des départements et des communes; mais elle n'eut point à s'occuper du domaine extraordinaire de l'empereur, provenant des contributions de guerre, et qui s'élevait déjà à 400 millions. Cependant ces institutions, même celle de la noblesse, n'attiraient à Napoléon qu'un concert d'adulations : tout se perdait dans l'éclat de Tilsitt. La grande nation gouvernait l'Occident; son Code, ses lois, son administration étaient adoptés par les autres États ; le régime féodal se trouvait battu en brèche dans toute l'Europe par la propagation de nos idées et de nos mœurs. Le régime impérial était du despotisme; mais il était si passionné pour tous les progrès, si habile à découvrir tous les mérites, qu'on pardonnait tout à l'homme qui voulait « faire de Paris la capitale de l'univers, et de la France un véritable roman. » « Durant les longues absences de l'empereur, et tandis que toutes les troupes

[redacted]

étaient au delà des frontières, la France conservait au dedans la plus parfaite sécurité et le calme le plus profond. Aucune partie de son vaste territoire n'était violée ; les lois y étaient exécutées partout sans obstacle et sans efforts, les contributions régulièrement acquittées, les routes parfaitement sûres, tous les services fidèlement exécutés, et les masses dévouées à l'empereur.»

§ II. Prise de Copenhague par les Anglais. — Affaires de la Turquie. — Conquête de la Finlande par les Russes. — Le système du blocus continental semblait en plein triomphe à Tilsitt : la puissance anglaise en avait été frappée au cœur : « c'était, disait-on au parlement, la plus profonde et la plus pernicieuse machination qui eût jamais été inventée pour l'extinction graduelle de l'Angleterre. » Mais il était d'une exécution très-difficile, puisqu'il supposait du dévouement et de l'intelligence dans cent millions d'individus qui souffraient pour un but très-compliqué, très-éloigné, très-incertain ; il devenait chimérique, si l'on n'en pressait pas immédiatement l'exécution partout. Il fallait qu'avant six mois tout le continent fût réuni contre l'Angleterre : il ne pouvait plus y avoir de neutres.

L'Angleterre avait prévu que Tilsitt serait l'occasion d'une grande ligue maritime contre sa puissance, et elle s'était préparée à la prévenir en attaquant les neutres : aussi, quand Alexandre lui offrit sa médiation, elle la rejeta et envoya dans la Baltique une flotte de vingt-trois vaisseaux et de trente et une frégates ou corvettes, avec cinq cents transports portant trente-deux mille hommes. Cette expédition était dirigée contre un État qui se trouvait en pleine paix avec les Anglais, et qui s'était placé au premier rang des nations par sa dignité morale et sa sagesse inaltérable, mais aussi qui s'était déjà noblement sacrifié pour la liberté des mers, et avait toujours refusé d'entrer dans les coalitions contre la France. La flotte anglaise apparut devant Copenhague [1807, 8 août] et somma le prince régent de faire alliance avec l'Angleterre et de lui livrer ses vaisseaux, « attendu que, le Danemark ne pouvant conserver sa neutralité, la Grande-Bretagne avait intérêt à ce que les forces des neutres ne fussent pas employées contre elle. » Le gouvernement danois fut stupéfait d'une attaque que rien ne pouvait faire prévoir ; il n'avait pas un bataillon sur pied, pas un canon en batterie : néanmoins il rejeta avec indignation la sommation des Anglais. Alors ceux-ci investirent la ville par mer et par terre.

et la bombardèrent pendant six jours. Les Danois firent une résistance héroïque; mais, voyant la moitié de leur ville brûlée, et n'ayant nul espoir de secours, ils capitulèrent. Les Anglais s'emparèrent de dix-huit vaisseaux, quinze frégates, six bricks, vingt-cinq chaloupes canonnières [7 sept.], en tout deux mille canons; ils détruisirent les chantiers et les arsenaux; ils emportèrent jusqu'aux bois, aux fers, aux cordages.

C'était le couronnement de toutes les pirateries dont l'Angleterre avait si audacieusement scandalisé le monde. Les ministres anglais s'excusèrent en disant « que les efforts que le Danemark avait faits pour soutenir les droits des neutres prouvaient qu'il était capable de les faire encore, et que cette expédition, en diminuant les forces de l'ennemi, avait augmenté la sécurité de la Grande-Bretagne. » Le gouvernement danois fit arrêter tous les sujets anglais, confisqua leurs propriétés, interdit toute communication avec l'Angleterre, et conclut avec la France un traité d'alliance qui ne fut rompu que par la chute de Napoléon. La Russie montra la plus grande indignation d'un « acte de violence dont l'histoire n'offrait pas d'exemple; » elle proclama les principes de la neutralité armée, déclara qu'elle rompait toute relation avec l'Angleterre jusqu'à ce que satisfaction eût été donnée au Danemark, et fit exécuter les décrets du système continental avec la plus grande rigueur. La Prusse et même l'Autriche suivirent l'exemple de la Russie. Mais l'Angleterre redoubla d'acharnement; elle déclara que tous les ports du continent dont le pavillon britannique se trouvait exclu étaient bloqués; que toute communication était interdite avec eux; que les bâtiments des puissances neutres, amies et même alliées, étaient assujettis non-seulement à la visite des croiseurs anglais, mais encore à une station obligée en Angleterre et à une imposition arbitraire sur leur chargement. A cette nouvelle violence, Napoléon répondit : « Tout bâtiment qui sera soumis à être visité et imposé par les Anglais est *dénationalisé*, devenu propriété anglaise et déclaré de bonne prise » [1807, 17 déc.]. Il croyait que l'affaire de Copenhague allait soulever toute l'Europe contre l'Angleterre; mais ni la Prusse ni l'Autriche n'étaient sincères, et, en Russie, il n'y avait que le czar qui fût du parti français : encore la paix de Tilsitt n'était-elle pour lui qu'une halte nécessaire à l'accomplissement de ses projets sur la Turquie et sur la Suède.

[redacted]

L'empire ottoman était de nouveau livré à l'anarchie : Sélim, ayant voulu détruire la milice des janissaires, avait été déposé et remplacé par son neveu Mustapha [29 mai]. L'influence française disparut à Constantinople, et, le traité de Tilsitt ayant été signé, les Turcs regardèrent la médiation proposée par la France comme un abandon perfide. Un armistice fut signé avec les Russes, qui continuèrent à occuper la Valachie et la Moldavie. Napoléon demanda l'évacuation de ces provinces. Alexandre refusa : « S'il faut que je les évacue, dit-il, comment justifierai-je l'alliance française aux yeux des Russes? » Napoléon n'osa insister ; le traité de Tilsitt avait excité une si violente opposition dans l'aristocratie russe, que le czar se voyait menacé tout haut du sort de son père. Mais il regarda cette occupation comme provisoire ; et malgré ses promesses de Tilsitt, il repoussa toute idée de partage de l'empire ottoman : « Nous devons, dit-il, reculer la ruine de cet empire jusqu'au moment où le partage de ces vastes débris pourra se faire sans avoir à craindre que l'Angleterre vienne s'en approprier, par l'acquisition de l'Égypte et des îles, les plus riches dépouilles. » Enfin, pour se débarrasser des sollicitations d'Alexandre, il l'excita à se délivrer de « son ennemi géographique, » en attaquant la Suède.

Gustave IV continuait la folle politique qui devait lasser la patience de ses sujets et le renverser du trône. Au moment où la Russie signait la paix de Tilsitt, il avait recommencé les hostilités contre la France, et s'était vu dépouiller, par l'armée de Brune, de Stralsund, de Rugen et de la Poméranie [1807, 3 juillet]. Après le désastre de Copenhague, Alexandre somma son ancien allié d'adhérer au système continental ; et, sur son refus, il envoya cinquante mille hommes dans la Finlande. Gustave, au lieu de concentrer ses forces dans cette province, voulut conquérir la Norwége [1808, 21 février]. Napoléon envoya trente mille hommes, commandés par Bernadotte, au secours des Danois. Pendant ce temps la Finlande fut conquise par les Russes ; et Alexandre déclara réunie à son empire cette province, qui formait le tiers de la monarchie suédoise. C'était là une triste conséquence du traité de Tilsitt ; mais le système continental allait être exécuté dans tout le Nord, et Napoléon, en sacrifiant la Suède à la Russie, était libre de l'étendre en Italie et en Espagne.

§ III. Querelles de Napoléon avec le pape. — Occupation de Rome. — L'accord entre le pape et l'empereur n'avait pas été de longue durée. Pie VII se repentait du concordat qui l'avait fait accuser de jacobinisme, et il demandait vainement la restitution des légations enlevées à son prédécesseur. De son côté, Napoléon avait, sans l'assentiment du pape, changé en Italie des circonscriptions diocésaines, supprimé des couvents, introduit le concordat. La querelle éclata : pendant la campagne de 1805, l'empereur demanda au pape qu'il fermât ses ports aux Anglais et aux Russes, « ses ennemis devant être ceux du saint-siége, » et il fit occuper Ancône. Pie VII se plaignit vivement de cet attentat à son indépendance ; Napoléon lui répondit [1806, 13 févr.] : « Je me suis considéré comme le protecteur du saint-siége, et j'ai occupé Ancône à ce titre... Votre Sainteté est souveraine de Rome ; mais j'en suis l'empereur. — Le souverain pontife, répondit le pape, n'a jamais reconnu et ne reconnaît point de puissance supérieure à la sienne. Aucun empereur n'a le moindre droit sur Rome : l'empereur de Rome n'existe point. » Et il persista dans sa neutralité, en disant que « le vicaire de Dieu devait conserver la paix avec tous, sans distinction de catholiques et d'hérétiques. » La dispute devint très-ardente. Il était impossible à l'empereur d'admettre la neutralité d'un souverain dont le prédécesseur était entré dans la coalition contre la France, et qui pouvait ouvrir aux Anglais une porte pour prendre à revers les royaumes de Naples et d'Italie ; mais il était dangereux d'attaquer un vieillard qui confondait sa double existence de prince et de pontife, qui criait à la persécution de l'Église quand on menaçait ses États, enfin qui ne répondait aux raisons politiques que par des paroles d'abnégation chrétienne. Cependant, lassé d'une résistance qu'il croyait inspirée par les intrigues de l'Autriche, il lui envoya cet *ultimatum* : « Une alliance offensive et défensive sera conclue entre le pape et les rois d'Italie et de Naples contre les Anglais et les Turcs ; le pape adhérera complétement au blocus continental ; les forteresses romaines seront occupées par les troupes françaises dès qu'une armée anglaise aura menacé de débarquer en Italie ; le pape reconnaîtra Joseph comme roi de Naples ; le tiers des cardinaux sera français ; le concordat sera admis dans les provinces italiennes. » Pie VII ne voulut s'engager qu'à fermer ses ports aux Anglais ; il demanda à négocier sur le reste. Napoléon aurait dû

se contenter de cette concession : il y avait sagesse à ne pas s'engager dans des difficultés spirituelles, et grandeur à ménager le pontife qui l'avait sacré ; mais, emporté par les nécessités de sa politique, il fit occuper Rome par un corps d'armée [1808, 2 févr.], et déclara les trois provinces d'Urbin, d'Ancône et de Camerino réunies au royaume d'Italie. On incorpora les troupes pontificales dans l'armée française ; on désorganisa le gouvernement romain en enlevant les cardinaux et en les transportant dans leurs diocèses ; on enchaîna l'autorité du pape, qui se considéra dès lors comme prisonnier. Tout cela était petit, maladroit, odieux. L'opinion publique se prononça pour le pape, parce que c'était le faible qui résistait au fort, et que le vainqueur des rois avait trouvé un ennemi qu'il ne pouvait ni entamer ni abattre. Pie VII montra dans toute cette lutte une grande résignation, mêlée à l'énergie la plus opiniâtre, pendant que Napoléon montra tour à tour de la violence et de la modération, des accès de colère et des hésitations qui, étant contraires à son caractère, dévoilaient tout son embarras. Ce fut le commencement de sa décadence morale : elle allait continuer par l'extension de son système dynastique en Espagne. La résistance d'un prêtre et la résistance d'un peuple, au moment où les rois étaient prosternés autour de son trône, allaient donner au colosse son premier ébranlement.

§ IV. Situation de la péninsule hispanique. — Conquête du Portugal. — L'Espagne, enchaînée aux destinées de la France par la politique de Louis XIV, était restée dévouée à l'alliance française, même quand les Bourbons avaient disparu du trône de France ; mais elle attendait encore sa régénération sociale. Les idées françaises n'avaient fait qu'effleurer cette contrée, aussi étrangère à l'Europe par son sol que par ses mœurs. Les Bourbons, loin de la convertir à la civilisation moderne, avaient été convertis par elle à sa barbarie antique ; tous ses progrès, depuis un siècle, avaient consisté dans les réformes administratives de Charles III ; l'Espagne semblait être encore en plein moyen âge. Les classes moyennes étaient éclairées, mais molles, sans puissance et comme étrangères au pays. La noblesse et le clergé, ignorants, orgueilleux, ennemis de toute réforme, étaient les maîtres du sol et de toutes les richesses. Le peuple, sauvage, énergique, sobre, nonchalant, vivant de soleil et de processions, mélange de férocité africaine et d'exaltation chevaleresque, était

le seul de l'Europe qui eût conservé des mœurs originales et une puissante individualité; il aimait le régime des moines, sous lequel il croyait n'obéir qu'à Dieu ; il était passionné pour son culte, dont il avait fait une sorte d'idolâtrie; il était fier de sa patrie, plein de confiance en lui-même, plein de haine pour l'étranger.

A la tête de cette nation était une dynastie tombée dans une dégradation morale poussée jusqu'au crétinisme. Charles IV, prince aussi lâche qu'imbécile, avait abandonné tout le gouvernement à l'amant de sa femme, Manuel Godoï, aventurier qui était devenu premier ministre, généralissime, grand amiral, prince de la Paix. Ce favori était en horreur à l'Espagne, qui se voyait par lui tombée au dernier degré des nations, livrée à toutes les volontés de la France, impliquée dans les désastres de la guerre maritime; mais il s'était donné à l'alliance française moins par affection que par crainte : sollicité par les intrigues de l'Angleterre, alarmé de la déchéance des Bourbons de Naples, inquiet de la ruine des finances et des flottes espagnoles, il se lia secrètement à la coalition; et lorsque Napoléon fut attaqué par la Prusse, il publia une proclamation où il appelait les Espagnols à se lever en masse contre un ennemi qu'il ne nommait pas [1806, 5 oct.]. A la nouvelle de la bataille d'Iéna, il trembla, s'humilia, et n'obtint son pardon de l'empereur qu'en s'engageant à envoyer dans la grande armée un contingent de quatorze mille hommes, qui fit partie du corps de Bernadotte.

Napoléon ne pouvait plus compter sur l'alliance espagnole, et cependant sans cette alliance tout son système continental s'écroulait; la France n'avait plus ses derrières assurés lorsqu'elle se portait en Allemagne; la politique pour laquelle l'ancienne monarchie avait fait tant de sacrifices se trouvait ruinée. Il résolut de rendre la Péninsule à jamais française, soit par une réforme politique, soit par le détrônement de sa dynastie, soit enfin par la réunion à la France des provinces de l'Ebre, en compensation desquelles on donnerait à l'Espagne le Portugal. « C'était tout ce que je pouvais désirer de plus complet, disait-il plus tard, pour assurer ma domination jusqu'au cœur de la monarchie, la mettre dans une dépendance absolue, et rompre à jamais les liens de l'Angleterre avec le Portugal et, par contre-coup, avec l'Espagne. » D'après les conventions de Tilsitt, il somma

[redacted]

le prince régent de Portugal, vassal du cabinet de Londres, d'adhérer entièrement au système continental. Le prince s'engagea, pour gagner du temps et par le conseil même du ministère britannique, à fermer ses ports aux Anglais; puis il resserra son alliance avec l'Angleterre, et se disposa à s'enfuir au Brésil. Alors Napoléon résolut de détrôner la maison de Bragance; il engagea la cour d'Espagne dans cette entreprise inique, et lui fit conclure un traité par lequel vingt-cinq mille Français devaient faire la conquête du Portugal, conjointement avec vingt-quatre mille Espagnols, et soutenus au besoin par quarante mille hommes qui s'assemblaient sur les Pyrénées [1807, 27 oct.]. Le Portugal serait partagé en trois portions: le nord devait être donné au jeune roi d'Étrurie, qui céderait la Toscane à la France; le midi serait érigé en souveraineté pour Godoï; le centre resterait sous le séquestre.

Junot, à la tête de vingt-cinq mille conscrits de la dernière levée, passa la Bidassoa [18 oct.], traversa l'Espagne, et arriva sur la frontière de Portugal, sans que la cour de Lisbonne eût connaissance de sa marche. Au lieu de suivre la grande route de Ciudad-Rodrigo, trop longue pour son impatience, il se jeta à travers les contre-forts de la Sierra-Estrella, qui bordent le cours du Tage [1], dans un pays sauvage et désert, sans vivres, sans munitions, arrêté à chaque pas par les torrents et les montagnes, couvrant les sentiers de traîneurs et de malades. La terreur se répandit à Lisbonne : la cour déclara la guerre à l'Angleterre, et consentit à toutes les exigences de la France. Mais une escadre anglaise arriva pour faire, sous d'autres formes, ce qu'on avait fait à Copenhague, c'est-à-dire, s'emparer de la marine et des colonies portugaises, en forçant la cour à s'enfuir au Brésil. Tout s'apprêta pour le départ; et lorsque Junot, précipitant sa course audacieuse, arriva haletant aux portes de Lisbonne avec quinze cents hommes déguenillés, harassés, affamés, la flotte portugaise partit, chargée de la famille royale et de quinze mille nobles qui emportaient toutes les richesses du royaume. Junot entra sans résistance dans cette ville de deux cent mille habitants, qui avait douze mille hommes de garnison; il s'empara du gouvernement, réorganisa son armée, licencia les troupes portugaises et occupa tout le centre

[1] Voy. ma *Géographie militaire*, p. 78 de la 4e édition.

du royaume, pendant que les divisions espagnoles se portaient dans les Algarves et sur le Douro. Tout se soumit sans la moindre résistance devant cette poignée de conscrits imberbes, que protégeait la gloire des vainqueurs de Friedland, tant le nom de Napoléon, de ses soldats, de la France, saisissait les imaginations et inspirait de terreur.

§ V. Entrée des Français en Espagne. — Abdication de Charles IV. — Pendant ce temps, la cour d'Espagne était agitée par les disputes de famille les plus scandaleuses. Ferdinand, fils aîné de Charles IV, était un prince aussi méprisable que son père, par sa fausseté, sa faiblesse, son ignorance; mais, détesté de sa mère, en butte aux persécutions du favori, éloigné entièrement des affaires, il était devenu l'idole du peuple par ses malheurs, et surtout par sa haine pour les « maudits Français. » Il forma le projet de renverser Godoï, de s'emparer du gouvernement, et il écrivit même une lettre à l'empereur pour lui demander sa protection et une épouse de sa famille. Charles IV, instruit de ses desseins et poussé par Godoï, le fit arrêter [1807, 30 oct.], l'accusa hautement d'avoir attenté à sa couronne et à ses jours, et écrivit à l'empereur pour qu'il l'aidât à « révoquer la loi qui appelait Ferdinand au trône. » Néanmoins, sur les prières du favori et quand le prince eut avoué le complot et dénoncé ses complices, il lui pardonna. Napoléon, se voyant l'arbitre du père et du fils, résolut de mettre à profit leurs misérables querelles pour l'exécution de ses desseins. Les Espagnols, qui sentaient la torpeur honteuse où leur nation croupissait, désiraient sa médiation, et semblaient attendre une nouvelle vie de l'homme qui remuait l'Europe.

Une deuxième armée, forte de vingt-huit mille hommes et commandée par Dupont, avait été rassemblée à Bayonne; elle entra en Espagne comme pour soutenir Junot, et prit des cantonnements sur le Douro [21 nov.]. Une troisième armée, à peu près de même force et commandée par Moncey, suivit la deuxième, et s'établit dans les provinces basques [1808, 9 janv.]; une quatrième, forte de dix mille hommes et commandée par Duhesme, entra dans la Catalogne [9 févr.]; une cinquième, commandée par Bessières, se rassembla à Bayonne; enfin de nouvelles divisions se dirigèrent sur les Pyrénées, et on fit une levée de quatre-vingt mille hommes. Tout cela jeta l'alarme en Espagne; mais Godoï n'osa demander des explications et re-

[redacted]

commanda aux gouverneurs des villes et des provinces « d'éviter toute collision avec les alliés. » Les troupes françaises, profitant de tant d'aveuglement et de lâcheté, s'emparèrent, moitié par audace, moitié par ruse, de Figuières, de Barcelone, de Pampelune, de Saint-Sébastien, etc. ; sous le voile de l'alliance et en ayant l'air de menacer le Portugal et Gibraltar, elles commandèrent de la Bidassoa au Tage ; elles réparèrent les places, s'emparèrent des arsenaux, changèrent les couvents en casernes ; enfin témoignèrent, par leurs apprêts, leur attitude, leur arrogance, le sort qu'elles préparaient à la Péninsule. Murat fut nommé général en chef des armées françaises en Espagne.

Alors Napoléon déclara à la cour de Madrid (1er mars) « que l'état actuel de l'Europe exigeait la réunion à l'empire français des provinces situées entre les Pyrénées et l'Ebre, et qu'il offrait en compensation le Portugal. » C'était anéantir le traité du 27 octobre, dont la principale clause avait été exécutée : en effet, la reine d'Étrurie avait été dépossédée de son royaume qui allait être réuni à l'empire français ; de plus, c'était faire de l'Espagne une province de la France, puisque les pays de l'Èbre sont le boulevard de la Péninsule par l'âpreté de leur sol, l'importance de leurs places, le caractère belliqueux de leurs habitants ; enfin c'était se jouer indignement de tout ce qu'il y a de sacré entre les peuples. La cour de Madrid fut stupéfaite. Godoï, n'ayant aucun moyen de résistance, consentit d'abord à cette honteuse cession ; puis, ayant reçu de toutes parts l'avis que Napoléon voulait détrôner les Bourbons, il décida le roi et la reine, et ce fut, dit-on, à l'instigation même de l'empereur, à s'enfuir en Amérique. On fit à Aranjuez, où était la cour, tous les apprêts du départ. Cette nouvelle excita la plus grande fermentation ; et les partisans de Ferdinand s'étant mis en mouvement pour empêcher le voyage, une révolte éclata : les troupes et le peuple entourèrent le château ; le roi fut forcé de révoquer ses ordres de départ et de destituer Godoï (1808, 18 mars). Le favori eut sa maison saccagée ; il n'échappa à la fureur populaire que par le secours de Ferdinand ; enfin il fut jeté en prison. Mais le tumulte continua, et le peuple demandait la tête de Godoï, lorsque le vieux roi épouvanté, ne voyant plus d'autre moyen de sauver son *pauvre ami*, abdiqua en faveur de son fils. Toute l'Espagne fut dans la joie et se crut sauvée.

A la nouvelle de ces événements, Murat marcha sur Madrid avec les corps de Dupont et de Moncey, et il y fut reçu [23 mars] sans défiance, parce qu'on espérait qu'il soutiendrait l'avénement du nouveau roi. Ferdinand arriva le lendemain : il fut accueilli par des transports d'enthousiasme qui témoignaient l'ardeur nationale de ce peuple avili par ses gouvernants, et il sollicita sur-le-champ la reconnaissance de Napoléon en proposant de resserrer l'alliance de l'Espagne et de la France par un mariage. Mais le vieux roi remit à Murat une protestation contre son abdication, laquelle, disait-il, lui avait été arrachée par la force; il écrivit à l'empereur une lettre où il accusait son fils d'avoir attenté à ses jours, et le dénonçait comme l'ennemi de la France ; il demanda, ainsi que la reine, à se retirer au delà des Pyrénées, avec « leur pauvre ami, leur unique ami, l'ami des Français. » Murat garda la neutralité entre les deux rois, prit le vieux Charles sous sa protection, et attendit les ordres de l'empereur. Tous les partis espéraient en lui comme en la seule providence qui pût sauver l'Espagne. Napoléon fut embarrassé par les événements d'Aranjuez. « J'étais bien préparé à quelques changements, écrivait-il à Murat dans une lettre extrêmement remarquable; mais je crois voir, à la tournure des affaires, qu'elles prennent une marche tout autre que je ne croyais... Il ne faut pas croire qu'on attaque une nation désarmée et qu'on n'a que des troupes à montrer pour soumettre l'Espagne. On a affaire à un peuple neuf; il a tout le courage et il aura tout l'enthousiasme qu'on rencontre chez les hommes que n'ont point usés les passions politiques... Exercerai-je un grand acte de protectorat en prononçant entre le père et le fils? Il me semble difficile de faire régner Charles IV : son gouvernement et son favori sont tellement usés, qu'ils ne se soutiendraient pas trois mois. Ferdinand est l'ennemi de la France : c'est pour cela qu'on l'a fait roi; le placer sur le trône, ce serait servir les factions qui, depuis vingt-cinq ans, veulent l'anéantissement de la France... » Il finit par lui recommander de faire en sorte que les Espagnols ne pussent pas soupçonner le parti qu'il prendrait : « Cela ne sera pas difficile, disait-il, je n'en sais rien moi-même. »

§ VI. Charles IV et Ferdinand VII cèdent leurs droits a Napoléon. — Joseph, roi d'Espagne. — Napoléon ne voulut confier qu'à lui-même le soin de conduire des affaires si compli-

quées : il partit pour Bayonne, et l'on répandait en Espagne le bruit qu'il se rendait à Madrid. Alors les amis de Ferdinand et le général Savary, qui avait été envoyé en mission auprès de lui, lui conseillèrent d'aller au-devant de l'empereur, qu'il devait rencontrer, disait-on, à Burgos ou à Vittoria. Ferdinand était persuadé qu'il ne pouvait régner sans la protection de Napoléon, et il craignait d'être prévenu par son père, qui se préparait à aller en France : il partit [1808, 10 avril] malgré les avertissements de ceux qui s'indignaient que le roi d'une aussi grande monarchie avilît publiquement sa dignité pour aller mendier la reconnaissance d'un souverain étranger. Arrivé à Vittoria, il écrivit à l'empereur pour le supplier de dissiper les inquiétudes de ses sujets en le reconnaissant comme roi; mais il n'obtint qu'une réponse aussi franche que dure, où Napoléon lui déclara qu'il ne pouvait le reconnaître tant qu'il ne lui serait pas démontré que l'abdication de Charles IV était parfaitement volontaire. Malgré cette lettre, malgré le peuple qui se portait en armes sur la route pour arrêter sa marche, il résolut d'aller à Bayonne « pour convaincre lui-même l'empereur. » Celui-ci fut surpris de son arrivée [20 avril]; mais dès qu'il eut vu ce triste rejeton de Louis XIV, toutes ses incertitudes cessèrent. « Jamais, dit-il, je ne pourrai compter sur l'Espagne tant que les Bourbons en occuperont le trône. » Et, par son ordre, Savary demanda à Ferdinand sa renonciation à la couronne d'Espagne, moyennant la Toscane en indemnité. Ferdinand refusa avec fermeté. L'empereur lui fit dire de « se décider avant l'arrivée de son père, car il était sûr d'obtenir de celui-ci toutes les cessions qu'il voudrait; » et il fit publier la protestation et la lettre suppliante de Charles IV. Ferdinand persista dans son refus. Alors le vieux roi et sa femme arrivèrent à Bayonne : ils furent reçus avec tous les honneurs royaux, et éclatèrent de joie en trouvant là leur pauvre ami qui venait d'être délivré par Murat et envoyé en France [30 avril] : le favori était l'instrument dont l'empereur voulait se servir pour obtenir les renonciations des Bourbons. Alors commencèrent une série d'intrigues et d'entrevues dans lesquelles Charles IV voulut contraindre son fils à renoncer à la couronne qu'il « avait usurpée. » Ferdinand prétendit faire des conditions et demanda l'adhésion des cortès. Une explosion populaire précipita la catastrophe.

Les Espagnols étaient irrités du départ de la famille royale, de la délivrance de Godoï, de l'invasion perfide des Français. Une insurrection éclata à Madrid; tous les soldats isolés furent massacrés; un combat terrible s'engagea dans les rues. Murat parvint à comprimer la révolte [2 mai]; mais le canon de Madrid retentit dans toute la Péninsule, et l'Espagne allait commencer cette série d'efforts héroïques, de convulsions misérables, de révolutions anarchiques où elle s'est débattue pendant quarante ans.

La nouvelle de l'insurrection fut l'occasion d'une scène horrible entre Charles IV, la reine, Ferdinand et Napoléon: le vieux roi et sa femme demandèrent à leur fils son abdication, en l'accablant d'injures, en le menaçant de l'échafaud, en s'emportant jusqu'à vouloir le frapper. « Je ne reconnaîtrai jamais pour roi d'Espagne, dit Napoléon, celui qui a ordonné le meurtre de mes soldats. Je n'ai d'engagement qu'avec le roi votre père : je vais le reconduire à Madrid. — Moi ! dit Charles, qu'irai-je faire dans un pays où il a armé toutes les passions contre moi ? » Ferdinand ne répondit rien et signa son abdication [5 mai]. Alors Charles fit avec l'empereur un traité par lequel il lui céda tous ses droits au trône d'Espagne, et Ferdinand, son frère Carlos et son oncle Antonio accédèrent à ce traité. Ces princes firent une proclamation pour inviter les Espagnols à « attendre leur bonheur des sages dispositions et de la puissance de Napoléon ; » puis ils se retirèrent, Ferdinand, son frère et son oncle, à Valençay; Charles, sa femme et Godoï, à Marseille.

La junte de gouvernement que Ferdinand avait instituée avant son départ, sur l'invitation de Murat et d'après les ordres de l'empereur, demanda pour roi Joseph Bonaparte. Napoléon accéda à ce vœu forcé, et convoqua à Bayonne une junte d'État de cent cinquante députés pour faire une constitution [15 juin]. « Espagnols, dit-il dans une proclamation pleine de sens et de dignité, après une longue agonie, votre nation périssait; j'ai vu vos maux: je vais y porter remède. Votre monarchie est vieille: ma mission est de la rajeunir. J'améliorerai toutes vos institutions, et je vous ferai jouir, si vous me secondez, des bienfaits d'une réforme sans froissements, sans désordres, sans convulsions... » C'était là, en effet, la mission de l'empereur ; et l'on ne saurait douter que sa domination restauratrice n'eût, en quelques années, remis l'Espagne au niveau des sociétés cu

[redacted]

ropéennes. Mais le but fut discrédité par les moyens : la nation espagnole repoussa le régénérateur qui s'imposait à elle par la trahison ; toute l'Europe regarda l'entrevue de Bayonne comme un guet-apens où les Bourbons avaient été amenés pour s'y dépouiller les uns les autres au profit de Napoléon ; la France ne reconnut plus, dans ces intrigues odieuses, la politique, souvent hautaine et ambitieuse, mais toujours nette et loyale, de son empereur ; elle se demanda de quel droit elle acceptait l'étrange donation de Charles IV, et de quelle utilité serait pour elle l'avénement de Joseph Bonaparte. Louis XIV avait sagement agi en rattachant l'Espagne à la France par un lien dynastique : c'était dans les exigences du droit public créé par le traité de Westphalie ; mais, depuis la révolution, les pactes de famille devaient devenir les pactes des peuples, et c'était par les idées révolutionnaires qu'il fallait renouveler l'alliance de la France avec l'Espagne. Napoléon lui-même l'a reconnu : « Ma plus grande faute, dit-il, est d'avoir mis de l'importance à détrôner la dynastie des Bourbons. Charles IV était usé. J'aurais pu donner une constitution libérale à la nation espagnole et charger Ferdinand de la mettre en pratique. S'il l'exécutait de bonne foi, l'Espagne prospérait et se mettait en harmonie avec nos mœurs nouvelles ; s'il manquait à ses engagements, les Espagnols eux-mêmes l'auraient renvoyé. Vous voulez vous créer un travail d'Hercule, me disait le principal conseiller de ce prince, lorsque vous n'avez sous la main qu'un jeu d'enfant. J'embarquai fort mal toute cette affaire. L'immoralité dut se montrer par trop patente, l'injustice par trop cynique, et l'attentat ne se présente plus que dans sa hideuse nudité, privé de tout le grandiose et des nombreux bienfaits qui remplissaient mon intention. La guerre d'Espagne a été une véritable plaie et la cause première des malheurs de la France... C'est ce qui m'a perdu (¹). »

§ VII. Soulèvement de l'Espagne. — Joseph abdiqua sa paisible couronne de Naples, qui fut transférée à Murat, et il arriva à Bayonne. Des députations espagnoles l'accablèrent de flatteries et de protestations de dévouement ; Ferdinand lui-même, de sa retraite de Valençay, félicita *Sa Majesté Catholique* et lui demanda son amitié ; la junte d'État adopta la constitution proposée par

(¹) Las-Cases, t. IV, p. 255. — O'Méara, t. II, p. 160.

l'empereur ; enfin Joseph, après avoir prêté serment à cette constitution, partit pour Madrid [1808, 9 juillet].

Il fallut que l'armée française lui en ouvrît la route. Pendant que les Bourbons abandonnaient lâchement leur couronne, le peuple espagnol rejetait le roi étranger qu'on lui fabriquait sur une terre étrangère ; il déniait à ses princes le droit de le vendre comme un troupeau ; il prenait les armes pour repousser une constitution, des libertés, des réformes qui lui venaient des mains étrangères. A la nouvelle des événements de Madrid et de Bayonne, des soulèvements éclatèrent spontanément dans toutes les provinces, dans toutes les villes [27 mai]. Ce furent les moines qui donnèrent l'élan au peuple, et le peuple entraîna la bourgeoisie et la noblesse, qui étaient disposées à accepter le roi français. Toutes les troupes se révoltèrent au nom de Ferdinand VII et fraternisèrent avec les insurgés ; les étudiants s'enrôlèrent pour la liberté et formèrent des « légions de Brutus ; » les autorités qui voulurent parler d'ordre public furent outragées ; plusieurs généraux et magistrats, qui essayèrent d'arrêter ou de régulariser le mouvement, furent massacrés ; les Français qui se trouvaient en Espagne furent livrés partout à la vengeance populaire : à Valence, trois cent cinquante furent poignardés de sang-froid dans la citadelle où le peuple les avait renfermés. C'était un mouvement démagogique qui réunissait le fanatisme religieux des temps de la Ligue au fanatisme politique de 93, et qui surpassa l'un et l'autre en atrocité. Des proclamations sanguinaires excitaient les fureurs du peuple contre ces « chiens de Français, » amis des juifs et des Turcs, qui venaient piller leurs riches églises ; des catéchismes grossiers prêchaient l'assassinat contre ces « anciens chrétiens devenus hérétiques, » et enseignaient que « Napoléon procède de l'enfer et du péché, Murat de Napoléon, Godoï de la fornication des deux autres. » Il n'y avait pas d'église où la Vierge n'eût proféré le cri de toute l'Espagne : « Mort aux Français ! » Une insurrection si vaste, si sauvage, si anarchique, aurait conduit toute autre nation à sa ruine, ou l'aurait livrée rapidement aux mains de ses ennemis ; mais il n'est pas de pays où la vie municipale et l'esprit de localité soient plus puissants qu'en Espagne, pas de pays où le sol et les mœurs portent davantage à la guerre civile, où l'on s'accommode plus facilement de l'anarchie : l'Espagne aime la vie d'aventures ; le contrebandier et le brigand sont chez elle des per-

sonnages populaires; elle est restée huit siècles à guerroyer contre les Maures. Des juntes d'insurrections s'établirent donc partout avec une facilité extrême, en même temps que se formèrent de petites armées qui combattaient côte à côte, sans ensemble, sans plan général, mais qui tenaient tout le pays soulevé; les routes étaient coupées, les convois enlevés, les traînards massacrés ou mutilés. La junte de Séville se déclara junte suprême, et déclara une guerre à mort à la France jusqu'à ce que les Bourbons eussent eté rétablis et la nation remise dans son indépendance.

Ce soulèvement si universel, si dévoué, si héroïque, fut la gloire et le malheur de l'Espagne : il donna aux masses une puissance exorbitante, un amour de vagabondage, une habitude de tumulte qui font aujourd'hui le désespoir de ce pays; il arrêta toute réforme, isola les classes lettrées du gouvernement, doubla l'orgueil de la nation et sa haine pour les étrangers; il éloigna l'Espagne du seul pays qui puisse lui donner la vie et la lumière, pour la livrer à un État dont Gibraltar devait à jamais la séparer, et qui ne vit dans ce grand mouvement national qu'un débouché pour ses manufactures. Ce fut, en effet, un coup de fortune pour la puissance britannique et le salut des ennemis de la révolution : l'Angleterre, épuisée, abandonnée de tous ses alliés, déconsidérée par l'incendie de Copenhague, allait être contrainte à la paix, quand les événements d'Espagne changèrent la situation de l'Europe. L'opinion publique se tourna contre Napoléon; la coalition eut un champ de bataille nouveau et sur les derrières de la puissance française; l'Angleterre, à qui tout le continent était fermé, trouva les marchés de l'Amérique; enfin un terrible exemple fut donné au monde : il y avait un peuple qui se révoltait contre la révolution, et c'était au nom de cette indépendance nationale que la France avait montrée aux peuples comme le plus grand des biens. Aussi des transports de joie, des acclamations d'enthousiasme accueillirent-ils en Angleterre l'insurrection espagnole; le ministère fit solennellement alliance avec les juntes; il leur envoya, en moins de six mois, 76 millions, deux cent mille fusils, deux cents canons, et il prépara une armée de débarquement.

§ VIII. Bataille de Medina de Rio-Seco. — Capitulation de Baylen. — Convention de Cintra. — Les Français avaient à faire une guerre toute nouvelle : ce n'étaient plus des gouvernements

qu'il fallait vaincre, c'étaient des masses qu'il fallait soumettre; il ne s'agissait plus de manœuvres savantes à méditer, mais d'un territoire entier à occuper. A la place des villages abondants, des belles routes, des peuples bienveillants de l'Allemagne, on allait rencontrer un « chaos de montagnes où l'on trouve à chaque pas des éboulements, des crevasses, des défilés profonds où trois cents hommes suffiraient pour arrêter une armée; des plaines nues dont rien de vivant que le genêt et la bruyère ne coupe l'uniformité; des pentes déboisées qui n'amassent plus les nuages, où les pluies glissent sur les rochers et n'engendrent que des torrents; des ravins impraticables par leurs eaux en hiver, par leurs escarpements en été; des ruisseaux encaissés dans une lisière de verdure où l'on suit à la trace les plantations et les hameaux; des rivières aux eaux rares, aux flancs décharnés, coupées de barres et de sauts multipliés, où la navigation est presque impossible, les gués dangereux, les ponts peu communs; des routes très-rares, qui sont ou des défilés ou des fondrières; des villes isolées, bâties sur des hauteurs ou concentrées dans des murs; des villages distants et à demi sauvages; des habitants fiers, sobres, courageux et farouches : pays éminemment propre à la guerre défensive et d'une conquête presque impossible [1]; » « grand corps, dit Suchet, qui manque d'embonpoint, qui a encore des nerfs et des muscles. »

L'armée française comptait à peine quatre-vingt mille hommes et n'était composée que de conscrits : mal dirigée par Murat, elle s'éparpilla de tous les côtés et livra une multitude de combats confus et sans résultat. Bessières, de Burgos où il s'était établi, dirigea différents corps sur Logrono, Palencia, Valladolid, Santander, qui ouvrirent les débouchés du Douro et des Asturies, soumirent les provinces basques, et couvrirent la route de Bayonne à Madrid. Mais les insurgés, battus dans la Castille, allèrent se réunir à l'armée de la Galice, dont le noyau était formé du corps espagnol qui était entré dans le nord du Portugal : trente-cinq mille hommes, dont moitié de troupes de ligne, avec quarante canons et des officiers anglais, menacèrent de s'établir entre Burgos et le Douro. Bessières alla au-devant d'eux avec quatorze mille hommes; il les rencontra

(1) *Géographie militaire*, p. 57 de la 4e édit.

[redacted]

à Medina de Rio-Seco, les mit en pleine déroute, leur tua ou prit douze mille hommes, et rejeta leurs débris dans la Galice [1808, 14 juillet]. Cette victoire, qui ne coûta aux Français que deux cents hommes, permit à Joseph d'entrer à Madrid.

Pendant ce temps, Lefebvre-Desnouettes, parti de Pampelune avec six mille hommes, marcha contre Sarragosse, battit deux corps d'insurgés et investit la ville, qui ne fut prise qu'après un siége très-meurtrier. Duhesme, pour ouvrir ses communications avec la France, essaya de s'emparer de Girone; mais, après avoir livré quinze combats en un mois, il rentra à Barcelone. Moncey marcha de Madrid sur Valence avec huit mille hommes, culbuta les insurgés dans les montagnes, et attaqua la ville; mais il fut repoussé, perdit deux mille hommes, et se retira dans la Manche. Dupont avait été dirigé de Madrid sur Cadix: mais, en arrivant à Andujar avec douze mille hommes, il trouva tout le pays insurgé; néanmoins il força le passage du Guadalquivir, enleva Cordoue d'assaut, et saccagea cette grande ville [7 juin]. Il s'arrêta ensuite pour conserver, dit-on, son butin, et laissa l'ennemi reprendre assurance. La junte de Séville rassembla quinze mille hommes de troupes et trente mille insurgés avec un grand matériel tiré de Cadix; elle en donna le commandement à Castaños, qui était aidé de l'émigré français Coupigny et de l'officier suisse Reding. Dupont se replia sur Andujar: son armée était accablée de maladies et démoralisée par les fureurs des habitants; mais Murat lui ordonna de tenir sur le Guadalquivir, et lui envoya la division Vedel, forte de dix mille hommes, qui balaya la Manche et la Sierra-Morena. Cependant, quand il se vit attaqué par Castaños et menacé d'être tourné par le gué de Mongibar, il envoya Vedel à Baylen pour assurer sa retraite sur Madrid, et il se mit en marche en trois colonnes, encombrées d'une multitude de voitures. Arrivé à Baylen, il fut tout surpris d'y heurter le corps de Reding: c'est que Vedel, sachant que celui-ci avait passé le Guadalquivir à Mongibar, crut qu'il voulait s'emparer du défilé de Despena-Perros, et il s'était hâté d'y marcher; Reding occupa la place qu'il quittait, et Dupont se trouva coupé. Il fallait percer: malgré la chaleur et la soif, les Français combattirent pendant huit heures [20 juin], jusqu'au moment où ils entendirent le canon sur leurs derrières: c'était Castaños qui arrivait d'Andujar. Dupont, pris entre deux

feux, obtint une suspension d'armes, et il négociait une capitulation, lorsque Vedel, attiré par le bruit du canon, accourut, attaqua Reding et culbuta sa première ligne. Il lui donna l'ordre de cesser le feu, parce qu'il était compris, disait-il, dans la capitulation qui se négociait. Vedel voulut se retirer : Dupont, sur la menace des Espagnols, oubliant que, prisonnier, il ne pouvait commander à son lieutenant qui était libre, lui ordonna de rester. Enfin le héros d'Albeck, par un vertige qui prit le caractère d'une trahison, devant un ramassis d'Espagnols à peine armés, qui jamais ne purent tenir en ligne, signa une capitulation en rase campagne : le corps de Dupont était prisonnier de guerre ; celui de Vedel devait remettre ses armes et être embarqué sur des vaisseaux espagnols pour être ramené en France ; on stipula que les voitures des généraux ne seraient pas visitées ! Dix-huit mille Français défilèrent devant l'armée espagnole, déposèrent leurs armes, et virent leurs sacs fouillés pour découvrir les vases sacrés volés à Cordoue ! Enfin la junte de Séville viola la capitulation ; les soldats de Dupont et ceux de Vedel furent traités de même : dépouillés, outragés, mutilés, ils allèrent périr sur les pontons de Cadix ou sur les rochers de Cabrera.

Ce fut un immense événement : il enivra d'orgueil les Espagnols, qui se crurent les vengeurs de l'Europe ; il enleva aux drapeaux français leur prestige ; il annonça que l'énergique génération que la révolution avait jetée sur les champs de bataille commençait à s'épuiser ; il ranima tous les ennemis de la France, et prépara la cinquième coalition. Ce fut une des causes éloignées de la chute de l'empire. Napoléon en fut désespéré ; et, sur le rocher de Sainte-Hélène, il ressentait encore l'angoisse de cette blessure à l'honneur français, la seule pendant vingt-cinq ans de guere ! Ses résultats immédiats furent désastreux : tous les corps français se replièrent sur Madrid ; Desnouettes abandonna Sarragosse ; Duhesme fut investi dans Barcelone ; Joseph évacua sa capitale [1er août], et se retira derrière l'Ebre ; enfin Junot se trouva isolé en Portugal, et forcé d'abandonner sa conquête.

Le Portugal avait été traité en pays conquis : on lui avait imposé une contribution de guerre de 100 millions ; on avait envoyé ses troupes en France ; on avait fait disparaître ses insignes nationaux. La douleur publique était à son comble, lors-

[redacted]

ue le soulèvement de la Péninsule éclata : les corps espagnols ui étaient entres dans le Portugal avec les Français allèrent e réunir à leurs compatriotes ; les Anglais jetèrent des armes ur la côte ; les moines et les nobles excitèrent le peuple. L'insurrection commença à Oporto [16 juin], et s'étendit rapidement par tout le royaume, en présentant les mêmes caractères que l'insurrection espagnole. Les Français, disséminés et attaqués en tous lieux, battirent les bandes d'insurgés, dévastèrent plusieurs villes et se concentrèrent dans les places. Mais le cabinet britannique envoya dans ce royaume, qu'il regardait comme une de ses provinces, une armée qui débarqua à l'embouchure du Mondego [2 août], sous le commandement d'Arthur Wellesley, depuis duc de Wellington. Junot se trouva dans une position difficile : il n'avait que vingt-huit mille hommes pour garder un royaume insurgé, dix places fortes et une capitale, et il y voyait vingt-deux mille Anglais qui s'avançaient sur Lisbonne : il fallait les écraser avant qu'ils eussent reçu des renforts et discipliné les bandes portugaises. Il réunit treize mille hommes, envoya au-devant des Anglais la division Delaborde, qui soutint à Roliça un combat glorieux contre des forces quadruples, et il se porta contre Wellington, qui avait pris position Vimeiro. Il l'attaqua, fut battu et se retira à Torres-Vedras [21 août]. Il n'avait plus qu'à évacuer le Portugal ; mais toute retraite du côté de l'Espagne était fermée par le désastre de Baylen : alors il proposa une convention d'évacuation, et menaça de ruiner Lisbonne si l'on ne consentait à transporter en France son armée avec armes, bagages, artillerie, etc. La convention fut signée à Cintra [20 août] et fidèlement exécutée : sur vingt-neuf mille hommes qui avaient été envoyés dans le Portugal, il en revint en France vingt-deux mille, qui furent aussitôt acheminés sur les Pyrénées.

§ IX. Armements de l'Autriche. — Entrevue de Napoléon et d'Alexandre a Erfurth. — Napoléon voyait sa position changée par la guerre d'Espagne : il avait soulevé sur ses derrières le danger que la politique de Louis XIV avait si habilement conjuré, et que lui-même avait voulu anéantir ; il l'avait même rendu cent fois plus redoutable que sous le gouvernement régulier des rois d'Espagne, et c'était à une époque où l'action extérieure de la France ne s'étendait pas seulement sur le Rhin, mais sur la Vistule ! Il pensa un moment à revenir en arrière,

« à livrer l'Espagne à ses propres fureurs ; » mais c'eût été l'abandonner aux Anglais, renoncer au blocus continental, et se fermer toute voie à la paix générale. Alors il résolut de s'y transporter lui-même avec sa grande armée et d'en faire la conquête. Mais, pour s'enfoncer ainsi dans la Péninsule, il fallait être sûr de l'Europe du nord, et celle-ci était pleine de haines et de menaces. Flessingue, Wesel, Cassel, Kehl, Parme, Plaisance, la Toscane, venaient d'être réunis à l'empire français ; on ne savait où s'arrêteraient ces envahissements continuels. Le système fédératif effrayait même les alliés de la France ; la domination des mers par les Anglais était une tyrannie moins immédiate que celle du continent par les Français ; les peuples ne pouvaient démêler l'action légitime de la révolution dans ces conquêtes qui leur apportaient pour tous bienfaits des contributions de guerre, la conscription, les droits réunis, une occupation lourde et humiliante. C'était surtout l'Allemagne qui s'irritait de la domination française : il s'y était formé une multitude de sociétés secrètes, essentiellement révolutionnaires et démocratiques, mais qui retournaient contre la France les idées importées par elle, et, au nom de la patrie et de la liberté, provoquaient les peuples de la confédération à se soulever contre leurs gouvernements, esclaves de la France. Le ministre prussien Stein, le duc de Brunswick-Œls, fils de celui qui avait été tué à Iéna, le major prussien Schill, le colonel des gardes de Jérôme, Dornberg, étaient les principaux meneurs de ces sociétés, où l'on prenait pour modèle l'insurrection espagnole. Les ennemis de la France avaient reconnu le côté vulnérable de Napoléon : ils ne songeaient plus qu'à soulever les peuples contre celui qui avait tant cherché l'amitié des rois ; et les moyens révolutionnaires que la France avait employés contre les gouvernements allaient être employés par les gouvernements contre la France. La cour d'Autriche était l'âme de tout ce mouvement et le « point central de toutes les haines réunies contre la France, haines envieuses de cabinet contre la puissance française, haines de dynasties séculaires contre la dynastie d'un jour, haines de toutes les médiocrités contre le génie, haines de la noblesse immédiate qui regrettait ses ridicules souverainetés, et de la noblesse féodale que Napoléon frappait chaque jour dans quelque partie de l'Europe [1]. » Suivant cette politique de persé-

[1] Bignon, t. VIII, p. 83.

vérance qui lui fait méditer des agrandissements même dans ses revers, « elle avait, depuis le traité de Presbourg, préparé les moyens de se débarrasser de ce traité et de reprendre son ancien rang dans le système politique de l'Europe. A la nouvelle des événements de la Péninsule, elle pensa que le moment d'éclater était arrivé [1] ; » et elle résolut de faire de la Germanie une autre Espagne, en appuyant cette grande insurrection par des armées régulières. Elle introduisit la conscription et la garde nationale dans ses États, prépara une armée de deux cent mille hommes et trois cent mille hommes de landwehr, renouvela secrètement son alliance avec l'Angleterre, négocia avec la Prusse et la Russie, couvrit l'Allemagne de ses agents et de ses pamphlets ; enfin, envoya des armes en Espagne, dans le Tyrol, dans la Dalmatie.

Napoléon reçut la nouvelle de ces apprêts au moment où il se disposait à marcher en Espagne : il demanda des explications et n'obtint que des protestations d'amitié. Il n'ordonna pas moins aux princes de la confédération de lever leurs contingents ; et, assuré de la Prusse par les troupes qui l'occupaient, il songea à donner le Nord en garde à son ami de Tilsitt, pendant qu'il se porterait dans le Midi. Mais l'alliance avec la Russie s'était refroidie à cause de la question ottomane, sur laquelle Alexandre était insatiable : « la Turquie est une succession, disait-il, qui ne peut manquer d'échoir à la Russie faute d'héritiers. » Et, en effet, l'empire ottoman, livré à de nouvelles révolutions, semblait voisin de sa ruine : le vizir Barayctar avait marché sur Constantinople avec l'armée du Danube, détrôné Mustapha et mis à sa place son frère Mahmoud ; puis il s'était vu attaqué par les janissaires et s'était fait sauter avec son palais. Caulaincourt, ambassadeur de France en Russie, s'efforça de « faire comprendre à Alexandre l'impossibilité de donner aux Russes Constantinople et les Dardanelles ; il représenta que la Russie deviendrait par là maîtresse du commerce du Levant et même de l'Inde, qu'elle serait, quand elle le voudrait, aux portes de Corfou, de Toulon, » etc. Alexandre répondit que Constantinople ne serait, pour la Russie, qu'une ville de province à l'extrémité de l'empire, que la géographie la lui donnait, qu'il fallait qu'il eût la clef de la porte de sa maison [2]. » etc. Et, pour

(1) Schœll, t. IX, p. 223.
(2) Bignon, t. VII, p. 425.

amener son allié à cette grande concession, il priait, caressait, se fâchait, menaçait; il consentait à tout, conquête de l'Espagne, réunion de Rome, dépouillement de la Prusse; il blâmait les armements de l'Autriche, et lui déclarait qu'il avait des engagements avec la France; il promettait tout ce qu'on voulait; il remaniait le monde entier: « Si nous nous entendons, disait-il, l'empereur et moi, il faudra bien que tout le monde s'entende. » Et à la nouvelle des revers des Français en Espagne: « Fût-ce sur la brèche, nous sommes à vous. C'est dans les circonstances difficiles que l'empereur nous trouvera. » Jamais l'ambition russe ne s'était montrée plus ouverte et plus pressante.

Napoléon, étant au bout de ses réponses dilatoires et voulant à tout prix conserver l'alliance russe, résolut de faire des concessions sur la Turquie, alliée dont il croyait n'avoir rien à attendre, et il proposa à Alexandre une entrevue « dans laquelle les affaires du monde se régleraient de manière qu'il pût être quatre ans tranquille sans même une explication. » Alexandre accepta avec empressement, et les deux empereurs se rendirent à Erfurth, où ils séjournèrent pendant dix-huit jours dans la plus grande intimité et au milieu d'une cour de rois. Le roi de Prusse ne vint pas à ces fêtes, où il aurait trop senti son humiliation: il venait de conclure avec l'empereur un traité pour l'évacuation de ses États [1808, 8 sept.], par lequel sa dette fut fixée à 120 millions: ce qui porta les contributions payées par la Prusse pendant deux ans, soit en argent, soit en nature, à 684 millions; il s'engagea à n'avoir sur pied, pendant dix ans, qu'une armée de quarante-deux mille hommes; il laissa les places de Stettin, Custrin et Glogau aux mains des Français, jusqu'à l'entier acquittement de sa dette. L'empereur d'Autriche désirait venir à Erfurth: sa demande fut écartée; « il dissimula l'offense, » et envoya un de ses ministres avec une lettre où il protestait de ses intentions pacifiques. Napoléon lui fit une réponse franche jusqu'à la dureté, où il le priait de « ne pas remettre en question ce que quinze ans de guerre avaient décidé; » et il ordonna aux contingents de la confédération de se dissoudre et à la grande armée de revenir en France. Il ne comptait nullement sur la sincérité de l'Autriche; mais il comptait sur l'amitié d'Alexandre, avec qui il venait enfin de conclure une convention secrète [1808, 12 octobre] par laquelle il lui reconnaissait la possession de la Finlande, de la Moldavie de la

[redacted]

Valachie, et s'engageait à ne pas agrandir le duché de Varsovie : abandon fatal des trois véritables alliées de la France, qui conduisit Napoléon à Sainte-Hélène ! En retour, Alexandre reconnut les changements survenus en Espagne et en Italie, et promit, si l'Autriche faisait la guerre à la France, de fournir contre elle cent cinquante mille hommes. Les deux empereurs s'engagèrent à ne traiter avec l'Angleterre qu'à condition qu'elle « reconnaîtrait la Finlande, la Moldavie et la Valachie comme faisant partie de l'empire russe, et le nouvel ordre de choses établi en Espagne. » Ils écrivirent en commun au roi Georges III, pour l'engager à mettre fin à la guerre ; mais il leur fut répondu que l'Angleterre ne pouvait négocier que sur la base de la restitution de l'Espagne et de Naples aux Bourbons. Le cabinet britannique ne prit pas d'alarme de cette alliance intime des deux empereurs : il en connaissait toute la valeur, il en avait tout le secret : Alexandre lui avait envoyé un officier « pour lui communiquer l'expression de la secrète satisfaction qu'il éprouvait de l'habileté qu'avait déployée la Grande-Bretagne en devançant et prévenant les projets de la France par son attaque contre Copenhague. » Les ministres anglais furent invités, par ce même officier, à communiquer franchement avec le czar comme avec un prince « qui, bien qu'obligé de céder aux circonstances, n'en était pas moins attaché plus que jamais à la cause de l'indépendance européenne. » Telle était la bonne foi de l'allié auquel Napoléon venait de sacrifier la Suède, la Turquie et la Pologne, pour qu'il maintînt le Nord en paix, pendant qu'il se mettrait à la tête de son armée « pour couronner son frère dans Madrid et planter ses aigles sur les forts de Lisbonne. »

§ X. Napoléon entre en Espagne. — Bataille de Burgos, d'Espinosa et de Tudela. — Retraite des Anglais. — Bataille de la Corogne. — Siége de Sarragosse. — Opérations en Catalogne. — La grande armée évacua l'Allemagne. Il n'y resta que cinquante mille hommes commandés par Davoust pour garder les places de l'Oder, les villes hanséatiques, Magdebourg et le Hanovre, et vingt-quatre mille hommes, commandés par Oudinot, qui furent postés à Francfort. Les autres corps se dirigèrent sur les Pyrénées ; l'empereur obtint du sénat, toujours servile, quatre-vingt mille hommes de la conscription de 1810, et quatre-vingt mille hommes sur les quatre classes antérieures ; puis il partit pour l'Espagne.

Il arriva à Vittoria, où s'était retiré Joseph, et il y trouva l'armée française forte de cent mille hommes, et composée de six corps, sans l'armée de Catalogne, qui fut confiée à Gouvion Saint-Cyr [1808, 8 nov.]. La gauche était formée des corps de Moncey et de Ney; le centre, du corps de Soult, de la garde et de la réserve de cavalerie; la droite, des corps de Victor et de Lefebvre. L'Espagne était livrée à une effroyable anarchie : partout des juntes rivales, des généraux indépendants, des opérations confuses; mais l'exaltation n'avait pas cessé, et suppléait à tout. L'insurrection avait donné cent trente-cinq mille hommes de troupes régulières partagées en quatre armées, lesquelles devaient être appuyées par quarante mille Anglais. L'armée d'Aragon, de vingt mille hommes, commandée par Palafox, formait la droite avec l'armée d'Andalousie, forte de trente-cinq mille hommes, commandés par Castaños; l'armée d'Estramadure, de vingt-cinq mille hommes, formait le centre; l'armée de Galice, forte de quarante-cinq mille hommes, et commandée par Blake, formait la gauche. Celle-ci se dirigea de Bilbao par Mondragon pour déboucher derrière Vittoria; l'armée d'Estramadure occupa Burgos et dut être soutenue par les Anglais; l'armée de Castaños et de Palafox s'étendit de Calahorra à Tudela. Le mouvement de Blake fut arrêté par Lefebvre, qui battit successivement les Galiciens à Durango et à Guenès, et les rejeta sur Espinosa. Alors Napoléon se porta rapidement avec son centre sur Burgos, battit et dispersa l'armée d'Estramadure [10 novembre], et dirigea Soult sur Reynosa. En même temps Lefebvre et Victor attaquèrent Blake dans les rochers d'Espinosa, le battirent complétement [11 novembre], lui tuèrent ou prirent dix mille hommes, et rejetèrent ses débris sur Reynosa, où ils furent écrasés par Soult. Enfin Lannes, qui commandait les corps de Ney et de Moncey, marcha contre Palafox et Castaños, les battit à Tudela [23 novembre], et les aurait entièrement détruits si Ney n'était resté à une marche en arrière. Ainsi, au premier souffle de Napoléon, toutes les armées de la Péninsule avaient été balayées comme de la paille : « Les Espagnols ne peuvent tenir en ligne, disait le bulletin impérial, ce sont des fellahs d'Égypte ou des Bédouins du désert. » Mais, en Espagne, les batailles ne décidaient pas du pays comme en Prusse et en Autriche ; le peuple n'en restait pas moins partout en armes : la guerre de manœuvres n'était pas la guerre

[redacted]

des Espagnols, c'était la guerre de meurtres, la *guerre au couteau*, la *guerilla*. L'Espagne était une grande Vendée.

L'empereur passa le Douro à Aranda, et arriva au défilé de Somo-Sierra, regardé comme inexpugnable et défendu par douze mille hommes et seize canons. Les chevau-légers polonais escaladèrent la montagne au galop, enlevèrent la position et les pièces, et poursuivirent les Espagnols jusqu'à Buytrago [30 novembre]. Alors on arriva devant Madrid, qui était défendu par huit mille soldats et quarante mille insurgés; les rues étaient dépavées, barricadées, garnies de cent pièces de canon; le tocsin sonnait sans relâche; tous les moines avaient pris les armes; la population était dans l'exaltation la plus sauvage et massacrait les partisans des Français. Napoléon investit la ville, s'empara des hauteurs du Retiro, et somma les habitants de se rendre; mais ce ne fut qu'après deux jours de combats et de pourparlers que les autorités parvinrent à contenir le peuple et à ouvrir les portes [4 décembre]. L'empereur publia une amnistie; et, dans l'espoir de se faire des partisans, il commença la régénération de l'Espagne en abolissant l'inquisition, les droits féodaux, les entraves à l'industrie, les barrières entre les provinces, les deux tiers des couvents, etc. Tout cela était intempestif: le peuple, excité par les moines et les nobles, repoussa avec horreur ces innovations; et Napoléon, instrument de progrès et de civilisation, ne fut, aux yeux des Espagnols, que l'Antechrist.

L'armée anglaise, commandée par Moore, était arrivée à Salamanque quand elle apprit les défaites d'Espinosa et de Tudela. Elle se disposa à la retraite; mais auparavant elle voulut couper Soult, qui avait été détaché pour soumettre les Asturies, et qui se trouvait sur le Carrion avec quatorze mille hommes: elle se dirigea de Toro sur Mayorga, pendant que le corps espagnol de la Romana (1) s'avançait de Léon sur la droite de Soult. Napoléon, instruit de ce mouvement, résolut de se porter sur les derrières des Anglais et de les couper des routes de la Galice et du Portugal: il laissa les corps de Lefebvre et de Victor sur le Tage, pour observer les débris des armées d'Estramadure et

(1) Le corps de la Romana était le contingent envoyé par Godoï dans la grande armée. Il était cantonné dans les îles de Danemark lorsque l'insurrection espagnole éclata. Alors il s'entendit secrètement avec l'escadre anglaise de la Baltique, s'embarqua et vint aborder en Galice, où il fut reçu avec des transports de joie

dalousie; avec la garde, il partit de Madrid, franchit le
larrama au milieu d'un violent ouragan de neige, et passa
uro à Tordesillas. Moore était arrivé à Palencia; mais, à la
elle de la marche de l'empereur, il s'enfuit sur Benavente,
là sur la route de la Corogne : pressé par Napoléon, qui
jonction avec Soult à Astorga, il abandonna ses blessés,
ses magasins, tua ses chevaux, dévasta les villes sur son
ge, sacrifia ses arrière-gardes. L'empereur, ayant reçu des
elles fâcheuses de l'Autriche, retourna à Valladolid, laissa
ursuite des Anglais à Soult, et lui ordonna de « les jeter
la mer l'épée dans les reins. » Moore arriva à la Corogne
, 3 janv.], ayant perdu dix mille hommes, ses canons, ses
ges; mais il était suivi par les Français, et ne trouva pas
isseaux qui devaient embarquer son armée : en attendant
arrivée, il se mit en bataille devant la ville avec vingt-deux
hommes, fit une résistance désespérée et fut tué [10 janv.].
les vaisseaux arrivèrent, et les Anglais profitèrent de la
pour s'embarquer. Trois jours après, la Corogne capitula;
rrol suivit cet exemple, et, bientôt après, toute la Galice se
it.

ndant cette retraite des Anglais, Lefebvre battit les débris
'armée d'Estramadure à Almaraz, et Victor les débris de
ée d'Andalousie à Uclès. Ces deux victoires décidèrent Jo-
à rentrer dans Madrid [13 janv.]. En même temps, Lannes,
t pris le commandement des corps de Mortier et de Moncey,
ant trente-deux mille hommes, avait investi Sarragosse, qui
it protégée que par une muraille, mais qui avait dans son
l'armée de Palafox avec trente mille bourgeois, moines,
ns, armés et pleins d'une exaltation, d'un dévouement,
fanatisme dont l'histoire même de la révolution n'offre pas
mples. Malgré la famine, l'épidémie, le bombardement,
s les sommations furent repoussées. La ville fut emportée
aut [27 janv.]; mais les vainqueurs trouvèrent les rues et
naisons barricadées, crénelées, défendues, et pendant
-quatre jours il fallut faire successivement le siége de ces
esses, où l'on se disputa chaque étage, chaque chambre,
ne pierre. Enfin les assaillants ne possédaient encore que
art de la ville, lorsque les habitants, voyant Sarragosse en
s et encombrée de trente mille morts, capitulèrent à dis-
on après un siége de deux mois [21 février].

[redacted]

La Catalogne montrait le même acharnement héroïque : soixante-dix mille hommes étaient en armes et investissaient Barcelone, où Duhesme livrait des combats continuels, lorsque Gouvion Saint-Cyr arriva avec trente mille hommes, presque tous Italiens : il s'empara d'abord de Roses et marcha sur Barcelone; mais Girone et Hostalrich étaient occupées par les Espagnols : il tourna Hostalrich, força le défilé de Tordera, et trouva à Llinas quarante mille Catalans commandés par Valdès [1808, 4 déc.] : il les battit en entra triomphant dans Barcelone [16 déc.]. Les vaincus se rallièrent sur le Llobregat pour couvrir Tarragone : ils furent encore culbutés à Molins-del-Rey et à Wals.

§ XI. Cinquième coalition. — Les armes françaises étaient donc victorieuses dans toute la Péninsule; la valeur disciplinée des vainqueurs de Friedland l'avait emporté sur le dévouement fanatique des masses espagnoles; les soldats britanniques étaient chassés. Si Napoléon fût resté deux mois encore en Espagne, le pays se soumettait au génie et à la force, l'Angleterre était privée de son champ de bataille et de son dernier marché, le système continental se trouvait exécuté en tous lieux. Mais l'Autriche se sacrifia de nouveau pour tirer d'embarras la puissance britannique : elle n'avait pas, malgré ses protestations, cessé ses armements, et 100 millions de subsides anglais la décidèrent à saisir le moment où Napoléon était dans l'Espagne avec ses meilleures troupes, « pour faire une campagne de peuples contre le despote et l'enlacer d'insurrections. » Cette coalition nouvelle présenta un caractère étrange : l'Autriche semblait seule sur le continent à affronter la puissance de Napoléon; mais « elle comptait, disait-elle, sur toutes les nations mécontentes; » elle s'appuyait, d'une part, sur les intérêts privés et commerciaux, à cause des souffrances produites par le blocus continental; d'autre part, sur la religion et la moralité, à cause de la captivité du pape et du détrônement des Bourbons d'Espagne. Elle avait pour auxiliaires secrets tous les trônes : le cabinet prussien devait se déclarer pour elle dès qu'une armée anglaise de quarante mille hommes aurait débarqué dans le Hanovre; Alexandre, en sortant des embrassements d'Erfurth, lui avait dépêché un ennemi particulier de la famille Bonaparte, Pozzo di Borgo, pour lui annoncer, que « si ses premiers efforts étaient couronnés de succès, il la seconderait dans la délivrance

de l'Europe occidentale. » Enfin elle comptait sur l'état de la France et sur des intrigues intérieures qui prenaient l'apparence d'une conspiration.

L'opinion publique s'était formellement prononcée contre cette guerre d'Espagne inique et meurtrière, où l'on ne voyait pas une attaque contre l'Angleterre, mais une œuvre de perfidie et d'ambition. L'année 1808 avait enlevé deux cent soixante-dix mille conscrits, 1810 était déjà entamée, et les classes antérieures n'étaient pas encore libérées : la France, lasse de victoires, pleurait ses enfants sacrifiés dans un intérêt de dynastie. Toutes les mères avaient la conscription en horreur ; la gendarmerie n'était occupée qu'à poursuivre les réfractaires ; les préfets, pour faire leur cour, grossissaient les contingents de leurs départements ; les évêques eux-mêmes exhortaient les conscrits à « se montrer dignes des hautes destinées auxquelles la Providence nous a appelés, en nous donnant un souverain devant qui la terre se tait, et qui, dans les combats, est toujours précédé de l'ange de la victoire. » On se demandait quand la guerre finirait : Austerlitz, Iéna, Friedland n'avaient rien décidé ; il fallait sans cesse recommencer à vaincre ; les hostilités étaient implacables. On avait élu Napoléon pour asseoir la révolution en face de l'Europe, et l'Europe, malgré cent défaites, était toujours en armes pour la combattre : la paix était plus éloignée avec l'empire qu'avec la république. Les mécontents réveillaient les partis vaincus ; on spéculait sur les chances de mort de l'empereur ; des intrigues se formaient pour changer le gouvernement, si le poignard d'un assassin ou une balle ennemie venait à le frapper ; la réaction contre le régime impérial commençait. Fouché et Talleyrand paraissaient être le centre de cette opposition : le premier était toujours ministre de la police ; le second avait quitté les affaires étrangères, qui étaient passées aux mains de Champagny, pour parer sa vanité du titre de vice-grand électeur de l'empire. Fouché réunissait autour de lui les républicains, Talleyrand les partisans de l'ancien régime ; ils s'appuyaient sur Bernadotte et correspondaient avec Murat, sabre aveugle qui aurait convenu à ces ambitieux. « C'est ainsi, dit Napoléon, que ces gens-là entretenaient les espérances des étrangers, et me préparaient sans cesse de nouveaux embarras, en leur laissant entrevoir la possibilité d'une désunion en France. »

§ XII. Batailles d'Abensberg, d'Eckmuhl et de Ratisbonne. —

[redacted]

Prise de Vienne. — Bataille d'Essling. — Napoléon, après avoir reçu les serments des principales villes de l'Espagne et nommé Joseph généralissime avec le maréchal Jourdan pour major général, était revenu en France. « Qu'est-ce que cela signifie? dit-il à l'ambassadeur d'Autriche, M. de Metternich. Voulez-vous encore mettre le monde en combustion ? Comment ! lorsque j'avais mon armée en Allemagne, vous ne trouviez pas votre existence menacée, et c'est à présent qu'elle est en Espagne que vous la trouvez compromise ! » Metternich se confondit en protestations d'amitié et nia effrontément les préparatifs de la cour de Vienne. « Il faut, dit Napoléon à ses familiers, qu'il y ait quelques projets que je n'aperçois pas ; car il y a de la folie à me faire la guerre. Et puis ils diront que c'est moi qui ne puis rester en repos, que j'ai de l'ambition, lorsque ce sont leurs bêtises qui me forcent d'en avoir ! » Il ordonna à Davoust [1809, 4 mars], qui occupait le nord de l'Allemagne, de se concentrer vers Bamberg avec quarante cinq mille hommes ; à Masséna, de rassembler à Ulm le corps d'Oudinot et les contingents de Hesse et de Bade, et de marcher avec cinquante mille hommes sur Augsbourg ; à Lefebvre et Vandamme d'aller se mettre à la tête des Bavarois et Wurtembergeois, formant trente-six mille hommes. Il confia à Berthier le commandement provisoire de ces trois corps, en lui ordonnant expressément, au cas d'une attaque imprévue, de les concentrer tous sur la rive droite du Danube, entre Augsbourg et Donauwerth. Il pourvut aux théâtres accessoires de la guerre en ordonnant à Bernadotte de prendre le commandement des Saxons pour observer la Bohême ; à Poniatowski, ancien frère d'armes de Kosciusko et neveu du dernier roi de Pologne, d'observer la Gallicie avec dix-huit mille hommes ; à Eugène, de s'avancer avec quarante-cinq mille hommes sur l'Adige ; enfin à Marmont, gouverneur de la Dalmatie, de se tenir prêt, avec quinze mille hommes, à se joindre à l'armée d'Italie.

La cour de Vienne avait mis sur pied trois cent dix mille hommes ; l'armée d'Allemagne, sous l'archiduc Charles, en comptait cent soixante-quinze mille ; l'armée du Tyrol, sous Jellachich, vingt-cinq mille ; l'armée d'Italie, sous l'archiduc Jean, cinquante mille ; l'armée de Dalmatie, sous Giulay, vingt mille ; l'armée de Gallicie, sous l'archiduc Ferdinand, quarante mille. Charles, croyant prendre l'empereur et ses alliés au

dépourvu, voulut s'emparer de l'espace entre Donauwerth et Ratisbonne, clef du premier bassin du Danube ([1]), et il s'y dirigea en trois colonnes et sur les deux rives [1809, 10 avril]. Sa droite, de cinquante mille hommes commandés par Bellegarde, marcha de la Bohême par Pilsen et Cham, en jetant des détachements dans la Saxe ; son centre, de soixante-quinze mille hommes commandés par lui-même, marcha de l'Autriche par Scharding et Landau ; sa gauche, de cinquante mille hommes commandés par Hiller, marcha par Braunau et Landshut. Les Bavarois, poussés de toutes parts, reculèrent sur l'Abens. Encore quelques pas, les trois colonnes autrichiennes se réunissaient à Ratisbonne, et rien ne devait plus les arrêter jusqu'au Rhin. En effet, Berthier, n'ayant pas compris l'ordre de l'empereur, avait fait marcher Davoust de Bamberg à Ratisbonne et Masséna sur Augsbourg, pendant que Lefebvre était sur l'Abens et Vandamme à Donauwerth ; de sorte que l'armée, composée d'ailleurs de troupes neuves et étrangères, était éparpillée dans un espace de quarante lieues sur les deux rives du Danube, et que Davoust, aventuré à Ratisbonne, allait se trouver pris entre Charles et Bellegarde. La lenteur de l'archiduc, qui mit six jours à aller de l'Inn à l'Iser, donna le temps à l'empereur d'accourir de Paris et de réparer en un clin d'œil les fautes de Berthier. Il ordonna à Davoust de quitter Ratisbonne et de marcher sur Neustadt, à Masséna de courir d'Augsbourg sur Pfaffenhofen ; lui-même joignit Lefebvre avec deux divisions que commandait Lannes [18 avril]. Davoust avait deviné l'empereur, et était déjà en marche par le défilé d'Abach, après avoir laissé un régiment pour garder Ratisbonne : il battit l'avant-garde de Hiller à Tann, et fit sa jonction à Abensberg [19 avril] ; Masséna, de son côté, arriva à Pfaffenhofen, et Napoléon, par ce grand mouvement de concentration, eut cent vingt mille hommes établis en face de l'intervalle qui séparait Hiller et Charles. Aussitôt il laisse Davoust avec vingt-cinq mille hommes près de Tann, pour contenir l'archiduc qui s'avançait lentement sur Ratisbonne ; il ordonne à Masséna de passer l'Iser et de déboucher sur Landshut par la rive droite ; puis, avec les troupes allemandes, qu'il électrise par ses paroles, il se jette sur Hiller et le culbute dans une suite de combats qu'on appelle bataille d'Abensberg, et ils

([1]) Voyez ma *Géographie militaire*, p. 266 et 289 de la 4e édition.

[redacted]

séparent entièrement la gauche autrichienne de son centre [20 avril]. Hiller, ayant perdu sept mille hommes, se retire sur Landshut ; poursuivi, battu en avant de cette ville, il se sauve dans les rues, est encore battu, et, voyant Masséna qui accourt par la rive droite, il s'enfuit sur l'Inn en laissant dix mille prisonniers et tous ses bagages [21 avril]. Napoléon jette trois divisions à sa poursuite, et, faisant volte-face, il se rabat sur l'archiduc par la route d'Eckmühl. Charles avait poussé sur Ratisbonne une colonne qui fit capituler le régiment laissé par Davoust ; il s'était mis en communication avec Bellegarde, qui lui envoya vingt mille hommes, et il se maintenait sur la Laber pour donner le temps à Hiller de le joindre. Attaqué par Davoust, il s'aperçut, après une longue hésitation, qu'il n'avait affaire qu'à un seul corps, et il commençait à prendre l'offensive, lorsqu'il fut assailli en arrière par l'empereur, en même temps que Davoust arrivait sur son flanc : après une vive résistance, il fut enfoncé, laissa cinq mille morts, quinze mille prisonniers, et s'enfuit à Ratisbonne [22 avril]. Si cette ville eût été encore au pouvoir des Français, il était perdu. Napoléon le poursuivit et ordonna l'escalade : Ratisbonne fut enlevée après un violent combat, mais on n'y prit que huit mille hommes ; l'archiduc avait coupé le pont, et s'était joint à Bellegarde. Il se jeta par Cham en Bohême, pour revenir par Budweiss sur le Danube.

Cette merveilleuse bataille de cinq jours donna quarante mille prisonniers, cent canons, quarante drapeaux, trois mille voitures ; elle fit perdre à l'archiduc sa ligne d'opérations, et laissa Vienne à découvert. Mais il fallait arriver avant lui dans cette ville, en l'empêchant de déboucher de la Bohême sur notre flanc, pendant une marche de soixante lieues. Davoust resta d'abord en observation à Ratisbonne, et ensuite fut relevé par Bernadotte, qui longea les montagnes de Bohême avec son corps saxon ; Lefebvre fut dirigé avec les Bavarois contre les insurgés du Tyrol ; Masséna, Lannes, la garde marchèrent sur l'Inn, qui fut franchi sans obstacle. Hiller, ayant réuni trente mille hommes, résolut, pour donner le temps à l'archiduc de repasser sur la rive droite, de défendre la Traun à Ebersberg, petite ville située sur des hauteurs et défendue par un château, à laquelle on ne pouvait arriver que par un pont garni d'artillerie. Masséna attaqua de front cette position formidable, enleva le pont, la ville, le château, après une bataille effroyable où

les combattants, les blessés, les habitants furent écrasés sous les débris de la ville incendiée [1]. Hiller, ayant perdu sept mille hommes, se jeta sur l'autre rive du Danube par Mautern, et il joignit l'archiduc qui marchait lentement par Zwettel [3 mai]. Toute l'armée française s'échelonna sur la route de Vienne, pour observer et prévenir partout les Autrichiens : Napoléon, avec Masséna, Lannes et la garde, arriva devant la capitale, qui était disposée à se défendre, pendant que Davoust était encore à Mœlk et Bernadotte à Lintz. L'archiduc laissa en Bohême un corps qui devait déboucher par Lintz sur nos derrières, pendant que lui-même irait occuper la capitale et livrer bataille sous ses murs; mais le corps de Bohême fut battu à Lintz par Bernadotte, et Vienne capitula après un bombardement de quelques heures [13 mai].

Napoléon résolut d'aller sur la rive gauche au-devant de l'armée autrichienne; mais, le grand pont de Vienne étant brûlé, il fallait passer de vive force le Danube devant cent mille hommes, et il n'avait que les corps de Masséna et de Lannes, avec la cavalerie et la garde, c'est-à-dire soixante mille hommes; Davoust était en marche sur la capitale; Bernadotte et Vandamme gardaient le fleuve jusqu'à Passau. On choisit un point à deux lieues de Vienne où la masse des eaux est du côté de la rive droite, et où elle est divisée d'abord par deux îles et trois bras, ayant ensemble dix-sept cents mètres de largeur, ensuite par la grande île triangulaire de Lobau, ayant quatre mille huit cents mètres de long sur quatre mille de large, enfin par un bras de cent quarante mètres, qui forme, au moyen d'une des pointes de l'île, un rentrant considérable [2]. Un grand pont de cinquante-quatre bateaux fut jeté sur tous ces bras et ces îles; trois divisions passèrent, se déployèrent dans la vaste plaine de Marchfeld, et elles commençaient à s'établir dans les villages d'Aspern et d'Essling, quand l'ennemi, qui s'était caché derrière un rideau de cavalerie, attaqua ces trente mille hom-

(1) « Il n'y a pas d'amour de la gloire qui puisse justifier un pareil massacre... Qu'on se figure tous ces hommes morts cuits par l'incendie, foulés ensuite aux pieds des chevaux et réduits en hachis sous les roues du train d'artillerie. On marchait dans un bourbier de chair humaine cuite qui répandait une odeur infecte. Cela fut au point que, pour tout enterrer, on fut obligé de se servir de pelles comme pour nettoyer un chemin bourbeux. » (Mém. de Rovigo, t. IV, p. 100.

(2) Voy. ma *Géographie militaire*, p. 300 de la 4e édition.

mes avec des forces triples et deux cents canons. En ce moment, une crue du Danube vint à rompre les ponts, et nos troupes se trouvèrent sans communication avec la rive droite [21 mai]. Masséna, avec les divisions Legrand et Molitor, Lannes, avec la division Boudet, défendirent les villages avec un acharnement héroique, et parvinrent à s'y maintenir. La nuit suspendit le combat; l'empereur en profita pour réparer les ponts et faire passer deux divisions à Masséna, une division à Lannes; Davoust et les parcs devaient les suivre [22 mai]. Alors il prit l'offensive avec cinquante mille hommes. Le centre ennemi fut enfoncé du premier choc; la ligne des Français se trouvait déjà déployée au milieu des Autrichiens, et Davoust allait franchir le fleuve, quand les ponts et les bateaux, excepté ceux du dernier bras, furent complétement emportés par les eaux gonflées du Danube. C'était un terrible coup de fortune : on était acculé à un fleuve immense, avec une armée double en nombre à contenir, et l'on n'avait presque plus de munitions. L'empereur ordonne la retraite; l'ennemi se ranime; les deux villages sont encore le théâtre du plus terrible combat; on se prend corps à corps; les Français ne se servent plus que de la baïonnette. Enfin, après avoir perdu et repris six fois les villages, ils en restent maîtres; les Autrichiens, rebutés, n'agissent plus que par une canonnade insignifiante : mais un de leurs derniers boulets enlève Lannes! Sa mort consterna l'armée : « C'était le brave des braves, dit Napoléon; son esprit avait grandi au niveau de son courage; il était devenu un géant! » Les généraux voulaient qu'on repassât sur-le-champ à la rive droite; mais on ne pouvait le faire qu'en bateaux, en abandonnant les blessés et l'artillerie, et sous le feu de l'ennemi. « Il faut rester dans Lobau, dit Napoléon, ou rétrograder jusqu'au Rhin. Nous attendrons l'armée d'Italie. Masséna, tu achèveras ce que tu as si glorieusement commencé : il n'y a que toi qui puisses en imposer à l'archiduc. » Alors on fit passer dans Lobau les blessés, les canons, les débris de la bataille; les troupes évacuèrent les deux villages sans que l'ennemi, contenu par Masséna, osât les inquiéter; on s'entassa dans l'ile pendant trois jours jusqu'à ce que les ponts fussent rétablis; enfin l'armée repassa sur la rive droite, en gardant Lobau comme tête de pont pour un deuxième passage.

Napoléon avait reculé : les Autrichiens poussèrent des cris de

victoire; tous les ennemis de la France tressaillirent de joie; les mécontents de l'intérieur s'agitèrent avec espérance; le cabinet prussien leva cent mille hommes; enfin l'Angleterre se disposa à jeter une armée dans le nord de l'Allemagne. Il fallait à la France une grande victoire : l'empereur la prépara par un repos de six semaines, et attendit les nouvelles des deux ailes extrêmes de la grande armée, en Italie et en Gallicie.

§ XIII. Insurrections de l'Allemagne et du Tyrol. — Opérations en Italie et en Gallicie. — Réunion de Rome a l'empire. — En même temps que les Autrichiens passaient l'Inn, les sociétés secrètes s'étaient mises en campagne; mais leurs chefs, Dornberg, Schill, Brunswick, échouèrent dans leurs expéditions en Westphalie, en Brandebourg, en Saxe. Après Essling, Brunswick se remit en route avec sa légion de *soldats de la Mort*, et il entra à Dresde et à Leipzig; d'autres chefs d'aventuriers se jetèrent dans la Franconie, le Wurtemberg, la Westphalie; mais l'Allemagne n'était pas encore disposée à une insurrection générale : après plusieurs petits combats, toutes les bandes se dispersèrent. Brunswick tint le dernier, et montra une audace peu commune : traqué de toutes parts, il erra dans tout le nord de l'Allemagne, et se réfugia à Héligoland, petite île danoise dont les Anglais s'étaient emparés.

L'insurrection du Tyrol, pays tout catholique et dévoué à la maison d'Autriche, fut autrement redoutable que celle de l'Allemagne; elle présenta même l'énergie sauvage, l'enthousiasme religieux et la cruauté de l'insurrection espagnole. Au premier signal de la cour de Vienne, les détachements français et bavarois furent attaqués et massacrés, les défilés occupés, les villes prises; et les divisions de Jellachich et de Chasteler furent accueillies avec transport. Quand Lefebvre arriva avec les Bavarois, il éprouva la plus vive résistance, et il ne s'empara des défilés et des places qu'après des efforts d'audace et de bravoure. La bataille d'Eckmühl ayant forcé les divisions autrichiennes à la retraite, les Tyroliens se soumirent; mais, après Essling, ils reprirent les armes avec un nouvel acharnement, et firent révolter toutes les Alpes, depuis Laybach jusqu'à Constance; ils occupèrent les routes d'Allemagne et d'Italie, menacèrent la Carniole, le Frioul, la Valteline, la Suisse, occupèrent Brixen, Bellune, Feltre, etc. Lefebvre fut forcé de se tenir sur la défensive.

L'archiduc Jean s'était jeté dans le Frioul en excitant vi
ment les peuples à la révolte. Eugène, sans attendre qu
forces fussent rassemblées, courut à lui, fut battu à Sac
recula sur l'Adige, où il reçut des renforts avec Macdonald
lieutenant [16 avril]. La nouvelle de la bataille d'Eckmühl
forcé Jean à la retraite, il le poursuivit, le battit complète
sur le Piave, le rejeta dans les Alpes, enleva tous les pass
et s'empara de Goritz, de Trieste, de Laybach [8 mai].
ayant perdu vingt mille hommes dans cette retraite, se
sur Gratz, et appela à lui Jellachich; mais celui-ci fut at
en route à Saint-Michel et presque entièrement détruit [25
Alors il laissa Giulay dans les provinces illyriennes pour s'op
à Marmont, et recula jusqu'à Kormond sur le Raab. Eu
arriva à Léoben et passa le Semmering, où ses braves donn
la main à ceux de la grande armée [26 mai]; il laissa en ar
une brigade pour favoriser la jonction de Marmont en ga
la Styrie, et il arriva à Neustadt. Marmont, parti de Zara,
tait parvenu à Laybach qu'en passant sur le corps des Cr
[3 juin]; il traversa la Save et la Drave, et se porta sur G
Giulay voulut enlever cette ville pour lui fermer le pas
mais Gratz était occupé par le quatre-vingt-quatrième régin
qui lutta pendant douze heures contre vingt mille Croates,
tua ou prit seize cents hommes et les força à la retraite [24 j
La jonction de Marmont fut assurée. Pendant ce temps, Eu
avait marché de Neustadt sur le Raab pour débarrasser la
droite du Danube. L'archiduc se retira sur Raab, s'y fortifi
réunit quarante mille hommes [14 juin] : il fut battu com
tement, perdit six mille hommes, et se rejeta sur la rive ga
du fleuve. Alors la grande armée eut sa droite complète
assurée, et les vainqueurs de Raab entrèrent dans ses ran

Dans la Pologne, l'archiduc Ferdinand avait battu les
nais à Baszym, était entré dans Varsovie et s'était étendu
la Vistule jusqu'à Thorn [18 avril]. Poniatowski, sans s'inqu
de ces succès, se jeta dans la Gallicie, prit Lublin et Sando
et insurgea tout le pays. Cette marche hardie força Ferdi
à évacuer Varsovie et à se replier sur Cracovie [1er juin]. N
léon avait réclamé d'Alexandre les secours promis contre l
triche, et le czar avait été forcé (1) d'envoyer dans le duch

(1) « D'un côté, dit Butturlin, il n'était pas de son intérêt de coopérer à la

Varsovie vingt-cinq mille hommes. Mais c'était un contre-sens que de mettre côte à côte des Polonais et des Russes : aussi les troupes alliées furent-elles sur le point d'en venir aux mains; le général russe félicita Ferdinand de ses succès, auxquels il espérait, disait-il, coopérer bientôt ; ses troupes refusèrent de chasser les Autrichiens de Varsovie, et elles travaillèrent uniquement à apaiser l'insurrection de la Gallicie. « Le concert des Russes avec l'Autriche, dit un historien moscovite, était certain et prononcé : à proprement parler, il semblait que c'étaient les troupes polonaises qu'ils regardaient comme ennemies, et ils prenaient toutes les mesures pour déjouer les efforts de leurs alliés, tandis qu'ils se prêtaient evec empressement aux vues des commandants autrichiens. »

Napoléon, du palais de Schœbrunn où il attendait le moment de rouvrir la campagne, ne s'abusait pas sur les dispositions de ses ennemis déclarés et de ses prétendus amis : « Ils se sont tous donné rendez-vous sur ma tombe, disait-il, mais ils n'osent s'y réunir (1). » Et, confiant dans son génie, alors qu'il était à quatre cents lieues de sa capitale et sous le poids d'un revers, il bravait les ressentiments de l'Europe par un acte de violence qui semblait une provocation. La querelle de l'empereur et du pape n'avait pas cessé : bulles, notes et lettres se croisaient inutilement; la situation devenait intolérable : Napoléon y mit fin par un décret de réunion des États romains à l'empire français [17 mai], dans lequel il déclarait que « Charlemagne, son *auguste prédécesseur*, en concédant certains domaines aux évêques de Rome, ne les leur avait donnés qu'à titre de fiefs et sans que Rome cessât de faire partie de son empire. » Pie VII répondit à ce décret par une bulle d'excommunication, qui fit une vive sensation en Italie, en Allemagne et même en France [20 juin]. Miollis en craignit l'effet, à cause de la bataille d'Essling, et, par l'ordre de Murat, il fit enlever le pape, qui fut transféré à Grenoble [6 juillet]. Napoléon, qui n'avait pas ordonné cette mesure brutale, en prit la responsabilité : il fit conduire le pontife à Savone et ordonna qu'il fut traité avec honneur et magnificence;

de la seule puissance qui présentait encore une masse intermédiaire entre lui et l'empire de Napoléon; d'un autre côté, il ne pouvait refuser d'assister la France sans violer ouvertement les engagements contractés envers elle, et dont aucune infraction de la part de Napoléon n'avait affaibli la sainteté. » (T. I, p. 56.)

(1) Rovigo, t. IV, p. 145.

mais celui-ci resta dans sa chambre, prisonnier, invincible dans sa résistance, d'autant plus puissant qu'il était regardé comme martyr. Toute l'Europe fut indignée de sa captivité; mais ses murmures furent étouffés par le canon de Wagram.

§ XIV. Bataille de Wagram. — Armistice de Znaïm. — D'immenses travaux avaient fait de Lobau une énorme citadelle qui était unie à la rive droite par quatre ponts, et d'où pouvaient être jetés, en une heure, cinq autres ponts sur la rive gauche : c'étaient les plus beaux ouvrages de campagne qu'on eût jamais construits. La grande armée, renforcée des troupes d'Eugène et de Marmont, comptait cent cinquante mille hommes, sans celles qui gardaient le Danube de Vienne à Passau. L'armée autrichienne s'élevait à cent soixante-quinze mille hommes, sans les troupes de l'archiduc Jean qui étaient à Presbourg; elle s'appuyait à droite sur Aspern, à gauche sur Enzersdorf, ces villages, ainsi qu'Essling, étant couverts de redoutes armées de cent cinquante canons. Le prince Charles s'était tenu sur une défensive absolue, mais tout prêt à empêcher le passage : il croyait qu'il s'effectuerait, comme précédemment, au nord de Lobau, et, pour le laisser dans cette erreur, Napoléon fit jeter deux ponts en face d'Aspern et d'Essling. Mais le 5 juillet, à minuit et au milieu d'un terrible orage, la grande armée se trouvant toute réunie, soit dans Lobau, soit sur la rive droite, cent pièces de canons tombèrent sur Enzersdorf, et, pendant que les Autrichiens, tournant toute leur attention de ce côté, couvraient Lobau de leurs boulets, un pont fut jeté en dix minutes à l'est de l'île, et l'avant-garde s'y précipita; quatre autres ponts furent construits de même et avec une précision telle qu'il semblait que ce fût une manœuvre d'exercice : toute l'armée y défila dans un ordre parfait, et aux premiers rayons du soleil, elle se trouva en bataille sur l'extrême gauche de l'ennemi, ayant tourné ses camps retranchés, rendu tous ses ouvrages inutiles, et obligé ainsi les Autrichiens à sortir de leurs positions pour combattre sur le terrain choisi par l'empereur. Charles, surpris de cette grande opération, unique dans les fastes de la guerre, se retira obliquement sur Wagram et reforma ses lignes derrière le Russbach. L'armée française le suivit en se déployant parallèlement au Danube; elle occupa les trois villages, manœuvra pendant toute la journée dans cette plaine découverte, et arriva vers le soir sur le ruisseau; elle voulut enlever les hau-

teurs de Wagram, mais elle fut repoussée. La nuit était venue : la grande bataille fut remise au lendemain.

L'archiduc étendit et fortifia ses ailes avec le dessein de se porter en masse sur le Danube pour déborder notre droite et s'emparer des ponts [6 juillet]. L'empereur réunit au centre les corps d'Eugène, d'Oudinot, de Marmont et la garde; à gauche étaient Masséna et Bernadotte, à droite Davoust. Pendant que celui-ci engageait le combat sur le Russbach, Charles se jeta sur Aspern, mit en fuite les Saxons de Bernadotte, chassa Masséna d'Essling; de sorte que le gros des forces ennemies se trouva établi en potence perpendiculairement au Danube et menaçant les ponts. Napoléon ne s'inquiéta pas de ces progrès de la droite ennemie : dès qu'il vit que Davoust, après un combat terrible, était arrivé sur le Russbach : « La bataille est gagnée ! » s'écria-t-il; et pendant qu'il fait dire à Masséna de tenir ferme, il lance Macdonald avec une énorme colonne de vingt et un bataillons, ayant en avant cent bouches à feu, sur les ailes deux divisions de cavalerie, en arrière la garde. Tout plie devant cette masse qui gagne une lieue de terrain et qui se trouve, malgré de grandes pertes, au delà des dernières positions centrales de l'ennemi. L'archiduc, voyant sa droite débordée, recule; Masséna le pousse et reprend Essling; en même temps, Davoust se précipite sur Wagram : l'ennemi se met en retraite par la route de Bohême, en laissant vingt-cinq mille hommes sur le champ de bataille.

C'était une glorieuse victoire, mais ce n'était pas celle d'Austerlitz : la perte des vainqueurs était presque aussi grande que celle des vaincus; il restait à Charles une armée de cent cinquante mille hommes, et il allait être joint par Jean, qui avait déjà passé la March. On se mit à la poursuite des Autrichiens : après plusieurs combats d'arrière-garde, on les atteignit à Znaïm, et une nouvelle bataille commençait à s'engager, lorsque l'archiduc proposa un armistice [12 juillet]. Napoléon, toujours avide de saisir la moindre ouverture de paix, fit la même faute qu'à Presbourg et à Tilsitt : au lieu de ruiner l'Autriche, il consentit à une suspension d'armes. Des négociations furent ouvertes à Altembourg, puis à Vienne; mais la situation n'était pas la même qu'en 1805 : l'Autriche n'était qu'à demi vaincue, elle ne voulait qu'une halte pour concentrer ses forces; enfin elle comptait sur l'assistance de l'Angleterre, sur les événe-

[redacted]

nements d'Espagne et sur les dispositions de la Russie. Ses espérances furent trompées.

§ XV. Expédition des Anglais en Belgique. — Campagne de 1809 en Espagne. — Mécontentement de la Russie. — Napoléon ne se fiait pas seulement sur le blocus continental pour ruiner l'Angleterre : il consacrait chaque année des sommes énormes pour rétablir ses flottes ; il entreprenait d'immenses travaux à Gênes, à Venise, à Cherbourg, surtout à Anvers ; il demandait des matelots à tous ses alliés ; enfin il décréta que les départements maritimes ne fourniraient des conscrits que pour l'armée de mer. Il voulait avant cinq ans, disait-il, avoir deux cents vaisseaux et battre les Anglais dans leur empire [1]. Le cabinet britannique voyait le danger, et, tout en secourant ses alliés du continent, il ne songait qu'à la destruction des ressources maritimes de la France. Ses escadres s'emparèrent de la Martinique, de Santo-Domingo, de la Guyane et du Sénégal. Une flotte de douze vaisseaux, dix-sept frégates et trente-deux brûlots alla surprendre, dans la rade de l'île d'Aix, une escadre française de douze vaisseaux et quatre frégates : elle lança contre elle une machine infernale de quinze cents barils de poudre avec des fusées à la Congrève, dont elle fit usage pour la première fois, et brûla six vaisseaux et deux frégates [1809, 11 avril]. Ce n'était là que le prélude de la grande expédition que l'Angleterre destinait, non à soulever l'Allemagne du nord, comme elle l'avait promis, mais à détruire Anvers et à combler l'Escaut, ce fleuve qui menace la Tamise, cette ville qui était, selon Napoléon, un pistolet chargé au cœur de l'Angleterre. On espérait d'ailleurs insurger la Hollande, où le roi Louis était en pleine opposition avec son frère, et donner encouragement aux mécontentements de l'intérieur. Cette grande *armada* était composée de quarante vaisseaux, de trente-six frégates, d'une foule d'autres bâtiments, de trente mille hommes de marine et d'équipages, de quarante mille hommes de débarquement ; elle avait coûté 500 millions, et était commandée par lord Chatam, le frère aîné du grand Pitt. Elle débarqua dans Walcheren, s'empara du fort de Batz [3 août], et au lieu de pousser droit à An-

(1) En 1801, la France avait cinquante-cinq vaisseaux et quarante-trois frégates; de 1801 à 1804, elle perdit trente-huit vaisseaux et soixante trois frégates, et en 1814, elle avait encore cent trois vaisseaux et cinquante-trois frégates.

vers, où rien n'était disposé pour un siége, elle investit Flessingue. La nouvelle de cette invasion excita en France une indignation et un enthousiasme digne de 92. Fouché ordonna de mobiliser la garde nationale; Clarke, ministre de la guerre, fit partir les dépôts et la gerdarmerie; les départements du nord envoyèrent des troupes. En quelques jours, il se trouva cent mille hommes en Belgique. Cependant Flessingue s'était rendue par la faiblesse du général Monnet [15 août]; les Anglais remontèrent l'Escaut, mais il était trop tard: Anvers était garnie de troupes, le fleuve bordé de batteries, la flotte mise à l'abri sous le canon des forts. Chatam ordonna honteusement la retraite: il avait perdu dix mille hommes dans les marais de Walcheren; et la garnison qu'il laissa à Flessingue fut bientôt obligée, par les maladies, à évacuer cette place [24 décembre], dont elle détruisit tous les ouvrages. Ce grand échec fit en Angleterre une douloureuse impression, qui fut à peine atténuée par des succès douteux dans la Péninsule.

Soult, après la bataille de la Corogne, avait reçu l'ordre de chasser les Anglais du Portugal; Ney devait maintenir ses communications avec la Galice, et Victor devait le joindre sous Lisbonne par la route de Mérida et de Badajoz. Mais les armées d'Espagne étaient mécontentes, fatiguées, dénuées de tout; nul ne parlait de leur gloire et de leurs misères; l'œil de l'empereur n'était pas là pour ranimer leur patience et leur courage; enfin il n'y avait pas d'unité dans le commandement: Joseph n'était pas obéi; les maréchaux se jalousaient entre eux, et visaient tous à des couronnes. La guerre d'Espagne sans l'empereur, qui pouvait seul la conduire, devait n'être qu'une série de tentatives avortées, d'expéditions décousues, de combats et d'efforts inutiles. Soult partit de Santiago avec vingt-cinq mille hommes, arriva à Tuy, dont il s'empara, mais ne put y passer le Minho [1809, 28 janvier]. Il remonta jusqu'à Orense, en culbutant les bandes de la Romana qui étaient descendues des Asturies, traversa le fleuve, et mit en déroute, à Chavès et à Braga, les masses de Portugais qui s'opposaient à son passage [20 février]. Après une marche pénible dans des pays montueux et déserts, où les moindres vivres étaient achetés par des combats, on arriva devent Oporto, qui était couverte de retranchements, barricadée, garnie de deux cents canons, et défendue par quarante mille furieux que commandait l'évêque. Cette multitude fut en-

foncée dès le premier choc, le pont du Douro enlevé à la cour
ville prise d'assaut et saccagée [29 mars] : vingt mille Port
périrent dans le combat ou dans le fleuve. Ce fut une con
inutile : pour marcher sur Lisbonne à travers un pays in
et où l'on allait rencontrer les Anglais, il aurait fallu que V
fît diversion dans l'Alentejo, et Victor était resté dans l'E
madure.

Les armées de la Manche et de l'Estramadure, battues à
et à Almaraz, s'étaient reformées et menaçaient le Tage e
drid : Sébastiani se porta contre la première à Ciudad-Ré
la battit [27 févr.]. Victor marcha contre la seconde, qui r
sur la Guadiana : il l'atteignit en arrière de Medellin, la
complétement, lui tua ou prit dix mille hommes [27 n
Mais les armées espagnoles, toujours battues, se reform
comme par enchantement avec les prisonniers qui s'échapp
et les insurgés de chaque province : celle de la Manche retr
en quelques jours, trente mille hommes. Alors Victor, q
souciait peu de secourir Soult, ne voulut pas s'aventurer
le Portugal en laissant cette armée sur ses derrières, et il r
sur le Tage.

Soult s'était trouvé dans une position très-dangereus
route qu'il avait parcourue était fermée par les insurgés
avaient repris Chavès et Braga ; Wellington, qui avait ré
nisé à Lisbonne l'armée britannique, marchait sur Oporto
vingt-huit mille Anglo-Portugais ; Beresford, maréchal de l'a
portugaise, se dirigeait par Lamego, avec vingt mille ho
disciplinés par des officiers anglais, dans le Tras-los-M
pour occuper les défilés de Chavès. Soult se concentra ; m
passage du Douro ayant été surpris par les Anglais, il s
en combattant sur la route d'Amarante, et trouva la T
déjà occupée par Beresford. Alors il détruisit son artill
gagna Guimaraens ; mais les Anglais étaient arrivés à B
serré entre deux armées supérieures en nombre, il les
l'une et l'autre en se jetant dans les gorges affreuses du Ça
où il lui fallut passer sur le corps de la population arn
combattre pour chaque pont, chaque sentier, au milieu de
tagnes inconnues d'où les habitants le fusillaient sans rel
Il gagna ainsi Montalègre, arriva à Orense, d'où il se port
Lugo, après avoir perdu quatre mille hommes dans cette pé
et glorieuse retraite [18 mai]. Alors il se joignit au corp

Ney, qui, occupé à guerroyer dans les Asturies, n'avait pu lui porter secours. Les deux maréchaux ne s'entendirent pas. Soult se porta à Zamora, tant pour réorganiser son armée que pour se rapprocher de Madrid. Ney, mécontent d'être laissé seul dans un pays sans ressources et sans vivres, évacua la Galice et même les grands ports du Ferrol et de la Corogne; puis il se retira à Astorga.

Wellington n'avait suivi Soult que jusqu'à Braga; il revint sur le Tage, résolut d'entrer en Espagne, et, de concert avec les armées de la Manche et de l'Estramadure qui s'étaient de nouveau rétablies sous le commandement de Vanegas et de Cuesta, de marcher sur Madrid; Beresford, campé sous Alméida, devait se réunir à vingt mille Espagnols commandés par Del Parque, pour occuper les corps français sur le Douro. Il partit d'Abrantès, se réunit, à Oropeza, à l'armée de Cuesta, ce qui lui forma soixante mille hommes, et il se dirigea sur Talavera, pendant que Vanegas, avec vingt-cinq mille hommes, se portait sur Tolède [20 juillet]. Victor, placé sur l'Alberche, observait Cuesta, et Sébastiani, posté à Consuegra, observait Vanegas: ces deux corps reculèrent sur Tolède. Ordre fut donné à Soult de réunir le corps de Ney qui était à Astorga, et celui de Mortier qui occupait la Vieille-Castille, de déboucher par le col de Baños sur Placencia, et de se porter sur les derrières et le flanc de l'ennemi. Soult était fort éloigné, les corps de Ney et de Mortier disséminés, ces deux maréchaux mécontents de lui obéir: néanmoins il se mit en marche, sans s'inquiéter de Beresford et de Del Parque. Joseph était sorti de Madrid avec ses réserves: il joignit Victor et Sébastiani, ce qui lui forma une armée de quarante mille hommes. Mais, au lieu d'attirer l'ennemi sur la capitale en attendant l'arrivée de Soult, il s'alarma de la marche de Vanegas, alla au-devant de Wellington, et, par le conseil de Victor, résolut de l'attaquer dans la position formidable qu'il occupait près de Talavera [27 juillet]. Il fut repoussé, renouvela vainement le lendemain ses efforts, et fut contraint de repasser l'Alberche avec perte de sept mille hommes. Alors, et sur la nouvelle que Vanegas bombardait Tolède, il revint en arrière avec Sébastiani, en laissant Victor devant les Anglais. De son côté, Wellington, qui n'était pas ébloui de sa demi-victoire, sur le bruit de la marche de Soult, se mit en retraite, en laissant Cuesta pour contenir Victor, et

dès qu'il vit Soult à Placencia, il repassa le Tage. Cuesta le suivit sans que Victor songeât à inquiéter sa retraite, et il franchit le pont de l'Arzobispo au moment où Soult y arrivait de Placencia. Les Anglais se frayaient alors une route à force de bras vers Truxillo; les Espagnols s'étaient adossés au delà du pont à une montagne; toute l'armée alliée pouvait être mise en déroute. Mais Soult perdit du temps ou ne fut pas obéi: Wellington gagna Truxillo; Cuesta seul fut atteint et battu [8 août]. Les Espagnols se dispersèrent dans les montagnes; les Anglais arrivèrent à Badajoz, et rentrèrent dans le Portugal.

Il restait encore les deux armées de Vanegas et de Del Parque. La première avait poussé jusqu'à Aranjuez, la seconde jusqu'à Salamanque. Sébastiani battit Vanegas à Almonacid, et lui fit perdre huit mille hommes. Ney fut dirigé contre Del Parque et le força à s'enfuir sous Ciudad-Rodrigo. Cette campagne aurait pu être décisive si Joseph, au lieu de couvrir Madrid, eût poursuivi les Anglais jusqu'à Lisbonne avec les cent mille hommes qu'il avait entre les mains : l'occasion ne se retrouva plus.

La guerre fut mieux conduite dans l'Aragon et dans la Catalogne. Après la prise de Sarragosse, Lannes était parti pour l'Allemagne, Mortier avait été dirigé sur la Castille, Suchet fut chargé de contenir l'Aragon. Il s'était formé dans cette province des bandes nombreuses qui se montaient à plus de vingt mille hommes, et qui faisaient une guerre de brigandage très-active. De plus Blake, ayant été chargé par la junte suprême du commandement de l'Aragon, de la Catalogne et de Valence, s'avançait avec vingt mille hommes, par Alcañiz, sur Sarragosse. Suchet réorganisa et concentra son corps d'armée, composé d'étrangers et de conscrits : il marcha contre Blake, le battit à Maria et à Belchite, et le força à se réfugier sous Tortose [15 juin]. Alors il revint contre les guerillas, les détruisit ou les dispersa, et il parvint à faire de l'Aragon la province la plus soumise de la Péninsule, et la seule où il y eût une véritable administration française.

En Catalogne, Saint-Cyr, auquel on n'envoyait ni renforts ni matériel, après quatre mois passés à couvrir Barcelone et à tenter l'investissement de Tarragone, alla attaquer Girone. Ce fut un siége plus effroyable que celui de Sarragosse, par l'opiniâtreté héroïque et le dévouement désespéré des habitants : bombarde-

ment, assaut, blocus, tout fut inutile; la peste et la famine ne décidèrent rien; enfin ce ne fut qu'après six mois de tranchée ouverte, et quand les deux tiers de la population eurent succombé, que la ville capitula [10 déc.].

En définitive, la campagne de 1809, en Espagne, avait démontré que si l'Autriche, par son agression, avait sauvé la Péninsule, la Péninsule elle-même, malgré sa vigoureuse résistance, ne pouvait réparer la défaite de Wagram et empêcher la paix. La Russie restait donc le seul espoir de la cour de Vienne; mais cette puissance était tout occupée des affaires de Suède et de Turquie, et l'éloignement de ses armées ne lui aurait pas permis de donner un secours efficace à l'Autriche : « Ce fut là, dit Butturlin, tout le motif de l'inaction d'Alexandre. » En effet, depuis que Napoléon, à Erfurth, avait livré si aveuglément les anciennes alliées de la France à la cupidité russe, le czar avait redoublé d'efforts contre elles : sur le Danube, les fautes de ses généraux bornèrent ses succès à la prise d'Ismaïl et de Brahilow; mais en Suède, une armée de quarante mille hommes profita de l'hiver, qui avait changé la mer Baltique en une plaine de glace, pour s'emparer des îles d'Aland et menacer Stockholm. Alors les Suédois se révoltèrent contre Gustave IV, qui fut enfermé par ses officiers dans son palais, et forcé d'abdiquer [1809, 13 mars]. Les états généraux prononcèrent sa déchéance, et élurent pour roi son oncle, Charles XIII [6 mai]. Celui-ci demanda aussitôt la paix à la Russie; mais il ne l'obtint qu'en cédant la Finlande et les îles d'Aland [17 sept.].

Ainsi la Russie, à qui la France avait abandonné la Moldavie, la Valachie et la Finlande, pour qu'elle maintînt l'Autriche en paix, s'était emparée de sa proie, non-seulement sans empêcher l'Autriche de prendre les armes, mais en restant secrètement d'accord avec elle contre la France. « Sans ma confiance en vous, écrivait Napoléon à Alexandre, plusieurs campagnes très-malheureuses n'eussent pu amener la France à dépouiller ainsi ses anciens alliés. La Moldavie et la Valachie font le tiers de la Turquie d'Europe : c'est une conquête immense, qui, en appuyant l'empire russe sur le Danube, ôte toute sa force à la Turquie, et, on peut même le dire, anéantit l'empire ottoman. De même, depuis la réunion de la Finlande, qui fait le tiers des États suédois, on peut dire qu'il n'y a plus de Suède, puisque Stockholm est aux avant-postes du royaume. » Alexandre n'en

était pas moins plein d'exigence sur toutes les autres questions, et comme Napoléon, dans les négociations de Vienne, demandait à l'Autriche la cession de la Gallicie, il s'y opposa. « L'idée de rétablir la Pologne, lui écrivit-il, germe dans toutes les têtes; elle n'y repose pas comme un vœu secret : elle se prêche comme une croisade. » Et il lui demanda l'engagement formel de ne jamais rétablir ce royaume. « Le monde est assez grand, répondit Napoléon, pour que nous puissions nous entendre. — S'il s'agit du rétablissement de la Pologne, Napoléon se trompe : dans ce cas-là, pour nous arranger, le monde n'est pas assez grand... » Et l'empereur, pour plaire à son allié, mutila encore ses desseins sur la Pologne.

§ XVI. Traité de Vienne. — Les négociations de Vienne touchaient à leur fin. Napoléon avait d'abord pensé à bouleverser les États autrichiens, à faire abdiquer François, et à mettre sur le trône Ferdinand, son frère, grand-duc de Wurtzbourg; il pensa encore à séparer les trois couronnes de Bohême, d'Autriche et de Hongrie, et à détruire la noblesse féodale dans ces trois royaumes; mais Napoléon n'était plus révolutionnaire, et ne songeait qu'à ménager les rois, ses *frères* : il ne demanda à la cour de Vienne que des cessions de territoire, quand il était démontré par cinq coalitions que des cessions de territoire ne terminaient rien avec elle. La paix de Vienne ne fut donc qu'un replâtrage sans condition de durée [14 oct.]. L'Autriche céda à la Bavière le pays de Saltzbourg, Braunau et des districts sur l'Inn; à la France, l'Istrie, la Croatie et la Carniole; au duché de Varsovie, la Gallicie occidentale; à la Russie, une partie de la Gallicie orientale. Elle adhéra au système continental, reconnut Joseph comme roi d'Espagne, paya 85 millions pour les frais de la guerre, enfin s'engagea à n'avoir sur pied que cent cinquante mille hommes. Elle se trouva ainsi affaiblie de trois millions et demi de sujets, coupée de toute communication avec la mer, entamée, sur le Danube, par la Bavière, et, sur les Alpes Noriques, par la frontière française, qui fut portée à quarante lieues de Vienne.

Ce traité était une grande humiliation; Napoléon y ajouta un outrage qui fut plus sensible aux Autrichiens que la perte d'une province : il fit sauter les remparts de Vienne. Ce furent ses adieux à l'Allemagne : l'Allemagne lui fit les siens en lui envoyant un fanatique des sociétés secrètes, enfant de dix-huit ans,

qui tenta de l'assassiner : « Qui vous a poussé à ce crime? lui dit l'empereur. — Personne ; c'est l'intime conviction qu'en vous tuant je rendrai le plus grand service à mon pays et à l'Europe, qui m'a mis les armes à la main. — Un crime n'est donc rien pour vous? — Vous tuer n'est pas un crime, c'est un devoir. — Si je vous fais grâce, m'en saurez-vous gré? — Je ne vous en tuerai pas moins. » Napoléon fut stupéfait : il avait la mesure de l'irritation des peuples. Le jeune Stabs fut livré à une commission militaire qui le condamna à mort; et, en tombant sous les balles, il cria : « Vive la liberté! vive la Germanie! » Les mots glorieux de patrie et de liberté, que la France avait fait sortir du néant, lui étaient donc maintenant, et par les fautes de son empereur, jetés comme une sanglante menace et un cri de guerre!

CHAPITRE IV.

Dernières institutions et réunions de l'empire. — Guerre d'Espagne de 1810 à 1812. — Campagne de Russie. — Du 15 octobre 1809 au 9 mars 1813

§ I. Progrès de la révolution. — Situation intérieure de l'empire. — Symptômes de décadence. — La révolution française n'avait encore que vingt ans d'existence, et déjà l'Europe se trouvait presque entièrement bouleversée. Les Bourbons avaient été chassés de trois trônes ; la maison de Savoie était réduite à la Sardaigne, celle de Naples à la Sicile, celle de Bragance au Brésil, celles d'Orange, de Hesse, de Brunswick entièrement dépossédées : il n'y avait plus de duchés de Parme, de Modène, de Toscane; plus de républiques de Gênes, de Venise, de Hollande; plus d'empire germanique, plus d'État de l'Église : la maison d'Autriche, devenue puissance de second ordre, venait à peine d'échapper à une ruine complète; la maison de Brandebourg était si bas tombée qu'il eût suffi d'un mot pour faire de Berlin une préfecture française : l'orgueilleuse prédiction de Napoléon semblait sur le point de s'accomplir : « Dans dix ans, ma dynastie sera la plus vieille de l'Europe. » La féodalité était partout détruite ou entamée ; la Hollande, l'Italie, la Westphalie, la Bavière, Naples, Varsovie avaient des constitutions françaises, les codes français, l'administration française; l'action révolutionnaire de la France s'étendait même dans les

pays qui lui étaient ennemis : en Autriche, où l'on captait l'affection des peuples par des libertés locales; en Prusse, où la servitude de la glèbe était abolie, les entraves à l'industrie supprimées, des municipalités établies, l'égalité civile admise; en Espagne, où les cortès allaient faire une constitution modelée sur celle de 91.

L'empire français comprenait une population de quarante millions d'habitants, autour de laquelle se groupaient les quarante millions d'âmes des États fédératifs. « L'empereur, dit Thibeaudeau, paraissait solidement assis et inébranlable. L'action libre, régulière du gouvernement inspirait la sécurité et la confiance; l'éclat de la cour, où l'on voyait se succéder les grands, les princes, les rois de l'Europe, éblouissait; les souffrances intérieures se taisaient ou disparaissaient devant la gloire; l'absence de la liberté était compensée par la grandeur et la suprématie de la nation; on s'enorgueillissait du respect ou de la crainte qu'inspirait le nom français: tout se façonnait de plus en plus à un despotisme qui soumettait les rois comme les peuples. La prodigieuse activité du chef de l'empire ne se ralentissait pas (1): » il menait de front les affaires de l'État et les plaisirs; il donnait des fêtes, il tenait des conseils, il faisait des voyages où chaque pas était marqué par des améliorations et des travaux utiles; il avait la cour la plus magnifique de l'Europe, et en s'occupant avec tant de soin des détails de sa maison, il ne dépensait que la moitié de sa liste civile; il restaurait les palais impériaux; il faisait des projets de monuments qui auraient exigé plus d'un siècle de travaux; il protégeait les lettres, les arts et surtout les sciences. Esprit éminemment pratique et positif, il n'aimait pas la philosophie spéculative, les systèmes généraux, les théories qui ne s'appliquent pas immédiatement à des faits sociaux: aussi la littérature de son règne ne fut-elle qu'une misérable copie de la littérature du siècle de Louis XIV; les arts, qui avaient à éterniser tant de grandes actions, furent plus heureux, et les noms de David, de Gros, de Girodet, de Chaudet, de Lemot, de Fontaine, de Percier sont inséparables de la gloire de Napoléon. Mais ce furent surtout les sciences positives et d'application qui firent des prodiges. De nouvelles industries sortirent des nécessités du blocus conti-

(1) T. VIII, p. 310.

nental : on remplaça le sucre de canne par le sucre de betterave, on cultiva la garance et le pastel, on trouva des machines à filer et tisser le coton ; et l'histoire doit conserver, à côté des noms des savants Fourcroy, Berthollet, Chaptal, etc., ceux des manufacturiers Richard-Lenoir, Oberkampf, Ternaux, etc. On consacra aux travaux publics 138 millions en 1810, et 154 en 1811 ; cet argent fut dépensé aussi bien à Rome et à Amsterdam qu'à Paris, et « il n'est pas un territoire ayant appartenu à la France qui ne conserve encore quelques ouvrages du gouvernement impérial, dont le bienfait n'eût jamais existé pour aucun d'eux sous leurs anciens maîtres. » L'empereur se vantait avec un juste orgueil « de ce qu'au milieu des guerres, des dépenses que nécessitaient des armées immenses, de la création et de l'organisation de flottes nombreuses, ce qui se dépensait en travaux d'utilité publique était tel que cela dépassait, dans une année, tout ce que l'ancienne monarchie avait fait dans une génération. »

Toute cette grandeur manquait de base ; un ordre social nouveau ne s'implante pas si violemment et si brusquement sur un ordre social ancien sans que la cause du passé n'ait des moments de victoire : chacun sentait que la nouvelle France n'avait pas de conditions de durée. A l'extérieur, pas un allié ; aux deux extrémités de l'Europe et de la civilisation, l'Espagne et la Russie menaçantes ; le blocus continental exécré par tous les peuples ; la coalition se cachant sous le masque des alliances, d'autant plus haineuse qu'elle avait été plus humiliée, et toujours résolue à ramener la France aux limites de 92 ; à l'intérieur, la conscription épuisant la nation, les finances commençant à s'embrouiller, l'armée, maîtresse de la société, prenant des allures despotiques, et achevant cette séparation entre les citoyens et les soldats, commencée au 18 brumaire, et qui est encore aujourd'hui l'une des plaies de la France ; enfin l'édifice entier ne reposant que sur un homme qui en avait fait son œuvre personnelle.

§ II. Mariage de Napoléon et de Marie-Louise. — Pour consolider à jamais sa puissance, ruiner les espérances de ses ennemis, s'assurer l'avenir et couronner son œuvre dynastique, Napoléon résolut de rompre son union avec Joséphine, et de prendre une nouvelle épouse qui lui donnât une postérité. C'était la conséquence, depuis longtemps prévue, des mariages

princiers qu'il avait faits dans sa famille: Eugène avait épousé la fille du roi de Bavière; deux nièces de Joséphine, l'une le fils du grand-duc de Bade, l'autre le duc d'Aremberg; Jérôme, une fille du roi de Wurtemberg. Tous les princes recherchaient l'alliance de ses parents, et, à défaut des frères et sœurs de Bonaparte, ils prenaient ses généraux: ainsi Berthier avait épousé une nièce du roi de Bavière, et une nièce de Murat avait été mariée à un prince de Hohenzollern. Un sénatus-consulte prononça la dissolution du mariage civil de l'empereur et de l'impératrice, et l'officialité de Paris la dissolution du mariage religieux [1809, 16 déc.]. Joséphine, accablée de chagrin, se retira à la Malmaison: « C'est pour l'empereur que je tremble, disait-elle. Qui sait où va le porter son ambition? C'est à qui lui donnera une femme. Encore s'il prenait une Française! La dernière des bourgeoises serait plus agréable à la nation qu'une princesse étrangère... Je ne puis me défendre de tristes pressentiments. Une étrangère livrera les secrets de l'État, le trahira peut-être!... »

Napoléon chercha une alliance politique en même temps qu'une alliance d'ambition, qui, en ajoutant à l'illustration de sa race, complétât la fusion entre elle et les maisons régnantes, et il hésita entre une sœur d'Alexandre et une fille de François. L'alliance semblait également mauvaise des deux côtés, puisqu'elle devait lui faire une ennemie de la puissance qu'il ne choisirait pas; mais, comme toute la politique de Napoléon reposait sur l'amitié d'Alexandre, il demanda d'abord la princesse russe. Le czar en témoigna une grande joie; mais un ukase de Paul 1er donnait à sa veuve la libre disposition de ses filles, et l'impératrice-mère allégua la grande jeunesse de la princesse, pour faire acheter son consentement. « Les idées de ma mère, écrivit Alexandre, ne sont pas toujours d'accord avec mes vœux, ni avec la politique, ni même avec la raison. » Et il demanda du temps. Napoléon fut blessé d'un atermoiement qu'il regarda comme un refus, et il se tourna du côté de l'Autriche. Dès les premiers mots, la cour de Vienne s'empressa d'offrir son archiduchesse: M. de Metternich, qui avait pris la direction des affaires, se rappelait que la maison d'Autriche avait fait sa fortune par des mariages. En quelques jours l'accord fut conclu: la princesse Marie-Louise partit pour la France, et les fêtes les plus pompeuses célébrèrent l'union de l'héritier de la révolu-

tion avec la descendante des maisons de Hapsbourg et de Lorraine [1810, 2 avril]. Le peuple y resta froid : il aimait Joséphine, femme spirituelle, gracieuse et dévouée, qui n'avait point été au-dessous de sa merveilleuse fortune, et qu'il appelait le bon ange de l'empereur ; il regarda sa répudiation, le choix d'une Autrichienne, l'entrée de Napoléon dans la famille des rois absolus, comme une apostasie de son chef, comme un appât perfide de la coalition, comme le signal des plus grands malheurs. La nouvelle impératrice était une jeune femme de dix-neuf ans, sans beauté, sans grâce, sans esprit, qui resta une étrangère pour l'empereur et pour la France. Elle ne plut qu'à Napoléon, heureux de mettre dans sa couche la fille des Césars ; qu'aux anciens nobles, qui s'empressèrent autour de la nièce de Marie-Antoinette ; qu'aux nouveaux ducs d'origine révolutionnaire, qui qualifièrent ce mariage une « magnifique expiation d'un grand crime. » Les aristocraties européennes furent indignées ; et les Bourbons, dans leur exil, se regardèrent comme perdus : faire asseoir Marie-Louise sur le trône sanglant de sa tante semblait la consécration de la révolution. Mais la famille impériale de Lorraine-Autriche était plus clairvoyante : elle avait sacrifié au démon de la démocratie la victime qui devait l'endormir dans la confiance de sa fortune. « Ils l'ont avoué, disait Napoléon à Sainte-Hélène : c'est sous le masque des alliances, du sang même et sous celui de l'amitié qu'ils ont ourdi ma chute ! »

§ III. Presse, justice, finances, affaires religieuses. — Ce fut, en effet, pour lui, une époque fatale : à l'extérieur, se croyant assuré de l'Autriche, il meprisa les ressentiments de la Russie, ne regarda plus la paix avec l'Angleterre que comme une affaire de temps et de patience, enfin laissa la conduite de la guerre d'Espagne à ses généraux ; à l'intérieur, il rendit sa dictature plus franche et plus complète ; il répéta le mot de Louis XIV : « L'état, c'est moi ! » il entacha d'arbitraire toutes les œuvres, bonnes ou mauvaises, et principalement celles qui regardaient la presse, la justice, les finances, les affaires religieuses.

Le pouvoir réduisit le nombre des journaux, s'attribua la propriété de ceux qu'il laissait vivre, et en distribua les actions à des gens de lettres [1810, 5 févr.] ; la censure fut établie même sur les livres : faute immense, qui laissa les infâmes calomnies

de la presse anglaise contre Napoléon et sa famille sans
réponse que les colères du *Moniteur*, et qui fit de ces calo
des croyances populaires à l'étranger. Huit prisons d'État
instituées [3 mars], où le gouvernement fit enfermer san
ment, à sa volonté, les prévenus d'attentats politiques. L
nisation judiciaire fut rendue toute monarchique : on rég
l'institution des juges-auditeurs, qui ne furent que de
missaires à la disposition du pouvoir ; le gouvernement f
torisé à suspendre le jury et à multiplier les tribunaux spé
on fit entrer dans la magistrature les fils des anciens
mentaires. Un code pénal fut promulguée [1810, 2 mars] :
d'anciens criminalistes, où la peine de mort fut prodigu
attentats politiques, et la confiscation admise. Enfin, la
fut enlevée à Fouché, que l'esprit d'intrigue avait égaré j
lui faire entamer en son nom des négociations avec l'A
terre, et elle fut donnée à Savary, homme dévoué à l'em
jusqu'au fanatisme.

Le budget de 1808 s'était élevé à 811 millions, celui d
à 859 ; celui de 1810 fut de 740, et celui de 1811 de 95
chiffres étaient modiques pour un si vaste empire, mais
comprenait pas les frais de perception ; l'on mettait à la
des départements une foule de dépenses accessoires, et l'
avait été nourrie, depuis 1805, presque entièrement aux
de l'ennemi. L'empereur portait, dans l'administration
nances, le zèle le plus sévère pour les intérêts publics ;
n'était pas toujours juste pour les intérêts privés : il n'
pas les hommes d'argent, qu'il avait vus si rapaces sous
rectoire ; il ne se piquait pas de fidélité dans ses engage
envers les fournisseurs, disant pour raison « qu'il jug
l'esprit, non de la lettre des contrats, et que sa mission
rieure était de redresser tous les torts faits à l'intérêt pu
Ce fut d'après ces principes qu'il fit terminer la liquidati
créances arriérées de la révolution [1er juillet], liquidati
durait depuis 20 ans, et qui était l'opération la plus vast
plus compliquée qu'on eût jamais faite, puisqu'elle comp
près de cinq cent mille créances montant à 3 milliards (1

(1) Cette grande dette provenait : 1° du remboursement des offices de jud
charges militaires ou de finances, cautionnements arriérés, dettes des pays
du clergé, etc. ; 2° des emprunts, fournitures, réquisitions, etc., faites sou

fermon: à qui elle fut confiée en dernier lieu, se montra impitoyable pour les sangsues publiques qui avaient abusé des nécessités de la patrie, et qui présentaient des comptes frauduleux : deux mille six cent quatre-vingt-dix-neuf comptables furent constitués en débet envers le trésor pour 78 millions, et il fut reconnu que les demandes fausses ou mal justifiées s'élevaient à 1,357 millions; mais il n'y eut pas que des voleurs qui furent dépouillés : d'honnêtes créanciers furent traités avec une rigueur arbitraire, et la guérison de cette grande plaie de la révolution prit le caractère d'une banqueroute.

En même temps que Napoléon se montrait si rigide administrateur des deniers de l'État, il s'attribuait la libre disposition de ressources qui auraient dû être versées au trésor public et administrées suivant les lois ordinaires, c'est-à-dire du domaine extraordinaire provenant des contributions de guerre perçues en pays étranger et des propriétés publiques dans les États conquis. Il les appliquait sans doute à couvrir les dépenses des armées, à récompenser ses soldats, à élever des monuments, à meubler les palais impériaux; mais l'emploi n'en était pas moins arbitraire et clandestin. Au 31 décembre 1810, époque à laquelle il fit régler par un sénatus-consulte le domaine extraordinaire, la somme des capitaux provenant des troisième, quatrième et cinquième coalitions s'élevait à 754 millions, dont il avait été dépensé, soit pour le service des armées, soit en gratifications, soit en monuments, 453 millions : il restait donc 321 millions. De plus, le revenu des domaines acquis à l'étranger par la conquête s'élevait à 38 millions, sur lesquels l'empereur distribua cinq mille cent soixante-seize dotations à ses maréchaux, généraux, officiers, soldats, princes impériaux, ministres, sénateurs, conseillers, anciens nobles, établissements publics, lesquelles montaient à 32,463,000 francs de rente.

Napoléon, en confinant le pape à Savone, avait dit : « L'évêque de Rome continuera d'être le chef de l'Église, son pouvoir reste le même. » Mais il lui avait enlevé tous ses cardinaux ; il lui avait interdit toute communication avec la France et l'Italie ; il avait fait déclarer les articles de 1682 lois de l'empire. Pie VII,

publique; 3° des dettes de la Belgique, du Piémont et autres pays réunis. Du 1er janvier 1791 au 10 messidor, an X, deux cent trente-neuf mille huit cent une créances avaient été liquidées pour la somme de 1,327 millions.

[redacted]

captif et persécuté, refusa de donner l'institution aux évêques nommés par l'empereur. Par le conseil du cardinal Maury, nommé archevêque de Paris, et d'après un décret du concile de Trente, on tourna la difficulté en faisant élire par les chapitres, comme vicaires apostoliques, les évêques nommés. Mais le pape défendit à ces vicaires, et principalement à Maury, de prendre l'administration des diocèses. Ces discordes scandaleuses embarrassaient le gouvernement : pour y mettre un terme, l'empereur, de l'avis d'un grand conseil ecclésiastique, convoqua un concile national [1811, 17 juin]. Cent prélats se réunirent à Paris : ils décrétèrent, mais sous la réserve de l'approbation du pape et d'après une note que celui-ci leur avait envoyée, que « dorénavant le pontife devrait donner l'institution aux évêques dans les six semaines qui suivraient leur nomination, sinon les métropolitains étaient autorisés à donner cette institution. » C'était tout ce que l'empereur avait demandé ; mais il s'irrita des discussions des prélats sur les pouvoirs des papes, fit fermer le concile, et ordonna l'arrestation de plusieurs évêques [10 juillet]. Cependant il se radoucit et autorisa une députation à aller à Savone pour y conférer avec Pie VII. Celui-ci donna un bref par lequel il adhérait au décret du concile, mais dans des termes qui parurent injurieux au gouvernement. Napoléon rejeta ce bref, soit par un orgueil mal entendu, soit pour n'avoir pas, en laissant le pape captif, à engager avec lui une lutte nouvelle sur la question des États de l'Église ; et, jusqu'à la fin de son règne, les affaires ecclésiastiques restèrent dans un provisoire qui le discrédita aux yeux des peuples.

§ IV. Naissance du roi de Rome. — Réunion de la Hollande, du Hanovre, des villes anséatiques. — Le 20 mars 1811, l'impératrice accoucha d'un fils qui fut salué du nom de roi de Rome et divinisé dans son berceau par les adulations de toute l'Europe. Cette naissance excita la plus vive allégresse : on crut que l'empereur allait prendre des sentiments pacifiques et de conservation ; mais il fut enivré de son bonheur : il était enfin maître de l'avenir ! il irait, chef de race, dormir dans les caveaux de Saint-Denis ; c'était maintenant sur lui-même que reposait son système dynastique, qu'il avait appuyé jusqu'alors sur des frères ingrats dont il lui fallait briser les absurdes résistances.

La grande pensée du système dynastique était d'assurer l'exé

cution des décrets contre l'Angleterre, et, par conséquent, d'amener la paix. Ce n'était pas pour eux-mêmes que Napoléon avait élevé ses frères : c'était pour lui, pour son blocus continental, pour la France. « Mon enfant, dit-il un jour au fils de Louis, qu'il avait fait grand-duc de Berg, n'oubliez jamais, dans quelque position que vous placent ma politique et l'intérêt de mon empire, que vos premiers devoirs sont envers moi, vos seconds envers la France : tous vos autres devoirs, même ceux envers les peuples que je pourrais vous confier, ne viennent qu'après. » Mais Joseph, Louis, Jérôme, Murat, avaient pris leurs dignités au sérieux : à peine arrivés dans leurs royaumes, ils se regardèrent, avec une naïve béatitude, comme destinés à fonder une dynastie ; ils parlèrent à leurs peuples du ton qu'auraient pris les descendants de vingt rois ; ils ne songèrent qu'à se faire accepter par eux, qu'à se montrer Espagnol, Hollandais, Napolitain; ils embrassèrent avec ardeur leurs haines, leurs amitiés, leurs préjugés, leurs intérêts, à tel point qu'ils en vinrent à s'isoler entièrement de la France, à courtiser ses ennemis, à se joindre à eux, à trahir leur patrie et leur frère. Toute leur ambition fut de se rendre indépendants, de secouer la domination de leur bienfaiteur, de renier leurs liens avec la France, de se placer envers elle dans les mêmes rapports que les familles royales auxquelles ils succédaient. Ainsi la France avait fait dix révolutions et gagné cent batailles uniquement au profit des frères de Napoléon, pour leur grandeur personnelle, pour qu'ils pussent trôner à l'aise et faire lignée royale à Amsterdam, à Naples, à Madrid. Nous avions conquis des royaumes pour avoir, au lieu d'alliés et d'auxiliaires, quelques ennemis de plus ! « Nommais-je un roi, disait le prisonnier de Sainte-Hélène, aussitôt il se croyait roi par la grâce de Dieu, tant le mot est épidémique. Ce n'était pas un lieutenant sur lequel je pouvais me reposer : c'était un ennemi de plus dont je devais m'occuper. Ses efforts n'étaient pas de me seconder, mais bien de se rendre indépendant. Tous avaient aussitôt la manie de se croire adorés, préférés à moi ; c'était moi qui les gênais, qui les mettais en péril. Si, au lieu de cela, chacun d'eux eût imprimé une impulsion commune aux diverses masses que je leur avais confiées, nous eussions marché jusqu'aux pôles; tout se fût abaissé devant nous ; nous eussions changé la face du monde ; l'Europe jouirait d'un système nouveau ! »

[redacted]

La Hollande, transformée en royaume, était devenue l'ennemie de la France, qu'elle avait si fidèlement servie quand elle était république. On y insultait les Français; on y pensait à s'allier à l'Angleterre; on y rappelait les affronts faits par les marchands d'Amsterdam à Louis XIV. Nul État ne souffrait davantage du blocus continental, mais aussi nul ne le violait plus ouvertement. Louis était un homme doux et éclairé, qui, dans des temps ordinaires, aurait parfaitement gouverné ce pays; mais, pour plaire à ses sujets, il favorisait la contrebande, et la Hollande était devenue l'entrepôt des marchandises anglaises pour le continent. Napoléon lui en fit de vives réprimandes: « Votre royaume est une province anglaise, lui dit-il; mais, sous aucun prétexte, la France ne souffrira que la Hollande se sépare de la cause continentale. » Et il proscrivit toute marchandise provenant de la Hollande; puis il menaça Louis de réunir son royaume à la France, en l'invitant à en avertir les Anglais; enfin il le fit venir à Paris: « En vous mettant sur le trône de Hollande, dit-il, j'avais cru y placer un citoyen français aussi dévoué à la grandeur de la France et aussi jaloux que moi de ce qui intéresse la mère-patrie; mais vous avez tendu tous les ressorts de votre raison, tourmenté la délicatesse de votre conscience, pour vous persuader que vous étiez Hollandais. » Il lui reprocha les injures que la France recevait d'un pays qui devait aux rois de France son existence primitive. « Vous devez comprendre que je ne me sépare pas de mes prédécesseurs, et que, depuis Clovis jusqu'au comité de salut public, je me tiens solidaire de tout... » Enfin, il lui fit signer un traité par lequel la Hollande s'engageait à n'avoir ni commerce ni communication avec l'Angleterre; le Brabant méridional et la Zélande étaient cédés à la France, et le thalweg du Wahal devenait la limite entre les deux États; dix-huit mille hommes de troupes françaises étaient chargés de la garde des côtes et des embouchures des fleuves. Louis se retira dans son royaume, décidé à résister et même à faire la guerre à la France. Napoléon irrité envoya des troupes pour occuper Amsterdam. Louis abdiqua en faveur de son fils, et s'enfuit dans les États autrichiens [1810, 1er juillet], d'où il envoya une protestation violente contre « l'intolérable tyrannie et l'insatiable ambition de son frère. » Napoléon, ne pouvant rendre la Hollande à son indépendance sans la donner aux Anglais, réunit ce royaume à son empire [10 juillet]: « C'était com-

pléter, dit-il, son système de guerre, de politique et de commerce; d'ailleurs ce pays était réellement une portion de la France, puisqu'il n'était que l'alluvion du Rhin, de la Meuse et de l'Escaut, c'est-à-dire des grandes artères de l'empire; enfin c'était un pas nécessaire à la restauration de notre marine et un coup mortel porté à l'Angleterre. » La Hollande fut partagée en neuf départements, et on lui donna Lebrun pour gouverneur général; Amsterdam fut déclarée la troisième ville de l'empire. Cette réunion justifia les déclamations des rois contre l'ambition de l'empereur; elle le discrédita comme tyran de sa famille; elle fut aussi mal vue de la France que de la Hollande

Jérôme n'était pas plus heureux dans sa Westphalie, royaume composé de peuples différents, accablé de misère, chargé de 20 millions de dotations, travaillé par les sociétés secrètes. Prodigue, frivole, orgueilleux, il jouait au roi, faisait de grandes dépenses, se donnait de beaux régiments de cavalerie, et répondait aux réprimandes de l'empereur en menaçant d'abdiquer. « Cela ne finit, dit Napoléon, que par la réponse qu'on lui fit qu'il eût à envoyer des pouvoirs pour qu'on pût traiter de la prise de possession du royaume. » Quelque temps après, il s'avisa de dire que le Hanovre lui était plus à charge qu'avantageux : aussitôt le traité de cession fut annulé, et l'empereur reprit possession de cette province. Ce ne fut pas tout : le sénatus-consulte qui confirma la réunion de la Hollande [1]. [1810, 13 déc.] y ajouta comme accessoire, sans préambule et sans préparation, « celle de toutes les côtes depuis l'Ems jusqu'à l'Elbe avec les villes anséatiques : » ce qui enlevait cinq cent mille âmes à la Westphalie, une partie du duché de Berg, tout le duché d'Aremberg, la principauté de Salm, le duché d'Oldenbourg, le duché de Lauenbourg, les villes de Brême, de Hambourg, de Lubeck. « Un nouvel ordre de choses régit l'univers, dit l'empereur. De nouvelles garanties m'étant devenues nécessaires, la réunion des embouchures de l'Escaut, de la Meuse, du Rhin, de l'Ems, du Weser et de l'Elbe à l'empire m'a paru être la première et la plus importante. Des indemnités seront données aux princes qui pourront se trouver froissés par cette grande

[1] Le même sénatus-consulte réunit aussi le Valais, qui forma le département du Simplon : « C'était la conséquence prévue des immenses travaux que la France faisait depuis dix ans dans cette partie des Alpes. »

mesure, que commande la nécessité et qui appuie sur la
que la droite des frontières de mon empire. » Et il fut f
avec les pays réunis, cinq départements dont Davoust fut n
gouverneur-général. Les réunions avaient été jusqu'alors
fiées, entourées de précautions, faites avec ménagement : c
fut brutale, subite, faite sans autre raison que la néces
fermer des côtes que la possession d'Héligoland par les A
avait ébréchées ; de plus, elle ne fut pas annoncée comm
mesure de guerre et une usurpation provisoire, mais c
permanente et définitive, quoiqu'il fût certainement da
intentions de Napoléon de rendre ces pays à la paix gén
Ce fut l'acte le plus irritant qu'eût encore fait l'empere
celui qui devait le plus justement soulever l'Europe con
France, réputée insatiable. L'Allemange se crut réservée
entière servitude : « La fermentation des esprits, écrivit J
à son frère, est au plus haut degré : on se propose l'ex
de l'Espagne ; et si la guerre vient à éclater, toutes les co
situées entre le Rhin et l'Oder seront le foyer d'une vaste
tive insurrection. La cause puissante de ces mouvement
pas seulement la haine contre les Français et l'impatien
joug étranger : elle existe plus fortement encore dans le
heur des temps, dans la ruine de toutes les classes, d
surcharge des impositions, contributions de guerre, ent
des troupes, passages de soldats, et vexations de tous les g
continuellement répétées. »

§ V. Rapports de Napoléon avec les rois de Naples e
pagne. — Campagnes de 1810 et 1811 en Espagne. — Jo
Murat avait été bien accueilli à Naples. Ce n'était que l
brillant des hussards, et, selon Napoléon, une « tête san
velle, » mais il semblait fait pour régner sur les lazzaroni
figure martiale, sa tournure de roi de théâtre, son amour
représentation. Son gouvernement était d'ailleurs le m
que ce pays eût jamais connu. Mais lui aussi voulait n'êt
Napolitain, et séparait ses intérêts des intérêts de la Fra
se croyait destiné à être le protecteur de l'indépendance ita
contre l'empereur, idée ambitieuse qui le porta, plus tard
fatales résolutions ; enfin il s'avisa de vouloir contraind
Français qui l'avaient suivi à se faire naturaliser Napoli
Napoléon, plein de colère, déclara tous les citoyens franç
toyens de droit du royaume de Naples, « parce que, dit-

royaume fait partie du grand empire, et que le prince qui règne dans ce pays a été élevé sur le trône par les efforts et le sang des Français ; » et il envoya un corps d'armée pour occuper Gaëte, et nomma le maréchal Pérignon gouverneur de Naples. « S'il résiste, dit-il de son beau-frère, il cesse de régner. » Murat se soumit. Napoléon lui rappela rudement ses devoirs de *grand feudataire*, dont les principaux étaient : maintenir la constitution, fournir un contingent, observer le système continental, inspirer à l'armée de Naples un esprit français. « La France, lui dit-il, en plaçant à Naples un grand dignitaire de l'empire, a entendu créer un roi qui ne cesserait pas d'être Français, qui mettrait au rang de ses plus beaux droits, comme de ses premiers devoirs, celui de faire aimer les Français, d'apprendre aux Napolitains que la cause de la France est la leur... Le roi Joachim se trompe s'il croit régner à Naples autrement que par ma volonté et pour le bien général de l'empire... »

Joseph était animé du même esprit : pendant que la France s'épuisait à lui conquérir un trône, il méditait avec ses conseillers espagnols de se lier à l'Angleterre pour ramener à lui ses *peuples égarés ;* il négociait avec les chefs des insurgés, il faisait des proclamations où il se posait comme médiateur entre l'Espagne et la France. Napoléon, autant pour entraver la mauvaise politique de son frère que pour remédier à son incapacité militaire, fit de la plupart des provinces espagnoles des gouvernements indépendants dans lesquels les généraux réunissaient les pouvoirs civil, judiciaire, militaire, sans avoir à rendre compte qu'à lui-même ; et il déclara que c'était pour préparer la réunion à la France de la rive gauche de l'Èbre, et peut-être aussi du pays jusqu'au Douro. « Peu m'importe Ferdinand ou Joseph, disait-il, pourvu que l'Espagne ne soit pas à l'Angleterre. » Joseph offrit son abdication. Napoléon la refusa, pour ne pas compliquer la question espagnole et attendre l'issue de la guerre.

La junte suprême, abandonnée par Wellington, avait persisté dans le projet de marcher sur Madrid ; elle reforma une armée de soixante mille hommes, qui s'avança dans la Manche. Soult avait été nommé par l'empereur chef d'état-major de Joseph ; il marcha contre les Espagnols avec vingt-huit mille hommes, les attaqua à Ocaña, et les mit en pleine déroute [1809, 19 nov.] : cinq mille morts, vingt-cinq mille prisonniers, soixante canons,

furent les trophées de cette grande victoire, qui, dans t
autre guerre, aurait décidé du sort d'un pays. Elle fut en
complétée par la défaite des troupes de Del Parque, qui fu
battues à Alba de Tormes par le corps de Ney, commandé
visoirement par Kellermann [28 nov.]. Mais Napoléon man
aux armées d'Espagne pour rendre leurs victoires fructueu
retenu en France par son mariage et par les craintes qu
inspirait la Russie, il se contenta d'envoyer dans la Péninsule
partie de la grande armée; de plus, oubliant son princip
l'unité d'armée, de but et de commandement, il partagea
trois cent mille hommes dont l'Espagne fut alors couvert
plusieurs armées, dont il rendit les généraux indépendant
uns des autres, et au milieu desquels Joseph ne fut plus q
roi de paille. Leurs discordes firent manquer son plan gén
d'opérations.

Le sort de la guerre dépendait entièrement de l'expulsion
Anglais. Deux armées furent donc destinées à envahir le
tugal par les deux routes de Ciudad-Rodrigo et de Badajoz
première et la principale, forte de soixante mille homm
commandée par Masséna, était composée des corps de
Reynier et Junot; la seconde, forte de cinquante-cinq m
hommes et commandée par Joseph et Soult, était composée
corps de Victor, Sébastiani et Mortier. Divers corps déta
dans les hautes vallées de l'Èbre, du Douro et du Tage, et m
tant à soixante-dix mille hommes, assuraient la soumission
la Castille et les communications avec la France; trente-
mille hommes étaient en réserve sur la Bidassoa; enfin d
armées de quarante mille hommes chacune, sous Suche
Augereau, étaient chargées de soumettre les provinces de l'

Soult ne se soucia pas de servir de second à Masséna.
prévint les dispositions de l'empereur pour la conquête
Portugal : aussitôt après la bataille d'Ocaña, qui lui a
ouvert l'Andalousie, il résolut, de concert avec Joseph, de
quérir le midi du royaume, centre du gouvernement
insurgés, et de s'emparer de Cadix, clef de toute la guerre.
armées espagnoles étaient disloquées par leurs continue
défaites. La Sierra-Morena fut franchie presque sans obstac
Victor, à droite, marcha sur Cordoue; Soult, au centre,
Andujar; Sébastiani, à gauche, sur Ubeda, de là sur Grena
et enfin sur Malaga, en livrant des combats peu importa

Séville était pleine d'anarchie ; la junte s'était dissoute, le peuple avait barricadé et voulait défendre la ville. Joseph perdit du temps à la faire capituler et à s'y donner une entrée triomphale, au lieu de pousser rapidement sur Cadix, qui n'avait pas de garnison [1810, 31 janv.]. Les débris du gouvernement et de l'armée espagnole eurent le temps de s'y réfugier ; et lorsque les troupes françaises arrivèrent devant l'île de Léon, le pont de Suazo était coupé, et Cadix à l'abri de toute surprise [5 févr.]. L'empereur donna à Soult le commandement supérieur de l'armée du Midi, et lui ordonna de prendre Badajoz, pour préparer l'expédition de Portugal. Mais celui-ci confia le blocus de Cadix à Victor, laissa à Sébastiani le soin d'observer Gibraltar et de conquérir la Murcie, et il s'occupa uniquement à soumettre l'Andalousie. Dans cette province, les Français avaient été accueillis avec beaucoup de calme, mais nos cantonnements étaient inquiétés par des bandes sorties du Portugal, de l'Estramadure et de la Murcie : au bout d'un an nos soldats n'avaient plus à combattre, et Soult s'était fait de l'Andalousie une véritable souveraineté. Joseph retourna à Madrid, plein de chagrin de l'indépendance de son lieutenant dans une province où il se croyait populaire, et réduit au commandement de quelques corps dans la Castille.

Wellington resta huit mois dans l'inaction sans s'inquiéter de la conquête de l'Andalousie : son entreprise de Talavera lui avait appris qu'il ne fallait rien tenter au cœur de l'Espagne avant d'avoir un refuge assuré et une meilleure coopération des armées espagnoles. Le Portugal devait être la base de toutes ses opérations, et il se préparait à y recevoir Masséna en appelant des renforts, en disciplinant les Portugais, en fortifiant les approches de Lisbonne. Masséna, dont l'expédition avait été retardée par la marche de Soult en Andalousie, manœuvra d'abord pour assurer ses flancs et sa base d'opérations : ainsi Junot battit les insurgés des Asturies et s'empara d'Astorga ; Reynier s'étendit en Estramadure pour se lier à l'armée du Midi ; enfin Ney assiégea Ciudad-Rodrigo et s'en empara [1810, 10 juillet]. Alors il réunit ses trois corps, se porta contre Alméida et en fit le siége. Wellington, quoiqu'il se fût établi sur la frontière avec soixante-cinq mille Anglo-Portugais, laissa cette place capituler, et quand il vit Masséna se diriger de Celerico sur Viseu, il se replia, passa le Mondego, et alla prendre position sur le

[redacted]

plateau de Busaco, qui ferme la route de Coïmbre. Les Fı
çais escaladèrent cette montagne et culbutèrent la première l
ennemie ; mais, accueillis par des troupes fraîches et un g
feu de mitraille, ils reculèrent après avoir perdu quatre ı
hommes. Ils prirent alors un chemin de traverse qui tou
les hauteurs, et, par un mouvement de flanc devant l'aı
anglaise, ils arrivèrent à Coïmbre. Wellington avait déjà év
sa position, et il reculait dans ses lignes de Torres-Ve
[9 octobre]; mais il avait donné les ordres les plus cruels
Portugais pour qu'ils eussent, sous peine de mort, à dés
les villes et villages, à couper les routes, à enlever les viv
une population de cinq cent mille individus, poussée pa
soldats qui tuaient ceux qui résistaient, se rejeta ainsi
Lisbonne, où plus d'un cinquième périt de misère. L'aı
française continua donc sa marche à travers un pays dése
dévasté, et elle arriva à Alanquer devant le camp retranch
Torres-Vedras, auquel on travaillait depuis un an. Ce ca
flanqué à droite par le Tage, à gauche par la mer, situé su
deux revers des montagnes et ayant seize lieues de déve
pement, était composé de trois lignes garnies de cent six redo
et de trois cent soixante-dix canons, et défendues par cent ı
hommes ; il était abondamment approvisionné par les vaiss
anglais et par Lisbonne. Masséna essaya d'abord de bloque
Anglais, puis il recula à Santarem et s'y fortifia en attendar
renforts de l'armée de réserve. Mais le Portugal, l'Estramad
la Castille étaient remplis de partisans, et ce fut en livrant
combats continuels que Drouet, qui commandait la rés
arriva avec douze mille hommes, encore s'arrêta-t-il à Le
On resta dans cette situation pendant cinq mois et sans
Wellington osât prendre l'offensive. L'armée française se d
minait en colonnes mobiles pour aller chercher des v
jusqu'à cinquante lieues ; elle avait pris des habitudes sauv
nomades, et ne vivait que par des prodiges d'industrie
bravoure ; elle était dans l'état le plus misérable, harcelée
des bandes qui massacraient les malades, pleine de colère co
son général, qui était lui-même désobéi par ses lieutena
d'ailleurs, Masséna, dans toute cette campagne, n'avait mo
ni la vigueur ni l'habileté du héros de Zurich et d'Essling.

Un seul espoir restait à l'armée française : c'était que S
arrivât par la rive gauche du Tage. Celui-ci avait, en effet, ı

l'ordre de l'empereur d'entrer en Portugal ; mais il fallait d'abord s'emparer d'Olivenza et de Badajoz. La première place ne tint que douze jours [1811, 22 janvier]; la seconde avait quinze mille hommes de garnison et fut secourue par une armée espagnole : Soult battit cette armée sur le Gebora et força la ville à se rendre [10 mars]. Mais alors il fut rappelé en Andalousie par une tentative des alliés sur le corps de Victor : dix-huit mille Anglais sortis de Gibraltar devaient se joindre à quinze mille Espagnols sortis de Cadix pour forcer la ligne de blocus; mais les deux troupes alliées ne s'entendirent pas, et Victor, quoique battu à Chiclana, reprit l'investissement de l'île de Léon[5 mars].

Au moment où Badajoz succombait, Masséna, manquant entièrement de vivres, ayant son armée réduite à vingt-huit mille hommes, et voyant Drouet qui se mettait en retraite, résolut de rentrer en Espagne : il décampa en secret et prit la route de Coïmbre [4 mars]. Mais Wellington se jeta à sa poursuite, attaqua son arrière-garde à Pombal et à Redinha, et le força, par l'occupation de Coïmbre, à se rabattre sur Miranda, et de là sur Celerico. Ney eut tout l'honneur de cette pénible retraite, où il releva le courage de l'armée française harassée et dénuée de tout, et l'on arriva enfin à Alméida. Masséna aurait voulu se maintenir sous cette place et chercher à se lier avec Soult ; mais ses troupes refusèrent de lui obéir; après un dernier échec sur le Coa, il recula jusqu'à Ciudad-Rodrigo, en abandonnant Alméida à ses propres forces. Aussitôt l'ennemi investit cette place. Masséna, ayant reçu quelques renforts, s'avança pour la délivrer ; mais il trouva Wellington dans une belle position sur le plateau de Fuente-di-Onor : il l'attaqua, et, mal secondé par ses troupes mécontentes, il fut repoussé. Brenier, gouverneur d'Alméida, voyant la place perdue, fit sauter les remparts pendant la nuit, et, au milieu de cette destruction, il traversa l'armée anglaise avec sa garnison et rejoignit Masséna [10 mai].

Dès que l'armée française s'était mise en retraite, Beresford, avec trente mille Portugais, s'était dirigé de Portalegre sur Elvas, et de là sur Olivenza, dont il s'empara. Il assiégea ensuite Badajoz. Soult accourut avec vingt mille hommes à la délivrance de cette place, et, après une bataille indécise sur l'Albuera, il se retira à Llerena [16 mai]. Wellington arriva au secours de Beresford et pressa le siége. Mais alors Marmont, qui venait de succé-

morgue et de l'incapacité, et parvint seulement à s'emparer d'Ostalrich après quatre mois de blocus. A Augereau succéda Macdonald, qui protégea le siége de Tortose contre les guérillas, mais qui n'entendant rien à cette guerre d'embuscades, y perdit la moitié de son armée. Cependant Tortose, après un siége de deux mois, capitula [1811, 2 janvier]. Alors Suchet se dirigea contre Tarragone, dernier boulevard des Catalans. Ce fut le siége le plus terrible de toute la guerre, ou, pour mieux dire, ce fut une bataille continuelle de cinquante-quatre jours : la garnison et les habitants montrèrent une opiniâtreté aussi héroïque que ceux de Saragosse et de Girone : enfin la ville fut enlevée d'assaut ; un dernier combat s'engagea dans les rues, et dix mille hommes acculés à la mer, mirent bas les armes [28 juin]. Suchet fut nommé maréchal et commandant général des provinces de l'est. Il porta des secours à Barcelone, s'empara du Mont-Serrat, grand dépôt de munitions des insurgés, et attendit la chute de Figuières, place que les Catalans avaient surprise et que Macdonald réduisit par la famine. Alors il se dirigea sur Valence, dont la conquête permettait de donner la main à Sébastiani et assurait la possession de toute la côte jusqu'à Cadix. C'était une opération de la plus haute importance et qui pouvait changer la face de la guerre. Les Valençais firent des préparatifs formidables de défense, et Blake fut envoyé avec des renforts dans cette province. Suchet arriva à Murviedro et fit le siége du château bâti sur les ruines de Sagonte. Blake accourut à la délivrance de cette place avec vingt-cinq mille hommes : il fut battu, et Sagonte capitula. Alors Suchet, ayant reçu des renforts, enveloppa successivement et accula dans Valence toutes les divisions espagnoles [25 octobre]. Puis il investit la ville, et, après un siége de douze jours, il la força de capituler [26 décembre]. La prise de Blake, de vingt mille hommes, de trois cents canons et d'immenses approvisionnements, fut le résultat de cette conquête.

Les Espagnols commençaient à se lasser de cette guerre ; ils n'aimaient pas les Anglais, dont ils se voyaient devenus les vassaux ; ils s'alarmaient de l'anarchie interminable où le pays était plongé ; ils s'imprégnaient malgré eux des idées françaises : une conciliation semblait possible et prochaine. Un grand événement, qui ouvrit à l'Espagne une ère nouvelle, fit espérer la fin de tous ses maux : les cortès, convoquées par la junte de Séville

[redacted]

s'étaient assemblées à Cadix [1810, 24 septembre] ; elles dé rèrent que la souveraineté résidait dans la nation, abolirei féodalité, nommèrent une régence, enfin préparèrent constitution presque républicaine, qui fut proclamée le mars 1812. Des idées françaises à une dynastie française , l semblait facile à franchir. En effet, cette assemblée, que les nemis de la France appelaient monstrueuse, entama avec Jos quoiqu'elle eût reconnu Ferdinand VII, des négociations secr mais ces négociations échouèrent par les événements guerre.

§ VI. Progrès du blocus continental. — Détresse de l gleterre. — C'était pour compléter le blocus continental q conquête de l'Espagne avait été entreprise : mais dans toute l rope comme en Espagne, ce système éprouvait des obstacle semblaient insurmontables. Napoléon n'en continuait pas m à livrer aux marchandises anglaises une bataille de tous instants. Les neutres et surtout les Américains, dont l'av mercantile se soumettait à toutes les tyrannies britanniq s'étant faits les facteurs du commerce anglais, il confisq leurs vaisseaux et proscrivait ainsi le commerce de l'univer avait ordonné de brûler partout les marchandises angl [1810, 27 août], et il en fut détruit pour 1,100 millions; il blit contre la contrebande un code entier, trente-quatre tr naux de douanes, une armée de douaniers, la police la munitieuse et la plus tyrannique. Tout cela entraînait de gra souffrances, de grands embarras. Les États-Unis faisaient réclamations violentes ; les peuples maritimes, surtou Hollandais, étaient disposés à la révolte ; notre commerc mer était réduit à un misérable cabotage ; nos vaisseaux p rissaient dans les ports ; nous n'avions plus de colonies, c Guadeloupe et les îles de France et de Bourbon avaient été p en 1810. Napoléon se vit forcé de violer lui-même son sys pour diminuer les privations de ses sujets, favoriser l'éc ment des produits industriels du continent, augmenter l venu des douanes : il accorda des licences à certains com çants pour importer dans l'empire des denrées coloniales, la condition qu'ils exporteraient une valeur égale des pro des fabriques françaises. L'Angleterre en fit autant, p qu'elle avait besoin de nos blés et de nos vins, et sous la m condition ; mais comme les produits manufacturiers de la Fr

étaient prohibés en Angleterre et ceux d'Angleterre en France, les porteurs de licences jetaient dans la mer, à l'entrée du port où ils venaient se charger, les Anglais de vins et de blés, les Français de sucre et de café, les produits industriels qu'ils avaient exportés de leur pays. Jamais le commerce, dans les temps modernes, n'avait eu tant de mal à faire ses échanges. Mais, en définitive, le système du blocus continental, malgré les licences, malgré la contrebande, malgré les murmures des peuples, malgré la guerre d'Espagne, avait réussi : encore une année de souffrances et de rigueurs, et Napoléon arrivait au but : « le droit public nouveau était définitivement assis pour l'empire français et pour l'Europe. » L'Angleterre était aux abois : ses finances se trouvaient dans le plus triste état ; sa dette s'était augmentée depuis dix ans de 9 milliards ; ses dépenses dépassaient constamment ses revenus ; elle regorgeait de denrées coloniales et de cotonnades ; les États-Unis, ayant obtenu que Napoléon révoquât pour eux ses décrets, allaient lui faire la guerre pour l'indépendance de leur pavillon ; les ouvriers, réduits aux extrémités de la famine, malgré un subside de 180 millions donné par le gouvernement aux manufacturiers, brisaient les métiers et attaquaient les propriétés ; enfin le ministère relégua les prisonniers français dans les pontons, « parce qu'il s'effrayait de les avoir à terre, par la disposition d'une partie de la population qu'on soupçonnait d'être fort portée à fraterniser avec les Français [1]. » Dans une telle situation, il était impossible que Napoléon n'eût pas toute confiance dans l'avenir, dans sa fortune, dans son génie : que la paix continentale se maintînt, l'Angleterre était forcée de demander grâce, le système français triomphait, les idées nouvelles prenaient possession du monde ; l'œuvre de la révolution, propagée par la dictature impériale, était accomplie. Mais l'humanité, qui, depuis vingt ans, avait fait le chemin de dix siècles, ne s'élance pas dans le progrès par des bonds si rapides sans avoir des retours en arrière, et elle allait être ramenée à son point de départ par les plus terribles secousses, pour reprendre, mais lentement et péniblement, la même route. L'aristocratie anglaise réveilla dans les glaces du Nord la grande ennemie de la France, celle qui est en opposition avec elle par toutes les idées, les principes, les intérêts,


violation du traité de Tilsit
d'avoir secondé Napoléon d
millions d'âmes au grand-d
cet État, nourrir la pensée
nion du monde, qu'il est d
logne. J'étais en droit de n
Napoléon s'efforça de le tra
qu'à lui écrire qu'il « appr
Polonais disparût, non-seul
mais même de l'histoire »
manda, à ce sujet, une conv
invariablement, » et il réd
étranges : « Le royaume de
4 janv.]. Napoléon se refusa
tin, par lequel il s'engagea
seurs, non-seulement à ne
cher que personne ne la réta
« L'empereur des Françai
treprise tendant à rétablir
aucune assistance à tout
appui direct ou indirect à
posant ce royaume. » Ale
tait pourtant que trop clai
au milieu de cette disc
Louise. Le czar en conçu

« Que prétend la Russie par un pareil langage? Veut-elle la guerre? Pourquoi ces plaintes, ces soupçons injurieux? Si j'avais voulu rétablir la Pologne, je l'aurais dit, et je n'aurais pas retiré mes troupes de l'Allemagne. Veut-elle me préparer à sa défection? Je serai en guerre avec elle le jour où elle sera en paix avec l'Angleterre. N'est-ce pas la Russie qui a recueilli tous les fruits de l'alliance? La Finlande, dont Catherine II n'osait pas même ambitionner quelque démembrement, n'est-elle pas devenue tout entière une province russe? Sans l'alliance, la Moldavie et la Valachie resteraient-elles à la Russie? Et à quoi l'alliance m'a-t-elle servi? Lui dois-je mes succès dans la guerre d'Autriche? J'étais à Vienne avant que l'armée russe fût rassemblée. Je ne me suis pas plaint; mais certes on ne doit pas se plaindre de moi. Je ne veux pas rétablir la Pologne, je ne veux pas aller finir mes destinées dans les sables de ses déserts; je me dois à la France et à ses intérêts; et je ne prendrai pas les armes, à moins qu'on ne m'y force, pour des intérêts étrangers à mes peuples; mais je ne veux pas me déshonorer en déclarant que le royaume de Pologne ne sera jamais rétabli, me rendre ridicule en parlant le langage de la Divinité, flétrir ma mémoire en mettant le sceau à cet acte d'une politique machiavélique; car c'est plus qu'avouer le partage de la Pologne que de déclarer qu'elle ne sera jamais rétablie. Non, je ne puis prendre l'engagement de m'armer contre des gens qui ne m'ont rien fait, qui m'ont, au contraire, bien servi, qui m'ont témoigné une bonne volonté constante et un grand dévouement. Non, je ne me déclarerai pas leur ennemi, et je ne dirai pas aux Français : Il faut que votre sang coule pour mettre la Pologne sous le joug de la Russie [1]. »

Alexandre ne parla plus de sa convention sur la Pologne; mais il garda tous ses ressentiments, et fut pris d'un redoublement de colère à la nouvelle de la réunion de la Hollande, des villes hanséatiques, et surtout du duché d'Oldenbourg. Il y avait là, non-seulement violation des traités, mais outrage direct à sa famille; car le duc d'Oldenbourg était son beau-frère. L'occasion qu'il cherchait depuis le traité de Vienne était trouvée : il ne pouvait souffrir que l'empire français, par les provinces illyriennes et les villes hanséatiques, enlaçât l'Europe par les deux

(1) Bignon, t. IX.

la guerre contre la Russie, encore bien qu'il jugeât depuis longtemps cette guerre indispensable à la fondation de la nouvelle société européenne : « Aucun de nos débats ne vaut un coup de canon, disait-il ; il faut qu'il y ait ici quelque perfidie secrète bien noire, dont le cabinet de Londres et les meneurs du parti de la guerre à Pétersbourg nous doivent la révélation. » En effet, le cabinet britannique, la noblesse russe, le parti aristocratique de toute l'Europe, unis contre l'empire plébéien de la France, avaient atteint leur but : Alexandre, qui était l'instrument plutôt que la tête de ce parti, se trouvait enlacé, dominé, circonvenu de telle sorte qu'il ne pouvait plus reculer ; il fallait que Napoléon succombât, dût la Russie subir les plus épouvantables désastres. C'était le dernier combat entre les deux principes qui divisent encore le monde, le privilége et l'égalité.

On se prépara des deux côtés à la guerre. Alexandre, qui avait déjà cent mille hommes sur le Niemen, eut d'abord la pensée de surprendre Napoléon en se jetant dans la Pologne et en entraînant la Prusse. Il en fut détourné par le cabinet anglais, qui lui conseilla de faire une guerre nationale et défensive, et d'entraîner son ennemi dans une Espagne du Nord. Napoléon fit marcher sur la Vistule sa grande armée et les contingents d'Italie et d'Allemagne ; il mit sur pied les conscriptions de 1811 et de 1812 ; enfin, comme la France allait avoir toutes ses forces actives occupées aux deux extrémités de l'Europe, il demanda au sénat un décret par lequel la garde nationale fut réorganisée en trois bans [1812, 13 mars] : le premier, formé des hommes de vingt à vingt-six ans, était destiné à la garde des frontières ; le deuxième, formé des hommes de vingt-six à quarante, à la garde des départements ; le troisième, à celle des communes.

§ VIII. Alliance de la Prusse et de l'Autriche avec la France. — Négociations avec la Turquie et la Suède. — Napoléon chercha des alliances : « Quand les Russes verront, dit-il, que la Prusse et l'Autriche, et probablement la Suède, sont avec nous, et que les Turcs se raniment sous notre influence, je suppose qu'ils ne se laisseront plus aller à l'idée de me braver. » La Prusse offrit elle-même de « lier irrévocablement son sort à celui de la France. » En effet, « il ne restait au roi, dit Schœll, pour conserver son existence, d'autre choix que de devenir l'allié de celui qui, comme ennemi, pouvait



toire ennemi. » Et le mar
hommes à Berlin pour ass
française, surveiller le gou
triche attendit qu'on lui d
pressa de la donner : elle s
trente mille hommes [14
Gallicie dans le cas où le
stipulant que cette provin
provinces illyriennes.

C'était sur ces deux allié
asseoir sa base d'opération
quelles il comptait pour p
c'étaient la Turquie et la S
oublié le traité d'Erfurth,
crifices insensés qu'il avai

La Turquie avait éprou
pagnes de 1810 et 1811; la
été prises, et une armée o
mes. Elle demanda la paix
Napoléon chercha à entr
moyens : il envoya André
il excita le sultan Mahmou
hommes; il lui promit la
davie, de la Crimée. Mais
intrigues de l'Angleterre;
le « marais qui empêchai

en effet, le roi de la politique française, et la réunion des deux couronnes du Nord sur une seule tête eût été un immense échec pour la Russie. Mais les Suédois auraient cru retomber sous le joug des Danois, dont, au seizième siècle, Gustave Wasa les avait délivrés; et Napoléon, pour ne pas déplaire à son fatal ami d'Erfurth, se montra résolu à laisser l'élection entièrement libre. Ce fut une faute : « Avec un seul mot, écrivait-on de Suède, il fera roi qui il voudra, même le roi de Danemark; mais on aimerait mieux un général français. » Alors quelques officiers suédois, qui avaient connu Bernadotte en Poméranie, s'avisèrent de le mettre en avant : il était beau-frère de Joseph, et l'on croyait plaire à Napoléon en choisissant un général allié à sa famille, et pour lequel il avait créé le premier grand fief. Sur ce faible indice, Bernadotte fut élu [1810, 21 août]. Charles XIII s'empressa d'annoncer à l'empereur un événement « qui n'avait pour but que de resserrer l'alliance entre la France et la Suède. » Napoléon ne cacha pas sa surprise; il regarda l'élection comme « une preuve d'estime donnée à son peuple et à son armée; » mais, en donnant son assentiment à Bernadotte, « il éprouva un arrière-instinct qui le lui rendit désagréable et pénible. » En effet, ce général, sous l'ombre de sentiments républicains, avait fait une opposition constante à son gouvernement : il avait conspiré plusieurs fois sous le consulat, s'était mêlé à toutes les intrigues de Fouché, et avait tenu une conduite si étrange dans la dernière campagne, que Napoléon lui avait ôté son commandement. A peine était-il arrive en Suède, qu'il s'enivra des flatteries de la Russie, et chercha à s'affranchir du blocus continental : « Je ne veux pas me séparer de la France, répondit-il aux observations de l'empereur; mais aussi que la France me laisse tranquille, qu'elle ne m'opprime pas, et qu'on sache que je puis jeter cinquante mille hommes en Allemagne... » Et, par ses soins, la Poméranie devint le principal entrepôt des marchandises anglaises. Enfin, quand Napoléon lui demanda son alliance contre la Russie : « Il nous faut, répondit-il, quelque chose qui nous console de la Finlande, une frontière qui nous manque, la Norwége, que nous pourrions obtenir d'une autre puissance que la France... Que l'empereur me la donne, et je lui promets quarante mille hommes, et je jure de fermer rigoureusement la Suède à tout commerce anglais. » Napoléon repoussa cette proposition avec colère; il rejeta

même, et malhabilement, une demande de subsides, qui était pourtant motivée; enfin, comme la contrebande devenait de plus en plus active, il fit occuper la Poméranie par les troupes françaises [1812, 27 janvier]. A cette nouvelle, Bernadotte s'écria : « Puisqu'il le veut, il lui en coûtera cher ! » et il se jeta dès lors entre les bras de la Russie et de l'Angleterre.

§ IX. Projets de Napoléon. — Composition des armées. — Les dispositions de la Turquie et de la Suède changeaient toutes les chances de la guerre; mais ces deux États avaient un intérêt si grand à s'unir avec la France, l'occasion était si belle de réparer leurs pertes, d'anéantir leur ennemie, que Napoléon ne douta pas de leur assistance dès qu'il serait entré en campagne. Cependant la France était entièrement opposée à cette guerre, elle la regardait comme provoquée uniquement par l'ambition de l'empereur; elle se fatiguait de ses vastes combinaisons, qui importaient peut-être à la civilisation du monde, mais qui exigeaient de si grands sacrifices; elle s'effrayait de l'ennemi qu'on allait attaquer, de cette nation demi-sauvage, brave, dure, dévouée; de ce pays de forêts et de marécages, où l'on passe subitement d'un été violent à un hiver intolérable; de cet empire si large, qu'il n'a pas de flancs, si profond, qu'il n'a pas de fin, où toutes les combinaisons militaires devaient être nouvelles; de cette puissance assise sous le pôle, adossée à des glaces éternelles, attaquable à peine pendant un quart de l'année; enfin de ce gouvernement despotique, qui ne se retirait dans une défensive menaçante que parce qu'il ne reculerait devant aucune ruine. Napoléon n'entendait rien de cette opposition : la presse était muette; il ne s'élevait autour de lui que des voix serviles. Aussi parlait-il maintenant de sa guerre avec orgueil, avec joie : « Cette entreprise était la sienne, et il l'avait préparée de longue main; elle ferait pâlir celle d'Égypte. » Il comptait sur un Friedland, sur un coup de tonnerre à Wilna ou à Witepsk. Il laissait même entrevoir les raisons secrètes et la pensée gigantesque de l'expédition : « L'empire français, disait-il, jouit actuellement de toute l'énergie de son existence; s'il ne termine en cet instant la constitution politique de l'Europe, demain il peut perdre les avantages de sa position et succomber dans ses entreprises [1]. » En voyant les races romaine et tudesque, l'Eu-

[1] Instruction du 18 avril au chargé d'affaires à Varsovie.

rope méridionale, civilisée et soumise au système français, se lever avec lui contre la race slave, contre cette Europe nouvelle et barbare, qui menaçait depuis un siècle le Midi, il se croyait appelé à rejeter les Scythes en Asie ou à importer les idées françaises dans les glaces du Nord. Cette guerre, dit-il, est le complément de toutes les guerres de la révolution : il s'y sent poussé, il l'avoue, par « une puissance invisible dont il reconnaît les droits et l'empire, et qui a décidé de cette affaire comme de tant d'autres (1). » C'est la guerre de la civilisation contre la barbarie, des peuples libres contre les peuples esclaves, celle qui doit finir la vieille Europe en détruisant la puissance qui en est le dernier représentant, le dernier soutien ; « celle du bon sens et des vrais intérêts, celle du repos et de la sécurité de tous ; elle est purement pacifique et conservatrice, tout à fait européenne et continentale. Après cette guerre, le système européen sera fondé, la cause du siècle gagnée, et la révolution accomplie (2). »

Napoléon demande à Alexandre une explication définitive sur ses armements [1812, 25 févr.] : « Il espère, écrit-il à son ambassadeur Lauriston, que les quatre cent cinquante mille hommes qu'il a mis en mouvement et leur immense attirail feront faire de sérieuses réflexions au cabinet de Saint-Pétersbourg, le ramèneront sérieusement au système établi à Tilsitt, et replaceront la Russie dans l'état d'infériorité où elle était alors. » La Russie répond par un *ultimatum* où elle demande l'évacuation de la Prusse, de Dantzig et de la Poméranie, un équivalent pour Oldenbourg et la liberté du commerce des neutres [24 avril]. « Quel langage ! dit Napoléon : c'est tout au plus celui que Catherine pouvait tenir au dernier roi de Pologne ! » En même temps l'ambassadeur russe demande ses passe-ports, et Alexandre va joindre son armée à Wilna [9 mai]. C'était une déclaration de guerre. Aussitôt Napoléon part pour Dresde; il y trouve l'empereur d'Autriche, le roi de Prusse et la plupart des princes de la confédération, qui l'accablent de témoignages d'amitié et de protestations de dévouement. Enivré de sa puissance, de cette cour de rois, de l'Europe marchant sur ses pas : « Jamais, dit-il, un tel concours de circonstances

(1) Lettre à Alexandre, du 28 juin 1812.
(2) Las-Cases, t. VII, p. 90.

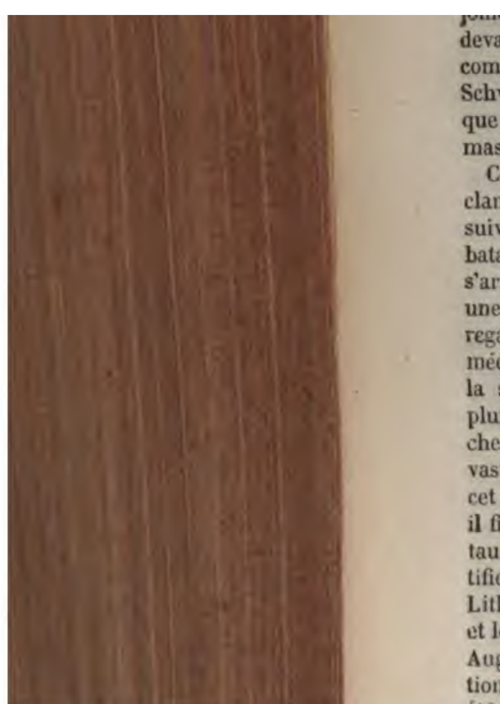
favorables ne pourra se présenter; je sens qu'il m'entraîne. » Et il quitte Dresde [29 mai], visite Dantzig, prend séjour à Kœnigsberg, et pousse toute son armée sur le Niemen. Alors, apprenant qu'une dernière ambassade envoyée à Alexandre n'a pas même été reçue : « La fatalité, dit-il, entraîne la Russie! que ses destins s'accomplissent ! » Et il fait une proclamation dont les premiers mots révèlent la cause secrète de la guerre et la résolution de faire ce que l'entrevue de Tilsitt a empêché: « *La seconde guerre de Pologne est commencée !* Elle sera glorieuse comme la première; mais la paix que nous conclurons portera avec elle sa garantie, et mettra un terme à cette orgueilleuse influence que la Russie a exercée depuis cinquante ans sur les affaires de l'Europe. »

L'armée était composée de quatre cent cinquante mille hommes, dont deux cent mille Italiens, Allemands, etc. A l'extrême gauche, devant Tilsitt, était Macdonald avec vingt mille Prussiens et dix mille Français; au centre, devant Kowno, était Napoléon avec les corps de Davoust, d'Oudinot et de Ney, formant cent vingt mille hommes, la garde, de trente mille hommes et commandée par Lefebvre, Mortier et Bessières, la réserve de cavalerie, de trente mille hommes, sous le roi de Naples; à droite, vers Pilony, Eugène avec cinquante mille Italiens et Bavarois; plus loin, en face de Grodno, le roi de Westphalie avec soixante mille Polonais, Westphaliens et Saxons; enfin, à l'extrême droite, sortant de la Gallicie sur Drogiczin, le prince de Schwartzemberg avec trente mille Autrichiens. En arrière, entre l'Oder et la Vistule, était Victor avec trente mille hommes; et en réserve, sur l'Elbe, Augereau avec cinquante mille. Ainsi, sauf les Autrichiens et les corps de Victor et d'Augereau, toute l'armée se serrait dans le rentrant que forme le Niemen de Grodno à Tilsitt. Cette armée traînait avec elle une autre armée d'employés de tout genre, plus de douze cents canons, trois mille voitures d'artillerie, quatre mille voitures d'administration, une innombrable quantité d'équipages des chefs, de fourgons de vivres et d'ambulance, tout cela occupant deux cent mille chevaux. Les routes, les rivières, les canaux étaient couverts de soldats, de voitures, de voyageurs, de bestiaux; le pays entre la Vistule et le Niemen se trouvait dévoré par cette masse d'hommes.

Alexandre avait mis sur pied trois armées : Barclay de Tolly,

avec cent trente mille hommes, était placé devant le Niemen, de Rossiény à Lida; la droite, de trente mille hommes, sous Wittgenstein, à Rossiény; le centre, de soixante-dix mille, à Wilna; la gauche, de trente mille, sous Doctorof, à Lida; cette armée s'appuyait sur la Duna, Riga, Dunabourg et le vaste camp retranché de Drissa. Bagration, avec cinquante mille hommes, était à Wolkovitz pour fermer la trouée entre le Niemen et le Bug et déboucher sur notre flanc droit : il s'appuyait sur Minsk, Bobruisk et le Dniéper. Tormasof, avec quarante mille hommes, était à Loutzk devant le haut Bug; il devait être renforcé par l'armée de Moldavie, de cinquante mille hommes, qui allait être débarrassée des Turcs. Il y avait en réserve, en deuxième ligne, quatre-vingt mille hommes et des troupes de Cosaques, et, en troisième ligne, des levées de milice : ce qui rendait les forces des Russes à peu près égales à celles des Français.

§ X. Passage du Niemen. — Séjour a Wilna. — L'empereur, en portant la masse de ses forces sur Kowno, situé au sommet de l'angle que forme le Niemen, avait résolu d'y passer le fleuve, et, en se dirigeant sur Wilna, de couper en deux la principale armée russe; ensuite il se porterait dans l'espace entre la Dwina et le Dniéper, couvert seulement par Witepsk et Smolensk, position centrale au delà de laquelle une bataille le rendrait maître d'une des deux capitales. La grande armée, arrivée devant le Niemen, le franchit sur trois ponts [22 juin], entre à Kowno en chassant les avant-gardes russes, passe la Wilia et se dirige sur Wilna. En même temps, l'extrême gauche passe à Tilsitt et se dirige sur Riga. Quelques jours après, Eugène passe à Pilony et marche sur Wilna [30 juin]; Jérôme passe à Grodno. Barclay, se voyant percé par le centre, évacue Wilna en brûlant les magasins, et se retire dans le camp retranché de Drissa, qui couvrait la route de Saint-Pétersbourg, pour y rallier toute son armée : il est suivi par Murat et Ney. Sa droite, culbutée par Oudinot, est rejetée sur Dunabourg, et trouve sur son flanc Macdonald; sa gauche s'enfuit de Lida sur Smorgoni en sacrifiant ses bagages et son arrière-garde, et parvient à joindre Barclay. Ainsi un seul mouvement de Napoléon avait suffi pour jeter le désordre dans la grande armée russe et exposer celle de Bagration. Celui-ci, à la nouvelle du passage du Niemen, s'était mis en mouvement par Nowogrodek pour re-



devancer à Mohilow; à Ju
commandement des West
Schwartzemberg de couri
que Reynier, avec les Sax
masof. La perte de Bagrat

Cependant l'empereur é
clamations des Lithuanien
suivant sa coutume, sur l'
bataille avant qu'elle eût
s'arrêta dans cette ville pe
une si funeste influence su
regardée comme la plus g
mée était déjà désorganisé
la suivre; les bataillons
pluies et les mauvais ch
chevaux ; il y avait déjà v
vastaient le pays ; on craig
cet immense désordre, y
il fit de Wilna un grand
taux, de communications
tifier la ville, et y établ
Lithuanie ; il prescrivit à
et le Niemen, en se faisan
Augereau. La diète de Va
tion générale, et avait pro
[1812, 14 juillet] : une dé

« c'était, disait-il, la véritable clef de toute la voûte ; » mais « lui, qui pliait toujours ses systèmes sur la contexture imprévue des événements, » ne pouvait pas déclarer ses desseins avant une grande victoire, se faire une ennemie de l'Autriche au moment de s'enfoncer en Russie, se fermer d'avance toute voie à la paix. « Si la guerre s'engage, avait-il dit à son chargé d'affaires à Varsovie, les Polonais ne doivent la considérer que comme un moyen ajouté à leurs propres ressources. Le gouvernement du grand-duché doit faire confédérer sous les bannières de l'indépendance les démembrements de leur malheureuse patrie... » Il répondit à la députation : « Si j'eusse régné pendant les partages de la Pologne, j'aurais armé tous mes peuples pour vous soutenir.... J'applaudis à tout ce que vous avez fait ; j'autorise les efforts que vous voulez faire ; tout ce qui dépendra de moi pour seconder vos résolutions, je le ferai... Mais j'ai garanti à l'empereur d'Autriche l'intégrité de ses États... Que la Lithuanie, la Samogitie, la Wolhynie, l'Ukraine, la Podolie, soient animées du même esprit que j'ai vu dans la Grande-Pologne, et la Providence couronnera par le succès la sainteté de votre cause !... »

Le czar, voyant son armée coupée en deux, essaya de rouvrir les négociations ; il écrivit à l'empereur : « Si Votre Majesté consent à retirer ses forces du territoire russe, je regarderai ce qui s'est passé comme non avenu, et un accommodement entre nous reste encore possible. » — « Le sort en est jeté ! » répondit Napoléon. Ce fut une grande faute, bien que, d'après les termes de la proposition, il fallût un mois pour s'entendre, et que ce délai pût lui faire perdre des préparatifs immenses : car il savait alors que ses deux alliances indispensables lui manquaient, que les Suédois et les Turcs, qui devaient être à Pétersbourg et en Crimée en même temps que lui à Moscou, étaient maintenant ennemis ou neutres.

Depuis l'occupation de la Poméranie, Bernadotte avait négocié avec Napoléon pendant quatre mois, demandant toujours la Norwége et un subside, ne cessant de dire qu'il « ne perdait jamais de vue la gloire de la France et l'attachement sincère qu'il avait voué à l'empereur. » Tout cela était un leurre : il avait conclu depuis longtemps son traité d'alliance avec la Russie [1812, 24 mars], à condition que la Norwége serait donnée à la Suède ; et l'Angleterre avait accédé à ce traité,

qui fut le préliminaire de la sixième coalition [3 mai]
La Turquie avait fait la paix à Bucharest [28 mai], moyenn
la restitution de la Moldavie et de la Valachie : le grand vi
avait été gagné par l'or anglais, et décidé, dit-on, par une let
qu'inventa le général Kutusof, lettre où Napoléon proposai
Alexandre le partage de l'empire ottoman. On n'attendait p
que la ratification du sultan pour que l'armée russe se dirig
dans la Wolhynie.

§ XI. Entrée a Witepsk. — Opérations sur les deux ailes
Bataille de Smolensk. — Combat de Valoutina. — Malgré l'ab
don de la Turquie et de la Suède, qui laissait ses flancs à
couvert [15 juillet], l'armée française se remit en marche
Napoléon se porta à Glubokoï; il voulait, en s'écartant de
route de Saint-Pétersbourg, où Barclay l'attendait, s'avan
par Witepsk et Smolensk sur celle de Moscou, pénétrer en
les deux lignes de la Dwina et du Dniéper, et déborder ainsi
deux armées ennemies. Barclay, voyant qu'il allait être tou
par sa gauche, coupé de l'intérieur et rejeté sur la mer, ab
donna son camp de Drissa : il laissa Wittgenstein pour gar
la route de Saint-Pétersbourg, et fila rapidement sur Witep
où il espérait se joindre à Bagration. Napoléon se mit à
poursuite et atteignit son arrière-garde à Ostrowno. Barc
défendit les approches de Witepsk avec acharnement ; mai
apprit que Bagration, arrêté à Molihow par Davoust après
violent combat, avait passé le Dniéper à Bichow, et gagn
Smolensk par Mitislaw; alors il abandonna Witepsk et rec
sur Smolensk, où il fit en effet sa jonction avec Bagration. N

(1) « Bernadotte a été le serpent nourri dans notre sein. A peine il nous
quittés, qu'il a été dans le système de nos ennemis, et que nous avions à le
veiller et à le craindre. Plus tard, il a été une des causes actives de nos malhe
c'est lui qui a donné à nos ennemis la clef de notre politique, la tactique de
armées; c'est lui qui leur a montré les chemins du sol sacré... Un Français a
dans ses mains les destinées du monde! S'il avait eu le jugement et l'âme
hauteur de sa situation, s'il avait été bon Suédois, ainsi qu'il l'a prétendu, il p
vait rétablir le lustre et la puissance de sa nouvelle patrie, reprendre la Finl
et enlever Pétersbourg avant que j'eusse atteint Moscow. Mais il cède à des
sentiments personnels, à une sotte vanité, à de petites passions. La tête lui tou
à lui, ancien Jacobin, de se voir recherché par des souverains d'ancienne r
de se trouver en conférences de politique et d'amitié avec un empereur de to
les Russies, qui ne lui épargne aucune cajolerie. Dans son enivrement, Bernad
sacrifie sa nouvelle patrie et l'ancienne, sa propre gloire et sa véritable puissa
la cause des peuples, le sort du [illegible] » (Las-Cases, t. v, p. 246; t. vii, p. 1

poléon entra à Witepsk [28 juill.], qu'il trouva déserte, et donna quelque repos à ses soldats. La gauche, sous Eugène, campa sur la haute Dwina; la garde, Ney et Murat, entre Witepsk et Orcha, dans cet étroit et plat espace qui forme la ligne de partage des eaux de l'Europe; Davoust remonta le Dniéper avec Junot, en se faisant relever à Mohilow par Poniatowski. L'armée souffrait de la chaleur et du manque de vivres; elle s'inquiétait de ce pays de plaines et de marécages, où l'on s'enfonçait sans rencontrer l'ennemi, de cette guerre où elle trouvait tout dévasté, des routes affreuses, des villes de bois qu'on pouvait incendier avec une torche; elle commençait à regarder derrière elle les immenses pays qui la séparaient de la France.

Les Russes, au contraire, en se repliant dans le centre de leur empire, y puisaient de nouvelles forces. Des proclamations fanatiques appelaient les serfs à « défendre l'indépendance de la patrie et la sûreté de l'Église contre le Moloch qui veut détruire toute la terre. Alexandre parcourait les provinces pour lever les milices et préparer ses sujets aux plus grands sacrifices : « Les désastres dont vous êtes menacés, dit-il aux habitants de Moscou, ne doivent être considérés que comme des moyens sûrs de consommer la ruine de l'ennemi. » Des ordres barbares furent donnés pour incendier toutes les villes, détruire les vivres, faire refouler toute la population dans le centre de l'empire. C'était une guerre d'extermination, une guerre de Scythes, qui se préparait. En même temps, les deux ailes de l'armée russe reçurent l'ordre de faire une résistance désespérée : c'était sur elle que reposait réellement le salut de l'empire, depuis que les traités avec la Suède et avec la Turquie les laissaient libres dans leurs mouvements.

A la gauche, Napoléon avait laissé sur la Dwina Oudinot, soutenu en arrière par Saint-Cyr avec les Bavarois, pour rejeter Wittgenstein sur Pétersbourg en se liant à Macdonald. Les trois corps formaient plus de soixante mille hommes. Oudinot, après avoir détruit le camp de Drissa et pris Polotzk, livra trois combats indécis en avant de cette ville; Macdonald entra dans Dunabourg évacué par les Russes, puis il investit Riga; mais Wittgenstein allait être renforcé par les milices de Pétersbourg et le corps d'observation de la Finlande.

A la droite, Tormasof était entré dans le duché de Varsovie, pour couper nos communications avec la Vistule : il surprit

Reynier à Kobrin, lui enleva une brigade, et le força à se replier sur Slonim. Napoléon donna l'ordre à Schwartzemberg de se réunir à Reynier, de marcher sur Tormasof, et de le battre sans relâche. Mais les Russes allaient être bientôt renforcés par toute l'armée de Moldavie qui était en marche.

Cependant Barclay et Bagration, ayant réuni et refait leur armée, essayèrent de reprendre l'offensive; ils attaquèrent nos avant-postes à Roudnia avec le projet de surprendre nos corps disséminés; mais ils manœuvrèrent lentement et sans ensemble, et Napoléon crut le moment venu de lancer son coup de tonnerre. Il rassembla ses troupes avec la plus grande rapidité: Murat, Ney, Eugène et la garde se dirigèrent sur le Dniéper, qu'ils passèrent au-dessus d'Orcha; Davoust se porta sur Krasnoï en poussant à sa droite Junot, et en laissant Poniatowski en arrière; enfin, pendant que Barclay cherchait l'armée française avec cent vingt mille hommes sur la route de Witepsk, elle se trouva rassemblée, sur la rive gauche du Dniéper, près de Smolensk, qui allait être enlevée, menaçant de couper l'ennemi de la route de Moscou et de le rejeter sur Saint-Pétersbourg. « C'est le plus beau mouvement, dit Butturlin, que Napoléon ait peut-être fait dans cette campagne. » Il manqua par le dévouement d'un corps de dix mille Russes laissé sur la rive gauche du Dniéper pour observer Davoust, et qui défendit les approches de Smolensk avec un acharnement héroïque: écrasé par quarante charges de cavalerie, il perdit la moitié de son monde, mais il arrêta la marche de l'armée française pendant quelques heures, donna le temps à Barclay de faire volte-face et de lui envoyer des renforts, et rétrograda dans Smolensk.

Napoléon arriva devant cette ville, située sur un plateau, à la rive gauche du Dniéper, et défendue par d'épaisses murailles et quelques ouvrages modernes. Ney essaya de l'enlever par un coup de main; mais elle avait maintenant quarante mille défenseurs, et toute l'armée russe était arrivée sur la rive droite. Barclay eut la pensée de livrer bataille; mais lorsqu'il vit les cent quarante mille Français qui se développaient devant lui, appuyés des deux côtés au fleuve, il ne songea plus à défendre la ville que pour protéger sa retraite; il envoya Bagration avec quarante mille hommes pour s'assurer de la route de Moscou, et avec quatre-vingt mille il garnit les faubourgs et les ouvrages de la place [17 août]. Le lendemain, les Français attaquèrent

les faubourgs et les enlevèrent après une résistance acharnée. Une nouvelle bataille s'engagea aux portes ; notre artillerie foudroyait les ponts ; on allait livrer l'assaut, lorsque, la nuit étant venue, les Russes repassèrent sur la rive droite en mettant le feu à la ville. Les Français y pénétrèrent au milieu des ruines, de l'incendie, de douze mille morts ou mourants, épouvantés d'une victoire qui leur coûtait sept mille hommes, de l'acharnement des Russes et de cette guerre de destruction.

Barclay, pour ne pas défiler le long du fleuve sous notre canon, se retira par la route de Pétersbourg avec l'intention de revenir par des chemins de traverse sur celle de Moscou, que suivait Bagration. Ney passa le fleuve et fut arrêté sur la route de Moscou à Valoutina par une division qui couvrait les mouvements de Barclay ; il l'attaqua, mais il trouva une résistance opiniâtre, et vit bientôt des forces supérieures accourir et se déployer devant lui [20 août]. Il demanda des renforts : toute l'armée russe pouvait être enveloppée dans le désordre causé par la manœuvre de son général. Mais Napoléon crut que c'était une affaire d'arrière-garde : il envoya seulement la division Gudin, dont le brave commandant fut emporté en arrivant par un boulet ; et il ordonna à Junot, qui était à deux lieues en avant des Russes sur la rive gauche, de passer le fleuve et de tomber sur leurs derrières. Junot n'obéit pas, et les efforts de Ney furent impuissants. Quand la nuit fut venue, les ennemis se retirèrent en laissant huit mille hommes sur le champ de bataille, mais ayant gagné leur ligne de retraite et réuni leurs deux armées.

La fortune échappait pour la troisième fois à l'empereur, mais on était trop avancé pour reculer : il fallait marcher sur Moscou. Napoléon assura la route jusqu'à Wilna par des stations militaires et des relais de poste ; il ordonna de fortifier Witepsk et Smolensk, et d'en faire, comme de Wilna et de Minsk, de grands centres d'approvisionnements : il prescrivit à Victor de se porter à Smolensk pour y prendre le commandement de la Lithuanie, tenir la communication de Wilna à Moscou, surveiller et aider nos deux ailes. Les levées lithuaniennes commandées par Dombrowski devaient se tenir en observation sur la Bérézina ; Augereau, avec cinquante mille hommes, se mit en marche pour remplacer Victor entre la Vistule et le Niemen ; les cent cohortes de gardes nationales destinées à la garde des places du Rhin devaient être exercées pour passer le fleuve ;



la tête de l'armée. » Le vie
finir la guerre contre les T
solut de livrer bataille en
la Kolocza, à Borodino, da
il mit toute son armée à l'
Il avait cent trente mille
Bagration, à gauche, défen
koï, couvert par trois redan
d'une grande redoute bas
position, et il s'étendait l
bords de la route de Mosc
ces positions et se prépara
tait cent vingt mille homn
gauche devant Borodino s
voust et Ney, ayant en sec
serve la garde; Poniatows
sur lesquels s'appuyait l
commencèrent l'attaque s
se jetèrent impétueuseme
et les tournèrent à la gorg
pêle-mêle dans les redout
temps de retirer leurs piè
renforts; ses attaques dés
blessé à mort. Pendant ce
du côté d'Eugène, qui, ap
paré de la grande redoute

y entrèrent par la gorge, et les fantassins de Lanabère en escaladant les parapets : la redoute fut prise, mais les deux généraux y furent tués. Il était temps : les masses ennemies se précipitaient une troisième fois sur Semenofskoï. Le choc fut effroyable, tout se croisa, se mêla, s'écrasa au milieu des détonations de huit cents pièces de canon; enfin Davoust et Ney enfoncèrent la gauche des Russes, qui se retirèrent sur la Moskowa en laissant sur le champ de bataille cinquante mille hommes, dont quinze mille tués, trente mille blessés, trois ou quatre mille prisonniers. On pouvait, en faisant donner la garde, les déposter de cette dernière position et achever leur défaite : Napoléon se contenta d'une demi-victoire. Dans cette bataille, si terrible par les masses qui furent mises en mouvement, il avait montré une circonspection qui parut étrange; mais il ne voulait pas s'exposer à un revers avec une armée formée de vingt nations diverses à cinq cents lieues de Paris, devant un ennemi pour qui la guerre était nationale. On s'attendait d'ailleurs à livrer une seconde bataille sous les murs de Moscou. Mais Kutusof avait des ordres secrets : il évacua cette ville, qui fut abandonnée par la moitié de ses habitants, et il se retira sur la route de Kolomna : « La cession de la capitale, disait-il à ses soldats consternés, est un piége où la ruine de l'ennemi est infaillible. »

§ XIII. Entrée des Français a Moscou. — Affaires d'Espagne. — Plan de campagne des Russes. — L'armée française, des hauteurs qui dominent Moscou, fut tansportée de joie en voyant cette immense ville de deux cent mille habitants, moitié européenne, moitié asiatique, pleine de palais et de jardins, où brillaient les clochers dorés de cent églises : elle y entra en chantant la *Marseillaise* et en poussant devant elle les derniers bataillons russes [15 septembre]. Napoléon alla prendre séjour au Kremlin, citadelle et palais des czars, joyeux de sa conquête, pensant déjà à la paix ou à des quartiers d'hiver. Mais le lendemain des incendies éclatèrent partout, et la ville, presque entièrement bâtie en bois, ne fut bientôt qu'un océan de flammes. Les habitants s'enfuirent dans les environs, où la plupart périrent de misère. Nos soldats essayèrent vainement d'arrêter le désastre : ils ne purent qu'arracher aux flammes des vivres et des richesses; pendant cinq jours, cette grande capitale fut le théâtre de la dévastation : il n'y resta debout que les églises et un dixième des maisons. On arrêta la plupart des incendiaires,

forçats déchaînés, qui avouèrent les ordres qu'ils avaient reçus du gouverneur Rostopchin, instrument de l'aristocratie russe, « sauvage stupide, disait Napoléon, qui croyait faire le Romain. »

Cette catastrophe changeait entièrement la face des affaires: l'empereur en fut stupéfait; il sentait son génie impuissant contre tant de barbarie. « Voilà donc, dit-il, comme ils font la guerre! La civilisation de Saint-Pétersbourg nous a trompés: ce sont toujours des Scythes! » Il pensa d'abord, puisque la retraite de Kutusof nous laissait tout le nord libre, à marcher sur Pétersbourg, en se ralliant à Oudinot et à Macdonald; tous ses généraux le dissuadèrent d'une telle entreprise, et l'engagèrent à séjourner à Moscou, où il restait encore de grandes ressources, et à y négocier. Il céda en disant : « Ceux qui ont brûlé Moscou ne sont pas des gens à demander la paix. » Il écrivit à Alexandre, et ne s'occupa plus, pendant un mois, qu'à laisser reposer son armée et à se préparer à la retraite. Il mit un peu d'ordre dans la ville, y rappela une partie des habitants, utilisa toutes les munitions et les vivres qu'on put ramasser. Du palais du Kremlin, il gouvernait son empire, recevait chaque jour le travail de ses ministres, s'occupait des affaires étrangères; il demandait des renforts à l'empereur d'Autriche; il portait une vive attention à la guerre commencée entre les États-Unis et l'Angleterre pour les principes de liberté maritime qu'il avait tant défendus; guerre qui aurait donné la paix au monde si elle eût été entreprise deux ans plus tôt; enfin il s'alarmait des affaires d'Espagne, qui prenaient une tournure désastreuse.

Après la prise du pont d'Almaraz, Wellington, avec cinquante mille hommes, marcha sur Salamanque et s'en empara. Marmont se replia sur le Douro, y reçut des renforts qui portèrent son armée à trente mille hommes, et reprit l'offensive. Les Anglais reculèrent et s'établirent sur les hauteurs des Arapiles, près de Salamanque; une bataille s'engagea; Marmont fut blessé dès le premier choc; son armée fut battue [1812, 22 juillet]. Clausel, qui commandait l'aile droite, effectua la retraite et fut obligé de se replier jusqu'à Burgos. Wellington marcha sur Madrid et y entra sans obstacle : Joseph s'était retiré sur Valence. A cette nouvelle, Soult fut forcé d'abandonner le blocus de Cadix, où il avait fait des travaux énormes, et l'Andalousie, où il régnait en souverain; il se replia dans le royaume de Valence, et fit sa jonction avec Joseph ; puis il marcha sur Madrid

et en chassa les Anglais. Wellington s'était porté sur Burgos mais il fut arrêté devant le château par le général Dubreton, qui, pendant trente-cinq jours, et malgré cinq assauts, résista à toute l'armée anglaise et la força à la retraite. Souham, ayant réorganisé l'armée battue à Salamanque, poursuivit les alliés jusqu'à Tordesillas, et fit sa jonction avec Soult [22 oct.]. Une bataille allait s'engager devant Salamanque, lorsque Wellington décampa en sacrifiant son arrière-garde, et rentra dans le Portugal. Malgré ce retour de fortune, la bataille de Salamanque n'en porta pas moins un coup fatal à la cause française : les cortès rompirent les négociations entamées avec Joseph, et elles firent alliance avec l'empereur de Russie, qui reconnut la constitution espagnole.

Alexandre ne daigna pas « répondre à l'ouverture de paix du prince qui avait reçu son billet crayonné sur un chiffon aux champs d'Austerlitz ; » il blama même Kutusof d'avoir consenti à des pourparlers : « Ma résolution est inébranlable, lui dit-il ; aucune proposition de l'ennemi ne pourra m'engager à terminer la guerre. » D'ailleurs l'autocrate ne s'appartenait pas à lui-même : il était dominé par le parti qui avait tué son père et qui venait de brûler Moscou. D'après le plan formé par le cabinet russe, Kutusof, profitant du désordre où l'incendie avait mis les Français, s'était porté, à leur insu et sans être inquiété, de la route de Kolomna, en suivant la Pakhra, sur la route de Kalouga, c'est-à-dire qu'il était passé du sud-est au sud-ouest de Moscou, et qu'il menaçait nos communications avec Mojaïsk [27 sept.]. Mais il fut repoussé à Winkowo par Murat, qui, après dix jours de la plus étrange inaction, reçut l'ordre de battre toutes les routes; et il s'arrêta à Taroutino, où son armée, appuyée sur les provinces du midi, abondait en toutes choses et recevait des renforts continuels. En même temps les Russes, attaqués au cœur de leur empire, n'y concentraient pas toute leur résistance : ils persistaient à multiplier leurs efforts sur les extrémités.

Schwartzemberg avait rallié Reynier et battu Tormasof à Gorodeczna [12 août]; mais il laissa les Russes se retirer paisiblement sur le Styr, et donna le temps aux quarante mille hommes de l'armée de Moldavie, commandés par Tchichagof, de venir les joindre [18 sept].

D'un autre côté, Oudinot après une longue inaction, ayant rallié Saint-Cyr, avait repris l'offensive; mais il fut battu devant



soixante-dix mille homme
lités devant Moscou, en
genstein, avec cent mille
sur la route de Smolensk
Kutusof donna le signal d
Murat, qui fut battu à Wi

§ XIV. Retraite des F
lawetz et de Viazma. —
Napoléon s'était préparé
ressources trouvées à Mos
faisant disposer des masse
Witepsk, à Minsk, à Wiln
lensk par la route de Kal
et bien peuplé : il compta
tobre, la première neige
pitaux et les convois, et
Borowska pour gagner K
de sa marche. Quatre-vin
cou du 14 au 19 octobre :
aux fatigues; mais la ca
comptait que douze mil
cents canons et de deux
enfin l'armée était emba
d'équipages chargés de
paient quarante mille ch
de Moscou, des employés

l'armée russe qui barrait la route de Kalouga. Assailli par des forces quadruples, il résista avec tant d'acharnement, que la ville fut prise et reprise sept fois, et qu'enfin il força l'ennemi à la retraite ; mais la route de Kalouga n'en restait pas moins fermée. Il fallait donc ou livrer une seconde bataille avec toute l'armée, ou bien se jeter à droite sur la route de Mojaïsk, celle qu'on avait suivie dans la marche en avant et qui était entièrement dévastée : Napoléon, contre son opinion et de l'avis de tous les généraux, se décida pour le dernier parti, et l'on se dirigea sur Mojaïsk au moment même où Kutusof, redoutant une seconde bataille, décampait à la hâte pour reprendre la route de Taroutino [26 oct.]. Ce fut là la cause principale des désastres de la retraite.

L'armée française atteignit son ancienne route à Borodino, et trouva le champ de bataille du 7 septembre encore couvert de cadavres. Elle se partagea en quatre corps qui se suivaient à demi-journée de distance, la retraite ne pouvant se faire que sur une seule route ; et l'on prêtait ainsi le flanc à l'armée ennemie, qui devait, en se jetant sur la route parallèle, nous épuiser par des attaques continuelles. Napoléon et la garde marchaient en avant, ensuite Ney et Eugène, enfin Davoust; chaque colonne avait une queue de plusieurs lieues. Kutusof lança à notre poursuite vingt-cinq mille hommes d'infanterie avec tous ses Cosaques, cavalerie sauvage et infatigable, qui tournait bride à la moindre résistance, mais qui tuait ou pillait tout ce qui restait isolé; lui-même se jeta sur la route de Medyn, pour nous prévenir à Wiazma. Napoléon y arriva avant lui : aussitôt il s'occupa de faire avancer des renforts à Smolensk [31 oct.] ; mais alors il reçut des nouvelles si fâcheuses de ses deux ailes, qu'il précipita sa marche sur cette ville, en laissant Ney en arrière pour attendre Eugène et Davoust. Ceux-ci trouvèrent en effet la route coupée par quarante mille Russes [3 nov.] : ils leur passèrent sur le ventre et continuèrent leur marche. Ney releva Davoust et forma l'arrière-garde. Les vivres s'épuisaient; le froid commençait ; les bivouacs étaient terribles pour des hommes mal vêtus et mal nourris, et chaque matin l'on trouvait des centaines de morts ; le désordre s'était mis dans tous les corps ; les soldats jetaient leurs armes; on abandonnait les canons faute d'attelages ; les chemins se perdaient sous la neige ; des torrents, qu'on avait à peine aperçus dans la marche



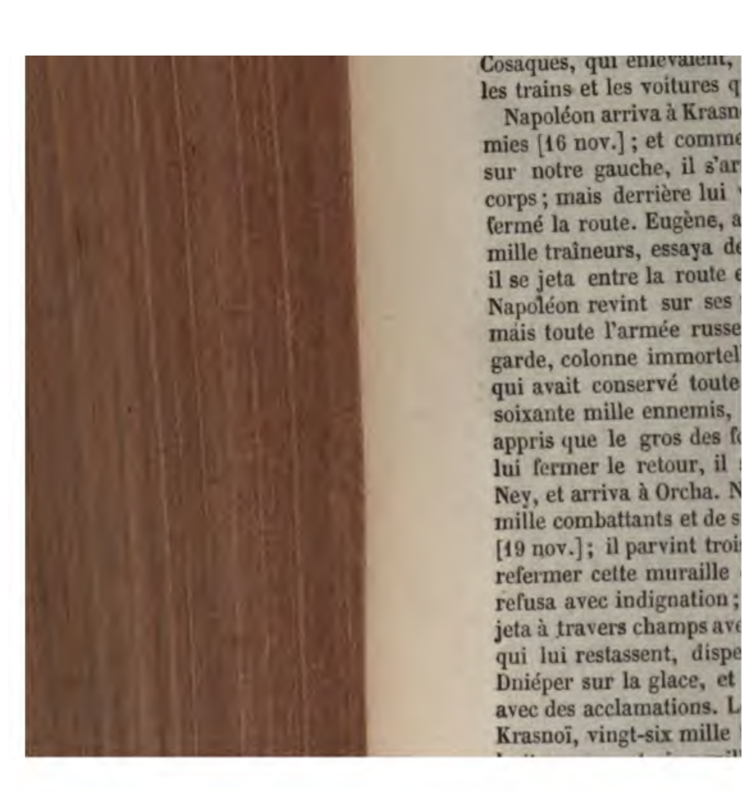
devait trouver des appro
de Victor pour rétablir la
rejeté les Russes sur la r
Schwartzemberg qui se
Tchichagof. Mais les viv
de passage, et l'armée c
des magasins; l'armée de
Cyr avait abandonné la I
Minsk.

Saint-Cyr, dont l'arm
que son adversaire rece
Pétersbourg, fut contrai
par Wittgenstein, il le r
pris que le corps de Fin
nald pour le prendre à
Polotzk après un viole
contre le corps de Finla
s'appuyer sur Victor et
était perdue, Smolensk
de Minsk, toute la Lith
nald rejeté hors du cer
lensk pour réparer ce
Saint-Cyr, dont Oudin
de Glubokoï à Senno.
Oudinot et menaça la r
l'empereur de reprendr

viennent pas sur moi, » il repassa le Bug, se basa sur Varsovie, et renonça ainsi à coopérer avec la grande armée. Cette retraite excentrique était si étrange, qu'elle a été regardée comme le premier acte de la défection des Autrichiens : en effet, elle permit à Tchichagof de laisser sur le Bug vingt-cinq mille hommes commandés par Sacken, et de marcher avec trente mille sur Minsk. La coopération du cabinet de Vienne était si équivoque, qu'Alexandre avait reconnu la neutralité de la Gallicie, d'après ce principe que « l'Autriche, quoique auxiliaire des Français, n'était pas l'ennemie des Russes (¹). »

Le danger était immense : Kutusof occupait déjà les routes de Roslaw et de Mitislaw, et il menaçait Orcha et Borisow ; Wittgenstein et Tchichagof attaquaient, le premier Witepsk, le second Minsk, et tous deux s'avançaient sur la Bérésina, pour s'y réunir et nous fermer le passage. Napoléon se hâta de sortir de Smolensk. On forma, avec les soldats qui avaient conservé leur force morale et quelque discipline, une armée de cinquante mille hommes partagée en quatre corps ; mais chacun de ces corps était accompagné d'une multitude de voitures qui encombraient les ponts et les passages, et de douze à quinze mille individus de tout rang, de toute condition, de toutes armes, blessés, malades, traîneurs, dévorant les vivres, occupant tous les abris, jetant partout la confusion. On en fit écouler en avant de l'armée une grande partie ; mais le nombre grossissait sans cesse par les désastres de la retraite. Des officiers aussi habiles qu'intrépides marchèrent en avant avec des sapeurs, des pontonniers, des marins de la garde, soldats héroïques qui se dévouèrent au salut de l'armée pour sauver les ponts, éclairer les défilés, ouvrir la route. On détruisit les fortifications de Smolensk avec les munitions qu'on abandonnait [14 nov.] ; et les quatre corps commandés par Napoléon, Eugène, Davoust, Ney, se mirent en marche à une journée de distance. Mais alors le froid descendit à dix-huit degrés ; les vivres étaient épuisés ; la route devint presque impraticable. Le vertige saisit les malheureux accablés de tant de souffrances : les uns se tuaient, les autres se livraient aux Cosaques ; d'autres ne voulaient pas quitter le misérable foyer qu'ils avaient rencontré, et y trouvaient la mort. « Les chevaux de cavalerie, d'artillerie, de train, dit le

(¹) Butturlin, t. 1, p. 128.


Cosaques, qui enlevaient,
les trains et les voitures q
Napoléon arriva à Krasn
mies [16 nov.]; et comme
sur notre gauche, il s'ar
corps; mais derrière lui
fermé la route. Eugène, a
mille traîneurs, essaya de
il se jeta entre la route e
Napoléon revint sur ses
mais toute l'armée russe
garde, colonne immortel
qui avait conservé toute
soixante mille ennemis,
appris que le gros des f
lui fermer le retour, il
Ney, et arriva à Orcha. N
mille combattants et de s
[19 nov.]; il parvint trois
refermer cette muraille
refusa avec indignation;
jeta à travers champs ave
qui lui restassent, dispe
Dniéper sur la glace, et
avec des acclamations. L
Krasnoï, vingt-six mille

fut prise [7 nov.]. Quant à Schwartzemberg, il se reporta des bords du Bug sur Slonim; puis il s'arrêta tout à coup, et laissa Tchichagof maître de pénétrer jusqu'à la Bérésina, en repliant devant lui la division lithuanienne de Dombrowski : Minsk fut prise [13 nov.]. Napoléon écrivit à Victor [19 nov.] : « Le temps de jouer à la manœuvre est passé; votre armée est notre unique ressource : maintenant elle doit fournir au plus pressé, à l'avant-garde comme à l'arrière-garde, devant nous pour nous ouvrir le chemin, derrière nous pour le fermer. » Et il lui ordonna : de diriger Oudinot sur Borisow pour s'assurer du pont de la Bérésina, joindre Dombrowski, et chercher à reprendre Minsk ; de contenir lui-même les Russes sur l'Oula pour garder la route de Wilna et couvrir le mouvement d'Oudinot. Les deux corps de Victor et d'Oudinot, de soixante-cinq mille hommes qu'ils comptaient au commencement de la campagne, étaient réduits à vingt ou vingt-cinq mille. En effet, Victor se maintint sur notre droite, et Oudinot marcha sur Borisow; mais, en arrivant à Bobr, Napoléon apprit que Dombrowski, cédant à des forces supérieures, avait évacué Borisow [21 nov.], et que Tchichagof en était maître. C'était un coup terrible : on se trouvait resserré dans un espace de quinze lieues entre les trois armées ennemies, qui allaient se réunir sur la route que nous suivions. Cependant Kutusof, ayant perdu trois jours à Krasnoï, était encore éloigné; Wittgenstein pouvait être contenu par Victor : il fut résolu de marcher droit à Tchichagof et de lui enlever Borisow [22 nov.] Oudinot le rencontra marchant tranquillement vers Wittgenstein, sans se douter du voisinage de la grande armée; il le culbuta et reprit Borisow; mais l'ennemi, en se sauvant, brûla le pont. Tout semblait perdu : l'armée française, enveloppée par cent vingt mille Russes, ayant devant soi une rivière sans pont, dégelée et charriant des glaçons, ne comptait pas, y compris les corps de Victor et d'Oudinot, plus de quarante mille combattants, encore étaient-ils transis de froid et de douleur. Un tiers d'entre eux étaient des Polonais, héroïques soldats qu'on trouvait partout servant de guides et de soutien à leurs frères de France. Dans cette situation, la plus périlleuse où il se soit jamais trouvé, Napoléon ne fut pas au-dessous de lui-même; il osa mesurer le danger de l'œil du génie [1], et, avec son calme et son activité ordinaires,

(1) Butturlin, t. II, p. 362.



que nous marchions
L'armée arriva à
remonter la rivière
ques escadrons, por
le gué, et la division
protégèrent la consti
cles : on manquait
démolissant le villa
cent cinquante toise
les travailleurs périr
le petit pont destiné à
s'empara du chemin
pour faire face à Tch
hommes pour le sou
garde, attendant l'ar
et surtout celle d'Eugè
il s'efforçait de faire p
tents d'avoir quelque
mence, résistaient au
taient plus le danger.
Victor se fut mis en
Napoléon passa avec
mais lentement, à caus
les ponts. Cependant
avait enveloppé et fait
Victor y avait laissée

pendant que Napoléon, Davoust et Eugène marchaient sur Zembin; après un combat acharné, où nos malheureux débris se couvrirent d'une nouvelle gloire, il fut rejeté, avec de grandes pertes, sur Borisow. De son côté, Wittgenstein fut arrêté sur les hauteurs de Studzianka par Victor, qui avait dix mille hommes, et qui répara ses fautes par le plus noble dévouement; ce ne fut qu'après un jour et une nuit de combats qu'il parvint à déloger les Français des hauteurs. Alors la multitude des traîneurs se précipita sur le pont, où pleuvaient les boulets russes. Ce fut un horrible spectacle: charrettes, caissons, fourgons, blessés, malades, femmes, traîneurs, tout s'entassa, s'écrasa, tomba dans la rivière, fut mutilé par le feu ennemi. Victor tint jusqu'à la dernière extrémité; mais à la fin, réduit à cinq mille hommes et acculé à la rivière, il se fit un horrible chemin au milieu de la foule, et brûla les ponts [29 nov.]. Il restait encore sur la rive gauche douze à quinze mille traîneurs.

Pendant ce temps Napoléon marchait par Zembin sur Wilna; il était à pied au milieu de ses vieux soldats de la garde, le cœur navré de douleur, voyant à chaque pas tomber quelques-uns de ces glorieux débris. Arrivé à Smorgoni, il résolut de partir pour Paris: l'armée était détruite; son premier devoir n'était pas d'assister à son agonie, il lui fallait songer à la France et à l'Europe. D'ailleurs les Russes avaient tant souffert, qu'ils ne nous suivaient plus que mollement; il n'y avait que les Cosaques qui s'attachaient à nos pas comme des oiseaux de mort. Enfin on devait trouver à Wilna le corps d'Augereau, des vivres pour quatre mois, des habits pour cinquante mille hommes, un arsenal complet, et en arrière les immenses ressources de Kœnigsberg et de Dantzig: il semblait facile de prendre des quartiers d'hiver. Napoléon, ayant exposé ses raisons à ses généraux laissa le commandement avec les ordres les plus minutieux à Murat, et partit en secret pour Paris [5 déc.].

Le départ de l'empereur, l'incapacité de Murat, le froid qui descendit à trente degrés achevèrent la ruine de l'armée; il n'y eut plus d'opérations militaires, plus de discipline, plus de drapeaux, plus de liens sociaux: chacun ne songea qu'à sauver sa vie; on jeta les armes; on se rua en cohue sur la route, où en trois jours vingt mille hommes périrent de froid et de faim. Le reste, qui se montait encore à cinquante mille, se précipita dans Wilna comme une troupe de sauvages affamés, dévora les

magasins, et se jeta dans les maisons [8 déc.]. Murat désespér de remettre un peu d'ordre dans cette foule de malheureux. L corps d'Augereau, dernière espérance de l'armée, avait lui-mêm tant souffert du froid, que la division Loison venait de perdr huit mille hommes en trois jours. A peine était-on dans l ville, que le canon de l'ennemi se fit entendre : c'étaient le trois armées russes qui arrivaient, Wittgenstein par la riv droite de la Wilia, Tchichagof par Smorgoni, Kutusof par Minsk Aussitôt tout s'enfuit à la débandade sur la route de Kowno La confusion fut alors à son comble : Ney, qui avait conserv seul son énergie, se mit à la tête de quatre mille hommes de l division Loison, et donna le temps à la foule de s'écouler ; mai quinze mille malades ou mourants restèrent dans la ville et furent presque tous massacrés. La troupe des fuyards, à deu lieues de Wilna, alla se heurter à la montée de Ponary, qu semblait une muraille de verglas ; aucune voiture ne put l franchir : quatre mille furent abandonnées ; enfin vingt à trent mille malheureux, dont six mille à peine pouvaient tenir un fusi arrivèrent à Kowno, traversèrent le Niemen, et se jetèrent su la route de Kœnigsberg [30 déc.]. Ce fut encore Ney qui proté gea leur fuite : un fusil à la main, avec une centaine de brave il défendit le pont, et sortit le dernier du fatal territoire o restaient, morts ou prisonniers, trois cent trente mille homme des quatre cent cinquante mille qui avaient passé le Niemen

§ XVII. Retraite des Français sur la Vistule, l'Oder e l'Elbe. — L'ennemi s'arrêta : Kutusof, qui était réduit de cen soixante-dix mille hommes à quarante mille, resta cantonn derrière la Wilia pour s'y rétablir ; Tchichagof et les Co saques se mirent à la suite des Français sur Kœnigsberg Wittgenstein se porta à Gumbinen pour couper Macdonald qui s'était mis en retraite et avait derrière lui la garnison d Riga [18 nov.] ; enfin Sacken dut reprendre l'offensive contr Schwartzemberg, qui, en apprenant le désastre de la Bérésina s'était replié sur Bialistok. La campagne des Russes était réellement terminée : les forces qu'ils pouvaient mettre à la poursuite des débris français ne s'élevaient pas à cent mille hommes ; alors commença une série de défections, de perfidies, de trahisons qui devait achever la ruine de la France.

Le général York commandait les vingt mille Prussiens qui formaient l'arrière-garde et presque toute la force du corps de

Macdonald. Arrivé à Taurogen, il conclut, avec le corps russe qui le poursuivait, un arrangement par lequel il entra dans ses rangs [30 déc.]. Macdonald, avec cinq à six mille Français, eut à peine le temps de repasser le Niemen. Alors Murat quitta à la hâte Kœnigsberg, Elbing, Marienberg : nos soldats se culbutèrent en désordre sur la Vistule, et les Russes profitèrent des immenses ressources que nous abandonnions. Le roi de Prusse protesta contre la défection de son général, et ordonna la levée d'un nouveau contingent, en déclarant qu'il persistait dans l'alliance française; mais en même temps il s'en alla à Breslau à la rencontre des Russes, et appela aux armes toute la population virile de ses États. C'était, en réalité, donner à la Prusse le signal de l'insurrection contre les Français : aussi l'agitation fut-elle si grande, que Murat, perdant la tête, laissa vingt mille hommes dans les places de la Vistule, et précipita sa retraite jusqu'à Posen. Là il abandonna le commandement au prince Eugène, pour aller sauver, disait-il, son royaume de Naples [1813, 16 janv.]. Les Français se jetèrent derrière l'Oder; Macdonald laissa dans Dantzig les débris de plusieurs corps, qui formèrent une armée de trente mille hommes de toutes nations et de toutes armes. Les Russes franchirent la Vistule [18 janv.].

Eugène prit d'une main ferme le commandement de l'armée, réduite à dix-sept mille hommes : il déploya la plus grande activité, tira de ses derrières des armes, des chevaux, des munitions, approvisionna les places de l'Oder, pressa les renforts qui commençaient à arriver sur l'Elbe, et parvint à tenir les Russes en respect. Mais deux nouvelles défections rendirent ses efforts inutiles. Le corps de Bulow, que le roi de Prusse rassemblait vers Stettin, pour remplacer celui d'York, traita avec Wittgenstein, et livra le passage de l'Oder. D'un autre côté, Schwartzemberg abandonna Varsovie, se retira dans la Gallicie et fit une trêve avec les Russes [22 janv.] pendant que Reynier et les Saxons se retiraient sur Kalisch. « L'Autriche semblait nous faire grâce, écrivait notre ambassadeur à Vienne, en hésitant à se déclarer contre nous. » Alors Eugène, débordé sur ses deux flancs, quitta Posen [12 févr.], laissa des garnisons dans Stettin, Custrin et Glogau, et arriva à Berlin. Il trouva le général Grenier avec dix-huit mille hommes venus d'Italie. Mais déjà les Cosaques se montraient devant cette ville, et la Prusse était dans la plus grande agitation. Alors Eugène évacua Berlin

[6 mars], laissa garnison à Spandau, et arriva sur l'Elbe. Il y trouva les noyaux de trois corps d'armée commandés par Lauriston, Victor et Macdonald, outre celui de Reynier qui avait marché de Kalisch par Glogau à Dresde ; ses forces s'élevaient à quarante mille hommes. Il s'arrêta, le centre à Leipzig, la gauche à Magdebourg, la droite à Dresde, et attendit des renforts. La retraite était terminée [9 mars].

CHAPITRE V.

Campagnes de 1813 et 1814. — Abdication de Napoléon. — Traité de Paris e Charte de 1814. — Du 10 décembre 1812 au 24 juin 1814.

§ I. Napoléon a Paris. — Conspiration de Mallet. — Apprêt de guerre. — Napoléon arriva à Paris vingt-quatre heures aprè que son vingt-neuvième bulletin y eut répandu la consternatio [1812, 10 décembre]. Il se mit au travail avec une activité, un vigueur d'esprit, une force de pensée qui semblaient plus grande que jamais ; et il annonça « que, dans le courant de février une réserve de trois cent mille hommes viendrait se réunir la grande armée, et que la campagne prochaine s'ouvrirait ave des forces doubles de celles qui avaient combattu la campagn dernière. » Le sénat lui accorda cent mille hommes de gard nationale, cent mille hommes pris sur les conscriptions d 1809 à 1812, et cent cinquante mille hommes de la conscriptio de 1814. Le corps législatif fut convoqué pour régler les financ [1813, 14 février] ; et il pourvut au déficit des deux années pr cédentes et aux besoins extraordinaires de l'année actuelle e décrétant la vente des biens-fonds appartenant aux commune et dont la valeur était de 370 millions. Les communes reçure en échange des inscriptions de rente sur le grand-livre.

Ces sacrifices furent faits avec résignation et sans murmure la campagne de Russie n'avait pas affaibli la puissance de l'em pereur, quoique l'opinion publique fît peser sur lui toute la re ponsabilité de ce grand désastre, quoiqu'elle eût réprouvé viv ment qu'il eût abandonné son armée : la machine administrati était si parfaitement établie, qu'elle n'en avait éprouvé aucun perturbation ; de toutes parts arrivaient des adresses pleines d dévouement, où les habitants de Rome et de Hambourg, comm ceux de Lyon et de Paris, déclarèrent à l'empereur qu'ils étaie

» résolus à tous les sacrifices pour qu'il achevât la grande œuvre qui lui avait été confiée par la Providence. » Cependant un événement étrange avait révélé la faiblesse du gouvernement impérial et démontré qu'il n'était que la dictature d'un grand homme. A l'époque où commençait la retraite de Moscou, un général républicain, Mallet, détenu pour complot politique, conçut le projet audacieux de renverser seul le gouvernement; tout son plan reposait sur ce mot : L'empereur est mort. Avec un faux sénatus-consulte, de fausses lettres de service [1812, 16 oct.], il se fit suivre par deux bataillons de la garnison de Paris, s'empara des postes, du Trésor, de l'Hôtel de ville, mit en prison le ministre de la police Savary, le préfet de police Pasquier, et les remplaça par deux aides de camp de Moreau. Il n'échoua qu'à l'état-major de la place, où il fallut employer la force contre le général Hullin, et il fut arrêté. Traduit devant une commission militaire, il fut condamné et fusillé avec treize autres personnes dont tout le crime était d'avoir trop facilement obéi à ce conspirateur audacieux.

Napoléon fut effrayé de ce coup de main : il y avait, dans la plate attitude des fonctionnaires, la docilité machinale des troupes, l'indifférence des citoyens, la résignation de tout le monde, la plus terrible leçon pour le gouvernement, une désolante révélation de l'état secret de la France, et l'explication de la révolution de 1814. « Au premier mot de ma mort, dit-il, sur l'ordre d'un inconnu, des officiers mènent leurs régiments forcer les prisons, se saisir des premières autorités ! Un concierge enferme les ministres sous les guichets ! Un préfet de la capitale, à la voix de quelques soldats, se prête à faire arranger sa grande salle d'apparat pour je ne sais quelle assemblée de factieux, tandis que l'impératrice est là, le roi de Rome, mes ministres et tous les grands pouvoirs de l'État ! Un homme est-il donc tout ici ? les institutions, les serments, rien ? »

Il chercha par tous les moyens à s'assurer la faveur populaire; il parcourut les faubourgs, visita les ateliers, s'entretint avec les ouvriers; il fut accueilli avec enthousiasme par le peuple, qui ne variait pas dans son admiration pour lui, et le regardait toujours comme le symbole de la grandeur de la France [1]; il fit continuer

(1) « Ma popularité est immense, incalculable, disait-il au conseil d'État : car, quoi qu'on veuille dire, partout le peuple m'aime et m'estime ; son gros bon sens

les grands travaux d'art et d'utilité commencés depuis dix an
et s'occupa d'améliorations intérieures; il présenta au cor
législatif un magnifique exposé de la situation de l'empire, d
quel il résultait qu'en douze ans un milliard avait été dépen
pour travaux publics ([1]). Enfin il chercha à mettre un term
aux querelles religieuses qui avaient tourné tout le cler
contre lui et indisposé une grande partie de la population.
alla à Fontainebleau, ou le pape avait été transféré en 1812,
conclut avec lui un concordat sur les bases établies par le co
cile de Paris [1813, 25 janvier]. Il fut convenu que Pie VII ré
derait à Avignon; et l'empereur déclara qu'il n'avait traité av
lui que comme chef de l'Église, et sans rien préjuger sur
États romains. Le pontife fut rendu à la liberté, et les car
naux revinrent auprès de lui; mais la papauté se trouva enti
rement dans la dépendance du représentant de la révolutio
Alors Pie VII se repentit et envoya à l'empereur une rétractatio
où il disait que sa conscience s'opposait à l'exécution de ce co
cordat, « signé inconsidérément et par fragilité humaine. »
concordat était publié; Napoléon regarda cette rétractati
comme non avenue; le pape resta à Fontainebleau, et l'opp
sition du clergé devint de plus en plus menaçante.

Pendant ce temps les apprêts de guerre continuaient : en tr
mois six cents canons, deux mille caissons, soixante-dix com
pagnies de canonniers et six régiments d'artillerie avaient é
envoyés sur l'Elbe; les cadres de cent bataillons, quatre rég
ments de la garde et deux régiments de cavalerie avaient é
tirés d'Espagne; la gendarmerie fournissait trois mille officie
et sous-officiers pour reformer la cavalerie. L'empereur obti
encore du sénat quatre-vingt mille hommes de garde nati
nale, quatre-vingt-dix mille hommes de la conscription de 181
destinés à la défense des frontières du Midi; enfin dix mil
gardes d'honneur, sorte d'otages demandés aux familles noble

l'emporte sur la malveillance des salons et la métaphysique des niais. Il me s
vrait en opposition de vous tous. C'est qu'il ne connait que moi; c'est par m
qu'il jouit sans crainte de tout ce qu'il a acquis; c'est par moi qu'il voit ses frère
ses fils, indistinctement avancés, décorés, enrichis; c'est par moi qu'il voit s
bras facilement et toujours employés, ses sueurs accompagnées de quelques joui
sances. » (Las-Cases, t. v, p. 345.)

([1]) Palais impériaux, 62 millions; fortifications, 144; ports, 117; routes, 27
ponts, 31; canaux et dessèchements, 123; travaux de Paris, 104; édifices public de
départements, 149.

qui devaient s'habiller, s'équiper et se monter à leurs frais. Deux cent mille hommes se dirigeaient sur l'Elbe, cent mille allaient les suivre; la confédération du Rhin préparait ses contingents; enfin l'on comptait que l'Autriche allait doubler son corps auxiliaire.

§ II. Apprêts de la coalition. — Alliance de la Prusse et de la Russie. — Dispositions de l'Autriche. — La coalition faisait aussi ses apprêts pour la grande lutte qui semblait devoir être la dernière : l'Angleterre resserra son alliance avec la Russie; elle fit un traité avec la Suède, par lequel elle prit à sa solde trente mille hommes que devait commander Bernadotte; elle jeta des proclamations en Allemagne, et soudoya les sociétés secrètes; elle somma le roi de Prusse d'entrer dans la coalition, en le menaçant d'établir un gouvernement provisoire dans ses États; elle sollicita l'Autriche de se venger de ses défaites, en lui offrant l'Italie, en lui assurant « que l'Allemagne était prête à se soulever contre la France, que la France était elle-même à la veille d'une grande révolution. [1] » Des résolutions de la Prusse et de l'Autriche dépendait le succès de la lutte.

La Prusse, pour gagner du temps, avait proposé une trêve entre la Russie et la France, et offert même sa médiation. Napoléon la rejeta. Alors Frédéric-Guillaume signa secrètement avec Alexandre [1813, 22 février] un traité d'alliance « pour rendre l'indépendance à l'Europe et rétablir la Prusse dans ses limites de 1806 : » la Russie mettait sur pied cent cinquante mille hommes, et la Prusse quatre-vingt mille; elles ne devaient pas faire de paix séparée; la Russie s'engageait à faire obtenir à la Prusse les subsides de l'Angleterre. La Prusse n'en continua pas moins à négocier avec la France sur les bases de l'alliance, et tout à coup elle lui déclara la guerre [17 mars]. Deux jours après, Alexandre et Frédéric conclurent la convention de Breslau, par laquelle tous les princes allemands étaient appelés à concourir à l'affranchissement de la patrie, sous peine d'être privés de leurs États; la confédération du Rhin fut déclarée dissoute; un conseil fut créé pour administrer au profit des alliés les provinces conquises, et organiser la levée en masse dans les États de la confédération; ordre fut donné au *landsturm* de

(1) *Dépêches de l'ambassadeur de France à Vienne.*

harceler l'ennemi, de tuer les soldats isolés, de détruire l vivres, etc. Alors éclata le grand mouvement de l'indépendan allemande, si habilement exploité par les souv rains. Les Al mands n'avaient vu dans Napoléon que le conquérant, et da ses actes que la guerre ; c'étaient eux qui avaient le plus souf de la lutte entre la France et la vieille Europe, et ils n'en avai tiré presque aucun profit : « Qu'ils me haïssent, disait l'em reur, cela est assez simple ; on me força dix ans à me bat sur leurs cadavres ; ils n'ont pu connaître mes vraies dispo tions. » Aussi crurent-ils, en prenant les armes contre la Fran courir à la liberté ; leur mouvement fut tout révolutionnai ils entraînèrent les cours et les cabinets, qui durent simuler passions des étudiants de la Prusse et de la Westphalie. Ro ministres, généraux se changèrent en démagogues, empru tèrent le style de 93, promirent des constitutions pour exci les peuples cont e le moderne Attila. « Peuples, soyez libr disaient leurs proclamations, venez à nous ! Dieu est à n côtés, et nous affrontons l'enfer et ses alliés ! toute distinction rang, de naissance, de pays est bannie de nos légions ; no sommes tous des hommes libres !...—Allemands, disait Wittge stein, nous vous ouvrons les rangs prussiens : vous y trouv rez le fils du laboureur à côté du fils du prince. Toute distin tion de rang est effacée par ces grandes idées : le roi, la libert l'honneur et la patrie. — La liberté ou la mort ! s'écriait u autre. Allemands, à partir de 1812, nos arbres généalogiqu ne comptent plus pour rien. Les exploits de nos aïeux sont ef cés par l'avilissement de leurs descendants. La régénération d l'Allemagne peut seule produire de nouvelles familles noble et rendre leur éclat à celles qui le furent jadis. » Ainsi l armes révolutionnaires que Napoléon avait refusé d'employ contre les rois étaient employées par les rois contre lui, et n'avait plus contre eux que les ressources régulières des an ciennes monarchies.

Pendant que l'Autriche ordonnait à Schwartzemberg de ren trer dans la Gallicie, et signait avec les Russes une trêve qu devait être prolongée indéfiniment, elle déclarait à la Franc « qu'elle restait inébranlable dans son système ; que l'allianc était fondée sur les intérêts les plus naturels, les plus perma-nents, les plus essentiellement salutaires ; qu'elle devait être éternelle... Nous nous engageons, disait-elle, à n'agir que

comme il conviendra à l'empereur Napoléon, à ne point faire un pas à son insu, et, si les Russes se refusent à la paix, à employer contre eux toutes les forces de la monarchie (1). » En même temps François conseillait au roi de Prusse de « ne pas arrêter le noble élan qui l'avait porté à seconder les efforts de l'empereur de Russie pour le soutien de l'indépendance de l'Europe (2) ; » il adhérait secrètement à la convention de Breslau ; il intriguait auprès des rois de Danemark, de Bavière, de Wurtemberg, de Westphalie et de Naples, « se montrant à eux comme un ami de Napoléon qui ne voulait rien que la paix, mais les engageant à ne pas faire des armements inutiles, qui rendraient l'empereur moins traitable. » Jamais cabinet européen n'avait montré une duplicité plus honteuse; mais il n'était pas encore prêt à la guerre, et, en faisant ses armements, il attendait l'issue des premières hostilités, ou pour faire acheter son alliance à Napoléon, ou pour achever sa ruine.

§ III. Campagne d'été de 1813. — Batailles de Lutzen et de Bautzen. — Armistice de Pleswitz. — Eugène était parvenu pendant quinze jours à garder l'Elbe contre cent cinquante mille hommes. A la fin, cette ligne fut rompue à ses deux extrémités par l'insurrection de Hambourg, qui se donna aux Russes [1813, 12 mars]; par la prise de Dresde, qu'occupèrent les Prussiens [26 mars]. Alors le vice-roi se retira sur la Saal; il arrêta encore l'ennemi pendant un mois par les manœuvres les plus habiles, et, ayant ainsi rempli dignement sa mission, il ne chercha plus qu'à faire sa jonction avec l'avant-garde de la grande armée [30 avril].

L'empereur, après avoir confié la régence à Marie-Louise, avait quitté Paris et était arrivé à Erfurth avec toutes ses troupes, sauf la cavalerie, dont la formation n'était pas achevée. Son armée se montait à cent dix mille hommes sans les forces d'Eugène, et était partagée en quatre corps commandés par Ney, Marmont, Bertrand et Oudinot; la garde avait pour chefs Soult. Mortier et Bessières ; l'artillerie comptait deux cents bouches à feu. De plus, Davoust, avec trente mille hommes, était chargé de débarrasser la Westphalie des Cosaques qui s'y étaient jetés, et de reprendre Hambourg. Napoléon se mit en marche pour

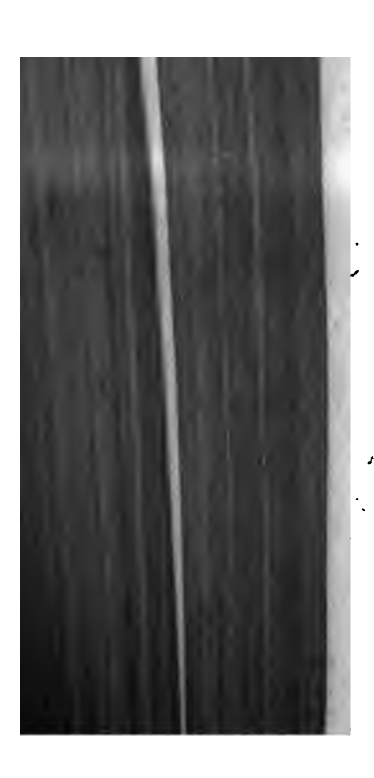
(1) Lettres d'Otto, ambassadeur de France à Vienne.
(2) Schœll, t. vi, p. 61.

France et les étudiants de la Prusse rivalisaient de bravoure et de fureur; presque tous les généraux étaient blessés. Pendant que Frédéric-Guillaume et Alexandre contemplaient le carnage du haut d'une colline, Napoléon, au milieu du feu, animait ses jeunes soldats : « C'est la journée de la France, leur criait-il, en avant! la patrie vous regarde! sachez mourir pour elle! » Mais Kaya fut encore perdu. On se préparait à le reprendre, quand Eugène et Bertrand entrèrent en ligne : le premier culbuta la droite de l'ennemi, le second déboucha sur sa gauche avec soixante pièces; nos deux ailes prolongées allaient envelopper le centre des alliés. Alors seize bataillons de jeune garde, soutenus par la vieille garde en échelons et couverts par quatre-vingts pièces, se jettent tête baissée dans Kaya, l'enlèvent et forcent l'ennemi à se mettre en retraite en laissant quinze mille hommes sur le champ de bataille.

Napoléon fut enivré de sa victoire : « Depuis vingt ans que je commande les armées françaises, dit-il, je n'ai jamais vu plus de bravoure et de dévouement. Mes jeunes soldats! l'honneur et le courage leur sortaient par tous les pores! » Mais sa victoire lui coûtait douze mille hommes; pour tant d'efforts on n'avait recueilli que deux mille prisonniers, et, faute de cavalerie, on ne put poursuivre les vaincus.

L'armée alliée se retira sur Dresde, et, après quelques combats d'arrière-garde sur la Mulda, elle repassa l'Elbe. Napoléon la suivit et entra à Dresde, où il rétablit le roi de Saxe, qui lui donna un contingent de quinze mille hommes [9 mai]. L'ennemi se dirigea par Bautzen sur la Silésie, abandonnant la défense de Berlin pour rester appuyé sur la Bohême : il connaissait les dispositions de l'Autriche.

Au moment où les hostilités commençaient, la cour de Vienne avait déclaré à Napoléon [26 avril] « que l'alliance avait changé de nature, que l'Autriche devait borner sa simple intervention à l'attitude d'une médiatrice armée, » qu'elle ne pouvait plus être puissance auxiliaire de la France. Après la bataille de Lutzen, elle fit de nouvelles protestations d'amitié : « L'alliance existait, disait-elle, elle n'était que suspendue; c'était pour conserver les dehors de l'impartialité qu'elle ne fournissait plus son contingent; un congrès pouvait seul mettre fin à la guerre. » « Le médiateur est votre ami sincère, écrivait François à son gendre [11 mai]. Il s'agit d'asseoir sur des bases inébranlables votre dy-



pressa la marche de se
trand, s'étaient mis à la
devant Bautzen; Ney, av
Torgau sur Berlin; Vic
ponts de l'Elbe. Eugène
se porta sur Bautzen, et
hommes en y compren
rentrer dans le mouve
largement la droite de l

L'armée alliée s'était
dable position, sa gauc
son centre à la ville, sa
kewitz, qui dominaien
camp retranché garni
villages et un ruisseau
cent soixante-dix mille
la droite sous Blücher
reur attaqua [20 mai] :
ligne de la Sprée et l
nemi fut rejeté dans se
à se maintenir sur les
bataille recommença.
montagnes pour débor
là tous ses efforts; ma
gauche sur ses derniè

dant les alliés entassant leurs réserves de ce côté, Napoléon en profita pour enfoncer leur centre ; alors Blücher, attaqué de front par Bertrand et à droite par Marmont, débordé à gauche par la garde, menacé à revers par Ney, se mit en retraite sur Gorlitz ; Wittgenstein, qui s'était maintenu dans ses positions, se hâta de suivre ce mouvement.

C'était encore une belle victoire, mais aussi peu fructueuse que celle de Lutzen : l'ennemi avait perdu dix-huit mille hommes, mais il en avait fait perdre aux Français douze mille ; il se retirait en bon ordre, brûlant ses bagages, ravageant toute la route, faisant résistance à chaque ruisseau, à chaque ravin. Il fallut enlever en combattant Weissenberg, Schoppen, Reichenbach, et au delà de ce dernier village on trouva encore les ennemis postés en arrière [22 mai] : « Comment ! dit l'empereur, après une telle boucherie, aucun résultat ! pas de prisonniers ! Ces gens-là ne me laisseront pas un clou ! » Et comme il ordonnait à Ney de pousser jusqu'à Gorlitz, un boulet perdu tue à côté de lui le grand maréchal Duroc et le général du génie Kirgener. Napoléon fut atterré de la perte de Duroc, son ami particulier depuis le siége de Toulon. La consternation était dans tous les cœurs. « Quelle guerre ! se disait-on, nous y resterons tous. » Cependant la poursuite continue. Victor et Sébastiani à gauche marchent sur Glogau ; Macdonald, Marmont, Bertrand, à droite, suivent les routes qui côtoient la Bohême ; Ney, Reynier et Lauriston sont au centre et à l'avant-garde. On passe la Neiss, la Queiss, le Bober, la Katzbach. L'ennemi sacrifie les routes de Berlin, de la Pologne, de Breslau, pour rester appuyé sur la Bohême. Notre droite arrive à Glogau, notre gauche devant Schweidnitz, notre centre à Breslau [1er juin].

Ainsi, en un mois la Saxe a été délivrée et la Silésie à moitié conquise. D'un autre côté la Westphalie et le Hanovre ont été balayés de leurs partisans ; Davoust a repris les bouches de l'Elbe, Hambourg et Lubeck. Napoléon peut acculer l'armée alliée sur les montagnes et l'y écraser. Soudain l'Autriche vient se glisser au milieu de nous et arrêter notre élan : elle obtient de Napoléon un armistice signé à Pleswitz, et qui doit durer du 4 juin au 28 juillet. C'est un coup de fortune pour les alliés : ils auront le temps de se remettre de l'ébranlement de deux défaites [1], d'être joints par l'armée de Benigsen qui s'or-

(1) « J'ai accepté l'armistice, dit le roi de Prusse à ses sujets, afin que la force

ganise en Pologne, par celle de Bernadotte qui débarque à
Stralsund, enfin et par-dessus tout de permettre à l'Autrich
de compléter ses armements et d'entrer dans la coalition. « C
fut une grande faute, a dit Napoléon : si j'eusse continué e
avant, comme je le pouvais alors, l'Autriche n'aurait pas pr
parti contre moi [1]. » Mais tout le monde disait en Europe
surtout en France qu'il ne voulait que la guerre, qu'il la faisa
sans raison et uniquement par passion : il lui fallait montr
jusqu'à l'évidence « qu'avec l'air d'attaquer, c'était définit
vement lui qui se défendait, » qu'il n'avait d'autre désir que l
paix. « Quelles n'étaient pas mes tribulations, disait-il à Saint
Hélène, de me trouver tout seul à juger de l'imminence d
danger et à y pourvoir; de me voir placé entre les coalisés q
menaçaient notre existence, et l'esprit de l'intérieur qui, da
son aveuglement, semblait faire cause commune avec eu
entre nos ennemis qui s'apprêtaient à m'étouffer, et les hara
sements de tous les miens, de mes ministres mêmes, qui m
pressaient à me jeter dans les bras de ces mêmes ennemis [2]!
Aussi ne signa-t-il l'armistice qu'avec une douloureuse appr
hension de l'avenir : « Si les alliés ne sont pas de bonne fo
dit-il en partant pour Dresde, cet armistice nous sera bie
fatal [3]! »

§ IV. Situation de Napoléon. — Affaires d'Espagne. — Ba
taille de Vittoria. — En attendant l'ouverture des négocia
tions, l'empereur s'occupa de raffermir sa position, et il pr
Dresde pour centre de ses opérations : « Cette position, dit-i
m'offre des chances telles, que l'ennemi, vainqueur dans di
batailles, pourrait à peine me ramener sur le Rhin, tandi
qu'une seule bataille gagnée nous reportant sur les capital
des ennemis, et délivrant nos garnisons de l'Oder et de la Vis
tule, forcerait les alliés à la paix [4]. » Les approches de Dresd
furent protégées par une ceinture de redoutes ; on ouvrit u
camp retranché à Pyrna, on prit possession du château d
Kœnigstein, sur la frontière de Bohême ; on fortifia Hambourg

nationale que mon peuple a si glorieusement montrée puisse se développer entièrement. »

(1) O'Méara, t. II, p. 172.

(2) Las-Cases, t. VI, p. 128.

(3) Fain, Manuscrit de 1813, t. I, p. 14

(4) Id., t. II, p. 20.

on fit de Mersebourg, d'Erfurth et de Wurtzbourg nos échelles vers le Rhin. Nos places de l'Oder et de la Vistule étaient en bon état ; notre jeune armée s'était raffermie : des renforts, surtout de cavalerie et d'artillerie, lui arrivaient sans cesse. Nos alliés d'Allemagne ne paraissaient que faiblement ébranlés; les rois de Saxe et de Danemark montraient le plus grand dévouement, quoique le premier vît ses États devenus le théâtre de la guerre, quoique le second eût sa capitale menacée par les Anglais et la Norwége envahie par les Suédois. Quant à la France, habituée à obéir, elle était calme, et l'on ne pouvait, au milieu des félicitations et des joies officielles, voir sa fatigue, sa tristesse, l'opposition au régime impérial qui grandissait sans cesse, et le parti de la contre-révolution qui se ranimait. Aussi Napoléon ne connaissait pas tout le danger de sa situation : en définitive, il n'avait perdu que la Pologne ; il n'avait devant lui que deux ennemis, avec lesquels il en finirait par une troisième victoire; il ne croyait pas à la trahison complète de son beau-père; il n'imaginait pas que les rois cherchassent à le renverser par une révolution politique, se croyant devenu tout à fait l'un d'eux et la base de to.t l'édifice social. Cette confiance fit sa perte : il ne voulut pas faire de sacrifices, il ne sut pas les faire à temps. Ainsi, à cette époque où il avait besoin de toutes ses ressources, il pouvait les doubler en traitant avec Ferdinand VII, en le renvoyant en Espagne, en rappelant les cent cinquante mille soldats aguerris qui s'y consumaient sans utilité; mais il ne voulut pas revenir en arrière ; et c'étaient ces Espagnols, qu'il avait si indignement trompés et maltraités, qui allaient violer les premiers le sol de la France.

Suchet avait assuré la domination française dans le royaume de Valence par une administration pleine de justice et d'énergie; mais dans l'Aragon et la Catalogne, nos troupes, commandées par Decaen et Lamarque, étaient continuellement aux prises avec des bandes d'insurgés et de brigands. Une armée anglo-espagnole s'était formée dans la Murcie ; après de nombreux combats sur le Xucar, une moitié de cette armée resta devant Suchet, pendant que l'autre moitié s'embarqua et vint tout à coup bloquer Tarragone. La prise de cette ville aurait coupé la communication des Français avec les Pyrénées. Le maréchal y courut, tomba sur les alliés, les battit complètement, et les força à se



dont 50,000 Anglais, re
boucha par Salamanque
franchissait le Douro p
dirigea vers Zamora et
évacuèrent Madrid et Va
à Burgos ; mais Wellin
traversa Palencia, et pr
gnant d'être prévenu
avec quarante-cinq mil
sa droite, de douze mil
en Biscaye : sa gauche,
par Clausel, à Logroño.
Français [17 juin], to
et se porta sur le torre
au fleuve, la gauche a
retira à Vittoria, nœud
Bilbao. Wellington l'a
points, et s'empara de l
la retraite sur Pampelu
cette route avec les v
espagnols : cent vingt c
voitures furent pris; le
tués ou pris. Quoique
de tenir à Pampelune,
riva à Vittoria après la
obstacle. Foy réunit s

tion en Europe, et ce ne fut pas la moindre des causes qui déterminèrent les coalisés à continuer la guerre.

§ V. Congrès de Prague. — L'Autriche entre dans la coalition. — Les négociations pour la paix n'étaient pas encore ouvertes. L'Autriche avait annoncé à la France que l'Angleterre avait refusé sa médiation, mais que la Russie et la Prusse l'avaient acceptée : elle demanda nos conditions, les alliés lui ayant remis les leurs ; elle voulut que les négociations passassent uniquement par ses mains ; elle entrava la convocation du congrès. Pendant ce temps, l'Angleterre signait avec la Prusse et la Russie les traités de Reichenbach [14 juin], par lesquels elle leur accorda un subside mensuel, à l'une de 33 millions, à l'autre de 17 millions. Napoléon vit le but de l'armistice, et Metternich étant venu le trouver à Dresde [28 juin] : « Vous venez bien tard, lui dit-il ; votre médiation devient presque hostile, à force d'être inactive... Quels ont été jusqu'à présent les résultats de l'armistice? Je n'en connais pas d'autres que les traités de Reichenbach. Convenez-en : vous avez voulu gagner du temps ; aujourd'hui vos deux cent mille hommes sont prêts, là, derrière le rideau des montagnes de Bohême. La grande question, pour vous, est de savoir si vous pourrez me rançonner sans combattre, ou s'il faudra vous jeter décidément au rang de mes ennemis. Eh bien ! voyons, traitons : que voulez-vous? Je vous ai offert l'Illyrie pour rester neutres : cela vous suffit-il ? — Il ne tient qu'à vous, dit Metternich, de disposer de nos forces. Les choses en sont venues à ce point, que nous ne pouvons plus rester neutres : il faut que nous soyons pour vous ou contre vous. » Et il fit ses propositions. « Quoi ! s'écria alors l'empereur, non-seulement l'Illyrie, mais la moitié de l'Italie, le retour du pape à Rome, la Pologne! l'abandon de l'Espagne, de la Hollande, de la confédération du Rhin, de la Suisse ! Et il nous faudrait évacuer l'Europe, dont j'occupe encore la moitié, ramener mes légions, la crosse en l'air, derrière le Rhin, les Alpes et les Pyrénées ! Et c'est quand nos drapeaux flottent encore aux bouches de la Vistule et sur les rives de l'Oder, quand mon armée triomphante est aux portes de Berlin et de Breslau, quand je suis ici à la tête de trois cent mille hommes, que l'Autriche, sans coup férir, sans même tirer l'épée, se flatte de me faire souscrire à de telles conditions! et c'est mon beau-père qui accueille un tel projet ! c'est lui qui vous envoie !

Ah! Metternich, combien l'Angleterre vous a-t-elle donn
me faire la guerre [1]? » Le ministre, blessé au cœur, c
de visage, et dès lors la défection de l'Autriche, depui
temps résolue, devint pour lui une affaire de passion
nelle. Cependant Napoléon signa une convention par l
il acceptait la médiation de la cour de Vienne : le cong
vait se tenir à Prague, l'armistice serait prolongé ju
10 août. Tout cela n'était qu'un jeu, pendant lequel Met
acheva ses armements.

Napoléon attendait l'ouverture du congrès, et penc
temps les souverains alliés, Bernadotte et les ministres
se réunirent à Trachenberg [9 juillet]. Là, l'Autriche
formellement à la coalition, et reçut de l'Angleterre un
mensuel de 13 millions. Alors le plan de campagne fut
« Bernadotte en proposa trois, disait Castlereagh au pa
anglais, et tous trois excellents. » Il fut convenu que ce
Russes et Prussiens, commandés par Barclay, se réunir
Bohême à cent mille Autrichiens pour marcher sur
pendant que Blücher et Bernadotte, à la tête de deux au
mées, tiendraient les Français en échec, en refusant la
à Napoléon et en l'acceptant de ses lieutenants. On co
les cabinets de la confédération rhénane; on lia des i
en France; on remit sur le tapis les projets de restaura
Bourbons; enfin, par le conseil de Louis XVIII et de Ber
on fit venir Moreau des États-Unis. Le plan d'une révolu
France fut formé : on devait isoler l'armée de la nati
peler la liberté contre l'empereur, se montrer aux Franç
en conquérants, mais en libérateurs « contre l'ennem
mun : » la coalition ne faisait la guerre qu'à un homm
n'avait d'autre but que la paix du monde; il semblait
idées de 1789 eussent passé dans le camp des souvera
solus, tant ils s'étaient pris de tendresse pour les peupl
liberté !

Cependant, à force d'entraves et de délais, et quoique
gociateurs fussent à Prague, le congrès ne s'était ouvert
29 juillet, douze jours seulement avant celui où l'ar
expirait. L'Autriche redoubla d'intrigues pour empêc
conférences : elle éleva des questions de formes, elle en

(1) Fain, t. II.

les négociateurs de se voir, elle voulut décider seule sur leurs notes écrites. « Il devenait difficile de douter de ses intentions et du résultat du prétendu congrès de Prague, qui était terminé avant d'être commencé (1). » Napoléon vit enfin l'abîme où il était tombé : il entama avec Metternich une négociation directe et voulut avoir son dernier mot. Celui-ci, pour mettre le comble à tout cet édifice de mensonges, demanda le partage de la Pologne entre les trois puissances du Nord, la reconstruction de la Prusse, l'indépendance de la confédération germanique, etc. Napoléon accéda à tout; mais sa réponse n'arriva au congrès que le 11 août, et depuis quelques heures les négociateurs s'étaient séparés : l'Autriche déclara qu'il était trop tard et qu'elle était entrée dans la coalition, « décidée à courir toutes les chances que lui promettait la guerre. » Aussitôt elle publia son manifeste, et ne dissimula pas la conduite qu'elle tenait depuis six mois en disant que « les alliés et elle étaient déjà réunis de principes avant que les traités eussent déclaré leur union. » Napoléon fut indigné : « Le cabinet de Vienne, dit-il, vient d'abuser de ce qu'il y a de plus sacré pour les hommes, un médiateur, un congrès et le nom de la paix ! »

§ VI. Campagne d'automne. — Bataille de Dresde. — La coalition, telle que l'Angleterre avait tant de fois voulu la faire, était complète, et, décidée à en finir avec la France, elle avait mis sur pied un million d'hommes. Les armées du Nord comprenaient six cent mille combattants (2), cent mille chevaux et dix-huit cents canons; celle de droite ou *du Nord*, commandée par Bernadotte, était forte de cent trente mille hommes, et campait sur le Havel; celle du centre ou *de Silésie*, commandée par Blücher, était forte de deux cent mille hommes, et occupait l'Oder; celle de gauche ou *de Bohême*, commandée par Schwartzemberg, et forte de cent trente mille hommes, était à Prague. En outre, cent quarante mille Russes et Prussiens bloquaient les places de la Vistule et de l'Oder; les Autrichiens avaient sur l'Inn trente mille hommes opposés à la Bavière, et en Styrie cinquante mille destinés à entrer en Italie; il y avait trente mille Anglais, Suédois et Russes dans le Mecklem-

(1) Montvéran, t. VI, p. 225.
(2) Russes, cent quatre-vingt-dix mille; Prussiens, deux cent trente mille; Autrichiens, cent quatre-vingt mille; Suédois, trente mille; Allemands, vingt mille.

bourg, commandés par Walmoden; on attendait une réserve d
soixante-dix mille Russes d'Asie commandés par Benigsen
enfin les armées d'Espagne comprenaient plus de deux ce
mille hommes.

Napoléon opposa à cette masse d'ennemis cinq cent cinquan
mille combattants. Sous ses ordres étaient deux cent quatr
vingt mille hommes, quarante mille chevaux, douze cents c
nons, partagés en trois armées : la première, sous Davoust,
forte de trente mille hommes, occupait Hambourg;
deuxième, forte de soixante-dix mille sous Oudinot, était ra
semblée à Wittemberg; la troisième, forte de cent quatre-vin
mille, sous Napoléon, était échelonnée de Dresde à Liegni
En outre, Eugène rassemblait en Italie quarante mille homme
vingt-cinq mille Bavarois étaient sur l'Inn; Augereau réuni
sait à Wurtzbourg vingt mille hommes; soixante-quinze mi
étaient enfermés dans les places de la Vistule, de l'Oder et
l'Elbe; enfin cent mille étaient sur les Pyrénées et dans la C
talogne. Le plan de Napoléon était de diriger Oudinot et Davo
de Wittemberg et de Hambourg sur Berlin, pendant que l
même se jetterait en Bohême pour empêcher la jonction d
Russes et des Autrichiens. En effet, laissant dix-huit mi
hommes dans Dresde, sous Gouvion Saint-Cyr, il se porta
Gorlitz; et, sans s'inquiéter de Blücher, qui, avant la fin de l'a
mistice, avait pris l'offensive et repoussé nos troupes au delà
Bober, il tourna brusquement sur Zittau, traversa les mo
tagnes des Géants et s'empara de Gabel [28 août]; mais il app
que, dès le 9 août, c'est-à-dire trois jours avant la séparati
du congrès, quatre-vingt-dix mille hommes détachés de l'a
mée de Blücher étaient entrés en Bohême, qu'ils avaient f
leur jonction avec les troupes de Schwartzemberg, que cet
grande armée était en marche sur Dresde. Il retourna à Zitta
et voulant éloigner Blücher avant de revenir à Dresde, il cour
sur le Bober avec sa garde, culbuta l'ennemi dans toutes s
positions et le jeta au delà de la Katzbach [24 août]. Un derni
combat à Goldberg apprit à Blücher la présence de Napoléon
alors il se replia à la hâte dans les lignes de Jauer. « Il faut l'u
ser, » avaient dit les coalisés.

Cependant l'armée de Bohême avait traversé les montagn
Métalliques et était descendue lentement en Saxe, la droite pa
la grande route de Peterswald, le centre par Dippodiswald, l

gauche par Marienberg, pour revenir sur Dresde par Freyberg. Saint-Cyr replia ses avant-postes sur Pyrna, et il fut bientôt acculé derrière les palissades de l'enceinte extérieure. Cent cinquante mille hommes se développèrent depuis Pilnitz jusqu'à la vallée de Tharandt; c'étaient la droite et le centre des alliés; la gauche, commandée par Klenau, n'était pas encore arrivée, et devait achever l'investissement de la ville depuis Tharandt jusqu'à l'Elbe; Schwartzemberg perdit trente heures à attendre Klenau.

Napoléon, ayant appris la marche des alliés, laissa devant Blucher soixante-quinze mille hommes, commandés par Macdonald, en lui ordonnant de garder la défensive; et il revint sur Dresde à marches forcées, avec soixante mille hommes [20 août]. Arrivé à Stolpen, il allait se diriger dans les défilés de la Bohême, par Kœnigstein, pour prendre l'ennemi à revers, lorsqu'il apprit que Dresde allait être enlevée [25 août]. Alors il détacha Vandamme avec vingt-cinq mille hommes pour s'emparer des défilés de Peterswald et y attendre les fuyards qu'il allait lui envoyer de Dresde; et laissant ses autres troupes en arrière, il entra dans cette ville avec sa garde au moment où Saint-Cyr, avec ses dix-huit mille conscrits, se préparait à une résistance désespérée. Il était temps : Schwartzemberg, n'attendant plus Klenau, ordonna l'attaque [26 août]. Six colonnes, précédées de trois cents pièces, se précipitèrent dans l'intervalle des redoutes, et s'emparèrent du faubourg de Pyrna. La ville était couverte d'obus; l'ennemi criait : Paris! Paris! une porte était enfoncée. Mais deux colonnes de vieille garde s'élancèrent sur les assaillants, les culbutèrent et reprirent le faubourg; l'ennemi recula dans ses premières positions en laissant quatre mille morts et deux mille prisonniers.

Le lendemain Klenau devant entrer en ligne avec vingt-cinq mille hommes, Schwartzemberg se tint sur la défensive; mais Napoléon, ayant rallié toutes ses troupes, l'attaqua vigoureusement au centre avec toute son artillerie, et l'obligea à y entasser toutes ses forces; ce fut là qu'un boulet français tua Moreau dans les rangs ennemis! Pendant ce temps les deux ailes agissaient; Murat, à droite, faisait un grand détour pour tourner Klenau : il l'enfonça et le culbuta de toutes parts en lui faisant dix mille prisonniers; Ney et Mortier, à gauche, rejetaient la droite ennemie sur Maxen. Alors Schwartzemberg qui venait

[redacted]

d'apprendre la marche de Vandamme, se mit en retraite sur la Bohême, en abandonnant trente mille tués, blessés ou prison niers, et deux cents canons.

Les alliés se retirèrent dans le plus grand désordre par toute les routes des montagnes Métalliques, qu'ils couvrirent de ba gages et de blessés. Napoléon se mit à leur poursuite, comptan sur Vandamme pour achever leur défaite; mais, en route, tomba malade par suite des fatigues de la bataille, et il fut forc de revenir à Dresde. La poursuite fut donc laissée à ses lieute nants, qui s'arrêtèrent; Vandamme fut oublié, et alors com mencèrent les désastres qui devaient amener l'Europe conféd rée dans Paris.

§ VII. Batailles de Kulm, de la Katzbach, de Gross-Beere et de Dennewitz. — Vandamme avait quitté l'Elbe à Kœnigstei descendu le fleuve jusqu'à Pyrna, et enlevé le camp sur quinz mille hommes de la garde russe qui couvraient la route de Pra gue ; il avait ensuite rejeté ce corps dans les montagnes et pri les défilés de Peterswald ; puis, croyant que Napoléon arriva derrière lui, il descendit à Kulm et voulut pousser jusqu' Tœplitz, nœud des routes que suivaient les différentes colonne des alliés [28 août]. « S'il s'en fût rendu maître, dit Butturlin les colonnes qu'il coupait auraient jeté un tel désordre dan l'armée des alliés, que les Français auraient pu les poursuivr jusqu'à Vienne. » Mais la garde russe fit une résistance déses pérée, et donna le temps d'arriver aux premières troupes d Schwartzemberg : alors Vandamme, étonné d'être laissé seul e sans ordre par l'empereur, rétrograda sur Kulm ; il s'y vi bientôt attaqué par soixante mille hommes [29 août]. Il voulu reprendre sa position de Peterswald ; mais au moment où i montait, le corps prussien de Kleitz, qui venait d'échapper à la poursuite de Saint-Cyr, en descendait : il y eut un choc effroya ble entre les deux troupes, qui cherchaient à passer en sen contraire. Les Français remontèrent avec tant de furie cett chaussée escarpée, qu'ils enlevèrent aux Prussiens leur artille rie, et que douze mille hommes s'échappèrent ; mais le reste enveloppé par des forces quadruples, fut forcé de se rendr [30 août]. Vandamme était du nombre des prisonniers, et fut indignement traité par les souverains alliés, qui le livrèrent aux outrages de la populace.

Dès que Napoléon eut quitté l'armée de Silésie, Blücher reprit

l'offensive et voulut passer la Katzbach entre Liegnitz et Goldberg. Mais Macdonald avait passé lui-même la rivière, et marchait en trois colonnes sur un front de dix lieues. Les deux armées se rencontrèrent sans s'en douter : notre centre, exposé seul à toutes les forces ennemies, fut enfoncé ; la gauche accourut trop tard et se retira en désordre ; la droite ne parvint à regagner les débris du centre qu'après trois jours de combat [26 août]. Cette grande défaite fit perdre aux Français dix mille tués ou blessés, dix mille prisonniers, soixante canons. Les pluies et les inondations rendirent leur retraite désastreuse. Ils repassèrent le Bober, la Queiss, la Neiss, en abandonnant leurs bagages, et rétrogradèrent jusqu'à Bautzen.

Bernadotte, laissant Walmoden pour contenir Davoust, avait porté cent mille hommes sur la route de Berlin à Wittemberg pour isoler Magdebourg; mais, apprenant qu'Oudinot marchait sur la capitale de la Prusse par la route parallèle de Torgau à Baruth, il se replia. Alors les Français débouchèrent sur Trebbin pour lui couper la retraite; mais ils le trouvèrent en bataille, couvrant les avenues de Berlin [24 août] : après un violent combat à Gross-Beeren, ils se retirèrent en laissant quinze cents prisonniers. Cet échec eut des suites fâcheuses. Une division, sortie de Magdebourg pour coopérer au mouvement d'Oudinot, fut écrasée par la droite de Bernadotte, et perdit douze cents hommes. Enfin Davoust, qui avait pris Schwerin et Wismar, fut obligé de rétrograder dans son camp de la Steckenitz.

Oudinot se replia lentement sous Wittemberg, et Ney vint le remplacer. Napoléon, laissant trois corps devant la Bohême, se disposait à suivre Ney avec cinquante mille hommes et à marcher sur Berlin, quand il fut arrêté par le désastre de Macdonald. Alors Ney, laissé seul, voulut déposter l'ennemi de la route de Wittemberg : il l'attaqua à Dennewitz; mais ses divisions ne s'engagèrent que successivement; les Saxons lâchèrent pied ; il fut complétement battu, perdit dix mille hommes tués ou pris, et ne rallia son armée que derrière l'Elbe et sous le canon de Torgau. Bernadotte arriva sur le fleuve et jeta des bandes de Cosaques dans la Saxe et la Westphalie.

Cette défaite amenait la droite des alliés sous Wittemberg ; la retraite de Macdonald amenait leur centre près de Dresde ; la bataille de Kulm permettait à leur gauche de revenir en Saxe. Napoléon persista dans sa position centrale ; mais tout le mois

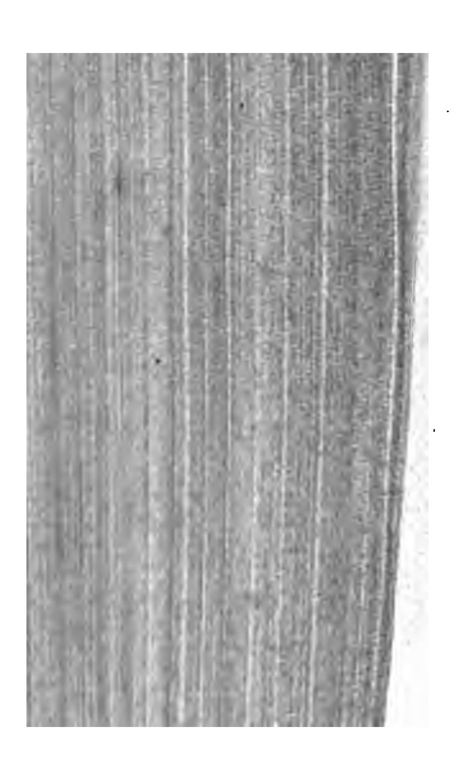
de septembre se passa à courir alternativement de l'armée de Silésie à l'armée de Bohême, sans que ni l'une ni l'autre se décidât à une bataille. S'il s'avançait contre Blücher, les Autrichiens descendaient en Saxe ; s'il s'avançait contre Schwartzenberg, les Prussiens menaçaient Dresde. L'armée s'abîmait dans ces marches continuelles. Des bandes de partisans couraient sur nos derrières ; la Westphalie était en pleine insurrection ; les Cosaques avaient pris Cassel et Brême ; le roi de Bavière avertissait l'empereur qu'il allait être forcé d'entrer dans la coalition, et son général, Wrède, comblé des bienfaits de Napoléon, traitait déjà avec l'Autriche ; les Saxons et les Wurtembergeois étaient travaillés par les sociétés secrètes et les proclamations de Bernadotte. « L'étoile pâlissait, dit le prisonnier de Sainte-Hélène ; je sentais les rênes m'échapper, et je n'y pouvais rien. Un coup de tonnerre pouvait seul nous sauver... et chaque jour, par une fatalité ou une autre, nos chances diminuaient. Les mauvaises intentions commençaient à se glisser parmi nous ; la fatigue, le découragement gagnaient le plus grand nombre ; mes lieutenants devenaient mous, gauches, maladroits, et conséquemment malheureux : ce n'étaient plus les hommes du début de notre révolution, ni ceux de mes beaux moments... Les hauts généraux n'en voulaient plus : je les avais gorgés de trop de considération, de trop d'honneurs, de trop de richesses. Ils avaient bu à la coupe des jouissances, et eussent acheté du repos à tout prix... Le feu sacré s'éteignait (¹). »

§ VIII. Bataille de Leipzig. — Pendant ce temps les alliés réparaient leurs pertes, gagnaient quelques marches, rapprochaient leurs armées ; ils formaient autour de Dresde un demi-cercle qui allait de Wittemberg, par Bautzen, à Tœplitz, et qui se resserrait de plus en plus autour des Français acculés sur l'Elbe ; ils n'attendaient plus que les soixante mille hommes de Benigsen pour se porter tous derrière Dresde et fermer la route de France à Napoléon. Quand Benigsen fut arrivé, les trois armées alliées se mirent en mouvement. Blücher se porta de Bautzen sur Wittemberg, et fit sa jonction avec Bernadotte. Tous deux passèrent l'Elbe et rejetèrent Ney sur la Mulda [23 sept.] : le premier resta à Eilenbourg, le second se prolon-

(¹) Las-Cases, t. vi, p. 139.

gea sur la basse Saal. En même temps Schwartzemberg déboucha, par Commotau et Chemnitz, sur l'Elster [3 oct.]. Ainsi le demi-cercle que les alliés formaient sur la rive droite de l'Elbe, transporté sur la rive gauche, allait de Wittemberg, par Leipzig, à Tœplitz ; mais il n'était pas encore entièrement formé : « aussi, dit Butturlin, nous ne marchions plus qu'avec des précautions extrêmes depuis que nous étions arrivés sur la circonférence du cercle dont les Français occupaient la corde. »

Napoléon donna à Murat cinquante mille hommes pour contenir l'armée de Bohême et garder les approches de Leipzig ; il laissa vingt-cinq mille hommes à Dresde sous Saint-Cyr ; lui-même se porta sur Eilenbourg, se réunit à Ney, et rassembla cent vingt-cinq mille hommes [9 octobre]. Il espérait couper Blücher de l'Elbe et le battre isolément ; mais celui-ci se jeta derrière la Saal et fila sur Zerbig, où il joignit Bernadotte. Tous deux se portèrent à Halle : leur communication avec l'Elbe était coupée, mais leurs coureurs allaient jusqu'à Weissenfels. En même temps arriva sur ce point le corps de Giulay, extrême gauche des Autrichiens, qui, malgré la résistance de Murat, faisaient de grands progrès : leur gauche était à Altenbourg, pendant que leur centre descendait la Pleiss et que leur droite arrivait à Colditz. La route de la France allait donc être fermée. Napoléon résolut de renverser sa ligne d'opérations et de reporter la guerre en Prusse en se jetant sur la rive droite de l'Elbe pour manœuvrer entre ce fleuve, l'Oder, la Baltique et la Bohême, sous la protection de nos places. Au moment où ce beau mouvement commençait et où Bernadotte se dirigeait sur l'Elbe pour s'y opposer, on apprit que la Bavière était entrée dans la coalition, que le Wurtemberg et Bade allaient y être entraînés, que soixante mille Austro-Bavarois marchaient sur le Rhin [8 oct.]. Napoléon abandonna son plan, et ne songea plus qu'à profiter de l'éloignement momentané de Bernadotte pour se concentrer à Leipzig, s'y assurer la route de France et battre isolément Schwartzemberg. En deux jours, toute l'armée française, réduite à cent quarante mille fantassins et à vingt mille cavaliers, y fut réunie [15 oct.]. Elle s'y adossa à toutes les portes pour fermer toutes les routes de l'Elbe. Napoléon dirigea Bertrand, avec quinze mille hommes, sur Lindenau, pour rouvrir la route de Lutzen ; il posta Ney sur la Partha avec quarante-cinq mille hommes, pour contenir Blücher qui



enormes colonn
qui furent perd
nemi en fut défi
la victoire était
qué par Blücher
mille hommes.

Napoléon se
grande faute : l'
hommes, et nou
Saxons. Il replia
Schœnfeld, le ce
parer la retraite
l'Elster : ordre q
d'un grand désas
nadotte et Benigs
liés s'avancèrent
hommes, avec cir
enfermant dans u
veloppement les c
La bataille fut ef
masse, et livraient
où ils faisaient d'
cesse leurs troupes
uniquement à tue
double, certains d'

qui formaient le tiers de cette gauche coururent au-devant des Russes, entrèrent dans leurs rangs, et, à la prière de Bernadotte, déchargèrent toute leur artillerie à bout portant sur les compagnons qu'ils venaient de quitter. Napoléon accourut sur ce point avec sa garde, et là comme ailleurs les positions furent conservées. La nuit fit cesser le carnage : soixante mille hommes jonchaient le champ de bataille. L'empereur, n'ayant plus de munitions, se prépara à la retraite, et les bagages commencèrent à s'éloigner par la route de Lindenau, long défilé de deux lieues, coupé de cinq à six canaux que traverse un seul pont. Le lendemain, les corps de Victor et d'Augereau ouvrirent la retraite [19 oct.]; Marmont se maintenait dans le faubourg de Halle; Ney occupait les faubourgs de l'est; Lauriston, Macdonald et Poniatowski formaient l'arrière-garde et défendaient les barrières du midi. Les alliés refusèrent tout arrangement qui pourrait épargner à Leipzig les horreurs d'une ville prise d'assaut, et ils attaquèrent les faubourgs avec fureur. Blücher emporta celui de Halle; Benigsen enleva les barrières du midi. Une nouvelle bataille s'engagea sur les remparts, dans les rues, dans les maisons; la ville était encombrée d'équipages, de combattants, de fuyards. Cependant Victor, Augereau, Ney, Marmont, la garde et Napoléon avaient passé Lindenau; Lauriston s'ébranlait pour en faire autant : encore deux heures de résistance, et l'arrière-garde était sauvée. Mais la fusillade, qui arrivait de tous côtés sur le pont de l'Elster, fit croire aux sapeurs chargés de faire sauter ce pont que le moment était venu : ils mirent le feu à la mine. Trente mille hommes et cent cinquante canons restaient dans la ville. Le désespoir s'empara de ces braves : les uns se défendirent jusqu'à la mort dans les maisons; les autres se jetèrent dans les canaux profonds et bourbeux de l'Elster ; Macdonald se sauva à la nage ; Poniatowski fut tué en se lançant dans la rivière; le roi de Saxe, Reynier, Lauriston et quinze généraux restèrent prisonniers. Dans les trois jours de cette bataille, la plus terrible des temps modernes et que les Allemands appellent la *bataille des nations*, les Français perdirent cinquante mille hommes, dont vingt mille tués; les alliés n'eurent pas moins de soixante mille tués ou blessés.

§ IX. Retraite des Français. — Bataille de Hanau. — Les Français repassent le Rhin. — Blücher et Schwartzemberg se mirent à notre poursuite; Bernadotte et Benigsen se dirigèrent

sur Hambourg et la Westphalie ; Klenau fut détaché sur Dresd
Les Français trouvèrent à Weissenfels Bertrand, qui était te
en échec par Giulay, maître de Naumbourg. Alors ils se po
èrent rapidement sur Freybourg, pour éviter un combat ; pui
contenant par des arrière-gardes les Prussiens au delà
l'Unstrutt, et les Autrichiens sur la Saal, ils gagnèrent rap
dement Erfurth. On y apprit que les Bavarois, s'étant join
aux Autrichiens et formant cinquante mille hommes, com
mandés par Wrède, venaient de s'établir à Hanau. Après
jour de repos on quitta Erfurth [25 oct.]. Macdonald, Vict
Sébastiani, marchaient en avant ; Marmont, Ney, Augereau,
centre ; Bertrand et Mortier venaient en arrière. Murat aba
donna l'armée et s'en retourna à Naples : il négociait déjà av
l'Autriche.

L'armée arriva près de Hanau. Il fallait forcer un défilé
long de la Kintzig, à travers une forêt, et en quelques heure
car Blücher filait à gauche par les sources de la Nidda,
Schwartzemberg à droite par les montagnes de la Francon
Napoléon battit l'avant-garde ennemie, arriva au débouché
la forêt, et trouva toute l'armée bavaroise en bataille, la dro
appuyée à Hanau et couverte par quatre-vingts canons ; il
culbuta de toutes parts, lui fit perdre dix mille hommes, et
rejeta au delà de la Kintzig [30 octobre]. Alors il passa av
l'avant-garde et le centre. Wrède revint sur l'arrière-gard
mais Bertrand le battit de nouveau et le rejeta sur le Mein.

Le 2 novembre toute l'armée, réduite à soixante mille hom
mes, avait passé le Rhin. Nos malheureux débris s'entassère
dans les hôpitaux, où le typhus se déclara et enleva trente mil
hommes en six semaines. Les alliés suspendirent leurs opéra
tions pour préparer l'invasion de la France.

« La campagne de 1813, dit Napoléon, sera le triomphe d
courage inné dans la jeunesse française, celui de l'intrigue
de l'astuce dans la diplomatie anglaise, celui de l'impuden
dans le cabinet autrichien ; elle marquera l'époque de la déso
ganisation des sociétés politiques, celle de la grande séparatio
des peuples avec leurs souverains, enfin la flétrissure des pr
mières vertus militaires, la fidélité, la loyauté, l'honneur.
Défection d'York qui livre le Niemen, de Bulow qui livr
l'Oder, de Schwartzemberg qui livre la Vistule ; trahison d
l'Autriche au congrès de Prague, trahison des Saxons à Leipzig

trahison des Bavarois à Hanau : voilà à travers quels obstacles l'armée française a été ramenée sur le Rhin par l'Europe confédérée.

§ X. Capitulation des places. — Opérations sur le bas Elbe. — Insurrection de la Hollande. — Opérations en Italie et sur les Pyrénées. — Napoléon avait laissé plus de cent mille hommes dans les places de la Vistule, de l'Oder et de l'Elbe, vieux soldats qui manquèrent à la France dans ses revers. Saint-Cyr, assiégé dans Dresde avec trente mille hommes, montra peu de résolution, et, après avoir essayé vainement de se faire jour jusqu'à Davoust en réunissant les autres garnisons de l'Elbe, il capitula sous condition que son armée serait conduite en France et ne servirait qu'après échange [11 novembre]. Cette capitulation fut indignement violée par les Autrichiens, et l'on retint prisonnière la garnison de Dresde : depuis l'assassinat de nos plénipotentiaires à Rastadt, il n'y avait plus de droit des gens pour la France. Stettin capitula le 5 décembre après neuf mois de blocus, Zamosc le 22, Modlin le 25, Torgau le 26. Cette dernière ville, encombrée de vingt-sept mille malades, se rendit sous condition que les non-combattants seraient conduits en France : la capitulation fut violée. Dantzig, où Rapp s'était défendu avec héroïsme pendant un an, capitula le 29 sous les mêmes conditions que Dresde : la capitulation fut encore violée Wittemberg se rendit le 13 janvier, Custrin le 30 mars, Glogau le 10 avril 1814.

Bernadotte avait détaché Bulow sur la Westphalie, et Wintzingerode sur le Hanovre : lui-même se porta sur le bas Elbe pour se joindre à Walmoden et reprendre Hambourg. Davoust reçut de l'empereur l'ordre de revenir sur la Hollande, mais il était trop tard; il abandonna son camp de la Steckenitz, se sépara des Danois, et rentra dans Hambourg. Il y fut assiégé par le corps de Woronzow. Les Danois évacuèrent Lubeck et se retirèrent sur Rendsbourg; ils y furent enveloppés par Walmoden, et signèrent un armistice [15 déc.] qui laissa les Français isolés aux bouches de l'Elbe sans espoir d'être dégagés, et ayant à résister même aux habitants; mais Davoust, à force d'énergie et d'habileté, s'y maintint jusqu'à la fin de la guerre. Le Danemark, ce dernier et constant allié de la France, fut contraint d'entrer dans la coalition.

Pendant ce temps, Bulow s'était avancé en Hollande, où il y

avait à peine douze mille hommes de très-mauvaises troup sous le commandement de Molitor. Celui-ci évacua Amsterda [18 nov.], jeta des poignées d'hommes dans les places, et replia sur Utrecht. La Hollande se mit en insurrection et app les alliés. Wintzingerode vint joindre Bulow, força le pass de l'Yssel à Zwol, s'embarqua sur le Zuyderzée, et entr Amsterdam [24 novembre], où il établit un gouvernement p visoire qui proclama l'indépendance des Provinces-Unies, rappela le prince d'Orange. Bulow, après un rude comba Arnheim, arriva à Utrecht. Molitor se retira sur la Meu Gertruydemberg, Bois-le-Duc, Breda, Berg-op-Zoom, avai à peine pour garnison une centaine de marins et de vétéra les autres places n'étaient pas gardées. Les Anglais débarquèr aux bouches de l'Escaut, et les îles de la Zélande leur fur livrées par les gardes-côtes. La ligne du Leck, d'Arnhein Rotterdam, fut franchie, et l'ennemi n'avait plus d'autre obsta que le Wahal. Decaen prit le commandement de la Hollande réunit à grand'peine quelques bataillons de jeune garde, garde nationale et de marins; mais il ne put sauver les îles Leck et de la Meuse, et il évacua bientôt, faute de garnis Willhemstadt, Gertruydemberg et Breda. Maison succéda à I caen [9 décembre].

Les campagnes de 1812 et de 1813 avaient enlevé à l'Ita toute son armée, et ce ne fut qu'avec beaucoup de peine et v le milieu d'août qu'Eugène put rassembler quarante-cinq mi fantassins, quinze cents chevaux et cent trente canons. Ce armée, entièrement neuve, se porta au delà des Alpes Julienn et défendit pied à pied les approches de l'Italie. Eugène bat plusieurs fois les Autrichiens; mais ceux-ci étaient second par les habitants; toutes les provinces illyriennes se soul vèrent; les Français se retirèrent sur l'Isonzo [13 septembr La défection des Bavarois donna aux Autrichiens l'entrée Tyrol; Hiller arriva par le col de Toblach à Trente, et descen la Brenta [16 octobre]. Aussitôt Eugène jeta garnison dans V nise, et se retira sur l'Adige, où il n'arriva qu'après avoir chas l'ennemi de Bassano. Son armée était réduite à trente mil hommes par la désertion, et il fallait défendre l'Adige de Fe rare à Rivoli. Les Autrichiens arrivèrent à Caldiero; Eugèr les attaqua, les battit et les força à la retraite [15 novembre; mais alors un corps anglo-autrichien débarqua à l'emboucbur

du Pô, s'empara de Ferrare, se porta à Ravenne et insurgea les États pontificaux. Eugène se concentra sur le moyen Adige, s'assura des passages du Pô, et repoussa toutes les propositions des alliés, qui lui offraient la couronne d'Italie. Il comptait sur la coopération de Murat, qui marchait sur Rome avec vingt-cinq mille Napolitains, pour chasser les Anglais de la Romagne et reprendre l'offensive. Mais Murat voulut jouer le même rôle que Bernadotte : il avait traité secrètement avec l'Autriche, qui lui garantit ses États, et il marchait contre les Français, en s'annonçant comme le protecteur de l'indépendance italienne.

Wellington, avec son armée de cent vingt mille hommes, s'était emparé des cols de Maya et de Roncevaux, et il attendait la reddition de Pampelune et de Saint-Sébastien pour entrer en France. Soult, en arrivant à Bayonne, compléta son armée avec trente mille conscrits du Midi ; il arma les forts des Pyrénées, fit de Bayonne une place redoutable, et prit l'offensive pour dégager Pampelune et Saint-Sébastien. Il franchit le col d'Ibagnetta, et trouva l'ennemi posté à Çubiry dans une position inaccessible ; il essaya vainement de l'en débusquer, et, après une bataille acharnée, où il perdit huit mille hommes, il se retira derrière les Pyrénées [1813, 15 juillet]. Alors Saint-Sébastien et Pampelune, après une résistance héroïque, capitulèrent. Les Anglais, maîtres de Saint-Sébastien, l'incendièrent et massacrèrent tous les habitants [31 août].

Wellington resta inactif pendant deux mois pour réorganiser son armée : alors il passa la Bidassoa, perça la ligne des Français, qui s'étendait de Saint-Jean-de-Luz à la montagne de Rhune, et les força à se retirer derrière la Nive [8 novembre]. Soult se maintint pendant un mois sur cette rivière, dont les bords furent le théâtre d'une bataille continuelle où les Anglais perdirent quinze mille hommes et les Français dix mille [9-13 décembre]. A la fin de décembre, Wellington avait sa gauche à Ustaritz, son centre sur la Nive, sa droite à l'Adour ; Soult occupait une courbe de Saint-Jean-Pied-de-Port à Bayonne par Peyrehorade.

Suchet, suivant les ordres de l'empereur, avait laissé vingt mille hommes dans Denia, Peniscola, Tortose, Mequinenza, Lerida ; il avait quitté Valence au milieu des témoignages d'affection des habitants, et il était arrivé à Barcelone, où il rallia

le corps de Decaen [7 juillet]. Les Anglais le suivirent, p sèrent l'Èbre et investirent Tarragone. Suchet délivra ce place, et en ramena la garnison ; de là il se retira sur le L bregat, battit les Espagnols au col d'Ordal, et les poursui jusqu'à Tarragone [1813, 11 sept.]. Cette victoire assura cantonnements entre le Llobregat et Barcelone. Mais les da gers de la France et les renforts qu'il dut envoyer à l'empen le forcèrent bientôt à se replier sur Figuières.

§ XI. Situation de la France. — Déclaration de Francfo — Opposition du corps législatif. — Apprêts de Napoléon. L'empereur était revenu à Paris : « Il y a un an, dit-il au nat, toute l'Europe marchait avec nous ; aujourd'hui toute l'I rope marche contre nous. Nous aurions tout à redouter sa l'énergie et la puissance de la nation. » Et il fit décréter une vée de trois cent mille hommes sur les conscriptions de 18 à 1814, convoqua le corps législatif, et, avec l'argent du d maine extraordinaire, prépara des armes, des chevaux, des h bits. Mais il n'y avait plus que le peuple des paysans et ouvriers, celui qu'il avait tenu éloigné de toute influence po tique, celui qui s'était prodigué à lui sur les champs de batail celui qu'il semblait, au milieu de sa cour de nobles et de chai bellans, voir avec dédain et méfiance, il n'y avait plus que peuple qui eût gardé sa foi en lui, qui ne séparât pas sa cau de celle de la France, qui vît toujours en lui l'homme de révolution. Tout le reste de la nation, harassé, épuisé, irrit accusait son ambition seule des maux et des dangers de la p trie, s'effrayait des deux millions d'hommes et des huit milliar dépensés par lui en huit années, enfin regardait comme intol rable le despotisme du sabre. Les gens qui n'avaient vu da la révolution que la conquête d'institutions libres, les débi des Girondins, les vaincus du 18 fructidor et du 13 vendémiair la génération nouvelle qui souffrait de la dictature sans con prendre les causes qui l'avaient amenée, enfin les mères famille, les commerçants ruinés, les nombreuses victimes régime impérial, tous ne voulaient plus de Napoléon, et étaie prêts à sacrifier le représentant de l'indépendance nationa pour un peu de paix et de liberté. Mais, ainsi qu'il était arri dans toutes les phases de la révolution, ils faisaient à leur in l'œuvre des royalistes, qui se cachaient derrière eux, pleins joie de se voir arrivés au but de leurs désirs : les éterne

alliés de l'émigration, après vingt ans de défaite, touchaient le sol de la France comme au temps du manifeste du duc de Brunswick.

Il ne manquait pas de traîtres pour éclairer les étrangers sur la situation de la France : aussi, avant de mettre le pied sur cette terre qui avait enfanté tant d'idées, tant d'armées, tant de grandes choses, tant de révolutions, songèrent-ils à s'y créer des auxiliaires, à y jeter la division, à isoler Napoléon de la nation. Ils se montraient modérés, pacifiques, libéraux ; au parlement anglais comme dans le conseil des souverains absolus, on ne parlait qu'avec respect de la France, de son « honneur, » de ses « justes droits ; » c'était au nom des principes que nous avions proclamés, au nom de la liberté et de l'indépendance des nations, que les peuples marchaient contre nous. Enfin les souverains alliés en vinrent même à offrir des négociations et un congrès, à condition que, pour bases sommaires du traité, la France abandonnerait l'Italie, la Hollande, l'Allemagne, l'Espagne, et rentrerait dans ses limites naturelles. Napoléon suspecta la sincérité de ces propositions ; il accepta l'offre d'un congrès, sans s'expliquer sur les bases sommaires. Les alliés en exigèrent l'acceptation avant toute négociation, et ils publièrent une déclaration datée de Francfort, dans laquelle ils énonçaient qu'ils « ne faisaient pas la guerre à la France, mais à la prépondérance que Napoléon a trop longtemps exercée hors des limites de son empire... Ils désiraient que la France fût forte, grande, heureuse, parce que la puissance française est une des bases fondamentales de l'édifice social... Ils confirmaient à la France une étendue de territoire qu'elle n'avait jamais eue sous ses rois, parce qu'une nation valeureuse ne déchoit pas pour avoir à son tour éprouvé des revers dans une lutte opiniâtre et sanglante, où elle a combattu avec son audace accoutumée... Ils ne poseraient pas les armes avant que l'état politique de l'Europe ne fût de nouveau raffermi, avant que des principes immuables n'eussent repris leurs droits sur de vaines prétentions, avant que la sainteté des traités n'eût assuré une paix véritable à l'Europe. »

Cette déclaration, habile contre-partie du manifeste de Brunswick, porta un coup mortel à la puissance de Napoléon, parce qu'elle répondait à l'opinion générale, qui tendait à isoler la nation de son chef, et qu'elle satisfaisait à tout ce que la

France avait jamais demandé : ses limites naturelles et u
vernement de son choix. L'empereur se hâta d'adhér
bases sommaires ; mais alors recommença la comédie p
de Prague : on prit des délais, on chercha des difficu
renvoya tout à un congrès. Les alliés avaient appris
traitres de l'intérieur que, au lieu de transiger avec la
tion, ils pouvaient la vaincre, qu'ils n'auraient à co
qu'une faible armée, non la nation ; qu'ils n'avaient p
vant eux la France de 92, mais la France tellement d
gée, qu'elle achèterait la paix même au prix de son h
Alors leurs dernières hésitations cessèrent, et une ca
d'hiver fut résolue.

L'empereur, voyant le plan des alliés et les intrigues
térieur, voulut convaincre la nation de son amour pour l
il ouvrit la session du corps législatif, et lui communiqu
les pièces diplomatiques [1813, 19 déc.]. Une commis
nommée pour examiner ces documents : elle se compo
Raynouard, Laîné, Gallois, Flaugergues, Maine de Bir
dans son rapport, elle demanda que l'empereur oppo
déclaration des alliés une déclaration propre à désabus
rope du dessein qu'on lui prêtait de vouloir une prépon
contraire à l'intérêt des nations. « Il paraît indispensal
le rapporteur Laîné, qu'en même temps que le gouver
proposera les mesures les plus promptes pour la sûreté
tat, Sa Majesté soit suppliée de maintenir l'entière et c
exécution des lois qui garantissent aux Français les droi
liberté, de la sûreté, de la propriété, et à la nation le lib
cice de ses droits politiques. » Une violente discussion s'
la suite de ce rapport, où l'on entendit Raynouard faire
tique la plus amère de la situation, opposer la grande
France sous l'empire des lis à la misère actuelle, appel
nadotte le héros de la Suède : « Nos maux sont à leur c
dit-il, la patrie est menacée sur toutes ses frontières, l
merce est anéanti ; l'industrie expire ; la conscription es
nue pour la France un odieux fléau ; une guerre bar
sans but engloutit périodiquement la jeunesse. Il est tem
les nations respirent ; il est temps que les trônes s'afferm
et que l'on cesse de reprocher à la France de vouloir
dans tout le monde des torches révolutionnaires. »

Napoléon fut indigné de cette réclamation si malheure

intempestive, qui pouvait engendrer la guerre civile, et dans laquelle se cachaient si mal les intentions du rapporteur, qui faisait en effet partie de l'association bourbonienne. « Votre commission, dit-il aux députés, a été guidée par l'esprit de la Gironde !... Au lieu de m'aider, vous secondez l'étranger ! au lieu de nous réunir, vous nous divisez ! Est-ce le moment de parler des abus quand deux cent mille Cosaques franchissent nos frontières ? Il ne s'agit pas de liberté et de sûreté individuelle, il s'agit de l'indépendance nationale. N'étiez-vous pas contents de la constitution ? Il y a quatre ans qu'il fallait en demander une autre... Et au nom de qui parlez-vous ? C'est moi qui suis le seul, le vrai représentant du peuple : quatre fois j'ai eu le vote de cinq millions de citoyens. M'attaquer, c'est attaquer la nation ! » Et il ordonna l'ajournement indéfini du corps législatif [1813, 31 déc.]. Ce nouveau 18 brumaire fit l'effet le plus fâcheux sur l'opinion ; il justifia toutes les accusations de despotisme portées contre Napoléon ; il transforma les députés, jusqu'alors si peu considérés, en amis de la liberté, avec lesquels les royalistes sympathisèrent.

L'empereur ne pouvait plus compter que sur lui-même pour sauver son trône et la France, et, malgré le découragement universel, il garda son indomptable fermeté ; mais il ne changea pas de système. Il avait renié son origine et la révolution (1) ; il avait tenu outrageusement la nation éloignée des affaires publiques ; il avait concentré la vie de la France en sa personne ; il s'était entouré d'hommes de l'ancien régime, de personnages corrompus par la richesse, d'autorités serviles et tremblantes : il allait subir fatalement la peine de tant de fautes capitales, ne prendre que des mesures insuffisantes et intempestives, et, en laissant la France dans une déplorable sécurité, la livrer, pour ainsi dire, désarmée à l'invasion. Il régla lui-même par un décret le budget de 1814 ; mais ce fut pour la nation un nouveau sujet de mécontentement. Il envoya dans les départements des commissaires pour accélérer les moyens de défense ; mais ces

(1) « Son horreur des révolutions et le danger de leur exemple lui faisaient désirer d'être considéré comme l'héritier direct et naturel de la dernière dynastie. On ne pouvait sans lui déplaire se servir devant lui de cette expression : « depuis la révolution. » Il semblait que c'était la reconnaître et lui donner une consécration nouvelle. Il aurait voulu en effacer jusqu'au nom. » (Napoléon au conseil d'État, par Pelet de la Lozère, p. 270.)



fensive, ne voulu
dernières ressour
tiles. Ainsi, il se d
voyant en Italie;
Pie VII, qui étai
refusé toute espèc
Ferdinand VII, pa
lui rendit sa liber
Ferdinand n'avai
la régence espagn
lington n'arrêta p

Cependant Napo
tants pour résister
le Rhin. Augereau
allaient se grossir
défendre le bassin
avait douze mille
Marmont, dix mil
huit mille entre M
entre Coblentz et
hommes, couvrait

§ XII. Invasion de
alliées. — Batail
mirail, de Vaucham
— Pour envahir l

soixante mille des réserves prussiennes et autrichiennes; il y avait vingt-cinq mille Anglo-Hollandais en Belgique ; l'armée autrichienne d'Italie comptait, avec celle de Murat, cent mille hommes; cent vingt mille étaient retenus sur l'Oder et l'Elbe par les siéges ; enfin les armées anglo-espagnoles s'élevaient à cent quarante mille hommes.

D'après le plan des alliés, Schwartzemberg devait passer le Rhin à Schaffouse et à Bâle, Blücher entre Strasbourg et Coblentz, tous deux faire leur jonction sur la Marne ou la Meuse, et marcher sur Paris. L'armée du Nord était destinée à la conquête de la Belgique. Ce plan violait la neutralité de la Suisse : la diète helvétique réclama la foi des traités et plaça quelques troupes sur le Rhin; mais les aristocraties de ce pays avaient aussi des réparations à demander à la France : elles firent accord avec les alliés, et lorsque les Autrichiens se présentèrent, entre Bâle et Schaffouse, les bataillons suisses se retirèrent, et les colonnes de Schwartzemberg passèrent le fleuve [1813, 21 déc.].

L'aile gauche, commandée par Bubna, se porta à travers la Suisse sur Genève, qui fut livrée par les habitants [30 déc.]; elle s'empara de Saint-Claude, Salins, Dôle, échoua contre Mâcon, et se rabattit sur Bourg, qui fit résistance et fut saccagée. De là, après une vaine tentative sur Lyon, elle occupa le pays entre l'Ain et la Saône. Un de ses détachements se porta sur Chambéry et s'en empara. La population des départements de l'Ain, du Mont-Blanc et de l'Isère se forma en compagnies franches, et mit une énergie extrême à défendre son pays.

Le centre s'avança par Neuchâtel sur Besançon, Auxonne, Dijon. Auxonne et Besançon furent investies; un corps se dirigea sur Langres. Mortier, avec une division de la garde, se porta sur cette ville ; mais il fut obligé de l'évacuer : il se retira sur Chaumont, puis sur Bar-sur-Aube, et, après un combat acharné, sur Troyes [1814, 24 janv.].

L'aile droite investit Huningue et Béfort, s'étendit en Alsace et passa les Vosges. Victor, après deux combats à Épinal et à Saint-Dié, se replia sur Nancy, où il se joignit à Ney. Tous deux se retirèrent derrière la Meuse à Vaucouleurs.

L'armée de Silésie passa le Rhin, entre Manheim et Coblentz : la droite se porta sur Mayence, qui fut investie; la gauche, sur la route de Nancy pour communiquer avec l'armée de Bohême;

[redacted]

le centre, à la poursuite de Marmont, qui recula sur la Sarr puis sur la Moselle, enfin, après avoir jeté garnison à Met sur Verdun. Alors Marmont entra en communication avec N et Victor, qui, après un combat à Ligny, se retirèrent à Sair Dizier 1814, [24 janvier]. Les trois maréchaux se réuniren Vitry.

L'armée du Nord, qui comprenait seulement les corps de B low et de Wintzingerode, déjà maîtresse de la Hollande, av franchi le Wahal et la Meuse. Pendant que Bulow se dirige contre Maison, qui essaya vainement de prendre Breda, et retira sous Anvers [12 janvier], Wintzingerode força Macdon à évacuer Nimègue, Clèves, Dusseldorf, Cologne. Macdonald retira à Aix, puis à Liége, enfin à Namur, ou, ayant reçu l'empereur l'ordre de marcher sur Châlons, il se mit en rou Wintzingerode arriva à Namur et attendit des renforts.

Ainsi, vers la fin de janvier, les trois armées de Wintzin rode, de Blücher et de Schwartzemberg occupaient une li continue de Namur à Langres, ayant sur leurs flancs les co de Bulow et de Bubna qui agissaient isolément. La marche alliés avait été très-lente, car ils n'avaient devant eux qu'u ombre d'armée, et ils donnèrent le temps à Napoléon de masser ses dernières ressources.

L'empereur partit des Tuileries après avoir laissé la régen à Marie-Louise [25 janvier], et confié à la garde nationale femme et son fils, qu'il ne devait jamais revoir! Sa prése ranima la Champagne, où les paysans prirent les armes criant : Vive l'empereur! mais en mêlant à ce cri : A bas *droits-réunis!* qui était pour eux l'improbation du régime i périal. Il trouva Marmont, Ney et Victor groupés en avant Vitry, Macdonald en marche sur Châlons, Mortier à Troy Tout cela formait soixante-dix mille hommes. Il laissa Macd nald à Châlons, où était le grand parc d'artillerie, pour gard la Marne; Mortier, à Troyes, pour garder la Seine : avec trois autres corps il résolut de manœuvrer entre les deux vières pour empêcher la jonction de Blücher et de Schwa zemberg, et surprendre leurs colonnes isolées. Il se mit marche et rencontra à Saint-Dizier les premiers ennem [27 janvier] : c'était une partie du centre de l'armée de Silés dont l'avant-garde (Sacken) était en marche sur Brienne po se réunir à l'armée de Bohême, pendant que l'arrière-gar

(York) était encore à Saint-Mihiel. Il battit ces troupes. Alors il résolut de tomber sur Blücher avant que sa jonction avec Schwartzemberg fût opérée, et il marcha par Vassy sur Montierender. Blücher apprit la marche des Français : il instruisit Schwartzemberg de sa position et se concentra à Brienne. Napoléon l'attaqua, et enleva Brienne après un violent combat livré dans les murs mêmes du collége militaire où il avait été élevé; mais Blücher se retira sur la route de Bar-sur-Aube, que suivait l'armée de Bohême, et fit sa jonction avec elle. Toutes les masses alliées étaient réunies [31 janvier], et Napoléon, s'obstinant à poursuivre Blücher, allait, au lieu de les couper, en être enveloppé. En effet, lorsqu'il arriva à la Rothière, il lui fallut combattre avec vingt-sept mille fantassins, neuf mille chevaux et cent dix canons, contre cent mille hommes dont vingt-deux mille de cavalerie et deux cent quatre-vingts bouches à feu. La bataille fut très-acharnée : les Français, enfoncés au centre et tournés sur leur gauche, perdirent six mille hommes et cinquante canons [1er février]. Leur retraite se fit en bon ordre par le pont de Lesmont, sans que l'ennemi l'inquiétât, et ils arrivèrent à Troyes, où ils joignirent le corps de vieille garde de Mortier [3 février]. Ce corps avait empêché l'armée de Bohême de tourner Napoléon par sa droite. Quant à celui de Macdonald, après un violent combat livré devant Châlons contre l'arrière-garde de Blücher [6 févr.], il avait évacué cette ville avec le grand parc et s'était retiré sur Épernay.

Les deux armées alliées ne profitèrent pas de leur victoire de la Rothière : au lieu de se porter, en masses et réunies, sur la capitale par le pays entre Seine et Marne, elles se séparèrent pour descendre, l'une la Marne, l'autre la Seine jusqu'à Paris. Blücher se dirigea, par Arcis-sur-Aube et Fère-Champenoise, sur Épernay ; il arrivait ainsi sur le flanc de Macdonald, qui se retira à Château-Thierry. Il ordonna à York de poursuivre ce maréchal par Épernay, à Sacken de se porter par Vertus et Montmirail, pour le prévenir à la Ferté-sous-Jouarre; lui-même prit cette route, et il appela à Châlons, derrière lui, les corps de Kleist et de Langeron. Macdonald se défendit pied à pied, fit sauter le pont de Château-Thierry, arriva à la Ferté-sous-Jouarre, où il repoussa les premières troupes de Tacken ; enfin il se retira à Meaux. L'alarme était dans Paris.

Napoléon n'avait plus devant lui que l'armée de Bohême;

après quelques combats, il évacua Troyes pour défendre le pas sage de la Seine à Nogent et recevoir des renforts. Là il appri la marche isolée de Blücher, et il résolut de se porter sur l flanc de la longue colonne que formait l'armée de Silésie. laisse Victor à Nogent, Oudinot à Bray avec vingt mille homm de nouvelles levées, quelques dépôts de garde nationale su l'Yonne, et avec sa garde, Marmont et Ney, c'est-à-dire quin mille hommes, il se jette dans les routes défoncées qui joignen la Marne à la Seine par Villenoxe et Sézanne [7 février]. Il de bouche à Champ-Aubert sur la route de Châlons, et y renconti une colonne russe de cinq mille hommes et de vingt-quatre ca nons : cette colonne est enveloppée, écrasée, détruite, et l'ar mée de Silésie se trouve coupée en deux [10 fév.], car Sacke était à la Ferté-sous-Jouarre, York à Château-Thierry, Blüch à Vertus, Kleist et Langeron près de Châlons. Blücher ordon aux deux premiers de revenir sur Montmirail, aux deux dernie d'accourir à Étoges : lui-même s'arrête à Vertus. Napoléon lais Marmont pour contenir Blücher, et se dirige sur Montmira [11 févr.] : Sacken y arrive; il le bat complétement, et lui fa perdre quatre mille hommes, vingt-six canons, deux cents vo tures. York accourt et ne peut que recueillir les débris de so compagnon. Tous deux se retirent sur Château-Thierry, veulent tenir en avant de cette ville : ils sont culbutés av perte de trois mille hommes, poursuivis dans Château-Thierr où ils mettent le feu, et de là sur la route de Fismes. Nap léon laisse la poursuite à Mortier et aux paysans furieux ; il r vient vers Montmirail, et se joint à Marmont, qui avait recu devant Blücher jusqu'à Vauchamp [14 févr.]. Blücher se met retraite, mais il est poursuivi et battu pendant trois jours; perd dix mille hommes, et revient à Châlons, où il est joint p Sacken et York, qui avaient fait un long détour par Reims. L'a mée de Silésie avait perdu vingt-cinq mille hommes ; mais el reçut des renforts de l'armée du Nord, qui commençait à en trer en ligne dans le bassin de la Seine.

Wintzingerode était parti de Namur : il s'empara d'Avesn [6 févr.], qui n'avait pas de garnison, puis de Laon, et enfin Soissons, qui n'était pas fortifiée. Quant à Bulow, il avait eu lutter contre Maison, qui, avec de faibles dépôts et des plac sans garnison, était venu à bout d'arrêter sa marche : aidé d'u corps anglais, il attaqua Anvers, et, après plusieurs jours

bombardement et de combat, il fit une retraite honteuse [6 févr.]. La ville était défendue par Carnot, ennemi du despotisme impérial, mais qui, à l'aspect des étrangers, s'était souvenu de 1793, et avait offert ses services à l'empereur [1]. Le corps de Bulow fut alors remplacé par celui du duc de Weymar, et il se porta sur Malines. Maison évacua Bruxelles, et se retira sur Tournay. Bulow fila par Mons, en évitant les places, et arriva à Laon; puis il s'empara de la Fère, mauvaise place, où il trouva un matériel de 20 millions [24-27 févr.]. Blücher pouvait donc se réunir au deux corps de l'armée du Nord; mais à cause de Maison, qui avec huit mille hommes tenait encore notre ancienne frontière, la jonction fut retardée. Bulow et Wintzingerode reculèrent même au delà de l'Aisne, et Mortier réoccupa Soissons, position de la plus haute importance, où il laissa quinze cents hommes.

§ XIII. Congrès de Chatillon. — Retour de Napoléon sur la Seine. — Combats de Mormans et de Montereau. — Retour de Napoléon sur la Marne. — Batailles de Craonne et de Laon. — Cependant un congrès s'était ouvert à Châtillon [5 févr.]. Napoléon, découragé par la défaite de la Rothière, y avait envoyé Caulaincourt, en lui donnant carte blanche, pour « sauver la capitale et éviter une bataille où étaient les dernières espérances de la nation. » « J'ai accepté les bases de Francfort, lui disait-il; mais il est plus que probable que les alliés ont d'autres idées : ils veulent réduire la France à ses anciennes limites... Ce système est inséparable du rétablissement des Bourbons, parce qu'eux seuls peuvent offrir une garantie du maintien de ce système [2]. » En effet, les plénipotentiaires de l'Angleterre, de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie, « traitant avec la France, au nom de l'Europe formant un seul tout, » décla-

(1) Sire, lui écrivait-il, aussi longtemps que le succès a couronné vos entreprises, je me suis abstenu d'offrir à Votre Majesté des services que je n'ai pas cru lui être agréables; aujourd'hui que la mauvaise fortune met votre constance à une grande épreuve, je ne balance plus à vous faire l'offre des faibles moyens qui me restent : c'est peu, sans doute, que l'offre d'un bras sexagénaire; mais j'ai pensé que l'exemple d'un soldat dont les sentiments patriotiques sont connus pourrait rallier à vos aigles beaucoup de gens incertains sur le parti qu'ils doivent prendre, et qui peuvent se persuader que ce serait servir leur pays que de l'abandonner. Il est encore temps, sire, de conquérir une paix glorieuse, et de faire que l'amour d'un grand peuple vous soit rendu. »

(2) Fain, manuscrit de 1814, t, I, p. 76.

rèrent, pour première condition de paix, « qu'il fallait qu'el
rentrât dans ses anciennes limites, et que son intervention n
serait pas admise dans la disposition des pays auxquels el
renoncerait. » « Jamais je ne signerai un tel traité, écrivit N
poléon. J'ai juré de maintenir l'intégrité de la république;
n'abandonnerai pas les conquêtes qui ont été faites avant mo
Que pour prix de tant d'efforts, de sang et de victoires, je lais
la France plus petite que je ne l'ai trouvée : jamais! Qu
serai-je donc pour les Français quand j'aurai signé leur hum
liation? Que dirai-je aux républicains quand ils viendront m
demander leurs barrières du Rhin? Si les alliés veulent chang
les bases de Francfort, je ne vois que trois partis : vainci
mourir, ou abdiquer (1). » Ce fut alors, et pendant que Ca
laincourt cherchait à négocier, qu'il se porta contre l'armée
Silésie et la culbuta jusqu'à Châlons. Enivré de ces succè
croyant la fortune revenue et les alliés atterrés, il enjoignit
Caulaincourt de ne traiter que sur les bases de Francfort. «
suis plus près de Vienne qu'ils ne sont de Paris, » dit-il. Ma
les alliés connaissaient mieux que lui la situation intérieure
la France, et ils conclurent le traité de Chaumont [1er mar
par lequel ils faisaient alliance offensive et défensive pour vin
ans, et s'engageaient, en poursuivant la guerre avec tout
leurs ressources, à ne jamais faire de paix séparée. « Alors
pressèrent Caulaincourt de donner une réponse définitive.
« Si la paix ne se fait pas dans ce moment, lui écrivit Metternic
le triomphe des partisans de la guerre à outrance contre N
poléon sera assuré, le monde bouleversé, et la France la pro
de ces événements. » Caulaincourt parvint encore à gagn
quelques jours. « Il faut des sacrifices, dit-il à l'empereur;
faut les faire à temps. Comme à Prague, l'occasion va no
échapper. La négociation une fois rompue, tout est fini : on n
veut qu'un prétexte. » Mais de nouveaux succès avaient rend
à Napoléon toute sa confiance dans sa fortune.

Pendant qu'il mettait en fuite l'armée de Silésie, l'armée d
Bohême avait passé la Seine à Bray et à Nogent, malgré un
vive résistance; Victor et Oudinot s'étaient retirés sur Nangi
Montereau, Sens, Auxerre avaient été prises, et peu apr
Fontainebleau et Montargis; les Cosaques se montraient sur

(1) Lettres des 19 janvier et 5 février.

route d'Orléans à Paris. Macdonald, qui était encore à Meaux, fut envoyé avec dix mille hommes au secours de Victor et d'Oudinot; tous trois se retirèrent sur la ligne de l'Yères; Schwartzemberg, qui connaissait la défaite de Blücher, les suivit mollement. A la nouvelle de ces événements, l'empereur laisse Marmont à Étoges contre Blücher, et Mortier sur la route de Villers-Cotterets pour contenir Bulow et Wintzingerode : il quitte Montmirail avec sa garde, descend jusqu'à Meaux, prend la route de Meaux à Guignes, arrive sur l'Yères et se joint aux trois maréchaux [15 févr.]. Son armée présentait alors cinquante mille hommes; elle était pleine d'enthousiasme et se porte en avant [17 févr.]. L'avant-garde de Wrède, qui était à Mormans, est écrasée et perd quatre mille hommes; une autre division bavaroise est enfoncée à Valjouan; les corps ennemis se replient de toutes parts et repassent la Seine; les Wurtembergeois veulent défendre Montereau. Les hauteurs qui bordent la Seine sont emportées par Pajol et Gérard, après un violent combat où Napoléon dirige lui-même le feu de l'artillerie; l'ennemi se retire dans la ville, où il est écrasé par la cavalerie et les habitants ; il repasse la Seine ayant perdu six mille hommes. Schwartzemberg ordonne la retraite sur Troyes, et prescrit à Blücher, alors retiré à Châlons, de se joindre à lui par Arcis et Méry. Les colonnes françaises se mettent à sa poursuite par Bray et Nogent, arrivent à Méry, et trouvent cette ville occupée par un corps de Blücher qui se disposait à agir sur la gauche et les derrières des Français. Oudinot, après un violent combat, emporte Méry et rejette les Prussiens sur l'Aube [21 févr.]. Napoléon arrive à Troyes. Schwartzemberg se retire sur Bar-sur-Aube, et donne la main à Blücher, qui occupe Arcis. Les deux masses ennemies se trouvaient encore réunies, mais elles étaient troublées, inquiètes; les fuyards jetaient l'alarme jusque sur le Rhin, où les paysans de la Lorraine et de l'Alsace faisaient une guerre acharnée à leurs convois, et où la ligne de retraite des alliés pouvait être coupée par Augereau.

Augereau avait réuni à Lyon dix-sept mille hommes : sa mission était de remonter la Saône, de soulever les paysans belliqueux de la Comté et du pays de Vaud, et de se porter sur le Rhin et les Vosges pour couper les convois et la retraite de l'ennemi. Mais, au lieu d'opérer cette large diversion, il ne s'occupa qu'à faire une guerre de chicane sur la Saône et le Rhône

contre le corps de Bubna : il dispersa son armée en détach ments, reprit Bourg, Montmélian, Chambéry, battit Bubna Aix et le rejeta dans Genève. Alors les alliés se rassurèrent changèrent de plan. Blücher dut se diriger sur la Marne po y écraser Marmont, se joindre aux corps de l'armée du No et marcher sur Paris. Schwartzemberg devait se replier s Langres en entraînant Napoléon à sa poursuite, pendant qu'u nouvelle armée, dite du Midi et forte de cinquante mi hommes, marcherait sur Mâcon pour battre Augereau et a surer la ligne de retraite des alliés.

En effet, pendant que Schwartzemberg se retire derriè l'Aube, puis sur Bar et enfin sur Chaumont, Blücher pas l'Aube à Arcis, se jette sur Marmont à Sézanne et le force à r culer à la Ferté-sous-Jouarre. Là Marmont est joint par Morti qui s'était porté de Soissons à Château-Thierry. Blücher pous sur Meaux pour tourner la droite des deux maréchaux et couper de Paris : ceux-ci reculent à la hâte sur Meaux et chassent les Prussiens. Blücher se replie sur la Ferté-sou Jouarre, y passe la Marne et se dirige sur Lisy pour tourner gauche des maréchaux : ceux-ci se prolongent sur la rive dro de l'Ourcq, et l'arrêtent par deux violents combats ; mais étaient fort inquiets, n'ayant que dix mille hommes pour couv Paris, et voyant Bulow et Wintzingerode qui s'avançaient s Soissons.

Napoléon, ayant appris la marche de Blücher, laisse Macdona et Oudinot pour contenir les Autrichiens, part de Troyes av vingt-cinq mille hommes, et arrive par Sézanne à la Fert Gaucher [1er mars]. Blücher, apprenant ce mouvement, renon à marcher sur Paris et fait passer la Marne à toute son arm [26 févr.]. Quand les Français arrivent harassés à la Ferté-sou Jouarre, ils découvrent sur l'autre rive l'ennemi qui se retire la hâte sur Soissons, sous les murs de laquelle il a donné re dez-vous aux deux corps de l'armée du Nord. Napoléon ordon à Marmont et à Mortier de reprendre l'offensive par Viller Cotterets [2 mars] ; puis il passe la Marne et court sur Soisson L'ennemi marchait à la débandade, couvrant les chemins traîneurs ; pressé par Marmont et Mortier, menacé à gauch par l'empereur, acculé à l'Aisne et à une place mauvaise ma bien garnie, il fallait qu'il fût détruit ou mît bas les arme Mais la fortune allait se jouer encore des combinaisons du géni

Bulow et Wintzingerode s'étaient portés sur Soissons et attaquaient cette place [9 mars]. Le commandant, n'osant exposer cette bicoque à un assaut, capitula. A peine la garnison s'était-elle écoulée, que les colonnes de Blücher s'y précipitèrent pleines de joie de ce refuge inespéré [4 mars]. Les armées de Silésie et du Nord étaient réunies; Blücher n'était plus un fugitif; il avait doublé ses forces et pouvait reprendre l'offensive.

Napoléon, furieux de ce fatal accident, auquel les alliés ont attribué eux-mêmes tout le succès de leur campagne, essaya vainement d'enlever Soissons. Alors il voulut tourner les alliés par leur gauche, les prévenir à Laon, les couper de la Belgique. Il enleva le passage de l'Aisne à Béry, et rencontra sur le plateau de Craonne l'armée de Blücher rangée en bataille [7 mars]: il parvint à l'en déloger après un combat très-sanglant; mais il perdit huit mille hommes, et les ennemis se retirèrent en bon ordre sur Laon, où ils se préparèrent à une deuxième bataille. Il s'obstina à les suivre : il ne pouvait opposer aux cent mille hommes aguerris de Blücher que trente mille soldats jeunes, malades, à peine habillés. Après une journée de combat pour déposter l'ennemi des approches de Laon, il reconnut la position inattaquable de front, et ordonna à Marmont de la tourner par la route de Reims [10 mars]; mais celui-ci, assailli par des forces supérieures, fut enfoncé et rejeté au delà de l'Aisne. L'empereur s'opiniâtra encore deux jours à batailler devant Laon. Après avoir perdu cinq mille hommes, il se retira par la route de Reims, en laissant Mortier à Soissons que les alliés avaient évacuée. Reims avait été surprise par le corps russe de Saint-Priest, qui, ayant traversé les Ardennes, servait de lien à Blücher et à Schwartzemberg. Napoléon enleva cette ville après un violent combat, où les Russes perdirent cinq mille hommes et leur général [14 mars]. Après cette victoire, il s'arrêta pendant trois jours pour donner du repos à ses troupes et jeter un regard sur sa situation.

§ XIV. Rupture du congrès. — Opérations en Belgique, dans le Midi, en Italie, aux Pyrénées. — L'invasion étrangère n'avait pas tiré la France de son apathie; l'empereur avait ordonné vainement une levée en masse, prescrit de couper les ponts, de sonner le tocsin, de détruire les vivres à l'approche de l'ennemi; il n'y avait que les départements frontières qui eussent répondu à cet appel; on ne voulait plus se défendre; on laissait Napoléon

seul contre l'Europe; il semblait qu'on ne crût pas au dange
Cependant l'administration s'embarrassait, les impôts ne re
traient plus; on ne pourvoyait à l'entretien de l'armée que p
des réquisitions forcées; un tiers du territoire, déjà occupé p
l'ennemi, ne donnait plus ni argent ni hommes; des bandes
réfractaires remuaient la Vendée. Les ennemis du régime imp
rial redoublaient leurs intrigues; la contre-révolution se prép
rait; la conspiration dont Talleyrand, Dalberg, Vitrolles,
Pradt étaient les chefs, négociait activement avec les étranger
et elle détermina, par ses révélations, la rupture du congrès
Châtillon.

Caulaincou.., poussé dans ses derniers retranchemen
[15 mars], avait remis un contre-projet par lequel la France
gardait de toutes ses conquêtes que la Savoie avec le royaum
d'Italie borné à l'Adige pour le prince Eugène; mais les alli
déclarèrent [19 mars] qu'ils « regardaient les négociatio
comme terminées: indissolublement unis pour le grand b
qu'avec l'aide de Dieu ils espéraient atteindre, ils ne faisaie
pas la guerre à la France, ils regardaient les justes dimensio
de cet empire comme une des premières conditions d'équilib
politique, mais ils ne poseraient pas les armes avant que leu
principes n'eussent été reconnus et admis par son gouvern
ment. » Alors le cabinet de Londres déroula son plan de resta
ration des Bourbons. Le comte d'Artois vint à Vesoul, les du
d'Angoulême et de Berry à Saint-Jean-de-Luz et à Jerse
Louis XVIII fit des adresses au sénat et à la nation; les consp
rateurs de l'intérieur répandirent des proclamations où le m
d'ordre était: « Plus de tyran, plus de guerre, plus de conscri
tion, plus de droits réunis. »

Les événements de la guerre dans la Belgique, à Lyon,
Italie, aux Pyrénées contribuèrent à cette résolution suprêm
des alliés. Après le départ de Bulow pour Soissons, le corps d
duc de Weimar fut contenu par les habiles manœuvres
Maison, qui s'était retiré sous le canon de Lille. Carnot se d
fendait énergiquement dans Anvers. Huit mille Anglais essay
rent, d'accord avec les habitants, une surprise sur Berg-op-Zoo
[8 mars]; mais la moitié de ce corps fut tuée ou prise dans la vil
par une garnison de deux mille cinq cents hommes. Enfin
quand le duc de Weimar eut reçu des renforts, il se dirige
contre Maubeuge; mais les habitants, hommes, femmes, enfants

se portèrent sur les murailles, et le forcèrent à se retirer honteusement [27 mars].

Augereau n'avait devant lui que les vingt-cinq mille Autrichiens de Bubna, disséminés de Châlon à Genève, et il restait immobile. Napoléon lui ordonna plusieurs fois de former une seule colonne de toutes ses troupes, et de marcher sur le Rhin : « Frappez l'ennemi au cœur, lui disait-il. L'empereur vous somme d'oublier vos cinquante-six ans et de vous souvenir des beaux jours de Castiglione. » Augereau n'en resta pas moins à Lyon, sous prétexte que son armée n'était pas équipée. « J'ai en ce moment, lui répondit l'empereur, une division de quatre mille gardes nationaux en chapeaux ronds et en vestes, sans gibernes, armés de toute sorte de fusils, dont je fais le plus grand cas, et je voudrais bien en avoir trente mille. » Augereau ne se mit en marche que quand l'armée du Midi s'avança sur Châlon et Mâcon; mais arrivé à Lons-le-Saulnier, il craignit d'être coupé de Lyon, rétrograda et rentra dans cette ville [9 mars]. Dès lors il n'était plus qu'un chef de partisans, et non une aile de Napoléon : ses opérations ne pouvaient plus influer sur les événements. Cependant il essaya de reprendre Mâcon, fut repoussé, et se retira sur les hauteurs de Limonest pour sauver Lyon par une bataille. Il fut défait, évacua Lyon, se dirigea sur Valence pour prendre la ligne de l'Isère; et, sous prétexte d'empêcher la jonction des Autrichiens avec les Anglo-Espagnols, échelonna ses troupes depuis Valence jusqu'à Pont-Saint-Esprit. C'était une trahison : Augereau était depuis trois semaines en négociation avec les étrangers. Les alliés entrèrent à Lyon : maîtres de cette ville et de Genève, ils avaient leur ligne d'opérations assurée, et tenaient les portes de l'Italie.

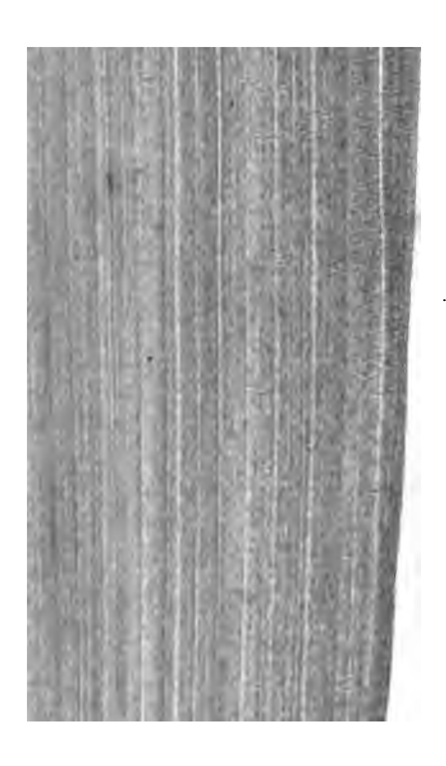
Eugène occupait la ligne de l'Adige avec trente-huit mille hommes de troupes peu certaines, et il avait des garnisons dans Ancône, Château-Saint-Ange, Pise, Livourne, etc. L'armée autrichienne, forte de soixante-dix mille hommes, avait sa droite sur le lac de Garda, son centre sur l'Adige, sa gauche sur le Pô, appuyée au corps anglais qui tenait Ferrare. Venise, Palma-Nova, Cattaro, Raguse étaient assiégées. Les deux armées attendaient, pour reprendre les hostilités, l'arrivée de Murat, qui venait de signer son traité définitif avec l'Autriche, et qui marchait lentement par l'État romain et la Toscane sur Modène


armées restèrent
Au commence
soixante-dix mill
de Saint-Jean-Pi
mille hommes, a
dour, sa gauche s
escarmouches. W
dut envoyer à l'
divisions d'infant
mille hommes. D
qué par les Anglai
mation qui anima
crètes se mirent en
la situation de la
Wellington atta
combats sur la Jo
donna Bayonne,
hommes, et elle se
Anglais passèrent l
vivement disputée,
Français reculèrent
circonspection. Soul
remontant l'Adour,
montagnes et de se
ainsi Bordeaux aux

de se diriger sur leur ville, où l'on était prêt à proclamer Louis XVIII. Wellington détacha sur Bordeaux deux divisions, qui y entrèrent au milieu des applaudissements des royalistes et des bourgeois ruinés par la guerre : on proclama Louis XVIII, et l'on prit la cocarde blanche [12 mars]. L'armée fut indignée de cette trahison; elle continua son mouvement par Tarbes et Saint-Gaudens, et arriva à Toulouse.

§ XV. Dernières opérations contre Schwartzemberg. — Marche de Napoléon sur Saint-Dizier. — Marche des alliés sur Paris. — Combat de Fère-Champenoise. — Après le départ de Napoléon pour la Marne, Schwartzemberg avait continué sa retraite sur Chaumont; mais dès qu'il sut que l'empereur n'était plus devant lui, il s'arrêta et reprit sa marche en avant. Oudinot se trouva assailli à Bar par quarante mille hommes; il combattit tout le jour et rétrograda sur Troyes; Macdonald suivit le même mouvement, rejoignit son collègue et prit le commandement de toute l'armée, forte de vingt-six mille hommes [27 févr.]. Il disputa le terrain pied à pied, abandonna Troyes [4 mars], qui fut horriblement pillée, et se retira lentement sur Nogent et Bray. Schwartzemberg, inquiet de Blücher, s'arrêta pendant huit jours; puis, quand il eut connaissance de la bataille de Laon, il passa la Seine, et força Macdonald a reculer jusqu'à Nangis; mais, ayant appris que Napoléon marchait de Reims vers la Seine, il rétrograda sur l'Aube.

Napoléon avait quitté Reims avec seize mille hommes, laissant Marmont et Mortier avec dix-huit mille hommes et soixante canons pour disputer le chemin de Paris aux cent vingt mille hommes de Blücher. Il se dirigea par Épernay et Fère-Champenoise à Plancy, où il passa l'Aube, et il remonta jusqu'à Arcis, qu'il trouva évacuée par l'armée de Bohême, qui se mit en pleine retraite. Alors l'empereur de Russie, fatigué de ces fuites continuelles devant une poignée d'hommes, fit décider dans le conseil des alliés, que Blücher et Schwartzemberg se réuniraient pour marcher en une seule masse sur Paris. Le rendez-vous était à Châlons ou à Vitry. Schwartzemberg y marcha par Arcis; mais il fut arrêté devant cette ville par Napoléon : après un violent combat où Arcis fut incendié, il recula, concentra ses forces, et présenta aux Français, qui le poursuivaient, cent mille hommes en bataille. Napoléon rétrograda et abandonna la ligne de l'Aube.



qu'il découvrait
qui pût sauver
avoir ordonné à
Châlons, ainsi q
voi d'artillerie :
Saint-Dizier [23
quelque combina

Mortier et Mar
attaqués sur l'Ai
Paris. Alors ils r
Châlons : ils s'y c
qui devait joindr
marchait sur Châ
tirent sur la rout
savoir, sur les a
Bohême, de Châl

Les alliés, instr
ceptée, étaient dan
impossible de lais
avec une Vendée
règles de la guerre
rations, contre une
la révolution, qui
sa défense. Qu'ils
pas un d'eux ne re
l'intérieur envoyère

et le mouvement de Saint-Dizier, qui devait lui assurer l'empire, lui fit perdre la couronne (¹). »

Alexandre assembla un grand conseil, et il fut décidé que les deux armées marcheraient sur Paris : l'armée de Bohême par Vitry, Sézanne et Coulommiers ; l'armée de Silésie par Châlons, Montmirail et la Ferté-sous-Jouarre. Wintzingerode, avec un grand corps de cavalerie et d'artillerie, devait se mettre à la queue de Napoléon, pour lui persuader qu'il entraînait les deux armées à sa suite. Alors fut publiée la fameuse déclaration de Vitry, où les souverains séparaient entièrement Napoléon de la nation, et annonçaient leur plan de restauration. « La marche des événements, disaient-ils, avait donné dans ce moment aux cours alliées le sentiment de toute la force de la ligue européenne. Les principes qui présidaient à leurs conseils, dès leur première réunion pour le salut commun, avaient reçu tout leur développement ; rien n'empêchait plus qu'ils exprimassent les conditions nécessaires à la reconstruction de l'édifice social. »

Les deux maréchaux qui suivaient la route de Montmirail, apprenant la présence d'immenses colonnes entre Vitry et Châlons, se rabattirent sur Fère-Champenoise ; mais ils donnèrent sur l'armée de Bohême, perdirent toute leur arrière-garde, et s'enfuirent sur Sézanne. Ils furent sauvés de la poursuite des ennemis par la division Pacthod qui, depuis quatre jours, marchait pour les joindre, et qui tomba sans le savoir au milieu des alliés. Cette division était formée de huit mille gardes nationaux des départements envahis, qui avaient suivi volontairement la retraite de l'armée en abandonnant leurs familles : assaillie par la cavalerie de Blücher, elle se forma en carrés, et, tout en combattant, essaya de gagner Fère-Champenoise ; mais alors elle fut enveloppée par la cavalerie de Schwartzemberg. Ces braves citoyens, dont les noms mêmes, dans le grand naufrage de la France, n'ont pas été connus, foudroyés par quatre-vingts bouches à feu, chargés par l'immense cavalerie des deux armées, firent une résistance héroïque pendant douze heures. Un millier à peine s'échappa : tout le reste fut tué ou pris. Le double combat de Fère-Champenoise coûta aux Français neuf mille hommes, dont quatre mille prisonniers, soixante

(¹) Robert Wilson, p. 91. — Voyez aussi les Révélations de M. de Pradt sur la Restauration, p. 30 et 47.

canons, et trois cent cinquante caissons. Les alliés perdirent quatre mille hommes.

Les maréchaux précipitèrent leur retraite sur la Ferté-Gaucher, pressés de flanc par les Prussiens, qui les précédèrent dans cette ville; ils se rabattirent sur Provins et de là sur Melun, pendant que l'ennemi entrait à Meaux. Les corps de Sacken et de Wrède restèrent là pour couvrir les mouvements des deux armées, qui se dirigèrent, la droite, ou l'armée de Silésie, par Charny; le centre, ou les gardes et réserves que commandait Barclay de Tolly, par Claye; la gauche, ou l'armée de Bohême, par Chelles. Ces trois colonnes arrivèrent au Bourget, à Bondy et à Noisy, pendant que les deux maréchaux arrivaient à Charenton.

§ XVI. Bataille de Paris. — Tout était en confusion dans Paris. Le gouvernement impérial s'était si aveuglément attaché à laisser les citoyens dans une parfaite sécurité, que, malgré deux mois de batailles dans la Champagne, la capitale se réveilla le 30 mars, stupéfaite d'entendre le canon ennemi. On comptait entièrement et uniquement sur l'empereur; et en apprenant qu'il était à Saint-Dizier, on se crut abandonné de lui. L'impératrice, le roi de Rome, les ministres, les grands dignitaires étaient partis la veille pour Blois; Joseph seul était resté; mais il n'y avait plus en réalité de gouvernement; la capitale était abandonnée à des autorités tremblantes de servilité, disposées à trahir, résolues à ne faire qu'un semblant de défense pour obtenir une capitulation; le champ était libre aux conspirateurs, qui s'agitaient pleins d'espérance. Il n'y avait pas une voix pour éclairer l'opinion publique, pour remuer la population, pour donner de l'unité à la résistance. La garde nationale, formée malgré les habitants et malgré le gouvernement, comptait à peine dix à douze mille hommes, dont une moitié armée de fusils, une moitié de piques; un tiers sortit de la ville pour se battre, le reste garda les barrières. La garnison se composait de quelques dépôts, de quatre mille conscrits, de la gendarmerie et des vétérans; avec les débris de Marmont et de Mortier, cela formait vingt à vingt-deux mille hommes. L'artillerie comptait cinquante pièces servies par les vétérans et les élèves de l'école polytechnique. Les ouvriers assiégeaient les mairies en demandant des armes: ils auraient donné à l'armée l'appui vigoureux de leurs trente mille bras, et comme en 92 sauvé

la France; mais le ministre de la guerre, Clarke, les repoussa employa des baïonnettes de la vieille garde pour les contenir et les empêcha de sortir même désarmés! Il y avait vingt mille hommes en dépôt à Versailles et dans les villes voisines; on ne les fit pas venir! Il y avait dans les arsenaux vingt mille fusils, quatre-vingts canons, cinq millions de cartouches, deux cent cinquante milliers de poudre: on les laissa sans emploi, pendant que nos malheureux combattants manquaient d'armes et de munitions! et le lendemain, l'ennemi, qui était coupé de ses parcs de réserve, trouva toutes ces ressources! Enfin on n'avait pas fait le moindre apprêt sur les hauteurs qui dominent Paris et qui sont si favorables à la défensive: il y avait quatre canons sur la butte Chaumont, sept sur la butte Montmartre!

Les souverains alliés, ayant cent quarante mille hommes, dont vingt-cinq mille cavaliers, résolurent de brusquer l'attaque; Barclay, avec trois corps, les réserves et les gardes, marcha au centre sur le plateau de Belleville; le prince de Wurtemberg, avec deux corps, se plaça à Vincennes pour couvrir l'armée du côté de la Marne. La bataille commença: Marmont chassa les Russes du plateau de Romainville, pendant que Mortier leur disputait Aubervilliers. Barclay, étonné de cette résistance et de ses pertes, s'arrêta et attendit Blücher, qui se développa par Pantin, Saint-Denis, Montmartre, et tourna Belleville par la Villette. A ce redoutable déploiement de forces, Joseph, désespérant du salut de Paris, s'enfuit en autorisant les maréchaux à capituler. La bataille recommença, nos braves combattaient avec désespoir: Ils sont trop! disaient-ils en tombant. Marmont, chassé des rues et du bois de Romainville, se reforma dans le parc Saint-Fargeau; mais il fut bientôt rejeté dans la grande rue de Belleville, où il se défendit encore; la butte Chaumont fut emportée; les boulets roulaient déjà dans les rues de Paris. Pendant ce temps, Mortier défendait, avec une poignée de braves, la Villette et la Chapelle; mais à l'ouest, Montmartre était enlevé; la barrière de Clichy, que défendait Moncey, allait être emportée; l'ennemi se prolongeait sur la route de Neuilly et le bois de Boulogne; Mortier évacua pas à pas la Villette et la Chapelle, et s'accula sur le mur d'enceinte. En même temps, les ponts de Saint-Maur et de Charenton avaient été enlevés par les Wurtembergeois; la garde nationale et la réserve d'artillerie avaient vainement attaqué la cavalerie russe sur la

chaussée de Vincennes; elles avaient été rejetées sur la
rière. Marmont demanda une suspension d'armes, que les
lisés s'empressèrent d'accorder, parce qu'ils venaient d'app
dre que l'empereur était en marche sur Paris. En effet, un
de camp arriva à toutes brides pour solliciter les marécha
tenir encore vingt-quatre heures. Mais la ville pouvait être
d'assaut; une capitulation fut signée, par laquelle l'armée
cuait Paris et se retirait sur la route d'Orléans; la capitale
recommandée à la générosité des souverains alliés. La b
avait coûté à l'ennemi, et de son propre aveu, dix-huit
hommes; les Français en avaient perdu quatre mille.

Cependant Napoléon s'était arrêté à Saint-Dizier, troubl
les mécontentements de tout ce qui l'entourait, inquiet
que ferait l'ennemi; il se retourna sur Wintzingerode, et,
un combat très-vif, il lui fit perdre deux mille hommes
rejeta sur Vitry. Les prisonniers lui apprirent qu'il n'av
affaire qu'à un seul corps de Blücher et que les deux a
alliées étaient en marche sur Paris. Alors, fatigué des repr
tations de ses généraux, il changea son plan et résolut de
rir sur la capitale, où il pouvait arriver presque en
temps que l'ennemi : il comptait qu'elle tiendrait au moins
jours, et il ignorait la bataille de Fère-Champenoise. L'arr
mit en marche par une pluie continuelle et des chemi
freux, en suivant la route de Troyes. Là, Napoléon reçut
recteur des postes, Lavalette, ce billet : « Les partisans
tranger, encouragés par ce qui se passe à Bordeaux, lèv
tête ; des menées secrètes les secondent. La présence de
léon est nécessaire, s'il veut que la capitale ne soit pas li
l'ennemi. Il n'y a pas un moment à perdre [29 mars]. » A
courut seul jusqu'à Fontainebleau, et de là sur Paris [30
mais en arrivant à dix heures du soir à Fromenteau, il re
tra les premières troupes qui avaient évacué la ville [31
Tout était fini. Il retourna plein de douleur à Fontaine
Le lendemain ses troupes, celles de Mortier et de Marm
rencontrèrent à Essonnes et prirent position sur la ri
Elles formaient cinquante mille hommes.

§ XVII. Entrée des alliés a Paris. — Déchéance et abd
de Napoléon. — Ce même jour les alliés firent leur entré
Paris. Les autorités municipales avaient obtenu d'Alex
la conservation de toutes les institutions civiles et celle

garde nationale. Les troupes étrangères gardèrent une discipline parfaite : elles semblaient plus étonnées que les Parisiens eux-mêmes de se voir dans la capitale de la civilisation moderne, et elles montrèrent une modération et une politesse qui allaient jusqu'au respect et à la crainte. Les souverains savaient que Napoléon seul était vaincu, et non la nation, dont le réveil révolutionnaire pouvait être si terrible; ils sentaient que leur victoire était nulle sans un changement politique : aussi ils s'adressèrent à la France, non comme à une conquête, mais comme à une puissance rivale dont ils voulaient se faire une amie; le but qu'ils poursuivaient était si grand qu'ils ne reculaient nullement à flatter les vaincus. Déjà, pendant la bataille, ils avaient, dans une proclamation, déclaré « qu'ils cherchaient de bonne foi une autorité salutaire en France pour traiter avec elle de l'union de toutes les nations et de tous les gouvernements; » et en remettant ainsi aux Parisiens à décider eux-mêmes de la paix du monde, ils leurs montraient l'exemple de Bordeaux. D'après cela, les conspirateurs qui avaient amené l'étranger dans Paris se donnèrent beaucoup de mouvement pour le rappel des Bourbons : de jeunes nobles parcoururent les boulevards au cri de vive Louis XVIII ! et en portant la cocarde blanche; des femmes de la haute société se jetèrent au-devant des alliés, criant : Vive Alexandre ! vivent nos libérateurs ! Les fonctionnaires étaient disposés à tout subir, pourvu qu'ils conservassent leur position. Beaucoup de patriotes sincères se réfugiaient dans l'idée d'une restauration pour échapper à celle de la conquête. Quant au peuple, abandonné sans direction à lui-même, et ne connaissant que l'empereur, en qui il avait personnifié la patrie, il était inquiet, sombre, humilié, mais incapable d'aucun mouvement et ne pouvant que suivre la bourgeoisie. Tout cela ne formait pas une opinion publique en faveur des Bourbons, que les quatre cinquièmes de la France ne connaissaient même pas; aussi les souverains alliés étaient embarrassés, leur plan étant de paraître céder au vœu national; et à toutes les sollicitations des royalistes, Alexandre répondait : « La nation n'a qu'à manifester son vœu, nous le soutiendrons. » Ce fut alors que Talleyrand, chez lequel le czar avait pris demeure, lui dit que les autorités, et surtout le sénat, étaient prêts à se déclarer pour les Bourbons, mais que les souverains devaient se prononcer auparavant contre Napoléon. Alexandre publia une décla

ration par laquelle les alliés annonçaient qu'ils ne trait
plus avec Napoléon; qu'ils respectaient l'intégrité de la
ancienne, telle qu'elle a existé sous ses rois légitimes
reconnaîtraient et garantiraient la constitution que la na
donnerait; enfin, ils invitaient le sénat à nommer un g
nement provisoire pour préparer une constitution et pou
l'administration de l'État [31 mars].

Le lendemain, soixante-deux sénateurs se réunirent e
mèrent membres du gouvernement provisoire : Talle
Beurnonville, Jaucourt, Dalberg et Montesquiou [2 avril];
publièrent l'acte suivant : « Considérant que Napoléon Bo
a déchiré le pacte qui l'unissait au peuple français en lev
impôts autrement qu'en vertu de la loi, en ajournant s
cessité le corps législatif, en rendant illégalement plusie
crets portant peine de mort, en anéantissant la responsab
ministres, l'indépendance judiciaire, la liberté de la pres
considérant que Napoléon a mis le comble aux malheu
patrie par l'abus qu'il a fait de tous les moyens qu'on lu
fiés en hommes et en argent pour la guerre, et en refu
traiter à des conditions que l'intérêt national exigeait d'ac
considérant que le vœu manifeste de tous les Français
un ordre de choses dont le premier résultat soit le rétabli
de la paix générale et qui soit aussi l'époque d'une récon
solennelle entre tous les États de la grande famille europ
le sénat décrète : Napoléon Bonaparte est déchu du t
droit d'hérédité est aboli dans sa famille; le peuple fra
l'armée sont déliés envers lui du serment de fidélité. »

Ce décret fit en France la plus grande sensation et
trouble dans l'armée. Le sénat étant le premier corps c
et le bras droit du gouvernement impérial, sa défection e
celle de toutes les autorités : le corps législatif, représe
soixante-dix-sept de ses membres, les cours de cassation
comptes, le corps municipal de Paris, le clergé, l'un
adhérèrent à la déclaration de déchéance. On brisa tous
signes du régime impérial : on n'entendit plus que des
cations contre Napoléon; on descendit sa statue de la
de 1805. En même temps le gouvernement provisoire
des ministres, un commandant de la garde nationale, u
teur des postes; il libéra les conscrits, les bataillons
velle levée, les levées en masse; il adressa une proclam

l'armée [6 avril]. Enfin, il présenta et fit adopter en quelques heures, par le sénat, une constitution nouvelle, par laquelle le peuple français appelait librement au trône Louis-Stanislas-Xavier de France, et, après lui, les autres membres de la famille des Bourbons dans l'ordre ancien. La présente constitution devait être soumise à l'acceptation du peuple français, et Louis-Stanislas-Xavier proclamé roi des Français dès qu'il aurait fait serment à cette constitution.

Napoléon fut stupéfait d'un abandon si subit, de tant d'outrages de la part de ceux qui l'avaient tant adulé, de la lâcheté du sénat qui lui reprochait ses propres actes : « Un signe de ma part, disait-il, dans une proclamation à ses soldats, était un ordre pour le sénat, qui toujours faisait plus qu'on ne désirait de lui... » Alors il songea à se retirer au delà de la Loire, à s'y réunir à Eugène, Augereau, Suchet et Soult, ce qui lui formerait, avec les garnisons des places, plus de deux cent mille hommes, et à revenir sur Paris ; mais ses généraux, usés par tant de guerres et de révolutions, refusèrent de le suivre : la défection n'était plus seulement dans quelques partisans des Bourbons, dans quelques fonctionnaires ingrats, elle était même dans l'armée, qui frémissait à l'idée d'assiéger Paris et de faire la guerre civile. Alors Napoléon signa une abdication en faveur de son fils [4 avril], et envoya Caulaincourt, Ney et Macdonald pour négocier un accommodement sur cette base. Alexandre accueillit les envoyés avec faveur : en effet, tant que l'armée, qui depuis quinze ans était la nation, restait fidèle à Napoléon, rien n'était décidé, et les événements de Paris n'avaient nulle portée. Mais pendant la conférence, arriva la nouvelle que Marmont avait signé avec les alliés une convention par laquelle son corps d'armée abandonnait les drapeaux impériaux pour se retirer en Normandie avec armes et bagages. En effet, ses troupes, qui croyaient être menées à l'ennemi, traversèrent les cantonnements des Russes et laissèrent Fontainebleau à découvert. Cette trahison changea entièrement la question, et Alexandre rejeta les propositions de Napoléon. Celui-ci, désespéré, était résolu à la guerre ; mais ses soldats étaient dans l'abattement le plus complet, ses généraux ne songeaient plus qu'à leurs intérêts particuliers : la plupart, même Ney et Berthier, l'abandonnèrent. Alors il se résigna et signa son abdication dans ces termes [11 avril] : « Les puissances


Guastalla furent
resta bientôt au
généraux Bertra
hommes qui dev
touchants à sa g
et partit accomp
fut accueilli avec
la France, excep
prendre un costu
l'on m'appelle m
la France au-des
barqua à Saint-R
Cependant tout
provisoire avec u
nation du régime
chinale des autori
alliés avaient mén
blanche fut substi
la prit, mais avec
nier, auquel Eugè
d'Italie, Suchet et
sion. Les dernières
eu qu'une faible in
qui livra, sous les
hommes, une batai
Wellington [10 avri

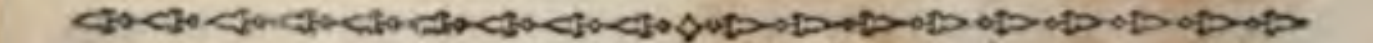


TABLE DES MATIÈRES

DU QUATRIÈME VOLUME.

Pages.

LIVRE I. — Monarchie constitutionnelle. — 1789 à 1792.................. 1

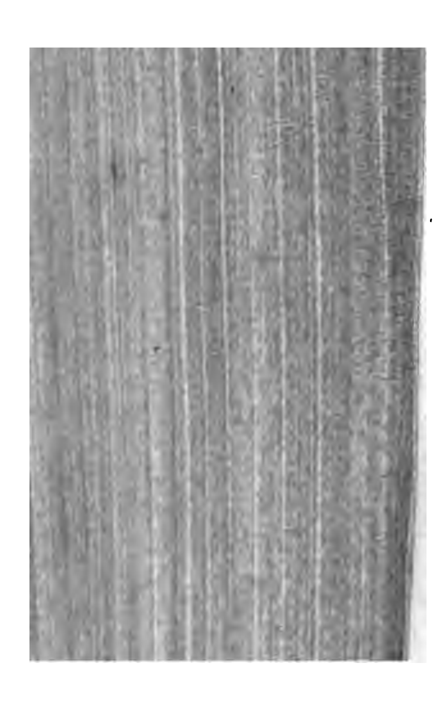
SECTION I. — Assemblée constituante. — Du 5 mai 1789 au 30 septembre 1791 ... . *ibid.*

CHAPITRE I. Serment du Jeu de paume. — Prise de la Bastille. — Les Parisiens à Versailles. — Du 5 mai au 6 oct. 1789... *ibid.*

Dates.	§		
	§ I.	Le peuple a seul la direction de la révolution...	*ibid.*
5 mai 1789. 17 juin.	§ II.	Disputes pour la vérification des pouvoirs. — Le tiers état se déclare Assemblée nationale...	3
20-23 juin.	§ III.	Serment du Jeu de paume. — Séance royale...	5
23 juin-17 juillet.	§ IV.	Complots de la cour contre l'Assemblée. — Insurrection de Paris. — Prise de la Bastille. — Le roi approuve l'insurrection..................	9
16 juillet-4 août.	§ V.	Commencement de l'émigration. — Désordres à Paris et dans les provinces. — Nuit du 4 août....................................	14
Septembre.	§ VI.	Situation des partis dans l'Assemblée. — Déclaration des droits de l'homme. — Discussion sur le pouvoir législatif et le *veto*. — Anarchie dans Paris. — Projets de la cour...........	17
5 octobre.	§ VII.	Journée du 5 octobre. — Les Parisiens à Versailles..................................	21
6 octobre.	§ VIII.	Journée du 6 octobre. — Le roi à Paris. — Suite des journées d'octobre................	23

CHAPITRE II. Travaux de l'Assemblée constituante. — Fuite et arrestation du roi. — Achèvement de la constitution. — Du 6 octobre 1789 au 30 septembre 1791...... 26

	§ I.	Désordres dans tout le royaume. — Club des Jacobins. — Omnipotence de l'Assemblée.........	*ibid.*
15 janvier 1790.	§ II.	Division de la France en départements. — Système électoral,............................	28
	§ III.	Changements dans l'ordre judiciaire. — Vente des biens du clergé. — Assignats..................	29



21 juin. §
30 juin-17 juillet. §

27 août-30 sept. §

SECTION II. — Asse

CHAPITRE I. Décla

§

Octobre-novemb. §

Décembre 1791. §
20 avril 1792.
18 avril-12 juin. §

18 juin. § V

20 juin. § V

Dates.			Pages.
Chapitre II. Massacre des prisons. — Combat de Valmy. — Du 10 août au 21 septembre 1792			81
11-26 août.	§ I.	Suites du 10 août. — Puissance de la commune de Paris	*ibid.*
19-23 août.	II.	Invasion des Prussiens. — Fuite de La Fayette. — Prise de Longwy	84
22 août-2 sept.	§ III.	Agitation de Paris. — Visites domiciliaires. — Projets de massacre des prisonniers	86
2-6 septembre.	§ IV.	Massacre des prisons	88
	§ V.	Excès de la commune	92
Sept.-octobre.	§ VI.	Campagne de Dumouriez dans l'Argonne. — Canonnade de Valmy. — Retraite des Prussiens. — Prise de Mayence. — Conquête de la Savoie et de Nice	94
LIVRE II. — République. — 1792 à 1804			99
Section. I. — Convention nationale. — Du 21 septembre 1792 au 26 octobre 1795			*ibid.*
Chapitre I. Mort de Louis XVI. — Chute des Girondins. — Du 21 septembre 1792 au 2 juin 1793			*ibid.*
	§ I.	Situation des partis. — La Gironde, la Montagne, la Plaine	*ibid.*
21 septembre.	§ II.	Abolition de la royauté. — Premières luttes entre les Girondins et les Montagnards	102
6 novembre.	III.	Bataille de Jemmapes. — Conquête de la Belgique	105
11-23 décembre.	§ IV.	Procès de Louis XVI	107
15-21 janv. 1793.	§ V.	Jugement et mort de Louis XVI	112
1er février.	§ VI.	Politique de Pitt. — Déclaration de guerre à l'Angleterre. — Nouvelle coalition	114
1er févr.-18 mars.	§ VII.	Levée de trois cent mille hommes. — Invasion de la Hollande. — Désastre des Français sur la Meuse. — Bataille de Nerwinden. — Projets de contre-révolution de Dumouriez	117
Mars.	§ VIII.	Continuation de la lutte entre les Girondins et les Montagnards. — Création du tribunal révolutionnaire. — Journée du 10 mars	121
Avril.	§ IX.	Défection de Dumouriez. — Nouvelles accusations contre la Gironde. — Comité de salut public	125
10 mars.	§ X.	Opinions des départements. — Insurrection de la Vendée	127
Mai.	§ XI.	Agitations intérieures. — Revers des armées.	130
18 mai.	§ XII.	Commission des Douze. — Opposition de la commune	132
31 mai-2 juin.	§ XIII.	Insurrections des 31 mai et 2 juin	134
Chapitre II. Insurrection girondine. — Destruction des hébertistes et des dantonistes. — Révolution du 9 thermidor. — Du 2 juin 1793 au 27 juillet 1794			137

Dates.		
Juin.	§ I.	Situation nouvelle de la Montagne. — Insurre tion des départements contre Paris. — Succ de la coalition. — Dangers de la France....
Juillet.	§ II.	Mesures de la Convention. — Mort de Marat. Défaite des Girondins..................
Juillet-août.	§ III.	Toulon livré aux Anglais. — Revers dans Vendée. — Prise de Mayence et de Vale ciennes. — Détresse de la France.........
1er août-10 oct.	§ IV.	Renouvellement du comité. — Levée en mas — Loi des suspects. — Maximum. — Go vernement révolutionnaire...............
11 sept.-16 oct.	§ V.	Nouveau système de guerre. — Carnot. — B tailles de Hondschoote, de Menin et de Wa tignies..................................
18 oct.-28 déc.	§ VI.	Batailles de Pirmasens, de Kayserlauten et Weissembourg..........................
17 sept.-19 dec.	§ VII.	Revers dans les Pyrénées. — Prise de Lyon de Toulon.............................
13 août-22 dec.	§ VIII.	Opérations dans la Vendée. — Batailles Torfou et de Chollet. — Les Vendéens pass la Loire. — Bataille d'Entrames. — Siége Granville. — Bataille du Mans. — Destructi des Vendéens..........................
	§ IX.	Régime de la terreur. — Mort de la reine, Girondins, du duc d'Orléans, etc. — Exéc tions à Toulon, à Lyon, à Nantes, etc......
Novembre.	§ X.	Parti des hébertistes. — Abolition du culte tholique. — Culte de la Raison............
	§ XI.	Parti des dantonistes. — Le *Vieux-Cordelier*.
	§ XII.	Politique du comité. — Attaques contre les de
24 mars 1794.		partis. — Supplice des hébertistes........
8 avril.	§ XIII.	Supplice des dantonistes....................
26 avril-25 juillet.	§ XIV.	Campagne d'été de 1794.—Bataille de Troisvil de Courtray, de la Sambre, de Turcoing, de Po à-Chin, de Fleurus.—Conquête de la Belgiqu
28 avril-1er mai.	§ XV.	Batailles de Saorgio et du Boulou...........
	§ XVI.	Revers maritimes. — Bataille navale du 1er ju
	§ XVII.	Dictature du comité. — Continuation de la te reur..
7 mai.	§ XVIII.	Projets politiques et religieux de Robespierre. Décret de reconnaissance de l'Être-Suprêm — Opposition aux projets de Robespierre...
10 juin.	§ XIX.	Loi du 22 prairial. —Redoublement de la terre
26 juillet.	§ XX.	Lutte entre les comités et le parti de Robespier — Discours de Robespierre..............
27 juillet.	§ XXI.	Révolution du 9 thermidor..................

CHAPITRE III. Réaction thermidorienne. — Insurrections de prairial et vendémiaire. — Fin de la Convention. — 28 juillet 1794 au 26 octobre 1795........

Dates.			Pages.
Août 1794 à mars 1795	§ I.	Abolition des lois révolutionnaires. — Fermeture du club des Jacobins. — Procès de Carrier. — Rappel des Girondins........................	*ibid.*
15 sept. 1794 au 20 janv. 1795.	§ II.	Campagne d'hiver de 1794. — Opérations sur la Meuse et sur le Rhin. — Bataille de la Roer. — Conquête de la Hollande..................	203
Sept.-novembre.	§ III.	Opérations en Italie et en Espagne. — Bataille de la Mouga. — Conquête du Guipuzcoa.........	207
Février 1795. 6 nov. 1794.	§ IV.	Première pacification de la Vendée. — Dernier partage de la Pologne..........................	208
5 avril-8 juin.	§ V.	Traités avec la Hollande, la Prusse et l'Espagne.	210
	§ VI.	Suite de la réaction thermidorienne. — Famine.— Mise en jugement de Collot, Billaud et Barrère. — Insurrection du 12 germinal.........	213
Avril.-20 mai.	§ VII.	Insurrection du 1er prairial......................	216
	§ VIII.	Progrès du royalisme. — Massacre dans les provinces.......................................	219
6 sept.-31 déc.	§ IX.	Campagne de 1795. — Trahison de Pichegru...	221
21 juillet.	§ X.	Désastre des émigrés à Quiberon...............	223
22 août.	§ XI.	Constitution de l'an III. — Résistance des sections de Paris...............................	225
5 octobre.	§ XII.	Journée du 13 vendémiaire. — Fin de la Convention..	227

Section II. — Directoire exécutif. — Du 27 octobre 1795 au 11 novembre 1799....................................... 231

Chapitre I. Campagnes de Bonaparte en Italie. — Coup d'État du 18 fructidor. — Traité de Campo-Formio. — Du 27 octobre 1795 au 10 décembre 1797........... *ibid.*

1796. 18 mars	§ I.	Installation du nouveau gouvernement. — État des finances. — Fin des assignats.............	*ibid.*
	§ II	Situation des partis..........................	233
24 mars.	§ III.	Le comte d'Artois à l'île Dieu. — Mort de Charette et de Stofflet. — Pacification de l'Ouest.......	235
10 mai.	§ IV.	Conspiration de Babeuf........................	237
30 mars-28 avril.	§ V.	Campagne de 1796. — Victoires de Montenotte, Millesimo, Dego, Mondovi.—Armistice de Cherasco.......................................	238
6 mai-2 juin.	§ VI.	Passage du Pô. — Combat de Lodi. — Entrée à Milan. — Siége de Mantoue. — Armistice de Bologne....................................	241
30 juillet-15 sept.	§ VII.	Opérations contre Wurmser : batailles de Lonato, Castiglione, Bassano et Saint-Georges.	243
4 juin-26 oct.	§ VIII.	Opérations des armées du Rhin. — Revers des Français. — Retraite de Moreau............	246
18 août. 1er février 1797.	§ IX.	Alliance de la France et de l'Espagne. — Opérations de Bonaparte contre Alvinzi. — Batailles d'Arcole et de Rivoli. — Prise de Mantoue. — Traité de Tolentino...........................	247

Dates.		
9 janv.-18 avril.	X.	Opérations maritimes. — Campagne de 1797. — Batailles de Tagliamento, de Tarvis, de Neumarck. — Préliminaires de Léoben..........
23 avril-6 juillet.	§ XI.	Opérations sur le Rhin. — Destruction de la république de Venise. — Fondation de la république Ligurienne. — Négociations avec l'Angleterre.............................. .....
	§ XII.	Situation des finances. — Agiotage. — Conspirations royalistes. — Élections de l'an V. — Réaction royaliste dans les conseils...............
4 septembre.	§ XIII.	Coup d'État du 18 fructidor....................
17 octobre.	§ XIV.	Rupture des négociations avec l'Angleterre. — Traité de Campo-Formio. — Retour de Bonaparte à Paris..................................

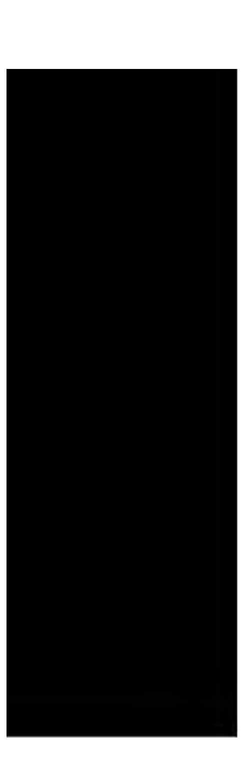
Chapitre II. Expédition d'Égypte.—Deuxième coalition.—Révolution du 18 brumaire. — Du 10 décembre 1797 au 11 novembre 1799.............................

30 septembre. 11 mai 1798.	§ I.	Situation intérieure. — Tiers consolidé. — Coup d'État du 22 floréal...........................
15 fév.-12 avril.	§ II.	Politique du Directoire. — Fondation des républiques Romaine et Helvétique...............
	§ III.	Préparatifs contre l'Angleterre. — Bonaparte propose la conquête de l'Égypte............
19 mai-1er août.	§ IV.	Départ de l'armée d'Égypte. — Prise de Malte. — Débarquement à Alexandrie. — Bataille des Pyramides. — Bataille d'Aboukir...........
23 janv. 1799.	§ V.	Deuxième coalition. — Conquête de Naples et du Piémont................................
1er mars-5 avril.	§ VI.	Campagne de 1799. — Opérations en Suisse. — Batailles de Stokach et de Magnano........
28 avril-15 août.	§ VII.	Assassinat des ministres français à Rastadt. — Bataille de Zurich. — Batailles de Cassano, de la Trébie et de Novi. — Débarquement des Russes en Hollande. — Revers maritimes.
18 juin.	§ VIII.	Opposition universelle contre le Directoire. — Journée du 30 prairial. — Réaction du parti républicain. — Sieyès travaille à renverser la Constitution. — Anarchie universelle........
10 févr.-22 août.	§ IX.	Expédition de Syrie. — Victoire d'Aboukir. — Bonaparte quitte l'Égypte..................
25 sept.-4 nov.	§ X.	Batailles de Zurich, de Bergen et de Genola....
9 octobre.	§ XI.	Retour de Bonaparte. — Préparatifs du 18 brumaire..................................
10 et 11 nov.	§ XII.	Journées des 18 et 19 brumaire...............

Section III. — Consulat. — Du 11 novembre 1799 au 18 mai 1804.........

Chapitre I. Campagnes de 1800 et 1801. — Traités de Lunéville et d'Amiens. — Du 11 novembre 1799 au 25 mars 1802................................

Dates.			Pages.
	§ I.	Consulat provisoire. — Constitution de l'an VIII.	*ibid.*
1800.	§ II.	Organisation des départements, des finances, de la justice. — État des partis. — Pacification de l'Ouest	517
6 avril-11 mai.	§ III.	Commencements de la campagne de 1800. — Les Autrichiens sur le Var et devant Gênes. — Batailles d'Engen et de Mœskirch	520
16 mai-15 juill.	§ IV.	Passage du grand Saint-Bernard. — Batailles du col de Tende, de Montebello et de Marengo. — Armistice d'Alexandrie. — Opérations de Moreau sur le Danube	522
12 novembre. 9 févr. 1801.	§ V.	Bataille de Hohenlinden. — Armistice de Steyer — Passage du Splugen par Macdonald. — Bataille de Pozzolo. — Armistice de Trévise et de Foligno. — Paix de Lunéville	529
16 déc.-23 mars.	§ VI.	Discussions de l'Angleterre avec les neutres. — Quadruple alliance des États du Nord. — Bataille de Copenhague. — Mort de Paul Ier	533
15 mars 1801. 25 mars 1802.	§ VII.	Apprêts d'une descente en Angleterre. — Expédition de Portugal. — Convention d'El-Arisch. — Bataille d'Héliopolis. — Mort de Kléber. — Gouvernement de Menou. — Bataille de Canope. — Évacuation de l'Égypte. — Paix d'Amiens	538
Chapitre II. Institution du Consulat. — Rupture avec l'Angleterre. — Constitutions de l'an X et de l'an XII. — Du 25 mars 1802 au 18 mai 1804			543
	§ I.	Progrès intérieurs. — Code civil	*ibid.*
24 déc. 1800. 12 mars 1801. 15 juillet.	§ II.	Machine infernale. — Premier sénatus-consulte. — Opposition et élimination du tribunat	545
26 avril 1802.	§ III.	Concordat et amnistie	548
1er mai-4 août.	§ IV.	Université. — Légion d'honneur. — Constitution de l'an X	552
1801-1803.	§ V.	Intervention de la France dans les affaires de la Hollande, de l'Italie, de la Suisse, de l'Allemagne	555
24 déc. 1801. 30 nov. 1803.	§ VI.	Expédition de Saint-Domingue	559
13 mai.	§ VII.	Rupture de la paix d'Amiens. — Projet de descente en Angleterre	562
15 février 1804. 21 mars.	§ VIII.	Conspiration de Georges, Pichegru et Moreau. — Mort du duc d'Enghien	568
16 mai.	§ IX.	Napoléon, empereur	572
LIVRE III. — Empire. — 1804 à 1814			576
Chapitre I. Troisième coalition. — Campagne de 1805. — Paix de Presbourg. — Du 18 mai 1804 au 26 décembre 1805			*ibid.*



mars. § XVII. Re

Chapitre V. Campagnes de

mars. § I. Na

mars. § II. Ap

juin. § III. Ca

juin. § IV. Si

§ V. Co

§ VI. Ca

§ VII. Ba

§ VIII. Ba

§ IX. Re

§ X. Ca

§ XI. Si

§ XII. In

Dates			Pages.
1805-1808	§ III.	Querelles de Napoléon avec le pape. — Occupation de Rome	443
18 octobre 1807.	§ IV.	Situation de la péninsule hispanique. — Conquête du Portugal	444
11 novembre. 11 mars 1808.	§ V.	Entrée des Français en Espagne. — Abdication de Charles IV	447
19 avril-15 juill.	§ VI.	Charles IV et Ferdinand VII cèdent leurs droits à Napoléon. — Joseph, roi d'Espagne	449
Juillet.	§ VII.	Soulèvement de l'Espagne	452
4 juill.-30 août.	§ VIII	Bataille de Medina de Rio-Seco. — Capitulation de Baylen. — Convention de Cintra	454
Octobre.	§ IX.	Armements de l'Autriche. — Entrevue de Napoléon et d'Alexandre à Erfurth	458
2 nov.-16 janv.	§ X.	Napoléon entre en Espagne. — Batailles de Burgos, d'Espinosa et de Tudela. — Retraite des Anglais. — Bataille de la Corogne. — Siége de Sarragosse. — Opérations de Catalogne	462
	§ XI.	Cinquième coalition	466
4 mars-22 mai.	§ XII.	Batailles d'Abensberg, d'Eckmühl et de Ratisbonne. — Prise de Vienne. — Bataille d'Essling	467
	§ XIII.	Insurrections de l'Allemagne et du Tyrol. — Opérations en Italie et en Gallicie. — Réunion de Rome à l'empire	473
6-12 juillet.	§ XIV.	Bataille de Wagram. — Armistice de Znaïm	476
	§ XV.	Expédition des Anglais en Belgique. — Campagne de 1809 en Espagne. — Mécontentement de la Russie	478
14 octobre.	§ XVI.	Traité de Vienne	484
Chapitre IV.		Dernières institutions et réunions de l'empire. — Guerre d'Espagne de 1810 à 1812. — Campagne de Russie. — Du 15 octobre 1809 au 9 mars 1813	485
	§ I	Progrès de la révolution. — Situation intérieure de l'empire. — Symptômes de décadence	*ibid.*
2 avril 1810.	§ II.	Mariage de Napoléon et de Marie-Louise	487
	§ III.	Presse, justice, finances, affaires religieuses	489
13 octobre 1810.	§ IV.	Naissance du roi de Rome. — Réunion de la Hollande, du Hanovre, des villes anséatiques	492
	§ V.	Rapports de Napoléon avec les rois de Naples et d'Espagne.—Campagnes de 1810 et 1811 en Espagne.	496
	§ VI.	Progrès du blocus continental. — Détresse de l'Angleterre	504
1810-1811.	§ VII.	Rupture de la France avec la Russie	506
1812.	§ VIII	Alliance de la Prusse et de l'Autriche avec la France. — Négociations avec la Turquie et la Suède	509
	§ IX.	Projets de Napoléon. — Composition des armées.	512
22 juin-15 juill.	§ X.	Passage du Niemen. — Séjour à Wilna	513
22 juill.-29 août.	§ XI.	Entrée à Witepsk. — Opérations sur les deux	

Dates.			Pages
		ailes. — Bataille de Smolensk. — Combat de Valontina	519
7 septembre.	§ XII.	Bataille de la Moscowa	522
5 novembre.	§ XIII.	Les Français à Moscou. — Affaires d'Espagne. — Plan de campagne des Russes	525
14 oct.-2 nov.	§ XIV.	Retraite des Français. — Batailles de Malo-Jaroslavetz et de Wiasma	528
16-19 nov.	§ XV.	Opérations sur les deux ailes. — Bataille de Krasnoï	530
26 nov.-30 déc.	§ XVI.	Passage de la Bérésina. — Départ de l'empereur. — Passage du Niemen	532
30 déc.-9 mars.	§ XVII.	Retraite des Français sur la Vistule, l'Oder et l'Elbe	534
Chapitre V. Campagnes de 1813 et 1814. — Abdication de Napoléon. — Traité de Paris et Charte de 1814. — Du 10 décembre 1812 au 24 juin 1814			536
Décembre-mars.	§ I.	Napoléon à Paris. — Conspiration de Mallet. — Apprêts de guerre	ibid.
22 février 1813. 17 mars.	§ II.	Apprêts de la coalition. — Alliance de la Prusse et de la Russie. — Dispositions de l'Autriche.	538
2 mai-4 juin.	§ III.	Campagne d'été de 1813. — Batailles de Lutzen et de Bautzen. — Armistice de Pletwitz	541
21 juin.	§ IV.	Situation de Napoléon. — Affaires d'Espagne. — Bataille de Vittoria	546
29 juillet-11 août.	§ V.	Congrès de Prague. — L'Autriche entre dans la coalition	549
24 août.	§ VI.	Campagne d'automne. — Bataille de Dresde	551
Août.	§ VII.	Batailles de Kulm, de la Katzbach, de Gross-Beeren et de Dennewitz	554
16-19 octobre.	§ VIII.	Bataille de Leipzig	556
20 oct.-2 nov.	§ IX.	Retraite des Français. — Bataille de Hanau. — Les Français repassent le Rhin	559
	§ X.	Capitulation des places. — Opérations sur le bas Elbe. — Insurrection de la Hollande. — Opérations en Italie et sur les Pyrénées	562
Décembre 1813. Janvier 1814.	§ XI.	Situation de la France. — Déclaration de Francfort. — Opposition du corps législatif. — Apprêts de Napoléon	564
26 décemb. 1813.	§ XII.	Invasion de la France. — Opérations des trois armées. — Bataille de la Rothière. — Batailles de Montmirail, de Vauchamp, etc. — Opérations de l'armée du Nord	568
5 févr.-14 mars.	§ XIII.	Congrès de Châtillon. — Retour de Napoléon sur la Seine. — Combats de Mormans et de Montereau. — Retour de Napoléon sur la Marne. — Batailles de Craonne et de Laon.	573
19 mars.	§ XIV.	Rupture du congrès. — Opérations en Belgique, dans le Midi, en Italie, aux Pyrénées.	577
27 févr.-25 mars.	§ XV.	Dernières opérations contre Schwartzemberg.	

Dates.			Pages.
		— Marche de Napoléon sur Saint-Dizier. — Marche des alliés sur Paris. — Combat de Fère-Champenoise....................	581
30 mars.	§ XVI.	Bataille de Paris..............................	584
31 mars-11 avril.	§ XVII.	Entrée des alliés à Paris. — Déchéance et abdication de Napoléon........................	586

FIN DE LA TABLE DU TOME QUATRIÈME

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.

